



3 1761 11649191 1














Digitized by the Internet Archive  
in 2023 with funding from  
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761116491911>



HOUSE OF COMMONS

Issue No. 1

Thursday, March 15, 1973

Tuesday, April 10, 1973

Chairman: Mr. Ovide Laflamme

CA1 XC19  
-P85  
Government  
Publications  
CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 1

Le jeudi 15 mars 1973

Le mardi 10 avril 1973

Président: M. Ovide Laflamme

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

## Privileges and Elections

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent des*

## Privilèges et élections

RESPECTING:

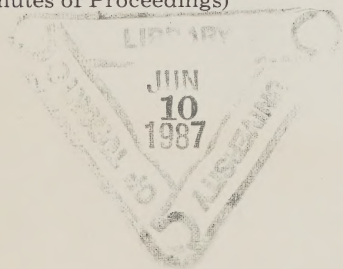
Organization and the  
Estimates 1973-74—  
Vote 10 relating to the  
Chief Electoral Officer

CONCERNANT:

L'organisation et  
Le budget des dépenses 1973-1974—  
Crédit n° 10 ayant trait au  
Directeur général des élections

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)



TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



First Session

Twenty-ninth Parliament, 1973

Première session de la

vingt-neuvième législature, 1973



STANDING COMMITTEE ON  
PRIVILEGES AND ELECTIONS

*Chairman:* Mr. Ovide Laflamme

*Vice-Chairman:* Mr. Douglas Stewart

Messrs.

Benjamin  
Blais  
Caccia  
Forrestall

Hollands  
Howard  
Jerome  
Lachance

COMITÉ PERMANENT DES  
PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS

*Président:* M. Ovide Laflamme

*Vice-président:* M. Douglas Stewart

Messieurs

Matte  
McKinley  
Munro (*Esquimalt-  
Saanich*)  
McKinnon

O'Connor  
Poulin  
Reid  
Roche  
Ritchie—(19).

(Quorum 10)

*Le greffier du Comité*

Robert D. Marleau

*Clerk of the Committee*

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Tuesday, April 10, 1973:

Messrs. Munro (*Esquimalt-Saanich*), Hollands, Roche, Ritchie and Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*) replaced Mr. Balfour, Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*), Messrs. Baker, Clark (*Rocky Mountain*) and Munro.

Suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du Règlement

Le mardi 10 avril 1973:

MM. Munro (*Esquimalt-Saanich*), Hollands, Roche, Ritchie et M<sup>lle</sup> MacDonald (*Kingston et les Îles*) remplacent M. Balfour, M<sup>lle</sup> MacDonald (*Kingston et les Îles*), MM. Baker, Clark (*Rocky Mountain*) et Munro.



## ORDERS OF REFERENCE

## HOUSE OF COMMONS

Thursday, January 18, 1973

*Resolved*,—That the following Members do compose the Standing Committee on Privileges and Elections:

	Messrs.
Baker	MacDonald (Miss)
Benjamin	Macquarrie
Blais	Matte
Caccia	McKinley
Clark ( <i>Rocky Mountain</i> )	McKinnon
Forrestall	O'Connor
Howard	Poulin
Jerome	Reid
Lachance	Stewart ( <i>Okanagan-</i>
Laflamme	<i>Kootenay</i> )—(19).

Tuesday, February 27, 1973

*Ordered*,—That Vote 10 relating to the Chief Electoral Officer, be referred to the Standing Committee on Privileges and Elections.

ATTEST

*Le Greffier de la Chambre des communes*

Alistair Fraser

*The Clerk of the House of Commons*

## ORDRES DE RENVOI

## CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 18 janvier 1973

*Il est résolu*,—Que le Comité permanent des privilèges et élections soit composé des députés dont les noms suivent:

	MM.
Baker	MacDonald (M <sup>lle</sup> )
Benjamin	Macquarrie
Blais	Matte
Caccia	McKinley
Clark ( <i>Rocky Mountain</i> )	McKinnon
Forrestall	O'Connor
Howard	Poulin
Jerome	Reid
Lachance	Stewart ( <i>Okanagan-</i>
Laflamme	<i>Kootenay</i> )—(19).

Le mardi 27 février 1973

*Il est ordonné*,—Que le crédit 10 ayant trait au Directeur général des élections soit renvoyé au Comité permanent des privilèges et élections.

ATTESTÉ

## MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MARCH 15, 1973.

(1)

[Text]

The Standing Committee on Privileges and Elections met at 4:05 o'clock p.m. this day, for the purposes of organization.

*Members of the Committee Present:* Messrs. Baker, Blais, Caccia, Clark (*Rocky Mountain*), Howard, Lachance, Laflamme, Matte, McKinnon, O'Connor, Poulin, Reid.

*Other Member Present:* Mr. MacDonald (*Egmont*).

The Clerk of the Committee presided over the election of the Chairman of the Committee.

Mr. Caccia moved,—That Mr. Laflamme do take the Chair of this Committee as Chairman.

The question being put on the said motion, it was agreed to and Mr. Laflamme was invited to take the Chair.

Mr. Laflamme thanked the members of the Committee for the honour bestowed upon him and then called for motions to elect a Vice-Chairman.

On motion of Mr. Poulin, Mr. Stewart (*Okanagan-Kootenay*) was appointed Vice-Chairman of the Committee.

Mr. Howard moved,—That the Chairman and 5 other Members appointed by the Chairman, after the usual consultations, do compose the Sub-committee on Agenda and Procedure.

After debate thereon, the question being put on the said motion, it was agreed to.

Mr. Lachance moved,—That the Committee print 1,000 copies of its Minutes of Proceedings and Evidence and as a supplementary Issue, an Index prepared by the Library of Parliament.

After debate thereon, the question being put on the said motion, it was agreed to.

*Agreed*,—That the question of authorizing the Chairman to hold meetings to receive and authorize the printing of evidence when a quorum is not present, be referred to the Sub-committee on Agenda and Procedure.

At 4:46 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

## PROCÈS-VERBAUX

LE JEUDI 15 MARS 1973

(1)

[Traduction]

Le Comité permanent des privilèges et élections se réunit aujourd'hui à 14h05 pour se constituer.

*Membres du Comité présents:* MM. Baker, Blais, Caccia, Clark (*Rocky Mountain*), Howard, Lachance, Laflamme, Matte, McKinnon, O'Connor, Poulin, Reid.

*Autre député présent:* M. MacDonald (*Egmont*).

Le greffier du Comité préside à l'élection du président du comité.

M. Caccia propose que M. Laflamme devienne président du Comité.

La motion, mise aux voix, est adoptée et M. Laflamme est invité à prendre place au fauteuil.

M. Laflamme remercie les membres du Comité de l'honneur qui lui est fait et demande ensuite des propositions pour l'élection d'un vice-président.

Sur proposition de M. Poulin, M. Stewart (*Okanagan-Kootenay*) est nommé vice-président du Comité.

M. Howard propose que le président et cinq autres membres, nommés par le président après les consultations d'usage, forment le sous-comité du programme et de la procédure.

Après débat, la motion, mise aux voix, est adoptée.

M. Lachance propose que le Comité fasse imprimer 1,000 exemplaires de ses Procès-verbaux et témoignages et, dans un fascicule supplémentaire, un index préparé par la bibliothèque du Parlement.

Après débat, la motion, mise aux voix, est adoptée.

Il est *décidé* que soit renvoyée au sous-comité du programme et de la procédure la question d'autoriser le président à tenir des séances où le Comité pourrait entendre des témoignages et en permettre l'impression sans qu'il y ait quorum.

A 16h46, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

*Le greffier du Comité*

G. A. Birch

*Clerk of the Committee*

LE MARDI 10 AVRIL 1973  
(2)

[Texte]

Le Comité permanent des privilèges et élections se réunit ce jour à 15h42. Le président, M. Laflamme, occupe le fauteuil.

*Membres du Comité présents:* MM. Benjamin, Blais, Caccia, Forrestall, Hollands, Howard, Laflamme, Matte, McKinley, Munro (*Esquimalt-Saanich*), McKinnon, O'Connor, Poulin, Reid, Roche, Ritchie, Stewart (*Okanagan-Kootenay*).

*Témoin:* M. Jean-Marc Hamel, Directeur général des élections du Canada.

Le Comité commence l'étude de son ordre de renvoi du mardi 27 février 1973 qui se lit comme suit:

*Il est ordonné.*—Que le crédit 10 ayant trait au Directeur général des élections soit renvoyé au Comité permanent des privilèges et élections.

Le président présente le premier rapport du sous-comité du programme et de la procédure dont le texte suit:

Le sous-comité s'est réuni le jeudi 5 avril 1973 pour étudier le programme et la procédure à suivre dans l'examen des crédits du Directeur général des élections du Canada pour l'année financière prenant fin le 31 mars 1974, et il a décidé de faire la recommandation suivante:

I Que le Comité se réunisse le mardi 10 avril 1973 à 15 h. 30 pour examiner le crédit 10 concernant le Directeur général des élections du Canada et que M. Jean-Marc Hamel, Directeur général des élections du Canada soit convoqué à comparaître.

Le jeudi 15 mars 1973, le sous-comité a reçu mandat d'étudier s'il y a lieu d'autoriser le président à tenir des réunions pour entendre les témoignages et à en autoriser la publication en l'absence d'un quorum. Le sous-comité, après examen de la question, a décidé de faire la recommandation suivante:

II Que, sauf si le Comité en décide autrement, le quorum soit requis pour qu'une séance ait lieu.

Après débat, ledit rapport est adopté.

Le président met en délibération le crédit 10—Directeur général des élections—dépenses du programme.

Le témoin fait un exposé verbal et répond aux questions.

TUESDAY, APRIL 10, 1973  
(2)

[Translation]

The Standing Committee on Privileges and Elections met at 3:42 p.m. this day, the chairman, Mr. Laflamme, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Benjamin, Blais, Caccia, Forrestall, Hollands, Howard, Laflamme, Matte, McKinley, Munro (*Esquimalt-Saanich*), McKinnon, O'Connor, Poulin, Reid, Roche, Ritchie and Stewart (*Okanagan-Kootenay*).

*Witness:* Mr. Jean-Marc Hamel, Chief Electoral Officer of Canada.

The Committee began consideration of its Order of Reference dated Tuesday, February 27, 1973 which reads as follows:

That Vote 10 relating to the Chief Electoral Officer, be referred to the Standing Committee on Privileges and Elections.

The Chairman submitted the First report of the Subcommittee on Agenda and Procedure which reads as follows:

Your Sub-committee met on Thursday April 5, 1973 to consider the agenda and procedure for the consideration of the Estimates for the fiscal year ending March 31, 1974 relating to the Chief Electoral Officer of Canada and has agreed to make the following recommendation:

I. That the Committee meet on Tuesday, April 10, 1973 at 3:30 o'clock p.m. for the consideration of Vote 10 relating to the Chief Electoral Officer of Canada and that Mr. Jean-Marc Hamel, Chief Electoral Officer of Canada, be called to appear.

On Thursday, March 15, 1973 the Sub-committee was ordered to consider the question of authorizing the Chairman to hold meetings, to receive and authorize the printing of evidence when a quorum is not present. Your Sub-committee, after consideration, has agreed to make the following recommendation:

II. That unless the Committee otherwise orders, a quorum shall be necessary to hold meetings.

After debate thereon, the report was concurred in.

The Chairman called Vote 10—Chief Electoral Officer—Program expenditures.

The witness made a verbal statement and answered questions.



La période de questions se poursuit;

A 17h15 le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

And questioning continuing;

At 5:15 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

*Le greffier du Comité*

Robert D. Marleau

*Clerk of the Committee*

## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, April 10, 1973

• 1548

[Texte]

**The Chairman:** Gentlemen, our first order of business is the first report of our subcommittee on Agenda and procedure.

(See Minutes of Proceedings)

**The Chairman:** I would accept a motion to move the adoption of this report. Moved by Mr. Blais—a question?

**Mr. Blais:** Do you mean that a quorum would be required to hear witnesses as well?

**The Chairman:** Yes, unless otherwise decided by the Committee.

**Mr. Blais:** Witnesses from out of town, as well?

**The Chairman:** As I see it, the Committee would have to change the regulations by a motion duly passed when we have a quorum, to otherwise advise or decide.

Is this report of the subcommittee approved?

Motion agreed to.

**Le président:** Maintenant je voudrais vous présenter notre témoin principal. Pour plusieurs d'entre vous, je n'en ai pas besoin, mais comme il y a quelques nouveaux membres du Comité permanent des privilèges et élections, il me fait plaisir d'accueillir et de vous présenter M. Jean-Marc Hamel, le Directeur général des élections qui a effectué depuis quelques années un excellent travail et qui, l'an dernier et l'année précédente, a effectué un travail considérable pour une révision importante de la *Loi électorale du Canada* qui pour la première fois était mise en application au cours de la dernière élection.

• 1550

Je pense que l'on peut dire qu'avec tous les amendements qui ont été faits, il s'en est assez bien tiré. Je ne veux pas faire son éloge, mais je voulais vous présenter celui qui est ici à ma droite, Jean-Marc Hamel de même que le chef du bureau des finances de la Direction des élections, M. Fauvelle et la secrétaire de M. Hamel.

Juste avant de commencer, je pense que nous pourrions peut-être demander au secrétaire du Comité de distribuer parmi les membres un document qui pourra servir. You already have the total figures on the cost of the 1972 election. Mr. Hamel, do you have any statement to make at this time before we call on members to ask questions?

**Mr. Jean-Marc Hamel (Chief Electoral Officer of Canada):** Mr. Chairman, I would like to thank you most sincerely for your good words. May I say that it was not only a pleasure but it is certainly a privilege to be associated with this committee at so many meetings during the previous Parliament as well as with the other select committee which studied for quite a number of meetings the question of election expenses.

**Mr. Chairman,** gentlemen, there is not much that I could add to my report to the speaker, copies of which I believe have been distributed. I have, however, more complete statistics on a constituency basis on the number and percentage of rejected ballots. I understand that this is a question that aroused some interest, at least shortly after the election. We have a document which could be distributed if this is the wish of the committee, Mr. Chairman.

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 10 avril 1973

[Interprétation]

**Le président:** Messieurs, notre premier article à l'ordre du jour est le premier rapport de notre sous-comité du programme et de la procédure.

(Voir le procès-verbal)

**Le président:** J'accepterais une motion d'adoption de ce rapport. Il est proposé par M. Blais... une question?

**M. Blais:** Voulez-vous dire qu'il faudrait quorum pour entendre les témoins également?

**Le président:** Oui, à moins que le Comité en décide autrement.

**M. Blais:** Les témoins de l'extérieur aussi?

**Le président:** Comme je l'entends, le Comité devrait changer les règlements par une motion dûment adoptée lorsque nous avons quorum, donnez un avis contraire ou décidez.

Est-ce que le rapport du sous-comité est adopté?

La motion est adoptée.

**The Chairman:** I would like, now, to introduce the principal witness. I do not have to do so for many among you, but new members on the Standing Committee on Privileges and Elections will be happy to acknowledge the presence of Mr. Jean-Marc Hamel, Chief Electoral Officer, who has done such good work these past years and who, last year and the year before, assumed the tremendous task of reviewing the important Canada Elections Act for the first time applied during the last election.

With all the amendments which were made, I think we might say that he handled the matter quite well. I do not wish to eulogize him, but I want to present to you Mr. Jean Marc Hamel to my right, Mr. Fauvelle the Chief Electoral Office's Financial Branch, and Mr. Hamel's secretary.

Before beginning, I think that we could perhaps ask the Clerk to distribute to the members of the Committee a document they might find useful. Vous connaissez déjà le coût des élections de 1972. Monsieur Hamel, avez-vous une déclaration à faire avant que nous posions des questions?

**M. Jean-Marc Hamel (directeur général des élections):** Monsieur le président, j'aimerais vous remercier très sincèrement des bonnes paroles que vous avez eues à mon égard. J'apprécie comme un privilège d'avoir été si souvent réuni à ce comité au cours des nombreuses séances de la session précédente et autres comités spéciaux étudiant les dépenses électorales.

Monsieur le président, messieurs, je n'ai pas grand chose à ajouter au rapport remis à l'Orateur dont les exemplaires je crois vous ont été distribués. Toutefois, je possède des données plus complètes par circonscription sur le nombre et le pourcentage des bulletins annulés. Je dois comprendre que c'est là une question qui a soulevé un certain intérêt, du moins immédiatement après l'élection. Nous avons un document à distribuer si telle est la volonté du comité, monsieur le président.

[Text]

We have also made a study of the ways to improve the ballot with a view to possibly reducing the number of rejected ballots without, of course, presuming the decision of the House on two private bills which I understand are now being considered. We believe the present ballot could be slightly changed in the light of some of the observations received by some of the judges presiding at recounts as well as letters received from candidates or election officers, but keeping the same format. We feel that part of the confusion was attributable to the circular space which was too small and we feel that by making that space slightly bigger it might help. I have some specimens of the work that we have done which we could also circulate if it were of interest to the committee.

We also have a limited number of advance copies of the poll-by-poll report of the last election; this is the big blue book that is published after the election. This has always been quite a task and we usually had to work for nine months to produce that report. But with a very sharp increase in the number of electors last fall and, as you know more than 100 candidates over the number in any previous election, the prospect is that it will now require more than a year. We decided to see whether we could use computers to produce this report and we are still hopeful that it will be possible thereby to save at least three to four months on the over-all publication.

We brought as a specimen the copy for each of the ridings of the members of the committee as they existed yesterday. There are advance copies. There might be some minor errors but hopefully we will correct them; they could be distributed also later on.

Concerning my estimates for 1973-74, I believe it should be pointed out that these were prepared about a year ago at which time we could not foresee that we would have to run two cycles concurrently. In other words, while closing books on the last election, we have to get ready for a new one. Therefore, the Estimates as shown in the Estimate books will have to be supplemented, I am afraid, quite shortly by way of supplementary estimates. In other words, we will need some additional funds for salaries, particularly for overtime.

Mr. Chairman, that is all I would like to say at this time. Of course, I am available for any questions the members of the Committee may wish to address to me.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Hamel. I think it would be agreeable to the members of the Committee to have circulated to them a draft copy of the whole results if they are available. Could you have them distributed by the Clerk?

**Mr. Hamel:** Unfortunately, if there is any substitution on the Committee we do not have the copy with us, but we would gladly take your name and send it by messenger tomorrow.

**Mr. Howard:** Mr. Chairman, I wonder, if this has not been done already, whether the report of the Chief Electoral Officer which is here in statement form and another document here relating to expenditures might not be made an appendix to today's proceedings so that what we are talking about and the report itself are all in one place.

[Interpretation]

Nous avons aussi étudié les moyens d'améliorer le vote en vue de réduire le nombre de bulletins annulés anticipant sur la décision de la Chambre concernant deux bills privés à l'étude. Nous croyons que le bulletin de vote pourrait être légèrement modifié par suite d'observations qui nous ont été communiquées par des juges ayant présidé au recomptage et des lettres qui nous ont été adressées par les candidats ou les agents d'élection, tout en conservant la même forme. Nous estimons qu'une partie de la confusion était causée par le cercle trop petit et que de l'agrandir un peu pourrait aider. J'ai des échantillons du travail que nous avons fait et que nous pourrions aussi vous distribuer si le comité le désire.

Nous avons aussi un petit nombre d'exemplaires du rapport de la dernière élection par bureau de votation: c'est le gros Livre bleu publié après les élections. Cela représente une tâche ardue et nous avons dû presque chaque fois travailler pendant 9 mois pour produire ce rapport. Mais, vue l'accroissement soudain du nombre d'électeurs l'automne dernier et, comme vous le savez plus de 100 candidats de plus qu'en toute autre élection, nous prévoyons qu'il faudra peut-être plus d'une année cette fois. Nous avons essayé de le faire à l'ordinateur et nous espérons que cela sera possible, dans l'espoir d'abrégier de trois à 4 mois le travail de publication.

Nous avons apporté comme échantillon l'exemplaire de chacune des circonscriptions des membres du comité telle que constituée présentement. Ce sont des exemplaires qui ne sont pas définitifs et ils peuvent contenir certaines erreurs, mais nous espérons pouvoir les corriger; les exemplaires corrigés seraient aussi distribués plus tard.

Au sujet de mon budget de 1973-1974, je crois devoir signaler qu'il a été établi il y a à peu près un an et que nous ne pouvions alors prévoir que nous aurions à parcourir simultanément deux cycles. C'est-à-dire qu'ayant à peine refermé les livres sur la dernière élection, nous devons en préparer une nouvelle. Il faut donc des crédits supplémentaires aux crédits inscrits au Budget et très bientôt, je le crains. Nous aurons besoins d'autres fonds pour les traitements, surtout pour le travail supplémentaire.

Monsieur le président, c'est tout ce que je tiens à dire pour le moment. Je répondrai volontiers aux questions des membres du Comité.

**Le président:** Merci, monsieur Hamel. Je crois que les membres du Comité apprécieraient le brouillon renfermant les résultats généraux s'il peut être mis à leur disposition. Les feriez-vous distribuer par le greffier?

**M. Hamel:** Malheureusement, si certains membres du Comité ont été remplacés nous ne l'avions pas prévu, mais nous prendrons les noms et en ferons parvenir des exemplaires par messenger demain.

**M. Howard:** Monsieur le président, je me demande si ceci n'a pas déjà été fait, si le rapport du Directeur général des élections que nous avons sous forme de déclaration et un autre document ayant trait aux dépenses ne pourraient être annexés au compte rendu de la séance d'aujourd'hui afin que la question débattue et le rapport puissent être retrouvés au même endroit.



## [Texte]

**The Chairman:** Is it agreed that we have the report of the Chief Electoral Officer made an appendix to today's proceedings?

**Some hon. Members:** Agreed.

**Mr. Howard:** Mr. Chairman, I was going to ask this. Whatever it is that is being distributed now, I wanted to include that but I wanted to wait until I saw it.

**The Chairman:** This was distributed to the members. It is the results poll by poll in their constituencies.

**Mr. Howard:** I see.

**Mr. Hamel:** I would like to add that two copies or two complete sets were sent yesterday to the headquarters of each of the four parties. In other words, we had nine copies available; eight were sent to the parties and one we kept for each member.

**Le président:** Nous avons décidé, au cours de la dernière réunion du comité directeur qu'au lieu de suivre une règle établie à l'avance pour faire l'appel des députés qui veulent poser des questions, le président déciderait par lui-même suivant les indications qui lui seraient données. M. Munro a d'abord manifesté son intention de poser des questions, puis M. Caccia. Les députés qui ont l'intention de poser des questions au témoin ou de faire des commentaires, voudront bien indiquer au président leur intention de ce faire. Monsieur Munro.

**Mr. Blais:** Mr. Chairman, I wonder if the other documents that Mr. Hamel referred to could be distributed, such as the work he has done on the ballots, which he has in front of him. It may be helpful in our questioning if the other items that he referred to could be distributed.

**The Chairman:** Thank you.

**Mr. Munro (Esquimalt-Saanich):** Mr. Chairman, on a point of order I am suggesting that we ought to have the papers prepared in advance.

There are any number of questions that particularly a new member has on his mind, after having gone through the electoral process. I will try to confine myself to just one or two areas, as I am sure that other members would like to raise some on their own.

The proxy problem was certainly one in my area, particularly for students. It also occurs, of course, for those who are confined to hospital. In the hospitals again there was a considerable problem about the coming and going of persons who had to get the papers ready.

• 1600

There are two aspects of the question. First, whether it was sufficiently explained. Was there enough PR work done? I do not think there was, quite honestly, to explain to those who might have to use proxies. Were all the hospitals, for example, given the material so that they could help the patients in advance.

Some people did not even know that they could get proxies. For an example, there were members of the family who would say, "I hear there is a proxy system but what is it? I have to go down to the electoral officer and then I have to go down to a notary public." And is there not some way, for purposes of the election and within the intent of the act, that administrators of hospitals could be of assistance in certifying persons who are exercising a proxy for someone else? That is one aspect.

## [Interprétation]

**Le président:** Voulez-vous que le rapport du Directeur général des élections soit annexé au compte rendu de la séance d'aujourd'hui?

**Des voix:** D'accord.

**M. Howard:** Monsieur le président, j'allais le demander. Quoiqu'on le distribue actuellement, j'aimerais que cela soit inclus, mais je voulais d'abord le voir.

**Le président:** Ceci a été distribué aux membres du Comité. Ce sont les résultats des élections dans les circonscriptions des membres du Comité.

**M. Howard:** Je vois.

**M. Hamel:** J'aimerais ajouter que deux exemplaires ou deux jeux complets ont été envoyés hier au quartier général de chacun des quatre partis. Nous avions neuf exemplaires à notre disposition et huit ont été envoyés aux partis et un conservé pour chaque membre.

**The Chairman:** We decided at the last meeting of the steering committee that, instead of following a long-established rule to recognize members who wish to ask questions, the Chairman will recognize members according to signals. Mr. Munro first indicated that he wished to ask questions, then Mr. Caccia. Any member who wishes to put questions to the witness or to make comments, should make it known to the Chairman. Mr. Munro.

**M. Blais:** Monsieur le président, je me demande si les autres documents que M. Hamel a mentionnés pourraient être distribués, ainsi que l'étude faite au sujet du scrutin, qu'il a devant lui. Nos questions seraient plus faciles si nous avions en main les documents qui doivent être distribués.

**Le président:** Merci.

**M. Munro (Esquimalt-Saanich):** Monsieur le président, j'invoque le Règlement pour proposer que les documents soient préparés d'avance.

Les questions affluent à l'esprit des nouveaux députés après être passés par la machine électorale. Je vais essayer de m'en tenir à un ou deux domaines, car je suis persuadé que les autres députés ont aussi des questions à soulever.

La question des procurations a certainement joué dans ma circonscription, en particulier dans le cas des étudiants. Cela s'est produit aussi pour les personnes confinées à l'hôpital. Il y a eu beaucoup de difficultés dans les hôpitaux à cause du va-et-vient des personnes qui devaient préparer les papiers nécessaires.

Cette question a deux aspects. Tout d'abord, a-t-elle été suffisamment expliquée? En a-t-on suffisamment informé le public? Je ne pense pas que ce soit le cas, très honnêtement, et qu'on n'a rien expliqué à ceux qui devaient utiliser des procurations. Les hôpitaux ont-ils par exemple reçu le matériel nécessaire pour aider les patients?

Certaines personnes ne savaient même pas qu'elles pouvaient obtenir des procurations. Par exemple, certains membres d'une famille disaient qu'il existait un système de procuration mais qu'ils ne le connaissaient pas. Il leur fallait aller voir le fonctionnaire électoral puis un notaire public. N'existe-t-il pas un moyen, en cas d'élection, et dans le cadre de la loi, permettant aux administrateurs des hôpitaux de certifier que certaines personnes utilisent une procuration pour d'autres personnes? Cela représente un aspect.

## [Text]

The other one, the student aspect, is quite different; and again, I am not sure that the students really knew whether they were at home or whether they were in residence, whether they ought to vote in residence or send their proxies back and have their parents vote. And that is a complicated business going through the mail.

Could there not be an adaptation, for example, of the special voting procedures that are used in the armed forces and that were used this time, for the first time, by the Department of External Affairs abroad for employees away from their homes. Could some method be devised within the terms of the law, and, if not, would you consider it within your purview to make suggestions whereby Parliament could improve the administration of the law. No one is a better critic of an administrative law such as this than the administrator himself. You get the over-all view, and you get the criticisms thrown at you and written to you.

Do you consider this part of your responsibility? That is the first area of questioning I want to open up.

**Mr. Hamel:** I believe that, within the context of the present legislation, it would not be possible to include students in some form of absentee voting comparable to the system in use for the armed forces or External Affairs people. I suspect, and this is my own interpretation, that this would require a fairly major change in the legislation.

My responsibility under Section 59 of the act is to recommend changes for the better administration of the act. Consistently, my predecessor and myself have always tried to refrain from making any recommendation for changes of substance, preferring that these changes come from the Committee, although we would be prepared and pleased to give the Committee whatever assistance the Committee or the House might wish in trying to assess some of the problems that might be involved.

In this particular respect, I am afraid I have not found yet how we could establish a reliable list because the system in use for the armed forces and External Affairs is based on a list which is kept up-to-date with the co-operation of the departments involved, the departments of External Affairs, Industry, Trade and Commerce, and National Defence. We have access to the files of these employees and, when a person enlists, he has to file what we call a Statement of Ordinary Residence; or when an employee of a government department is posted abroad he has to fill out a form. When he gets out of the forces, his file is pulled out and his name struck off the list.

• 1605

I really do not know how we could devise a system which would achieve the same thing with university students. I do not say it is impossible, but it would certainly require quite an apparatus.

We try to give the students as much information as possible. We distributed a special leaflet by the thousands on campus, we had a poster, we had a few meetings with the registrars of the various institutions and, in a nutshell, we tried to publicize the procedure for the students as much as we could. I quite agree with you that defining the ordinary residence of a student is not a simple matter. I do not want to try to interpret what the intentions of the committee were in 1970 when the act was changed, but you may recall that prior to 1970 the students had a statutory right to be on two lists, namely, back home and on the campus.

## [Interpretation]

L'autre aspect qui concerne les étudiants, est tout à fait différent; je ne suis pas certain que les étudiants savaient exactement la différence entre domicile et résidence, s'il leur fallait voter en résidence ou envoyer leur procuration à leurs parents. C'est une opération compliquée, lorsqu'on agit par courrier.

Ne pourrions-nous pas adapter, par exemple, le processus de vote spécial utilisé pour les militaires et qui a été utilisé pour la première fois par le ministère des Affaires extérieures à l'intention des employés résidant à l'étranger. La loi ne permet-elle pas de mettre au point une méthode, et sinon, n'envisagez-vous pas de faire des recommandations permettant au Parlement d'améliorer l'administration de cette loi. Personne n'est meilleur critique d'une loi administrative que l'administrateur lui-même. Vous avez une idée d'ensemble et on vous fait les critiques par écrit.

Pensez-vous que cela soit une de nos responsabilités? C'est le premier domaine de questions que j'aimerais aborder.

**M. Hamel:** Il me semble que, dans le cadre de la législation actuelle, il n'est pas possible d'inclure les étudiants dans un système comparable à celui utilisé pour les Forces armées ou les fonctionnaires des Affaires extérieures. Il me semble, et c'est là mon interprétation, qu'il faudrait changer d'une façon plus radicale la législation.

En vertu de l'article 59 de la Loi, il m'appartient de recommander des changements pour administrer la loi d'une meilleure façon. Par conséquent, mes prédécesseurs et moi-même avons toujours cherché à éviter de recommander des changements de substance, préférant que ces changements émanent du comité, même si nous sommes prêts à aider le comité ou la Chambre à définir les problèmes rencontrés.

A ce propos, je ne crois pas avoir trouvé de moyen de dresser une liste fidèle car le système utilisé pour les Forces armées et les Affaires extérieures est fondé sur une liste mise à jour en collaboration avec les ministères concernés, celui des Affaires extérieures, de l'Industrie et du Commerce et de la Défense nationale. Nous avons accès aux dossiers de ces employés et, lorsqu'une personne est engagée, il lui faut remplir ce que nous appelons une déclaration de domicile ordinaire, ou lorsqu'un employé du gouvernement est envoyé à l'étranger il lui faut remplir une formule identique. Lorsque cette personne revient, ou quitte les Forces armées, on retire son dossier et son nom est retiré de la liste.

Je ne sais pas comment nous pourrions mettre au point un système qui nous permettrait d'arriver au même résultat avec les étudiants. Je ne dis pas que cela est impossible, mais il faudrait certainement tout un processus global.

Nous essayons d'informer les étudiants autant que possible. Nous avons distribué des pamphlets par milliers sur les campus, nous avons fait des affiches, tenu des réunions avec les responsables de différentes institutions, et essayé de présenter aux étudiants la procédure du mieux possible. Je suis d'accord avec vous pour dire qu'il n'est pas facile de définir la résidence ordinaire d'un étudiant. Je ne voudrais pas chercher à interpréter les intentions du Comité en 1970 au moment de la modification de la loi, mais vous vous souvenez qu'avant 1970 les étudiants avaient le droit statutaire d'être sur deux listes, à savoir chez eux et sur le campus.

## [Texte]

One of the particular implications of dropping the voting age to 18 was that the lists would have contained thousands and thousands of dual enumerations and our lists were no longer accurate. They would have shown far many more names than the actual number of voters. Therefore in 1970 students, in a sense, ceased to be a class by themselves, or ceased to be treated differently, and the general rules of residence were applied to them. As you quite rightly pointed out, it is not easy to define or to determine the ordinary residence of a student, particularly if you look in the context of our legislation. Furthermore, the interpretation of a student may not be that of his parents, and as a result he might have found himself on two lists. Also, we cannot be more demanding of the students than we can of ordinary citizens. The law very specifically precludes the forcing of an elector to give proof of his qualifications. If an elector states to the enumerator that he is a Canadian citizen, that he is 18 years of age or over, that his place of ordinary residence is there, the enumerator has to put him on the list. We could not ask any more questions of a student, and if a student maintained or claimed that his residence was his residence on the campus or where he was at that time, I do not think in law we could go beyond that.

The only additional question that I authorized or suggested we ask a student, because I was concerned at one time that some students, if challenged at the poll, might hesitate to take an oath of qualification and then it would be too late to have their names put on the list back home and I did not want to have any student found sitting between two chairs, was that perhaps in case of doubt that the enumerators ask the student if they were challenged at the poll whether they would be prepared to take the oath, and if the answer were in the affirmative there was no excuse for not putting the name down.

I do not think the procedure for proxy was that complicated. In fact, the registrars at every institution had all the forms. We had forms which only had to be signed by the registrar and the stamp or the seal of the university added to it, and in a matter of about 5 or 10 minutes at the most any student could get all the forms from the registrar's office, fill them out and mail them to his parents.

**Mr. Munro (Esquimalt-Saanich):** And then they were taken to the Returning Officer . . .

**Mr. Hamel:** Then, of course, either the student or the person appointed as his proxy had to take it to the Returning Officer. Of course, we had some complaints because people who lived in the same town or village as the Returning Officer had an advantage over those living 50 or 100 miles away. We try to force our Returning Officers, and we gave them carte blanche to travel as extensively as time would allow so that if the electors could not find time to come to them they would go to them. We are contemplating a few changes in our procedures for the next election. In terms of the act, if I may say so, if and when the Committee is empowered to consider amendments to the act, there are at least a couple of amendments regarding proxies that I, personally, would like to see made. I believe the election clerk should be authorized to issue proxies; under the act at the moment, only the returning officer is authorized to issue proxy certificates.

• 1610

Another problem we encountered—and you touched upon this question of hospitals, homes for the aged and

## [Interprétation]

L'une des implications particulières de l'abaissement de l'âge électoral à 18 ans est que les listes devaient contenir des milliers et des milliers de double énumération et n'étaient plus exactes. Elles faisaient état de plus de noms qu'il n'en existait effectivement. Par conséquent, en 1970, des étudiants, en un sens, ont cessé de représenter une classe unique et d'être traités différemment, et les règlements généraux de résidence leur furent appliqués. Comme vous l'avez justement souligné, il n'est pas facile de déterminer quelle est la résidence ordinaire d'un étudiant, particulièrement si vous examinez le contexte de notre législation. En outre, l'étudiant peut interpréter les choses différemment de ses parents, et par conséquent se trouver lui-même sur deux listes. C'est pourquoi, nous ne pouvons pas demander plus des étudiants que ce que nous demandons des citoyens ordinaires. La loi stipule clairement qu'on ne peut forcer un électeur à donner des preuves de ses qualifications. Si un électeur prétend être citoyen canadien, avoir 18 ans ou davantage, et résider normalement à tel endroit, le fonctionnaire doit l'inscrire sur la liste. Nous ne pouvons pas poser plus de questions à l'étudiant, et si ce dernier prétend que sa résidence est celle du campus, je ne pense pas que la loi puisse aller au-delà.

La seule question supplémentaire que j'ai permis que l'on pose à l'étudiant, car je craignais qu'à un moment donné les étudiants, s'ils éprouvaient des difficultés, évitent à prêter serment de leurs qualifications et seraient en retard pour inscrire leur nom sur les listes de leur région de résidence, et je ne voulais pas trouver d'étudiants assis entre deux chaises, était qu'en cas de doute, le fonctionnaire demande aux étudiants s'ils étaient prêts à prêter serment, et dans l'affirmative, il n'y avait pas d'excuse pour ne pas les inscrire.

Je ne crois pas que la procédure de procuration soit compliquée. En fait, les responsables de toutes les institutions avaient toutes les formules. Nous avions des formules qui devaient être signées par ces responsables et l'on y ajoutait le cachet de l'université, et en 5 ou 10 minutes au maximum, tous les étudiants pouvaient se procurer ces formules au bureau du responsable, les remplir et les poster à leurs parents.

**M. Munro (Esquimalt-Saanich):** Ensuite, ces formules étaient adressées au fonctionnaire électoral . . .

**M. Hamel:** Ensuite, bien sûr, soit l'étudiant ou la personne qui avait la procuration devait retourner ces formules à l'agent électoral. Nous avons eu certaines plaintes car les personnes qui habitaient dans la même ville ou le village que cet agent avaient un avantage sur ceux qui habitaient à 50 ou 100 milles plus loin. Nous cherchons à obliger ces agents, et nous les avons autorisés à voyager autant que nécessaire, à aller voir les électeurs si ces derniers ne pouvaient venir. Nous avons prévu plusieurs changements de procédure pour les prochaines élections. A propos de la loi, si je puis m'exprimer ainsi, et si le Comité est prêt à examiner des amendements, il y a au moins deux ou trois amendements concernant les procurations et que, personnellement, j'aimerais voir adoptés. Je crois qu'il faudrait autoriser le secrétaire d'élection à octroyer des procurations, car en vertu de la loi actuelle seul l'officier-rapporteur est autorisé à le faire.

Un autre problème que nous avons rencontré—et vous avez parlé des hôpitaux, des résidences pour les vieillards



## [Text]

chronic institutions—was that some of our returning officers had quite a problem determining whether some of the medical certificates were *bona fide* or were forged, or, in some cases, were filled out in blank. I do not know what the views of the Committee are on this but, personally, I think it is asking quite a lot from a returning officer to have to decide whether a medical certificate has to be accepted or whether a judgment has to be passed on a medical certificate.

**Mr. Munro (Esquimalt-Saanich):** I am thinking particularly of bed patients, of course, not people who are confined to their homes and to whom this criticism might apply. However, those who are very definitely within a hospital can be checked out very easily.

**Mr. Hamel:** If I may interject for a moment, there were definitely medical certificates that had been signed blank by some medical practitioners. Knowing this, it is quite a problem for a returning officer to have to accept this. However, I really do not see how, in law, he could reject it. The suggestion was received that perhaps the issuance of medical certificates could be restricted to the attending physician to circumvent this problem. I am afraid though that you are right. We did not contact the authorities of the hospitals and similar institutions with respect to the right of the patients to vote by proxy. We felt we could reach these people through our information program that was more of a general nature and that was aimed at the electorate in general.

**Mr. Munro (Esquimalt-Saanich):** I found that for the district returning officer, unless there was a "shall" in the instructions, there was obviously no means whereby he could spend money even for stamps to send things out to the post offices. This happens, I think, in some places. I would have hoped there might have been a wider discretion in some cases, that they would be able to justify the payment of even an advertisement in the paper, although there was no "shall" in the act.

May I ask one short question about the Armed Forces?

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Munro (Esquimalt-Saanich):** One thing that struck me as absolute nonsense about the Armed Forces is that we were not allowed to take it out of the returning office, which is pure, utter nonsense. We were allowed to bring a xerox machine in and then take out the copy. Why should this happen? We were told that there was classified information on it. This is nonsense, too. Who is it who decides? If we could take out the copy, we could surely take out the original. It was not allowed. We were not able to get at it early enough either. I will just be glad of your comment on whether it is absolutely necessary that the armed service vote come out separately. Why can it not get into the ballot boxes around the constituency and just get lost with everybody else's vote?

**Mr. Hamel:** First of all, the question of the list of the Armed Forces was a decision of the Committee of 1970. I believe this was done at the request of the Department of National Defence. Rightly or wrongly, this was the decision of the Department of National Defence.

Dealing with the second part of your question regarding the possibility of putting the ballots in the box, they would have to be put in a separate box because they cannot be allocated to a given poll. The names of those

## [Interpretation]

et les institutions permanentes—était celui de nos officiers-rapporteurs lorsqu'il s'agissait de dire si un certificat médical était de bonne foi ou faux, ou, dans certains cas, insuffisamment rempli. Je ne sais pas quels sont les sentiments du Comité à cet égard, mais personnellement, je pense que nous demandons beaucoup aux officiers-rapporteurs lorsqu'il s'agit de décider si on doit accepter un certificat médical ou prononcer un jugement à son égard.

**M. Munro (Esquimalt-Saanich):** Je pense particulièrement aux malades alités, non pas aux gens qui sont confinés chez eux et à qui on pourrait appliquer cette critique. Toutefois, il est relativement facile d'identifier les malades dans un hôpital.

**M. Hamel:** Si je puis intervenir, il y a certainement des certificats médicaux qui ont été signés en blanc par des médecins. Ceci étant connu, il est fort difficile à l'officier-rapporteur de les accepter. Toutefois, je ne vois pas comment, il pourrait les rejeter de par la loi. On a suggéré que l'on pourrait peut-être limiter les certificats médicaux aux médecins traitant afin de régler ce problème. Je crains toutefois que vous ayez raison. Nous n'avons pas contacté les autorités des hôpitaux et des institutions identiques en ce qui concerne les droits des patients à voter par procuration. Nous pensions atteindre ces gens par notre programme d'information qui était de nature générale et qui concernait l'électorat en général.

**M. Munro (Esquimalt-Saanich):** Il me semble que l'officier-rapporteur de district, à moins que les instructions ne comportent le mot «doit» n'avait pas les moyens d'adresser ces formulaires par poste. C'est parfois le cas dans certains endroits. J'aurais espéré qu'il y eût beaucoup plus de discrétion en certains cas, qu'ils aient pu faire de la publicité dans les journaux, même si la loi ne les y obligeait pas.

Puis-je poser une brève question à propos des forces armées?

**Le président:** Oui.

**M. Munro (Esquimalt-Saanich):** Ce qui m'a semblé absolument aberrant à propos des forces armées, c'est qu'elles n'ont pas été autorisées à s'adresser directement à l'officier-rapporteur, ce qui est tout à fait illogique. Elles ont eu toutefois le droit d'utiliser des photocopies. Pourquoi en est-il ainsi? On nous a dit qu'il y avait des renseignements secrets. Cela n'est pas vrai. Quelle est la personne qui a décidé? Si nous pouvons faire des photocopies, nous pouvons certainement prendre l'original. Cela n'était pas permis. Nous n'avons pas pu nous en procurer suffisamment à l'avance. Je voudrais savoir ce que vous en pensez et savoir s'il est absolument nécessaire que les forces armées votent séparément. Pourquoi ne pourraient-elles pas s'adresser au scrutin de la circonscription et mêler leurs votes à ceux des autres électeurs?

**M. Hamel:** Avant tout, la question des listes des forces armées est due à une décision du Comité de 1970. Je pense que cela a été fait à la demande du ministère de la Défense nationale. A tort ou à raison, ce fut une décision du ministère de la Défense nationale.

En ce qui concerne la seconde partie de votre question concernant l'utilisation des scrutins de circonscription, il faut utiliser une urne différente car les votes ne s'adressent pas au même endroit. Les noms de ces électeurs ne

[Texte]

electors are not on the list of any poll. They are on a separate list.

• 1615

**Mr. Munro (Esquimalt-Saanich):** But they could give an address in the constituency and that address belongs to that poll.

**Mr. Hamel:** There is a question of time involved. These people vote two weeks before polling day and it would be a matter of making sure that the ballot will travel to reach the polling station on time from, let us say, Viet Nam, Cyprus, Italy, Switzerland or Germany.

**Mr. Munro (Esquimalt-Saanich):** I am sure they were in the hands of the returning officer before election day.

**Mr. Hamel:** The results were in the hands of the returning officers because the ballots travel in bulk or are sent to central places, namely, Edmonton, Ottawa, Halifax and London where they are counted and then tabulated in my office over the weekend. We do not have the ballots themselves and where we had judicial recounts we had to take extraordinary measures to make sure that the ballots would be received on time to be transmitted to the appropriate judge.

**Mr. Munro (Esquimalt-Saanich):** I conclude there are defects in the law which we ought to repair. Thank you.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Munro.

**Mr. Caccia.**

**Mr. Caccia:** Mr. Chairman, I thank Mr. Hamel for his lucid and helpful report. I wonder whether he might comment on the following questions. The first would be on the establishment of a permanent voters' list. The next, what are his comments about a change in the ballot along the lines already submitted by two members of Parliament, one by Mr. Rowland and another very similar one that is described in the attached letter here by Mr. Grier, namely, the adoption of the inverse technique—right?—and whether that ballot would require a change in the law. Third, is the remuneration of enumerators, clerks, DROs and ROs competitive with that being provided by provincial and municipal governments at election time? Finally, what are his comments on the recommendation that students who attend an institution of higher education for at least eight months per year be permitted to vote in the riding in which that institution is located?

**Mr. Hamel:** Perhaps I will start with the last part of your question concerning students. My interpretation of the present legislation is that what you suggest is not possible under the terms of the present legislation. It would require a change in the legislation and, of course, this is a decision for Parliament to make. I have no personal views for or against such a practice. It would be quite easily solved. It does not present any administrative problems. It is a matter of establishing the appropriate number of polling stations on the campuses and that would be simple to do. As I say, this is a decision for Parliament to make.

I sought some legal advice on the ballot paper question. I think you are referring to the so-called reversed offset ballot paper as used at provincial elections in Ontario. My information is that it would require a change in the legislation because this would be a major departure from a statutory form.

[Interprétation]

figurent sur aucune liste de scrutin. Ils sont sur une liste séparée.

**M. Munro (Esquimalt-Saanich):** Mais ils pouvaient donner une adresse, dans la circonscription, et cette adresse figurait sur la liste de scrutin.

**M. Hamel:** Il y a une question de temps, également. Ces personnes ont voté deux semaines avant le jour de vote, et il faut s'assurer que ce bulletin parviendra à temps au bureau de vote, en provenance, par exemple, du Viet-nam, de Chypre, de l'Italie, de Suisse ou de l'Allemagne.

**M. Munro (Esquimalt-Saanich):** Je suis sûr que ces bulletins étaient parvenus au bureau de vote bien avant le jour des élections.

**M. Hamel:** Le personnel des bureaux de vote avait déjà connaissance des résultats car les bulletins sont envoyés en vrac dans des bureaux centraux, par exemple, Edmonton, Ottawa, Halifax et London. Ils sont alors comptés et les résultats sont transmis à mon bureau pendant le week-end. Nous n'avons pas les bulletins; et lorsqu'il y a des recomptages judiciaires, il nous faut prendre des mesures extraordinaires pour s'assurer que les bulletins seront reçus à temps pour être transmis au juge nommé.

**M. Munro (Esquimalt-Saanich):** J'en conclus qu'il y a certaines lacunes dans la loi qu'il faudrait combler. Merci.

**Le président:** Merci, monsieur Munro.

**Monsieur Caccia.**

**M. Caccia:** Monsieur le président, je voudrais remercier M. Hamel du rapport qu'il nous a présenté, rapport qui est très objectif et très précieux. Pourrait-il répondre aux questions suivantes? Je voudrais tout d'abord savoir s'il serait possible d'établir une liste permanente des électeurs. Je voudrais également connaître son avis sur le système de scrutin présenté par deux députés, M. Rowland et M. Grier, à savoir l'adoption de la technique inverse; je voudrais également savoir si ce nouveau mode de scrutin nécessiterait une modification de la loi. Troisièmement, je voudrais savoir si la rémunération des compteurs, des greffiers, etc.,... est aussi importante que celle accordée par les gouvernements municipaux et provinciaux en période d'élection? Je voudrais enfin connaître son opinion sur la recommandation voulant que les étudiants qui fréquentent un établissement d'enseignement supérieur pendant au moins huit mois chaque année soient autorisés à voter dans la circonscription de cet établissement?

**M. Hamel:** Je vais commencer par répondre à votre dernière question. A mon avis, la loi actuelle ne permet pas à ces étudiants de voter pour la circonscription de leur établissement. Cela nécessiterait un amendement de la loi, et c'est au Parlement d'en décider. Pour ma part, je ne suis pas précisément opposé ou en faveur d'une telle pratique. Je pense que ce problème pourrait être facilement résolu. Je ne vois, en effet, aucun problème administratif. Il s'agit plutôt de créer un certain nombre de bureaux de vote dans les campus, et cela est assez simple. Mais comme je l'ai déjà dit, c'est au Parlement qu'il appartient de prendre une décision.

J'ai recherché des avis juridiques en ce qui concerne la question du scrutin. Vous voulez sans doute parler de ce scrutin de compensation utilisé pour les élections provinciales de l'Ontario. A mon avis, cela nécessiterait un amendement de la loi actuelle.

[Text]

As you know this is the ballot in use at provincial elections in Ontario and also in municipal elections. Perhaps the Committee might wish, for instance, to get the views of the Ontario people to find out how it actually worked at the last election. I understand they had to do part of the printing in Toronto, centrally, because you may not find everywhere printing shops equipped to deal with a ballot paper like this. We circulated our returning officers, particularly in smaller centres. Information came back that they could find within reasonable distance a competent printer to deal with such ballot paper as this one.

• 1620

My only concern would be with one aspect of the printing process, which is the drying process. In other words the printing shop will have to be fairly well equipped to make sure the ink dries fast enough so that the ballots would not be smeared, thereby eliminating another cause for rejecting ballots.

Our tariff of fees which is established, as you know, by Cabinet, by order-in-council, upon the recommendation of the chief electoral officer, had been established in the spring of 1971 and at that time we felt it was quite adequate. I am afraid there were quite a number of changes in the meantime and it may not have been that adequate for all the election officers.

I believe you are interested in finding out whether it was comparable or competitive with the tariff of fees in use at provincial or municipal elections. It is not competitive in some provinces but it is more than competitive in others. As an example, I am told that one eastern province pays \$20 per day for renting a polling place, we pay \$28. The tariff of fees is definitely under review at the moment. What we hope to do in due time is to make recommendations to the Cabinet on these, which of course have to be competitive in most areas in Canada without being too high in some parts of the country.

I am sure this Committee realizes that a very small increase in the tariff of fees on one item will cause a very substantial increase in the over-all costs of the election. For instance, if on the average you add \$5 to the pay cheque of each enumerator you add half a million dollars to the over-all costs of the election, because we had 100,000 enumerators. And, in my opinion, \$5 will not be enough to cope with the work and to adequately remunerate those for the work involved and also to compete adequately with other employers in such places as Toronto, Montreal, Vancouver or Ottawa. So we may have to go higher than that.

What was your first question?

**Mr. Caccia:** The permanent voter's list.

**Mr. Hamel:** The permanent voters list of course is a fairly involved question and I would not like to take too much of the Committee's time. Furthermore, as you know, there was a report tabled in the House in the fall of 1968 which was prepared by my predecessor, now the Representation Commissioner. He had prepared that report at the specific request of Parliament. It was in his legislation as drafted in 1963. Perhaps I could summarize without expressing any opinion for or against a permanent list by just giving the various types of permanent lists that we find today.

[Interpretation]

Comme vous le savez, c'est là le mode de scrutin utilisé pour les élections provinciales de l'Ontario, ainsi que pour des élections municipales. Le comité voudrait peut-être savoir comment le système a fonctionné en Ontario au cours des dernières élections. Je pense qu'on a dû faire faire une partie des travaux d'imprimerie à Toronto; il est extrêmement difficile de trouver des imprimeries qui peuvent utiliser ce genre de papier. Les officiers rapporteurs ont circulé dans les petites localités surtout. A certains moments, ils ont indiqué qu'il était possible de faire faire les travaux d'imprimerie à une distance raisonnable.

Un problème concernant le procédé d'imprimerie est celui du séchage. En d'autres termes, il faut s'assurer que l'imprimerie est équipée pour faire sécher l'encre rapidement pour éviter que les bulletins de vote soient marqués, soit une des causes de rejet.

Notre tarif a été établi au printemps de 1971 par le Cabinet, par décret du Conseil, sur la recommandation du directeur général des élections; à ce moment-là elle convenait parfaitement. Et cependant, des changements sont survenus depuis et qui créent beaucoup de soucis aux officiers d'élection.

Je suis certain que vous vous demandez si ce tarif se compare à ceux qui servent pour les élections provinciales et municipales. Disons qu'il n'est pas concurrentiel dans certaines provinces, mais qu'il peut l'être dans d'autres, par exemple, on me signale que dans une province de l'Est on paie \$20 par jour la location d'un bureau de votation; nous payons \$28 nous-mêmes. On procède actuellement à une révision de ce tarif. Nous espérons pouvoir présenter bientôt des recommandations au Cabinet; le tarif doit être évidemment concurrentiel dans la plupart des régions du Canada et tenir compte des circonstances particulières dans certaines.

Les membres du comité savent certainement que la moindre augmentation dans le tarif peut amener une hausse considérable du coût total des élections. Par exemple, si vous ajoutez au chèque de paie de chaque énumérateur, vous augmentez le coût total des élections d'un demi-million de dollars; il y a 100,000 énumérateurs. Et je vous signale qu'une augmentation de \$5 n'est pas suffisante devant le travail qui doit être accompli par les énumérateurs et la concurrence d'autres postes dans des endroits comme Toronto, Montréal, Vancouver et Ottawa. Il se peut que nous devions faire beaucoup plus.

Quelle était votre première question?

**M. Caccia:** J'ai parlé d'une liste permanente d'électeurs?

**M. Hamel:** La liste permanente d'électeurs est une question assez complexe; je ne veux pas abuser du temps du comité. De plus, vous savez qu'un rapport préparé par mon prédécesseur, maintenant commissaire à la représentation, a été déposé à la Chambre à l'automne de 1968. Le rapport avait été préparé à la demande du Parlement. Il avait été prévu dans une loi adoptée en 1963. Je puis peut-être vous donner les différents genres de listes permanentes qu'on trouve aujourd'hui sans me prononcer sur l'opportunité d'une telle liste pour le Canada.



## [Texte]

First of all there are two main types of lists, depending on the length of the period of time during which additions, deletions or corrections could be made. Where there is a stipulated time for registration, or changes in the registration, and the subsequent lists are in force for all elections ordered during a prescribed period of time, be that a year or a given number of months, this is called a permanent list. This is the British type and, I understand, also the French type of list. In other words, in the U.K. the list is open from October to February 16 every year and only during that period can you make changes in it. The lists are closed on February 16 and any election held during the ensuing 12 months has to be held on the basis of that list without taking into account any changes in the meantime, be they changes in residence, status and so on. This is the U.K. type of permanent list.

• 1625

Then there is the so-called continuous electoral roll, the Australian type, on which you can make changes at any time up to the day an election is called. At that time the list is closed, and the list at that date in the one that is used.

Both types of list require quite a lot of machinery. Mr. Castonguay estimated in 1965 or 1966 that the adoption of the Australian type of permanent list would require a minimum of 700 permanent employees in my office compared to approximately 27 at the moment, at an annual cost of at least \$15 to \$16 million.

**The Chairman:** I do not want to interrupt the witness, but before we go on to questions relating to major changes in the legislation I would like to remind the Committee that this very question was fully examined in the last Parliament. Many of the arguments put forward by Mr. Hamel can be found in past proceedings of the Committee on Privileges and Elections.

I might allow a few comments on the main arguments, but if we go along this line of questioning we will never reach the bottom of the list. This is a major question and it raises so many points that it would be difficult for the witness to give a straight and acceptable answer. I will allow the witness to stress just the main arguments by which the Committee agreed at the last discussion not to accept any permanent list, but I do not want him to elaborate on details because we will never get through.

**Mr. Hamel:** I am sorry, Mr. Chairman.

**The Chairman:** I would like you to stress only the main arguments by which a permanent list was rejected at the last discussions.

**Mr. Hamel:** I am afraid, Mr. Chairman, I am not very competent to do that because I was not a witness for the Committee. Mr. Castonguay was. But if I recall, and I have to dig into my memory, it was found that permanent lists, unless they were accompanied by compulsory registration as in Australia, would not be as complete and as accurate as our lists. This is the experience of the United States, where about 70 per cent of the electorate found their names on the list, and I believe of B.C.

## [Interprétation]

Disons d'abord qu'il y a deux principales catégories de liste permanente, selon la durée de la période que l'on prévoit pour les adjonctions, les suppressions et les corrections. Lorsqu'il y a une période de prévue pour l'enregistrement ou les changements, et que les listes établies valent pour toutes les élections qui surviennent dans un laps de temps donné, qu'il s'agisse d'une année ou d'un certain nombre de mois, on parle de liste permanente. C'est le genre utilisé en Grande-Bretagne, en France, également, je pense. En d'autres termes, au Royaume-Uni, la liste est ouverte d'octobre au 16 février, chaque année, et ce n'est que pendant cette période que vous pouvez procéder à des changements. Ces listes sont fermées le 16 février et toute élection organisée au cours des douze mois suivants doit se baser sur cette liste, sans tenir compte des changements intervenus entre-temps, que ce soit des changements de résidence, de statut, etc.

Il s'agit donc d'une liste permanente, du genre de celle du Royaume-Uni. Il y a, d'autre part, cette soi-disant liste électorale permanente, du type australien, à laquelle vous pouvez apporter des changements quand vous le désirez, jusqu'au jour d'une élection. Ce n'est qu'alors que la liste est fermée, et la liste établie à ce jour est celle qui est utilisée.

Ces deux systèmes de listes nécessitent un travail considérable. M. Castonguay estimait, en 1965-1966, que l'adoption du système australien de la liste permanente exigerait un minimum de 700 employés permanents dans mon Bureau, alors que je n'en ai que 27 environ à l'heure actuelle; d'autre part, le coût annuel de ces systèmes serait, au moins, de 15 à 16 millions de dollars.

**Le président:** Je ne voudrais pas interrompre le témoin, mais avant de poursuivre sur ces questions concernant les amendements importants apportés à la loi, je voudrais signaler aux membres du Comité que cette question a été examinée de près au cours de la dernière législature. La plupart des arguments de M. Hamel se trouvent dans d'anciens procès-verbaux du Comité sur les privilèges et élections.

Je pourrais poursuivre les commentaires sur ces arguments, mais si nous continuons ainsi, nous n'aurons jamais le temps de laisser parler tous les orateurs inscrits. C'est un sujet très important qui soulève tant de questions qu'il serait difficile, pour les témoins, de donner une réponse directe et acceptable. Je demanderai donc au témoin de souligner les principaux arguments selon lesquels le Comité s'est décidé, lors de la dernière discussion, à ne pas accepter de liste permanente, mais je lui demanderais de ne pas s'étendre sur les détails, car nous n'en avons pas le temps.

**M. Hamel:** Je m'excuse.

**Le président:** Je voudrais que vous souligniez les principaux arguments suivant lesquels le système d'une liste permanente a été rejeté au cours des dernières discussions.

**M. Hamel:** Je ne suis malheureusement pas très compétent pour ce faire car je n'étais pas témoin au Comité. Or, M. Castonguay l'était. Toutefois, si ma mémoire est bonne, on a estimé que les listes permanentes, à moins d'être accompagnées d'un système d'inscription obligatoire comme en Australie, ne serait jamais aussi complet et aussi précis que nos listes actuelles. Cette expérience a été faite aux États-Unis où 70 p. 100 de l'électorat s'était inscrit sur la liste; je pense que cela a également été expérimenté en Colombie-Britannique.

## [Text]

Secondly, the cost was also far greater than ours. Furthermore, the list would not be as accurate as our present one in representing the situation at a given date because our population is probably more mobile than that of any country with a permanent list. And since our elections are not held on given dates the lists would have to be kept up-to-date for any eventuality.

**The Chairman:** Mr. Howard.

**Mr. Howard:** Mr. Chairman, first we should give the most heartfelt congratulations we can muster to M. Hamel and his staff for conducting a first-class election.

• 1630

**Some hon. Members:** Hear! Hear!

**Mr. Howard:** And I say that, taking into account particularly the fact that there were a whole variety of brand new factors in the law.

**An hon. Member:** Of course, we all won.

**Mr. Howard:** Well, I would certainly not want to contribute that to Mr. Hamel, and he would not want me to either.

It really was. It was exceptionally well done, and the demands on the time of the staff—I am sure none of us appreciate how strong they were.

Mr. Chairman, we are probably always in a difficult position in the Committee, dealing with the estimates for the office of the Chief Electoral Officer, which involves the administration of the Canada Elections Act. And at the same time we are talking about things that should be changed in the act itself, which is outside of the administrative function of the Chief Electoral Officer. We get into a very grey area. I am sure all of us want to talk about or inquire about the form of the ballot. And yet that is in the act. We want to enquire about permanent voters lists or proxy voting or students voting, and some other things—identification and so on. And yet those are things which are contained within the act itself.

I know this makes it difficult for you, Mr. Chairman, to be able to draw some fine line and say, no, you cannot talk about that because that is not before us. You can only talk about this because it is administrative. It is in my thought that what should occur is that we should have some kind of companion reference to us, both of the estimates, which is required by the Standing Orders and which we have before us, and as Mr. Hamel mentions in his report, the act itself. It is a generally standard thing that the act be referred to the Committee for consideration and examination. Then we would be able to have this full range of conversation and discussion and explore the intricacies of proposed amendments and so on, and perhaps come up with something that may fit in terms of the time sequence of the next election—and I am tempted to ask Monsieur Hamel if he is ready—but it may fit depending on when that comes.

I would like to found upon my preliminary remarks a motion to that effect. I do not want to do it in any formal way of reporting to the House and so on. I do not think that is really necessary at this juncture, but just a simple motion that the Chairman contact the government House Leader asking that steps be taken to have the Canada Elections Act and any bills on the Order Paper seeking to amend the said act referred to this committee, so that we will not be caught in this bind of not knowing for sure whether we can discuss or debate certain items.

## [Interpretation]

En second lieu, les frais étaient bien supérieures à ceux du système actuel. En outre, la liste ne serait pas aussi précise que la nôtre, et ne représenterait donc pas la situation véritable, à telle date, car notre population est certainement plus mobile que celle des pays qui ont adopté le système de la liste permanente. De plus, étant donné que nos élections ne se tiennent pas à des dates fixes, les listes devraient être mises à jour pour parer à toute éventualité.

**Le président:** Monsieur Howard.

**M. Howard:** Monsieur le président, je voudrais tout d'abord féliciter M. Hamel et son personnel pour avoir organisé ces élections de manière aussi remarquable.

**Des voix:** Bravo!

**M. Howard:** Et je le dis compte tenu du fait que la loi prévoit toute une nouvelle série de dispositions.

**Une voix:** Bien entendu, nous avons tous gagné.

**M. Howard:** Je ne tiens pas à faire cela à M. Hamel et il ne le voudrait pas non plus.

Leur travail était exceptionnellement bien fait et je suis convaincu que nous ne nous rendons pas compte de l'effort que cela exigeait du personnel.

Monsieur le président, il est toujours difficile pour le Comité d'étudier les prévisions budgétaires du bureau du Directeur général des élections dont relève l'application de la Loi électorale du Canada. Il est question par ailleurs d'une modification à apporter à la loi elle-même, loi qui ne relève pas de la compétence du Directeur général des élections. Nous abordons là un domaine assez nébuleux. Nous tenons tous à examiner de plus près les bulletins électoraux et cependant cela est prévu par la loi. Nous voudrions poser des questions au sujet des listes des électeurs, du vote par procuration ou du vote des étudiants et toutes sortes d'autres questions. Or celles-ci également sont prévues par la loi.

Ceci rend votre tâche très difficile, monsieur le président, lorsque vous êtes appelé à décider si oui ou non nous pouvons parler de telle ou telle question. J'estime pour ma part que nous devrions avoir un autre ordre de renvoi comportant aussi bien les prévisions budgétaires exigées par les règlements de la Chambre que la loi elle-même ainsi que M. Hamel l'a suggéré dans son rapport. Il est en effet de procédure courante de renvoyer la loi devant le Comité pour fins d'examen. Ceci nous permettrait d'aborder n'importe quel sujet et d'étudier tous les détails des amendements qui ont été proposés de façon à nous permettre à dégager des solutions à temps pour les élections prochaines, mais tout dépend évidemment de la date de celles-ci.

J'aimerais déposer une motion à cet effet mais non pas de façon officielle. Je ne pense pas que cela soit nécessaire en ce moment; je pense qu'une simple motion invitant le président à se mettre en rapport avec l'auditeur du gouvernement à la Chambre en lui demandant que des mesures soient prises en vue de renvoyer la Loi électorale du Canada ainsi que tous les bills figurant au Feuilleton et ayant pour objet de modifier ladite loi devant le Comité, de façon à ce que nous ne soyons pas empêchés de débattre de telle ou telle question.

[Texte]

**The Chairman:** Could it be possible, without putting the motion, that I try to get this information and report to the next meeting on the possibility of doing it? If it requires a motion, then I think it will be up to the members to put the motion.

**Mr. Howard:** Put it, then it is on the record. I am sure no one would disagree. I can give it to you.

**The Chairman:** Thank you. I will take the motion under advice and report at the next meeting on the possibility of having it put. I am just asking myself, as Chairman, if the Committee has any authority to pass such a motion.

**Mr. Blais:** It is not matter of a motion; it is just a suggestion for the record. If it is included in the record, then there need not be any motion.

**The Chairman:** The suggestion has already been made.

**Mr. Howard:** I do not think it is a suggestion, Mr. Chairman; it is a motion, and the Committee should express itself on it. I do not see the difficulty that is involved. That is all.

**The Chairman:** I do not quarrel with the text of the motion itself. I am just asking, as Chairman, if the Committee has any authority or any power to pass such a motion. Could you rely on me that I will put your motion at the next meeting?

**Mr. Howard:** Oh, I see. You want to examine the propriety of it from a point of view of its being in order.

**The Chairman:** Yes.

• 1635

**Mr. Reid:** I think there is a procedural point here of whether the Committee is entitled to do that. Certainly the Committee is entitled to make a suggestion to the House, not necessarily to the House Leader and I think there would be no difficulty communicating—I would undertake to communicate the sense of that to the House Leader.

I understand that at the present time amendments are being prepared to the Canada Elections Act, which include the election expenses as well as some suggestions that the government is prepared to make as a result of the experience of the last election.

**The Chairman:** My belief at this moment is that we can express to any people, or any member of the House any suggestion that the Committee wishes to express, but to put it in terms of a motion, I just want to check that point.

**Mr. Howard:** Mr. Chairman, if I had phrased the motion such as Mr. Reid I gather suggests, that we report to the House and ask, then that would be out of order. Those motions have been ruled out of order by Mr. Speaker on other occasions. We can only deal with it in this way. Motions of this nature have been passed in previous committees about other things. You know, I cannot drag them out right now, but motions have occurred in which the Committee is simply expressing an opinion and asking for the Chairman of the Committee, who is really our spokesman, to say to the government House Leader: this is our view, can this be done? It is perfectly in order by past practice.

[Interprétation]

**Le président:** Est-ce qu'il serait possible sans mettre cette motion en voix que j'obtienne ces renseignements et vous en fasse rapport lors de notre prochaine réunion? Si une motion est indispensable, c'est au député de la proposer.

**M. Howard:** Mettez-la donc aux voix dans ce cas. Je suis sûr que tous seront d'accord.

**Le président:** Je vous remercie. Je vais examiner votre motion et ferai rapport lors de notre prochaine réunion quant à la mise aux voix éventuelle. Je me demande si le Comité est habilité à adopter pareille motion.

**M. Blais:** Il ne s'agit pas d'une motion proprement parlée mais d'une simple suggestion. Si elle est consignée au compte rendu, la motion devient superflue.

**Le président:** On a déjà fait cette suggestion.

**M. Howard:** Il ne s'agit pas d'une suggestion mais bien d'une motion et le Comité devrait prendre position à ce sujet. Je ne vois pas où j'ai la difficulté.

**Le président:** Il ne s'agit pas du fond de la motion mais je me demande si le Comité est habilité à adopter pareille motion. Mais vous pouvez être assuré que je mettrai la motion aux voix lors de notre prochaine réunion.

**M. Howard:** Vous voulez donc étudier si oui ou non cette motion est recevable.

**Le président:** C'est bien cela.

**M. Reid:** Je pense que nous avons ici une question de procédure à savoir si le Comité est habilité ou non à le faire. Il est certain que le Comité a le droit de présenter une suggestion à la Chambre, pas nécessairement au leader de la Chambre et je pense ici qu'il n'y aurait aucune difficulté à communiquer de cette manière—et je serais tout à fait disposé à communiquer moi-même le sens de la question au leader de la Chambre.

Selon moi, à l'heure actuelle, des amendements à la Loi électorale du Canada sont en voie de préparation, et ces amendements comprennent aussi bien les dépenses électorales que certaines propositions que le gouvernement est disposé à formuler suite à l'expérience des dernières élections.

**Le président:** Selon moi, pour l'instant, nous pouvons formuler à quiconque, à n'importe quel député, toute suggestion que le Comité désire formuler. Mais je voulais savoir si nous pourrions en faire une motion.

**M. Howard:** Monsieur le président, si j'avais formulé la motion selon la suggestion de M. Reid, c'est-à-dire que nous devons faire rapport à la Chambre et puis seulement poser la question, cela ne serait certainement pas conforme au Règlement. Monsieur l'Orateur a jugé ces motions non conformes à d'autres reprises. Nous ne pouvons aborder la question que de cette façon. Des motions de ce genre portant sur d'autres sujets ont déjà été adoptées par d'autres comités. Comme vous le savez, je ne puis pas plus que vous me rappeler leur libellé, mais il est certain qu'il y a eu des motions dans lesquelles le Comité se bornait à exprimer une opinion et à demander au président du Comité, c'est-à-dire le porte-parole de celui-ci, de dire au leader du gouvernement à la Chambre: voilà notre opinion, pouvons-nous le faire? Et d'après l'expérience passée, ceci est tout à fait conforme au Règlement.



[Text]

**Mr. Reid:** I have never been aware of a motion to that effect, I know there has been discussion in committees where the chairman has been asked to relate the feelings of the committee to the Minister, but as to the motion itself, I have to confess that I am in the same position as the Chair.

**The Chairman:** It is not an expression of any decision, it is just a wish.

**Mr. Howard:** It is an expression of opinion.

**The Chairman:** It is an expression of opinion, which I think has already been expressed in today's proceedings, but if you want me to interpret the wishes of the Committee to the House Leader I will. I believe the point you raised earlier concerns the legality of the question period to which we are now proceeding, which relates much more to the Canada Elections Act than to the Estimates. As Vote 10 starts with program expenditures we can start with any program, but I think we can try to find out whether any major changes are being considered for the Canada Elections Act. I personally, will ask, the House Leader if he will agree to put to the House those terms of reference which will give us authority to study these private bills that are already on the orders of the day and the Canada Elections Act.

**Mr. Howard:** That is all, thank you, we can look at that at the next meeting then.

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Howard:** Mr. Chairman, in Mr. Hamel's report, and I have just skipped over it, with respect to proxy voting, on page 7 Mr. Hamel mentions that a couple of minor amendments might be necessary—yes, a few minor amendments to the legislation might be indicated, I do not know whether we are on that border-line between administrative functions or legislative functions, or whether that is properly before us or not, but I would like to know, and the Committee would like to know, what those minor amendments might be. It means that it would certainly influence what we have been doing.

**The Chairman:** Yes. I think, Mr. Howard you could go along until I interrupt you, you would not deny me on this.

**Mr. Howard:** The other point is that pursuant to Section 59(2) of the act, letters can be written by certain individuals, candidates and the like, some were written and are reproduced here in appendix B. Some of them obviously, I know from my own knowledge, relate to legislative changes, but are there any that could be dealt with in an administrative way, and if so, perhaps the Committee could be apprised of what they are? I do not want, Mr. Chairman, to talk about the conduct of the machinery under the Canada Elections Act from the point of view of my own constituency, but perhaps by referring, in one instance, to it, we will find that it applies to other constituencies of the same nature. I use it only for that purpose.

• 1640

I understand that it is possible to appoint, perhaps in those constituencies which fall within Schedule 3 of the act, more than one election clerk. In some constituencies, depending upon the size of them, two election clerks are not sufficient. We found that out from experience when

[Interpretation]

**M. Reid:** Je n'ai jamais eu connaissance d'une motion de ce genre. Je sais qu'il y a eu en Comité des discussions au cours desquelles le président avait été prié de transmettre l'opinion du Comité au ministre, mais en ce qui concerne la motion elle-même je dois avouer que je suis du même avis que le président.

**Le président:** Il ne s'agit nullement de l'expression d'une décision, mais d'un vœu.

**M. Howard:** C'est l'expression d'une opinion.

**Le président:** C'est l'expression d'une opinion qui, à mon avis, a déjà été exprimée aujourd'hui, mais si vous voulez que j'interprète le vœu du comité auprès du leader du gouvernement à la Chambre, je le ferai. Je crois que le point que vous avez évoqué un peu plus tôt touche la légalité de la période des questions dont nous parlons maintenant et qui vise bien plus la Loi électorale du Canada que le budget. Puisque le Crédit 10 commence par les dépenses du programme, nous pouvons aborder n'importe quel programme, mais à mon avis nous devons essayer de découvrir si des changements importants sont envisagés dans le cadre de la Loi électorale du Canada. Je vais demander personnellement au leader du gouvernement à la Chambre s'il est d'accord pour présenter à la Chambre un mandat qui nous donne le pouvoir d'étudier les bills privés qui figurent déjà au Feuilleton ainsi que la Loi électorale du Canada.

**M. Howard:** C'est tout, merci. Nous pourrions examiner la question au cours de notre prochaine réunion.

**Le président:** Certainement.

**M. Howard:** Monsieur le président, à la page 7 du rapport, et j'ai omis ce point, M. Hamel mentionne à propos du vote par procuration qu'une couple d'amendements peu importants pourrait se révéler nécessaire—en effet quelques amendements mineurs à la loi pourraient s'imposer. Je ne sais pas si nous nous trouvons ici à mi-chemin entre les fonctions administratives et les fonctions législatives ou si nous sommes saisis de cette question de manière réglementaire, mais j'aimerais savoir, comme les autres membres du Comité d'ailleurs, quelle pourrait être la teneur de ces amendements mineurs. Ils auront certainement une influence sur nos travaux passés.

**Le président:** C'est exact. Je pense, monsieur Howard, que vous pourriez continuer dans ce sens jusqu'à ce que je vous interrompe, vous ne le contesterez pas.

**M. Howard:** Ensuite, en vertu de l'article 59 (2) de la loi, certaines personnes, certains candidats et ainsi de suite peuvent écrire des lettres, dont certaines sont reproduites à l'appendice B. Pour autant que je sache, certaines d'entre elles visent sans aucun doute des modifications législatives, mais il en est d'autres qui pourraient être abordées d'un point de vue administratif, et dans ce cas, le Comité pourrait être informé de leur teneur, n'est-ce pas? Je ne veux pas, monsieur le président, parler de la manière de conduire la machine en conformité de la Loi électorale du Canada du point de vue de ma propre circonscription, mais peut-être m'y référant dans un cas particulier, constatons-nous que cela s'applique à d'autres circonscriptions du genre. C'est à titre d'exemple seulement que je le cite.

Je comprends qu'il est possible de nommer peut-être dans les circonscriptions comprises à l'annexe 3 de la loi, plus d'un secrétaire d'élection. Dans certaines circonscriptions, suivant leur étendue, deux secrétaires ne suffisent pas. Nous avons dû le reconnaître lorsque des doutes se

## [Texte]

there was a bit of a ball-up as to whether somebody officially had the authority to do certain things. We found out afterwards that they did not, even though they were done and subsequently sanctioned by the election clerk.

I think we might look at the appointment of more than two election clerks on a riding-by-riding basis. There are only three officials who can conduct an election in a constituency. One is the returning officer and there is only one of them; next is an election clerk and there can be more than one; and the other is a deputy returning officer. We find in many, many areas that there is no one between the deputy returning officer and the returning officer, and they may live—and they do, certainly, in some areas—500 or 600 miles apart so that it is impossible to have any sort of communication as to how things should or should not run. If there were, in areas embracing a number of polling divisions somewhat far removed from the returning officer, a person appointed as an election clerk who would be able to co-ordinate and tie together all those loose ends, I think that would make for smoother conduct of the election campaign. I am sure Mr. Hamel knows this but I am just putting the pitch forward for that.

A propos of what was raised earlier, I would not want to see the list of special voters—the armed forces and public service personnel—the one that the returning officer has in his possession, removed from his possession or taken out of the office. It would be too easy for somebody to take it out and not bring it back, then that would be the end of the availability of that list for other people.

The returning officer, though, should have some facility for making copies of it, instead of having candidates or official agents or somebody tracking mimeograph machines or photoelectric cell machines back and forth across the street just to make an easy copy of that particular list. I think it must stay in the hands of the returning officer and should not be let out of his hands, but to make copies of it, fine and dandy.

Mr. Chairman, I would like to talk about necessary amendments to the act: I would like to talk about the ballot paper; I would like to talk about the idea of absentee balloting through a swearing-in process, as I have mentioned in a letter to Mr. Hamel; I would like to talk about some other changes to the Canada Elections Act. I would like to talk about the election expenses, that presumably Mr. Reid knows about and that is being drafted by somebody. I would like to talk about those, but I think that would get us too far away from what it is we may want to accomplish this afternoon.

**The Chairman:** I may have an opportunity to call on members, those who have recommendations to make, after I have gone through the first list of questioners. I think it would be much more appropriate then.

Mr. O'Connor.

**Mr. O'Connor:** Thank you, Mr. Chairman.

**Mr. Caccia:** Mr. Chairman, Mr. Howard has made some very interesting points to the meeting. May we have Mr. Hamel's comments?

**Mr. Howard:** Mr. Chairman, they were comments. I think at this stage I would like to remain relatively pure and just ask about the parts in the letters that are in Appendix B that might relate to administrative matters. Otherwise we get into talking about amendments to the

## [Interprétation]

sont élevés à savoir si certaines dispositions officielles pouvaient être prises. Nous avons constaté ensuite que ces personnes n'avaient pas le droit d'agir, bien que les actions aient été posées et approuvées ensuite par le secrétaire d'élection.

Peut-être devrions-nous étudier la possibilité de désigner plus de deux secrétaires d'élection par circonscription. Il n'y a que trois officiels qui peuvent diriger une élection dans une circonscription: l'officier rapporteur, il n'y en a qu'un; le secrétaire d'élection, il peut y en avoir plus d'un; et le sous-officier rapporteur. Nous observons que dans nombre d'endroits il n'y a personne entre le sous-officier rapporteur et l'officier rapporteur et il est possible qu'ils habitent—et c'est certainement le cas dans certaines régions—à 500 ou 600 milles l'un de l'autre, de façon qu'il n'y a aucune communication possible sur la façon de faire fonctionner le rouage. S'il se trouvait dans une région englobant plusieurs arrondissements de votation à quelque distance de l'officier rapporteur, la personne désignée comme chef d'élection pourrait coordonner et relier les fils et j'estime que cela assouplirait le rouage de la campagne électorale. Je suis persuadé que M. Hamel s'en rend compte mais je voulais lancer l'hameçon.

A propos de ce qui a déjà été discuté, je ne voudrais pas que la liste des votes d'exemption—ceux des militaires et des fonctionnaires—que l'officier rapporteur garde en sa possession, lui soit enlevée ou sortie du bureau. Il serait trop facile de s'en emparer et de ne pas la rapporter et personne d'autre ne pourrait plus la consulter.

L'officier rapporteur cependant devrait pouvoir la photocopier plutôt que d'obliger des candidats ou des agents officiels ou autres de se lancer à la recherche des appareils photocopiques ou photoélectriques à travers la rue, simplement pour obtenir une copie facile à consulter de cette liste particulière. J'estime qu'elle doit demeurer entre les mains de l'officier rapporteur et n'en jamais sortir, mais il n'y a pas de raison pour ne pas la reproduire.

Monsieur le président, j'aimerais parler des amendements nécessaires à la loi: du bulletin de vote; j'aimerais traiter du vote par procuration assermenté, comme je l'ai mentionné dans une lettre à M. Hamel; j'aimerais parler d'autres changements à apporter à la Loi électorale du Canada. J'aimerais traiter du coût des élections que M. Reid doit connaître et qui est peut-être en préparation quelque part. J'aimerais traiter de ces questions, mais je pense que cela nous éloignerait trop de la tâche que nous devons accomplir cet après-midi.

**Le président:** J'aurai peut-être l'occasion de signaler d'autres membres du Comité qui auraient des recommandations à faire, quand j'aurai terminé le premier tour des questions. Je crois que cela serait alors mieux approprié.

Monsieur O'Connor.

**M. O'Connor:** Merci, monsieur le président.

**M. Caccia:** Monsieur le président, M. Howard a soulevé des points intéressants au cours de la séance. Pourrions-nous entendre les commentaires de M. Hamel?

**M. Howard:** Monsieur le président, c'étaient des observations. Il conviendrait, maintenant, que nous limitions notre discussions aux extraits des lettres qui figurent à l'appendice B, et qui ont trait à des questions administratives. Sinon, nous allons discuter d'amendements et je veux

[Text]

act, and if I am going to raise points of order about other members, I may want to make sure I do not fall afoul of it myself.

• 1645

**The Chairman:** For the part of the comments made by Mr. Howard that could be considered as a question to the witness, I will allow the witness to answer. But for the expression of views, I think Mr. Howard's views are shared by most of the members. I think we may have an opportunity, where it could be appropriate and procedurally correct, to go along with the proposals for amendments to the act.

Mr. Howard, you can ask the Chief Electoral Officer, with the experience of the last election, because it was a new act completely amended. If he sees fit to make some recommendations, if he had some difficulties, these questions are properly put. Mr. Hamel.

**Mr. Hamel:** I may say, Mr. Chairman, that the changes we have made on the ballot were made specifically in view of some of the comments made by some of our correspondents. I have in front of me the first letter in the whole series, which points out some of these sources of confusion. Of course I pointed out that the format of the ballot cannot be changed otherwise than by Parliamentary decision. But in the meantime, if Parliament decides not to change, or does not have time to change, we feel that we have an obligation to make sure that we ought to reduce as much as possible the possibility of confusion next time.

This exercise was for that purpose. We prepared a big book in which we put a specimen of each ballot printed at the last election, and we tried to compare the percentage of rejects with the way the ballot was printed. We found that in some ridings, in Halton, for instance, and in Oxford, where we had a very low percentage of rejected ballots, the ballot was particularly well printed. Furthermore, we found in many cases, as Mr. Bracken suggests here, that appropriate instructions were given by the deputy returning officers.

These are procedural changes we have already started looking into. In some other cases obviously there is nothing we can do unless the act is changed, or we may still try to see how we can prevent the problems brought to our attention by trying to improve our procedures.

Mr. Chairman, I have one more comment on these additional election clerks. They can be allowed in any riding where it is felt that it is necessary. Last time, since this was new, we did not want to go too far in this direction because we felt that the returning officer had to keep control of the conduct of the election in his riding. However, the experience of the last election has indicated that we should perhaps have more of these additional election clerks because this is the only way we can provide the population in large ridings with the type of service they are entitled to.

**The Chairman:** Mr. O'Connor.

**Mr. O'Connor:** Mr. Chairman, I have a few questions with respect to Mr. Hamel's duties generally, and some specific questions as to those duties as they relate to the last election. I presume, Mr. Chairman, in view of your comments vis-à-vis Mr. Howard, that what I will deal with is in order.

[Interpretation]

faire des rappels au Règlement en ce qui concerne les autres députés, je veux être sûr de ne pas être ridiculisé.

**Le président:** En ce qui concerne les commentaires de M. Howard qui peuvent être considérés comme une question adressée au témoin, je permettrai au témoin d'y répondre. Par ailleurs, je pense que l'opinion de M. Howard est partagée par la plupart des députés. Je pense que nous aurons sans doute l'occasion, en temps voulu, d'étudier les propositions d'amendements à la Loi.

Monsieur Howard, vous pouvez demander au responsable des élections, d'après son expérience des dernières élections, puisqu'il s'agissait d'une loi complètement amendée, s'il juge nécessaire de faire certaines recommandations. Monsieur Hamel.

**M. Hamel:** Monsieur le président, les changements que nous avons apportés au mode de scrutin l'ont été sur la recommandation de plusieurs de nos correspondants. J'ai devant moi la première lettre de toute une série qui signale les principales difficultés de ce système. J'ai, naturellement, fait remarquer que le mode de scrutin ne pouvait être modifié que par décision du Parlement. Mais en attendant, si le Parlement décide de ne rien changer, ou n'a pas le temps de le faire, nous nous sentons obligés de réduire le plus possible le nombre de ces difficultés éventuelles.

Cette étude était destinée à cela. Nous avons préparé un livre assez épais dans lequel nous avons inséré un spécimen de chaque bulletin imprimé lors des dernières élections, et nous avons essayé de comparer le pourcentage de bulletins refusés avec la qualité de l'impression de ces bulletins. Nous avons trouvé que dans certaines circonscriptions, comme Halton, par exemple, et Oxford, où très peu de bulletins ont été refusés, que l'impression de ces bulletins était particulièrement bonne. De plus, nous avons trouvé, dans beaucoup de cas, comme M. Bracken l'a déjà dit, que des directives appropriées avaient été établies par les vices-présidents des bureaux de vote.

Nous avons déjà envisagé d'apporter ces changements aux procédures. Dans certains cas, nous ne pouvons évidemment rien faire sans qu'un amendement soit apporté à la Loi, mais nous pouvons toujours essayer d'envisager des solutions aux problèmes qui nous sont présentés, en essayant d'améliorer nos procédures.

Monsieur le président, je voudrais ajouter quelque chose en ce qui concerne l'augmentation du nombre commis aux élections. Cela peut être autorisé dans les circonscriptions où cela est nécessaire. La dernière fois, nous n'avons pas voulu entrer dans les détails car nous estimions que le président du bureau de vote devait exercer un certain contrôle sur le déroulement des élections, dans sa circonscription. Toutefois, d'après l'expérience des dernières élections, il faudrait certainement augmenter le nombre de ces commis aux élections car c'est le seul moyen d'assurer à la population des grandes circonscriptions les services auxquels elle a droit.

**Le président:** Monsieur O'Connor.

**M. O'Connor:** Monsieur le président, je voudrais poser quelques questions en ce qui concerne les fonctions générales de M. Hamel, et, plus particulièrement, en ce qu'elles concernent les dernières élections. Je pense, monsieur le président, d'après vos commentaires à l'égard de M. Howard, que ma question est recevable.



[Texte]

**The Chairman:** Go ahead.

**Mr. O'Connor:** First of all, Mr. Hamel, I wonder if you could generally outline the procedure that you follow when you receive reports of election irregularities, particularly during the course of an election.

• 1650

I know what the act says, but when you receive a complaint from an elector or a candidate or the election officer in the riding, what procedure do you have to determine its validity? Is there time to do anything about it, particularly if it is a legitimate complaint, before the election but after the lists are completed and further names cannot be added?

**Mr. Hamel:** Any irregularity that is brought to my attention, particularly by a candidate or his agent, is looked into even if it is over the telephone. Usually the first person I get in touch with is the returning officer. If it turns out to be serious we start an investigation, usually by the RCMP. I do not have on my staff in Ottawa any investigators or anybody I could send. The usual procedure is to try to get more information from my local representative, the returning officer, and then if necessary call in the RCMP. We had to do it on at least two or three occasions on polling day last time.

**Mr. O'Connor:** I am not thinking specifically of fraud or intentional irregularities. As far as I know that did not happen in my riding. However there was an instance of two or three square blocks of voters being eliminated from the roll. You may know the case; Halton is the riding. It was brought to your attention after the final list had been printed and nothing could be done to get these people on the list. The fault was not theirs, except for the requirement for every voter to check the telephone pole in his area to see if he is posted. But is there any possibility of changes so that voters who have been left off negligently could be included after the final list is printed?

**Mr. Hamel:** I regret that I do not remember that particular case, but we do extend the period of enumeration or the period of revision when we find that groups of electors or a substantial number of electors were left off. Of course there has to be a cut-off date particularly for the revision. Otherwise it would get out of control and candidates would not get the names added to the list in time to use it. Furthermore, we would not have enough time to add the names to the official list for the advance poll. But we did extend the enumeration in quite a number of electoral districts.

It may come from a candidate's organization, it may come from an elector, but we investigate every allegation brought to our attention. The returning officer must look into the case. If he reports that it is true that X number of electors were missed and if we have time we reopen the enumeration or revision and pick up those names.

**Mr. O'Connor:** Is there any possibility of adding names to the list without requiring them to be added to the formal printed list, even up to the day of the election, provided they can properly identify themselves and show that they were not left off through their own fault?

[Interprétation]

**Le président:** Poursuivez.

**M. O'Connor:** Tout d'abord, pourriez-vous définir, de façon générale, les procédures que vous devez suivre lorsque vous prenez connaissance de certaines irrégularités électorales, particulièrement pendant une période d'élections.

Je connais la loi et quand vous recevez une plainte d'un électeur, d'un candidat ou d'un président de bureau de vote, dans une circonscription, quelle procédure utiliser pour en déterminer la validité? Est-il opportun de prendre des mesures, particulièrement s'il s'agit d'une plainte légitime, avant les élections, mais une fois que les listes sont fermées, et qu'aucun autre nom ne peut y être ajouté?

**M. Hamel:** Toute irrégularité qui se produit, qui m'est communiquée par un candidat ou par un intermédiaire, est examinée même si elle a été transmise par téléphone. Généralement, la première personne que je contacte est le président du bureau de vote. Si cette plainte s'avère sérieuse, nous commençons une enquête, que nous confions généralement à la GRC. En effet, je ne compte pas d'enquêteurs parmi mon personnel, à Ottawa. Nous nous efforçons, alors, d'obtenir plus de renseignements de la part de nos représentants locaux, du président du bureau de vote, et, s'il y a lieu, nous faisons appel à la GRC. Nous avons dû le faire au moins deux ou trois fois, lors des dernières élections.

**M. O'Connor:** Je ne voulais pas parler particulièrement d'irrégularités intentionnelles ou frauduleuses. Que je sache, cela ne s'est pas produit dans ma circonscription. Toutefois, il y avait le cas d'un secteur où les électeurs ne figuraient pas sur la liste électorale. Vous connaissez sans doute ce cas, il s'agit de la circonscription de Halton. Cela vous a été communiqué alors que la liste définitive avait été imprimée, de sorte qu'il était impossible d'y ajouter le nom de ces électeurs. Ce n'était pas de leur faute, si ce n'est qu'ils auraient dû vérifier si la liste électorale de leur secteur avait été affichée. Mais serait-il possible d'apporter certains amendements qui permettraient à ces électeurs de voter, même si la liste définitive a déjà été imprimée?

**M. Hamel:** Je ne me souviens pas de ce cas particulier, mais nous prolongeons la période d'inscription, ou la période de révision de la liste, lorsque nous constatons que des groupes d'électeurs sont laissés de côté. Il est évident que nous devons fixer une date limite, particulièrement pour la révision de la liste. Faute de quoi, nous ne pourrions exercer aucun contrôle, et les candidats ne feraient pas figurer certains noms sur la liste, dans leur propre intérêt. De plus, nous n'aurions pas assez de temps pour faire figurer ces noms sur la liste officielle. Toutefois, nous avons prolongé cette période d'inscription dans un certain nombre de districts électoraux.

Qu'elles proviennent d'un candidat ou d'un électeur, toutes les plaintes sont examinées. Le président du bureau de vote doit également étudier l'affaire. Si selon son rapport cette plainte est justifiée, à savoir qu'un certain nombre d'électeurs n'ont pas été inscrits, si les délais nous le permettent, nous rouvrons la liste pour y ajouter ces noms.

**M. O'Connor:** Est-il possible d'ajouter ces noms sur la liste sans être obligé de les ajouter à la liste officielle, jusqu'au jour même de l'élection, du moment que les électeurs en question peuvent prouver leur identité, et montrer que cette négligence ne leur est pas imputable?

[Text]

**Mr. Hamel:** In addition to the administrative problems of transmitting the names to the appropriate polling stations, I understand that many of the objections to that came from the candidates themselves. They would find it rather difficult to check on the validity of 200-odd names added at the very last minutes. It would be very difficult to check whether these names were bona fide names of electors or not.

**Mr. O'Connor:** There is a procedure for rural voters to get themselves on the list up to the day of election. Could the same provisions not be extended to urban voters?

**Mr. Hamel:** This was rejected by the Committee in 1970. Members who were on the committee then may recall that at that time the Ontario Select Committee was considering closing all its lists. In Ontario up to 1970 vouching was not allowed in urban areas; only in rural areas. The first recommendation of the Select Committee was to adopt closed lists in both urban and rural areas. I believe now Ontario is working on the same basis as the federal Elections Act. In other words, they use closed lists in urban areas and open lists in rural areas.

• 1655

**Mr. O'Connor:** Perhaps I can read the proceedings of the last committee.

One other area: have all candidates from the twenty-ninth election filed their returns with you to date as required by the act?

**Mr. Hamel:** Perhaps I should point out that I am not involved at any step in the process. The candidates do not file their reports with me but with each returning officer. It is only by accident that I became involved in the previous election because there was an order of the House asking that a list of the candidates who had filed and a list of those who had not filed be tabled. I circularized my returning officers to obtain that information. Therefore, on the basis of information received from returning officers and as of the date of filing this report, I believe there are 200 or 250 candidates who have not filed any report. In fact the number was 277, but this was as of the date the report was filed, namely March 8, 1973. Some might have filed subsequent to that date, I do not know.

**Mr. O'Connor:** There were, I believe, some elected candidates included in that list, were there not?

**Mr. Hamel:** Not according to this.

**Mr. O'Connor:** Is there not some provision though for the returning officers in the ridings to report to you whether these returns have been filed?

**Mr. Hamel:** No, not as a matter of course. Only in this case they had to give me a report because we had to comply with an order of the House. The information could only be obtained from the returning officers themselves.

**Mr. O'Connor:** One more area: could you inform us generally how returning officers are appointed to their positions by you?

[Interpretation]

**M. Hamel:** Outre les nombreux problèmes administratifs que cela entraînerait de transmettre les noms du bureau de vote en question, je sais que beaucoup d'objections à ce système viennent des candidats eux-mêmes. En effet, ils estiment difficile de vérifier l'authenticité des 200 noms qui seraient ajoutés en dernière minute.

**M. O'Connor:** Il est possible, pour les électeurs des zones rurales, de s'inscrire sur les listes jusqu'au jour des élections. Cette procédure ne pourrait-elle pas s'appliquer également aux électeurs des zones urbaines?

**M. Hamel:** Cela a été refusé par le Comité, en 1970. Les membres qui siègent à ce Comité se souviendront, qu'à cette époque, le Comité de l'Ontario envisageait de fermer toutes ses listes. Jusqu'en 1970, en Ontario, il n'était possible de voter pour une autre personne que dans les arrondissements ruraux et non pas urbains. La première recommandation du Comité spécial a été l'adoption de listes closes dans les deux espèces d'arrondissements. Je crois qu'à présent, en Ontario les choses se passent de la même façon que pour la Loi fédérale sur les élections. En d'au-

tres termes, on utilise des listes closes dans les arrondissements urbains et des listes ouvertes dans les arrondissements ruraux.

**M. O'Connor:** Je pourrais peut-être lire le procès-verbal du dernier Comité.

Un autre sujet-problème: tous les candidats pour la 29<sup>e</sup> élection ont-ils rempli leur formule à temps comme l'exige la loi?

**M. Hamel:** Il me faudrait peut-être souligner que je n'interviens pas dans ce processus. Les candidats ne remplissent pas leurs rapports auprès de mes services mais auprès des officiers rapporteurs. Ce n'est que par accident que j'ai été impliqué dans les dernières élections car il y avait un ordre de la Chambre demandant que l'on fasse une liste des candidats et une liste de ceux qui n'avaient pas été inscrits. Je me suis adressé à mes officiers rapporteurs pour obtenir ces renseignements. Par conséquent, à partir des renseignements émanant de ces rapporteurs et en tenant compte de la date de l'établissement de ces rapports, je crois qu'il y avait 200 à 250 candidats qui n'avaient pas rempli leurs rapports. En fait, le nombre était de 277, c'est-à-dire au moment où le rapport a été rempli, à savoir le 8 mars 1973. Peut-être que certains candidats l'ont fait par la suite, je ne le sais pas.

**M. O'Connor:** Il me semble qu'il y avait certains candidats élus inclus dans cette liste, n'est-ce pas?

**M. Hamel:** Je ne pense pas.

**M. O'Connor:** N'y avait-il pas de disposition demandant aux officiers rapporteurs des circonscriptions de vous dire si ces rapports avaient été remplis?

**M. Hamel:** Non, il n'existait rien de la sorte. En l'occurrence, ils devaient me faire un rapport car nous n'avions pas à suivre d'ordre de la Chambre. Ces renseignements pouvaient être fournis par les officiers rapporteurs eux-mêmes.

**M. O'Connor:** Une autre question: pourriez-vous nous dire d'une façon générale comment sont nommés les officiers rapporteurs?

[Texte]

**Mr. Hamel:** Returning officers are appointed by Order in Council.

**Mr. O'Connor:** On your recommendation?

**Mr. Hamel:** Not on my recommendation. I discover the name after he has been appointed.

**Mr. O'Connor:** I see. Thank you, Mr. Hamel.

**The Chairman:** Mr. Reid.

**Mr. Reid:** In the consideration of the proxy vote, there was some discussion about the fact that under the new act the students actually had less voting rights than they had before; if they were students in university they would not have the opportunity of being registered in the area where they were attending university, but to cast their ballot they had to obtain the forms and then send them to their parents who voted for them in their home locality. Is there any truth to this allegation that it was absolutely necessary for students to take advantage of the proxy procedure?

**Mr. Hamel:** I think I understood the first part of your question, but I am not so sure that I understood the second part.

In a sense they had less privilege than they had before. As I pointed out earlier, in the past they had the statutory right to be on two lists and the option to vote at one or the other place. Under the new act they do not have that option. They have to be on one list, namely the list where they consider their ordinary residence to be. So it could be the campus or the home of their parents.

**Mr. Reid:** How do they determine what their ordinary residence is? If you are attending university for eight months, is that more your ordinary residence than your parents home? Is there some formula you use to make this determination?

**Mr. Hamel:** Yes. What we tried to do was in the context of the legislation. In fact the Canada Elections Act takes four or five subsections to define residence. We tried in that context to help the students and, at the same time, our own election officers to establish what should be considered to be the ordinary residence of a student. We published this pamphlet and it was distributed by the thousands on the campuses. We thought the easiest way would be to make a difference between a student who was on his own or temporarily away from home; in other words, a student who was going back home every weekend or every month, or who indirectly, perhaps, was relying on his parents for paying his tuition fees and other expenses.

• 1700

**Mr. Reid:** There were some complaints from students and from parents that the way in which they were able to obtain their forms for proxy voting was inconvenient; that they were unable to collect the full number of forms required at one place. Apparently there was a form that was required from the registrar of the institution and there was also another form required for the returning officer to sign. Is any consideration being given to binding these forms together so that when the student obtains the forms he has the complete package?

**Mr. Hamel:** The committee considered making two forms; one being the application . . .

[Interprétation]

**M. Hamel:** Ils sont nommés par un ordre en conseil.

**M. O'Connor:** Sur votre recommandation?

**M. Hamel:** Non pas sur ma recommandation. Je ne connais le nom qu'après que l'officier ait été nommé.

**M. O'Connor:** Je vous remercie, Monsieur Hamel.

**Le président:** Monsieur Reid.

**M. Reid:** A propos du vote par procuration, on a dit qu'en vertu de la nouvelle loi, les étudiants avaient moins de droits qu'auparavant, s'il s'agissait d'étudiants d'université, ils ne pouvaient pas se faire enregistrer dans la région où se trouvait l'université, et pour voter ils leur fallait obtenir des formulaires, les envoyer à leurs parents qui votaient pour eux dans leurs localités de résidence. Est-il exact que les étudiants devaient obligatoirement utiliser le processus de procurations?

**M. Hamel:** Je crois avoir compris la première partie de votre question, mais je ne saurais pas en dire autant de la seconde partie.

En un sens, ils avaient moins de facilités qu'auparavant. Comme je l'ai indiqué plus tôt, dans le passé, ils avaient le droit statutaire d'être sur deux listes et de choisir le lieu où ils votaient. En vertu de la nouvelle loi, cette option n'est plus possible. Ils doivent se trouver sur une seule liste, celle de leurs résidences ordinaires. Il peut bien sûr s'agir du campus ou du domicile de leurs parents.

**M. Reid:** Comment décident-ils de leurs résidences ordinaires? Si vous fréquentez l'université pendant 8 mois, l'université est-elle plus la résidence ordinaire que le domicile de vos parents? Y a-t-il des critères pour le déterminer?

**M. Hamel:** Oui. Nous avons essayé d'agir en fonction de la législation. En fait, la Loi des élections du Canada a 4 ou 5 paragraphes pour définir la résidence. Nous avons, dans le contexte de la Loi, cherché à aider les étudiants et, en même temps, nos officiers d'élection à définir ce qui devait être le domicile ordinaire de ces étudiants. Nous avons publié des brochures qui ont été distribuées par milliers sur les campus. Nous pensions que la méthode la plus facile consistait à faire une différence entre l'étudiant indépendant et celui qui était temporairement éloigné de son domicile. En d'autres termes, un étudiant qui rentrerait chez lui chaque fin de semaine ou tous les mois, et qui indirectement, peut-être, dépendait des ressources de ses parents pour payer ses études.

**M. Reid:** Certains étudiants, certains parents se sont plaints de l'inconvénient que présentait l'obtention de ces formulaires de procuration; ils ont prétendu n'avoir pas pu obtenir toutes les formulaires nécessaires au même endroit. Apparemment, il fallait obtenir une formule du responsable de l'institution et une autre formule que devait signer l'officier rapporteur. A-t-on pensé à combiner ces deux formulaires de façon que les choses soient plus faciles pour l'étudiant?

**M. Hamel:** Le comité a songé à deux formulaires; une étant la demande . . .



## [Text]

**Mr. Reid:** Yes.

**Mr. Hamel:** And the other being the proxy.

**Mr. Reid:** Right.

**Mr. Hamel:** The application, plus the registrar's certificate, could be obtained from the registrar's office, and I cannot see any problem there. That form, after it has been duly filled in and completed, is sent to the parents. The parents then had to obtain the proxy certificate from the returning officer.

**Mr. Reid:** Yes, that was the difficulty. My riding is one of those in the schedule 3, and we had enormous difficulty in...

**The Chairman:** Mr. McKinley on a point of order.

**Mr. McKinley:** There is a question among some members as to how long the Committee is going to sit. Has there been any...

**Mr. Poulin:** Five o'clock.

**Mr. McKinley:** Did the Committee make up its mind at the beginning of the meeting when the adjournment hour would be?

**The Chairman:** No, we did not, except...

**Mr. Reid:** Perhaps, Mr. Chairman, if I might be permitted to finish...

**The Chairman:** Could we agree that we will adjourn at 5.15 o'clock?

**Mr. Reid:** Fine.

**The Chairman:** Is it agreed?

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** Agreed. Mr. Reid.

**M. Matte:** Si je n'ai pas le temps de poser mes questions, monsieur le président...

**Le président:** Vous êtes le suivant, monsieur Matte, vous allez être obligé d'accepter...

**Mr. Reid:** Oui, dans quelques secondes.

Thank you. The question was that there was tremendous difficulty in a riding that is widespread and you could not get these forms and consequently a number of people lost their ballots because the forms were in two different locations.

**Mr. Hamel:** In a schedule 3 riding you do not need two forms, the application could be taken by the parents to the polling station. This is perhaps one weakness in the form. We have not corrected that form to make it quite clear that in a schedule 3 riding it could be used as a proxy certificate provided it is duly sworn.

**Mr. Reid:** In schedule 3 ridings has any consideration been given to the extra election clerks being permitted to sign these documents? We have tremendous difficulties in those ridings where postal service is erratic because of distances.

## [Interpretation]

**M. Reid:** C'est exact.

**M. Hamel:** Et l'autre étant la procuration.

**M. Reid:** Exact.

**M. Hamel:** On pouvait se procurer cette demande et le certificat du secrétaire de l'université à son bureau, et je ne crois pas qu'il y ait de difficulté. Après que cette formule ait été remplie, elle est adressée aux parents. Les parents doivent obtenir un certificat de procuration auprès de l'officier rapporteur.

**M. Reid:** Oui, c'est là qu'était le problème: ma circonscription fait partie du schéma 3, et nous avons d'énormes difficultés à...

**Le président:** Monsieur McKinley, en rappel au règlement.

**M. McKinley:** Certains députés veulent savoir à quelle heure ajournera le Comité.

**M. Poulin:** 5 heures.

**M. McKinley:** Le Comité a-t-il décidé au début de la séance de l'heure à laquelle il ajournerait?

**Le président:** Non, à moins que...

**M. Reid:** Peut-être, monsieur le président, su je pouvais terminer...

**Le président:** Sommes-nous d'accord pour ajourner à 5h15?

**M. Reid:** Excellent.

**Le président:** Est-ce d'accord?

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** D'accord. Monsieur Reid.

**Mr. Matte:** If I do not have enough time to ask my question, Mr. Chairman...

**The Chairman:** You are the next one on the list, Mr. Matte, you will have to accept...

**Mr. Reid:** Yes, in a few seconds.

Je vous remercie. Je disais que nous avons connu de grandes difficultés et comme il était impossible de se procurer ces formulaires plusieurs personnes n'ont pas pu voter parce que les formulaires se trouvaient dans deux autres endroits.

**M. Hamel:** Dans une circonscription appartenant au schéma 3, vous n'avez pas besoin de deux formules. Les parents peuvent apporter la demande au bureau de vote. C'est peut-être là une des faiblesses de cette formule, nous la corrigeons pour nous assurer que dans ces circonscriptions on peut l'utiliser comme certificat de procuration à condition de prêter serment.

**M. Reid:** Dans la circonscription appartenant au schéma 3, a-t-on prévu d'autoriser d'autres secrétaires d'élections à signer ces documents? Nous avons de nombreuses difficultés dans ces circonscriptions où les services postaux sont inappropriés en raison des distances.

[Texte]

**Mr. Hamel:** I say in my report that I would like to suggest a couple of changes in the legislation with respect to proxy, and this is one of them, but the additional election clerk is already authorized in a schedule 3 riding, and I think every election clerk should also be authorized to issue proxy certificates.

**Mr. Reid:** My second question concerns advance polls. We have had difficulty in my area where advance polls are scheduled for certain areas which are the reverse of where people want to go. For example, if they were going on a holiday and they were going to Winnipeg, the advance poll for a number of communities forced them to go 100 miles backwards from where they wanted to go, even though there was an advance poll in three locations through the riding as they went out. Is there any flexibility under the act which will permit people to register at advance polls where it is more convenient for them or must they be within a certain locality, and is it within the power of the returning officer to set these up for the convenience of people?

**Mr. Hamel:** There is and there is not. The electors have to vote at the advance poll established for the group of polling divisions where they live. Furthermore, everywhere you have a town or village with a population of 1,000 or more, we must establish an advance poll there. Aside from that, advance polls are established at the discretion of the Returning Officer, and we try to group enough polling divisions to protect the secrecy of the ballot. I am always concerned, where there is only a very small number of polling divisions, that when you come up with one or two ballots cast, there is no more secrecy.

• 1705

**Mr. Reid:** We have a dilemma like this. We have a town that is fifty miles away from where the advance poll was, but that is fifty miles north. People want to go south, but sixty miles south is where another advance poll is, so that if somebody was on his way out, instead of being able to drive the sixty miles on his way, he had to drive fifty miles and then fifty miles back plus the sixty miles. That was rather stupid. Is there some flexibility to give people who are in positions like this permission to register at the other?

**Mr. Hamel:** No, because there would not be any control. Nobody could find out whether their name was on the list or not, because the list upon which the name was could be at the other advance poll.

**Mr. Reid:** Well, it could be transmitted. You could take communities like that—and I have about four that are in the same situation—where a number of people did not cast ballots because they were not prepared to drive the extra 100 miles. I really cannot blame them, but it seems to me that you should in such circumstances have the right to have the lists at both places and where it would be most convenient to you. After all, it seems to me that the purpose should be to make it convenient for people to vote, not to penalize them.

**Mr. Hamel:** This is certainly not possible under the present legislation, but we could see whether it would be feasible, if the Committee wished, to make appropriate changes in the legislation.

[Interprétation]

**M. Hamel:** J'ai dit dans mon rapport que j'aimerais suggérer quelques changements à la législation des procurations, et c'est là l'un d'entre eux, mais le secrétaire d'élections supplémentaires a déjà l'autorisation de le faire dans les circonscriptions de schéma 3, et je crois qu'il faudrait étendre cette autorisation à tous les secrétaires d'élections.

**M. Reid:** Ma seconde question concerne les bureaux provisoires de votation. Nous avons eu des difficultés dans ma région car les bureaux provisoires de votation se trouvaient dans des endroits situés à l'opposé de là où voulaient aller les gens. Par exemple, si ces personnes partaient en vacance à Vancouver, le bureau provisoire de votation pour plusieurs communautés les obligeait à partir à 100 milles de là où ils voulaient aller, même s'il existait un bureau provisoire de votation dans 3 localités à travers la circonscription au moment où ils partaient. La Loi permet-elle une certaine souplesse autorisant les gens à s'inscrire à ces bureaux provisoires de votation lorsque cela leur convient mieux ou doivent-ils se trouver dans une certaine localité, et appartient-il à l'officier rapporteur de régler ces problèmes par égard pour les gens?

**M. Hamel:** A la fois oui et non. Les électeurs doivent voter au bureau provisoire de votation établi pour le groupe de division de votation où ils vivent. En outre, partout où se trouve une ville ou un village dont la population est de 1,000 habitants ou davantage, nous devons établir un bureau provisoire de votation. Par ailleurs, ces bureaux sont établis à la discrétion de l'officier rapporteur, et nous essayons de grouper suffisamment de divisions de votation pour conserver le secret du vote. Je m'inquiète toujours lorsqu'il y a peu de divisions de votation que ce secret n'existe plus lorsque l'on peut présenter un ou deux bulletins.

**M. Reid:** Notre dilemme est identique. Nous avons une ville située à 50 milles de l'endroit où se trouvait le bureau provisoire de votation, mais il s'agit de 50 milles au nord. Les gens désirent aller au sud, mais 60 milles au sud se trouve un autre bureau provisoire de votation, ainsi si une personne est en route, au lieu de se rendre à 60 milles au sud, il lui faut aller à 50 milles au nord, puis revenir. Cela est plutôt stupide. N'est-il pas possible de permettre à ces personnes de s'enregistrer à un autre bureau de votation?

**M. Hamel:** Non, car il n'y aurait plus de contrôle. Personne ne saurait si le nom se trouve sur la liste ou non, car cette liste pourrait se trouver dans un autre bureau de vote provisoire.

**M. Reid:** Eh bien, on pourrait la transférer. Vous pourriez trouver plusieurs communautés identiques, et je suis sûr qu'il y en a au moins quatre dans la même situation, où plusieurs personnes n'ont pas voté car elles ne voulaient pas parcourir 100 milles supplémentaires. Je ne saurais les blâmer, mais il me semble qu'en la circonstance vous pourriez avoir des listes à deux endroits et cela serait beaucoup plus pratique. Après tout, il me semble que l'objectif est de faciliter le vote des gens, et non pas de les pénaliser.

**M. Hamel:** Cela n'est certainement pas possible en vertu de la législation actuelle mais, bien sûr, si le Comité le veut, nous pourrions amender cette législation d'une façon appropriée.

## [Text]

**Mr. Reid:** At the present time, is there any discretion concerning the allocation of the number of days for advance polling, or is that set in the act?

**Mr. Hamel:** That is set in the act.

**Mr. Reid:** That is fine, then. I will pass to Mr. Matte.

**Le président:** Monsieur Matte.

**M. Matte:** Merci, monsieur le président. Voici, je pense que c'est un peu notre rôle à cette réunion de ne pas trop nous attarder à savoir si nos commentaires se rattachent à la Loi, les Règlements ou à leur application par le directeur général des élections. Je voudrais avoir des commentaires de M. Hamel au sujet de la démocratie en temps d'élections, je pense que c'est là le point essentiel. Quant on fait des élections, le premier point de vue dont il faut tenir compte c'est la sauvegarde de la démocratie et je me permettrais de signaler quelques points qui démontrent que cela laisse à désirer. Or, le premier de ces points a trait à la nomination des présidents d'élections. Vous avez répondu tout à l'heure à mon collègue que cela ne vous regardait pas, Mais je pense que c'est très important. Alors, comment sont nommés ces présidents? Comment les change-t-on? Y a-t-il un âge limite?

Le deuxième point a trait aux greffiers ou aux secrétaires du greffier; sur quels critères de compétence se base-t-on pour les nommer? Il y a beaucoup d'erreurs. J'ai assisté à mon propre recomptage officiel, de même qu'au recomptage judiciaire de M. Godin dans le comté de Portneuf. Je dois dire qu'au recomptage officiel on s'est rendu compte que près du tiers des greffiers avait fait toutes sortes d'erreurs au niveau des bureaux de scrutin, or, ceci peut fausser le jeu. La nomination de ces gens sous la dictée d'un parti politique est totalement fautive au point de départ, si on considère que les nominations des sous-directeurs de scrutin, du greffier, sont des nominations politiques. Dès le départ, vous tenez pour acquis qu'une personne, qui fait partie d'une famille, peut en influencer au moins trois autres avec le résultat que deux, trois mille personnes, peuvent être influencées à leur tour, ce qui peut fausser drôlement le résultat de l'élection... au Alors, j'estime que ce sont là les points capitaux auxquels il faut remédier. Il faut que l'élection soit contrôlée d'une façon entièrement neutre. C'est pour cette raison, monsieur Hamel, que j'aimerais avoir vos commentaires à ce sujet. Ne serait-il pas possible de procéder à ces nominations au moyen de concours ouverts au public de telle sorte que les électeurs se sentent entièrement libres? Dans le cas des bureaux de scrutin, la loi stipule que cela doit être dans des endroits publics, mais on sait que ce n'est pas ce qui se fait. Cela se produit d'une façon assez restreinte, du moins dans les circonscriptions que je connais. Je ne sais pas si la mentalité des gens est la même partout au Canada, mais je sais bien que dans le Québec rural en particulier, les gens sont convaincus que les nominations du président d'élection, du directeur du scrutin, du greffier et la location du bureau de scrutin, s'il s'agit d'une maison privée, vont à des gens du parti au pouvoir et c'est eux qui mènent l'élection. C'est extrêmement néfaste et cela a une influence directe sur le comportement d'une partie des électeurs. Alors, je trouve que c'est un point capital pour la démocratie et j'aimerais avoir vos commentaires à ce sujet.

• 1710

**M. Hamel:** En ce qui concerne la nomination des présidents d'élection; on a déjà eu dans notre histoire, des présidents d'élection nommés par le directeur général et

## [Interpretation]

**M. Reid:** A l'heure actuelle, y a-t-il une certaine discrétion concernant le nombre de jours pour voter à l'avance, ou cela est-il défini dans la loi?

**M. Hamel:** Cela est défini dans la loi.

**M. Reid:** Je vous remercie. Je laisse la parole à M. Matte.

**The Chairman:** Mr. Matte.

**Mr. Matte:** I thank you very much, Mr. Chairman. I do not think that we should really care to know whether our comments really relate to the act or the regulations or the way they are implemented by the Chief Electoral Officer. I would like to have Mr. Hamel's opinion about democracy in election time, because I think that is the most essential point. In election time, the first point to take into account is democracy and I could give you examples showing that democracy is not always respected. The first example relates to the appointment of election chairmen. A while ago you told my colleague that it was not your responsibility, but I think that it is very important. How are these appointed? Is there any age limit?

The second example relates to clerks or their secretaries, on what basis are they appointed? There are many mistakes. I personally attended to the official counting of the votes and to Mr. Godin's judicial recounting in the Portneuf riding. I must say that at that time we realized that nearly one third of the clerks had made all kinds of mistakes at the ballot box level, and that is very important. The appointment of these people recommended by a political party is really wrong from the very beginning, if we consider that the judicial officers and clerks appointments are recommended by political parties. From the beginning, you consider that a person, who belongs to a family, may influence at least three other persons, the consequence being that 2,000 or 3,000 people may be influenced themselves, and the end result may be really different. ... In my opinion, these are extremely important matters that ought to be rectified. The election must be carried out in an absolutely impartial way. It is for this reason that I should like to have your comments on the subject. Would it not be possible to have these nominations take place through competitions open to the public so that the electors would be completely free? In the case of polling booths, the act states that they must be located in public areas but it is a known fact that this is not observed and, in the ridings I know, this is actually rather infrequent. I do not know if attitudes are the same throughout Canada but in rural Quebec, at least, people are convinced that the Electoral Officers are chosen from the party in power and that the polling booths, if it is a private house, has to belong to someone with the right affiliation. In other words, it is the party that is running the election. This is very harmful and has a noticeable influence on the behaviour on the part of the electorate. To my mind, this question is of vital concern. I would be interested in hearing your comments.

**Mr. Hamel:** With respect to the appointment of electoral officers, it has happened in the course of our history that electoral officers were appointed by the Director General



**[Texte]**

cela a présenté des problèmes d'un autre ordre. Tout d'abord, je me demande un peu comment je pourrais, par exemple, remplacer dans le cours d'une élection ou à la dernière minute, un président d'élection qui, par maladie ou pour une autre raison, doit se désister. Au cours de la dernière élection, par exemple, on a dû en remplacer trois, la journée où l'élection a été déclenchée ou dans les quelques jours qui ont suivi: maladie ou autres choses. Je n'ai certainement pas dans le moment les facilités voulues pour pouvoir remplacer mes gens sans préavis de cette façon-là. Alors, j'ai l'impression qu'à tout prendre, la procédure actuelle est peut-être encore la meilleure en ce qui concerne la nomination des présidents d'élection. Il reste peut-être aussi à les suivre d'assez près pour s'assurer qu'ils font un travail honnête.

En ce qui concerne les scrutateurs, parce que je pense que vous vous référez plutôt aux scrutateurs et aux greffiers de scrutin, vous touchez un point qui, je ne m'en cache pas, m'inquiète un peu, et surtout dans le Québec et l'Ontario, cette impression qu'ont les gens que le scrutateur est nommé par le parti gouvernemental est d'autant plus forte que c'est dans la loi provinciale. En vertu de la loi provinciale du Québec et de l'Ontario, le scrutateur doit être nommé par le candidat du gouvernement. Où la loi diffère, c'est dans la nomination du greffier, qui, dans la loi du Québec et de l'Ontario est nommé par le candidat de l'Opposition, alors que dans notre loi, nous, le greffier est nommé par le scrutateur lui-même. C'est un domaine où il m'est excessivement difficile d'intervenir parce qu'il y a une décision formelle de la Chambre qui a rejeté l'idée que le scrutateur et le greffier seraient nommés par deux partis politiques opposés. On avait fait une proposition dans ce sens il y a quelques années, mais elle a été rejetée. Alors, dans les circonstances je ne peux pas donner des directives à mes présidents d'élection sans enfreindre ou sans aller à l'encontre d'une décision formelle de la Chambre qui n'a jamais été rescindée. Mais comme je vous dis, cela présente certains problèmes et je ne vous cache pas que c'est la source de plusieurs plaintes que je reçois, de plusieurs observations que l'on me fait, surtout dans la semaine précédant l'élection. Et comme je l'ai dit, encore une fois, d'autant plus que dans les deux plus grandes provinces canadiennes, il y a une procédure différente pour la nomination de ces deux fonctionnaires d'élection.

**Le président: Monsieur Matte.**

**M. Matte:** En fait, que pensez-vous de ma suggestion de les nommer par concours ouverts au public?

**M. Hamel:** Est-ce que vous parlez des scrutateurs ou des présidents d'élections?

**M. Matte:** Des scrutateurs. Et même des présidents d'élections. Je ne verrais pas de différence pour les présidents d'élections qui pourraient être nommés en tout temps. Et, bien sûr, puisque l'heure est presque arrivée, il y a une autre question que je veux vous poser en même temps: Est-ce que vous croyez que si les élections étaient à date fixe votre travail serait beaucoup plus facile?

**M. Hamel:** D'abord, nommer les présidents d'élections par concours public, ce serait possible. Ce serait nécessairement très coûteux et cela nécessiterait la mise en place de tout un organisme. Il faudrait surtout tenir à jour une liste très longue de substitués au cas où celui qui a été choisi, ou celui qui est en place ne serait pas en mesure de continuer. Alors, c'est là que ce système m'inquiéterait un peu.

**[Interprétation]**

and this gave rise to a problem of a different nature. First of all, how would it be possible for me, to appraise during an election or at the last minute, an electoral officer who is obliged to step down for one reason or another? In the last election, for example, three officers had to be replaced on the day the election was announced or shortly afterwards because of sickness or other reasons. I am certainly not in a position to find new people without any notice. Therefore, all things considered, I think the present procedure for appointing an electoral officer is probably still the best. It may be necessary to have stricter controls to see that they carry out their duties scrupulously.

With respect to returning officers, you have raised a point that causes me some worry, especially in Quebec and Ontario where people have the impression that returning officers are appointed by the government party, although most think this is a provincial law. According to the provincial law of Quebec and Ontario, returning officer must be appointed by the government candidate. Another difference arises concerning the nomination of the clerk who, in Quebec and Ontario, now, is appointed by the Opposition candidate whereas, in federal law, he is appointed by the returning officer. This is an area in which I cannot really venture, since a formal decision of the House rejected the idea that the returning officer and the clerk should be appointed by two opposing political parties. This suggestion was made several years ago but was not accepted. In these circumstances, I cannot give instruction to my electoral officer without going against a formal decision of the House, which has never been changed. But, as I said, problems do exist in this area and I have received several complaints touching on this, especially during the week before the election. It is made all the more difficult because the two biggest Canadian provinces follow different procedure for the appointment of these two officials.

**The Chairman: Mr. Matte.**

**Mr. Matte:** What do you think of my suggestion that they be appointed by public competition?

**Mr. Hamel:** Are you speaking of returning officers or electoral officers?

**Mr. Matte:** I am speaking of the returning officers. The same goes for the electoral officers. I do not see any difference to be made for electoral officers who could be named at any time. And, since the time has almost come, there is one other question I would like to ask you at the same time: do you think that your work would be easier if elections were held at specific intervals of time?

**Mr. Hamel:** First of all, it would be possible to appoint electoral officers by way of public competitions. This would be very expensive and would necessitate creating a whole organization. In particular, we would have to keep a very long list of substitutes up to date, in case the person who was chosen could not appear, or should the person on duty not be able to work. It is at this point that the system begins to worry me somewhat.

## [Text]

Quant aux scrutateurs, et aux greffiers, les scrutateurs surtout, je me demande si nous aurions le temps de les choisir par concours pendant l'élection. Je sais pertinemment que certains de mes présidents d'élections, par exemple, vont leur donner des cours et leur faire subir un examen. S'ils ne réussissent pas l'examen, ils ne sont pas nommés.

**M. Blais:** En rappel au Règlement, monsieur le président.

**Le président:** Oui.

**M. Blais:** Si vous pouviez demander la mise aux voix maintenant quitte à ce qu'ensuite qu'on continue avec les questions, avant que nous ne perdions le quorum, ce qui semble être en train de se présenter.

**Le président:** Eh bien, voici, la mise aux voix interviendra quand il n'y aura plus personne pour poser des questions.

**M. Blais:** Mais n'y aurait-il pas moyen de procéder à la mise aux voix maintenant et puis qu'ensuite on continue avec d'autres questions, pour amplifier les problèmes qui se sont présentés? A moins qu'on n'ait des objections. Il me semblerait que ce serait la procédure à prendre.

**Le président:** La difficulté dans laquelle nous nous trouvons c'est que si nous adoptons les crédits, le Comité des privilèges et élections n'a plus rien à étudier et puis l'on ne siège plus.

**M. Blais:** Oui, mais la mise aux voix peut se faire *pro forma* quand même, et ensuite les questions... Je suis certain que M. Hamel ne s'objecterait pas à répondre à nos questions après le fait.

**Le président:** C'est justement, monsieur Blais, que d'un point de vue procédural, la seule chose qui ait été renvoyée à notre Comité est le crédit 10. Si le crédit 10 est adopté, comme président, je suis obligé de faire rapport à la Chambre et nous n'avons plus de raison de nous réunir de nouveau, même si M. Hamel veut bien revenir. J'ai l'impression que la meilleure procédure serait d'épuiser les questions pour ensuite, sur une motion de l'un des membres d'appeler le crédit 10. J'ai encore sur ma liste six députés qui ont l'intention de poser des questions. Alors, ce serait difficile, je pense, de considérer favorablement, pour le moment, une motion qui demanderait l'adoption du crédit 10.

**Mr. Hollands:** On a point of order, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Yes, Mr. Hollands.

**Mr. Hollands:** We agreed to sit until 5.15 p.m. It is past that time.

**Mr. Blais:** I suggest, Mr. Chairman, that we call the question. Or does anyone have any objections?

**Mr. Hollands:** Yes.

**The Chairman:** Mr. Matte, we will adjourn the meeting, but before we do so, I want...

**Mr. Hollands:** Mr. Chairman, the meeting is adjourned. We agreed to adjourn at 5.15 p.m.

## [Interpretation]

Insofar as the returning officers and clerks are concerned, but the clerks in particular, I wonder if you would have to choose them by way of competition during the election period. I know for a fact that some of my electoral officers will want to give them courses and then write an exam. If they fail the exam, they are not appointed.

**Mr. Blais:** On a point of order, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Blais:** It would be good if you would ask for a vote now, and continue questions later, before we no longer have a quorum.

**The Chairman:** The vote will be made when no one has any questions to ask.

**Mr. Blais:** Is there no way in which we could have the vote now and then go on with the questioning later, in order to have further details of the questions which have been brought up? Unless there are objections. It seems to me that this would be the best procedure to follow.

**The Chairman:** The problem is that, if we carry the votes, the Committee on Privileges and Elections has nothing left to study, and we have no further sittings.

**Mr. Blais:** Yes but the voting can take place *pro forma* and the questioning can go on afterwards. I am sure that Mr. Hamel would not object to replying to our questions after the voting.

**The Chairman:** That is just it, Mr. Blais. From the procedural point of view, the only vote sent before our Committee is Vote 10. If Vote 10 is carried, I have to make a report to the House and we have no further reason for meeting again, even if Mr. Hamel wants to come back. I have the impression that the best procedure would be to ask all our questions now and then, on a motion from one of the members, call a vote on Vote 10. I still have six members on my list who want to ask questions. I think it would be difficult to favourably consider a motion which asks for the approval of Vote 10.

**M. Hollands:** J'invoque le Règlement, monsieur le président.

**Le président:** Oui, monsieur Hollands.

**M. Hollands:** Nous avons décidé de siéger jusqu'à 17 h. 15, et nous avons déjà dépassé cette limite.

**M. Blais:** Monsieur le président, je propose que nous passions aux voix. Y a-t-il des objections?

**M. Hollands:** Oui.

**Le président:** Monsieur Matte, nous allons lever la séance mais avant de le faire, je voudrais...

**M. Hollands:** Monsieur le président, la séance est levée. Vous étiez d'accord de lever la séance à 17 h. 15.

[Texte]

**The Chairman:** I just want to say that next Thursday at 9.30 a.m. we will start the meeting with Mr. Matte, and after that Mr. Hollands, Mr. Ritchie, Mr. McKinnon, Mr. Poulin, Mr. Roche and Mr. Blais.

**Mr. Hollands:** Mr. Chairman, do you mean the day after tomorrow?

**The Chairman:** Yes, on Thursday.

[Interprétation]

**Le président:** Je voulais seulement dire que nous allons commencer la réunion jeudi prochain à 9 h. 30 avec M. Matte, suivi de MM. Hollands, Ritchie, McKinnon, Poulin, Roche et Blais.

**M. Hollands:** Monsieur le président, vous voulez dire après demain?

**Le président:** Oui, jeudi.











HOUSE OF COMMONS

Issue No. 2

Thursday, April 12, 1973

Chairman: Mr. Ovide Laflamme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule no 2

Le jeudi 12 avril 1973

Président: M. Ovide Laflamme

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

# Privileges and Elections

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent des*

# Privilèges et élections

RESPECTING:

Estimates for fiscal year ending  
March 31, 1974 relating to the  
Chief Electoral Officer

CONCERNANT:

Le budget des dépenses pour l'année  
financière se terminant le 31 mars 1974  
ayant trait au Directeur général des élections

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



First Session

Twenty-ninth Parliament, 1973

Première session de la

vingt-neuvième législature, 1973

STANDING COMMITTEE ON  
PRIVILEGES AND ELECTIONS

*Chairman:* Mr. Ovide Laflamme

*Vice-Chairman:* Mr. Douglas Stewart

Messrs.

Benjamin  
Blais  
Caccia  
Forrestall

Hollands  
Howard  
Jerome  
Lachance

COMITÉ PERMANENT DES  
PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS

*Président:* M. Ovide Laflamme

*Vice-président:* M. Douglas Stewart

Messieurs

MacDonald (Miss)  
(*Kingston and the  
Islands*)  
Matte

McKinley  
McKinnon  
O'Connor  
Poulin  
Reid  
Ritchie  
Roche—19.

(Quorum 10)

*Greffier du Comité*

Robert D. Marleau

*Clerk of the Committee*

## PROCÈS-VERBAL

Le JEUDI 12 AVRIL 1973.

(3)

[Texte]

Le Comité permanent des privilèges et élections se réunit ce jour à 9 h. 39. Le président, M. Laflamme, occupe le fauteuil.

*Membres du Comité présents:* MM. Caccia, Forrestall, Hollands, Howard, Laflamme, M<sup>lle</sup> MacDonald (*Kingston et les Îles*), MM. Matte, McKinnon, O'Connor, Reid, Ritchie, Roche, Stewart (*Okanagan-Kootenay*).

*Témoin:* M. Jean-Marc Hamel, Directeur général des élections.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi concernant le crédit 10 du Directeur général des élections. (Voir procès-verbal du mardi 10 avril 1973)

Le témoin répond aux questions.

L'interrogatoire se poursuit;

A 11 heures le Comité ajourne ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

## MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, APRIL 12, 1973

(3)

[Translation]

The Standing Committee on Privileges and Elections met this day at 9:39 a.m., the Chairman, Mr. Laflamme, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Caccia, Forrestall, Hollands, Howard, Laflamme, Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*), Messrs. Matte, McKinnon, O'Connor, Reid, Ritchie, Roche, Stewart (*Okanagan-Kootenay*).

*Witness:* M. Jean-Marc Hamel, Chief Electoral Officer.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference relating to Vote 10—Chief Electoral Officer. (See *Minutes of Proceedings and Evidence, Tuesday, April 10, 1973*).

The witness answered questions.

And questioning continuing;

At 11 a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

*Le greffier du Comité,*  
Robert D. Marleau,  
*Clerk of the Committee.*



## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, April 12, 1973

● 0941

[Text]

**The Chairman:** Gentlemen, I see a quorum. At adjournment the other day, we had Mr. Rene Matte asking questions of our witness, the Chief Electoral Officer, Mr. Hamel.

Et je donne la parole à M. Matte.

**M. Matte:** Toujours dans le cadre de la démocratisation des élections, puisque c'est le but premier des élections de donner la chance à tous les électeurs de pouvoir exprimer leurs opinions, je demandais à M. Hamel, au moment de l'ajournement, ses commentaires sur la possibilité d'élections à date fixe.

Quant à moi, j'y vois d'énormes avantages techniques, vu les difficultés rencontrées dans plusieurs circonscriptions face au vote étudiant. Ces difficultés sont dues à la période électorale. Si les élections sont à date fixe, à une période où l'activité étudiante est réduite, nous n'aurions pas ce problème du vote étudiant. De plus on pourrait plus facilement s'en tenir aux termes de la loi qui demande l'établissement des bureaux de scrutin dans les endroits publics, particulièrement dans les écoles.

Pensez-vous que ce serait une amélioration souhaitable d'avoir des élections à date fixe?

**M. Jean-Marc Hamel (Directeur général des élections du Canada):** Monsieur le président, j'avoue que je ne me suis jamais attardé à étudier la question soulevée par M. Matte, pour la simple raison que mes responsabilités relèvent d'une législation du Parlement. D'autre part, je ne veux pas donner l'impression de suggérer des modifications à être apportées à notre régime uniquement pour simplifier la tâche des administrateurs.

A mon avis, c'est une considération secondaire. Nos responsabilités sont spécifiées par la législation et c'est le Parlement qui doit décider de questions aussi fondamentales.

Vous soulevez la question des étudiants; la République voisine, où il y a des élections à date fixe, semble avoir les mêmes problèmes que nous, si on peut parler de problèmes. Par ailleurs, j'hésite à commenter davantage, monsieur le président, parce que j'outrepasserais mes responsabilités qui sont la conduite d'élections selon une législation parlementaire et il revient au Parlement d'apporter les modifications qu'il jugera souhaitables.

**M. Matte:** Une dernière question, monsieur le président, au sujet des commentaires sur les dépenses accrues du budget de l'administration de la direction générale des élections.

Afin de démocratiser davantage les élections, je suggère lors de la dernière réunion que les scrutateurs, les greffiers et même les présidents d'élections pourraient être nommés par concours publics, dépendant exclusivement du directeur général des élections. Je cite cela à titre d'exemple, autrement dit ma question est

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 12 avril 1973.

[Interpretation]

**Le président:** Messieurs, nous sommes en nombre suffisant. Au moment de l'ajournement de la dernière réunion, M. René Matte interrogeait notre témoin, M. Jean-Marc Hamel, directeur général des élections.

I will then invite Mr. Matte to ask his questions.

**Mr. Matte:** Since we want elections to follow the principles of democracy and since their primary goal is to give to all voters the opportunity to express their views, at the time of adjournment I was asking Mr. Hamel to comment on the possibility of an election at a set date.

As far as I am concerned I see many technical advantages to such a measure in view of the enormous problems arising from the student vote that had to face so many districts. These problems are due to the election period. If the date of the election is set for a period when the students' activity is at a low ebb, that problem of the student vote could be avoided. Moreover, we could more easily follow the terms of the law that provides for the establishment of polling stations in public places, particularly in schools.

Would you consider it as a desirable improvement to set the elections on a fixed date?

**Mr. Jean-Marc Hamel (Chief Electoral Officer of Canada):** Mr. Chairman, I must confess that I have never studied the question raised by Mr. Matte, for the simple reason that my responsibilities arise from an act of Parliament. On the other hand, I would not like to suggest that our system should be amended solely to simplify the administrators' tasks.

As far as I am concerned, this is a secondary consideration. Our responsibilities are specified by the law and I think it is incumbent to Parliament to render a decision on such basic questions.

You are mentioning the student problem: in the United States where elections are set at a certain date, they seem to have the same problems if indeed one can talk of problems. On the other hand, I would not like to give more comments on the point Mr. Chairman because by so doing I would take measures that would transcend my terms of reference which is to conduct the election according to an act of Parliament; thus it is up to Parliament to bring about these desirable amendments.

**Mr. Matte:** One last question, Mr. Chairman, concerning the increased operating expenditures of the Elections Branch.

In order to make the elections even more democratic, I did suggest at the last meeting that the returning officers, the election clerks and even the electoral officers could be appointed through public competitions depending exclusively on the Chief Electoral Officer. I state this as an example. In other words, I have a very specific question. What I am asking is if you believe that the

[Texte]

bien précise, est-ce que vous croyez que le budget actuel du directeur général des élections est suffisant?

• 0945

**M. Hamel:** Je me suis peut-être mal exprimé l'autre jour, il s'agit surtout de devancer des dépenses que nous avions entrevues pour une autre année financière. Par exemple, il y a le matériel et les accessoires d'élections qu'il nous faut acheter en vue d'une élection. A la suite d'une élection, qui donne un gouvernement majoritaire, où l'on croit avoir trois ou quatre ans pour se préparer, à ce moment-là, on peut répartir sur les quatre années le coût de l'élection qui vient. Dans le cas présent, il nous fallait refaire nos stocks le plus rapidement possible. Et c'est cela que j'ai voulu dire l'autre jour, c'est que nous avions prévu pour l'année 1973-1974 les dépenses normales à la suite d'une élection générale, c'est-à-dire simplement les détails qui restent pour fermer les livres et le nombre normal d'élections partielles. Or en plus de cela, cette fois-ci, il faut prévoir l'achat de matériel ou enfin terminer les derniers achats qu'il nous reste à faire, plus peut-être la révision des sections de vote de façon à être en mesure de faire face à une élection si cela était nécessaire. Alors, en résumé, il s'agit d'une augmentation pour une année, mais il s'agit surtout de devancer des coûts qui étaient prévus, mais sur une période plus longue.

**M. Matte:** D'accord.

**Le président:** Monsieur Hollands.

**Mr. Hollands:** How many returning officers have been replaced since the election?

**Mr. Hamel:** We have had 25 vacancies; 25 returning officers have either resigned or, for one reason or another, have had to be replaced since the last election. In one case, it was strictly a question of illness. Fourteen appointments have been made; there are still 11 vacancies.

**Mr. Hollands:** In large ridings—and I am going to use my own as an example—is it not possible to allow a returning officer sufficient funds so that the office may be in a central area of the riding, rather than in one extreme end or the other? I am thinking now about proxy voting. People had to go to the returning office, pick up the forms, and come back maybe 80, 90 or 100 miles with those forms. This seems to be a tremendous problem in large ridings.

**Mr. Hamel:** You are quite right. We try to avoid this problem by asking the returning officer, after consultation with the various political organizations, to travel in his riding extensively as time allows, and to give some publicity as to where he will be on any given day.

The location of the office is indeed a problem if the electoral district is large. In some cases, we have forced the returning officer to establish his office in a more central location; under the law he has to establish his office in a centrally-located place. It does not necessarily mean the geographic centre of the electoral district. It might mean where you have a fairly large concentration of population. The tendency, is for many returning officers to establish the offices in or near their residences.

[Interprétation]

present budget for the Chief Electoral Officer is adequate?

**Mr. Hamel:** Maybe I did not make myself clear the other day, but it is more a question of anticipating expenses that we had estimated over another fiscal year. For example, one must take into account the election equipment and supplies needed for the next election. After an election that would result in a majority government thus leaving us to believe that we have three or four years to get prepared, we could then distribute the whole costs of the next election over the following four years. In the present case we had to get new supplies as quickly as possible, and that is exactly what I meant the other day when I said we had anticipated this amount for the fiscal year 1973-74, that is the normal expenses following a general election, the details left to close the books and the normal amount of by-elections. But on top of that, this time we must estimate the cost of new election supplies to be bought or at least completed as well as the review of voting sections so that we can be best equipped to cope with an election if necessary. So briefly there is an increase over one year and it means before all that we must anticipate the estimated costs but over a longer period.

**Mr. Matte:** Agreed.

**The Chairman:** Mr. Hollands.

**M. Hollands:** Depuis la dernière élection, combien de présidents d'élection ont été remplacés?

**M. Hamel:** Il y a 25 vacances; 25 présidents d'élection auraient donc démissionné, ou pour une raison ou pour une autre, auraient dû se faire remplacer depuis la dernière élection. Dans un cas, la démission est attribuable entièrement à la maladie. Quatorze nominations ont été effectuées et il ne reste plus que 11 vacances.

**M. Hollands:** Dans les grandes circonscriptions, et je va's citer mon cas à titre d'exemple—serait-il possible d'accorder à un président d'élection des fonds suffisants pour le bureau de scrutin soit un peu plus central au lieu de l'installer à l'extrémité de l'endroit? Je songe surtout au vote par procuration. Les votants doivent se rendre au bureau de scrutin pour y prendre les formulaires et refaire un trajet de 80, 90 ou 100 milles. Cela semble constituer un problème réel dans les grandes circonscriptions.

**M. Hamel:** Vous avez raison. Nous essayons d'éviter cette difficulté en demandant au président d'élection, après avoir consulté les diverses associations politiques, de se déplacer autant que possible dans sa circonscription pour que le public sache où le trouver à un endroit donné.

La location du bureau constitue un problème réel dans le cas où les circonscriptions électorales sont fort étendues. Parfois, nous avons obligé le président d'élection à établir son bureau dans un endroit plus central; aux termes de la loi, il a le devoir d'établir son bureau dans un endroit situé au centre de la circonscription. Cela ne veut pas dire nécessairement le centre géographique de la circonscription électorale mais plutôt là où se trouve

**[Text]**

But, if we feel that it is necessary, we ask him to establish his office somewhere else.

In terms of funds, we pay for the rent of the office. There is always a problem if we have to pay commuting expenses because we try to approach the whole question from a good-employer point of view. It is not a generally every-day basis from home to the office but this is a accepted practice yet to pay travelling expenses on an every-day basis from home to the office but this is a question we may have to look into more seriously to ensure that every elector of a riding will be given adequate service, regardless of where he lives.

I am sure that the Committee will appreciate that whatever efforts we make there will always be electors who will be at some disadvantage vis-à-vis others because there will always be electors living some distance from the office of the returning officers. In spite of the fact that in a very large riding—in so-called Schedule III ridings—we authorize the returning officer to open one or in some cases, two, sub-offices to avoid this extensive travelling.

• 0950

**Mr. Hollands:** I think in some of these ridings where they border on a fairly large city, taking in part of the urban area of that city, the surrounding area and then many miles out into the country, two offices or a sub-office would be greatly appreciated and would be of a great deal of assistance, not only to the voting public but to the different candidates.

Another question I wanted to ask: has there been any reappointment of enumerators as yet?

**Mr. Hamel:** No, because enumerators cannot be appointed until an election is actually called. In fact, in urban areas, the two candidates who came first and second at the previous election have until Wednesday noon preceding polling day to give their lists to the returning officer. The candidates have a statutory right to nominate enumerators in urban areas.

**Mr. Hollands:** Excuse me, I was more interested in a rural area. I believe it is the returning officer's prerogative to appoint enumerators in the rural areas.

**Mr. Hamel:** That is correct.

**Mr. Hollands:** When does he go about this function?

**Mr. Hamel:** He is expected to make a preliminary selection before the election but he cannot make any appointment until the election is called. I must admit that we have not yet issued any instruction to our returning officers to make preliminary selections. We have had a series of meetings with them and they know that this is something they should keep in mind at all times.

**Mr. Hollands:** Are the different political parties in a rural riding instructed when the returning officer starts to make these selections?

**[Interpretation]**

une forte concentration de la population. Nombreux sont les présidents d'élection qui ont l'habitude d'établir leurs bureaux dans leurs résidences ou près de cet endroit. Mais, si cela nous apparaît nécessaire, nous lui demandons d'établir son bureau ailleurs.

Pour ce qui est de l'aspect financier, nous payons la location du bureau. Il y a toujours des problèmes si nous devons payer les frais de transport, parce que nous tentons d'aborder la question du point de vue du bon employeur. Il n'est pas encore courant de payer des frais de déplacement quotidien entre le domicile et le bureau, mais il s'agit d'une question que nous allons étudier de manière plus approfondie afin d'offrir à tous les électeurs d'une circonscription un service de bonne qualité, indépendamment de son lieu de résidence.

Je suis certain que le Comité se rend compte que, quels que soient nos efforts, il y aura toujours des électeurs qui seront désavantagés par rapport aux autres, parce qu'ils habiteront toujours à une certaine distance du bureau du président d'élections, bien que dans les très grandes circonscriptions, nous autorisons le président d'élections à ouvrir un ou, dans certains cas, deux bureaux auxiliaires pour éviter des déplacements trop importants.

**M. Hollands:** Je pense que dans certaines de ces circonscriptions, situées à proximité d'une grande ville, qui sont constituées en partie par cette ville, par sa banlieue et par la rase campagne, deux bureaux ou un bureau auxiliaire serait très utile, non seulement pour les électeurs, mais aussi pour les candidats.

J'aimerais aussi vous demander si on a déjà procédé à de nouvelles nominations d'énumérateurs.

**M. Hamel:** Non, parce que des énumérateurs ne peuvent être nommés avant qu'une élection soit convoquée. En fait, dans les régions urbaines, les deux candidats qui sont arrivés en première et seconde place lors des élections précédentes ont jusqu'au mercredi midi qui précède le jour du scrutin pour présenter leurs listes au président d'élections. Juridiquement, les candidats ont le droit de nommer des énumérateurs dans les régions urbaines.

**M. Hollands:** Excusez-moi, mais je m'intéresse plus aux régions rurales. Je pense que c'est au président d'élections qu'il revient de nommer des énumérateurs dans les régions rurales.

**M. Hamel:** C'est exact.

**M. Hollands:** Quand doit-il remplir cette fonction?

**M. Hamel:** Il est censé faire un choix préliminaire avant les élections, mais il ne peut faire de nomination avant que les élections soient convoquées. Je dois admettre que nous n'avons pas encore donné à nos présidents d'élections des instructions pour qu'ils procèdent à ce choix préliminaire. Nous avons eu plusieurs réunions avec eux, et ils savent qu'ils doivent y penser tout le temps.

**M. Hollands:** Dans les circonscriptions rurales, annonce-t-on aux différents partis politiques le moment où le président d'élections commence à faire ce choix?



## [Texte]

**Mr. Hamel:** No, because under the law rural enumerators are selected and appointed by the returning officer himself. He is expected to appoint his rural enumerators as soon as possible after an election is called. But in a very large electoral district it is quite obvious that some preliminary work will have to be done before the election, otherwise there would not be sufficient time.

**Mr. Hollands:** Is it possible for a large unincorporated urban area, close to a major city to be classed as an urban polling division?

**Mr. Hamel:** Definitely so and I must confess that we may not have taken full advantage of this new provision in the act that was inserted in 1970 whereby we could declare as urban, any rural area adjacent to or near an incorporated city. Conversely, we could declare as rural, some basically urban areas because this had led to quite a number of problems.

• 0955

In 1970 the committee decided to give the Chief Electoral Officer some discretion in that respect and we did declare quite a number of areas urban or rural, whatever the case may be, but unfortunately quite a few were never brought to our attention and remained basically rural while they should have been considered urban or vice versa.

**Mr. Hollands:** That is all for now. Thank you very much.

**Mr. Hamel:** If I may add just one comment, the only proviso is that the recommendation be made to me before the issue of the writ calling the election.

**Mr. Hollands:** Do you want the recommendation today?

**The Chairman:** Mr. Ritchie, please.

**Mr. Ritchie:** Mr. Chairman, I have some comments and one is on the ballot. I am in a riding that had 12 per cent spoiled ballots, 2,200 or 2,400 out of approximately 25,000; that is Dauphin. In asking people what happened it seems that the circle and the dotted line foxed most of them. For instance, an ex-provincial returning officer told me that he did not know how anybody could make a mistake on that ballot: you just put your "X" on top of that dotted line.

**An hon. Member:** Maybe that is why he is ex.

**Mr. Ritchie:** I do not know whether other provinces and municipalities are the same, but in Manitoba most of the ballots show a box at the end of the line rather than that circle. As a matter of fact, I almost made a mistake myself. The circle did not really seem to be part of the ballot. It seemed to be sitting out there as if it should be perforated or be used for other things than putting an "X" in it; and the circle seemed too far

## [Interprétation]

**M. Hamel:** Non, parce que d'après la loi, les énumérateurs des régions rurales sont choisis et nommés par le président d'élections lui-même. Il doit nommer ses énumérateurs ruraux aussitôt que possible après la convocation d'une élection. Mais dans les circonscriptions électorales très importantes, il est évident qu'un certain travail préliminaire doit être réalisé avant les élections, sinon il n'y aurait pas assez de temps.

**M. Hollands:** Est-il possible, pour une vaste agglomération urbaine n'ayant pas de municipalité et située près d'une grande ville, d'être considérée comme un arrondissement électoral urbain?

**M. Hamel:** C'est certain, et je dois dire que nous n'avons pas pleinement profité de cette nouvelle disposition de la loi, introduite en 1970, d'après laquelle nous pouvons déclarer urbaine toute région rurale adjacente ou située à proximité d'une ville dotée d'une municipalité. Inversement, nous pouvons déclarer rurale une région à prédominance urbaine, parce que cela a causé

pas mal de problèmes. En 1970, le Comité a décidé de donner au directeur général des élections certains pouvoirs discrétionnaires à cet égard, et nous avons déclaré que plusieurs régions étaient urbaines ou rurales, selon le cas, mais malheureusement, certaines n'ont jamais été portées à notre attention et sont restées à prédominance rurale malgré qu'elles eussent dû être considérées comme urbaines ou vice-versa.

**M. Hollands:** C'est tout pour l'instant. Merci beaucoup.

**M. Hamel:** Si je peux ajouter quelques mots, la seule condition est que la recommandation me soit faite avant la publication du bref d'élection.

**M. Hollands:** La voulez-vous pour aujourd'hui-même?

**Le président:** Monsieur Ritchie, s'il vous plaît.

**M. Ritchie:** Monsieur le président, j'aimerais parler de plusieurs sujets, dont celui du scrutin. Je représente une circonscription, celle de Dauphin, où 12 p. 100 des bulletins de vote ont été annulés, 2,200 ou 2,400 sur environ 25,000. Lorsqu'on a demandé aux gens ce qui s'était passé, il semble que le cercle et le pointillé ont décontenancé la plupart d'entre eux. Par exemple, un ex-président d'élections provinciales me disait qu'il ne comprenait pas comment on pouvait se tromper pour un bulletin de vote: il n'y a qu'à mettre un X au-dessus du pointillé.

**Une voix:** C'est peut-être à cause du X qu'il est ex.

**M. Ritchie:** Je ne sais pas si c'est la même chose dans d'autres provinces et d'autres municipalités, mais au Manitoba, il y a sur la plupart des bulletins de vote une petite case au bout de la ligne, plutôt que ce cercle. En fait, j'ai failli me tromper moi-même. Le cercle ne semblait vraiment pas faire partie du bulletin. Il semblait se trouver là, comme s'il avait fallu le poinçonner ou s'en servir pour toute autre chose que de le cocher, et

## [Text]

removed from the name. It did not really seem to belong to the ballot. I think the thing was too solid.

I understand that some printers put dots after John Doe; and John Doe being a short name they were not supposed to. They were supposed to fill it up although invariably they did not seem to do that. If you have dots you invite people to put their "X" above it; it is a logical thing and they have been doing it for years. I really think you should take a look at substituting a square for the circle at the end of the line.

**Mr. Howard:** How about a triangle?

**Mr. Ritchie:** Well maybe. It was only a suggestion. My second comment: I noticed that the odd poll had no spoiled ballots. After checking, I found that the returning officer and the various party representatives went to great pains to tell people exactly what to do. In one poll where there was an ethnic area with many elderly folk who hardly read or spoke any English, they had no spoiled ballots; it was all because the returning officer, the poll clerk and people from various parties went to great pains to explain how to write that "X". I did all right in the poll, too. This is a suggestion I pass on to you.

In a riding like mine that is 160 miles long by 120 or so miles wide, a proxy vote is useless, it was found. It is hard to define a student, a young girl being a nurse, who is taking one of these two-year courses; she is probably not on her father's payroll, in a sense, so I do not know whether she is on the government payroll, very often with a bursary or so on. It is very difficult to define.

Secondly, we found that the girl or student and the university had a hard time getting this form and sending it to her parents which live 150 miles away. In turn the parents had to make a trip to the returning officer, another 150 miles, and come back home. You discussed this a little bit the other day and the returning officer did try to make a swing around the riding, but people just did not understand it at all and it is absolutely hopeless for students in a rural riding. People asked me, and I said, "if she is registered in Winnipeg"—most of them go to Winnipeg to the university—"let her vote". Many of the students would have been disenfranchised, except that they got on the voters' list wherever they were residing. The ones that I am aware of were mostly in Winnipeg.

For students in a widely-scattered rural riding, a proxy vote is absolutely hopeless—except for a few people who reside within the town in which the returning officer is located. You might improve it a little by giving some authority to regional people, but it is still pretty difficult. It is not understood, it is a lot of bother, people wait, and there is just not time enough for this.

For hospital people, again, it is an absolute waste of time. I am down at my local hospital all the time, and I gave up. It is impossible to get proxy voting working.

Manitoba people have a poll at hospitals like that of the armed forces. The returning officer sets up a poll in a designated institution—a hospital, or I think, some heavy-nursing institutions where the people cannot get

## [Interpretation]

le cercle semblait être trop loin du nom. Il ne donnait vraiment pas l'impression d'appartenir au bulletin. Il était trop apparent.

Je sais que certains imprimeurs font suivre certains noms courts d'un pointillé, ce qu'ils ne sont pas censés faire. Ils doivent remplir l'espace qui reste libre, bien qu'ils semblent ne jamais le faire. Si on met une ligne pointillée, on invite les gens à la cocher; c'est logique et ils le font depuis des années. Je pense qu'il faudrait vraiment songer à changer le cercle pour un carré au bout de la ligne.

**M. Howard:** Pourquoi pas un triangle?

**M. Ritchie:** Pourquoi pas. Il ne s'agit que d'une suggestion. J'ai d'autre part remarqué que dans un autre bureau de vote, aucun bulletin n'avait été annulé. J'ai vérifié et j'ai découvert que le président d'élection et les représentants des divers partis avaient fait tout leur possible pour expliquer aux gens comment procéder. Dans un arrondissement où il y avait beaucoup de vieilles personnes étrangères qui ne parlaient ou ne lisaient presque pas l'anglais, aucun bulletin n'avait été annulé, simplement parce que le président d'élection, le responsable du bureau et les représentants des divers partis avaient expliqué en long et en large comment cocher ce bulletin de vote. J'ai également réussi à le faire. C'est simplement une suggestion que je vous soumetts.

Dans une circonscription comme la mienne, qui fait 160 milles sur 120 environ, on a découvert que les votes par procuration étaient inutiles. Il est difficile de définir un étudiant, une jeune fille qui est infirmière et suit un cours de deux ans, elle ne reçoit probablement pas d'argent de son père, alors on ne sait pas si elle en reçoit du gouvernement, assez souvent au moyen d'une bourse. C'est très difficile à définir.

Ensuite, nous avons découvert que la jeune fille ou l'étudiant avait beaucoup de mal à obtenir ce formulaire et à l'envoyer à ses parents qui habitent à 150 milles de là. Les parents devaient eux-mêmes aller voir le président d'élection, encore à 150 milles, et revenir chez eux. On en a parlé un peu l'autre jour, et le président d'élection avait fait une tournée de sa circonscription, mais les gens ne comprenaient vraiment rien et cela ne sert vraiment à rien pour des étudiants des circonscriptions rurales. Les gens me l'ont demandé et je leur ai répondu: «Si elle est inscrite à Winnipeg»—car la plupart de ces étudiants suivent des cours à l'université de Winnipeg—«laissez-la voter». Beaucoup d'étudiants auraient perdu leur droit de vote s'ils ne s'étaient pas inscrits sur la liste électorale de tous les endroits où ils ont habité. Les cas qui me sont les plus familiers se trouvent surtout à Winnipeg.

Quant aux étudiants qui viennent d'une circonscription rurale extrêmement étendue, le vote par procuration est tout à fait inutile—sauf peut-être pour quelques rares exceptions qui habitent la ville du président d'élection. On peut sans doute améliorer un peu la situation en donnant quelques pouvoirs aux gens de la région, ce qui est très difficile à faire. Cette mesure n'est pas comprise et elle cause beaucoup d'ennuis, des gens attendent et nous n'avons tout simplement pas le temps de le faire.

Quant aux hospitalisés, c'est encore une perte de temps. Je me suis toujours rendu à mon hôpital local et j'ai

**[Texte]**

out. It seems to work fairly well; as far as I know, there is little possibility of fraud. The only thing is, that, like the armed forces vote, it comes in a few days later and, in a close riding probably you can tell, to some extent, how people vote. This is particularly so for people from a rural riding who, say, are in the Winnipeg hospitals.

However, if you are going to have proxy voting for hospital people, I think you have to take your ballot box right to the hospital. Whether this would pose great problems in a large city hospital, I do not know. It seems to work reasonably well in Manitoba. I have heard very little comment. It certainly gives a lot of people a chance to vote that they normally cannot have. They certainly cannot have it through this proxy system. It is too complicated; you have to be very aware of your rights before you can use it.

With respect to advance polls, a lot of people are disenfranchised because there is only one advance poll and they are going to be away. I think you had two days for an advance poll, did you not? How far ahead can you have an advance poll? How many weeks?

**Mr. Hamel:** With nomination day now three weeks before polling day, we could have advance polls a few days earlier than now.

**Mr. Ritchie:** I suggest that instead of having two days, you have, say, one Saturday—or whatever day you pick—for two or possibly three weeks. Many people are just as inconvenienced by an advance poll a week ahead as they are on election day, particularly in widely-scattered rural ridings where people often have to drive 25 miles to cast their ballots. It is pretty difficult, and they just do not bother. It would help out if you had, say, the two or three Saturdays—or some other day—before the election for the advance poll. You would give better coverage anyway.

**Mr. Hamel:** You realize, Mr. Chairman, that all these proposed changes would require amendments to the Act. They are not possible within the present legislation.

**Mr. Ritchie:** The Act designates exactly when the advance poll shall be held.

**Mr. Hamel:** Including the number of hours that it should be open.

**[Interprétation]**

abandonné la partie. Il est absolument impossible d'adopter avec succès le vote par procuration.

Les Manitobains ont un bureau de scrutin dans les hôpitaux tout comme les Forces armées, d'ailleurs. Le directeur d'élection établit un bureau de scrutin dans une institution désignée, un hôpital en l'occurrence, ou d'autres institutions qui donnent des soins intensifs et d'où les hospitalisés ne peuvent pas sortir. Cette initiative réussit assez bien semble-t-il; il y a très peu de possibilités de fraude que je sache. Le seul désavantage est que, comme pour le vote militaire, il se fait quelques jours plus tard et dans une circonscription rapprochée, il est possible de prévoir dans une certaine mesure le vote de la population. Cela est vrai surtout des électeurs qui viennent d'une circonscription rurale et qui sont hospitalisés à Winnipeg.

Toutefois, si l'on accorde le vote par procuration aux hospitalisés, je pense qu'il faut apporter la boîte de scrutin dans l'hôpital. Je ne sais pas si cela causera des difficultés insurmontables dans un hôpital de grande ville. Le procédé semble fonctionner assez bien au Manitoba. Je n'ai pas entendu beaucoup de commentaires et cela permet aux gens qui n'auraient pas l'occasion de voter autrement de le faire. Ces gens-là ne peuvent pas voter par procuration. Ce serait beaucoup trop compliqué; il vous faut être conscient de vos droits avant d'utiliser le système.

Pour ce qui est des bureaux provisoires de votation, beaucoup de gens sont défavorisés parce qu'ils seront éloignés du seul bureau provisoire de votation. On avait prévu deux jours pour ce bureau provisoire de votation, n'est-ce pas? Combien de temps d'avance pouvez-vous organiser ce bureau? Combien de semaines?

**Mr. Hamel:** Comme le jour des mises en nomination doit maintenant précéder de trois semaines le jour du scrutin, nous pourrions avoir des bureaux provisoires de votation quelques jours plus tôt.

**Mr. Ritchie:** Au lieu de deux jours, pourquoi ne pas prévoir un samedi quelconque pendant deux ou trois semaines consécutives? De nombreuses personnes sont autant incommodées par un vote une semaine à l'avance qu'ils ne le sont le jour de l'élection surtout s'il s'agit des très grandes circonscriptions rurales où les gens sont obligés de faire vingt-cinq milles en auto pour aller voter. La situation est trop pénible et ils ne s'en donnent pas la peine. Il me semble que la situation serait améliorée si l'on établissait des bureaux provisoires de votation deux ou trois samedis consécutifs—ou un autre jour—avant le jour de l'élection. Les gens pourraient voter en plus grand nombre.

**Mr. Hamel:** Vous vous rendez compte, monsieur le président, qu'il faut amender la Loi pour apporter ces changements proposés. Car ils ne sont pas possibles dans le cadre de la Loi actuelle.

**Mr. Ritchie:** La Loi précise le moment exact où doit se tenir le bureau provisoire de votation.

**Mr. Hamel:** Y compris le nombre d'heures d'ouverture.



[Text]

**Mr. Ritchie:** Yes. It is an area to think about. Certainly in the summertime, when you have people on the move, it is important.

Further on rural polls: in widely-scattered ridings, running 200 miles by 150 miles as mine is, you get quite a bit of movement. Say a farm labourer moves 60 miles away.

• 1005

He will not go back to vote. Say he is working for a farmer 60 miles from his home base: he cannot vote at that rural poll because he is on the list at another poll 60 miles away. Is this not correct?

**Mr. Hamel:** If he has established his residence at the other place, he could vote there.

**Mr. Ritchie:** What is the residence rule?

**Mr. Hamel:** If an elector was a resident of a given place when he was enumerated, and moved somewhere else in the same electoral district after enumeration, and if it is rural, he could vote by being vouched for at the polling station.

**Mr. Ritchie:** This is one of the things, for instance, that I ran into where Indians who were on a list went to work for a farmer about 80 miles away, for the usual summer work for a few weeks or months and could not be vouched for. What is considered to be the place of residence if you go to work for a farmer for two weeks? Has that person changed his residence or not?

**Mr. Hamel:** No. In that case they could have been added to the list, provided they were there 20 days from polling day, by being considered temporary workers.

**Mr. Ritchie:** This is the rub, the 20 days, you see. The only way these particular four or five Indian people could go to work was to have them make their long 60- to 80-mile trip back to the reserve. The farmer is not very happy to have his men take the whole day off when the sun is shining. I do not know whether anything can be done; it seems kind of ridiculous that they are not able to exercise their franchise in the same electoral district without travelling almost, in this instance, close to 200 miles, there and back.

**Mr. Hamel:** I am afraid the act would again have to be changed in some way to allow them to do so. At the same time, I think we must remember that there has to be some reasonable safeguards to avoid abuse.

**Mr. Ritchie:** I entirely agree with you. Rurally, I think that safeguards are not so bad because people know people so well. But in larger areas I can see that—all right, Mr. Chairman. Thank you.

[Interpretation]

**M. Ritchie:** Oui. Il importe d'y songer. C'est un aspect important surtout en été quand les gens voyagent.

J'ajouterais au sujet des bureaux de scrutin dans les régions rurales: dans les circonscriptions fort étendues, qui s'étendent sur 200 milles par 150 milles, comme c'est le cas chez moi, il y a pas mal de mobilité de la main-d'œuvre. Très souvent un ouvrier agricole se déplace de

60 milles. Bien sûr il ne reviendra pas voter. Disons qu'il est au service d'un cultivateur à 60 milles de chez lui: il ne peut pas voter au bureau de scrutin rural puisqu'il est inscrit sur une autre liste 60 milles plus loin. Ai-je raison?

**M. Hamel:** S'il a déclaré son lieu de résidence à l'autre endroit, il pourra voter là-bas.

**M. Ritchie:** Quel est le règlement concernant la résidence?

**M. Hamel:** Si un électeur était résident d'un lieu donné, au moment de l'énumération, et s'est déplacé par suite dans la même circonscription électorale suite à l'énumération et si cette circonscription est rurale, il pourrait voter si quelqu'un est prêt à endosser son vote au bureau de scrutin.

**M. Ritchie:** C'est ce qui s'est passé quand les Indiens inscrits sur une liste se sont déplacés pour se mettre au service d'un cultivateur situé à 80 milles de leur réserve, pendant les quelques semaines ou mois de travail d'été habituels et dont on a refusé d'endosser le vote. Quelle est votre résidence si vous vous déplacez pour travailler au service d'un cultivateur pendant deux semaines? Cette personne a-t-elle changé sa résidence, oui ou non?

**M. Hamel:** Non, dans ce cas, on aurait pu ajouter leur nom sur la liste pourvu que ce soit 20 jours avant le jour du scrutin et ils auraient été considérés comme travailleurs à temps partiel.

**M. Ritchie:** Ce sont ces 20 jours qui sont agaçants. Ces quatre ou cinq Indiens ne pouvaient pas se rendre au travail sans parcourir ces 60 ou 80 milles qu'ils devaient refaire pour rejoindre la réserve. Il ne plaît guère au cultivateur d'accorder une journée de congé à ses hommes quand le soleil brille. Je ne sais pas si l'on peut trouver une solution à ce dilemme—il semble quelque peu ridicule qu'ils ne puissent pas se prévaloir de leur droit dans la même circonscription électorale sans voyager dans ce cas, près de 200 milles aller-retour.

**M. Hamel:** Je crains qu'il faudrait modifier la loi pour leur permettre de se prévaloir de leur droit. Mais il ne faut pas oublier que la loi doit contenir certaines sauvegardes raisonnables pour empêcher les abus.

**M. Ritchie:** J'en conviens. Dans les circonscriptions rurales, les sauvegardes sont valables parce que tout le monde se connaît. Cependant, dans les plus grandes régions, il me semble que... C'est bon, monsieur le président. Je vous remercie.

**Le président:** Je vous remercie, monsieur Ritchie. Monsieur McKinnon.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Ritchie. Mr. McKinnon.

[Texte]

**Mr. McKinnon:** Thank you, Mr. Chairman. I would to inquire at what time this meeting is due to break up today.

**The Chairman:** At 11 o'clock.

**Mr. McKinnon:** At 11 o'clock. Thank you, I have another meeting.

Perhaps the Chief Electoral Officer could tell us if there is any way in which we could change the system whereby people who are not on the urban voters' list are disenfranchised.

I have something similar to the rural voting list in mind where perhaps a nuisance fee of 50 cents or \$1 per person who through his fault is not on the voters' list could be instituted. Is there any way this could be done that you know of?

**Mr. Hamel:** I must admit that your suggestion would have to be looked into. Again this would require an amendment to the act.

**Mr. McKinnon:** Yes.

**Mr. Hamel:** I know that the whole question of vouching in urban areas was looked into in 1970 by the committee, and if I recall, Mr. Chairman, you might correct me if I am wrong, the committee decided that no changes could be made at that time.

**Mr. McKinnon:** I do not feel particularly bound by the feelings or opinions of a previous committee.

**Some hon. Members:** Hear, hear!

**Mr. McKinnon:** I do not know if other candidates have had the same experience as I did, but for the last three or four days before the campaign I was plagued day and night by calls from people who found they were not on the voters' list, and there is no way in the world they could get on it, no way in the world they could vote. Their continual complaint was, "I have been living in this house for 45 years; I have always been on the voters' list and now they tell me I cannot vote." It is ridiculous; what is the answer?

**Mr. Hamel:** Even with the best system, this is something you will not be able to avoid.

• 1010

A number of studies were made after the American election and they all came to the same conclusion; that out of a potential 140 million electorate between 40 and 44 million voters were left off the list, so their list was less than 70 per cent accurate, and this means that these people could not vote. Following practically every election, be it in this country or in some other country, you hear exactly the same complaints.

**Mr. McKinnon:** They cannot vote unless they live in a rural district.

**Mr. Hamel:** Under the federal system, yes.

**Mr. McKinnon:** I am looking at the number of spoiled ballots, and I would like to ask two questions. First, is this the highest percentage of ballots ever spoiled in an

[Interprétation]

**M. McKinnon:** Je vous remercie, monsieur le président. Je voudrais savoir à quelle heure levons-nous la séance aujourd'hui.

**Le président:** A 11 h.

**M. McKinnon:** Je vous remercie. Je dois assister à une autre réunion.

Le Directeur général des élections pourrait-il nous dire si, d'une façon ou d'une autre, il pourrait changer le système qui défavorise les électeurs qui ne sont pas inscrits sur la liste urbaine.

Je pense à une liste qui ressemble à la liste rurale des votants où on exigerait des honoraires d'embêtement de 50c. ou de \$1 par personne, qui par sa propre faute, ne se trouverait pas sur la liste des votants. Y a-t-il moyen de prendre cette initiative?

**M. Hamel:** J'avoue que votre proposition mérite d'être étudiée. Encore une fois, je préfère qu'il faudrait modifier la loi.

**M. McKinnon:** Oui.

**M. Hamel:** Je sais que l'endossement du vote dans les régions rurales a été mis à l'étude en 1970 par ce Comité et si je me souviens bien, monsieur le président, et faites une mise au point si je me trompe, le comité a décidé qu'aucun changement ne serait apporté pour l'instant.

**M. McKinnon:** Je ne me sens pas du tout lié par les sentiments ou les opinions émises à un comité antérieur.

**Des voix:** Bravo!

**M. McKinnon:** Je ne sais pas si les autres candidats ont eu la même expérience que moi, pendant les trois ou quatre jours qui précèdent la campagne, j'ai reçu des téléphones de personnes qui venaient de découvrir que leur nom ne figurait pas sur la liste m'ont dérangé nuit et jour et il n'y avait absolument aucune façon de pouvoir les y inscrire et, partant, de les faire voter. La sempiternelle plainte était la suivante: «Je demeure sous ce toit depuis 45 ans; j'ai toujours été inscrit sur la liste électorale et on vient me dire maintenant que je ne puis pas voter.» C'est ridicule; quelle est la réponse?

**M. Hamel:** Même dans les systèmes les mieux organisés, il y a certaines erreurs qu'on ne peut pas empêcher.

À la suite des élections américaines, un certain nombre d'études ont tiré la même conclusion soit que sur un total de 140 millions d'électeurs, 40 à 44 millions de personnes n'étaient pas inscrites sur la liste ce qui était donc exact à moins de 70 p. 100; ces erreurs ont empêché ces gens de voter. Donc, en principe à la suite de chaque élection, au Canada ou ailleurs, on entend toujours les mêmes plaintes.

**M. McKinnon:** Ils ne peuvent pas voter à moins de vivre dans une circonscription rurale.

**M. Hamel:** Dans le système fédéral, c'est vrai.

**M. McKinnon:** En considérant le nombre de bulletins gâtés, deux questions se présentent. S'agit-il du pourcentage le plus élevé de bulletins gâtés au cours d'une élec-

[Text]

election? Second, how do you account for the considerable difference between provinces in relation to spoiled ballots?

**Mr. Hamel:** I must admit I do not know the answer to your first question. I did not make any study...

**Mr. McKinnon:** Is it higher than the last election or the last two or three elections?

**Mr. Hamel:** Definitely so, yes.

**Mr. McKinnon:** By what factor?

**Mr. Hamel:** In 1968 we had 1.12 per cent and in 1972 we had 2.99 per cent. In 1965 it was slightly below one per cent. One province was substantially higher than the national average, Quebec, and particularly the Montreal area. In the other provinces there was some variation, but generally speaking it was much closer and with perhaps one territory. It also varies from one electoral district to another. This seems to be related in part to the way the ballot was printed. In some electoral districts we had probably the lowest percentage you could ever hope for, namely, less than half of one per cent. We had this in quite a number of electoral districts in Ontario and in some of the western provinces. The ballot paper was printed very, very well. In other words, every space in the rectangle reserved for the name of the candidate and political affiliation was completely used for the information that should go in there, and the electors had no place to put their "X" but the circular space.

**Mr. McKinnon:** It seems to me that the percentage of spoiled ballots is two or three times higher than it has been in the history that you recall. We have simply had to accept the fact that there was something wrong with the ballot. If we move on from that premise, then we trust that either Parliament or you will make some corrections so that we will return to what would be considered a normal percentage.

**Mr. Hamel:** As I explained the other day, a major change in the ballot—including using a square rather than a circular space to mark the ballot—would require a Parliamentary decision. In the meantime we are trying to do the best we can with the present ballot within the terms of the present legislation. I think I distributed the other day a specimen of the type of ballot we are working on at the moment if the format of the ballot is not substantially changed.

**Mr. McKinnon:** Perhaps the rest of us can work towards changing the act, if we have time. With respect to the method of computing returning officers' pay, I notice there is quite a variation in pay between the provinces. In B.C. it is \$9,000 per returning officer, in Alberta it is \$7,800 and in Prince Edward Island it is \$2,771 per constituency. Are they paid on the number of voters?

[Interpretation]

tion? En second lieu, comment pouvez-vous justifier les cas considérables de bulletins gâtés parmi les provinces?

**M. Hamel:** Je vais répondre à votre première question. J'avoue que je n'en sais rien, car ce n'est pas étudié encore...

**M. McKinnon:** Ce pourcentage est-il supérieur à celui de la dernière ou à celui des deux ou trois dernières élections?

**M. Hamel:** Assurément.

**M. McKinnon:** De combien?

**M. Hamel:** En 1968, le pourcentage était de 1.12 p. 100 et en 1972, 2.99 p. 100. En 1965, le pourcentage était quelque peu inférieur à 1 p. 100. Une province se classait beaucoup au-dessus de la moyenne nationale—le Québec, et surtout dans la région de Montréal. Dans les autres provinces, il y avait certaines variations mais d'une façon générale, cela se rapprochait beaucoup de la moyenne nationale et de la moyenne de son territoire. Ce pourcentage varie d'une circonscription électorale à l'autre. Cela semble se rattacher en partie à la façon dont le bulletin a été imprimé. Dans certaines circonscriptions électorales nous avons eu le plus faible pourcentage qui soit c'est-à-dire moins de  $\frac{1}{2}$  de 1 p. 100. Cette situation s'est présentée dans un grand nombre de circonscriptions électorales ontariennes et dans certaines provinces de l'Ouest. Le bulletin était fort bien imprimé. Dans ces termes, chaque espace du rectangle réservé au nom du candidat et à son affiliation politique était complètement utilisé aux fins prescrites et les électeurs ne pouvaient pas inscrire leur croix ailleurs dans le cercle réservé à cette fin.

**M. McKinnon:** Le pourcentage de bulletins gâtés serait-il deux à trois fois supérieur que dans le cas que vous soulevez. Il nous a bien fallu accepter le fait que le bulletin n'était pas parfait. A partir de ces prémisses, nous avons confiance que le Parlement ou vous-même trouverez le remède qui s'impose pour qu'on puisse en revenir au pourcentage normal.

**M. Hamel:** Comme je l'ai dit l'autre jour—un changement fondamental du bulletin—y compris la substitution d'un carré au cercle pour l'inscription de la croix—suppose une décision parlementaire. Entre temps nous essayons d'utiliser au mieux l'actuel bulletin dans le cadre de la présente loi. J'ai fait circuler l'autre jour un échantillon du type de bulletin que nous préparons si bien sur son format n'est pas beaucoup changé.

**M. McKinnon:** Ceux qui restent parmi nous devraient peut-être s'entendre pour changer la loi si nous en avons le temps. En ce qui concerne le calcul du salaire des présidents d'élection, je constate que le salaire varie beaucoup d'une province à l'autre. En Colombie-Britannique, le salaire est de \$9,000 par président d'élection; en Alberta, de \$7,800 dans l'Île-de-Prince-Édouard, de \$2,771 par circonscription. Leur salaire est-il basé sur le nombre d'électeurs?



## [Texte]

**Mr. Hamel:** In urban areas they are paid on a per voter basis and in rural areas they are paid on a per polling division basis. The column for returning officers also includes travelling and other expenses. Their office expenses are also based on the number of electors. Of course, a returning officer in a very large rural riding will probably incur far more travelling expenses than one in a compact city riding, so it is rather difficult to make a comparison. They are all paid on the same basis. In other words, they all have the same per name basis and the same per polling division basis, and it varies because of the population.

• 1015

**Mr. McKinnon:** I would assume there are more voters per constituency in British Columbia than in any other province and presumably that is the basic reason they get paid more.

The pay of poll clerks and enumerators, particularly in British Columbia, turned out on an hourly basis to be less than the Minimum Wage Act provides in British Columbia and we were wondering if you were considering anything to make them pay at least that prescribed by the Minimum Wage Act.

**Mr. Hamel:** We have a two-fold plan at the moment. If there were to be an election relatively shortly we would make a recommendation to the Governor in Council because the rates of pay for all election officers are established by the Governor in Council upon the recommendation of the chief electoral officer. In that case we would recommend some adjustments. We have obtained from all provinces copies of their own tariff of fees and we will try to establish a rate that will be competitive with most provinces without being too high compared to some of the other provinces. If we do have time we intend to bring in a group of consultants, mainly our returning officers from the various regions, so that we could benefit from their experience and from the remarks and complaints they might have had.

We have discussed very extensively in the various seminars we have held in the last two and a half months with our returning officers across the country the question of rates of pay and fees for the enumerators and we intend to look into the question in depth, if we do have time.

**Mr. McKinnon:** The limitation of proxies to people living in the same poll is quite a concern to me. I am in a total urban district and we had trouble with proxies. In the case of somebody being in hospital if the next of kin does not live in the same polling subdivision then they have to find somebody in the polling subdivision willing to accept a proxy. So that brings a third person into it. It seems to me they should be able to give a proxy to anybody that lives in the same constituency. Quite often the children will live in a different part of town to the parents—I am thinking of Victoria at least—and they are unable to get out on election day to vote. I found this quite a nuisance. In fact it discouraged

## [Interprétation]

**M. Hamel:** Dans les régions urbaines, leur salaire est basé sur le nombre d'électeurs et dans la région rurale, il est calculé en fonction des divisions de scrutin. La colonne réservée au président d'élection semble inclure les allocations de voyage et les autres dépenses. Les frais de bureau sont aussi basés sur le nombre d'électeurs. Bien sûr, un président d'élection qui œuvre dans une très grande circonscription rurale aura des frais de déplacement beaucoup plus élevés que dans une petite ville; il est donc difficile d'établir une comparaison. Ils sont tous payés sur la même base. En d'autres termes, ils reçoivent tous le même salaire basé sur le nombre d'électeurs et de division de circonscription électorale et cela varie en raison de la densité démographique.

**M. McKinnon:** Je suppose qu'il y a plus d'électeurs par circonscription en Colombie-Britannique qu'en toute autre province et c'est probablement pourquoi le traitement est plus élevé.

Le salaire horaire des secrétaires de bureau de scrutin et des énumérateurs, surtout en Colombie-Britannique, s'est avéré inférieur à ce que la Loi sur les salaires minima exige en Colombie-Britannique et nous nous demandions si vous prévoyiez certaine mesure pour que leur salaire soit au moins égal à ce que la loi prescrit.

**M. Hamel:** Pour l'instant, notre plan comporte deux volets. S'il devait y avoir une élection générale très bientôt, nous ferions une recommandation au gouverneur en conseil qui établit les taux de salaire pour tous les agents d'élection sur la recommandation du directeur général des élections. Dans ce cas, nous recommanderions des rajustements de salaire. Toutes les provinces nous ont fait parvenir des exemplaires de leur propre tarif et nous allons essayer d'établir un taux qui saura bien concurrencer celui de la plupart des provinces sans pour autant nous montrer trop généreux. Si nous avons le temps, nous avons l'intention d'inviter un groupe d'experts qui serait composé surtout de nos présidents d'élections des diverses régions qui nous feront part de leurs commentaires et de certaines plaintes pour que nous puissions profiter de leur expérience.

Au cours des divers colloques que nous avons organisés depuis deux mois et demi, nous avons eu des discussions exhaustives avec nos présidents d'élections dans tout le pays. La question des taux de salaire et des honoraires a été bien débattue et nous avons l'intention de l'étudier à fond si nous en avons le temps.

**M. McKinnon:** Le fait qu'on limite le vote par procuration aux gens qui demeurent dans la même circonscription électorale cause une vive inquiétude. J'habite une circonscription entièrement urbaine et les votes par procuration nous ont causé des difficultés. Quand quelqu'un est hospitalisé, si son plus proche parent ne demeure pas dans la même subdivision électorale, il doit alors trouver un volontaire de la même subdivision qui acceptera de voter par procuration. Donc il faut impliquer une troisième personne. Il me semble que les autorités devraient accorder le vote par procuration à quiconque demeure dans la même circonscription. Très souvent, les enfants n'habitent pas le même quartier

## [Text]

a lot of people. The number of times they had to cross town to get authority for the proxy seemed unnecessary.

**Mr. Hamel:** When the Committee looked into this in 1970 it also looked at the two provinces which have proxy at the provincial level. In Ontario, for instance, the basic rule for proxy is that they be in the same electoral district—but that the two electors be related by blood or marriage. I am told that, particularly in large cities, it is extremely difficult, particularly for our senior citizens or people in hospitals, to find a relative who will be in the same electoral district, although there may be quite a number in the city itself but not necessarily in the same electoral district.

**Mr. McKinnon:** Why not a person of their choice in the electoral district?

**Mr. Hamel:** This would be a question to be considered if the Act were to be amended. It would weaken the safeguard that is in the Act at the moment, but it is a matter for Parliament to decide whether it would still be adequate.

**Mr. McKinnon:** Have you considered each constituency—being authorized to set up two or three mobile polls to go to various hospitals in the constituency?

**Mr. Hamel:** It is permissible at the moment under the Act but within the same institution, not from one institution to another.

**Mr. McKinnon:** I know about that. All the rest homes in Victoria are named as polling subdivisions and frequently I believe they stretch the regulations a little and have them entirely polled by 9.30 a.m. I was thinking of a team that could do that for the various hospitals.

• 1020

Rest homes are really the place of residence for the people living there.

**Mr. Hamel:** Yes. I do not recall whether the question was ever studied by a committee of the House; it might have been, but offhand, I could not say.

**Mr. McKinnon:** In obtaining a list of special electors there seemed to be some question in some members' minds as to the advisability of letting the original copy out of the returning officer's office. It seems to me this could be solved if you were to send each returning officer six copies of the special electors' list instead of one and then he could give them out. It was an awful damn nuisance at the last election trying to wheel a Xerox machine into the returning officer's office to get a

## [Interpretation]

que les parents, je songe surtout à Victoria, ils ne peuvent pas se rendre au bureau de scrutin le jour de l'élection. C'est très gênant et un grand nombre de personnes sont découragées par cette procédure. Il semble que le nombre de fois qu'ils ont dû parcourir la ville pour obtenir l'autorisation d'un vote par procuration était tout à fait inutile.

**Mr. Hamel:** Losqu'en 1970 le Comité s'est penché sur la question, il a aussi étudié les deux provinces qui ont institué le vote par procuration au palier provincial. En Ontario, la règle fondamentale pour le vote par procuration est que deux électeurs doivent vivre dans la même circonscription électorale pourvu qu'il y ait des liens de parenté par le mariage ou des liens de consanguinité entre les deux. On me dit que surtout dans les grandes villes c'est extrêmement difficile, notamment pour les citoyens âgés ou les personnes hospitalisées, de trouver un parent qui habite la même circonscription électorale même si la parenté est assez nombreuse dans la ville comme telle mais pas nécessairement dans la circonscription électorale.

**Mr. McKinnon:** Pourquoi pas une personne de leur choix dans la circonscription électorale?

**Mr. Hamel:** On pourrait songer à cette question si la loi était amendée. Bien sûr, la sauvegarde actuelle de la loi perdrait sa force mais il appartient au Parlement de décider si elle serait quand même adéquate.

**Mr. McKinnon:** Est-il possible d'après vous que chacune des circonscriptions soit autorisée à mettre sur pied deux ou trois bureaux de scrutin mobiles qui se rendraient dans les divers hôpitaux de la circonscription?

**Mr. Hamel:** A l'heure actuelle, la loi le permet mais au sein de la même institution et non pas d'une institution à l'autre.

**Mr. McKinnon:** Je le sais. Toutes les maisons de vieillards à Victoria sont déclarées subdivisions du bureau de scrutin et souvent les personnes interprètent la loi dans son sens le moins strict et tous les scrutins sont entrés à 9 h. 00 du matin. Je pensais qu'on pourrait

instituer une équipe qui pourrait rendre ce service aux divers hôpitaux. Les foyers pour personnes âgées sont vraiment l'endroit où ces personnes vivent.

**Mr. Hamel:** Oui. Je ne me souviens pas si un comité de la Chambre n'a jamais étudié la question; cela se peut, mais je ne peux pas vous le dire comme ça.

**Mr. McKinnon:** Pour ce qui est de l'obtention d'une liste d'électeurs spéciaux, certains députés semblent ne pas juger souhaitable qu'on autorise la version originale à sortir du bureau du président d'élection. Il me semble que le problème serait résolu si l'on envoyait à chaque président d'élection six copies de la liste des électeurs spéciaux au lieu d'une, copie qu'ils pourraient distribuer. Nous avons eu beaucoup de mal lors des dernières élections, lorsqu'il y a fallu apporter une photocopieuse dans

[Texte]

copy of these 600 or 800 people. Why can we not send them six copies?

**Mr. Hamel:** I am restricted at the moment by the specific provision of the act which says that two copies shall be sent and no more. This was put in in 1970 at the request of the Department of National Defence. So long as the act is not changed, there is nothing I can do in this regard, sir.

**Mr. McKinnon:** It really baffles me what sense there is to a security regulation like that. You send two copies and people can come in, photograph them and take them out. It is nonsense to insinuate that there is a security aspect to the special voters list because I could have printed thousands of them had I wanted to after I got that first one.

Do returning officers have any requirement to answer their mail or things like that from people after elections? My chap must have gone to Hawaii, somewhere as I have not been able to establish any communications with him ever since.

**An hon. Member:** That was during the election.

**Mr. McKinnon:** He could not believe the results or something; he is gone.

**Mr. Hamel:** They are in office as long as they have not resigned or been replaced. Maybe they feel that once they have their pay they have no more responsibility.

**Mr. McKinnon:** Do they?

**Mr. Hamel:** Definitely so because they are still in office.

**Mr. McKinnon:** Thank you very much, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you. I have Mr. Roche and after him, Mr. Blais. Mr. Roche.

**Mr. Roche:** Mr. Chairman and Mr. Hamel, I will begin by expressing my appreciation to you and your staff for administering what I think is a very confusing act, as it was shown when it was first discussed here the other day.

I want to go back to the question of students and their principal residences. At the University of Alberta, which lies within the riding of Edmonton-Strathcona, why did you or your office give permission to the returning officer, who had made the request for this permission, why did you permit her to allow enumeration in the residences on the campus?

**Mr. Hamel:** Because we considered that for some students it could have been their ordinary residence.

**Mr. Roche:** Am I correct in saying that a directive was sent from your office to the returning officers saying that when enumerators went around a constituency and came upon students in a residence off the campus they were to use their judgment as to whether or not this was the student's principal residence? If it was, they were to be enumerated; if the student said, "I am only living here because I am going to school but my principal residence

[Interprétation]

le bureau du président d'élection pour obtenir des copies de la liste de ces 600 à 800 personnes. Pourquoi ne pas leur en envoyer six exemplaires?

**M. Hamel:** Nous sommes limités pour l'instant par des dispositions précises de la Loi, qui stipule que deux exemplaires seulement peuvent être expédiés. Cette disposition a été ajoutée en 1970, à la demande du ministère de la Défense nationale. Tant que la loi n'est pas changée, je ne puis rien faire à cet égard.

**M. McKinnon:** Je me demande vraiment à quoi peut servir une mesure de sécurité comme celle-ci. On publie deux exemplaires, et les gens peuvent venir les photographier et les emporter avec eux. Il est absurde d'insinuer que cette liste des électeurs spéciaux relève de la Sécurité, parce que j'aurais pu en imprimer des milliers après avoir obtenu la première.

Les présidents d'élection sont-ils obligés de répondre au courrier qu'on leur a envoyé après les élections? Le mien a dû partir à Hawaii, parce que je n'ai pu entrer en communication avec lui depuis ce temps-là.

**Une voix:** C'était au cours des élections.

**M. McKinnon:** Il ne pouvait croire aux résultats, il est parti.

**M. Hamel:** Ils assument leurs fonctions tant qu'ils ne démissionnent pas ou qu'ils ne sont pas remplacés. Ils pensent peut-être qu'une fois qu'ils ont touché leur paie, ils n'ont plus de responsabilités.

**M. McKinnon:** Pensez-vous?

**Mr. Hamel:** C'est sûr, parce qu'ils sont toujours à leur poste.

**M. McKinnon:** Merci beaucoup, monsieur le président.

**Le président:** Merci. J'ai sur la liste M. Roche, puis M. Blais. Monsieur Roche.

**M. Roche:** Monsieur le président, monsieur Hamel, je tiens tout d'abord à vous féliciter, vous et votre personnel, pour la manière dont vous avez appliqué une loi vraiment très embrouillée, comme on a pu s'en apercevoir lorsqu'on en a discuté l'autre jour.

Je veux en revenir à la question des étudiants et de leurs résidences principales. Pourquoi à l'université de l'Alberta, qui fait partie de la circonscription d'Edmonton-Strathcona, avez-vous donné la permission au président d'élection, qui en avait fait la demande, de demander l'énumération des résidences du campus?

**M. Hamel:** Parce que nous avons pensé qu'il aurait pu constituer la résidence ordinaire de certains étudiants.

**M. Roche:** Est-il vrai que votre bureau a envoyé au président d'élection la directive selon laquelle lorsque les énumérateurs visitent une circonscription et voient que des étudiants sont en résidence en dehors du campus, c'est à eux de juger si celle-ci constitue leur principale résidence ou non? Si c'est le cas, elles doivent être énumérées; si l'étudiant déclare qu'il n'y habite parce qu'il fréquente l'université, amis que sa principale résidence



## [Text]

is in such and such a place", the student would not be enumerated. There was to be an automatic assumption that for students living in a residence on campus this was clearly not their permanent residence and, therefore, you directed that there would be no enumerations set up at all in residences on campus.

• 1025

**Mr. Hamel:** I do not think we ever made any difference between students living on the campus and those living in the city in an apartment which they could have shared with some others. At first we thought of the possibility of completely ignoring the campuses but then, after a couple of meetings with some university people, we realized that for a number of students this could be the only residence and therefore if they had to be given the right to vote they would have to be enumerated at their place of ordinary residence. Finally the instructions we gave returning officers were to advise their enumerators not to go from room to room, because it was a waste of time and furthermore they would end up with the whole list of students, but rather to post a notice in the main hall telling the students that the enumerators would be there on given nights and the students who could establish that this was their ordinary residence would be enumerated. I cannot say that all our enumerators applied the rule exactly the same way because this question of residence, particularly for students, is extremely complex and when you are dealing with 92,000 or 95,000 people you can not avoid differences of interpretation. We can only hope that they will pass the best possible judgment, because in many cases they have to exercise some judgment.

I pointed out Tuesday that we can not ask proof of residence from a student any more than we can do that for an ordinary elector. As you know, some students even accused enumerators or returning officers of interrogating them as soon as we went beyond the three basic questions that we normally ask, namely: are you 18 and over; are you a Canadian citizen; and is this your ordinary residence?

**Mr. Roche:** I accept what you have just said, but will you agree with me that a change in plan was made in the course of the last election campaign; whereas returning officers were given original instructions not to go into residences on campus and, upon review of the situation, they were then given permission to go in and set up tables on floors rather than to do room by room enumeration, as you said.

**Mr. Hamel:** If there was some change in the approach it was long before the election, because the first memorandum that we issued on that question—I believe we sent 300 copies to the headquarters of every party to know exactly what were our views on this—was in February 1972.

## [Interpretation]

est à tel ou tel endroit, celui-ci ne doit pas être énuméré. On doit automatiquement considérer que si un étudiant habite sur le campus, ce n'est pas sa résidence permanente et que, par conséquent, il ne faut énumérer en aucun cas les résidences situées sur le campus.

**M. Hamel:** Je ne pense pas que nous ayons jamais fait une quelconque différence entre les étudiants qui vivaient sur le campus et ceux qui vivaient en ville dans un appartement qu'ils auraient pu partager avec des camarades. Tout d'abord, nous pensions qu'il était possible d'ignorer totalement le campus mais, après quelques réunions avec certaines personnes de l'université, nous nous sommes rendu compte que pour un certain nombre d'étudiants cela pouvait constituer la seule résidence et qu'en conséquence si on leur donnait le droit de vote ils devaient être recensés à leur lieu de résidence ordinaire. Finalement, nous avons ordonné aux présidents d'élection d'avertir les énumérateurs de ne pas aller de chambre en chambre, parce que c'était une perte de temps et qu'ils auraient fini par faire toute la liste des étudiants, mais plutôt d'installer un avis dans l'entrée principale en indiquant aux étudiants que les énumérateurs seraient présents certains soirs et que les étudiants qui voulaient faire établir qu'il s'agissait de leur résidence ordinaire seraient recensés. Je ne peux pas affirmer que tous nos énumérateurs ont appliqué la règle exactement de la même façon parce que ce problème de résidence, surtout pour des étudiants, est extrêmement complexe et lorsque vous vous occupez de 92,000 ou de 95,000 personnes vous ne pouvez éviter des différences d'interprétation. Vous pouvez seulement espérer qu'ils jugeront de la meilleure façon possible, parce que dans de nombreux cas ils doivent faire preuve de jugement.

J'ai souligné mardi que nous ne pouvons pas exiger d'un étudiant une preuve de résidence, pas plus que nous ne pouvons le faire pour un électeur ordinaire. Comme vous le savez, certains étudiants ont même accusé des énumérateurs ou des présidents d'élection de leur avoir posé plus que les trois questions fondamentales que nous posons normalement à savoir: avez-vous 18 ans et plus; êtes-vous citoyen canadien; s'agit-il de votre résidence habituelle?

**M. Roche:** J'accepte ce que vous venez de dire, mais conviendrez-vous avec moi qu'il y a eu un changement dans le programme au cours de la dernière campagne électorale; alors que les scrutateurs ont reçu au départ comme instructions de ne pas se rendre dans les résidences sur le campus, au vu de la situation, on leur a donné la permission d'y aller et d'installer des tables plutôt que de faire un recensement chambre par chambre, comme vous dites.

**M. Hamel:** S'il y a eu un changement dans la façon de procéder, cela a été bien avant l'élection parce que le premier mémoire que nous avons publié sur la question (je crois que nous en avons envoyé 300 exemplaires aux quartiers généraux de chaque parti pour qu'ils connaissent exactement notre point de vue là-dessus) daté de février 1972.

## [Texte]

There might have been a change between the time the returning officer came to Ottawa for his briefing session and the first memo, because in the meantime we had meetings with representatives of the registrars.

From then on our approach was very consistent.

**Mr. Roche:** The reason I said in my opening comment that there were many frustrations about the present act is, that this is one good example of it. I came across many students who quite conceded that this was not their principal residence but they did not want to follow the proxy system because they did not want their parents to know how they were going to vote. You know, all this is part of the results of the act as it is now written. In order for students to exercise a proxy they have to tell somebody how they are going to vote, normally it is the parent, and they do not want to do this. Therefore many of those who do want to vote wish to do so in the constituency of the university because they can cast a direct vote.

As I interpret the Act now, because of lowering the age to 18 the balance of constituencies containing a university could be greatly thrown off by a great turnout of student votes. Conceivably, it could set off balance the normal voting pattern of that constituency. All I am saying now is that if we are going to live by this act in the next election without a change in the future, how the intent of the act can be preserved, namely to protect a normal voting pattern in a constituency and at the same time to give a very wide benefit of the doubt to students who are living on campus—that is to say by allowing them to come in and be enumerated, even if it is not room by room and is on tables, so that anybody in residence can now be enumerated. Does that not go against the intent of the act?

• 1030

**Mr. Hamel:** Well, perhaps, although if you look at this in conjunction with the other sections of the act I am afraid there is no other way.

**Mr. Roche:** Ah, no other way. I do not think I can give you the automatic solution but do you not think this is a question, sir, that perhaps ought to be seriously investigated—how this dichotomy can be reconciled. That of preserving the normal voting pattern in a constituency that contains a university with the right of students to vote? Do you not agree that this needs investigation?

**Mr. Hamel:** We will certainly look into the question but I am afraid that to flatly exclude from the enumeration route of two enumerators any student residents is going a bit far. I am afraid we are being unfair to a number of students for whom the only residence is that room on the campus.

**Mr. Roche:** I do not want to be unfair to our students because I am a great believer in all people age 18 and over voting. I am only suggesting that the proper formula

## [Interprétation]

Il y a pu avoir un changement entre le temps où le scrutateur est venu à Ottawa pour sa session d'informations et la date du premier mémoire, parce que, entre-temps nous avons eu des réunions avec les représentants des registraires.

A partir de là notre façon de procéder a été très claire.

**M. Roche:** Voici un exemple de la raison pour laquelle j'ai dit dans mon introduction qu'il y avait eu beaucoup de frustrations à propos de la loi actuelle. J'ai rencontré beaucoup d'étudiants qui reconnaissaient parfaitement que ce n'était pas là leur résidence principale, mais ils ne voulaient pas se conformer au système de procuration parce qu'ils ne désiraient pas que leurs parents sachent dans quel sens ils allaient voter. Vous savez cela, c'est une conséquence de la loi actuelle; pour qu'un étudiant puisse exercer une procuration, il doit dire à quelqu'un dans quel sens il va voter, ce quelqu'un c'est normalement le parent, et cela les étudiants ne veulent pas le faire. En conséquence beaucoup de ceux qui ont l'intention de voter souhaitent le faire dans la circonscription de l'université parce que là ils peuvent voter de façon directe.

Si je comprends bien la loi, à l'heure actuelle, du fait de l'abaissement de l'âge du vote à 18 ans, l'équilibre des circonscriptions comportant une université pourrait être fortement rompu par une masse de votes étudiants.

Tout ce que je veux dire maintenant c'est que si nous conservons cette loi pour la prochaine élection sans aucun changement, comment préserver l'intention de la loi, je veux dire protéger le modèle normal des votes dans une circonscription et en même temps accorder un très large bénéfice du doute aux étudiants qui vivent sur le campus c'est-à-dire les autoriser à venir et à se faire recenser, même si cela ne se fait pas de chambre à chambre mais sur des tables, de sorte que tous les gens de la résidence puissent être recensés. Est-ce que cela ne contredit pas les intentions de la loi?

**M. Hamel:** Oui, peut-être, et pourtant si vous examinez cela en relation avec les autres articles de la loi, j'ai bien peur qu'il n'y ait pas d'autre possibilité.

**M. Roche:** Pas d'autre possibilité, c'est vous qui le dites. Je n'ai pas la prétention de vous donner une solution toute faite mais vous ne croyez pas, monsieur, qu'il y a là une question qui demanderait peut-être d'être sérieusement fouillée: comment, dans cette dichotomie, concilier la préservation du modèle normal des votes dans une circonscription qui comporte une université avec le droit de vote des étudiants? Vous ne pensez pas que cela demande d'être un peu approfondi?

**M. Hamel:** Nous examinerons certainement la question mais je crains qu'exclure carrément du parcours de deux énumérateurs tous les résidents étudiants c'est aller un peu loin. J'ai bien peur que nous soyons injustes avec un certain nombre d'étudiants dont la seule résidence est la chambre sur le campus.

**M. Roche:** Je ne désire pas être injuste avec les étudiants car je crois fermement que tous les 18 ans et plus doivent pouvoir voter. Je propose seulement que l'on

[Text]

be found, without prolonging this, that protects a constituency against excessive overbalance by a student vote.

**The Chairman:** If I may interject, when the actual act was amended in the last Parliament the intent was just that—to correct a situation where in a given constituency a candidate could have been elected or defeated by a group of students who were not permanent residents in any constituency.

**Mr. Roche:** Yes.

**The Chairman:** We wanted to correct that. Maybe we did avoid students being put on two lists first because it might open the door to possible fraud. We gave them the right to exercise their vote by proxy and to register in the permanent residence where they lived with their parents. But if they permanently lived in a given place there they are permanent residents and they can be enumerated.

**Mr. Roche:** I just do not see how it can be claimed that in the case of a student living in residence on campus that this can be considered his permanent residence because it shuts down for four or five months of the year. Anyway, I think I have made my point on that, sir.

I am sorry my friend here to my left just left, Mr. Hollands of Pembina, because I wanted to use him as a dramatic example of what I think is a fantastic discrepancy. I just do not understand this, perhaps it is in the act and, if so, you can tell me. But Edmonton-Strathcona is here and Pembina there. Pembina is classified as a rural riding and I, of course, am urban. But the line between us is 75th Street in Edmonton and there is a wide urban section on the edge of his riding. As I said, 75th Street divides the riding. If you live on this side of 75th Street in Edmonton you can go on the day of the election and be sworn in, having been missed in the enumeration, but if you live on this side of 75th Street you cannot, because this is an urban riding. I understand this and you do too, but let me tell you that the people in this area do not understand the craziness of this thing because it is a highly urbanized area. What can be done, short of a change in the act, for the next election in order for the people in the urbanized part of a rural riding to be sworn in.

**Mr. Hamel:** I am afraid, sir, that the returning officer did not take full advantage of the act because there is no need to change the act; this should have been declared urban because it is obvious, if I understood...

**Mr. Roche:** If it were declared urban they would not be able to be sworn in.

**Mr. Hamel:** That is correct.

[Interpretation]

trouve une formule appropriée qui ne prolonge pas celle-ci, et qui protège une circonscription contre un déséquilibre excessif consécutif au vote étudiant.

**Le président:** Si je puis me permettre d'intervenir, lorsque la loi a été modifiée au cours de la dernière législature, l'intention était simplement celle-ci: corriger une situation telle que dans une circonscription donnée un candidat aurait pu être élu ou battu par un groupe d'étudiants qui n'étaient résidents permanents dans aucune circonscription.

**M. Roche:** C'est exact.

**Le président:** Nous voulions corriger cela. Peut-être avons-nous évité que les étudiants soient inscrits sur deux listes parce qu'en premier lieu cela aurait pu être à l'origine de fraudes possibles. Nous leur avons donné le droit d'exercer leur vote par procuration et de s'enregistrer dans le lieu de leur résidence permanente où ils demeuraient avec leurs parents. Mais, s'ils demeuraient de façon permanente dans un endroit donné, à ce moment-là ils sont des résidents permanents et ils peuvent être recensés.

**M. Roche:** Simplement, je ne vois pas comment dans le cas d'un étudiant qui vit en résidence sur un campus on peut prétendre qu'il s'agit là de sa résidence permanente car elle ferme quatre ou cinq mois pendant l'année. Voilà je crois un argument, monsieur.

Je demande des excuses à mon collègue de gauche, M. Hollands de Pembina, parce que je voudrais citer son cas comme un exemple spectaculaire de ce qui me semble être une incohérence monumentale. A vrai dire c'est une chose que je ne comprends pas très bien, peut-être qu'elle se trouve dans la loi et si c'est le cas, eh bien dites-le-moi. Mais Edmonton-Strathcona est ici et Pembina juste-là. Pembina est classée circonscription rurale et la mienne naturellement est une circonscription urbaine. Mais la ligne qui nous sépare est la 75<sup>e</sup> rue d'Edmonton et au bord de la circonscription de mon collègue s'étend un large secteur urbain. Comme je l'ai dit c'est la 75<sup>e</sup> rue qui divise la circonscription. Si vous vivez de ce côté-ci de la 75<sup>e</sup> rue à Edmonton vous pouvez venir le jour de l'élection et prêter serment, si vous avez été oublié lors du recensement, mais si vous vivez de l'autre côté de la 75<sup>e</sup> rue vous ne pouvez pas, parce qu'il s'agit d'une circonscription urbaine. Je comprends ceci et vous aussi bien sûr mais laissez-moi vous dire que les gens de cette région ne comprennent pas l'incohérence de cet état de choses parce qu'il s'agit d'une zone fortement urbanisée. Que peut-on faire, à moins d'une modification de la loi, pour la prochaine élection en sorte que les habitants de la partie urbanisée d'une circonscription rurale puissent prêter serment.

**M. Hamel:** Je crains, monsieur, que le scrutateur n'ait pas pleinement tiré parti de la loi parce qu'il n'est nullement besoin de modifier cette loi; cette circonscription aurait dû être déclarée urbaine parce que c'est évident, si j'ai bien compris...

**M. Roche:** Si elle était déclarée urbaine, les électeurs ne pourraient pas prêter serment.

**M. Hamel:** C'est exact.



[Texte]

• 1035

**Mr. Roche:** I want to go the other way. I just want to get it straight in my mind, sir. Why is it that people in a rural riding can be sworn in but people in an urban riding cannot?

**Mr. Hamel:** In rural ridings you have better local knowledge, which acts as a protection. In an urban riding, generally speaking, you do not have that local knowledge—that protection. In some cases it would be quite easy to bring in electors to vote who do not belong to that riding.

**Mr. Roche:** Sir, I accept what you say but I do not agree with it. In Alberta, for example, in their elections, regardless of where you live, you can be sworn in. All you have to do is bring somebody with proper identification and credentials, who vouches for you and signs. It is a formal procedure. You are vouching for somebody. Would not that principle be applicable in a federal election?

**Mr. Hamel:** A major change would have to be made to the act.

**Mr. Roche:** Would you agree that there may be some justification for such a change, because of the high mobility of our population? So many people are moving and through no fault of anybody are missed in the enumeration process.

**Mr. Hamel:** I do not want to sound as if I am critical of the legislation, but perhaps we are resorting too much to the oaths and not enough to some other mode of identification. At the moment, the only acceptable proof of identity or proof of qualification in the act is to require a person to take an oath; and you are specifically precluded from requiring a person to identify or to produce identification.

**Mr. Roche:** I do not want to put you in a position of commenting on the legislation which you are required to administer. I am only trying to get your expert opinion as to whether or not you think it might be a good idea for us to pursue a change in the legislation, so that all people, anyone in Canada, could be sworn in on election day.

**Mr. Hamel:** Personally, I would be a bit concerned in some big cities.

**The Chairman:** So would I.

**Mr. Roche:** Okay. I want to move to the subject of high-rises. What would be necessary to get the permission that is needed for a candidate to enter high-rise buildings? Is there anything in the act which precludes a candidate entering a high-rise building?

**Mr. Hamel:** There is nothing in the act which forces the janitor or the manager of a high-rise to admit or bar a candidate. The act says that managers or janitors of high-rises must give enumerators and revising agents access to the tenants.

[Interprétation]

**M. Roche:** Je vais le dire d'une autre façon. Je veux comprendre exactement, monsieur. Pourquoi peut-on faire prêter serment aux gens d'une circonscription rurale et non aux gens d'une circonscription urbaine?

**M. Hamel:** Dans les circonscriptions rurales, vous avez une meilleure connaissance locale, ce qui agit comme une protection. Dans une circonscription urbaine, vous ne possédez pas cette connaissance locale, cette protection. Dans certains cas, il serait très facile d'amener des électeurs qui ne font pas partie de cette circonscription.

**M. Roche:** Monsieur, j'accepte ce que vous dites, mais je ne suis pas d'accord. En Alberta, par exemple, lorsqu'il y a des élections, vous pouvez prêter serment quel que soit l'endroit où vous habitez. Il suffit de venir avec quelqu'un muni de ses propres papiers d'identité, qui se porte garant de vous et signe. C'est une procédure officielle. Vous vous portez garant pour quelqu'un. Ce principe ne pourrait-il pas être appliqué lors d'une élection fédérale?

**M. Hamel:** Un important changement devrait être fait à la Loi.

**M. Roche:** Reconnaissez-vous qu'un tel changement puisse être justifié en raison de la grande mobilité de notre population? Ainsi, beaucoup de personnes se déplacent et, ce qui n'est la faute de personne, sont absentes lors du recensement.

**M. Hamel:** Je ne veux pas faire paraître que je critique la législation, mais peut-être dépendons-nous beaucoup trop des serments et peut-être pas assez de quelque autre moyen d'identification. Pour le moment, la seule preuve acceptable d'identité ou preuve de qualification dans la loi est de demander à une personne de prêter serment; et vous êtes précisément dans l'impossibilité de trouver une personne qui puisse identifier ou produire une pièce d'identité.

**M. Roche:** Je ne veux pas vous pousser à commenter la législation que vous devez administrer. J'essaie simplement d'obtenir votre opinion d'expert si oui ou non vous pensez que cela serait une bonne idée pour nous de faire un changement dans la législation, de sorte que toutes les personnes, qui comptent au Canada, peuvent prêter serment le jour des élections.

**M. Hamel:** Personnellement, je serais inquiet dans quelques grandes villes.

**Le président:** Il en serait de même pour moi.

**M. Roche:** D'accord. Je veux passer maintenant au problème des immeubles résidentiels. Que serait-il nécessaire pour obtenir la permission dont un candidat a besoin pour entrer dans des immeubles résidentiels? Y a-t-il quelque chose dans la loi qui interdise à un candidat d'entrer dans un immeuble résidentiel?

**M. Hamel:** Il n'y a rien dans la loi qui force le concierge ou le gérant d'un immeuble résidentiel à admettre ou refuser un candidat. La loi dit que les gérants ou concierges des immeubles résidentiels doivent permettre aux agents du recensement de visiter des locataires.

[Text]

**Mr. Roche:** Candidates?

**Mr. Hamel:** The act is silent on this.

**Mr. Roche:** To remove all obstacles to the entry of a candidate into a high-rise would take a change in the act?

**Mr. Hamel:** That is correct.

**Mr. Roche:** My final question is: How much are returning officers paid?

**Mr. Hamel:** It varies quite considerably depending on the number of electors, and on the number of polling divisions. We guarantee a minimum of \$1,800 in a small electoral district.

**Mr. Roche:** Let us say, the average urban district.

**Mr. Hamel:** Fees in the average urban district are about \$4,000.

**Mr. McKinnon:** Mr. Chairman, If I might interrupt. The average one in Alberta received \$7,872 by dividing the number of constituencies into the amount you show for returning officers.

**Mr. Hamel:** I am sorry, sir, that includes expenses, that includes rent for his office.

**Mr. Roche:** Right.

**Mr. Hamel:** That includes telephone, and travelling expenses.

**Mr. Roche:** Yes. Sir, it is the salary I am looking for.

**Mr. Hamel:** I would say the salary is \$4,000.

**Mr. Roche:** Is that per election or per year?

**Mr. Hamel:** No, no. It is per election.

**Mr. Roche:** Per election. Thank you.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Roche. Mr. Blais.

**Mr. Blais:** I have a number of questions. First, I would like to approve the comments that have been made on the ballot. I think it is evident that the ballot in its present form is not adequate.

Next, the matter of the proxy; that gives me some cause for concern. I was interested in Mr. Roche's comments on that, because I take a somewhat different view.

I feel that with the proxy system such as it is now the student is to a certain extent disfranchised because he sees himself having to rely on his parents or someone and has to reveal how he wants to vote. Sometimes he may not be assured that the vote is going to be cast in accordance with his wishes. I tend towards the other way in seeing the student residency extended so that the student who is registered as a full-time student in an area be entitled to vote in accordance with his conscience

[Interpretation]

**M. Roche:** Les candidats?

**M. Hamel:** La loi ne dit rien à ce sujet.

**M. Roche:** Pour éliminer tous les obstacles d'entrée d'un candidat dans un immeuble résidentiel, cela prendrait-il un changement dans la loi?

**M. Hamel:** C'est exact.

**M. Roche:** Ma dernière question est la suivante: Combien y a-t-il de présidents d'élections payés?

**M. Hamel:** Le nombre varie de façon considérable selon le nombre des électeurs, et selon le nombre des divisions de bureaux de vote. Nous garantissons un minimum de \$1,800 dans un petit district électoral.

**M. Roche:** Disons, un district urbain moyen.

**M. Hamel:** Les honoraires dans le district urbain moyen sont environ de \$4,000.

**M. McKinnon:** Monsieur le président, puis-je interrompre. Les honoraires moyens en Alberta sont de \$7,872 en divisant le nombre des circonscriptions par le nombre que vous avez montré des présidents d'élections.

**M. Hamel:** Je suis désolé, monsieur, ceci comprend les dépenses, qui incluent le loyer du bureau.

**M. Roche:** Exact.

**M. Hamel:** Ceci comprend le téléphone et les dépenses de voyages.

**M. Roche:** Oui. Monsieur, c'est le salaire que j'essaie de trouver.

**M. Hamel:** Je dirais que le salaire est de \$4,000.

**M. Roche:** S'agit-il du salaire par élection ou par année?

**M. Hamel:** Non, non. Il s'agit du salaire par élection.

**M. Roche:** Par élection. Merci.

**Le président:** Merci, monsieur Roche. Monsieur Blais.

**M. Blais:** J'ai un certain nombre de questions. Premièrement, je voudrais approuver les remarques qui ont été faites sur le vote de scrutin. Je pense qu'il est évident que le bulletin de scrutin dans sa forme actuelle n'est pas adéquat.

Ensuite, en ce qui concerne la procuration; cela me concerne. J'ai été intéressé par les remarques de M. Roche à ce sujet, parce que j'ai un point de vue quelque peu différent.

A mon avis, compte tenu du système actuel de vote par procuration, l'étudiant est, dans une certaine mesure, privé du droit de vote, car il doit compter sur ses parents ou quelqu'un d'autre et révéler comment il désire voter. Quelquefois, il peut ne pas être assuré que son suffrage sera exprimé conformément à ses désirs. Je penche plutôt vers l'extension du lieu de résidence de façon à ce que l'étudiant qui est inscrit comme étudiant à plein temps dans une région ait le droit de voter conformément à sa

**[Texte]**

at the place where he is residing at the time of the call of the election. That is my view on that particular point and directly we are at loggerheads, Mr. Roche and I.

With reference to the question of swearing in, I agree that the oath is not the proper method. I suggest there be established a revising agent and a revising board and again this requires of course massive changes in the legislation whereby evidence would be adduced, not too limited in scope, general evidence to indicate right up to the date of the casting of ballots that the individual notwithstanding that he is from an urban center has resided in that area since the date of the calling of the election. I do not think the evidence needs to be too onerous. It could be simply tax bills, water accounts, anything of that nature to indicate that the individual has been residing there. I suggest this would remedy the situation.

I agree with nearly all the interventions that have been made. On the date of the election and the day prior to the election candidates are being bombarded from every side by potential voters who say, look, I am disfranchised. This system is terrible. Where is democracy? If we are going to have any respect for our own democratic process we have to provide the means, although it may be an onerous means. You may say: well you will have to get off your keister and go down to point A or point B or point C within your riding in order to make an application to a revising agent and the type of evidence that you will require will be A, B, C, D, or E. At that time maybe the voter will not go but he has a choice of going. I am sure that if the procedure is a very formal procedure and the people who are sitting on that revising board are able to recognize the worth of the evidence presented, anyone who will go there undoubtedly will be bona fide or the great majority and those who are not bona fide will soon be found out. I suggest that would be one method of proceeding with the matter.

One point that really touches my riding is communication. I have a fairly—not strong—division and I do not like to use the term “division”, but there is a French-speaking area and an English-speaking area in my riding. The returning officer always sits in the English-speaking area and there is a great difficulty in the French-speaking area with reference to facilities and communications and so on. Mr. Hamel, one question I am asking you after the comments I have made is whether you could indicate if the Act now permits you to request that the returning officer appoint the clerk to sit on a permanent basis with permanent lines of communication with the main office in an area different from where the main office might be?

**Mr. Hamel:** I may say that there is nothing in the act which would preclude this, but on the other hand, it would seem to me this would defeat the purpose of the returning officer's being allowed to appoint an election clerk because the election clerk more and more would be looked upon as an assistant to the returning officer. In other words, some sort of an alter ego, somebody who will replace the returning officer. In fact, if the returning officer for any reason is incapable of acting,

**[Interprétation]**

conscience à l'endroit où il demeure au moment du déclenchement des élections. C'est là mon opinion sur ce point en particulier, et nous sommes tout à fait en désaccord, M. Roche et moi.

Quant à la question de l'assermentation, je conviens que la prestation de serment n'est pas la méthode qui convient. Je propose la nomination d'un agent de révision et la création d'un conseil de révision, et, encore une fois, cela nécessite naturellement des modifications profondes de la loi qui apporteraient, dans une certaine mesure, la preuve que, jusqu'au moment de l'expression des suffrages, la personne, nonobstant le fait qu'elle vient d'une agglomération urbaine, a résidé dans cette région depuis la date du déclenchement des élections. Je ne crois pas qu'il faille dépenser beaucoup d'argent pour faire cette preuve. Ce pourrait être simplement des récépissés d'impôt, des comptes de la taxe d'eau, toute preuve de cette nature qui indique que la personne a demeuré à cet endroit. A mon sens, cela remédierait à la situation.

J'approuve presque toutes les interventions qui ont été faites. Le jour et la veille des élections, les candidats sont assaillis de tous les côtés par des électeurs éventuels qui se plaignent d'être privés du droit de vote. Ce système est épouvantable. Où est la démocratie? Pour obtenir le respect de notre propre régime démocratique, nous devons fournir le moyen d'y parvenir, même si ce peut être coûteux, direz-vous peut-être. Vous devrez vous grouiller et aller au point A ou B ou C dans votre circonscription pour faire une demande à un agent de révision et le genre de preuve dont vous aurez besoin sera A, B, C, D, ou E. A ce moment-là, l'électeur n'y ira peut-être pas, mais il a le choix d'y aller. Je suis convaincu que si la procédure est très formelle et que les membres de ce comité de révision sont en mesure de reconnaître la valeur de la preuve apportée, quiconque s'y présentera sera sans aucun doute de bonne foi ou la grande majorité de ceux qui ne sont pas de bonne foi auront tôt fait d'être découverts. Je crois que ce serait là une façon de traiter la question.

Dans ma circonscription, les communications prennent beaucoup d'importance. Il y a une division assez peu marquée dans ma circonscription, et je n'aime pas utiliser le terme «division», mais il y a un secteur de langue française et un secteur de langue anglaise. Le président d'élection s'installe toujours dans le secteur anglophone, et le secteur de langue française éprouve beaucoup de difficultés en ce qui concerne les installations, les communications etc. Monsieur Hamel, après avoir fait les observations précédentes, j'aimerais vous poser une question, savoir si vous pourriez nous dire si la loi vous permet à l'heure actuelle de demander au président d'élection de nommer un secrétaire permanent disposant de lignes de communication permanentes avec le bureau principal dans un secteur différent de celui du bureau principal?

**M. Hamel:** Je peux dire qu'il n'y a rien dans la loi qui empêcherait cela, mais d'autre part, il me semble que cela annulerait l'objectif qui est de permettre au président d'élection de nommer un secrétaire d'élection parce que le secrétaire d'élection doit de plus en plus être considéré comme un président d'élection adjoint. En d'autres termes, une sorte d'alter ego, quelqu'un qui remplacera le président d'élection. En réalité, si le président d'élection est incapable, pour une raison quelconque, de remplir



[Text]

immediately the election clerk becomes acting returning officer.

Now in this case we are bound by the Official Languages Act and we did ask the returning officers to equip their offices so that they could provide bilingual service to the residents of their ridings and we even gave them additional funds for that purpose.

• 1045

**Mr. Blais:** Yes, but you must recognize that Mother Bell is also very involved in the electoral process. This is especially so in my area where you have one telephone exchange in one area and a different telephone exchange in another area, and every time someone wants to call the returning office from area B they have to lay out 50 cents. That can add up after awhile, and it creates considerable difficulty. It is great for me because I establish my own office; my committee room is in one area and I service them as though the returning officer were there. So far as I am concerned it is a very advantageous situation politically, but I do not think it is very satisfactory for the electorate.

**Mr. Hamel:** We will certainly look into that. Perhaps we should give more publicity to the fact that returning officers are specifically instructed never to refuse a reversed-charge long distance call. These people should call the returning officer and reverse the charges.

**The Chairman:** Mr. Stewart.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Thank you, Mr. Chairman. Mr. Hamel, what—if you know—was the dollar and percentage increase in the cost of the administration of the 1972 election over the 1968 election? Do you have those figures?

**Mr. Hamel:** I am sorry—

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** I am wondering whether you have any information relating to a comparison between 1972 and 1968, the percentage increase and the dollar increase in administering the two elections.

**Mr. Hamel:** We have figures on the absolute increase. In 1968 it was \$13.9 million, an average per elector of \$1.27. It is now \$20,435,000, or an average of \$1.57. So, there was a pretty sharp increase in the over-all cost because of a number of factors, one of the most important, perhaps, being the increase in the number of electors, which was approximately two million. However, we also had a fairly sharp increase in the per elector cost because the cost of services was greater than it was in 1968 and our tariff of fees was amended in the meantime.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Are you presently contemplating revising—I think you indicated that you are—your tariff of fees upwards? Do you have any projections as to an increase in costs as a result of this proposed revision?

**Mr. Hamel:** I mentioned on Tuesday and I believe also earlier this morning that we intend to recommend

[Interpretation]

ses fonctions immédiatement, le secrétaire d'élection devient le président d'élection intérimaire.

Dans ce cas, nous sommes liés par la Loi sur les langues officielles et nous avons demandé aux présidents d'élection d'équiper leurs bureaux de façon à ce qu'ils puissent fournir un service bilingue aux électeurs de leur circonscription et nous leur avons même donné des fonds supplémentaires à cette fin.

**M. Blais:** Oui, mais il faut reconnaître que la Bell participe beaucoup au processus électoral. C'est le cas en particulier dans mon coin où l'on a un central téléphonique pour une région et un central différent pour la région voisine, et chaque fois que l'on veut appeler le bureau du président d'élection de la deuxième région, il faut payer 50c. Cela s'accumule après un certain temps, et cela peut créer beaucoup de problèmes. C'est très bien pour moi parce que j'organise mon propre bureau; ma salle de comité est dans une région que je dessert comme si mon président d'élection y était. En ce qui me concerne, c'est une situation politique très avantageuse; mais je ne pense pas que cela soit très satisfaisant pour le corps électoral.

**M. Hamel:** Nous allons certainement étudier la question. Nous devrions peut-être mieux faire connaître le fait que les présidents d'élection ont des instructions précises afin de ne jamais refuser un appel longue distance à frais virés. Ces gens devraient appeler le président d'élection et faire virer les frais.

**Le président:** Monsieur Stewart.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Merci, monsieur le président. Monsieur Hamel, pouvez-vous me dire quelle a été l'augmentation des frais d'administration pour l'élection de 1972, par rapport à celle de 1968? Avez-vous ces chiffres?

**M. Hamel:** Je n'ai pas compris.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Je vous demande si vous avez des renseignements permettant de faire une comparaison entre les frais d'administration des élections de 1972 et de celles de 1968, de donner le pourcentage d'augmentation.

**M. Hamel:** Nous avons des chiffres sur l'augmentation absolue. En 1968, les frais se sont élevés à \$13.9 millions, soit une moyenne par électeur de \$1.27. Cela est passé en 1972 à \$20,435,000, \$1.57 par électeur. Il y a donc eu une assez forte augmentation des frais globaux en raison de plusieurs facteurs, l'un des plus importants étant sans doute l'augmentation du nombre d'électeurs, qui a été d'environ 2 millions. Nous avons également eu une augmentation assez importante des frais par électeur, parce que les services ont coûté plus cher qu'en 1968 et que notre barème salarial a été modifié dans l'intervalle.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Envisagez-vous actuellement de relever votre barème salarial? Je pense que oui. Avez-vous prévu l'augmentation des frais qui résultera de ce relèvement?

**M. Hamel:** J'ai dit mardi, et ce matin également, que nous avons l'intention de recommander au gouverneur

## [Texte]

to the Governor in Council increases in the tariff of fees. I would hate to presume what the decision of the Cabinet will be on this, but if our recommendations are approved it will certainly be translated into some increase in the over-all cost. As I pointed out the other day, if you add on the average \$5 to the paycheck of each enumerator it means a total increase of half a million dollars, and I am afraid that in many cases \$5 on the average will not be enough, so from this you can easily see how much it might cost next time around. Furthermore, it depends on when the election is going to be held. We always try to establish a tariff of fees as close as we can to the election; otherwise—and this is exactly the problem we had last time—the chances are our tariff of fees will become outdated pretty fast.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Mr. Hamel, do you presently have a process of evaluating the performance of individual returning officers either during the election campaign or thereafter? If you do have such a process, who is in charge of this evaluation?

**Mr. Hamel:** We try to evaluate the performance of the returning officers but unfortunately I do not think we can do it on a very scientific basis. We use a number of criteria, including comments we receive from candidates and from the population. This time we also had a meeting with every returning officer; we met with all the returning officers on a regional basis. It was not only an attempt to try to assess the performance, it was also to examine with them some of the problems encountered during the last election and how we could overcome these problems at a future date. This is done by myself and one of my officers—my staff, generally.

• 1050

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** If it is an overwhelming conclusion that the returning officer of the day is incapable, unsuitable, inadequate, to whom would you make a recommendation that he be replaced, if you would at all?

**Mr. Hamel:** Returning officers are appointed by the Governor in Council. This is the authority to replace them as well.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Would your recommendations go forward to the Governor in Council based on the evaluation process that your office undertakes, or would the Governor in Council voluntarily seek from you your recommendations in this respect?

**Mr. Hamel:** The causes for dismissal are spelled out in the act, and one of them is incompetence. So we would have to prove incompetence, which is perhaps not that easy to establish.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Mr. Chairman, I have a number of other questions but I do not want to take up anybody else's opportunities. Is Mr. Hamel going to come back at our next meeting?

**The Chairman:** Yes, he is, but go ahead.

## [Interprétation]

en conseil un relèvement du barème salarial. Je ne veux pas dire par avance quelle sera la décision du Cabinet, mais si nos recommandations sont approuvées, cela se traduira certainement par une augmentation globale des frais. Comme je l'ai indiqué l'autre jour, si l'on augmente de \$5 en moyenne le salaire de chaque énumérateur, cela représente une augmentation totale d'un demi-million de dollars, et je crains fort que dans la plupart des cas, une moyenne de \$5 ne sera pas suffisante; vous imaginez donc ce que cela va coûter la prochaine fois. De plus, cela dépend du moment de l'élection. Nous tentons toujours, d'établir notre barème salarial à un moment aussi rapproché que possible des élections sinon—et c'est exactement le problème que nous avons connu la dernière fois—ce barème risque très rapidement de ne plus correspondre à la réalité.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Monsieur Hamel, existe-t-il actuellement un système d'évaluation du travail accompli par chaque président d'élections soit durant la campagne électorale soit par après? Si un tel système existe, qui est responsable de cette évaluation?

**M. Hamel:** Nous essayons d'évaluer le travail des présidents d'élections, mais malheureusement, je ne pense pas que cela puisse se faire très scientifiquement. Nous avons adopté certains critères, y compris les commentaires que nous recevons des candidats et de la population. Cette fois-ci, nous avons aussi organisé une entrevue avec chaque président d'élection; nous les avons tous rencontrés au niveau régional. Il ne s'agissait pas simplement d'essayer d'évaluer le travail, mais aussi d'étudier avec eux certains des problèmes qu'ont dévoilés les dernières élections et la manière dont nous pourrions les surmonter à l'avenir. En général, c'est moi, un de mes représentants et mon personnel qui nous occupons de cela.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** S'il est prouvé, sans l'ombre d'un doute, qu'un président d'élection est incapable et incompetent, à qui recommandez-vous de le remplacer, si vous le faites?

**M. Hamel:** Les présidents d'élection sont nommés par le gouverneur en conseil. C'est à lui également qu'il revient de les remplacer.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Adresseriez-vous au gouverneur en conseil des recommandations fondées sur l'évaluation que réalise votre bureau, ou est-ce le gouverneur en conseil qui vous demanderait de faire des recommandations à ce sujet?

**M. Hamel:** La Loi énonce les motifs de renvoi possible dont l'incompétence. Nous devrions donc prouver qu'un président est incompetent, ce qui n'est pas si facile.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Monsieur le président, j'ai plusieurs autres questions à poser, mais je ne veux pas épuiser sur le temps de quelqu'un d'autre. M. Hamel revient-il pour la prochaine séance?

**Le président:** Oui, mais allez-y quand même.

[Text]

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** I missed, Mr. Hamel, whether or not you feel remuneration to returning officers is, in your view, equitable and/or adequate. In other words, there is a variance, admittedly; but is there any region of the country that is perhaps inadequate as compared with other parts of the country?

**Mr. Hamel:** When we recommended the present fees, we worked on the basic assumption that to be a returning officer a person had to meet basic qualifications and had to possess basic knowledge. This is the reason we recommended a basic pay of \$1,800 even if the electoral district was relatively small. The period of an election is generally about 10 weeks, so we felt this was about \$180 a week. It could go up in a very large electoral district roughly to \$350 or \$400 a week. However, the demand on his competence and his time is certainly greater than in a smaller riding. My opinion at the moment, without having studied the question in depth—because this is something we intend to look into as soon as we have time—is that there is an adjustment that is indicated.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** What, Mr. Hamel, if anything, is your office doing to ensure that descriptions of the areas to be enumerated, and that is polling divisions, are more clear and more understandable than perhaps they are at the moment? In other words, are your returning officers presently proceeding to up-grade descriptions of polling divisions?

**Mr. Hamel:** Not at the moment, but we do intend to give them instructions as soon as possible after Easter, as soon as we have completed the bulk of the work on the statutory report on the poll-by-poll result of the last election. This is a question of great concern to me. Particularly, it is much more acute in some provinces than it is in others. It is a problem that is much more acute in predominantly urban areas than in rural areas, so what the answer is I do not know. But what we are looking into at the moment is perhaps to suggest to our returning officers some simpler language than the language they have used so far.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Please do that.

**Mr. Hamel:** What I have been telling them is that the shorter a description, the better its chances of being understood. If the description is very long, it is confusing and enumerators get completely lost.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** I understand, Mr. Hamel, that the daily newspapers were paid for all the advertisements that your office placed across the country but that radio and television stations were not. Is this so, and if it is, why?

**Mr. Hamel:** We considered that this was information of public interest.

[Interpretation]

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Je n'ai pas compris, monsieur Hamel, si vous pensez que la rémunération des présidents d'élection est équitable et suffisante. Autrement dit, il y a sûrement des variations; mais y a-t-il des régions où cette rémunération est insuffisante, par rapport à d'autres régions du pays?

**M. Hamel:** Lorsque nous avons recommandé le barème actuel, nous nous sommes fondés sur le fait qu'un président d'élection doit remplir certaines conditions fondamentales et doit avoir un certain niveau de connaissances. C'est pourquoi nous avons recommandé un salaire de base de \$1,800, même si la circonscription électorale est assez réduite. Des élections durent en général 10 semaines environ, ce qui revient à environ \$180 par semaine. Dans une circonscription très importante, cela pourrait aller jusqu'à environ \$350 ou \$400 par semaine. Mais on y demande évidemment d'y consacrer beaucoup plus d'efforts et de temps que dans une petite circonscription. Sans avoir étudié la question en profondeur—parce que nous entendons le faire dès que nous en aurons le temps—je pense qu'actuellement, un ajustement s'impose.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Que fait votre bureau, monsieur Hamel, pour rendre la description des régions à énumérer, c'est-à-dire des arrondissements électoraux, plus claire et plus compréhensible qu'elle ne l'est pour l'instant? Autrement dit, vos présidents d'élection améliorent-ils actuellement la description des arrondissements électoraux?

**M. Hamel:** Pas pour l'instant, mais nous entendons leur donner des instructions dès que possible après Pâques, dès que nous aurons rédigé le plus gros du rapport que la loi nous impose sur les résultats des dernières élections, arrondissement par arrondissement. Ce problème m'inquiète beaucoup. Il est d'ailleurs beaucoup plus aigu dans certaines provinces que dans d'autres. Il l'est beaucoup plus dans les régions urbaines que dans les régions rurales, et nous ne savons pas quelle en est la réponse. Mais nous songeons actuellement à demander à nos présidents d'élection de se servir de termes plus simples que ceux qu'ils emploient couramment.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Ne vous en privez pas.

**Mr. Hamel:** Je leur ai dit que plus une description est courte, plus ils ont de chances d'être compris. Si la description est très longue, elle devient embrouillée et les énumérateurs sont complètement perdus.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** J'ai appris, monsieur Hamel, que les quotidiens ont été payés pour toute la publicité que votre bureau a faite dans tout le pays, mais que les stations de radio et de télévision ne l'avaient pas été. Si c'est le cas, quelle en est la raison?

**M. Hamel:** Nous avons estimé qu'il s'agissait de renseignements d'intérêt public. Nous avons préparé pour les

We prepared for radio and TV stations a series of messages and TV clips which were sent to every station asking them, if possible to co-operate, but there is some information which you cannot give over the air, namely

stations de radio et de télévision une série de messages et des annonces télévisées qui ont été envoyés à chaque station en leur demandant, si possible, de coopérer, mais il y a quelques renseignements qui ne peuvent être don-



## [Texte]

the names of the Returning Officers, their addresses and their telephone numbers. Therefore, we had to use the papers for that purpose, along with the information that appeared in the *Weekend Magazine* immediately prior to polling day to expose, more or less, our new ballot papers in an attempt to familiarize people with the new format and reduce, if possible, the number of rejected ballots. We did it in this way because we felt that this was the best way to reach our population. I will say, generally speaking, that we had fairly good co-operation from private radio and TV stations and beautiful co-operation from the CBC.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Could you give any indication of the percentage of complaints, numbers of electronic media, as an example, that did not co-operate in part or in whole with your wish to have them run free advertisements?

**Mr. Hamel:** I can remember a few letters, but I do not think I could venture to guess the percentage of how many actually co-operated and how many did not. I could have that information for the next meeting.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Could I ask whether the electronic media were paid?

**Mr. Hamel:** None was paid.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** None was paid.

Is it not your view, Mr. Hamel, that perhaps this could be considered to be discriminatory in a certain way?

**Mr. Hamel:** It depends on how you look at it. We believed and I still believe this is the typical public service message the electronic media should carry. Some people did not agree with me, but I still believe this is the type of message that should be carried.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Have you any information at your disposal which would indicate the additional cost for running election advertising if you had had to pay the electronic media at a certain percentage?

**Mr. Hamel:** Yes, if we had had each message exposed once on every radio and TV station, the cost would have exceeded \$125,000. All in all, we paid less than \$50,000 to the papers and the production of the messages ran from \$50,000 or \$60,000, as I recall. You will appreciate that showing or giving each message once on each TV and radio station would, perhaps, not have been very effective. It would have been necessary to have done much more than that.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** I will ask one more question and then my name can go to the bottom of the list for purposes of the next meeting.

Mr. Hamel, I understand that weekly newspapers were not granted a concession to run paid advertisements. Why was there an apparent, at least in my view, discrimination between the daily and the weekly or bi-

## [Interprétation]

nés, notamment les noms des présidents d'élection, leur adresse et leur numéro de téléphone. Il nous faut donc utiliser les journaux à cette intention, avec les renseignements qui sont apparus dans le *Weekend Magazine* immédiatement avant le jour de scrutin pour exposer, plus ou moins nos nouveaux bulletins de vote dans le but de familiariser les gens avec le nouveau format et de réduire, si possible, le nombre de bulletins rejetés. Nous l'avons fait dans cette intention, parce que nous avons pensé qu'il s'agissait là de la meilleure façon d'atteindre la population. Je dirais que nous avons reçu une coopération plutôt bonne de la part des stations de radio et de télévision privées, et une merveilleuse coopération de la part de Radio-Canada.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Pourriez-vous donner une idée du pourcentage de plaintes, de l'importance des moyens électroniques, par exemple, qui n'ont pas coopéré en partie ou entièrement à votre souhait de faire de la publicité gratuite?

**M. Hamel:** Je peux me souvenir de quelques lettres, mais je ne pourrais m'aventurer à deviner le pourcentage de coopération réelle et de non-coopération. Je pourrais obtenir ce renseignement pour la prochaine réunion.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Puis-je demander si les média électroniques ont été payés?

**M. Hamel:** Aucun n'a été payé.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Aucun n'a été payé.

Ne pensez-vous pas, monsieur Hamel, que cela pourrait être considéré comme discriminatoire d'une certaine façon?

**M. Hamel:** Cela dépend de la façon dont vous regardez les choses. Nous avons cru et je crois encore qu'il s'agit là du genre de message de service public typique que les média électroniques devraient soumettre. Certains n'ont pas été d'accord avec moi, mais je crois encore qu'il s'agit là du type de message qui devrait être transmis.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Avez-vous à votre disposition des renseignements qui pourraient indiquer le coût supplémentaire qu'aurait entraîné la publicité des élections si vous aviez eu à payer les média électroniques?

**M. Hamel:** Oui, si nous avions payé chaque message annoncé une fois à chaque station de radio et de télévision, il en aurait coûté plus de \$125,000. En tout, nous avons payé moins de \$50,000 aux journaux et la production des messages à coûté, si je m'en souviens bien, de \$50,000 à \$60,000. Vous comprendrez qu'annoncer chaque message une fois chaque station de radio et de télévision n'aurait peut-être pas été efficace. Il aurait fallu beaucoup plus.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Je poserai une autre question et puis mon nom pourra être mis à la fin de la liste pour la prochaine réunion.

Monsieur Hamel, je crois savoir que les hebdomadaires n'ont pas obtenu de concession pour publier des annonces payées. Pourquoi y a-t-il eu, au moins à mon point de vue, une discrimination apparente entre les quotidiens et

[Text]

weekly? Why were weekly newspapers not granted the right, if you will, to receive paid advertising?

**Mr. Hamel:** This was an administrative decision which was taken after discussions with the consultants we had on this program. The only weekly papers we used were the ethnic papers. In retrospect, I now recognize that it may have been a mistake not to have used the weekly papers because we would have reached a fairly large segment of our population and we are definitely looking into this quite carefully for the next time.

• 1100

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** If I might take licence and agree with you on that view, I do have 15 weeklies and 2 dailies, and believe me the 15 weeklies were quite upset. I would hope perchance that we might see some revision in the elections following, in that respect.

**Mr. Hamel:** In my book, a much stronger argument is the fact that weeklies reach a segment of the population which is usually or very often not reached by the dailies, and at times this is the population we specifically wish to reach.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Fine. Thank you.

**The Chairman:** Mr. Howard.

**Mr. Howard:** It is very kind of you to get to this stage at 11 o'clock, Mr. Chairman.

I just wanted to know, à propos of all the conversation we have had today about what is or what is not in the act, what happened as a result of the conversations which you were going to have with the Government House Leader about having the Elections Act referred to the Committee?

**The Chairman:** He promised to consult with the other leaders of the parties in the House and report to me in two days.

**Mr. Howard:** Otherwise, you have had an interesting discussion here this morning?

**The Chairman:** Yes.

**An hon. Member:** We will hear in due course.

**The Chairman:** This meeting is adjourned.

**An hon. Member:** Until when?

**The Chairman:** It depends. Mr. Hamel will not be available on Tuesday next, so I will arrange a suitable date with him for our next meeting. Perhaps we will have one next Wednesday or...

**Mr. Roche:** At the call of the Chair.

[Interpretation]

les hebdomadaires ou bi-hebdomadaires? Pourquoi les hebdomadaires n'ont-ils pas eu le droit, si vous voulez, de recevoir des annonces payées?

**M. Hamel:** Il s'agissait d'une décision administrative qui a été prise après discussions avec les conseillers que nous avons sur ce programme. Les seuls hebdomadaires que nous avons utilisés ont été les journaux ethniques. En jetant un coup d'œil rétrospectif, je reconnais maintenant que cela a peut-être été une erreur de ne pas utiliser les hebdomadaires, parce que nous aurions atteint une plus grande tranche de notre population et nous ferons particulièrement attention à ce fait la prochaine fois.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Je dois dire que je suis tout à fait d'accord avec vous; j'ai 15 hebdomadaires et deux quotidiens, et croyez-moi, les 15 hebdomadaires ont été très choqués. J'espère que pour les prochaines élections, cela changera quelque peu.

**M. Hamel:** Je cite dans mon livre un argument beaucoup plus fort; c'est que d'habitude, les hebdomadaires atteignent un secteur de la population qui n'est pas atteint par les quotidiens, et c'est justement parfois le secteur que nous voulons atteindre.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** D'accord. Je vous remercie.

**Le président:** Monsieur Howard.

**M. Howard:** Il est très aimable à vous de me laisser parler à 11 heures, monsieur le président.

J'aimerais simplement savoir, après toutes les conversations que nous avons eues aujourd'hui sur ce qui figure et ne figure pas dans la Loi, quelles ont été les suites des entretiens que vous avez eus avec le leader du Gouvernement à la Chambre pour lui demander si la Loi électorale serait étudiée en Comité?

**Le président:** Il m'a promis de consulter les chefs des autres partis représentés à la Chambre et de m'en parler dans deux jours.

**M. Howard:** Sinon, vous avez eu une discussion intéressante ce matin?

**Le président:** Oui.

**Une voix:** Nous en entendrons parler en temps voulu.

**Le président:** La séance est levée.

**Une voix:** Jusqu'à quand?

**Le président:** Cela dépend. Comme M. Hamel ne peut pas venir mardi prochain, je vais déterminer avec lui une date qui lui convienne pour notre prochaine séance. Peut-être mercredi.

**M. Roche:** Jusqu'à la prochaine convocation.

















HOUSE OF COMMONS

Issue No. 3

Thursday, May 24, 1973

Chairman: Mr. Ovide Laflamme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 3

Le jeudi 24 mai 1973

Président: M. Ovide Laflamme

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

# Privileges and Elections

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent des*

# Privilèges et élections

RESPECTING:

Vote 10 relating to the  
Chief Electoral Officer

CONCERNANT:

Crédit 10 ayant trait au Directeur  
général des élections

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



First Session

Twenty-ninth Parliament, 1973

Première session de la

vingt-neuvième législature, 1973



STANDING COMMITTEE ON  
PRIVILEGES AND ELECTIONS

*Chairman:* Mr. Ovide Laflamme

*Vice-Chairman:* Mr. Douglas Stewart

Messrs.

Benjamin  
Blais  
Caccia  
Forrestall  
Higson

Hollands  
Howard  
Jerome  
Lachance

COMITÉ PERMANENT DES  
PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS

*Président:* M. Ovide Laflamme

*Vice-président:* M. Douglas Stewart

Messieurs

MacDonald (Miss)  
(*Kingston and  
the Islands*)  
Matte  
McKinley

McKinnon  
Madill  
Poulin  
Reid  
Ritchie—19.

(Quorum 10)

*Greffier du Comité*

Robert D. Marleau

*Clerk of the Committee*

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Thursday, May 24, 1973:

Messrs. Higson and Madill  
replaced Messrs. Roche and O'Connor.

Suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du  
Règlement

Le jeudi 24 mai 1973:

MM. Higson et Madill  
remplacent MM. Roche et O'Connor.

## MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MAY 24, 1973.

(4)

[Text]

The Standing Committee on Privileges and Elections met this day at 9:49 o'clock a.m., the Chairman, Mr. Laflamme, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Benjamin, Blais, Caccia, Higson, Howard, Lachance, Laflamme, McKinley, McKinnon, Madill, Reid and Ritchie.

*Witness:* Mr. Jean-Marc Hamel, Chief Electoral Officer.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference relating to Vote 10 of the Chief Electoral Officer. (*See Minutes of Proceedings of Tuesday, April 10, 1973, Issue No. 1*).

The witness answered questions.

The questioning continuing;

Mr. Howard moved,—That, in its Report, the Committee recommend to the House that the Government consider the advisability of introducing legislation that would provide for full disclosure by candidates and political parties of the sources of campaign funds, the direction of their expenditures and provide for a limitation upon such expenditures.

A point of order having been raised as to the acceptability of the said motion, the Chairman ruled that the motion was in order.

And debate arising on the said motion, Mr. Reid moved,—That the Committee do now adjourn.

The question being put on the motion, it was agreed to on the following division: YEAS: 8; NAYS: 2.

At 11:02 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

## PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 24 MAI 1973

(4)

[Traduction]

Le Comité permanent des privilèges et élections se réunit aujourd'hui à 9 h 49, sous la présidence de M. Laflamme.

*Membres du Comité présents:* MM. Benjamin, Blais, Caccia, Higson, Howard, Lachance, Laflamme, McKinley, McKinnon, Madill, Reid et Ritchie.

*Témoin:* M. Jean-Marie Hamel, directeur général des élections.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi relatif au crédit 10 ayant trait au directeur général des élections. (*Voir le procès-verbal du mardi 10 avril 1973, fascicule n° 1*).

Les témoins répondent aux questions.

L'interrogatoire des témoins se poursuit;

M. Howard propose:—Que, dans son rapport, le Comité recommande à la Chambre que le gouvernement étudie l'opportunité de disposer une loi prévoyant la divulgation complète par les candidats et les partis politiques, des sources de financement de leur campagne électorale, l'affectation de leurs dépenses et la limitation de ces dernières.

Le Règlement étant invoqué au sujet de la recevabilité de ladite motion, le président déclare qu'elle est recevable.

Le débat s'engage sur ladite motion et M. Reid propose:—Que le Comité s'ajourne maintenant.

La motion mise aux voix, est adoptée sur division par 8 voix contre 2.

A 11 h 02, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

*Le greffier du Comité*

Robert D. Marleau

*Clerk of the Committee*

## EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)*

Thursday, May 24, 1973

• 0951

*[Text]*

**The Chairman:** Gentlemen, while we are waiting for a quorum, would it be agreeable to you to start questioning our witness? He could make it regular when we have a quorum. Would that be agreeable to you?

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** Agreed. Then we will start questioning the witness, and any decisions can be made later, when we have a quorum.

**Mr. Howard:** We can regularize it later.

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Howard:** What if we never get a quorum.

**The Chairman:** Well...

**Mr. Howard:** We will have fun anyway.

**The Chairman:** We will.

**Mr. Howard:** We will have a conversation anyway.

**The Chairman:** Order, then.

We have Mr. Hamel with us this morning. At our last meeting he was asked to secure information on the co-operation he received from the radio stations concerning information to be given to the public. Mr. Hamel.

**Mr. Jean-Marc Hamel (Chief Electoral Officer):** Thank you, Mr. Chairman. Yes, at the last meeting of the Committee, I believe it was at the request of Mr. Stewart, I undertook to provide additional information concerning the co-operation we received from broadcasting stations in connection with our information program during the last election.

Seventy-one per cent of the radio stations that acknowledged our request to carry our messages actually said that they would carry them. The percentage among the television stations was 78. Of course, this again is the percentage of those who acknowledged our requests to carry our messages.

Instead of issuing press releases periodically we felt that it would be better, that the information would be more accurate, if we prepared what we called "canned information". In other words, we prepared a series of radio messages and a series of television clips which were made available to the electronic media and sent to the various stations at an opportune time, a few days before the beginning of the enumeration, a few days before revision and so on.

This was the participation which we received. As I said the other day, I think not only is it acceptable, but I am quite pleased with that kind of participation.

## TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)*

Le jeudi 24 mai 1973.

*[Interpretation]*

**Le président:** Messieurs, pendant que nous attendons d'obtenir le quorum, êtes-vous d'accord pour commencer à poser des questions à notre témoin?

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** D'accord. Nous allons donc commencer avec les questions et nous prendrons les décisions plus tard lorsque nous aurons le quorum.

**M. Howard:** Nous pourrions régulariser la situation plus tard.

**Le président:** Oui.

**M. Howard:** Si nous n'obtenons jamais le quorum?

**Le président:** Alors,...

**M. Howard:** De toute façon, ce sera intéressant.

**Le président:** Certainement.

**M. Howard:** Nous pourrions converser de toute façon.

**Le président:** La séance est donc ouverte.

Je vous présente M. Hamel, à qui nous avons demandé lors de notre dernière séance de nous donner des renseignements pour expliquer quelle était la coopération qu'il avait reçue de la part des stations de radio dans le domaine de l'information fournie au public. Monsieur Hamel, vous avez la parole.

**M. Jean-Marc Hamel (Directeur général des élections):** Merci, monsieur le président. Oui, à la dernière séance du comité sur la demande de, je crois, M. Stewart, je me suis engagé à fournir plus de renseignements sur cette question de la collaboration que nous avons reçue au cours des dernières élections, pour notre programme d'information, de la part des stations de radiodiffusion.

71 p. 100 des stations qui ont accusé réception de notre demande de radiodiffuser un message ont effectivement déclaré qu'elles le feraient. Pour les stations de télévision, le pourcentage est de 78 p. 100, c'est-à-dire des stations qui ont accusé réception de nos demandes.

Au lieu de publier des communiqués de presse périodiquement, nous avons pensé qu'il vaudrait mieux les préparer d'avance; en outre, les renseignements seraient plus exacts. En d'autres termes, nous avons préparé une série de messages pour la radio et une série pour la télévision, que nous avons mis à la disposition des moyens de diffusion électronique et nous les avons envoyés en temps opportun aux différentes stations quelques jours avant le début du recensement, de la révision, etc.

Voilà donc la participation qu'on nous a fournie et je dirais que je suis particulièrement satisfait.

## [Texte]

**Mr. Reid:** What were the percentages in terms of the total number of radio stations contacted?

**Mr. Hamel:** Our request was acknowledged by 47 per cent of the radio stations across Canada, and 71 per cent of those acknowledging actually said that they would carry our messages.

How many of those that did not acknowledge our request actually carried the message, I do not know. What I do know, though, is that many actually did carry our messages although they never acknowledged our requests. The CBC network, for instance, did carry our messages very frequently and yet never said they would do so.

Forty per cent of the television stations acknowledged our request, and 78 per cent of those said that they would do it. There again, some did without actually saying they would.

**The Chairman:** Mr. Howard.

**Mr. Howard:** Mr. Chairman, that still leaves blank spots in some places, but we do not know where. Even with those figures, it would still leave some areas within which this message would not get across by radio or television.

• 0955

The people in those areas would be disadvantaged as far as information over that type of facility was concerned. I do not think it is quite sufficient to leave it to happenstance as to whether or not that information is provided. I would much rather do it on a formal basis as is done with newspapers. If that information is to be made available it should be purchased and the commitment made that the information goes through all the media to all people.

In a metropolitan area, say Vancouver, Toronto, or Montreal, any of the larger urban centres that are served by a number of radio and television stations, the likelihood of the people in those urban areas learning something about it increases, because of the multiplicity of stations that exist.

But when you get into the remote areas where there may be one television station serving a third of the province or one private radio station covering an area, if that privately-owned radio or television station decides not to provide the information, then people in a whole constituency would not have that information available to them. I would much prefer, even though it is costly, that where this occurs again, to do it in a formal way.

**Mr. Hamel:** This is a very valid observation. Also, even if we have the percentage of those stations that participate, we do not know to what extent, we do not know how many times each message was carried. We could find out where and what are the clientele of each station that actually carries our messages, but a flat percentage like this will not tell the story.

**Mr. Howard:** Presumably you could only find out if the station wanted to co-operate. You could go back to

## [Interprétation]

**M. Reid:** J'aimerais savoir quel était le pourcentage des stations de radiodiffusion que vous avez contactées.

**M. Hamel:** 47 p. 100 des stations de radio du Canada ont accusé réception de notre demande et 71 p. 100 de celles qui avaient accusé réception de nos demandes ont dit, en fait, qu'elles feraient passer nos messages.

Je ne connais pas la proportion de stations qui, n'ayant pas accusé réception de notre demande, ont diffusé nos messages. Mais de toute façon, il y en avait beaucoup. Le réseau de Radio-Canada par exemple, a très souvent fait passer nos messages et cependant, n'a jamais déclaré qu'il le ferait.

40 p. 100 des stations de télévision ont accusé réception de notre requête et 78 p. 100 de celles-ci ont déclaré qu'elles feraient passer nos messages; à nouveau, il y en a qui ont diffusé les messages sans accepter officiellement de le faire.

**Le président:** Monsieur Howard vous avez la parole.

**M. Howard:** Il n'en reste pas moins qu'il y a des lacunes dans certains endroits et que nous ne savons pas où le message n'a été transmis ni par la radio ni par la télévision. Les gens qui se trouvent dans ces régions seraient désavantagés lorsqu'il n'y aurait pas de moyen de diffu-

sion de l'information qui serait à leur disposition et je crois qu'il ne faut pas laisser la diffusion de l'information se faire au hasard mais plutôt je crois qu'il faudrait procéder d'une façon officielle comme dans le cas des journaux. S'il faut fournir des renseignements il faudrait acheter le temps nécessaire et s'engager afin que les renseignements soient diffusés par tous les moyens et à tous les gens.

Dans une zone métropolitaine comme Vancouver ou Montréal, ou dans les grands centres, il y a beaucoup de stations de radio et de télévision et par conséquent il y a bien plus de chances que les gens soient au courant de ces renseignements.

Mais lorsque vous allez dans des endroits éloignés où une seule télévision par exemple dessert un tiers de la province ou lorsqu'il n'y a qu'une seule station de radio qui dessert l'endroit dans les cas où cette dernière station décide de ne pas fournir les renseignements, toute la population d'une circonscription électorale ne recevra pas ces renseignements. Je préférerais, même si cela est coûteux, au cas où cette situation se reproduit, agir d'une façon officielle.

**M. Hamel:** Ceci est très pertinent; même si nous disposons du chiffre, du pourcentage des stations qui ont collaboré, nous ne savons pas jusqu'à quel point il y a eu participation, et nous ne savons pas combien de fois chaque message a été donné. Naturellement, nous pourrions faire des recherches et trouver ces renseignements, mais le simple pourcentage que nous avons ici n'en donne pas l'indication.

**M. Howard:** Probablement que vous pourriez seulement savoir si la station voulait collaborer: vous pourriez reve-



[Text]

last year and try to remember or find out what they did. Or you could go down to the CRTC and look through all the tapes of the stuff they have—which is a ridiculous approach and not worth the effort.

**The Chairman:** Mr. Benjamin.

**Mr. Benjamin:** I take it these were all public service announcements for which they were not given anything for production or time.

**Mr. Hamel:** That is correct.

**Mr. Benjamin:** Have you tried to do this through the Canadian Association of Broadcasters or do you write to individual stations?

**Mr. Hamel:** We wrote directly to each radio station. We provided the message already recorded and the television clips and we wrote directly to each station seeking its co-operation in carrying those messages.

**Mr. Benjamin:** Would it be useful or practical to ask the CAB to ask all their member stations to go over their logs of last September-October and report to the CAB whether or not they did carry the information and how many times they carried it? Then they would have it quickly; otherwise to go over to the CRTC and check the logs—oh boy.

**Mr. Hamel:** You would like us to ask the CAB to...

**Mr. Benjamin:** I thought that would be a faster way of getting it in more detail. They may not want to do it.

**Mr. Hamel:** We have on file the complete list of the radio and television stations that actually said they would carry the messages. But to go beyond that we would have, as you say, to go either to the CRTC or CAB.

**Mr. Benjamin:** The messages were on the enumeration and on the form of the ballot?

**Mr. Hamel:** That is correct. We had, I believe, six radio messages and five television messages. One appeared during the week preceding enumeration, in other words, to warn people that the enumerators would be around shortly; another one during the week of enumeration, the importance of being enumerated and seeking or inviting the public to co-operate with our enumerators. The third was on revision. Then we had a message on advance polls...

**Mr. Benjamin:** Good.

**Mr. Hamel:** ...and on the matter of voting.

[Interpretation]

nir à l'année passée et essayer de vous souvenir ou de trouver ce qu'il s'est produit. Vous pourriez aussi vous adresser au CRTC et passer en revue toutes leurs bandes magnétiques etc., mais ce serait ridicule de dépenser tant d'effort.

**Le président:** Monsieur Benjamin, vous avez la parole.

**M. Benjamin:** Je crois comprendre qu'il s'agissait d'annonce publique pour laquelle les stations ne recevaient aucun dédommagement à titre de production ou de temps.

**M. Hamel:** C'est exact.

**M. Benjamin:** Avez-vous essayé de passer par l'intermédiaire des associations canadiennes des radiodiffuseurs pour diffuser vos messages ou est-ce que vous avez écrit aux stations particulières?

**M. Hamel:** Nous avons écrit directement à chaque station; nous leur avons fourni le message sur enregistrement et les annonces de télévision et nous avons écrit exactement à chaque station lui demandant sa collaboration.

**M. Benjamin:** Serait-il utile ou pratique de demander à l'Association canadienne des radiodiffuseurs de demander à ses stations-membres d'examiner leurs livres pour septembre-octobre et de lui faire rapport pour lui indiquer si elles avaient passé ces messages et combien de fois; on pourrait ainsi obtenir les renseignements rapidement car autrement, si on s'adresse au CRTC et que l'on vérifie tous les livres, on est loin d'avoir fini...

**M. Hamel:** Vous voudriez que nous demandions à l'Association...

**M. Benjamin:** Je crois que ce serait un moyen plus rapide pour obtenir ces détails, mais il n'est pas certain que l'Association accepte.

**M. Hamel:** Nous avons dans nos dossiers une liste complète des stations de radio et de télévision qui ont déclaré qu'elles feraient passer ces messages. Mais si nous voulons faire des recherches plus approfondies, il nous faut, comme vous le dites, nous adresser soit à l'Association canadienne des radiodiffuseurs soit au CRTC.

**M. Benjamin:** Est-ce que les messages se rapportaient au recensement ou les messages se rapportaient au genre de scrutin?

**M. Hamel:** Oui. Il y a eu 6 messages pour la radio et 5 pour la télévision; l'un a passé la semaine précédant le recensement; en d'autres termes, il s'agissait d'avertir les gens du fait que les énumérateurs passaient bientôt; il y a eu un autre message au cours de la semaine du recensement pour souligner l'importance de l'opération et inviter le public à collaborer avec nos énumérateurs. Le troisième message a passé à la télévision; puis, il y avait un message au sujet du bureau spécial de scrutin...

**M. Benjamin:** Très bien.

**M. Hamel:** ...et sur la façon de voter.

[Texte]

710

• 1000

[Interprétation]

**Mr. Benjamin:** That is fine.

**The Chairman:** Mr. Howard.

**Mr. Howard:** Mr. Chairman, I wonder if Mr. Hamel has either an accurate figure or an estimate of what it would have cost if those messages were contracted for by all radio and television stations in Canada.

**Mr. Hamel:** Based on the rates as provided by the CRTC at the time of the election each message, once only on each station, would have cost around \$100,000.

**Mr. Howard:** So you had eleven: six radio and five television.

**Mr. Hamel:** No, many more than that. We had 297.

**Mr. Howard:** You had six radio messages and five television clips.

**Mr. Hamel:** That is correct.

**Mr. Howard:** So presumably you are talking in terms of a million-plus dollars.

**Mr. Hamel:** To really make it effective it would have cost in excess of a million dollars.

**The Chairman:** Mr. McKinley.

**Mr. McKinley:** Mr. Chairman, I would like to ask Mr. Hamel about the election returns that are filed by candidates. They do not reach your office. Do they simply go to the returning officer of the riding?

**Mr. Hamel:** That is correct.

**Mr. McKinley:** Does the returning officer then advise you that the return has been submitted?

**Mr. Hamel:** I am sorry. Not as a matter of course. I never come into the picture unless, as was the case this time, an order of the House seeking information as to the names of the candidates who had filed, the amount reported and the names of the candidates who had not filed. The normal communication link between the House and the returning officers is the Chief Electoral Officer. So to comply with the order of the House we did canvass all the returning officers. Had this order of the House not been passed, normally I would have never been informed.

**Mr. McKinley:** This is a duty then that is left up to the returning officer of each constituency.

**Mr. Hamel:** This is strictly a matter between each candidate, his agent and the local returning officer. This is information that is available locally.

**The Chairman:** Mr. Benjamin.

**M. Benjamin:** C'est très bien.

**Le président:** Monsieur Howard.

**M. Howard:** Je me demande si M. Hamel pourrait nous donner un chiffre exact ou une évaluation de ce qu'il en coûterait à fournir ces messages, sur contrat, à toutes les stations de radio et de télévision au Canada.

**M. Hamel:** D'après le taux fourni par le CRTC au moment de l'élection, chaque message diffusé une fois seulement par une station aurait coûté aux alentours de \$100,000.

**M. Howard:** Donc vous avez onze postes, six de radio et cinq de télévision.

**M. Hamel:** Non, nous en avons plus que cela; nous en avons 297.

**M. Howard:** Vous aviez six messages à la radio et cinq avis à faire passer à la télévision.

**M. Hamel:** C'est exact.

**M. Howard:** Par conséquent, il s'agit de plus d'un million de dollars.

**M. Hamel:** Oui pour que l'opération soit efficace.

**Le président:** Monsieur McKinley, vous avez la parole.

**M. McKinley:** Monsieur le président, j'aimerais en savoir plus long sur les rapports d'élection qui sont déposés par les candidats; vous ne les recevez pas dans votre bureau? Est-ce que ces rapports sont simplement remis au président d'élection dans la circonscription électorale?

**M. Hamel:** Oui.

**M. McKinley:** Est-ce que le président d'élection vous notifie ce fait que le rapport a été soumis?

**M. Hamel:** Non pas d'habitude; je n'interviens pas dans cette opération à moins qu'il y ait eu, comme c'était le cas, un ordre de la Chambre demandant des renseignements, les noms des candidats qui avaient déposé les rapports, les montants indiqués et les noms des candidats qui n'avaient pas déposé de rapport. La voie de communication normale entre la Chambre et les présidents d'élection se fait par le directeur général des élections. Par conséquent, pour se conformer à cet ordre de la Chambre nous avons examiné le cas de tous les présidents d'élection mais s'il n'y avait pas eu cet ordre normalement je n'en aurais pas été avisé.

**M. McKinley:** Par conséquent cette fonction est celle du président d'élection de chaque circonscription électorale.

**M. Hamel:** Il s'agit là d'une question réglée entre chaque candidat, son agent et le président d'élection local. Ce sont des renseignements qui sont disponibles sur place.

**Le président:** Monsieur Benjamin, vous avez la parole.

**[Text]**

**Mr. Benjamin:** I disagreed with this figure before. Do you have handy, Mr. Hamel, the number of candidates who filed and the number who did not?

**Mr. Hamel:** Yes, I think I have this information here. Two hundred and seventy-seven candidates had not filed at the time we tabled the information in the House. Some might have filed since then, though.

**Mr. Benjamin:** That was at what date?

**Mr. Hamel:** March 8, 1973.

**Mr. Benjamin:** The number that did file?

**Mr. Hamel:** We had 1,117 candidates and 277 not filing so it is 840.

**Mr. Benjamin:** Right.

**Mr. McKinley:** Was there any action taken with regards to those 277 candidates who did not file?

**Mr. Hamel:** Not that I am aware of, because as I explained earlier I am not involved in the process; it is not up to me to take action. Action would have to be taken by either another candidate or any private citizen, and to my knowledge none has been taken so far.

**The Chairman:** Are you through Mr. McKinley?

**Mr. McKinley:** Yes, for now.

**The Chairman:** Mr. McKinnon.

**Mr. McKinnon:** Of these people who have not filed, am I correct that they can be forbidden or precluded from running in another election if they do not file within the appointed time?

● 1005

**Mr. Hamel:** It is not automatic. First of all, he would have to be found guilty by a court of justice. The man would have to be brought to court, first of all, and he would have to be found guilty. Now, what would be the penalty imposed by the court? This would be for the court to decide.

**Mr. McKinnon:** But the returning officer is not the one who would lay the charge.

**Mr. Hamel:** No.

**Mr. McKinnon:** Am I correct in assuming that when these returns are filed with the returning officer, they then become available for a nominal sum to any citizen? Is that right?

**Mr. Hamel:** That is correct.

**Mr. Howard:** To any person?

**Mr. McKinnon:** Any person.

**Mr. Hamel:** Yes.

**[Interpretation]**

**M. Benjamin:** Déjà dans le passé, je n'étais pas d'accord avec ce chiffre. Monsieur Hamel, avez-vous sous la main le nombre des candidats qui ont fait leur déclaration et celui de ceux qui ne l'ont pas faite?

**M. Hamel:** Oui, je crois avoir ce renseignement ici. Lorsque nous avons déposé les renseignements à la Chambre, il y avait 277 candidats qui n'avaient pas déposé leur déclaration à l'époque. Peut-être qu'il y en a qui ont déposé ces déclarations depuis.

**M. Benjamin:** De quelle date s'agissait-il?

**M. Hamel:** Du 8 mars 1973.

**M. Benjamin:** Et quel était le nombre des candidats qui ont fait leur déclaration?

**M. Hamel:** Il y avait 1,117 candidats et 277 n'ont pas fait leur déclaration, par conséquent il en reste 840.

**M. Benjamin:** Très bien.

**M. McKinley:** Est-ce que des mesures ont été prises contre ces 277 candidats qui n'ont pas fait leur déclaration?

**M. Hamel:** Non, pas autant que je sache, car comme je l'ai expliqué plus tôt, ce n'est pas moi qui m'occupe de l'opération et ce n'est pas à moi à prendre les mesures. Il faudrait qu'un autre candidat ou un citoyen prenne des mesures à ce sujet et, autant que je sache, aucune mesure n'a été prise jusqu'ici.

**Le président:** Avez-vous terminé, monsieur McKinley?

**M. McKinley:** Oui, pour l'instant.

**Le président:** Monsieur McKinnon, vous avez la parole.

**M. McKinnon:** Est-ce que j'ai le droit de croire qu'on peut interdire à ces candidats qui n'ont pas fait leur déclaration dans un certain délai, de se présenter à une autre élection?

**M. Hamel:** Ceci ce ne se fait pas automatiquement: tout d'abord il faudrait qu'un tribunal le déclare coupable; il faudrait traîner la personne en justice, maintenant, quelle serait la peine imposée par le tribunal? Ce serait au tribunal de décider.

**M. McKinnon:** Mais le président d'élection n'est pas celui qui déposerait plainte?

**M. Hamel:** Non.

**M. McKinnon:** Ai-je raison de croire que lorsque ces rapports sont déposés auprès du président d'élection, tout citoyen peut les obtenir pour une somme minime?

**M. Hamel:** Oui.

**M. Howard:** Tout le monde?

**M. McKinnon:** Tout le monde.

**M. Hamel:** Oui.



[Texte]

**Mr. McKinnon:** For something like 20 cents, is it not?

**Mr. Hamel:** That is correct.

**Mr. McKinnon:** Does the information that is made available to any person include the detailed return the candidate puts in, or the summary of people by groups that is generally published in the newspapers?

**Mr. Hamel:** The law does not seem to make any restriction whatsoever. It just says that these reports shall be made available to the public. It does not refer to the summary as published in the paper or to a specific portion of the report. There does not seem to be any restriction.

**Mr. McKinnon:** If you were asked for your professional advice on what it means, do you mean to tell me that you, as Chief Electoral Officer of Canada, do not know what that means?

**Mr. Hamel:** I am afraid, sir, with all due respect, that this is a section of the law I do not think I am expected to interpret. In case of doubt, it would be up to a court of justice to interpret this.

**Mr. McKinnon:** There seems to be an amazing lack of curiosity by all the candidates as to how their opponents got their contributions.

I see your advisers are pointing to some section of the act. Perhaps they have something in the regulations on this.

**Mr. Hamel:** They were pointing out to me subsection 7 of section 63, which is the pertinent subsection. It authorizes any elector to inspect the returns and declarations made pursuant to the act.

The act says:

the returning officer shall preserve all returns and declarations made pursuant to this section with the bills and vouchers relating thereto...

And then goes on by saying:

And shall at all reasonable times during six months next after they have been delivered to him permit any elector to inspect them and to make extracts therefrom on payment of a fee of 20 cents.

**Mr. McKinnon:** This six months period—I have had some difficulty in my constituency. The returns have not yet been published because I understand one of the candidates has not yet filed. Is six months after the last one files, or is it after the election or after the first one files?

**Mr. Hamel:** I believe it is each one. The six months will vary for each report.

**Mr. McKinnon:** So with the way it seems to be going in some constituencies, you could have them filing six months apart, some of them are so late. It has happened

26048—2

[Interprétation]

**M. McKinnon:** Pour environ 20¢, n'est-ce pas?

**M. Hamel:** Oui.

**M. McKinnon:** Est-ce que le renseignement fourni à toute personne inclut le rapport détaillé fourni par le candidat ou le résumé indiquant les groupes de gens comme ceci est publié généralement dans les journaux?

**M. Hamel:** Il ne semble n'y avoir aucune restriction du point de vue juridique; j'ai simplement indiqué que ces renseignements seront fournis au public. Il n'est pas question du résumé publié dans les journaux ou d'une partie spéciale du rapport; il ne semble pas y avoir de restriction imposée.

**M. McKinnon:** Est-ce que vous, à titre de directeur général des élections, si on vous demandait votre conseil professionnel ou la signification de cet article, vous avoueriez que vous ne savez pas ce qu'il signifie?

**M. Hamel:** Je regrette de devoir dire, avec tout le respect que je vous dois, qu'il s'agit ici d'un article de la loi que je ne suis pas sensé interpréter. En cas de doute, c'est au tribunal de décider.

**M. McKinnon:** Il semble que tous les candidats montrent bien peu de curiosité quant à savoir comment leurs adversaires ont obtenu leurs contributions.

Je vois que votre conseiller vous indique un article de la loi; peut-être y a-t-il quelques règlements à ce sujet?

**M. Hamel:** On m'indique le paragraphe 7 de l'article 63 qui s'y rapporte. Cet article autorise tout électeur à inspecter les rapports et déclarations établis en conformité de la loi.

La loi se lit:

le président d'élection doit conserver tous les rapports et déclarations établis en conformité du présent article, ainsi que les comptes et pièces justificatives s'y rattachant...

Puis il est indiqué:

Et doit, à toute époque raisonnable durant les six mois après qu'ils lui ont été remis, permettre à tout électeur de les examiner et d'en prendre des extraits sur paiement d'un droit de 20¢.

**M. McKinnon:** Au sujet de cette période de six mois, je rencontre des difficultés dans ma circonscription électorale; les rapports n'ont pas été publiés car je crois comprendre qu'un des candidats n'a pas encore déposé le sien. Est-ce que cette période de six mois part de la date à laquelle le dernier candidat a déposé son dossier, l'a fait, ou est-ce que cette période part de l'élection ou de la date à laquelle le premier candidat a déposé son dossier, a procédé ainsi?

**M. Hamel:** Je crois que les six mois sont différents chaque fois car ils partent de la date de dépôt de chaque rapport.

**M. McKinnon:** Donc, dans certaines circonscriptions électorales, il y aurait des dossiers qui seraient déposés six mois après les autres car il y en a qui sont tellement



[Text]

in my constituency. As you know, Mr. Hamel, the returning officer has quit communicating with the outside world in my constituency, and I cannot get any information of any kind from him, let alone an answer to my letters.

**Mr. Hamel:** Sue him.

**Mr. McKinnon:** I do have this curiosity about the election returns and the election expenses. I feel there is going to be a great deal said about them in the next election. I think this should be regularized so that candidates, and particularly those elected, know what they are entitled to see in the way of the other person's contributions. If somebody is going to look my contributions over with a magnifying glass, then I feel I would be some kind of fool if I did not do the same to the other parties. At present, at least in my constituency, it seems to be absolutely impossible to accomplish this.

• 1010

**Mr. Hamel:** At the moment, as you know, the only ones who can force other candidates to file is any private citizen, yourself or anybody in the electoral district.

**Mr. McKinnon:** But at the present time I have not been able to find out who has not filed.

I have one question about the advertising. Did you offer this, through TV clips, to any stations outside Canada?

**Mr. Hamel:** No, sir.

**Mr. McKinnon:** I believe Buffalo, Bellingham and Seattle are the stations most watched by Canadians in border cities and they might find it interesting.

**Mr. Hamel:** This is something we will certainly look into, Mr. Chairman.

**Mr. McKinnon:** Thank you.

**The Chairman:** Mr. Howard is next.

**Mr. Howard:** But the part about filing of returns and so on is a kind of private citizen approach, if he wants to take it. I do not really know what was meant by saying the returning officers were refusing to communicate with the outside world, but surely if the returning officer is not carrying out his duties and functions under the act, one of which is to provide access to those returns that have been filed upon payment of 20 cents, and is refusing, I think it is a dereliction of duty on his part. If so, surely the Chief Electoral Officer has some involvement in that aspect of it and should either see that he is removed from office, investigated or that something is done to ensure that his responsibilities under the act are lived up to.

**Mr. McKinnon:** I must confess that is the way I feel, Mr. Chairman.

**Mr. Howard:** I appreciate your remarks but I have tried several times since the election to communicate

[Interpretation]

en retard. Ceci s'est produit dans ma circonscription électorale; comme vous le savez, monsieur Hamel, le président d'élection a cessé toute communication avec le monde extérieur dans ma circonscription et je ne puis en obtenir quoi que ce soit au point de vue renseignements. Je ne puis même obtenir de réponse à mes lettres.

**M. Howard:** Honte à lui.

**M. McKinnon:** Moi je suis curieux de savoir ce qu'il en est de ces déclarations d'élection et de ces dépenses électorales. Je crois qu'on va beaucoup en parler au cours de la prochaine élection; et je crois que la situation devrait être régularisée afin que les candidats, particulièrement ceux qui sont élus, sachent ce qu'ils peuvent savoir au sujet des contributions fournies aux autres candidats. S'il y en a qui veulent examiner mes contributions à la loupe alors que je crois que je puis faire la même chose avec les autres partis; mais il me semble, tout au moins dans ma circonscription électorale, qu'il est impossible de le faire.

**M. Hamel:** Pour le moment, comme vous le savez, la seule personne qui puisse forcer les autres candidats à déposer un bilan, c'est un citoyen, vous-même, ou n'importe qui habitant le district électoral.

**M. McKinnon:** Mais pour le moment, je n'ai pas pu découvrir qui n'avait pas déposés ses documents.

J'ai une question à poser à propos de la publicité. Est-ce que vous avez fait cette offre de séquences de télévision à d'autres stations à l'extérieur du Canada?

**M. Hamel:** Non, monsieur.

**M. McKinnon:** Je pense que les postes de Buffalo, Bellingham et Seattle sont ceux qui sont les plus regardés par la population canadienne qui vit dans les villes frontalières et il est possible qu'il soit intéressant de leur communiquer ces émissions.

**M. Hamel:** Monsieur le président, nous nous ferons un devoir d'examiner la question.

**M. McKinnon:** Merci.

**Le président:** Monsieur Howard, c'est votre tour.

**M. Howard:** Ce que vous avez dit à propos du dépôt des bilans, etc., s'applique aux particuliers s'ils désirent le faire. Je ne sais pas vraiment ce que l'on a voulu dire lorsqu'on a dit que les présidents d'élection refusaient de communiquer avec le monde extérieur, mais si un président d'élection ne fait pas son devoir et ne remplit pas le rôle prévu par la loi, une de ses tâches consiste à faciliter l'accès à ces bilans contre le paiement d'une somme de 20c., s'il refuse de le faire, j'estime qu'il ne fait pas son devoir. Et dans ce cas, le directeur général doit s'y intéresser et prendre des mesures pour qu'il soit congédié ou qu'une enquête soit entreprise et que l'on assure qu'il s'acquitte de ses responsabilités en vertu de la loi.

**M. McKinnon:** Monsieur le président, j'avoue que c'est également mon sentiment.

Monsieur Howard, vos observations sont fort intéressantes mais j'ai essayé de prendre contact avec le pré-

## [Texte]

with the returning officer. I turned in my returns within the required time, and he simply does not answer his mail. I phone and leave messages and they are not returned. I wrote to the Chief Electoral Officer, who pointed out at our last Committee meeting that he had very little in the way of authority over these people because they are appointed by Cabinet, not by the CEO. Consequently, it seems to me that none of us have much authority over returning officers.

I would welcome any change in the act that would give the Chief Electoral Officer some real authority over returning officers.

**Mr. Hamel:** Mr. Chairman, I must say that we did get in touch with your returning officer following the last meeting and he promised that you would receive the information within a few days. I am quite embarrassed to hear that he has not complied with our request so far.

**Mr. McKinnon:** I signed a letter to you yesterday, sir, saying that he had not yet replied and that if you could find out if there really was such a person and get in touch with him, I would appreciate it.

**Mr. Hamel:** Thank you.

**The Chairman:** Mr. Howard.

**Mr. Howard:** Fortunately in Skeena we have a much more friendly, generous and competent returning officer and I never have had any problems there.

I was in Prince George, which is not in my own constituency but in the riding of Peace River-Prince George. I have not spoken with Mr. Oberle about this so it is sort of second-hand information. What was transmitted to me was, and I want to raise this here, that the returning officer at the last election took ill either during the course of or shortly after the election—I do not know the extent of the illness or how serious it was—and he is no longer the returning officer as a result of that illness. However, there is another one.

• 1015

The returning officer at the last election is supposed to have mentioned to one of the candidates, or he was supposed to have got this information from the election clerk perhaps, that because the returning officer had this illness and had to retire, there was not therefore any obligation to publish in the newspaper the summary of the returns of the candidates. That information is not available in the city of Prince George where the returning officer lived; neither, so I was told, was there an opportunity to have access to the returns themselves in order to take extracts therefrom.

It is an entirely different set of circumstances as related by Mr. McKinnon.

Nonetheless the ability of people to obtain information legally available to them under the act was not available to them because of this illness or whatever it was. The information given to me was that nothing could be done about it there, that everything had been sent to you or to the Chief Electoral Officer and that is where the information was. Perhaps, for the sake of the record, and

## [Interprétation]

sident d'élection à plusieurs reprises depuis les élections. J'ai envoyé mon bilan dans les délais prévus mais il ne répond pas à son courrier. Je téléphone et je laisse des messages et personne ne me rappelle. J'ai écrit au directeur général qui nous a dit au cours de la dernière séance de comité qu'il avait très peu d'influence sur ses présidents parce qu'ils sont nommés par le cabinet et non pas par lui-même. Par conséquent, il me semble que personne n'a beaucoup d'influence sur les présidents d'élection.

Je pense qu'il faudrait amender la loi et donner au directeur général une influence réelle sur les présidents d'élection.

**M. Hamel:** Monsieur le président, je précise que nous avons communiqué avec votre président d'élection après la dernière séance de comité et il nous a promis de nous envoyer ces renseignements d'ici quelques jours. Je suis désolé d'entendre qu'il n'a pas tenu cette promesse jusqu'à présent.

**Mr. McKinnon:** Monsieur, je vous ai envoyé une lettre hier où je vous dis qu'il n'avait pas encore répondu et où je vous demande de découvrir s'il existe vraiment et s'il vous est possible d'entrer en contact avec lui.

**M. Hamel:** Merci.

**Le président:** Monsieur Howard.

**M. Howard:** Revenons, dans la circonscription de Skeena, notre président d'élection est beaucoup plus amical, animé et compétent et je n'ai jamais eu le moindre problème.

Je suis allé à Prince George, ce n'est pas ma circonscription, c'est la circonscription de Peace River-Prince George. Je n'ai pas parlé avec M. Oberle à ce sujet, il s'agit donc de renseignements par personnes interposés. Il est une question que je veux souligner à ce sujet, on m'a dit que le président d'élection de cette circonscription est tombé malade pendant les élections ou quelque temps après. Je ne sais pas s'il s'agissait d'une maladie grave mais je sais qu'il n'est plus président d'élection à cause de cette maladie. De toute façon, il a été remplacé.

Le président d'élection qui remplissait ce poste au cours de la dernière élection était censé avertir l'un des candidats—ou peut-être celui-ci devait-il obtenir ces renseignements du greffier d'élection—qu'à cause de la maladie qui a forcé le président d'élection à prendre sa retraite, l'obligation de publier dans les journaux le résumé des bilans des candidats n'existait plus. Ces renseignements ne sont pas disponibles dans la ville de Prince George où habitait le président d'élection et on m'a dit qu'il n'était pas possible non plus de consulter les bilans proprement dits pour en prendre des extraits.

Ce sont des circonstances tout à fait différentes de celles dont a parlé M. McKinnon. Quoi qu'il en soit, la loi prévoit que ces renseignements doivent être disponibles et ils ne l'ont pas été à cause de cette maladie ou pour toute autre raison. On m'a dit que rien ne pouvait être fait pour remédier à cette situation sur place, que tout devait vous être envoyé ou bien au directeur général des élections, que les renseignements se trouvaient là-bas. Peut-être pourriez-vous m'expliquer la situation, si vous la connais-

[Text]

so that I can transmit this information back to the people there again, you might enlighten me about that situation, if you are fully knowledgeable of it now.

**Mr. Hamel:** There was a whole series of circumstances there in the sense that shortly after the election the election clerk moved out of the electoral district, the returning officer took very seriously ill, I think he had a stroke, and as a result had to be taken to hospital to Vancouver for rehabilitation. And his wife was with him, so there was nobody there. If I recall, I am talking from memory now, I think we did receive some returns of election expenses from one or two candidates which we sent back to the election clerk asking him to make them available. But the election clerk at that time was in Edmonton. Finally the wife of the returning officer came back home, I think she had the custody of the documents for a while, and now they will have been transmitted to the new returning officer, where they should be available.

**Mr. Howard:** I wonder if I could ask this question now. This seems to be kind of a blank spot in the law. At the end of the six-month period following the filing of returns the candidate or the official agent or somebody can ask for the material back again, and obtain it. What if in this case the six months had elapsed and renvoyés, et les obtenir. Que se passe-t-il dans ce cas the candidates who filed go and say, give us our documents, receipts and the like back again, and because of a set of circumstances beyond no one's control this information is therefore not available to anybody except the candidate who filed the return and his official agent, because they have it back again, and if that happens there is complete inability to find out who filed what?

**Mr. Hamel:** On the surface this would appear to be the case although under the law the office of a returning officer should not remain vacant for more than 60 days, that is an appointment should be made within 60 days of the vacancy being created.

**Mr. Howard:** But was it?

**Mr. Hamel:** Offhand I could not say.

**Mr. Howard:** I am not talking about a vacancy, I am talking about an inability of the returning officer to function.

**Mr. Hamel:** Well, as soon as we know that the returning officer is unable to function we immediately advise the President of the Privy Council and action is normally taken there and an appointment must be made under the law within 60 days—and I believe in that case it was made within 60 days.

**Mr. Howard:** Thank you very much.

**Le président:** Monsieur Lachance.

**M. Lachance:** Monsieur le président, je vais être bref parce que je dois présider une séance de comité dans quelques minutes. La loi électorale stipule que des subs-

[Interpretation]

sez, pour que je puisse transmettre vos réponses aux intéressés.

**M. Hamel:** Dans ce cas, il s'agissait de circonstances tout à fait particulières; en effet, peu de temps après l'élection le greffier électoral a quitté le district électoral, le président d'élections est tombé très gravement malade, je crois qu'il a eu une attaque, et on l'a transporté à Vancouver pour suivre un programme de réhabilitation. Sa femme l'a accompagné, et il ne restait donc personne sur place. Si je me souviens bien, je dois me fier à ma mémoire, je crois que nous avons reçu certains bilans de dépenses électorales d'un ou deux candidats; nous les avons renvoyés au greffier d'élections lui demandant de les mettre à la disposition du public. Mais à cette époque, le greffier d'élections était à Edmonton. Enfin, la femme du président d'élections est rentrée chez elle, je crois qu'on lui avait confié les documents pendant un moment et, à l'heure actuelle, ils ont dû être communiqués au nouveau président d'élections; il est certainement possible de les consulter chez lui.

**M. Howard:** Je ne sais pas si c'est une question que je peux poser maintenant. Il semble qu'il y ait une lacune dans la loi. A l'fin de la période de six mois qui suit le dépôt des bilans, le candidat ou l'agent électoral, ou toute autre personne, peut demander que les documents soient lorsque les six mois sont écoulés si le candidat qui a déposé ses documents les réclame, ses reçus, etc., que se passe-t-il lorsque des circonstances qui ne sont pas contrôlables font que ces documents ne sont disponibles pour personne à l'exception du candidat qui a déposé son bilan et de son agent électoral parce qu'ils les ont récupérés et dans ce cas personne n'est en mesure de dire qui a déposé quoi?

**M. Hamel:** A première vue, cela semble être le cas mais en vertu de la loi le poste de président d'élections ne devrait pas rester vacant pour plus de 60 jours c'est-à-dire qu'une nouvelle nomination doit être faite avant que 60 jours ne se soient écoulés.

**M. Howard:** Cela a-t-il été le cas?

**M. Hamel:** Je ne sais pas du tout.

**M. Howard:** Je ne parle pas d'un poste vacant, je parle des circonstances qui font que le président d'élections n'était pas en mesure de remplir son rôle.

**M. Hamel:** Eh bien, dès que nous apprenons que le président d'élections n'est pas en mesure de remplir son rôle nous prévenons immédiatement le président du conseil privé et normalement une nouvelle nomination est faite en vertu de la loi avant une période de 30 jours; dans ce cas, je crois que la nomination a été faite au bout de 60 jours.

**M. Howard:** Merci beaucoup.

**The Chairman:** Mr. Lachance.

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, I shall be brief because I am the Chairman of a committee which is to begin in a few minutes. The law states that deputy returning



## [Texte]

tituts du reviseur sont nommés par les partis politiques ou autre, et sont assermentés selon leur qualité d'électeur dans le comté où ils doivent exercer leur fonction.

Je sais qu'à la dernière élection fédérale, certaines personnes ont agi comme substituts du reviseur dans un comté en particulier alors qu'elles n'avaient pas la qualité d'électeur spécifiquement dans ce comté.

• 1020

Or, je veux avoir une réponse, soit de M. Hamel, soit d'autres personnes: est-ce une infraction sérieuse à la Loi, ou est-ce une formalité qu'on considère plus ou moins importante? Lors d'une prochaine élection, si cette situation existe encore, la Loi peut être transgressée facilement. Je voudrais donc savoir de M. Hamel ou de toute autre personne si c'est une infraction sérieuse, dans un tel cas, qui doit prendre des procédures et quelle peine entraîne-t-elle?

**M. Hamel:** Bien je pense qu'il y a deux aspects à la question que vous soulevez: il y a d'abord le fait qu'une personne a agi sans avoir les qualifications voulues, ce qui peut impliquer une foule de choses.

**M. Lachance:** La qualité d'électeur...

**M. Hamel:** C'est cela, la qualité d'électeur dans la circonscription.

**M. Lachance:** Dans la circonscription.

**M. Hamel:** En outre, il y a la fausse déclaration, qui est un problème tout à fait à part. Je dois admettre que cela se présente assez souvent dans le cas des énumérateurs.

**M. Lachance:** Mais dans le cas des substituts réviseurs.

**M. Hamel:** C'est la première fois qu'on porte ce fait à mon attention et je pense que c'est une infraction relativement grave.

**M. Lachance:** Ceci relève du pouvoir judiciaire, il ne faut pas l'oublier.

**M. Hamel:** Remarquez bien que ces gens-là ne font pas rapport au directeur-général ou au président d'élection; ils sont d'abord nommés par le juge et rendent compte de leurs actes au juge. Je ne voudrais pas donner l'impression de vouloir passer la responsabilité au juge dans un cas semblable, mais j'hésite par ailleurs à émettre une opinion quant aux procédures qui devraient être prises.

**M. Lachance:** Mais qui pourrait les prendre?

**M. Hamel:** Les procédures pourraient être prises par un candidat, par un électeur, par n'importe qui.

**M. Lachance:** Par n'importe qui. Quelle est la prescription? La Loi stipule-t-elle une année?

**M. Hamel:** Non. Je pense qu'elle est la même que celle du Code criminel. Autrefois il y avait une différence entre les infractions en vertu de la Loi électorale et les infractions en vertu du Code criminel. Mais cette distinction a été éliminée en 1970.

## [Interprétation]

officers are appointed by political parties or others and must declare under oath that they have a right to vote in the county where they are to function.

I know that during the last federal election some people acted as deputy returning officers in a particular county where they were not allowed to vote. Would Mr. Hamel or someone else be kind enough to answer me: under the

law, is it a serious offence or is it a mere formality of minor importance? If this situation continues during the next election, the law can be transgressed rather easily. Therefore, I would like to know from Mr. Hamel or someone else if it is a serious offence, and if so, who is supposed to take action and what are the penalties?

**Mr. Hamel:** I think there are two different points in your question. First, the fact that a person has taken action without the necessary qualifications, and this could imply a variety of things.

**Mr. Lachance:** The fact that one is a voter...

**Mr. Hamel:** That is right, the fact that one is a voter in the riding.

**Mr. Lachance:** In the riding.

**Mr. Hamel:** Moreover, there is a false declaration and this is altogether a different problem. I must admit it happens quite often in the case of the election officers.

**Mr. Lachance:** But in the case of the deputy returning officers.

**Mr. Hamel:** It is the first time I hear about that and I think it is a rather serious offence.

**Mr. Lachance:** We must not forget this is a criminal matter.

**Mr. Hamel:** Now, you must note, that these people do not report to the Chief Electoral Officer nor to the Returning Officer. First of all, they are appointed by the judge and they are responsible to the judge. I do not want to give the impression that the judge is responsible in such a case but I would rather not give you an opinion about the procedures to be followed.

**Mr. Lachance:** But who could undertake the procedures?

**Mr. Hamel:** The procedures could be undertaken by a candidate, a voter, anyone.

**Mr. Lachance:** Anyone. What is the prescription? Is there a year stated in the act?

**Mr. Hamel:** No. I believe it is the same as in the Criminal Code. There used to be a difference between the offences under this act and the offences under the Criminal Code. But this difference was deleted in 1970.



*[Text]*

**M. Lachance:** La Loi ne comporte-t-elle pas un article, monsieur Hamel, qui dit que le délai pour poursuites dans le cas de certaines infractions est d'un an?

**M. Hamel:** Je sais que c'était une année, mais je crois que cela a été réduit à six mois.

**M. Lachance:** Je ne voudrais pas insister, peut-être pourriez-vous me donner ce renseignement plus tard monsieur Hamel?

**M. Hamel:** D'accord, je sais qu'il y a un article de la Loi qui traite de cette question, et je vous en ferai part.

**M. Lachance:** Il est très important de savoir si les juges qui nomment les substituts réviseurs sont tenus d'observer la Loi et si ceux qui font de fausses déclarations assermentées sont obligés, eux aussi, de suivre la Loi? Sinon, qu'on enlève cet article.

**M. Hamel:** Si nous l'avions su à temps, la première chose que nous aurions faite, cela aurait été de lui refuser le paiement. Au moment où j'en ai entendu parler officieusement, tout était réglé, les frais avaient été payés, etc.

**M. Lachance:** Mais l'infraction demeure quand même.

**M. Hamel:** Oui, si les faits sont tels que vous les rap-  
portez, d'accord.

**M. Lachance:** Merci, monsieur le président.

**Le président:** Monsieur Blais.

**M. Lachance:** Je saurais gré à M. Hamel de me procurer ces renseignements le plus tôt possible.

**M. Hamel:** Très bien.

**M. Blais:** Monsieur le président, mes questions sont à peu près dans la même ligne de pensée que celles de M. Lachance. D'après les réponses de M. Hamel tout à l'heure, il semble qu'en fait un des problèmes majeurs est de mener à bien la poursuite des gens qui vont à l'encontre des dispositions de la Loi qui sont assez claires quant aux exigences. Toutefois, il ne semble pas y avoir

• 1025

de continuité ou, du moins, de moyens pour poursuivre les infractions.

Pourriez-vous dire quel est votre rôle relativement à l'observation des règlements et des dispositions du statut?

**M. Hamel:** Mon rôle est assez clairement expliqué dans l'article 70 et il vise surtout à assurer la bonne marche de l'élection du point de vue administratif, et par ricochet, de m'assurer à ce que tous les agents électoraux officiels remplissent leurs fonctions de façon aussi compétente que possible et en toute honnêteté.

En outre, ma responsabilité touche également toute infraction qui pourrait être commise par tout électeur, mais dans un domaine bien précis, par exemple, la falsification des bulletins de vote, le vol des bulletins de vote, la mutilation des directives aux électeurs, ainsi de suite.

*[Interpretation]*

**Mr. Lachance:** Mr. Hamel, is there a reference in the act to the fact that for certain offences there is a time limit of one year?

**Mr. Hamel:** I know it used to be one year, but I believe it was reduced to six months.

**Mr. Lachance:** Mr. Hamel, you may be able to give me this information later on?

**Mr. Hamel:** Very well, I know there is a section of the act about this; I will let you know.

**Mr. Lachance:** It is very important to know whether the judges who are in charge of appointing the deputy returning officers have the obligation to abide by the act and whether those who make false declarations under oath are also supposed to respect the act? If it is not the case, this section has to be deleted.

**Mr. Hamel:** If we had known the case in time the first thing we would have done would have been to refuse paying. When I heard about it informally, everything was settled, the costs had been paid, and so on.

**Mr. Lachance:** But still, there is an offence.

**Mr. Hamel:** Yes, if those are the facts, I agree.

**Mr. Lachance:** Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. Blais.

**Mr. Lachance:** I would appreciate it very much if Mr. Hamel could give me the information as soon as possible.

**Mr. Hamel:** Very well.

**Mr. Blais:** Mr. Chairman, I want to pursue the line of questioning of Mr. Lachance. According to the answers Mr. Hamel has given a moment ago it seems that one of the major problems is the ability to start procedures against people who do not respect the act and the provisions of the act which are very clear as to the prerequisites. Nevertheless, there seems to be no continuity or, at least, no procedure to be followed for the offences.

Could you explain to us what is your role in the field of enforcing the rules and the provisions of the statute?

**Mr. Hamel:** My role is rather clearly explained in Section 70; I am in charge of insuring that the election is taking place in an orderly manner administratively speaking and therefore, of ensuring that all the officials the electoral agents are fulfilling their functions as professionally as possible and in an honest way.

Moreover, I am also in charge of all the offences which could be made by a voter but in a limited field; for example, the forging of ballot papers, the theft of ballots, the mutilation of directions to voters, and so on. The only responsibility I have concerning, for example,

## [Texte]

La seule responsabilité que j'ai concernant, par exemple, les candidats, c'est lorsqu'une personne se porte candidate sans en avoir le droit, parce qu'un candidat coûte de l'argent à l'État, et, à ce moment-là, j'ai la responsabilité de prendre des dispositions contre lui.

**M. Blais:** Quelles dispositions? Dans le cas d'un candidat qui n'a pas les qualifications nécessaires ainsi que les gens, qui, comme vous l'avez expliqué, volent les scrutins ou mutilent les scrutins, etc., quel pouvoir accorde-t-on en vertu de la loi?

**M. Hamel:** J'ai plein pouvoir...

**M. Blais:** De poursuivre...

**M. Hamel:** ...de poursuivre, d'amener en cour...

**M. Blais:** De traduire devant les tribunaux criminels?

**M. Hamel:** C'est cela, oui.

**M. Blais:** Mais vous n'avez aucunement ces pouvoirs pour les autres infractions possibles.

**M. Hamel:** Non.

**M. Blais:** Comme vous le dites, dans le cas de ces infractions, ce sont sans doute les citoyens qui doivent porter plainte à la Couronne provinciale?

**M. Hamel:** Oui.

**M. Blais:** Comme une poursuite pour toute infraction à n'importe quel autre statut?

**M. Hamel:** Oui. Je pense que cela découle du rôle qu'on a voulu assigner au directeur général des élections lorsqu'on a établi le poste il y a déjà une cinquantaine d'années. Ce n'est quand même pas un policier ou un juge, si vous voulez. Les fonctions du directeur sont d'abord et avant tout administratives, et sa responsabilité est de voir à ce que l'élection se déroule de façon normale...

**M. Blais:** Je comprends.

**M. Hamel:** ...de voir à ce que les moyens soient en place, de façon à ce que ceux qui participent au processus électoral remplissent leurs fonctions honnêtement.

**M. Blais:** Mais lorsque vous avez des renseignements qui pourraient souligner une infraction à la Commission, est-ce que vous n'êtes pas d'une certaine façon, obligé de communiquer ces renseignements à la Couronne fédérale ou, du moins, au ministère de la Justice, au Solliciteur général ou à un autre agent?

**Le président:** Monsieur Blais, je ne voudrais pas empêcher M. Hamel de répondre à la question, bien que je voudrais signaler aux membres du Comité qu'évidemment on peut poser généralement des questions au témoin qui est ici, mais en lui demandant de nous donner des opinions juridiques sur l'interprétation de la loi, nous dépassons peut-être le mandat qui nous est...

**M. Blais:** Ce n'est pas ce que je lui demande, monsieur le président.

**Le président:** Vous trouverez la réponse à votre question au paragraphe 3 de l'article 70.

## [Interprétation]

the candidates is when a person is running for the election without having the right to because a candidate costs money to the state and then, I must take measures against him.

**Mr. Blais:** What measures? In the case of a candidate who has not the necessary qualifications as well as in the case of people who, as you have said, steal ballots or mutilate ballots, and so on, what authority do you have under the act?

**Mr. Hamel:** I have the full authority...

**Mr. Blais:** To launch procedures...

**Mr. Hamel:** ...procedures, to bring before the court...

**Mr. Blais:** To bring before the criminal courts?

**Mr. Hamel:** That is right, yes.

**Mr. Blais:** But in the case of other possible offences you do not have this same authority?

**Mr. Hamel:** No.

**Mr. Blais:** As you say, in these cases the citizens themselves must bring an action before the provincial court?

**Mr. Hamel:** Yes.

**Mr. Blais:** As it is the case for any other offence under any other statute?

**Mr. Hamel:** Yes. I suppose this is due to the role people wanted to grant to the chief returning officer when the position was created some 50 years ago. He was not a police officer or a judge, if you like. His role is one of administration above all and his responsibility is to see that the election is taken place in a normal way...

**Mr. Blais:** I understand.

**Mr. Hamel:** ...He must see to it that the facilities are there in order for those who participate in the election to fulfil their charges honestly.

**Mr. Blais:** But when you receive information which would indicate that there has been an offence, are you not, in a way, supposed to transmit this information to the Crown or, at least, to the Department of Justice or the Solicitor General or someone else?

**The Chairman:** Mr. Blais, I do not want to prevent Mr. Hamel from answering your question but I must point out to the members of the Committee that although the witness is here to answer questions we are not supposed to ask him for his legal opinions about the interpretation of the act: our terms of reference...

**Mr. Blais:** This is not what I was asking, Mr. Chairman.

**The Chairman:** You will find the answer to your question in subsection (3) of Section 70 of the act.

*[Text]*

Enfin, personnellement je n'ai pas objection si les membres du Comité le désirent, de continuer dans cette veine, mais je voudrais tout de même rappeler que le témoin n'est pas ici pour donner des interprétations de la loi.

**M. Blais:** Est-ce que vous avez une copie du statut?

**Le président:** Monsieur Howard.

**M. Blais:** Je ne demande pas du tout...

**Mr. Howard:** On a point of order. With respect to what I understood you to say, we cannot ask Mr. Hamel to give his legal opinion about the Act?

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Howard:** He is charged with the responsibility of administering it.

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Howard:** Surely, in coming to the interpretation of what it means, we are entitled to enquire about that. We do it during the course of the election with respect to what the act means, and if the returning officer in a constituency is in some doubt about the meaning of something, he is duty bound to check with Mr. Hamel, the Chief Electoral Officer, because he is the person charged with the administration of it.

• 1030

I think we are entitled to ask him for an interpretation of what it means and what his authorities are under it. Maybe I misunderstood what we were getting at but that is what I understood you to say.

**The Chairman:** Maybe all the facts could be established; however, I believe we could sit for days if we are requesting the witness to give his personal interpretation of some sections of the act.

**M. Blais:** Ce n'est pas cela que je veux faire, monsieur le président, car je ne suis pas au courant, d'ailleurs c'est pour cela que nous faisons partie du Comité. Je n'ai pas relu ni appris par cœur toutes les règles du statut; évidemment vous avez une connaissance plus ample que moi, mais ce qui m'importe surtout, c'est de connaître les obligations du directeur général ou enfin ses fonctions face aux infractions commises, peu importe lesquelles, durant les élections.

In other words, Mr. Chairman, what are the obligations? Are they only obligations with reference to the limitations he has indicated already, certain specific infractions of the statute, or does he have any further obligation to bring to the attention of law enforcement authorities infringements or infractions of the statute at any time? In the event that items such as my friend has indicated of difficulties that have taken place are brought to your attention, does the Director have an obligation to advise any law enforcement agencies of these particular infractions? If not, what does he feel his obligations are under the statute?

**M. Hamel:** Je n'ai jamais considéré, à l'instar de mes prédécesseurs, que j'avais la responsabilité de porter à

*[Interpretation]*

In any case I have no personal objection if the members of the Committee want to pursue this line of questioning but I want to remind you that the witness is not here to give interpretations of the act.

**Mr. Blais:** Do you have a copy of the statute?

**The Chairman:** Mr. Howard.

**Mr. Blais:** I am not asking...

**M. Howard:** Une question de règlement. Si je vous ai bien compris, vous venez de dire que nous ne pouvons demander à M. Hamel de nous donner son opinion juridique à propos de la Loi?

**Le président:** Oui.

**M. Howard:** Il est responsable de l'administration de cette Loi.

**Le président:** Oui.

**M. Howard:** Nous avons sûrement le droit de lui demander ce que signifie la Loi. C'est ce que nous faisons pendant les élections, nous lui demandons ce que signifie la loi et si un président d'élections a des doutes à propos de la signification d'un article, c'est son devoir de demander des précisions à M. Hamel, le président général des élections, parce que c'est lui qui a la responsabilité de l'administration de cette loi. Je crois que nous avons le droit de

demander son interprétation du sens de la loi ainsi que les pouvoirs qu'elle lui délègue. Peut-être que j'ai mal compris votre remarque, mais il me semble que vous n'étiez pas en faveur de cela.

**Le président:** Il serait peut-être mieux de parler de faits précis. Nous pourrions siéger pendant des jours si nous commençons à demander l'interprétation personnelle du témoin concernant certains articles de la loi.

**Mr. Blais:** This is not what I want to do, Mr. Chairman. I am not aware of the exact details and we are members of the Committee in order to become informed. I have not learned or memorized all the provisions of the statute. Your knowledge of the matter is much more vast than mine and what I am particularly interested in knowing relates to the Chief Electoral Officer's obligations or duties with respect to any type of infraction committed during elections.

En d'autres termes, monsieur le président, quelles sont les obligations? Est-ce que ces obligations se limitent à celles qu'il a énumérées déjà, c'est-à-dire certaines infractions spécifiques, ou est-ce qu'il lui incombe aussi de signaler aux autorités juridiques toute infraction commise? Si vous êtes informé de difficultés comme celles dont on a parlé, est-ce que le directeur doit mettre au courant les organismes chargés de l'application de la loi? Si ce n'est pas le cas, quels sont, selon lui, ses devoirs d'après la loi?

**Mr. Hamel:** Like my predecessors, I have never considered it my responsibility to bring to the attention of



*[Texte]*

l'attention soit du ministère fédéral de la Justice ou des procureurs généraux des provinces, des infractions autres que celles dont le Parlement nous tient spécifiquement responsables. D'ailleurs je doute que le ministère fédéral de la Justice accepte d'agir en ce sens et cela pour des raisons évidentes. Pour ce qui a trait aux procureurs généraux des provinces, je pense, qu'on devrait céder la responsabilité à un citoyen de chaque province.

**M. Blais:** La deuxième question, ou la dernière question, monsieur le président.

**Le président:** Allez-y.

**M. Blais:** Avez-vous un dossier sur le nombre des poursuites qui ont été entreprises à cause d'une infraction au statut, peu importe laquelle, soit sous votre gérance ou directement par l'agence d'un citoyen privé?

**M. Hamel:** Nous avons un dossier complet sur toutes les enquêtes et poursuites effectuées à la demande du directeur général. Toutefois, je ne peux pas dire que nous avons un dossier complet en ce qui concerne les actions pouvant être prises par un citoyen, le cas ayant pu être réglé sans même que l'on en ait entendu parler. Mais pour toute enquête ou toute action prise par notre Bureau, nous avons un dossier complet.

**M. Blais:** Avez-vous des renseignements à nous fournir sur l'incident de poursuite par des citoyens privés? Je sais que vous n'avez pas entendu parler de tous les cas, mais y a-t-il un moyen par lequel on vous fait parvenir ces renseignements, ou les obtenez-vous par simple curiosité?

**M. Hamel:** Non, on ne me met pas au courant régulièrement; parfois je peux avoir vingt cas parce qu'on nous demande certains documents.

**M. Blais:** Est-ce que ce sont des instances assez rares.

**M. Hamel:** A ma connaissance, oui, assez rares.

**M. Blais:** Cela veut dire qu'il peut y avoir une ou deux poursuites suivant chaque élection, ou à peu près?

**M. Hamel:** Vraiment, je n'ai aucune idée précise. . .

**M. Blais:** Mais à peu près?

**M. Hamel:** J'hésite à quantifier parce que ce serait une simple devinette. Cependant, à la suite de la dernière élection je ne crois pas qu'on ait entendu parler d'aucune poursuite.

• 1035

**M. Blais:** Et celle d'avant?

**M. Hamel:** Je ne me souviens pas d'en avoir entendu parler.

**M. Blais:** Donc, il n'y a pas dû avoir d'infraction.

**M. Hamel:** Je sais qu'il y en a une qui devait être commencée à la dernière élection, maintenant, je ne sais pas si elle a été terminée.

**M. Blais:** C'est tout ce que je voulais savoir. Merci.

*[Interprétation]*

the federal Department of Justice or the Attorneys-General of the provinces infractions other than those which have been designated by Parliament. Furthermore, I doubt whether the federal Department of Justice would be willing to act in such circumstances and this is for obvious reasons. As for the Attorneys-General, I think the responsibility should be left up to a local resident.

**Mr. Blais:** The second and last question, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Go ahead.

**Mr. Blais:** Do you keep any record of the number of prosecutions undertaken as a result of an infraction of the statute, that is both those which you initiate and those due to private citizens?

**Mr. Hamel:** We have a complete file on all investigations carried out at the request of the Chief Electoral Officer. However, I cannot say that this is true for legal action due to a private citizen, since the cause could be settled without us even hearing of it. But we do have a complete file on all investigations which we undertake.

**Mr. Blais:** Could you give us information on the number of proceedings initiated by private citizens? I know that you are not aware of all of them, but is there any way of obtaining such information which you might want to have, if only through curiosity.

**Mr. Hamel:** No, I am not informed in a regular fashion. Sometimes, I may be dealing with up to 20 cases for which documents are necessary.

**Mr. Blais:** Are such cases rather infrequent?

**Mr. Hamel:** To my knowledge, yes, they are quite rare.

**Mr. Blais:** This would mean that there could be one or two incidents of legal proceedings following each election, roughly speaking.

**Mr. Hamel:** To tell you the truth, I have no exact idea.

**Mr. Blais:** But roughly speaking.

**Mr. Hamel:** I am reluctant to mention any figure because it would be simply a matter of guessing. However, I do not think that any such action arose after the last election.

**Mr. Blais:** And the one before?

**Mr. Hamel:** I do not remember having heard about it.

**Mr. Blais:** So there must not have been any offence.

**Mr. Hamel:** I know there was one which was supposed to start at the last election but I do not know whether it was finished.

**Mr. Blais:** That is all I wanted to know. Thank you.

[Text]

**The Chairman:** Mr. McKinley.

**Mr. McKinley:** Mr. Chairman, I wonder if I could ask Mr. Hamel some questions regarding redistribution and how soon the changeover could be brought into force. To begin with, have you received any information or any instructions at all as to whether or not the next election, depending on when it comes, will be fought on the present constituency boundaries?

**Mr. Hamel:** I must preface my remarks, Mr. Chairman, by saying that I am not involved at all in redistribution. This is the responsibility of the representation commissioner. In fact, I take cognizance of the proposals of the commission when they are tabled in the House and not before.

As to the next election, at this moment all I can do is to prepare in terms of the next election being on the basis of the present boundaries, but I have no more information than that. It is a matter not exactly of convenience but of being ready if we have to have an election, because under the timing as set out in the legislation, provided there is no delay at any stage, the earliest the new maps could be in force would be late this year. So it means that if we had an election this fall it would have to be on the basis of the same boundaries as the last election. I think it would be rather risky for me not to be ready on that basis.

**Mr. McKinley:** Yes. You say the earliest you could be ready on the new boundaries would be very late this fall. That is assuming that the redistribution proposals go through the House. By when, at what time?

**Mr. Hamel:** I said that provided there is no delay at any step in the over-all process. Off hand I do not remember all the details of the legislation but I believe that the debate on each report must commence within a certain period of time and if it lasts, let us say as it did last time, two weeks or three weeks—in any event the last commission to submit its report I believe did so at the end of June. It is one year after it was established, either the end of June or early July. If the House is not in session then or if the debate were to be adjourned, any time added would be added to the over-all process. After it has been discussed by the House, the reports go back to each commission and then there is the draft representation order which is proclaimed and the new map comes into force immediately thereafter.

If everything takes place at the time provided in the legislation without any delay because of adjournment and other things of that nature, apparently the earliest possible date when the representation order could be proclaimed would be late this year, so it means that any election called before that would have to be held on the basis of the present boundaries.

**Mr. McKinley:** It would take so much time in your office to have arrangements made for an election on new boundaries after it was through the House and the new maps were issued. What length of time are you talking about?

[Interpretation]

**Le président:** Monsieur McKinley, vous avez la parole.

**M. McKinley:** Monsieur le président, je me demande si je pourrais poser des questions à M. Hamel au sujet du remaniement de la carte électorale et lui demander quand cette modification serait appliquée. Est-ce que vous avez eu, tout d'abord, des renseignements ou des directives au sujet de la prochaine élection indiquant, selon la date éventuelle, si on utilisera oui ou non les limites électorales actuelles?

**M. Hamel:** Je dois dire en guise de préface, que je ne m'occupe pas du tout du remaniement de la carte électorale. Il s'agit là de la responsabilité du commissaire à la représentation. En fait, je prends connaissance des propositions de la Commission lorsqu'elles sont déposées à la Chambre et non pas auparavant.

En ce qui concerne la prochaine élection, tout ce que je puis faire à l'heure actuelle c'est de supposer que nous aurons les limites des circonscriptions électorales telles qu'elles sont à l'heure actuelle, mais c'est tout ce que je sais à ce sujet. Il s'agit d'être prêts en cas d'élection car, comme indiqué dans la loi, à condition qu'il n'y ait aucun retard, nous ne pourrions, au plus tôt, avoir la nouvelle carte électorale qu'à la fin de l'année. Donc il me semble que si nous avions une élection cet automne, nous aurions les mêmes limites de circonscriptions électorales qu'à la dernière élection. Je crois donc qu'il faut être prêts compte tenu de cette base.

**M. McKinley:** Oui. Vous dites qu'en ce qui concerne les nouvelles limites électorales, vous ne pourriez être prêts au plus tôt qu'à la fin de l'automne; ceci en supposant que les propositions de remaniement soient acceptées par la Chambre. A quelle époque donc?

**M. Hamel:** J'ai indiqué ceci mais c'est à condition qu'il n'y ait pas de retard dans le processus d'ensemble. D'emblée, je ne me souviens pas de tous les détails de la Loi mais je crois que le débat fait sur chaque rapport doit commencer au cours d'une certaine période et que lorsqu'il dure, mettons, comme l'autre fois, deux semaines ou trois semaines... De toute façon la dernière Commission a soumis son rapport je crois à la fin de juin, soit un an après avoir été établie, soit à la fin de juin ou au début de juillet; et si la Chambre ne siège pas alors ou si le débat était ajourné, le temps supplémentaire s'ajouterait au temps qu'il faut pour l'ensemble de la procédure. Après l'étude à la Chambre, les rapports sont retournés à chaque commission et puis il y a publication d'un ordre de projet de représentation et tout de suite après la nouvelle carte électorale entre en vigueur.

S'il n'y a aucun retard causé par l'ajournement et autres, il semble que la date la plus rapprochée de proclamation, de publication de cet ordre de représentation serait à la fin de l'année et par conséquent toute élection qui serait décidée pour une date antérieure se ferait sur la base des limites actuelles.

**M. McKinley:** Combien de temps faudrait-il à votre Bureau pour prendre les mesures nécessaires pour faire une élection basée sur les nouvelles limites après que celles-ci ont été acceptées par la Chambre et que les nouvelles cartes ont été publiées?

## [Texte]

**Mr. Hamel:** The simple answer is about three months after the last Returning Officer has been appointed because I have no control over this part of the whole process. I believe there is an opinion, or it has been generally accepted anyway, that in any district where the name is changed or where the boundaries have been altered, this is tantamount to a new electoral district and therefore appointment of a Returning Officer has to be made. In 1966 we had 258 such new districts—now there are 264—and it took about a year to get all the Returning Officers appointed.

• 1040

And so long as I do not have a returning officer we cannot make a revision of the polling divisions; in other words we cannot prepare for the election. So long as we do not have this revision we cannot advise the political party locally on how many polling stations, how many polling divisions and how many enumerators will be required. So for a new returning officer, someone who does not have any experience, I would say it would take a minimum of about three months to really get familiar with his area, do the revision, prepare his descriptions and provide everybody with adequate copies.

**Mr. McKinley:** It is not three months before an election could be called, it would be three months to election day.

**Mr. Hamel:** No; I am sorry.

**Mr. McKinley:** It would be three months before an election could be called.

**Mr. Hamel:** Yes, before an election can be called. But three months after the last returning officer is appointed. And if it takes six months to appoint a returning officer it would mean nine months; if it takes a year it would mean 15 months. In 1966 it took roughly 14 to 15 months before we were really in a position to hold the election, because it took a year to get the returning officers.

**Mr. McKinley:** But it is not necessary to take that long, is it?

**Mr. Hamel:** No.

**Mr. McKinley:** When you say late 1973 you are assuming this would be through the House by June and the returning officers would be appointed by September.

**Mr. Hamel:** No. I believe one point must be clarified.

The returning officers cannot be appointed until the representation order has been proclaimed, and in this case the earliest the representation order can be proclaimed is late this year, in other words in November or December. So the returning officers cannot be appointed before December or January.

**Mr. McKinley:** I am sorry, I misunderstood. I thought you said there could be an election held late this fall on the new boundaries.

## [Interprétation]

**M. Hamel:** Je dirais simplement qu'il faudrait à peu près trois mois après la nomination du dernier président d'élection car je n'ai rien à dire dans l'ensemble de ce processus. J'ai cru comprendre, que d'une façon générale on admet que tout district dont le nom a été changé ou dont les limites ont été changées est l'équivalent d'un nouveau district électoral et que par conséquent il faut faire une nouvelle nomination de président d'élection. En 1966, nous avons eu 258 nouveaux districts, il y en a maintenant 264 et il a fallu à peu près un an pour nommer tous les présidents d'élection. Tant qu'il n'y a pas de

président d'élection nous ne pouvons pas faire de révision des sections de votes; en d'autres termes, nous ne pouvons pas préparer l'élection. Tant que cette révision n'est pas faite, nous ne pouvons pas notifier aux partis politiques locaux le nombre de bureaux de scrutin, le nombre de sections de vote, le nombre d'énumérateurs dont nous aurons besoin. Je dirais que le nouveau président d'élection qui n'a pas d'expérience aura besoin d'environ trois mois pour se familiariser avec son secteur pour faire la révision, préparer les descriptions et fournir à tous des exemplaires convenables.

**M. McKinley:** Ce ne serait pas trois mois avant que l'élection soit convoquée mais trois mois jusqu'au jour de l'élection.

**M. Hamel:** Non, je m'excuse.

**M. McKinley:** Il faudrait trois mois avant que l'élection puisse être proclamée.

**M. Hamel:** Oui, avant de convoquer une élection. Mais trois mois après que le président d'élection est nommé; et s'il faut six mois pour nommer un président d'élection ceci veut dire que le délai sera de neuf mois, s'il faut une année, le délai sera de 15 mois. En 1966, il a fallu environ 14 ou 15 mois avant que nous puissions tenir une élection car il a fallu une année pour obtenir les présidents d'élection.

**M. McKinley:** Mais il n'est pas nécessaire d'avoir un aussi grand délai.

**M. Hamel:** Non.

**M. McKinley:** Lorsque vous parlez de la fin 1973 vous supposez que le remaniement serait accepté à la Chambre en juin et que les présidents d'élection seraient nommés pour septembre.

**M. Hamel:** Non. Je crois qu'il faut ici clarifier une question.

Les présidents d'élection ne peuvent être que l'ordre de représentation ait été proclamé et, dans le présent cas, le plus tôt où cet ordre de représentation peut être proclamé c'est à la fin de l'année; en d'autres termes, en novembre ou en décembre. Donc, les présidents d'élection ne peuvent être nommés avant décembre ou janvier.

**M. McKinley:** Je m'excuse mais je n'avais pas bien compris. Je croyais que vous aviez dit qu'on pourrait tenir une élection tard cet automne en se basant sur les nouvelles limites électorales.



[Text]

**Mr. Hamel:** Oh, no.

**Mr. McKinley:** That is only the time when you could begin work to get ready for an election. So you are talking about six months on in 1974.

**Mr. Hamel:** That is correct. Six months certainly would be close to a miracle compared to the time it took following the last redistribution, and in 1952 and so on.

**Mr. McKinley:** So we would be correct in assuming there is no possible way an election could be held on the new boundaries before the middle of 1974.

**Mr. Hamel:** That is correct.

**Mr. Chairman,** if I may add something, there was an exchange of correspondence between my predecessor and the then Secretary of State, and I feel quite free to mention it because it was published in Mr. Peter Newman's book called *The Distemper of our Times*. What is required is explained in detail following redistribution, as well as what the timing is. This is based on Mr. Castonguay's previous experience, which was corroborated by the experience we had following the last redistribution in 1966.

**Mr. McKinley:** Thank you.

**The Chairman:** Mr. Howard.

**Mr. Howard:** Mr. Chairman, for someone who is not the Representation Commissioner and has no authority to deal with these matters in response to questions, Mr. Hamel has done exceptionally well in that capacity.

**Mr. Chairman,** do we have the estimates of the office of the Representation Commissioner referred to this Committee?

**The Chairman:** No.

**Mr. Howard:** Do you know where they are?

**The Chairman:** No, I do not.

**Mr. Howard:** Do you know which committee they are before?

**Mr. Reid:** I believe they are before Miscellaneous Estimates.

**The Chairman:** They are not before this Committee.

**Mr. Howard:** Next week the estimates will be extracted from all committees, whether or not we have quorums to vote on them. From hindsight, it seems to me an error not to have had the estimates of the Representation Commissioner considered by this Committee as well, because there is a companion activity between the operation of the Chief Electoral Officer and that of the Representation Commissioner, as well as a companion interest of members of this Committee too. But there is not much we can do about that now except perhaps to comment on it in passing in the hope that on another occasion,

[Interpretation]

**M. Hamel:** Non.

**M. McKinley:** Ce serait donc simplement l'époque où vous pourriez commencer à vous préparer pour une élection; par conséquent, vous parlez de six mois en 1974.

**M. Hamel:** Oui. D'ailleurs, une période de six mois serait tout un miracle comparativement au temps qu'il a fallu lors du dernier remaniement de la carte électorale; ainsi que comparativement à 1952, etc.

**M. McKinley:** Nous pouvons donc conclure que ce n'est pas avant le milieu de l'année 1974 qu'on pourrait avoir une élection basée sur les nouvelles limites électorales.

**M. Hamel:** Oui.

Monsieur le président, me permettez-vous d'ajouter quelque chose: il y a eu un échange de correspondance entre mon prédécesseur et le Secrétariat d'État d'alors et je crois pouvoir le mentionner car ceci a été publié dans le livre de Peter Newman intitulé: *"The Distemper of our Times"*, où on explique en détail les conditions qu'il faut remplir à la suite d'un remaniement de la carte électorale ainsi que l'ordre des événements dans le temps. Ceci se fonde sur l'expérience de M. Castonguay qui est corroborée par l'expérience que nous avons eue à la suite du dernier remaniement en 1966.

**M. McKinley:** Merci.

**Le président:** Monsieur Howard, vous avez la parole.

**M. Howard:** Monsieur le président, je crois que monsieur Hamel, vous vous en êtes tiré avec brio pour répondre à ces questions alors que vous n'êtes pas commissaire à la représentation et que vous n'avez pas l'autorité pour traiter de ces affaires.

Monsieur le président, est-ce que notre Comité a mandat pour examiner les prévisions budgétaires du bureau du Commissaire à la représentation?

**Le président:** Non.

**M. Howard:** Savez-vous où l'on présente ces prévisions budgétaires.

**Le président:** Non.

**M. Howard:** Savez-vous quel est le comité qui en traite?

**M. Reid:** Je crois que ce sont les prévisions budgétaires en général.

**Le président:** De toute façon ce n'est pas le présent Comité.

**M. Howard:** La semaine prochaine, le budget sera fourni par tous les comités que nous ayons les quorums ou non pour voter. En rétrospective, il me semble que le présent Comité aurait dû aussi avoir mandat pour examiner les prévisions budgétaires du commissaire à la représentation car il s'agit d'une opération qui accompagne celle du directeur général des élections et cette opération intéresse aussi les membres du présent Comité. Nous ne pouvons cependant pas faire grand-chose à ce sujet si ce n'est présenter des remarques en espérant qu'une autre fois, on mettra ces prévisions budgétaires ensem-

[Texte]

when estimates are referred, they might put the two together before the committee that deals with the elections act itself.

**The Chairman:** Yes.

• 1045

**Mr. Reid:** Mr. Chairman, I will undertake to ensure that next year the two estimates will be bound up together.

**Mr. Howard:** Are you sure that you are going to be in the same position that you are now?

**Mr. Reid:** Yes, I hope so.

**The Chairman:** Mr. Ritchie.

**Mr. Ritchie:** I would just like some clarification on Mr. McKinley's one or two. I am not quite sure whether you can answer them, but after the House has had the debate on the electoral changes and it is sent back to the commission, the various commissions, is there a time limit on which they must forward those back, do you recall?

**Mr. Hamel:** Somehow I believe it is two months. But they do not come back to the House.

**Mr. Ritchie:** No they come back to the...

**Mr. Hamel:** To the Secretary of State.

**Mr. Ritchie:** Yes.

**Mr. Hamel:** There is a draft representation order which is transmitted by the Representation Commissioner to the Secretary of State and I believe it is two months.

**Mr. Ritchie:** Two months. Then having been received by the Secretary of State, is there a time limit on when it must be—what do you call it?

**Mr. Hamel:** At the moment the law provides for five days.

**Mr. Ritchie:** Five days after the Secretary of State receives it from the electoral...

**Mr. Hamel:** The so-called draft representation order; the proclamation must be issued.

**Mr. Ritchie:** So that on the one day after the proclamation is made the election that was called has to be on the new boundaries, right?

**Mr. Hamel:** As amazing as it sounds, this is true.

**Mr. Ritchie:** And if it was called one day before the five days, that is the fourth day, it would be on the old boundaries, right?

**Mr. Hamel:** That is correct.

**Mr. Ritchie:** I see. Do you actually appoint the returning officers or are the names submitted to you?

[Interprétation]

ble pour nous les soumettre, pour les soumettre au présent Comité qui traite de la Loi des élections fédérales elles-mêmes.

**Le président:** Oui.

**M. Reid:** Monsieur le président, je vais m'occuper de voir à ce que l'an prochain, les deux budgets soient liés.

**M. Howard:** Est-ce que vous pensez que vous occupez le même emploi que maintenant alors?

**M. Reid:** Je l'espère.

**Le président:** Monsieur Ritchie, vous avez la parole.

**M. Ritchie:** J'aimerais simplement demander des éclaircissements sur les questions posées par M. McKinley, je ne suis pas sûr que vous puissiez y répondre mais après que la Chambre a fait un débat sur les modifications électorales et que celles-ci sont renvoyées à la Commission, différentes commissions, y a-t-il une date limite à respecter pour ce renvoi.

**M. Hamel:** Je crois qu'il y a un délai de deux mois. Mais ces rapports ne reviennent pas à la Chambre.

**M. Ritchie:** Non, ils sont renvoyés...

**M. Hamel:** Au secrétaire d'État.

**M. Ritchie:** Oui.

**M. Hamel:** L'ordre de projet de représentation qui est transmis par le commissaire à la représentation au Secrétariat d'État doit l'être dans un délai de deux mois, je crois.

**M. Ritchie:** Deux mois. Puis après que le Secrétaire d'État l'a reçu y a-t-il un délai, une date à laquelle il doit...?

**M. Hamel:** Il y a alors un délai de 5 jours prévus par la loi.

**M. Ritchie:** Cinq jours après que le Secrétariat l'a reçu de...

**M. Hamel:** Oui, pour ce que l'on appelle l'ordre de représentation; ma proclamation doit être publiée.

**M. Ritchie:** Donc, un jour après que la proclamation est faite, l'élection qui a été convoquée doit l'être en se conformant à la nouvelle loi électorale.

**M. Hamel:** Si extraordinaire que cela paraisse, c'est la vérité.

**M. Ritchie:** Si c'était le quatrième jour que l'on convoquait l'élection alors, ce serait selon les anciennes limites électorales?

**M. Hamel:** Oui.

**M. Ritchie:** Je vois. Est-ce que vous nommez effectivement les présidents d'élection, ou est-ce que les noms vous sont soumis?

[Text]

**Mr. Hamel:** I do not appoint returning officers and the names are not submitted to me. I get the name and address of the returning officer only after he has been appointed by Cabinet.

**Mr. Ritchie:** Who appoints returning officers?

**Mr. Hamel:** The Cabinet and governor in council.

**Mr. Ritchie:** Through what department does it come?

**Mr. Hamel:** The President of the Privy Council.

**Mr. Ritchie:** It is his responsibility to appoint the returning officers, so you cannot act until the name is given to you?

**Mr. Hamel:** That is correct.

**Mr. Ritchie:** So roughly, in your experience, then, it takes you a minimum of three months to acquaint a new returning officer with his duties?

**Mr. Hamel:** I am sorry. I said that it takes three months to train the returning officer for his new functions and for him to make what we call the revision of the boundaries, to describe the polling divisions. But to appoint the returning officers, on the basis of past experience, takes between 8 to 12 months.

**Mr. Ritchie:** Presumably these can be hurried up. So in theory anyway, one day after proclamation, the next day an election can be called and presumably somehow an election would have to be held. It would be a tough goal but...

**Mr. Hamel:** I am afraid we would all be in trouble.

**Mr. Ritchie:** How long do you like? I have wondered if maybe after the proclamation is made there should not be a certain time in which to gather up these returning officers and have your staff acquaint them with their duties if there is any practical way in which... There has to be a regulation or law covering this. Have you any ideas on this subject?

**Mr. Hamel:** I do not want to sound critical of the legislation, but I do believe that the legislation should provide for a minimum period of time for what I would call the election machinery. In the election machinery I do not include only the Chief Electoral Officer and his group of returning officers, but also the political parties because as you know, political parties at the local level play an essential role in the electoral process, in nominating enumerators and so on, and the present legislation at the moment does not provide, following the redistribution, any time whatsoever to the election machinery to get reorganized. I personally feel that the law should make some provision, and I would say that a period of one year might be sufficient.

• 1050

**Mr. Ritchie:** In a sense, after the proclamation is made, you would favour having it take effect one year from the date it is made?

[Interpretation]

**M. Hamel:** Je ne nomme pas les présidents d'élection et l'on ne m'en soumet pas les noms. J'obtiens le nom et l'adresse du président d'élection après qu'ils ont été nommés par le Cabinet.

**M. Ritchie:** Qui nomme le président d'élection?

**M. Hamel:** Le Cabinet et le gouverneur en conseil.

**M. Ritchie:** De quel ministère s'agit-il?

**M. Hamel:** Du président du Conseil privé.

**M. Ritchie:** C'est à lui de nommer les présidents d'élection donc vous ne pouvez rien faire avant qu'on vous en fournisse le nom?

**M. Hamel:** C'est exact.

**M. Ritchie:** Donc, d'après votre expérience, il vous faut environ trois mois pour que les nouveaux présidents d'élection se familiarisent avec leur fonction?

**M. Hamel:** Je m'excuse, je disais qu'il fallait trois mois pour former un président d'élection pour qu'il puisse procéder à ce que nous appelons la révision des limites électorales, pour décrire les sections de vote, mais, d'après des expériences antérieures la nomination à la présidence d'élection prend entre huit et douze mois.

**M. Ritchie:** On pourrait peut-être réduire cette période. De toute façon, en théorie, un jour après la proclamation, le lendemain, une élection peut être convoquée et une élection peut avoir lieu. C'est un but difficile à atteindre mais...

**M. Hamel:** Je crains que nous serions alors tous en difficulté.

**M. Ritchie:** Quel est le délai que vous voudriez avoir? Je me demande si après que la proclamation est faite il ne faudrait pas établir un certain délai qui permette à ces présidents d'élection et à votre personnel de se familiariser avec ces fonctions et, s'il y a un moyen pratique... Il doit y avoir quelques règlements ou lois qui prévoient ce cas, le savez-vous?

**M. Hamel:** Je ne veux pas critiquer la loi, mais je crois qu'elle devrait prévoir une période minimum pour le rouage de ce que j'appellerais le rouage de la machine d'élection. Ce rouage ne comprend pas seulement le directeur général des élections, et son groupe de présidents d'élection, mais aussi les partis politiques, car comme vous le savez les partis politiques jouent un rôle essentiel au niveau local dans ce processus électoral; par l'élimination des énumérateurs, etc. et la loi ne prévoit pas actuellement, le délai après le remaniement des limites électorales pour permettre un rouage électoral de se réorganiser. Je crois que la loi devrait prévoir ce cas et qu'une année suffirait comme délai.

**M. Ritchie:** Donc, en un certain sens vous aimeriez qu'après que la proclamation est faite il y ait un délai d'un an?



[Texte]

**Mr. Hamel:** Something like that.

**Mr. Ritchie:** Presumably you would have to maintain your old electoral machinery while you were working out the new electoral machinery during that time.

**Mr. Hamel:** You point out one very real problem. Following redistribution there is always a period of pretty intense activity. If the law did provide for one year following the issue of the representation order, we would have to keep two sets of returning officers and be ready on two possible bases: the old boundaries and the former returning officers if the election were called within a year, and the new boundaries and the new returning officers if it were called after a year. It is easy to imagine some of the problems that would arise. But this still might be preferable to being practically paralysed for a period of a few months.

**Mr. Ritchie:** If an election is called any day after the proclamation, in what time do you feel that you would be reasonably ready, even on a crash program? Six months? As the act stands now, you would probably have such a ball-up if it was called say a day or two after the proclamation that almost impossible situations would develop.

**Mr. Hamel:** Perhaps we should make it quite clear that we would have everything ready in the way of supplies, documents and so on. So the preparation is strictly at the local constituency level.

On that score I am completely at the mercy of the appointing authorities, those who are responsible for appointing returning officers. If by some miracle all returning officers could be appointed the day after the representation order was proclaimed, we could probably be ready in four or five months. We have to bring these people here to brief them on their new functions. I want to repeat, and this is based strictly on past experience, that it is almost unthinkable to have all the returning officers appointed within less than six or seven months.

**Mr. Ritchie:** Do you think the act would be improved if there were a binding order on the Cabinet to provide these returning officers within a set time, say four months, five months? Would it help the working of the electoral acts?

**Mr. Hamel:** The law already provides for a period of 60 days. It is not too clear whether this applies to the situation as it would exist following redistribution, because the law specifies that when there is a vacancy in an office of a returning officer it must be filled within 60 days. It is not too clear whether it applies following redistribution, but the spirit of the legislation is there anyway.

**Mr. Ritchie:** But for all returning officers, the office becomes vacant on the day of the proclamation, does it not?

**Mr. Hamel:** Not exactly, because the present returning officers continue until dissolution.

[Interprétation]

**M. Hamel:** Quelque chose dans ce genre.

**M. Ritchie:** Probablement, il vous faudrait conserver votre ancien rouage électoral pendant que vous préparez votre nouveau rouage.

**M. Hamel:** Vous soulevez là un problème très réel. A la suite du remaniement de la carte électorale il se produit toujours une période d'intense activité et, si la loi prévoyait un délai d'un an à la suite de la publication de l'ordre de représentation, il nous faudrait conserver en fonction deux séries de présidents d'élection et nous préparer pour deux éventualités: si l'élection était tenue dans l'espace d'un an, ce serait les anciennes limites qui seraient valables et il faudrait faire appel aux anciens présidents d'élection et s'il s'agissait d'une élection tenue après ce délai d'un an, il faudrait faire appel aux nouveaux présidents d'élection car la nouvelle limite électorale serait valable. Vous pouvez imaginer certains des problèmes qui se poseraient; mais cela vaudrait mieux que d'être paralysé pratiquement pendant plusieurs mois.

**M. Ritchie:** Si une élection est convoquée après la proclamation, combien de temps, sur une base d'urgence, vous faudrait-il pour être raisonnablement prêts? Dans le cadre de la loi actuelle, il y aurait tant de choses à faire si l'élection était convoquée un jour ou deux après la proclamation que vous vous trouveriez dans une situation presque impossible.

**M. Hamel:** Je pourrais dire que nous pourrions préparer toutes les fournitures, les documents etc. la préparation relève strictement du niveau local de la circonscription électorale.

De ce côté je dépends absolument des autorités qui font les nominations des présidents d'élection. Si par miracle tous les présidents d'élection pouvaient être nommés le jour après que l'ordre de représentation est proclamé, nous pourrions être prêts dans les quatre ou cinq mois. Il faut faire venir ces personnes ici pour leur donner leurs nouvelles fonctions. Mais, comme je l'ai déjà dit, d'après l'expérience antérieure, il est impensable presque de supposer que tous les présidents d'élection seraient nommés en moins de six ou sept mois.

**M. Ritchie:** Est-ce que vous croyez que l'on pourrait améliorer la loi en obligeant le Cabinet à nommer ses présidents d'élection dans un certain délai mettons quatre ou cinq mois? Est-ce que ceci aiderait à l'application de la Loi des élections?

**M. Hamel:** La loi prévoit une période de soixante jours. Il n'est pas sûr que ceci s'applique à la suite du remaniement de la carte électorale car la loi spécifie que lorsqu'il y a un poste libre de président d'élection il faut le remplir dans les soixante jours. De toute façon, c'est là l'intention de la loi.

**M. Ritchie:** Mais dans le cas de tous les présidents d'élection, le poste devient libre le jour de la proclamation, n'est-ce pas?

**M. Hamel:** Non, pas exactement, car les présidents d'élection actuels continuent à occuper leur poste jusqu'à dissolution.

[Text]

**Mr. Ritchie:** But some of them have entirely new ridings.

**Mr. Hamel:** That is true, but if we had a by-election before dissolution it would have to be held on the basis of the old boundaries, and therefore the present returning officer would have to act.

**Mr. Ritchie:** So the problem is that the 60 days should be tidied up and whether it is binding should at least be made clearer. This would help the electoral machinery.

**Mr. Hamel:** Yes. In that case, if all the returning officers were appointed within 60 days, then you add three months and you come up with five months.

**Mr. Ritchie:** Five months.

**Mr. Hamel:** Yes.

**Mr. Ritchie:** And it would not be too bad.

**Mr. Hamel:** That is correct.

**Mr. Ritchie:** Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Ritchie. Mr. Howard.

**Mr. Howard:** Mr. Chairman, I imagine we are close to 11 o'clock.

**The Chairman:** Yes.

• 1055

**Mr. Howard:** I do not know if we have additional meetings scheduled but whether or not we do, by May 31 the estimates will be extracted by Standing Order whether or not we have passed them.

Taking that into account, and taking into account also the discussion we had earlier about election expenses, the filing of returns, the disclosure of sources of income by candidates and so on, and the concern about the whole general question of the report of the election expenses committee, which is now almost an antique and has been awaiting some legislation to be founded upon it, I think in our report to the House of the estimates themselves, which presumably we are going to do right now, we should couple that report with a recommendation in the area of election expenses—because it is a matter that has been hanging fire and everybody is wondering about it.

I therefore would like to move that we recommend to the House that the government consider introducing as quickly as possible legislation that would provide for full disclosure by candidates and political parties of the sources of campaign funds, the direction of their expenditures, and a limitation upon such expenditures.

**The Chairman:** Mr. Howard, I believe you could amend your motion to the effect that we recommend to the House the possibility or the advisability of...

**Mr. Howard:** Well, whatever the accepted phrase is. I realize that to give direction to government is not in

[Interpretation]

**M. Ritchie:** Mais certains ont des circonscriptions électorales tout à fait nouvelles.

**M. Hamel:** C'est exact mais s'il y avait une élection complémentaire qui se produisait avant la dissolution on devrait tenir compte des anciennes limites électorales dans ce cas et par conséquent les présidents d'élection actuels seraient les personnes en cause.

**M. Ritchie:** Le problème qui se pose donc c'est qu'il faudrait que l'on éclaircisse cette question des soixante jours et savoir s'il y a obligation. Ceci améliorerait le rouage électoral.

**M. Hamel:** Oui. Dans ce cas, si tous les présidents d'élection étaient nommés dans les soixante jours, en ajoutant alors trois mois vous auriez donc cinq mois.

**M. Ritchie:** Cinq mois.

**M. Hamel:** Oui.

**M. Ritchie:** Ce ne serait pas trop mal.

**M. Hamel:** Oui.

**M. Ritchie:** Merci, monsieur le président.

**Le président:** Merci, monsieur Ritchie. Monsieur Howard, vous avez la parole.

**M. Howard:** Monsieur le président, je pense qu'il est près de 11 h. 00.

**Le président:** Oui.

**M. Howard:** Je ne sais pas si des séances supplémentaires sont prévues mais que ce soit ou non le cas, le budget, que nous l'ayons adopté ou non d'ailleurs, doit retourner à la Chambre avant le 31 mai.

Ceci dit, et tenant compte de la discussion que nous avons eue plus tôt à propos des dépenses d'élections, du dépôt de bilan, de la déclaration des sources de revenus par les candidats, et cetera, et tenant compte des préoccupations suscitées par le rapport du Comité des dépenses électorales, qui est presque devenu une antiquité, et depuis que nous attendons qu'un projet de loi soit déposé à cet égard, je crois que notre rapport, à la Chambre, du budget, j'imagine que nous allons le faire immédiatement, devrait également contenir un rapport stipulant une recommandation dans le secteur des dépenses électorales car c'est une question brûlante et tout le monde se pose des questions à ce sujet.

Par conséquent, je propose que nous recommandions à la Chambre que le gouvernement étudie la possibilité d'introduire le plus rapidement possible un projet de loi prévoyant l'obligation pour les candidats et les partis politiques de révéler la source de leurs fonds électoraux ainsi que la façon dont ils ont été dépensés, et imposant une limite à ces dépenses.

**Le président:** Monsieur Howard, peut-être pourriez-vous modifier votre motion et dire que nous recommandons à la Chambre la possibilité ou l'opportunité de...

**M. Howard:** Quelle que soit l'expression consacrée, je sais que nous ne devons pas donner des ordres au gou-

**[Texte]**

order, as much as it may be desirous many times. But whatever the required phraseology is, that "they consider the advisability of" yes, that was my intention.

**The Chairman:** With these remarks this motion is now in order.

**Mr. Blais:** On a point of order, Mr. Chairman, is it understood that in the event this motion is passed before 11 o'clock we would vote the estimates of the director at this time?

**Mr. Howard:** As far as I am concerned.

**Mr. Blais:** Is that fairly well agreed?

**Mr. Howard:** That is what I said; I did not know whether or not there were any additional meetings scheduled.

**The Chairman:** If you wish, I will put the motion.

**Mr. Reid:** I would like to raise a procedural point.

I do not have any objections to the motion but I do have objections to the procedure whereby a committee makes a report to the House of Commons on estimates which would seem to go far beyond what the estimates themselves permit.

I would submit, Mr. Chairman, that the motion in these terms does not really come under the authority of the items in the estimates under which we are discussing Mr. Hamel's activities, and that on those grounds that motion is simply not acceptable. It goes far beyond what the bare fact of the estimates we were discussing permit us to discuss.

I would raise a second procedural point at this time—that in any case in dealing with the estimates the rule of thumb is that the committee can only report the estimates yea or nay, but not provide for the possibility of providing extensive commentaries or recommendations to the House on the material contained therein.

**Mr. Benjamin:** Which we are doing.

**Mr. Reid:** I am arguing that the motion is out of order on two grounds.

**Mr. Howard:** Mr. Chairman, on the second ground that Mr. Reid has mentioned, I think the ridiculousness of it is apparent right on the face of it.

• 1105

A number of committees this session already have made reports to the House in which they have recommended certain courses of action which have been in order. One from the Indian Affairs and Northern Development Committee dealt with the question of aboriginal rights and the endorsement of a presentation that was made to the Committee. The Justice and Legal Affairs Committee recommended the establishment of a special committee to deal with an enquiry into penitentiaries, paroles and the like. So in terms of making recommendations in an area within which we are concerned, it is perfectly in order.

**[Interprétation]**

vernement bien que nous en ayons très envie parfois. Mais oui, vous pouvez mettre l'expression consacrée «envisager l'opportunité»; de toute façon, c'était mon intention.

**Le président:** Ceci étant réglé, la motion est recevable.

**M. Blais:** J'invoque le Règlement, monsieur le président. Si cette motion est adoptée d'ici 11 heures, nous allons approuver le budget du directeur maintenant?

**M. Howard:** Pour ma part...

**M. Blais:** Donc nous sommes bien d'accord?

**M. Howard:** C'est ce que j'ai dit; je ne savais pas si d'autres séances étaient prévues.

**Le président:** Si vous le désirez, je vais mettre la motion aux voix.

**M. Reid:** Je voudrais soulever une question de procédure.

Je ne vois aucune objection à la motion mais par contre, je ne suis pas d'accord avec la procédure aux termes de laquelle un comité fait un rapport à la Chambre des communes à propos du budget, cela dépasse de beaucoup le cadre du budget lui-même.

Monsieur le président, je pense qu'une motion rédigée dans ces termes n'entre pas dans le terme du mandat qui nous a été confié, celui de discuter des activités de M. Hamel; par conséquent cette motion n'est pas recevable. Elle dépasse de beaucoup le budget dont nous avons l'autorisation de discuter.

J'ai une autre question de procédure à soulever, c'est qu'un comité qui renvoie un budget à la Chambre ne peut l'accompagner que d'un oui ou d'un non mais non pas de commentaires extensifs ou de recommandations à la Chambre à propos des questions dont il est traité dans le budget.

**M. Benjamin:** C'est ce que nous faisons.

**M. Reid:** Pour ces deux raisons, j'estime la motion irrecevable.

**M. Howard:** Monsieur le président, le second argument invoqué par M. Reid est tout à fait ridicule, cela est évident. Cette année, plusieurs comités ont déjà fait des

rapports à la Chambre et dans ces rapports ils ont recommandé certaines mesures qui ont été estimées recevables. L'un de ces rapports, préparé par le Comité sur les affaires indiennes et le développement du Nord canadien, traitait de la question des droits des autochtones et ratifiait un exposé qui avait été soumis au Comité. Le Comité de la justice et des affaires juridiques a recommandé que soit créé un comité spécial pour faire une enquête dans les pénitenciers, et des recherches dans le domaine des libertés sur parole, et caetera. Par conséquent, il est parfaitement recevable de faire des recommandations dans un secteur qui nous préoccupe.



## [Text]

With respect to the first part of Mr. Reid's objection, the estimates of the Chief Electoral Officer's office do not only deal with Mr. Hamel's own activities as the Chief Electoral Officer but involve the returning officers, the operation of the election clerks and the filing of returns. In fact that is what Mr. McKinnon was questioning, the disclosure of sources of incomes and so on, and this just simply takes that concept and expands upon it. And, with the inclusion of those words "consider the advisability of doing that," as you yourself said, it is perfectly in order.

**Mr. Blais:** Mr. Chairman, on a point of order, again, sir, first of all I bring to the Committee's attention the fact that in the speech from the throne there was an indication that legislation would be introduced in the House...

**Mr. Howard:** For third reading.

**Mr. Blais:** That may well be, but this Committee is a subservient committee, there is an indication that there is going to be introduction of legislation to the same, or a very similar, effect as was indicated by my friend in his motion, as I understand it, and therefore that particular motion is redundant even though the Chair might find that it is in order.

The second part of my point of order is that it is past 11 o'clock, I understand a committee is going to sit here, and I move that we adjourn at this time.

**The Chairman:** But I still have a motion and I do not think we can deal with two at the same time.

**Mr. Howard:** Especially when you can get the floor on a point of order.

**Mr. Reid:** Mr. Chairman, on Mr. Howard's comments, first of all the Indian Affairs report that was discussed in the House was made under the authority of the general reference of the Annual Report. And the Justice Committee has another one that we intend to debate in the House on procedural grounds.

The second point was that the Justice Committee report to which he referred was never taken up by the House. Instead, another motion was presented and the report from the Justice Committee was discharged without discussion. I do not think there has been any precedence set at the present time.

Of course it is always in order for a committee to make a report to the House asking for permission to travel or otherwise to regulate its own internal affairs, but in terms of making a substantial report to the House I do not think that has been the generally accepted principle in the House, and this seems to me to be a substantive recommendation.

**Mr. Benjamin:** Mr. Chairman, Mr. Reid prefaced his remarks by saying he had no objection to the motion. If so, I do not know why he keeps talking, and I suggest you put the question.

## [Interpretation]

Pour ce qui est du premier argument de M. Reid, le budget du Bureau du directeur général des élections ne porte pas seulement sur les activités propres de M. Hamel en tant que directeur général des élections, mais met également en cause les présidents d'élections, les activités des greffiers d'élections et le dépôt de bilans financiers. En fait, c'est ce dont a parlé M. McKinnon, la déclaration des sources de revenus, et cetera; ici, nous reprenons ce concept plus en détail. Et si nous ajoutons ces mots: «envisage l'opportunité de faire telle chose», c'est vous-même qui l'avez dit, la motion est parfaitement recevable.

**M. Blais:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement une fois de plus, en premier lieu pour attirer l'attention du Comité sur le fait que le discours du Trône prévoyait l'introduction à la Chambre d'un projet de loi...

**M. Howard:** En troisième lecture.

**M. Blais:** C'est bien possible, mais ce Comité vient en supplément, et l'on a annoncé qu'un projet de loi serait déposé qui servira le même objectif que la motion de mon collègue, ou pratiquement le même objectif; par conséquent, cette motion est inutile même si le président l'estime recevable.

En second lieu, il est plus de 11 heures, et je propose que nous levions la séance car un autre comité doit se réunir dans cette pièce.

**Le président:** Mais nous avons toujours cette motion et je ne pense pas que nous puissions nous occuper de deux motions en même temps.

**M. Howard:** Surtout lorsqu'il est possible de prendre la parole pour invoquer le Règlement.

**M. Reid:** Monsieur le président, à propos des observations de M. Howard, en premier lieu, le rapport des Affaires indiennes dont nous avons discuté à la Chambre faisait partie du cadre général du Rapport annuel. Pour ce qui est du Comité de la justice, voilà un rapport que nous avons l'intention de contester pour des raisons de procédure.

En second lieu, le rapport du Comité de la justice dont mon collègue a parlé n'a jamais été accepté par la Chambre. Au contraire, une autre motion a été déposée et le rapport du Comité de la justice a été écarté sans discussion. Je ne pense pas qu'il existe d'autres précédents à l'heure actuelle.

Évidemment, un comité peut toujours faire un rapport à la Chambre demandant la permission de voyager ou un rapport destiné à régulariser son fonctionnement intérieur, mais pour ce qui est d'un rapport de fonds à la Chambre, je ne crois pas que ce principe ait jamais été accepté de façon générale et dans le cas qui nous occupe, il me semble qu'il s'agit d'une recommandation de fonds.

**M. Benjamin:** Monsieur le président, M. Reid a commencé par dire qu'il n'avait pas d'objection à la motion. Si c'est le cas, je ne vois pas de quoi il discute et je vous propose de passer au vote.

**[Texte]**

**Mr. Reid:** I have this bad habit of trying to be procedurally correct.

**The Chairman:** If there are no further expressions of view regarding this motion, with the remarks I had already made regarding use of certain terms I think this motion...

**Mr. Caccia:** Mr. Chairman, it is past 11 o'clock.

**Mr. Blais:** I think it is silly, Mr. Chairman...

**The Chairman:** Order, please. I was about to make my ruling on this motion. If you want to raise a point of order it is up to you, but I think I have to put the motion.

Yes, Mr. McKinnon.

**Mr. McKinnon:** On a point of order, I was under the impression that a motion to adjourn was acceptable at any time.

**The Chairman:** Well, if there is a motion to adjourn we will put this motion.

**Mr. Reid:** The question on the motion to adjourn?

**The Chairman:** It is moved by Mr. Blais that this Committee adjourn. All those in favour?

**Mr. Howard:** How do you get that kind of ridiculous procedure, Mr. Chairman? You do not recognize anybody to do anything; you select somebody to move a motion.

**Mr. Reid:** Mr. Blais moved the motion before.

**Mr. Howard:** Mr. Blais moved the motion after he obtained the floor on a point of order, and you know very well that you cannot get the floor under the spurious question of a point of order to move some kind of other motion. And you have no right to accept that.

**Mr. Reid:** Mr. Chairman, perhaps I might be recognized, and I would move that we adjourn.

Motion agreed to.

**Mr. Howard:** It is the same old line party conspiracy!

**[Interprétation]**

**M. Reid:** J'ai la mauvaise habitude d'essayer de respecter la procédure à la lettre.

**Le président:** Si personne n'a plus rien à ajouter à propos de cette motion et puisque nous avons accepté les observations à propos de l'énoncé de cette motion, je pense qu'elle...

**M. Caccia:** Monsieur le président, il est plus de 11 heures.

**M. Blais:** Monsieur le président, c'est tout à fait stupide...

**Le président:** A l'ordre, je vous prie. J'étais sur le point de prendre une décision à propos de cette motion. Si vous désirez soulever une question de Règlement, vous êtes libres de le faire mais je dois mettre la motion aux voix.

Oui, monsieur McKinnon.

**M. McKinnon:** Une question de Règlement, je croyais qu'une motion d'ajournement était toujours recevable à n'importe quel moment.

**Le président:** Bon, puisque nous avons une motion d'ajournement nous allons la mettre aux voix.

**M. Reid:** La motion d'ajournement?

**Le président:** M. Blais propose que nous levions la séance. Tous ceux qui sont en faveur?

**M. Howard:** Monsieur le président, d'où tirez-vous cette procédure ridicule? Si vous ne donnez la parole à personne nous ne pouvons rien faire; vous avez choisi quelqu'un pour déposer une motion.

**M. Reid:** M. Blais avait proposé la motion tout à l'heure.

**M. Howard:** M. Blais a proposé la motion après avoir obtenu la parole pour une question de Règlement et vous savez très bien qu'il est défendu de prendre la parole en prenant le prétexte d'une question de Règlement pour proposer une motion différente. Vous n'avez pas le droit de l'accepter.

**M. Reid:** Monsieur le président, si vous me donniez la parole, je proposerais que nous levions la séance.

La motion est acceptée.

**M. Howard:** Toujours la même conspiration de parti.















HOUSE OF COMMONS

Issue No. 4

Thursday, July 12, 1973

Chairman: Mr. Ovide Laflamme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 4

Le jeudi 12 juillet 1973

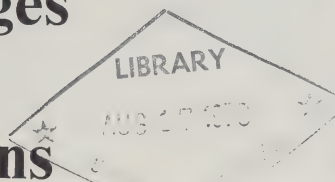
Président: M. Ovide Laflamme

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent des*

# Privileges and Elections

# Privilèges et élections



## RESPECTING:

Bill C-208, An Act to suspend the operation of  
the Electoral Boundaries Readjustment Act

## INCLUDING:

The First Report to the House

## CONCERNANT:

Bill C-208, Loi suspendant l'application de la  
Loi sur la revision des limites des circonscrip-  
tions électorales

## Y COMPRIS:

Le premier rapport à la Chambre

## APPEARING:

The Honourable Allan J. MacEachen,  
President of the Queen's Privy  
Council for Canada

## COMPARAÎT:

L'honorable Allan J. MacEachen,  
président du Conseil privé de la  
Reine pour le Canada

## WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

## TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

First Session

Twenty-ninth Parliament, 1973

Première session de la

vingt-neuvième législature, 1973

STANDING COMMITTEE ON  
PRIVILEGES AND ELECTIONS

*Chairman:* Mr. Ovide Laflamme

*Vice-Chairman:* Mr. Douglas Stewart

Messrs.

Barnett  
Benjamin  
Caccia  
Forrestall

Gendron  
Higson  
Hollands  
Lachance

COMITÉ PERMANENT DES  
PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS

*Président:* M. Ovide Laflamme

*Vice-président:* M. Douglas Stewart

Messieurs

MacDonald (Miss) ·  
(*Kingston and the  
Islands*)  
Madill  
Matte

McKinnon  
McRae  
Reid  
Ritchie  
Roy (*Timmins*)  
Stackhouse—19.

(Quorum 11)

*Le greffier du Comité*

Nino Travella

*Clerk of the Committee*

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Wednesday, July 11, 1973:

Mr. Stackhouse replaced Mr. Macquarrie.

On Thursday, July 12, 1973:

Mr. Gendron replaced Mr. Poulin;  
Mr. Barnett replaced Mr. Howard;  
Mr. Roy (*Timmins*) replaced Mr. Blais;  
Mr. Railton replaced Mr. Jerome;  
Mr. Duquet replaced Mr. Railton;  
Mr. McRae replaced Mr. Duquet.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mercredi 11 juillet 1973:

M. Stackhouse remplace M. Macquarrie.

Le jeudi 12 juillet 1973:

M. Gendron remplace M. Poulin;  
M. Barnett remplace M. Howard;  
M. Roy (*Timmins*) remplace M. Blais;  
M. Railton remplace M. Jerome;  
M. Duquet remplace M. Railton;  
M. McRae remplace M. Duquet.

## ORDER OF REFERENCE

Tuesday, July 10, 1973

*Ordered*,—That Bill C-208, An Act to suspend the operation of the Electoral Boundaries Readjustment Act, be referred to the Standing Committee on Privileges and Elections.

ATTEST

## ORDRE DE RENVOI

Le mardi 10 juillet 1973

*IL EST ORDONNÉ*,—Que le Bill C-208, Loi suspendant l'application de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, soit déferé au Comité permanent des privilèges et élections.

ATTESTÉ

*Le Greffier de la Chambre des communes*

ALISTAIR FRASER

*The Clerk of the House of Commons*



## REPORT TO THE HOUSE

Thursday, July 12, 1973

The Standing Committee on Privileges and Elections has the honour to present its

## FIRST REPORT

Pursuant to its Order of Reference of Tuesday, July 10, 1973, your Committee has considered Bill C-208, An Act to suspend the operation of the Electoral Boundaries Readjustment Act, and has agreed to report it without amendment.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (*Issue No. 4*) is tabled.

Respectfully submitted,

*Le président*  
Ovide Laflamme  
*Chairman*

## RAPPORT A LA CHAMBRE

Le jeudi 12 juillet 1973

Le Comité permanent des privilèges et élections a l'honneur de présenter son

## PREMIER RAPPORT

Conformément à son Ordre de renvoi du mardi le 10 juillet 1973, le Comité a étudié le Bill C-208, Loi suspendant l'application de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales et a convenu d'en faire rapport sans modification.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages s'y rapportant (*fascicule no 4*) est déposé.

Respectueusement soumis,

## MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, JULY 12, 1973

(5)

[Text]

The Standing Committee on Privileges and Elections met this day at 9:45 o'clock a.m., the Chairman, Mr. Laflamme, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Barnett, Benjamin, Blouin, Caccia, Duquet, Lachance, Laflamme, Madill, McKinnon, Railton, Reid, Ritchie, Roy (*Timmins*), Stackhouse and Stewart (*Okanagan-Kootenay*).

*Other Members present:* Messrs. Gendron and Peters.

*Appearing:* The Honourable Allan J. MacEachen, President of the Queen's Privy Council for Canada.

The Committee commenced consideration of Bill C-208, An Act to suspend the operation of the Electoral Boundaries Readjustment Act (the Electoral Boundaries Readjustment Suspension Act).

The Chairman called Bill C-208.

The Chairman called Clause 1 which was allowed to stand.

On Clause 2 the Minister gave a statement and answered questions.

Mr. McKinnon moved,—That Clause 2 be amended by striking out line 8 on page 1 and substituting the following therefor:

"is hereby suspended, except in British Columbia, until such time as"

After debate thereon, Mr. Stackhouse moved an amendment to the amendment by adding after the word Columbia the following:

"and Ontario"

After debate on the amendments, the Chairman expressed procedural reservations and took the matter under advisement.

Clause 2 was allowed to stand.

Clause 3 was carried.

The Chairman called Clause 4.

After questioning Clause 4 was allowed to stand.

At 11:35 o'clock a.m., the Committee adjourned until 3:30 o'clock p.m. this day.

## AFTERNOON SITTING

(6)

The Standing Committee on Privileges and Elections reconvened this day at 3:45 o'clock p.m., the Chairman, Mr. Laflamme, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Barnett, Caccia, Gendron, Lachance, Laflamme, Madill, McKinnon, McRae, Reid, Ritchie and Stewart (*Okanagan-Kootenay*).

## PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 12 JUILLET 1973

(5)

[Traduction]

Le Comité permanent des privilèges et élections se réunit aujourd'hui à 9 h 45, sous la présidence de M. Laflamme.

*Membres du Comité présents:* MM. Barnett, Benjamin, Blouin, Caccia, Duquet, Lachance, Laflamme, Madill, McKinnon, Railton, Reid, Ritchie, Roy (*Timmins*), Stackhouse et Stewart (*Okanagan-Kootenay*).

*Autres députés présents:* MM. Gendron et Peters.

*Comparait:* L'honorable Allan J. MacEachen, président du Conseil privé de la Reine pour le Canada.

Le Comité entreprend l'étude du bill C-208, loi suspendant l'application de la loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales.

Le président met en délibération le bill C-208.

Le président met en délibération l'article 1 qui est réservé.

Article 2—le ministre fait une déclaration et répond aux questions.

M. McKinnon propose—Que l'article 2 soit modifié par le retranchement des lignes 9 et 10 à la page 1 et leur remplacement par ce qui suit:

«criptions électorales est par les présentes suspendue, sauf en Colombie-Britannique, jusqu'à ce que le Parlement»

Après débat, M. Stackhouse propose un sous-amendement ajoutant après le mot Colombie-Britannique ce qui suit:

«et en Ontario»

Après débat sur les amendements, le président fait des réserves quant à la procédure et décide de prendre, la question sous avis.

L'article 2 est réservé.

L'article 3 est adopté.

Le président met en délibération l'article 4.

Après interrogatoire, l'article 4 est réservé.

A 11 h 35, le comité suspend ses travaux jusqu'à 15 h 30 aujourd'hui.

## SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

(6)

Le Comité permanent des privilèges et élections se réunit de nouveau aujourd'hui à 15 h 45, sous la présidence de M. Laflamme.

*Membres du Comité présents:* MM. Barnett, Caccia, Gendron, Lachance, Laflamme, Madill, McKinnon, McRae, Reid, Ritchie et Stewart (*Okanagan-Kootenay*).

*Members also present:* Messrs. Leggatt and Stewart (Marquette).

*Witnesses:* Mr. N. J. Castonguay, Representation Commissioner, Mr. J. M. Hamel, Chief Electoral Officer.

The Committee resumed consideration of Bill C-208, the Electoral Boundaries Readjustment Act.

#### RULING BY MR. CHAIRMAN

If I may revert to the amendment which Mr. McKinnon proposed to move at this morning's meeting to the effect that the provisions of Bill C-208 be not made applicable to the Province of British Columbia, I would say that I have carefully considered all the arguments presented in this connection.

The problem is a difficult one in that defining the principle of a bill is not always an easy matter. Paragraph (5) on page 509 of May's Eighteenth Edition reads as follows:

"(5) An amendment which is equivalent to a negative of the bill, or which would reverse the principle of the bill as agreed to on the second reading, is not admissible. Where the scope of a bill is very restricted, it is not always easy to grasp the full effect of this rule, but the method of its application can be judged from the two following examples:

The scope of the Parliamentary Elections (No. 2) Bill, 1880, being restricted to the repeal of a section in a statute, an amendment which proposed the continuance and extension of that section was ruled out of order. The chairman stated that, though the committee had full power to amend, even to the extent of nullifying the provisions of a bill, they could not insert a clause reversing the principle which the bill, as read a second time, sought to affirm."

Redistribution of seats in the House is made and provided for by the Constitution, The British North America Act, as amended in 1952.

I refer the Honourable members to section 51 of the British North America Act.

The total number of seats is determined by this section.

The number of Senators by province is one of the criteria applicable to redistribution.

Unless we revise the Constitution, there is no way by which this committee could initiate any step to increase the number of seats.

The method of redistribution of seats is a complex one. Each segment must be taken into account.

Even if the proposed amendment would be accepted by this committee, in my view the Commissioners of British Columbia would not be able to pursue their work any farther.

Without saying "per se" that to add an exception to the application of an act does affect the principle of the act, I fail to see how in this particular one, the suspension of the redistribution of seats could take place in some parts of the country only, because of the whole structure of redistribution which, in essence must look at the whole country.

*Autres députés présents:* MM. Leggatt et Stewart (Marquette).

*Témoins:* M. N. J. Castonguay, commissaire à la représentation; M. J. M. Hamel, directeur général des élections.

Le Comité reprend l'étude du Bill C-208, loi suspendant l'application de la loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales.

#### DÉCISION DE M. LE PRÉSIDENT

S'il m'est permis de revenir à la motion d'amendement que M. McKinnon a proposée à la séance de ce matin, à l'effet que les dispositions du Bill C-208 ne soient pas applicables à la province de la Colombie-Britannique, je dirai que j'ai soigneusement étudié tous les arguments présentés à ce sujet.

Le problème est ardu, car il n'est pas toujours facile de définir le principe d'un bill. Voici ce que nous trouvons au paragraphe 5 de la page 550 de la dix-septième édition de May:

Un amendement qui équivaut à la négation du bill ou qui prend le contre-pied du principe du bill adopté en deuxième lecture est irrecevable. Lorsque la portée d'un bill est très restreinte, il n'est pas toujours facile de saisir les conséquences de cette règle. Mais la façon de l'appliquer ressort des deux exemples suivants:

La portée du Parliamentary Elections (N° 2) Bill de 1880 se bornant à l'abrogation d'un article d'une loi, un amendement qui proposait le maintien ou l'extension de cet article fut déclaré irrecevable. Le président a déclaré que le comité avait plein pouvoir de modifier, même d'annuler, les dispositions d'un bill, mais qu'il ne pouvait y insérer un article qui prenait le contre-pied des principes que le bill, dans son libellé à l'étape de la deuxième lecture, cherchait à affirmer.

La répartition des sièges à la Chambre des communes est établie et prévue par la Constitution, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique tel que modifié en 1952.

Je demande aux honorables membres de se reporter à l'article 51 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

Le nombre total de sièges est déterminé par cet article.

Le nombre de sénateurs par province est l'un des critères applicables à cette nouvelle répartition.

A moins de réviser la Constitution, notre comité n'a pas la possibilité de proposer des mesures pour augmenter le nombre des sièges.

La méthode de répartition des sièges est complexe. Il faut tenir compte de chaque secteur.

Même si les projets d'amendement étaient acceptés par notre comité, à mon avis les commissaires de la Colombie-Britannique ne seraient pas en mesure de poursuivre leur travail.

Sans vouloir dire «qu'en soi» le fait d'ajouter une exception à l'application d'une loi n'en affecte pas le principe, je n'arrive pas à comprendre comment dans ce cas particulier, on pourrait suspendre la nouvelle répartition des sièges uniquement dans certaines régions du Canada, du fait de la structure d'ensemble de cette nouvelle répartition qui fondamentalement doit s'appliquer à tout le pays.

In my view, this amendment, if accepted would render ineffective not only this bill in the other provinces but would prevent the redistribution in British Columbia to continue, unless there is at the same time a reference by the House to this Committee to amend the British North America Act.

In my view, this proposed amendment in itself kills not only the bill but would render it totally ineffective.

As the principle of the bill has been accepted in the House on second reading, I believe that this committee has not authority to deal with the proposed amendment.

The principle of this Bill, as it appears to me, is to suspend the operation of an Act, whereas the purpose of the proposed amendment would be to maintain the operation of the Act in one province.

Since the House has agreed on second reading of this Bill to suspend an Act, it would seem to me that what the amendment is really seeking is to introduce a new and separate question, which is special legislation for one province. In that sense, I feel that it violates the principle of the bill now before us. Were the amendment presented as a separate question, that question would have to be brought before the House as a bill and the principle of that bill would be to enact special provisions for one province. To me that principle would be different from the principle of the bill now before us. For these reasons, I must rule that the proposed amendment is contrary to the principle of the bill, now before us, non-applicable, within our present terms of reference, and out of order.

Clause 2 carried.

The witnesses were questioned on Clause 4.

Clauses 4, 5, 6, 7 and 8 severally carried.

Clause 1 carried.

The Title carried.

The Bill carried.

*Ordered*.—That the Chairman report Bill C-208 without amendment to the House of Commons.

At 5:05 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

A mon avis, les présents amendements, s'ils étaient acceptés, rendraient non seulement le présent bill inopérant dans les autres provinces mais empêcheraient qu'on continue de procéder à la nouvelle répartition en Colombie-Britannique et en Ontario, à moins qu'en même temps la Chambre ordonne un renvoi du bill à notre comité pour modifier l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

A mon avis, ces projets d'amendement annulent non seulement le bill mais le rendent complètement inopérant.

Le principe du bill ayant été accepté à la Chambre en seconde lecture, je pense que notre comité n'a pas le pouvoir d'étudier les projets d'amendement.

A mon sens, le principe du bill est de suspendre l'application d'une loi tandis que les projets d'amendement visent au maintien de l'application de cette loi dans une seule province.

Étant donné que la Chambre a décidé lors de la deuxième lecture de ce projet de loi, de suspendre une loi, il me semble que ces amendements ont en réalité pour objet d'introduire une nouvelle question distincte, c'est-à-dire une loi spéciale pour une province. En ce sens, j'estime que cela va à l'encontre du principe du projet de loi actuellement à l'étude. Si l'amendement était présenté comme question séparée, celle-ci devrait être présentée à la Chambre sous forme de bill et le principe de celui-ci serait de mettre en vigueur des dispositions spéciales pour deux provinces. A mon avis, ce principe serait différent de celui du projet de loi actuellement à l'étude. C'est pourquoi je dois décider que les amendements proposés sont contraires au principe du bill à l'étude, qu'ils ne se conforment pas à notre ordre de renvoi actuel et ne sont pas conformes au Règlement.

L'article 2 est adopté.

On interroge les témoins sur l'article 4.

Les articles 4, 5, 6, 7 et 8 sont adoptés séparément.

L'article 1 est adopté.

Le titre est adopté.

Le bill est adopté.

*Il est convenu*.—Que le président fasse rapport à la Chambre des communes du Bill C-208 sans amendement.

A 17 h 05, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

*Le greffier du Comité*

Nino Travella

*Clerk of the Committee*



## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, July 12, 1973.

[Text]

The Chairman: Gentlemen, I see a quorum. As you know, after second reading of Bill C-208, An Act to suspend the operation of the Electoral Boundaries Readjustment Act, the bill was referred to our Committee for study. For the benefit of members of this Committee I invited the Minister, Mr. Allan MacEachen who is here.

According to our rules I think it would be appropriate that we stand Clause 1 of the bill and that we start with Clause 2.

On Clause 2—*Suspension of operation.*

At this point the Minister might feel it appropriate to give the members his comments or to answer any of the questions that may be asked by the members. Mr. Stackhouse.

Mr. Stackhouse: After the Minister has finished I would like to say a word if I may, Mr. Chairman.

The Chairman: Yes. Mr. MacEachen.

Hon. Allan J. MacEachen (President of the Queen's Privy Council for Canada): Mr. Chairman, and gentlemen, the bill is relatively simple in its effect. It has, as its first effect, the suspension of the Electoral Boundaries Readjustment Act for a period of 18 months. The purpose of that suspension is to give the House of Commons and Parliament an opportunity to take another look at the over-all system of redistribution.

• 0945

We expect that in the resumed session the Parliamentary Committee will grapple with the over-all question of representation in the House of Commons, and the government will be putting forward some proposals for consideration in the Committee. If the Committee and the House of Commons succeed in agreeing on a new system then, of course, we would go down that new route. But against the possibility that the House cannot agree, or cannot act, or refuses to act, there is a provision for the reactivation of the present system after the period of 18 months. It really is, in a sense, a guarantee to the country that we are not putting off indefinitely the question of new boundaries. So if we succeed in that period in doing something new, well, fine; if not we start up the process again. That is provided for in the bill.

The other aspect of the bill that I would like to comment upon is the quandary that we would find ourselves in at the end of this year if the present process were allowed to continue. We are at the stage now in the process of redistribution, of tabling and debating the representation commission reports in the House of Commons. We have postponed these debates against the possibility of passing this bill.

If we continued with these debates, the comments of the members of Parliament would go back to the representation commissioners. They would consider them, possibly revise their reports, and sometime in the fall, probably November or December, Mr. Castonguay would make his representation order. Once that representation order is made, any subsequent election would have to be carried out on the basis of the new boundaries.

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 12 juillet 1973

[Interpretation]

Le président: Messieurs, nous avons le quorum. Comme vous le savez, le Bill C-208, Loi suspendant l'application de la Loi sur la révision des limites sur les circonscriptions électorales, a été, après sa seconde lecture, transmis à notre Comité pour examen. Pour la gouverne de tous les membres de ce Comité, j'ai invité le ministre M. Allan MacEachen, qui est présent ce matin.

Selon le règlement que nous avons établi, il conviendrait de réserver l'article 1 de ce bill et de commencer à étudier l'article 2.

Article 2—*Suspension des opérations.*

Peut-être le ministre aimerait-il faire ses commentaires aux membres ou répondre aux questions qu'ils pourront lui poser. Monsieur Stackhouse.

M. Stackhouse: Lorsque le ministre aura terminé, j'aimerais dire quelques mots, monsieur le président.

Le président: Oui. Monsieur MacEachen.

M. Allan J. MacEachen (président du Conseil privé du Canada): Monsieur le président, messieurs, le bill est d'une portée relativement simple. Tout d'abord, il suspend la Loi sur les limites des circonscriptions électorales pendant une période de 18 mois. Le but de cette suspension est de donner à la Chambre des communes et au Parlement l'occasion d'examiner, sous un angle nouveau, le système global de répartition.

Nous espérons, qu'à la rentrée parlementaire, le comité des privilèges et élections examinera cette question globale de la représentation à la Chambre des communes et que le gouvernement soumettra certaines propositions à l'attention du Comité. Si celui-ci et la Chambre des communes, réussissent à se mettre d'accord sur un autre système, nous l'adopterons naturellement. Mais dans le cas où la Chambre ne pourrait pas se mettre d'accord ou qu'elle se trouverait dans l'impossibilité de légiférer le bill prévoit la reprise du système actuel après cette période de 18 mois. C'est, en fait, une garantie pour notre pays que celle de ne pas rejeter indéfiniment la question des nouvelles limites. Ainsi, si nous réussissons à faire quelque chose pendant cette période, ce sera parfait, mais dans le cas contraire, nous reprendrons le système actuel. C'est ce que prévoit le bill.

Je voudrais maintenant aborder un autre aspect de ce bill, à savoir une situation embarrassante dans laquelle nous nous trouverions, à la fin de cette année, si le système actuel se poursuivait. Nous sommes actuellement sur le point de procéder à cette redistribution, et de discuter des rapports de la commission représentation à la Chambre des communes. Nous avons retardé ces débats dans le but d'adopter ce bill.

Si nous poursuivions ces débats, les commentaires des députés porteraient essentiellement sur le rapport des commissaires à la représentation. Ils les examineraient, les réviseraient éventuellement, et peut-être à l'automne, en novembre ou en décembre, M. Castonguay ferait son rapport. Ce rapport étant fait, toute élection ultérieure serait organisée en fonction de ces nouvelles limites.

## [Texte]

My advice from the Chief Electoral Officer and from the Representation Commissioner is that it is improbable and possibly impossible for an election to be held within a period of a year. The preparations required to conduct an election on the basis of the new boundaries probably would take a year.

That would mean that if we carried on without changing the law, we would be effectively prevented from having an election in all of 1974. I am sure that is a situation that is unacceptable to everyone and even more unacceptable because of the current minority situation. So the second part of the bill provides for a period of a year to elapse before any new representation order would come into effect, making it possible for the country to have an election at any time.

Mr. Chairman, that is all I have to say.

**Mr. Benjamin:** May I ask a question, Mr. Chairman?

**Mr. Chairman:** Mr. Benjamin, to be fair with the members, two of one side indicated their intention to ask questions of the Minister. Then I will call on you.

**Mr. Benjamin:** Fine.

**The Chairman:** Mr. Stackhouse.

**Mr. Stackhouse:** It was not my intention, Mr. Chairman, to ask a question of the Minister. I want to speak on Clause 2.

**The Chairman:** All right. Mr. McKinnon.

**Mr. McKinnon:** Mr. Chairman, I wish to introduce an amendment to this bill.

• 0950

**The Chairman:** Mr. Benjamin.

**Mr. Benjamin:** I would like to ask the Minister if, at the expiration of the 18 months, Parliament and this Committee had taken no action at all and the electoral boundaries commissions are reinstated—you said they have started again—would they start from where they have left off as of now or would they have to go back and do the whole process over again?

**Mr. MacEachen:** It would start as of now.

**Mr. Benjamin:** We would just pick up from where we had left off.

**Mr. MacEachen:** Yes. The reinstated commissions would have the reports of their predecessor commissions plus the objections of members of Parliament; they would start at that point. They would hold public hearings again and we thought that was important in order to give the new commissions a feel for the situation. Then they would send their reports to Parliament and so on.

**Mr. Benjamin:** You say at the end of 18 months and nothing had been done, we would pick up exactly where we left off.

## [Interprétation]

Selon le directeur des élections et le commissaire à la représentation, il est fort peu probable et pratiquement impossible qu'une élection soit organisée en l'espace d'une autre. Les préparatifs nécessaires à ce genre de procédure prendraient un an, étant donné ces nouvelles limites.

Cela veut dire que si nous poursuivions le système actuel sans changer la loi, nous ne pourrions pas avoir d'élections d'ici 1974. C'est donc une situation tout à fait inacceptable pour tous, d'autant plus qu'il s'agit d'un gouvernement minoritaire. Ainsi, la seconde partie du bill prévoit un délai d'un an avant que tout rapport de représentation entre en vigueur, ce qui rend impossible la tenue d'une élection à tout moment.

Monsieur le président, c'est tout ce que j'aurai à dire.

**M. Benjamin:** Puis-je poser une question, monsieur le président?

**Le président:** Monsieur Benjamin, je dois me montrer juste envers les députés; deux m'ont fait part de leur intention de poser des questions au ministre. Je vous passerai ensuite la parole.

**M. Benjamin:** Très bien.

**Le président:** Monsieur Stackhouse.

**M. Stackhouse:** Je n'avais pas l'intention, monsieur le président, de poser une question au ministre. Je veux parler de l'article 2.

**Le président:** Très bien. Monsieur McKinnon.

**M. McKinnon:** Monsieur le président, je voudrais présenter un amendement à ce bill.

**Le président:** Monsieur Benjamin.

**M. Benjamin:** Je voudrais demander au ministre si, à l'expiration de ces 18 mois, le Parlement et ce Comité n'avaient pas pris de mesures, et que les commissions sur les limites électorales étaient reconstituées, si ces commissions, donc, reprendraient leur travail là où elles l'ont laissé ou si elles devraient reprendre tout au début?

**M. MacEachen:** Elles reprendraient leur travail là où elles l'ont laissé.

**M. Benjamin:** Donc, elles reprendraient les choses là où elles les ont laissées.

**M. MacEachen:** Oui. Les commissions reconstituées disposeront alors des rapports des commissions précédentes et des critiques des députés; elles commenceraient à partir de là. Elles recommenceraient à tenir des audiences publiques et c'est un point que nous avons jugé important pour que ces nouvelles commissions aient une idée très précise de la situation. Ensuite, elles transmettraient leur rapport au Parlement, etc.

**M. Benjamin:** Vous avez dit, donc, que si à la fin de ces 18 mois rien n'a été fait, nous reprendrions notre travail là où nous l'avons laissé.

[Text]

Mr. MacEachen: Yes.

Mr. Benjamin: In other words, the debates would have to commence in the House.

Mr. MacEachen: There would be debates in the House but the commissions would be re-established and they would hold public hearings again. They may decide to have one hearing in a province but we thought it was important that in case of a change in personnel in the commissions, they would have an opportunity to get a feel for the situation. That would be all. They would make their reports back to Parliament and we would debate them again.

Mr. Benjamin: In some respects we would be starting all over again.

Mr. MacEachen: Except the basic work will have been completed in terms of the maps, the statistics and all that.

Mr. Benjamin: All right.

The Chairman: Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: A little more along the line of Mr. Benjamin. If I heard you right, had things continued without interruption, you expected approximately in November that there would be a proclamation of the new boundaries...

Mr. MacEachen: Yes. It would depend to some extent on how long we took in Parliament debating these objections that have been filed. But there is no time limit on that. Probably it would be November-December when the representation commissioner would be able to make his order.

Mr. Ritchie: Even if we did not have the suspension of the electoral boundaries commissions, we would have had an amendment to clear up this problem of having an election. We would do something like that anyway.

Mr. MacEachen: Yes, absolutely, unless we were ready to accept...

Mr. Ritchie: No election for a year.

Mr. MacEachen: ... no election for a year.

Mr. Ritchie: Yes. And the other was that if this is suspended for 18 months, and as Mr. Benjamin says if nothing happens the commissions would start over again, how long would they take? Are they going to take any longer if they start over again if nothing has been done than the present thing we are following along? You suggest that they would have another public hearing which you do not envisage at this time. And you do that because there might be some changes in personnel on these commissions—resignations and so on?

Mr. MacEachen: So the public would have another opportunity to comment.

Mr. Ritchie: So essentially we have another opportunity on the same census and the same boundaries that we promoted.

[Interpretation]

M. MacEachen: Oui.

M. Benjamin: En d'autres termes, les débats devront commencer à la Chambre.

M. MacEachen: Oui, mais les commissions seraient reconstituées et elles recommenceraient à tenir des audiences publiques. Elles pourront décider d'avoir une audience dans une province, mais nous avons jugé nécessaire, étant donné que le personnel de ces commissions changera, qu'elles aient l'occasion de se faire une idée de la situation. Elles feraient ensuite leur rapport au Parlement, rapport que nous discuterions à nouveau.

M. Benjamin: En d'autres termes, nous reprendrions tout à zéro.

M. MacEachen: Non, car le travail de base aurait été accompli en ce qui concerne les cartes, les statistiques et toutes les autres données.

M. Benjamin: Très bien.

Le président: Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: Je voudrais poursuivre dans le même ordre d'idées que M. Benjamin. Si je vous ai bien compris, au cas où les choses marcheraient bien, vous pensez que ces nouvelles limites seront appliquées en novembre prochain...

M. MacEachen: Oui. Tout dépend de la longueur des débats parlementaires, et des oppositions qui se manifesteront. En fait, aucune date limite n'a été fixée pour l'entrée en vigueur de ces limites. Cela pourra être fait en novembre ou en décembre, lorsque le Commissaire à la représentation pourra faire son rapport.

M. Ritchie: Même si ces commissions sur les limites électorales n'étaient pas suspendues, un amendement aurait été déposé pour résoudre ce problème d'une élection éventuelle. Nous aurions bien trouvé quelque chose.

M. MacEachen: Oui, bien sûr, à moins que nous ne soyons prêts à accepter...

M. Ritchie: Qu'aucune élection n'ait lieu pendant un an.

M. MacEachen: ... qu'aucune élection n'ait lieu pendant un an.

M. Ritchie: Oui. L'autre possibilité était que, si cette Loi est suspendue pendant 18 mois, et que rien ne se produit, les commissions seraient reconstituées; combien de temps cela prendrait? Cela va-t-il être plus long si elles doivent tout reprendre à zéro, si rien n'a été fait? Vous avez dit qu'elles tiendraient d'autres audiences publiques, en raison des changements de personnel, des départs en retraite.

M. MacEachen: Ainsi, le public aura une autre occasion d'exprimer son opinion.

M. Ritchie: Si, nous reprenons à partir du même recensement et des mêmes limites.



[Texte]

**Mr. MacEachen:** Right.

**Mr. Ritchie:** About how long do you think that would take? Do you foresee that being longer than the present...

**Mr. MacEachen:** No. I think it would be about the same...

**Mr. Ritchie:** About six months.

• 0955

**Mr. MacEachen:** Supposing nothing happened, supposing Parliament failed to act in the interim, the process would be re-established under the terms of the bill in mid-January 1975, and the commissions would have to be appointed within two months. They might be appointed earlier, but they must be appointed before March 15, 1975, and then they must finish their work before the expiration of six months, and that would take us to September 15, 1975.

**Mr. Ritchie:** That would not be ready for proclamation of the new electoral boundaries.

**Mr. MacEachen:** Then the Commissioners at the very outside—they may do it more quickly but at the very outside—will be obliged to return their reports to the Speaker on September 15, 1975. Then we have 30 days as members of Parliament to file objections. Then we are obliged to commence the debate within 15 days. That is the indeterminate aspect, how long we would take debating it, but generally it is my opinion that the process would be completed by the end of 1976 and the proclamation would be ready.

**Mr. Ritchie:** And it would be a year after that before an election occurred.

**Mr. MacEachen:** Right. At the end of 1976 or the beginning of 1977 we would be able to have an election.

**Mr. Ritchie:** Therefore this process could not be interfered with except by act of Parliament bringing forward a new change of redistribution.

**Mr. MacEachen:** Right.

**Mr. Ritchie:** This timetable must be adhered to unless there is further action in Parliament in the interval.

**Mr. MacEachen:** Yes.

**The Chairman:** Mr. Barnett.

**Mr. Barnett:** Mr. Chairman, this is an aspect of the bill that I think the Committee should examine quite carefully. As the Minister said, there is practically no disagreement on the idea that that oversight in the original legislation should be corrected, that none of us would want to contemplate a situation where it would be physically impossible for a year to hold an election, and we all recognize that in this process it reaches a point of no return. As the bill stands that would be inevitable, but the stated reason for the suspension, the Minister I am sure will recall, was for the purpose of examining the distribution of seats as between the provinces.

I am trying to disregard what I might call an election cycle that is away from the norm, but speaking in terms of what I think is generally accepted during a normal election cycle of approximately four years, what the Minister just said has confirmed what I have been concerned about, and that is that thinking in terms of the point where we start from 1972 as a general election through to 1976, the way the bill stands we could have a situation where we would have to have a 1976 election on the present constit-

[Interprétation]

**M. MacEachen:** Oui.

**M. Ritchie:** Combien de temps, à votre avis, cela va-t-il prendre? Pensez-vous que cela prendra plus de temps qu'actuellement?

**M. MacEachen:** Non. Je pense que cela sera à peu près pareil.

**M. Ritchie:** Environ 6 mois.

**M. MacEachen:** En admettant que rien ne se produise, et que le Parlement n'est pu légiférer dans l'intervalle, le système serait remis en place dans les cadres du Bill, à la mi-Janvier de 1975, et les commissions devront être reconstituées dans les deux mois qui suivent. Elles pourraient être reconstituées plutôt, mais elles doivent l'être avant le 15 mars 1975 et avoir terminé leur travail dans les six mois qui suivent, ce qui nous porte au 15 septembre 1975.

**M. Ritchie:** Elles ne seraient pas prêtes pour la proclamation des nouvelles limites électorales.

**M. MacEachen:** Mais les commissaires doivent remettre leur rapport à l'orateur le 15 septembre 1975, ou avant. Ensuite, les députés ont 30 jours pour faire connaître leurs objections. Le débat doit commencer dans les 15 jours suivants, mais nous ne savons pas encore combien de temps ce débat durera. A mon avis, tout ce processus sera terminé d'ici la fin de 1976, et les nouvelles limites seront définies.

**M. Ritchie:** Et une élection ne pourrait pas être décidée avant la fin des douze mois suivants.

**M. MacEachen:** Oui. A la fin de 1976, ou au début de 1977, nous pourrions avoir une élection.

**M. Ritchie:** Donc, ce processus ne peut être interrompu que par une loi du Parlement qui apporterait de nouveaux changements à cette redistribution.

**M. MacEachen:** Exactement.

**M. Ritchie:** Cet ordre du temps doit être respecté à moins que le Parlement ne prenne des mesures supplémentaires dans l'intervalle.

**M. MacEachen:** Oui.

**Le président:** Monsieur Barnett.

**M. Barnett:** Monsieur le président, il s'agit là d'une question que le Comité devrait examiner de près. Comme l'a dit le ministre, tout le monde s'accorde à reconnaître la nécessité de modifier la loi précédente, mais toutefois, personne ne voudrait envisager une telle situation interdisant la tenue d'élection pendant une période d'un an. Le bill dans sa forme actuelle, rend cela inévitable, mais cette suspension de l'application de l'ancienne loi a été décidée, comme l'a dit le ministre pour permettre l'examen de la répartition des sièges entre les provinces.

On admet généralement que le cycle normal des élections est d'environ quatre ans; ce que le ministre vient de dire confirme mes craintes, à savoir que si les prochaines élections doivent avoir lieu en 1976, puisque les dernières ont eu lieu en 1972, le bill, dans sa forme actuelle, pourrait nous mettre dans une telle situation où il nous faudrait absolument organiser une élection en 1976, selon les limites actuelles si nous ne faisons rien dans l'intervalle, pour régler le problème dont a parlé le ministre dans son dis-



[Text]

uency boundaries if we just did nothing in the interval about the problem that the Minister outlined in his second reading speech on the question of some protection of certain provinces in respect of losing seats and so on.

But what has been made abundantly clear in the House is that members from some provinces, and perhaps particularly British Columbia, where our prospect of three additional seats is perhaps relatively more important than the extra seats that Ontario would gain out of its total number—and this is what concerns me—quite frankly I think it is unnecessary to create a situation where we could move into a 1976 election on the basis of the present constituency boundaries.

• 1000

The question I raise, really, is: why is it necessary to set the whole process of boundary redistribution in operation again with new commissions? If I correlate this bill with the Act, where, in Clause 5(2) it says:

Sections 5 to 10 of the *Electoral Boundaries Readjustment Act* apply *mutatis mutandis*...

this, as I understand it, means that the new commissions can start from scratch. Or they may not; they may accept the previous work.

Why, if we are going to suspend it, can the process not be picked up from where we are at this moment, which is at the point where Parliament is seized of the reports of the commissions and where we go through the process of filing objections, discussing them and referring these back to the commissions. I think this is a question the Committee ought to examine very carefully and a point that the Minister ought to recognize.

I am prepared to accept the idea that this is, as I said in the House, an opportune time for us to examine this basic question that the Minister outlined about what I think is an increasing unfairness in the mechanism whereby the number of seats in the various provinces are established.

But I do question this business of having the commissions start all over again. Some members may be dissatisfied with the way the commissions have worked in their provinces but we are at the point where we have our opportunity, as members in the House, to state our case, file our objections and submit those for the consideration of the commissions in the provinces.

Hopefully, as far as I am concerned, Parliament will be seized of proposals to do what the President of the Privy Council suggested need to be looked at and some adjustments made, well within the 18 months, I would hope. But I really do not think it is right or proper that, at this point in the work of the commissions, which is done in accordance with the provisions of the ten-year census, we should be putting ourselves in a position where we could have another general election, on the general cycle, based on the 1961 census, if, for one reason or another, Parliament accomplished nothing in the interval.

I really think the Committee and the Minister ought to have a really good look at this particular aspect of the bill as it stands.

[Interpretation]

cours lors de la seconde lecture, en ce qui concerne la protection de certaines provinces contre une diminution de leur représentation.

Mais il est clair, d'après les discours qu'ont fait certains députés à la Chambre, que certaines provinces, en particulier la province de Colombie-Britannique, gagneraient sans doute trois sièges supplémentaires, et que l'Ontario en gagnerait moins. C'est ce qui me préoccupe. Franchement, il est inutile de créer une situation qui nous mènera à des élections en 1976, selon les mêmes limites que nous connaissons actuellement.

Je vous demande en fait: pourquoi est-il nécessaire de remettre en marche tout le processus de redistribution des limites grâce à de nouvelles commissions? Si j'établis un parallèle entre ce bill et la loi, l'article 5(2) de la loi stipule:

Les articles 5 à 10 de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales s'appliquent *mutatis mutandis*...

Si je ne m'abuse, cela signifie que les nouvelles commissions peuvent repartir à zéro. Elles peuvent, au contraire, choisir de reprendre les travaux de leurs prédécesseurs.

Si nous voulons suspendre ces travaux, pourquoi ne pouvons-nous les reprendre ensuite là où nous les aurons laissés, c'est-à-dire au moment où le Parlement est saisi des rapports des commissions, où nous présentons des objections, où nous en discutons pour les renvoyer ensuite aux commissions. Le comité se doit d'examiner la question très sérieusement et le ministre également doit en tenir compte.

Comme je l'ai dit à la Chambre, je suis disposé à convenir que le moment est opportun pour remettre en question ce problème fondamental d'une injustice croissante dans la répartition des sièges entre les différentes provinces.

Mais par contre, je conteste cette idée de demander aux commissions de recommencer le travail dès le début. Certains députés sont peut-être mécontents de la façon dont les commissions ont travaillé dans leur province respective mais nous avons actuellement la possibilité en tant que députés d'exposer notre point de vue, de faire état de nos objections et de les soumettre à l'attention des commissions dans les provinces.

Espérons que le Parlement recevra des propositions au sujet de ce dont a parlé le président du Conseil privé, des questions à examiner et des modifications à apporter, et ce, bien avant l'expiration des 18 mois. Mais je pense que nous devons absolument éviter de prendre des mesures qui pourraient nous obliger à fonder une autre élection générale sur le recensement de 1961 si, pour une raison ou pour une autre, le Parlement n'arrivait à aucune solution dans l'intervalle.

Le comité et le ministre se doivent d'étudier la question très sérieusement dans le cadre du projet de loi sous sa forme actuelle.

## [Texte]

**Mr. MacEachen:** What you are really suggesting is that if we fail to come to some solution within the 18 months, the period after January 15, 1975 ought to be shortened.

**Mr. Barnett:** That is right, so that an election could be held in 1976 on whatever turns out to be the situation.

**Mr. MacEachen:** I think that at some point you ought to hear the representation commissioner, Mr. Castonguay, on this point, who, I am sure, could give you quite a bit of expert opinion on how these commissions operate. But it seemed unreasonable to ask the commissions to sit around; indeed, we could not let them sit around because we had to change the law to stop this.

It does not seem to me to be much different, if you want to have commissions reactivated after January 15, 1975, whether you have the present ones or new ones. You have to have commissions, anyway.

**Mr. Barnett:** That is right.

**Mr. MacEachen:** You have to have them, and at that point whether you have the present ones in suspense or new ones, it really is not crucial to the timing. I have no objection to the Committee considering this. What you are probably saying is that once the commissions are re-established, they ought to report at once.

**Mr. Barnett:** Perhaps I could clarify my thinking on that point, Mr. Chairman, and I think it is germane to what the Minister is saying. At the moment the work of the present commissions is in the hands of Parliament. Members of Parliament, through objections and speeches, can state their case if they are dissatisfied in any way with what the commissions in their provinces have done. If I understand the process correctly, the commissions, once the Speaker sends our deliberations back to them, are in a position of being wide open to make any changes that they then see fit to make. We accept the idea, which I think makes sense, that you are not going to have the present commissions in limbo for 18 months. But we establish commissions with or without changes in personnel, and in 18 months obviously there is likely to be a need for some changes in personnel.

What I am suggesting is that at the end of the 18 months, if we resume the present deliberations in the Commons and send the results of that to re-established commissions, they have just as much latitude to study the work of the previous commissions and to take into account the representations in the House in making adjustments according to their new look or new judgment, as they would have without having to go back to square one and hold public hearings and so on to come to their decision. In other words—I have forgotten the exact timetable—legally after they get the thing back from the House of Commons through the Speaker, they have so long to make their final determination. That is a foreshortened process over the one which is envisaged in the bill. My argument is that that is the process that we should charge the new reconstituted commissions with, rather than starting back at the beginning of the whole process which would unnecessarily delay a final determination of the boundaries.

## [Interprétation]

**M. MacEachen:** Vous voulez donc que si nous n'arrivons à aucune solution avant l'expiration des 18 mois, la période s'étendant après le 15 janvier 1975 devrait être réduite.

**M. Barnett:** C'est exact, ce qui permettrait de tenir des élections en 1976 quelle que soit la situation.

**M. MacEachen:** Je pense que vous feriez bien de solliciter l'opinion du commissaire à la représentation M. Castonguay, à ce sujet; il pourra, j'en suis certain, vous expliquer très clairement la façon dont ces commissions fonctionnent. Mais il ne me semble pas raisonnable de demander à ces commissions d'attendre, en fait, la question ne se posait même pas puisque nous avons dû changer la loi pour mettre fin à cette situation.

Si vous voulez remettre sur pied les commissions après le 15 janvier 1975, je pense qu'il importe peu des commissions actuelles ou de nouvelles commissions. Ce sont des commissions, de toute façon.

**M. Barnett:** C'est exact.

**M. MacEachen:** Elles sont indispensables et pour le moment, que l'on décide de conserver les mêmes après suspension ou dans même de nouvelles, cela n'a pas grand importance pour l'établissement de calendrier. Je ne m'oppose pas à ce que le Comité étudie la question. Vous voulez probablement dire que dès leur remise sur pied les commissions devraient présenter un rapport.

**M. Barnett:** Monsieur le président, je vais préciser ma pensée et je pense qu'elle est liée à ce que le ministre vient de dire. Pour l'instant, les travaux des commissions actuelles sont sous la responsabilité du Parlement. Les députés, peuvent donner leur point de vue en faisant des discours et en exposant leurs objections s'ils estiment que les travaux des commissions de leur province ne sont pas satisfaisants. Si je comprends bien, lorsque l'Orateur leur a renvoyé nos délibérations, les commissions sont absolument libres d'apporter les changements qu'elles estiment nécessaires. Nous reconnaissons et je pense que c'est fondé, que vous ne pouvez vous permettre de laisser les commissions actuelles dans les limbes pendant 18 mois. Nous rétablirons ensuite des commissions dont la composition aura ou n'aura pas changé et, de toute évidence, d'ici 18 mois, il sera probablement nécessaire de faire des changements de personnel.

Je pense donc qu'à la fin de ces 18 mois, si nous reprenons les délibérations actuelles communes et si nous envoyons les résultats de ces délibérations aux commissions remises sur pied, elles seront toutes aussi libres d'étudier les travaux des commissions précédentes et de tenir compte de l'opinion de la Chambre lorsqu'elles feront les modifications exigées par la nouvelle situation et elles ne seront pas obligées de revenir à la première case du jeu, de tenir des audiences publiques, etc.. Autrement dit, j'ai obligé les délais exacts, légalement, lorsque l'Orateur leur aura communiqué les résultats des délibérations de la Chambre des communes, elles disposeront de tels délais pour prendre une décision définitive. C'est un procédé beaucoup plus rapide que celui qui est envisagé dans le bill. Je pense, pour ma part, que c'est là le mandat que nous devrions confier aux nouvelles commissions de préférence à un mandat qui exigerait qu'elles recommencent tout le processus dès le début, ce qui retarderait indûment une détermination définitive des nouvelles limites.

[Text]

**Mr. MacEachen:** It is quite unlikely that the re-established commissions, if that ever happens, will have the same personnel.

**Mr. Barnett:** Granted.

**Mr. MacEachen:** Probably some of the commissions will say, we did our job and we are not going into it again. That may be one attitude. There may be others who will not serve.

**Mr. Barnett:** Or who have passed beyond this mortal sphere.

**Mr. MacEachen:** Yes. You may have entirely new personnel. If you charge them with the job and they are responsible people, they are going to feel obliged to do it properly. That is one aspect. I think it would be unreasonable to establish commissions in 1975 and think they are going to do a perfunctory job. They are going to be reporting back to Parliament. They are going to be taking the responsibility for the recommendations, and they need some time.

**Mr. Barnett:** My position is that they should not have to report back from Parliament. They should take the deliberations of Parliament when we resume the present suspended process, and I suggest that they do not necessarily have to do a perfunctory job of re-examining it.

**Mr. MacEachen:** Mr. Barnett, at one point in the preparation of this bill we had—we did not contemplate the commission reports coming back to Parliament again. I thought really it was quite reasonable and proper that members of Parliament should have the last comment and the last opportunity to comment on the work of the reinstated commissions before they made their final order. We could easily strike that out of the bill but when in 1975 the new commissions made proposals and members of Parliament did not have an opportunity even of commenting or filing objections, I think we would regret that action very much.

• 1010

**Mr. Barnett:** If I might just pursue this point, Mr. Chairman. There are two situations we are looking at and I think they both have to be considered in the context of what the Minister said. One is the situation where nothing happens and at the end of 18 months the process starts.

**Mr. MacEachen:** This is what we want. We want to avoid doing nothing.

**Mr. Barnett:** I am willing to agree that I hope we do not do nothing. But that is one situation. The other situation is where Parliament has taken action which makes substantial alteration in some cases—probably the number of members a province may be entitled. Under those circumstances it may be reasonable and proper, for a complete re-examination. It might make the bill a bit more cumbersome but I really think it should take into account those two alternatives.

[Interpretation]

**M. MacEachen:** Il est fort peu probable que les commissions remises sur pied aient la même composition.

**M. Barnett:** J'en conviens.

**M. MacEachen:** Certains membres des commissions actuelles déclareront peut-être qu'ils ont fait leur travail et qu'ils ne vont pas recommencer. C'est une attitude; d'autres ne seront peut-être plus disposés à prendre le poste.

**M. Barnett:** Oui ou bien ils auront quitté le monde des mortels.

**M. MacEachen:** Oui. Il est possible que le personnel soit entièrement nouveau. Si vous leur donnez un mandat et qu'ils sont conscients de leur responsabilité, ils vont s'estimer obligés de le faire convenablement. C'est un aspect. Il ne serait pas raisonnable de créer des commissions en 1975 en pensant qu'elles vont se contenter d'un travail de pure forme. Elles devront faire un rapport au Parlement elles endosseront la responsabilité des recommandations contenues dans ce rapport, et pour se faire elles auront besoin de temps.

**M. Barnett:** Personnellement, j'estime qu'elles ne devraient pas être tenues de faire un rapport au Parlement. Lorsqu'elles reprendront leurs travaux après la suspension, on devraient leur communiquer les délibérations du Parlement et je me permets d'ajouter que l'examen de ces délibérations ne doit pas être nécessairement un travail de pure forme.

**M. MacEachen:** Monsieur Barnett, lorsque nous préparons ce bill, à un moment donné nous n'avions pas l'intention de faire en sorte que les rapports de la Commission retournent au Parlement une fois de plus. Je pensais qu'il était raisonnable et justifié d'accorder aux députés le dernier mot ainsi qu'une dernière possibilité de faire des observations sur les travaux des nouvelles commissions avant qu'une décision définitive ne soit prise. Il serait très facile de supprimer cette disposition mais je pense que nous pourrions le regretter beaucoup en 1975 lorsque les nouvelles commissions feront leurs propositions et que les députés n'auront même pas la possibilité de faire des observations ou de présenter des objections.

**M. Barnett:** Je vais aller plus loin, monsieur le président. Nous devons envisager deux situations et, je pense, nous devons le faire à la lumière de ce que le ministre a dit. D'une part il est possible que rien ne se produise d'ici la fin des 18 mois, ce qui nous permettrait de mettre le processus en marche.

**M. MacEachen:** C'est ce que nous désirons. Nous voulons éviter l'inaction.

**M. Barnett:** Je suis tout disposé à convenir que j'espère que nous ne ferons rien. Mais c'est une possibilité seulement. En vertu de l'autre situation, le Parlement prendra des mesures qui modifieront considérablement dans certains cas... probablement le nombre de députés accordés à une province. Dans ces circonstances, il sera peut-être raisonnable et justifié de réétudier entièrement la situation. Cela est susceptible de rendre le projet de loi plus complexe, mais je pense que nous ne pouvons éviter de tenir compte de ces deux possibilités.



## [Texte]

In other words, if Parliament through the action of other legislation altered the number of seats to which provinces are entitled, in contrast to the situation that currently exists under this redistribution, then I would submit that there might be some grounds for a commission starting from square one and for Parliament having a final go at it again. If that does not happen I think it is redundant for us to create a situation where, in the way the Minister explained the time-table, the next election in a normal four-year cycle would be held on the 1961 census.

**Mr. MacEachen:** Depending on what time of year it was. It would be on the new . . .

**Mr. Barnett:** Agreeing as I have—some of my colleagues from British Columbia have not—this would be a useful exercise to contemplate undertaking. Nevertheless I really do not think it is proper that we should be having to speak in unnecessary terms of facing a 1976 election on the existing constituency boundaries. If this bill is going to meet with a degree of general satisfaction among members of the House I think it is important for that aspect of the matter really to be taken into account by the Committee.

**The Chairman:** I do not like to interrupt Mr. Barnett but I think you are discussing more than the principle of the bill; you are discussing what should take place afterwards. I believe without wanting to make a ruling on the point you are trying to express before the members that we should get back to Clause 2 and have other members ask their questions. Mr. McKinnon.

**Mr. McKinnon:** Thank you, Mr. Chairman. I listened with interest to the President of the Privy Council both this morning and in the House the other day. I disagree that this is a relatively simple bill. It may be relatively simple in form but the implications in it are very complex and far-reaching. I find great difficulty in accepting your premise that suddenly Parliament, the supreme governing body in this land, might be faced with the possibility that they cannot hold an election. If the government decided it wished to dissolve this Parliament and have an election before we were able to hold it on the new boundaries, I should be indeed surprised if we were not able to get nearly unanimous consent of the House to hold it on the old boundaries. I simply cannot accept that it is not within the authority of the House of Commons to decide to hold an election on the old boundaries at any time until the new act becomes law and is completed.

• 1015

On that point, if we do nothing for the next 18 months, I have difficulty in seeing what is going to change the situation. If it is now impossible, or is going to be impossible in September or this fall, to have an election, I have not yet seen the changes that would have to be guaranteed to be made in the next 18 months, even if we do nothing, to enable us to have an election in 20 months—for the same reasons that you advance that we might not be able to have one this fall under these rules.

## [Interprétation]

Autrement dit, si le Parlement, en adoptant une nouvelle loi, modifiait le nombre des sièges accordés aux provinces, ce qui ne serait pas conforme à la situation actuelle en vertu de cette redistribution, je pense qu'il serait peut-être bon que les commissions reprennent tout depuis le début et que le Parlement ait une dernière fois la possibilité de donner son avis. Si cela ne se produit pas, je pense qu'il serait inutile que nous nous imposions une prochaine élection normale fondée sur le cycle des 4 ans qui serait fondée sur le recensement de 1971.

**M. MacEachen:** Cela dépendrait de l'époque de l'année. Le nouveau . . .

**M. Barnett:** J'ai été très conciliant, contrairement à certains de mes collègues de Colombie-Britannique, et je pense qu'il serait bon d'envisager cette possibilité. Pourtant j'estime que nous ne devons pas envisager inutilement une élection en 1976 basée sur les limites actuelles des circonscriptions. S'il s'avère qu'en règle générale les députés de la Chambre sont satisfaits de ce projet de loi, j'estime que le comité doit absolument tenir compte de cet aspect de la question.

**Le président:** Monsieur Barnett, je répugne à intervenir mais je pense que vous allez au-delà du principe du bill; c'est une discussion que vous devriez soulever plus tard. Sans vouloir prendre officiellement une décision, je pense que nous devrions nous en tenir à l'article 2 et permettre aux autres députés de poser leurs questions. Monsieur McKinnon.

**M. McKinnon:** Merci, monsieur le président. J'ai écouté avec intérêt le Président du Conseil privé ce matin et également à la Chambre l'autre jour. Je ne suis pas d'accord avec lui lorsqu'il déclare lorsqu'il s'agit d'un projet de loi relativement simple. De forme, il est peut-être relativement simple, mais ses implications sont extrêmement complexes et vont très loin. Il m'est difficile d'accepter que du jour au lendemain le Parlement, l'organe suprême du gouvernement de ce pays, puisse se trouver dans l'impossibilité de tenir une élection. Si le gouvernement décidait de dissoudre ce Parlement et de tenir une élection avant que cela ne soit possible en vertu de nouvelles limites, je serais extrêmement surpris que nous ne puissions pas obtenir l'assentiment presque unanime de la Chambre pour des élections basées sur les anciennes limites. Il me semble inimaginable que la Chambre n'ait pas le pouvoir de décider de tenir une élection fondée sur les anciennes limites à n'importe quel moment jusqu'à la proclamation de la nouvelle loi.

A ce sujet, si nous ne faisons rien d'ici les 18 prochains mois, je ne vois pas très bien ce qui pourrait changer la situation. S'il est aujourd'hui impossible, si cela le devient en septembre ou à l'automne de tenir une élection, je n'ai pas encore vu les modifications qu'il faudrait nous garantir d'ici les 18 prochains mois, même si nous ne faisons rien, et qui nous permettrait de tenir une élection dans les 20 prochains mois . . . pour les mêmes raisons que vous donnez, c'est-à-dire qu'il est possible que nous ne puissions pas faire des élections cet automne en vertu de ces règlements.



## [Text]

It seems to me that stopping these 10 commissions from operating, and trying to start them up again in 18 months, is simply inviting a shambles. The committees have done a lot of hard work; they are not likely to sit there dozing or idling for 18 months and be able to start up again. As you said, there will be a lot of changes; because of the age group, some of the commissioners are not likely to be still available and raring to go in 18 months.

I should like to speak for a moment on the situation in British Columbia. In the last election out of our 23 constituencies, 10 had over 100,000 people. As I mentioned in my speech the other day, for nine years we have looked forward to getting some justice in British Columbia on the distribution laws. We have waited patiently. But this bill embodies the opposite of the old saying that justice must not only be done but seen to be done; this is one place where we decide to do an injustice, and to make sure that everyone sees that we are being unjust. For that reason I have an amendment. I must apologize for it, it has not been checked out by legal authorities or advisers. There was very short notice that this Committee was to meet on this bill, and I had some duties to perform in the House yesterday which prevented me from having them checked out as well as I might.

I wish to amend the bill in this form—and I have copies here. I would ask you to ignore the first paragraph; it was meant as an accompanying memo when the amendment went to our legal advisor for advice on the form. I have not been able to have that done, because it has been too urgent a problem.

I should like to amend the cover page: after "... Readjustment Act", to add the words "except in the Province of British Columbia".

On page 1, after "... Readjustment Act," add the words "except in the Province of British Columbia."

And on page 1, add a new paragraph:

1. (a) Nothing hereafter stated in this Act applies to the Province of British Columbia. In British Columbia the Election Boundaries Readjustment Act is not suspended and is to continue in effect uninterrupted.

I do not know whether or not this is legally exact; I am certainly willing to accept any advice that would make it legally acceptable.

I should like to compliment Mr. Reid on whatever message it was he sent out this morning; it is a pleasure to see you gentlemen at this Committee. Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Reid: On the procedural point, if I may discuss that Mr. Chairman?

The Chairman: Mr. Reid.

Mr. Reid: On the procedural point, whether the amendment is receivable by the Chair. I would submit, with a certain amount of sympathy to Mr. McKinnon, that the amendment is not in order, for the following reasons: first it goes beyond the principle of the proposed act that was accepted by the House at second reading. That was to suspend the electoral boundaries readjustment process—without any exceptions. That, surely, was the essence of the bill at second reading. This, of course, would ...

## [Interpretation]

Il me semble qu'en suspendant le fonctionnement de ces 10 commissions et en essayant de les remettre sur pied dans 18 mois, nous ne ferons que susciter le désordre. Les comités ont travaillé très fort, il est peu probable qu'ils sommeillent ou se tournent les pouces pendant 18 mois pour ensuite recommencer. Comme vous l'avez dit, beaucoup de changements seront apportés; à cause de leur âge, une partie des commissaires ne seront plus disponibles et n'auront plus le même entrain dans 18 mois.

Je voudrais vous entretenir de la situation en Colombie-Britannique. Au cours de la dernière élection, sur nos 23 circonscriptions, 10 avaient plus de 100,000 habitants. Comme je l'ai dit dans mon discours l'autre jour, pendant 9 ans nous avons attendu que les lois de distribution fassent justice à la Colombie-Britannique. Nous avons attendu patiemment. Mais ce projet de loi contredit le vieux dicton qui veut que non seulement justice doit être faite mais qu'elle doit également être visible; avec ce projet de loi, nous décidons de faire une injustice et nous nous assurons que tout le monde s'en apercevra. C'est pourquoi je propose un amendement. Je dois présenter mes excuses car cet amendement n'a pas été vérifié par des autorités ou des conseillers juridiques. La réunion de ce Comité a été décidée très rapidement et j'étais occupé à la Chambre hier et n'ai donc pas pu faire vérifier cet amendement autant que je l'aurais voulu.

Je désire modifier ce bill de la façon suivante ... j'en ai des exemplaires. Je vous demande de ne pas tenir compte du premier paragraphe, il s'adressait à notre conseiller juridique. Étant donné l'urgence du problème, je n'ai pas pu le lui soumettre.

Je désire modifier la page couverture en ajoutant après les termes «... circonscriptions électorales» les mots «à l'exception de la province de Colombie-Britannique».

À la page 1, après les mots «... circonscriptions électorales» ajouter les mots «à l'exception de la province de Colombie-Britannique.»

Et à la page 1, ajouter un nouveau paragraphe:

1.(a) Aucune des dispositions contenues dans cette loi ne s'applique à la province de Colombie-Britannique. En Colombie-Britannique la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales n'est pas suspendue et reste en vigueur sans interruption.

Je ne sais pas si cela est juridiquement acceptable, si ce n'est pas le cas, je suis tout disposé à faire les modifications nécessaires.

J'en profite pour féliciter M. Reid du message qu'il a envoyé ce matin, tel qu'il soit; c'est un plaisir, messieurs, de vous rencontrer ici. Merci, monsieur le président.

M. Reid: Monsieur le président, vous me permettez de discuter cela du point de vue de la procédure?

Le président: Monsieur Reid.

M. Reid: Je voudrais parler de la recevabilité de cet amendement. Tout en étant très sympathique au point de vue de M. McKinnon, je pense que cet amendement n'est pas recevable pour les raisons suivantes: en premier lieu, il va au-delà du principe du projet de loi tel qu'il a été approuvé par la Chambre en seconde lecture. Ce principe consistait à suspendre le processus de révision des limites des circonscriptions électorales sans aucune exception. Voilà quel était le fond du bill tel qu'il est passé en seconde lecture. Évidemment, cela ...

[Texte]

**Mr. McKinnon:** On a point of order, could you tell me where it says "without any exceptions" in the bill?

• 1020

**Mr. Reid:** Well, I am arguing that when you have an act which applies generally across the country and it is accepted by the House at second reading, when one begins to put exceptions into it then one is violating the basic principle of it. I am arguing, since the existing act applies across the country without exceptions, that when one attempts to put exceptions into an amended act one is therefore violating the principle of the act as approved by the House at second reading.

**Mr. Chairman,** that is the main point I would like to make on the procedural argument. I would like to reserve my right to argue the substance of it, should you declare his receivable.

**The Chairman:** Mr. Stackhouse.

**Mr. Stackhouse:** Mr. Chairman, I would like to comment now on the procedural point but I would like to speak later on the substance, because I think that if this amendment is accepted we could very well consider adding, as an amendment to the amendment, the Province of Ontario.

It would seem to me, Mr. Chairman, that a committee is the very place where exceptions should be moved, that one cannot very readily do that when the bill is debated for second reading in the House of Commons. And, if members are to point out areas where a bill may do injustice to a particular part of the country or a particular segment of society, it is at the committee stage where that should be pointed out and suitable amendments moved and adopted. Otherwise, it would seem to me, Mr. Chairman, there is no opportunity for exceptions ever to be included in legislation and we would depart from the sort of common sense approach that indicates that no matter how good something is in principle there are always exceptions to be made in its application. I think that runs throughout most practices, parliamentary and otherwise, and whatever is to be said for suspending the electoral Boundaries Readjustment Act and its implementation for the next 18 months, I think there is much more to be said for providing the exception intended by this amendment and by my proposed subamendment, which would give justice to two provinces which, by the suspension of this proposed act, they are going to be robbed of representation to which they are entitled, should an election be held in the next 18 months.

**The Chairman:** Is it a subamendment that you are putting?

**Mr. Stackhouse:** No, I am just speaking on the procedural point and, if you accept the amendment, then I will put a subamendment. Is that acceptable?

• 1025

**The Chairman:** Yes. Does anyone wish to give advice to the Chair on the procedural point of the amendment proposed by Mr. McKinnon? What I am having difficulty with is the acceptance of such an amendment if 10 different members of 10 different provinces move amendments to exclude the application of the bill to their own province, thereby killing the principle of the bill, which would completely suspend the operation of the revisory commission on boundaries. In fact, if this motion is acceptable, that this bill be suspended in British Columbia, and then the application of this bill is suspended in Ontario, what

[Interprétation]

**M. McKinnon:** Un rappel au règlement. Pouvez-vous me dire où l'on peut trouver «sans exception» dans le bill?

**M. Reid:** Ce que je dis c'est que lorsqu'il s'agit d'une loi pour tout le pays, adoptée lors de la deuxième lecture, et qu'on y met des exceptions, alors on viole le principe de base d'une loi. Puisque la loi s'applique au pays sans exception, si quelqu'un met des exceptions dans une loi amendée, alors il viole le principe même de la loi qui a été approuvée en deuxième lecture en Chambre.

Monsieur le président, voilà ce que je voulais concernant l'argument de procédure. Je me réserve le droit d'en tester le contenu si vous le déclarez plausible.

**Le président:** Monsieur Stackhouse.

**M. Stackhouse:** Monsieur le président, j'aimerais commenter le point de procédure, mais j'aimerais aussi parler plus tard du contenu, car si l'on accepte cet amendement, on pourrait alors envisager d'ajouter, comme amendement à l'amendement, la province d'Ontario.

Il me semble, monsieur le président, que le Comité est la place idéale pour proposer des exceptions. On ne peut pas faire cela, lorsque le bill est rendu à la deuxième lecture en Chambre. Si les députés dénotent des parties du bill qui peuvent causer une injustice à une partie du pays ou de la société, on devrait étudier la question au Comité, et proposer des amendements efficaces. Autrement, il me semblerait, monsieur le président, qu'on ne peut pas inclure des exceptions dans la loi et qu'on dérogerait au principe, selon lequel toute chose, si bonne soit-elle, comporte toujours des exceptions. Je crois que cela existe dans la pratique, que ce soit pour des questions parlementaires ou autres, et tout ce qui peut se dire au sujet de la suspension de l'application de la loi sur la révision des limites des circonscription électorales pour les 18 prochains mois, je crois qu'on a encore beaucoup à discuter au sujet des exceptions tel que proposé par l'amendement et par mon sous-amendement, qui accorderaient justice à deux provinces qui, par la suspension de l'application de la loi, seront ainsi privées de la représentation à laquelle elles ont droit, si une élection devait avoir lieu au cours des 18 prochains mois.

**Le président:** Proposez-vous un sous-amendement?

**M. Stackhouse:** Non, je ne parle que de la question de procédure et, si vous acceptez l'amendement, alors je proposerai un sous-amendement. Acceptez-vous?

**Le président:** Oui. Quelqu'un désire-t-il conseiller le président sur la question de procédure de l'amendement proposé par M. McKinnon? Un tel amendement sera difficile à passer si les dix membres des dix provinces présentent des amendements pour empêcher l'application du bill dans leur propre province, et, ce faisant, déroger au principe du bill, qui suspendrait alors les activités de la commission chargée de la révision des limites. En réalité, si l'on accepte cette motion, c'est-à-dire que le bill ne soit pas appliqué en Colombie-Britannique, et que son application est refusée en Ontario, qui pourrait empêcher les autres

## [Text]

would prevent any of the other members of any other province putting another motion, resulting in this bill not having any effect whatsoever? This bill in principle does suspend the application of the revisory boundary commission. I am not making a ruling at this point; I just want to seek your advice on this. I have been referred to page 534 of May's Parliamentary Practice, Seventeenth Edition, which says:

(1) A committee is bound by the decision of the House, given on second reading, in favour of the principle of the bill, and should not, therefore, amend the bill in a manner destructive of this principle.

We can destroy a bill entirely in one motion or we can destroy it by pieces. In fact, are we not accepting the consequence of destroying the application of the bill by accepting such an amendment where, in any part of the country where the law should apply, it will not apply?

**Mr. Benjamin:** Mr. Chairman, on the point you raise, I think you are probably right. I do not think there is anything to prevent members from the other eight provinces moving exceptions to this as well, but in practice I would be very, very surprised if members from four or five provinces who are going to lose ridings would do so. It seems to me that the amendment and, from what I have heard, the subamendment in effect would result in our having the best of both worlds; the provinces who are due to lose seats will not, and the provinces who are to gain seats will. What we are in effect doing is taking an action that has been suggested from a number of quarters, that we increase the numbers of members of Parliament, when we would be effectively doing that if an election were held in the next, say, six or seven months, by the time the new boundaries in British Columbia and Ontario had been re-established and they had their additional seats. You then would be electing 269 members of Parliament instead of 264. I think Ontario gets an increase of two, do they not?

**An hon. Member:** Three.

**Mr. Benjamin:** There would be 270 members of Parliament instead of 264. At the same time provinces like Saskatchewan, Manitoba, New Brunswick and Newfoundland will not have lost any seats because they will be fighting their campaigns on the old boundaries. I am no procedural expert but it would seem to me, if the Committee chose to do this, it would be in order to do it. We might be laughed at a little bit but we would be accomplishing what seems to me most members of the House want to accomplish, and that is to have the best of both worlds in this situation.

**Mr. McKinnon:** Democracy is rearing its ugly head again.

**Mr. Reid:** Mr. Chairman, the quotation you read from May's Parliamentary Practice, Seventeenth Edition, I think is the point I made—that the House having made a decision on the principle of the bill, which is to suspend an act which applies without exception across Canada, that principle cannot be violated, and that is what the proposed amendment would do. It would provide an exception in a particular province. Even if it carries, Mr. Chairman, and the bill as amended carried, it would put us in the ridiculous situation of perhaps being forced into an election within six months and not being able to have an election in British Columbia because there would be no new ridings available. There are absurdities upon absurdities and

## [Interpretation]

membres de présenter des amendements, qui résulteraient en l'annulation du bill? Ce bill, en principe, suspend les activités de la commission chargée de la révision des limites des circonscriptions électorales. Je ne propose pas de règlements en ce moment, mais je vous demande conseil. On m'a renvoyé à la page 534 des règles parlementaires de May, septième édition qui indique que:

(1) un comité est lié de par la décision prise par la Chambre, en seconde lecture en faveur du bill et ne devrait pas, par conséquent, modifier le bill de façon à porter atteinte à son principe.

Nous pouvons détruire entièrement un bill par une motion unique ou nous pouvons le détruire petit à petit. En fait, en acceptant un tel amendement est-ce que nous n'acceptons pas par là même la destruction de la mise en application de ce bill puisque dans toute partie du pays où cette loi devrait s'appliquer, elle ne s'appliquera plus?

**M. Benjamin:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement, vous avez probablement raison. Il n'y a rien qui empêche les députés des huit autres provinces de proposer des exceptions mais en pratique il serait fort surprenant que les députés de 4 ou 5 provinces qui vont perdre leur circonscription électorale, procéderaient ainsi. Il me semble que cet amendement et, d'après ce que j'ai compris, le sous-amendement nous donneraient des avantages des deux côtés: les provinces qui vont perdre leurs sièges ne les perdront pas et les provinces qui vont gagner des sièges en gagneront. Ce que nous faisons en fait c'est prendre une mesure qui a été préconisée dans bien des endroits, d'augmenter le nombre des députés à un moment où en fait nous procéderions ainsi si nous tenions une élection dans les 6 ou 7 mois à venir, puisqu'alors les nouvelles limites électorales de la Colombie-Britannique et de l'Ontario auront été ré-établir et que ces provinces auront donc leurs sièges supplémentaires. Vous élimiez alors 269 députés au Parlement au lieu de 264. Je crois que l'Ontario en obtient 2 de plus?

**Une voix:** Trois.

**M. Benjamin:** Il y aurait donc 270 députés au Parlement au lieu de 264. D'autre part, des provinces comme la Saskatchewan, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick et Terre-Neuve n'auront perdu aucun siège car leurs campagnes électorales se feront selon les anciennes limites. Je ne suis pas un expert en procédure mais il me semble que si le Comité procède ainsi c'est régulier. Peut-être qu'on sourira un peu mais nous accomplirons ce que la plupart des députés de la Chambre veulent accomplir, soit obtenir des avantages des deux côtés.

**M. McKinnon:** La démocratie montre à nouveau son mauvais côté.

**M. Reid:** Monsieur le président, la citation des règles parlementaires de May, septième édition, indique, je crois, ce que j'ai souligné à la Chambre soit que la Chambre ayant pris une décision au sujet du principe du bill, soit de suspendre la loi telle qu'elle s'applique sans exception à tout le Canada, que ce principe ne peut être violé et c'est ce que l'amendement proposé ferait. Il fournirait une exception dans une province en particulier et même s'il est adopté, monsieur le président, et que le bill tel que modifié est adopté, ceci nous mettrait dans cette situation ridicule d'être peut-être obligés de tenir une élection dans les six mois à venir et de ne pouvoir tenir une élection en Colombie-Britannique du fait que nous n'aurions pas ces nouvel-



## [Texte]

it is my opinion, Mr. Chairman, that the opinion of the House having been expressed on second reading, you, as Chairman of this Committee, have no recourse but to declare the motion nonreceivable.

**Mr. Ritchie:** Mr. Chairman, I just do not see how one could continue the redrawing of the map in British Columbia and Ontario and not in the other provinces, because I think, as Mr. Benjamin points out, we would change the number of members of the House, and I do not think we can do that.

**An hon. Member:** Why not?

**Mr. Ritchie:** We should not anyway, if we could, because I do not think it is up to this Committee to do it. So I do not see how this could be carried forward unless the whole bill is carried forward.

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, this bill is already an exception to another bill, so if we start having exceptions in a bill which is already an exception to another bill, having to do with the Electoral Boundaries Readjustment Suspension Act, I am afraid we are going to fall into all kinds of problems not only the fact that the Chairman said that in principle all the members could propose subamendments for all the 10 provinces. We just cannot foresee, Mr. Benjamin, that there will not be any subamendments. There is an amendment already. Mr. Stackhouse said he proposed to submit another subamendment, and who knows who is going to submit another subamendment? Then we kill the bill.

**Mr. Stackhouse:** If it happens, but that is only a possibility.

• 1030

**The Chairman:** Please address yourselves to the Chair if you want your words recorded. Mr. Barnett.

**Mr. Barnett:** Mr. Chairman, the procedural question that is raised by the introduction of this amendment obviously has some pretty deep implications. I do not think it should be the subject matter of a snap decision one way or the other.

I might point out that the bill makes specific reference to the suspension of certain sections of the act, not to the act itself in its entirety. I am sorry I have not got the act in front of me, but I think one of the points that have to be kept in mind is that the act itself makes provision not for an electoral boundaries redistribution commission, but of itself makes specific provision for a separate redistribution commission for each of the provinces.

I think that if the original bill had had in this that the boundaries commissions in all of the provinces except one or two, that their work be suspended, that probably would have been in order although someone has argued that it would not be constitutionally proper for that technique of amending the number of members in the House of Commons to be followed. It goes beyond the immediate procedural question of the bill, and it is possibly an aspect of the procedural question which should be looked at.

Your suggestion that if there were successive amendments to suspend its operation in all of them it would in effect defeat the purpose of the bill certainly is a point that should be taken into account, but I would suggest, Mr. Chairman, that perhaps a ruling on this matter be held in abeyance until we have had a chance to look thoroughly into the various implications of it.

## [Interprétation]

les circonscriptions électorales. Ce ne sont là que des absurdités et, à mon avis, monsieur le président, vu que l'opinion de la Chambre a été exprimée à la deuxième lecture, vous, à titre de président du Comité, ne pouvez que déclarer cette motion irrecevable.

**M. Ritchie:** Monsieur le président, je ne vois pas comment on pourrait continuer à redessiner la carte de la Colombie-Britannique et de l'Ontario et non pas celle des autres provinces car je crois, comme M. Benjamin l'a souligné, qu'alors nous modifierions le nombre des députés à la Chambre et je ne pense pas que nous pouvons le faire.

**Une voix:** Pourquoi pas?

**M. Ritchie:** Nous ne devrions pas le faire en tout cas, car je ne pense pas que c'est à ce Comité de le faire. Je ne vois donc pas comment ceci pourrait s'appliquer à moins que tout le bill soit appliqué.

**M. Lachance:** Monsieur le président, ce bill constitue déjà une exception à un autre bill et par conséquent si nous continuons à faire des exceptions aux exceptions dans le domaine de cette Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, alors je crois que nous allons tomber dans toutes sortes de problèmes, non pas seulement celui qu'a indiqué le président qu'en principe tous les députés pourraient nous proposer des sous-amendements dans le cas des dix provinces. Nous ne pouvons pas savoir, monsieur Benjamin, s'il va y avoir des sous-amendements. Il y a déjà un amendement. M. Stackhouse a dit qu'il avait l'intention de présenter un autre sous-amendement. Donc, nous allons tuer ce bill.

**M. Stackhouse:** Cela peut se produire mais ce n'est qu'une possibilité.

**Le président:** Adressez-vous au président si vous voulez que vos paroles soient consignées. Monsieur Barnett, vous avez la parole.

**M. Barnett:** Monsieur le président, la question de procédure mise en cause par la présentation de cet amendement a, sans l'ombre d'un doute, d'importantes conséquences. Je ne crois pas qu'on devrait prendre une décision précipitée dans un sens ou un autre.

Je ferai remarquer que ce bill parle de la suspension de certains articles de la loi mais non pas de toute la loi. C'est dommage que je n'aie pas la loi devant moi mais je crois que la loi ne prévoit pas une commission de redistribution des limites des circonscriptions électorales mais prévoit particulièrement des commissions de redistribution distincte pour chaque province.

Je crois que si le bill dès l'origine avait prévu que le travail de toutes les commissions s'occupant des limites des circonscriptions dans toutes les provinces, soit une ou deux, serait suspendu qu'alors ceci aurait été recevable bien que quelqu'un a prétendu que cette technique de modification du nombre des députés n'était pas en règle constitutionnellement parlant. De toute façon, cette action va au delà de la compétence immédiate au point de vue procédure du bill et c'est peut-être un aspect de la question de procédure que l'on devrait examiner.

On devrait certainement tenir compte de ce que vous avez dit, c'est-à-dire que si on proposait trop d'amendements successifs pour suspendre les opérations qu'en fait on irait à l'encontre des objectifs du bill mais je proposerais, monsieur le président, qu'on ne prenne pas de décisions à ce sujet avant que nous ayons examiné d'une façon approfondie toutes les conséquences de cette action.



*[Text]*

That is really my submission, and I think in particular the implications in the particular sections of the act that this bill proposes to suspend should be looked at in relation to whether or not the amendment is in order.

**The Chairman:** On this question of procedure, I would consider all the consequences of this amendment, the possibility of having it accepted for discussion and disposal by this Committee and make a ruling on it later on at another meeting, either this afternoon or this evening.

As far as I am concerned, if there is any other member who would like to give advice to the Chair before I consider the matter, look into it and make a ruling later on, I will receive it with pleasure. Mr. Stackhouse.

**Mr. Stackhouse:** Mr. Chairman, I just want to say that if you are going to do that, which I think is quite reasonable, I will just move a subamendment to add the words "and the Province of Ontario", the cover page, page 1, and to add a new paragraph 1(a). That is just for the record.

• 1035

**The Chairman:** Your subamendment proposes that this bill does not apply to the Province of Ontario.

**Mr. Stackhouse:** Correct.

**The Chairman:** Mr. Roy.

**Mr. Reid:** May I speak for a moment to the procedural acceptability of that?

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Roy (Timmins):** I am still on the procedural of the first one.

**Mr. Reid:** All right; go ahead.

**Mr. Roy (Timmins):** Mr. Chairman, I just cannot understand how this Committee could take upon itself the responsibility of changing the British North America Act, which is exactly what it would do by increasing the number of seats in the House which would come as a result of this amendment and the proposed subamendment. It seems to me that is very clear. We do not have authority to do this; we are going way beyond the bounds of our authority and responsibility, and certainly exceeding the bounds of the work that has been assigned to us by the House. Having said that, I cannot see why you should not or could not rule immediately that the amendment is not acceptable. Nothing that has been said has shown me any possibility that it might become acceptable.

**Mr. Lachance:** It may very well be the strongest argument.

**Mr. Roy (Timmins):** This is what it would accomplish: it would change the British North America Act.

So I would hope that the Chair would rule now to dispose of the amendment and get along with the business at hand.

**The Chairman:** At this point, Mr. Roy, you have raised another major consequence. If this amendment were accepted and passed by this Committee, a consequence might be to increase the number of seats above 264, and this is not the forum to do it. This is another point.

*[Interpretation]*

Voilà donc ce que je propose et je songe en particulier aux répercussions pour les articles particuliers de cette loi que ce bill se propose de suspendre, qu'on examine ce dernier afin de savoir si oui ou non cet amendement est régulier.

**Le président:** En ce qui concerne la question de procédure, je considérerais toutes les conséquences de cet amendement qu'on examine la possibilité d'en discuter dans notre comité et de prendre une décision à une séance ultérieure, soit cet après-midi, soit ce soir.

Quand à moi, et s'il y a un autre député qui voudrait conseiller le président avant que j'examine cette question et que je prenne une décision, je suis prêt à l'entendre. Monsieur Stackhouse, vous avez la parole.

**M. Stackhouse:** Monsieur le président, si vous procédez ainsi, ce que je considère très raisonnable, je proposerais un sous-amendement pour que l'on rajoute les mots: «et la province de l'Ontario», sur la page de couverture, à la page 1, et qu'on ajoute un nouveau paragraphe 1 a). C'est pour le procès-verbal.

**Le président:** Votre sous-amendement propose que ce bill ne s'applique pas à la province de l'Ontario.

**M. Stackhouse:** C'est exact.

**Le président:** Monsieur Roy vous avez la parole.

**Mr. Reid:** Puis-je parler un moment sur la question d'admissibilité au point de vue de procédure?

**Le président:** Oui.

**M. Roy (Timmins):** J'en suis toujours à la question de procédure pour le premier amendement.

**M. Reid:** Très bien.

**M. Roy (Timmins):** Monsieur le président, je ne vois pas comment le présent Comité puisse prendre la responsabilité de modifier l'Acte de l'Amérique du Nord britannique ce qu'il ferait en augmentant le nombre de sièges à la Chambre ce qui résulte de cet amendement et de l'amendement proposé. Ceci me paraît très clair. Et nous n'avons pas la compétence de procéder ainsi. Et ceci dépasse très certainement le cadre des tâches que la Chambre nous a affectées. Ceci dit, je ne vois pas pourquoi vous ne pourriez pas décider immédiatement que l'amendement n'est pas recevable. Rien de ce qui a été dit ne m'indique qu'il est possible qu'il devienne recevable.

**M. Lachance:** Il se pourrait fort bien que ce soit là l'argument le plus fort.

**M. Roy (Timmins):** Voici ce qu'il ferait: il modifierait l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

Donc, j'espère que le président décidera de ne pas régler la question de l'amendement et de continuer avec les affaires en cours.

**Le président:** Pour l'instant, monsieur Roy, vous avez soulevé une autre conséquence importante: si cet amendement était accepté et adopté par le présent Comité, ceci augmenterait le nombre de sièges qui seraient plus élevés que 264 et ce n'est pas ici que nous devons le faire.

## [Texte]

What I want to do is to look carefully at all the aspects of this amendment and make a ruling later on. It might be simpler to decide right away but I want my mind clear on the issue of it with all its consequences. If there is a way to accept it, I will, but if not, I will say why and make a ruling accordingly. Mr. Stewart.

**Mr. Stewart (Cochrane):** Mr. Chairman, in addition to that, we are sitting here as a Committee of the House of Commons. We are not here representing individual provinces, and indeed I would question that the members of this Committee are capable of speaking on behalf of the individual provinces. Certainly in the case of Mr. Stackhouse's subamendment, it would be entirely against the wish of most of the members who represent seats from the House of Commons here now from Ontario. So it seems rather out of our purview entirely to speak in terms of exceptions for individual provinces when we are speaking in general terms of electoral boundaries for Canada.

**The Chairman:** I think I am pretty well informed of the ideas and views of the members as to the acceptability of the proposed amendment by Mr. McKinnon, and until I announce my ruling at the next meeting, I think it appropriate that we pursue discussion of the other aspects of the bill. If at the second meeting we can make any progress on the other items, it might be appropriate to indicate if there is any member who wants to speak on the other items of the bill.

**Mr. Stackhouse:** Mr. Chairman, on the point that Mr. Stewart made, I quite agree that I do not speak for the majority of Ontario members at this meeting, but I am sure the intent of the subamendment would express the desires of the majority of the people of Ontario.

**Le président:** Monsieur Duquet.

• 1040

**M. Duquet:** Monsieur le président, je voudrais signaler un autre aspect de la proposition; il me semble que si nous acceptons l'amendement d'ajouter ce qu'on demande, d'abord au titre du bill, et à l'article 1, ajouter les provinces de l'Alberta et de l'Ontario, je ne vois pas trop bien comment nous pourrions ensuite...

**Mr. McKinnon:** Mr. Chairman, on a point of order. It is the province of British Columbia.

**Mr. Duquet:** I am sorry.

... la Colombie-Britannique et l'Ontario, je ne vois pas très bien comment nous pourrions poursuivre la discussion sur l'article 2 et qui dit justement que:

... la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales est par les présentes suspendue jusqu'à ce que le Parlement prenne d'autres dispositions relativement à ces articles.

Alors comment pourrions-nous discuter l'article 2 qui veut que le Parlement prenne des dispositions quant aux articles 20 à 27, si nous avons déjà accepté un amendement au titre et à l'article 1 qui, justement, est contraire à l'application de l'article 2? Je ne vois pas comment nous pourrions poursuivre la discussion si les deux amendements étaient acceptés, parce que ceci vient en contradiction flagrante avec l'article 2 qui dit que c'est le Parlement qui devra prendre d'autres dispositions. Il me semble que la discussion et que les amendements proposés devront

## [Interprétation]

Ce que je voudrais examiner d'une façon plus approfondie, les aspects de cet amendement de prendre une décision plus tard. Il serait plus simple de décider tout de suite, mais je veux être bien certain de ce qu'il en est et des conséquences. S'il y a un moyen de l'accepter, je le prendrais, mais s'il n'est pas recevable, je prendrai une décision en ce sens. Monsieur Stewart vous avez la parole.

**M. Stewart (Cochrane):** Monsieur le président, j'ajouterais ici que nous siégeons à titre de comité de la Chambre des communes. Nous ne représentons les provinces en particulier et en fait, je doute même que les membres de ce Comité puissent parler au nom des provinces en particulier. Il n'y a pas de doute dans le cas du sous-amendement présenté par M. Stackhouse, on irait tout à fait contre le désir de la plupart des députés qui sont ici et qui représentent l'Ontario. Ce n'est pas de notre compétence de s'occuper d'exception pour des provinces en particulier lorsque nous discutons en général des limites des circonscriptions électorales au Canada.

**Le président:** Je crois être bien au courant des opinions des députés en ce qui concerne l'admissibilité de l'amendement proposé par M. McKinnon et avant que j'annonce ma décision à la prochaine séance je pense qu'il est pertinent maintenant de continuer à discuter de certains autres aspects du bill. Si, lors de la seconde séance, nous avançons dans l'étude des autres questions, il pourrait être approprié de savoir si d'autres députés veulent parler des autres questions du bill.

**M. Stackhouse:** Au sujet de la question soulevée par M. Stewart, je suis tout à fait d'accord pour dire que je ne parle pas comme représentant de la majorité des députés de l'Ontario à la séance ici, mais je suis sûr que l'objectif du sous-amendement exprime le désir de la majorité des gens de l'Ontario.

**The Chairman:** Mr. Duquet.

**Mr. Duquet:** Mr. Chairman, I should like to bring up another point concerning the proposition. It seems to me that, if we accept the amendment to modify the title of the bill and Clause 1, by excluding the provinces of Alberta and Ontario, I do not see how we would be able to carry on with...

**M. McKinnon:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Il s'agit de la province de la Colombie-Britannique.

**M. Duquet:** Excusez-moi.

... to exclude British Columbia and Ontario, I do not see how we shall be able to carry on the discussion of Clause 2, Which says:

The Electoral Boundaries Re-adjustment Act is hereby suspended until such time as Parliament makes other provision in respect of those sections.

How can we discuss Clause 2, which wants Parliament to take measures concerning Clauses 20 to 27, if we accept that amendment modifying the title and Clause 1, which goes against the application of Clause 2? I fail to see how we could carry on the discussion if the two amendments were accepted, because this obviously contradicts Clause 2, which says that it is up to Parliament to take other provisions. It seems to me that the proposed amendment and the discussion should take place when Parliament makes other provisions concerning Clauses 20 to 27. Other-

[Text]

être faits au moment où le Parlement prendra justement d'autres dispositions relativement aux articles 20 à 27. Autrement, les amendements sont prématurés, à mon avis.

**The Chairman:** Mr. Caccia.

**Mr. Caccia:** Mr. Chairman, Mr. Stackhouse made a statement, and a sweeping one, a few moments ago that he believes to be speaking perhaps on behalf of the people of Ontario, or that his opinion will be shared by the majority of the people in Ontario. It would be very interesting to know on the basis of what evidence or documentation he can make such a statement. Is he speaking for the people who are residents in the NDP ridings of northern Ontario, for instance, and if so, could he give us some documentation to that effect? Or is he speaking for the people who live in ridings in downtown Toronto, perhaps? Before making a statement like that, Mr. Chairman, it seems it has to be supported by some evidence.

**The Chairman:** At this point I do not think you can ask the Chair to make a ruling about what a member represents when he speaks. I believe if we had only the point that an amendment affects areas other than the very constituency of the member who proposes it, we would be very weak in argument. I think I can speak for the country, myself.

**Mr. Stackhouse,** on a question of privilege.

**Mr. Stackhouse:** Mr. Chairman, for documentation I will just quote an editorial in this morning's *Globe and Mail* which states:

If the bill becomes law and it is actually suspended, the next election will be fought on a basis that is grossly unfair to the vast majority of the people who live in urban area.

**The Chairman:** Order, please. Mr. Madill.

**Mr. Madill:** I am going to go back a little further than most of the members who are here. In the redistribution of 1967 the ideal riding setup was 70,000 people, give or take 25 per cent. The particular riding I was representing at that time was divided three ways and the Liberals picked up three seats. It is changed again in the new draft—four ways—and at that time in 1967 we had a hearing before the commission that was entirely ignored. This time we had a hearing when it was divided four ways again, and the new draft which came out last week has broken it down from four seats to three again.

The population of the present riding was 120,000 at that time and that is a long way from 70,000. It is a riding that extends 1,500 square miles. It goes down to a city like Brampton or Bramalea having about 60,000 people in one area.

If we do not have a say here or a say at the commission, where do we have a say? In all fairness, take P.E.I. which, as set by statute, has four seats with 110,000 people; my present riding has 120,000 people. There is a heck of a difference in how you represent such areas, with a large area to travel in, a large population, and the mail you get. I think we all are trying to ensure that we have an equal job for the pay we get. There is a hell of a difference between answering the letters of 120,000 people and 25,000 or 30,000

[Interpretation]

wise, in my opinion, the amendments are somewhat premature.

**Le président:** Monsieur Caccia.

**M. Caccia:** Monsieur le président, M. Stackhouse a fait une déclaration un peu trop inclusive il y a quelques instants, à savoir, qu'il pense qu'il parle de la part de la population de l'Ontario, ou encore, qu'il pense que son opinion serait partagée par la plupart des ontariens. Il serait très intéressant de savoir sur quels faits ou quels documents son information est basée. Parle-t-il de la part des résidents des circonscriptions NPD dans le nord de l'Ontario, par exemple, et, si c'est le cas, pourrait-il nous fournir quelques documents à l'appui? Ou encore, parle-t-il de la part des résidents des circonscriptions du centre ville à Toronto? Avant de faire une telle affirmation, il faudrait qu'on présente des faits à l'appui.

**Le président:** Je ne crois pas que vous puissiez demander au président de rendre une décision sur la partie de la population représentée par un député quand il prend la parole. Je crois que si nous essayons de dire qu'un amendement avait des répercussions sur des régions autres que la circonscription du député qui les propose, nous n'aurions pas un tel argument. Pour ma part, je crois que je parle au nom de tout le pays.

Monsieur Stackhouse, vous soulevez une question de privilège.

**M. Stackhouse:** Monsieur le président, en guise de documentation, je vais tout simplement citer un éditorial qui figure dans le *Globe and Mail* qui dit:

Si le projet de Loi est adopté et qu'il soit vraiment suspendu, ce sera une mesure très injuste pour la plupart des résidents des grandes villes dans la prochaine élection.

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Monsieur Madill.

**M. Madill:** Je vais remonter un peu plus loin dans le passé qu'on a vu jusqu'ici. Dans la révision des limites des circonscriptions électorales qui a été faite en 1967, la circonscription idéale avait une population de 70,000 personnes, plus ou moins 25 p. 100. La circonscription que je représentais à l'époque était divisée en trois, et les Libéraux ont gagné trois sièges. Cette circonscription a changé de nouveau dans la nouvelle révision—elle est maintenant divisée en quatre—et, en 1967, nous avons eu une audience devant la Commission, mais on n'en a pas tenu compte du tout. Cette fois-ci nous avons eu une autre audience quand la circonscription a été divisée en quatre, et la nouvelle révision présentée la semaine dernière lui donne 3 sièges de nouveau.

La population de cette circonscription était de 120,000 personnes à l'époque, ce qui est beaucoup plus que 70,000, c'est une circonscription qui couvre 1,500 milles carrés. Elle se trouve sur un pied d'égalité avec les villes comme Brampton ou Bramalea, qui ont des populations de 60,000 personnes.

Si nous ne pouvons pas nous exprimer ici ou devant la Commission, où peut-on le faire? En toute justice, prenons l'exemple de l'Île du Prince-Édouard, qui, d'après la Loi, a quatre sièges pour une population de 110,000 personnes, alors que ma circonscription actuelle a une population de 120,000 personnes. Il peut y avoir énormément de différence dans la représentation qu'on fait pour la région; il y en a certaines qui ont une grande population qui sont immenses; je crois que nous essayons tous d'obtenir salaire



## [Texte]

people. I think in all fairness we all are trying to do a job here, and I do not see why we should not have a say in this. We all are trying to be fair about the redistribution of seats and the territory you must travel.

**An hon. Member:** I think we all would agree with that, Mr. Chairman.

• 1045

**The Chairman:** Mr. Reid.

**Mr. Reid:** Mr. Chairman, if we are still discussing the amendment that has been put forward by Mr. McKinnon then the point I wanted to make before was that I do not believe you can receive Mr. Stackhouse's sub-amendment until you determine whether or not the original motion is in order.

**The Chairman:** No.

**Mr. Reid:** I think he has given notice of it and the ruling you make will apply to both of them in that case.

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Reid:** I wonder in that case if I could make a suggestion that we leave that in suspense, and maybe leave Clause 2 in suspense, until we hear your ruling, and perhaps take the bill at this point clause by clause to see if there are any other amendments, discussions, or questions. And if we got through the bill then perhaps we could rise and at the next meeting you would be prepared to make your judgment and we then could discuss those factors.

**The Chairman:** I made that proposal a few minutes ago, but to have the discussion on Clause 2 stand I need the approval of the Committee. Do I have such approval?

**Mr. McKinnon:** Mr. Chairman, several other members have spoken more than once on this and, as the mover of the amendment, perhaps, to use a phrase from another authority, I could close debate on this.

I am quite willing to accept the idea that we hold this in suspense for the present time, along with the election act I suppose, until we get your ruling. But I think I should have a brief opportunity to comment on some of the remarks that were made.

Mr. Stackhouse has spoken well for Ontario, but in B.C. we have pretty well all-party agreement and we take a very keen interest in this, because this bill really affects B.C. more than any other province. From talking to members of the other parties in B.C. I think the B.C. members here are in general agreement, with one or two exceptions, that this bill is a disaster for us politically, and it is unfair and unjust. Somebody may ask how we can speak for the province. Well, if we cannot speak for the province, who does? The Premier does not come and sit in on this Committee. He does not care how many M.P.'s there are in any individual province. He is interested but it is not his responsibility. It is our responsibility to speak for our provinces on federal matters. That is what we are here for. That is part of the reason. I do not feel the least bit out of place trying to speak for B.C. on this matter.

## [Interprétation]

égal travail égal car il y a beaucoup de différence entre répondre à 120,000 lettres et à 25,000 et je ne vois pas pourquoi nous n'aurions pas quelque chose à dire dans cette question. Nous essayons tous de nous montrer juste en ce qui concerne cette redistribution des sièges et le territoire à parcourir.

**Une voix:** Je crois que nous sommes tous d'accord là-dessus, monsieur le président.

**Le président:** Monsieur Reid.

**M. Reid:** Monsieur le président, si nous parlons toujours de l'amendement qui a été présenté par M. McKinnon c'est parce que je voulais souligner précédemment c'était qu'on ne peut pas recevoir le sous-amendement de M. Stackhouse afin de déterminer si la motion d'origine est recevable.

**Le président:** Non.

**M. Reid:** Je crois qu'il en a donné avis et que la décision que vous prendrez s'appliquera aux deux.

**Le président:** Oui.

**M. Reid:** Dans cette optique, je voudrais proposer que nous laissions en suspend cette question et peut-être l'article 2 jusqu'à ce que nous connaissions votre décision et que nous nous occupions maintenant du bill article par article pour voir s'il n'y a pas d'autres amendements, discussions ou questions qui se posent. Et puis si nous terminons cette étude du bill peut-être alors nous pourrions lever la séance à la prochaine séance et vous pourriez être prêt à prendre votre décision et nous pourrions alors discuter de ces facteurs.

**Le président:** J'ai proposé il y a quelques instants de réserver l'article 2 et il me faut l'approbation du Comité. Êtes-vous d'accord?

**M. McKinnon:** Monsieur le président, plusieurs autres membres du Comité ont parlé plus d'une fois à ce sujet et peut-être, à titre de parrain de l'amendement, pour citer le mot d'une autre autorité, je pourrais clore le débat à ce sujet.

Je suis tout à fait d'accord pour que nous conservions ceci en suspend, ainsi que la Loi sur les élections jusqu'à ce que nous obtenions votre décision. Mais je crois que je devrais avoir l'occasion aussi d'apporter quelques remarques sur ce qui a été dit.

M. Stackhouse a bien parlé pour l'Ontario, mais en Colombie-Britannique pratiquement tous les partis s'accordent et nous nous intéressons de très près à cette question car ce bill touche la Colombie-Britannique plus que les autres provinces. En parlant des députés des autres partis en Colombie-Britannique, j'ai pu constater qu'il y avait un accord général, à part une ou deux exceptions, pour déclarer que ce bill est un désastre pour nous au point de vue politique et qu'il est injuste. Quelqu'un pourra nous demander comment nous pouvons nous instituer porte-parole de la province: Eh bien si nous ne pouvons pas parler pour la province, alors qui peut le faire? Le premier ministre ne vient pas ici siéger auprès du présent Comité. Il ne s'intéresse pas au nombre de députés pour chaque province en particulier. Ceci l'intéresse mais ce n'est pas sa responsabilité. C'est à nous de parler en ce qui a trait aux questions fédérales. Nous sommes ici pour cela et je n'essaie aucunement en fait d'essayer d'être le porte-parole de la Colombie-Britannique dans cette question.



[Text]

They may say that this defeats the principle because it makes an exception of B.C. But in the previous act there were exceptions made. You cannot tell me for a minute that this act is applying in the same fashion to B.C. as it applies to P.E.I. They did not have to reallocate the constituencies to any great extent, or add or subtract, in P.E.I. There is a tremendous exception already, and this is of course one of our basic problems.

As for not having an election in B.C., a point raised by Mr. Reid, it is so ridiculous it is hardly worth talking about. Of course, if suddenly in their wisdom the government decides they wish to have an election, we would operate under the old boundaries. I hope this little red herring of Mr. Reid's will be considered for what it is.

I am quite willing to accept your ruling, Mr. Chairman, when you are ready to make it, and I would suggest that this afternoon or this evening would be a good time. Thank you.

**The Chairman:** Thank you. Is it agreed that we stand Clause 2 of the bill?

Clause 2 allowed to stand.

On Clause 3—*Commissions terminated*

• 1050

**Mr. Lachance:** You will give your ruling, I just want to say something. We will have to change the whole act if you accept the ruling.

**The Chairman:** Mr. Ritchie on Clause 3.

**Mr. Ritchie:** As I understand it, this really discharges the present commissions once they have completed their report or 30 days after this act comes into force. I would like to speak, on Clause 4, I guess, about the removal of the suspension when these commissions come back into effect. Maybe I should wait . . .

**The Chairman:** Is there any other discussion on Clause 3?

Clause 3 agreed to.

On Clause 4—*Removal of Suspension*

**The Chairman:** Mr. Ritchie.

**Mr. Ritchie:** Mr. Chairman, I am from one of those provinces that loses one seat, and my own seat is not lost but it is getting so big I am not sure whether it belongs to me or the other fellow. The idea of this proposal as I see it, is to give 18 months in which to have a second look at the way boundaries are weaved on. There are real arguments, obviously. Certain parts of the country, particularly those of rapid growth, are always under-represented. I notice that Norman Ward suggests that from 1911 until 1917 Western Canada was 22 seats short and from 1921 to 1926 they were 12 seats short of what they would have been had redistribution not been carried on. So various parts of the country are always going to be short some. In theory, I suppose, you should draw the boundaries about six weeks or so before the election is held to be as fair as possible.

[Interpretation]

On peut dire que ceci va à l'encontre du principe puisqu'on fait une exception pour la Colombie-Britannique. Mais dans la loi précédente il y avait des exceptions. Je ne pourrais pas prétendre que cette loi s'applique de la même façon à la Colombie-Britannique et à l'Île-du-Prince-Édouard. On a pas eu beaucoup à remanier la carte électorale dans l'Île-du-Prince-Édouard. Voici donc une immense exception et c'est là naturellement l'un de nos problèmes fondamentaux.

Quant à ne pas tenir d'élection en Colombie-Britannique, question soulevée par M. Reid, ceci est tellement ridicule que cela ne vaut pas la peine d'en parler. Naturellement, si dans sa sagesse, le gouvernement décidait tout d'un coup d'avoir des élections nous pourrions le faire dans le cadre des anciennes limites des circonscriptions électorales. J'espère que ce petit leurre de M. Reid sera pris à sa juste valeur.

Je suis prêt à accepter votre décision, monsieur le président, dès que vous serez prêt à la faire. Mais je pense que cet après-midi ou ce soir ce sera le moment. Merci.

**Le président:** Merci. Êtes-vous d'accord pour réserver l'article 2 de ce bill?

L'article 2 est réservé.

Article 3—*Fin du mandat des Commissions*

**M. Lachance:** Vous allez savoir votre décision. Je veux dire quelque chose. Nous devons changer toute la loi si vous acceptez la décision.

**Le président:** Monsieur Ritchie, à l'article 3.

**M. Ritchie:** D'après ce que je comprends, si on enlève la responsabilité des commissions actuelles, lorsqu'ils ont terminé leur rapport ou 30 jours après l'entrée en vigueur de cette loi. J'aimerais parler de l'article 4, au sujet de l'élimination de la suspension lorsque les Commissions reviennent en vigueur. Peut-être devrais-je attendre.

**Le président:** Peut-on faire parler au sujet de l'article 3?

L'article 3 accepté.

L'article 4—*Relèvement de la suspension*

**Le président:** Monsieur Ritchie.

**M. Ritchie:** Monsieur le président, je viens d'une des provinces qui perd un siège, le mien n'est pas perdu. Cependant, il devient si gros que ne suis pas certain s'il m'appartient ou s'il appartient à l'autre candidat. D'après ce que je vois, cette proposition, est de donner 18 mois pendant lesquels on peut préciser une deuxième fois la façon dont les frontières sont établies. Mais justement, il existe certaines parties du pays, spécialement celles de la fin de croissance rapide, n'a jamais assez de représentant. Je vois que Norman Ward dit que de 1911 à 1917, il n'a que 22 sièges à l'Ouest du Canada. De 1921 à 1926, il en manquait 12, d'après la redistribution qui n'a jamais été effectuée. Aussi, de nombreuses parties du pays seront toujours mal représentées. En théorie, je suppose, que nous devrions déterminer les frontières environ 6 semaines avant les élections ou à peu près afin d'être aussi justes que possible.

## [Texte]

However, I wondered if, when these commissions are set up again, assuming there is nothing done in the 18 months, they could not be set up with less time to make their next report or their final report. In other words, it was suggested by a previous speaker that the commissions be able to carry on just as if they have gone out for coffee, you might say, in the 18 months. This should take away some of the objections from most provinces that should gain members. After all, if nothing is done in 18 months we might as well get on with what we already have in process. If nothing is done in this 18 months, if the Parliamentary commission or whatever is set up to examine this does not produce any advice that is acted on and becomes legislation, why not try to speed up the process a little more than what seems to be contemplated?

**Mr. MacEachern:** I understand the nature of the concern. In preparing this bill we did give a good deal of thought to the time that would be required. I think the first thing that we must bear in mind is that the bill discharges the present commissions. They go out of existence. If nothing is done we have to find new commissioners and appoint them in January, 1975. We provide that they must be appointed within two months. It may be that that could be shortened, but, based on the advice of the Representation Commissioner, and the experience we have had in appointing the present and previous commissions, probably two months is a reasonable time.

• 1055

You get them appointed. Probably they will be new people—there is no doubt about that. How much time should they have to examine the reports that we now have, and the objections that have been tabled in the House of Commons? Should they have public hearings? Should they have an opportunity to familiarize themselves with this whole problem before they take the responsibility—and it will be their responsibility afresh—of reporting to the Speaker on what ought to be done? We have provided six months to give them an opportunity to do that work.

As I said earlier, I think on this point it would be very useful for the Committee to hear Mr. Castonguay, who is the Representation Commissioner. He knows more than anybody in the country about the workings of these commissions, because he is a member of each of the provincial commissions. I take the responsibility for the six months, but it was on the basis of discussions with him that I concluded that this was a reasonable period.

I do not disagree with your objections at all. I am concerned that, if these commissions are reactivated, we do not put them in a position of not really being able to give this fundamental matter their consideration over a period of time. These new commissions will be taking responsibility for their reports to the Speaker; surely we are obliged to give them enough time to do it.

**Mr. Ritchie:** Are the people who are appointed chosen according to statute, or can any citizen can be picked?

## [Interprétation]

Cependant, je me demandais si, lors de la création des Commissions, en supposant qu'il n'y aura rien de fait pendant les 18 mois—on ne pourrait pas leur accorder moins de temps pour présenter leur prochain rapport ou leur rapport final. En d'autres termes, un orateur précédent ainsi que les Commissions pourraient être capables de remplir leur tâche en 18 mois, comme si elles étaient aller prendre un café. Cela éliminerait certaines objections soulevées par la plupart des provinces, qu'il devrait y avoir plus de députés. Après tout, si on en fait rien dans 18 mois, nous pourrions tout aussi bien nous accommoder de ce que nous avons déjà. Si on ne fait rien dans ces 18 mois, si la Commission parlementaire ou l'organisme créé afin d'étudier cette situation ne fournit aucune recommandation à la suite desquelles on peut agir et faire une loi, pourquoi ne pas essayer d'aller plus rapidement qu'il ne l'était prévu.

**M. MacEachern:** je comprends la nature du problème. En préparant ce bill nous avons songé longuement au temps dont on aurait besoin. Je crois qu'il faut d'abord tenir compte du fait que le bill fait disparaître la présente Commission. Elle cesse d'exister. Si rien n'est fait, nous devons trouver de nouveaux commissaires et les employer en janvier 1975. Nous pourrions les employer pendant 2 mois. C'est cela qu'on pourrait raccourcir, mais selon l'avis du Commissaire à la représentation, l'expérience que nous avons eue en désignant les commissions actuelles et antérieures, nous croyons que deux mois est une période de temps raisonnable.

Elles sont désignées. Nous aurons probablement des nouvelles personnes, c'est sûr. Combien de temps ont-ils pour étudier les réponses et les objections qui ont été déposées à la Chambre des communes? Devront-ils avoir des audiences publiques? Devront-ils avoir la chance de se familiariser avec ce problème avant d'en prendre la responsabilité, et ce sera de nouveau leur responsabilité de dire à l'Orateur les mesures à prendre? Nous leur avons donné six mois pour faire le travail.

Comme je l'ai dit auparavant, sur ce point il serait très utile que le Comité entende M. Castonguay, qui est le Commissaire à la représentation. Il connaît plus que quiconque au pays le fonctionnement de ces commissions, parce qu'il fait partie de chacune des commissions provinciales. Je prends la responsabilité pour les six mois, mais c'est après avoir discuté avec lui que j'ai conclu que c'était une période raisonnable.

Je ne suis pas en désaccord avec vos objections. Si ces commissions sont de nouveau mises sur pied, je suis d'accord pour dire qu'ils ne sont pas dans une situation favorable pour étudier à fond le problème. Ces nouvelles commissions ont la responsabilité de présenter leur rapport à l'Orateur; et nous devons leur donner assez de temps.

**M. Ritchie:** Les gens formant ces commissions ont-ils été choisis selon le statut ou n'importe quel citoyen peut-il en faire partie?

[Text]

**Mr. MacEachen:** As I understand it, the Chief Justice of each province is required to select the chairman of the commission. This is set out in the statute. The Speaker of the House of Commons is responsible for nominating the other members of the commission.

The chairman of the commission for a province shall be appointed by the chief justice of the province from among the judges of the court over which he presides or, after consultation with the chief justice of any other branch or division of that court or any other superior court in that province, from among the judges of that branch, division or other superior court, but in the event that there is no such judge able or free to act as chairman or where for any other reason no such appointment is made within the time provided therefor by this Act, the Chief Justice of Canada or in the event of his absence or incapacity the senior . . . judge of the Superior Court of Canada shall make the appointment from among such persons resident in that province as he deems suitable.

That is the provision for the chairman, appointed by the chief justice, either of the province or of Canada. And then:

The two members of the commission for a province other than the chairman and the Representation Commissioner shall be appointed by the Speaker of the House of Commons from among such persons resident in that province as he deems suitable.

So there is a chairman who is appointed, normally, by the Chief Justice of the province; there are two others who are appointed by the Speaker of the House of Commons; and then is the man who is a member of every commission, the Representation Commissioner.

**Mr. Ritchie:** And that is Mr. Castonguay.

**Mr. MacEachen:** Yes.

• 1100

**Mr. Ritchie:** Might not it be better to have these same commissions, sit? There are provisions made for the personnel, except in the case of death or refusal to act. What is the advantage of having new commissions appointed when we already have a commission?

**Mr. MacEachen:** I believe there is an obvious chance and probability that quite a number of these men who are presently serving will not be ready or available to serve again; there is no doubt about that.

**Mr. Ritchie:** What do you do if they die while it is going on in the normal course of events? You still have to appoint new fellows.

**Mr. MacEachen:** Yes, that is right, but it seems to me that it does not change the timing very much one way or another, because if, in 1975, the Chief Justice of a province wishes to reappoint the chairman, he can do it, or the Speaker could reappoint them. Probably that is what they would attempt to do. I am satisfied they will have to get new people probably in every province, or some new people.

[Interpretation]

**M. MacEachen:** Si j'ai bien compris, le Juge en chef de chaque province doit choisir le président de la Commission. Cela est établi dans le statut. L'Orateur de la Chambre des communes est responsable pour les nominations des autres membres de la Commission.

Le président de la commission agissant pour une province est nommé par le juge en chef de la province et choisi parmi les juges et la cour que ce dernier préside ou, après consultation avec le juge en chef de tout autre chambre ou division de cette cour ou de tout autre cour supérieure de cette province, choisi parmi les juges de cette chambre, division ou autre cour supérieure. Toutefois, s'il ne trouve aucun juge capable ou libre d'agir en qualité de président aussi, pour tout autre motif aucune nomination n'est faite dans les délais impartis à cette fin dans la présente loi, le juge en chef du Canada ou, en son absence ou incapacité d'agir, le doyen des juges puînés de la Cour suprême du Canada doit faire la nomination parmi les personnes qui résident dans les dites provinces et qu'il estime idoines.

Ce sont les dispositions du président, nommé par le juge en chef de la province ou du Canada. Et alors:

Les deux membres de la commission agissant pour une province, autres que le président et le commissaire à la représentation, sont nommés par l'Orateur de la Chambre des communes et choisis parmi les personnes qui résident dans cette province et qu'il estime idoines.

Alors, le président est généralement nommé par le juge en chef de la province; les autres sont nommés par l'Orateur de la Chambre des communes; et le commissaire à la représentation est membre de cette commission.

**M. Ritchie:** Et c'est M. Castonguay.

**M. MacEachen:** Oui.

**M. Ritchie:** Ne serait-il pas mieux que ce soit les mêmes commissions qui siègent? On a pris les dispositions pour le personnel, sauf en cas de mort ou refus de se conformer à la loi. Pourquoi nommer de nouvelles commissions lorsque nous en avons déjà une?

**M. MacEachen:** Je pense qu'il y a de grandes chances ou probabilités que nombre des hommes qui font actuellement partie de commissions ne seront pas disponibles pour faire partie d'autres commissions; il n'y a aucun doute à ce sujet.

**M. Ritchie:** Que faites-vous s'ils meurent pendant le cours normal des événements? Il vous faut quand même nommer de nouveaux membres.

**M. MacEachen:** Oui, c'est exact, mais il me semble que cela ne fait pas beaucoup de différence d'une façon ou de l'autre, parce que si, en 1975, le juge en chef d'une province désire nommer un nouveau président, il peut le faire, de même que l'Orateur de la Chambre. C'est probablement ce qu'ils tenteront de faire. Je pense qu'il leur faudra probablement appointer des nouveaux membres dans toutes les provinces, ou du moins quelques nouveaux membres.



*[Texte]*

**Mr. MacEachen:** If nothing happens, then in January, 1975, we could pick up where we left off, and this would shorten the time for the coming into effect of the present redrawing of the new boundaries, assuming the House of Commons...

**Mr. MacEachen:** If you could anticipate that you could hold the present commissions in existence until that period I think that probably would be a good thing to do, but I do not think there is any chance that you could hold these commissions in existence and have the same people serving in 1975.

**Mr. Ritchie:** Thank you, Mr. Chairman.

**Mr. MacEachen:** That is the best advice I can get.

**The Chairman:** Mr. Stewart.

**Mr. Stewart (Cochrane):** Thank you, Mr. Chairman. I think the concern of many members of the Committee is this time factor and it is my concern as well. Frankly, I do not see why it is necessary to have to wait so long. Now, concerning this 18 month period as I understand it, if we do not come up with something better in those 18 months then we appoint another commission. Am I correct when I say that? This 18 month period is for us to come up with something else?

**Mr. MacEachen:** Right.

**Mr. Stewart (Cochrane):** I can see no reason why it should take 18 months. I personally would be willing to sit on a committee the rest of the summer for something as important as this and many members of this House would be perfectly willing to do the same thing.

It seems to me that one of the big objections was the fact that the committee was not competent to deal with these matters because they do not have the political background necessary in order to deal with political matters. So it is not a question of appointing another committee, or another commission, made up of the same kind of people, and I point out again that in the case of northern Ontario, people who know nothing about northern Ontario, which is a perpetual problem and a perpetual problem in Toronto, where they never seem to want to consult with anyone from northern Ontario but they do not even bother to go up there to find out what it is all about. It seems to me that the problem is not another commission. The problem is for us to come up with something better and if the work that has been done so far and the background and research can be made available here, it seems to me that over the next few months this could be done.

British Columbia is not concerned about not getting more seats I am sure, but it is a question of when they will get more seats, because certainly in any redistribution B.C. is going to get more seats, as is Ontario. If the House of Commons decides that we should augment the over-all number of seats this would simply mean that certain provinces should not lose seats, and I think that was part of the reason for the difficulties in the first place when the right honourable member from Prince Albert and several other members brought this up. In this context, I would like to go on record as saying that northern Ontario for those purposes should be considered as a separate province so that it would not lose seats.

*[Interprétation]*

**M. Ritchie:** Si rien ne se passe, cela veut dire qu'en janvier 1975, nous pourrions reprendre les choses où nous les avons laissées, et cela raccourcirait le temps de l'entrée en vigueur de la révision actuelle des nouvelles limites, en supposant que la Chambre des communes...

**M. MacEachen:** Si vous prévoyez que vous pouvez retenir les commissions actuelles jusqu'à ce temps-là, je pense que c'est probablement une bonne chose, mais je pense qu'il n'y a aucune chance que nous puissions maintenir ces commissions avec les mêmes membres jusqu'en 1975.

**M. Ritchie:** Merci, monsieur le président.

**M. MacEachen:** C'est le meilleur conseil que je puis vous donner.

**Le président:** Monsieur Stewart.

**M. Stewart (Cochrane):** Merci, monsieur le président. Je pense que ce qui préoccupe la plupart des membres de ce comité, moi compris, c'est le facteur temps. En toute franchise, je ne vois pas pourquoi il est nécessaire d'attendre si longtemps. En ce qui concerne cette période de 18 mois, si je comprends bien, nous devons nommer une autre commission si nous n'avons rien trouvé de mieux au cours de cette période. Est-ce exact? Pendant ces 18 mois, nous devons trouver une autre solution?

**M. MacEachen:** C'est exact.

**M. Stewart (Cochrane):** Je ne vois pas pourquoi cela devrait prendre 18 mois. Quant à moi, je serais prêt à siéger au Comité pendant tout l'été pour une chose aussi importante, et beaucoup des membres de la Chambre sont également prêts à en faire autant.

Il me semble que l'une des grandes objections étaient que le Comité n'avait pas la compétence nécessaire pour s'occuper de ces questions parce qu'il n'a pas l'expérience politique nécessaire pour s'occuper de la question politique. Donc, il ne s'agirait pas de nommer un autre comité, ou une autre commission, composée des mêmes membres, et je tiens à souligner encore une fois que dans le cas du nord de l'Ontario, les personnes qui ne connaissent rien de cette région, qui constitue un problème constant à Toronto, parce que les gens de Toronto ne veulent rencontrer personne du nord de l'Ontario, mais personne ne veut se rendre là-bas pour voir ce qui se passe vraiment. Il me semble que le problème, ce n'est pas de mettre sur pied une autre commission, mais de trouver une meilleure solution, et si le travail qui a été accompli jusqu'ici, les éléments et les recherches nécessaires sont mis à notre disposition, il me semble que nous pourrions y arriver au cours des prochains mois.

Je suis persuadé que la Colombie-Britannique ne s'inquiète pas de savoir si elle obtiendra plus de circonscriptions; le problème serait plutôt de savoir quand elle aura ses nouvelles circonscriptions, parce que de toute évidence, dans une nouvelle redistribution, la C.-B. obtiendra plus de sièges, de même que l'Ontario. Si la Chambre des communes décide que nous devrions augmenter le nombre total de sièges, cela signifie que certaines provinces ne devront pas perdre de sièges, et je pense que c'est en partie la raison des difficultés que nous avons rencontrées lorsque le député de Prince-Albert et plusieurs autres députés ont soulevé la question. Dans ce contexte, je tiens à affirmer que le nord de l'Ontario, à cette fin, devrait être considéré comme une province séparée, de sorte qu'ils ne perdent pas de sièges.



[Text]

I ask the Minister, why it is necessary to have 18 months? Why cannot we do this starting immediately, get it out of the way and have it proclaimed so that an election taking place before 1975 could have the new boundaries.

• 1105

**Mr. MacEachen:** I take the view that 18 months is in a sense a minimum time requirement, because as I gather, in the debate in the House of Commons members will be considering the whole system. They will be considering the total membership in the House of Commons. They will be considering the Senate rule. They will be considering the exceptions. They will be considering the principle of representations by population. They will want to consider the question of regional representation. They will be considering, obviously from what has been said even today, the question of the independent commissions versus the politicians.

Looking at it from a practical point of view, we will not begin our consideration until some time in the fall. Knowing what I know about the intense interest members take in this whole question and recalling the last time we did it in the House of Commons, if we can get it done next year we will be doing very well. That is my opinion. It is a very difficult process and if we start working and considering all these fundamentals, we will have our hands full to meet that dead-line.

**Mr. Stewart (Cochrane):** Mr. Minister, would you give me your reaction to another suggestion? It has been suggested often that there are various roles that could be played by the Senate and the Senators are individuals who have vast experience in various matters as well as politics. What would your reaction be to the Senate handling this kind of thing?

**Mr. MacEachen:** My reaction would be very hostile.

**Mr. Stewart (Cochrane):** It has been suggested, and we are always concerned, and the Senators are always concerned, about not having sufficient things to do.

**The Chairman:** Mr. Barnett.

**Mr. Barnett:** Mr. Chairman, this particular clause, I think, really does open up the whole reason for this bill's being before us. One of the questions I want to pose concerns the dead-line. I think I recall having a little private conversation with the Minister about why he picked July 1, 1975. Why not use June 30, 1974, which obviously would change the timetable for possible boundaries. I would like to make one thing clear which I think has been brought out by the Minister's explanation of the terms of the present act. I had not envisaged, from listening to the Minister's second reading speech I do not think he envisaged, at least not in the words he used, as I recall them, the matter of the principle of the redistribution commissions and the manner in which they are set up being part and parcel of this debate. It was changing the composition of the rules by which a number of members from a particular province were to be determined that was suggested.

The debate which resulted in the establishment of the commission and the manner of the appointment made it clear that it was the will of that Parliament the appointment of the Commissioner should be removed as far from partisan considerations in determining boundaries as it was reasonably possible to do. The idea that it would be

[Interpretation]

Je voudrais demander au ministre pourquoi on nous impose cette période de 18 mois. Pourquoi ne pas commencer immédiatement, et résoudre le problème de sorte que s'il y a des élections avant 1975, les nouvelles limites soient déjà établies.

**M. MacEachen:** Je crois que 18 mois est le minimum requis, lorsque les députés au cours des débats à la Chambre des communes considéreront le système dans son ensemble. Ils étudieront l'éligibilité de toute la Chambre des communes. Ils prendront en considération aussi les règlements du Sénat ainsi que les exceptions. Ils prendront en considération le principe de la représentation de la population, une représentation régionale. Ils étudieront également, comme on l'a dit aujourd'hui, la question des commissions indépendantes contre les politiciens.

En l'examinant d'un point de vue pratique, nous ne commencerons nos observations qu'à l'automne. En sachant le grand intérêt qu'ont les membres, vis-à-vis cette question et en se rappelant la dernière fois que nous l'avons discuté à la Chambre des communes, si nous en venons à bout l'année prochaine, ce sera très heureux. C'est mon opinion. C'est un procédé très difficile et si nous travaillons en considérant que ces questions fondamentales, nous aurons beaucoup de travail avant la limite de temps.

**M. Stewart (Cochrane):** Monsieur le ministre, que pensez-vous de cette autre suggestion? On a dit que le Sénat pouvait jouer d'autres rôles et que les sénateurs ont beaucoup d'expérience dans divers domaines tant qu'en politique. Croyez-vous que le Sénat pourrait s'occuper de ce genre de choses?

**M. MacEachen:** Je ne serais pas en faveur.

**M. Stewart (Cochrane):** On nous a dit, et cela nous préoccupe ainsi que les sénateurs, que nous n'avions pas cette chose à faire.

**Le président:** Monsieur Barnett.

**M. Barnett:** Monsieur le président, je crois que c'est à cause de cet article que nous étudions ce projet de loi. J'aimerais poser une question à propos de la limite de temps. Je vous ai déjà dit que j'ai eu une conversation privée avec le ministre pour lui demander pourquoi il a choisi le 1<sup>er</sup> juillet 1975. Pourquoi pas le 30 juin 1974, ce qui changerait évidemment l'horaire de la limite possible. J'aimerais éclaircir une chose qui je crois a été amenée par l'explication du ministre concernant les termes de la présente loi. Je n'avais pas pensé, en écoutant le second exposé du ministre, et je ne crois pas qu'il y avait pensé, par les mots qu'il a utilisés, et je m'en souviens, la question de la redistribution des commissions et de la façon dont elles sont mises sur pied. On a suggéré de changer les règlements par lesquels on déterminait le nombre de membres de chaque province.

Le débat qui est ressorti de la mise sur pied de la commission a clairement indiqué que le Parlement voulait enlever la nomination de commissaire tant que des partisans en seraient à la base pour déterminer les limites de temps. Il dit que ce serait le juge en chef de la province et l'Orateur de la Chambre des communes plutôt que le

[Texte]

the Chief Justice of a province and the Speaker of the House of Commons rather than the Governor in Council was a pretty basic debate. It represented a new departure as a means of appointing a body in contrast, for example, to the manner in which returning officers of constituencies are currently appointed. I am not going to enter that debate but just to put a parallel, in my personal view, the Chief Electoral Officer should be the person who appoints returning officers which would be on a par with this. If it is going to be the will of this Parliament to reopen that question, I suppose I, for one, will have to accept it, but if there is dissatisfaction with the way in which a particular commission in a particular province, whether relating to Northern Ontario or Toronto, my feeling is that we should not get into that. We have our opportunity under the present act to express our dissatisfaction with the way a particular commission in a particular province has done its job. I think this provides a vehicle for the sort of feeling being expressed about Northern Ontario.

• 1110

Apart from that, the Minister said, as I understood him, that it was his intention to bring in something at the resumed portion of the session. In other words, if we are going to pass this bill, I think we should have a clear understanding that it is not the intent, if no other provision is made; it is an outside safeguard in case Parliament does not act.

**Mr. MacEachen:** When I was working on this bill originally I did not put in this provision of reactivating the commissions but as our thinking developed it was put in both as an incentive to Parliament to act, and second, as a protection for those who might fear that we were putting off indefinitely the taking into account of the changes in population. This was a safeguard against failure and a protection. The hope, the expectation, the objective, is that we do take a look and we do conclude and we do act before we have to fall back on this, hopefully with a better and more satisfactory system.

One of the things that impressed me in the debate and in the objections was that there seems to be considerable desire to improve the situation if it can be done whether it is by increasing the number of members in the House of Commons, which is a very important consideration, or not. Our population has increased very dramatically over a period of time and there has hardly been any change in the number of members. Certainly that is one thing we want to look at.

**Mr. Barnett:** The Minister has some pretty experienced judgment on the length of time that Parliament takes to do things but the question has been raised here whether that estimate is desirable or necessary or whether the incentive would be greater—this is July—if that date read June 30, 1974, instead of January 1, 1975, that is roughly a year away.

**Mr. MacEachen:** I will, somebody else will be bringing in an amendment next spring to extend the time. I almost guarantee you that because we would not get it done in that time.

**Mr. Barnett:** The Minister perhaps can argue he is being realistic. I could argue that he is being pretty pessimistic. I think the nub of the question really is that if it is going to take that long, or if Parliament cannot complete the exercise the Minister has outlined, difficult as I think we all

[Interprétation]

gouverneur en conseil de tel point fondamental. Cela représentait une nouvelle façon de nommer un organisme qui contrastait, par exemple, à la façon dont les présidents d'élections pour les comtés sont habituellement nommés. Je ne discuterai pas de cette question, mais je vous donnerai seulement mon opinion personnelle, le chef électoral des élections devrait être la personne qui nomme les présidents d'élections qui devraient être égaux avec ceci. Si le Parlement veut voter sur la question, je présume que je devrai l'accepter, mais si l'on est mécontent de la façon dont est nommé une commission particulière dans une province donnée, que ce soit pour le Nord de l'Ontario ou pour Toronto, je crois que nous ne devrions pas nous en occuper. Nous avons la chance en vertu de la présente loi d'exprimer notre mécontentement envers le travail d'une commission. Cela nous donne une idée de ce qu'on pense au sujet du Nord de l'Ontario.

De plus, le ministre a dit, si j'ai bien compris, qu'il avait l'intention de présenter quelque chose à la reprise de la session. En d'autres termes, si nous adoptons ce projet de loi, je crois que nous devrions clairement dire que ce n'est pas notre intention, si l'on ne prend pas d'autres dispositions; c'est une garantie de plus au cas où le Parlement n'agirait pas.

**M. MacEachen:** Lorsqu'au début j'ai travaillé à ce projet de loi je n'ai pas inscrit cette disposition pour remettre sur pied des commissions mais comme nous en avons parlé nous l'avons inscrite pour pousser le Parlement à agir, et puis pour protéger ceux qui craignent que nous laissions de côté les changements dans la population. C'est une sauvegarde contre la faillite et une protection. L'espoir est que nous l'étudions vraiment et que nous prenions une décision avant d'en revenir à ceci, et j'espère avec un système plus satisfaisant.

L'une des choses qui m'a impressionné au cours du débat est qu'on veut vraiment améliorer la situation si cela est possible même si l'on doit pour cela augmenter le nombre des députés à la Chambre des communes, ce qui est une considération très importante. Notre population a beaucoup augmenté depuis un certain temps et le nombre des députés n'a pas changé. Nous voulons étudier cette question.

**M. Barnett:** Le ministre est au courant du temps qu'a besoin le Parlement pour étudier une question mais on a demandé si cette évaluation est nécessaire ou si le stimulant doit être plus grand,—c'est le mois de juillet—s'il s'agit du 30 juin 1974, au lieu du 1<sup>er</sup> janvier 1975, nous avons à peine un an.

**M. MacEachen:** Quelqu'un présentera au printemps prochain l'amendement pour allonger cette limite de temps. Je vous dis que nous pourrions régler le problème en une si courte période.

**M. Barnett:** Le ministre pourrait-il en discuter, il est très réaliste. Mais je peux prouver qu'il est tout à fait pessimiste. Mais je crois que l'essentiel de la question est que si cela prend autant de temps, ou que si le Parlement ne peut terminer le travail comme le ministre l'a souligné,

[Text]

agree it is, within a year, should we suspend the process longer than that or should we be prepared to let it go back into the normal stream?

**Mr. MacEachen:** Mr. Barnett, if we make progress and wish to change the system, so to speak, it may require an amendment to the British North America Act.

**Mr. Barnett:** Yes.

• 1115

**Mr. MacEachen:** It would probably require further amendments to the Electoral Boundaries Readjustment Act, and it will probably require amendments to the Representation Commissioners Act. Those are three basic laws that would have to be altered to accommodate important changes. I think it would be a mistake for us to get it done in a year. Remember a year sounds like a long time but remember how preoccupied members of Parliament are in that year and they are doing other things; all of us are not going to spend all our time dealing with this matter.

**Mr. Barnett:** Then this does raise the other question that was raised in the second reading debate. If it is going to take that long and if as the Minister suggests he is going to be coming in and asking us to extend it beyond July, it raises the other question which was brought out in the debate as to whether it is necessary to suspend operations while we are going through this exercise or re-examination. These things are a matter of judgment. I accept up to a point the Minister's argument of providing an incentive for Parliament to act but if he is admitting that we are not going to get it done in 18 months or suggesting that as a possibility...

**Mr. MacEachen:** I think that we could get it done. I think we will succeed in making improvements and making it more satisfactory within that period of time. I doubt if we will reach a conclusion that will satisfy every point of view that was expressed in the second reading debate of this bill.

**Mr. Barnett:** Why is it we will be more likely to accomplish that if we have 18 months than if we had a year? It is admitting, of course, that Parliament is going to be preoccupied with a lot of other things.

**Mr. MacEachen:** You know I just think it is such a big job that it is going to require considerable work among members and among parties to get consensus to the changes. It is going to be a fairly long process. That is my estimate. When I put up the proposition of my colleagues and the House leaders I gather they seemed to believe this was a reasonable time. I think it is a reasonable time. I would rather reluctant to accept a shortening of that period of time.

**The Chairman:** Mr. Benjamin.

**Mr. Barnett:** The Minister has mentioned that there might be at least three acts amended.

**Mr. MacEachen:** Yes.

**Mr. Barnett:** I do not know whether this is something that would be useful but if we had a little more in-depth report on this: is this something that we could get from the representation commissioner if he appeared as a witness before the Committee? Or could we have some authority on constitutional law who could spell out what would be the legislative requirements and the various possible alternative approaches?

[Interpretation]

ce qui, vous êtes tous d'accord, est difficile, en un an, devrions-nous suspendre un procédé plus long que celui-là, ou devrions-nous le laisser suivre le cours normal?

**M. MacEachen:** Monsieur Barnett, si nous progressons et voulons changer le système, nous serions peut-être obligé d'amender l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

**M. Barnett:** Oui.

**M. MacEachen:** Nous serions probablement obligés d'amender également la Loi sur la suspension de la révision des limites des circonscriptions électorales ainsi que la Loi sur les commissaires à la représentation. Ce sont là les trois lois essentielles qu'il faudrait changer pour permettre des changements importants. Je pense que nous aurions tort de faire cela dans une même année. Cela peut sembler une longue période, mais souvenez-vous à quel point les députés sont préoccupés au cours d'une année, et ils ont autre chose à faire; nous n'allons pas tous passer tout notre temps à nous occuper de cette question.

**M. Barnett:** Dans ce cas, il faut encore soulever l'autre question qui a été soulevée au cours des débats qui ont suivi la deuxième lecture. Si cela prend tant de temps et si, comme le ministre l'a dit, on nous demande de prolonger la session après le mois de juillet, cela soulève encore d'autres problèmes dont on a parlé dans les débats: est-ce que c'est nécessaire de suspendre toutes les opérations pendant que nous procéderons à un nouvel examen? C'est là une question de jugement. J'accepte, à la rigueur, l'argument du ministre selon lequel il faut inciter le parlement à agir, mais s'il advenait que nous ne réussissions pas à trouver une solution au bout de 18 mois, ou qu'il y ait une possibilité...

**M. MacEachen:** Je pense que nous trouverons une solution. Je pense que nous réussirons à faire des améliorations et à rendre la situation plus satisfaisante à tous les points de vue qui ont été exprimés au cours des débats qui ont suivi la deuxième lecture de ce bill.

**M. Barnett:** Pourquoi avons-nous plus de chance de réussir si nous avons 18 mois que si n'avions qu'une année? En admettant, bien sûr, que le parlement aura à s'occuper beaucoup d'autre chose.

**M. MacEachen:** Je pense seulement que c'est un travail gigantesque et que, pour obtenir l'unanimité, il faudra exiger un travail considérable de la part des membres et des partis. Ce sera très long, du moins selon moi. Lorsque j'ai fait cette proposition à mes collègues et aux leaders de la Chambre, ils m'ont semblé trouver cette période de temps très raisonnable. Moi aussi, je pense que c'est raisonnable. Je serais plus disposé à accepter que cette période soit raccourcie.

**Le président:** Monsieur Benjamin.

**M. Barnett:** Le ministre a déclaré qu'il pourrait peut-être modifier au moins trois lois.

**M. MacEachen:** C'est exact.

**M. Barnett:** Je ne sais pas si cela serait utile, mais j'aimerais avoir plus de renseignement à ce sujet: est-ce que nous pourrions obtenir cela du commissaire aux représentations si il comparaisait devant le comité? Ou est-ce que nous aurions quelque autorité sur les lois constitutionnelles qui expliquent qu'elles seraient les exigences législatives et les différentes méthodes possibles d'aborder le problème?



[Texte]

**Mr. MacEachen:** I think once you start touching the membership in the House of Commons you are into the British North America Act. Obviously any changes in our system at all require amendments to Electoral Boundaries Readjustment Act as well. I cannot foresee what these amendments are if we decide on some new system but probably each of these would be involved in one way or another.

**Mr. Barnett:** I will not pursue the thing but I would like to suggest, Mr. Chairman, that there could be agreement that Clause 4 be allowed to stand after this round of discussion, at least until we have heard the representation commissioner, to give us an opportunity to consider some of the remarks made by the President of the Privy Council. I say that because I am not completely decided in my own mind about whether I would like to propose an amendment. I do not think it is something that should be rushed through at this point but I would certainly be glad to yield the floor now and give other members an opportunity to comment.

**The Chairman:** Yes, it is not up to the Chairman of the Committee to have clauses of the bill stand. It is up to the Committee itself to decide.

**Mr. Barnett:** I put this forward as a request.

**The Chairman:** Yes. Mr. Benjamin.

• 1120

**Mr. Benjamin:** Mr. Chairman, I do not think it matters all that much what date it is whether it is next June 15 or January 1, 1975. If we have made progress and Parliament has made some decisions by next June, I am sure that legislation will say that this bill is repealed, and we will have accomplished it in less than the 18 months.

Why should it take 18 months? I think the problem is, how are we going to proceed, and when are we going to start to proceed? It seems to me that the government should refer some matters to this Committee. Mr. Stewart made the point about this Committee meeting soon, in late August or right away in September, even if Parliament is not sitting. The House could refer certain matters to us, and provide some staff for the Committee, who could start immediately gathering up all the material we are going to need to go through.

I would like to know from the Minister what he thinks as to how we are going to proceed. What is going to happen next? Does he see the Committee taking on this work starting immediately, or is the government going to bring in some amendments or make a proposal for Parliament to consider this fall, or what?

**Mr. MacEachen:** What I had in mind, Mr. Benjamin, was that the government would make some proposals to this Committee. Then that would provide a basis for the Committee to get started, and it would try to make a report to the House.

**Mr. Benjamin:** How soon do you think you could make a proposal?

**Mr. MacEachen:** I had not contemplated that the Committee would be ready to sit in the summer months. My timetable up to the present time was to make these proposals to the Committee in the resumed session. But if the Committee would be interested in getting started earlier than that, I would try to reconsider my timetable.

[Interprétation]

**M. MacEachen:** Je pense qu'aussitôt qu'il s'agit des membres de la Chambre des communes, cela relève de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. De toute évidence, tout changement de notre système exigerait des amendements à la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales également. Je ne peux pas prévoir quels seraient ces amendements, si nous décidions d'adopter un nouveau système, mais il est probable que chacune de ces lois seraient touchées d'une façon ou d'une autre.

**M. Barnett:** Je ne veux pas continuer sur ce sujet mais je propose, monsieur le président, que nous nous mettions d'accord pour que l'article 4 soit réservé après ces discussions, du moins jusqu'à ce que nous ayons entendu le commissaire, pour que nous ayons le temps d'étudier quelques-unes des remarques du président du Conseil privé. Je demande cela parce que je n'ai pas encore complètement décidé si je vais proposer un amendement ou non. Je ne pense pas que nous devions brusquer les choses à l'heure actuelle mais je suis prêt à céder la parole à d'autres députés qui désirent parler.

**Le président:** Oui, mais ce n'est pas au président du comité de décider si un article sera réservé. C'est au comité lui-même à décider.

**M. Barnett:** C'est une demande que je fais au comité.

**Le président:** Oui. Monsieur Benjamin.

**M. Benjamin:** Monsieur le président, je ne pense pas que la date, que ce soit le 15 juin prochain ou le 1<sup>er</sup> janvier 1975, soit si importante. Si nous avons fait des progrès et que le Parlement en est arrivé à une décision au mois de juin prochain, je suis sûr que le Bill sera abrogé, et nous aurons réussi en moins de 18 mois.

Pourquoi cela prendrait-il 18 mois? Je pense que le problème, c'est de déterminer la façon dont nous allons procéder, et la date à laquelle nous allons commencer. Il me semble que le gouvernement devrait soumettre les problèmes à ce comité. M. Stewart a proposé que le Comité se réunisse plus tôt, à la fin d'août ou au début de septembre même si le Parlement ne siège pas encore. La Chambre pourrait nous soumettre quelques problèmes et nous assurer des services de soutien, de sorte que nous pourrions commencer immédiatement à ramasser le matériel dont nous aurons besoin.

Je voudrais que le ministre nous dise selon lui, de quelle façon nous allons procéder. Qu'est-ce qui arrivera ensuite? Est-ce qu'il prévoit que le Comité peut commencer immédiatement ou que le gouvernement fera certains amendements, ou encore qu'il proposera cette question à l'automne?

**M. MacEachen:** J'avais pensé, monsieur Benjamin, que le gouvernement ferait des propositions au Comité. Cela assurerait au Comité un point de départ, et il pourrait tenter de faire un rapport à la Chambre.

**M. Benjamin:** Quand croyez-vous pouvoir faire une telle proposition?

**M. MacEachen:** Je n'avais pas supposé que le Comité serait prêt à siéger au cours de l'été. Jusqu'à aujourd'hui, j'avais l'intention de faire ces propositions au Comité au début de la session d'automne. Mais si le Comité est prêt à réunir plus tôt, je vais tenter de refaire mon horaire.



[Text]

**Mr. Benjamin:** I think it would be reasonable to ask the Committee to start sitting in September. The summer is pretty nearly shot anyway. We can get a few weeks off—okay—but at least let the Committee meet and look at its terms of reference and what has been proposed to it by the government. The Committee staff can be working, even if the Committee did not meet all that much during September. The point I make is, let us get started as quickly as we can.

**Mr. MacEachen:** I agree. We will get started as quickly as we can. I am not ready right now to make these proposals to the Committee.

**The Chairman:** Mr. Reid.

**Mr. Reid:** I want to know if the Minister would be prepared to bring down a reference before the House rises for what is left of the summer so that the Committee would have an opportunity to meet and to determine what its process would be, and then to begin to do the necessary preparation so that it could begin the complete process in the fall.

**Mr. MacEachen:** I would consider that. Yes.

**Mr. Reid:** What kind of assistance would the Minister be prepared to give the Committee in terms of staff? If the Minister does not have these facilities available, would he be prepared to recommend that the Committee have the power to hire the necessary outside staff it requires?

**The Chairman:** The Committee already has that power.

**Mr. MacEachen:** The Chairman advises me the Committee has that power already. We would certainly co-operate in making available whatever expertise we have. Probably the representation commissioner would be a very important man in helping the Committee.

**Mr. Reid:** Would the Minister anticipate having any concrete proposals to put before the Committee in the fall?

**Mr. MacEachen:** Yes. Certainly we will have concrete proposals in the fall. I am not sure that I will be ready to make these proposals to the Committee before the summer adjournment.

• 1125

**Mr. Reid:** How long a time do you anticipate the Committee ought to take in its deliberations before providing either a report or a draft bill to the House? What would be a time-frame which, in your opinion as Government House Leader, would be acceptable to accomplish this revised act within the 18 months laid down in this bill? In other words, if we were serious about changing the act would we have to produce a report or a draft bill, say, by next spring, next June for example?

**Mr. MacEachen:** I would think that presumably the Committee would report and then, if the report were acceptable, we would have to bring in bills. And I would think that we ought to be passing those bills in the late spring or summer, or fall.

**Mr. Reid:** So that means, to meet our 18 months' deadline, there will have to be a fairly intense concentration of effort on the part of this Committee to complete its work by early spring.

[Interpretation]

**M. Benjamin:** Je pense qu'il serait raisonnable de demander au Comité de recommencer à siéger en septembre. L'été est presque fini, de toute façon. Nous pouvons prendre quelques semaines de congé, très bien, mais au moins, que le Comité se réunisse et examine le mandat et les propositions qui ont été faits par le gouvernement. Le personnel de soutien pouvait être présent, même si le Comité ne se réunit pas très souvent au cours de septembre. En d'autres termes, mettons-nous y aussitôt que possible.

**M. MacEachen:** Je suis d'accord. Nous nous y mettrons aussitôt que possible. Je ne suis pas prêt à faire ces propositions immédiatement au Comité.

**Le président:** Monsieur Reid.

**M. Reid:** Je voudrais savoir si le ministre est prêt à nous donner un mandat avant que la Chambre ajourne la session pour le reste de l'été, de sorte que le Comité puisse se réunir et déterminer la façon de procéder, et commencer ensuite à faire les préparations nécessaires pour pouvoir commencer dès le début de l'automne.

**M. MacEachen:** Je vais étudier la question, oui.

**M. Reid:** En ce qui concerne le personnel de soutien, le ministre est-il prêt à aider le Comité? Si le ministre n'a pas le personnel nécessaire, pourrait-il recommander que le Comité puisse engager le personnel nécessaire à l'extérieur?

**Le président:** Le Comité a déjà ce pouvoir.

**M. MacEachen:** Comme le président l'a dit, le Comité a déjà ce pouvoir. Nous sommes prêts à collaborer en mettant à votre disposition nos experts: le Commissaire aux représentations pourra certainement beaucoup aider le Comité.

**M. Reid:** Le ministre pense-t-il être prêt à faire des propositions concrètes au Comité à l'automne?

**M. MacEachen:** Oui. Nous aurons assurément des propositions concrètes à faire à l'automne. Je ne suis pas sûr de pouvoir faire ces propositions au Comité avant l'ajournement pour l'été.

**M. Reid:** Selon vous, combien de temps le Comité peut-il prendre pour délibérer avant de donner soit un rapport, soit un projet de bill à la Chambre? Vous êtes le leader du Parlement à la Chambre, et selon vous, quelle période de temps serait acceptable pour en arriver à cette loi révisée pendant les 18 mois prévus dans le Bill? En d'autres termes, si nous voulons faire du travail sérieux, devons-nous produire un rapport ou un projet de loi d'ici le printemps prochain ou juin prochain par exemple?

**M. MacEachen:** Je pense qu'à cette époque, le Comité devrait faire son rapport et que, si ce dernier est acceptable, nous devons présenter des bills. Je pense que nous devrions adopter ces bills entre le printemps et l'automne.

**M. Reid:** Ce qui correspondrait au délai de 18 mois, et exigerait, de la part du Comité beaucoup d'efforts pour remplir cet objectif.

[Texte]

Thank you, Mr. Chairman.

**Mr. MacEachen:** One of the big problems of the Committee will be to reconcile the desire of the smaller provinces not to lose seats with the sort of principle expressed by members on the second reading debate, of full representation by population—the purest application of that, and then reconcile that with the desire of small provinces like Manitoba, Saskatchewan, Nova Scotia and Newfoundland not to lose any more seats. That is the big job, and it is really an important job, too.

**Mr. Lachance:** I would like to know from our Minister, after all the arguments that we have engaged in on this proposed bill, whether there was some argument about using the 1976 census as a new basis for representation. You mentioned, if I understood correctly what you said, that an election could not take place, with the new revision, before 1976. Am I correct?

**Mr. MacEachen:** What I did say is that if we fail to do anything in the 18 months and we have to resume the process that we are interrupting, we probably would not be in a position to hold an election under the full provisions of this bill until the end of 1976.

**Mr. Lachance:** That is why I asked my question, Mr. Minister. Has any thought been given to using the 1976 census as a basis for the new representation? Of course you could say we should consider representation by population. But I think the purpose of the new law, when we passed it in 1966, was to give representation by population, and we waited seven years after the 1961 census to use this. I do not see why we should not take the opportunity of using the 1976 census in order to have real good representation by population, if it is the wish of the members. Of course, this would delay it again. But all the arguments have been good. Mr. Barnett has argued that it should be earlier, but I do not see why there should be so much rush. If we cannot have an election before 1976 why do we not wait until at least a year so that we have good representation by population.

**Mr. Barnett:** All I said was that in a normal election cycle 1976 would be considered to be a normal election year under your cycle.

**Mr. Lachance:** How do you know that?

**Mr. Barnett:** Well, because the last general election was in 1972.

**Mr. Lachance:** I have been here since 1962 and there have been five elections. You cannot base anything on that.

• 1130

**Mr. Barnett:** I am arguing that for the implementation of the decennial census, leaving aside the particular exigencies of this kind of Parliament, we should do our thinking in terms of having the redistribution after a census come into effect within a reasonable time, and use, as a basis for that, what we would call a normal cycle of elections. Like you, I know we are a bit off the normal cycle, but that is just the way it happens.

**Mr. Lachance:** The way you are going, you are going for 77.

[Interprétation]

Merci, monsieur le président.

**M. MacEachen:** L'un des problèmes essentiels de ce Comité sera de concilier les désirs des petites provinces de ne pas perdre de sièges, avec le principe énoncé par certains députés lors du débat en seconde lecture, à savoir la pleine représentation de la population; il s'assurera donc de concilier le désir des petites provinces comme le Manitoba, la Saskatchewan, la Nouvelle-Écosse, et Terre-Neuve, de ne pas perdre davantage de sièges. Ce sera un problème très sérieux.

**M. Lachance:** Je voudrais demander au ministre, après que les arguments que nous avons entendus sur ce projet de bill, si certains ont été avancés pour que nous utilisions le recensement de 1976 comme base de la représentation. Vous avez dit, si j'ai bien compris, qu'une élection ne pourrait pas avoir lieu avant 1976, si de nouvelles limites sont appliquées. Est-ce exact?

**M. MacEachen:** J'ai dit que si nous ne parvenions pas à un accord dans ces 18 mois, c'est que nous devons en reprendre le processus là où nous l'avons interrompu, que nous ne serions sans doute pas en mesure de remiser une élection, dans le cadre de ce bill, avant la fin de 1976.

**M. Lachance:** C'est pourquoi j'ai posé ma question, monsieur le ministre. A-t-on envisagé d'utiliser le recensement de 1976 comme base de cette nouvelle représentation? Bien sûr, vous me direz que l'on doit calculer cette représentation en fonction de la population. Mais je pensais que le but de la nouvelle loi, lorsqu'elle a été adoptée en 1966, était de fixer le nombre de sièges selon la population; or, nous avons attendu sept ans après le recensement de 1961 pour l'utiliser. Je ne vois pas pourquoi on n'utiliserait pas le recensement de 1976 afin de répartir le plus équitablement possible le nombre de sièges selon la population. Naturellement, cela retarderait tout ce processus. Tous les arguments que nous avons entendus sont bons. M. Barnett a dit que l'on devrait raccourcir ce délai, mais je ne vois pas pourquoi on devrait se précipiter. Si nous ne pouvons pas organiser une élection avant 1976, pourquoi n'attendons-nous pas alors au moins un an afin d'avoir une bonne représentation selon la population.

**M. Barnett:** Tout ce que j'ai dit c'était que, selon le cycle normal des élections, 1976 pouvait être la prochaine année d'élections.

**M. Lachance:** Comment le savez-vous?

**M. Barnett:** Eh bien, parce que les dernières élections ont eu lieu en 1972.

**M. Lachance:** Je suis au parlement depuis 1962, et il y a eu cinq élections. Vous ne pouvez pas vous baser sur un argument de ce genre.

**M. Barnett:** Je dis simplement que, pour la bonne application du recensement décennal, outre les exigences du Parlement, nous devrions examiner ce nombre de sièges en fonction du recensement. Je sais comme vous que nous nous sommes écartés du cycle normal, mais ce sont des choses qui arrivent.

**M. Lachance:** Si vous continuez comme cela, ce sera en 1977.

[Text]

**The Chairman:** Order, please.

Mr. Blouin.

**Mr. Blouin:** I just want to...

**Mr. Lachance:** I did not have the answer to my question. Was there any thinking about this among the House Leaders?

**Mr. MacEachen:** We have not discussed it among the House Leaders, but it has certainly crossed my mind that the longer the process is delayed, the further you are away from the most recent census data. If you wanted to use 1976 data, you would have another two years...

**Mr. Lachance:** Yes, but can I just take 30 more seconds, Mr. Minister? The Electoral Boundaries Commission could very well start its work by 1976, and then the House of Commons could be in a position to compare figures at the time the commission makes its report in the House. If those figures are sufficiently different from the 1971 census you could act accordingly. That is all I have to say. I think the 1976 census would be something to use as a basis for comparing our notes.

**The Chairman:** Order please.

Mr. Blouin; then we shall adjourn.

**Mr. Blouin:** The 1976 census is semiofficial, is it not? They cannot use it for such as an important matter as this. The official census is made every 10 years; we had one in 1971, the next official one will be in 1981. Am I right? I just wanted to point that out. You cannot use the 1976 census...

**An hon. Member:** Why not?

**The Chairman:** Order please.

**Mr. Blouin:** ... because it is a semiofficial, rather than an official census.

**The Chairman:** Yes. I think Mr. Blouin is right. We shall not have a census before 1981 applicable to the act, as it is, for the distribution of seats.

We have been sitting since 9:30...

Yes, Mr. Stackhouse.

**Mr. Stackhouse:** Mr. Chairman, are you going to suggest another meeting today, this afternoon?

**The Chairman:** This afternoon. Would it be agreeable to the members that we sit this afternoon, at 3:30?

**Mr. Lachance:** May I suggest that you try to work during the lunch time so that you can give your decision by this afternoon?

**The Chairman:** I surely will.

**Mr. MacEachen:** Mr. Chairman, may I explain to you that I shall have to be in the House this afternoon with my election expenses bill?

[Interpretation]

**Le président:** A l'ordre, je vous en prie.

Monsieur Blouin.

**M. Blouin:** Je veux seulement...

**M. Lachance:** On n'a pas répondu à ma question. Est-ce que les leaders de la Chambre ont envisagé cette possibilité?

**M. MacEachen:** Nous n'en avons pas discuté mais, pour ma part, je me suis fait la réflexion que plus les élections sont retardées plus on s'éloigne des dernières données de recensement. Si vous voulez vous servir des données de 1976 il vous faudrait attendre encore deux ans...

**M. Lachance:** Trente secondes, monsieur le Ministre? La Commission des limites électorales pourra très bien commencer ses travaux avant 1976, ce qui permettrait à la Chambre des communes de comparer les données disponibles à cette date et celles disponibles à la date où la Commission fera son rapport à la Chambre. Vous pourrez alors prendre des mesures si ces données diffèrent sensiblement de celles du recensement de 1971. C'est tout ce que j'avais à dire. Je pense que le recensement de 1976 pourra nous servir de base de comparaison.

**Le président:** A l'ordre, je vous en prie.

Monsieur Blouin, puis nous leverons la séance.

**M. Blouin:** Le recensement de 1976 n'est-il pas semi-officiel? Il ne peut être utilisé pour une affaire aussi importante. On procède à un recensement officiel tous les dix ans. Nous venons d'en avoir un en 1971 et le prochain se tiendra en 1981. C'est bien simple, n'est-ce pas? Je voulais seulement le souligner. Vous ne pouvez vous servir du recensement de 1976...

**Une voix:** Pourquoi pas?

**Le président:** A l'ordre.

**M. Blouin:** ... parce que c'est un recensement semi-officiel.

**Le président:** Oui. Je pense que M. Blouin a raison. Nous n'aurons pas d'autre recensement dont nous puissions nous servir pour la distribution des sièges avant 1981.

Nous siégeons depuis 09 h 30...

Oui, monsieur Stackhouse.

**M. Stackhouse:** Monsieur le président, allez-vous proposer que nous nous réunissions à nouveau cet après-midi?

**Le président:** Cet après-midi. Les membres du comité désirent-ils que nous nous réunissions cet après-midi à 15 h 30?

**M. Lachance:** Monsieur le président, peut-être pourriez-vous vous renseigner pendant l'heure du déjeuner ce qui vous permettrait de nous faire part de votre décision cet après-midi?

**Le président:** Je n'y manquerai pas.

**M. MacEachen:** Monsieur le président, je me permets de vous faire remarquer que je dois être à la Chambre cet après-midi à cause de mon bill sur les dépenses électorales.



[Texte]

**Mr. Benjamin:** What about tonight at 8:00 o'clock?

**An hon. Member:** The Tories are going to quit at 6:00 o'clock.

**Mr. MacEachen:** Maybe you do not need me.

**The Chairman:** Is it required by the members that we not have the meeting until the Minister is available? Or can we proceed with the consideration of these items without the presence of the Minister?

**Mr. Benjamin:** If we are going to keep going with the bill I think it would be well to have the Minister here. Could we meet this evening rather than this afternoon?

**Mr. MacEachen:** If I am out of the House I shall try to come this evening.

**An hon. Member:** Already there are three other committees meeting this evening.

**The Chairman:** Let us try this evening at 8:00. If the Minister is available then, we shall pursue the matter.

**Mr. Reid:** Mr. Chairman, perhaps I might make a suggestion—I do not know how well it will be received. As the Parliamentary Secretary to the President of the Privy Council, if it would be agreeable to members, I might come back this afternoon and we could deal with those clauses in a technical sense—those that had policy implications. Perhaps then we could meet with the Minister on a later day. It does seem to me that we should be able to be in a position to clean up some of the non-technical material.

**Mr. Benjamin:** Would it be possible to meet on another date?

• 1135

**Mr. MacEachen:** We could try get the representation commissioner here this afternoon or this evening. I think it would be useful for you to hear him, particularly on the work of the reinstituted commissions and his views on timing and so on. If he is in town we will get him, either this afternoon or this evening.

**The Chairman:** Then there will be a meeting this afternoon at 3.30 with, it is hoped, Mr. Castonguay as a witness.

**Mr. Benjamin:** Mr. Chairman, perhaps it would be possible for our Committee to meet three times today because hopefully we can have the Election Expenses Bill out of the House today and I am hoping we can get at it next week. We want that law by July 31.

**The Chairman:** This meeting is adjourned until 3.30 this afternoon.

#### AFTERNOON SITTING

• 1544

**The Chairman:** Order, please. I see a quorum. At the adjournment this morning I was considering the ruling I had to make regarding the amendment proposed by Mr. McKinnon. Mr. McKinnon has asked to say a few words before I make a ruling on his amendment.

[Interprétation]

**M. Benjamin:** Alors, ce soir à 20h00?

**Une voix:** Les conservateurs vont nous quitter à 18 h 00.

**M. MacEachen:** Vous n'avez peut-être pas besoin de moi.

**Le président:** Les députés préfèrent-ils que nous ne nous réunissions pas jusqu'à ce que nous puissions avoir le ministre? Ou bien pouvons-nous poursuivre l'étude de ces questions en l'absence du ministre?

**M. Benjamin:** Si nous poursuivons l'étude du bill, je pense qu'il vaudrait mieux que le ministre soit présent. Peut-être pourrions-nous nous réunir ce soir au lieu de cet après-midi?

**M. MacEachen:** Si je peux me libérer de la Chambre, j'essaierai de venir ce soir.

**Une voix:** Il y a déjà trois autres séances de comité ce soir.

**Le président:** Essayons de nous réunir ce soir à 20 h 00. Si le ministre est disponible, nous poursuivrons nos travaux.

**M. Reid:** Monsieur le président, je me permets de faire une suggestion, je ne sais pas comment elle sera reçue. En tant que secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, les députés accepteront peut-être que je revienne cet après-midi pour traiter l'aspect technique des articles dont les implications sont politiques. Nous pourrions ensuite convenir d'une séance avec le ministre à une date ultérieure. Je pense que pour les questions qui ne sont pas d'ordre technique, nous ne pourrions pas régler grand-chose.

**M. Benjamin:** Serait-il possible de convenir d'une autre date?

**M. MacEachen:** Nous pourrions demander au commissaire de la représentation de venir ici cet après-midi ou ce soir. Je crois que vous devriez l'écouter, surtout au sujet du travail accompli par les commissions réinstituées, et ses idées sur l'emploi du temps, et ainsi de suite. S'il est en ville, nous pourrions le faire venir, ou bien cet après-midi, ou ce soir.

**Le président:** Il y aura une réunion cet après-midi, à 3 h 30, en compagnie, nous l'espérons, de M. Castonguay.

**M. Benjamin:** Monsieur le président, notre comité pourrait se réunir trois fois aujourd'hui, car le bill sur les dépenses pour les élections sortira, je l'espère, de la Chambre aujourd'hui, et j'espère que nous l'étudierons la semaine prochaine. Nous voulons cette loi pour le 31 juillet.

**Le président:** La réunion est ajournée jusqu'à 3 h 30, cet après-midi.

#### SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

**Le président:** Silence, s'il vous plaît. Je vois que nous avons un quorum. Au moment d'ajourner ce matin, j'en étais à rendre une décision au sujet de l'amendement soulevé par M. McKinnon. M. McKinnon a demandé à dire quelques mots avant que je rende ma décision sur son amendement.



[Text]

**Mr. McKinnon:** Thank you, Mr. Chairman. The only thing I want to add to what I said this morning, though there is a lot more I would wish to add,—I would wish to be able to appeal to the Committee in terms that would convince them rather than the opposite—is that mention was made of the British North America Act today. So I went to that shiny new book that I have, called *Revised Statutes 1970*, and I noticed, in Section 51 (1) of the British North America Act, the following:

... the number of members of the House of Commons shall be two hundred and sixty-three and the representation of the provinces therein shall forthwith upon the coming into force of this section and thereafter on the completion of each decennial census be readjusted by such authority, in such manner ... and so on; and in section 52, it says:

The number of members of the House of Commons may be from time to time increased by the Parliament of Canada, provided the proportionate representation of the provinces prescribed by this Act is not thereby disturbed.

I just wish to add that, Mr. Chairman, to what I said this morning, and that it appears to indicate, at least to me, that we would not run into great difficulties with the British North America Act if my amendment were accepted.

Thank you.

**The Chairman:** Thank you.

I did look into the propriety of accepting the amendment proposed by Mr. McKinnon and as this amendment does request that the application of the bill now before us be suspended—I mean, its effect be excluded from the Province of British Columbia—I would like, if I may, to revert to the amendment Mr. McKinnon proposed to move earlier, to the effect that the provisions of Bill C-208 be not made applicable to the Province of British Columbia.

I have, in fact, carefully considered all the arguments presented in this connection. The problem, to me, is a difficult one in that defining the principle of a bill is not always an easy matter. Paragraph 5 on page 509 of May's Eighteenth Edition reads as follows:

An amendment which is equivalent to a negative of the bill, or which would reverse the principle of the bill as agreed to on the second reading, is not admissible. Where the scope of a bill is very restricted, it is not always easy to grasp the full effect of this rule, but the method of its application can be judged from the two following examples:

The scope of the Parliamentary Elections (No. 2) Bill, 1880, being restricted to the repeal of a section in a statute, an amendment which proposed the continuance and extension of that section was ruled out of order. The chairman stated that, though the committee had full power to amend, even to the extent of nullifying the provisions of a bill, they could not insert a clause reversing the principle which the bill, as read a second time, sought to affirm.

Redistribution of seats in the House is made and provided for by the constitution, the British North America Act, as amended in 1952, which Mr. McKinnon has just referred to. I refer the hon. members to Section 51 of the British North America Act. In fact, the total number of seats is determined by this section.

[Interpretation]

**M. McKinnon:** Je vous remercie, monsieur le président. La seule que je vais ajouter à ce que j'ai dit ce matin, bien que j'aurais beaucoup à dire, et que je souhaite pouvoir convaincre le Comité de la valeur de mon amendement. On a beaucoup parlé de la Loi sur l'Amérique du Nord britannique. J'ai donc consulté ce nouveau livre flabard neuf intitulé «Statuts révisés 1970» et j'ai lu à l'article 51(1) de la Loi de l'Amérique du Nord britannique ce qui suit:

... le nombre des membres de la Chambre des communes est de 263 et la représentation des provinces à ladite Chambre doit, dès l'entrée en vigueur du présent article et, dans la suite, sur l'achèvement de chaque recensement décennal, être rajusté par l'autorité, de la manière ...

etc; et à l'article 52, il est dit:

Le nombre des membres de la Chambre des communes pourra de temps à autre être augmenté par le Parlement du Canada, pourvu que la proportion établie par le présent acte dans la représentation des provinces reste intacte.

Il me semble donc, monsieur le président, que si mon amendement était accepté, il ne contredirait guère l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

Je vous remercie.

**Le président:** Je vous remercie.

J'ai étudié l'amendement proposé par M. McKinnon et cet amendement demande la suspension de l'entrée en vigueur du projet de loi à l'étude—je veux dire qu'il ne serait pas appliqué dans la province de la Colombie-Britannique.

J'ai étudié attentivement tous les arguments présentés à cet égard. Le problème est difficile parce qu'il n'est pas toujours aisé de définir l'esprit d'un projet de loi. Le paragraphe 5 à la page 509 de la dix-huitième édition du précis de procédures parlementaires May se lit comme suit:

Un amendement qui revient à annuler un projet de loi ou qui en inverserait l'esprit tel que convenu à la deuxième lecture n'est pas recevable. Lorsque la portée d'un projet de loi est très limitée, il n'est pas toujours facile de saisir toutes les conséquences de cette règle mais on peut en juger l'application d'après les deux exemples suivants:

La portée de la Loi sur les élections parlementaires (no 2) 1880, se limitant à abroger un article d'une législation, un amendement qui proposait la poursuite et l'extension de cet article a été déclaré irrecevable. Le président a précisé que bien que le comité ait tout pouvoir d'apporter des amendements qui peuvent aller jusqu'à annuler les dispositions d'un projet de loi, il ne peut pas insérer une clause inversant l'esprit d'un projet de loi tel qu'il se dégage de la deuxième lecture.

La redistribution des sièges à la Chambre est prévue et fixée par la Constitution, c'est-à-dire l'Acte de l'Amérique du Nord britannique telle que modifiée en 1952 auquel M. McKinnon vient de faire allusion. Je renvoie les députés à l'article 51 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. En fait, le nombre total des sièges est stipulé dans cet article.

## [Texte]

The number of senators by province is one of the criteria applicable to redistribution. Unless we revise the constitution, there is no way by which this Committee could initiate any step to increase the number of seats.

• 1550

The method of redistribution of seats is a complex one and each segment must be taken into account. Even if the proposed amendment were accepted by this Committee, in my view, the commissioners of British Columbia would not be able to pursue their work any further. Without saying that "in se" to add an exception to the application of an act does affect the principle of the act, I fail to see how, in this particular one, the suspension of the redistribution of seats could take place in some parts of the country only because of the whole structure of redistribution which, in essence, must look at the whole country. I want to refer members to the British North America Act, Section 51, Subsections (1), (2) and (3), where the whole picture has to be taken into consideration of why we think in terms of redistribution of seats.

This amendment, if accepted, would render ineffective not only this bill in the other provinces but would prevent the redistribution in B.C. from continuing unless there is, at the same time, a reference of the House to this Committee to study an amendment to the British North America Act. In my view, this amendment in itself kills not only the bill but would render it totally ineffective.

As the principle of the bill has been accepted in the House on second reading, I believe that this Committee has no authority to deal with that amendment. In fact, the principle of this bill, as it appears to me, is to suspend the operation of an act; whereas the purpose of the amendment is to maintain the same operation of the act in one province. Since the House has agreed, by second reading of this bill, to suspend an act, it would seem to me that what the amendment is really seeking is to introduce a new and separate question which, in my view, would be better dealt within the House by special legislation, where the amendment, being presented as a separate question, that question would have to be brought before the House as a bill; and the principle of that bill would be to enact special provisions for one province.

I must rule that the proposed amendment is contrary to the principle of the bill now before us, non-applicable in itself within our present terms of reference because the terms of reference we have are only to study this bill C-208. Therefore I have to rule that the amendment moved by Mr. McKinnon is out of order.

At the adjournment, we were studying clause 4 and, Mr. Barnett, for one, has recommended, with the acceptance of all members of the Committee, that we have, as a witness, Mr. Nelson Castonguay who is the Representation Commissioner. As he is now here, I would like to invite him and Mr. Jean-Marc Hamel, the Chief Electoral Officer, to come to the head of the table.

We decided to stand Clause 2 of the bill until a decision was made about the amendment proposed by Mr. McKinnon. I would like to know if it would not be appropriate to deal now with Clause 2 first before going on with other clauses.

## [Interprétation]

Le nombre de sénateurs par province est l'un des critères dont dépend la redistribution. A moins de modifier la Constitution, le Comité ne peut en aucune façon adopter une mesure qui aurait pour effet d'augmenter le nombre de sièges.

Le mode de redistribution des sièges est complexe et il faut tenir compte de chaque élément du système. Même si l'amendement proposé était accepté par le Comité, selon moi, les commissaires de la Colombie-Britannique ne pourraient pas poursuivre leurs travaux. Sans vouloir prétendre que le fait de suspendre l'application d'une loi affecte l'esprit de celle-ci, je vois mal comment, dans ce cas particulier, on pourrait suspendre la redistribution des sièges dans certaines parties du pays du fait tout le système de redistribution englobe le pays tout entier de par son essence même. Je voudrais renvoyer les députés à l'article 51 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, paragraphes (1) (2) et (3) qui montrent que le système de redistribution des sièges ne peut s'appliquer qu'à l'ensemble du pays.

Cet amendement, s'il est accepté, enlèverait non seulement toute efficacité à ce projet de loi dans les autres provinces, mais empêcherait en même temps la redistribution des sièges de la Colombie-Britannique de se poursuivre à moins que, en même temps, la Chambre des communes ne donne mandat à ce comité de proposer un amendement à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Selon moi, cet amendement non seulement enlève toute validité au projet de loi mais le rendrait en même temps totalement inefficace.

Étant donné que l'esprit du projet de loi a été accepté en Chambre en deuxième lecture, je pense que ce Comité n'a pas le pouvoir d'accepter cet amendement. En effet, l'esprit de ce Bill me semble être de suspendre l'application d'une loi; l'objectif de l'amendement, pour sa part, est de maintenir cette Loi en vigueur dans une province. Étant donné que la Chambre a convenu en deuxième lecture de ce projet de loi de suspendre une Loi, il me semble que cet amendement a pour effet dans la réalité d'introduire une nouvelle question distincte qui, à mon avis, devrait faire l'objet d'une législation spéciale de la Chambre et donc d'un projet de loi distinct qui aurait pour effet d'énoncer des dispositions spéciales pour une province.

Je dois donc statuer que l'amendement proposé est contraire à l'esprit du projet de loi à l'étude, qui n'est pas applicable dans le cas de notre présent mandat qui ne nous donne pouvoir que d'étudier le Bill C-208. Par conséquent, je statue que l'amendement proposé par M. McKinnon est irrecevable.

Au moment d'ajourner la dernière séance, nous en étions restés à l'article 4 et M. Barnett a proposé, avec l'appui de tous les membres du Comité, de convoquer M. Nielson Castonguay, le Commissaire à la représentation. Il est ici et je voudrais maintenant l'inviter à prendre place à la table ainsi que M. Jean-Marc Hamel, l'agent électoral en chef.

Nous avons décidé de réserver l'article 2 du Bill jusqu'à ce qu'une décision soit prise au sujet de l'amendement de M. McKinnon. Je pense qu'il faudrait maintenant voter sur l'article 2 avant de passer aux suivants.

[Text]

Some hon. Members: Agreed.

Clause 2 agreed to.

**The Chairman:** Clause 3 has already been carried and we were on Clause 4. Mr. Barnett asked that this clause be allowed to stand so that he could ask Mr. Castonguay some questions.

Mr. Barnett.

• 1555

**Mr. Barnett:** When I asked at the session this morning that the clause stand, it was not, at that point, with particular reference to asking Mr. Castonguay questions on it. Later, we arranged to have this meeting this afternoon, and the questions I would like to ask on this clause have to do with the timetable that is provided in this, that is the period during which Sections 20 to 27 of the Boundaries Readjustment Act are to be in suspense. The principle established in the British North America Act is that there shall be a revision, taking into account population shifts or growth, after each decennial census. I was just checking that section, Section 51 of the act. It says that this shall be implemented according to such means, and—I am paraphrasing now—in the manner decided by Parliament from time to time. I guess the . . .

**Mr. McKinnon:** That is in Section 52, is it not, Mr. Barnett? However, it does not matter.

**Mr. Barnett:** Section 51 says that:

... on the completion of each decennial census be readjusted by such authority, in such manner, and from such time as the Parliament of Canada from time to time provides, subject and according to the following rules:

It is this matter of the manner, and time, of adjustment that is involved in the proposal to suspend the operation of the Boundaries Readjustment Commissions.

I have approached this question in terms of what, I suggest, is a normal election schedule of four years. In other words, recognizing that a Parliament can last for five years, but accepting the idea that normally we expect an election about once every four years.

Since we had a census in 1971, within the provisions of the process of readjustment we should be hesitant—barring an accidental election—to have another election based upon the 1961 census. We all know that if there were one this year it would have to be held on the 1961 census. I am concerned about why we have to suspend the operation of this act until January 1975. I should like to have clarified the timetable involved. I think this is a matter not only related to the work of the commission, but to the work of the Chief Electoral Officer.

What position shall we be in on January 1, 1975 in relation to holding an election in 1976? Could an election in June of 1976 be held on readjusted boundaries if Parliament does nothing in the 18-month interval during which the suspension stands? I think this is the basic question which we should explore with the people who are probably best competent to advise us on the mechanics of just what is involved.

[Interpretation]

Des voix: Adopté.

L'article 2 est adopté.

**Le président:** L'article 3 a déjà été adopté et nous en étions restés à l'article 4. M. Barnett avait demandé de réserver cet article jusqu'après l'audition de M. Castonguay.

Monsieur Barnett.

**M. Barnett:** Lorsque j'avais demandé ce matin de réserver cet article ce n'était pas dans l'intention précise de poser des questions à M. Castonguay. Par la suite, on a convoqué la séance de cet après-midi et je vais donc pouvoir poser des questions sur le sujet qui nous préoccupe, à savoir le calendrier prévu, c'est-à-dire la période pendant laquelle les articles 20 à 27 de la Loi sur la modification des limites des circonscriptions électorales seront suspendues. Le principe inscrit dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique n'est qu'une révision qui doit avoir lieu après chaque recensement décennal en fonction du mouvement de la population. J'ai relu l'article 51 de cet acte et il dit que cette révision devra avoir lieu selon les modalités décidées de temps à autre par le Parlement.

**M. McKinnon:** Cela figure dans l'article 52, n'est-ce pas monsieur Barnett? Quoi qu'il en soit, peu importe.

**M. Barnett:** L'article 51 dit que:

... sur l'achèvement de chaque recensement décennal, être rajusté par l'autorité, de la manière et à compter de l'époque que le Parlement du Canada prévoit à l'occasion, sous réserve et en conformité des règles suivantes.

C'est cette question de la manière et du moment du rajustement qui pose le problème dans cette suspension du fonctionnement de la Commission de révision des limites électorales.

J'ai étudié cette question sous l'angle des calendriers d'élections tous les quatre ans. Autrement dit, je me suis fondé sur le postulat qu'il y a normalement une élection tous les quatre ans.

Puisque nous avons eu un recensement en 1971, il ne faudrait pas s'engager à la légère à tenir une autre élection sur la base du recensement de 1961. Nous savons tous que s'il y avait une élection cette année elle serait fondée sur le recensement de 1961. Pourquoi donc devons-nous suspendre l'application de cette loi jusqu'en janvier 1975. J'aimerais que l'on me précise le calendrier. Cette question concerne non seulement le travail de la Commission mais également celui de l'agent électoral en chef.

Quelle sera la situation au premier janvier 1975 dans l'éventualité d'une élection en 1976? Est-ce qu'une élection en juin 1976 pourrait être organisée avec de nouvelles circonscriptions si le Parlement n'agit pas au cours de cet intervalle de 18 mois. C'est la question fondamentale qu'il nous faut explorer de concert avec ceux qui sont le mieux capables de nous conseiller sur ce mécanisme.



[Texte]

**The Chairman:** Mr. Castonguay.

**Mr. N. J. Castonguay (Representation Commissioner):** I cannot give you any explanation as to why 18 months is required. This is a political decision which the House has made to find a solution. There is a period of 18 months until January 1, 1975 in which the House of Commons has time to find a solution to the problem of five provinces losing seats; areas like Northern Ontario losing representation, and Northern Quebec; and the shift of rural population to urban, rural seats becoming large. This is all a legislative decision; Parliament has to find a solution.

In my own view, if you judge this time factor by the 1964 bill, 18 months is not unreasonable. If you recall, that bill was introduced in 1963, it got first reading in December 1963, and it was not passed until November 1964. That has become the Electoral Boundaries Readjustment Act. You are opening up the same can of worms now.

**Mr. Barnett:** That is an expression I used in my speech.

• 1600

**Mr. Castonguay:** Yes; you are opening up the same can of worms now. I am in no position to know whether you parliamentarians can find a final solution to this but I wish you lots of luck. On this particular score we will leave it there.

As far as the time... If you find no solution to this problem by January 1, 1975, it means that the 10 reports of these commissions of 1973 will be referred back to reconstituted commissions. Now the act provides a period of two months during which the new commissions can be appointed. From the day these commissions are proclaimed into power they have six months in which to complete their work. Then the clock, as the Minister said in the House, starts to tick again.

First, the reconstituted commissions will have public sittings on the basis of the 1973 reports. Then after the public sittings they will meet to consider which representations can be acceded to and which should be rejected. Then they make a report to Parliament and I give it to the Speaker and the Speaker tables it. The 30-day period starts to operate during which any 10 M.P.'s may make an objection to the reports. The debate must commence within 15 days after that 30-day period has expired and after that it is returned to the commission. The commission has 30 days in which to consider the objections made in the House and then it comes back to me. I prepare a draft representation order when I have all 10 reports on my desk. Then the Secretary of State is obliged to proclaim it within five days. It becomes law. That is called the representation order in bringing that into force.

Now I would assume that the timetable for that, barring all kinds of things... For instance, if you want to know the date of the general election just figure out when the commissions will be running again. We had an election in 1965 and the commissions were working then. We had an election in 1972 and the commissions were working then. So now the commissions are going to be reconstituted in 1975 and surer than hell there will be an election in 1975. If you are a form player it is bound to happen.

[Interprétation]

**Le président:** Monsieur Castonguay.

**M. M. J. Castonguay (Commissaire à la représentation):** Je ne peux pas vous expliquer le pourquoi de cette période de 18 mois. C'est là une décision politique que la Chambre a prise. Il y a une période de 18 mois jusqu'au 1er janvier 1975 au cours de laquelle la Chambre des communes cherchera une solution au problème des cinq provinces qui risquent de perdre des sièges, ainsi que des régions comme le Nord de l'Ontario et le Nord du Québec et le déplacement de la population rurale vers les villes avec comme corollaire un agrandissement des circonscriptions rurales. Tout cela est une décision législative et c'est au Parlement qu'il appartient de trouver une solution.

A mon avis, si l'on en juge d'après la loi de 1964, une période de 18 mois n'est pas excessive. Si vous vous souvenez, ce projet de loi a été introduit en 1963, a reçu la première lecture en décembre 1963 et n'a été adopté qu'en novembre 1964. Ce projet de loi est devenu la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales. On va maintenant remettre le doigt dans le même engrenage.

**M. Barnett:** C'est une expression que j'ai moi-même utilisée dans mon discours.

**M. Castonguay:** Oui; il s'agit encore là du même problème. Je ne peux pas savoir si vous, les députés, arriverez à une solution mais je vous souhaite bonne chance. Là-dessus, passons à autre chose.

Le temps passe vite... Si le premier janvier 1975, vous n'avez pas trouvé de solution, les dix rapports des commissions de 1973 seront remis à de nouvelles commissions. La Loi prévoit une période de deux mois au cours de laquelle les nouvelles commissions peuvent être nommées. A partir du jour où les commissions sont nommées, elles ont six mois pour accomplir leur travail. Ensuite, comme le ministre l'a dit à la Chambre, l'horloge recommence à marquer les heures.

En premier, les nouvelles commissions tiendront des séances publiques à partir des rapports de 1973. Ensuite, après les séances publiques, elles se réuniront pour décider des propositions qui seront acceptées et de celles qui seront rejetées. Ensuite, elles font un rapport au Parlement, je le fais parvenir à l'orateur, et lui, se charge de le déposer. Ensuite commence une période de 30 jours au cours de laquelle 10 députés peuvent s'opposer au rapport. Les débats doivent commencer dans les 15 jours qui suivent cette période de 30 jours, et ensuite, les rapports reviennent à la Commission. Cette dernière entreprend 30 jours pour étudier les objections faites en Chambre, et les rapports ne reviennent qu'ensuite. Je prépare un projet d'ordonnance de représentation lorsque j'ai les dix rapports en main. Ensuite, le secrétaire d'État est obligé de donner force de loi à l'ordonnance dans les cinq jours suivants. L'ordonnance devient loi, entre en vigueur.

Je présume que l'horaire, à l'exception de toutes les choses... par exemple, si vous voulez déterminer la date des élections générales il vous suffit de savoir quand les commissions se réuniront à nouveau. Nous avons eu une élection en 1965, et les commissions travaillaient à ce moment-là. La même chose s'est produite en 1972. Et les commissions seront reconstituées en 1975; je puis vous assurer qu'il y aura des élections en 1975.



## [Text]

If that should happen, this last problem we had is that all commissions started in July of 1972. Then we did not want to run into the problem we had in 1965. We had advertised our maps and what confusion there was to the electorate then! Are we holding the 1965 election under the maps advertised in the newspaper or the ones that were made in 1952? So to avoid this confusion all commissions deliberately withheld publication until after October 30.

That six-month period that we had now, who is to say that there will not be an election in 1974, barring my sort of crystal-ball gazing? That could throw the schedule six months off. If there is an election called for April 1974, with dissolution in January, everything works. But we are not going to hold public sittings while you people are having a campaign. We went through that once. You people did not like it. The M.P.'s and the candidates did not like it, and certainly we were embarrassed and these commissions were.

**Mr. Barnett:** You refreshed my mind.

**Mr. Castonguay:** We did not get any help from the M.P.'s and the candidates the last time, at that 1965 one. They did not appear before us because they were campaigning. So talk about that period of six months. From the day these commissions are reconstituted, if an election occurs in that time, we need that six months to give the House and give the election a chance to run through.

All right, these reports to be printed—after they come it takes anywhere from six weeks to process these reports. By process them, I mean this. The commissions have drawn a map. They have to get a surveyor to provide descriptions and this time all the commissions hired somebody from the province to make the descriptions, some professional surveyor. When we got the material here in Ottawa my office acted as a liaison office for the 10 commissions. It went to the Surveyor General and the Surveyor General checked those descriptions. There was a great deal of interchange between the provincial surveyor who did the work and the federal surveyor and each report, particularly those from Ontario and Quebec, took at least six or seven weeks to process, from the day we got the material in Ottawa to the day you got that printed copy. So all I say is that six months is a minimum time for the commission to do its work.

But after that six months the 30-day period starts in the House. Ontario and Quebec are going to take the full count. Prince Edward Island and Nova Scotia and those provinces should be able to do it in a reasonable time but you have to work at the speed of the slowest ships and those are Ontario and Quebec. They are large. They are not going to do that in the first two or three months; they need the full five or six months. This time, Ontario got in just under the wire; it was the last province to get its report in. July 7 was the date that the year terminated and we got the report in here on July 3 or July 4.

## [Interpretation]

Si cela devait se produire, le dernier problème venait du fait que toutes les commissions ont commencé à travailler en juillet 1972. Nous n'avons pas voulu être confrontés avec les mêmes problèmes qu'en 1965. A cette époque, nous avions publié les nouvelles cartes électorales, et il s'en est suivi une confusion générale. Est-ce que les élections se feraient selon les nouvelles cartes publiées en 1965, ou selon les cartes établies en 1952? En 1972, pour éviter ce problème, les commissions ont délibérément remis les publications des cartes après le 30 octobre.

Mais qui, à l'exception de ceux qui lisent dans les boules de cristal, peuvent affirmer qu'il n'y aura pas d'élections en 1974? Tout le programme pourrait être reculé de six mois. Si l'élection est annoncée en avril 1975, et la dissolution du Parlement en janvier, tout va pour le mieux. Mais nous ne pouvons pas tenir de séances publiques pendant la campagne électorale. Nous avons déjà tenté l'expérience une fois. Vous n'avez pas aimé cela et les députés et les candidats n'ont pas aimé cela, et nous étions très embarrassés, ainsi que les commissions.

**M. Barnett:** Je ne me souvenais plus de cela.

**M. Castonguay:** En 1965, les députés et les candidats ne nous ont été d'aucun secours. Ils n'ont pas comparu devant la Commission parce qu'ils étaient dans une pleine campagne électorale. Donc, en ce qui concerne cette période de six mois, à partir du jour où les commissions sont reconstituées, si une élection est prévue en ce temps-là, il nous faut six mois pour donner à la Chambre et aux élections la chance d'en finir.

Oui, je sais, les rapports qui doivent être imprimés... une fois les rapports arrivés, cela peut prendre beaucoup de temps avant qu'ils soient traités. Par «traitement», je veux dire ceci: la commission a établi une carte; un enquêteur a fait les inscriptions et cette fois, les commissions ont engagé quelqu'un de la province même pour faire ces inscriptions, un enquêteur professionnel. Lorsque nous avons reçu le matériel ici à Ottawa, c'est mon bureau qui a fait office d'agent de liaison entre les dix commissions. Nous avons été voir l'enquêteur général qui, lui, a vérifié les inscriptions. Il y avait beaucoup de différence entre les travaux des enquêteurs provinciaux qui ont effectué des travaux et des enquêteurs fédéraux, et il a fallu au moins six ou sept semaines pour traiter chaque rapport, particulièrement ceux du Québec et de l'Ontario, à partir du jour où nous avons reçu le matériel à Ottawa jusqu'au jour où nous avons reçu les exemplaires imprimés des rapports. Donc, cette période de six mois est la période minimale au cours de laquelle la Commission peut effectuer son travail.

Mais après ces six mois, la période de trente jours commence à la Chambre. L'Ontario et le Québec auront besoin de tout le temps. L'Île du Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse et ces provinces devraient être capables d'accomplir le travail dans un temps raisonnable, mais il faut avancer à la vitesse des moins rapides, c'est-à-dire l'Ontario et le Québec. Ce sont de grandes provinces. Elles ne pourront pas faire tout le travail dans les premiers deux ou trois mois, il leur faudra cinq ou six mois pleins. La dernière fois, l'Ontario est arrivé à la dernière extrémité; elle a été la dernière province à faire parvenir son rapport. La date limite était le 7 juillet, et nous avons reçu son rapport le 3 ou le 4 juillet.

## [Texte]

• 1605

Now, after the last report is in, the House has to deal with it. Is the House going to be sitting in July, 1975 because you can start your 30 days if the House is not sitting but the debate cannot start until the House sits, which would be in the autumn. There is the big problem; there is a new ball game.

Suppose there is a dissolution in January and the Speaker has not appointed the 20 members of the commission. Then you will have to wait for a new Parliament to appoint a new Speaker to get 20 commissioners because the Speaker has not the authority to appoint commissioners after a dissolution. So when you talk about a timetable, this is not one that you can shave days off. You have to allow for all these imponderables and you and I cannot control them. That is the way it goes.

My guess would be that if everything worked beautifully, right on the button, that if the reconstituted commissions were handling the 10 reports, the proclamation could be brought into force in December, 1975 or January, 1976. But if there is a dissolution, that time-table just goes right down the drain. If there is a dissolution after the commission is appointed then the timetable is fine. It does not bother the Chief Justices. The Chief Justices can appoint the chairman but the Speaker cannot appoint anybody after a dissolution. We have to wait for a new Speaker to be appointed.

That could be a period of four or five months. The commissions are hanging fire; they have a chairman, they have me, but no two commissioners. The earliest would be December, 1975 or January, 1976, that is with reconstituted commissions, working with the 10 reports of the commission.

My guess is that you are not going to find a solution in the first two months of that 18-month period that you are providing. It will be closer to the end of that time. My interpretation of this bill is that Parliament will have to pass legislation by December 31.

All you have to do is go back to 1964 and read those speeches. At some place there is going to be a jam. I do not care how this works out but I have not seen a redistribution bill in this country or in any of the Commonwealth countries that has gone through like an incorporation of a church bill where you can do it on a weekend. There is no way. There will be a lot of problems.

Let us say you start and you are able to find a solution and have the legislation passed into law by October, 1975. That new commission is starting with a whole new set of seats. I do not know what the solution is going to be. Are you going to leave Prince Edward Island with four or are you going to leave New Brunswick with 10? At least eight provinces might change, then you can tear up that report. The 10 reports are not worth anything to the commissions. When you draw a map of seven for Newfoundland and the last one was six, it is a new ball game. When you draw a map of British Columbia, now with 26 and the next time with, say, 29, it is a new ball game—any province. The work that was done by these commissions goes down the drain. So you need the timetable that is in the Electoral Boundaries Readjustment Act. You need a year from the day the commissions are proclaimed.

## [Interprétation]

Une fois que le dernier rapport est arrivé, la Chambre doit s'en occuper. Mais la Chambre devra-t-elle siéger en juillet 1975 parce que la période de 30 jours peut commencer même si la Chambre ne siège pas, mais les débats ne peuvent pas commencer avant que la Chambre siège, ce qui nous ramènerait à l'automne. C'est là le gros problème: c'est une situation nouvelle.

Supposons que le Parlement soit dissout en janvier et que l'Orateur n'ait pas nommé les 20 membres de la Commission. Il faudra attendre un nouveau Parlement, qui nommera un nouvel orateur, qui lui, nommera les 20 membres de la Commission, parce que l'orateur ne peut pas nommer de membres après la dissolution du Parlement. Donc, il ne s'agit pas ici d'un horaire avec lequel on peut jouer. Il faut laisser place à l'imprévu, et vous et moi ne pouvons pas le contrôler. C'est ainsi, et pas autrement.

Selon moi, si tout marche bien, si la nouvelle commission peut s'occuper des 10 rapports, la proclamation pourrait entrer en vigueur en décembre 1975 ou janvier 1976. Mais s'il y a dissolution du Parlement, notre horaire est à refaire en entier. S'il y a dissolution après que la commission aura été nommée, notre horaire s'applique toujours. Les juges en chef, qui peuvent nommer le président de la commission ne sont pas touchés par la dissolution, mais l'Orateur ne peut nommer personne après une dissolution. Il faut attendre qu'un nouvel orateur soit nommé.

Cela faut prendre 4 ou 5 mois, et les commissions attendent toujours: elles ont un président, moi je suis là, mais il n'y a aucun membre de nommé. Les nouvelles commissions ne pourraient pas commencer à travailler au rapport de la commission avant décembre 1975 ou janvier 1976.

Selon moi, vous ne résoudrez pas le problème dans les deux premiers mois de la période de 18 mois prévue dans la loi, mais plutôt vers la fin de la période. J'interprète le bill de cette façon: le Parlement devra adopter la loi avant le 31 décembre.

Il suffit de se reporter à 1964 et de lire les discours. Il y aura inévitablement un arrêt. Peu m'importe comment cela fonctionne, mais je n'ai jamais vu un bill sur la révision des limites électorales, au Canada ou dans tous les autres pays du Commonwealth, être accepté comme s'il s'agissait d'un bill sur l'incorporation d'une Église, qui peut être adopté dans une fin de semaine. C'est impossible. Il y aura énormément de problèmes.

Supposons que vous commencez immédiatement, que vous trouvez une solution et que la loi est adoptée en octobre 1975. Cette nouvelle commission commence avec de tous nouveaux sièges. Je ne sais pas s'il y a une solution. Allez-vous laisser à l'Île-du-Prince-Édouard ses 4 sièges? Ou les 10 sièges du Nouveau-Brunswick? Au moins 8 provinces peuvent changer, et ensuite vous pourriez déchirer le rapport. Les 10 rapports ne sont d'aucune valeur pour la commission. Si vous dressez une carte électorale qui accorde 7 circonscriptions à Terre-Neuve, alors qu'elle en avait 6 auparavant, cela est une nouvelle situation. Si vous dressez une carte de la Colombie-Britannique avec 29 sièges, alors qu'elle en a 26 actuellement, c'est encore une nouvelle situation. Et cela, pour toutes les provinces. Le travail accompli par ces commissions ne sert plus à rien. Donc, il faut s'en tenir à l'horaire prévu dans la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électo-

[Text]

Let us say that the commissions are proclaimed in January, 1976. I do not see how they can be done any earlier but if you want to be terribly optimistic, say December, 1975. They have two months to do it. If the commissions start working in about March, they have a year to do it in. Ontario and Quebec are going to come in right at the last, in the twelfth month. Then you people have 30 days. Then you have to debate on it. Then the commissions have to go on to it. So it will be then—a year from March, 1976, brings you to March, 1977. That is for the commissions' work. Then give yourselves at least four or five months, depending on whether the House is sitting when this report is received.

• 1610

I can remember in 1965 I had the 10 reports on my desk and I did not have a Speaker to give them to. And when the new session of Parliament started in 1966, on your plate you had 10 of these reports of the 10 commissions. The same thing can happen all over again.

The earliest you could have these things brought into law would be about June, 1977. But then remember, there is a thing in this bill here that says that after it is proclaimed, no elections can be held on those maps until a year after. You add a year to 1976, and you add a year to 1977, and that is when you can have a general election. That is providing everything works like clockwork, and I have never seen anything work like clockwork either in elections or in redistribution. I am not saying it could not happen. But in 25 years I have not seen too much clockwork running, with precision.

If you are thinking in terms of what you wanted to know, that is the way I look at it.

**Mr. Barnett:** It seems to me there is a related question, Mr. Chairman. For purposes of discussion, we will take that date of December, 1975. Mr. Castonguay says if everything works like clockwork, and if nothing happens in Parliament to change the existing situation.

**Mr. Castonguay:** That date is related to the 10 reports.

**Mr. Barnett:** Yes. It seems to me that Mr. Hamel ought to be able to give us his timetable from the date when the representation order is put into effect to implement that order for the purposes of conducting a general election. I think it would be relevant if Mr. Hamel could give a little bit of insight for the record on this particular aspect of it.

**The Chairman:** Mr. Hamel.

**Mr. Jean-Marc Hamel (Chief Electoral Officer):** Mr. Chairman, based on past experience, I think to be realistic you have to count on at least one year. This is based on the experience following the redistribution of 1966, 1952 and 1947, as well as any time you have to make a mass appointment of returning officers, such as after the re-enactment of the act in 1960, or 1938 I guess, the time before.

I think you have to look at it not only in terms of the Chief Electoral Officer. It does not change anything in the forms and the supplies and so on. You have everything; the cupboards are full of stock and so on. So we can hold an election on any basis. But where we cannot go any faster than somebody else is at the local level, at the

[Interpretation]

rales. Il faut un an à partir de la journée où les commissions sont nommées.

Supposons qu'une commission est établie en janvier 1976. Je ne vois pas comment cela pourrait être fait plus tôt, mais pour être optimiste, supposons que cela se produit en décembre 1975. Ils ont deux mois pour nommer la commission. Si cette dernière commence à travailler en mars, elle a une année entière pour accomplir son travail. L'Ontario et le Québec feront parvenir leur rapport en dernier, au cours du douzième mois. Vous avez donc trente jours. Vous devez alors en discuter. Puis les commissions doivent étudier la question. Cela nous amènera donc au mois de mars 1977, ce qui fait une année. Cela concerne le travail de la commission. Accordez-vous ensuite au moins quatre ou cinq mois, dépendant si la Chambre siègera lorsque ce rapport sera remis.

En 1965, je m'en souviens, j'avais 10 rapports sur mon bureau et je n'avais pas d'Orateur à qui les remettre. Lorsque la nouvelle session du Parlement débuta en 1966, vous aviez sur votre table 10 de ces rapports des 10 commissions. La même chose peut se reproduire.

La date la plus rapprochée à laquelle vous pourriez faire entrer ces choses dans une loi serait en juin 1977. Cependant, il faut se rappeler qu'après la proclamation du bill, il ne peut y avoir d'élection au sujet de ces cartes avant une année. Vous ajoutez une année à 1976, une année à 1977, et là vous pourriez avoir une élection générale. A condition que tout marche comme le rouage d'une horloge, ce qui n'est jamais le cas des élections ou de la redistribution. Je ne dis pas que cela ne peut pas arriver. Mais, durant 25 ans, je n'ai jamais rien vu fonctionner comme le rouage d'une horloge.

Voilà comment je considère la situation, en réponse à votre question.

**M. Barnett:** Il me semble qu'une autre question soit reliée à ce sujet, monsieur le président. Pour une discussion, prenons la date de décembre, 1975. M. Castonguay dit que si tout fonctionne comme le rouage d'une horloge et que rien ne survient au Parlement, ce qui changerait la situation.

**M. Castonguay:** Cette date est reliée aux dix rapports.

**M. Barnett:** Oui. Il me semble que M. Hamel devrait nous remettre son horaire, à partir du jour où l'ordre de représentation est appliqué pour mettre en vigueur cet ordre à des fins de déclenchement d'élections. Ce serait vraiment utile si M. Hamel pouvait jeter un peu de lumière sur la question, pour le dossier.

**Le président:** Monsieur Hamel.

**M. Jean-Marc Hamel (directeur général des élections):** Monsieur le président, selon mon expérience, je crois qu'il nous faut attendre au moins une année. Cette expérience concerne la redistribution de 1966, 1952, et 1947, de même que le temps consacré de la nomination massive des présidents d'élection, comme après la réadoption de la loi de 1960, ou 1938 je suppose.

Il vous faut examiner la situation non seulement du point de vue du Directeur général des élections. Cela ne change rien aux formes et ni aux provisions, et ainsi de suite. Vous avez tout: les armoires sont pleines, et ainsi de suite. Nous pouvons donc déclencher une élection. Mais nous ne pouvons procéder aussi rapidement au niveau



## [Texte]

electoral district level, because as soon as the representation order is proclaimed, any electoral district with a new name or with a change in boundaries is a new electoral district. On the basis of an interpretation given, I understand by a law officer of the Crown, an appointment of a returning officer has to be made.

In 1966 we had 258 new electoral districts, and therefore the Cabinet had to make 258 appointments. Mind you, it is very difficult to do that in less than a year. In fact, it took about a year in 1966. You always have people who refuse, who are appointed and come to Ottawa and find that the job is not quite as they had thought, and so on.

Then as soon as the returning officer is back home, as soon as he has had a short training session in my office, he has to proceed with the revision of the boundaries of his polling divisions, in other words, transfer into the new electoral district the old polling divisions. There are about 60,000 of these across the land. So you can count on about three months to do that. An experienced returning officer, in other words the person who was there before, might be able to do it in two months. But I do not think he can do it in less than two months.

So long as this work has not been completed, I do not think that local political organizations can actually complete their own organization because you do not know until then how many polling divisions there will be, how many enumerators you are entitled to appoint, and so on. I think in all fairness you have to look at the whole election machinery, by-election machinery, including the group of returning officers and including, of course, the political parties which, as you know, play an essential role in the election process, particularly at the beginning of the campaign. As I say, as far as we are concerned, I could say three months after the last returning officer has been appointed, but experience has shown that it is not realistic to hope that these returning officers will all be appointed in less than 10 to 12 months.

**Mr. Barnett:** I have some questions arising out of this but I think it is probably right that I should defer them.

• 1615

**The Chairman:** Thank you, Mr. Barnett. Mr. Ritchie.

**Mr. Ritchie:** I would like to ask, what time before 1968 was the first time that the election could have been run on the boundaries used in 1968? What date was that?

**Mr. Hamel:** The representation order was proclaimed on June 20, 1966 and we were really in a position to face an election in the fall of 1967, the best we could have done.

**Mr. Ritchie:** What would have happened had there been an election 1966 and the middle of the fall of 1967? It just did not happen.

**Mr. Hamel:** Fortunately, it did not happen but we would have been in really deep trouble.

**Mr. Ritchie:** You would have been in great trouble, right?

**Mr. Hamel:** In fact, the first thing we have to do when an election is called is send the writ to the returning officers. When there is no returning officer there is nobody to send the writ to. Furthermore, I do not think it would be realistic to send a writ to a returning officer or to a man who has not been briefed on his functions and who has not had a chance to familiarize himself with the ballpark he is going to play in. For familiarization we are

## [Interprétation]

local, au niveau du district électoral, car aussitôt la proclamation de l'ordre de représentation, tout district électoral ayant un nouveau nom ou de nouvelles limites est un nouveau district électoral. Selon une interprétation, je crois qui provient d'un légiste, il faut nommer un président d'élections.

En 1966, il y avait 258 nouveaux districts électoraux, donc on a dû procéder à la nomination de 258 présidents d'élection. C'est très difficile de faire cela en une année. En réalité, cela nous a pris un an en 1966. Il y a toujours des gens qui refusent, qui sont nommés et qui viennent à Ottawa, et qui se rendent compte que ce n'est pas le genre d'emploi pour eux, et ainsi de suite.

Aussitôt que le président d'élection revient à la maison, aussitôt la période de formation terminée à mon bureau, il doit réviser les limites des arrondissements de vote; en d'autres mots, transférer dans le nouveau district électoral les anciens arrondissements de vote. Il y en a à peu près 60,000 dans le pays. Cela prend environ trois mois. Un président d'élection expérimenté, c'est-à-dire qui était là avant, pourrait le faire en deux mois, mais non en moins de deux mois.

Je ne crois pas que les organisations politiques locales puissent compléter leur propre organisation avant la fin de ce travail, car vous ignorez jusque-là le nombre des arrondissements de vote, le nombre d'énumérateurs qui peuvent être assermentés, et ainsi de suite. En toute franchise nous devons considérer toute la machine électorale, incluant le groupe de présidents d'élection, et incluant, bien sûr, les partis politiques qui, comme vous le savez, jouent un rôle essentiel dans le procédé d'élections, et particulièrement au début de la campagne. Comme je le disais, je peux dire trois mois après que le dernier président d'élections ait été nommé, mais l'expérience a montré qu'il n'est pas réaliste d'espérer que ces présidents d'élections soient nommés en moins de 10 ou 12 mois.

**M. Barnett:** J'aurais quelques questions à poser à ce sujet mais je ferais mieux de les suspendre.

**Le président:** Merci, monsieur Barnett. Monsieur Ritchie.

**M. Ritchie:** J'aimerais demander quand avant 1968 on a fait des élections selon les limites utilisées en 1968? Quelle date était-ce?

**M. Hamel:** L'ordre de représentation a été proclamé le 20 juin 1966 et nous avons dû faire face à une élection de l'automne de 1967, c'est le mieux que nous ayons pu faire.

**M. Ritchie:** Et que serait-il arrivé si nous avions eu une élection en 1966 ou à la mi-automne de 1967? Cela n'est pas arrivé.

**M. Hamel:** Heureusement, car nous aurions eu plusieurs problèmes.

**M. Ritchie:** Vous auriez eu quelques problèmes, n'est-ce pas?

**M. Hamel:** En fait, la première chose à faire lors d'une élection est d'envoyer une ordonnance aux présidents d'élections. Quand il n'y a pas de présidents d'élections on ne peut en envoyer à personne. De plus, je ne crois pas qu'il serait très réaliste d'envoyer une ordonnance à un président d'élections ou à un homme à qui on n'a pas donné de fonctions et qui n'a pas eu la chance de se familiariser avec la partie qu'il a à jouer. Pour qu'il puisse se familiari-



[Text]

trying to provide the returning officers with as much background material and information as possible by trying to do some transfer of polling divisions from the old ridings to the new ridings, but the final work has to be done by him; only he can do the final work.

**Mr. Ritchie:** Yes. Actually it was proclaimed on June 20, 1966 and you felt you would not have been ready until approximately October 1967.

**Mr. Hamel:** In 1967, we would have been reasonably ready to face an election.

**Mr. Castonguay:** That is to start the election, not to hold it by then, to start it in October 1967. You could not have called polling day in October; you could have started the 60 days from October.

**Mr. Hamel:** That is correct.

**Mr. Ritchie:** Yes. Oh I see.

**Mr. Castonguay:** You would have had dissolution in October not polling day then.

May I add something? The House of Commons was aware of this particular problem in 1964, and I just want to refer to October 20, 1964, at pages 9261 to 9263, the debate on this particular point which was raised by Mr. Gordon Churchill. The problem was fully appreciated by the House, but no amendment was moved. It was suggested that maybe the period of 90 days would be satisfactory and nobody moved that amendment. People have said that the House was unaware of this but the House was fully aware of this and they took a calculated risk to provide no interregnum period at that time. So with deference to the M.P.s who passed this legislation in 1964, they were fully aware of this but they took a calculated risk. Who was going to take up the ball to score points on that one. The map then was 13 years old. Constituencies ranged from 260,000 down to 26,000 in Ontario from 230,000 to 12,000 in Quebec and nobody wanted to score points on the fact that they were responsible for holding the election under the old map again after 1963. So in 1964 nobody picked up that ball and moved that amendment. The thing is the problem was there and the House was aware of it.

**The Chairman:** I do not think at this point in all fairness to you, Mr. Castonguay, as a witness, we will make any progress in the discussion of this bill, if we look back in the past to who is responsible for such and such a thing or for not acting on anything.

**Mr. Ritchie:** Mr. Castonguay has given us estimated dates when this could take effect if we make changes in the act in the 18 months, but if there is no change in the act, say after 18 months the commission does not reach any conclusion, although I am sure they will, and no legislation is forthcoming, is there any way of shortening this or are we then back to where we are at present? Is there any way of shortening it or must we go on in the new way rather than just picking up as if we had gone out for coffee, as I suggested.

• 1620

**Mr. Castonguay:** It would be nice if you could pick up as if you had gone out for coffee, but what is essential to these commissions is this. I am required by the Representation Commissioner Act to prepare alternative proposals for each commission. The Committee will be glad to know that in 1965 not one commission accepted any of my

[Interpretation]

ser, nous donnerons aux présidents d'élections le plus de renseignements possible, mais ils devront fournir le travail final; il aura à le faire seul.

**M. Ritchie:** Oui. Elles ont eu lieu le 20 juin 1966 et vous croyez que vous n'étiez pas prêt avant octobre 1967.

**M. Hamel:** En 1967, nous aurions été prêts à annoncer une élection.

**M. Castonguay:** Et pour commencer l'élection, et non pas l'avoir, la commencer en octobre 1967. Vous ne pouviez décider d'avoir une journée d'élections en octobre; vous auriez pu commencer 60 jours avant le temps.

**M. Hamel:** C'est exact.

**M. Ritchie:** Oui. Je vois.

**M. Castonguay:** Vous auriez eu une dissolution en octobre, non une journée d'élections.

Puis-je ajouter quelque chose? La Chambre des communes en était consciente en 1964, et je veux seulement vous référer ce problème précis du 20 octobre 1964, aux pages 9261 à 9263, qui contiennent un débat sur cette question amenée par M. Gordon Churchill. La Chambre a étudié ce problème, mais on n'a pas proposé d'amendement. On a suggéré que peut-être la période de 90 jours était satisfaisante et personne n'a proposé cet amendement. Les gens ont dit que la Chambre n'a pas étudié cette question mais elle l'a fait et ils ont pris un risque calculé pour ne pas donner de période interrègne à cette époque. Par respect pour les un risque calculé. Qui a voulu compter des points. La carte alors avait 13 ans. Les circonscriptions électorales sont passées membres du Parlement qui ont adopté cette législation en 1964, ils étaient conscients de ceci, et ils ont pris de 260,000 à 26,000 en Ontario et de 230,000 à 12,000 au Québec et personne ne voulait avoir des points pour dire qu'ils étaient responsables d'avoir fait les élections selon la vieille carte après 1963. Alors en 1964 personne n'a proposé cet amendement. Le problème était là et la Chambre en était consciente.

**Le président:** Je ne crois pas que ce point vous fasse justice, monsieur Castonguay, comme témoin, nous ne ferons pas de progrès dans les discussions de ce projet de loi si nous en restons au passé pour savoir qui est responsable de telle ou telle chose.

**M. Ritchie:** M. Castonguay nous a donné les dates où il croyait que cela arriverait, si nous faisons des changements dans la loi dans les 18 mois, mais s'il n'y a pas de changement dans la loi, après 18 mois, la Commission n'arrive à aucune conclusion, bien que je suis certain qu'ils le feront, nous ne prévoyons aucune législation, s'il n'y a pas moyen de raccourcir ceci ou en sommes-nous encore à notre point de départ? Y a-t-il moyen de le raccourcir ou devons-nous continuer d'une nouvelle façon plutôt que d'en choisir comme si nous étions partis prendre un café, comme je l'ai suggéré.

**M. Castonguay:** Ce serait très bien si vous pouviez le choisir de la même façon que si vous étiez parti prendre un café. Mais ce qui est essentiel à ces commissions, est-ce cela? Je dois, selon la Loi sur la représentation à la Commission, préparer les propositions à choisir pour chaque commission. Et le Comité sera heureux de savoir

## [Texte]

proposals, and in 1973 not one commission, except P.E.I., accepted one of my proposals. So, in making these proposals, I have to hire a staff of technicians, and it takes me about three or four months to train these technicians to help me to make these proposals. Statistics Canada prepares base maps with population figures on them, will I think you have seen. If you draw a line here, these technicians can tell you how much population is on one side and how much is on the other. When I made a recommendation to the Standing Committee on Privileges and Elections in 1971 it was said that my office should be abolished, these proposals were no longer necessary, and that my presence on the commissions was also not necessary. These 10 commissions now tell me that the proposals are necessary to this extent, that if they start with nothing they are going to flounder all over the place. Also, they are more impressed, not with my proposals or with me, but with the technicians, because they go in, and they are ready-made technicians. All these technicians have now left me. As soon as they read that the bill was going to be suspended they knew there was nothing to do. They were tired of playing scrabble and doing crossword puzzles. There was no work. So they have gone. Now you have to train them all again. You have to get seven of these people to train. They can only be trained on the job, and on the job means that they go to Statistics Canada for two or three weeks to get an understanding of their framework. They go to the Department of Energy, Mines and Resources and work with the mapping people over there, and so on, to understand that particular part, and then they work with me, or they sit down with me and I make work proposals. It takes three to four months to train a technician. Now there will be none, either way, next time when the commissions start. Of the ones that are here I have three of the 1965 ones back. So, with commissions starting off with no technicians, you have to train them, and I think you know it is a very complicated thing.

**Mr. Ritchie:** But, Mr. Chairman, have these technicians not already drawn all these maps based on 1971? You see, we are now debating the maps. As I understand it, back they go to the commission, and they send their report to you.

**Mr. Castonguay:** This bill suspends the debate. It is just the reports that are in there now. And when this bill becomes law there is no debate and the commissions stop operating. The clock stops. What will happen in 1975, if the House of Commons does not come forward with a solution, is that these 10 reports will be referred back to the reconstituted commissions and they will hold public sittings on the basis of those reports. And after their public sittings they will have to see which representations they can accede to, what they can respond to, and what they cannot respond to. It takes technicians to work out those plans for them—because you cannot expect a university president to sit there for 10 hours and start a work line that a clerk could do, or a judge of the Supreme Court, or a Clerk of the Legislative Assembly. So they need staff. Nowhere can you get that type of staff. You yourself have to train them on the job. No department of government has people like that; there is nothing like it. So you have to hire them, train them on the job, and then that is it.

## [Interprétation]

qu'en 1965, aucune des commissions n'a accepté mes propositions, et qu'en 1973 aucune des commissions, sauf celle de l'Île du Prince-Édouard, n'a accepté mes propositions. Alors, en faisant des propositions, je dois employer des techniciens, et je dois les entraîner pendant trois ou quatre mois pour qu'ils m'aident à faire ces propositions. Statistique Canada prépare des cartes de base comprenant des chiffres de population, que vous avez dû voir. Si vous dessinez une ligne ici, les techniciens peuvent vous dire combien de gens il y a de ce côté et combien il y en a de l'autre. Lorsque j'ai fait une recommandation au Comité permanent des privilèges et élections en 1971, on a dit qu'on devrait fermer mon bureau, que ces propositions n'étaient plus nécessaires et que ma présence au sein de la commission ne l'était pas non plus. Ces dix commissions me disent maintenant que les propositions sont nécessaires, que s'ils commencent à zéro, ils se débattront pour rien. De plus, ils sont plus impressionnés, pas à cause de mes propositions ou de moi-même, mais avec les techniciens, parce qu'ils sont très compétents. Tous ces techniciens m'ont abandonné. Dès qu'ils ont lu que le projet de loi pouvait être suspendu, ils ont réalisé qu'ils n'avaient plus rien à faire. Ils étaient fatigués de jouer au scrabble. Il n'y avait pas de travail, alors ils sont partis. Alors vous devrez à nouveau leur donner une formation. Vous devrez en former sept. On doit leur donner une formation à leur travail, et cela veut dire qu'ils doivent aller à Statistique Canada pour deux ou trois semaines pour comprendre le système, et ils vont au ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources et travaillent avec les cartographes, et ainsi de suite, pour comprendre ce point précis, pour ensuite travailler avec moi, ou ils me rencontrent et je propose un travail. La formation d'un technicien dure trois ou quatre mois. Maintenant il n'y en aurait pas lorsque la commission commencera son travail. Mais ceux qui sont ici, j'en ai trois qui étaient avec moi en 1965. Maintenant, puisque la commission est mise sur pied et n'a pas de technicien, vous devrez en former, et j'espère que vous savez que c'est très difficile.

**M. Ritchie:** Mais, monsieur le président, ces techniciens n'ont-ils pas déjà dessiné toutes les cartes en 1971? Vous voyez, nous discutons maintenant sur les cartes. Je comprends, mais ils assistent à la commission et vous envoient leur rapport.

**M. Castonguay:** Ce projet de loi suspend le débat. Nous avons seulement les rapports actuellement et quand le projet de loi sera adopté, il n'y aura plus de débat et la commission ne fonctionnera plus. Le temps s'arrête. Qu'arrivera-t-il en 1975 si la Chambre des communes n'en vient pas à une solution, si ces dix rapports sont référés aux commissions reconstituées qui auront des séances publiques basées sur ces rapports. Après ces séances publiques, ils devront voir quelle représentation ils accepteront, à laquelle ils pourront répondre, et laquelle ils ne pourront pas répondre. Ils ont besoin de techniciens pour travailler ces plans à leur place, parce que vous ne vous attendez pas à ce qu'un président d'université fasse pendant dix heures le travail d'un commis, ou d'un juge de la Cour suprême, ou d'un greffier de l'Assemblée législative. Alors ils ont besoin de personnel. Vous ne pouvez pas vous procurer ce genre de personnel. Vous devez vous-même leur donner une formation. Aucun ministère gouvernemental n'a ce genre de personnel; alors vous devez les engager, les entraîner, et alors le travail est fait.

## [Text]

In 1965, 1972 and 1973 I provided these technicians because, as I told you, they were not impressed with any of my proposals before I had my technicians. They can hire whatever staff they want in addition to that. If they want photographers, surveyors and what-have-you, they can do it. But they all went for my technicians. My technicians do not recommend what they should do. The commissions say, "There is the line; how much population is there on that side and how much on the other?" None of these technicians are trained to say, "You should go that way, or that way." It is the commission's job to set where the line is and it is their job to interpret the population on either side of the line and that is all they are trained to do.

• 1625

**Mr. Ritchie:** Say we changed the act; instead of using the term "reconstituted commission," you used the term "the same commission", would you have so many new people that you in effect would have a reconstituted commission with the same problems, as you say, until your technicians arrive?

**Mr. Castonguay:** Well, I think I can speak for the 10 commissions. We discussed this particular problem and they all want to be liberated. That means they all want to end now. That does not mean to say they would not tackle this again but they do not want to sit there waiting until 1975, hanging fire on whether they are going to start working in 1975 or 1976.

My guess now would be that two-thirds of these people would do it if asked again, if the method is the same about appointment and if they are invited to tackle this task again. The other third could not do it because they are either retiring, are in ill health or for some other reason, death.

You see this time we had 14 out of 30 who had acted in 1965-66. One secretary was elevated to commissioner. I do not know if that is elevation but anyway he was a secretary to the commission and he went up. So we had 14 repeats out of 30. We had three chairmen who consented to do it again—three out of ten. We had one province where the chief justice of the province could not find any of his judges who would accept that beautiful task and he had to ask the Chief Justice of Canada to make the appointment—that is a provision in the act—so the Chief Justice of Canada appointed one of the chairmen. Now next time around I wonder how many Chief Justices are going to get these chaps to agree to do it again, I do not know. This is the first time it has happened that in one province the chief justice of that province was not able to convince any of the judges of his court or other courts to accept this job.

So that leads you to another provision here: if you let these commissions live through, there is a provision in this act that says the vacancy must be filled in 30 days. I can say generally that these people all want to be liberated. If you force it, you are going to get a whole bunch of resignations. And then they have to be filled in 30 days. So I am going to go to Joe Blow, the Speaker is going to go to somebody and say, "Would you fill a job as a commissioner of the Electoral Boundaries Commission for Manitoba?"

## [Interpretation]

En 1965, 1972 et 1973 j'ai fourni ces techniciens parce que, comme je vous l'ai dit, on n'écoutait aucune de mes propositions avant que j'aie mes techniciens. Pour cela ils peuvent engager le personnel qu'ils veulent. S'ils veulent des photographes, ou des géomètres, ils peuvent les avoir. Mais comme moi ils ont tous engagé des techniciens. Mes techniciens ne leur disent pas quoi faire. Les commissions disent «voilà la ligne de démarcation, combien de gens y a-t-il de ce côté et combien de l'autre?» Aucun de ces techniciens n'a eu de formation pour dire, «vous devez aller dans ce sens, ou dans cette direction.» C'est à la commission qui incombe la responsabilité de situer la ligne de démarcation et de dire combien il y a de gens de chaque côté de cette ligne. Et c'est seulement pour cela qu'ils sont formés.

**M. Ritchie:** Supposons que vous changez la loi; au lieu d'utiliser le terme «commission reconstituée», vous utilisez le terme «la même commission», auriez-vous tellement de nouveaux membres qu'il vous faudrait alors avoir une commission reconstituée comprenant les mêmes problèmes, comme avez dit, avant l'arrivée de vos techniciens.

**M. Castonguay:** Je parle au nom de 10 commissions. Nous avons discuté de ce problème particulier et ils veulent tous être libres. Cela signifie qu'ils veulent tous mettre fin à cela. Cela ne veut pas dire qu'ils ne voudraient pas aborder la chose de nouveau, mais ils ne veulent pas attendre jusqu'en 1975 pour savoir si nous commençons à travailler en 1975 ou en 1976.

Selon moi, les deux tiers de ces personnes le feraient si on leur demandait, s'ils utilisent la même méthode d'emploi et si on leur demande d'entreprendre ces tâches à nouveau. L'autre tiers n'acceptera pas de le faire puisque certains se retirent et que d'autres sont malades.

Cette fois-ci nous avions 14 personnes sur 30 qui avaient travaillé en 1965-1966. Un secrétaire avait été promu au poste de commissaire. Je ne sais pas s'il s'agit de promotion mais de toute façon il était secrétaire pour la commission et on l'a promu. Ce qui fait 14 personnes sur 30. Trois présidents sur dix ont accepté de présider. Un seul juge en chef d'une province n'a pu convaincre ses juges d'accepter cette merveilleuse tâche et il a dû faire appel au premier magistrat du Canada pour la nomination. Il s'agit d'une disposition de la loi et dans ces cas le premier magistrat du Canada nomme un des présidents. Je me demande comment les juges en chef feront accepter cette tâche une fois de plus, je n'en ai aucune idée. C'est la première fois que dans une province le juge en chef ne peut convaincre aucun de ses juges de sa cour ou d'une autre cour d'accepter cette tâche.

Cela nous amène à une autre disposition: le poste doit être occupé dans un délai de 30 jours. Je dois dire qu'en règle générale ces gens désirent être libérés. Si vous les forcez vous aurez beaucoup de démissions. Il faut absolument occuper le poste dans un délai de 30 jours. L'Orateur aura donc à demander à quelqu'un: «Seriez-vous intéressé à occuper le poste de commissaire de la Commission électorale du Manitoba?»



[Texte]

**Mr. Lachance:** What job?

**Mr. Castonguay:** "And when are you going to work?" But the act requires that it be filled in 30 days. I am only expressing their views and I am not saying that every 30 of them agree on this. All I am saying is that the general consensus is that they should be liberated, because there are judges in Ontario and Quebec who were liberated from all their judicial duties for the year. They have to be. It is a fulltime job. Nobody particularly wants to hang fire and wait for a year and a half to decide whether they are going to work. We have to keep office space. We are going to have offices there for 18 months and nobody in them? No matter what happens these commissions cannot start working again until 1975, so what do we do? You have offices; you have people hanging there. My recommendation was based on my discussions with the 10 commissions.

**Mr. Ritchie:** Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. Barnett, do you have another question?

**Mr. Barnett:** Well I have a supplementary question. We have two different situations that could develop. One is if Parliament passes some legislation that would result in some change in the way in which seats are distributed among the provinces which is supposed to be the purpose of this exercise according to the statement of the Minister. The other is where nothing happens. As the Minister said in the House we simply stop the clock.

The question in my mind is that if the second of those situations should develop, in other words, if at the end of 18 months or whatever period of time this bill finally passes the House of Commons and nothing has happened, I agree that we should not ask the commission to stay in suspense for that period of time. However, why could this bill not be drafted so that at the end of that period if there is not going to be any change in the number of members from each province, the operation be such that it would begin from the point it is now—from where we suspend it.

Instead of having the new Commission go back to scratch, they would then receive the report from the Speaker of the House, analyse the observations of the members under the terms of the act . . .

• 1630

**Mr. Castonguay:** No, that is not in the Act. What is in the Act is that these reports go back to the Commissions, then the Commissions hold public sittings on the basis of these reports and the members and the public and everybody else can make their representations there; then the Commissions study those representations to see which ones they can respond to; then they make a report to the House. The thirty days start running for objections there, then the House has another crack at it. You have the 15 day debate and they are returned to the Commission and they have 30 days in which to consider this. The debate Mr. Chairman, has just been started on. It has only been started in Newfoundland and New Brunswick and Manitoba and Quebec. I do not think it has started in any other province yet.

**The Chairman:** You mean the debate in the House?

**Mr. Castonguay:** In the House, on the reports of the Commission.

[Interprétation]

**M. Lachance:** Quel poste?

**M. Castonguay:** «Quand allez-vous travailler?» Mais la loi exige que le poste soit occupé dans un délai de 30 jours. Je ne fais qu'exprimer leur opinion mais je ne puis affirmer que tous sont d'accord. L'opinion générale est qu'ils devraient tous être libérés puisqu'ils sont des juges ontariens et québécois qui ont été libérés de toutes leurs tâches judiciaires pour un an. Il le faut puisque c'est un poste à plein temps. Personne ne tient particulièrement à attendre un an et demi afin de décider s'ils travailleront ou non. Nous devons garder les bureaux. Nous réserverons des bureaux pour 18 mois sans personne pour les occuper? Peu importe ce qu'il arrive ces commissions ne peuvent commencer à travailler avant 1975. Que devons-nous faire? Vous possédez des bureaux et des personnes les fréquentent plus ou moins. La demande se basait sur des discussions que nous avons eues avec ladite commission.

**M. Ritchie:** Merci, monsieur le président.

**Le président:** Monsieur Barnett, avez-vous une autre question?

**M. Barnett:** J'ai une autre question. Deux autres situations différentes pourraient arriver. Si le gouvernement accepte une certaine législation qui changerait la manière dont les sièges sont distribués pour les provinces, ce qui est supposé être le pourquoi de cette discussion d'après la déclaration du Ministre. Qu'arrivera-t-il si rien ne se passe? Comme le Ministre l'a mentionné à la Chambre, nous ne faisons simplement qu'arrêter le temps.

Si rien ne se passe, et qu'à la fin de ces 18 mois ou d'une période indéterminée, ce projet de loi est finalement accepté à la Chambre des communes et que rien ne se passe, nous ne devrions pas demander à la commission de rester en suspens pour cette période de temps. Cependant, le projet de loi pourrait être rédigé de façon à ce qu'à la fin de cette période on change le nombre de membres de chaque province, et de cette façon nous pourrions commencer là où nous l'avons laissé.

Au lieu de laisser tomber la nouvelle commission, ils recevraient le rapport de l'orateur de la Chambre, analyseraient les observations des membres d'après les termes de la Loi.

**M. Castonguay:** Non, cela n'est pas compris dans la loi. D'après la loi, ces rapports reviennent à la Commission qui convoque des audiences publiques pour lire ce rapport et les membres ainsi que le public peuvent faire leurs demandes, puis, la Commission étudie ces demandes afin de voir si elle peut y répondre; puis, elle fait un rapport à la Chambre. Les 30 jours réservés aux objections commencent, et la Chambre a un autre rôle à jouer. Puis, il y a la période de quinze jours destiné aux débats et ces demandes retournent à la Commission et ils ont trente jours pour les étudier. Monsieur le président, le débat vient tout juste de commencer. Il vient tout juste de commencer dans la province de Terre-Neuve, du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, et du Québec. Je ne crois pas qu'il ait commencé dans les autres provinces.

**Le président:** Vous parlez de débats à la Chambre?

**M. Castonguay:** A la Chambre, au sujet des rapports de la Commission.

[Text]

**Mr. Barnett:** Yes.

**Mr. Castonguay:** Now, the only one that escaped the wrath of the House was P.E.I. The 30 days ran out and there were no objections. There were no objections at public sittings, but it cancelled the public sittings. So that was okay, but of the nine others, only four had the 30 day period run out where the debates must start and they started the debates, but they did not terminate them.

**Mr. Barnett:** Yes.

**Mr. Castonguay:** By the time this becomes law, Ontario certainly will not be debated if this becomes law within the next week or ten days. If we table Ontario on July 3, 30 days brings it to August 3, 15 days to debate brings you to about the middle of August, so Ontario will not be debated. So really this bill does not provide for the Commissions to consider any debate made on the House on the reports because the debate will not have been held on all the reports. It does provide that they will have public sittings on the basis of the reports. They put them up for grabs.

**Mr. Barnett:** Oh, this is something that perhaps I am confused about in the terms of the Act, but I understood from the explanation that we had, that the new Commissions would go back to square one. Are you saying that all they do is take the report sent back from the House and follow through the procedure from then?

**Mr. Castonguay:** From there, yes.**Mr. Barnett:** From there?

**Mr. Castonguay:** Yes. That is in the event the House does nothing between now and January 1, 1975.

**Mr. Barnett:** This, to me, is an important point. They take the existing, the second version, of the maps as drawn by the Commission. We debate them in the House.

**Mr. Castonguay:** No, this bill stops it.**Mr. Lachance:** It starts as if we were...

**Mr. Barnett:** Yes, but what happens at the expiry period? Do we then go ahead?

**Mr. Castonguay:** At the expiry period, the ten reports that are here, that the Speaker has, will be sent directly to the Commissions. Then the Commissions will take those reports and advertise public sittings and they will hold sittings on the basis of those reports, the 1973 reports, and that is all they will consider. What they will consider are the representations made before them at public sittings on the basis of that report, then they will meet to see what they can respond to, send the report back to the Speaker, and you will have 30 days in which to make objections to it, then you will have the debate of 15 days and then they have 30 days in which to consider the objections.

**Mr. Barnett:** There is the point. Why do those reports have to go back if there has been no change? Why could not we rewrite the terms of this thing slightly so that, all right, at the end of the eighteenth month, we pick up from right where we are now, where notices of rejections are being filed. The debate in the House would then go back to the reconstituted Commissions for their consideration. Would not that speed up the process?

[Interpretation]

**Mr. Barnett:** Oui.

**M. Castonguay:** C'est seulement la seule province qui a échappé à l'Île du Prince-Édouard, les trente jours se sont passés sans qu'il y ait d'objection. Il n'y a eu aucune objection en réunions publiques, ce qui a annulé sa réunion. Il n'y a eu aucun problème, mais parmi les neuf provinces, seulement quatre ont terminé la période de 30 jours de débats, mais elles ne les ont pas terminés.

**M. Barnett:** Oui.

**M. Castonguay:** Si ce projet se transforme en loi d'ici une semaine ou dix jours, la province de l'Ontario n'aurait pas eu sa période de débat. Si nous commençons le 3 juillet, cela nous mène au 3 août et 15 jours de débats nous mènent à la mi-août, c'est pourquoi l'Ontario n'aura pas cette période de débats. Le projet de loi ne donne pas la chance aux commissions d'étudier les débats qui sont faits à la Chambre concernant les rapports puisque le débat ne se fera pas sous ces rapports. Elles mentionnent qu'ils auront des audiences publiques se basant sur ces rapports.

**M. Barnett:** A ce sujet, je ne comprends pas tout à fait la loi, mais d'après les explications qui ont été fournies, si je comprends bien, la Commission redeviendrait comme avant. Essayez-vous d'expliquer s'ils ne font que prendre le rapport qui revient de la Chambre pour travailler à partir de là?

**M. Castonguay:** Oui.**M. Barnett:** A partir de cela?

**M. Castonguay:** Oui. Dans l'éventualité où la Chambre ne fait rien à partir de maintenant jusqu'au premier juillet 1975.

**M. Barnett:** Il s'agit là d'une question importante. Ils prennent les plans déjà existants, c'est-à-dire la deuxième version comme l'a indiqué la Commission. Nous en discutons à la Chambre.

**M. Castonguay:** Non, le projet de loi ne permet pas cela.**M. Lachance:** Il commence comme si...

**M. Barnett:** Qu'arrive-t-il lorsque la période est terminée? Peut-il alors continuer?

**M. Castonguay:** A la fin de cette période, les dix rapports que nous avons ici, que l'orateur a en mains, seront envoyés directement aux commissions. Puis ces mêmes commissions tiendront des audiences publiques pour faire part de ces rapports, ceux de 1973, et c'est tout ce dont ils tiendront compte. Ils ne tiendront compte que des demandes qu'ils auront faites aux audiences publiques après la lecture de ce rapport, puis ils se réuniront afin de trouver une réponse, d'envoyer le rapport à l'orateur, puis vous aurez trente jours afin de faire des objections, puis vous aurez quinze jours afin d'en discuter et par la suite, ils ont trente jours afin d'étudier ces objections.

**M. Barnett:** Voilà la question. Pourquoi ces rapports doivent-ils revenir s'il n'y a eu aucun changement? Pourquoi ne pouvons-nous pas écrire à nouveau les termes de ce rapport afin que la fin des 18 mois, nous commençons où nous en étions, là où on a répondu aux objections. Les débats de la Chambre reviendraient donc aux commissions reconstituées pour qu'elles les étudient. Cela ne hâte-t-il pas le procédé.

[Texte]

**Mr. Castonguay:** The reason, Mr. Chairman, is that in 1975 there could well be two or three Commissions with an entirely new slate of members. There could be ten with new members. Then you are going to put them in the position of adjudicating the work of a Commission in 1973 and these guys have not even done any work, nor have had any educational process on problems of redistribution. You are going to get these guys sitting there adjudicating on the work of a Commission that has worked for a whole year. It would be much better to put the whole report up. We have made changes in these 10 commissions that have pleased some, but have angered other people. So people will get another crack at us and by then the new Commissions that will be working will have a chance to go through a public sitting. That is a very salutary thing for a commission to do, before they start responding and deciding what to do. So they have to go through a learning process. If you were sure that all 10 commissions would be there, all the same people, then I would suggest you are right, you should allow the debate to continue on the 10 reports and terminate it there and then let that commission in 1975 deal with it. But the chances of having these same people there in 1975, if you have one or two commissions with a whole new slate of commissioners on it, I would not want to put that map up for grabs and let them be the final adjudicators on this thing, because remember the commissions have the last say on this thing. I would prefer to have the House—I say I prefer. I would certainly have these reports put up for shots at public sittings, and have these commissioners feel the effect of a public sitting and they may respond a lot better. If you get three guys in there who have never done redistribution and then you get them to adjudicate those reports on the basis of the debates made in the House, I would not go along with that at all, if I was an M.P. I would rather have them go through a learning process.

[Interprétation]

**M. Castonguay:** Monsieur le président, c'est qu'en 1975, il pourrait bien avoir deux ou trois commissions comprenant de nouveaux membres. Il pourrait y en avoir dix avec de nouveaux membres. Vous leur ferez donc juger le travail de la Commission en 1973 et ces gens n'auraient même pas travaillé, ni reçu aucune éducation ou information concernant les problèmes de redistribution. Les gens jugeront le travail de la Commission pour une période d'un an. Il serait beaucoup mieux de présenter tout le rapport. Les changements que nous avons apportés à ces dix commissions ont plu à certaines personnes mais ont déplu à d'autres. D'ici ce temps-là, la nouvelle commission aura la chance d'avoir des audiences publiques. C'est très profitable pour la Commission d'agir ainsi, avant qu'ils commencent à répondre et à décider ce qui doit être fait. Ils doivent donc passer par un processus d'apprentissage. Si vous étiez assurés que les dix commissions seraient présentes, les mêmes membres, vous êtes sur la bonne voie. Vous voudriez permettre que les débats se continuent sur les dix rapports afin que tout se termine là. Et que la commission de 1975 s'en occupe. Il y a peu de chances pour la même personne soit là en 1975. S'il y a une ou deux commissions entièrement constituées de nouveaux commissaires, je n'aimerais pas que ces gens aient la décision finale à ce sujet, puisqu'il faut vous rappeler que les commissions ont le dernier mot à ce sujet. Je préférerais que la Chambre décide—j'ai bien dit que je préférerais. J'aimerais que ces rapports soient présentés aux audiences publiques, afin que les commissaires prennent conscience de ces audiences et qu'ils répondent mieux. Si vous choisissez trois personnes qui n'ont jamais fait de redistribution et que vous leur demandez de juger ces rapports d'après les débats faits à la Chambre, je ne serais pas d'accord, si j'étais premier ministre. J'aimerais beaucoup mieux qu'il le fasse par un processus d'apprentissage.

• 1635

**Mr. Barnett:** I recognize, Mr. Chairman, the substance of the argument. The other side of the coin though, and this is the reason for the questioning, again is this matter of the time frame involved. Is this going to mean, and this is the other side, a continuation of representation in the House of Commons on the basis of a 1961 census? It is a matter of weighing the relative importance of those two considerations as I see it. I suppose I would have to admit perhaps to some bias on this, coming from a province that stands to lose seats, as the saying is, if this thing does not go through. I think it is quite a legitimate concern that we not perpetuate under-representation in certain areas of the country unnecessarily, even though we are prepared to agree that it is desirable to have a look at the imbalance that has developed between provinces, and the fact that some areas are becoming, in a sense, under-represented in relation to the scheme in confederation. I will have to let the Committee weigh those two points. I wanted to get Mr. Castonguay's viewpoint on it and the background from the commissioners, which I think it quite useful to us. I am not saying, at the moment, that I agree his argument has, on balance, the greater weight of the two considerations.

**M. Barnett:** Je comprends votre argument, monsieur le président, il y a aussi l'autre côté de la médaille. Il s'agit des cadres impliqués. Cela signifie-t-il, voilà l'autre côté de la médaille, que l'on continuera à faire des représentations à la Chambre des communes comme il a été entendu en 1961. Il s'agit de considérer l'importance relative de ces deux considérations. Je crois que je devrai admettre qu'il y a un certain parti pris d'une province qui continue à perdre des sièges, si ces choses ne se réalisent pas. Je crois que c'est un droit assez légitime de ne pas conserver cette sous-représentation dans certaines régions du pays sans que cela soit nécessaire, même si nous sommes prêts à accepter et soit profitable d'étudier le manque d'équilibre qui s'est développé entre les provinces et le fait que certaines régions deviennent, dans un sens, très peu représentées et j'en parle en terme de confédération. Je laisse au Comité le droit de juger cette question, j'aimerais connaître l'opinion de M. Castonguay à ce sujet ainsi que celle du commissaire qui je crois pourrait nous être très utile. Je ne dis pas qu'actuellement son opinion est celle qui a le plus de poids.



[Text]

The Chairman: Mr. Reid.

**Mr. Reid:** Assuming, Mr. Chairman, if I can put this question to Mr. Castonguay, we accept the argument that has been made that the commissioners do not require any education, that they come into this cold and they take the reports, as a result of our debates, and proceed to make a final decision without any possibility of public input or further input by members, how much time would in fact be saved, one month, two months?

**Mr. Castonguay:** I know the calibre of people who have been these commissioners and they would want time to learn anyway before they would be in a position to pass judgment on a report of a previous commission. I know that the judge certainly and the university people and the Clerk of the Legislative Assembly are very thorough people, and I do not think you would save much time anyway. How long would it take them to feel competent to assess the report and see what changes should be made on the basis of the debates in the House? I do not think you would shave a day off.

**Mr. Reid:** So any saving in time is in effect an illusion rather than a possibility in fact?

**Mr. Castonguay:** That is only my opinion. I know these people; they would not want to pass judgment or assess this without having a thorough knowledge of it.

The Chairman: Mr. Lachance.

• 1640

**Mr. Lachance:** Thank you, Mr. Chairman. If I understood Mr. Castonguay correctly, this could not be placed until the final debate had taken place in the House. I might be wrong; I would like to be corrected. I understood that the debate in the House could probably go on until October. If we base it on the fact that we may very well be adjourned for some time this summer and return at the end of September or in October it is only at the end of October that debate could end in the House. Am I correct?

**Mr. Castonguay:** The last report is Ontario. Now the report, I think, was to be filed on July 4, if my memory serves me right; therefore, 30 days have to elapse before the 15-day period can start the debate.

**Mr. Lachance:** But we will probably not be in session.

**Mr. Castonguay:** If you are not in session then those 15 days will only start running when the House reconvenes.

**Mr. Lachance:** Probably in October.

**Mr. Castonguay:** They are different things. How long will that debate take? All the members of the House of Commons are fully aware that there is a suspension bill here and they will get another look at these reports. If they realize that on the basis of the remarks they made in the House the commission will then assess those reports and there need be no public sittings, I cannot tell you how long that debate will be in the House.

**Mr. Lachance:** And there is no time limit for the debate?

[Interpretation]

Le président: Monsieur Reid.

**M. Reid:** J'adresse cette question à M. Castonguay. Supposons que nous acceptions l'hypothèse que les commissaires n'ont besoin d'aucune préparation, et qu'ils s'occupent de ces rapports, résultat de nos débats, et qu'ils prennent une décision finale, sans qu'il soit possible d'avoir l'avis du public ou des membres, combien de temps cela nous sauverait-il, un ou deux mois?

**M. Castonguay:** Je connais les possibilités de ces commissaires et je sais qu'ils prendraient tout leur temps afin d'être au courant de la question et de pouvoir prendre une décision. Je sais que les universitaires ainsi que le greffier de l'Assemblée législative sont des gens très minutieux, c'est pourquoi je ne crois pas qu'il serait possible d'épargner du temps. Combien de temps leur faudrait-il afin d'être compétents et de prendre conscience des rapports afin de leur apporter des changements? Je ne crois pas que cela pourrait nous épargner une journée.

**M. Reid:** En fait, il n'est pas possible d'épargner du temps?

**M. Castonguay:** C'est mon opinion. Je connais ces personnes; et elles ne voudraient pas juger ces rapports avant d'avoir une assez bonne connaissance à ce sujet.

Le président: Monsieur Lachance.

**M. Lachance:** Merci, monsieur le président. Si j'ai bien compris, monsieur Castonguay, cela ne peut être proposé avant le débat final à la Chambre. J'ai peut-être tort; j'aimerais qu'on me le dise. J'ai entendu dire que le débat à la Chambre pourrait se prolonger jusqu'en octobre. Si on se base sur le fait que nous pourrions ajourner pour quelque temps cet été et revenir à la fin de septembre ou en octobre, c'est seulement à la fin d'octobre que ce débat pourrait prendre fin à la Chambre. Ai-je raison?

**M. Castonguay:** Le dernier rapport est au sujet de l'Ontario. Maintenant le rapport, je crois, devait être écrit le 4 juillet, si ma mémoire est bonne; c'est pourquoi 30 jours doivent passer avant que la période de 15 jours commence le débat.

**M. Lachance:** Mais nous serons probablement en session.

**M. Castonguay:** Si vous n'êtes pas en session, alors ces 15 jours ne compteront qu'à partir du moment où la Chambre recommencera.

**M. Lachance:** Probablement en octobre.

**M. Castonguay:** Il y a des choses différentes. Combien de temps durera ce débat? Tous les membres de la Chambre des communes savent qu'il y a ici un projet de loi de suspension et ils étudieront de nouveau ces rapports. Ils ont réalisé cela grâce aux remarques faites à la Chambre, la commission évaluera ces rapports et nous n'aurons pas besoin ni de séances publiques, mais je ne peux vous dire combien de temps durera ce débat à la Chambre.

**M. Lachance:** Et il n'y a pas de limite de temps pour ce débat?

[Texte]

**Mr. Castonguay:** There is no time limit.

**Mr. Lachance:** The debate has started now for some provinces, like Quebec for instance, but there is no time limit for that debate.

**Mr. Castonguay:** There are two schools of thought on this; one was that the debate should be taken up and completed in the 15 days; another school of thought was that the debate should be taken up. The first debate that started was Newfoundland; they put up four speakers and adjourned the debate; they did not terminate the debate. They did the same thing with New Brunswick; they did the same thing with Manitoba; and they did the same thing with Quebec.

**Mr. Lachance:** What does the law say? Does it say within 15 calendar days or 15 days of . . .

**Mr. Castonguay:** Calendar; calendar days. But the House must be sitting at that time.

**Mr. Lachance:** But that could be 15 days for each province then?

**Mr. Castonguay:** Oh yes, because they are not all the same date. Every report came in on a different day. I do not think any two reports came in on the same day at this particular time. In 1965 they all did because I was waiting for the new Speaker and I gave him the 10 reports.

**Mr. Lachance:** I would like to ask a question. You said that part of the debate had been going on and it has been adjourned?

**Mr. Castonguay:** It has been adjourned.

**Mr. Lachance:** How can we interpret the law if it has been adjourned and if 15 days elapsed from the Thursday of the debate on a report of the province? How can we compute the 15 days?

**Mr. Castonguay:** The opinion now is that you take up the debate in 15 days although you do not have to terminate it; the House can adjourn it. The other school of thought was that you had to take it up and complete it in 15 days.

**Mr. Lachance:** I think the first school of thought . . .

**Mr. Castonguay:** Is the one that is predominant, sir, yes.

**Mr. Lachance:** So this means that we could not terminate the debate by the end of the year?

**Mr. Castonguay:** I do not know; I cannot answer that. But I do know that the last report was tabled on about July 4 and the 30 days run out on about August 4. If the House is not sitting, then the debate must commence within 15 calendar days when the House is sitting.

**The Chairman:** Shall we go to Clause 5?

**Mr. Barnett:** I request, if I may, that Clause 4 be allowed to stand at the moment.

**Mr. Reid:** Could we know why? If there is no reason to stand it or you are not satisfied on any point, we should get it cleared up while we have the witnesses.

[Interprétation]

**M. Castonguay:** Non.

**M. Lachance:** Le débat est déjà commencé dans quelques provinces, au Québec par exemple, mais on n'a pas prévu de temps limite pour ce débat.

**M. Castonguay:** Il y a deux écoles de pensée à ce sujet. La première disait que le débat devrait être fini en 15 jours; l'autre école disait que le débat devrait être pris en main. Le premier débat a commencé à Terre-Neuve. Ils ont entendu quatre orateurs et ont ajourné; ils n'ont jamais terminé. Ils ont fait la même chose au Nouveau-Brunswick; ainsi qu'au Manitoba et au Québec.

**M. Lachance:** Que dit la loi? Parle-t-on de 15 jours de calendrier ou de 15 jours . . .

**M. Castonguay:** Du calendrier. Mais la Chambre doit siéger à ce moment.

**M. Lachance:** Mais pourrait-il s'agir de 15 jours pour chaque province?

**M. Castonguay:** Bien sûr, parce qu'ils n'ont pas tous lieu à la même date. Chaque rapport arrive un jour différent. Je ne me souviens pas d'avoir reçu deux rapports le même jour. En 1965 ils sont tous arrivés en même temps parce que j'attendais le nouvel Orateur et je lui ai donné les 10 rapports.

**M. Lachance:** J'aimerais poser une question. Vous dites qu'il y a déjà eu une partie du débat et qu'il a été ajourné?

**M. Castonguay:** Il a été ajourné.

**M. Lachance:** Comment pouvez-vous interpréter la loi s'il a été ajourné et si 15 jours se sont passés à partir du jeudi du débat selon un rapport de la province? Comment calculez-vous ces 15 jours?

**M. Castonguay:** Vous discutez pendant 15 jours mais vous n'êtes pas obligé de finir; la Chambre peut ajourner. L'autre école de pensée dit que vous devez finir la discussion en 15 jours.

**M. Lachance:** Je crois que la première école de pensée . . .

**M. Castonguay:** Est celle qui a le plus d'adeptes, monsieur.

**M. Lachance:** Alors ceci voudrait dire que nous pourrions ne pas terminer la discussion avant la fin de l'année?

**M. Castonguay:** Je ne sais pas; je ne puis répondre. Mais je sais que le dernier rapport a été déposé le 4 juillet et que les 30 jours se termineraient le 4 août. Si la Chambre ne siège pas, alors le débat doit commencer 15 jours de calendrier à partir du moment où la Chambre siège.

**Le président:** Passons-nous à l'article 5?

**M. Barnett:** Puis-je suggérer qu'on réserve l'article 4 pour le moment.

**M. Reid:** Pouvons-nous savoir pourquoi? Si vous n'avez pas de raison pour le réserver ou si vous n'êtes pas satisfait d'un point, nous devrions le régler immédiatement pendant que nous avons les témoins.

[Text]

**Mr. Lachance:** It seems to me that we either accept the suspension until January 1, 1975 or we do not. If we accept the suspension until January 1, 1975, we pass Clause 4. It is only after Clause 4 that we discuss the processes of the...

**Mr. Reid:** Suspension, the appointment...

**Mr. Lachance:** ... of the commission meeting again, whether we should have a new report or how many months we should study. That comes only after Clause 4.

• 1645

**Mr. Barnett:** Clause 4 involves really this question of the action in the House and the time of action in the House and, with the kind of background on the technical timetable that we have had, what I had in mind was that we were in midstream this morning with the President of the Privy Council in discussing the whole question of what action was required in the House in the interval while...

**Mr. Reid:** Perhaps I can answer that.

**Mr. Barnett:** ... the suspension was in effect, and the question as to whether or not we required that length of time. I had raised the question, Mr. Chairman, as the Committee will recall, whether we could not say June 30, 1974 instead of January 1, 1975. It is on that particular aspect of the matter and I thought perhaps, if the members of this Committee did not object...

**Mr. Reid:** Mr. Chairman, as Parliamentary Secretary to the President of the Privy Council, I...

**The Chairman:** Yes, Mr. Reid.

**Mr. Reid:** ... did put these questions directly to him earlier and I can tell you what he said. He said that he would be prepared to give this Committee a reference before we rise, if the Committee deemed it necessary; if not, it would be in the fall; that he would have specific and direct proposals to make in the fall to the Committee; that it was his anticipation, in order to meet the 18-month deadline, that the Committee would have to make a report by spring—whether it be early spring or late spring, he would need a report from the Committee—and then if there was agreement in the House on that report, and there would probably be some attempt to bring it before the House to test the mood of the House on it, the government would accept it and then proceed to produce legislation. That legislation would have to be passed either by the end of June or in a fall session, before December. So what we have is a very, very tight schedule in order to make it come about.

**Mr. Lachance:** It was an incentive, no doubt.

**Mr. Reid:** He said the 18 months, having been involved in the production of the Redistribution Act in 1964 or 1965, 1966 and 1967, is really too soon. He said it is a minimum of time. And he said that this act had been particularly drafted to provide 18 months, which is, in his opinion, a minimum amount of time, in order to keep the spectre of these existing maps over our heads to ensure that we did come to a decision. That was the gist of his evidence as to the time that is required.

[Interpretation]

**M. Lachance:** Il me semble que nous devrions accepter la suspension jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1975. Si nous l'acceptons jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1975, nous adoptons l'article 4. C'est seulement après l'article 4 que nous discuterons les procédés de...

**M. Reid:** Suspension, la convocation...

**M. Lachance:** ... de la nouvelle séance de la commission, à savoir si nous devons avoir un nouveau rapport et pendant combien de mois nous devons étudier. Cela vient seulement après l'article 4.

**M. Barnett:** L'article 4 touche en réalité la question de ce qui se passe en Chambre, et du temps qui est alloué en Chambre; vu l'horaire technique que nous avons eu, ce à quoi je pensais ce matin pendant que nous discutons avec le président du Conseil privé sur la question de savoir quelle élection était requise en Chambre pendant...

**M. Reid:** Je peux peut-être répondre à cela.

**M. Barnett:** ... que la suspension était en vigueur et aussi sur la question de savoir si nous devons ou non exiger cette période de temps. Le Comité se souviendra, monsieur le président, que j'ai soulevé la question de savoir si nous pourrions pas dire le 30 juin 1974 au lieu de 1<sup>er</sup> janvier 1975. C'est sur cet aspect particulier de la question, et je pensais que les membres du Comité ne s'objecteraient peut-être pas à ce que...

**M. Reid:** Monsieur le président, en tant que secrétaire parlementaire du président du Conseil privé,...

**Le président:** Oui, monsieur Reid.

**M. Reid:** ... je lui ai posé ces questions à lui directement, et je peux vous dire ce qu'il m'a répondu. Il a dit qu'il était prêt à donner un mandat au Comité avant l'ajournement de la session, si le Comité croyait cela nécessaire; sinon, ce serait à l'automne; il aura des propositions précises et directes à faire au Comité, à l'automne; il prévoit, afin de respecter le délai de 18 mois, que le Comité aura un rapport à faire au printemps, que ce soit au début ou à la fin du printemps, il aura besoin d'un rapport du Comité, et si la Chambre adopte le rapport, et l'on tentera probablement de l'apporter à la Chambre, afin d'obtenir l'opinion générale, le gouvernement l'acceptera et commencera ensuite à créer une loi. La loi devra être adoptée avant la fin de juin ou pendant la session automnale, avant décembre. Nous avons donc un horaire très très serré pour le faire.

**M. Lachance:** C'est certainement un stimulant.

**M. Reid:** Il a dit que les 18 mois qui avaient été consacrés à la production de la Loi sur remaniement de la carte électorale en 1964 ou 1965, 1966 et 1967 était réellement trop peu, il a dit que c'était la période de temps minimum. Il a dit que cette Loi avait été rédigée en particulier pour procurer 18 mois, ce qui, selon lui, est la période de temps minimum, afin que nous ayons toujours au-dessus de nos têtes le spectre des cartes existantes, ce qui fera en sorte que nous en arriverons à une décision. C'est la raison principale pour laquelle on nous impose des limites de temps.



## [Texte]

**Mr. Barnett:** My argument this morning was, of course, that June 30 would be even more of an incentive. But, with that explanation, Mr. Chairman, from the Parliamentary Secretary, I have no objection to this. And, quite frankly, this is the kind of situation, with all its various ramifications, that I am sure many of us on this Committee may want to discuss with some of our colleagues. So I am willing to let that go. There is always the avenue of a report stage amendment open, if there is some desire to test the House on the time frame.

**The Chairman:** Shall we go to discussion of Clause 5?

**Mr. Lachance:** Do I understand that Clause 4 is carried?

**Mr. Reid:** No, we do not have a quorum here.

On Clause 5—*Commissions to be re-established*

**The Chairman:** What this Clause does in fact is to find a way of reappointing the commissions and I think, with the explanations given to us by Mr. Castonguay, we can see very well why 5. (3) does provide that:

Nothing in this section requires that the same persons be appointed to the re-established commission . . .

because, if we said that perhaps we would not be able to find them, or we would have to replace at least one-third of them. This is all this does.

Is there any discussion on this clause?

• 1650

**Mr. Lachance:** I understand we have 60 days to find new members to appoint.

**Mr. Castonguay:** The Speaker has 60 days to appoint 20; the Chief Justice of each province has 60 days to make the appointment, and send it to the Secretary of State who then proclaims it into the law.

**Mr. Lachance:** I understand it cannot take more than 60 days.

**Mr. Castonguay:** On two occasions Speaker McNaughton took the full count because he started looking for people in December, 1964 and he only had them appointed by the end of January, 1965 with Christmas in there. Speaker Lamoureux took the full 60 days too. They should be able to give you more advice as to whether or not 60 days is too much. The speakers are the ones who appoint 20.

**Mr. Lachance:** By the way, Mr. Chairman, may I ask how the Speaker makes his choice? Is it in consultation with the leaders of the different parties, or the leader of the government and of the opposition?

**Mr. Castonguay:** I am in no position to answer for the Speaker. The mere fact that 15 were people who had acted before, leads me to believe he asked everybody who acted in 65 whether they would accept the same position.

**The Chairman:** Is there any more discussion on Clause 5?

## [Interprétation]

**M. Barnett:** Je disais ce matin que le fait de fixer la date au 30 juin serait encore plus stimulant. Mais j'accepte l'explication que nous a donnée le secrétaire parlementaire, monsieur le président. Je n'ai plus d'objection. Et, bien franchement, c'est le genre de situation, vu toutes ces ramifications différentes, que beaucoup de membres du Comité souhaitent discuter, j'en suis certain. Je suis donc prêt à laisser passer cela. On peut toujours recourir à un amendement lors de la rédaction du rapport, si l'on désire obtenir l'opinion de la Chambre au sujet du temps qui nous est alloué.

**Le président:** Commençons-nous à discuter l'article 5?

**M. Lachance:** Dois-je comprendre que l'article 4 est adopté?

**M. Reid:** Non, nous n'avons pas ici le quorum.

Au sujet de l'article 5—*Commissions à établir*

**Le président:** Ce que fait l'article en fait c'est qu'il trouve une façon de réinstituer les commissions, et je pense qu'à la lumière des explications que nous a fournies M. Castonguay, nous pouvons facilement comprendre ce que l'article 5 (3) prévoit:

Rien dans le présent article n'exige de nommer membre de la commission rétablie . . .

parce que, si nous disons que nous ne serons peut-être pas capables de les trouver, ou que nous aurons peut-être à en remplacer les tiers. C'est tout ce qu'il fait.

Y a-t-il d'autres problèmes au sujet de cet article?

**M. Lachance:** Si je comprends bien nous avons 60 jours pour trouver les nouveaux membres de la Commission.

**M. Castonguay:** L'orateur a 60 jours pour appointer 20 membres; les juges en chef de chaque province ont 60 jours pour faire les nominations, et les faire parvenir au Secrétaire d'État, qui leur donne force de loi.

**M. Lachance:** Cela ne peut pas prendre plus de 60 jours?

**M. Castonguay:** A deux reprise, l'orateur McNaughton a pris la période en entier parce qu'il a commencé à chercher des membres en décembre 1964 et qu'il ne les a nommé qu'à la fin de janvier 1965, compte tenu des vacances de Noël. L'orateur Lamoureux a également pris les 60 jours. Il devrait pouvoir vous donner plus de renseignements à ce sujet. Ce sont les orateurs qui nomment les 20 membres.

**M. Lachance:** En passant, monsieur le président, puis-je savoir comment l'orateur fait son choix? Est-ce qu'il consulte les leaders des différents partis ou le leader du gouvernement et de l'opposition?

**M. Castonguay:** Je ne saurais vous répondre à la place de l'orateur. Le simple fait que 15 des membres de la Commission avaient déjà fait partie d'une commission auparavant me porte à croire que l'orateur a demandé aux membres de la commission de 1965 s'ils étaient prêts à recommencer en 1972.

**Le président:** Est-il d'autres discussions au sujet de l'article 5?

## [Text]

On Clause 6—*Procedure after suspension removed*

Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: On page 3, Clause 6(2):

(2) A re-established commission shall complete its review not later than six months after the day the report that is referred back to the commission is received by the chairman of the commission.

Is that the report at present before the House?

Mr. Castonguay: Yes. I am obliged, by Clause 6(1), to transmit those reports to the commissions once they are established. They then have six months after the report is received. We refer it back to them to complete their work. These commissions are all proclaimed into being simultaneously; it cannot be proclaimed into force until all ten have been appointed.

Mr. Barnett: If there is legislation that would substantially change the composition of the House as it is now in relation to the number of members, in your view, would there have to be legislation which would, in effect, waive this provision of six months? In other words, if we are starting with a new ball game in relation to the number of members of the House, or the number of members between the different provinces, then this provision requiring them to start with the present reports...

Mr. Castonguay: Goes down the drain. If you change the formula to determine the representation each province is entitled to, it means a new ball game. It means that this particular alternative goes down the drain. You have to amend the Electoral Boundaries Readjustment Act to start the whole thing all over again. This provision is only in the event that Parliament does not find a solution by January 1, 1975. If they find a solution, that one goes down the drain. Then you have to amend the Electoral Boundaries Readjustment Act; you have to amend the Representation Commissioner Act; and Section 51 of the British North America Act. It takes three amendments to get this going with a new solution.

Clauses 4 to 6 inclusive agreed to.

On Clause 7—*Construing Act*

Mr. Barnett: I wonder if we could have a word of explanation on the implication of this.

7. Sections 4 to 6 of this Act shall be read as one with the Electoral Boundaries Readjustment Act.

• 1655

Mr. Castonguay: This is for drafting purposes to project it into the Electoral Boundaries Readjustment Act. This is a drafting method.

Mr. Barnett: What is the practical application of it?

Mr. Castonguay: It means that Sections 4 and 6 are then amended and are to be read as one in the Electoral Boundaries Readjustment Act. It means that that amends the Electoral Boundaries Readjustment Act and it puts that timetable in there in the event you cannot find a solution.

## [Interpretation]

Article 6—*Procédure ultérieure à la levée de la suspension*

Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: Page 3 article 6(2):

(2) une commission rétablie doit compléter son examen au plus tard dans les six mois qui suivent la date où le président de la Commission a reçu le rapport renvoyé à celle-ci.

Est-ce qu'il s'agit du rapport qui est actuellement à la Chambre?

M. Castonguay: Oui. L'article 6(1) m'oblige à transmettre ces rapports à la Commission une fois qu'ils ont été établis. La Commission a ensuite six mois après réception du rapport. Nous y retournons le rapport pour qu'elle finisse son travail. Ces commissions sont toutes établies simultanément; elles n'entrent en vigueur que lorsque les dix commissions ont été nommées.

M. Barnett: S'il y avait une loi qui changeait de façon marquée la composition actuelle de la Chambre, selon vous, est-ce qu'il faudrait une autre loi, qui, en fait, annulerait cette clause qui prévoit une période de six mois? En d'autres termes, si le nombre des députés à la Chambre ou le nombre des députés entre les différentes provinces est changé, la disposition qui exige que la Commission commence à étudier le présent rapport...

M. Castonguay: Cette disposition ne tient plus. Si on change la formule qui détermine la composition à laquelle a droit chaque province, cela change complètement la situation. Cela signifie que cette possibilité disparaît. Il faut modifier la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales et recommencer à nouveau. Cette disposition n'est prévue que dans le cas où le Parlement n'aurait pas trouvé de solution avant le premier janvier 1975. Si il trouve une solution la disposition ne tient plus. Dans ce cas il faudra modifier la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales; la Loi sur les commissaires à la représentation; et l'article 51 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Il faudra trois amendements pour arriver à une nouvelle solution.

Les articles 4 à 6 inclusivement sont adoptées.

Article 7—*Interprétation de la loi*

Mr. Barnett: Je voudrais avoir quelques explications à ce sujet.

7. Les articles 4 à 6 de la présente loi sont réputés faire partie intégrante de la *Loi sur la révision de la limite des circonscriptions électorales*.

M. Castonguay: On veut la rédaction pour l'inclure dans la loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales. C'est une méthode de rédaction.

M. Barnett: Quelle en est l'application pratique?

M. Castonguay: Cela veut dire que les articles 4 et 6 sont amendés, et devraient être considérés comme un seul article dans cette loi. Cela veut dire que la loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales est amendée, et que l'horaire est compris dans le texte, au cas où vous ne trouveriez pas de solution.

*[Texte]*

**Mr. Barnett:** Making sure that this timetable is substituted for the one in the act.

Clauses 1, 7 and 18 agreed to.

Title agreed to.

**The Chairman:** Shall I report the bill to the House?

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** I wish to thank the Chief Electoral Officer and his staff. The meeting is adjourned to the call of the Chair.

*[Interprétation]*

**M. Barnett:** S'assurant que cet horaire remplace celui de la loi.

Articles 1, 7 et 8 acceptés.

Titre accepté.

**Le président:** Dois-je faire parvenir le bill à la Chambre?

**Des voix:** Oui.

**Le président:** Je désire remercier le Directeur général des élections, de même que son personnel. La réunion est ajournée jusqu'à nouvel ordre.





HOUSE OF COMMONS

Issue No. 5

Thursday, September 6, 1973

Chairman: Mr. Ovide Laflamme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 5

Le jeudi 6 septembre 1973

Président: M. Ovide Laflamme

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent des*

# Privileges and Elections



# Privilèges et élections

RESPECTING:

Question of privilege raised in the House by Miss Flora MacDonald, M.P. (*Kingston and the Islands*) on September 4, 1973.

CONCERNANT:

Question de privilège soulevée en Chambre par M<sup>lle</sup> Flora MacDonald, député (*Kingston et les Îles*) le 4 septembre 1973.

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

First Session

Twenty-ninth Parliament, 1973

Première session de la

vingt-neuvième législature, 1973

STANDING COMMITTEE ON  
PRIVILEGES AND ELECTIONS

*Chairman:* Mr. Ovide Laflamme

*Vice-Chairman:* Mr. Douglas Stewart

Messrs.

Barnett	Côté
Benjamin	Dupras
Clark	Lachance
( <i>Rocky Mountain</i> )	Marchand
Clarke ( <i>Vancouver Quadra</i> )	( <i>Kamloops-Cariboo</i> )

COMITÉ PERMANENT DES  
PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS

*Président:* M. Ovide Laflamme

*Vice-président:* M. Douglas Stewart

Messieurs

McCain	O'Connor
McKinnon	Poulin
McKinley	Reid
Nielsen	Ritchie—19

(Quorum 11)

*Le greffier du Comité*

Robert D. Marleau

*Clerk of the Committee*

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Tuesday, September 4, 1973:

Mr. Clark (*Rocky Mountain*) replaced Mr. Hollands.

On Wednesday, September 5, 1973:

Messrs. McKinley, Fairweather and Nielsen replaced Messrs. Madill, Forrestall and Stackhouse;

On Thursday September 6, 1973:

Messrs O'Connor, Macquarrie, Blais, Côté, Poulin, Marchand (*Kamloops-Cariboo*), Breau, O'Sullivan, Clarke (*Vancouver Quadra*), McCain, Dupras, Reid and Lachance replaced Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*), Fairweather, Roy (*Timmins*), Gendron, McRae, Lachance, Reid, Clark (*Rocky Mountain*), O'Sullivan, Higson, Blais, Breau and Caccia.

Suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du Règlement

Le mardi 4 septembre 1973:

M. Clark (*Rocky Mountain*) remplace M. Hollands.

Le mercredi 5 septembre 1973:

MM. McKinley, Fairweather et Nielsen remplacent MM. Madill, Forrestall et Stackhouse,

Le jeudi 6 septembre 1973:

MM. O'Connor, Macquarrie, Blais, Côté, Poulin, Marchand (*Kamloops-Cariboo*), Breau, O'Sullivan, Clarke (*Vancouver Quadra*), McCain, Dupras, Reid et Lachance remplacent M<sup>lle</sup> MacDonald (*Kingston et les Îles*), Fairweather, Roy (*Timmins*), Gendron, McRae, Lachance, Reid, Clark (*Rocky Mountain*), O'Sullivan, Higson, Blais, Breau et Caccia.



## ORDER OF REFERENCE

Tuesday, September 4, 1973

*ORDERED*,—That all matters pertaining to the interrogation of myself (Miss MacDonald, *Kingston and the Islands*) and my staff of Friday last be referred to the Committee of Privileges and Elections for study and report.

*ATTEST*

## ORDRE DE RENVOI

Le mardi 4 septembre 1973

*IL EST ORDONNÉ*,—Que tous les faits entourant mon interrogatoire (M<sup>me</sup> MacDonald) (Kingston et les Îles) et celui de mon personnel, vendredi dernier, soient déférés au Comité des privilèges et élections pour étude et rapport.

*ATTESTÉ*

*Le Greffier de la Chambre des communes*

ALISTAIR FRASER

*The Clerk of the House of Commons*

## MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, SEPTEMBER 6, 1973

(7)

[Text]

The Standing Committee on Privileges and Elections met this day at 10:10 o'clock a.m., the Chairman, Mr. Laflamme, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Barnett, Benjamin, Blais, Breau, Caccia, Clark (*Rocky Mountain*), Côté, Higson, Laflamme, Macquarrie, Marchand (*Kamloops-Cariboo*), Matte, McKinnon, McKinley, Nielsen, O'Connor, O'Sullivan, Poulin, Ritchie, Stewart (*Okanagan-Kootenay*).

*Other Members present:* Messrs. Howard and Peters.

*Witness:* Mr. J. P. J. Maingot, Law Clerk and Parliamentary Counsel.

The Committee began consideration of its Order of Reference dated Tuesday, September 4, 1973 which is as follows:

*Ordered*,—That all matters pertaining to the interrogation of myself (Miss MacDonald, *Kingston and the Islands*) and my staff of Friday last be referred to the Committee on Privileges and Elections for study and report.

The Chairman presented the Second Report of the Subcommittee on Agenda and Procedure which is as follows:

Your Sub-committee met on September 5, 1973 to consider the agenda and procedure for the consideration of the Order of Reference dated September 4, 1973 relating to a question of privilege raised by Miss Flora MacDonald (*Kingston and the Islands*) and has agreed to report as follows:

1. That the Committee meet on Thursday, September 6, 1973 at 9:30 a.m.;
2. That Miss Flora MacDonald (*Kingston and the Islands*) be invited to appear;
3. That the following persons be called as witnesses:

Lieutenant-Colonel D. V. Currie,  
Sergeant-at-Arms;

Miss Nancy Gelber,  
Assistant to Miss MacDonald;

Mr. R. F. Battle,  
Assistant Deputy Minister,  
Indian and Northern Affairs Department.

Mr. Benjamin moved,—That the Second Report of the Sub-committee on Agenda and Procedure be adopted as read.

And debate arising thereon;

Mr. Barnett moved, in amendment thereto,—That the name of Mr. R. F. Battle be struck from the list of witnesses.

## PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 6 SEPTEMBRE 1973

(7)

[Traduction]

Le Comité permanent des privilèges et élections se réunit aujourd'hui à 10 h. 10, sous la présidence de M. Laflamme.

*Membres du Comité présents:* MM. Barnett, Benjamin, Blais, Breau, Caccia, Clark (*Rocky Mountain*), Côté, Higson, Laflamme, Macquarrie, Marchand (*Kamloops-Cariboo*), Matte, McKinnon, McKinley, Nielsen, O'Connor, O'Sullivan, Poulin, Ritchie, Stewart (*Okanagan-Kootenay*).

*Autres députés présents:* MM. Howard et Peters.

*Témoin:* M. J.-P.-J. Maingot, légiste et conseiller parlementaire.

Le Comité entreprend l'étude de son ordre de renvoi du mardi 4 septembre 1973, ainsi libellé:

*Il est ordonné*—Que toutes les questions relatives à l'interrogatoire que mon personnel et moi-même (M<sup>me</sup> MacDonald, *Kingston et les Îles*) avons subi vendredi dernier soient renvoyées au Comité des privilèges et élections pour étude et rapport.

Le président dépose le deuxième rapport du sous-comité du programme et de la procédure qui se lit comme suit:

Votre sous-comité se réunit le 5 septembre 1973 afin d'étudier le programme et la procédure en fonction de l'Ordre de renvoi du 4 septembre 1973 ayant trait à la question de privilège posée par M<sup>me</sup> Flora MacDonald (*Kingston et les Îles*) et convient de présenter le rapport suivant:

1. Que le Comité se réunisse le jeudi 6 septembre 1973 à 9 h 30;
2. Que M<sup>me</sup> Flora MacDonald (*Kingston et les Îles*) soit invitée à comparaître;
3. Que les personnes suivantes soient convoquées comme témoins:

Le lieutenant-colonel D. V. Currie,  
sergent d'armes;

M<sup>me</sup> Nancy Gelber,  
adjoindte de M<sup>me</sup> MacDonald;

M. R. Battle,  
sous-ministre adjoint,  
ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.

M. Benjamin propose—Que le deuxième rapport du sous-comité du programme et de la procédure soit adopté sans modification.

Une discussion s'ensuit, et

M. Barnett propose la modification suivante: Que le nom de M. F. R. Battle soit supprimé de la liste des témoins.

And debate arising thereon;

By unanimous consent, Mr. Nielsen moved,—That the Committee call as its first witness, Mr. J. P. J. Maingot, Law Clerk and Parliamentary Counsel and, if necessary, Dr. Olivier and Mr. Hopkins to give evidence.

After debate, the question being put on the said proposed motion, it was agreed to.

The Committee resumed debate on the amendment of Mr. Barnett,—That the name of Mr. R. F. Battle be struck from the list of witnesses.

The question being put on the said proposed amendment, it was negatived.

The Second Report of the Sub-committee on Agenda and Procedure, as amended, was adopted.

Mr. Maingot made a statement and answered questions.

The questioning continuing;

At 12:20 o'clock p.m., the Committee adjourned until 8:00 o'clock p.m.

#### EVENING SITTING

(8)

The Standing Committee on Privileges and Elections met this day at 8:20 o'clock p.m., the Chairman, Mr. Laflamme, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Barnett, Benjamin, Clarke (*Vancouver Quadra*), Clark (*Rocky Mountain*), Côté, Dupras, Lachance, Laflamme, Marchand (*Kamloops-Cariboo*), McCain, McKinnon, McKinley, Nielsen, O'Connor, Poulin, Reid, Ritchie and Stewart (*Okanagan-Kootenay*).

*Other Members present:* Messrs. Breau, Foster and Peters.

*Witnesses:* Mr. J. P. J. Maingot, Law Clerk and Parliamentary Counsel; Lt. Col. D. V. Currie, Sergeant-at-Arms.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated September 4, 1973. (*See Minutes of Proceedings No. 7 above*).

The Committee resumed questioning of the witnesses.

The questioning continuing;

The Sergeant-at-Arms filed with the Committee as exhibits a report dated September 5, 1973, received from the Chief, Protective Service, and a copy of the Standing Orders & Regulations Governing Protective Service, House of Commons—1972. (*Exhibits A and B*).

The questioning continuing;

At 10:20 p.m. the Committee adjourned until Tuesday, September 11, 1973, at 8:00 p.m.

Une discussion s'ensuit.

De consentement unanime, M. Nielsen propose—Que le Comité convoque comme premier témoin M. J.-P.-J. Maingot, légiste et conseiller parlementaire, et, si nécessaire, le Dr Olivier et M. Hopkins.

Après discussion, la motion proposée, mise aux voix, est adoptée.

Le Comité reprend le débat sur la modification proposée par M. Barnett—Que le nom de M. R. F. Battle soit supprimé de la liste des témoins.

La modification proposée, mise aux voix, est repoussée.

Le deuxième rapport du sous-comité du programme et de la procédure, modifié, est adopté.

M. Maingot fait une déclaration et répond aux questions qui lui sont posées.

L'interrogatoire se poursuit;

A 12 h. 20, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 20 h. 00.

#### SÉANCE DU SOIR

(8)

Le Comité permanent des privilèges et élections se réunit aujourd'hui à 20 h 20 sous la présidence de M. Laflamme.

*Membres du Comité présents:* MM. Barnett, Benjamin, Clarke (*Vancouver Quadra*), Clark (*Rocky Mountain*), Côté, Dupras, Lachance, Laflamme, Marchand (*Kamloops-Cariboo*), McCain, McKinnon, McKinley, Nielsen, O'Connor, Poulin, Reid, Ritchie et Stewart (*Okanagan-Kootenay*).

*Autres députés présents:* MM. Breau, Foster et Peters.

*Témoins:* M. J.-P.-J. Maingot, légiste et conseiller parlementaire; le lieutenant-colonel D. V. Currie, sergent d'armes.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 4 septembre 1973. (*Voir le procès-verbal n° 7, qui précède*).

Le Comité reprend l'interrogatoire des témoins.

L'interrogatoire se poursuit.

Le sergent d'armes dépose comme pièces auprès du Comité un rapport daté du 5 septembre 1973 reçu du chef du Service de protection et un exemplaire du Règlement régissant le Service de protection de la Chambre des communes—1972. (*Pièces A et B*).

L'interrogatoire se poursuit;

A 22 h 20 le Comité suspend ses travaux jusqu'au mardi, 11 septembre 1973, à 20 h 00.

*Le greffier du Comité*

Robert D. Marleau

*Clerk of the Committee*



## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, September 6, 1973

[Text]

The Chairman: Gentlemen, I see a quorum. Order, please.

As you may recall, last Monday this Committee was ordered by the House to investigate what has been regarded by the Speaker as a *prima facie* case of privilege. I would like to read the terms of reference of the House on Tuesday, September 4, 1973. Ordered:

• 1009

That all matters pertaining to the interrogation of myself...

Miss MacDonald (Kingston and the Islands)

... and my staff on Friday last be referred to the Committee on Privileges and Elections for study and report.

These are our terms of reference.

On Tuesday evening I requested Mr. Marleau, our Clerk, to call a steering committee meeting. It was held in my office yesterday afternoon at 1.30. I would like to report at first that the Subcommittee on Agenda and Procedure of the Standing Committee on Privileges and Elections has the honour to present its second report.

• 1010

(See Minutes of Proceedings)

I have in fact talked with Miss MacDonald and she agreed that she could be here at our disposal. She has kindly accepted to appear. She is here today.

Through the Clerk yesterday we requested that the officers of the police staff who were concerned be at the disposal of the Committee if the Committee decides to ask questions of them.

Is it agreeable that you accept the report of your subcommittee?

Mr. Nielsen: Mr. Chairman...

The Chairman: Yes, Mr. Nielsen.

Mr. Nielsen: I am not agreeable to accepting the subcommittee's report. I will be expounding on my reasons in a moment which I hope will be acceptable to all Committee members.

The subcommittee report, of course, is subject to either acceptance or rejection by the Committee and it seems to me that the Speaker himself, in dealing with this matter when it was raised by the member for Kingston and the Islands, has treated it as one of a very serious nature indeed.

It seems to me that we would be putting the cart before the horse if we got into the details of the matter referred to us by the House before attempting to define the privilege and its limitations. The matter has arisen many times in the past with respect to just what is the privilege of members of Parliament and to what extent that privilege is possessed by members.

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 6 septembre 1973

[Interpretation]

Le président: Messieurs, nous avons le quorum; à l'ordre, je vous prie.

Comme vous devez vous en souvenir, lundi dernier la Chambre a ordonné à ce comité d'enquêter sur ce qui a été considéré par l'orateur comme une affaire *prima facie* de privilège. J'aimerais vous lire l'ordre de renvoi de la Chambre en date du mardi 4 septembre 1973. Il est ordonné:

Que toutes les questions relatives à l'interrogatoire que moi-même...

M<sup>lle</sup> MacDonald (Kingston et les Îles)

... et mon personnel avons subi vendredi dernier soient renvoyées devant le comité des Privilèges et des élections pour étude des rapports.

Tel est notre ordre de renvoi.

Mardi soir j'ai demandé à M. Marleau, notre greffier, de convoquer la réunion du comité directeur. Cette dernière a eu lieu dans mon bureau hier après-midi à 13 h 30. J'aimerais tout d'abord vous dire que le sous-comité du programme et de la procédure du comité permanent des Privilèges et des Elections a l'honneur de présenter son deuxième rapport.

(Voir procès-verbal)

J'ai contacté M<sup>lle</sup> MacDonald qui a convenu de venir ici même se mettre à notre disposition. Elle a accepté de bonne grâce de comparaître et elle est ici aujourd'hui.

A notre demande, hier, le greffier a demandé à ce que les officiers de police concernés soient à la disposition du comité si le Comité décide de leur poser des questions.

Êtes-vous d'accord pour accepter le rapport de votre comité directeur?

M. Nielsen: Monsieur le président...

Le président: Oui, monsieur Nielsen.

M. Nielsen: Je ne suis pas d'accord pour accepter le rapport du sous-comité. Je vais vous donner dans un instant les raisons de mon désaccord et j'espère qu'elles seront acceptées de tous les membres du comité.

Naturellement, le rapport du sous-comité peut faire l'objet soit d'une acceptation soit d'un rejet du comité et il me semble que l'orateur lui-même, en traitant de cette question lorsqu'elle a été soulevée par le député de Kingston et les Îles, l'a considérée comme étant de nature très sérieuse.

Il me semble que cela serait mettre la charrue avant les bœufs si nous nous étendions sur les détails de cette question dont nous sommes saisis par la Chambre avant d'essayer de définir ce privilège et ses limites. A de nombreuses reprises dans le passé on s'est demandé quel était exactement ce privilège des députés du parlement et jusqu'à quel point ce privilège était en la possession des députés.

## [Texte]

I can recall one very recent case where a member of the Social Credit party, Mr. Grégoire, was arrested by a member of the Royal Canadian Mounted Police as he was either entering or leaving the private members' entrance in the main building. At that time he raised a question of privilege in the House as the right of any police officer to arrest him. He was arrested on a parking ticket or something—it was not very serious—but nonetheless he was either arrested or served with a summons to appear. The matter was not gone into very deeply at that time, but we were all left with some doubt about whether a member's immunity from arrest was confined to the Centre Block or whether it extended to other buildings within the Parliamentary square here on the Hill or whether it extended to the grounds contained by the fence, and now the problem is even further compounded by the opening of members' offices in the Confederation Building.

• 1015

The question of members' privilege in this respect has never been defined, so far as I can ascertain, and it is my suggestion to Committee members that we embark first on establishing just what the privilege is before we determine whether or not the privilege has been breached. I, as a member, and I am sure other members, will want to know how far that privilege extends. Once we have defined the perimeters of the privilege we can get into the details of the matter that has been referred to us in the terms read by you, Mr. Chairman, by the House. The Speaker on page 6179 of last Tuesday's *Hansard* said this:

I have no doubt whatsoever that members would not want to be placed in the position where, in their absence from their offices, representatives of police forces, either federal, provincial or municipal, should be allowed to go in and, without any authority whatsoever, question members of the staff. I think that is an extremely serious matter, and I have no doubt at this point that I express the views and concern of each member of this House when I say that if ever there was an apparent breach of a member's privilege, this is it.

I would like to know just how far that extends. Does it extend to the West Block, to the Confederation Building? Does it extend to all of the confines of the grounds that are within the fence? Are members subject to arrest or being given traffic tickets on the grounds of the House of Commons? Of course, we also have the precedent of Fred Rose who, many years ago was arrested here and then, vaguely in my recollection, there is a member that was arrested and tried subsequently for rape—I might add convicted—so that it seems to me this Committee should really attempt now to define precisely what privileges we as members and members of our staff have with respect to interrogation, and to police activities generally.

The privilege has never been defined, certainly not so far as the Canadian Parliament is concerned. I think for the sake of order, as well as for the sake of deciding once and for all just what the privilege is, we should embark on that course first. I see Mr. Maingot here, and it is my suggestion that we call him as a witness to attempt to enlighten us on the privilege itself, the extent and the limitations of it.

## [Interprétation]

Je me souviens très bien d'une affaire très récente au cours de laquelle un député du Crédit social, M. Grégoire, a été arrêté par un représentant de la Gendarmerie royale alors qu'il entrait ou qu'il sortait par l'entrée des députés de l'édifice principal. A cette époque, il a soulevé une question de privilège à la Chambre quant aux droits de tout officier de police de l'arrêter. Il a été arrêté pour une histoire de contravention de stationnement ou de quelque chose de ce genre; ce n'était pas très sérieux, mais néanmoins il a été soit arrêté ou soit notifié d'une sommation à comparaître. On ne s'est pas longuement attardé sur cette affaire à l'époque, mais nous nous sommes quand même tous demandé si l'immunité d'arrestation d'un député était limitée à l'Édifice centrale ou si elle s'étendait aux autres bâtiments de la colline parlementaire ou encore si elle s'étendait aux terrains délimités par la grille, et à cela il vient maintenant s'ajouter l'ouverture de bureaux de députés dans l'Édifice de la Confédération.

La question du privilège des députés à cet égard n'a jamais été définie, d'après ce que j'en sais, et je suggère donc aux membres du comité que nous devrions d'abord tenter d'établir ce qu'est ce privilège avant de déterminer si oui ou non ce privilège a été violé. Personnellement, en tant que député, ainsi que d'autres députés, j'en suis sûr, j'aimerais savoir jusqu'où ce privilège s'étend. Une fois que nous aurons défini les paramètres de ce privilège, nous pourrions nous attaquer à la question particulière dont nous avons été saisis dans les termes exposés par vous, monsieur le président, à la Chambre. L'orateur, page 61-69 du *Hansard* de mardi dernier, disait ceci:

Je ne doute nullement qu'ils ne souhaiteraient pas que, en leur absence de leurs bureaux, des policiers fédéraux, provinciaux ou municipaux se permettent, sans aucune autorisation, d'interroger leurs collaborateurs. Il s'agit selon moi, d'une question des plus sérieuses et je crois vraiment exprimer ici l'avis et la préoccupation de chaque député en disant que si jamais, il y a eu une atteinte apparente au privilège d'un député, c'est bien là.

J'aimerais savoir simplement jusqu'où cela s'étend. Cela s'étend-il à l'Édifice de l'ouest, à l'Édifice Confédération? Cela s'étend-il aux terrains qui sont entourés par les grilles? Les députés sont-ils susceptibles d'être arrêtés ou d'avoir des contraventions de stationnement sur les terrains de la Chambre des communes? Bien entendu nous avons également le précédent de Fred Rose, qui, il y a plusieurs années, a été arrêté ici et ensuite, je me souviens vaguement qu'un député a été arrêté et par la suite jugé pour viol... je pourrais ajouter qu'il a été condamné. Par conséquent, il me semble que ce comité devrait en fait essayer maintenant de définir précisément quels sont nos privilèges de députés et ceux de nos membres de notre personnel en ce qui concerne des interrogatoires et les activités de la police d'une manière générale.

Ce privilège n'a jamais été défini, et certainement pas en ce qui concerne le Parlement canadien. Je pense donc que pour l'ordre des choses et aussi pour décider une fois pour toute de ce qu'au juste ce privilège est, nous devrions d'abord nous attaquer à ce problème. Je vois que M. Maingot est parmi nous, et je propose que nous le faisons venir comme témoin pour essayer de nous éclairer sur ce privilège, sur son étendue et ses limites.

## [Text]

With no disrespect to Mr. Maingot at all, I have a great respect for his predecessor, Dr. Ollivier, and I would like to hear Dr. Ollivier on this question of the definition of the privilege and its limitations, and I think I would also like to hear Mr. Hopkins from the other place give his expert views. Once we have this expert testimony before us concerning the nature of the privilege and its limitations, then I think we would be in a much better position to examine the question of whether privilege—and I think one exists—has been in fact breached, and in a much better position to report to the House. I would urge that upon the members as being the logical course to follow. It would provide a good deal more order in our proceedings if we followed that course. So to that extent, Mr. Chairman, when I say that I do not accept the report of the subcommittee, I propose to amend it to the extent that we reverse the order of hearing people in order that we might approach the whole matter from a point of view of a logical and orderly approach.

## [Interpretation]

Sans vouloir manquer de respect à M. Maingot, j'ai un très grand respect pour son prédécesseur, M. Ollivier, et j'aimerais entendre M. Ollivier à ce sujet pour ce qui est de la définition de ce privilège et de ses limites, et, j'aimerais également entendre M. Hopkins, l'expert de l'autre endroit, nous donner son avis. Une fois que nous aurons entendu ces témoignages d'experts concernant la nature de ce privilège et ses limites, je pense que nous serons alors mieux en mesure d'étudier la question de savoir si oui ou non ce privilège—et je pense qu'il existe—a été en fait violé, et mieux en mesure de faire un rapport à la Chambre. Il me semble que cette démarche étant la logique des choses est que nous devrions l'adopter. Je pense que nous serions mieux à même de traiter cette affaire si nous adoptions cette attitude. Par conséquent, dans cette mesure, monsieur le président, lorsque je dis que je n'accepte pas le rapport du sous-comité, c'est pour proposer de l'amender afin que nous renversons simplement l'ordre d'écoute des personnes afin que nous puissions aborder toute cette question d'un point de vue logique et ordonné.

• 1020

**The Chairman: Mr. Poulin.**

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, I, too, have great respect for the ability of Parliamentary Counsel, Mr. Maingot, and would welcome his enlightening us about the law as it is with respect to parliamentary privilege. As the hon. member for the Yukon has so clearly illustrated, there is a definite privilege when a member is arrested or is investigated personally. He spoke about the case of Mr. Gregoire but I understand that he was arrested because he had violated a law but was arrested outside of this Chamber, outside of the confines of the Centre Block or of any of the blocks of Parliament as they existed at the time.

**Mr. Nielsen:** It was on the grounds.

**Mr. Poulin:** On the grounds; that is right. I think it is very important that we do define what the privilege is because it is most important that whatever this privilege is it be adhered to, to protect the Members of Parliament. In this case, however, it is my understanding that there was no allegation of any wrongdoing whatsoever by the member. I think it should be made very, very clear that the member was not being investigated for any wrongdoing as in the case of the other instances you mentioned, Mr. Nielsen, where the member was involved in some wrongdoing. In this case I understand an investigation was conducted by the police department of wrongdoing, of a criminal act, by other people but that there was no implication whatever that this member or, in fact, any member of the house was engaged in any wrongdoing or any criminal act.

There is a privilege clearly in a member here. I am wondering, however, how far that extends. For example, if the police see somebody go through a red light one of us may be standing on the street corner. They may come and say, "Did you get the licence number of that car?" They are investigating an accident; they are investigating an offence. Now, do they have the right to ask us this kind of thing as an investigation into a criminal activity?

I think this should be made clear; there must be a distinction here between the rights of the member *per se* with respect to an offence that may be committed by him, but in this case there is no allegation, no scintilla of evidence that there was any wrongdoing. I am sure there

**Le président: Monsieur Poulin.**

**M. Poulin:** Monsieur le président, j'ai également beaucoup de respect pour la compétence du conseiller parlementaire, M. Maingot, et accueillerais volontiers ses éclaircissements sur la loi concernant les privilèges parlementaires. Comme le député du Yukon l'a si clairement expliqué, l'arrestation ou l'interrogatoire d'un député implique un privilège bien défini. Il a parlé de l'affaire de M. Grégoire mais d'après ce que je crois comprendre il a été arrêté parce qu'il avait violé une loi et qu'il a été arrêté à l'extérieur de la chambre, à l'extérieur de l'édifice du centre ou de tout autre édifice du Parlement tels qu'ils existaient à l'époque.

**M. Nielsen:** C'était sur la colline.

**M. Poulin:** Sur la colline; c'est exact. À mon avis, il est très important que nous définissions ce privilège car il est des plus important que quel que soit ce privilège il soit respecté pour protéger les députés. Dans cette affaire, toutefois, si je ne m'abuse, il n'y a pas eu d'allégations d'infraction quelconque à l'encontre du député. Il me semble qu'on devrait bien mettre en évidence qu'un député n'a pas fait l'objet d'une enquête pour une infraction quelconque comme c'était le cas pour les autres exemples que vous avez cités, monsieur Nielsen, où les députés étaient impliqués dans une infraction. Dans cette affaire, une enquête a été entreprise par le ministère de la Police concernant des infractions, d'une nature criminelle, faite par d'autres personnes mais il n'a jamais été dit que ce député ou, en fait, tout autre député de la Chambre avait commis une infraction ou un acte criminel.

De toute évidence, privilège il y a. Cependant, je me demande jusqu'où il peut s'étendre. Par exemple, si la police voit quelqu'un passer feu au rouge, un d'entre nous peut se trouver au coin de la rue. Elle peut venir nous voir et nous dire: «Avez-vous relevé le numéro de cette voiture?» Elle fait une enquête sur un accident, elle fait une enquête sur un délit. Maintenant, a-t-elle le droit de nous demander ce genre de choses lorsqu'il s'agit d'une enquête sur une activité criminelle?

Je pense qu'il est important de le savoir; il faut faire ici la distinction entre les droits du député concernant un délit qui peut avoir été commis par lui, mais dans ce cas aucune allégation n'a été faite, aucune parcelle de preuve qu'il y a eu une infraction quelconque. Je suis certain qu'il



## [Texte]

was not and never would by that Member of Parliament and I would like to hear the Parliamentary Counsel and other counsel on that point to see whether or not the privilege extends to a police officer who was conducting an investigation into something not related to the member. The member has nothing to do with it, no allegation of wrongdoing but, because of particular knowledge because he was standing on the street corner and witnessed something as it went by, may have some information that would help the police in their investigation in seeing that the ends of justice were met.

**Mr. Nielsen:** Yes, Mr. Chairman, the member seems to be agreeing with me and I hope that he will agree also with the desirability of this Committee's establishing the limitations of the privilege and whether it is desirable for this committee to establish the question as to whether the privilege extends beyond the Centre Block, beyond the West Block to the Confederation Building. Does it extend to include the grounds within which the Parliament Buildings are situated, and so on.

**Mr. Poulin:** I quite agree, Mr. Nielsen. Mr. Chairman, I think we should also attempt to define this privilege and all others that relate to it with as much precision as we can. I wonder, however, whether this Committee can determine that this is the privilege and that we can say that this is a privilege in paragraphs a to z or do we have to go back to the House and ask the House, do you agree that this is the privilege and that these are the specific limitations with respect to it?

**Mr. Nielsen:** The House will determine that, Mr. Chairman, I suggest to the member through you, when it comes to the adoption or rejection of the report of this Committee.

**Mr. Poulin:** Well, then, do we proceed on a fallacious basis? Do we determine what the privilege is? I think we should attempt to do it because if you were dealing with a specific offence against a member, well, it makes it far, far clearer.

**Mr. Nielsen:** Yes, yes.

**Mr. Poulin:** But in this case where there is no allegation of any wrongdoing I do not think from what I know of the member there could ever be any wrongdoing.

**Mr. Nielsen:** No, no; I purposely steered clear of that, Mr. Chairman.

• 1025

**Mr. Blais:** On a point of order, Mr. Chairman, I think we are just putting words on the record. I think everybody agrees with the suggestion made by Mr. Nielsen; we have not heard from the NDP contingent yet.

**Mr. Barnett:** Mr. Chairman, I am sure that no member of the Committee would quarrel with the importance of the subject matter that was raised by Mr. Nielsen but, if I may say so, if the Committee were to follow his suggestion, in my view, we would be putting the cart before the horse. And if one considers the reference the Committee has from the House, we were not authorized or asked to make a broad investigation into the whole ramifications of the question of parliamentary privilege.

## [Interprétation]

n'y en a pas eu qu'il n'y en aura jamais de la part de ce député et j'aimerais entendre le conseiller parlementaire ainsi que d'autres conseillers à ce sujet pour voir si oui ou non ce privilège s'étend à un officier de la police menant une enquête ne touchant pas directement le député. Le député n'a rien à voir avec cela, aucune allégation d'infraction mais, à cause d'un fait particulier parce qu'il se trouvait au coin de la rue et a été témoin de quelque chose, il peut avoir certains renseignements qui aiderait la police dans son travail d'enquête et permettrait à ce que l'objectif de la justice soit rempli.

**M. Nielsen:** Oui, monsieur le président, le député semble d'accord avec moi et j'espère qu'il sera également d'accord sur le fait qu'il est souhaitable que ce Comité établisse les limites de ce privilège et si oui ou non il est désirable que ce comité définisse si ce privilège va au-delà de l'édifice central, au-delà de l'édifice de l'ouest jusqu'à l'édifice de la Confédération. Va-t-il assez loin pour comprendre tous les terrains sur lesquels les bâtiments du parlement sont situés, etc., etc.

**M. Poulin:** Je suis tout à fait d'accord, monsieur Nielsen. Monsieur le président, je pense que nous devrions également essayer de définir ce privilège ainsi que tous les autres qui s'y rapportent avec le plus de précisions possibles. Néanmoins, je me demande si ce comité peut déterminer ce c'est ce privilège et qu'il peut dire qu'il s'agit d'un privilège au paragraphe a à z ou si nous devons retourner devant la chambre et lui demander si selon elle il s'agit bien de ce privilège et des limites spécifiques qui s'y rattachent.

**M. Nielsen:** La Chambre tranchera, monsieur le président, lorsqu'elle adoptera ou rejettera le rapport de ce comité.

**M. Poulin:** Bien, devons-nous alors procéder à partir d'une base faussée? Déterminons-nous ce qu'est ce privilège? Je pense que nous devrions essayer de le faire car si on évoque un délit spécifique contre un député, eh bien, cela rend les choses beaucoup plus claires.

**M. Nielsen:** Oui.

**M. Poulin:** Mais dans ce cas aucune allégation d'infraction n'a été faite et d'après ce que je sais on ne pourra jamais en faire en ce qui concerne ce député.

**M. Nielsen:** Non; je m'en suis expressément éloigné, monsieur le président.

**M. Blais:** J'invoque le Règlement, monsieur le président. Je pense que nous ne faisons que parler pour figurer dans le compte rendu. A mon avis, nous sommes tous d'accord avec la suggestion de M. Nielsen. Nous n'avons pas encore entendu le point de vue du NPD.

**M. Barnett:** Monsieur le président, je suis certain qu'aucun membre du comité ne niera l'importance du sujet évoqué par M. Nielsen; cependant, si je peux me permettre, si le comité devait suivre sa suggestion, à mon avis, nous mettrions la charrue avant les bœufs. Le mandat que la chambre nous a donné ne nous autorise ni ne nous demande de faire une enquête détaillée sur la question du privilège parlementaire.



## [Text]

I assumed, from reading the notice that members of the Committee received, that we were going to proceed in what I thought was a perfectly logical fashion. The matter arose because a member of the House raised a question of privilege in the House, the Speaker immediately and emphatically agreed that there was a *prima facie* case of privilege, and it was on that basis there was unanimous consent for a reference to the Committee to examine this incident.

My feeling is that the proper course of action for the Committee to follow is to get as early as possible a factual statement of the situation on the record. And the member has agreed to appear to give the Committee the detailed information that one could not give on the floor of the House. Obviously the question of the entry into the premises is involved, and quite properly. I see we have our Sergeant-at-Arms on the list. It certainly has been in my mind that, quite possibly, arising out of this particular incident and this reference, the Committee, after having examined the facts, might then very well see fit to recommend to the House that the time had come for a much better study and a much better definition of this whole question than there ever has been in the past.

The other thing that immediately occurred to me, with the reference by our chairman to the report of the steering committee and of having the Assistant Deputy Minister from the Department of Indian Affairs also appear here today as a witness, is that, quite frankly I do not see that that is germane to the question that has been referred to us by the House in any way whatever. On the basis of a statement made by a member in the House, that certain police officers entered her office without her knowledge or permission and proceeded to conduct an inquiry, we have been asked to look into it. There may be certain things come out, and there may not, which might make it desirable at a later date to have someone appear, inasmuch as apparently the Department of Indian Affairs and Northern Development was involved in the situation which led to the officers appearing. But it would seem to me at this stage not proper at all, nor germane to the reference given by the House, for us to ask anybody, from Indian Affairs appear here.

This is completely irrelevant, as far as I can see, to the question of police officers entering the premises and going into a member's office. So to that extent I would disagree with the report of the steering committee, at least at this stage. I do not believe we should call witnesses beyond those that are on the printed list of notices, which obviously are people who are concerned with the particular situation that the member raised in the House. I do not think at this sitting we should go beyond that, unless it becomes very evident from the evidence given by the member or by Col. Currie that this becomes a necessary requirement for us to complete our task, so I disagree with that aspect of the steering committee's report. I also believe it would be quite inadvisable and, I think, beyond our terms of reference for us to start, as Mr. Nielsen was suggesting, in a vacuum to investigate the whole matter of the parameters of the extent of parliamentary privilege, the definition of the precincts of Parliament and all that sort of thing. We might very well be led into that, but I would suggest that we proceed, as was suggested by the notice members

## [Interpretation]

J'ai supposé, d'après la convocation que nous avons reçue, que nous allions procéder selon une façon qui me paraissait parfaitement logique. Cette affaire résulte du fait qu'un député de la chambre a soulevé une question de privilège, l'Orateur a immédiatement convenu et avec insistance, qu'il s'agissait d'une affaire *prima facie* de privilège, et c'est à la suite de cela que sur consentement unanime on a renvoyé cet incident devant ce Comité à fin d'étude.

A mon avis, le comité devrait aussitôt que possible avoir un exposé des faits pour qu'ils soient transcrits. Le député a accepté de comparaître pour communiquer au comité les renseignements détaillés qu'il ne pouvait pas donner à la chambre. De toute évidence, il s'agit bien d'une entrée dans les bâtiments. Je vois que sur notre liste de témoins il y a le Sergent d'armes. Il est certain qu'il m'est venu à l'esprit très possiblement, à la suite de cet incident particulier et de ce renvoi, que le comité, après avoir examiné les faits, pourrait alors très bien conclure de recommander à la Chambre qu'il est grand temps que soient faites une étude plus soignée et une définition meilleure de toute cette question que par le passé.

Ce qui m'a également frappé, lors de la référence de notre président au rapport du Comité directeur, indiquant que le sous-ministre adjoint du ministère des Affaires indiennes comparaitrait également aujourd'hui comme témoin, c'est que franchement je ne vois pas du tout le rapport avec la question dont nous avons été saisis par la Chambre. A la suite de la déclaration faite par un député à la Chambre, voulant que des officiers de police soient entrés dans son bureau sans qu'elle leur en ait donné l'autorisation ou même sans qu'elle le sache et ait procédé à une enquête, on nous a demandé de nous pencher sur cette affaire. Il se peut qu'il en ressorte quelque chose comme il se peut qu'il n'en ressorte rien, ce qui pourrait rendre souhaitable à une date ultérieure la comparaison de quel qu'un dans la mesure où apparemment le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien a en quelque sorte provoqué l'apparition des officiers de police. Cependant, il me semble pour le moment qu'il ne soit pas du tout approprié, ni pertinent par rapport au mandat donné par la Chambre, que nous demandions à quiconque, ou que nous ayons un représentant quelconque des Affaires indiennes de comparaître devant nous.

A mon avis, cela n'a absolument rien à voir avec le problème d'officiers de police entrant dans les bâtiments et entrant dans un bureau de député. Par conséquent, dans cette mesure je ne suis pas d'accord avec le rapport du comité directeur, tout du moins pour l'instant. Je ne pense pas que nous devrions appeler des témoins autres que ceux qui paraissent sur la liste des convocations, qui de toute évidence sont des personnes qui sont concernées par la situation particulière dont le député a parlé à la Chambre. Je ne pense pas qu'au cours de cette réunion nous devrions aller au-delà de cette liste, à moins qu'il ne devienne absolument évident à la suite du témoignage du député ou du Colonel Currie que cela est absolument nécessaire pour que nous puissions accomplir notre tâche. Par conséquent, je ne suis pas d'accord avec cet aspect du rapport du comité directeur. Je crois également qu'il serait très déconseillable, et que cela sortirait du cadre de notre ordre de renvoi de nous lancer, comme l'a suggéré M. Nielsen, dans une étude de toute la question des paramètres relatifs à l'étendue du privilège parlementaire, de la définition de l'en-

[Texte]

received, to hear the witnesses that are on this list and then perhaps take some time to consider where we will go from there. Therefore, in respect of the suggestions that have been made, not only by the steering committee, but by Mr. Nielsen, I think the Committee should follow the course that was suggested on the notice which was sent to us and leave those other matters in abeyance.

• 1030

I would be prepared to move at this point that the report of the Committee on Agenda and Procedure be amended by deleting the reference to having Mr. Robert Battle on the list of witnesses today.

**The Chairman:** Mr. Howard.

**Mr. Howard:** The only point I wanted to make, Mr. Chairman, too, was in respect of somebody who was not really involved in the actual process of people coming into the buildings and proceeding into Miss MacDonald's office. Anyone connected with that I do not think should be a witness, unless in the course of the earlier testimony it then becomes directly relevant.

**The Chairman:** Yes. I would like to simply remind the members that your say in Committee has in real good faith tried to have here as witnesses anyone who might have something relevant, but it is up to the members to decide where we stand. I think without making any ruling, because it is in the hands of the members, Mr. Barnett has expressed the decision that was reached by the subcommittee on Indian Affairs and Northern Development yesterday, by trying to secure the facts before deciding what is or what is not a question of a breach of privilege.

If you refer to the order of reference of the House, it is clear that we are here to investigate a certain conjecture of facts. If you decide you want to start by trying to define what should be a breach of privilege for the members of the House and where the law applies, I think we would be in a premature position in the sense that we would be deciding right at the start something that has not, as I see the order of reference, been referred to us. You might decide where we would go from there. I believe we are here to secure the facts, but we might decide not to try to secure the facts.

Mr. O'Connor.

**Mr. O'Connor:** Thank you, Mr. Chairman. I would like to support the views expressed by Mr. Nielsen, Mr. Poulin and Mr. Blais and suggest that we do not accept the report of the steering committee at this time.

I think, Mr. Chairman, because of the vagueness of the law, shall we say, surrounding the rights and privileges of members on the Hill, it is fundamental that we determine, first of all, what is the question of privilege that may or may not have been breached.

To delve into a detailed examination at this point in time of the facts surrounding the incident in question, including statements from the involved, police officers, Miss Gelber and others as to what occurred, who said what, who may have said this or that, there will be accusations, counter-accusations and perhaps some acrimony, and there also

[Interprétation]

ceinte du Parlement et de toutes ces choses. Il se peut que nous y soyons obligés, mais je suggère que nous procédions selon les modalités exposées par la convocation reçue par les membres, que nous entendions les témoins qui figurent sur cette liste et que peut-être que nous prenions un certain temps pour étudier l'orientation suivante à donner. Par conséquent, pour ce qui est des suggestions qui

ont été faites, non seulement par le comité directeur, mais par M. Nielsen, je pense que le Comité devrait s'en tenir au cadre suggéré par la convocation qui nous a été envoyée et laisser toutes ces autres questions en attente.

Je suis donc tout disposé à proposer que le rapport du Comité du programme et la procédure soit amendé en supprimant la référence voulant que M. Robert Battle compare comme témoin aujourd'hui.

**Le président:** Monsieur Howard.

**M. Howard:** La seule chose que je voulais signaler, monsieur le président, se rapportait également à quelqu'un qui n'avait véritablement rien à voir avec l'entrée de personnes dans les bâtiments et l'interrogatoire dans le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald. Je ne pense pas que toute personne ayant un rapport quelconque avec cette affaire soit témoin, à moins qu'au cours de témoignages précédents, cette présence devienne pertinente.

**Le président:** Oui. J'aimerais simplement rappeler aux députés que votre Comité a essayé de toute bonne foi d'avoir ici présent comme témoin, toute personne qui aurait pu avoir quelque chose de pertinent à dire, mais il revient au député de prendre la décision finale. A mon avis, sans prendre de décision, car cette dernière reste entre les mains des députés, M. Barnett a exprimé la décision à laquelle est parvenu hier le sous-comité des Affaires indiennes et du Nord canadien, en essayant de rassembler les faits avant de décider si oui ou non il s'agissait d'une question de violation de privilège.

Si on se réfère à l'ordre de renvoi de la Chambre, il est évident que nous sommes ici pour faire enquête sur une certaine conjecture de faits. Si vous décidez de commencer en essayant de définir ce que devrait être une violation du privilège des députés de la Chambre et de définir où la loi s'applique, je pense que nous nous trouverions dans une situation prématurée dans la mesure où nous prendrions une décision, dont à mon avis, d'après l'ordre de renvoi, nous n'avons pas été saisis. Vous pourriez décider alors des suites à donner. Je pense que nous sommes ici pour déterminer les faits, mais nous pouvons décider de ne pas essayer de déterminer les faits.

Monsieur O'Connor.

**M. O'Connor:** Je vous remercie, monsieur le président. J'aimerais appuyer l'opinion exprimée par MM. Nielsen, Poulin et Blais, et suggérer que nous n'acceptons pas le rapport du Comité directeur pour le moment.

A mon avis, monsieur le président, la Loi concernant les droits des privilèges des députés sur la colline étant, nous dirions, si impalpable, il est fondamental que nous déterminions avant tout quelle est la question de privilège qui peut ou qui peut ne pas avoir été violée.

Se lancer dans un examen détaillé dès maintenant des faits entourant l'incident en question, y compris les déclarations des personnes concernées, les officiers de police, M<sup>lle</sup> Gelber et d'autres pour savoir ce qui s'est passé, qui a dit cela, qui peut avoir dit ceci ou cela, il y aura des accusations, des contre-accusations et peut-être une cer-

## [Text]

will be a considerable amount of publicity surrounding the evidence and testimony of this type.

I would suggest that there are reputations at stake, particularly of the three police officers who perhaps were entirely well-making in their attempts to conduct this investigation, and there is the reputation of Miss Gelber and others involved. If, Mr. Chairman, it turns out there is no question of privilege that has been breached or that they were completely within their rights, we will have undertaken this exercise fruitlessly. However, we will have subjected them to this public scrutiny, brought into question their methods of investigation and their reputations. I would suggest it would be far more the simpler and expeditious method to proceed by determining what are the privileges and rights of a member of Parliament which can be determined by a simple research activity by perhaps Mr. Maingot or others, and report it to us at the next sitting of this Committee which can be in two days or perhaps early next week.

• 1035

I suggest that for those reasons we proceed in the manner suggested by Mr. Nielsen.

**The Chairman:** Thank you, Mr. O'Connor.

Mr. Benjamin.

**Mr. Benjamin:** Mr. Chairman, I do not disagree with the idea of this or some other committee arriving at and establishing and making a report to Parliament on just what is meant by the privileges of a member of the House of Commons or the other place. No doubt it is high time something like that was done and put down on paper. However it seems to me we have a specific term of reference concerning a specific matter and that is what was referred to this Committee. The House expects this Committee to report whether or not this Committee feels there was a breach of privilege of a member.

**An hon. Member:** What privilege?

**Mr. Benjamin:** What the hon. member for Kingston and the Islands brought before the attention of the House. That is what was referred to us.

I would think also that mention was made of dealing with this expeditiously. While we probably should define what the privileges of a member is, it seems to me that is going to take several meetings. I think it is obvious that the hon. member involved and the staff of that hon. member would be anxious to have this dealt with quickly. They certainly cannot and should not want to have this hanging like a cloud over themselves and their office. I would think we would be doing them a favour by getting the facts of the particular case that is referred to us, following that we may find it necessary to go into precedents and what is already down in the Canadian Parliament or the Parliament of England in the areas of privilege in order to see whether or not privilege has been disrupted in this case. I think we should proceed to hear the witnesses and then take it from there.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Benjamin.

Mr. Macquarrie.

**Mr. Macquarrie:** Mr. Chairman, I just want to say a very few words. I do not want to don the mantle of elder statesmanship but I used to be the Chairman of this Committee and I remember a good number of referrals. It is my recollection that on every occasion, or certainly almost every occasion, it was the then Committee's decision to begin with a somewhat general survey as to what privilege

## [Interpretation]

taine aigreur, et la publicité autour de témoignages et de preuves de ce genre sera considérable.

J'estime que certaines réputations sont en jeu, en particulier celle des trois officiers de police qui étaient peut-être totalement bien intentionnés dans leur tentative de mener cette enquête et il y a la réputation de M<sup>lle</sup> Gelber et d'autres personnes concernées. Si, monsieur le président, il se fait qu'il n'y a pas question de privilage violée ou qu'ils étaient parfaitement dans leur droit, nous aurons inutilement entrepris cet exercice. Toutefois, nous les aurons exposées à l'attention du public, soumis à leurs examens la question des méthodes d'enquête et mis à l'épreuve leur réputation. Il serait beaucoup plus simple et expéditif de procéder en déterminant en quoi consiste les privilèges et droits d'un membre du Parlement, ce qui peut se faire sans fanfare en scrutant l'activité, l'examen dont M. Maingot ou d'autres seraient chargés et en sous faisant rapport à la prochaine séance du Comité qui doit avoir lieu dans deux jours ou peut-être la semaine prochaine.

Je propose, pour ces raisons, que nous procédions de la manière suggérée par M. Nielsen.

**Le président:** Merci, monsieur O'Connor.

Monsieur Benjamin.

**M. Benjamin:** Monsieur le président, je ne m'oppose pas à cette idée que notre Comité ou tout autre Comité réunisse la matière d'un rapport à déposer au Parlement sur ce qui constitue en fait les privilèges d'un député de la chambre des communes ou d'un membre d'un autre endroit. Il est grand temps de le faire et de le mettre sur papier. Toutefois, il me semble qu'il s'agisse là des attributions particulières d'un mandat dans une matière donnée référé à l'examen de notre Comité. La Chambre attend de notre Comité un rapport que notre Comité estime ou non qu'il y a eu violation de privilage d'un député.

**Une voix:** Quel privilège?

**M. Benjamin:** La question soumise par le député de Kingston et les Îles à l'attention de la Chambre. C'est ce qui nous a été référé.

Il me semble que l'on a proposé aussi de le faire de façon expéditive. Bien que nous devions préciser en quoi consiste les privilèges d'un député, il me semble que cela exigera plusieurs séances. Il m'a semblé évident que le député en cause et le personnel du député tiendront à ce que la question soit promptement résolue. Ils ne voudront certainement pas que cette ombre demeure suspendue au-dessus d'eux et de leur bureau. Ce serait leur servir que d'obtenir de connaître les faits de la cause qui nous a été référée. Il est possible que nous devions ensuite recourir à des précédents du parlement canadien ou britannique en ce qui concerne le privilège, afin de constater s'il y a eu violation de privilage ou non en l'occurrence. Il me semble que nous devrions d'abord entendre les témoins et procéder de là.

**Le président:** Merci, monsieur Benjamin.

Monsieur Macquarrie.

**M. Macquarrie:** Monsieur le président, je n'ai que quelques mots à dire. Je ne veux pas me draper dans la mente de l'homme d'État d'expérience mais, j'ai déjà été président de ce comité et je me souviens de plusieurs causes qui y furent référées. Je me souviens que dans chaque cas, ou dans la plupart des cas, le comité commençait d'abord par se renseigner sur ce qui constitue de façon générale le



## [Texte]

was. If I, as a Committee member, wanted to make a judgment in the final analysis as to whether someone's privilege was violated, abridged or infringed upon, I would want to have some idea in fact of what privilege was.

Privilege is an essential element of the whole parliamentary structure inherited from the British, and I believe we would be remiss if we did not draw upon the very best expertise that we have, perhaps even beyond our own parliamentary counsel if necessary, excellent though they be. If we make mistakes on this area of privilege we could do great harm to succeeding parliamentary groups. I do hope that despite the desire for expedition that we would want to have the greatest amplitude of knowledge on this very important matter. I personally have been interested in this for years but I will certainly want all the help and guidance I would get from people like Mr. Maingot and Dr. Olivier and I cannot imagine anything from their dispensation of wisdom that would be unhelpful to us in this very important deliberation.

**Mr. Blais:** Mr. Chairman, on the last point by the gentleman opposite. I was wondering if indeed in all instances, to his recollection, the evidence of the facts of the breach or, at least, the evidence as to whether there was a breach or not was not led prior to the experts being called on by the Committee, because I do not think anyone disputes the necessity of having somebody to indicate what the privilege might be. I do not think that anybody disputes that fact. What we are interested in is the order or procedure. When you were president of this particular committee did you proceed by hearing the evidence originally and then having the experts attend, or was it a *vice versa* sort of arrangement?

• 1040

**Mr. Macquarrie:** If I may add, Mr. Chairman,—and I believe my recollection is sound on this—generally speaking we had some guidelines and some guidance from experts—it was usually Dr. Ollivier at the time—and these were helpful to us. We had a meeting or two with them and then went into the specifics.

**The Chairman:** Mr. Poulin.

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, I suggest that what we are really interested in is the facts of this case, and surely those facts are going to have to fit in with whatever the privilege might happen to be, whatever the privilege is.

So, if we hear the facts first, and in any court of law you hear the facts, and I really think that here we are asked to be the judge and jury at the same time, but we must determine what the facts are and then apply the relevant law, which is the law with respect to parliamentary privilege.

**Mr. Nielsen:** But the law is defined.

**Mr. Poulin:** Surely you first hear the facts and then you should have some idea, as we all should, of what the privilege is. If we have to go into great detail by preparing an extensive brief or having one prepared for us on what exactly is parliamentary privilege, as it applies to any law, I think I agree with the members from the New Democratic Party whom I think are saying that we should hear the facts first to really indicate whether or not there is any breach of parliamentary privilege, and then of course to determine that in relation to the fact we must know the

## [Interprétation]

privilège. Si, à titre de membre du comité je voulais en dernière analyse prendre une décision sur la question de savoir si le privilège conféré à telle personne a été violé, tronqué, ou qu'on a empiété sur ce privilège, je voudrais d'abord avoir une idée de ce qui constitue le privilège.

Le privilège est un élément essentiel de la structure parlementaire générale de notre patrimoine britannique et je crois que nous faillirions à notre devoir si nous ne consultations les personnes les mieux callées allant au besoin au delà de nos frontières parlementaires sans en rien amoindrir la compétence de nos propres conseillers juridiques. Notre moindre erreur touchant le privilège pourrait avoir les plus graves répercussions pour les parlementaires qui doivent nous succéder. J'espère qu'en dépit de notre hâte à mettre fin à cet ambiguïté, nous voudrions d'abord acquérir les plus amples connaissances possibles en cette matière très importante. Je m'intéresse à la question depuis des années mais je voudrais sûrement compter sur toute l'aide possible et des directives émanant de la compétence de M. Maingot ou de M. Ollivier, et quoi que leur inspire leur sagesse cela ne pourrait que nous être très utile dans nos délibérations.

**M. Blais:** Monsieur le président, concernant le dernier point mentionné par mon vis-à-vis. Je me demandais vraiment si dans tous les cas il se souvenait des faits qui avaient entouré l'infraction ou si tout au moins, il y avait des preuves comme quoi il y avait eu violation avant que les experts ne soient convoqués par le comité car personne ne conteste la nécessité voulant que quelqu'un indique quel serait le privilège en cause. Ce qui nous intéresse c'est l'ordre de la procédure: lorsque vous étiez président de ce comité particulier est-ce que vous commenciez par écouter les témoignages puis faisiez comparaître les experts ou est-ce que vous procédiez de la façon inverse?

**M. Macquarrie:** Je crois me souvenir que d'une façon générale nous recevions certaines directives et certains conseils de la part des experts et c'était l'habitude de la part du docteur Ollivier à l'époque, et que ceci nous était utile. Nous le rencontrions une ou deux fois puis nous passions au détail de l'affaire.

**Le président:** Monsieur Poulin, vous avez la parole.

**M. Poulin:** Monsieur le président, je crois que ce qui nous intéresse réellement ce sont les faits en cause et il faudra que ces faits aient quelque chose à voir avec le privilège en cause, quel que soit celui-ci.

Donc, si nous entendons d'abord les faits, et dans tout tribunal vous entendez les faits, et je pense qu'ici on nous demande d'être à la fois juge et jury, nous devons déterminer quels sont les faits en cause et puis leur appliquer la loi qui s'impose et dans ce cas la loi du privilège parlementaire.

**M. Nielsen:** Mais la loi est définie.

**M. Poulin:** Naturellement vous entendez d'abord les faits puis il vous faut savoir de quel privilège il s'agit. S'il nous faut nous lancer dans énormément de détails en préparant un mémoire détaillé ou en en faisant préparer un pour nous sur ce en quoi consiste le privilège parlementaire tel qu'il s'applique en droit, je crois alors être d'accord avec le député du Nouveau parti démocratique qui, je le pense, indique que nous devrions d'abord entendre les faits afin de savoir s'il y a oui ou non violation du privilège parlementaire, puis, naturellement, déterminer la situation



## [Text]

law of parliamentary privilege. If at that time we need expert advice to tell us specifically and in detail in relation to the facts that we have then heard what the parliamentary privilege is, that is fine, but I think we would be putting the cart before the horse if we discuss parliamentary privilege in the abstract without discussing it in relation to the facts of the allegation of breach of privilege that we have before us.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Mr. chairman, my contribution will be very brief.

First, I agree with Mr. Barnett's suggestion that there is no need at this time to hear Mr. Battle, although I want to insist on Mr. Howard's caveat that if the testimony indicates that it would be useful, that we could call him back.

On the point just made by Mr. Poulin, the fact is that we are not a court of law, particularly in that it cannot be assumed that we know the law. The question that is at issue before us now is the precise question as to what is the law and what is privilege as it applies here.

I certainly think that I, as a member of the committee, would want to be instructed in that before I began to hear facts presented. Otherwise the presentation by a variety of witnesses, and the list could be long, would simply be a story; it would not be evidence at all. I think we need some guidelines that would allow us to determine what was germane and what was not germane.

I repeat the point that we do not sit as a court of law that is seized of a knowledge of the law. In fact, we are a number of parliamentarians who need to be instructed as to the nature of privilege before we can sensibly hear evidence in a way that will allow us to put that evidence in the context of a breach or otherwise.

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, I would like to say to Mr. Clark that surely the member who raised this point of privilege must have—and does have, I respectfully submit—some knowledge of the law of privilege or she would not have complained that there was a breach thereof.

There is certainly within us all a fundamental understanding, and I think we have to have the facts specifically and in detail before we can begin to apply the detailed knowledge of the detailed law.

**Mr. Peters:** Mr. Chairman, I am interested in this and I have been interested for a long time. I think the only question that is raised is the question of a member who says that police came into her office. To my knowledge, the privilege of a member of Parliament is fairly clear; police are not allowed in this building or in any of the buildings in the precinct of Parliament unless they have the specific permission of the Speaker, and I suppose that permission can be delegated to the Sergeant-at-Arms; but without that permission they are not allowed in any of our buildings. This information is fairly readily available. I have been involved in quite a number of cases of parliamentary privilege in 15 years, and that is a fundamental part of it. It may be overstated or understated.

## [Interpretation]

en rapport avec le fait que nous devons connaître la loi du privilège parlementaire. Si alors nous avons besoin des conseils d'un expert pour nous indiquer ce qu'est le privilège parlementaire en rapport avec les faits que nous avons entendus c'est très bien, mais je crois que nous mettrions la charrue avant les bœufs si nous discutons dans l'abstrait du privilège parlementaire sans en discuter dans le contexte du fait qu'il y a invocation d'une violation de privilège.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Monsieur le président, je serai bref.

Tout d'abord, je suis d'accord avec ce que propose M. Barnett soit que nous n'avons pas besoin d'entendre M. Battle pour l'instant, cependant je suis en faveur du caveat de M. Howard soit que si le témoignage indique que cette comparution serait utile, qu'alors nous le rappelions.

Au sujet de ce que M. Poulin vient de dire le fait est que nous ne sommes pas un tribunal soit qu'on ne peut pas prétendre que nous connaissons la loi. La question en cause ici précisément, c'est de savoir ce qu'est la loi et quel est le privilège en cause ici.

Il n'y a pas de doute qu'à titre de membre du Comité, j'aimerais être instruit en cette question avant d'entendre les faits, car s'il n'en est pas ainsi l'exposé fait par divers témoins dont la liste peut être longue ne sera qu'une histoire pour moi et non pas un témoignage, une preuve. Je crois que nous avons besoin de directives qui nous permettraient de déterminer ce qui est pertinent et ce qui ne l'est pas.

Je répète que nous ne siégeons pas à titre de tribunal saisi d'une question de connaissance du droit, en fait, nous sommes un certain nombre de parlementaires qui avons besoin de directives quant à la nature du privilège qui nous est présenté avant de pouvoir entendre utilement des témoignages qui nous permettraient de juger d'une violation ou autre.

**M. Poulin:** Monsieur le président, je dirais à M. Clark que très certainement le député qui a soulevé cette question de privilège doit avoir, et a, je le soumets respectueusement, quelque connaissance du droit du privilège ou elle ne se plaindrait pas qu'il y a eu violation.

Je crois que c'est là chez nous tous quelque chose de préalablement convenu, je crois qu'il faut que les faits nous soient détaillés avant que nous puissions leur appliquer une connaissance approfondie du droit.

**M. Peters:** Monsieur le président, cette question m'intéresse et m'a intéressé depuis bien longtemps. Je crois que la seule question en cause c'est celle d'un député qui déclare que la police est entrée dans son bureau. A ma connaissance, le privilège d'un député est assez clair: la police n'est pas admise dans ce bâtiment ou dans tous bâtiments dans l'enceinte du parlement à moins qu'elle n'en ait reçu l'autorisation expresse de l'Orateur; je suppose que cette autorisation peut être déléguée au sergent d'armes, mais sans cette permission la police n'a pas le droit d'entrer dans nos édifices. Ces renseignements sont assez facilement disponibles. J'ai été impliqué dans un assez grand nombre de cas de privilèges parlementaires depuis 15 ans, et ceci en fait une partie fondamentale. Il se peut que ceci soit exagéré ou amoindri.

[Texte]

• 1045

I think Mr. Maingot a very short time ago prepared a document on this subject for another committee of Parliament, for the procedure committee. It is a fairly extensive document and is available. I think it probably would be helpful in this case.

I would strongly urge this Committee not to get into the position of being judge and jury on a matter until they have made the decision whether or not the only matter we are faced with is the privilege of not a member, but a member in the parliamentary structure who is protected against this type of invasion that the member indicated took place. I think the job of the Committee should be to establish whether that did happen or not, and whether or not that is permissible. If it is not permissible, really the game is of no importance. If they are not supposed to be here at all, this is a very important subject.

Several months ago another member and I had that poverty group from Montreal, which is not the most quiet group. We were given permission to use the Railway Committee Room, and along with the poverty group about eight or 10 Mounties arrived. I told them: "You know you have no right to get in here. Get the hell out." They knew they had no right to be there, and they got out. They left. That is fairly fundamental. They are only there by invitation. We should know whether or not the Speaker gave that permission, and that is really the privilege. If that happens—it does not matter why—that is the privilege.

I would strongly urge the Committee to be very cautious about going on a witch hunt. They should forget about any reason that may have been behind it. There may have been justification for somebody else, but the fact that the police have been—this Committee should face the problem that they are doing this in other ways. We have allowed this kind of invasion for coffee and a number of other reasons that probably we should look at too. The invasion of police forces without the express permission of Parliament in that building at all is really the privilege.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** On a point of order, Mr. Chairman. I could direct an inquiry to Mr. Maingot who has had more experience here than perhaps many of us have, to determine from him what the practice has been relative to whether we proceed in this Committee with a presentation of the law or of the facts first.

**Mr. Nielsen:** Before he is heard from on that point of order, I would like to have a few more words. But I will defer to other members first.

**The Chairman:** Just a minute, please. I believe we have something before us. We have terms of reference of the House. We have the report of your subcommittee. It is, of course, up to the members to decide the way we will proceed. But first, I believe it is not now in order to call any witness to advise us of how we should proceed. It may come up later on. I do not know.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I am sorry. Perhaps I was not clear, sir. I was simply asking for guidance to the Committee as to how this Committee has proceeded in the past. I think the precedent of our past practice would be guidance to us now. I am not going to insist on the point, but I think it would be helpful.

[Interprétation]

Je crois qu'il y a très peu de temps M. Maingot a préparé un document à cet effet pour un autre comité parlementaire, pour le Comité de procédures. C'est un document assez étendu, et il est disponible. Je crois qu'il nous sera utile dans ce cas.

J'encouragerai très vivement ce comité de ne pas se mettre à même d'être à la fois le juge et le jury sur un sujet jusqu'à ce qu'ils aient pris la décision que, oui ou non, le seul sujet dont il s'agit est le privilège de non pas un député, mais un député dans la structure parlementaire qui est protégée contre le genre d'invasions qui s'est passé, selon le député. Je crois que ce Comité doit avoir comme but d'établir si, oui ou non, ceci s'est passé et si, oui ou non, c'est admissible. Si ce n'est pas admissible, les jeux n'ont pas d'importance. S'ils ne sont pas censés être ici du tout, il s'agit de quelque chose de très important.

Il y a plusieurs mois, un autre député et moi, nous avons reçu ce groupe de personnes de faible revenu de Montréal qui n'est pas un groupe très tranquille. On nous a permis d'utiliser la salle du Comité des chemins de fer. Avec ce groupe sont arrivés 8 ou 10 gendarmes. Je leur ai dit: «Vous savez que vous n'avez aucun droit d'entrer ici, allez-vous-en.» Ils savaient qu'ils n'avaient pas le droit d'y être, et ils s'en sont allés. Ils sont partis. C'est assez fondamental. Ils y sont seulement par invitation. Nous devrions savoir si oui ou non l'Orateur a donné cette permission, et ceci est véritablement un privilège. Si ceci se passe—peu importe pourquoi—c'est le privilège.

J'encouragerai vivement le Comité à prendre garde avant de faire une chasse aux sorcières. Ils doivent oublier toute raison qui aurait occasionné. Il y aurait pu être peut-être une justification pour quel'un d'autre mais je sais que la police a été... le Comité doit faire face au problème qu'elle fait dans d'autres manières. Nous avons admis ce genre d'invasions pour le café et pour certaines autres raisons que nous devrions probablement étudier aussi. L'invasion de la police sans la permission expresse du Parlement dans ce bâtiment constitue vraiment le privilège.

**M. Clark (Rocky Mountain):** En rappel au Règlement, monsieur le président. Je pourrais poser une question à M. Maingot qui a plus d'expérience que, peut-être, la plupart d'entre nous, à savoir quelle a été la coutume en ce qui concerne la procédure dans ce comité: Devrions-nous continuer avec une présentation de la Loi, ou des faits tout d'abord?

**M. Nielsen:** Avant de répondre au règlement, j'aimerais dire quelques mots de plus. Mais, je vais m'incliner devant les autres députés avant.

**Le président:** Un instant, si l'un d'eux vous plaît, je crois que nous avons quelque chose devant nous. Nous avons le mandat de la Chambre. Nous avons le rapport de votre sous-comité. C'est, bien entendu, le droit des députés de décider la manière dont nous allons procéder. Cependant, tout d'abord, je crois que maintenant il n'est pas admissible de demander à un témoin de nous dire comment nous devrions procéder. Peut-être la question va se présenter plus tard, je ne sais pas.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je m'excuse. J'ai peut-être été un peu vague, monsieur. Je voulais tout simplement demander de la direction au nom du Comité quant aux manières de procéder qu'a suivies ce Comité antérieurement. Je crois que le précédent de notre coutume antérieure pourrait nous gouverner maintenant. Je ne veux pas insister sur ce point, mais je crois qu'il nous serait utile.

[Text]

**The Chairman:** We will have to read the terms of reference of the House first. Mr. Caccia.

**Mr. Caccia:** Thank you, Mr. Chairman. I would like to speak on the subamendment put forward by Mr. Barnett, and to support it. It seems to me that if members of the Conservative Party wish to embark upon a very thorough analysis as to what the privileges of members of Parliament are, they are perfectly entitled to do that. I can think of more urgent things that are to be done by M.P.s these days, considering the questions that are facing us on a daily basis. Therefore to me that matter is of a very low priority. Indeed, I would have to admit, of course, that to me the question is in my mind in terms of privileges of members of Parliament being nothing less and nothing more than the privileges of the average Canadian citizen. But what is before us here, Mr. Chairman, is your subcommittee report, the proposal that we proceed with questioning the witnesses in the order that you put them. The amendment by Mr. Barnett makes sense. Let us get going because time is valuable and then if we want to indulge in an exercise of contemplation of our own navels, perhaps let us do it later. Right now, let us get along, Mr. Chairman, and I will support Mr. Barnett's amendment.

**The Chairman:** Yes. Mr. Stewart.

• 1050

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Mr. Chairman, I personally would find it to be extremely helpful were we to hear and from the outset an expert dissertation on the interpretation of the word "privilege" so that I might relate in an ongoing way the facts which subsequently come forward. It would be tremendously helpful to me who is neither presumed to know nor do I know the complete interpretation of that word which, of course, is extremely important in my mind to know and prior to our commencement of hearing witnesses giving the facts.

**The Chairman:** Mr. Ritchie.

**Mr. Ritchie:** Mr. Chairman, I would like to say I was on this Procedure and Organization Committee when Mr. Maingot made his report. I was quite interested in the privilege and it was quite instructive. It is really not very long actually and for those who like myself never quite understood the question of privilege—and I suppose one never really completely does—I would think it is very important. It seems to me the important thing is to decide whether the police have the right to come into this building, not what they did.

**The Chairman:** Mr. McKinley.

**Mr. McKinley:** Further to what Mr. Stewart mentioned I believe, if you remember, in the steering committee we did have some discussion as to what the privileges of a member are or are not. I understood that we would have something at the beginning here in the way of an explanation towards that. About your suggestion that Mr. Maingot should not be asked a question, it would seem to me that in his capacity as Law Officer of the House of Commons, a committee is entitled at any time to direct a question to him for understanding of a situation. He does not necessarily have to be a witness or in a capacity as an official witness. It seems to me that has been done in committees many times. I remember in the Agricultural Committee we often referred questions even to see whether an amendment was in order.

[Interpretation]

**Le président:** Il nous faudra d'abord lire le mandat de la Chambre. Monsieur Caccia.

**M. Caccia:** Merci, monsieur le président. J'aimerais m'adresser au sous-amendement qui a été présenté par M. Barnett, et j'aimerais l'appuyer. Il me semble que si les députés du parti Conservateur veulent commencer une analyse approfondie sur ce qui constitue les privilèges des députés, ils en ont parfaitement le droit. Je peux penser au sujet de plusieurs gens qui ont affaire à des députés de ces jours-ci, prenant en considération les questions qui nous attendent quotidiennement. Ainsi, à mon avis, ce sujet est de très basse priorité. En fait, je dois admettre bien sûr qu'à mon avis la question se pose dans les termes suivants c'est-à-dire que les privilèges des députés doivent être ni moins ni plus que les privilèges qu'ont les citoyens canadiens moyens. Toutefois, monsieur le président, nous avons devant nous le rapport de notre sous-comité, qui propose que nous commençons à questionner les témoins selon l'ordre que vous choisissez. L'amendement proposé par M. Barnett est bien intelligent. Commençons tout de suite parce que nous n'avons pas de temps à perdre et puis si nous voulons faire des exercices de méditation nous pourrions les faire plus tard. Mais à ce moment il faut commencer, monsieur le président, et j'apprécie l'amendement proposé par M. Barnett.

**Le président:** Oui. Monsieur Stewart.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Monsieur le président, je crois qu'il serait très utile d'entendre tout au début une déclaration d'un expert sur le sens du mot "privilege" afin que je puisse raconter de façon permanente les faits qui viennent en discussion par la suite. Cela me serait très utile car je ne suis pas supposé connaître et en fait je ne connais pas l'interprétation complète de ce mot et, bien sûr, à mon avis il est extrêmement important de la savoir avant l'audition des témoins.

**Le président:** Monsieur Ritchie.

**M. Ritchie:** Monsieur le président, je voudrais dire que j'étais membre de ce comité de procédure et d'organisation quand M. Maingot a soumis son rapport. Je m'intéressais beaucoup à ce privilège, nous nous y sommes beaucoup instruits. Ce n'est pas vraiment très long et pour les personnes comme moi-même qui n'ont jamais tout à fait compris la question de privilège—et je suppose qu'on ne comprend jamais tout à fait—je pense que c'est très important. A mon avis, ce qui importe c'est de décider si la police a le droit d'entrer dans cet édifice, et non pas ce qu'ils ont fait.

**Le président:** Monsieur McKinley.

**M. McKinley:** Suite à ce dont M. Stewart a fait mention, je crois que dans le comité directeur nous avons délibéré de ce que sont les privilèges d'un député. J'avais compris qu'au début de cette réunion on nous donnerait une explication à ce sujet. Quant à votre suggestion qu'on ne devrait pas poser une question à M. Maingot, il me semble qu'en tant que légiste et conseiller parlementaire de la Chambre des communes, un comité a le droit de lui poser des questions à n'importe quel moment afin d'éclaircir une situation. Il ne doit pas nécessairement comparaître comme témoin ou comme témoin officiel. Il me semble qu'on a fait cela plusieurs fois dans les comités. Dans le comité agricole nous avons renvoyé des questions souvent même quand il s'agissait de savoir si un amendement était en ordre.



## [Texte]

**The Chairman:** It was just a reference to a question of procedures that are put in answer to the remark made by Mr. Clark. I did not say that it was not up to the members to ask for some clarification, to ask something of Mr. Maingot our law counsel who is here. As you may recall, in the steering committee yesterday I had already requested Mr. Maingot to try to present something to the members if the case were raised but it is a question of timing. Which way do we go? Do we start to hear evidence or do you want to prepare a report of what privilege is before we get the facts? It is simple as that to me. Mr. Benjamin.

**Mr. Benjamin:** Mr. Chairman, let us do this step by step. We have the subcommittee's report in front of us and Mr. Barnett's amendment. It seems to me we can deal with those. We can even adopt them both and then the next step is that we can discuss and decide on how we proceed from there. I do not think there is anything in the subcommittee's report that says in what order we are going to hear anybody or who we are going to hear first. I think we can get those out of the way. I would be quite prepared to accept the ideas of Mr. Nielsen and others of his group that we should hear from Mr. Maingot. Specifically when we hear from him, I am easy: the first, second, third or ninth. So what? Let us get going. Why not proceed in that manner—just step by step—and let us move.

**The Chairman:** Mr. Nielsen.

• 1055

**Mr. Nielsen:** I made my suggestion at the outset with the intention of being helpful. It is not, with respect to Mr. Poulin's similar situation, with respect to proceedings in a court of law, because there you know what the law is. What member here, may I ask through you, Mr. Chairman, knows what privilege it is that we are dealing with? And what member here knows the extent of that privilege? surely we must determine what the nature of the privilege is first, and the extent of it, before we can determine whether or not the subsequent facts are going to show any breach of that privilege.

The Speaker, in his remarks on page 6179 of *Hansard*, says that if ever there was an apparent breach of a member's privilege, this is it. What privilege, I ask members of the Committee? What privilege? Mr. Peters also raised the matter. By way of assumption, he obviously feels a privilege has been breached. And I am sure that we all in a vague way feel a privilege has been breached. But I like to know what privilege. Surely no member here—with great respect to all members of the Committee—can venture a definition of the privilege that has been referred to us. Surely, for the sake of order, this should be determined first, if for no other reason than to confine to the rules of relevancy the inquiry on the facts that is to follow. How on earth, Mr. Chairman, can we apply any rule of relevancy to these proceedings unless we define the nature of the privilege that is purported to have been breached?

I do not want to enlarge the work of this Committee to include an inquiry into the whole gamut of privileges of members. That was not my intention in making the suggestion in the first place. All that I am suggesting is that we should attempt to define the limits of the privileges as they apply to members within the confines or the precincts of Parliament. What are the precincts of Parliament? Do they include all the buildings in which members have their offices? Do they include the grounds? Surely

## [Interprétation]

**Le président:** Je parlais simplement des procédures qui sont déposées, en réponse aux commentaires de M. Clark. Je n'ai pas dit que les membres n'avaient pas le droit de demander des éclaircissements, ou de poser des questions à M. Maingot notre conseiller juridique, qui est présent. Hier, dans le comité directeur j'avais déjà demandé à M. Maingot d'essayer de faire une présentation aux députés le cas échéant mais c'est une question de réglage. Qu'est-ce que nous allons faire? Allons-nous d'abord écouter le témoignage ou voulez-vous préparer un rapport au sujet de, est-ce que c'est le privilège avant d'examiner les faits? C'est tout, il me semble. Monsieur Benjamin.

**M. Benjamin:** Monsieur le président, nous devrions faire ceci pas à pas. Nous avons devant nous le rapport du sous-comité et l'amendement de M. Barnett. Je crois que nous pouvons examiner cela. Nous pouvons même les adopter et par la suite nous pourrions parler et prendre une décision quant à la prochaine étape. A mon avis, il n'y a rien dans le rapport du sous-comité qui indique l'ordre dans lequel nous allons écouter les témoins ou qui sera le premier témoin. Je pense que nous pouvons régler cela d'abord. Je serais prêt à accepter les motions de M. Nielsen et d'autres membres de son groupe que nous devrions écouter M. Maingot. Cela m'est égal s'il est le premier, le deuxième, le troisième ou le neuvième. Cela n'a pas d'importance. Commençons. Pourquoi ne pas agir de cette façon, étape par étape, et commençons.

**Le président:** Monsieur Nielsen.

**M. Nielsen:** J'ai fait cette proposition dès le début afin de me rendre utile. Il ne s'agit pas, en ce qui concerne cette même situation de M. Poulin, des procédures dans un tribunal car dans ce cas vous connaissez la loi. Quel est le député qui sait de quel privilège nous traitons ici? Quel est le député qui en connaît toutes les implications? Il n'y a pas de doute que nous devons tout d'abord déterminer la nature du privilège et son ampleur avant de pouvoir établir si oui ou non l'effet subséquent indique qu'il y a violation de ce privilège.

L'Orateur, dans ses remarques à la page 6179 du *Hansard* indique que s'il y a eu violation apparente du privilège d'un député cela suffit. Mais de quel privilège s'agit-il je le demande aux membres du Comité? M. Peters a aussi soulevé cette question. Je suppose que de toute évidence il y a eu violation de privilège; je pense que nous croyons tous un peu que tel est le fait. Mais j'aimerais savoir de quel privilège il s'agit; et avec tout le respect que je dois aux membres du Comité je crois pouvoir dire qu'aucun député ici ne pourra nous donner une définition du privilège en cause. Pourtant ceci devrait être déterminé dès le début ne fût-ce que pour établir la nature appropriée de l'enquête par rapport au fait. Comment pouvons-nous dire que ces procédures sont appropriées sans définir la nature du privilège qui est censé avoir été violé?

Je ne voudrais pas obliger le comité à inclure dans son enquête toute la gamme des privilèges des députés. Ce n'était pas là à l'origine mon intention; tout ce que je propose c'est que nous essayions de définir les limites des privilèges tels qu'ils s'appliquent aux députés dans l'enceinte du Parlement. En quoi consistent ces édifices? S'agit-il de tous les édifices où les députés ont leur bureau? Est-ce que ceci inclut les terrains? Il nous faut très certainement définir tout ceci avant de nous lancer dans une

[Text]

this must be defined before we can embark on any intelligent confined inquiry with respect to the reference of the House.

**The Chairman:** Well, on the question of procedure I would agree with you, Mr. Nielsen, provided the information you want the members to receive about what the privilege is be related in the terms of reference.

**Mr. Nielsen:** Oh, yes and incident.

**The Chairman:** Otherwise we will have to report to the House and ask for more precise terms of reference.

**Mr. Nielsen:** Mr. Chairman, let me make it perfectly clear that I am not suggesting that we embark on an infinite inquiry into the whole of the nature of the privileges of members of Parliament. I think what we have to do here is to define a member's privilege in so far as it relates to these words, "the precincts of Parliament". And that is all. And when we have done that then we can embark, with the greatest respect, on an attempt to prepare a report to the House as to whether or not the facts that will be presented to us constitute a breach of the privileges of a member of Parliament within the precincts of Parliament.

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, would the member define what the precincts of Parliament are.

**Mr. Nielsen:** I think that is part of our job, because it is not defined.

**Mr. Caccia:** Mr. Macquarrie indicated to us that when he was the Chairman of this Committee on previous incidents he started the hearings with a similar exercise of the kind that Mr. Nielsen is now suggesting. Obviously that exercise in the past must have produced either positive or negative results. If it produced positive results then let us have them, because other members of Parliament before us have already engaged in this exercise. Otherwise Mr. Macquarrie would not be here today to tell us that. If it has produced negative results then let us find out why because if the exercise was futile then we are embarking once again on another futile exercise. Mr. Chairman, I think we have to have something before us that is more important than a geographic definition for the purposes of drafting a map to know which is within the precincts and which is not. I think there is something before us that is more important than that. You have a subamendment before you, you have a report before you, so let us take a vote and let us make a decision.

**The Chairman:** Mr. Benjamin.

• 1100

**Mr. Benjamin:** Surely that is the procedure, Mr. Chairman. Let us deal with the amendment and the report. Let us get those out of the way, whatever happens to them. Mr. Nielsen can make a motion as to what we do next. If he would like to move that we hear Mr. Maingot prior to hearing witnesses or whatever, fine, but let us move.

**Mr. Nielsen:** Okay. Perhaps I could do that by advancing a subamendment then that the order of the calling of witnesses should be Mr. Maingot, Dr. Ollivier, Mr. Hopkins, and then, subject to the decision of the steering committee and its recommendations, the calling of further witnesses after that.

[Interpretation]

enquête intelligente dans le cadre du mandat de la Chambre.

**Le président:** En ce qui concerne la question de procédure, je serais d'accord avec vous, monsieur Nielsen, à condition que ces renseignements que vous voulez que les députés connaissent au sujet du privilège entrent dans le cadre du mandat.

**M. Nielsen:** Oui, et en découle.

**Le président:** Autrement nous devons faire rapport à la Chambre et demander un mandat plus précis.

**M. Nielsen:** Monsieur le président, il faut bien comprendre que je ne propose pas que nous nous lancions dans une enquête indéfinie sur toute la nature des privilèges des députés. Je crois que nous devons ici définir le privilège du député dans le contexte de ces mots: «dans l'enceinte du Parlement». Ceci, fait alors nous pouvons nous lancer, avec le plus grand respect, dans la préparation d'un rapport pour la Chambre indiquant si oui ou non les faits qui nous seront présentés constituent une violation du privilège d'un député dans l'enceinte du Parlement.

**M. Poulin:** Monsieur le président, est-ce que le député pourrait nous définir ce qu'est l'enceinte du Parlement.

**M. Nielsen:** Je crois que ceci fait partie de notre travail car ce n'est pas défini.

**M. Caccia:** M. Macquarrie nous a indiqué que lorsqu'il était président du comité lors des précédents incidents il avait commencé des audiences par le même genre de travail que M. Nielsen nous propose en ce moment. Il n'y a pas de doute qu'il a dû y avoir des résultats positifs ou négatifs de ce travail dans le passé. S'il y a eu des résultats positifs alors sortons-les puisque d'autres députés s'en sont déjà occupés avant nous. Sinon, M. Macquarrie ne serait pas ici aujourd'hui pour nous déclarer ceci. Si les résultats ont été négatifs alors essayons de savoir pourquoi cet exercice a été futile car dans ce cas nous nous lançons aussi dans un exercice futile. Monsieur le président, je crois qu'il nous faut obtenir plus qu'une définition géographique qui nous permettrait de tracer une carte indiquant ce qui se trouve dans l'enceinte du Parlement et ce qui ne s'y trouve pas. Je crois qu'il y a quelque chose devant nous qui est plus important que ceci. Vous avez un sous-amendement devant vous, vous avez un rapport devant vous, alors votons et prenons une décision.

**Le président:** Monsieur Benjamin.

**M. Benjamin:** C'est sûrement la procédure, monsieur le président, n'est-ce pas? Occupons-nous de l'amendement et du rapport. Débarrassons-nous de ces deux, n'importe ce qui leur arrive. M. Nielsen peut proposer une motion quant à ce que nous devrions faire par la suite. S'il veut proposer que nous entendions M. Maingot avant d'entendre les témoins, c'est très bien, mais faisons quelque chose.

**M. Nielsen:** D'accord. Peut-être que je pourrais le faire en proposant un sous-amendement à l'effet que l'ordre d'appel des témoins doit être: M. Maingot, M. Ollivier, M. Hopkins, et puis, sous réserve de la décision du comité directeur et de ses recommandations, on pourra appeler d'autres témoins par la suite.

[Texte]

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, I understood the member to say he did not want to go into an exhaustive study of privilege and now he has called three Parliamentary counsels to give opinions on it. Cannot we do with our own Parliamentary counsel, Mr. Maingot, who is eminently qualified to define this for the purposes set out by the member? Why go into three Parliamentary counsels, one retired, the existing one, and one from the other place?

**An hon. Member:** Let us go to Dr. Ollivier only.

**Mr. Poulin:** Why do we not go to the United States and get some of their guys, too? I just do not see it.

**Mr. Nielsen:** I simply suggested that because I am sure all members, including Parliamentary counsel, would be most pleased to have the benefit of the long years of expertise that Dr. Ollivier has acquired before the Committee. As Mr. Poulin knows, Dr. Ollivier is an author and a recognized expert throughout the Commonwealth on Parliamentary practice and this kind of stature would be extremely advantageous.

**The Chairman:** I am quite ready to receive any motion or any amendment, but before I put the subamendment, I will recognize Mr. O'Connor as I indicated to him I would.

**Mr. O'Connor:** I have one short point, Mr. Chairman, in support of Mr. Nielsen's latest remarks that we deal with the definition of privilege first. Mr. Caccia, in his second last set of remarks, indicated that the rights and privileges of a member are clear, that they are the same as for any law-abiding Canadian citizen. I disagree heartily on that point and, as we can see already, we have a disagreement as to what are the rights and privileges of a member of Parliament, vis-à-vis the confines of Parliament Hill and if we have a disagreement between two members at this stage, surely, Mr. Chairman, we should define, before going into the facts, the confines of Parliament and what are the privileges of members within those confines or rather, precincts, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Related to the terms of reference, I would agree, but otherwise I think this motion would not be acceptable to the Chair.

**Mr. O'Connor:** I am not making any kind of a motion. I am making some comments.

**Mr. Peters:** Mr. Chairman . . .

**The Chairman:** Yes, Mr. Peters.

**Mr. Peters:** . . . on a point of order, I would think the subamendment is not in order. If you were to vote on the subamendment, you would then make a decision that would nullify both the amendment and the motion by calling these people. If you accepted the subamendment, then you would nullify both the motion and the amendment to the motion. I would suggest the subamendment, Mr. Chairman, is not in order at this time, that it is a separate matter of procedure not related to the motion or the amendment.

[Interprétation]

**M. Poulin:** Monsieur le président, je crois comprendre que le député a dit qu'il ne voulait pas commencer l'étude approfondie de privilège et maintenant il a appelé trois conseillers parlementaires pour nous donner leurs opinions là-dessus. Ne pourrions-nous pas nous contenter de notre propre conseiller parlementaire, M. Maingot, qui est digne au premier chef de la définir aux fins décrites par le député? Pourquoi y entraîner trois conseillers parlementaires, un qui a pris la retraite, le conseiller actuel, et celui de l'autre endroit?

**Une voix:** Consultons le docteur Ollivier tout simplement.

**M. Poulin:** Pourquoi ne pas aller aux États-Unis et trouver quelques-uns de leurs conseillers aussi? Je ne vois pas la logique.

**M. Nielsen:** Je l'ai tout simplement suggéré parce que je suis certain que tous les députés, y compris le conseil parlementaire, seraient très contents de profiter des longues années d'expertise qu'a acquises le docteur Ollivier devant le Comité. Comme M. Poulin le sait, le docteur Ollivier est un écrivain et un expert reconnu à travers le Commonwealth sur la procédure parlementaire. Ce genre de statut serait extrêmement avantageux.

**Le président:** Je suis tout à fait prêt à recevoir toute motion ou tout amendement, mais avant que je mette le sous-amendement aux voix, je veux reconnaître M. O'Connor, comme je lui ai dit que je le ferais.

**M. O'Connor:** J'ai un point très bref, monsieur le président, pour appuyer les derniers commentaires de M. Nielsen à l'effet que nous nous occupons de la définition des privilèges tout d'abord. Dans ses commentaires, M. Caccia a indiqué que les droits et privilèges d'un député sont nets, qu'ils sont les mêmes que ceux de n'importe quel citoyen canadien qui observe la loi. Je ne suis pas du tout d'accord sur ce point et, comme nous pouvons le voir déjà, nous ne sommes pas d'accord quant à ce qui constitue les droits et privilèges d'un député vis-à-vis les limites de la colline du parlement. Si nous avons déjà deux députés qui ne sont pas d'accord, nous devrions, n'est-ce pas, monsieur le président, avant de considérer les faits, définir les limites du parlement et ce que sont les privilèges des députés à l'intérieur de ces limites ou plutôt de ses environs, monsieur le président.

**Le président:** Ayant rapport au mandat, je serais d'accord, mais autrement je crois que la présidence trouverait cette motion inadmissible.

**M. O'Connor:** Je ne fais pas de motion du tout, je fais des commentaires.

**M. Peters:** Monsieur le président . . .

**Le président:** Oui, monsieur Peters.

**M. Peters:** . . . un rappel au Règlement. Je crois que le sous-amendement n'est pas admissible. Si on met le sous-amendement aux voix, on prendrait par la suite une décision qui annulerait à la fois l'amendement et la motion en appelant ces personnes à comparaître. Si vous acceptez le sous-amendement, vous allez donc annuler à la fois la motion et l'amendement à la motion. Je suggérerais, monsieur le président, que le sous-amendement ne soit pas admissible à ce moment, qu'il s'agit d'une question de procédure distincte, n'ayant pas rapport ni à la motion ni à l'amendement.



[Text]

**Mr. Nielsen:** Mr. Chairman, that is certainly not my intention. On the point of order that has been raised by Mr. Peters, it certainly is not my intention to nullify the decision of the subcommittee to call the witnesses named on the notice. That is farthest from our minds. I am simply suggesting that we hear evidence from the experts first and I have no intention whatsoever to nullify the calling of the witnesses on the notice. I make that very clear.

**Mr. Benjamin:** I suggest, Mr. Chairman, that we deal with the amendment before us. I take it that the report of the subcommittee does not require that we call the witnesses first, second and third, in the order in which they are listed on the notice. We can decide after we have dealt with the amendment and the report, either by a motion from Mr. Nielsen or by general agreement who we are going to hear first.

• 1105

I just throw that out. I have no objection particularly to Mr. Nielsen's motion, but let us decide who we are going to hear first, after we have dealt with the report. The report suggests three people we should call. It does not say when we should call them. The amendment deletes one of the persons on the notice. That is all.

**Mr. Nielsen:** Mr. Chairman, if you follow that suggestion, we will not get Mr. Maingot, because the notice lists the witnesses to Miss MacDonald, Miss Gelber and L. Col. Currie. The witnesses I have suggested are three entirely new ones which are added to that notice. By following the suggestion that has been advanced, it would eliminate that.

**Mr. Barnett:** Mr. Chairman, when I moved my amendment, I was doing so on the basis of hearing verbally the report of the subcommittee.

**Mr. Nielsen:** We have heard it.

**Mr. Barnett:** If I recall correctly the report of the subcommittee, which differs from what is on our printed notice, the people named on the notice also included Mr. Maingot and Mr. Battle. I may be in error in my recollection of that, but as I heard it read out by the Chairman, I thought we had in effect five witnesses on that list, one of whom was Mr. Maingot, and the three who are listed on our notice and Mr. Battle from Indian Affairs. My subcommittee simply moved to delete the name of Mr. Battle from the witnesses, leaving four. If that is the fact, then Mr. Benjamin's suggestion that we deal with the report and then by motion decide which one of the remaining four we call first would be a very simple procedure.

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, surely there are going to be other witnesses called. We are going to hear the member's side of the story, and surely we are going to hear the police side too. I do not think there is any intention in that notice mentioning only four witnesses to limit this inquiry on the facts to only four.

**The Chairman:** Mr. Stewart.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Mr. Chairman, I regret that there is probably in Mr. Nielsen's subamendment a time-consuming and unnecessary redundancy. If (a) can give us a very clear definition of the word "privilege", I see no reason why we should also call upon (b) and (c) to give us the same interpretation. I certainly agree

[Interpretation]

**M. Nielsen:** Monsieur le président, ceci n'est certainement pas ce que je voulais faire. Quant au rappel au Règlement qui a été relevé par M. Peters, il n'entre certainement pas dans mes intentions d'annuler la décision du sous-comité, c'est-à-dire d'appeler les témoins cités sur l'avis. C'était le plus éloigné de mes intentions. Je suggère tout simplement que nous entendions les témoignages tout d'abord des experts, et je n'ai aucune intention d'annuler l'appel des témoins sur l'avis. J'insiste que cela soit bien compris.

**M. Benjamin:** Monsieur le président, je suggère que nous nous occupions de l'amendement qui est devant nous. Je crois comprendre que le rapport du sous-comité n'exige pas que nous appelions les témoins en premier, deuxième et troisième lieu, d'après l'ordre dont ils apparaissent sur l'avis. Nous pouvons décider après avoir traité l'amendement et le rapport, soit par voie d'une motion proposée par M. Nielsen, soit pas un accord général quant à quels témoins nous allons entendre en premier lieu.

Je vous propose cela. Je n'ai rien contre la motion de M. Nielsen, toutefois nous devons prendre une décision à savoir qui sera le premier témoin, quand nous aurons examiné le rapport. Le rapport suggère trois témoins possibles. Il n'indique pas dans quel ordre nous devrions les entendre. L'amendement a choisi le nom d'une personne sur avis. C'est tout.

**M. Nielsen:** Monsieur le président, si vous adoptez cette recommandation, nous n'aurons pas M. Maingot, car l'avis limite les témoins à M<sup>lle</sup> MacDonald, à M<sup>lle</sup> Gelber et le lieutenant-colonel Currie. Les témoins que je suggérerais sont trois autres personnes différentes. Si l'on adopte cette recommandation on éliminerait cela.

**M. Barnett:** Monsieur le président, quand j'ai proposé mon amendement, je le fondais sur la lecture verbale du rapport du sous-comité.

**M. Nielsen:** Nous l'avons entendu.

**M. Barnett:** Si je me souviens correctement du rapport du sous-comité qui diffère de ce qu'il est imprimé sur notre avis, M. Maingot et M. Battle sont parmi les gens nommés dans cet avis. Il est possible que j'ai tort mais il m'a semblé que d'après ce que le président a eu, nous avions sur cette liste-là 5 témoins, y compris M. Maingot, et les trois personnes qui sont nommées sur notre avis et M. Battle des Affaires indiennes. Dans mon amendement je proposais simplement de rayer le nom de M. Battle, ce qui nous donnerait 4 témoins. Dans ce cas, la suggestion de M. Benjamin que nous examinions ce rapport et que nous décidions par la suite qui sera le premier témoin, serait une procédure très simple.

**M. Poulin:** Monsieur le président, on va sûrement appeler d'autres témoins. Nous allons écouter le témoignage du député, et par la suite nous allons écouter le témoignage de la police. Je ne pense pas que l'on ait l'intention de limiter cette enquête à 4 témoins, simplement parce que l'avis ne fait mention que de 4 témoins.

**Le président:** Monsieur Stewart.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Monsieur le président je regrette que le sous-amendement de M. Nielsen est en partie superflu. Si (a) peut nous donner une définition nette du mot «privilege», je ne vois pas pourquoi nous devrions aussi appeler (b) et (c) pour nous donner la même interprétation. Je suis d'accord avec la teneur de

## [Texte]

with the purport of your subamendment, but I think it to be not necessarily essential that we hear it from three people if, in fact, one can give it to us.

**Mr. Nielsen:** I will change my subamendment then to say "and Dr. Ollivier and Mr. Hopkins if necessary".

**Le président:** Monsieur Côté.

**M. Côté:** Monsieur le président, j'ai entendu votre rapport, le rapport du sous-comité et la volonté d'à peu près tous les députés qui interprètent chacun à sa façon ce qu'il faut faire. Cela fait à peu près une heure et dix qu'on discute de ce que nous devons faire. Comme membre du Cpmité, ce qui m'intéresse et ce qui est mon devoir, c'est de rendre justice au député, à M<sup>lle</sup> MacDonald, qui a rapporté qu'elle avait été lésée dans ses droits. De la Chambre, nous avons reçu un ordre, et je pense que notre rôle, au départ, serait de s'occuper d'un des membres du Parlement qui semble avoir été lésé dans ses droits; pour savoir si tel est le cas, il aurait fallu entendre son témoignage, puis celui du colonel Currie et continuer mais pas s'étendre comme maintenant et laisser chacun se répéter.

A mon avis, il faudrait passer à l'action le plus vite possible, et la personne qui mérite d'être entendue le plus rapidement possible c'est celle qui a été lésée dans ses droits, M<sup>lle</sup> MacDonald.

**Le président:** Monsieur Marchand.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Mr. Chairman, on a point of order. I hope we can get going soon and get into the relevancy of this whole case. I think Mr. Nielsen's suggestion that we call an expert, and his willingness to amend his subamendment, was good. I think we need only one of those persons. Mr. Maingot could certainly give us everything we require in the matter of the precincts of Parliament. I think we are all concerned about the honourable member's privilege that she raised in the House, and I think we want to get at the relevant facts. I hope that by listing all of these people in the motion that we certainly do not intend to limit the witnesses that we will call, because I think we should call every relevant witness possible. We certainly cannot leave the police officers out.

**An hon. Member:** Why not?

• 1110

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Well, we should not. We must hear them, we must hear their side. If it is relevant we should hear their side of the story. Poor old police officers are always the big bad guys, and I really think that if there is a question that is relevant and there is something that they could add to this situation regarding privilege, then I think we should hear their side of the story. This is why I am concerned.

**Mr. Benjamin:** Let us not get into that now. I move that the question be put.

**The Chairman:** There is first the report of the steering committee and an amendment put by Mr. Barnett that the name of Mr. R. F. Battle be struck from the list of witnesses. Also, Mr. Nielsen moved a subamendment to add, after the list of witnesses, that the committee call as its first witnesses Mr. Maingot and, if necessary, Dr. Ollivier and Mr. Hopkins to give evidence.

## [Interprétation]

votre sous-amendement, mais à mon avis il n'est pas essentiel d'écouter trois témoins si, en fait, un nous suffit.

**M. Nielsen:** Dans ce cas je modifierai mon sous-amendement pour dire «et le docteur Ollivier et M. Hopkins si nécessaire».

**The Chairman:** Mr. Côté.

**Mr. Côté:** Mr. Chairman, I have heard your report, that of the subcommittee and the wish of almost all the members who each interpret in their own way what must be done. We have now been discussing what we should do for about one hour and ten minutes. As a member of the committee, my interest and my duty is to do justice to the hon. Member, Miss MacDonald, who reported that she had suffered a breach of privileged. We have received an order from the House of Commons and I think that our role, from the outset, should be to turn our attention to a member of Parliament whose rights seem to have been infringed; in order to find out whether this is the case, we should first listen to her testimony, then to that of Colonel Currie and go on from there and not to carry on as we are doing now, having everyone repeat himself.

In my view, we must take action as quickly as possible, and the person who deserves to be heard as quickly as possible is the person whose right has been infringed, that is Miss MacDonald.

**The Chairman:** Mr. Marchand.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Monsieur le président, je voudrais faire appel au Règlement. J'espère que nous pourrions bientôt commencer à examiner ce cas. Je crois que la suggestion de M. Nielsen que nous appelons un expert, et sa volonté d'amender son sous-amendement, est une bonne chose. A mon avis, nous n'avons besoin que d'une de ces personnes. M. Maingot peut certainement nous dire tout ce dont nous avons besoin quant aux enceintes du Parlement. Le privilège que l'honorable député a évoqué à la Chambre nous préoccupe tous, et je pense que nous voulons réunir les faits pertinents. J'espère qu'en énumérant toutes ces personnes dans la motion que nous n'avons pas l'intention de limiter le nombre des témoins que nous appellerons, car à mon avis nous devrions convoquer toute personne susceptible de nous éclairer. Il n'est pas pensable d'écarter les officiers de police.

**Une voix:** Pourquoi pas?

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Nous ne le devrions pas. Nous devons les entendre, nous devons entendre ce qu'ils ont à dire. Nous devrions entendre leur interprétation des faits. Les pauvres vieux officiers de police sont toujours les méchants, et à mon avis, s'il y a une question pertinente et s'il y a quelque chose qu'ils puissent ajouter en ce qui concerne ce privilège, je pense que nous devrions les entendre. C'est pourquoi je suis inquiet.

**M. Benjamin:** Ne nous laissons pas entraîner là-dedans maintenant. Je propose que la motion soit mise aux voix.

**Le président:** Il y a d'abord le rapport du comité directeur et l'amendement présenté par M. Barnett voulant que le nom de M. R. F. Battle soit supprimé de la liste des témoins. Également, M. Nielsen a proposé un sous-amendement pour qu'on ajoute, à la liste des témoins, que le Comité appelle comme premier témoin M. Maingot et, si nécessaire, M. Ollivier et M. Hopkins.

## [Text]

The question is first on the subamendment presented by Mr. Nielsen—to give a resume of it, or to read it again—that the first witness to be called will be Mr. Maingot and, if necessary, Dr. Ollivier and Mr. Hopkins before we hear the other witnesses be put in the report of the steering committee.

Subamendment agreed to.

**The Chairman:** The question is now on the amendment by Mr. Barnett that the name of Mr. R. F. Battle be struck from the list of witnesses—is this for today or for what?

**Mr. Nielsen:** Is that amendment in writing?

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Nielsen:** For the time being, perhaps.

**The Chairman:** On this amendment, Mr. Barnett, do you want to say that Mr. R. F. Battle will not appear if the Committee decides to do so?

**Mr. Barnett:** We could accept Mr. Nielsen's phrase and say unless necessary, or something to that effect. In my mind when I moved the motion it was really from this sitting of the Committee, not precluding the possibility that if facts put before the Committee made it necessary or desirable, that by motion we could ask him to appear at some time.

**The Chairman:** If it is for this meeting . . .

**Mr. Barnett:** For this meeting, yes.

**The Chairman:** Is it precisely sure? Perhaps we will not have a chance to reach his name. Would you then agree to withdraw your motion?

**Mr. Barnett:** No, Mr. Chairman, because the intent of my motion is that on the basis of anything I know at this moment it appears unnecessary and irrelevant to call anyone from the Department of Indian Affairs and Northern Development. Facts may be put before the committee that would make it appear necessary or obvious that we should hear certain people, just as facts may appear which will make it necessary for us to ask the police officers to attend.

**Mr. Nielsen:** If we pass that amendment we will never have an opportunity of hearing them even if we wanted to.

**Mr. Poulin:** We must not tie ourselves. If there are any relevant witnesses, whether they are on that list or not, they must have an opportunity to be heard if we so determine. I am prepared to vote for any amendment that will make this clear.

**the Chairman:** the question is on the motion that the name of Mr. R. F. Battle be struck from the list of witnesses for the present.

**Mr. Barnett:** Or for the time being.

**The Chairman:** All right.

Amendment negatived.

**The Chairman:** So I will start with Mr. Maingot.

## [Interpretation]

Il s'agit donc tout d'abord du sous-amendement présenté par M. Nielsen, à savoir que le premier témoin à être appelé soit M. Maingot et, si nécessaire, M. Ollivier et M. Hopkins, avant que nous n'entendions les autres témoins et que cela soit inscrit dans le rapport du Comité directeur.

Le sous-amendement est adopté.

**Le président:** Nous avons maintenant l'amendement de M. Barnett voulant que le nom de M. R. F. Battle soit supprimé de la liste des témoins . . . Vous voulez dire aujourd'hui?

**M. Nielsen:** Est-ce que cet amendement est écrit?

**Le président:** Oui.

**M. Nielsen:** Pour le moment, peut-être.

**Le président:** dans cet amendement, monsieur Barnett, voulez-vous dire que M. R. F. Battle ne paraîtra pas devant ce Comité si celui-ci en décide ainsi?

**M. Barnett:** Nous pourrions adopter la terminologie de M. Nielsen et dire «sous réserve de sa nécessité» ou quelque chose du même genre. Lorsque j'ai proposé cette motion, j'avais en fait à l'esprit cette réunion du comité, n'excluant pas la possibilité que si les faits déposés devant le comité rendaient nécessaire ou souhaitable que par une motion nous lui demandions de comparaître à une date ultérieure.

**Le président:** Si c'est pour cette réunion . . .

**M. Barnett:** Pour cette réunion, oui.

**Le président:** Est-ce bien certain? Nous n'irons peut-être même pas jusqu'à son nom. Seriez-vous d'accord alors pour retirer votre motion?

**M. Barnett:** Non, monsieur le président, car si je propose cette motion, c'est que pour le moment il me semble inutile et non nécessaire d'entendre un représentant du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. Il se peut que les faits dont sera saisi le Comité entraînent la nécessité d'entendre certaines personnes, tout comme les faits peuvent nous entraîner à demander la présence des officiers de police.

**M. Nielsen:** Si nous adoptons cet amendement, nous n'aurons jamais l'occasion de les entendre même si nous le voulons.

**M. Poulin:** Nous ne devons pas nous lier les mains. Si la présence de certains témoins est nécessaire, qu'ils figurent ou non sur la liste, il faut qu'ils aient la possibilité d'être entendus si nous en décidons ainsi. Je suis disposé à voter en faveur de tout amendement qui rendra ceci très clair.

**Le président:** Il s'agit donc de la motion voulant que le nom de M. R. F. Battle soit supprimé de la liste des témoins pour le moment.

**M. Barnett:** Ou jusqu'à plus amples entendus.

**Le président:** Très bien.

L'amendement est rejeté.

**Le président:** Je vais donc commencer avec M. Maingot.



[Texte]

**Mr. Benjamin:** Will we deal with the motion that we adopt the subcommittee report as amended?

**The Chairman:** Do you accept the report of your steering committee as amended? All those in favour? All those opposed?

Motion agreed to.

**The Chairman:** Mr. Maingot. Let us start with the star witness.

For the benefit of the members, yesterday I asked Mr. Maingot to present a draft of some of his comments as to the precise matter we have before us. I believe it should be distributed by our Clerk to the members.

**Mr. O'Connor:** On a point of order, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Yes.

**Mr. O'Connor:** Is there any indication as to how long we will sit this morning?

**The Chairman:** I am in your hands.

**An hon. Member:** I move we adjourn at 12 o'clock.

**Mr. Nielsen:** Let us aim for 12 o'clock and see how we go.

**The Chairman:** Mr. Maingot.

**Mr. Nielsen:** Does Mr. Maingot have copies of his presentation?

**The Chairman:** Yes.

**Mr. J. P. J. Maingot (Law Clerk and Parliamentary Counsel):** Mr. Chairman, I have made up a four-page brief for the Committee with respect to the privileges in general. I should say probably at the outset that privileges—probably the better way to express it are rights and immunities of members and of the House. To sum up, really the rights and immunities of members and of the House are whatever is necessary for the House and its members to perform their legislative functions. Those are the rights and immunities.

Now, that is a very general statement, and we speak of defining. But historically the privileges or rights and immunities of members have never been defined. The reason why historically is because it was felt at the time when the Crown was really running the show in the United Kingdom—and we got all our precedent from the United Kingdom—that should the House, or the House of Lords for that matter, attempt to define in concrete terms what their privileges are, or what their rights and immunities are, in that case then the Crown would take some steps to overcome that right and immunity. So that historically is the reason why privileges or rights and immunities of members in the House have never been defined.

Another reason of course is because—I will list what are considered the rights and immunities of the members individually and the rights and immunities of the House in its corporate capacity. But over and above that, there are acts, many acts, which could be considered contempts of Parliament. They are not listed, because they arise from time to time as in the case of this very unusual circumstance set forth by the member for Kingston and The Islands. We do not find really any precedents for that, and this is the case really I suppose where the Committee will have to determine whether the act complained of is an act which obstructs a member in performing his or her functions, or the House in performing its function as a legislative body.

[Interprétation]

**M. Benjamin:** Allons-nous mettre aux voix la motion visant à l'adoption le rapport du sous-comité tel qu'amendé.

**Le président:** Acceptez-vous le rapport de votre comité directeur tel qu'amendé? Tous ceux qui sont en faveur? Ceux qui sont opposés?

La motion est acceptée.

**Le président:** Monsieur Maingot. Commençons avec le témoin vedette.

Pour votre information, j'ai demandé hier à M. Maingot de présenter sous forme écrite son point de vue quant à la question à l'étude. Je pense que le greffier devrait distribuer ce texte aux députés.

**M. O'Connor:** J'invoque le Règlement, monsieur le président.

**Le président:** Oui.

**M. O'Connor:** Jusqu'à quand allons-nous siéger ce matin?

**Le président:** Je m'en remets à vous.

**Une voix:** Je propose d'ajourner à midi.

**M. Nielsen:** Fixons midi comme heure d'ajournement et nous verrons ensuite.

**Le président:** Monsieur Maingot.

**M. Nielsen:** M. Maingot a-t-il des copies de son exposé?

**Le président:** Oui.

**M. J. P. J. Maingot (Légiste et conseiller parlementaire):** Monsieur le président, j'ai rédigé un mémoire de 4 pages sur les privilèges parlementaires en général. Je commencerais par dire que les privilèges—un meilleur terme serait les droits et immunités des députés et de la Chambre. Pour résumer, les droits et immunités des députés et de la Chambre sont ce qui est nécessaire pour l'accomplissement de leur fonction législative. Voilà donc les droits et immunités.

C'est là une définition très générale et il s'agit pour nous de devenir plus précis. Historiquement, les privilèges ou les droits et les immunités des députés n'ont jamais véritablement été définis. La raison en est que au moment de la prépondérance de la Couronne en Grande-Bretagne—et tous nos précédents sont tirés de la coutume britannique—on a estimé que si la Chambre des communes ou la Chambre des Lords cherchait à définir en termes concrets leurs privilèges, ou leurs droits et immunités, la Couronne pourrait alors prendre des mesures pour contourner ces droits et cette immunité. Voilà donc la raison historique pour laquelle les privilèges des députés de la Chambre n'ont jamais été définis.

Je vais passer en revue tous les droits et immunités individuels des députés ainsi que les droits et immunités collectifs de la Chambre des communes. Mais par ailleurs, de nombreux actes pourraient être considérés comme un outrage au Parlement. Ils ne figurent pas dans une liste mais posent des problèmes de temps à autre comme c'est le cas aujourd'hui avec l'affaire qui nous est soumise par le député de Kingston-et-les-Îles. Il n'y a pas véritablement de précédents et il appartiendra au comité de décider si l'action faisant l'objet de la plainte constitue un empêchement pour un député à exercer ses fonctions ou un empêchement du fonctionnement collectif de la Chambre.

[Text]

I will read this. It will take only a few minutes; it is very brief.

On Tuesday, September 4 last, the following motion proposed by Miss Flora MacDonald and seconded by Mr. Fairweather was adopted by the House of Commons:

That all matters pertaining to the interrogation of myself and my staff on Friday last be referred to the Committee on Privileges and Elections for study and report.

The British North America Act, Section 18, provides as follows:

• 1120

18. The privileges, immunities, and powers to be held, enjoyed, and exercised by the Senate and by the House of Commons, and by the Members thereof respectively, shall be such as are from time to time defined by Act of the Parliament of Canada, but so that any Act of the Parliament of Canada defining such privileges, immunities, and powers shall not confer any privileges, immunities, or powers exceeding those at the passing of such Act held, enjoyed, and exercised by the Commons House of Parliament of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and by the Members thereof.

Pursuant to Section 18 of the B.N.A. Act Section 4 of the Senate and House of Commons Act was enacted, and it reads as follows:

4. The Senate and House of Commons respectively, and the members thereof respectively, hold, enjoy and exercise;

(a) such and alike privileges, immunities and powers at the time of the passing of the British North America Act, 1867, were held, enjoyed and exercised by the Commons House of Parliament of the United Kingdom and by the Members thereof, so far as the same are consistent with and not repugnant to that Act; and

(b) such privileges, immunities and powers as are from time to time defined by Act of the Parliament of Canada, not exceeding those at the time of the passing of such Act held, enjoyed and exercised by the Commons House of Parliament of the United Kingdom and by the members thereof respectively.

Generally speaking, therefore, we should look to Westminster to determine what privileges or, if you like, what rights and immunities the House of Commons and its members enjoy.

As a general proposition these rights and immunities of members and of the House of Commons commonly called privileges include all matters which are absolutely necessary for Parliament and its members to perform their legislative function.

Here is what May says at page 64 in the Eighteenth Edition.

Parliamentary privilege is the sum of the peculiar rights enjoyed by each House collectively as a constituent part of the High Court of Parliament, and by members of each House individually, without which they could not discharge their functions, and which exceed those possessed by other bodies or individuals. Thus, privilege, though part of the law of the land, is to a certain extent an exemption from the ordinary law.

[Interpretation]

Je vais lire donc de mon texte, cela demandera seulement quelques minutes car il est très bref.

Le mardi 4 septembre dernier, la motion suivante, proposée par M<sup>lle</sup> Flora MacDonald et appuyée par M. Fairweather a été adoptée par la Chambre des communes:

Que toutes les questions relatives à l'interrogation que mon personnel et moi-même avons subi vendredi dernier soient renvoyées au comité des privilèges et élections pour étude et rapport.

L'Acte de l'Amérique du Nord britannique, article 18, précise ce qui suit:

18. Le Sénat, la Chambre des communes et les membres de ces deux Chambres posséderont et exerceront les privilèges, les immunités et les droits que le Parlement du Canada aura, de temps à autre, déterminés par une loi; mais, en déterminant ces privilèges, immunités et droits, une loi du Parlement du Canada ne pourra en conférer de plus étendus que ceux que la Chambre des communes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et ses membres pourront alors posséder et exercer.<sup>(9)</sup>

Conformément à l'article 18 de la Loi sur l'Amérique Nord britannique, la Loi concernant le Sénat et la Chambre des communes a été adoptée et son article 4 se lit comme suit:

4. Le Sénat et la Chambre des communes, respectivement, ainsi que leurs membres respectifs, possèdent et exercent

a) les mêmes privilèges, immunités et attributions que possédaient et exerçaient, lorsque a été voté l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, la Chambre des communes du Parlement du Royaume-Uni, ainsi que ses membres, dans la mesure où ils ne sont pas incompatibles avec ladite loi; et

b) les privilèges, immunités et attributions qui sont de temps à autre définis par une loi du Parlement du Canada, n'excédant pas ceux que possédaient et exerçaient, respectivement, à la date de cette loi, la Chambre des communes du Parlement du Royaume-Uni et ses membres.

Il nous faut donc considérer à l'exemple de la Chambre des communes de Westminster pour déterminer quels droits et immunités les députés possèdent.

De façon générale ces droits et immunités des députés et de la Chambre des communes regroupent tout ce qui est absolument indispensable au Parlement et à ses membres dans l'exercice de leurs fonctions législatives.

Voici ce que dit May à la page 64 de la 18<sup>ième</sup> édition:

Le privilège parlementaire est la somme des droits particuliers dont jouissent collectivement l'une et l'autre Chambre en tant que partie constituante de la Haute Cour du Parlement, et les membres de chaque Chambre pris individuellement, sans lesquels ils ne pourraient exercer leurs fonctions, et qui dépassent ceux que possèdent d'autres organismes ou individus. Donc, les privilèges, même s'ils font partie de la loi du pays, sont dans une certaine mesure une exemption de la loi ordinaire.

## [Texte]

The distinctive mark of a privilege is its ancillary character. The privileges of Parliament are rights which are "absolutely necessary for the due execution of its powers" (c). They are enjoyed by individual Members, because the House cannot perform its functions without unimpeded use of the services of its Members; and by each House for the protection of its Members and the vindication of its own authority and dignity.

When a breach of one of these rights and immunities enjoyed by the House or its members occurs the offence is referred to as a contempt of Parliament.

I refer once again to May at page 65.

When any of these rights and immunities, both of the Members, individually, and of the assembly in its collective capacity, which are known by the general name of privileges, are disregarded or attacked by any individual or authority, the offence is called a breach of privilege, and is punishable under the law of Parliament. Each House also claims the right to punish actions, which, while not breaches of any specific privilege, are offences against its authority or dignity, ...

The House determines that.

... such as disobedience to its legitimate commands or libels upon itself, its officers or its Members. Such actions, though often called "breaches of privilege" are more properly distinguished as "contempts."

The privileges or rights and immunities enjoyed by members of the House individually are as follows, and these are recognized: freedom of speech. This comes from the Bill of Rights of 1689 and in there it refers to "in all proceedings of Parliament members have freedom of speech". It is not defined what proceedings of Parliament are, and the courts have had difficulty with it. It does not apply here.

Second is freedom from arrest in civil proceedings. That means that if a member has a judgment against him for debt and a court order issues to arrest him for not having paid that debt, for 40 days before and 40 days after a session, and during the session, he is immune from arrest. It is generally accepted as 40 days, and that comes from the Magna Carta. That is what that means. It does not mean anything else, because the members are, like everybody else, amenable to the criminal law.

With respect to the precincts of Parliament, as members have mentioned, I gave a brief before the Committee on Procedure and Organization. The only significance with respect to members in the criminal law regarding precincts is that members are, as I say, amenable to the criminal law, but the fact that they take place within the precincts might be a breach of the rights and immunities of the House—because it is an accepted view that members have been arrested right on the floor of the House of Commons. It happened in the last century in England. The House was not actually sitting at the time; it was immediately prior to the sitting starting. The police walked in, took this member away, the matter was referred to a Committee and the Committee came back with a report to the effect that although it was quite novel that a member should be picked up in the House—and he had been convicted of an offence, mind you—nevertheless they did not feel a breach of any right or immunity of the House had been effected.

## [Interprétation]

La marque distinctive du privilège est son caractère ancillaire. Les privilèges parlementaires sont des droits qui sont «absolument nécessaires à la bonne exécution de ces pouvoirs». En bénéficient les députés individuels, parce que la Chambre ne peut remplir ces fonctions si elle ne peut librement faire appel au service de ses membres, et par chaque Chambre pour la protection de ses membres et la préservation de sa propre autorité et dignité.

Lorsque une violation de l'un de ces droits et immunités se produit, le délit est appelé outrage au Parlement.

Je me reporte encore une fois à May à la page 65.

Lorsqu'un de ces droits et immunités, tant ceux des membres individuellement que de l'assemblée collectivement, auxquels on donne l'appellation générale des privilèges, est lésé ou attaqué par un individu ou par une autorité, l'infraction est appelée une atteinte aux privilèges et elle est punissable en vertu des lois du Parlement. Chaque Chambre se réserve également le droit de punir tout acte qui, bien que ne constituant pas une violation d'un privilège précis, est une atteinte à son autorité ou à sa dignité. ...

C'est la Chambre qui détermine cela.

... telle que désobéissance à ces ordres légitimes ou la diffamation de la Chambre elle-même, de ses représentants ou de ces membres. De tels actes, bien que souvent appelés «violation de privilèges» sont plus justement nommés «outrages».

Les privilèges ou droits et immunités dont jouissent les membres de la Chambre individuellement sont les suivants: Liberté de parole. Ce droit figure dans la figuration des Droits de 1689 où il est dit que «dans toutes les procédures du Parlement, les membres ont la liberté de parole». On ne définit pas ce que sont les procédures du Parlement et cela a posé des difficultés aux tribunaux. Cela ne s'applique pas ici.

Ensuite vient de l'exemption de l'arrestation lors d'une poursuite civile. Cela signifie que si un jugement pour dette a été rendu contre un député et qu'un mandat d'arrestation est émis contre lui 40 jours et 40 jours après une session, ainsi que durant une session, il bénéficie de l'immunité. Le délai généralement accepté est de 40 jours et cela provient de la Grande charte. Cela ne signifie rien d'autre parce que les députés sont comme tout le monde soumis au Droit criminel.

En ce qui concerne l'enceinte du Parlement, comme les députés l'ont mentionné, j'ai donné un mémoire à ce sujet devant le comité sur la procédure et l'organisation. L'importance de cette question est que bien que les députés soient soumis au Droit criminel, le fait que l'arrestation ait lieu dans l'enceinte du Parlement peut constituer une violation des droits et immunités de la Chambre. Néanmoins on a vu des députés arrêtés sur le parquet même de la Chambre des communes. Cela s'est produit au siècle dernier en Angleterre. La Chambre ne siègeait pas véritablement, mais elle était sur le point d'entrer en séance. La police a fait éruption et a arrêté ce député et la question a été soumise à un Comité et celui-ci, dans son rapport, a conclu bien qu'il soit extraordinaire qu'un député soit arrêté à la Chambre même puisqu'il avait été condamné, cela ne constituait pas une violation des droits et immunités de la Chambre.



[Text]

• 1125

The third right or immunity is that a member is exempted from service as a juror and he is also exempted from attendance as a witness in a court. It is generally accepted these apply 40 days before and 40 days after a session.

The privileges or powers of the House of Commons in its corporate capacity are as follows:

First, the right to have the attendance and service of its members. We find that in Standing Order 5, too, of the House of Commons Standing Orders.

Two, the right to regulate its own internal affairs and procedures free from interference from the courts. This I suggest is where the circumstances here might prevail.

Three, the right to provide for its proper constitution. What they refer to in the right to provide for its proper constitution is the right for the Speaker to issue a new writ on the vacancy of a seat.

The right for the House to expel a member for committing a crime.

Four, the right to institute inquiries and to require the attendance of witnesses and the production of documents. this is what we see now.

Five, the right to administer oaths to witnesses.

Six, the right to publish by commitment persons guilty of breaches of its privileges or other contempts. there again we have "or other contempts".

Seven, the right to publish papers containing defamatory matter.

A breach of any of these privileges constitutes a contempt of Parliament, but there are acts other than these which are also considered contempt. It refers to this at page 132 and states:

It may be stated generally that any act or omission which obstructs or impedes either House of Parliament in the performance of its functions, or which obstructs or impedes any member or officer of such House in discharge of his duty, or which has a tendency, directly or indirectly, to produce such results may be treated as a contempt even though there is no precedent of the offence.

The hon. member for Kingston and the Islands stated she was at Austin Park, and I will quote from page 6179 of *Hansard*:

My question of privilege concerns the fact that on Friday last my parliamentary office was visited on two occasions by members of the Ottawa city police force and the RCMP without first having sought an appointment or without your permission or that of your staff... The purpose of their visit was to inquire about files and documents missing from the Department of Indian Affairs and Northern Development. On the first occasion, these gentlemen interrogated my staff, in my absence and without my permission, as to my activities, contacts, telephone calls and conversations during the preceding 24 hours.

[Interpretation]

Selon le troisième droit ou la troisième immunité, un député ne peut faire fonction de juré et ne peut comparaître à titre de témoin devant un tribunal. On reconnaît généralement que cette règle est d'application 40 jours avant et après la session.

Les privilèges ou pouvoirs de la Chambre des communes dans son ensemble sont les suivants:

Tout d'abord, la présence et le service de ses membres. Nous trouvons également cela à l'article 5 du Règlement de la Chambre des communes.

En deuxième lieu, le droit de régler ses questions et ses procédures internes sans ingérence des tribunaux. Selon moi, ceci s'applique dans le cas qui nous occupe.

En troisième lieu, le droit de pourvoir à sa propre composition, c'est-à-dire le droit, pour l'Orateur, d'émettre un nouveau bref lorsqu'un siège est vacant.

Le droit, pour la Chambre, d'expulser un membre qui s'est rendu coupable d'un crime.

En quatrième lieu, le droit d'instituer une enquête et de demander la comparution de témoins et la présentation de documents. C'est le cas qui nous occupe.

En cinquième lieu, le droit de réglementation pour l'assermentation de témoins.

En sixième lieu, le droit de détenir les personnes qui se sont rendu coupables d'une violation quelconque de ses privilèges ou de tout autre outrage. Ici encore, remarquons l'expression «de tout autre outrage».

En septième lieu, le droit de publier documents constituant un acte diffamatoire.

Toute violation de ces privilèges constitue un outrage au Parlement, mais certains autres actes sont également tenus comme outrage. Il s'agit ici particulièrement de la citation que l'on retrouve à la page 132, selon laquelle

De manière générale, on peut dire que tout acte ou omission qui constitue une obstruction ou une entrave au fonctionnement des deux Chambres du Parlement ou à l'accomplissement des fonctions de tout membre ou agent de ces Chambres ou qui, directement ou indirectement tente à de tels résultats, peut être considéré comme outrage même si le délit n'a aucun précédent.

L'honorable député de Kingston et les îles a déclaré qu'elle se trouvait à Austin Park et, d'après la page 6179 du *hansard*:

Ma question de privilège a trait au fait que vendredi dernier, des agents de la police d'Ottawa et de la Gendarmerie royale se sont présentés à deux reprises à mon bureau au Parlement sans avoir cherché à obtenir au préalable un rendez-vous, votre permission ou celle de vos fonctionnaires. Le motif de leur visite était de mener une enquête au sujet des dossiers et des documents qui avaient disparu au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. La première fois, ces messieurs ont interrogé mon personnel, en mon absence et sans ma permission, au sujet de mon activité, mes visites, mes appels téléphoniques et mes conversations au cours des 24 heures précédentes.

## [Texte]

The hon. member then went on to move a motion which was accepted by Mr. Speaker as a *prima facie* case and the matter is now before this Committee.

After obtaining the facts relating to the alleged breach of privilege or contempt of Parliament, I suggest that the committee should determine whether or not the facts constitute a breach of privilege or contempt of Parliament, or merely an indiscretion or lapses on someone's part and make its report to the House accordingly.

With regard to the administration of the buildings which are within the precincts of Parliament, this comes under, as I suggested earlier, the corporate powers of the House to regulate its own internal affairs. The Sergeant-at-Arms will no doubt deal with this, but I would simply say that it has been the practice and custom of the House of Commons in its attitude towards all police forces other than its own protective staff that they come into these buildings only when invited on the authority of Mr. Speaker.

Finally, although it is for the House and for the House alone to determine what conduct is contemptuous and to punish the wrongdoer, Parliament should use its powers to protect itself, its members and its officers only to the extent "absolutely necessary for the due execution of its powers".

Westminster now takes this view and proposes as a general rule that the House should exercise its penal jurisdiction (a) in any event as sparingly as possible and, (b) only when it is satisfied that to do so is essential in order to provide the protection for itself, its members and officers, from such improper obstruction or attempt at or threat of obstruction as is causing or is liable to cause substantial interference with the performance of their respective functions.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Maingot. Do you have anything to add to your report?

**Mr. Maingot:** I think that is about it, Mr. Chairman. Perhaps during the course of the questions I might be able to elaborate a little more, but I thought I would just give a general view of what are the accepted rights and immunities of a member. As I say, it is always open for the House with its penal jurisdiction to determine what act or omission is or is not in contempt of Parliament and the courts recognize that. They accept that because, you might say the internal management rule prevails within the buildings. With respect to the precincts, I dealt with that in some detail in my brief before the Committee on Procedure and Organization. The precincts at the present time are considered these buildings used by members.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Maingot. Mr. Nielsen.

• 1130

**Mr. Nielsen:** To deal with that last statement first, do I take it from that, Mr. Maingot, that the precincts of Parliament do not include the grounds on the Hill?

## [Interprétation]

L'honorable député a ensuite proposé une motion acceptée *prima facie* par M. l'Orateur et la question a maintenant été renvoyée devant ce Comité.

Après avoir obtenu les faits relatifs à la prétendue violation d'un privilège ou au prétendu outrage au Parlement, je pense que le Comité doit définir si les faits en cause constituent une violation d'un privilège ou un outrage au Parlement, ou s'il s'agit simplement d'une indiscretion de la part d'une tierce personne, pour ensuite présenter un rapport à la Chambre.

Pour ce qui est de l'administration des bâtiments qui font partie de l'ensemble du Parlement, comme je l'ai déjà dit, ceci relève des pouvoirs constitutifs de la Chambre qui peut réglementer ses questions internes. Il ne fait aucun doute que le Sergent d'armes va s'en occuper, mais je me bornerai à ajouter que la coutume, à la Chambre des communes, a toujours voulu que les représentants des forces de police autres que ceux de son propre personnel de protection, ne puissent pénétrer dans les bâtiments que sur autorisation de M. l'Orateur.

Enfin, qu'il appartienne à la Chambre, à la Chambre seule de déterminer quelle conduite constitue un outrage et de punir le contrevenant en l'occurrence, le Parlement doit utiliser ses pouvoirs afin de se protéger, de protéger ses membres et ses agents, mais seulement dans la mesure où cela «est absolument nécessaire à la bonne exécution de ses pouvoirs».

Le parlement de Westminster a maintenant adopté cette attitude et propose, en règle générale, que la Chambre n'exerce sa compétence en matière pénale a) aussi précautionneusement que possible et, b) uniquement lorsqu'elle est convaincue que cela est essentiel à la protection de la Chambre, de ses membres et de ses agents à l'égard de toute obstruction, entrave, ou menace d'obstruction constituant ou étant susceptible de constituer une ingérence non négligeable entravant le bon exercice de leurs fonctions respectives.

**Le président:** Merci, monsieur Maingot. Avez-vous quelque chose à ajouter à votre rapport?

**M. Maingot:** Je pense que c'est à peu près tout, monsieur le président. Au fur et à mesure que des questions seront posées, il se peut que je puisse entrer davantage dans les détails, mais je pense avoir donné une idée générale de ce que l'on accepte comme étant les droits et les immunités des députés. Comme je l'ai dit, la Chambre dispose d'une compétence en matière pénale et elle peut toujours déterminer quel acte ou omission constitue ou non un outrage au Parlement, et les tribunaux le reconnaissent bien. Ils le reconnaissent car on peut dire en quelque sorte que la règle de la gestion interne s'applique au sein des bâtiments. Pour ce qui est de l'enceinte, j'en ai parlé abondamment dans le mémoire que j'ai présenté au comité de la procédure et de l'organisation. A l'heure actuelle, on entend par enceinte, les bâtiments utilisés par les députés et les sénateurs.

**Le président:** Merci monsieur Maingot. Monsieur Nielsen.

**M. Nielsen:** Pour parler d'abord de la dernière partie, dois-je conclure, monsieur Maingot, que l'enceinte du Parlement ne comprend pas le terrain de la Colline?

[Text]

**Mr. Maingot:** The Speaker has ruled as recently as in the case of the visit of the foreign minister of Israel that he has no jurisdiction outside the House. The Speaker has no jurisdiction outside the House.

**Mr. Nielsen:** The House including buildings?

**Mr. Maingot:** That is correct. Buildings used.

**Mr. Nielsen:** Including the Confederation Building?

**Mr. Maingot:** I would say yes. In my brief I suggested that since the House of Commons has decided to use the Confederation Building, everything that is necessary to appropriately clothe it in the mantle of immunity should apply.

**The Chairman:** And the West Block.

**Mr. Maingot:** And the West Block of course.

**Mr. Nielsen:** In your view, in the case for instance of Mr. Grégoire then the member for Lapointe, the confrontation by the police as he was about to enter or leave the private members' entrance was perfectly within the prerogative of the police.

**Mr. Maingot:** That was what was found by the Committee at that time in 1965. I believe the facts are that the then member for Lapointe had received parking tickets for parking at the airport. Like many of us he did not pay it, subsequently was served, and then there was a warrant issued for his arrest. The evidence was all there before the Committee.

They phoned him and they said they wanted him to pay it or they would have to arrest him. As I say, it is all there in the committee proceedings. He said, well you can come and arrest me. So they came up to the House of Commons. The telephone call was immediately prior to the session resuming or starting. They came up to the House of Commons and spoke with the Sergeant-at-Arms and the Clerk and they were informed that they could not arrest him within the building so they waited outside.

**Mr. Nielsen:** Whether or not the House was sitting?

**Mr. Maingot:** The House was in session, you might say. No, the House was going to be in session a day or so before but the rights and immunities of the members prevailed before and after for that period of time. They were informed that they could not arrest the member inside the building so they waited outside and when he came out they arrested him. He brought that up before the House and the Speaker considered it a *prima facie* case.

It was referred to the Committee and the Committee in reporting on the circumstances of his arrest referred to the warrants of commitment issued as a result of the non-payment of traffic fines. They went on to say that the privilege of freedom from arrest of a member had not been infringed and that in carrying out the arrest the actions of the RCMP did not constitute a breach of parliamentary privilege.

I suppose to follow that up logically, had the grounds on Parliament Hill been considered as sacrosanct or sacred as the buildings themselves, then having arrested him on the grounds would have been considered a breach of the rights of immunity.

[Interpretation]

**M. Maingot:** L'Orateur a conclu récemment, lors de la visite du ministre des Affaires étrangères d'Israël qu'il n'avait aucune compétence à l'extérieur de la Chambre. Et c'est le cas.

**M. Nielsen:** La Chambre, y compris les bâtiments?

**M. Maingot:** C'est exact. Les bâtiments utilisés.

**M. Nielsen:** Y compris l'édifice de la Confédération?

**M. Maingot:** Je pense que oui. Dans mon mémoire, je disais que puisque la Chambre des communes a décidé d'utiliser l'édifice de la Confédération, tout ce qui est nécessaire pour l'inclure dans le cadre global de l'immunité doit s'appliquer.

**Le président:** Et l'édifice de l'Ouest également.

**M. Maingot:** Bien sûr.

**M. Nielsen:** A votre avis, dans le cas de M. Grégoire, par exemple, l'ancien député de Lapointe, la police avait parfaitement le droit d'intervenir lorsque le député en question entrait ou quittait la Chambre par l'entrée des députés.

**M. Maingot:** Ce furent là en effet les conclusions du comité à l'époque, en 1965. Je pense que l'ancien député de Lapointe avait reçu des contraventions pour stationnement interdit à l'aéroport. Il ne les avait pas payés, comme bon nombre d'entre nous, et un mandat d'arrestation avait en fin de compte été émis contre lui. Le comité avait tous les éléments nécessaires.

Les représentants de l'Ordre avait téléphoné au député pour lui dire qu'il fallait qu'il paie s'il ne voulait pas être arrêté. Tout cela figure, comme je l'ai dit, au procès-verbal du comité. Le député avait répondu que la police pouvait venir l'arrêter. La police s'est donc rendue à la Chambre. L'appel téléphonique précédait le début de la session. Les policiers sont arrivés à la Chambre des communes et se sont entretenus avec le Sergent d'armes et avec le greffier qui leur ont dit qu'ils ne pouvaient pas arrêter le député à l'intérieur. Ainsi donc, ils ont attendu dehors.

**M. Nielsen:** Le fait que la Chambre siégeait ou non n'avait aucune importance?

**M. Maingot:** La Chambre siégeait, pourrait-on dire. Non, la Chambre allait commencer à siéger mais, de toute manière, le droit et l'immunité des députés s'appliquent avant et après la session, pendant un certain temps. On avait informé les policiers qu'ils ne pouvaient pas arrêter le député à l'intérieur et ils ont donc attendu à l'extérieur, l'arrétant à sa sortie. Le député a porté la question à l'attention de la Chambre, et l'Orateur a conclu qu'il s'agissait d'une question *prima facie*.

La question a été renvoyée au comité et le comité, faisant état des circonstances de l'arrestation, a mentionné le mandat émis suite au défaut de paiement des contraventions. Le comité a poursuivi en disant qu'il n'y avait pas eu violation du privilège du député empêchant toute arrestation à l'intérieur du bâtiment et que la Gendarmerie Royale du Canada n'avait nullement violé un privilège parlementaire.

Pour être logique, je suppose que si le terrain de la Colline parlementaire avait été considéré comme étant aussi sacro saint que les bâtiments eux-mêmes, cette arrestation à ce moment-là aurait pu être considérée comme une violation du droit à l'immunité.



## [Texte]

**Mr. Nielsen:** Supposing he was about to enter the building on his way to attend a sitting underway. In your opinion would that be a breach of the privileges of the House and of its members?

**Mr. Maingot:** Since that time the Speaker has referred to the case of the Israeli foreign minister. He said that he does not have jurisdiction beyond the walls of the House of Commons.

• 1135

**Mr. Nielsen:** In your opinion . . .

**Mr. Maingot:** If I may just add, we must not forget that first a member—and it has never taken place—but a member, say, going from one building to another, we have to think in terms of what may or may not be a contempt. The House of Commons could well consider a person in contempt of Parliament if he obstructs a member from moving from one building to another in the course of his Parliamentary duties, but that has never come up.

**Mr. Nielsen:** There is the tunnel which is a part of the House, and the grounds outside.

**Mr. Maingot:** Yes. That question of the grounds comes up in that general area of the House being able to define what is and what is not a contempt of Parliament. No definition is made because you have to take the cases as they come. In this case, this is something novel, and it is up to the Committee to examine it.

**Mr. Nielsen:** So it is quite possible then in your opinion that the precincts of Parliament could under certain circumstances include the grounds if a member for instance is on his way to attend a sitting.

**Mr. Nielsen:** No, with great respect, it has nothing to do with precincts. I mean, the buildings themselves are required—the public is regulated within the buildings, and it comes within the indoor management rule, you might say, one of the corporate powers of the House. Anything done outside the House of Commons would—if a member was assaulted outside, well, he would be charged. He could be charged by the police. That is the practical result of it. But also if a person was obstructed in going to the House of Commons by someone who held his jacket and said, I am not going to let you go there to vote on capital punishment, that is a pure case of obstructing a member in the course of his duties.

**Mr. Nielsen:** Mr. Chairman, I have two further questions I would like to put at this time, and then I will defer to other members.

If a police officer entered the office of a member in any of the buildings occupied by members of the House, without the knowledge or authority of that member or without the knowledge or authority of Mr. Speaker or of any of his officers, and interrogated the staff of that member, in your opinion would that constitute a breach of privilege of the member or of the House?

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, on a point of order, that is the very question that this Committee is asked to determine and to rule on, and it is really not, I do not think, for the Parliamentary Counsel to make that determination. That is the very fact that we are here to determine, whether there is a breach of privilege.

## [Interprétation]

**M. Nielsen:** Mais si l'on suppose que le député était prêt à entrer dans le bâtiment pour assister à une séance en cours, se serait-il agi là à votre avis d'une violation des privilèges de la Chambre et de ses membres?

**M. Maingot:** Depuis lors, l'Orateur a invoqué la question du ministre israélien des Affaires étrangères. Il a dit qu'il n'avait aucune compétence à l'extérieur des murs de la Chambre des communes.

**M. Nielsen:** Selon votre opinion . . .

**M. Maingot:** Si vous me le permettez, j'ajouterais que nous ne devons pas oublier que, tout d'abord, un député—et il s'agit d'un cas hypothétique—qui se rend, disons, d'un bâtiment à un autre, à ce moment-là nous devons envisager la question de savoir ce que peut être un outrage. Il se peut que la Chambre des communes juge qu'il y a un outrage au Parlement lorsque quelqu'un empêche un député de se rendre d'un bâtiment dans un autre dans l'exercice de ses fonctions parlementaires, mais le cas ne s'est jamais produit.

**M. Nielsen:** Il y a le tunnel qui fait partie de la Chambre, ainsi que le terrain qui se trouve à l'extérieur.

**M. Maingot:** En effet. Cette question du terrain est un élément à prendre en considération lorsqu'il s'agit pour la Chambre de pouvoir définir ce qu'est un outrage au Parlement. Il n'existe aucune définition car le cas ne s'est jamais présenté. La question qui nous occupe, il s'agit d'un élément tout neuf et c'est au Comité à l'étudier.

**M. Nielsen:** Il est donc tout à fait possible qu'à votre avis, l'enceinte du Parlement puisse, dans certaines circonstances, comprendre le terrain de la Colline si, par exemple, un député est en train de se rendre à une séance.

**M. Maingot:** Non, avec tout le respect que je vous dois, cela n'a rien à voir avec l'enceinte. Je veux parler des bâtiments eux-mêmes—l'accès au public est dûment réglementé, il s'agit de la règle de la gestion interne, pourrait-on dire, qui est l'un des pouvoirs constitutifs de la Chambre. Tout ce qui se passe à l'extérieur de la Chambre—si par exemple un député se fait prendre à partie à l'extérieur, il pourrait y avoir intervention de la police. Voilà le résultat pratique. Mais si par contre quelqu'un empêche un député de se rendre à la Chambre en lui tirant la veste et en lui disant: «Vous n'allez pas aller à la Chambre pour voter sur la peine capitale», il s'agit là simplement d'un cas d'entrave à un député dans l'exercice de ses fonctions.

**M. Nielsen:** Monsieur le président, j'aimerais poser deux autres questions avant de céder la parole aux autres membres.

Si un représentant de l'ordre entre dans le bureau d'un député dans n'importe quel bâtiment occupé par les députés de la Chambre, sans que le député ou que M. l'Orateur ou les membres de son personnel en aient connaissance, il lui en est donné l'autorisation, si ce représentant de l'ordre interroge le personnel dudit député, cela constituerait-il à votre avis une violation d'un privilège d'un député de la Chambre?

**M. Poulin:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Voilà justement la question à propos de laquelle le comité doit se prononcer et je ne pense pas qu'il appartienne au conseiller parlementaire de procéder à cette détermination. C'est pour cette raison même que nous sommes ici, nous devons définir s'il y a eu oui ou non une violation de privilège.

## [Text]

Mr. Nielsen: That is why I want the witness to . . .

Mr. Poulin: As a point of order, I do not think it is a proper question to ask and having been asked, it is not certainly a proper question to be answered by the Parliamentary Counsel.

The Chairman: As Chairman, I would say that this question put in general terms and not related with the precise facts that we do not know yet, is in order because I think we are discussing in general terms. I would believe that this is one of the first questions really related to our terms of reference.

Mr. Poulin: Mr. Chairman, with the greatest respect to you, I do not think that it is fair to ask the Parliamentary Counsel that question in such broad terms and to feed him really the answer in the question that is given in the hopes that he is going to get an answer that is going to be, yes, there is a breach. The Speaker has already indicated on the facts as presented by the hon. member that there is a *prima facie* case. Surely we are here to determine that, not the Parliamentary Counsel.

The Chairman: We do not know the facts yet, and I find that this question is in order, put in general terms.

Mr. Poulin: I think there may be many other people who wish to discuss it, Mr. Chairman, and I do not think it is proper to be cut off in that way.

Mr. Benjamin: He has ruled it in order, so that is it.

Mr. Poulin: I am sorry, I do not think even the Chairman has the right to cut off discussion on a matter like this. He is getting right to the essence of the problem that we are here to determine.

The Chairman: You can appeal my decision if you wish, but I have made my ruling that I find the question to be in order.

Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay): On a point of order, Mr. Chairman, would the member be kind enough, if indeed the Chair rules in favour as to the admission . . .

An hon. Member: He has.

Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay): I am sorry—if the Committee decides not to appeal, and if it holds—to supplant the word “interrogate” by “have conversation with”, or some wording which does not inspire the harshness of that word “interrogate”? Would you also ask the other question in the event that the witness is permitted to answer? I will if you do not.

• 1140

The Chairman: I am sorry, Mr. Stewart, but I would like to express the feeling that the way the question was put has no relation whatsoever to anything that took place in Miss Flora MacDonald's office, and it is on that ground that I find the question in order.

Mr. Barnett: Mr. Chairman, the witness is quite capable of answering the question as he sees fit.

The Chairman: All right. You can answer if you wish.

## [Interpretation]

M. Nielsen: Voilà pourquoi je tiens à ce que le témoin . . .

M. Poulin: Pour ce qui est du Règlement, je ne pense pas que cette question puisse être posée et, puisqu'elle a été posée, ce n'est certainement pas au conseiller parlementaire à y répondre.

Le président: En tant que président, je pense que cette question, posée de manière générale, sans aucun lien avec les faits précis que nous ne connaissons pas encore, est recevable car à mon avis nous discutons ici de façon tout à fait générale. Je pense que c'est en fait l'une des premières questions qui soit véritablement conforme à notre mandat.

M. Poulin: Monsieur le président, avec tout le respect que je vous dois, je ne pense pas qu'il soit équitable de demander au conseiller parlementaire de répondre à cette question aussi vaste car, telle que la question est posée, nous lui soufflons pratiquement la réponse, dans l'espoir qu'il va dire oui, il y a eu une violation. L'orateur a déjà conclu, d'après les faits présentés par l'honorable député, qu'il s'agissait d'un cas *prima facie*. Il est certain que nous sommes ici pour déterminer la chose, et ce n'est pas là la tâche du conseiller parlementaire.

Le président: Nous ne connaissons pas encore les faits et je pense que cette question est recevable, compte tenu de la manière générale dont elle a été formulée.

M. Poulin: Je pense que d'autres personnes tiennent à en discuter, monsieur le président, et je ne pense pas qu'on puisse ainsi couper court au débat.

M. Benjamin: Le président a conclu que la question était recevable, un point, c'est tout.

M. Poulin: Excusez-moi, je ne pense pas que même le président ait le droit de couper court à la discussion portant sur une discussion de ce genre. Il va au cœur du problème que nous devons régler.

Le président: Vous pouvez faire appel de ma décision si vous voulez, mais ma décision est prise et je conclus que la question est recevable.

M. Stewart (Okanagan-Kootenay): J'invoque le règlement, monsieur le président. Le député aurait-il l'obligance, si du moins le président se prononçait en faveur . . .

Une voix: C'est ce qu'il a fait.

M. Stewart (Okanagan-Kootenay): Excusez-moi . . . Si le Comité décide de ne pas en appeler de cette décision et s'il insiste pour remplacer le mot «interroger» par «converser avec» ou une expression moins forte qu'«interroger», poseriez-vous l'autre aussi, si on permet au témoin d'y répondre? Si vous ne le faites pas, je le ferai, moi.

Le président: Excusez-moi, monsieur Stewart, mais j'aimerais dire que, comme la question a été posée, elle ne témoigne d'aucun lien avec les événements qui se sont produits dans le bureau de M<sup>me</sup> Flora MacDonald et, compte tenu de cela, la question est pour moi recevable.

M. Barnett: Monsieur le président, le témoin est tout à fait en mesure de répondre à la question s'il le juge bon.

Le président: Parfait. Vous pouvez répondre si vous voulez.

## [Texte]

**Mr. Maingot:** As I understand the question, Mr. Nielsen, it will be my view for what it is worth. In the event that a police officer found himself in the office of a member and commenced to ask questions— I think you used the word “interrogate” the staff of a member. You do not go into the question of whether he sought permission of the Sergeant-at-Arms.

**An hon. Member:** Nor of the Speaker.

**Mr. Maingot:** Then there is also, I suppose, the added question of whether he presented his credentials at the door and the constable there said: “Oh, you are a police officer. I will let you in.” Or whether he walked in there and did not identify himself and said he was a salesman. There are these side issues.

**Mr. Nielsen:** That was not my question, though.

**An hon. Member:** Better repeat the question.

**Mr. Maingot:** Perhaps he could repeat it.

**Mr. Nielsen:** All right. In your opinion, is it a breach of the privileges of a member or of the House if a police officer enters the office of a member without the knowledge or authority of that member and without the knowledge or authority of the Speaker or of any of his officers and interrogates the staff of that member?

**Mr. Poulin:** On a question of order. The Speaker or the Sergeant-at-Arms through a constable at the door could have given the permission to go in. You see, we are getting into these things. Unless we hear the facts, we are going to have a distorted view, a distorted opinion of the Parliamentary Counsel, and I do not think it is fair to him.

**Mr. O'Connor:** On the same point of order, Mr. Chairman, the question was very specifically asked in the abstract, not referring to any specific facts. It was mentioned that it was without the authority of the Speaker or any of his staff. So that clears up the problem of whether a constable or anybody at the door was involved in the hypothetical case put before the Committee.

**Mr. Maingot:** With regard to that hypothetical question, as I mentioned in my brief remarks, it is the custom and practice of the House of Commons that members of a police force, other than our protective staff, are not allowed in the building or are not in the building unless invited. There is no specific privilege or right and immunity specifying that. The question arises whether this Committee or the House may consider that act being in contempt of Parliament.

**Mr. Nielsen:** Thank you very much. Before I ask the last question, I wonder, for the sake of convenience, if you could put on the record the citation of the precedent of the then member for Lapointe. I see you have it before you.

**Mr. Maingot:** Yes, by all means.

**An hon. Member:** You said the reference.

**Mr. Nielsen:** He has the citation.

**Mr. Maingot:** It was 1965. I am sorry. I would have to provide it. It was in 1965 for this Committee, and it is in the *Journals* of the House. They will be able to provide that very quickly.

## [Interprétation]

**M. Maingot:** Si j'ai bien compris la question, monsieur Nielsen, il ne s'agira que de mon opinion et rien de plus. Au cas où un représentant de l'ordre vient à se trouver dans le bureau d'un député et se met à poser des questions—je pense que vous avez utilisé le mot «interroger» au personnel du député en question, il faut d'abord savoir si ce représentant de l'ordre en a demandé l'autorisation au sergent d'armes.

**Une voix:** Ou à l'Orateur.

**M. Maingot:** Il faut également, je suppose, savoir s'il a présenté ses papiers officiels à la porte et si le gardien ne lui a pas dit: «Oh, vous êtes policier, entrez donc.» Il faut également savoir s'ils s'est présenté en sa qualité officielle ou s'il a simplement dit qu'il était vendeur. Voilà les questions corollaires.

**M. Nielsen:** Ce n'était pas ma question.

**Une voix:** Répétez-là, alors.

**M. Maingot:** Il pourrait peut-être répéter sa question.

**M. Nielsen:** Parfait. A votre avis, y a-t-il violation des privilèges d'un député ou de la Chambre si un représentant de l'ordre entre dans le bureau d'un député sans que ce député ou l'Orateur ou l'un de ses agents en ait connaissance ou lui en ait donné l'autorisation pour interroger le personnel du député en question?

**M. Poulin:** J'invoque le Règlement. L'Orateur ou le sergent d'armes, par l'intermédiaire du gardien qui se trouve à la porte, pourrait lui en avoir donné l'autorisation. Voilà où nous arrivons. Tant que nous ne connaissons pas les faits, nous aurons une image déformée de la situation et une opinion déformée de la part du conseiller parlementaire. Je pense que ce n'est pas juste de lui demander cela.

**M. O'Connor:** J'invoque le même article du Règlement, monsieur le président. La question a été expressément posée en termes abstraits et non pas de manière concrète. On a mentionné que l'Orateur ou son personnel n'avait pas donné l'autorisation à ce représentant de l'ordre. Il n'est donc pas question de savoir si un gardien ou qui que ce soit a eu un rôle à jouer dans ce cas hypothétique.

**M. Maingot:** Pour ce qui est de cette question hypothétique, comme je l'ai mentionné dans mes brèves observations, il est de coutume à la Chambre des communes que les représentants des forces de police, à l'exception de notre propre personnel de protection, ne puissent pénétrer dans les bâtiments sans y être invités. Il n'existe aucun privilège, aucun droit ou aucune immunité qui le précise. Il s'agit de savoir si le Comité ou la Chambre peut considérer cette action comme un outrage au Parlement.

**M. Nielsen:** Merci beaucoup. Avant de poser ma dernière question, on pourrait peut-être, pour plus de facilité, répéter la citation du précédent qui s'était produit avec l'ancien député de Lapointe. Je vois que vous avez le texte.

**M. Maingot:** Certainement.

**Une voix:** Vous avez mentionné la référence.

**M. Nielsen:** Il a la citation.

**M. Maingot:** Il s'agissait de 1965. Excusez-moi, je vais devoir vous la communiquer ultérieurement. Ceci s'est produit en 1965 et cela figure au procès-verbal de la Chambre. Vous pourriez y trouver très facilement le renseignement en question.



[Text]

**Mr. Nielsen:** Yes. Now the last question deals with the words that you have quoted on page 2 of your brief, extracted from May, the words "absolutely necessary for the due execution of its powers", as they relate to a breach of privilege, and with the last page of your brief, the last paragraph. I take it from what you have said in your brief that it is possible for this committee to come to the conclusion, assuming that the facts as stated by the hon. member for Kingston and the Islands in the House are correct—and I have no doubt that they are—that there has been a breach of the privileges of the member and/or of the House but not go so far as to act on that breach of privilege in the manner which is inferred in the last paragraph of your brief. In other words, the breach can be there but the Committee can decide not to take any penal action within its powers. Is that correct?

**Mr. Maingot:** That is one alternative, yes. May I simply suggest that the Committee may find that the act was in contempt of Parliament and may say they consider it serious and that further action should be taken, or they may say it was in contempt of Parliament, but it was due to misadventure, inadvertence or a lapse on someone's part in not making a phone call and as a result suggest that perhaps the dignity of the House would be best served by not pursuing it.

• 1145

**Mr. Nielsen:** I will defer to other members, but I have further questions.

**The Chairman:** Yes, certainly. Mr. Blais.

**Mr. Blais:** Mr. Maingot, from your paper that was filed and from your evidence it would appear, first of all, that the question of what immunities and privileges are available to both the members and to the precincts or to the buildings are such as are passed or determined by the House and by the members of the House.

**Mr. Maingot:** Provided no new privilege is created by the House. The House cannot create a new privilege because if you are affecting the lives of third parties you can only do that by legislation and you have to pass an act for that.

**Mr. Blais:** That is right, but if you do pass an act, the only limitations you would have according to the documents you have provided are the limitations that are imposed in the House of Commons in England.

**Mr. Maingot:** That is right, but we could extend and go beyond that by amending the BNA Act.

**Mr. Blais:** But according to the present situation there is no codification of those privileges save and except those principles that you have enunciated.

**Mr. Maingot:** That is correct. The only additional one there is reference to is the right to impeach and they seriously question that because the first edition of May, which was printed in 1844, suggests that even at that time an impeachment was archaic. The one prior to that had been published in 1807, so after a lapse of 37 years they felt that the right to impeach was really archaic.

[Interpretation]

**M. Nielsen:** D'accord. Ma dernière question a trait aux mots que vous avez utilisés à la page 2 de votre mémoire, dans la citation de May, à savoir les termes «absolument nécessaire à la bonne exécution de ses pouvoirs», lorsqu'il s'agit d'une violation d'un privilège, ainsi qu'au dernier paragraphe de la dernière page de votre mémoire. D'après ce que vous avez dit dans votre mémoire, je conclus qu'il est possible que le Comité en vienne à la conclusion, à supposer que les faits exposés à la Chambre par l'honorable député de Kingston et les îles soient exacts—et je ne doute nullement qu'ils le soient—qu'il y a eu violation des privilèges du député ou de la Chambre, sans aller jusqu'à prendre des mesures à ce sujet comme vous le sous-entendez au dernier paragraphe de votre mémoire. En d'autres termes, il se peut qu'il y ait violation mais le Comité peut très bien décider de n'entreprendre aucune action sur le plan pénal en recourant aux pouvoirs qui sont les siens. Est-ce exact?

**M. Maingot:** C'est une possibilité, oui. Je dirais simplement qu'il se peut que le comité conclue que l'acte constitue un outrage du parlement et dise qu'à son avis il s'agit d'un outrage sérieux et que des mesures doivent être prises. Il se peut également qu'il dise qu'il s'agit bien d'un outrage au parlement commis par inadvertance par un tiers qui a omis de placer un appel téléphonique et conclure qu'il vaudrait mieux, pour la dignité de la Chambre, de ne pas entamer de poursuite.

**M. Nielsen:** J'ai d'autres questions à poser mais je cède la parole aux autres membres.

**Le président:** Certainement. Monsieur Blais.

**M. Blais:** Monsieur Maingot, d'après votre mémoire et votre témoignage il semble tout d'abord que la question des immunités et privilèges dont jouissent les députés et l'enceinte où les bâtiments est défini par la Chambre et par les députés de la Chambre.

**M. Maingot:** A condition qu'aucun nouveau privilège ne soit créé par celle-ci. La Chambre ne peut créer de nouveaux privilèges car si l'on affecte la vie des tiers, on ne peut le faire que par des lois et il faut ainsi donc adopter une loi dans ce sens.

**M. Blais:** C'est exact, mais si on adopte une loi, selon les documents dont vous nous avez présentés, les seules limites sont celles qui sont prescrites par la Chambre des communes du Royaume-Uni.

**M. Maingot:** C'est exact, mais nous pourrions aller plus loin en modifiant l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

**M. Blais:** Mais, dans le cadre de la situation actuelle, il n'existe aucune modification des privilèges, à l'exception des principes que vous avez énoncés.

**M. Maingot:** C'est exact. Outre ceux-là, il existe néanmoins le droit d'obstruction qu'on conteste sérieusement car la première édition de May, publiée en 1844, disait déjà à cette époque, que l'obstruction était archaïque. L'édition précédente remontait à 1807, de sorte qu'après 37 ans, on avait conclu que le droit d'obstruction était véritablement archaïque.

## [Texte]

**Mr. Blais:** What is the source of those privileges that you have defined on page 3 of your paper, the 4 affecting the individuals and also what is the source of those principles that you have enumerated 1 to 7, also on page 3 as they affect the House of Commons and the powers and immunities available thereto?

**Mr. Maingot:** They come principally from the U.K. They come principally from the Journals of the House, the official record of the House, but in addition to that we cannot forget that when we refer to rights and immunities of members and procedure in the House for that matter, we refer to the customs and practice of the House of Commons and you do not always find that in the Journals of the House. The Journals of the House are the official records and if a court wished to know what had taken place in the House they would refer to the Journals of the House. The Journals tell us what was done; the Debates tell us what was said. The Debates are never used in the court, but the Debates, of course, are often a great source of the customs and practice of the House. This is recognized. I will give you a brief quotation from Redlich, Volume I. It is a three-volume work that was published about 1907, the preface of which was done by the then Clerk of the House, a very distinguished author and considered one of the leading authorities.

The Journals are by no means the only authentic sources of information as to what has been established by custom. A large part of what concerns procedure is never recorded in them; for not unfrequently usages have been formed and long observed without giving rise to any definite decision of the House or the Speaker, which would constitute a precedent. Long continued practice, moreover, is not always required for the creation of customs in procedure. In all such cases the only proof of a customary rule is the actual practice adopted, it being, of course, always in the last resort a matter purely for the decision of the House itself whether it accepts its customs as binding or not.

I would suggest that May is the leading authority on Parliamentary practice, customs and usages and that their authority stem from the Journals of the House since the 17th century and that applies equally to the Canadian House of Commons. They are well-founded; those disciplines are accepted and courts will accept them because the law of Parliament is part of the law of Canada.

• 1150

**Mr. Blais:** So basically our function here—and this is what we are interested in determining—is to ascertain the facts surrounding the alleged breach, then refer to what has developed as being an accepted custom in the House, to accept or to reject that particular custom and make a finding in the light of that very wide principle, namely the principle as to whether the rights of the individual member in his legislative obligations have been impinged; in addition, whether the rules of the House and the privileges of the House as distinct from the member with the general principle in mind, the principle of its own prerogatives and its own obligations, has also been impinged.

## [Interprétation]

**M. Blais:** Quelle est la source des privilèges que vous avez définie à la page 3 de votre document, ce qui touche directement les particuliers, et également quelle est la source des principes que vous avez énumérés, également à la page 3, et qui affecte la Chambre des communes ainsi que les pouvoirs et les immunités dont elle jouit?

**M. Maingot:** Ces privilèges et principes proviennent principalement du Royaume-Uni et des procès-verbaux de la Chambre, qui constituent les archives officielles de celles-ci. Mais en outre, nous ne pouvons oublier que lorsque nous parlons des droits et des immunités des membres et du fonctionnement de la Chambre en la matière, nous parlons des coutumes et des pratiques de la Chambre des communes, lesquelles ne se retrouvent pas toujours dans les procès-verbaux. Ces derniers constituent les archives officielles et si un tribunal désire savoir ce qui s'est produit à la Chambre, c'est le procès-verbal qui est consulté. Ce dernier nous dit ce qui a été fait; il nous dit ce qui a été prononcé. On n'y a jamais recours au tribunal, mais il constitue bien sûr très souvent une source importante de coutumes et de pratiques parlementaires. On le reconnaît. Je vais vous faire une brève citation du volume 1 de Redlich. Il s'agit d'une œuvre en trois volumes publiée aux environs de 1907 et dont la préface est l'œuvre du greffier de la Chambre à l'époque, un auteur éminent considéré comme l'un des experts en la matière.

Les Journaux ne sont en aucune manière les seules sources authentiques de renseignement quant aux procédures établies par voies coutumières. Une grande partie de ce qui touche à la procédure n'y est jamais consignée; des usages peu rares se sont créés et ont été observés pendant longtemps sans faire l'objet d'une décision bien précise de la part de la Chambre ou de l'Orateur, ce qui aurait constitué un précédent. Des pratiques reconnues ne sont en outre pas toujours nécessaires pour la création d'une coutume en matière de procédure. Dans tous les cas d'espèce, la seule preuve d'une règle coutumière est la pratique qui est adoptée de fait et, bien sûr, il appartient toujours en dernier ressort à la Chambre de décider si elle accepte la coutume en question et se considère liée par elle.

Pour moi, May fait autorité en matière de pratique, de coutumes et d'usages parlementaires et cela découle des Journaux de la Chambre depuis le 17<sup>e</sup> siècle. Cela s'applique tout autant à la Chambre des communes au Canada qu'au Royaume-Uni. Ces coutumes sont extrêmement bien fondées; elles sont reconnues par les tribunaux car la Loi qui régit le Parlement fait partie des lois canadiennes.

**M. Blais:** En fait donc, votre fonction—et justement c'est cette détermination qui nous intéresse—vise à définir l'effet corollaire à la prétendue violation, pour faire ensuite le lien entre cette violation et ce qu'on reconnaît comme la coutume acceptée à la Chambre des communes, pour accepter ou rejeter une coutume particulière et porter une conclusion en vertu de ce principe général selon lequel les droits d'un député dans l'exercice de ses fonctions législatives ont ou non été entravés; en outre, il faut voir si le Règlement et les privilèges de la Chambre qui diffèrent de ceux qui s'appliquent aux députés, et compte tenu bien sûr du principe général, c'est-à-dire le principe des prérogatives et des obligations du député, ont également été entravés.

## [Text]

So it is not a question of trying to determine from history the exact principles but only to refer to the facts as they are brought to our attention and to use those principles in guiding us in making a specific determination on the facts before us as to whether there indeed has been a breach of either the member's privileges or the House's privileges. Is that correct?

**Mr. Maingot:** As a general statement, I would agree with that, bearing in mind that you do not have to look only at the usually listed number of privileges individually or of the House but to determine whether a specific act should or should not be considered a contempt of the House. In other words, whether that act affects whatever is absolutely necessary—and I use the term absolutely—for the House to perform its function as a legislative body.

**Mr. Caccia:** Mr. Chairman, would it be possible to make available a copy in French of this fine paper so as to facilitate the participation of the Francophone members of this Committee?

**Mr. Maingot:** Je m'excuse auprès des députés francophones, mais je ne l'ai complété qu'hier soir et je n'ai pas eu le temps de le traduire. Ici, les présidents sont de langue anglaise, alors j'ai...

**Mr. Côté (Richelieu):** Nous sommes habitués à cela!

**Mr. Poulin:** Thank you, Mr. Maingot. I certainly have benefited greatly from what you have told us. I would like to just refer you to page 2 of your statement where you quote May and half way down the paragraph or about there, you say:

The privileges of Parliament are rights which are "absolutely necessary for the due execution of its powers".

Would you say that the same definition would apply to the rights and the privileges of the individual member, that is, that they are those which are absolutely necessary for the due execution of his or her powers.

**Mr. Maingot:** Yes, because the basic one—I do not want to be too general—is freedom of speech. I mean it is basic to any democratically elected association or legislative assembly that a member has to be able to speak as he sees fit without fear or favour.

**Mr. Poulin:** Right.

**Mr. Maingot:** That is basic.

**Mr. Poulin:** Mr. Maingot, if I could refer you then to the top of page 3 where you indicate the four headings whereby there are defined the rights, privileges and immunities of the individual member. Which one of those four does this particular set of facts that you are generally aware of fall within, if any?

**Mr. Maingot:** I would suggest they do not fall within any of them.

**Mr. Poulin:** So in your opinion it is not really a breach of any privilege enjoyed by an individual member or in other words, not any one of those on page 4.

## [Interpretation]

Il ne s'agit donc pas d'essayer de déterminer dans un contexte historique les principes exacts, mais de faire le lien entre ces principes et les faits qui sont portés à notre attention et d'utiliser ces principes pour arriver à une définition précise des faits qui nous sont soumis afin que nous puissions voir si oui ou non il y a eu violation soit des privilèges du député, soit de ceux de la Chambre. Est-ce exact?

**M. Maingot:** De manière générale, je suis d'accord avec cet énoncé, mais il faut néanmoins se rappeler qu'il ne faut pas uniquement envisager la liste habituelle des privilèges des députés ou de la Chambre, mais surtout de définir si un acte bien précis doit ou non être considéré comme un outrage à la Chambre. En d'autres termes, il s'agit de savoir si un acte modifie les circonstances qui sont absolument nécessaires—et j'utilise ici le terme absolument—au bon fonctionnement de la Chambre dans l'exercice de ses fonctions législatives.

**M. Caccia:** Monsieur le président, serait-il possible d'obtenir un exemplaire de ce document en français, ce qui permettrait de faciliter la participation à notre discussion des députés francophones membres du Comité?

**Mr. Maingot:** I apologize to the French-speaking members, but my document has only been completed yesterday night and I have lacked time to have it translated. As all the Chairmen are English-speaking, I have...

**Mr. Côté (Richelieu):** We are getting used to that.

**M. Poulin:** Merci, monsieur Maingot. Ce que vous nous avez dit nous a été fort utile. J'aimerais vous renvoyer à la page 2 de votre déclaration, là où vous citez May, vers le milieu du paragraphe, vous dites:

Les privilèges du Parlement sont des droits qui sont "absolument nécessaires à la bonne exécution de ses pouvoirs".

Diriez-vous que la même définition s'applique aux droits et aux privilèges des députés, c'est-à-dire que ce sont les droits qui sont absolument nécessaires à la bonne exécution des pouvoirs de ces derniers.

**M. Maingot:** Certainement, car le droit fondamental—et je ne veux pas être trop général—est la liberté de parole. La base de toute association ou assemblée législative démocratiquement élue est le loisir pour ses membres de prendre la parole sans haine et sans crainte.

**M. Poulin:** C'est exact.

**M. Maingot:** C'est le principe fondamental.

**M. Poulin:** Monsieur Maingot, j'aimerais maintenant vous renvoyer au haut de la page 3, là où vous précisez les quatre rubriques qui définissent les droits, les privilèges et les immunités des députés. De quelle rubrique, parmi ces quatre, relève le cas échéant, à votre connaissance, cet ensemble de faits?

**M. Maingot:** Selon moi, d'aucun d'entre eux.

**M. Poulin:** A votre avis donc, il ne s'agit pas véritablement d'une violation d'un privilège d'un député ou, en d'autres termes, d'un des privilèges cités à la page 4.



## [Texte]

**Mr. Blais:** On a point of order, Mr. Chairman, I think the previous answer given by Mr. Maingot to my questions indicated that the four principles there were simply principles that were taken out of custom and that they were not indeed exclusive principles. There could very well be other principles of custom which could develop and could be analysed and could affect the particular facts of which we may be seized. It is not only the limitation of those four points as being the exclusive rights of members and that everything has to come within these four points.

**Mr. Maingot:** That is correct. As I said it is a question of whether a particular act is in contempt of Parliament or of a member.

**Mr. Blais:** That is right. The general principle has to apply and then whatever custom may be developed from it.

**The Chairman:** I see no point of order.

**Mr. Poulin:** Mr. Maingot, if I understand you, with respect to these four categories within which an individual's rights, immunities, and so on, as a Member of Parliament could be breached, this particular set of facts does not fall within any one of those four, as far as you know as counsel.

**Mr. McKinnon:** On a point of order. The gentleman has asked a question that does not seem to me to be in compliance with the facts that he mentions because the fact, as recorded on page 6179 of *Hansard*, is that the member for Kingston and the Islands said:

... on behalf of myself and every member of this House.

So, the case is not only concerned with a single member but with the rights of the members of the House.

**Mr. Poulin:** I am asking counsel for the benefit of his expertise, experience and depth of learning on whether any one of those four applies to individual members of Parliament and I think his answer was no, there was no individual breach of privilege. I think that was his answer.

**Mr. Maingot,** referring to a breach of privilege with respect to the House of Commons in its corporate capacity and in relation to these facts I think you indicated in your explanation of your memorandum of law that paragraph number 2 might apply where it talks about affairs and procedures free from interference by the courts. You indicated that that is the subparagraph under which this particular item that we are discussing may fall. Could you elaborate on that, Mr. Maingot? Are the courts in any way affected by what we know of the facts?

**Mr. Maingot:** I suppose you might say that number 2 is the indoor management rule. The House of Commons has to be able to determine its own procedures. Everyone accepts that. The House has to be able to provide a haven for its members in the Centre Block, the West Block and the Confederation Building, and whatever the House decides to do with respect to procedures in the Chamber and with respect to how it is going to run its constabulary is up to the House. The courts have held that any matter that begins and ends within the Chamber or the precincts rests with the House, and they are not going to substitute their judgment for that of the House. The only time this happens is when a third party is affected. If an action were

## [Interprétation]

**M. Blais:** J'invoque le Règlement, monsieur le président. Je pense que la réponse précédente donnée par M. Maingot suite à mes questions montre que les quatre principes sont simplement des principes qui découlent de la coutume et qu'ils ne sont point exclusifs. Il se peut très bien que d'autres principes puissent faire suite à la coutume, être analysés et affectés des faits dont nous pourrions être saisis. Ces quatre points ne sont pas les seuls droits exclusifs des députés et tout ne doit pas nécessairement être ramené à eux.

**M. Maingot:** C'est exact. Comme je l'ai dit, il s'agit de savoir si un acte constitue un outrage au Parlement ou un outrage à l'un de ses membres.

**M. Blais:** Parfaitement. Le principe général doit s'appliquer et une coutume peut très bien en découler.

**Le président:** Selon moi, aucun rappel au Règlement ne s'impose ici.

**M. Poulin:** Monsieur Maingot, si je vous ai bien compris, pour ce qui est de ces quatre catégories desquelles doivent relever toutes les violations des droits, immunités et ainsi de suite d'un individu qui est membre du Parlement, les circonstances et les faits qui nous occupent ne relèvent d'aucune de ces quatre catégories, autant que vous le sachiez.

**M. McKinnon:** J'invoque le Règlement. Le député a posé une question qui, à mon avis, n'est point conforme aux faits qu'il mentionne. En effet, selon la page 6179 du *Hansard*, les fiats se limitent aux dires du député de Kingston et les Îles, à savoir:

en mon nom propre et au nom de tous les députés de cette Chambre.

Il ne s'agit donc pas uniquement d'un seul député, mais des droits des députés de la Chambre dans leur ensemble.

**M. Poulin:** Je demande au conseiller qu'il me fasse profiter de son expérience et de sa compétence et qu'il me dise si l'un de ces quatre principes s'applique aux députés pris individuellement et, à mon avis, il a répondu que non, il n'y avait pas violation individuelle d'un privilège. Je pense que c'était cela sa réponse.

Monsieur Maingot, pour parler maintenant d'une violation de privilège pour ce qui est de la Chambre des communes dans son ensemble et dans le cadre des faits qui nous occupent, vous avez indiqué, je crois, dans l'explication que vous avez donnée de votre mémoire juridique que le paragraphe n° 2 pouvait s'appliquer, c'est-à-dire dans le cadre de la non-ingérence des tribunaux dans les affaires et les procédures internes. Vous avez dit qu'il s'agissait là de l'alinéa dont pourrait relever l'affaire qui nous occupe. Pourriez-vous préciser davantage, monsieur Maingot? Les tribunaux sont-ils d'une manière ou d'une autre influencés par notre connaissance des faits?

**M. Maingot:** Il s'agit de ce qu'on pourrait appeler la règle de la gestion interne. La Chambre des communes doit pouvoir définir ses propres procédures. Tout le monde le reconnaît. La Chambre doit pouvoir offrir un refuge à ses membres dans l'édifice de l'Ouest et dans l'édifice de la Confédération et quoi que la Chambre décide de faire pour ce qui est des procédures parlementaires et de la manière dont elle va régler sa police interne, cette décision appartient à la Chambre. Les tribunaux ont soutenu que pour tout ce qui prend naissance et prend fin à la Chambre ou dans l'enceinte est du ressort de la Chambre et les tribunaux ne vont nullement invalider les jugements de la Chambre elle-même. La seule exception s'applique lors-

## [Text]

instituted as a result of something that took place here against an officer of the House who was acting in the course of his duties, the court would not examine into the matter if the facts disclosed that it was strictly an internal procedural matter.

**Mr. Poulin:** I understand from the facts of this case that the courts of law are not involved at all at the point in time that we will be talking about; that is, that there was simply an investigation, an inquiry, questions being asked with respect to something that did not personally involve a member, but questions were being asked. The courts were not involved. These were the investigatory proceedings. Perhaps later on the courts of law will be involved, but I wonder how number 2 relates to our set of facts as we know them at this point. Maybe later on they would.

**Mr. Maingot:** It is one of the functions of this Committee to determine this. In passing I simply suggest that if it applies anywhere among the listed or enumerated rights of immunities it could well apply to number 2.

**Mr. Poulin:** All right. Mr. Maingot, you say in the second last paragraph on page 4, talking about the custom:

I would simply say it has been the practice and custom of the House of Commons in its attitude towards all police forces other than its own protective staff that they come into these buildings only when invited on the authority of Mr. Speaker.

Could not any one of us as Members of Parliament invite a member of the police force to come into our office to ask questions, if that was the police officer's purpose?

**Mr. Maingot:** Of course. A member can invite whoever he wants.

**Mr. Poulin:** Right.

**Mr. Maingot:** A member can certainly ask whoever he wants up here.

• 1200

**Mr. Poulin:** So if the police officer were to telephone me and ask if he could come and see me, I could give him permission; I would not have to go through the Speaker.

**Mr. Maingot:** That is correct.

**Mr. Poulin:** I could say that he could come and there would be no question of a breach of privilege in that case.

**Mr. Maingot:** May I say I think it is fair to suggest that a uniformed RCMP constable probably should not come on the premises unless invited.

**Mr. Poulin:** Yes, but if one of the members of Parliament received a telephone call saying "Mr. Jones, I am a member of the police force, may I come and see you in your office because I would like to ask you questions about a traffic offence that I understand you were a witness to?" could I not give that permission to the police officer and he could come and ask me questions without going to the Speaker or anyone else, Mr. Maingot?

**Mr. Maingot:** I would be the last to suggest that a member may not invite whomever he wishes or whomever he pleases up to his office in the House of Commons.

## [Interpretation]

qu'un tiers est impliqué. Si une action en justice est entamée suite à une action entreprise contre un agent de la Chambre dans l'exercice de ses fonctions, le tribunal ne se pencherait pas sur la question si les faits venaient à prouver qu'il s'agit simplement d'une question de procédure interne.

**M. Poulin:** D'après les faits qui nous occupent, je vois que les tribunaux civils ne sont nullement intervenus, qu'il s'agissait simplement d'une enquête, de questions qui n'impliquaient pas directement un député, et que seules quelques questions ont été posées. Mais les tribunaux n'y ont rien eu à voir. Il s'agissait simplement des procédures d'enquête. Il se peut qu'ultérieurement les tribunaux n'aient pu intervenir, mais je me demande dans quelle mesure le principe n° 2 est attaché à ces faits tels que nous les connaissons pour l'instant. Il se peut que le cas ait pu se produire ultérieurement.

**M. Maingot:** C'est là l'une des choses que le Comité doit déterminer. Je dirais en passant que s'il y a un lien quelconque avec l'un des quatre principes énumérés, ce devrait être avec le principe n° 2.

**M. Poulin:** C'est parfait. Monsieur Maingot, dans l'avant-dernier paragraphe de la page 4, lorsque vous parlez de la coutume, vous dites:

Je dirais simplement qu'à la Chambre des communes, la pratique et la coutume veut que les représentants de toutes les forces de police à l'exception de ceux de son propre personnel de protection ne peuvent pénétrer dans ces bâtiments que s'ils y sont invités par M. l'Orateur.

Un député du Parlement ne pourrait-il pas inviter un représentant de la police à venir dans son bureau pour lui poser des questions, si c'est là le but qu'il s'est fixé?

**M. Maingot:** Certainement. Un député peut inviter qui il veut.

**M. Poulin:** C'est parfait.

**M. Maingot:** Il est certain qu'un député peut faire monter chez lui qui il veut.

**M. Poulin:** Si donc l'agent de la police me téléphone, me demande s'il peut monter me voir et que je lui donne la permission, je n'aurais pas besoin de passer par l'Orateur.

**M. Maingot:** C'est exact.

**M. Poulin:** Il pourrait donc entrer et il ne serait pas question de violation de privilège dans ce cas.

**M. Maingot:** Je dirais qu'un agent de police en uniforme ne devrait pas entrer dans l'enceinte du parlement à moins d'y être invité.

**M. Poulin:** Oui, mais si un député reçoit un coup de téléphone disant: «Monsieur Jones, je suis agent de police, puis-je venir vous voir dans votre bureau car j'aimerais vous poser des questions sur une infraction au code de la route dont vous avez été témoin?» Ne pourrais-je pas lui donner cette permission afin qu'il vienne me voir et me poser des questions sans passer par l'Orateur ou quiconque d'autre, monsieur Maingot?

**M. Maingot:** Ce n'est certainement pas moi qui dirait qu'un député n'a pas le droit d'inviter qui lui plaît à venir dans son bureau à la Chambre des communes.

[Texte]

**Mr. Nielsen:** The Speaker is presumed to have given his permission in a case like that.

**Mr. Poulin:** Well, I just want to be abundantly clear that we have the right to invite people in here.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Mr. Chairman, I wonder if I could ask one short supplementary. Would permission by the House of Commons guard at the door constitute the Speaker's permission as well for a police officer to enter?

**Mr. Maingot:** I am sure the Sergeant-at-Arms will pursue that but I would say that the constables have instructions from the Sergeant-at-Arms who, in turn, takes instructions from the Speaker, and if the constable had instructions that the police are not to be allowed in here...

**Mr. Poulin:** Suppose, Mr. Maingot, if the constable came...

**Mr. Maingot:** I am sorry, but if a constable at any door gave permission to anybody to come into the building, provided it was not by means of subterfuge, it would be implied consent on the part of the Speaker.

**Mr. Poulin:** If I may follow that up, if a police officer came, identified himself, showed his credentials to the security guard, a member of the Protective Staff, said he wanted to go to Mr. Jones' office, asked if it was all right and was then granted access to the building and to that particular corridor, would he be doing so with the implied consent of the Speaker, the Sergeant-at-Arms, because he would be doing so after the officer had been completely frank and open about what he was doing?

**Mr. Maingot:** With respect to the police constable, yes, I would have to agree with that.

**Mr. Barnett:** I have a supplementary on that point, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Yes, Mr. Barnett.

**Mr. Barnett:** The normal practice is that if anybody comes to the door and wants to visit a member in his office we get a telephone call from the member of the staff at the door saying that so-and-so is here to see you, do you want to see him? It is usually done with a good deal of finesse. In your view, would I be correct that if a general instruction had issued from Mr. Speaker in respect of a certain category of people, we will say that RCMP officers in uniform were not to be admitted to the buildings within the ambit of the privileges or customs of the House, would you surmise that it would be likely that the member of the staff at the door might telephone our office and say that Sergeant so-and-so is here and wants to see you but we have a general rule about not admitting them, and if you want to see him I would suggest you should consult with Mr. Speaker or with the Sergeant-at-Arms as to whether or not he should come into your office. Would that be your interpretation of the practice in that kind of a theoretical situation?

**Mr. Maingot:** I think you are now getting into directives really from the Speaker, the Sergeant-at-Arms, and down that line, and I would think, as a general proposition, which I attempted to set out earlier, that as a general rule police officers do not come in this building unless they are invited. Of course, a member can invite whomever he pleases. With regard to directives to a constable, I would respectfully defer that to the Sergeant-at-Arms.

[Interprétation]

**M. Nielsen:** On présume implicitement que l'Orateur a donné sa permission dans un cas de ce genre.

**M. Poulin:** Je voulais simplement préciser en termes très clairs que nous avons le droit d'inviter des gens dans notre bureau.

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Monsieur le président, j'aimerais poser une brève question supplémentaire. Est-ce que l'autorisation donnée par un garde à la porte de la Chambre des communes est également considérée comme une permission de l'Orateur?

**M. Maingot:** Le Sergent d'armes pourra mieux vous répondre, mais je suppose que les gardes reçoivent leurs instructions du Sergent d'armes qui, à son tour, les reçoit de l'Orateur et si le garde avait pour instructions de ne pas laisser entrer la police...

**M. Poulin:** Supposons, monsieur Maingot, que le garde...

**M. Maingot:** Excusez-moi, si un garde donne l'autorisation d'entrer à quiconque dans ce bâtiment, à condition que ce ne soit pas sous le couvert d'un subterfuge, cela serait le consentement implicite de l'Orateur.

**M. Poulin:** Si vous me le permettez de poursuivre cette question, si un agent de police arrive, décline son identité, montre ses papiers au garde de sécurité en disant qu'il souhaite voir M. Jones dans son bureau et qu'on lui permette alors d'entrer dans le bâtiment, considère-t-on dans ce cas qu'il a le consentement implicite de l'Orateur ou du Sergent d'armes?

**M. Maingot:** Oui, certainement.

**M. Barnett:** Une question supplémentaire à ce sujet, monsieur le président.

**Le président:** Oui, monsieur Barnett.

**M. Barnett:** La pratique courante est que si quelqu'un vient à la porte et demande à voir un député dans son bureau, le garde nous téléphone disant que M. Untel est ici et voulez-vous le voir? C'est généralement fait avec beaucoup de tact. Selon vous, une directive générale avait été émise par l'Orateur concernant une certaine catégorie de personnes, pas exemple que les membres de la Gendarmerie royale en uniforme ne doivent pas être admis dans les bâtiments, ne pensez-vous pas que le garde à l'entrée nous téléphonerait disant que le sergent Untel est ici et veut entrer mais qu'il existe une règle générale voulant qu'on ne l'admette pas, et si vous voulez qu'il monte quand même, à ce moment-là il faudrait contacter M. l'Orateur ou le Sergent d'armes pour en décider. Pensez-vous que les choses se passeraient ainsi dans cette situation théorique?

**M. Maingot:** Il s'agit là de directives qu'il appartient à l'Orateur ou au Sergent d'armes d'émettre, mais je pense que, en règle générale, les agents de police ne sont pas autorisés à entrer dans les bâtiments à moins qu'ils y soient invités. Bien sûr, un député peut inviter qui lui plaît. En ce qui concerne les directives données au gardien, je vais laisser le sergent d'armes vous répondre.



[Text]

• 1205

**Mr. Barnett:** The point of my supplementary was to ask you whether—as a general rule, you said a member can invite anybody he wants to come up to his office—there is an over-riding limitation to that resting with the Speaker as the general custodian of the rights and privileges of members generally. In other words, in certain circumstances, whether it be the police or any other given category of individual, if for some reason the Speaker had issued that kind of a general directive against admitting certain persons or classes of persons to the House, that that might be conceivably a restriction on the general statement of the right of an individual member.

**Mr. Maingot:** Of course, the Speaker is the custodian of all the rights and immunity of the members. Any act which he may do as custodian may in the mind of an individual member not be the kind of rule that he likes and he may approach him privately or may raise it as a question of privilege. There are 264 members here and it is their show really. I did not answer your question deliberately.

**The Chairman:** Mr. Poulin are you through? Mr. Poulin, do you have some other questions?

**Mr. Poulin:** No thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Poulin.

Mr. Stewart and then Mr. Ritchie.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Thank you, Mr. Chairman.

I take it, Mr. Maingot, from your second to last paragraph on page 4 as it relates to May's quotation on page 3 that a breach of practice and custom of the House of Commons is not of itself and in every instance a breach of Parliamentary privilege.

**Mr. Maingot:** Yes. A breach of a custom or practice, I suppose it is referred to as that because it is separate and distinct, say, from the enumerated individual rights and corporate rights.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** This is quite important to me, Mr. Maingot, because that is how I read your second paragraph on page 4.

**Mr. Maingot:** I wonder if you could just repeat that.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Yes, and I will refer you to two things, your second paragraph on page 4 and May's quotation on page 3:

It should not be construed in every instance as a breach of Parliamentary privilege if a breach of practice and custom of the House of Commons has been found.

**Mr. Maingot:** First of all, just from the point of view of terminology, you would refer to it as a contempt of Parliament, but it is up to the Committee and eventually the House to determine whether any act is a contempt of Parliament. It is up to the House to treat it as they see fit. They may say it is serious, we are going to put him in jail, or they may say it is serious, you should not have done it, but the dignity of the House as such would be affected if we pursue this further.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** But simply because it is a breach of practice and custom does not necessarily mean that it is a breach of a Parliamentary privilege.

[Interpretation]

**M. Barnett:** Mon intention en posant cette question supplémentaire était de vous demander si, en règle générale, un député peut inviter qui lui plaît à monter dans son bureau mais qu'il y a une limite à cette latitude dont décide l'Orateur en tant que gardien général des droits et privilèges des membres. Autrement dit, dans certaines circonstances, qu'il s'agisse de la police ou d'une toute autre catégorie d'individus, si pour une raison quelconque l'Orateur a émis une directive interdisant l'entrée de certaines personnes à la Chambre, cela limite le droit des députés.

**M. Maingot:** Bien entendu, l'Orateur est le gardien de tous les droits et privilèges des députés. S'il émet des directives déplaissant à certains députés, ils peuvent conférer avec lui en particulier ou soulever une question de privilège. Il y a 264 députés à la Chambre et c'est à eux qu'il appartient de décider. C'est délibérément que je ne réponds pas à votre question.

**Le président:** Monsieur Poulin, avez-vous fini? Avez-vous d'autres questions?

**M. Poulin:** Non, je vous remercie monsieur le président.

**Le président:** Je vous remercie, monsieur Poulin.

Mr. Stewart et ensuite M. Ritchie.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Je vous remercie, monsieur le président.

Je conclus de votre avant-dernier paragraphe à la page 4 contenant la citation de May, qu'une violation des us et coutumes de la Chambre des communes ne constitue pas en elle-même et automatiquement une violation du privilège parlementaire.

**M. Maingot:** Oui. La violation d'une coutume ou d'une pratique est quelque chose de distinct des droits individuels et collectifs des députés figurant dans la liste.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Cela est très important, monsieur Maingot, parce que c'est de cette façon que j'interprète votre deuxième paragraphe à la page 4.

**M. Maingot:** Voulez-vous répéter s'il vous plaît?

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Oui, et je fais allusion à deux choses, d'abord votre deuxième paragraphe à la page 4 et la citation de May à la page 3:

Une violation des us et coutumes de la Chambre des communes ne constitue pas dans tous les cas une violation du privilège parlementaire.

**M. Maingot:** Tout d'abord, du point de vue de la terminologie, il s'agirait là d'un outrage au Parlement mais il appartient au Comité et finalement à la Chambre de déterminer si un acte constitue un outrage au Parlement. C'est la Chambre qui en décide. Elle peut décider que c'est une affaire grave et condamner l'auteur à la prison ou bien elle peut décider que bien que ce soit un acte grave, la dignité de la Chambre en souffrirait si on poursuivait l'affaire plus avant.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Mais une violation des us et coutumes de la Chambre ne signifie pas obligatoirement une violation du privilège parlementaire?

[Texte]

**Mr. Maingot:** Of course, it is up to the Committee to determine what is the custom and practice.

**Mr. Poulin:** We are having such difficulty determining what is custom and practice, I wonder how the police officers could be expected to have known this when they came to the door.

**The Chairman:** Mr. Ritchie.

**Mr. Ritchie:** Mr. Chairman, I would like to ask Mr. Maingot if he sees the difference between a member of Parliament's Ottawa office in these buildings as opposed to an office in his riding where he carries on some business in the sense of the civil authority? Is there any difference between the two?

**Mr. Maingot:** I would say yes.

**Mr. Ritchie:** In what way?

• 1210

**Mr. Maingot:** I would say, first of all, that the member can perform his legislative function throughout all of Canada. If somebody takes liberties with a member in this room, or in any of these buildings, or outside the buildings, intending to obstruct the member, to intimidate him, in either case there is always the sanction of the criminal law. Secondly, or whatever order you want to put it, there is the sanction of bringing it up in the House of Commons to be dealt with that way. But with respect to the office of the member in his riding, well...

**Mr. Ritchie:** I mean an office as a business or a profession, not a Parliamentary office.

**Mr. Maingot:** He is like anybody else then. Do you mean a lawyer or a farmer?

**Mr. Ritchie:** Yes. I just want to know the difference between the two so far as the civil authority is concerned.

**Mr. Maingot:** Oh, yes. The rights and immunities of the member are only as he is required to perform his legislative function.

**Mr. Ritchie:** Yes.

**Mr. Nielsen:** The Speaker's prerogative does not extend to the back forty.

**Mr. Ritchie:** What I am really getting at...

**Mr. Maingot:** I am not sure whether everybody agrees with me, but I am of the view that for a committee of the House of Commons sitting in Vancouver, it is questionable whether the freedom of speech prevails, because the constitution says that Parliament should sit in Ottawa.

**Mr. Ritchie:** But there is a difference, as far as the civil authority is concerned, between an ordinary office outside and the member of Parliament sitting in Ottawa, a substantial difference.

**Mr. Maingot:** Yes, well, a member of the House of Commons—as a member he has certain rights and immunities. But like anybody else, he can be sued on a contract. He can be picked up for a quasi-criminal offence in his capacity as lawyer or farmer.

**Mr. Ritchie:** Does that immunity or that right include his or her employees?

[Interprétation]

**Mr. Maingot:** Bien entendu, il appartient au Comité de décider ce qu'est la coutume.

**Mr. Poulin:** Vu la difficulté que nous avons à définir cette notion, je me demande comment des agents de police pourraient la juger lorsqu'ils viennent à la porte.

**Le président:** Monsieur Ritchie.

**Mr. Ritchie:** Monsieur le président, j'aimerais demander à M. Maingot s'il voit une différence entre le bureau d'un député sur la colline parlementaire par opposition au bureau dans sa circonscription où il effectue une partie de son travail. Y a-t-il une différence entre les deux?

**M. Maingot:** Je dirais que oui.

**Mr. Ritchie:** De quelle façon?

**Mr. Maingot:** Je dirais, tout d'abord, qu'un député peut remplir sa fonction législative à travers tout le pays. Si quelqu'un prend des libertés avec un député dans cette pièce ou dans l'un de ces bâtiments ou à l'extérieur de ces bâtiments, dans l'intention de l'intimider ou de lui faire obstruction, il reste toujours la sanction du droit criminel. En deuxième lieu, il y a la sanction que peut apporter la Chambre des communes contre des actes de ce genre. Mais en ce qui concerne le bureau d'un député dans sa circonscription, eh bien...

**Mr. Ritchie:** Je veux parler d'un bureau d'affaires et non pas du bureau parlementaire.

**Mr. Maingot:** Le député devient un citoyen ordinaire dans ce cas. Vous voulez parler d'un député qui est avocat ou agriculteur?

**Mr. Ritchie:** Oui. Je veux connaître la différence en ce qui concerne l'autorité civile.

**Mr. Maingot:** Oui. Les droits et immunités du député ne s'appliquent qu'à l'exercice de sa fonction législative.

**Mr. Ritchie:** Oui.

**Mr. Nielsen:** La prérogative de l'Orateur ne s'étend pas jusque là.

**Mr. Ritchie:** Ce à quoi je veux en venir...

**Mr. Maingot:** Je ne sais pas si tout le monde est d'accord avec moi, mais j'estime que si un comité de la Chambre siège à Vancouver, il est douteux que la liberté de parole s'applique parce que la Constitution dit que le Parlement doit siéger à Ottawa.

**Mr. Ritchie:** Mais il y a une différence, en ce qui concerne l'autorité civile, entre un bureau ordinaire à l'extérieur d'Ottawa et le bureau d'un député à Ottawa.

**Mr. Maingot:** En tant que député, il a droit à certains droits et immunités. Mais comme tout le monde, il peut faire l'objet de poursuite civile. Il peut être arrêté pour un délit criminel commis en sa capacité d'avocat ou d'agriculteur.

**Mr. Ritchie:** Est-ce que cette immunité englobe ses employés?

## [Text]

**Mr. Maingot:** No. They abolished that in England in the nineteenth century, servants.

**Mr. Ritchie:** Within the Parliamentary office, can the civil authority question Parliamentary employees or assigned employees of a member?

**Mr. Maingot:** The police can question a member.

**Mr. Ritchie:** Without his permission?

**Mr. Maingot:** Of course. The question of the precincts is whether they ask permission to come into our buildings. This is the whole thing. The question that you are posing, Mr. Ritchie—I mean, a member is amenable to the criminal law and to the civil law. He is like anybody else. But when he is performing his legislative function he has to be unfettered. So you give him these rights and immunities. But he is the same as everybody else in every other respect.

**Mr. Ritchie:** During the time he is in his office as a member of Parliament...

**Mr. Maingot:** In his office in Ottawa.

**Mr. Ritchie:** ... In Ottawa, can he be questioned by the civil authority without his consent?

**Mr. Maingot:** No, of course not. Even if you are in your own office you do not have to answer the police, I would say with respect.

**Mr. Ritchie:** Can the Speaker, either actually or implied, give permission for the civil authority to enter a member's office in the buildings in Ottawa?

**Mr. Maingot:** It is already the custom that they do not come in without permission. The Speaker has already in a sense ruled that police officers do not come in here without permission, his permission, as passed down to the Sergeant-at-Arms and the constables.

**Mr. Nielsen:** That is a fact. Is it?

**Mr. Maingot:** The practice of the House of Commons is that police constables other than—the only people here to protect the members are our constables, our protective staff. Other police forces come in only with permission. Something might take place in the building—the unfortunate chap who fell down from the tower and the police came in, but they were cleared by the constable at the door.

**Mr. Nielsen:** I thought I understood the witness, Mr. Chairman, to say that the Speaker has already ruled that police officers of the civil power do not come in without his permission. Is that a fact? Has he so ruled?

**Mr. Maingot:** Yes. His last pronouncement with respect to that was this.

**Mr. Nielsen:** May we have the citation too, please?

• 1215

**Mr. Maingot:** Yes; this is Hansard of May 15, 1970. As far as the Centre Block is concerned, in that case it was the Centre Block and Mr. Macquarrie was stopped from coming in. As far as the Centre Block is concerned, there is no question whatever that the Protective Staff of the House of Commons, who are Parliamentary employees, have sole and exclusive jurisdiction over our protection in this building. I can assure the honourable member that as far as I am concerned there is no intention whatever of allowing this to be changed.

## [Interpretation]

**M. Maingot:** Non. Cela a été aboli en Angleterre au XIX<sup>e</sup> siècle.

**M. Ritchie:** L'autorité civile peut-elle questionner les employés d'un député à son bureau parlementaire?

**M. Maingot:** La police peut questionner un député.

**M. Ritchie:** Sans sa permission?

**M. Maingot:** Bien sûr. Tout le problème est de savoir si la police demande l'autorisation de pénétrer dans les bâtiments. C'est là toute l'affaire. La question que vous posez, monsieur Ritchie... Je veux dire qu'un député reste soumis au droit criminel et à la loi civile. Il est comme tout le monde. Mais lorsqu'il exerce sa fonction législative, il jouit de l'immunité. Il dispose donc de ses droits et privilèges mais en même temps il est comme tous les autres citoyens à tous les autres égards.

**M. Ritchie:** Lorsqu'il est dans son bureau en tant que député...

**M. Maingot:** Dans son bureau à Ottawa.

**M. Ritchie:** ... A Ottawa, peut-il être interrogé par l'autorité civile sans son consentement?

**M. Maingot:** Non, bien sûr que non. Vous n'êtes jamais tenu de répondre à la police.

**M. Ritchie:** L'Orateur peut-il, explicitement ou implicitement, donner la permission à l'autorité civile de pénétrer dans le bureau d'un député à Ottawa?

**M. Maingot:** La pratique veut déjà que la police n'entre pas sans autorisation. L'Orateur a déjà statué d'une certaine façon que les agents de police ne peuvent entrer sans autorisation.

**M. Nielsen:** Est-ce vraiment le cas?

**M. Maingot:** La pratique de la Chambre veut que les agents de police, autres que le personnel de sécurité propre à la Chambre, ne peuvent entrer qu'avec une permission. Quelque chose peut se produire dans l'enceinte du bâtiment, par exemple le malheureux qui est tombé du haut de la tour et la police est entrée mais avec l'autorisation du garde à l'entrée.

**M. Nielsen:** J'ai cru comprendre, monsieur le président, que le témoin a dit que l'Orateur a déjà statué que les agents de police représentant l'autorité civile ne peuvent entrer sans permission. Est-ce exact? En a-t-il statué ainsi?

**M. Maingot:** Oui. C'est ce qui ressort de sa dernière déclaration à ce sujet.

**M. Nielsen:** Pouvez-vous nous indiquer la situation, s'il vous plaît?

**M. Maingot:** Oui, cela figure dans le Hansard du 15 mai 1970. En ce qui concerne l'édifice du Centre, on avait dans ce cas-là empêché M. Macquarrie d'y entrer. Il n'y a aucun doute que le personnel de sécurité de la Chambre des communes, qui sont les employés du parlement, ont seuls juridiction sur la sécurité dans ce bâtiment. Je peux assurer les députés qu'il n'est nullement question de changer cela.



## [Texte]

**Mr. Nielsen:** And that applies to the West Block and the Confederation Building as well?

**Mr. Maingot:** I would say so, yes.

**The Chairman:** Mr. Ritchie.

**Mr. Ritchie:** Mr. Maingot, I take it that the civil authority, as represented by the police, should not be in a member's office unless it is agreed to by the member or by the Speaker.

**Mr. Maingot:** I would say yes to that.

**Mr. Ritchie:** Thank you.

**The Chairman:** Mr. Caccia.

**Mr. Caccia:** Mr. Chairman, on page 2 of this report there is a quotation in May which reads:

Thus privilege, though part of the law of the land, is to a certain extent an exemption from the ordinary law...

This strikes me as being rather an unusual piece of sophistry, Mr. Chairman, because I cannot understand why something that is part of the law of the land can also be an exemption from the ordinary law. Perhaps Mr. Maingot could explain the finesse of this statement to me.

**Mr. Maingot:** Firstly, it is part of the law of the land because the law of Parliament is part of the general law of the land and because Section 5 of the Senate and House of Commons Act says it is. Secondly, it is an exemption from the ordinary law because the ordinary law says that the Average citizen is not exempt from civil arrest. The ordinary citizen is not exempt from jury service, the services of a juror, and is not exempt from being a witness. Also, he does not have freedom of speech when he is speaking if he is a member of another legislature or municipal body, or in certain circumstances under the law of libel there are certain exemptions, but in that case it is an exemption from the ordinary law, but it only applies to the member in his legislative capacity.

**Mr. Caccia:** What is the difference in freedom of speech as it applies to a candidate during an election and freedom of speech of an elected official?

**Mr. Maingot:** I could refer you to some leading articles on that. I would not presume to deal with that, except with respect to a member in the Chamber. He has complete and absolute privilege of freedom of speech.

**Mr. Caccia:** What is the difference in the behaviour of the police in visiting an office—pursuing the line of questioning by Mr. Ritchie—or what is the difference in procedure that a police officer has to follow in searching an office in the private sector that is not within the precincts and in pursuing the same objective within the precincts of Parliament with respect to an elected official?

**Mr. Maingot:** I attempted to deal with that with respect to the precincts, in that outside the House of Commons the general law of the land relating to the administration of justice and criminal law applies. There is no...

**Mr. Caccia:** Is he required to show a search warrant in order to investigate files in a private office?

## [Interprétation]

**M. Nielsen:** Et cela s'applique également à l'édifice de l'Ouest et à l'édifice de la Confédération?

**M. Maingot:** Je dirais que oui.

**Le président:** Monsieur Ritchie.

**M. Ritchie:** Monsieur Maingot, je suppose que l'autorité civile représentée par la police ne doit pas pénétrer dans le bureau d'un député à moins que celui-ci ou l'Orateur n'ait donné son consentement.

**M. Maingot:** Je dirais que oui.

**M. Ritchie:** Je vous remercie.

**Le président:** Monsieur Caccia.

**M. Caccia:** Monsieur le président, à la page 2 de ce mémoire il y a une citation de May qui dit ceci:

Par conséquent, le privilège, bien que partie intégrante du droit du pays, consiste dans une certaine mesure une exemption du droit ordinaire...

Cela me paraît un raisonnement quelque peu tortueux, monsieur le président, car je ne peux pas comprendre comment quelque chose qui fait partie du droit peut également être une exemption de ce même droit. Peut-être M. Maingot pourrait-il nous expliquer la finesse de ce raisonnement.

**M. Maingot:** Tout d'abord, le privilège fait partie intégrante du droit du pays parce que la loi du Parlement fait partie intégrante de la juridiction du pays et parce que l'article 5 de la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes le dit. Deuxièmement, une exemption vis-à-vis du droit ordinaire parce que le droit ordinaire dit que le citoyen ordinaire peut être arrêté. Le citoyen ordinaire n'est pas exempté du rôle de juré ou de témoin. De même, il n'a pas droit à la liberté de parole s'il est membre d'un autre organisme législatif ou municipal, de même dans certains cas, il y a une exemption de la législation sur la diffamation, mais cela ne s'applique qu'au député dans sa capacité législative.

**M. Caccia:** Quelle est la différence entre la liberté de parole que possède un candidat à une élection et celle d'un député élu?

**M. Maingot:** Je ne peux vous répondre qu'en ce qui concerne un député. Celui-ci a un droit absolu et illimité à la liberté de parole.

**M. Caccia:** Quelle est la différence entre la perquisition par la police du bureau privé d'un député, c'est-à-dire situé hors de l'enceinte du parlement, et les perquisitions du bureau d'un député dans l'enceinte de la Chambre?

**M. Maingot:** J'ai déjà essayé de répondre à cette question. A l'extérieur de la Chambre des communes, le droit ordinaire du pays s'applique. Il n'y a pas de...

**M. Caccia:** Faut-il un mandat de perquisition pour fouiller dans les dossiers d'un bureau privé?

[Text]

**Mr. Maingot:** I certainly would not presume to answer that, Mr. Caccia. I simply would not. I can give you an answer but I would not presume to know the answer to that.

With respect to the House, first of all I do not know how he could execute the search warrant in a member's office without getting permission of the Speaker, and I suppose that would be in the case of a person who has been convicted of a very serious offence...

**An hon. Member:** Charged...

**Mr. Maingot:** ... or has been charged with a very serious offence. I would not presume to deal with that. It certainly would not be done without the Speaker and I think the Speaker might rely on the House itself. I think he would take the initiative in a case like that.

• 1220

**Mr. Caccia:** As long as there is the Speaker's permission, what would then apply, the same criteria and standards as when searching a private office?

**Mr. Maingot:** I do not know what the standards are for searching a private office.

**Mr. Caccia:** Because it might well be, Mr. Chairman, that the privileges applied to private citizens ought to be extended to Members of Parliament as well. Thank you.

**Mr. Nielsen:** Mr. Chairman, we might as well call it one o'clock.

**The Chairman:** Will we meet this afternoon at four o'clock?

**Mr. Nielsen:** Why not sit tomorrow morning? May I make the suggestion that we sit tomorrow morning instead of this afternoon.

**The Chairman:** What about this evening?

**An hon. Member:** Yes, this evening would be all right.

**Another hon. Member:** We may want to meet tomorrow as well.

**An hon. Member:** Let us sit this evening, Mr. Chairman.

**An hon. Member:** Will Mr. Maingot be present?

**The Chairman:** This Committee is adjourned until eight o'clock this evening.

**Mr. Nielsen:** Mr. Chairman, before we adjourn, I think it would be the wish of the Committee to have Colonel Currie here because it seems to me he would be the logical witness to follow Mr. Maingot.

**An hon. Member:** If he can manage it.

**Mr. Maingot:** I would have to be available for the Speaker's decisions.

**An hon. Member:** Will we sit tomorrow morning?

**The Chairman:** No, this evening.

**An hon. Member:** At eight o'clock tonight.

**The Chairman:** This meeting is adjourned until eight o'clock this evening.

[Interpretation]

**M. Maingot:** Je ne répondrai pas à cette question car je ne suis pas sûr de la réponse.

En ce qui concerne la Chambre, je vois mal comment la police pourrait exécuter un mandat de perquisition dans le bureau d'un député sans obtenir au préalable la permission de l'Orateur et cela s'appliquerait même au cas d'un député ayant commis un délit très grave.

**Une voix:** Accusé...

**M. Maingot:** Ou accusé d'un délit très grave. Cela ne pourrait certainement pas se faire sans l'Orateur et je pense que celui-ci s'en remettrait lui-même à la Chambre. Je pense qu'il prendrait l'initiative dans un cas de ce genre.

**M. Caccia:** En supposant que l'Orateur donne son autorisation, quels critères s'appliqueraient alors, les mêmes que dans le cas de la perquisition d'un bureau privé?

**M. Maingot:** Je ne sais pas quels sont les critères pour la perquisition d'un bureau privé.

**M. Caccia:** Peut-être faudrait-il étendre aux députés les privilèges dont jouissent les citoyens ordinaires. Je vous remercie.

**M. Nielsen:** Nous pouvons aussi bien nous en tenir là.

**Le président:** Nous réunissons-nous cet après-midi à 4 heures?

**M. Nielsen:** Pourquoi ne pas siéger demain matin? Je propose que nous siégeons demain matin plutôt que cet après-midi.

**Le président:** Pourquoi pas ce soir?

**Une voix:** Oui, ce soir serait très bien.

**Une autre voix:** Et peut-être également demain.

**Une voix:** Siégeons ce soir, monsieur le président.

**Une voix:** M. Maingot sera-t-il présent?

**Le président:** La séance est levée, jusqu'à ce soir, 8 heures.

**M. Nielsen:** Monsieur le président, avant d'ajourner, je pense que le Comité souhaiterait la présence du colonel Currie car c'est à lui logiquement qu'il appartient de succéder à M. Maingot.

**Une voix:** S'il peut venir.

**M. Maingot:** Je devrais me tenir à la disposition de l'Orateur.

**Une voix:** Allons-nous siéger demain matin?

**Le président:** Non, ce soir.

**Une voix:** A huit heures ce soir.

**Le président:** La séance est levée jusqu'à ce soir huit heures.

[Texte]

## EVENING SITTING

• 2019  
**The Chairman:** Gentlemen, I see a quorum. I am sorry to have been a few minutes late. At the adjournment we had as a witness Mr. Maingot, our Law Clerk and Parliamentary Counsel. I would like to have him here beside me because I had an indication that other people have questions to ask him. At the adjournment Mr. Nielsen wanted to ask him a few more questions.

Mr. Nielsen.

• 2020  
**Mr. Nielsen:** Mr. Chairman, I might draw Mr. Maingot's attention to page 3 of his brief, roughly the third paragraph, where he stipulates that a breach of any of the seven plus four privileges constitutes a contempt of Parliament. He goes on to say that there are acts other than those also considered as contempt. Then he quotes from May:

... that any act or omission which obstructs or impedes either House of Parliament in the performance of its functions, or which obstructs or impedes any member or officer of such House in discharge of his duty, or which has a tendency, directly or indirectly, to produce such results. . .

I wonder if he might have any precedents and in the absence of any precedent, an explanation in his opinion of what constitutes an act which has a tendency directly or indirectly to produce the result of obstructing a member or officer of the House?

**Mr. Maingot:** Mr. Chairman, I am not trying to evade your question. I suppose that is why the rights and immunities of the House and of its members are set out this way and why historically they have never been defined in such a way that you can corner them. I suppose if one went down a list of rights and immunities as enumerated, the four belonging to the members individually and the seven belonging to the House collectively in its corporate capacity, one could think of instances which might be considered in contempt of the House of Commons. This really belongs within the sphere of jurisdiction of the Committee and/or the Chamber itself to determine whether a particular act or an omission constitutes contempt of Parliament or contempt of the House of Commons. It is incumbent upon the House to determine that—what they feel. What the House itself feels may be a contempt. I am not trying to evade your question but really this is the way it has been historically. You do not set out what other acts there are because there could be many areas. . .

**Mr. Nielsen:** But there have been a number of precedents established as to the kind of act that constitutes an obstruction of a member in the performance of his duties.

**Mr. Maingot:** That is correct. May sets out areas other than well defined or well enumerated rights and immunities of the members or of the House in its corporate capacity which have been in the past considered contempts of Parliament.

**Mr. Nielsen:** Have you researched those precedents to determine whether in the abstract the confrontation of a member by a police officer for the purpose of questioning or interrogation would have a tendency to obstruct a member in the performance of his duties? Would that be the kind of thing you are referring to in that quotation from May?

[Interprétation]

## SÉANCE DU SOIR

**Le président:** Messieurs, nous avons quorum. Je vous prie d'excuser ces quelques minutes de retard. Lorsque nous avons suspendu la séance, notre témoin était M. Maingot, légiste et conseiller parlementaire. J'aimerais bien qu'il se présente à côté de moi parce que d'autres députés ont indiqué leur intention de poser des questions. A la suspension, M. Nielsen a indiqué qu'il avait d'autres questions.

Monsieur Nielsen.

• 2020  
**M. Nielsen:** Monsieur le président, j'attire l'attention de M. Maingot à la page 3 de son mémoire, troisième paragraphe, où il est indiqué que toute violation de l'un des sept privilèges constitue un mépris de l'autorité du Parlement. Il indique qu'il y a d'autres formes de mépris. Puis, citant May il dit:

... que tout acte d'omission qui bloque ou entrave le travail de l'une ou l'autre des Chambres du Parlement dans l'exercice de ses fonctions, ou qui bloque ou entrave le travail de tout député ou officier de la Chambre dans l'exercice de ses fonctions, ou qui tend, directement ou indirectement, à ce résultat. . .

Je me demande s'il y a eu des précédents, ou s'il n'y a pas eu de précédents, s'il y a une explication concernant ce qui constitue un acte qui tendrait, soit directement, soit indirectement, à amener ce résultat, entraver le travail d'un député ou d'un officier de la Chambre?

**M. Maingot:** Je n'essaie pas ici d'éviter la question. Je suppose que c'est la raison pour laquelle les droits et privilèges de la Chambre de ses députés sont indiqués de cette façon et n'ont jamais été mieux définis par le passé. Sans doute, on ne voulait pas être trop précis. Je suppose que parmi les droits et privilèges indiqués, sont les quatre qui appartiennent aux députés et les sept qui sont ceux de la Chambre collectivement, il y en a eu ou il y a pu à certains moments avoir mépris de l'autorité de la Chambre des communes. Cela reste au Comité ou à la Chambre même de déterminer si un acte ou une omission constitue en fait mépris de l'autorité de la Chambre ou mépris de l'autorité du Parlement. C'est à la Chambre d'en décider à cette occasion. C'est à la Chambre de dire s'il y a eu mépris. Je répète que je n'essaie pas ici d'éviter la question; traditionnellement c'est toujours la façon dont on a jugé des cas. On n'a jamais essayé de préciser quels pourraient être tous ces actes; l'énumération serait sûrement beaucoup trop longue. . .

**M. Nielsen:** Mais il y a eu certainement des procès-verbaux quant aux genres d'actions qui constituent une grave entrave au travail d'un député dans l'exercice de ses fonctions.

**M. Maingot:** C'est exact. May indique plusieurs domaines, autres que ceux qui sont bien définis, en plus des droits et privilèges des députés de la Chambre ou de la Chambre elle-même en tant qu'assemblée, où il y a eu par le passé mépris de l'autorité du Parlement.

**M. Nielsen:** Est-ce que vous avez vérifié quels avaient été ces précédents afin de déterminer si la confrontation d'un député avec un agent de police pour fins d'interrogatoire pourrait tendre à nuire à un député dans l'exercice de ses fonctions? Est-ce que c'est là le genre de choses que vous voulez amener lorsque vous citez May?



[Text]

**Mr. Maingot:** Certainly, any act that does not fall within the enumerated rights and immunities which has been brought to the attention of the House and Mr. Speaker feels is a *prima facie* case, is an area where the Committee of the House would determine whether it does in fact constitute a contempt of Parliament. My research does not show any precedent which is on all fours or even close to being on all fours with the situation as alleged here.

**Mr. Nielsen:** As a result of your research, are you satisfied that no such similar precedent exists?

• 2025

**Mr. Maingot:** In my research I am satisfied. I have checked many of the authorities and I could not find anything on all fours or even akin to it. There may be something, but I did not come across anything. Mind you, it is just from my knowledge prior to last night because it was last night that I put this together.

**Mr. Nielsen:** I see.

**Mr. Maingot:** But putting that together, I do not recall any incident akin to that. We had a speaker who was arrested a couple of hundred years ago in England, and in 1839 in England there was a real confrontation between the courts and the House where a person issued a writ against *Hansard*. The House certainly felt that was in contempt because they put his lawyer in jail. But that does not happen any more.

**Mr. Nielsen:** Perhaps a good many of them belong there. In your opinion, are we dealing as it were with a unique situation as far as Parliamentary precedence is concerned?

**The Chairman:** I do not want to interrupt this line of questioning provided, Mr. Nielsen, that you will try to reach the point where we could deal with our terms of reference. I do not see any reason why the members should not get as much information as they can from Mr. Maingot about any relevant decision or, if I may use the word, jurisprudence in the past of what took place in such issues. What I would like to remind the members is as simple as this, that the Speaker of the House, on facts put before him, with the consent of the House has given his opinion that it could be or it was a *prima facie* case of privilege, that is, the facts stated and related by Miss MacDonald. I believe that any legal question related to the point raised in the House should be relevant. But I would remind the members that if we are trying as a committee to get around any of the decisions that have been rendered in the past, either in the United Kingdom or in Canada, about any of the privileges of the members of Parliament, I believe that we will lose our time and will not accomplish the job that was given us to do by the House.

**Mr. Nielsen:** That is exactly what I am trying to do, Mr. Chairman.

**The Chairman:** I would invite you to relate your questions to the point that we have to study. Otherwise I want to advise the members that if we continue on this line, I will have to rule many of these questions out of order because we will not make any progress.

**Mr. Nielsen:** Mr. Chairman, with respect this is precisely what I was trying to do, to determine whether or not this expert witness, as a result of his research, has produced any precedents that are relevant to the reference now before us. I thought I was doing admirably in confining my questions to that very point. The last one I asked was going to be the last one of that series.

[Interpretation]

**M. Maingot:** Tout acte qui n'est pas énuméré parmi les droits et privilèges, mais qui est porté à l'attention de la Chambre et que M. l'Orateur estime évident devient sujet à l'examen du Comité de la Chambre pour qu'il détermine s'il y a eu ou non mépris de l'autorité du Parlement. La recherche que j'ai pu faire ne m'a pas montré de précédent se rapprochant de la situation qui se présente ici.

**M. Nielsen:** Donc vous estimez qu'il n'y a pas eu de précédent?

**M. Maingot:** Je ne crois pas. J'ai vérifié auprès de toutes les sources à ma disposition, mais n'ai pu trouver quoi que ce soit qui se rapproche de la situation indiquée. Je ne dis pas qu'il n'y a rien, mais je n'ai moi-même rien trouvé. Je vous fais remarquer que ce n'est que depuis hier que je me penche sur la question.

**M. Nielsen:** Je vois.

**M. Maingot:** Je ne vois donc rien qui ressemble à la situation qui se présente ici. Il y a bien eu un orateur qui a été arrêté il y a à peu près 200 ans en Angleterre; de plus, en 1839, il s'est produit en Angleterre une confrontation entre les tribunaux et la Chambre après que quelqu'un eut pris des mesures judiciaires contre le *Hansard*. La Chambre à ce moment-là a certainement considéré qu'il y avait eu mépris puisqu'elle a fait emprisonner son avocat. Mais il n'est plus question de cela maintenant.

**M. Nielsen:** Je suppose que bien des avocats y ont leur place. Selon vous, la situation est unique en ce qui concerne les droits du Parlement?

**Le président:** Je ne veux pas ici vous interrompre, monsieur Nielsen, à la condition que vous en veniez à quelque chose qui relève de près ou de loin de notre mandat. Je veux bien que les députés aient tous les renseignements nécessaires de M. Maingot concernant toute décision ou, si je puis utiliser les termes, toute jurisprudence qui pourrait exister. Je rappelle aux députés cependant que l'Orateur de la Chambre, d'après les faits qui lui ont été présentés et avec l'assentiment de la Chambre, a indiqué qu'il pourrait y avoir ou qu'il y avait présomption légale, à partir des faits évidemment relatés par M<sup>me</sup> MacDonald. Toute question juridique ayant trait aux points soulevés en Chambre peut être abordée. Je souligne simplement aux membres du Comité que si nous voulons, en tant que comité, revenir sur toutes les décisions qui ont pu être rendues dans le passé soit au Royaume-Uni, soit au Canada, concernant toute question de privilège des députés du Parlement, nous risquons de perdre notre temps et de ne pas remplir le rôle que nous a confié la Chambre. C'est mon opinion du moins.

**M. Nielsen:** Mais j'essaie justement d'éviter cela, monsieur le président.

**Le président:** Je vous invite donc à faire porter vos questions sur le sujet qui nous occupe. Si les questions continuent d'être dans la même veine, je dois aviser les députés que je devrai déclarer plusieurs interventions irrecevables afin que nous puissions progresser.

**M. Nielsen:** Monsieur le président, j'essayerais justement de déterminer si le témoin-expert que nous avons convoqué, à la suite des travaux de recherche qu'il a entrepris, a pu trouver des précédents qui puissent nous éclairer dans la situation actuelle. Je croyais m'en tenir de très près au sujet qui nous occupe. La dernière question que j'ai posée devait être la dernière dans cette veine.

## [Texte]

**The Chairman:** Okay.

**Mr. Nielsen:** And that was—Mr. Maingot has forgotten it—whether in his opinion as a result of his research we are dealing with a unique situation without parallel.

**Mr. Maingot:** In my view, yes.

**Mr. Nielsen:** Thank you. I will defer to other members now.

**The Chairman:** Mr. Barnett.

• 2030

**Mr. Barnett:** On the point that has been under discussion between Mr. Nielsen and Mr. Maingot, if I might have your indulgence very briefly, I could cite an example which I think, at least within my knowledge, is very close to being on all fours with the situation, and if it had not involved officers who were agents of a foreign power I think undoubtedly it would have established a precedent in our House on the matter under the question of privilege, the motion we have before us.

I am probably the only member in the room that has personal knowledge of this situation and, if it were agreeable, I could cite this, out of my own knowledge, as an example of what might have created a precedent that Mr. Maingot could have quoted.

**Mr. Nielsen:** I would be very interested in hearing it.

**Mr. Barnett:** This involved an occasion, a number of years ago now, when John Foster Dulles was Secretary of State of the United States of America. He addressed a closed meeting of members of the Senate and House of Commons of Canada in the Railway Committee Room. And, as is not unusual when someone from another country is visiting, he had certain people with him, security officers. In this particular instance they insisted on entering our premises and stationing themselves in the Railway Committee Room when no one other than members of the Senate and the House of Commons were there. There were no members of the press even present. Certainly this was against the wishes of our own protective staff of the day. There were very strong feelings among members of the Senate and of the House of Commons at that time about that instance. Now if those people had been within the jurisdiction of the Government of Canada I think there is no doubt whatever that the matter would have been raised formally in the House, and had a committee similar to this been established to consider the matter there is no question whatsoever in my mind that it would have been ruled that it was in fact a breach of our privilege for security officers of any kind to enter our premises without the consent of the Speaker.

That is the closest example within my knowledge that comes near to being on all fours with this situation.

**Mr. Nielsen:** But it must have been with the consent of the Speaker that they were there?

**Mr. Barnett:** To the best of my knowledge, it was not. And, as I say, had it not involved our relationships at that time with another country I am quite sure that that would have established a precedent which would form some basis for discussion of what is alleged here. This is quite a while ago now. It is not in the *Journals*. There is no formal record of it. But from my own knowledge that is what happened. And I certainly, from my own knowledge, recall what the feelings of the members, and I think one could safely say the Speakers of the Houses, were at that time. It is the sort of thing that is very clearly in my mind as an example of the kind of thing which should not be allowed to happen within the precincts of Parliament.

## [Interprétation]

**Le président:** D'accord.

**M. Nielsen:** M. Maingot l'a peut-être oublié maintenant. Je lui ai demandé si selon lui la situation actuelle est unique et n'a pas de parallèle.

**M. Maingot:** Je pense que c'est le cas.

**M. Nielsen:** Je vous remercie. Je suis prêt à céder mon tour maintenant.

**Le président:** Monsieur Barnett.

**M. Barnett:** Je voudrais avoir votre indulgence, monsieur Maingot, sur la question dont nous discutons; je pourrais citer un exemple qui, à mon avis, se rapproche très étroitement de la situation actuelle et qui, s'il n'avait pas impliqué des agents d'une puissance étrangère, aurait certainement créé un précédent dans notre Chambre au sujet de la question de privilèges.

Je suis sans doute le seul député, dans cette pièce, à connaître personnellement cette situation et, si vous le voulez, je pourrais citer à titre d'exemple de ce qui aurait pu constituer un précédent de ce dont M. Maingot a parlé.

**M. Nielsen:** Je serais très intéressé à entendre cela.

**M. Barnett:** C'était à l'époque, il y a plusieurs années, où M. John Foster Dulles était secrétaire d'état des États-Unis. Il s'était alors adressé, lors d'une séance à huis clos, aux membres du Sénat et de la Chambre des communes du Canada dans la salle de comités des Chemins de fer. Par ailleurs, comme cela est habituel lors de la visite de personnalités étrangères, des agents de la sécurité l'accompagnaient. Et c'est ainsi que, lors de cette occasion bien particulière, ces agents ont insisté pour pénétrer dans la salle de comités et y rester alors qu'il n'y avait d'autres personnes que les membres du Sénat et de la Chambre des communes. La presse n'était pas même présente. Évidemment, cela allait à l'encontre des désirs du service de protection de l'époque. A cette époque, les membres du Sénat et de la Chambre des communes exprimèrent une opinion sincère à ce sujet. Or, si ces personnes avaient été placées sous la juridiction du gouvernement du Canada, je pense qu'il ne fait aucun doute que ce problème aurait été soulevé de façon officielle à la Chambre, et que si un comité semblable avait été constitué pour examiner la question, il est évident, à mon avis, qu'il aurait décidé qu'il s'agissait d'une violation de notre privilège permettant à des agents de la sécurité de toute sorte de pénétrer dans nos locaux sans le consentement de l'orateur.

A mon avis, c'est là l'exemple qui se rapproche le plus de la situation actuelle.

**M. Nielsen:** Toutefois, l'orateur devait sans doute avoir donné son accord?

**M. Barnett:** Que je sache, pas du tout. Et je puis ajouter que si cela n'avait pas concerné nos relations avec cet autre pays, je suis tout à fait sûr que cela aurait constitué un précédent lequel aurait servi de base à notre discussion d'aujourd'hui. Cet exemple remonte à plusieurs années maintenant. Il n'existe aucun dossier formel à ce sujet. Mais à ma connaissance, ce sont les faits tels qu'ils se sont produits. Et je peux même vous expliquer quels étaient les sentiments des députés à l'époque, ainsi que ceux des orateurs de la Chambre à cette époque. C'est, à mon avis, un cas typique d'une situation qui ne devrait pas se produire dans l'enceinte du parlement.

[Text]

That is all I have to say, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you.

**Mr. Barnett:** I thought it was germane to the question of whether there were examples of what we were involved in.

The Chairman: Yes, but I thought you were going to refer to something that was raised in the House and either referred to a committee of the House or decided by the Speaker. But it is only a story.

• 2035

**Mr. Barnett:** All I can say is that there is no doubt in my mind that had it not involved our relationship, and whether the judgment of the members of the House of that time was correct in raising it or not I am not asking the Committee to judge, but it is certainly an example of the kind of thing that...

**Mr. Maingot:** There was at least one precedent, I suppose, in 1641 when the Crown sent officers in to the House of Commons. The Crown lost his head, of course, over that.

**Mr. Nielsen:** How about the visit of President Kennedy when secret service men were stationed at the seat of the Commons chambers?

The Chairman: Order, please. Do I take it...

**Mr. Barnett:** We did not feel, in a Canadian Parliament of that kind, that we were in a position to remove the head of the President of the United States or the Secretary of State.

The Chairman: Yes, Mr. Clark?

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** May I ask a few questions?

The Chairman: Mr. Clark.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** This quotation, Mr. Maingot, from May appears at page 64 in the eighteenth edition. I will read the relevant section:

Parliamentary privilege is the sum of the peculiar rights enjoyed by each House collectively as a constituent part of the High Court of Parliament, and by members of each House individually, without which they could not discharge their functions.

That is the phrase I am interested in, "without which they could not discharge their functions". I wonder if there is any precedent which indicates either what types of functions are referred to or what types of interference are referred to by that general phrase?

**Mr. Maingot:** I suppose a classic example would be the one which brought about the Parliamentary Papers Act of 1840 in England. A chap by the name of Stockdale felt slandered as a result of what was published in *Hansard* relating to prison conditions. He was a publisher of books and they were in the prison and there was a report published in the House of Commons defaming the author of these books. They were really books of medicine and he considered that they were slandered. So, he sued *Hansard*, who was the Parliamentary reporter responsible at that time. As a result of the action there were a lot of carryings on between the Crown and the House of Commons, and they put his lawyer in jail and this sort of thing. What the House actually did was to pass a resolution to the effect that the House could, with impunity, publish defamatory material. That issue was tried and the courts said that that is a new privilege. That is something new that has not been carried on in the past, and if you want to create something

[Interpretation]

C'est tout ce que j'ai à dire, monsieur le président.

Le président: Merci.

**Mr. Barnett:** Je voulais dire cela puisqu'il s'agissait de citer des exemples de la situation actuelle.

Le président: Certes, mais je croyais que vous alliez nous parler d'une question qui avait été soulevée à la Chambre, référée à un comité de la Chambre ou tranchée par l'Orateur. En fait, c'est simplement une histoire.

**Mr. Barnett:** Tout ce que je puis dire est, qu'à mon avis, il ne fait aucun doute que cela n'impliquait pas notre relation, et que je ne demande pas au Comité de juger si les députés de la Chambre d'alors avaient raison ou non, de soulever ce problème, mais je pense que l'exemple se rapproche...

**Mr. Maingot:** Il y a eu, au moins, un précédent, en 1641, je crois, lorsque la Couronne a envoyé des agents à la Chambre des communes. Dans ce cas, la Couronne a eu cause perdante.

**Mr. Nielsen:** Et lorsque le président Kennedy est venu au Canada, et que les agents du service secret étaient présents dans la Chambre des communes?

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît.

**Mr. Barnett:** Le Parlement canadien de cette époque ne se sentait pas en mesure d'attaquer le président des États-Unis ni le Secrétaire d'État.

Le président: Certes, monsieur Clark?

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Puis-je poser quelques questions?

Le président: Monsieur Clark.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Cette citation, monsieur Maingot, de May figure à la page 64 de la dix-huitième édition. Je voudrais lire l'article approprié:

L'immunité parlementaire est l'ensemble des droits particuliers dont jouit chaque Chambre collectivement en tant que partie intégrante de la Cour supérieure du Parlement, ainsi que les députés de chaque Chambre individuellement, faute de quoi ils ne pourraient pas exécuter leurs fonctions.

La phrase qui m'intéresse est la suivante: faute de quoi ils ne pourraient pas exécuter leurs fonctions. Je me demande s'il y a eu des précédents indiquant à quel genre de fonctions ou d'interférences cette phrase générale fait allusion?

**Mr. Maingot:** A mon avis, l'exemple classique serait celui qui a provoqué la Loi sur les documents parlementaires de 1840, en Angleterre. Un individu du nom de Stockdale, s'était senti insulté à la suite de la publication du *Hansard* au sujet des conditions de vie dans les prisons. Cet individu était éditeur de livres sur la vie dans les prisons, et un rapport publié par la Chambre des communes avait fortement critiqué l'auteur de ces livres. En fait, il s'agissait de livres de médecine et l'individu en question s'est estimé insulté. De ce fait, il poursuit le *Hansard*, qui était à l'époque le reporter parlementaire responsable. Cela a provoqué de nombreuses discussions entre la Couronne et la Chambre des communes et l'avocat de l'individu fut emprisonné. En fait, la Chambre décida d'adopter une résolution lui permettant de publier des documents diffamatoires. Cette question fit l'objet d'un procès et les tribunaux décidèrent qu'il s'agissait là d'un nouveau privilège. Cela n'avait jamais existé par le passé, et si vous voulez créer



## [Texte]

new you have to pass an act of Parliament because you are affecting the rights of third parties. So, in effect they said you do not need that. The House by itself does not need that right to discharge a function; that is, it does not need the right to defame someone. However, they can overcome that by legislation, which they did, and that is where our freedom of publication of debates stems from.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** If I am asking questions that are improper, I am sure you will advise me. I would like to state a hypothesis. One of the functions of a member of Parliament is to determine information with an eye to raising that information in the form of questions in the House of Commons or in committee. In our system that very frequently involves contacts of an informal nature with members of the public service and persons outside the Commons itself. Has it been interpreted or in your view would be an interference with that function if some pressures were to be brought to bear upon a member of Parliament or upon the staff of a member of Parliament—I would like you to treat both of those questions separately—that would prevent them from having adequate consultation with such people outside the Commons or within the public service?

**The Chairman:** Before you speak, I accept this question on the grounds that it has no relation to any of the persons concerned in this case, but just on the legal aspect.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Fine. That is how I intended it.

• 2040

**Mr. Maingot:** I am not sure whether Mr. Clark would consider an analogy with the case where a question of privilege was raised about two years ago in respect of the Auditor General, in that the question of privilege was to the effect that the government was depriving him of the tools so that he could perform his function. He was an officer of Parliament. The Speaker ruled there that it was more of an administrative matter, and there was no question of privilege. I am not sure whether this would be akin to what you are saying. It is very difficult and it is not competent for me, Mr. Chairman, to say or to determine what does or what does not constitute an obstruction. It is for you gentlemen to determine that and the House of Commons. It is a value judgment, really.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** You are suggesting that the case of the Auditor General might apply to the function of the staff of the member of Parliament, although clearly not to the member of Parliament himself.

**Mr. Maingot:** I think the Speaker ruled, in effect, that the rights and immunities that apply to a member do not apply to a person such as the Auditor General and, therefore, they certainly would not apply to the staff of the members.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Following that for the moment, is a member of the staff of a member of Parliament, working within the defined precincts of the House of Commons, subject to the same protections that a member of Parliament is?

**Mr. Maingot:** No, any rights or immunities belong to the member only.

## [Interprétation]

quelque chose de nouveau, il vous faut faire adopter une loi par le Parlement car vous affectez les droits des trois parties. La Chambre s'entendit dire qu'elle n'avait pas besoin de ce droit d'exécuter une fonction, à savoir, qu'elle n'avait pas besoin d'avoir le droit de diffamer une personne. Toutefois, une loi peut régler ce problème, et c'est ce que l'on a fait, et c'est de cette époque que date notre liberté de publication des débats.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je suis sûr que vous m'avertirez si je pose des questions inappropriées. Je voudrais simplement émettre une hypothèse. Une des fonctions d'un député est de trier l'information reçue afin de poser des questions pertinentes à la Chambre des communes ou en comités. Dans notre système actuel, cela nécessite des contacts fréquents, de manière officieuse, avec les membres de la fonction publique et des personnes étrangères à la Chambre des communes. A votre avis, faites-vous une différence, et considérez-vous cela comme une pression, qu'un député ou qu'un membre du personnel d'un député entame certaines consultations appropriées avec des personnes étrangères à la Chambre des communes ou avec des fonctionnaires?

**Le président:** Je voudrais simplement dire, avant que vous ne répondiez, que j'accepte cette question en ce qu'elle n'affecte aucune des personnes concernées dans ce cas, mais qu'il s'agit simplement d'une question juridique.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Très bien. C'était là l'objectif de ma question.

**M. Maingot:** Je ne sais pas si M. Clark considérera cet exemple comme analogue au cas présent, mais il y a environ deux ans, une question de privilège a été soulevée en ce qui concerne l'auditeur général, à savoir si la question de privilège permettait au gouvernement de le priver des instruments nécessaires à l'exécution de ses fonctions. Il était alors un agent du Parlement. L'Orateur décréta qu'il s'agissait davantage d'une question administrative et non pas d'une question de privilège. Je ne sais pas si cela se rapporte à ce que vous avez dit. C'est une question très difficile et je ne sais pas, monsieur le président, si je suis en mesure de déterminer ce qui constitue, ou non, une obstruction. C'est à vous, membres de la Chambre des communes, de le faire. En fait, il s'agit d'un jugement de valeur.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Vous voulez dire que le cas de l'auditeur général pourrait s'appliquer à la fonction du personnel d'un député, bien qu'il ne s'agisse pas vraiment du député lui-même.

**M. Maingot:** Je crois que l'Orateur a décrété en fait, que les droits et immunités qui s'appliquent à un député ne s'appliquent pas à une personne telle que l'auditeur général et que, par conséquent, il ne s'applique certainement pas au personnel des députés.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Dans le même ordre d'idée, un membre du personnel d'un député, travaillant dans l'enceinte même de la Chambre des communes, bénéficie-t-il des mêmes protections qu'un député.

**M. Maingot:** Non, les droits ou immunités n'appartiennent qu'au député.

[Text]

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Yes. Is it within the ambit of the privilege of a member of Parliament that access to an office be obtained only with permission from the member of Parliament?

**Mr. Maingot:** Are you speaking of his office?

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I am speaking of his office, yes, particularly for the purpose of interviewing staff in that office.

**Mr. Maingot:** I would say yes unless there are absolutely extraordinary circumstances.

**Mr. Nielsen:** Or the House.

**Mr. Maingot:** Yes, or the House, of course. The House is master of the internal proceedings of the House. Apart from that there would have to be exceptional circumstances.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Thank you.

**Mr. Maingot:** Exceptional circumstances occurred in 1935, but they were very exceptional.

**The Chairman:** Are there any other questions? Mr. Peters.

**Mr. Peters:** I have a supplementary question. There have been, Mr. Maingot, as I remember them, three or four instances recently—and this is following the second last question—where there has been an objection on the part of the government, separate from members, to the use of certain material in the House. It has been referred to previous procedural committees. The one I am thinking of, I think, concerned a former Prime Minister. Has there ever been any decision on any of these instances? I think in this case the cover was removed from a document and the document became controversial. I remember in that specific case an election intervened or something like that. Are there any of these that have reached the stage of a decision?

**Mr. Maingot:** I am not sure that I follow you.

**Mr. Peters:** This follows a question that was asked about documents or the use of them and I am curious, since I cannot remember, whether a decision was arrived at. I can think of that one case and I presume if I thought about it there would be more.

**Mr. Nielsen:** That case was never referred to the committee or to the House...

**Mr. Barnett:** The decision in the case that Mr. Peters is referring to was made by the people in the general election of 1968.

**Mr. Peters:** I remember there was an election in that particular year.

**Mr. Nielsen:** You were one of the lucky ones.

**Mr. Peters:** Are there other cases of a similar nature that have been dealt with by a privileges and elections committee?

• 2045

**Mr. Maingot:** With respect, Mr. Peters, I am still a little up in the air with regard to the tack that you are taking.

[Interpretation]

**M. Clark (Rocky Mountain):** Très bien. Cela fait-il partie du privilège d'un député d'être seul à autoriser l'accès de son bureau au Parlement?

**M. Maingot:** Vous parlez de son bureau?

**M. Clark (Rocky Mountain):** Oui, et particulièrement du fait d'interviewer le personnel de ce bureau.

**M. Maingot:** Je répondrai oui, sauf en cas de circonstances extraordinaires.

**M. Nielsen:** Ou la Chambre.

**M. Maingot:** Naturellement. La Chambre est le maître de ses procédures internes. Outre cela, il faudrait des circonstances exceptionnelles.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Merci.

**M. Maingot:** Ce genre de circonstances exceptionnelles se sont produites en 1935, mais c'était très exceptionnel.

**Le président:** Y a-t-il d'autres questions? Monsieur Peters.

**M. Peters:** Je voudrais poser une question supplémentaire. Si je me souviens bien, monsieur Maingot, il y a eu trois ou quatre exemples récemment, et cela concerne la seconde question, où il y a eu une objection de la part du gouvernement, séparément des députés, en ce qui concerne l'utilisation de certains documents à la Chambre. Cette question a été référée au Comité sur la procédure. L'exemple auquel je pense concernait un ancien premier ministre. Des décisions ont-elles été prises à propos de ces exemples? Si je me souviens bien, dans ce cas précis, la couverture d'un document avait été enlevée et le document devenait très controversable. Et, si je me souviens bien, une élection a été déclenchée. Ces différents exemples ont-ils fait l'objet d'une décision?

**M. Maingot:** Je ne vous comprends pas très bien.

**M. Peters:** Il s'agit d'une question qui a été posée à propos de documents ou de leur utilisation, et je voudrais savoir, puisque je ne m'en souviens pas, si une décision a été prise à ce sujet. Je me souviens d'un cas bien précis, mais pas des autres.

**M. Nielsen:** Ce cas n'a jamais été référé au comité ou à la Chambre...

**M. Barnett:** En ce qui concerne le cas dont parle M. Peters, la décision a été prise par le peuple canadien lors d'une élection générale en 1968.

**M. Peters:** Je me souviens qu'il y a eu une élection cette année-là.

**M. Nielsen:** Et vous avez été l'un des heureux élus.

**M. Peters:** Y a-t-il d'autres cas, de nature semblable, qui auraient été examinés par un comité des privilèges et élections?

**M. Maingot:** Veuillez m'excuser, monsieur Peters, mais je ne comprends pas toujours très bien où vous voulez en venir.

[Texte]

**Mr. Peters:** It was following a question that was raised and I can think of another instance where a report was used from which I quoted on a number of occasions, it was an international document of the Solicitor General's that was provided and freely used. However, it did not get to that stage although there was quite a bit of question about it. I am just curious if there have been any that have.

**Mr. Maingot:** Yes, there have been. In the 28th Parliament there were two instances in respect of disclosure. Usually I think they related to disclosure to the press before it was disclosed to the House. I think the *St. Scholastique* was one relating to the Minister of Transport. In that one the Speaker ruled that there was no question of privilege. There were a couple of others, too, Mr. Peters.

**Mr. Peters:** The decisions were indefinite. They were precedents that were used . . .

**Mr. Maingot:** I do not think they are quite on all fours, quite akin to what the circumstances are here.

**Mr. Peters:** I was not comparing them really to the situation here, I was just following up on the lead that was supplementary to a question previously asked.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Peters.

Mr. Nielsen.

**Mr. Nielsen:** Mr. Maingot, I am referring to May's 18th edition, Chapter 10 under the general title of *Breaches of Privilege and Contempt*. At page 144 there commences a series of subheadings starting with the general heading of:

Obstructing Members of either House in the Discharge of  
their Duty  
Arrest of Members

and then:

Molestation of Members while in the Execution of Their  
duties  
Attempts by Improper Means to Influence Members in  
their Parliamentary Conduct  
Bribery  
Attempted Intimidation of Members  
Private Solicitation of Members  
Acts tending indirectly to obstruct Members in the  
discharge of their duty  
Molestation of Members on Account of their Conduct in  
Parliament  
Reflections upon Members

and so on.

If this Committee found that there was a privilege and that it had been breached, would that be the section of May under which it would normally fit or be found?

**The Chairman:** Of course, Mr. Nielsen.

**Mr. Nielsen:** I am asking the expert.

**The Chairman:** Yes, you are asking the expert, but I happen to be the Chairman. I believe this question is not in order. This is a hypothetical question. . . . a question hypothétique, complètement hypothétique. . . . How can this Committee at this stage decide whether there has been or has not been a breach of privilege without getting at the facts?

[Interprétation]

**M. Peters:** Ceci correspondait à une question qui a déjà été soulevée, je puis également citer un autre exemple d'un rapport dont j'ai fait certaines citations à plusieurs reprises; il s'agissait d'un document interne du bureau du Solliciteur général, qui nous avait été distribué et qui fut librement utilisé. Cependant, nous n'en sommes pas arrivés à la même étape, bien que le même type de problème ait été soulevé. Je suis donc curieux d'avoir plus de détails à ce sujet.

**M. Maingot:** Très bien. Durant la 28<sup>e</sup> session parlementaire, il y a eu deux cas de fuite. En fait, il me semble que c'était des documents transmis à la presse avant d'être dévoilés en Chambre. Je pense que celui concernant le ministère des Transports touchait *St-Scholastique*. A ce sujet, l'Orateur avait décidé qu'il n'y avait pas de question de privilège. Il y en a eu quelques autres également, monsieur Peters.

**M. Peters:** Les décisions n'avaient pas été très définies. On avait employé des précédents . . .

**M. Maingot:** Je ne pense pas que la situation ait été tout à fait semblable à ce qu'elle est aujourd'hui.

**M. Peters:** En fait, je ne voulais pas faire de comparaison avec la situation actuelle, je voulais simplement poursuivre une question supplémentaire qui a déjà été posée.

**Le président:** Merci, monsieur Peters.

Monsieur Nielsen.

**M. Nielsen:** Monsieur Maingot, je voudrais vous citer un extrait de la 18<sup>e</sup> édition du May. Il s'agit du chapitre 10, intitulé: *Bris de privilèges et outrages*. Il y a, à la page 144, une série de chapitres, regroupés sous le titre général de:

Obstruction aux fonctions des membres de l'une ou l'autre  
des Chambres  
Arrestation de députés

ensuite:

Brutalité à l'égard de députés, pendant l'exercice de leurs  
fonctions  
Trafic d'influence à l'égard de députés, pendant leurs  
activités parlementaires  
Corruption  
Tentative d'intimidation des députés  
Requête privée auprès de députés  
Actes tendant indirectement à empêcher les députés  
d'exercer leurs fonctions  
Brutalité exercée à l'égard de députés du fait de leur  
conduite parlementaire  
Réflexions à l'égard de députés

et ainsi de suite.

Si le comité constatait qu'il y avait eu viol de privilège, ceci relèverait-il de l'article de May que je viens de citer?

**Le président:** Bien sûr, monsieur Nielsen.

**M. Nielsen:** Je demande à l'expert.

**Le président:** En effet, vous demandez à l'expert, mais il se trouve que je suis le président. Je pense que cette question n'est pas réglementaire. C'est une question hypothétique. . . . a purely hypothetical question. . . . Comment le comité peut-il décider, à cette étape, s'il y a eu viol de privilège ou non, sans connaître tous les faits?



[Text]

**Mr. Dupras:** We will get at the facts first.

**The Chairman:** You are asking our counsel to decide in such circumstances if in this case there is or there is not a question of breach of privilege. How do we know? I am asking you.

**Mr. Nielsen:** I do not think, with great respect, Mr. Chairman...

**The Chairman:** I cannot accept this question.

**Mr. Nielsen:** ... it is up to me to answer questions from the Chair. I suggest, with respect, that it is up to the witness. Let me rephrase the question then if I am not...

**The Chairman:** Of course, you can rephrase it. Of course, you can rephrase the question.

**Mr. Nielsen:** These questions that I have referred to in May, Mr. Chairman, deal with certain privileges and the consequences of their breach of members and of the House. Should the Committee find that there does exist—and I am putting this on a hypothetical basis—the privilege of the sacrosanctity of a member's office and that he is free from interrogation by civil police, would that be the section of this authority where it would ordinarily be found?

• 2050

**An hon. Member:** That is a hypothetical question.

**The Chairman:** Order, please. As your Chairman, I must say that if you ask hypothetical questions we will never reach any point here. This is why I would advise members to try to get from the witness direct facts, straight opinions, precedents, jurisprudence. Get his expertise of course but never relate an "if" question until this Committee has reached a decision on the facts that we are here to listen to.

**Some hon. Members:** Hear, hear!

**Mr. Nielsen:** All right then. I was just asking that one question in the hope of shortening the proceedings. Let me ask the witness then in an attempt to define what we are supposed to report on here what in his opinion constitutes the molestation of a member in the conduct of his duty.

**Mr. Maingot:** That is a judgment which members of the House of Commons have to make.

**Mr. Nielsen:** In your opinion as an expert parliamentary counsel though, could you advise us as to what in your opinion constitutes...

**Mr. Poulin:** On a point of order, Mr. Chairman. We can go on asking this man for definitions and his opinions on everything that applies in the whole of May.

**Mr. Nielsen:** That is why I asked one question—in the hope of shortening it.

**Mr. Poulin:** It is a fruitless task to attempt to go into this line of questioning. It is clearly out of order. We are not getting to grips at all with the problem that we are here to decide. I cannot understand why the hon. member does not wish to get on with the issue.

[Interpretation]

**M. Dupras:** Nous établirons d'abord les faits.

**Le président:** Vous demandez à notre conseiller d'affirmer si dans de telles circonstances il y a ou non un problème de viol de privilège. Comment pouvons-nous le savoir? Je vous le demande.

**M. Nielsen:** Monsieur le président, je voudrais très respectueusement faire remarquer...

**Le président:** Je ne puis accepter votre question.

**M. Nielsen:** ... ce n'est pas à moi de répondre aux questions du président. Je pense que cela revient au témoin. Laissez-moi reformuler ma question si...

**Le président:** Bien sûr, vous pouvez la reformuler.

**M. Nielsen:** Monsieur le président, les articles que je viens de citer de May concernant certains privilèges et les conséquences que peut entraîner leur violation à l'égard de députés ou de la Chambre. Si le Comité devait constater, et ce qui est tout à fait hypothétique, que les privilèges attachés au bureau d'un député ont été violés et que ce dernier n'est plus interrogé par la police, ce problème relèverait-il de cet article?

**Une voix:** C'est une question hypothétique.

**Le président:** A l'ordre. A titre de président, je dois dire que si vous posez des questions hypothétiques, nous n'avancerons pas. C'est pourquoi je demanderais aux députés de tenter de poser aux témoins des questions concernant des faits, des opinions directes, des précédents ou des questions de jurisprudence. Bien sûr, vous pouvez utiliser sa compétence particulière mais non pas poser des questions hypothétiques tant que le Comité n'aura pas pris de décision à l'égard des faits que nous devons examiner.

**Des voix:** Bravo.

**M. Nielsen:** Très bien. Je posais simplement cette question dans le but de raccourcir la procédure. Afin de parvenir à définir ce que nous sommes censés examiner, je demanderais alors au témoin ce que constitue, à son avis, les brutalités exercées à l'égard d'un député, pendant l'exercice de ses fonctions.

**M. Maingot:** Ceci est une question de jugement individuel des députés.

**M. Nielsen:** A votre avis, en tant qu'expert parlementaire, pourriez-vous nous dire quelle est votre opinion personnelle...

**M. Poulin:** Monsieur le président, un rappel au Règlement. Nous pourrions continuer à poser des questions au témoin au sujet de toutes les définitions comprises dans May.

**M. Nielsen:** C'est pourquoi je lui posais ces questions, dans le but d'aller plus vite.

**M. Poulin:** Il est tout à fait inutile de tenter d'enquêter dans ce domaine. Ceci n'est à l'évidence pas réglementaire. Nous ne parvenons absolument pas à nous attacher au problème qui nous est posé. Je ne comprends pas pourquoi l'honorable député ne veut pas en rester au problème.

[Texte]

**Mr. Nielsen:** I cannot understand why there is such an apparent loathing and reluctance to have the expertise of this witness displayed for the edification of members. Obviously they do not want to learn anything.

**An hon. Member:** No, we want to learn the facts.

**Mr. Poulin:** On a point of order, Mr. Chairman. We on this side, in fact, are very satisfied with the expertise of Mr. Maingot alone and did not suggest that we have two additional parliamentary counsels. We are satisfied and we have heard from him in a very clear, precise manner the definition of privilege and he has provided us with a very learned brief and memorandum of law with respect to the subject matter sufficient I submit, Mr. Chairman, for us to embark upon a study of the facts. We can continue with this hypothetical questioning that is going on and continue to ask definitions upon definitions upon definitions, and if you over there are reluctant to get into the facts of this matter it mystifies me as to why.

**Mr. Nielsen:** Mr. Chairman, it is not a question of any reluctance on this side to get into the facts at all. I am really astounded by the hon. member who has just spoken who, in his ignorance, wants to remain in the dark. Hypothetical questions were allowed at the meeting this morning and there is no reason why they should not be allowed now.

**The Chairman:** I would like to invite the members at this point not to make a reference to the conduct of any of the other members. I believe all members are here in good faith. Mr. Reid.

**Mr. Reid:** Mr. Chairman, it seems to me that given the information Mr. Maingot has given us, members of the House of Commons should define what privilege is when each case is brought before them. The case that the hon. member for the Yukon advanced is a hypothetical case and it seems to me that the only answer our witness can give is what precedents there might be either in Canadian or British practice that would define what molestation is. It strikes me that all of questions that have been put in this nature can only be answered with that kind of a reply. I do not think the hon. member can ask the Parliamentary Counsel for his opinion. I think he can only ask him if there are any precedents and if so, what are they. Therefore, this would eliminate the problem of hypothetical problems. I think we would be treating the witness properly and fair without inviting him to go into areas that are beyond his competence as he has so ably pointed out to us.

**Mr. Nielsen:** Really, Mr. Chairman, it is fatuous logic to say that we cannot ask an expert witness, who is here for the precise purpose of giving his opinion and has done so in a brief, questions as to his opinion on what constitutes molestation. Of course it has to be based on precedent, because it is the only way that the witness can answer.

**The Chairman:** Do you have other questions?

**Mr. Nielsen:** Well, I put one.

[Interprétation]

**M. Nielsen:** Je ne puis absolument pas comprendre pourquoi on hésite tant à avoir l'avis d'un expert ce qui serait très utile pour tous les membres du Comité. Il est évident que ces derniers ne veulent rien apprendre.

**Une voix:** C'est faux nous voulons apprendre les faits.

**M. Poulin:** Monsieur le président, un rappel au Règlement. De ce côté de la Chambre, nous sommes tout à fait satisfaits d'avoir monsieur Maingot comme expert et nous ne sommes pas responsables d'avoir demandé deux conseillers parlementaires supplémentaires. En effet, il nous a donné une définition très claire et précise de la motion de privilège et il nous a fourni un mémoire très compétent au sujet des questions de droit se rattachant à ce problème; à mon avis, monsieur le président, ceci suffit à nous permettre d'enquêter sur les faits. Nous pourrions continuer à poser des questions hypothétiques et à demander définition sur définition; quant à savoir pourquoi vous, de l'autre côté, hésitez tant à connaître les faits, ceci reste pour moi un mystère.

**M. Nielsen:** Monsieur le président, nous n'hésitons absolument pas à connaître les faits. Je suis profondément surpris d'entendre l'honorable député prononcer ces paroles, qui semblent montrer, dans toute son ignorance, qu'il désire ne pas être éclairé. Ce matin, on a autorisé les questions hypothétiques et je ne vois pas pourquoi elles seraient refusées ce soir.

**Le président:** J'aimerais demander aux membres du Comité de ne pas référer à la conduite de l'un ou l'autre des membres du Comité. Je pense que nous sommes tous ici de bonne foi. Monsieur Reid.

**M. Reid:** Monsieur le président, il me semble que étant donné les renseignements que nous a donnés monsieur Maingot, les membres de la Chambre des communes devraient définir ce qu'est le privilège chaque fois qu'un cas leur est posé. Le cas mentionné par l'honorable député du Yukon est certes un cas hypothétique et il me semble que la seule réponse que pourrait donner notre témoin serait d'indiquer quels précédents peuvent exister dans ce domaine, soit au Canada, soit en Grande-Bretagne, permettant de définir la notion de brutalité. Il me semble en effet que toutes les questions de ce genre, qui ont été posées, ne peuvent obtenir de réponse que par ce moyen. Je ne pense pas que l'honorable député puisse demander au conseiller parlementaire de nous donner son avis. Il peut simplement lui demander s'il y a des précédents et si oui, lesquels sont-ils. Ceci permettrait de régler ces questions hypothétiques. Nous devrions être justes et honnêtes à l'égard du témoin et ne pas lui demander de s'engager dans des domaines qui dépassent sa compétence comme il l'a clairement indiqué.

**M. Nielsen:** Vraiment, monsieur le président, cette logique me paraît tout à fait bizarre; on me dit que l'on ne peut poser de questions à un expert, qui est cependant ici précisément pour nous donner son avis, ce qu'il a déjà fait dans un mémoire; on ne pourrait alors lui poser de questions ausujet de sa propre définition des brutalités? Bien sûr, ceci doit être fondé sur les précédents, et c'est la seule manière pour le témoin de répondre.

**Le président:** Avez-vous d'autres questions?

**M. Nielsen:** Je n'ai toujours pas eu de réponse.

[Text]

**The Chairman:** I think he gave the answer.

**Mr. Nielsen:** We have had no answer yet.

**Mr. Maingot:** Perhaps for the edification of members I may make the point that up until 1866 the Speaker of the House of Commons in England, in his declaration that he was protecting the members' privilege and was the custodian, declared that they had freedom from molestation, you might say, but from 1866 on it was dropped, as not constituting one of their ancient rights and privileges. The reason is that molestation at the time of Elizabeth I really meant not being molested by civil suit. Really that was what that meant. But now of course a member is not deprived of that; he can be sued.

Dealing with molestation, the select committee on parliamentary procedure in England says this about it:

It treats privilege from molestation as still in existence and interprets molestation as including not only assaulting or insulting members or challenging them to fight on account of their conduct in Parliament but even attempting to influence them in their parliamentary conduct by improper means.

With all due respect, it is competent only for the members of the House of Commons to make a value judgment on any such circumstances, certainly not for me.

**Mr. Nielsen:** Thank you for that very relevant answer. Now can you deal with your opinion as an expert, through you, Mr. Chairman, with a similar definition of intimidation of members.

**The Chairman:** You can read Beauchesne's; I have it here. Sincerely, do you really believe we will make progress by asking Mr. Maingot for his interpretation of former decisions?

**Mr. Nielsen:** On a point of privilege here, Mr. Chairman, I heard one of these usual inane objections by Mr. Poulin, that I was too lazy to read. Let me inform him, through you, that if he did as much reading as I did he might have a little more knowledge about the subject matter under consideration here.

**Mr. Chairman,** of course I have read May, and I have it here before me now. But all the Committee members here could read May and we would have as many different opinions and interpretations of May as there are members of the Committee. We have an expert here whose advice I am prepared to accept, even though those on the other side do not want to hear it. I want to hear this witness's expert opinion as to what he views as intimidation of a member, because that is what we are here for.

**The Chairman:** That is what we are doing.

**Mr. Nielsen:** Let us hear what the opinion is.

**The Chairman:** I would accept the question provided the witness does refer to the books and asks the members to read them, but not to give his personal interpretation on it because that is part of our own duties.

[Interpretation]

**Le président:** Je pense que si.

**M. Nielsen:** Non, nous n'avons pas encore eu de réponse.

**M. Maingot:** Peut-être, pour l'édification des députés, pourrais-je faire remarquer que jusqu'en 1866, l'Orateur de la Chambre des communes britannique, dans sa déclaration de protection des privilèges des députés, avait affirmé que ces derniers jusqu'alors étaient protégés des brutalités éventuelles, mais qu'à partir de 1866 cette notion avait été abandonnée, puisqu'elle ne relevait pas de leurs droits et privilèges anciens. La raison en est que les brutalités exercées à l'époque d'Elizabeth I n'avaient pas le sens que nous donnons à ce terme actuellement. Voilà ce que cela voulait dire. Évidemment, un député n'est pas privé de cette protection; on peut tenter des poursuites en justice.

En ce qui concerne les brutalités, le comité spécial sur la procédure parlementaire, en Grande-Bretagne, avait déclaré:

Le comité considère que le privilège à l'égard des brutalités existe toujours et interprète cette expression comme ne comprenant pas seulement les attaques ou insultes à l'égard de députés ou leur provocation en combat du fait de leur conduite au Parlement mais aussi les tentatives visant à influencer leur conduite parlementaire, par des moyens inacceptables.

Je dois donc dire, très respectueusement, qu'il revient aux membres de la Chambre des communes de faire leur propre jugement de valeur au sujet de telles circonstances; ceci ne relève pas de mes compétences personnelles.

**M. Nielsen:** Merci pour cette réponse très pertinente. Nous pouvons maintenant vous demander votre avis d'expert au sujet de la définition des tentatives d'intimidation de députés.

**Le président:** Vous pouvez lire Beauchesne, je l'ai avec moi. Sincèrement, pensez-vous vraiment que nous allons avancer en demandant à M. Maingot d'interpréter des décisions antérieures?

**M. Nielsen:** Monsieur le président, je soulève une question de privilège. Je viens d'entendre l'une des remarques stupides de M. Poulin, comme d'habitude, à savoir que j'étais trop paresseux pour lire. Laissez-moi lui dire, par votre intermédiaire, que s'il lisait autant que moi, il aurait sans doute un peu plus de connaissances au sujet de la question que nous examinons.

Monsieur le président, j'ai lu May et je l'ai d'ailleurs avec moi en ce moment. Cependant, tous les membres du Comité pourraient lire May et nous aurions toujours autant d'opinions et d'interprétations différentes au sujet de ce qui y est contenu. Nous avons avec nous un expert dont je suis disposé à accepter les avis, même si ceux de l'autre côté ne veulent pas les entendre. Je voudrais donc connaître l'opinion de notre expert au sujet de la définition des tentatives d'intimidation de députés, car c'est précisément la raison de notre présence ici.

**Le président:** C'est ce que nous faisons.

**M. Nielsen:** Écoutons l'expert.

**Le président:** J'accepterais la question à condition que le témoin se réfère aux textes et demande aux députés de les lire. En outre, il n'a pas à nous donner son interprétation personnelle de ces questions, car ceci relève de nos propres fonctions.



[Texte]

An hon. Member: Right on.

An hon. Member: That is pure nonsense.

Mr. O'Connor: He is an expert witness here, Mr. Chairman. He is called here because he is an expert witness and has expert knowledge in the area under consideration. He is here specifically to provide us with his expertise, his opinion is exactly what we are after, and in a roundabout way you are saying that we cannot ask him much . . .

An hon. Member: That is right.

The Chairman: Order, please. If we find after hearing evidence that there is nothing relating to molesting of a member or interfering with a member, what would the exercise be for?

• 2100

Mr. Nielsen: To establish whether or not there has been breach of privilege.

Mr. McCain: Mr. Chairman, if I may say this, I think there are several members of this Committee who are extremely experienced in the procedures of the House of Commons and have a much greater knowledge of the affairs of the House than others. I acknowledge that I do not have the knowledge that expert witnesses or other senior members of this Committee have. But it seems to me extremely difficult that any member of this Committee, some of whom have no more experience in this House than I, can be expected to arrive at a proper decision without a little background.

I for one acknowledge that I have not read May. I do not anticipate I will have a chance to study it in detail to get the direction from that book in the period of time that this Committee will be sitting. There is no way that I can get that done. Therefore I need all that can be obtained from an expert witness such as the one who was present tonight.

If you wish to refer to my ignorance, I have no objection to that because it is a fact in this particular committee on procedure and privilege. I would like to have the answers to the questions that are being asked, and as a point of privilege I ask that they be asked, so that I may be better informed to make a judgment as a member of this Committee.

We are going to be asked to make a judgment, and I certainly expect to make one of a totally nonpolitical nature, as I hope every member of this committee is going to make it. There are indications that some of these answers may not be of the same type as I propose to make, the same decisions, but I need the answer to that question that has been asked. I ask, sir, that you acknowledge the question and have it asked as a favour to me or as a privilege to me.

The Chairman: I would just like to remind you, Mr. McCain, that it could be much more helpful for the members first to have the facts and out of the facts try to have the witnesses study with us their related decisions and their related comments or precedents that have been raised in the past.

Mr. McCain: Are you saying that you are going to bring him back?

[Interprétation]

Une voix: Bravo!

Une voix: Ça ne tient pas debout.

M. O'Connor: Monsieur le président, notre témoin est un expert. C'est précisément pour cette raison que nous lui avons demandé de venir. Il est ici, tout particulièrement, pour nous faire part de son expertise et nous donner son avis au sujet des questions qui nous sont posées; en fait, de manière détournée, vous venez de dire que nous ne pouvons lui poser beaucoup de questions . . .

Une voix: C'est juste.

Le président: A l'ordre! Si nous constatons, après avoir entendu la preuve, qu'elle ne comporte rien concernant des brutalités ou tentatives d'intimidation à l'égard d'un député, à quoi aura servi tout cet exercice?

M. Nielsen: Afin d'établir s'il y a eu oui ou non mépris de l'autorité du Parlement.

M. McCain: Permettez-moi de souligner, monsieur le président, qu'il y a ici plusieurs députés qui ont une grande expérience de la procédure de la Chambre des communes, de bien meilleures connaissances sur le sujet que d'autres. J'admets que je n'ai pas les lumières des témoins experts ou de certains députés de la Chambre. Je ne vois pas comment on peut s'attendre à ce que les membres du Comité, dont certain n'ont pas plus d'expérience que moi dans ce domaine, puisse en arriver à une décision sans une certaine information de base.

Personnellement, je n'ai pas lu May, je ne crois pas d'ailleurs n'avoir jamais l'occasion de l'étudier en détail afin d'avoir plus de renseignements au cours de la période où le Comité siégera. Cela m'est tout à fait impossible. Je tiens donc à ce que l'on tire le maximum des témoins experts comme celui qui est devant nous actuellement.

Si vous voulez insister sur le fait que je ne connais pas très bien le sujet, je n'ai pas d'objections; c'est un fait pour ce qui est du moins du comité des Privilèges et Élections. Je tiens absolument à ce qu'on réponde aux questions qui sont posées, je tiens absolument à ce que toutes les questions qui se rattachent à la situation soient posées également; je veux avoir le plus de renseignements possibles afin de pouvoir en arriver à une décision en tant que membre du Comité.

On nous demande d'en venir à une décision; en se tenant à ce qu'elle soit non-partisane, du moins j'espère que c'est le cas. Je suppose que les réponses que j'obtiens ne sont pas toutes du genre de celles auxquelles je pourrais m'attendre, mais il faut que je les obtienne. Je vous demande donc d'accepter ma question par ailleurs pour moi.

Le président: Je rappelle monsieur McCain, qu'il serait beaucoup plus utile pour les députés d'avoir les faits; à partir de ces faits, on pourrait demander aux témoins quelles ont été les décisions dans le passé et solliciter leur opinion quant aux précédents qui ont pu être établis.

M. McCain: Vous voulez dire que le témoin va revenir?

[Text]

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** On a point of order, Mr. Chairman, that precise view which you just expressed was explicitly reversed by vote of this Committee this afternoon when we made it clear that what we wanted to hear first, what we wanted to address ourselves to first, was the state of the law. That was a matter voted on in the process of reversing a recommendation of the steering committee.

There are questions of law as it applies to facts we are going to hear which are highly dramatic. These will allow us to determine whether facts that are presented are relevant, and they will guide us in our questioning in the eliciting of other facts. So I think that the question Mr. Nielsen has asked is certainly of interest to me to know, particularly the accepted or the experts' view of the interpretation of *intimidus*.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Mr. Chairman, on the same point of order, I think it should be first of all emphasized that we are all here as individual members of Parliament, not in any partisan way. The question was raised about the privilege of a member of Parliament, not a Conservative member of Parliament, but a member of Parliament, a member of this House and her privileges, and that is a pretty sacred thing. That is all we are concerned about. That is all I am concerned about, bringing out the facts and making a judgment.

We called out witness before us and I think he has given us a pretty relevant document of what privilege is all about. This tells us what privilege is all about in the testimony that he has given up to now. Now we are embarking upon a minor question that is totally hypothetical.

Mr. Speaker in the House always rules if you are asking a hypothetical question, and he rules those questions out of order. I think this Committee is an extension of that House, and I think hypothetical questions should be ruled upon in a similar manner as those in the House of Commons.

Perhaps my views go much farther than the privilege that the hon. member raised. I have some very strong personal views about privileges of Parliament and members of Parliament. My views are pretty strong. I feel that Parliament should extend to those gates outside there. Now let us get at the facts. Let us get at the facts of this particular question of privilege of this hon. member. Then maybe we should as a Committee reflect upon what privilege should be, really.

I want to dispose of the question of privilege that was raised by the hon. member for Kingston and the Islands. Let us get on with it. I think we are fooling around in an irrelevant and hypothetical manner. Let us get on with the business at hand.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Quickly on that point, Mr. Chairman, it is surely not hypothetical to inquire as to the present state of the law, which we are going to be called upon to apply.

**The Chairman:** Order, please.

• 2105

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Mr. Chairman, with all due respect, we are talking about hypothetical things, and surely that goes beyond all question of relevance. Parliament is very clear on the question of relevance and hypothetical questions, and we can go on and on all night.

[Interpretation]

**M. Clark (Rocky Mountain):** J'invoque le Règlement, monsieur le président. Ce que vous dites a justement été renversé par vote cet après-midi lorsque les membres du Comité ont indiqué que ce qu'ils voulaient d'abord, que ce qui les préoccupaient d'abord, c'était de voir quelle était la loi à cet égard. Il y a eu vote à ce sujet, vote qui a renversé une recommandation du sous-comité de direction.

Il y a des points qui sont très importants dans le présent cas. Nous devons déterminer si les faits qui nous sont présentés constituent un cas de mépris, nous devons avoir des réponses à nos questions afin de mener notre étude. La question qu'a posée M. Nielsen m'intéresse au plus haut point, surtout en ce qui concerne l'interprétation du témoin du terme *intimidus*.

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** A ce sujet, monsieur le président, je crois qu'il faut insister sur le fait que nous sommes tous ici en tant que députés du Parlement, qui n'est pas question d'esprit partisan. Il est question ici d'un privilège d'un député du Parlement, non pas un député conservateur, mais un député du Parlement; c'est quelque chose de très important. Le sujet nous préoccupe tous. Tout ce qu'il s'agit de faire, c'est de juger des faits et de prendre une décision.

Le témoin que nous avons convoqué pour aujourd'hui nous a donné une assez bonne idée de ce que constitue un privilège. Nous avons pu nous former une opinion certainement. Maintenant, la question qui est posée semble très hypothétique.

M. l'Orateur, à la Chambre, juge toujours les questions hypothétiques irrecevables. Le Comité est certainement le prolongement de la Chambre; de même façon, le président du comité doit juger recevable les questions hypothétiques.

Je dépasse peut-être ici le point soulevé par l'honorable député. J'ai une opinion très ferme au sujet des privilèges du Parlement et des députés du Parlement. J'ai des convictions là-dessus. Je pense que l'enceinte du Parlement est limitée pas ces barrières qui se trouvent là-bas. Maintenant, qu'on en vienne aux faits. Examinons la question de plus près qui se pose ici afin que nous puissions prendre une décision en toute connaissance de cause.

Qu'on prenne une décision concernant cette question de privilège, ce n'est pas le député de Kingston et les Îles. Essayons de progresser. Nous risquons de nous trouver complètement en dehors du sujet.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Brièvement, monsieur le président, je voudrais faire remarquer qu'il n'est pas du tout hypothétique de poser des questions au sujet de l'état du droit que nous allons devoir appliquer.

**Le président:** A l'ordre.

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Monsieur le président, très respectueusement, je voudrais dire que l'on parle ici d'hypothèse et que ceci dépasse toute question de pertinence. L'opinion du Parlement est clairement définie au sujet des questions de pertinence et d'hypothèse, et nous pourrions continuer comme cela toute la nuit.

## [Texte]

**The Chairman:** Mr. O'Connor, please.

**Mr. O'Connor:** On Mr. Marchand's same point of order, it is precisely as he says, because of the importance of this matter, that we must not be stampeded into any kind of quick decision but that we must take our time and look at all the facts. We must reasonably and cautiously examine the situation before us. I would suggest that for us to begin an exhaustive examination of the facts without some kind of background knowledge on what constitutes a privilege and what is not a privilege, we would be remiss in our duty. We would be unable to properly cross-examine the witnesses as to the facts, as to the relevance of what they are saying, as to the kind of facts or roads we should lead ourselves down to determine the facts which might fit into the question of privilege, the knowledge of which we gain from this witness prior to the examination of the facts.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Mr. Chairman, on this same point of order, the point raised by the honourable member is totally ridiculous in this case. We should adjourn this Committee then and give him all the references in Parliament of May and Bourinot so that he can go home and read them and then come back and perform his functions perhaps better as a Member of Parliament. That is ridiculous really. Let us get on with the case and make our judgment. And if we need more facts we will give you the bibliography. Parliament has a whole lot of bibliographies and cases. Go and read them. We are getting into hypothetical cases where you want the witness to make a judgment for you.

**Mr. O'Connor:** And we should. Unless we know what constitutes molestation; unless we know what constitutes intimidation...

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** All right, go and read May. Go and read May.

**Mr. O'Connor:** ... of a witness, how can we question the witness?

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Go and read May and read what molestation is. We do not need a witness.

**The Chairman:** Order, please.

**Mr. O'Connor:** We can learn just as easy from this witness.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** That is ridiculous. You can find out from reading them.

**The Chairman:** Can I have order, please.

**Mr. O'Connor:** As long as my last remarks were recorded in the record, I am content and I will not repeat them. I know that we were both talking at the same time and I do not know what happens in a situation like that.

**Mr. McCain:** Mr. Chairman, a great deal of what has been said by the last speaker on your right is correct. But the one thing which it ignores in totum is that the rules of the House have been established by rulings of this Committee or committees of this sort or rulings of the Speaker based in the main on precedent, and if we cannot have as part of this Committee in its preliminary stages the precedents which would be applicable to the particular case which we are now deciding, we may well make an erroneous decision in the end. And it is the precedent nature of decisions of this structure that seem to me merit direct answers from the expert witness, when asked, so that we

## [Interprétation]

**Le président:** Monsieur O'Connor.

**M. O'Connor:** Au sujet du rappel au Règlement de M. Marchand, je dirais qu'il a tout à fait raison et que la question est suffisamment importante pour que nous ne prenions pas de décision hâtive; nous devons prendre notre temps et examiner tous les faits. Il nous revient d'examiner la situation de manière raisonnable et avec attention. J'affirme que si nous commençons une enquête exhaustive des faits, sans avoir d'information fondamentale sur ce que constitue un privilège, nous ne remplirions pas notre devoir. Nous ne serions pas en mesure de contre-examiner les témoins de manière adéquate, au sujet des faits, au sujet de la pertinence de leurs propos, au sujet des domaines que nous devrions examiner, et au sujet des connaissances que nous pourrions avoir acquises, par ce témoin, avant cet examen des faits.

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Monsieur le président, la remarque de mon honorable collègue est totalement ridicule, dans ce cas. En effet, nous n'aurions plus qu'à lever la séance et lui donner toutes les références nécessaires dans May et Bourinot, pour qu'il puisse rentrer chez lui et les lire à loisir, ce qui lui permettrait sans doute de mieux remplir ses fonctions de député. Vraiment, c'est ridicule. Soyons sérieux et essayons de nous faire un jugement. Si nous avons besoin de faits supplémentaires, nous vous donnerons la bibliographie nécessaire. Le Parlement est très bien pourvu dans ce domaine. Lisez les textes. Cessez de soulever des hypothèses et de demander au témoin de formuler un jugement en votre nom.

**M. O'Connor:** Nous devrions soulever des questions hypothétiques. Si nous ne savons ce que constitue des brutalités, ce que constitue des tentatives d'intimidation...

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Très bien, lisez May. Allez-y.

**M. O'Connor:** Comment pourriez-vous alors poser des questions au témoin?

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Allez lire la définition que donne May des brutalités. Nous n'avons pas besoin de témoin.

**Le président:** A l'ordre.

**M. O'Connor:** Le témoin peut nous édifier beaucoup plus facilement.

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** C'est ridicule. Vous pouvez trouver tout cela en lisant les textes.

**Le président:** A l'ordre.

**M. O'Connor:** Si mes dernières remarques sont incluses dans le procès-verbal, je suis satisfait et je ne répéterai pas ce que j'ai dit. Je sais que nous parlions tous les deux en même temps et je ne sais pas ce qui se passe dans une telle situation.

**M. McCain:** Monsieur le président, beaucoup des remarques du dernier orateur, qui se trouve à votre droite, sont exactes. Cependant, la chose qu'il semble ignorer c'est que les règles de la Chambre sont fondées sur des règlements de comité de ce genre, ou des règlements de l'Orateur, essentiellement fondés sur des précédents; si, dans le cadre de nos travaux préliminaires, nous ne pouvons connaître les précédents qui pourraient s'appliquer dans ce cas particulier, nous pourrions en arriver à rendre une décision totalement erronée. Il me semble donc que c'est sur cette question des précédents que le témoin devrait nous donner des réponses directes, afin que nous puissions garder cela



[Text]

may have in the back of our minds, while questioning and deciding, what precedents have been used for the establishment of what rules are to be applied in this instance, or even what rules might be applied.

**The Chairman:** Yes, but this is precisely why I am asking the members how they know the kind of precedents established in the past if they do not know the facts of this case.

**Mr. McCain:** I think you are being evasive, Mr. Chairman, with all due respect. I think the case is of a particular nature and there are precedents which could be drawn, and we would be very much more enlightened if we had them before we make the decision. I will not say anymore.

**The Chairman:** We have a witness here and if you have any relevant questions under the terms of reference we have, I will allow any of them.

**Mr. Nielsen:** Mr. Chairman, if I had known my simple, relevant, nonhypothetical question was going to arouse this kind of litigation, I would not have asked it. It is a very simple, short question which this witness is highly competent to answer. It is simply what, in his expert opinion, constitutes intimidation by virtue of the precedents that he has researched. That is all.

**Mr. Benjamin:** Everybody be quiet. Hold your breath.

• 2110

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, that there has been intimidation?

**The Chairman:** In this particular case.

**Mr. Nielsen:** No, we want to know what it is before we can decide whether it has happened.

**The Chairman:** If the witness wants to answer I think it would be much shorter.

**Mr. Nielsen:** I think so.

**An hon. Member:** Right.

**Another hon. Member:** Applause!

**Mr. Maingot:** Mr. Chairman, to assist the member, if he had listened to...

**The Chairman:** Order, please.

**Mr. Maingot:**... my attempt at replying earlier, it was to the effect that each set of circumstances represents a value judgment to be made on the part of the members and not on my part. May cites instances relating to the molestation of members following the execution of their duties. At page 145, for example, he cites cases going from 1646 to 1946, and he states that in two of the cases they were cases of assault, the remaining ones were cases of the use of insulting and abusive language. He cites this case:

In 1751 Mason, a constable, for apprehending, insulting and abusing a Member about 11 o'clock at night in the Liberty of Westminster and detaining him in confinement all night, and Carne, the High Constable of the City and Liberty of Westminster, for refusing to discharge him except upon condition that he would take no notice of what had passed, were voted guilty of a breach of privilege and committed.

[Interpretation]

présent à l'esprit lorsque nous poserons des questions aux témoins futurs et lorsque nous déciderons quels précédents ont été utilisés pour définir certaines règles et comment celles-ci ont été appliquées.

**Le président:** En effet, et c'est précisément pourquoi je demande aux membres du comité comment ils peuvent connaître lesquels des précédents peuvent s'appliquer s'ils ne connaissent même pas les faits.

**M. McCain:** Monsieur le président, je vous ferais remarquer, très respectueusement, que vous tournez autour du pot. Je pense que le cas qui nous est soumis est tout à fait particulier et que l'on pourrait se référer à certains précédents; ceci nous permettrait de rendre une décision éclairée. Je n'ai rien à ajouter.

**Le président:** Nous avons ici un témoin et si vous désirez lui poser des questions pertinentes relevant de notre mandat, je vous autoriserai à le faire.

**M. Nielsen:** Monsieur le président, si j'avais su que ma question toute simple, pertinente, et non hypothétique, allait soulever ce genre de débat, je ne l'aurais pas posée. C'est une question très simple, très brève, à laquelle le témoin pourrait parfaitement répondre, du fait de sa compétence. J'aimerais simplement savoir ce que constitue, selon lui, des tentatives d'intimidation, du fait des précédents qu'il a examinés. C'est tout.

**M. Benjamin:** Que tout le monde se taise, le suspense va se terminer.

**M. Lachance:** Monsieur le président, veut-on savoir s'il y a eu une tentative d'intimidation?

**Le président:** Dans ce cas particulier.

**M. Nielsen:** Non, nous voulons savoir ce que c'est, avant de décider ce qui s'est passé.

**Le président:** Si le témoin désire répondre, je pense que nous irions beaucoup plus vite.

**M. Nielsen:** C'est vrai.

**Une voix:** Très bien.

**Une voix:** Bravo.

**M. Maingot:** Monsieur le président, pour aider le député, je dirais que s'il a écouté...

**Le président:** A l'ordre.

**M. Maingot:**... la tentative de réponse antérieure, il aura pu constater qu'à mon avis chaque cas particulier doit faire l'objet d'un jugement de valeur de la part du député concerné, et non pas de ma part à moi. Il y a, dans May, des exemples de brutalité à l'égard de députés, à la suite de l'exercice de leurs fonctions. A la page 145, par exemple, on cite des cas de 1646 à 1946 et on peut voir que dans deux des cas il y avait une question d'attaque alors que dans les autres il s'agissait de questions d'insultes. Voici un exemple:

En 1751, un policier, Mason, qui avait arrêté, insulté et injurié un député à environ 11 heures du soir à Westminster, et qu'il avait détenu toute la nuit ainsi que Carne, le chef de police de la «City» et de Westminster, qui avait refusé de le libérer s'il n'acceptait pas d'oublier ce qui s'était passé, ont été jugés coupables d'un viol de privilège et ont été enfermés.

## [Texte]

On November 30, 1949, a member informed the House that a stranger had endeavoured to dissuade the Member from entering a Committee Room in order to prevent the formation of a quorum of a Standing Committee on a Bill. Mr. Speaker called for a report on the incident from the Serjeant at Arms but the House took no action on the grounds of privilege.

With regard to attempted intimidation, May states:

To attempt to influence Members in their conduct by threats is also a breach of privilege.

This kind of thing, and he gives examples of this kind of misconduct:

Publishing statements impugning the conduct of Members and threatening them with further exposure if they take part in the debates of the House.

Sending a letter to Members setting out a list of questions referring to proposed legislation to make certain sports illegal, and intimating that, if the writer did not hear from such Members, he would feel justified in letting their constituents know that he had no objection to cruel sports.

Publishing posters containing a threat. On July 18 1946, a complaint was made of the publication of posters regarding the voting of Members in a forthcoming debate. The Committee on Privileges reported that the wording of the poster was improper, and the persons responsible for the writing, printing and distribution of the poster were guilty of a breach of privilege.

Sending a letter to a Member threatening him with the possibility of a trial at some future time for asking a question in the House.

I am sure members have received letters akin to this, or worse.

**Mr. Benjamin:** I had one today.

**Mr. Maingot:** May refers to another instance on page 146:

Sending a letter to Members threatening them that to vote for a particular bill would be regarded as a treasonable act by a future administration.

**An hon. Member:** That is very good, too.

**Mr. Maingot:** In fact, on page 147 May has this title:

Molestation of Members on Account of their Conduct in Parliament.

Challenging Members to fight on account of their behaviour in the House or any committee thereof.

There is also the O'Donoghue case of 1862.

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, on a point of order. The hon. member for the Yukon seems to think this is pretty funny. I do not see anything funny about it at all. I think we should get down to the matter. I think he has had his definition and I think he has had it many times over. I think we should get on. He said that was his last question. Rather than sitting their giggling, if he is really interested, I think he should pay attention to what is being said.

## [Interprétation]

Le 30 novembre 1949, un député a informé la Chambre qu'un étranger avait tenté de le dissuader d'entrer dans une salle de comité afin d'éviter qu'on puisse réunir un quorum. L'Orateur a demandé au Sergent d'armes de lui faire un rapport sur l'incident, mais la Chambre n'a aucune mesure fondée sur la notion de privilège.

En ce qui concerne les tentatives d'intimidation, May estime:

Tenter d'influencer la conduite de députés au moyen de menaces constitue également un viol de privilège.

Il donne ensuite des exemples de ce type de conduite:

Effectuer des déclarations attaquant la conduite de députés et le menaçant de déclarations ultérieures s'ils participent aux débats de la Chambre.

Envoyer aux députés une lettre comportant une liste de questions concernant un projet de loi visant à rendre certains sports illégaux et affirmant que si l'auteur de la lettre ne recevait pas de réponse, ils pourraient affirmer à leurs commettants que ces députés ne s'opposaient pas aux sports cruels.

Publier des affiches comportant des menaces. Le 18 juillet 1946, une plainte a été posée au sujet de la publication d'affiches concernant le vote de certains députés dans un débat à venir. Le Comité des privilèges a signalé que la rédaction de l'affiche était inacceptable parce que les personnes responsables pour la rédaction, l'impression et la distribution de l'affiche étaient coupables d'une violation de privilège.

Envoyer à un député une lettre le menaçant d'un procès s'il répond à une question en Chambre.

Je suis certain que les députés ont déjà reçu des lettres semblables à celle-ci ou pires.

**M. Benjamin:** J'en ai reçu une aujourd'hui.

**M. Maingot:** May cite un autre cas à la page 146:

Envoyer aux députés une lettre les menaçant que leur vote pour un projet de loi particulier serait considéré comme un acte de trahison par un gouvernement futur.

**Une voix:** Celle-là n'est pas mauvaise non plus.

**M. Maingot:** En fait, à la page 147, May donne ce titre:

Brutalité à l'égard de députés du fait de leur conduite au Parlement.

Provocation au combat de certains députés du fait de leur conduite en Chambre ou dans un comité.

Il y a également le cas O'Donoghue de 1862.

**M. Poulin:** Monsieur le président, je voudrais faire un rappel au Règlement. L'honorable député du Yukon semble trouver que je suis très comique. Pour ma part, je ne vois là rien d'amusant. Je pense que nous devrions passer aux choses sérieuses. Je pense qu'il a eu la définition qu'il voulait avoir, plus d'une fois. Nous devrions donc poursuivre. Il avait dit que ce serait sa dernière question. S'il est vraiment intéressé par le débat, il ferait mieux de faire attention à ce qu'il dit plutôt de gigoter sur sa chaise.

[Text]

**Mr. Nielsen:** Mr. Chairman, on a question of privilege. I think the hon. member should have the prescription changed for his glasses because I was not sitting here giggling at all. I view this as an extremely serious matter. Obviously, from the obstructionist tactics Mr. Poulin has displayed, he does not.

**The Chairman:** I do not think we will reach any point by passing judgment on the conduct of other members. Order, please. Mr. Clark.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I wonder if Mr. Maingot would tell us whether the precedents on intimidation in any place have dealt with a situation where an indication was given to a Member of Parliament, either directly or otherwise, that that Member of Parliament might be involved in a situation that could be a criminal situation.

Also whether, if such indication were given, there is any precedent indicating that that would constitute intimidation.

**Mr. Poulin:** Clearly hypothetical.

• 2115

**The Chairman:** With no relation whatsoever to any alleged facts of this case, I will allow the question.

**Mr. Maingot:** There was a very recent case where somebody attempted to extort money from a member.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** And that was found to be intimidation?

**Mr. Maingot:** It was not brought up in the House. They allowed it to take the normal course of events and he was charged in the criminal courts.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I see.

**Mr. Nielsen:** I just have one last question, Mr. Chairman.

**Mr. Benjamin:** You said the other one was the last one.

**Mr. Nielsen:** In the opinion of the expert witness, does intimidation or molestation constitute the kind of act or omission which would have a tendency, directly or indirectly, to impede a member in the performance of his duties, as set forth on page 3 of your brief?

**An hon. Member:** You do not have to be an expert to say yes.

**Mr. Nielsen:** We want that evidence, do we not?

**Mr. Reid:** It depends on the members.

**Mr. Nielsen:** For some members, yes; for some members, no.

**The Chairman:** Order, please.

**Mr. Maingot:** You have stated it there, Mr. Nielsen. You have quoted directly from May...

**Mr. Nielsen:** From your brief.

**Mr. Maingot:** Yes, and in my brief I refer to May. A contempt may be:

[Interpretation]

**M. Nielsen:** Monsieur le président, une question de privilège. Je pense que l'honorable député devrait voir son oculiste car je ne gigotais pas sur ma chaise. Je considère que c'est là un problème extrêmement grave. Cela ne semble pas être le cas de monsieur Poulin, si l'on considère l'obstruction dont il fait preuve depuis le début.

**Le président:** Je ne pense pas que cela nous avancera de juger la conduite des autres membres du Comité. A l'ordre. Monsieur Clark.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Monsieur Maingot pourrait-il nous dire si les précédents concernant des tentatives d'intimidation se rapportaient à une situation dans laquelle on avait indiqué directement ou non à un membre du Parlement qu'il pourrait être impliqué dans une situation pouvant être d'ordre criminel?

Y a-t-il d'autres précédents indiquant que cela constituerait un acte d'intimidation?

**M. Poulin:** C'est très hypothétique.

**Le président:** J'accepte cette question à condition qu'elle n'ait aucun rapport avec la situation actuelle.

**M. Maingot:** Il s'est produit un cas, très récemment, lorsque quelqu'un a essayé d'extorquer de l'argent d'un député.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Et on a défini cela comme un acte d'intimidation?

**M. Maingot:** Cette question n'a pas été soulevée en Chambre. On a suivi la procédure normale et l'agresseur a été inculpé en cour criminelle.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je vois.

**M. Nielsen:** Je voudrais poser une dernière question, monsieur le président.

**M. Benjamin:** Vous avez déjà dit que la précédente était la dernière.

**M. Nielsen:** Notre témoin estime-t-il, dans toute sa compétence, qu'un acte d'intimidation empêche, directement ou indirectement, un député d'accomplir ses fonctions, tel qu'il est indiqué à la page 3 de votre mémoire?

**Une voix:** Il ne faut pas être expert pour répondre oui.

**M. Nielsen:** Nous voulons une preuve.

**M. Reid:** Cela dépend du député.

**M. Nielsen:** Pour certains, c'est oui; pour d'autres, c'est non.

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**M. Maingot:** Vous l'avez dit, monsieur Nielsen. Vous avez donné une citation à partir de...

**M. Nielsen:** De votre mémoire.

**M. Maingot:** Oui, et dans mon mémoire je faisais référence à May. Il est dit qu'un outrage peut être:



## [Texte]

... any act or omission which obstructs or impedes either House of Parliament in the performance of its functions, or which obstructs or impedes any member or officer of such House in discharge of his duty, or which has a tendency, directly or indirectly, to produce such results ...

**Mr. Nielsen:** Yes, but my question was does intimidation as you have described it, or molestation as you have described it, constitute such an act?

**Mr. Peters:** Sometimes.

**An hon. Member:** Sometimes.

**Mr. Maingot:** I suppose it certainly could.

**An hon. Member:** My constituents try to intimidate me all the time.

**Mr. Maingot:** May I say this. For example, in the criminal law of Canada if intimidation, for example, is a crime, what may be intimidation under the criminal law, the House of Commons in its judgment may set a lower or higher standard, as it sees fit, to adjudicate on a particular situation.

**Mr. Nielsen:** Thank you very much.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** This is my last question on this point.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Mr. Chairman, I would like to ask a supplementary question.

**The Chairman:** Mr. Marchand on a supplementary question. Please proceed.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** It is supplementary to one that Mr. Clark asked a little while ago. I was not going to ask it, but I feel that a number of questions have not been answered and I would like to ask this one. It relates to the line of questioning that I think Mr. Clark pursued about what constitutes permission from a member of Parliament to enter his office. Does permission from a member's staff to enter his office, which happens every day—my secretary gets a call from the constable at the main door asking if someone can come to my office, and she lets them in—does that, regardless of who it is, whether it is a police officer or anybody else, does that permission from my secretary of my staff constitute permission from me?

**Mr. Maingot:** It depends on you, Mr. Marchand. If you felt it was wrong you could always fire the girl. I am not trying to be facetious ...

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** No. This is a very critical matter for me because I would like to know in a factual way what privilege my girl has on my behalf, or may not have on my behalf, or that my staff may have.

**Mr. Maingot:** The staff of members ...

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** It is related to permission that Mr. Clark asked about earlier.

**Mr. Maingot:** You do not think in terms of rights and immunities for the staff of members. The rights and immunities, such as they are, belong to the member. Everything is done under the authority of the Speaker, the members through the Speaker, and on down the line. The constable at the door, for example. The Speaker is not there every time somebody comes in to give his permission. The order is handed down, and when someone is allowed in the House of Commons, whether or not a telephone call is made to the member or to someone in the gallery, there is implied consent that that person is allowed in.

## [Interprétation]

... tout acte ou omission qui empêche soit la Chambre des communes dans l'exercice de ses fonctions, soit un député ou un agent de ladite Chambre dans l'exercice de ses fonctions, ou qui tend, directement ou indirectement, à produire de tels résultats ...

**M. Nielsen:** Bien. Mais je vous ai demandé si un acte d'intimidation, tel que vous l'avez décrit, répondait à cette définition?

**M. Peters:** Quelquefois.

**Une voix:** Quelquefois.

**M. Maingot:** Cela se peut.

**Une voix:** Mes électeurs essaient toujours de m'intimider.

**M. Maingot:** Je voudrais ajouter quelque chose. Par exemple, dans le Code criminel du Canada, tout acte d'intimidation, par exemple, est un crime; or, la Chambre des communes peut adopter une définition plus élevée ou plus basse, comme bon lui semble, afin de trancher d'une question particulière.

**M. Nielsen:** Merci.

**M. Clark (Rocky Mountain):** C'était ma dernière question à ce sujet.

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Monsieur le président, je voudrais poser une question supplémentaire.

**Le président:** M. Marchand va poser une question supplémentaire. Vous avez la parole.

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Cette question complète celle que M. Clark a posée il y a un instant. Je n'avais pas l'intention de la poser, mais étant donné qu'un certain nombre ont été résolues, je voudrais poser celle-ci. Je voudrais poursuivre le même ordre d'idées que M. Clark et demander comment on obtient la permission d'un député de pénétrer dans son bureau. Est-ce que l'autorisation du personnel de député suffit, ce qui se produit tous les jours, ma secrétaire appelle tous les jours le préposé à la porte principale pour lui demander si quelqu'un peut entrer dans mon bureau, et elle les laisse entrer. Est-ce que cette autorisation, de la part de ma secrétaire ou de mon personnel, constitue une autorisation réelle, pour quelque personne que ce soit, qu'il s'agisse d'un agent de police ou autre?

**M. Maingot:** Cela dépend de vous, monsieur Marchand. Si vous pensez que l'autorisation était injustifiée, eh bien vous pouvez toujours renvoyer votre secrétaire. Je ne voudrais pas être insolent ...

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Non. En fait, il s'agit d'une question très importante pour moi car je voudrais savoir, de façon très précise, de quel privilège jouit ma secrétaire, en mon nom, ou mon personnel.

**M. Maingot:** Le personnel des députés ...

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Ma question se rapporte à l'autorisation dont a parlé M. Clark auparavant.

**M. Maingot:** Vous ne voulez pas parler des droits et immunités pour le personnel des députés, car, en fait, ces droits et immunités n'appartiennent qu'aux députés. Tout se fait sous l'autorité de l'Orateur, les députés devant passer par l'Orateur, et ainsi de suite. Jusqu'au préposé à la porte, par exemple. L'Orateur n'est pas toujours là pour donner son autorisation lorsque quelqu'un veut entrer. L'autorisation est transmise de haut en bas, et quand quelqu'un est autorisé à entrer dans la Chambre des communes, que le député soit appelé au téléphone ou non, l'entrée de cette personne est autorisée implicitement.

[Text]

Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo): Right, by the constable at the door.

• 2120

Mr. Maingot: Yes.

Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo): Okay, by the Speaker.

Mr. Maingot: Yes. It implies consent by the House, really.

Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo): Right.

Mr. Maingot: That this person is allowed in.

Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo): Okay. So really, in essence then, if my secretary allows somebody into my office, in effect that is an extension of my authority. She has brought that person into my office on my behalf.

Mr. Maingot: Well, we are going into the question of master and servant, you know, whether the master is responsible for the acts of the servant.

Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo): I am concerned about parliamentary privilege and the privilege of my office.

Mr. Peters: You obviously can transfer it from the member to the secretary.

Some hon. Members: No, no.

Mr. Lachance: On that last question, I am very much interested. Is it the responsibility of the member of Parliament or the Speaker to allow someone in my office? I would like to know that. Do I have the right *per se* to have someone in my office, or do I have to ask the permission of the Speaker or of the security staff, which is an extension of the Speaker? In other words, Mr. Maingot, if I want someone to come into my office, do I need the authority of the Speaker?

Mr. Maingot: I attempted to answer that this morning. I would be loathe to suggest to any member that he could not invite anybody into his office.

Mr. Clark (Rocky Mountain): My question relates to intimidation or molestation. Am I correct in an interpretation of what you said, that intimidation or molestation can be conveyed indirectly to a member through a letter or a telephone call or another person?

Mr. Maingot: With respect, Mr. Clark, I suggest that a great number of members receive that form of correspondence, but put it aside.

Mr. Clark (Rocky Mountain): My question really is whether an act has to be communicated directly to the member of Parliament to constitute molestation or intimidation, or whether it can be conveyed through some other agency such as the telephone or the mails or a third party?

Mr. Maingot: It is direct or indirect.

Mr. Clark (Rocky Mountain): Fine. Thank you.

Mr. Nielsen: I have one more question as a result of the questioning by Mr. Lachance who raises a very interesting point. Would I be correct in saying that a member is free to invite any person to his office whom he pleases, and that authority derives from the general authority of the Speaker which is passed on to the member in that respect?

[Interpretation]

Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo): Par le préposé à la porte.

M. Maingot: Oui.

M. Marchand (Kamloops-Cariboo): Et aussi par l'Orateur.

M. Maingot: Oui. Cela implique le consentement implicite de la Chambre.

M. Marchand (Kamloops-Cariboo): Très bien.

M. Maingot: Que cette personne ait la permission d'entrer.

M. Marchand (Kamloops-Cariboo): Très bien. Ainsi, si ma secrétaire autorise quelqu'un à pénétrer dans mon bureau, c'est en fait une extension de mon autorité. Elle fait pénétrer cette personne dans mon bureau en mon nom.

M. Maingot: Nous abordons la question du maître et des serviteurs, et il convient de savoir si le maître est responsable des actes de son serviteur.

M. Marchand (Kamloops-Cariboo): Je me préoccupe du privilège parlementaire et du privilège de mon bureau.

M. Peters: Vous pouvez le transférer à votre secrétaire, c'est évident.

Des voix: Non.

M. Lachance: Je suis très intéressé par cette dernière question. Est-ce la responsabilité du député ou de l'Orateur de permettre à quelqu'un de pénétrer dans mon bureau? Je voudrais bien qu'on me réponde. Ai-je le droit, en soi, de faire entrer quelqu'un dans mon bureau ou dois-je demander la permission de l'Orateur ou du personnel de sécurité, lequel est une extension des pouvoirs de l'Orateur? En d'autres termes, monsieur Maingot, si je veux faire entrer quelqu'un dans mon bureau, dois-je recevoir l'autorisation de l'Orateur?

M. Maingot: J'ai essayé de répondre à cette question ce matin. Je ne voudrais surtout pas dire qu'un député ne peut pas inviter qui il veut dans son bureau.

M. Clark (Rocky Mountain): Ma question concerne les actes d'intimidation. Si je comprends bien, vous avez dit qu'un acte d'intimidation pouvait se faire indirectement, auprès d'un député, par l'intermédiaire d'une lettre, d'un appel téléphonique ou d'une autre personne?

M. Maingot: Avec tout le respect que je vous dois, monsieur Clark, je pense qu'un grand nombre de députés reçoivent ce genre de correspondance. Mais laissons cela de côté.

M. Clark (Rocky Mountain): Je voudrais savoir si un acte doit être communiqué directement au député pour constituer un acte d'intimidation ou si cela peut se faire par l'intermédiaire d'autres instruments comme le téléphone, le courrier ou une tierce personne?

M. Maingot: Il peut s'agir d'un moyen direct ou indirect.

M. Clark (Rocky Mountain): Bien. Merci.

M. Nielsen: Je voudrais une autre question. M. Lachance a soulevé un point très intéressant. Dois-je comprendre qu'un député est libre d'inviter toute personne dans son bureau, comme bon lui semble, et que, pour ce faire, il en reçoit l'autorisation de l'Orateur?

## [Texte]

**Mr. Maingot:** The Speaker is the servant of the House of Commons and he acts on their behalf, I suppose in many instances without coming to the members and saying this is what he is going to do. He has their interests at heart, and I suppose it is fair to say that at no time has an order been passed in the House of Commons that constables other than our constables may be allowed within the precincts of the buildings of the House of Commons. But in the interests of the members, bearing in mind that the protection of the members within the buildings is up to the protective staff, he has made the decision and it has become the practice now that police constables or police officers other than our constables are not allowed in except by invitation.

**Mr. Nielsen:** I did not mention police constables. I wanted to stick to Mr. Lachance's general question. I think it can be shortened by asking you whether our authority as members to have visitors in our offices derives from the authority of Mr. Speaker, which is implied as given?

**Mr. Lachance:** May I add something to this question, since I raised the matter? If the protective staff does not allow that person to come to my office, could I say that I am molested by the protective staff or intimidated?

**Mr. Maingot:** Or protected depending on who the person is perhaps.

• 2125

**Mr. Lachance:** And my rights?

**Mr. Maingot:** We are dealing in hypothetical cases, Mr. Chairman.

**An hon. Member:** We have been in the last hour.

**Mr. Nielsen:** This is a very important question.

**Mr. Maingot:** I do not wish to repeat myself to the members, but as I say, as a general proposition I think it is correct in saying simply that a member may invite whom he pleases into his office.

**Mr. Benjamin:** Or permits.

**Mr. Maingot:** Or permits, yes. I would not dream of suggesting otherwise.

**Mr. Nielsen:** The last part of my question was: is that authority derived from the over-all authority of Mr. Speaker impliedly given?

**Mr. Benjamin:** What is the difference?

**Mr. Nielsen:** There is a big difference. Mr. Chairman through you to the witness, no doubt the Speaker has the authority to say what people cannot go into members' offices. Therefore, I suggest to you that the authority of a member to invite anyone into his office derives from the general authority impliedly of Mr. Speaker. Would that not be correct?

**Mr. Barnett:** Mr. Chairman, I do not know whether it is a point of order or a question of privilege, but really before Mr. Maingot is asked to reply to that question and phrased as it is, it appears to me that certain assumptions are being made on the part of the member for the Yukon. It is a question I would be prepared to debate with him. I say this advisedly because I would prefer, if the matter is going to be debated, to debate it with Mr. Nielsen rather than Mr. Maingot. I say that as far as I am concerned and going back to what I think was quite properly said earlier in the

## [Interprétation]

**M. Maingot:** L'Orateur est le serviteur de la Chambre des communes et il agit au nom des députés; il agit au nom de leurs intérêts et je crois utile d'ajouter que jamais une ordonnance n'a été adoptée à la Chambre des communes permettant à des gendarmes autres que les nôtres, de pénétrer dans l'enceinte des édifices de la Chambre des communes. Toutefois, dans l'intérêt des députés, et reconnaissant la protection des députés, à l'intérieur des édifices parlementaires, relève du service de protection, il a pris la décision, qui est devenue aujourd'hui une pratique, de ne pas autoriser les agents de police de pénétrer dans notre enceinte sauf sur invitation.

**M. Nielsen:** Je n'ai pas parlé des agents de police. Je voulais simplement faire allusion à la question générale de M. Lachance. Je voudrais donc simplement demander si notre autorité, en tant que député, de recevoir des visiteurs dans nos bureaux provient de l'Orateur, dont l'autorisation est implicite?

**M. Lachance:** Puis-je ajouter quelque chose puisque c'est moi qui ai d'abord abordé le sujet? Si les gardes empêchent cette personne de se présenter à mon bureau, est-ce que je puis dire que j'ai été molesté ou intimidé par les gardes?

**M. Maingot:** Ou protégé selon le cas.

**M. Lachance:** Et mes droits alors?

**M. Maingot:** Il s'agit de cas hypothétiques.

**Une voix:** C'est tout ce dont nous traitons depuis une heure.

**M. Nielsen:** La question est très importante.

**M. Maingot:** Je ne veux pas me répéter. Je dirai simplement que je pense qu'un député peut inviter qui il désire à son bureau.

**M. Benjamin:** Ou permettre qu'il se présente à son bureau.

**M. Maingot:** En effet. Je ne vois pas comment il pourrait en être autrement.

**M. Nielsen:** Dans la dernière partie de ma question, je vous demandais si cette autorité était implicite et venait de M. l'Orateur.

**M. Benjamin:** Quelle est la différence?

**M. Nielsen:** La différence est énorme. M. l'Orateur a sûrement le pouvoir de dire qui peut ou ne peut pas se présenter au bureau des députés. Le pouvoir donc de tout député d'inviter qui il désire à son bureau en découle. N'en est-il pas ainsi?

**M. Barnett:** Monsieur le président, je ne sais pas si je dois invoquer le règlement ou poser la question de privilège, mais il me semble qu'il faut souligner, avant que M. Maingot puisse répondre à la question telle qu'elle a été posée, que le député du Yukon fait certaines suppositions. Je suis prêt d'ailleurs à débattre la question avec lui. D'ailleurs, je préfère le faire avec lui plutôt qu'avec M. Maingot. Pour moi, et j'en reviens ici à la réponse qu'a faite notre conseiller plus tôt au cours de la journée ces droits proviennent des coutumes et pratiques de la Chambre.



[Text]

proceedings by our Parliamentary Counsel, that these things derive from the customs and practices of the House.

My feeling is that the Speaker, as he so often says formally, is a servant of the House and my right to have somebody in my office derives from the fact that I am a member of the House of Commons unless the House expressly forbade it. If I were to invite somebody to come into the buildings to attend me in my office who in the judgment of Mr. Speaker should not be allowed within the precincts, then it would be perhaps his responsibility to raise it for a decision by the House. There are certain circumstances under our customs and practice when the only way in which somebody may come into this building is in the personal company of the member on his responsibility.

One can think of examples: when the Queen was here to open Parliament in 1957. I took certain people into the buildings who otherwise would not have been admitted. They happened to be Indian people as it happened who had a great desire to see Her Majesty. Because of the proper security that surrounded the premises on that occasion I took them in, personally conducted them into the House on my responsibility and there was no question of that. If it had not been that they were in my company the general authority of the Speaker to people who were acting as agents would have forbade them to go through those doors. This is a matter of custom and practice that I think we live with every day and is so generally accepted.

Unless there is some grave reason for asking Mr. Maingot to define it otherwise, I cannot see why we should say that, because I would not want to hear Mr. Maingot be asking him now. It is just part of being a member of the House of Commons. I really felt I should say I can only bring somebody into the House if Mr. Speaker says so. Mr. Nielsen has a right to that opinion if he wants to have it, but that is my opinion. It is a very highly debatable matter that can only be determined by the House.

**Mr. Nielsen:** Mr. Chairman, it is not my opinion either. Please forget I asked the question.

• 2130

**Mr. Barnett:** I am glad to hear Mr. Nielsen say that.

**The Chairman:** Let us have the witness answer the question. Anyhow, it will not change the practice. Mr. Maingot.

**Mr. Maingot:** In respect to Mr. Nielsen's question, the Speaker is the repository of all the rights and immunities of the members. For the protection of the members and to help them in performing their functions the practice developed that police constables, and for that matter people who are known to be trouble-makers—I should not put them...

**Mr. Nielsen:** Yes, the Opposition are a nuisance to the Liberal Party are they not?

**Mr. Maingot:** The protective staff services the needs of members within the buildings and therefore any police constables or police officers have to get permission before they come in.

[Interpretation]

M. l'Orateur, comme il le dit lui-même souvent, est un serviteur de la Chambre; le droit que je puis avoir de convoquer qui que ce soit à mon bureau tient du fait que je suis député de la Chambre des communes, à moins que la Chambre y soit opposée formellement. Si j'invitais quelqu'un à se présenter à mon bureau à l'intérieur de l'immeuble du parlement qui de l'opinion de M. l'Orateur ne devrait pas être admis à cet endroit, ce serait à lui à soulever la question et à demander une décision de la Chambre. D'après les usages de la Chambre, il y a bien des cas où la seule façon que quelqu'un puisse être admis à l'intérieur des immeubles du parlement est en compagnie d'un député et sous sa responsabilité.

Il y a certainement des exemples: l'ouverture du parlement par la Reine en 1957. J'avais fait entrer au parlement certaines personnes qui si elles n'avaient pas été en ma compagnie n'auraient pu être admises. Il s'agissait d'Indiens qui tenaient absolument à rencontrer Sa Majesté. A cause des mesures de sécurité qui étaient nécessaires à cette occasion, j'ai dû les introduire personnellement et sous ma responsabilité. Il n'y a pas eu de problème. Si je n'avais pas accompagné ces personnes les pouvoirs de l'Orateur en ce qui concerne la sécurité aurait fait qu'elles n'auraient pu être admises. Tels sont les usages de la Chambre qui sont acceptés de façon générale et qu'on trouve tous les jours.

A moins qu'il y ait de nouvelles raisons d'interroger ici M. Maingot à ce sujet, je ne vois pas pourquoi on le ferait. Ce sont des droits, des privilèges qui appartiennent aux députés de la Chambre. Je tiens à préciser ce point parce que je ne voudrais pas entendre M. Maingot dire que je ne puis introduire des gens à la Chambre qu'avec la permission de M. l'Orateur. M. Nielsen a certainement droit à ses opinions, mais j'ai droit également à la mienne. Tout cela est sujet à discussion, j'en conviens; c'est à la Chambre de décider.

**M. Nielsen:** Ce n'est pas l'opinion que j'ai non plus, monsieur le président. Oubliez la question.

**M. Barnett:** Je suis heureux que M. Nielsen soit de cet avis.

**Le président:** Le témoin peut toujours répondre à la question. Les usages du Parlement n'en seront certainement pas touchés. Monsieur Maingot.

**M. Maingot:** Pour répondre à la question de M. Nielsen, je dirais que l'Orateur est la personne de qui découlent tous vos privilèges de députés. Pour la protection des députés et pour leur permettre de s'acquitter de leurs fonctions, la pratique veut qu'il y ait des agents de police, il faut signaler également qu'il y a des instigateurs de troubles connus, je ne veux pas ici...

**M. Nielsen:** Mais est-ce que l'Opposition n'est pas une nuisance pour le parti libéral?

**M. Maingot:** Il y a un service de protection pour répondre aux besoins des députés dans l'enceinte du Parlement de sorte que tout agent de police doit obtenir une permission avant d'entrer.

**[Texte]**

In my view a member can invite whoever he pleases to the House of Commons. I would like to take that logically if I may from a procedural point of view and I will throw a hypothetical case back at you, if I may, with respect.

A member brings a guest into the House of Commons, into this building, into the office in the Chamber. Nothing untoward occurs and yet someone takes exception to that. Another man will take exception and raises a question of privilege in the House. How do you feel the Speaker is going to rule on that? It is a hypothetical case but I would be most surprised if a question of privilege was to reflect on the ability of a member to bring someone into the House of Commons. On the other hand, a member is responsible for his guest and if the guest raises hell, the member in a sense has to answer for it. A card is issued, you know, and the member has to assume a certain responsibility.

**Mr. Nielsen:** You mean if the fellow who threw the box of blood down onto the floor of the House was the guest of a member, the member would be responsible for that act?

**Mr. Barnett:** He gets to wipe it up.

**The Chairman:** He washes the floor, yes.

**An hon. Member:** No wonder lawyers' fees are so high.

**The Chairman:** Mr. Dupras.

**Mr. Dupras:** Mr. Chairman, I am anxious to question the next witness who has been standing here most of the evening. I do not have any further questions for this witness.

**The Chairman:** Thank you.

**Mr. Clarke (Vancouver Quadra):** Mr. Chairman, I would like to ask this witness one last question which will also be my first. I want to be clear. Did I understand this witness to say that in his opinion the protective staff at the door is standing in the stead of the Speaker—the Speaker obviously cannot be at all the doors—and when the protective staff lets a visitor into the building the visitor has the implied consent of the Speaker?

**Mr. Maingot:** And of the members too, if I might respectfully suggest, because the Speaker is acting on behalf of the members.

**Mr. Lachance:** And the staff of the members?

**Mr. Clarke (Vancouver Quadra):** If that gives the implied consent of the member, then is it possible for me to keep a guest out?

**The Chairman:** It is your office.

**Mr. Maingot:** The practice is that someone will come to the door and will go to the constable at the maindesk. He will want to see Mr. so-and-so. Then the constable will telephone and Mr. so-and-so says: I do not want to see this chap, tell him I am not here. On the other hand he could just go to the line-up to visit the gallery and get in that way.

**Mr. Clarke (Vancouver Quadra):** Thank you, Mr. Chairman.

**[Interprétation]**

A mon sens, tout député peut inviter qui il désire à se présenter à la Chambre des communes. Je vais partir ici d'un point de procédure, puis je vais essayer de vous soumettre un cas, si vous le voulez bien.

Supposons qu'un député invite quelqu'un à la Chambre des communes, à l'intérieur de l'immeuble, à son bureau. Il ne se produit rien de spécial, mais quelqu'un s'y oppose. La question est soulevée à la Chambre des communes. Quelle sera la réaction de l'Orateur, croyez-vous? Le cas est hypothétique, mais je serais fort surpris que la question de privilège ait trait au pouvoir du député d'inviter qui il veut à la Chambre des communes. En revanche, le député est responsable pour tout ce que peut faire son invité et si celui-ci cause du trouble, c'est le député qui doit répondre pour lui. Le député a donc une part de responsabilité.

**M. Nielsen:** Vous voulez dire que si la personne qui a jeté une boîte de sang sur le parquet de la Chambre des communes était l'invité d'un député, c'est le député qui doit en répondre?

**M. Barnett:** C'est lui qui doit ramasser les dégâts.

**Le président:** Il doit laver le plancher.

**Une voix:** Maintenant je comprends pourquoi les honoraires des avocats sont tellement élevés.

**Le président:** Monsieur Dupras.

**M. Dupras:** Je voudrais bien interroger l'autre témoin qui est resté là toute la soirée. Je n'ai plus de question pour le présent témoin.

**Le président:** Je vous remercie.

**M. Clarke (Vancouver Quadra):** Une dernière question au témoin, si vous le permettez, monsieur le président. Je veux qu'il n'y ait pas d'équivoque. Dois-je comprendre que le personnel de sécurité qui se trouve à l'entrée du Parlement tient ses pouvoirs de l'Orateur, je sais que l'Orateur ne peut pas se tenir lui-même à la porte, et que lorsqu'il laisse entrer quelqu'un, c'est avec le consentement implicite de l'Orateur?

**M. Maingot:** Et de tous les députés également, si je puis dire, puisque l'Orateur agit au nom de tous les députés.

**M. Lachance:** Et de ceux qui sont à l'emploi des députés?

**M. Clarke (Vancouver Quadra):** Si mon consentement est implicite en tant que député, je suis également m'objecter à ce que la personne entre, n'est-ce pas?

**Le président:** C'est votre bureau.

**M. Maingot:** L'usage veut qu'on se présente au bureau principal. On demande à voir telle ou telle personne. Le constable communique avec cette personne; si celle-ci ne veut pas voir le visiteur, elle donne les instructions nécessaires au constable. En revanche, l'accès aux tribunes est libre.

**M. Clarke (Vancouver Quadra):** Je vous remercie, monsieur le président.

[Text]

[Interpretation]

• 2135

**The Chairman:** Are there any other questions?

Thank you very much, Mr. Maingot.

I believe I have no need to introduce our witness, but I would just like to know if there is any one of you who has a question to ask of Mr. Currie.

**Mr. Nielsen:** On the occasion giving rise to the reference by the House to this Committee where the statement of Miss MacDonald appears in Hansard in respect of the visitation by three police officers to her office. I believe one's name was Harrison and an RCMP corporal by the name of Bradley and one other Ottawa policeman. Did anyone in the Ottawa police force communicate with you or any other member of the protective staff asking permission for those officers to enter the West Block and/or Miss MacDonald's office?

**LCol D. V. Currie (Sergeant-at-Arms):** I had no prior knowledge of the intended visits.

**Mr. Nielsen:** Did you have any knowledge of the visit while it was occurring?

**LCol Currie:** No.

**Mr. Nielsen:** Did any member of the protective staff have any such knowledge?

**LCol Currie:** That is a little difficult to answer. They came in the building, obviously; they came by the protective staff and because there was no force used so a member of the protective staff must have known they were in the building.

**Mr. Nielsen:** Is it possible those officers could have been in the building without the knowledge of a member of the protective staff?

**LCol Currie:** It is possible. If a member of the protective staff were busy talking to somebody else with his back to the door and somebody walked in behind him, it would be possible.

**Mr. Nielsen:** To your knowledge did any of those officers that visited Miss MacDonald's office ask for leave to enter from the officer on duty in the West Block?

**LCol Currie:** This would only be hearsay.

**The Chairman:** I am sorry. If it is hearsay I think we will have to find the proper witness.

**Mr. Nielsen:** Have you had a report submitted on this matter, Colonel Currie?

**LCol Currie:** From the chief, yes.

**Mr. Nielsen:** Does your report disclose whether or not the police officers visiting Miss MacDonald asked permission from any member of the protective staff to enter the building?

**Mr. Chairman,** it is a very pertinent question. I am prepared to accept the evidence of Col. Currie as to the report to him from the Chief of the Protective Staff. I suggest it would be a waste of time if the Chief of the Protective Staff has reported to stand this witness down and call the Chief of the Protective Staff, but if that is what we should do, if that is what the members want, we can easily go that route. I am perfectly prepared...

**Le président:** Y a-t-il d'autres questions?

Je vous remercie, monsieur Maingot.

Je ne crois pas devoir vous présenter le témoin suivant; je voudrais simplement savoir s'il y en a qui désirent poser des questions à M. Currie.

**M. Nielsen:** Concernant l'incident qui a amené le renvoi de la Chambre au Comité de la déclaration de M<sup>lle</sup> MacDonald dont fait état le Hansard et qui a trait à la visite de son bureau par trois agents de police. L'un d'eux avait nom Harrison, je pense, il y avait un caporal de la Gendarmerie du nom de Bradley et un autre policier de la ville d'Ottawa. Est-ce que quelqu'un de la force policière de la ville d'Ottawa a communiqué avec vous ou tout autre membre du service de protection pour demander que ces agents de police soient autorisés à se présenter au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald ou à l'édifice de l'ouest?

**Le Lt-Col. D. V. Currie (sergent d'armes):** Je n'ai pas été mis au courant d'avance.

**M. Nielsen:** Est-ce que vous avez été mis au courant de la visite au moment où elle s'est produite?

**Le Lt-Col. Currie:** Non.

**M. Nielsen:** Un membre du service de protection a-t-il été mis au courant?

**Le Lt-Col. Currie:** C'est difficile à dire. Il a fallu que les agents entrent dans l'immeuble; on n'a pas utilisé la force, un membre du service de protection a sûrement vu entrer les agents de police.

**M. Nielsen:** Est-ce qu'il est possible que ces agents de police se soient introduits dans l'immeuble sans qu'un membre du service de protection s'en aperçoive?

**Le Lt-Col. Currie:** C'est possible. Si un membre du service de protection parlait à quelqu'un d'autre, le dos tourné à la porte, il est possible qu'on ait pu entrer sans qu'il s'en aperçoive.

**M. Nielsen:** A votre connaissance, est-ce qu'un de ces agents de police qui ont visité le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald a demandé la permission d'entrer à un membre du service de protection en service à l'édifice de l'ouest?

**Le Lt-Col. Currie:** Tout ce que je pourrais vous dire devrait nécessairement venir de quelqu'un d'autres.

**Le président:** S'il s'agit de oui-dire, il faudra convoquer la personne qui peut témoigner.

**M. Nielsen:** Est-ce qu'on vous a présenté un rapport à ce sujet, colonel Currie?

**Le Lt-Col. Currie:** Il y en a eu un du chef, oui.

**M. Nielsen:** Est-ce que le rapport fait état du fait que les agents de police qui ont visité le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald ont demandé la permission à un membre du service de protection pour entrer dans l'immeuble?

Monsieur le président, la question est très importante. Je suis prêt à accepter le témoignage du colonel Currie concernant le rapport qui lui a présenté le chef du service de protection. A mon sens, ce serait une perte de temps que de convoquer le chef du service de protection plutôt que d'entendre le présent témoin. Cependant, si c'est nécessaire, si c'est là ce que les députés désirent, je veux bien qu'on procède de cette façon. Je suis parfaitement disposé...



## [Texte]

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Who were the constables at the door that night?

**Mr. Nielsen:** I am perfectly prepared to accept Col. Currie's evidence.

**The Chairman:** I believe at this point Col. Currie has not had a report from the Chief of his staff. As far as I am concerned it would be up to the members to take out of this report and maybe get any further or direct evidence of the allegations of fact in this report. I think it would be proper for the members to have this report tabled.

**Mr. Nielsen:** It looks like a short report, Mr. Chairman. Is there any objection to having it read?

**Some hon. Members:** Agreed.

**Lt-Col. Currie:** This is a report from the Chief of the Protective Staff to myself.

I wish to make the following statement concerning the above mentioned incident:

**Mr. Dupras:** I beg your pardon. Could we have the date of the report?

**Lt-Col. Currie:** The date of the report is September 5.

• 2140

**Mr. Nielsen:** And the above mentioned incident?

**Lt-Col. Currie:** This is the unauthorized access to Room 222 West Block.

At approximately 4:30 PM, Friday, August 31, 1973, I received a telephone call from Deputy Chief Welsh, of the Ottawa City Police Department, to the effect that one Sergeant Bradley, of the RCMP, along with Detective Sergeant Robinson and Detective Harrison of the Ottawa Police Department had gained access to Room 222 of the West Block, currently occupied by Miss Flora MacDonald, Member of Parliament for Kingston and the Islands, in the hope of interviewing Miss MacDonald, but her Secretary, Miss Gelder, was the only person present in the office at the time who was interviewed.

I do not know how he knows that, but that is in his statement.

Chief Welsh further stated that the aforementioned police personnel had gained entry to the building by using the south entrance at approximately 11 a.m. when Sergeant Bradley had identified himself by showing his police badge and had asked for Miss MacDonald's room number.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Did he show the badge?

**Mr. Nielsen:** Could we hear the report please.

**The Chairman:** Order.

**Lt-Col. Currie:** I will continue:

He had been informed that she occupied Room 222 and was permitted, with his companions, to proceed thereto without being questioned.

It was also learned from the caller that at approximately 12:30 p.m. of the same day, Detective Harrison and Constable Draper were granted an interview by Miss MacDonald and that they had, again, gained access to the West Block by the south entrance and proceeded directly to Room 222 without being stopped and asked as to their destination within the building by the Protective Service constable on duty which according to our records and daily reports happened to be Constable Dupuis, J.B.

## [Interprétation]

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Quels constables étaient en service ce soir-là?

**M. Nielsen:** Je suis prêt à accepter le témoignage du colonel Currie à ce sujet.

**Le président:** Je ne crois pas que le colonel Currie ait reçu le rapport du chef du service de protection. Je pense que ce serait aux membres du Comité de tirer du rapport ce qu'ils croient pertinent. Il conviendrait sûrement d'avoir le rapport.

**M. Nielsen:** Le rapport semble assez court, monsieur le président. Est-ce que quelqu'un s'objecte à ce qu'il soit lu?

**Des voix:** D'accord.

**Lt-Col. Currie:** Il s'agit d'un rapport du chef de service de protection qui m'est adressé.

Je désire faire la déclaration suivante concernant l'incident mentionné plus haut:

**M. Dupras:** Je m'excuse. Pouvez-vous me donner la date du rapport?

**Lt-Col. Currie:** Le rapport est daté du 5 septembre.

**M. Nielsen:** Et l'incident mentionné plus haut?

**Lt-Col. Currie:** Il s'agit de l'accès non autorisé à la pièce 222 de l'édifice de l'Ouest.

Vers 16h30, le vendredi 21 août 1973, j'ai reçu un appel du chef adjoint Welsh de la Police municipale d'Ottawa indiquant qu'un certain sergent Bradley, de la Gendarmerie royale du Canada, en compagnie du sergent détective Robinson et du détective Harrison de la Police municipale d'Ottawa s'étaient introduits dans la pièce 222 de l'édifice de l'Ouest présentement occupée par M<sup>lle</sup> Flora MacDonald, député de Kingston et les Îles, afin d'interroger M<sup>lle</sup> MacDonald, mais qu'ils aient simplement vu sa secrétaire, M<sup>lle</sup> Gelder, la seule personne présente dans le bureau à ce moment-là.

Je ne sais pas comment elle peut l'affirmer, mais c'est sa déclaration.

Le chef Welsh a fait savoir également que les policiers déjà nommés s'étaient introduits dans l'immeuble par la porte sud vers 11h00 et que le sergent Bradley s'était identifié en produisant son insigne de police et en demandant le numéro de la pièce occupée par M<sup>lle</sup> MacDonald.

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Il a montré son insigne?

**M. Nielsen:** On peut entendre le rapport, oui?

**Le président:** A l'ordre.

**Lt-Col. Currie:** Je poursuis:

On lui a dit, sans poser de question, que le numéro de la pièce était 222 et qu'il pouvait s'y rendre, avec ses compagnons.

L'interlocuteur a également signalé que vers 12h30, le même jour, le détective Harrison et le constable Draper avaient obtenu une entrevue avec M<sup>lle</sup> MacDonald et qu'ils étaient entrés par la porte sud de l'édifice de l'Ouest pour se rendre directement à la pièce 222 sans qu'un constable du service de protection, et selon nos dossiers et rapports journaliers, c'était le constable J.B. Dupuis qui était en service à ce moment-là, ne les arrête ou leur demande où ils allaient.

## [Text]

I would like to emphasize the fact that at no time prior to Deputy Chief Welsh's telephone call had I been aware that such an incident had taken place also that the said incident was not reported in any fashion by any of the Protective Service who had been on duty at the south entrance (WB) during the period mentioned.

Submitted for your information, Sir.

F. J. Yates  
Chief

**Mr. Nielsen:** Thank you Colonel Currie. Is it within your knowledge whether, upon showing his badge, Sergeant Bradley requested to see Miss MacDonald?

**LCol. Currie:** Sergeant Bradley informed me that he had shown his badge to the constable on duty and asked to see Miss MacDonald. He was told by the constable it was Room 222 and pointed down the hall.

**Mr. Nielsen:** Is it within your knowledge as to whether Constable Dupuis, the member of the Protective Staff on duty at the time, called Miss MacDonald's office to ask permission to admit Sergeant Bradley?

**LCol. Currie:** Constable Dupuis denies any knowledge...

**The Chairman:** Order, please. I believe if we want evidence on this we should call on Constable Dupuis.

**Mr. Nielsen:** Yes, I was going to suggest that.

**Mr. O'Connor:** On a point of order, Mr. Chairman. It is not hearsay evidence. That is a perfectly acceptable question and answer. LCol. Currie can give evidence to what he heard in conversations that took place between himself and someone else. We can also call that someone else to refute or verify what was said but LCol. Currie is here and can give evidence as to what he has said or not said in conversation with Constable Dupuis.

**Mr. Nielsen:** We were both right.

**The Chairman:** The only thing I want to advise members to think about is not to try to get evidence by hearsay. He was not there...

**Mr. O'Connor:** That is my point.

**The Chairman:** Well I found and decided that it was complete hearsay.

• 2145

**Mr. Nielsen:** I am not going to pursue this. I was just about to suggest that we call Constable Dupuis in any event.

**An hon. Member:** Sure.

**Mr. Nielsen:** I think I will defer because every time I ask questions, it seems to me, it arouses something in members that causes all sorts of wrangling and all sorts of delay, so let me pass to the next member.

**The Chairman:** Mr. O'Connor.

**Mr. Nielsen:** Mr. Poulin is much more concise.

**Mr. O'Connor:** Colonel Currie, could you advise us what is the usual or standard procedure for admittance of guests at any of the doors of the buildings? Are there written instructions to this effect to the constables, and if so, perhaps we could have them tabled?

## [Interpretation]

J'insiste sur le fait qu'avant le téléphone du chef adjoint Welsh je n'étais absolument pas au courant de l'incident qui s'était produit et également sur le fait que ledit incident n'avait pas été signalé par un membre du service de protection en service à la porte sud de l'édifice de l'Ouest à ce moment-là.

Pour information

F.J. Yates  
Chef

**M. Nielsen:** Je vous remercie, monsieur Currie. Est-ce que vous savez si, au moment où il a présenté son insigne, le sergent Bradley a demandé à voir M<sup>lle</sup> MacDonald?

**Lt-Col. Currie:** Le sergent Bradley m'a indiqué qu'il avait montré son insigne au constable en service et demandé à voir M<sup>lle</sup> MacDonald. Le constable lui a dit qu'il devait se rendre à la pièce 222 et lui a montré la direction.

**M. Nielsen:** Est-ce que vous savez si le constable Dupuis, le membre du service de protection en service à ce moment-là, a appelé le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald pour savoir s'il devait admettre le sergent Bradley?

**Lt-Col. Currie:** Le constable Dupuis nie avoir eu connaissance...

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Je pense que ce sera au constable Dupuis de répondre.

**M. Nielsen:** C'est ce que j'allais dire, justement.

**M. O'Connor:** J'invoque le Règlement, monsieur le président. Il ne s'agit pas de oui-dire. La question et la réponse sont parfaitement recevables. Le Lt-col. Currie peut témoigner quant aux conversations qu'il a eues avec quelqu'un d'autres. Nous pouvons convoquer d'autres témoins pour étudier les faits, mais le Lt-col. Currie est ici et peut révéler ce qu'il a dit ou n'a pas dit au constable Dupuis.

**M. Nielsen:** C'est vrai.

**Le président:** Je mets simplement en garde les membres du comité contre le oui-dire. Il ne s'y trouvait pas à ce moment-là...

**M. O'Connor:** C'est ce que je dis.

**Le président:** J'estime que c'est du oui-dire.

**M. Nielsen:** Je vais m'arrêter là. J'allais proposer que le constable Dupuis soit convoqué de toute façon.

**Une voix:** C'est certain.

**M. Nielsen:** Je vais céder la parole à quelqu'un d'autre puisqu'il me semble que chaque fois que je pose des questions il se produit toutes sortes de retard, des objections sont soulevées.

**Le président:** Monsieur O'Connor.

**M. Nielsen:** M. Poulin est plus bref.

**M. O'Connor:** Colonel Currie, pouvez-vous nous dire quelle est la procédure habituelle en ce qui concerne l'accès des immeubles? Y a-t-il des instructions écrites à ce sujet sur lesquelles peuvent se fonder les constables et que les membres du comité peuvent obtenir une copie du texte?

## [Texte]

**LCol. Currie:** There are a set of Standing Orders, a copy of which I have here, that are issued to every constable covering his duties with regard to doors, admittance of guests. There is a specific item on police officers.

**Mr. O'Connor:** Colonel Currie, is there a section dealing with the standard procedure, and if so, is it short enough for you to read it to the Committee?

**LCol. Currie:** Which one did you mean? On police officers?

**Mr. O'Connor:** I am suggesting that it might be helpful, if they are short enough, to read both. I do not believe it is in question that the constable knew or did not know whether these were police officers or not, but it might be helpful to read both.

**Mr. Nielsen:** What is the title of the document?

**LCol. Currie:** *Standing Orders and Regulations Governing Protective Service House of Commons* dated 1972. That was an updating of an old ...

**Mr. O'Connor:** Mr. Chairman, perhaps it would be helpful if he tabled that entire document, but for the help of members read the relevant sections as he pointed out at this time.

**The Chairman:** This was the question you asked.

**Mr. Barnett:** Mr. Chairman, I think the two points raised, depending on their length ...

**Mr. O'Connor:** Yes.

**Mr. Barnett:** ... and if there is a relatively short excerpt from the Standing Orders that states what is the normal procedure, that it really applies generally to anybody wanting access.

**The Chairman:** This is the question. This is what Colonel Currie is trying to find out.

**Mr. Barnett:** Another one has specific reference according to Colonel Currie to the matter of police officers, so those two put together would be a useful excerpt to have at this point.

**The Chairman:** Would you proceed now, Colonel Currie?

**LCol. Currie:** Under part of the orders for the protective staff, the paragraph states:

Persons entering for the purpose of interviews with members of Parliament, officials and employees will inform the constable on duty of this fact. Such persons will be directed to the Information Desk where contact will be made with the office in question and inquiry will be made if an interview is permissible.

In other words, if a member or a member's staff agree.

If agreed to, the person can then be directed to the proper room.

Unscheduled interviews with the Prime Minister or Official Leader of the Opposition are not normally permitted. Occasions do arise where persons of high standing may wish an interview with either or both of these gentlemen and personnel are instructed to use common sense on these occasions and make the inquiry in the usual manner.

## [Interprétation]

**Le Lieutenant Colonel Currie:** Il y a les règlements permanents, dont j'ai un exemplaire ici et avec lesquels est familier tout constable. Et ces règlements traitent de l'accès aux immeubles. Il y a même un article qui vise les agents de police.

**M. O'Connor:** Colonel Currie, y a-t-il un article qui donne la procédure à suivre dans ces cas et, s'il n'est pas trop long, voulez-vous nous le dire pour le comité?

**Le Lieutenant Colonel Currie:** De quel article parlez-vous? De celui qui vise les agents de police?

**M. O'Connor:** Il serait certainement utile que vous le lisiez, s'il n'est pas trop long. Je ne crois pas qu'il y ait des doutes quant à savoir si le constable savait qu'il s'agissait d'agents de police, mais il serait intéressant de connaître le règlement à ce sujet.

**M. Nielsen:** Quel est le titre du document que vous avez en main?

**Le Lieutenant Colonel Currie:** *Règlements permanents visant le service de protection de la Chambre des communes* datés de 1972. Il s'agit de la version révisée ...

**M. O'Connor:** Il conviendrait peut-être que le document soit déposé, monsieur le président. Cependant, la lecture des articles les plus importants pourrait sûrement aider les députés à ce stade-ci.

**Le président:** Vous avez posé une question.

**M. Barnett:** Monsieur le président, les deux points qui sont soulevés, selon la longueur ...

**M. O'Connor:** Je comprends.

**M. Barnett:** S'il y a un article assez court qui donne la procédure, qui traite de l'accès aux immeubles ...

**Le président:** La question a été posée. Le colonel Currie essaie de trouver le passage en question.

**M. Barnett:** Il y a un règlement qui y a trait de façon plus précise aux agents de police, d'après le colonel Currie. Il serait intéressant de la connaître également.

**Le président:** Est-ce que vous êtes prêt, colonel Currie?

**Le Lieutenant Colonel Currie:** On trouve le paragraphe suivant dans les règlements permanents:

Les personnes qui désirent des entrevues avec des députés, des officiers ou des employés doivent le signaler au constable en service. Ces personnes sont envoyées à l'information ou on communique avec le bureau qui doit être visité et on demande si l'entrevue est possible.

En d'autres termes, il faut qu'un député ou un membre du personnel du député soit d'accord.

Si le bureau est d'accord, la personne est dirigée vers la pièce qui convient.

Les entrevues non prévues avec le premier ministre ou le chef de l'Opposition officielle ne sont pas permises en règle générale. Il peut y avoir des occasions où des personnes très importantes demandent à voir l'un ou l'autre de ces messieurs. Dans ces occasions, on demande aux membres du personnel de faire preuve de bon sens et de s'enquérir de la façon habituelle.



[Text]

**Mr. O'Connor:** And the second section dealing with police officers.

**LCol Currie:** Police officers.

Police officers of the RCMP, Municipal or Provincial Forces are not to be permitted access to any section of the buildings under the jurisdiction of the House of Commons for police matters without having previously contacted the Chief or Deputy Chief and received their approval. During the absence of both the Chief and the Deputy Chief the officers will be instructed to return when the aforementioned have returned to duty, the exception to this Order being, that during the session hours, the Sergeant-at-Arms being present, the Patrol Sergeant may take all particulars, the reasons for their presence in the building and forward such to the Sergeant-at-Arms for his notice and possible action.

**Mr. O'Connor:** Your evidence, Colonel, as indicated in the report tabled with the Committee, is that that procedure was not followed in the case.

**LCol Currie:** It was not followed.

**Mr. O'Connor:** Thank you, sir.

**The Chairman:** Any other questions?

**Mr. Dupras.**

• 2150

**Mr. Dupras:** Colonel Currie, I would like to know when you first learned of the incident happening in Miss MacDonald's office.

**LCol Currie:** I was in the House on Friday afternoon and sometime near, I believe, 5 o'clock. I do not have the exact time. My secretary was not sure whether it was an RCMP. She was not sure whether it was the superintendent. But a person by the name of Welch of the police department telephoned. He indicated that he wished to speak to me, and when my secretary said I was in the Chamber, he said for her to tell me that he wished to apologize for having gone to Miss MacDonald's office without my permission. He said he did not know he required my permission before coming in to see a member.

**Mr. Dupras:** Did anyone phone you before? It is obvious no one phoned you before Friday afternoon at 5 o'clock to inform you of this visit from the municipal police and one RCMP member. Neither Mr. Dupuis nor the secretary to Miss MacDonald nor the staff.

**LCol Currie:** No. I had no prior knowledge of the intended visit.

**Mr. Dupras:** No one, although you are in charge of security of the House of Commons, are you not?

**LCol Currie:** Under Mr. Speaker, yes.

**Mr. Dupras:** Yes. How many members of the RCMP are free to walk into the West Block or the Confederation Building in a day?

[Interpretation]

**M. O'Connor:** Et quel est l'article qui vise les agents de police?

**Le Lieutenant Colonel Currie:** Voici, en ce qui concerne les agents de police.

Les agents de la Gendarmerie royale du Canada, des forces policières municipales ou provinciales n'ont accès à aucune partie des immeubles sous la juridiction de la Chambre des communes en ce qui concerne l'activité policière sans d'abord avoir communiqué avec le Chef ou le chef adjoint et avoir obtenu l'approbation nécessaire. Lorsque le Chef et le chef adjoint sont absents, on demande aux agents de police de revenir à un autre moment, sauf que pendant les heures de séance, avec la présence du sergent d'armes, le sergent de patrouille peut noter tous les détails, les raisons de la présence des agents de police dans l'immeuble, et faire parvenir le tout au sergent d'armes pour la suite à donner.

**M. O'Connor:** Vous avez indiqué, colonel, par le rapport qui a été déposé devant le Comité, que la procédure habituelle n'avait pas été suivie dans le cas qui nous occupe.

**Le Lieutenant Colonel Currie:** Elle ne l'a pas été.

**M. O'Connor:** Je vous remercie.

**Le président:** Y a-t-il d'autres questions?

**Monsieur Dupras.**

**M. Dupras:** Colonel Currie, je voudrais savoir quand exactement vous avez appris ce qui s'est passé dans le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald.

**Le Lieutenant-Colonel Currie:** Je me trouvais à la Chambre, vendredi après-midi, vers 17 h. 00 environ. Je ne me souviens de l'heure exacte. Ma secrétaire ne se souvient pas s'il s'agissait d'un agent de la GRC ou s'il s'agissait du surintendant. Mais une personne du nom de Welch, du Service de la police, a téléphoné. Il a dit qu'il voulait me parler et lorsque ma secrétaire a dit que je me trouvais à la Chambre, il lui a dit de me dire qu'il s'excusait de ne pas avoir demandé mon autorisation pour pénétrer dans le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald. Il a ajouté qu'il ne savait qu'il avait besoin de mon autorisation pour entrer dans le bureau d'un député.

**M. Dupras:** Quelqu'un vous a-t-il téléphoné auparavant? Il semble évident que personne ne l'a fait avant vendredi après-midi, à 17 h. 00, pour vous informer de la visite de la police municipale et d'un membre de la GRC. Personne ne l'a fait, ni M. Dupuis, ni la secrétaire de M<sup>lle</sup> MacDonald, ni le personnel.

**Le Lieutenant-Colonel Currie:** Non. Je n'ai pas eu connaissance, auparavant, de cette visite.

**M. Dupras:** Personne donc, bien que vous soyez chargé de la sécurité de la Chambre des communes, n'est-ce pas?

**Le Lieutenant-Colonel Currie:** Sous les ordres de l'Orateur, oui.

**M. Dupras:** Bien. Combien de membres de la GRC peuvent-ils pénétrer dans le bloc ouest de l'édifice de la Confédération par jour?

[Texte]

**LCol Currie:** Unofficially. You are referring I think mainly to the cafeteria.

**Mr. Dupras:** Yes, but we meet them in and out.

**LCol Currie:** We have a Hill detachment of about 14, and we have made the cafeteria available to them for coffee breaks, etc. They are not on duty. They are in there just to have a cup of coffee and go back out.

**Mr. Dupras:** So if one member of the RCMP wants to walk into my office, he would not have to ask the security guard's permission to walk up to my office. Would he?

**LCol Currie:** It would be possible for him to do that, yes. I understand your question.

**Mr. Dupras:** Do you know if Mr. Bradley was known to Miss MacDonald?

**LCol Currie:** I cannot answer for Sergeant Bradley.

**Mr. Dupras:** I will ask the question of Miss MacDonald.

**The Chairman:** Mr. McCain.

**Mr. McCain:** Did I understand you correctly? It seems to me there was an implication in your statement that it would be possible. Would it be possible for him to go in on duty, or would it be possible for him to go in as a casual visitor? There is a distinct difference as I understood your initial reading of your direction.

**LCol Currie:** I simply said it would be possible. If he came in the front door and he was going to the cafeteria for a cup of coffee, he could walk out the other door and take the elevator.

**Mr. Barnett:** I have a supplementary on this point which is relevant. Are the members of the Hill detachment of the RCMP a complement of personnel? In other words, do you or the Chief of the Protective Staff have a list of the names of the complement of that Hill detachment of the RCMP, in other words, the people who by custom and practice are allowed off duty privileges?

**LCol Currie:** By and large they are known to the protective staff and to ourselves, yes. They do not change that frequently.

**Mr. Nielsen:** Under whose jurisdiction do they come when they are on the Hill?

**LCol Currie:** They come under the jurisdiction of Staff Sergeant Séguin who is located in the East Block.

**Mr. Nielsen:** Who does he report to, yourself or an RCMP superior? What I am trying to get at is, while those 14 officers of the RCMP are on the Hill, are they subject to the jurisdiction of Mr. Speaker?

**LCol Currie:** No.

**Mr. Barnett:** I have one further question. I do not know the personnel involved. Was the member of the RCMP, who according to your statement entered the building with members of the Ottawa force, a member of the Hill detachment or not?

[Interprétation]

**Le Lieutenant-Colonel Currie:** Ils le font de manière tout à fait officielle. Vous voulez sans doute parler de ceux qui se rendent à la cafétéria.

**M. Dupras:** Oui, mais nous les rencontrons quand nous entrons et quand nous sortons.

**Le Lieutenant-Colonel Currie:** Nous avons sur la colline un détachement de la GRC d'environ 14 membres, et la cafétéria leur est ouverte pour la pause-café, etc. Ils ne sont alors pas en fonction, et viennent juste prendre une tasse de café pour ressortir ensuite.

**M. Dupras:** Ainsi, si un membre de la GRC veut pénétrer dans mon bureau, il n'a pas besoin d'en demander l'autorisation à l'agent de sécurité?

**Le Lieutenant-Colonel Currie:** Il pourrait ne pas le faire, oui. Je comprends votre question.

**M. Dupras:** Savez-vous si M<sup>lle</sup> MacDonald connaissait M. Bradley?

**Le Lieutenant-Colonel Currie:** Je ne peux pas vous répondre à la place du Sergent Bradley.

**M. Dupras:** Je poserai la question à M<sup>lle</sup> MacDonald.

**Le président:** Monsieur McCain.

**M. McCain:** Si je vous ai bien compris, vous avez dit que cela serait possible. En fait, cet agent de la GRC serait-il, dans ce cas, en fonction, ou entrerait-il à titre de visiteur? Il y a une différence très importante.

**Le Lieutenant-Colonel Currie:** J'ai simplement dit que cela serait possible. Si cet agent entrerait pour aller à la cafétéria prendre une tasse de café, il pourrait ressortir par l'autre porte et prendre l'ascenseur.

**M. Barnett:** Je voudrais poser une question supplémentaire à ce sujet. Les membres du détachement de la GRC sur la colline parlementaire sont-ils un supplément de personnel? En d'autres termes, avez-vous, vous ou le chef du Service de protection, une liste des noms de ce détachement, lesquels sont des personnes qui, par coutume et pratique, jouissent de privilèges en dehors de leurs fonctions.

**Le Lieutenant-Colonel Currie:** En général, ces membres sont connus du personnel de sécurité et de nous-mêmes. Ils ne changent pas très fréquemment.

**M. Nielsen:** Sous quelle juridiction sont-ils placés lorsqu'ils sont affectés sur la colline parlementaire?

**Le Lieutenant-Colonel Currie:** Sous celle du Sergent Séguin, qui se trouve dans l'Édifice de l'Est.

**M. Nielsen:** Cette personne est-elle responsable devant vous-même ou devant un supérieur de la GRC? En fait, je voudrais savoir si ces 14 agents qui sont détachés sur la colline parlementaire sont placés sous la juridiction de l'Orateur.

**Le Lieutenant-Colonel Currie:** Non.

**M. Barnett:** Je voudrais poser une autre question. L'agent de la GRC qui, selon votre propre déclaration, a pénétré dans l'édifice avec des membres de la police d'Ottawa, faisait-il partie de ce détachement affecté à la colline parlementaire?

[Text]

**LCol Currie:** No, not to my knowledge.

**Mr. Nielsen:** May I just refine that question I asked a moment ago? They are not under the jurisdiction of Mr. Speaker while on duty. Would that apply while they are in the cafeteria or in the buildings, on or off duty?

• 2155

**LCol Currie:** That question is too deep for me.

**Mr. Foster:** Col Currie, in the report you read was it clear whether the police officers were going to interview Miss MacDonald or members of her staff?

**LCol Currie:** The Chief indicates that they went to Miss MacDonald's office in the hope of interviewing Miss MacDonald but her secretary, Miss Gelber, was the only person present.

**Mr. Foster:** Was there any indication that there was an appointment with the office, or was the usual practice of phoning the office carried out? Did the constable phone the office? Or is that in the report?

**LCol Currie:** I am afraid I have to accept the responsibility for my staff and I am afraid that they completely goofed on this. They did not carry out any of the instructions that they normally should carry out. I am unhappy about it.

**Mr. O'Connor:** The instructions, Col Currie, would apply to either civilians or police officers, the two different sections, and the instructions for either category were not followed.

**LCol Currie:** They are two different things.

**Mr. O'Connor:** Yes.

**LCol Currie:** For a casual visitor to a member's office it has been the rule of the House of Commons as long as I have been here that no visitor goes unannounced to a member's office and that we must call and ascertain if the member wishes to see this person. Now with police officers there is the added rule that we have to clear it through the Speaker.

**Mr. O'Connor:** And neither procedure was followed in this case?

**LCol Currie:** Neither procedure was followed.

**The Chairman:** Mr. Poulin.

**Mr. Poulin:** Thank you, Mr. Chairman.

I think I understood you to say, Col Currie, that the police officer (one of the three) presented himself to Constable Dupuis, identified himself as a police officer, requested the room number and was then directed to the office by the constable on duty.

**LCol Currie:** That is my understanding.

**Mr. Poulin:** There was no attempt to hide their identity, or that they were going there as police officers, that they were police officers—no such subterfuge. It was open and clearcut, was it not, from the information you have?

**LCol Currie:** From the information I have, he identified himself by showing his police badge and asked for Miss MacDonald's office.

[Interpretation]

**Le Lieutenant-Colonel Currie:** Non, je ne crois pas.

**M. Nielsen:** Puis-je reformuler une question que j'ai déjà posée? Ces agents ne sont pas sous la juridiction de l'Orateur lorsqu'il sont en fonction. Est-ce que cela est également valable lorsqu'ils sont à la cafétéria, dans les édifices parlementaires, ou lorsqu'ils sont hors de fonction?

**Lt Col Currie:** Je ne puis répondre à cette question.

**M. Foster:** Dans le rapport que vous avez lu, les agents de police allaient-ils interviewer M<sup>lle</sup> MacDonald ou les membres de son personnel?

**Lt Col Currie:** Le Chef indique que ses agents se sont rendus au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald afin d'interviewer cette dernière, mais sa secrétaire, M<sup>me</sup> Gelber, était la seule personne présente.

**M. Foster:** Ces agents avaient-ils rendez-vous, ou avaient-ils fait téléphoner au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald, selon la pratique courante? Le préposé a-t-il appelé le bureau? Cela figure-t-il dans le rapport?

**Lt Col Currie:** Je dois endosser la responsabilité des actes de mon personnel et je crains qu'ils ne l'aient pas fait. Ils n'ont pas fait ce qu'ils auraient dû faire. J'en suis désolé.

**M. O'Connor:** Les directives applicables s'adressent aussi bien aux civils qu'aux agents de police et, dans ce cas, ces directives n'ont pas été suivies.

**Lt Col Currie:** Il s'agit de deux catégories différentes.

**M. O'Connor:** Oui.

**Lt Col Currie:** S'il s'agit d'un visiteur imprévu auprès du bureau d'un député, la règle de la Chambre des communes, depuis que je suis ici, est d'empêcher qu'aucun visiteur n'entre dans le bureau en question s'il n'est pas annoncé. Nous devons donc appeler ce bureau pour nous assurer que le député désire voir cette personne. En ce qui concerne les agents de police, il y a une règle supplémentaire voulant que nous devons demander l'autorisation de l'Orateur.

**M. O'Connor:** Et aucune procédure n'a été suivie dans ce cas?

**Lt Col Currie:** Non.

**Le président:** Monsieur Poulin.

**M. Poulin:** Merci, monsieur le président.

Si j'ai bien compris, Colonel Currie, vous avez dit que l'agent de police, un des trois, s'est présenté au constable Dupuis, s'est identifié comme un agent de police, a demandé tel numéro de pièce et fut ensuite dirigé vers le bureau en question par le constable en fonction.

**Lt Col Currie:** C'est ce que j'ai compris.

**M. Poulin:** Ils n'ont donc pas essayé de dissimuler leur identité. Il est donc évident, d'après les informations que vous avez, qu'il s'agissait bien d'agents de police?

**Lt Col Currie:** D'après les informations que j'ai reçues, cette personne s'est identifiée en montrant son insigne de policier et a demandé le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald.



[Texte]

**Mr. Poulin:** Now, Col Currie, I just heard what you said a moment ago, that you accept responsibility for your . . .

**Mr. Nielsen:** But may I, in all fairness to Constable Dupuis . . .

**Mr. Poulin:** I intend to get to that, if you would not interrupt.

**Mr. Nielsen:** Mr. Chairman, on a point of order, out of fairness to Constable Dupuis, it has just occurred to me that if he is not here listening it would be an act of fairness for the Committee to invite him to attend before this line is pursued.

**Mr. Poulin:** It has already been agreed that he is going to be called, I understand.

**Mr. Nielsen:** I think he should be here listening now to the answers so that he might be able to testify.

**An hon. Member:** What difference does it make?

**Mr. Nielsen:** Let us call him, let us get the constable here. It certainly would be absolutely fair to have him here.

**The Chairman:** There is no point of order. But I am glad that Mr. Nielsen has raised the question of fairness to Constable Dupuis, in the sense that anything that is said here by any of the witnesses which is hearsay affects the person concerned. But if Constable Dupuis wants to read the evidence, we will forward a copy of it.

**Mr. Lachance:** On a point of order, Mr. Chairman. I have nothing against the fact that Constable Dupuis may be in the room or may not be. What difference does it make, because he is not accused? He has no case to plead. He would be a witness if the Committee decides to call him as a witness. It does not matter, Mr. Chairman.

**Mr. O'Connor:** Mr. Chairman, on the same point of order, he is not being directly accused, but surely the line of questioning that we are pursuing is intimating or alleging some type of wrongdoing on the part of this constable, and in all fairness—and I must support Mr. Nielsen on this point—I suggest that the man has a right to be here either by himself or with counsel to be apprised of what is going on with respect to his conduct.

**The Chairman:** Yes. For the time being Mr. Poulin has the floor.

• 2200

**Mr. Poulin:** Thank you, Mr. Chairman. May I suggest, as I was about to do, that Constable Dupuis be provided with a transcript of these proceedings, so that he may study any references that have been made to him.

Along this same line, as I started to say before I was interrupted, Col. Currie, you mentioned that you take responsibility for the acts of your staff. I must say that you have set a very high standard. These men perform an excellent function around here . . .

[Interprétation]

**M. Poulin:** Colonel Currie, il y a un moment, vous avez dit que vous endossiez la responsabilité de . . .

**M. Nielsen:** Puis-je, pour être juste vis-à-vis du constable Dupuis.

**M. Poulin:** Je vais y venir, si vous voulez bien ne pas m'interrompre.

**M. Nielsen:** Monsieur le président, je voudrais faire un appel au Règlement. Par justice vis-à-vis du constable Dupuis, je pense qu'il serait tout à fait normal que le Comité l'invite à comparaître devant nous le plus tôt possible, si nous voulons continuer sur ce sujet.

**M. Poulin:** Nous avons déjà convenu que cette personne serait convoquée.

**M. Nielsen:** Je pense qu'il devrait être ici pour écouter les réponses qui sont données, de sorte qu'il serait capable de témoigner.

**Une voix:** Quelle différence cela fait-il?

**M. Nielsen:** Convoquons-le. Il serait tout à fait juste qu'il soit ici devant nous.

**Le président:** Il n'y a aucun appel au Règlement. Mais je suis content que M. Nielsen ait soulevé cette question à propos du constable Dupuis en ce sens que tout ce que les témoins ont dit jusqu'à présent ne sont que des témoignages par ouï-dire et que ces témoignages affectent la personne en question. Si le constable Dupuis veut lire ces témoignages, nous lui en enverrons une copie.

**M. Lachance:** Je voudrais faire appel au Règlement, monsieur le président. Je n'ai rien à redire au fait que le constable Dupuis vienne devant nous. Mais je voudrais savoir quelle différence cela fait-il puisqu'il n'est pas accusé? Il n'a aucune cause à plaider. S'il est convoqué par le Comité, ce sera en tant que témoin. Cela n'a aucune importance, monsieur le président.

**M. O'Connor:** Monsieur le président, je voudrais dire quelque chose au sujet de ce rappel au Règlement. Si le constable n'est pas directement accusé mais les questions qui ont été posées ici supposent certaines erreurs de sa part. Aussi je soutiendrai monsieur Nielsen en disant que c'est son droit d'être ici, avec son avocat si besoin est, afin de rendre son témoignage et d'être jugé sur les motifs de sa conduite.

**Le président:** Bien. Pour l'instant, M. Poulin a la parole.

**M. Poulin:** Merci, monsieur le président. Puis-je suggérer, comme j'avais l'intention de le faire, que le constable Dupuis reçoive la transcription des débats de ce soir afin qu'il puisse les étudier.

Comme je voulais déjà le dire avant d'être interrompu, M. le colonel Currie, vous avez dit que vous assumiez l'entière responsabilité des actes de votre personnel. Je dois avouer que vous avez établi des normes très élevées parmi celui-ci. En effet, vos hommes accomplissent un travail excellent . . .

[Text]

Some hon. Members: Hear, hear.

Mr. Poulin: ... each and every one of them, and I think ...

Mr. Clark (Rocky Mountain): Where do they vote?

Mr. Poulin: ... the most recent case, Col. Currie, was the unfortunate incident that occurred last week when these men had to risk their personal safety when there was a racket at the front door. However, be that as it may, Colonel, I would like to ask what, in the ordinary circumstances, had your regulations been followed, would have occurred upon the police officers identifying themselves, as they had? What would have occurred, sir, if the ordinary procedure had been followed?

LCol Currie: The constable would have kept the visitors at the door. He would have gotten in touch with the Chief, who would have gotten in touch with myself, and I would have asked them to come and talk to me to find out the purpose of their visit, and then I would take it up with Mr. Speaker.

Mr. Poulin: Yes. Would you bring to the attention of the police officers that this is the procedure they must follow to come into the House of Commons, had they followed the ordinary procedure or had the officer on duty followed the ordinary procedure.

LCol Currie: I think we would have.

Mr. Poulin: Unfortunately, as you have recited, to the best of your knowledge the ordinary procedures were not followed and the officers, so far as you know, were not made aware by the officer in charge at the door that there was a different procedure that they should follow. Is that correct, Colonel?

LCol Currie: To the best of my knowledge, yes.

Mr. Poulin: Also to the best of your knowledge I understand that the police officers, as I said earlier, were permitted access to the building and to that room by the officer on duty.

LCol Currie: Obviously. They came in.

Mr. Poulin: Thank you very much, Colonel.

The Chairman: Mr. Reid.

Mr. Reid: I have one question. Col Currie, the memorandum does not make it clear whether it was Constable Dupuis who was on the door at 11 a.m. and at 12.30 p.m. Was Constable Dupuis on the door both times when the police sought entry, or just the one time?

LCol Currie: He was there both times.

Mr. Reid: At both times. Was more than one officer on at either time, or was just a single officer manning the door at both times?

LCol Currie: As near as I can tell from checking the duty rosters and where the constables in question were, there were two people on at both times and I think the first time there were three.

[Interpretation]

Des voix: Bravo.

M. Poulin: ... et chacun d'entre eux ...

M. Clark (Rocky Mountain): Pour qui votent-ils?

M. Poulin: ... le cas le plus récent, lieutenant-colonel Currie, fut l'incident malheureux qui s'est produit la semaine dernière lorsque ces hommes ont dû risquer leur propre sécurité pour faire cesser tout le tapage qu'il y avait à la porte principale. Je voudrais vous demander toutefois, si, dans des circonstances ordinaires, au cas où les règlements auraient été respectés, ce qui se serait produits lorsque les agents de police se sont identifiés auprès de votre constable. Que serait-il produit si les procédures normales avaient été suivies?

Lieut.-Col. Currie: Le constable aurait gardé les visiteurs à la porte. Il serait entré en contact avec le chef, lequel serait entré en contact avec moi-même et je leur aurais demandé de venir me voir afin de déterminer l'objet de leur visite; ensuite j'en aurais parlé avec l'Orateur.

M. Poulin: Oui. Auriez-vous informé les agents de police de la procédure à suivre pour entrer dans la Chambre des communes si la procédure ordinaire avait été suivie ou si l'officier en fonction avait suivi cette procédure.

Lieut.-Col. Currie: Oui.

M. Poulin: Malheureusement, comme vous l'avez déjà dit, les procédures normales n'ont pas été suivies et vos préposés n'avaient pas été informés par le préposé en chef que des procédures différentes devaient être appliquées. Est-ce exact colonel?

Lieut.-Col. Currie: Que je sache, oui.

M. Poulin: Si je comprends bien, les agents de police, comme vous l'avez dit auparavant, ont été autorisés à entrer dans l'édifice et dans le bureau du député par le préposé en fonction.

Lieut.-Col. Currie: C'est évident. Ils ont eu l'autorisation d'entrer.

M. Poulin: Je vous remercie beaucoup, colonel.

Le président: Monsieur Reid.

M. Reid: Je voudrais poser une question. Colonel Currie, le mémoire n'indique pas très clairement si c'était le constable Dupuis qui se trouvait à la porte à 11 : 00 et à 12 : 30 heures. Est-ce que cette même personne était en fonction à ces deux moments, alors que la police a demandé l'autorisation d'entrer, ou est-ce qu'elle se trouvait en fonction simplement à l'un de ces deux moments?

Lieut.-Col. Currie: Cette personne était en fonction aux deux moments.

M. Reid: Bien. Y avait-il plus d'un agent pour chaque heure, ou n'y avait-il qu'un seul garde pour surveiller la porte d'entrée.

Lieut.-Col. Currie: Après avoir examiné le programme de roulement, je pense qu'il y avait deux personnes à chaque fois, et qu'il y en avait même trois à 11 : 00 heures.

*[Texte]*

**Mr. Poulin:** The first time there were three officers?

**Mr. Reid:** Could you provide us with the names of the other three people involved, or was Constable Dupuis' name given because he was the senior constable on at the time?

**LCol. Currie:** Naturally we carried out an investigation afterwards and there was a possibility that it was one of three people, or three people. Eleven o'clock is the change-over hour. One of the constables goes for his lunch. So, in trying to find out who the responsible constable was, and when I read the Chief's statement my purpose in bringing his name up was not to castigate the constable. As I said, I am sure we goofed. The police officers entered the building, and they entered Miss MacDonald's office. They did not go through regular channels. But I think the responsibility rests on the chief of the protective staff and, more particularly, myself, because possibly we have not been careful enough. One of our problems is to apply security in a manner which will be acceptable to Members of Parliament. If we apply it too strictly or too stringently, you gentlemen complain, and rightly so. If we apply it the other way, there are complaints. So it is quite a job to walk down the middle...

**Some hon. Members:** Hear, hear!

**LCol. Currie:** In this case it is a straight error on the part of our staff, and I accept it. I am sorry it happened, but I do not want to really put a constable on the griddle.

**Mr. Poulin:** No, we would not want that either. I am sure none of us here would.

**Mr. Reid:** Col. Currie, I have noticed that even though the House is sitting a number of doors are not being manned and are locked. Is the reason for this because a number of men are on vacation at the present time?

**Mr. Nielsen:** On a point of order.

**The Chairman:** Mr. Reid has the floor.

**Mr. Nielsen:** On a point of order, Mr. Chairman.

**The Chairman:** On a point of order, Mr. Nielsen.

**Mr. Nielsen:** Col. Currie was about to answer a question but he was not allowed to complete it.

**Mr. Reid:** I am sorry. I might say to the Chairman that I do not really want to know the names of the other people, as a result of that explanation. I do not feel it is required.

*[Interprétation]*

**M. Poulin:** Il y avait donc trois agents à 11 : 00 heures?

**M. Reid:** Pourriez-vous nous donner le nom des autres personnes qui faisaient équipe avec le constable Dupuis, dont le nom a été cité puisqu'il était alors le constable principal?

**Lieut.-Col. Currie:** Nous avons naturellement fait une enquête. Onze heures est l'heure de la rotation du personnel. Un des constables est allé déjeuner. De sorte que j'ai essayé de découvrir qui était le constable en fonction à ce moment précis sans vouloir pour autant l'en blâmer.

Comme je l'ai dit, je suis sûr que nous nous sommes trompés. Les agents de police sont entrés dans l'immeuble et dans le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald. Ils n'ont pas respecté la procédure normale. Cependant, je pense que la responsabilité en revient au chef du personnel de protection et, tout particulièrement, à moi-même car nous n'avons peut-être pas fait suffisamment attention. L'un de nos problèmes est d'assurer la sécurité d'une manière qui sera acceptable aux députés. Si nous sommes trop stricts, vous vous plaindrez, à juste titre. Si nous ne le sommes pas assez, vous vous plaindrez également. Il est donc assez difficile de trouver un juste milieu.

**Des voix:** Bravo!

**Lt. Col. Currie:** Dans ce cas, il s'agit purement d'une erreur de notre personnel et je l'accepte. Je suis désolé que ceci se soit passé mais je ne tiens pas vraiment à ce qu'un policier soit soumis à la question.

**M. Poulin:** Non, ce n'est pas non plus ce que nous voulons. Je suis sûr que personne ne le souhaite.

**M. Reid:** Colonel Currie, j'ai remarqué qu'un certain nombre de portes de la Chambre ne sont pas surveillées, pendant que la Chambre siège et qu'elles sont fermées à clef. La raison en est-elle que certains membres de votre personnel sont en vacances actuellement?

**M. Nielsen:** Un rappel au Règlement.

**Le président:** Monsieur Reid a la parole.

**M. Nielsen:** Monsieur le président, je voudrais faire rappel au Règlement.

**Le président:** M. Nielsen pour un rappel au Règlement.

**M. Nielsen:** Le colonel Currie était sur le point de répondre à une question mais on ne l'a pas laissé terminer.

**M. Reid:** Veuillez m'excuser. Je voulais dire au président que je ne tiens pas vraiment à connaître les noms des autres personnes concernées. Je ne pense pas que ce soit nécessaire.



[Text]

The question I wanted to put to Col. Currie was that there seems to be a shortage of men around because normal practices are not being followed, say, in respect of the doors in this block while the House is still sitting—they are closed. I was told this was because of a shortage of staff, because vacations had been planned on the assumption Parliament would not be here. Is that true? Are you suffering a shortage of staff because of this at the present time?

**LCol Currie:** We have, I think, seventeen people away, and some of them are a long distance away. It is pretty difficult for us to tell a man who has gone to Vancouver on vacation to come all the way back here.

**An hon. Member:** They did it to me.

**Mr. Reid:** Those are all my questions, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Reid.

**Mr. Nielsen:** I think I would like to have the answer to Mr. Reid's question. There were two other gentlemen on the protective staff at the time and I wonder if we might have the answer.

**LCol Currie:** Briefly, and without going into details, we had possibly three people involved, so by a process of elimination we come down to one person, which was the person the chief mentioned in his report. I personally am unhappy, if it was the case and there was no one else there, that he feels so frightened that he will not admit it. However, this is something that I have been trying to get him to do. I am satisfied so far from our investigation that he is the only possible person that could have been on the door when the sergeant and the two detectives went by.

**The Chairman:** Could I ask Col. Currie a question? Did you see Constable Dupuis to ask him if he was there on duty?

**LCol Currie:** I personally have not seen him yet.

**The Chairman:** Thank you. Mr. Lachance is next.

**Mr. Lachance:** Col. Currie, I see that this report is dated September 5. Was this report made to you at your request?

**LCol Currie:** Yes.

• 2210

**Mr. Lachance:** In your opinion, Col. Currie, do these regulations about the procedure of identification and calling the office of the members exist to protect the rights of the members, for the protection of the buildings, or is this for the good administration of the House? What is the purpose of this procedure?

**LCol Currie:** I think most of the standing orders which have been built up over the years are a combination of good administration of the building and protection of the members so they have an environment where they can do their work properly. For instance, there is a rule that there is no canvassing in the building even though the cause might be worthwhile. It is not allowed. There is no person allowed to go from door to door and hand out posters, they have to go through the post office. This is why visitors are not necessarily screened, but we fill out a form on them. This is for the protection of the member. If a visitor comes in, a form is made out on him. We just keep it on file.

[Interpretation]

La question que je voulais poser au colonel Currie était qu'il semblait y avoir un manque de personnel puisque certaines pratiques normales ne sont pas respectées à l'égard des portes de la Chambre des communes. On m'a dit que ceci provenait d'un manque de personnel, car les vacances avaient été prévues en ce moment est-ce vrai? Manquez-vous de personnel du fait de la situation actuelle?

**Lieutenant Colonel Currie:** Je pense que 17 membres de notre personnel sont en vacances, certains dans des endroits très éloignés. Il nous est très difficile de dire à une personne qui est partie en vacances à Vancouver de revenir à Ottawa immédiatement.

**Une voix:** C'est ce qu'on a fait pour moi.

**M. Reid:** Je n'ai pas d'autre question, monsieur le président.

**Le président:** Merci monsieur Reid.

**M. Nielsen:** J'aimerais avoir une réponse à la question de M. Reid. Il y avait deux autres personnes du personnel de protection à ce moment, et j'aimerais savoir si nous pourrions avoir la réponse.

**Lieutenant Colonel Currie:** Brièvement et sans entrer dans les détails, il y avait vraisemblablement trois personnes concernées; par élimination, nous sommes arrivés à une personne, qui est celle que le chef a mentionnée dans son rapport. Personnellement, si tel est le cas, et s'il n'y avait personne d'autres, je suis désolé de constater que cette personne a peur de ne pas l'admettre. Toutefois c'est quelque chose que j'ai tenté d'obtenir. Étant donné mon enquête je suis convaincu que c'est la seule personne qui aurait pu être à la porte lorsque le sergent et les deux détectives sont entrés.

**Le président:** Puis-je poser une question colonel Currie? Avez-vous vu M. Dupuis pour lui demander s'il était là en fonction?

**Lieutenant Colonel Currie:** Je ne l'ai pas encore rencontré personnellement.

**Le président:** Merci. Monsieur Lachance.

**M. Lachance:** Colonel Currie, je vois que ce rapport date du 5 septembre. A-t-il été fait à votre demande?

**Lieutenant Colonel Currie:** Oui.

**M. Lachance:** Selon vous, les règlements concernant la procédure de l'identification et l'appel aux bureaux des députés sont-ils prévus pour protéger les droits des députés pour protéger l'immeuble ou simplement pour la bonne administration de la Chambre? Quel était l'objectif de cette procédure?

**L. Col. Currie:** Je pense que la plupart des règlements ont été définis au cours des années et visent à assurer à la fois la bonne administration de l'immeuble et la protection des députés, afin qu'ils disposent d'une atmosphère de travail adéquat. Par exemple, il existe une règle interdisant le démarchage dans l'immeuble, même pour une bonne cause. C'est interdit. Personne n'a le droit d'aller de porte en porte pour distribuer des affiches ou des brochures; ceci peut se faire par la poste. C'est pourquoi les visiteurs ne sont pas nécessairement contrôlés mais nous leur faisons remplir un formulaire afin de protéger les députés. Pour chaque visiteur, nous conservons dans nos dossiers un formulaire qu'il aura rempli.

## [Texte]

**The Chairman:** I notice that it says "subject unauthorized access". Is this a personal opinion of Mr. Yeats or is this ...

**LCol Currie:** It is the opinion of Mr. Yeats that the person gained unauthorized entry because the procedures laid down in standing orders were not followed.

**The Chairman:** Any other questions?

Mr. Nielsen.

**Mr. Nielsen:** I was going to say it is 10 minutes after 10 and I do not want to cut anybody off, but we have all had a long day. Before we adjourn I would ask Col. Currie whether there is anything in the standing orders from which he read that would be prejudicial to the security of the security function which he is responsible for if that document were tabled and made public? Would there be anything prejudicial to the ...

**LCol Currie:** You mean this one?

Mr. Nielsen: Yes.

**LCol Currie:** No, it is an internal House document.

**Mr. Nielsen:** I was going to suggest Mr. Chairman, that whenever we do meet again we have Col. Currie back with us, if he can, and also that Constable Dupuis be asked to come before us to testify.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Mr. Chairman, could you advise me as to normal procedure if I were to report a security matter? Would I necessarily go to you or would I go to the Speaker? Is it immaterial?

**LCol Currie:** It is a matter of choice.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I wonder if a copy of this document, the instructions, had ever been communicated to the Ottawa City Police or to the RCMP detachment located in the East Block?

**LCol Currie:** Not to my knowledge.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Is it a correct assumption that in this report by Chief Yates he is simply relaying to you information provided by Deputy Chief Welch rather than the result of his own investigation to corroborate or otherwise some of the statements made by Deputy Chief Welch?

**LCol Currie:** I do not know what was in his mind when he made the report although I do have reports from other people who were at the door.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** You do not know if prior to reporting to you he checked to determine matters of fact alleged in this report? For example, the indication in the last sentence of the second paragraph that her secretary, Miss Gelber, was the only person present in the office of Miss MacDonald at the time Miss Gelber was interviewed.

**LCol Currie:** I believe they carried out this investigation, but I could not swear to it. If you want an answer to that one you will have to ask the chief.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** To your knowledge were the police officers concerned in fact seen at any stage by members of the protective staff?

## [Interprétation]

**Le président:** Je remarque que l'on parle ici d'un accès non autorisé. S'agit-il là d'une opinion personnelle de M. Yeats ou de ...

**L. Col. Currie:** M. Yeats considère que la personne a réussi à entrer sans autorisation car les procédures définies dans le règlement n'ont pas été respectées.

**Le président:** D'autres questions?

Monsieur Nielsen.

**M. Nielsen:** J'allais dire qu'il est 10 h. 10 et, sans vouloir empêcher qui que ce soit de parler, la journée a été longue. Avant de lever la séance, j'aimerais demander au colonel Currie si le règlement dont il nous a lu des extraits comporte des éléments dont la publication serait préjudiciable à la sécurité?

**L. Col. Currie:** Vous voulez parler de ce document?

**M. Nielsen:** Oui.

**L. Col. Currie:** Non, c'est un document interne.

**M. Nielsen:** Monsieur le président, j'allais demander au colonel Currie de revenir lors de notre prochaine réunion, et de convoquer également M. Dupuis, si c'est possible.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Monsieur le président, pourriez-vous me dire quelle est la procédure normale si je devais signaler un problème de sécurité? Devrais-je nécessairement passer par vous ou l'Orateur? Est-ce une question pertinente?

**L. Col. Currie:** C'est une question de choix.

**M. Clark (Rocky Mountain):** J'aimerais savoir si un exemplaire de ce document, de ces instructions, a été transmis à la police de la ville d'Ottawa ou au détachement de la Gendarmerie Royale qui se trouve dans l'édifice de l'Est?

**L. Col. Currie:** Pas à ma connaissance.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Puis-je supposer que dans son rapport, le chef Yeats se contente de vous transmettre des informations fournies par le chef Welch, plutôt que des informations obtenues par sa propre enquête, visant à corroborer ou non certaines des déclarations du chef Welch?

**L. Col. Currie:** Je ne sais pas ce qu'il voulait faire lorsqu'il a préparé son rapport, bien que j'aie reçu d'autres rapports d'autres personnes qui se trouvaient à la porte.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Vous ne savez pas si avant de faire son rapport il a vérifié les questions auxquelles il fait allusion? Par exemple, il indique dans la dernière phrase du second paragraphe que sa secrétaire, Miss Gelber, était la seule personne présente dans le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald au moment où elle a été interrogée.

**L. Col. Currie:** Je pense que cette enquête a été effectuée mais je ne pourrais le jurer. Si vous voulez une réponse à cette question, vous devrez la poser au chef.

**M. Clark (Rocky Mountain):** A votre connaissance, les agents de police concernés ont-ils été vus, à un moment ou à un autre, par des membres du personnel de protection?

[Text]

LCol Currie: No.

Mr. Clark (Rocky Mountain): I do not mean interviewed or officially seen, but noticed. You do not know whether they saw their coming or going?

LCol Currie: Let us say nobody has admitted to it.

Mr. Clark (Rocky Mountain): The evidence you have received is that the police officers made two visits. Is that it? They left and they came again.

LCol Currie: Only from the report. I have no exact knowledge that they made two visits.

• 2215

Mr. Clark (Rocky Mountain): Has there been an interview by Chief Yates with Constable Dupuis?

LCol Currie: Yes.

Mr. Clark (Rocky Mountain): Is that document available to us?

LCol Currie: No. This, I think, was just an interview in his office. I doubt whether there was a document prepared on it.

Mr. Clark (Rocky Mountain): You have not had a report from Chief Yates.

LCol Currie: I have not had a report from the Chief, except verbal.

Mr. Clark (Rocky Mountain): To your knowledge, did Chief Yates or anyone else verify whether there had in fact been a request for the room number of Miss MacDonald by the three officers or any one of them?

LCol Currie: I talked to Sergeant Bradley of the RCMP in the presence of the Chief, and he stated that he came in, showed his badge, asked for Miss MacDonald's room number, and was given it.

Mr. Clark (Rocky Mountain): But you have no verification of that from any member of the Protective Staff.

LCol Currie: No.

Mr. Clark (Rocky Mountain): Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Nielsen: Mr. Chairman, I have further questions for this witness. It is 15 minutes beyond 10 o'clock. I have been sitting patiently. Perhaps we could call it 10 o'clock now and convene at the earliest opportunity again and continue with it. It has been a long day.

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Mr. Barnett.

Mr. Barnett: Just before adjournment, is it my understanding that the documents or standing orders with reference to the Protective Staff are to be appended to today's proceedings?

The Chairman: I believe it would be more appropriate if they could be distributed to the members.

[Interpretation]

L. Col. Currie: Non.

M. Clark (Rocky Mountain): Je ne veux pas dire qu'ils aient été interrogés ou rencontrés officiellement mais plutôt remarqués. Vous ne savez pas si quelqu'un les a vus entrer ou sortir?

L. Col. Currie: Disons que personne ne l'a admis.

M. Clark (Rocky Mountain): Les témoignages que vous avez reçus montrent que les agents de police ont effectué deux visites. Est-ce vrai? Sont-ils partis puis revenus?

Lieutenant Colonel Currie: C'est ce qu'indique le rapport. Je ne sais pas précisément s'ils ont effectué deux visites.

M. Clark (Rocky Mountain): Le chef Yates a-t-il interrogé le constable Dupuis?

Lieutenant Colonel Currie: Oui.

M. Clark (Rocky Mountain): Ce document est-il à notre disposition?

Lieutenant Colonel Currie: Non. Il me semble qu'il ne s'agissait là que d'une interrogation dans son bureau. Je doute qu'un document ait été rédigé à ce sujet.

M. Clark (Rocky Mountain): Vous n'avez pas eu de rapport du chef Yates?

Lieutenant Colonel Currie: Je n'ai pas eu d'autre rapport que verbal.

M. Clark (Rocky Mountain): A votre connaissance le chef Yates ou quelqu'un d'autre a-t-il vérifié si l'un ou l'autre des trois agents a demandé le numéro du bureau de M<sup>re</sup> MacDonald?

Lieutenant Colonel Currie: J'ai parlé au sergent Bradley de la Gendarmerie royale, en présence du chef et il a affirmé être entré, avoir montré son insigne, avoir demandé le numéro de pièce de M<sup>re</sup> MacDonald et l'avoir reçu.

M. Clark (Rocky Mountain): Mais vous n'avez vu, aucune vérification de ce fait de la part d'aucun membre du personnel de protection.

Lieutenant Colonel Currie: Non.

M. Clark (Rocky Mountain): Merci monsieur le président.

M. Nielsen: Monsieur le président, j'ai d'autres questions à poser au témoin. Il est maintenant 10 h 15. J'ai siégé patiemment. Peut-être pourrions-nous considérer l'heure et nous réunir à nouveau dès que cela sera possible. La journée a été longue.

Des voix: D'accord.

Le président: Monsieur Barnett.

M. Barnett: Juste avant de lever la séance, dois-je comprendre que les documents ou règlements concernant le personnel de protection seront joints au procès-verbal de la séance d'aujourd'hui?

Le président: Je pense qu'il serait plus approprié de les distribuer aux membres du Comité.



[Texte]

**Mr. Barnett:** To the members of the Committee?

**The Chairman:** Yes. It is going to be printed to be distributed to the members.

When does this Committee want to sit again?

**Mr. Dupras:** Monday evening.

**Mr. Nielsen:** No, not Monday evening. The House Leader said in the House today that Monday was being seriously thought of as an Opposition Day. So I am sure we will have the co-operation of government members to go to Tuesday.

**Mr. Dupras:** We are going to be here then. Why not meet on Monday evening?

**The Chairman:** This Committee is adjourned until Tuesday.

**Mr. Reid:** Mr. Chairman, before you adjourn, it is my understanding that there will be an Opposition Day on Monday, and if we are all going to have to be here anyway for Monday, an unusual set of circumstances, why not use the time for a meeting?

**Mr. Nielsen:** Because we want to be in the House on the Opposition Day. That is why.

**Mr. Reid:** That makes the assumption that something new is going to be said.

**Mr. O'Connor:** It will not be on the government side.

**Mr. Nielsen:** Tuesday at what time?

**The Chairman:** Tuesday at 8 o'clock in the evening.

**Mr. Reid:** Same old bunch.

**The Chairman:** The Committee is adjourned.

[Interprétation]

**M. Barnett:** Aux membres du Comité?

**Le président:** Oui. Le règlement sera imprimé et distribué aux membres.

Quand voulez-vous siéger à nouveau?

**M. Dupras:** Lundi soir.

**M. Nielsen:** Non, pas lundi soir. On a dit en Chambre, aujourd'hui que lundi serait vraisemblablement un jour consacré à l'opposition. Je suis donc certain que nous aurons la coopération des membres du gouvernement pour reporter la séance à mardi.

**M. Dupras:** Nous serons là. Pourquoi ne pas siéger lundi soir.

**Le président:** La séance est levée jusqu'à mardi.

**M. Reid:** Monsieur le président, avant de lever la séance, il me semble que lundi sera un jour consacré à l'opposition et puisque nous serons tous présents lundi, ce qui sera sans doute inhabituel, pourquoi ne pas en profiter pour tenir une réunion?

**M. Nielsen:** Parce que nous voulons être en Chambre. Voilà la raison.

**M. Reid:** Ceci peut-il nous laisser croire que l'on va y dire du nouveau?

**M. O'Connor:** Cela ne viendra de toute façon pas du gouvernement.

**M. Nielsen:** Mardi à quelle heure?

**Le président:** Mardi à 20 h. 00.

**M. Reid:** Toujours la même équipe.

**Le président:** La séance est levée.









HOUSE OF COMMONS

Issue No. 6

Tuesday, September 11, 1973

Chairman: Mr. Ovide Laflamme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 6

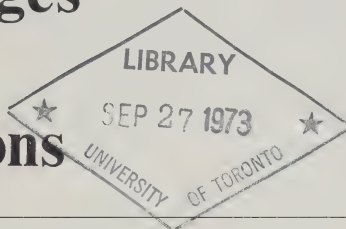
Le mardi 11 septembre 1973

Président: M. Ovide Laflamme

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent des*

# Privileges and Elections



# Privilèges et élections

RESPECTING:

Question of privilege raised in the House by Miss Flora MacDonald, M.P. (*Kingston and the Islands*) on September 4, 1973.

CONCERNANT:

Question de privilège soulevée en Chambre par M<sup>lle</sup> Flora MacDonald, député (*Kingston et les Îles*) le 4 septembre 1973.

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

First Session

Twenty-ninth Parliament, 1973

Première session de la

vingt-neuvième législature, 1973

STANDING COMMITTEE ON  
PRIVILEGES AND ELECTIONS

*Chairman:* Mr. Ovide Laflamme

*Vice-Chairman:* Mr. Douglas Stewart

Messrs.

Barnett  
Benjamin  
Blais

Clark  
(*Rocky Mountain*)

Clarke  
(*Vancouver Quadra*)

Côté  
Dupras  
Fairweather

COMITÉ PERMANENT DES  
PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS

*Président:* M. Ovide Laflamme

*Vice-président:* M. Douglas Stewart

Messieurs

Higson  
Marchand  
(*Kamloops-Cariboo*)

Matte  
McKinley

Nielsen  
O'Connor  
O'Sullivan  
Poulin  
Reid—(19)

(Quorum 11)

*Le greffier du Comité*

Nino Travella

*Clerk of the Committee*

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Sept 11, 1973:

Mr. Fairweather replaced Mr. McCain  
Mr. O'Sullivan replaced Mr. McKinnon  
Mr. Blais replaced Mr. Lachance  
Mr. Higson replaced Mr. Ritchie

Suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du  
Règlement

Le 11 septembre 1973:

M. Fairweather remplace M. McCain  
M. O'Sullivan remplace M. McKinnon  
M. Blais remplace M. Lachance  
M. Higson remplace M. Ritchie



## MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, SEPTEMBER 11, 1973.

(9)

[Text]

The Standing Committee on Privileges and Elections met this day at 8:08 o'clock p.m., the Chairman, Mr. Ovide Laflamme, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Barnett, Benjamin, Blais, Clark (*Rocky Mountain*), Clarke (*Vancouver Quadra*), Côté, Dupras, Fairweather, Higson, Laflamme, Marchand (*Kamloops-Cariboo*), Matte, McKinley, Nielsen, O'Connor, O'Sullivan, Poulin, Reid and Stewart (*Okanagan-Kootenay*).

*Other Members present:* Messrs. Foster and Peters.

*Witnesses:* Lt. Col. D. V. Currie, Sergeant-at-Arms; Miss Flora MacDonald, M.P., (*Kingston and the Islands*).

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated September 4, 1973. (*See Minutes of Proceedings for Thursday, September 6, 1973*).

Lt. Col. Currie was questioned.

Miss Flora MacDonald, M.P., made an opening statement and answered questions.

*Agreed:* That the Subcommittee on Agenda and Procedure meet during the lunch hour on Wednesday, September 12, 1973 and that the Committee sit at 3:30 o'clock p.m., Wednesday, September 12, 1973.

At 10:15 o'clock p.m., the Committee adjourned until 3:30 o'clock p.m., Wednesday, September 12, 1973.

## PROCÈS-VERBAUX

LE MARDI 11 SEPTEMBRE 1973.

(9)

Le comité permanent des privilèges et élections se réunit aujourd'hui à 20 h 08, sous la présidence de M. Ovide Laflamme.

*Membres du comité présents:* MM. Barnett, Benjamin, Blais, Clark (*Rocky Mountain*), Clarke (*Vancouver Quadra*), Côté, Dupras, Fairweather, Higson, Laflamme, Marchand (*Kamloops-Cariboo*), Matte, McKinley, Nielsen, O'Connor, O'Sullivan, Poulin, Reid et Stewart (*Okanagan-Kootenay*).

*Autres membres présents:* MM. Foster et Peters.

*Témoins:* Lt. Col. D.V. Currie, sergent d'armes; M<sup>lle</sup> Flora MacDonald, député, (*Kingston et les Îles*).

Le comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du 4 septembre 1973. (*Voir procès-verbaux du jeudi 6 septembre 1973*).

Le Lt. Col. Currie répond aux questions.

M<sup>lle</sup> Flora MacDonald, député, fait un discours préliminaire et répond aux questions.

*Il est convenu:* Que le sous-comité du programme et de la procédure se rencontrera pendant l'heure du dîner le mercredi 12 septembre 1973 et que le comité siégera à 15 h 30 le mercredi 12 septembre 1973.

A 22 h 15 le comité suspend ses travaux jusqu'à 15 h 30 le mercredi 12 septembre 1973.

*Le greffier du Comité*

Nino Travella

*Clerk of the Committee*

## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, September 11, 1973.

• 2006

[Text]

**The Chairman:** Order, please. I see a quorum. At the adjournment the other day we had with us the Sergeant-at-Arms, LCol D. V. Currie. At that time Mr. Nielsen stated that he had a few more questions to ask him. As I see LCol Currie is present I would invite him to continue answering questions.

**Mr. Nielsen:** I think I will start the Committee off on the right note, Mr. Chairman, and defer my questions to those that other members might have.

**The Chairman:** Any more questions of LCol Currie? Mr. Poulin.

**Mr. Poulin:** I just have one, Mr. Chairman, with your permission. Colonel Currie, you explained to us last week what had happened at the entrance when the police officers sought admission. I think you also explained to us that you had, in the company of the Chief of Security here, an opportunity to interview Sergeant Bradley of the Royal Canadian Mounted Police. Sergeant Bradley explained to you how he gained entrance, that is, that he came and asked for the room number of the member for Kingston and the Islands and he showed his identification. Then he was directed towards the room. I believe that was your summary of what Sergeant Bradley had told you. Is that correct?

**LCol D. V. Currie (Sergeant-at-Arms):** That is correct.

**Mr. Poulin:** You are experienced in dealing with men having done so all your life as a member of our Armed Forces and now here, you accepted that explanation by Sergeant Bradley, I understand, Colonel Currie. Is that correct?

**LCol Currie:** Generally speaking, I accept anybody's explanation until it is proven otherwise.

**Mr. Poulin:** I am asking you in this specific case, did you accept the explanation given by Sergeant Bradley of the Royal Canadian Mounted Police?

**LCol Currie:** Yes.

**Mr. Poulin:** That is fine. Thank you very much, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. Dupras.

**Mr. Dupras:** I would like to pursue this, Colonel Currie. I think according to the report that we have from Mr. Yates, Sergeant Bradley was present at the eleven o'clock visit, the first visit, but he was not among the party on the second visit at 12.30 p.m. Is this correct?

**LCol Currie:** I have no knowledge of the second visit except to understand that it happened. In other words, Sergeant Bradley did not tell me anything about the second visit. I am only referring to the first visit that took place around eleven o'clock.

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Mardi, le 11 septembre 1973.

[Interpretation]

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Nous avons le quorum. Lorsque nous avons ajourné l'autre jour nous avions parmi nous le sergent d'armes, le lieutenant-colonel D. V. Currie. M. Nielsen a alors déclaré qu'il avait quelques questions supplémentaires à lui poser. Le lieutenant Currie étant ici aujourd'hui, je l'invite donc à continuer de répondre aux questions.

**M. Nielsen:** Je vais faire démarrer le Comité sous de bons auspices, monsieur le président, en laissant d'abord nos collègues poser des questions s'ils en ont.

**Le président:** Quelqu'un veut-il poser d'autres questions au lieutenant-colonel Currie? Monsieur Poulin.

**M. Poulin:** Une seule question, monsieur le président, avec votre permission. Colonel Currie, vous nous avez expliqué la semaine dernière ce qui s'était passé à l'entrée lorsque les officiers de Police ont demandé à être admis. Sauf erreur vous nous avez également expliqué que vous aviez eu, en la présence du chef des services de Sécurité, l'occasion de poser des questions au sergent Bradley de la Gendarmerie royale. Le sergent Bradley vous a expliqué comment il avait pu entrer, à savoir qu'il est venu et qu'il a demandé le numéro de la pièce du député de Kingston et les Îles et ce en produisant ses papiers d'identité. On lui a alors indiqué où se trouvait cette pièce. Il s'agit du résumé de ce que le sergent Bradley vous a dit, n'est-ce pas?

**Lieutenant-Colonel D. V. Currie (Sergent d'armes):** C'est exact.

**M. Poulin:** Votre expérience des hommes est grande puisque vous avez été toute votre vie en contact avec eux d'abord dans les forces armées et puis ici maintenant, et vous avez donc accepté l'explication du sergent Bradley, colonel Currie. N'est-ce pas?

**Lieutenant-colonel Currie:** Par principe, j'accepte les explications de toute personne jusqu'à ce que la preuve du contraire me soit fournie.

**M. Poulin:** Je vous pose cette question à propos de ce cas précis, avez-vous accepté l'explication donnée par le sergent Bradley de la Gendarmerie royale?

**Lieutenant-colonel Currie:** Oui.

**M. Poulin:** Très bien. Je vous remercie infiniment, monsieur le président.

**Le président:** Monsieur Dupras.

**M. Dupras:** J'aimerais poursuivre ce sujet, colonel Currie. Selon le rapport de M. Yates, le sergent Bradley était présent lors de la visite de 11 h. 00, de la première visite, mais il n'était pas avec les personnes qui sont venues au cours de la deuxième visite à 12 h. 30. N'est-ce pas?

**Lieutenant-colonel Currie:** Je ne sais rien au sujet de la deuxième visite si ce n'est que je crois savoir qu'elle a eu lieu. En d'autres termes, le sergent Bradley ne m'a rien dit en ce qui concerne la deuxième visite. Je ne peux parler que de la première visite qui a eu lieu aux environs de 11 h.

[ *Texte* ]

**Mr. Dupras:** I make reference to the report that Chief Yates sent you and that you tabled last Thursday. We also recall in this letter the second visit at 12:30 on the same day by Detective Harrison and Constable Draper. Constable Draper was not in the first party or in the first visit. The first visit was made by Messrs. Bradley, Robinson and Harrison. The second visit was made by Detective Harrison of the Ottawa Police Department and Constable Draper of the Ottawa Police Department. No mention is made of Sergeant Bradley. Should we conclude that Sergeant Bradley was not present at the second visit?

**LCol Currie:** I can only rely on the report. I have no knowledge.

• 2010

**Mr. Dupras:** Do you have another report, Colonel Currie? Is the only report you have of the incident the one you tabled the other night? Did other people report the events to you? Has anyone made written reports to you?

**LCol Currie:** Not that have any bearing on the incident.

**Mr. Dupras:** Would you answer my question with a "yes" or "no". Have you received any other reports of the incident?

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Written reports.

**Mr. Dupras:** Written reports, of course.

**LCol Currie:** I received a brief written report from the sergeant indicating that he was not present at the time of the entry.

**Mr. Dupras:** Good. Would you be willing to table that report, sir?

**LCol Currie:** I am quite willing to table it. I did not bring it with me.

**Mr. Barnett:** On a point of explanation. When you say a written report from the sergeant, what sergeant are you referring to?

**LCol Currie:** Sergeant Kirk of the Protective Staff.

**Mr. Barnett:** Of the Protective Staff.

**LCol Currie:** He was technically in charge of the Protective Staff in the West Block on that shift.

**Mr. Barnett:** All right.

**Mr. Dupras:** I want to get back to Sergeant Kirk, Colonel Currie. He sent you that second report. Is that right?

**LCol Currie:** He sent it to the Chief, who subsequently turned it over to me.

**Mr. Dupras:** But it is an official report. It is not a personal letter to you?

**LCol Currie:** No, it is a report that he would normally make to the Chief.

**Mr. Dupras:** Who was in charge at the post at that time, at 11:00 o'clock? Was it Dupuis, Kirk or someone else?

[ *Interprétation* ]

**M. Dupras:** Je me réfère au rapport que le chef Yates vous a envoyé et que vous avez déposé jeudi dernier. Il est également fait mention dans cette lettre de la deuxième visite à 12 h. 30 le même jour effectuée par le détective Harrison et l'officier Draper. L'officier Draper n'a pas participé à la première visite. A cette dernière participaient MM. Bradley, Robinson et Harrison. La deuxième comprenait le détective Harrison du département de police d'Ottawa ainsi que l'officier Draper du même département. Il n'est pas fait mention du sergent Bradley. Devons-nous en conclure que le sergent Bradley n'était pas là lors de la deuxième visite.

**Lieut.-col. Currie:** Je ne peux que m'en tenir au rapport. Je n'en sais pas plus.

**M. Dupras:** Avez-vous un autre rapport, colonel Currie? Est-ce que le seul rapport que vous ayez de l'incident est celui que vous avez déposé l'autre soir? Est-ce que d'autres personnes vous ont fait rapport de ces événements? Est-ce que quelqu'un vous a transmis un rapport écrit?

**Lieut.-col. Currie:** Aucun qui se rapporte à cet incident.

**M. Dupras:** Voudriez-vous répondre à ma question par oui ou par non. Avez-vous reçu d'autres rapports concernant cet incident?

**M. Clark (Rocky Mountain):** D'autres rapports écrits.

**M. Dupras:** Des rapports écrits, bien sûr.

**Lieut.-col. Currie:** J'ai reçu un rapport écrit très bref émanant du sergent m'indiquant qu'il n'était pas présent lors de cette entrée.

**M. Dupras:** Bien. Seriez-vous disposé à déposer ce rapport, monsieur?

**Lieut.-col. Currie:** Je suis tout à fait disposé à le faire. Je ne l'ai pas apporté avec moi.

**M. Barnett:** Je m'excuse, mais lorsque vous parlez d'un rapport écrit émanant du sergent, de quel sergent parlez-vous?

**Lieut.-col. Currie:** Du sergent Kirk du personnel de protection.

**M. Barnett:** Du personnel de protection.

**Lieut.-col. Currie:** Il était techniquement responsable du personnel de protection de l'édifice de l'Ouest dans cette équipe.

**M. Barnett:** Très bien.

**M. Dupras:** Je voudrais revenir au sergent Kirk, colonel Currie. Il vous a envoyé ce deuxième rapport, n'est-ce pas?

**Lieut.-col. Currie:** Il l'a envoyé au chef qui à son tour, me l'a transmis.

**M. Dupras:** Cependant il s'agit d'un rapport officiel. Il ne s'agit pas d'une lettre qu'on vous a envoyée personnellement?

**Lieut.-col. Currie:** Non, il s'agit du genre de rapport qu'il fait normalement à son chef.

**M. Dupras:** Qui était de service à ce poste à ce moment, à 11 heures? S'agissait-il de Dupuis, Kirk ou de quelqu'un d'autre?



## [Text]

**LCol Currie:** Sergeant Kirk is in charge of the building, that is, the two entries, and if we have a spare man on the roving patrol, he is in charge of the West Block. Under him he has Dupuis at one door. Seguin was at the door and I have forgotten the constable's name who was at the other door at the freight entrance.

**Mr. Dupras:** Yes. Who else, aside from Mr. Dupuis and Mr. Kirk, was at the door when the first visit was made at 11:00 o'clock that you know of?

**LCol Currie:** As far as I know, and from the information I have received from the Chief, no one was posted to duty. If anyone was there, he was not on duty.

**Mr. Dupras:** Yes. My question is not who was to be there on duty, Colonel Currie, my question is who was there? Ladies and gentlemen, would you know if there was a girl there, the presence of any girl at the door when the three officers came in at 11:00 o'clock?

**LCol Currie:** I have no knowledge.

**Mr. Dupras:** You have no knowledge of that.

**LCol Currie:** None whatever.

**Mr. Dupras:** No. It would not be mentioned in the second report that you spoke of, Mr. Kirk's report?

**LCol Currie:** No. Sergeant Kirk's report simply indicates that at the time Sergeant Bradley said he arrived there Sergeant Kirk was not at that post, he was in fact at the freight entrance. That is the essence of his report. I will table it, but I did not bring it with me tonight.

**Mr. Dupras:** So, I take it that Constable Dupuis was all by himself? He was alone?

**LCol Currie:** To the best of my knowledge. I am not prepared to swear that another constable was not there.

**Mr. Dupras:** Yes. But then the second report would be hearsay?

**LCol Currie:** It would be Sergeant Kirk's report.

**The Chairman:** I do not think it is fair, Mr. Dupras, to the witness...

**Mr. Dupras:** If Constable Dupuis was all by himself at the door, I think one report should be taken seriously, not two.

**The Chairman:** Of course Colonel Currie was not there, so anything he says about this is direct hearsay. He got information from someone.

**Mr. Dupras:** Yes. I will withdraw the question.

I would like to know, Colonel Currie, if you know if anyone led the three constables to Miss MacDonald's office.

**LCol Currie:** Not to my knowledge.

**Mr. Dupras:** Not to your knowledge.

## [Interpretation]

**Lieut.-col. Currie:** Le sergent Kirk est responsable de l'édifice, c'est-à-dire des deux entrées, et si nous avons un homme de disponible dans la patrouille, il est responsable de l'édifice de l'Ouest. Sous ses ordres il a Dupuis à une porte, Seguin à l'autre, et j'ai oublié le nom du constable qui se trouvait à la porte de l'entrée de service.

**M. Dupras:** Oui. Qui d'autre à part M. Dupuis et M. Kirk se trouvait à la porte lors de la première visite à 11 h. 00 si vous le savez?

**Lieut.-col. Currie:** D'après ce que je sais, et d'après les renseignements que m'a fournis le chef, il n'y avait personne de service. Si quelqu'un était là, il n'était pas en service.

**M. Dupras:** D'accord, mais ma question n'est pas de savoir qui devait être là de service, colonel Currie, mais de savoir qui était là? Mesdames et messieurs, savez-vous s'il y avait une jeune fille à cet endroit, la présence d'une jeune fille à la porte lorsque les trois officiers de police sont arrivés à 11 h 00?

**Lieut.-col. Currie:** Je n'en sais rien.

**M. Dupras:** Vous n'en savez rien.

**Lieut.-col. Currie:** Non.

**M. Dupras:** Non. Cela ne serait pas mentionné dans le deuxième rapport dont vous avez parlé, le rapport de M. Kirk?

**Lieut.-col. Currie:** Non. Le rapport du sergent Kirk indique simplement qu'au moment où le sergent Bradley a dit qu'il était arrivé à cet endroit, le sergent Kirk n'était pas à ce poste, il était en fait à la porte de l'entrée de service. C'est la substance de ce rapport. Je le déposerai, mais je ne l'ai pas apporté avec moi ce soir.

**M. Dupras:** Par conséquent, j'en conclus que le constable Dupuis était tout seul? Il était seul?

**Lieut.-col. Currie:** Au mieux de ce que je sais. Je ne suis pas prêt à jurer qu'aucun autre constable n'était là.

**M. Dupras:** Donc, par conséquent, le deuxième rapport ne serait que des ouïe-dires?

**Lieut.-col. Currie:** Il s'agit du rapport du sergent Kirk.

**Le président:** Je ne pense pas qu'il soit juste, monsieur Dupras, envers le témoin...

**M. Dupras:** Si le constable Dupuis était tout seul à la porte, à mon avis, on ne devrait prendre en considération qu'un seul rapport et non pas deux.

**Le président:** Bien entendu, le colonel Currie n'était pas présent, et par conséquent, tout ce qu'il dit n'est que par ouïe-dire. Il a reçu ces renseignements de quelqu'un.

**M. Dupras:** Oui. Je retire cette question.

Colonel Currie, savez-vous si quelqu'un a conduit les trois agents de police au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald?

**Lieutenant Colonel Currie:** Pas à ma connaissance.

**M. Dupras:** Pas à votre connaissance.

[Texte]

Have you pursued this since we met last Thursday? Have you asked Constable Dupuis any questions in relation to the incident in order to seek more information since you received the report from him?

**LCol Currie:** Yes, I had a meeting with Constable Dupuis this afternoon.

**Mr. Dupras:** Would you have any more information as to whom directed the three constables to Miss MacDonald's office?

**LCol Currie:** I am afraid not.

**Mr. Dupras:** You do not know of any other person being at the door when they came in?

**LCol Currie:** Not to my knowledge.

**Mr. Dupras:** Thank you.

**The Chairman:** Mr. Benjamin.

**Mr. Benjamin:** I just wondered about the second visitation, Mr. Chairman.

I think, if my memory is correct, at our last meeting Colonel Currie said, amongst other things, that the staff on duty goofed and there was no phone call made to the member's office. Was any such phone call made on the second visit, sometime after the first one?

**LCol Currie:** Not to my knowledge.

**Mr. Benjamin:** There was no communication with the member's office either by telephone or by a member of the protective staff going there?

**LCol Currie:** From my investigations I have not been able to ascertain that there was any.

**Mr. Benjamin:** Or that there was not.

**LCol Currie:** Correct.

**The Chairman:** Are there any more questions?

**Mr. Nielsen.**

**Mr. Nielsen:** Yes, I have one on the line of questioning that has been pursued. I would refer members to page 6179 of Tuesday's *Hansard* when the member for Kingston and the Islands first raised the matter. About half way down the page, she is reported as having said:

On the second occasion when I arranged to meet them...

... the officers ...

... they continued this type of interrogation.

So, with respect, evidence is before the Committee that the second visit was by arrangement with the member.

**Mr. Poulin:** Yes, by direct invitation. The member invited them to come the second time.

[Interprétation]

Avez-vous poursuivi cette affaire depuis notre dernière réunion de jeudi? Avez-vous posé au constable Dupuis des questions relatives à l'incident afin d'obtenir de plus amples renseignements depuis que vous avez reçu son rapport?

**Lieutenant Colonel Currie:** Oui, je me suis entretenu avec le constable Dupuis cet après-midi.

**M. Dupras:** Avez-vous des renseignements supplémentaires sur les personnes qui ont indiqué aux trois officiers de police le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald?

**Lieutenant Colonel Currie:** Malheureusement, non.

**M. Dupras:** Vous n'avez pas connaissance de toute autre personne se trouvant à la porte lorsqu'ils sont arrivés?

**Lieutenant Colonel Currie:** Pas à ma connaissance.

**M. Dupras:** Je vous remercie.

**Le président:** Monsieur Benjamin.

**M. Benjamin:** Je me pose certaines questions à propos de la deuxième visite, monsieur le président.

Sauf erreur, si je ne m'abuse, lors de notre dernière réunion, le colonel Currie a dit entre autres, que le personnel de service a fait une erreur et qu'aucun coup de téléphone n'a prévenu le député. Un tel appel téléphonique a-t-il été fait au cours de la deuxième visite, quelque temps après la première?

**Lieutenant Colonel Currie:** Pas à ma connaissance.

**M. Benjamin:** Il n'y a pas eu communication avec le bureau du député soit par téléphone ou soit par l'envoi d'un membre du personnel de protection?

**Lieutenant Colonel Currie:** Mon enquête ne m'a pas permis de conclure qu'il y avait eu coup de téléphone.

**M. Benjamin:** Ou qu'il n'y avait pas eu coup de téléphone.

**Lieutenant Colonel Currie:** Exact.

**Le président:** Y a-t-il encore d'autres questions?

Monsieur Nielsen.

**M. Nielsen:** Oui, j'ai une question qui se rattache à celles qui viennent d'être posées. Je renvoie les députés à la page 6179 du *Hansard* de mardi, où le député de Kingston et les Îles a pour la première fois évoqué cette question. A peu près au milieu de la page, elle est citée comme ayant dit:

La deuxième fois lorsque j'ai pris mes arrangements pour les rencontrer...

... les officiers de police...

... ils ont poursuivi ce genre d'interrogation.

Je vous fais donc remarquer respectueusement que nous avons la preuve que la deuxième visite a eu lieu à la suite d'un arrangement avec le député.

**M. Poulin:** Oui, par invitation directe. Le député les a invités à venir la deuxième fois.

## [Text]

Mr. Nielsen: Correct.

Mr. Benjamin: This is why I asked if there was any telephone or other communication between the desk and the member's office about the second visit because the second visit was arranged, or did the member do that directly with the officers concerned?

Mr. Nielsen: She says, as recorded in *Hansard*:

On the second occasion when I arranged to meet them...

Mr. Benjamin: I was just trying to ascertain how she arranged the meeting.

Mr. Poulin: On that same point, if I may...

The Chairman: Mr. Poulin.

Mr. Poulin: ... and I am quoting from page 3 of Mr. Maingot's memorandum of law when he in turn from *Hansard* quoted the hon. member:

"My question of privilege concerns the fact that on Friday last my parliamentary office was visited on two occasions by members of the Ottawa city police force and the R.C.M.P. without first having sought an appointment or without your permission or that of your staff..."

This is also part of her statement.

Mr. Nielsen: Which is qualified by her later statement...

Mr. Poulin: It is also a part of her statement and if you are going to read it in part, you should read it all.

The Chairman: I think at this point anyone can read the answer and draw his own conclusions. For the time being I think we had better proceed.

An hon. Member: Yes, of course.

The Chairman: Are there any more questions of Colonel Currie?

Mr. Nielsen: Yes. I have heard the word "directed" used on two or three occasions now; once when Mr. Poulin was questioning the witness.

In the report of Chief Yates of September 5, which is part of the proceedings, in the third paragraph the word "permitted" not "directed" is used. There is a distinction in my mind between one being permitted to proceed without challenge and being directed. Is the word "permitted" a proper description of what occurred, Colonel Currie?

The Chairman: I think, Mr. Nielsen, at this point, this question should be better asked of the one who wrote it. You are asking the witness for an interpretation of a document written by someone else.

Mr. Nielsen: Mr. Chairman, it is an innocuous sort of question. I am sure the witness is capable of answering it.

## [Interpretation]

M. Nielsen: C'est exact.

M. Benjamin: C'est la raison pour laquelle j'ai demandé s'il y avait eu un coup de téléphone ou tout autre échange de communication entre le bureau d'entrée et le bureau du député concernant la deuxième visite parce que la deuxième visite avait été arrangée, ou le député l'a-t-il fait directement avec les officiers de police concernés?

M. Nielsen: Elle dit, tel que cité dans le *Hansard*:

La deuxième fois lorsque j'ai pris des arrangements pour les rencontrer...

M. Benjamin: J'essaye simplement de m'assurer de la manière selon laquelle elle a arrangé cette réunion.

M. Poulin: A ce même sujet, si je le peux...

Le président: Monsieur Poulin.

M. Poulin: ... et je cite la page 3 du mémo de M. Maingot où il cite à son tour le député à partir du *Hansard*:

«Ma question de privilège concerne le fait que vendredi dernier mon bureau parlementaire a fait l'objet de la visite à deux reprises de membres de la police de la ville d'Ottawa et de la Gendarmerie royale sans avoir premièrement demandé un rendez-vous ou sans avoir demandé votre autorisation ou celle de votre personnel...»

Cela fait également partie de sa déclaration.

M. Nielsen: Ce qui est justifié par sa dernière déclaration...

M. Poulin: Cela fait également partie de sa déclaration et vous devriez peut-être la lire en entier.

Le président: A mon avis, tout un chacun peut lire le *Hansard* et en tirer ses propres conclusions. Je pense que pour le moment nous ferions mieux de poursuivre.

Une voix: Bien entendu.

Le président: Avez-vous d'autres questions à poser au colonel Currie?

M. Nielsen: Oui. On a utilisé à deux ou trois occasions le mot «indiqué»; en particulier lorsque M. Poulin posait des questions au témoin.

Dans le rapport du chef Yates en date du 5 septembre, qui est inclus au procès-verbal, au troisième paragraphe, c'est le mot «autorisé» et non pas «indiqué» qui est utilisé. A mon avis, il y a une différence entre le fait que l'on autorise quelqu'un à entrer sans autre forme et le fait d'indiquer le numéro d'un bureau à cette même personne. A votre avis, colonel Currie, le mot «autorisé» recouvre-t-il vraiment bien ce qui s'est passé?

Le président: Monsieur Nielsen, à mon avis, cette question devrait être plutôt posée à la personne qui a écrit ce mot. Vous demandez au témoin d'interpréter un document qui a été écrit par quelqu'un d'autre.

M. Nielsen: Monsieur le président, c'est une question tout à fait inoffensive. Je suis certain que le témoin peut y répondre.



[Texte]

**The Chairman:** What does it matter if Colonel Currie gives his own interpretation of a document written by someone else?

• 2020

**Mr. Nielsen:** I just wanted to clarify it, Mr. Chairman. The term was used on three or four occasions and I am just trying to clear up a point here, whether police officers were directed by the constable or whether they were simply permitted to proceed.

**LCol Currie:** I do not think I could give a qualification of Chief Yates' report. I recollect in my conversation with Sergeant Bradley—this is my recollection—that he indicated he was given the room number and directed.

**Mr. Nielsen:** Thank you.

Have you relayed to Constable Dupuis of the protective staff the information given by Sergeant Bradley to the effect that Sergeant Bradley states that he identified himself by showing his police badge and asked for Miss MacDonald's room number?

**LCol Currie:** Yes.

**Mr. Nielsen:** Did you ask Constable Dupuis whether or not he agrees with that?

**LCol Currie:** I did.

**Mr. Nielsen:** What does Constable Dupuis say to that?

**The Chairman:** I believe at this point I should interject and say that we should ask Mr. Dupuis himself. Otherwise we would be taking indirect evidence.

**Mr. Dupras:** Perhaps we could have Constable Dupuis come as a witness.

**Mr. Nielsen:** Mr. Chairman, I do not want to appear to be difficult but I sat here listening to question after question, based on hearsay, being asked by Mr. Poulin, asked by another hon. member on that side, discussing what Sergeant Bradley had said to Colonel Currie, and now when I ask one simple question I am . . .

**Mr. Dupras:** Mr. Chairman, I object to this. If he is referring to my line of questioning, I never asked Colonel Currie his impression of what Mr. Bradley had to say.

**Mr. Nielsen:** In any event, this is not a court of law and I hope we do not sink to the point where we are going to treat it as one. Parliamentary committees . . .

**Mr. Peters:** Then stop the lawyers from asking questions.

**Mr. Nielsen:** . . . have been asking this kind of question and getting this kind of answer for as many years as I have been here. It is a very simple question and it requires a very simple answer.

**Mr. Poulin:** I recall the member saying last week that if Mr. Dupuis was going to be asked questions he should be here. I understand he is here. The best evidence is here in this room now and he can be called. Anything that Colonel Currie can tell us is only what somebody else has told him, and that has been gone through. I think Mr. Dupuis is here and we could hear him. But clearly this is the most blatant type of hearsay that we could possibly have.

[Interprétation]

**Le président:** Quelle importance peut avoir l'interprétation du colonel Currie d'un document écrit par quelqu'un d'autre?

**M. Nielsen:** Je voulais simplement que cela soit un peu précisé, monsieur le président. On a utilisé l'expression à trois ou quatre reprises et j'essaie simplement de clarifier un point ici, c'est-à-dire si les agents de police étaient conduits par un constable ou si on leur avait simplement donné la permission de continuer.

**LCol Currie:** Je ne crois pas que je pourrai donner une qualification du rapport du chef Yates. Je me souviens que dans ma conversation avec le sergent Bradley, qu'il a indiqué qu'on lui avait donné le numéro du bureau et qu'on lui avait indiqué le chemin.

**M. Nielsen:** Merci.

Avez-vous communiqué à l'agent Dupuis du service de sécurité les renseignements donnés par le sergent Bradley à savoir que le sergent Bradley qu'il déclare qu'il s'est identifié en montrant son insigne de policier et a demandé le numéro de la chambre de M<sup>lle</sup> MacDonald?

**LCol Currie:** Oui.

**M. Nielsen:** Avez-vous demandé à l'agent Dupuis s'il est d'accord avec cela?

**LCol Currie:** Oui.

**M. Nielsen:** Quelle est l'opinion de l'agent Dupuis à ce sujet?

**Le président:** Je crois qu'à ce moment, je devrai vous interrompre pour dire que nous devrions poser cette question à M. Dupuis lui-même. Sinon, nous prendrions du témoignage indirect.

**M. Dupras:** Nous pourrions peut-être faire comparaître l'agent Dupuis comme témoin.

**M. Nielsen:** Monsieur le président, je n'ai pas l'intention de faire de la difficulté mais j'ai écouté toutes ces questions fondées sur l'ouï-dire, posées par M. Poulin, et par un autre député de ce côté-là, avec l'intention de déterminer ce que le sergent Bradley a dit au colonel Currie, et maintenant quand je pose une simple question, je suis . . .

**M. Dupras:** Monsieur le président, j'objecte à ceci. Si je parle du genre de questions que je pose, je n'ai jamais demandé au colonel Currie ce qu'il pensait des commentaires de M. Bradley.

**M. Nielsen:** De toute façon, ce comité n'est pas un tribunal et j'espère que nous n'allons pas tomber au point où nous le traiterons comme tel. Les comités parlementaires . . .

**M. Peters:** Il faut donc empêcher les avocats de poser des questions.

**M. Nielsen:** Ont posé ce genre de questions et ont reçu ce genre de réponses pendant toutes les années que je suis député. C'est une question bien simple qui exige une réponse très simple.

**M. Poulin:** Je me souviens que le député a dit la semaine dernière que si l'on allait poser ces questions à M. Dupuis, il devrait être ici. On me dit qu'il est ici. Nous avons dans cette salle les meilleurs témoignages et on peut l'appeler. Tout ce que le colonel Currie peut nous dire n'est que ouï-dire, et on a déjà discuté de ce sujet. Je crois que M. Dupuis est présent et nous pourrions l'entendre. Toutefois, il est clair que ceci est le genre de ouï-dire le plus criant qu'on puisse avoir.

[Text]

**Mr. Nielsen:** Mr. Chairman, I do not think I can sit still and accept this blatant distortion of the member who just spoke with respect to what I suggested to the chair at our last meeting. I said that since Constable Dupuis was being discussed that he should be present while that discussion was going on, not that he should be here to testify whatever. It is without doubt, as far as the rules are concerned, that this Committee is not prevented by the rules of evidence applicable in court, or from asking questions and obtaining answers to them.

**The Chairman:** On this point of course I am in the hands of the members of this Committee. If they prefer to have indirect evidence instead of direct, they can proceed. It is up to them.

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, let us get on with it.

**Mr. Nielsen:** Yes, let us get on with it. All of this argument could have been avoided if the witness had been allowed to answer the simple question I put to him. And Constable Dupuis can comment, if he is called.

I wonder if Colonel Currie could say ...

**The Chairman:** Ask the question, please.

**Mr. Nielsen:** I was about to do that before the interruption, Mr. Chairman.

I wonder if you can say, Colonel Currie, whether Constable Dupuis verified Sergeant Bradley's statement that he showed his badge and asked for Miss MacDonald's room number.

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, I object and I would ask you to give a ruling. It is not a proper question in view of the fact that we have here tonight, sitting out here within 20 steps of this man, the man who can say that, because he was there.

**Mr. Nielsen:** There is more involved to this than what appears to be a very simple little matter, Mr. Chairman.

• 2025

**The Chairman:** It is up to the witness to answer if he wishes.

**Mr. Nielsen:** You are free to answer, Colonel Currie.

**LCol. Currie:** Would you ask it again, please.

**Mr. Nielsen:** In your discussions with Constable Dupuis has he ratified Sergeant Bradley's statement to you that he showed his police badge and asked for Miss MacDonald's room number on the occasion of the first visit?

**LCol. Currie:** Constable Dupuis has indicated to me that he has no knowledge of Sergeant Bradley showing him the badge and asking direction to Miss MacDonald's room.

**Mr. Nielsen:** Thank you. That is all, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. Fairweather.

**Mr. Fairweather:** On a point of order, I think we should be careful when we use the word "hearsay"; that is not hearsay evidence.

[Interpretation]

**M. Nielsen:** Monsieur le président, je ne pense pas que je peux accepter cette déformation évidente par le député, mon préopinant à l'égard de ma suggestion à la présidence au cours de notre dernière réunion. J'ai dit qu'étant donné qu'on a parlé de l'agent Dupuis, il devrait ici pendant la discussion et non pas qu'il devrait être ici pour témoigner. Il n'y a aucun doute, qu'en vertu du règlement, que ce comité n'est pas empêché par les règles du témoignage qui s'appliquent au tribunal, ni de poser des questions et d'obtenir des réponses.

**Le président:** Bien sûr il est aux membres de ce comité de prendre la décision à ce sujet. S'ils préfèrent entendre du témoignage indirect au lieu du témoignage direct, ils peuvent le faire. La décision est la leur.

**M. Poulin:** Monsieur le président, pouvons-nous continuer?

**M. Nielsen:** Oui, continuons. On aurait pu éviter toute cette discussion si on avait permis au témoin de répondre à la simple question que je lui ai posée. Et l'agent Dupuis peut faire ses commentaires, si on l'appelle.

Je me demande si le colonel Currie pourrait dire ...

**Le président:** Posez la question, s'il vous plaît.

**M. Nielsen:** J'allais le faire avant d'être interrompu, monsieur le président.

Je me demande si vous pouvez dire, au colonel Currie, si l'agent Dupuis a vérifié la déclaration du sergent Bradley qui a montré son insigne et a demandé le numéro du bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald.

**M. Poulin:** Monsieur le président, j'objecte et je vous demande de prendre une décision. La question n'est pas admissible étant donné que l'homme qui peut répondre, parce qu'il était présent, est ici ce soir parmi nous.

**M. Nielsen:** Monsieur le président, cette question est plus compliquée qu'elle ne le semble.

**Le président:** C'est au témoin de décider s'il désire répondre ou non.

**M. Nielsen:** Colonel Currie, vous êtes libre de répondre.

**Le Lieutenant Colonel Currie:** Voulez-vous répéter la question, s'il vous plaît?

**M. Nielsen:** Au cours de vos entretiens, l'agent Dupuis a-t-il confirmé la déclaration du Sergent Bradley, c'est-à-dire qu'il a montré son insigne de police et demandé le numéro du bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald au moment de la première visite?

**Le Lieutenant Colonel Currie:** L'agent Dupuis m'a dit qu'il n'avait pas connaissance du fait que l'agent Bradley lui avait montré son insigne et lui ait demandé le numéro du bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald.

**M. Nielsen:** Merci. C'est tout, monsieur le président.

**Le président:** Monsieur Fairweather.

**M. Fairweather:** Une question de règlement, je pense que nous devons utiliser le terme, «oui-dire» avec circonscription; il ne s'agit pas ici d'«oui-dire».

## [Texte]

**Mr. Nielsen:** Even if it were not . . .

**Mr. Fairweather:** It is just a point.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Currie.

**Mr. O'Connor:** Mr. Chairman, I am wondering if on a point of order I might make some comments. Following on some comments made in our previous meeting, and that is with respect to the course we are following, the type of questioning we are undertaking and the witnesses we propose to call in the next few minutes, I make the point that the evidence that has been adduced so far indicates that the officers apparently entered the building improperly but Colonel Currie has admitted that his staff goofed—using his own words—an apology has been proffered by the Chief of the Ottawa Police admitting that an impropriety had taken place. This was in the evidence and in the report as submitted by Chief Yates of the protective staff.

I am wondering if we as a committee should be investigating the protective staff and their internal procedures. I am wondering whether we should be going into the action of the police officers other than to determine that they entered the office of a member of Parliament without first gaining permission of either the Speaker of the House of Commons or the member herself. To embark on these paths, I think, is dangerous in that it may well end up with accusations, slanders and perhaps of the reputation of the people involved. We are not a court. No one is on trial and I am just wondering, Mr. Chairman, whether we should be broadening this inquiry to the extent to include what we appear to be including at this point in time. Should we not be determining the single question of whether this simple act of entering a member's office constitutes a breach of the privileges of all the members of the House of Commons.

We have heard a very learned dissertation from Mr. Maingot as to the precedence and what in the past has constituted a breach of the precincts of Parliament. I think with that behind us and with the simple facts before us we should be able to very shortly embark on some kind of a decision as to whether these facts constitute a breach of privilege. I think it is dangerous for us to go much beyond this.

Another factor to consider, Mr. Chairman, is the very important work that this Committee has before it which is being delayed because of these lengthy hearings. I am referring specifically to the election expenses bill which I would submit, strongly, we should get at as quickly as possible. It was referred to this Committee in the middle of July and I think we can serve the people of Canada much better by endeavouring on a subject of that nature than we can by prolonged debate down the path that we are following at the present time.

**Some hon. Members:** Hear, hear.

**The Chairman:** Mr. Dupras.

• 2030

**Mr. Dupras:** On that same point of order, Mr. Chairman, I do not think we are responsible for instituting this inquiry that you mention. Nevertheless, to do a complete and thorough analysis of what took place I think we should know why the officers went to Miss MacDonald's office, why they came to the West Block. There must be a reason.

## [Interprétation]

**M. Nielsen:** Même si ce n'était pas . . .

**M. Fairweather:** Je voulais seulement le souligner.

**Le président:** Merci, monsieur Currie.

**M. O'Connor:** Monsieur le président, me permettez-vous de profiter d'un rappel au règlement pour faire certaines observations. D'après certaines observations faites au cours de notre séance précédente au sujet de la façon dont nous procédons, du genre de questions que nous posons et des témoins que nous avons l'intention de convoquer d'ici les prochaines minutes, je souligne que d'après les témoignages que nous avons reçus jusqu'à présent, apparemment, les agents de police sont entrés dans l'édifice de façon irrégulière mais le Colonel Currie a admis que son personnel avait fait une gaffe—c'est le terme qu'il a employé—le chef de police d'Ottawa a présenté des excuses et a admis qu'il y avait eu irrégularité. C'est ce qui est apparu dans les témoignages et dans le rapport soumis par le chef Yates du service de sécurité.

En tant que comité, je me demande s'il nous appartient de faire enquête sur le personnel de sécurité et sur son fonctionnement interne. Je me demande s'il nous appartient d'étudier les actes des policiers à moins que ce ne soit pour établir qu'ils sont entrés dans le bureau d'un député sans avoir obtenu l'autorisation de l'Orateur de la Chambre des communes ou du député elle-même. Je pense qu'il est dangereux de nous embarquer dans cette voie car nous pourrions en venir à formuler des accusations, des diffamations et peut-être mettre en cause la réputation des personnes. Nous ne sommes pas un tribunal. Il n'est pas question de procès et, monsieur le président, je me demande si nous devons élargir cette enquête comme vous semblez vouloir le faire actuellement. Ne devrions-nous pas nous contenter de déterminer si le simple fait d'entrer dans le bureau d'un député constitue un viol des privilèges de tous les députés de la Chambre des communes.

M. Maingot nous a fait un exposé très savant sur les précédents en la matière et ce qui, par le passé, a constitué une violation de l'enceinte du Parlement. Ceci étant dit et d'après les faits simples dont nous sommes saisis, nous devrions pouvoir arriver très rapidement à une décision, décider si oui ou non s'il y a eu violation de privilège. Je crois qu'il serait dangereux de nous embarquer plus loin.

Monsieur le président, il faut tenir compte également du fait que ce comité a des travaux très importants à considérer, ces travaux sont retardés à cause de ces audiences prolongées. Je parle en particulier du projet de loi sur les dépenses d'élections qui, je pense, devrait faire l'objet de notre attention le plus rapidement possible. Ce projet de loi nous a été soumis au milieu du mois de juillet et je pense que nous servirions beaucoup mieux la population canadienne en nous attachant à un sujet de cette nature qu'en prolongeant le débat qui nous occupe actuellement.

**Des voix:** Bravo.

**Le président:** Monsieur Dupras.

**M. Dupras:** A propos de la même question de règlement, monsieur le président, je ne pense pas que nous soyons responsables de cette enquête dont vous parlez. Néanmoins, pour analyser de façon approfondie ce qui s'est passé, je pense qu'il importe de savoir pourquoi les policiers ne se sont rendus au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald, pourquoi ils sont venus à l'édifice de l'Ouest. Il doit y avoir une raison.



## [Text]

This is the information I am trying to get, and I think we should get it in the shortest possible time, to clear the reputation of the guards at the doors of the different blocks of the House of Commons and also the reputation of the RCMP who was accused of barging into, unauthorized, a member of Parliament's office. I think we have every reason in the world to seek all the information we can to find out why they were there, and how come they came to her office.

**Mr. O'Connor:** Mr. Chairman, that exactly makes my point. I feel that we do not have an obligation to find out why they were there...

**Some hon. Members:** Oh, no!

**The Chairman:** Order, please. Mr. O'Connor has the floor.

**Mr. O'Connor:** They were there, as the evidence indicates, on the investigation of an alleged theft. But I would suggest, Mr. Chairman, that that is not the question for this Committee. No one is on trial. The question before this Committee is very strictly whether the privilege of a member of Parliament has been breached. Now why they were there is not important. The only question is whether...

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):**... they were there by invitation.

**Mr. O'Connor:** Yes.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** They were there by invitation.

**Mr. O'Connor:** No, they were not, as the evidence indicates so far.

**The Chairman:** Order, please.

**Mr. O'Connor:** Mr. Chairman, if I could just finish my comments, the member indicated that we should do an investigation of what took place at the door to ascertain whether there was a slip-up of any type by members of the Protective Staff. But we should not do that. That is an internal matter between LCol Currie and his staff. The evidence is clear that a "goof" occurred, and that is all we have to know.

**The Chairman:** I see three other people who would like to take part in this point of order but, before recognizing them, I would like to remind the members that right at the start of the first meeting we accepted an agenda. I am in the hands of the members, of course, if you wish to rearrange it. But we already have accepted an agenda.

**Mr. Peters:** Mr. Chairman, I would like to endorse the member's point here. One of the things the members, in my opinion, should keep in mind is whether or not the matter of privilege of members of Parliament has been infringed by the entrance of outside police forces. And if we get into the discussion, as I presume the Committee may, of the next witness, then we are establishing, or trying to establish what went wrong with the procedures that we normally have felt existed to prohibit the intervention of outside police without specific permission of the Speaker and, through him, the Sergeant-at-Arms and all the way down to the constables.

## [Interpretation]

Voilà ce que j'essaie de savoir et je pense que nous devons l'établir le plus rapidement possible pour dégager la réputation des gardes qui assurent le service aux portes des différents édifices de la Chambre des communes ainsi que la réputation de la Gendarmerie royale qui a été accusée de faire irruption sans autorisation dans le bureau d'un député. Nous avons toutes les raisons du monde de vouloir réunir les renseignements qu'il nous est possible de réunir, de déterminer pourquoi ils sont venus et pourquoi ils sont venus à son bureau.

**M. O'Connor:** Monsieur le président, voilà qui confirme ce que je disais. Je pense que nous ne sommes pas obligés de déterminer pourquoi ils sont...

**Des voix:** Oh, non!

**Le président:** A l'ordre, je vous prie. C'est M. O'Connor qui a la parole.

**M. O'Connor:** Comme les témoignages l'indiquent ils sont venus enquêter sur un supposé vol. Mais, monsieur le président, j'estime que ce n'est pas à ce Comité de discuter de cela. Nous ne faisons le procès de personne. Nous devons nous contenter de décider si oui ou non les privilèges d'un député ont fait l'objet d'une violation. La raison de leur présence n'est pas importante. Nous devons uniquement nous demander si...

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Ils ont été invités.

**M. O'Connor:** Oui.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Ils ont été invités.

**M. O'Connor:** Non, absolument pas, c'est ce que prouvent les témoignages jusqu'à présent.

**Le président:** A l'ordre, je vous prie.

**M. O'Connor:** Monsieur le président, permettez-moi de terminer; le député vient de dire que nous devrions faire une enquête sur ce qui s'est produit à la porte pour déterminer si oui ou non des membres du personnel de sécurité ont fait une erreur. Mais ce n'est pas à nous de faire cela. C'est une question qu'il appartient au lieutenant-colonel Currie et à son personnel de régler. De toute évidence, une «gaffe» a été faite, c'est tout ce que nous devons savoir.

**Le président:** Je vois que trois autres députés désirent prendre la parole à propos de ce rappel au règlement, mais avant de leur donner la parole, je rappellerai aux membres du Comité que dès la première séance, nous avions convenu d'un ordre du jour. Je suis à votre disposition, évidemment, si vous désirez le modifier. Mais nous avons déjà convenu d'un ordre du jour.

**M. Peters:** Monsieur le président, je partage le point de vue du député. A mon sens, nous devons nous souvenir qu'il nous appartient avant tout de décider si oui ou non on a porté atteinte aux privilèges d'un membre du Parlement. Et si nous commençons à interroger le prochain témoin, je suppose que nous le ferons, à ce moment-là, nous établissons ou nous essayons d'établir en quoi les procédures que nous prenions pour acquies ont mal fonctionné, celles qui interdisent l'intervention des forces de police de l'extérieur sans une autorisation spéciale de l'Orateur et, par son entremise, du sergent d'Armes et, par voie de conséquence, des agents eux-mêmes.

## [Texte]

Some of the members had better think of the precedent that was used. It was stated by Mr. Maingot. The precedent used was in connection with almost the same thing, the privileges of members. It concerned an arrest that took place on Parliament Hill here several years ago when the person that was involved had been obnoxious to a great extent for a considerable period of time and this incurred the wrath of many members of the Committee. And when the decision was made, in my opinion, it was not made on the basis of whether or not the precincts of Parliament were sacrosanct. What they really decided was that nobody liked Greigore. And now the precedent is being used again.

I suggest that members of Parliament have a responsibility to protect those very limited rights that we have. One that I have always understood was pretty firmly entrenched was that outside police could not enter these premises, and I would go so far as to say the precincts, without the specific invitation of the Speaker. You may remember years ago there was a case where the Speaker himself was involved and a real problem developed. But with very few exceptions this has not been violated. The Sergeant-at-Arms said that permission was not sought, that if there was an intervention that permission was not sought in the normal way and it was not given in the normal way. The requirements of the Standing Orders were not followed, and we have arrived at that conclusion. I strongly urge, Mr. Chairman, that the members of the Committee do not start on a vendetta for any specific purpose, but that they keep in mind only that simple fact. I entirely agree with the member who said that this Committee will probably not serve the purpose that they wish it to serve if they pursue this matter further, other than to make the simple decision whether or not our Standing Orders have been sufficient to prevent what most of us think is an intrusion, and we should leave it at that. I strongly urge the members to consider just what we want to protect as a member's rights in the precincts of Parliament and that we not go any further than that, and that this Committee should not be too enthusiastic about embarking on who was at fault or what the reasons were. We really should have some faith in the Sergeant-at-Arms that this matter will not happen again, that there will be certain procedures taken to see that it does not happen again, and that the Committee will have fulfilled its obligation to the House and the Speaker if it does that.

• 2035

**The Chairman:** Yes, I understand that. The only thing I would like to call to your attention is the Order of Reference of the House. Mr. Côté.

**M. Côté:** Monsieur le président, je m'excuse d'être arrivé en retard. À la suite des débats que nous avons eus lors de la dernière séance du Comité, j'avais quelques questions à poser au colonel Currie, mais je n'ai pas eu le temps. Vous me direz si la question a été posée par d'autres, si on y a répondu, je voudrais que vous me donniez la réponse, cela va être très court. Le colonel Currie nous a dit que le sergent Dupuis, qui était à la porte à ce moment-là, a peut-être failli à sa tâche et que tous devaient être impliqués. Il a même ajouté «Je reconnais ma propre erreur». En outre, il nous a dit qu'il y avait trois constables.

## [Interprétation]

Certains d'entre nous seraient bien avisés de se souvenir du précédent qui a été invoqué; il s'agissait de presque la même chose, les privilèges des députés. Il s'agissait d'une arrestation sur la colline parlementaire il y a plusieurs années; la personne en cause s'était rendue extrêmement indésirable pendant très longtemps et avait suscité la colère d'un grand nombre de députés. Et à mon avis, la décision à laquelle on était arrivé enfin, n'avait pas été prise en se fondant sur le fait que l'enceinte du parlement était sacro-sainte. On avait décidé, en fait, que personne n'aimait Grégoire. Et voilà que nous invoquons de nouveau le même précédent.

Je pense qu'il appartient aux députés de protéger ces droits très limités qui sont les nôtres. L'un de ces droits, et je l'avais toujours cru solidement affirmé, est que la police de l'extérieur n'est pas autorisée à entrer dans les locaux du parlement, je dirais même dans l'enceinte du parlement, sans une invitation expresse de l'Orateur. Vous vous souviendrez peut-être d'un cas qui s'est produit il y a plusieurs années et qui mettait en cause l'Orateur lui-même; cela avait été à l'origine d'un problème assez grave. Mais à très peu d'exception près, ce principe n'a jamais été violé. Le Sergent d'armes a dit qu'on n'a pas demandé la permission, que si une intervention a eu lieu qu'on n'a pas demandé la permission d'une façon normale et qu'on ne l'a pas donnée de la façon normale. Le Règlement n'a pas été respecté, et nous avons tiré cette conclusion. Je conseille fortement, monsieur le président, que les membres de ce Comité ne commencent pas une vendetta pour un but particulier, et qu'ils se rendent compte de ce simple fait. Je suis entièrement d'accord avec les députés qui ont dit qu'il est probable que ce Comité ne répond au but qu'il continue à poursuivre cette affaire pour d'autres raisons que la simple décision à savoir si nos Règlements auront été suffisants pour empêcher ce que la plupart d'entre nous considèrent comme une intrusion, nous devrions laisser les choses comme elles le sont. Je conseille fortement aux membres de considérer justement ce que nous cherchons à protéger comme les droits d'un député dans l'enceinte du Parlement et nous ne devrions pas aller plus loin, et ce Comité ne devrait pas chercher à découvrir qui avait tort ou quelles raisons ont été données. Nous devrions avoir confiance en le Sergent d'armes que tel incident ne se produira pas à l'avenir, qu'on prendra certaines mesures pour empêcher de tels incidents, que ce Comité aura rempli le mandat qui lui a été donné par la Chambre et l'Orateur s'il agit ainsi.

**Le président:** Oui, je comprends cela. Je veux simplement vous signaler l'ordre de référence de la Chambre. Monsieur Côté.

**Mr. Côté:** Mr. Chairman, my apologies for arriving late. Following the discussions which we had at our last meeting of this Committee, I had a number of questions to put to Col. Currie, but I did not have time to do so. You can tell me whether the question has been asked by other members, and whether it has been answered, and I would like you to give me the answer, this will be very brief. Colonel Currie told us that Sergeant Dupuis, who was at the door at that time, perhaps failed in his duty and that everyone is perhaps at fault. He even added: "I admit my own mistake". Moreover, he said that there were three constables.

[Text]

**Le président:** On a répondu à cette question-là. Le colonel Currie a répondu à ces questions qui ont été posées par M. Dupras.

**M. Côté:** Alors quelle réponse a été donnée aux questions posées par M. Dupras? Je m'excuse, mais j'ai besoin de savoir: au moment où le sergent Dupuis a reçu ou a laissé passer cette personne-là, le colonel Currie a dit qu'il y avait trois personnes qui étaient de faction à ce moment-là, quels sont les noms de ces personnes?

**The Chairman:** Would you kindly repeat it, then, Colonel Currie.

**LCol Currie:** I think I said that I am not sure whether the three of them were at the door at the time, but there were three people on duty; Constable Seguin, Constable Dupuis and Sergeant Kirk. From our investigation, Constable Seguin indicates that he was in the cafeteria having his lunch at the time and Sergeant Kirk indicates in his report to the Chief that he was at the freight entrance at that particular moment, so from the reports that I have received from the Chief it would appear that Constable Dupuis was alone at the post.

• 2040

**M. Côté:** Monsieur le président, on me dit que c'est à l'entrée de la réception près du terrain de stationnement que le sergent Kirk aurait été. Lorsque vous donnez des directives monsieur, à chacun des sergents, est-ce qu'ils ont pour ordre d'inspecter telle porte? Parce que là on a deux portes, la porte de la rue Wellington et la porte de la réception. Est-ce que chaque homme désigné doit être à telle porte à telle heure, ou bien si les trois doivent assumer la responsabilité de ces deux portes-là pour un quart d'heure, une demi-heure ou une heure? Quelles sont les directives que vous donnez?

**LCol Currie:** There is a constable at each door. There are also constables on patrol throughout the building. The sergeant is in charge of the building from the point of view of the protective staff. It is not laid down exactly how he makes his visits but his job is to visit from post to post to supervise the work of the protective staff in the particular building for which he is responsible.

**M. Côté:** Monsieur le président, je m'excuse. Colonel Currie, vous qui êtes en charge de tout l'ensemble de la Colline, vous dites que vous donnez certaines directives pour faire respecter les normes de sécurité sur la Colline; mais à l'édifice de l'Ouest, l'avant-midi où s'est peut-être produite cette erreur que vous vous avez reconnue comme la vôtre, bien que je ne vous en accuse pas, à cette heure-là, qui était attiré à la porte du Sud, à la porte de la rue Wellington et à la porte de la réception? Est-ce que vous donnez à une personne en particulier la responsabilité d'un poste quelconque, ou bien si vous donnez à trois personnes la responsabilité des 3 portes? Ce que vous m'avez dit n'est pas clair. Je m'excuse d'argumenter, mais j'aimerais savoir comment vous déléguez vos pouvoirs. Est-ce que vous donnez les trois portes à trois personnes pour qu'elles se les partagent? A ce moment-là M. Dupuis aurait accepté d'être à la porte de la rue Wellington, M. Currie à la porte de la réception, et M. Séguin à la porte du Sud. Ou bien est-ce que vous assignez telle personne à tel endroit et telle autre à tel autre endroit?

**LCol Currie:** Well normally there is a duty roster made up by the chief of the protective staff. The duty roster shows the post of duty to which each constable is assigned for whatever the period, whether it be 8 to 4, 4 to 12, 12 to 8.

[Interpretation]

**The Chairman:** This question was answered. Colonel Currie replied to these questions which were put by Mr. Dupras.

**Mr. Côté:** Then what was the answer given to Mr. Dupras' questions? Excuse me but I need to know: when sergeant Dupuis received or allowed this person to pass, Colonel Currie said that there were three people on duty at that time: what were the names of these persons?

**Le président:** Voulez-vous répéter votre réponse, colonel Currie.

**Lieutenant Colonel Currie:** Je crois que j'ai dit que je ne suis pas certain si les trois étaient présents à la porte à ce moment-là, mais qu'il y avait trois personnes en fonction; l'agent Séguin, l'agent Dupuis et le sergent Kirk. D'après notre enquête, l'agent Séguin indique qu'il a déjeuné au caféteria à ce moment-là et le sergent Kirk indique dans son rapport au chef qu'il était à l'entrée de service à ce moment, alors selon les rapports que j'ai reçus du chef il paraît que l'agent Dupuis était seul à ce poste.

**Mr. Côté:** Mr. Chairman, I am told that Sergeant Kirk would have been at the freight entrance near to the parking lot. When you give directives there, to each of your sergeants, do they have orders to inspect the particular entrance? Because there are two entrances, the Wellington Street entrance and the freight entrance. Does each man on duty have to be at a particular entrance at a particular time, or do all three have to assume responsibilities for the two entrances for a quarter of an hour, a half an hour or one hour? What directive do you give?

**M. Currie:** Il y a un agent à chaque porte. Il y en a aussi en partie dans l'édifice. Le sergent est responsable de l'édifice quant au personnel de sécurité. Il n'y a pas de directives précises qui règlent la façon dont il fait ses visites, toutefois, il est chargé de visiter chaque poste et de surveiller le travail du personnel de sécurité dans l'édifice pour laquelle il est responsable.

**Mr. Côté:** Mr. Chairman, excuse me. Colonel Currie, you are in charge of the entire Parliament Hill area, and you say that you give certain directives aimed at this observance of security standards on the Hill; but in the West Block, on the morning when this error was made, which you admit was yours, though I am not accusing you, at that time, who was supposed to be on duty at the South door, at the Wellington Street entrance and at the freight entrance? Do you give a particular person the responsibility for a particular position, or do you give three people the responsibility for the three entrances? Your answer was not clear. Excuse me for arguing, but I would like to know how you delegate your authority. Do you give the three entrances to three people who then share them? In such a case Mr. Dupuis would have agreed to be at the Wellington Street entrance, Mr. Currie at the freight entrance, and Mr. Seguin at the South entrance. Or did you assign a particular person to a particular place and another person to another place?

**M. Currie:** Eh bien, normalement, il y a une fiche de service d'élaborée par le chef du personnel de sécurité. Ceci montre le poste auquel est assigné chaque agent, pour une période quelconque, soit de 8 à 4, de 4 à 2, de 2 à 8. Deux



## [Texte]

Two constables, Constable Dupuis and Constable Seguin, were assigned on that particular day to the Wellington Street entrance.

**M. Côté:** Je m'excuse, monsieur le président, la traduction n'a pas été bonne; je ne veux pas blâmer ceux qui ont fait la traduction, mais j'ai compris qu'à cette heure-là le constable Dupuis et l'autre nom ne m'est pas venu...

**Le président:** Séguin.

**M. Côté:** Bon. Le constable Séguin et le constable Dupuis avaient été assignés à la porte du Sud. Est-ce bien ça qui a été dit?

**LCol Currie:** Yes.

**M. Côté:** D'accord, mes questions s'arrêtent là.

**Le président:** Très bien.

**Mr. Stewart.**

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Thank you, Mr. Chairman.

• 2045

I would suggest that the conclusions reached by the gentleman who spoke prior to Arnold Peters can perhaps be sustained on the evidence tendered to date, but surely to goodness that is only on the evidence tendered to date. Just as certainly it is important to me as one member of this Committee that I learn, as but one example, whether an invitation to come was extended. I will subsequently learn this as we hear more evidence. We have really only heard testimony from one witness, if you will, excluding our legal witness, who gave us a very fine brief as to how the law pertaining to the question might relate, but certainly it is important for me to determine whether or not the police entered the premises by way of invitation. It is also important, as another example, to determine whether there was implied Speaker's consent. In other words, we have at the door, perhaps, a consent on the part of the staff to allow the Ottawa police in, in which event perhaps this consent could be implied to have been given by the Speaker. These are questions which are very salient to me, and I would certainly like to hear evidence on them. I do not mean principally to blame, investigate or vilify anyone at all. I just think it is terribly important that this be heard.

**The Chairman:** Mr. O'Connor.

**Mr. O'Connor:** Yes. I tend to agree with the last hon. member. I share his concerns. I only suggest that the evidence to date, particularly the telephone call from the Chief of the Ottawa Police with the apology, indicates that he recognized that the officers under his control were there without consent or permission. I am trying to protect the officers involved to the extent that we are not a court...

**Mr. Dupras:** So are we.

**Mr. O'Connor:** All right. I am simply suggesting that if we could accept that a goof occurred, an unintentional, nonmalicious accident, if you will, that it is sufficient for the purposes of this committee to say yes, a breach has occurred. As far as action by this Committee is concerned, I would certainly suggest that if those were the circumstances that nothing be done except perhaps a tightening up of security or training in the future. The kind of investigation we have just gone through here, a detailed examination of who was on what door and what occurred, I think is entirely unnecessary simply because there has

## [Interprétation]

agents, l'agent Dupuis, et l'agent Séguin, étaient assignés à la porte Wellington ce jour-là.

**Mr. Côté:** Excuse me, Mr. Chairman, the translation was not good; I do not wish to blame those who did the translation, but I understood that at that time Constable Dupuis and the other name did not come to me...

**The Chairman:** Séguin.

**Mr. Côté:** Good. Constable Séguin and Constable Dupuis were assigned to the South entrance. Was that what was said?

**M. Currie:** Oui.

**Mr. Côté:** Very well, I have no further questions.

**The Chairman:** Very well.

Monsieur Stewart.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Merci, monsieur le président.

Je suggère que les conclusions tirées par le membre qui a parlé avant M. Arnold Peters sont peut-être correctes étant donné le témoignage qu'on a déjà reçu, mais cela est sûrement en vertu du témoignage qu'on a déjà entendu. Comme membre de ce comité, je crois qu'il est aussi important de savoir, par exemple, si on avait donné une invitation. C'est ce que j'apprendrais après avoir entendu d'autres témoignages. En fait, jusqu'à présent, nous n'avons entendu qu'un seul témoin, si vous voulez, à l'exception de notre témoin juridique qui nous a fort bien expliqué comment la Loi pertinente s'appliquait à la question, mais il n'importe certainement de déterminer si oui ou non la police a été invitée à entrer sur les lieux. Il est également important, c'est un autre exemple, de déterminer s'il y a eu autorisation implicite de l'orateur. Autrement dit, il est possible qu'à la porte, le personnel ait autorisé la police d'Ottawa à entrer et, dans ce cas, on pourrait prétendre que l'orateur ait donné une autorisation implicite. Ce sont des questions qui me semblent très pertinentes et j'aimerais en savoir plus à ce sujet. Je ne veux ni blâmer, ni incriminer qui que ce soit. Tout simplement, j'estime que c'est fort important.

**Le président:** Monsieur O'Connor.

**M. O'Connor:** Oui. Je partage assez l'opinion du dernier député qui a parlé. Je partage sa préoccupation. Mais je vous ferai remarquer que les témoignages que nous avons entendus jusqu'à présent, en particulier à celui qui portait sur l'appel téléphonique du chef de la police d'Ottawa au cours duquel il s'est excusé, indiquent qu'il a reconnu que des policiers sous sa responsabilité se sont présentés à l'Édifice de l'Ouest sans permission ni autorisation. J'essaie de protéger les policiers en cause dans la mesure où nous ne sommes pas un tribunal...

**M. Dupras:** Nous en sommes un.

**M. O'Connor:** Très bien. Mais je pense que si nous pouvions établir qu'il y a eu une «gaffe», inintentionnelle, un accident irréfléchi, si vous voulez, il suffirait à ce comité de déclarer: oui, il y a eu violation. Pour ce comité, je pense que si ces circonstances étaient établies, nous ne pourrions rien faire sinon tenir un renforcement des mesures de sécurité à l'avenir. Ce genre d'enquête que nous avons entreprise, cet examen détaillé de personnes qui étaient à la porte et de ce qui s'est produit, est tout à fait inutile, tout simplement parce que le chef du service de sécurité a dit qu'une gaffe avait été faite. Je pense que

## [Text]

been the admission by the Chief of the Protective Service that a goof did occur. I think that is sufficient for our purposes, so far as that line of questioning goes. I am only concerned that an unnecessary broadening of the whole thing will cause some harm to some members who acted in good faith and without malicious intent. I do not think that is our function at this time.

**Mr. Dupras:** I suggest that the honourable member read the terms of reference, Mr. Chairman.

**Mr. O'Connor:** I have, Mr. Chairman, and I suggest that the terms of reference are as broad or as narrow as you wish. We can interpret them as we see fit.

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, on the same point of order. I would like to ask Mr. O'Connor if he is suggesting that on the other side they have come to the conclusion there is no breach of privilege. Is that what he is saying?

**An hon. Member:** No, no, that is not what he is saying.

**Mr. Poulin:** I am asking Mr. O'Connor, sir.

**Mr. O'Connor:** That a *prima facie* breach of privilege has occurred, that it was unintentional, that we should not proceed to pillory anyone for it and we should report accordingly.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** We are getting to the crux of it, then.

**Mr. Poulin:** We are getting to the crux of it because I think, Mr. Chairman, the facts will speak for themselves. What has been shown so far, of course, is that the police officers came, presented their proper credentials, asked for permission and were granted access to the building. I think the additional facts will also show...

**Mr. Fairweather:** That has not been shown at all.

**Mr. Poulin:** On the contrary, this is exactly what Colonel Currie said.

**The Chairman:** Order, please!

**Mr. Poulin:** On a point of order, Mr. Chairman. I agree with Mr. O'Connor that we should get to the facts, and it will not take very long. We have three police officers; one member of the Royal Canadian Mounted Police and two Ottawa city police officers. We have a member of the Department of Indian Affairs present who can also testify as to what happened in this matter, and also any other persons from the honourable member's office. I think it is most important, after this has made headlines all across the country, and on what is now becoming more and more apparent to be really no privilege at all, that we get to the facts so that the matter can be once and for all...

**Some hon. Members:** No.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Mr. Chairman, on a very minor point of order. I hope that Mr. Poulin will withdraw one phrase which I think he inadvertently included when he said "on the other side". It is my impression that we are dealing with this matter as a Committee, not as a partisan matter and not with sides drawn. I think if it is his intention to look at it as a Committee which has taken sides before the evidence is considered, that that would be unfortunate. I am sure it was inadvertent.

## [Interpretation]

nous devrions nous en tenir là. Je pense que si nous élargissons sans nécessité toute cette affaire, cela ne peut que nuire à certaines personnes qui ont agi de bonne foi et sans intention mauvaise. Je ne pense pas que ce soit notre rôle.

**M. Dupras:** Monsieur le président, je suggère à l'honorable député de lire le mandat qui nous a été soumis.

**M. O'Connor:** Je veux, monsieur le président, et ce mandat est aussi étroit ou aussi large que vous voudrez bien le faire. Nous pouvons l'interpréter comme nous l'entendons.

**M. Poulin:** Monsieur le président, à propos du même rappel au Règlement, je voudrais demander à monsieur O'Connor s'il veut dire que de l'autre côté, ils en sont arrivés à la conclusion qu'il n'y avait pas eu violation de privilèges. Est-ce que c'est là ce qu'il veut dire?

**Une voix:** Non, pas du tout, ce n'est pas ce qu'il dit.

**M. Poulin:** C'est à monsieur O'Connor que je m'adresse.

**M. O'Connor:** J'ai dit qu'elle s'agissait d'une violation de privilèges *prima facie*, qu'elle était inintentionnelle, que nous ne devons pas incriminer qui que ce soit, et nous contenter de faire notre rapport dans ce sens.

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Nous arrivons au fond de la question.

**M. Poulin:** Nous arrivons au fond de la question, car, monsieur le président, les faits parlent d'eux-mêmes. Jusqu'à présent, il a été démontré que des policiers s'étaient présentés, avaient produit leurs pièces d'identification, demandé la permission de pénétrer dans l'édifice et l'avaient obtenue. D'autres faits prouveront, je pense...

**M. Fairweather:** Cela n'a pas du tout été prouvé.

**M. Poulin:** Au contraire, c'est exactement ce que le colonel Currie a dit.

**Le président:** A l'ordre, je vous prie!

**M. Poulin:** Une question de règlement, monsieur le président. Je conviens avec monsieur O'Connor que nous devrions obtenir des faits, et cela ne devrait pas être très long. Trois officiers de police, un membre de la Gendarmerie royale du Canada et deux agents de la police de la ville d'Ottawa sont présents ce soir. Nous avons également parmi nous un membre du Ministère des Affaires indiennes qui peut témoigner de ce qui s'est produit tout comme les autres personnes du Bureau du député. Cette affaire a fait les grands titres des journaux dans tout le pays et je pense qu'il est important d'établir les faits puisqu'il devient de plus en plus apparent qu'il n'est pas question en fait de questions de privilège et...

**Des voix:** Non.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Monsieur le président, j'ai un rappel au Règlement très secondaire. J'espère que monsieur Poulin retirera une expression qu'il a probablement prononcée par inadvertance; il a dit «de l'autre côté». J'avais l'impression que nous abordions cette affaire indépendamment de tout esprit de partis en tant que comité. S'il a l'intention, en tant que membre du comité, de prendre parti avant même d'avoir écouté les témoignages, ce serait très regrettable. Je suis sûr qu'il s'agit d'une inadvertance.

[Texte]

**Mr. Poulin:** I might say to Mr. Clark and to Mr. O'Connor that we have agreed there was no privilege here. In fact, by "sides" I am referring to the various points of view that have been expressed in this Committee, and indeed have been expressed in editorials and newspaper comments across the land since it has come out. There has indeed been both sides, and I think we should get to the truth of the matter and get to the facts of the matter. Therefore, I suggest that the quickest, easiest and most reliable way to do that is to call the two members of the Ottawa City Police who are here and who are the men who were accused of being the ones who breached this privilege, and then the member of the Royal Canadian Mounted Police. Let us get to the facts right now.

**An hon. Member:** Right now.

**Some hon. Members:** Agreed.

• 2050

**The Chairman:** Order, please! I do not agree with any point of order that any member of this Committee should try to amend the way we had already decided to proceed. Therefore, since I have no motion before me to amend the way we had decided to proceed, we will continue with the proceedings of this Committee. The next witness is Miss Flora MacDonald.

**Mr. Nielsen:** Mr. Chairman, I believe you or the Clerk of the Committee wrote to Miss MacDonald extending an invitation to her to appear. I believe there has been a reply and I think it would be appropriate if your letter or the Clerk's letter were read along with the reply before she is heard.

**Mr. Barnett:** Mr. Chairman, I was not aware that there had been an exchange of correspondence. My feeling is that Miss MacDonald, as the member who raised this matter in the House should have the opportunity of appearing before the Committee and saying what she wants to say more or less when she wants to say it.

**The Chairman:** If there has been an exchange of correspondence between the Clerk and Miss MacDonald, I have no knowledge of it.

**Mr. Nielsen:** I am asking you, then, if there has been such an exchange and, if there has been such an exchange I am asking, as a member, to hear it. I think we all want to hear it and any other correspondence, I might add.

**The Chairman:** I am informed by Mr. Travella, because the Clerk the other day was Mr. Marleau, that he had sent an invitation to Miss Flora MacDonald to appear. I did it on a personal basis, verbal, and she had agreed to, but now Mr. Travella has given me a letter dated September 11, 1973 addressed to Mr. Robert D. Marleau, Clerk of the Standing Committee on Privileges and Elections, which reads as follows

Dear Mr. Marleau:

I am replying to your letter of September 5th in which you invite my staff and me to appear before the Standing Committee on Privileges and Elections.

As is evident from my statement in the House of Commons on September 4th, 1973, when the subject matter of the Committee's investigation was first raised, I am anxious to assist the successful conclusion of the investigation into the loss of files from the Department of Indian Affairs and Northern Development, and obviously want to co-operate with the

[Interprétation]

**M. Poulin:** Je ferais remarquer à M. Clark et à M. O'Connor que nous avions convenu qu'il n'y aurait pas de privilèges ici. Lorsque j'ai parlé de «côté», je parlais des différents points de vue qui ont été exprimés au cours de ce comité et également dans des éditoriaux et dans des journaux dans tout le pays depuis le début de cette affaire. Il y a eu effectivement deux côtés, et nous devons absolument faire la vérité sur cette question et établir les faits. Je dis donc que la façon de procéder la plus rapide, la plus facile et le plus efficace est de convoquer comme témoins les deux officiers de police de la ville d'Ottawa qui sont ici présents et qui sont accusés d'avoir violé les privilèges du député. Il faudrait donc donner également à l'officier de la Gendarmerie Royale du Canada le privilège de se faire entendre. Il s'agit d'établir les faits.

**Une voix:** Et ce, dès maintenant.

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** A l'ordre s'il vous plaît. Je n'accepte pas de rappel au Règlement qui tendrait à modifier le programme déjà établi. Il n'y a d'ailleurs pas de motion en ce sens; nous pouvons continuer. Le témoin suivant est M<sup>lle</sup> Flora MacDonald.

**M. Nielsen:** Je pense que vous-même ou le greffier du Comité avait écrit à M<sup>lle</sup> MacDonald pour lui demander de comparaître. Il y a eu une réponse à votre lettre. Je pense qu'il conviendrait que ces deux lettres soient lues avant que le témoin se présente.

**M. Barnett:** Je ne savais pas qu'il y avait eu échange de lettres. M<sup>lle</sup> MacDonald qui a soulevé la question des privilèges à la Chambre devrait certainement avoir l'occasion de comparaître devant le Comité et de s'expliquer de la façon dont elle juge utile.

**Le président:** S'il y a eu échange de lettres entre le greffier et M<sup>lle</sup> MacDonald, je ne suis pas au courant.

**M. Nielsen:** Je me demande justement s'il y a eu échange de lettres, et s'il y a eu échange, je vous demande qu'elle soit lue. En tant que député, je suis intéressé. D'ailleurs, nous sommes tous intéressés.

**Le président:** M. Travella me signale, je vous fais remarquer que l'autre jour le greffier était M. Marleau, qu'une invitation a en effet été envoyée à M<sup>lle</sup> Flora MacDonald. J'avais moi-même vu M<sup>lle</sup> MacDonald afin de lui demander personne à personne de comparaître; maintenant M. Travella me remet une lettre datée du 11 septembre 1973 et envoyée par M. Robert D. Marleau, greffier permanent du comité des privilèges et élections. Je vous en donne lecture:

Cher monsieur Marleau:

Je réponds à votre lettre du 5 septembre par laquelle vous invitez les membres de mon personnel et moi-même à comparaître devant le Comité permanent des privilèges et élections.

Comme vous le savez d'après la déclaration à la Chambre des communes le 4 septembre 1973, lorsqu'il a été question d'une enquête par le comité, j'ai été tout de suite désireuse d'aider à l'enquête concernant les documents manquants du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. Je suis toujours prête à collaborer avec le comité qui est chargé d'examiner la



## [Text]

Standing Committee's deliberations as to the infringement of my privileges as a Member of Parliament.

I am wondering, however, if we can be of further help in the Committee proceedings because of the fact that the Sergeant-at-Arms has taken responsibility for the manner in which access was gained to my office by the R.C.M.P. and Ottawa City Police, and further, that the Deputy Chief of the Ottawa Police apologized for the improper procedures that were used to carry on their investigation in my office.

Should the Committee wish to interview my staff and me, we will accede to its request, reserving the right not to answer questions which might impinge on the confidentiality of my role as a Member of Parliament.

The Committee might feel that either it or the Committee on Procedures and Organization should enunciate a clear policy statement on the manner in which the public, including police officers, might have access to a Member, his or her staff, and his or her office, within the confines of Parliament Hill.

Sincerely,

Flora MacDonald, M.P.,  
Kingston and the Islands.

**Mr. Nielsen:** Is there any other correspondence? Since it was my point that was raised, may I just follow it up and ask, Mr. Chairman, if you or the Clerk has had an exchange of correspondence with any other persons in respect of their appearance before the Committee, such as policemen, departmental people, and so on.

**The Chairman:** Not what I know of. Would you like to ask me questions?

• 2055

**Mr. Nielsen:** No, I certainly would not like to ask you questions and I hope you are not saying that facetiously, Mr. Chairman, but the normal procedure, with respect, is for the Chairman either to present correspondence to the steering committee and if not, then to members of the Committee. We are entitled to know whether there has been any more such correspondence. If there has been, let us hear it, and if there has not been, fine, I am happy.

**The Chairman:** Well it is marked on this letter 5.40 p.m., September 11. This letter was sent to Mr. Robert D. Marleau.

**Mr. Nielsen:** No, I am not talking about that letter. I am talking about any other correspondence. Has the Clerk or yourself written to anyone else?

**The Chairman:** Oh, I am sorry. I personally did not receive any letters.

**Mr. Nielsen:** And the Clerk?

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Mr. Chairman, I wonder if I can just follow that: whether any letters of invitation have been sent by yourself or by either of the Clerks to any other individuals and if so who those individuals are?

**The Chairman:** I did not write any letter inviting anyone here to appear as a witness. The only thing I did was to talk to Miss MacDonald in the lobby of the House and asked her if she would agree to appear before the Committee. I asked her if it were important that I write a letter. She said no and we agreed.

## [Interpretation]

question de la violation des privilèges d'un député du Parlement.

Je me demande cependant si je puis vraiment apporter quelque chose au Comité puisque le Sergent d'armes a déjà assumé toute responsabilité dans cette affaire pour ce qui est de l'accès à mon bureau par des agents de la Gendarmerie Royale du Canada et de la police municipale d'Ottawa. Également, puisque le chef adjoint de la police d'Ottawa s'est déjà excusé pour les procédures douteuses qui ont été utilisées lors de la visite à mon bureau.

Si le Comité désire interroger les membres de mon personnel et moi-même, je suis prête à me présenter, me réservant le droit cependant de ne pas répondre aux questions qui me forceraient à révéler des faits confidentiels en tant que député du Parlement.

Le Comité des privilèges et élections ou le Comité des procédures et de l'organisation voudront peut-être faire une déclaration de principes sur la façon dont le public y compris les agents de police, peuvent avoir accès à un député, à des membres de son personnel ou à leur bureau dans l'enceinte du Parlement.

Bien à vous,

Flora MacDonald, député  
de Kingston et les Îles.

**M. Nielsen:** Y a-t-il d'autres lettres? Puisque c'est moi que a d'abord soulevé cette question, puis-je vous demander monsieur le président, si vous ou le greffier du Comité avez communiqué par lettre avec d'autres personnes concernant leur parution possible devant le comité, je songe ici à des policiers, des fonctionnaires etc.

**Le président:** Pas à ma connaissance. Est-ce que vous voulez me poser des questions?

**M. Nielsen:** Certainement pas, j'espère que vous dites ça en riant, monsieur le président. Comme vous le savez, le président doit normalement faire part de toute correspondance au sous-comité de direction ou aux membres du Comité. Nous avons certainement le droit de savoir s'il y a eu d'autres lettres. S'il y en a eu, nous voulons qu'elles soient lues; dans le cas contraire il n'y a pas de problème.

**Le président:** Tout ce qu'il y a d'inscrit sur la lettre c'est 5 h 40 de l'après-midi, 11 septembre. La lettre a été envoyée à M. Robert D. Marleau.

**M. Nielsen:** Ce n'est pas de cette lettre que je veux parler. Je veux savoir s'il y en a eu d'autres. Est-ce que le greffier ou vous-même avez écrit à d'autres personnes?

**Le président:** Je m'excuse. Je n'ai moi-même pas reçu d'autres lettres.

**M. Nielsen:** Et le greffier?

**M. Clark (Rocky Mountain):** Permettez, monsieur le président. J'aimerais savoir s'il y a eu d'autres lettres d'invitation envoyées par vous-même ou par les greffiers, et s'il y en a eu, à qui elles ont été envoyées.

**Le président:** Je n'ai écrit à personne pour demander qu'on compare devant le Comité. Comme j'ai dit tout à l'heure j'ai parlé à M<sup>lle</sup> MacDonald dans le lobby de la Chambre afin de lui demander si elle était d'accord pour se présenter devant le Comité. Je lui ai également demandé à ce moment-là si elle préférait que je lui écrive. Elle m'a répondu que ce n'était pas nécessaire.

## [Texte]

**Mr. Dupras:** In view of the fact that Miss MacDonald is not overanxious to appear before the Committee I suggest that we ask ...

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** On a question of privilege, the witness of course is not in a position to defend against that kind of accusation. I wonder if I might ask if the member is prepared to withdraw that uncalled for an ungentlemanly slander against a person who is not in a position to reply.

**The Chairman:** I did not get what Mr. Dupras said.

**Mr. Dupras:** In view of this I suggested that we proceed with Miss Gelber.

**The Chairman:** The order of procedure that we agreed to at the start was to get Mr. Maingot as a witness. Then you decided to have Lieutenant-Colonel Currie followed by Miss Flora MacDonald. She is here.

**Mr. Poulin:** On a point of order, it is all here in Hansard. Everything she said is here. I do not think we have to ask any more questions at this time. Maybe she would be better at the end to clear it all up.

**The Chairman:** Mr. Barnett, on a point of order.

• 2100

**Mr. Barnett:** Mr. Chairman, on a point of order, there seems to be a lot of cross-fire in the Committee room that is quite beyond me. I was proceeding on the assumption that Miss MacDonald as a member of the House raised the matter as a question of privilege in the House and you confirmed that you asked her if she wanted to appear before the Committee to make any elaboration she might care to make of the statement she made in the House. I think I implied that in some earlier remark at the previous meeting. I do not think any member of the Committee is asking or demanding of Miss MacDonald that she tell the Committee anything that she does not want to. The letter that was read, if I heard it correctly, was a response on her part to a written invitation from the Clerk of the Committee to appear before us, if I understand it. I would like to have her confirm this or otherwise—and my understanding was that she was making it clear to us that in appearing before the committee she hoped we would not ask her any questions which might imply that we were asking her to reveal anything about the nature of any investigation the police might be making into certain matters. Her interest in appearing before us was the interest as expressed in the House about an infringement, she felt, on her rights as a member of the House.

I think we should give Miss MacDonald an opportunity to make any statement to the committee at this point that she wishes, and let it go at that. When I say "let it go at that", I do not mean to say that that would necessarily preclude our asking her any questions. Why not let her go ahead and say what she wants to say to the committee?

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Just before doing that, Mr. Chairman, ...

**An hon. Member:** Agreed.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** ... I wonder if in a moment of calm Mr. Dupras would like to take advantage of the opportunity to withdraw the statement that Miss MacDonald did not want to appear, which is rebutted by her presence and by her letter?

## [Interprétation]

**M. Dupras:** Puisque M<sup>lle</sup> MacDonald ne semble pas trop pressée de comparaître devant le Comité, je propose que nous demandions ...

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je soulève une question de privilège, monsieur le président. Le témoin ne peut se défendre contre ce genre d'accusation. Je me permets de demander au député s'il veut bien retirer ses accusations inutiles et déplacées contre une personne qui n'est pas en mesure de se défendre.

**Le président:** Je n'ai pas compris ce que M. Dupras a dit.

**M. Dupras:** Je voulais simplement proposer que nous entendions M<sup>lle</sup> Gelber.

**Le président:** Le programme prévoyait que nous entendions d'abord M. Maingot, puis le nom du lieutenant-colonel Currie a été ajouté, puis ce devait être M<sup>lle</sup> Flora MacDonald. Elle est ici maintenant.

**M. Poulin:** J'invoque le Règlement. On peut tout trouver dans le *Hansard*. Tout est là. Il est parfaitement inutile de poser des questions à ce stade-ci. Peut-être devrait-elle être entendue à la fin seulement.

**Le président:** M. Barnett invoque le Règlement.

**M. Barnett:** Je ne comprends pas très bien pourquoi on échange toutes sortes de remarques, monsieur le président. Je pensais que M<sup>lle</sup> MacDonald, en tant que député de la Chambre, avait soulevé la question de privilège. Vous-même l'avez rencontrée afin de confirmer tout cela et de lui demander si elle était prête à comparaître devant le Comité. Elle aurait ainsi eu l'occasion de donner tous les détails. Je pense que c'est ce que vous avez dit à une réunion précédente. Je ne crois pas que les membres du comité s'attendent à ce que M<sup>lle</sup> MacDonald leur révèle des choses qu'elle tient à garder confidentielles. La lettre qu'elle a fait par venir au greffier du Comité répond à une invitation qui lui a été faite tout simplement. Je voudrais ici qu'elle confirme ce que je dis ou qu'elle me démentisse. Je croyais qu'elle voulait simplement indiquer que si elle venait à comparaître devant le comité, elle espérait ne pas être interrogée d'une façon qui pourrait la forcer à révéler quoi que ce soit au sujet de l'enquête que mène la police actuellement dans cette affaire. Sa comparution devant le Comité n'a trait, comme il l'a été signalé à la Chambre, qu'à la violation de ses droits en tant que député du Parlement dont elle s'estime être la victime.

Nous devons donner à M<sup>lle</sup> MacDonald l'occasion de faire une déclaration devant le Comité. L'occasion est offerte maintenant. Lorsque je dis qu'il faut s'en tenir à cela, je n'entends pas nécessairement par là que nous devons nous limiter dans nos questions. Je dis simplement que les membres du Comité doivent d'abord l'écouter.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Avant de poursuivre, monsieur le président, ...

**Une voix:** D'accord.

**M. Clark (Rocky Mountain):** ... je me demande si M. Dupras ne voudrait pas profiter de ce moment de répit pour retirer les paroles qu'il a dites au sujet de M<sup>lle</sup> MacDonald concernant son désir de comparaître. N'est-elle pas ici maintenant et n'a-t-elle pas répondu à la lettre?

**[Text]**

**Mr. Dupras:** I did not say that Miss MacDonald refused to appear. I said she did not seem to be over anxious. I think there is quite a difference between that and a refusal.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I am not going to quibble with you; I am simply asking if you will accept the invitation to withdraw that ungentlemanly remark?

**Mr. Dupras:** Since Miss MacDonald is willing to appear, Mr. Chairman, I would like to ask her a few questions.

**Mr. Reid:** Mr. Chairman, perhaps Miss MacDonald might wish to make a statement now.

**The Chairman:** First I was looking for the letter that she sent. On September 5, 1973 I did speak to Miss MacDonald in the House of Commons and she agreed to appear. The letter she sent to Mr. Marleau was in answer to the letter that Mr. Marleau, the Clerk of this Committee, had sent on the same day that we had the Steering Committee to Miss MacDonald to invite her to appear. Is that correct?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Yes.

**The Chairman:** I now would like to invite Miss MacDonald, if she has anything to say or any comments to make, to come forward.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Would it be correct to append those two letters to the record of these proceedings?

**The Chairman:** The letter has been read.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** It is in the record.

**The Chairman:** Miss MacDonald, please.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Thank you, Mr. Chairman.

Is it permissible for me to comment on the remark of Mr. Dupras?

**An hon. Member:** Certainly it is.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** I would like to say at the outset, to reaffirm what you have said at the outset, that when I was first asked, and as I stated in the House, I wanted to do everything possible, from the very outset, to co-operate in every way possible, first, in the investigation being carried out by the police and, secondly, with this committee, and for that reason I immediately replied to you in the House, when you saw me, and I also have been here on every occasion since this committee has met, waiting to be asked to come before it.

The reason my letter to Mr. Marleau states what it does is the fact that in the intervening sessions since I have been here, still expecting to have been asked at the outset, certain statements have been made which have in fact confirmed certain incidents right along, which have in fact established that persons came to my office without the permission that is required under the Standing Orders of the House of Commons. For that reason I said I wondered if I could be of any more help, but as my letter states I then did say, "however I would be only too glad to accede to appear before the Committee". I would like to take this opportunity, Mr. Chairman, to state to Mr. Dupras and any others that I am the one who started this, who instigated it—there is no question about that—and who wants to see it carried forward to a conclusion. There is no question—I would want it made perfectly clear—that I am reluctant to

**[Interpretation]**

**M. Dupras:** Je n'ai pas dit que M<sup>lle</sup> MacDonald refusait de comparaître. J'ai dit simplement qu'elle ne semblait pas trop pressée. C'est différent.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je ne vais pas argumenter avec vous. Je vous demande simplement si vous voulez profiter de l'occasion pour retirer les propos peu galants qu'il a tenus.

**M. Dupras:** Puisque M<sup>lle</sup> MacDonald est prête à témoigner, je vais en profiter pour lui poser quelques questions.

**M. Reid:** M<sup>lle</sup> MacDonald a peut-être une déclaration à faire d'abord.

**Le président:** J'essaie pour l'instant de trouver la lettre qu'elle a fait parvenir au Comité. Comme je l'ai dit, le 5 septembre 1973, j'ai parlé à M<sup>lle</sup> MacDonald à la Chambre des communes et elle a été d'accord pour témoigner. La lettre qu'elle a fait parvenir à M. Marleau est en réponse à une invitation de celui-ci qui agissait en tant que greffier du Comité. L'invitation avait été envoyée le jour où il y avait eu réunion de ce Comité. C'est bien cela?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Oui.

**Le président:** Je demanderais maintenant à M<sup>lle</sup> MacDonald si elle a une déclaration à faire.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Est-ce qu'il conviendrait de publier les deux lettres en annexe au compte rendu des délibérations d'aujourd'hui?

**Le président:** La lettre a été lue.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Elle est donc consignée au compte rendu.

**Le président:** Vous avez la parole, mademoiselle MacDonald.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Je vous remercie, monsieur le président.

Est-ce que je puis répondre d'abord à M. Dupras?

**Une voix:** Vous le pouvez certainement.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Au départ, permettez-moi de répéter ce que j'ai dit depuis le début, que dès qu'on me l'a demandé, et je l'ai indiqué à la Chambre, j'étais prête à faire tout en mon pouvoir pour collaborer avec l'enquête que mène la police, que également en ce qui concerne le Comité, et je vous ai tout de suite répondu à la Chambre, monsieur le président, et j'étais présente à chaque réunion du Comité jusqu'ici, j'ai toujours été prête à comparaître.

La raison pour laquelle j'apporte ces réserves dans la lettre que j'ai fait parvenir à M. Marleau est que j'ai pu constater depuis que j'assistais aux réunions, m'attendant toujours à témoigner, que certaines déclarations ont confirmé la version des incidents voulant que des personnes se soient présentées à mon bureau sans avoir obtenu les autorisations nécessaires prévues dans le Règlement de la Chambre des communes. Tout cela a été prouvé. C'est pour cette raison que je me demande si je puis encore vous être de quelque utilité mais comme je le précise dans ma lettre, j'ai alors affirmé «toutefois je serais très heureux de pouvoir simplement comparaître devant le Comité». J'aimerais profiter de l'occasion, monsieur le président, pour affirmer à M. Dupras et à tous les autres intéressés que je suis à l'origine de toute cette histoire, que j'ai lancé l'affaire—cela ne fait aucun doute—et que j'aimerais la voir arriver à



## [Texte]

do this and I would like the honourable member to know that.

• 2105

**Mr. Dupras:** Mr. Chairman, I would like to respond to this. I feel very sorry about all the inconvenience that this has caused to a colleague of mine, this event that I had nothing to do with. It is not of our making. You had, at the outset, offered to appear before the Committee and, of course, I was certain that things had happened between September 5 and September 11 that required a change of course on your part, your not being too anxious to appear before the Committee.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Are you prepared to withdraw?

**The Chairman:** She is here, Mr. Dupras.

**Mr. Dupras:** You are here and I have a few questions. In any case I am very sorry for all the inconvenience it is causing you, Miss MacDonald, over which we have no control.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Would you like to withdraw to prove that your gallantry extends beyond . . .

**Mr. Dupras:** I said she was not over anxious, I never said she was reluctant. I am sorry.

**The Chairman:** Order, please. We accept the fact that Miss MacDonald is here as a witness.

**Mr. Barnett:** On a point of order, did Miss MacDonald finish what she was going to say?

**The Chairman:** I was about to ask her.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** On September 4 I raised a question of privilege dealing with, and I quote:

The privileges, immunities and powers to be held, enjoyed and exercised by members of Parliament.

My question of privilege refers to an incident or a series of incidents which occurred in my House of Commons office on Friday, August 31. I left my office on the morning of that day to attend in the House of Commons at 11 o'clock. Shortly after taking my seat, a page informed me at approximately 11.05 a.m. that I was wanted on the phone. The call was from my assistant, Nancy Gelber, who informed me that three police officers had just entered my office and were asking to see me. I instructed her to have one of them speak to me on the phone. The officer who spoke with me identified himself as Detective B. E. Harrison of the Ottawa City Police and said that he and his colleagues wished to question me about certain documents which were missing from the Department of Indian Affairs and Northern Development. I informed him that I would be pleased to assist with their investigation, but since I was involved in the daily question period I said it would be impossible for me to see them before 12.30 p.m. I asked that they come back to my office at the appointed time.

It did not occur to me that they would not immediately leave my office, nor did they at any time during our telephone conversation—when I say “they” I mean the detective who was speaking to me—did he at any time during our telephone conversation indicate to me that they would remain to interrogate my assistant, Nancy Gelber. I would like to clear up this point; a second girl in my office,

## [Interprétation]

un terme. J'aimerais qu'il soit tout à fait clair que je ne répugne absolument pas à le faire et j'aimerais que l'honorable député le sache.

**M. Dupras:** Monsieur le président, j'aimerais répondre à cela. Je suis vraiment désolé de l'embarras causé par cette affaire qui m'est totalement étrangère à un de mes collègues. Nous n'en sommes pas les responsables. A l'origine vous aviez proposé de comparaître devant le Comité et j'étais alors certain qu'il y avait eu du nouveau entre les 5 et 11 septembre et que de ce fait vous auriez dû changer d'attitude, à savoir ne pas avoir à trop craindre de comparaître devant le Comité.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Êtes-vous prêt à vous rétracter?

**Le président:** Elle est ici, monsieur Dupras.

**M. Dupras:** Puisque vous êtes ici, j'ai quelques questions à vous poser. De toute manière je regrette fort tous les embarras que cela vous cause, mademoiselle MacDonald. Malheureusement nous n'y pouvons rien.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Aimerez-vous vous rétracter pour bien montrer que votre galanterie va au delà . . .

**M. Dupras:** J'ai dit qu'elle ne craignait pas trop, je n'ai jamais dit qu'elle était réticente. Je suis désolé.

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Nous acceptons que M<sup>re</sup> MacDonald soit témoin.

**M. Barnett:** J'invoque le Règlement. M<sup>re</sup> MacDonald a-t-elle dit tout ce qu'elle allait dire?

**Le président:** J'allais lui demander.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Le 4 septembre j'ai soulevé la question de privilège portant sur, et je cite:

Les privilèges, immunités et pouvoirs dont peuvent jouir les députés.

Ma question de privilège porte sur un incident ou sur une série d'incidents qui s'est produit à mon bureau de la Chambre des communes, le vendredi 31 août. J'avais quitté mon bureau le matin de ce jour pour me rendre à la Chambre des communes à 11 h. 00. Peu après avoir pris place, on me dit vers 11 h. 05 que j'étais demandée au téléphone. Le coup de téléphone venait de mon assistante, Nancy Gelber, qui m'informait que trois officiers de police venaient d'entrer dans mon bureau et demandaient à me voir. Je lui demandai de me passer l'un d'eux au téléphone. Celui qui m'a parlé s'est présenté comme le détective B. E. Harrison de la police municipale d'Ottawa et il m'informa que ses collègues et lui-même désiraient me poser des questions sur certains documents qui avaient disparu du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. Je répondis que je serais très heureuse de les aider dans leurs recherches, mais étant donné que je prenais part à la période des questions de ce jour-là, je lui dis qu'il me serait impossible de les voir avant 12 h. 30. Je leur demandai donc de revenir à l'heure dite.

Je n'ai pas imaginé un seul instant qu'ils aient pu ne pas quitter mon bureau immédiatement, pas plus qu'ils ne m'avaient laissé entendre au cours de notre conversation au téléphone, et lorsque je dis «ils» je veux parler du détective qui m'a répondu, donc qu'il m'avait laissé entendre à un moment quelconque de notre conversation au téléphone qu'ils allaient rester pour interroger mon assis-

## [Text]

who is a temporary replacement, was not involved in this interrogation in any way and continued her normal duties during the visit of the police officers.

After interrogating Mrs. Gelber the officers left. Following our telephone conversation, I returned to the Commons until the end of the question period. Following this—after discussion with Mr. Gordon Fairweather, our justice critic—I went immediately to the office of Mr. Speaker to apprise him of what had taken place. He expressed his concern and advised me that as a Member of Parliament I was not required to meet with the police officers or to answer their questions, if I chose not to do so. He did, in fact, advise me not to meet with them. However, having arranged to see them, I decided to proceed with the interview, but asked the member for Fundy-Royal to accompany me.

## • 2110

We returned to my office for the 12.30 appointment. Two of the police officers appeared at the appointed hour, Detective D. E. Harrison of the Ottawa City Police and another officer from the same force whose name I did not take note of. The RCMP officer, Sergeant Jack Bradley, who had been with them earlier, was not with them, although he later phoned to find out if his colleagues were still in my office. What struck me as very odd about this visit was that these two gentlemen appeared at my office, as I understand they had earlier in the day, without prior announcement from the Protective Staff of the fact that they were proceeding to my office. I answered the door and they asked for Miss MacDonald. I introduced myself. They told me they wished to ask me some questions, and I told them that I too had a few questions I wished to put to them. I immediately began by asking for their names and ranks and for the name of the RCMP officer who had been with them previously. I then asked how it was that they had entered the building on two occasions without the Protective Staff having notified my office that they wished to see me. This they did not answer. They indicated that their reason for visiting me was because files were missing from the Department of Indian Affairs and Northern Development. They asked me who had informed me of the missing documents, and I told them that this information had been relayed to my office by an executive assistant in the Department of Indian Affairs and Northern Development. They asked me if I knew where the files were, and I said, "No". They asked me about conversations I had had in the last few hours and if I had been in contact with any of the leaders of the Native Youth Organization which had just completed a 24-hour sit-in at the Department of Indian Affairs and Northern Development. I replied that I had spoken to a number of members of their organization during the period of their peaceful demonstration on Parliament Hill earlier in the day. They asked me what we had discussed, and I told them our conversation centred on the youth liaison program of the department and the failure of the Assistant Deputy Minister to consult with them after having given them a commitment that he would do so. They expressed their anger that they had been allowed no input into a program which concerned native youth so vitally and that their request for a meeting with the Minister had been rejected. At no time did any member of the group mention files or documents. I related this conversa-

## [Interpretation]

tance, Nancy Gelber. J'aimerais que ceci soit bien clair; il y avait une autre fille dans mon bureau qui remplaçait temporairement une autre employée, et qui n'a pas du tout participé à l'interrogatoire et a continué à travailler pendant toute la visite des officiers de police.

Après avoir interrogé M<sup>me</sup> Gelber, les officiers s'en sont allés. À la suite de notre conversation téléphonique, je suis revenue à la Chambre jusqu'à la fin de la période des questions. Après cette discussion avec M. Gordon Fairweather, notre critique en matière de justice, je me suis rendue derechef au bureau de l'Orateur afin de l'informer de ce qui s'était produit. Il m'a fait part de son inquiétude et m'a dit qu'en tant que député, je n'étais pas tenue de recevoir les agents de police ou de répondre à leurs questions, si je ne voulais pas le faire. En fait, il m'a conseillé de ne pas les rencontrer. Toutefois, ayant convenu de le faire, j'ai décidé de procéder à cette interview mais j'ai demandé au député de Fundy-Royal de m'accompagner.

Nous sommes donc revenus à mon bureau pour ce rendez-vous de midi trente. Deux des officiers de police sont arrivés à l'heure convenue, à savoir le détective D. E. Harrison de la police de la ville d'Ottawa et un autre agent de la même force dont je n'ai pas retenu le nom. L'agent de la GRC, le sergent Jack Bradley, qui était avec les autres auparavant, n'y était plus alors, bien qu'il ait téléphoné plus tard afin de savoir si ses collègues étaient encore dans mon bureau. Ce que cette visite avait d'étrange, à mon avis, est que ces deux hommes étaient déjà venus à mon bureau, si j'ai bien compris, plus tôt dans la journée, sans avoir informé le service de protection de ce qu'ils se rendaient à mon bureau. Je leur ai ouvert la porte et ils m'ont demandé M<sup>lle</sup> MacDonald. Je me suis alors présentée. Ils m'ont dit qu'ils voulaient me poser quelques questions et je leur ai dit que j'avais aussi quelques questions à leur poser. Je leur ai immédiatement demandé leur nom et leurs fonctions ainsi que le nom de l'agent de la GRC qui les avait accompagnés auparavant. Je leur ai également demandé pourquoi ils avaient pénétré dans cet édifice, à deux reprises, sans que le service de protection ait informé mon bureau de ce qu'ils voulaient me voir. Ils n'ont pas répondu. Ils m'ont simplement dit que l'objet de leur visite était le fait que des dossiers manquaient au ministère des Affaires indiennes et du Nord. Ils m'ont alors demandé qui m'avait dit que des documents étaient portés manquants, et je leur ai dit que cette information était transmise à mon bureau par un adjoint exécutif du ministère des Affaires indiennes. Ils m'ont demandé si je savais où se trouvaient les documents et j'ai répondu que non. Ils m'ont également posé des questions sur les conversations que j'avais eues au cours des dernières heures et si j'avais été en contact avec l'un des leaders de l'Organisation des jeunes Indiens, laquelle venait de terminer l'occupation de 24 heures du ministère des Affaires indiennes. J'ai répondu que j'avais parlé à un certain nombre des membres de leur organisation au cours de leur manifestation pacifique sur la colline parlementaire, au début de la journée. Ils m'ont demandé de quoi nous avions parlé, et je leur ai dit que notre conversation avait essentiellement porté sur le programme de liaison des jeunes du ministère, et sur la négligence du sous-ministre adjoint de ne pas les avoir consultés avant de leur avoir fait cet engagement. Ils m'ont fait part de leur mécontentement en ce qu'ils n'avaient aucunement participé à l'élaboration d'un programme par lequel les jeunes

## [Texte]

tion to the officers in the above detail. Once again I asked the officers how they had arrived at my office without the Protective Staff having notified me, but the question was left unanswered except to say that they had not approached the Protective Staff. I then asked if they were aware of precedents relating to the privacy of a member's office and of the special immunity accorded Parliament Hill. I may say they seemed slightly bewildered by this question, but replied that they were unaware of any such privileges. I advised them that I had discussed the matter of their visit to my office and of their invasion of the privacy of my office with the Speaker, and of his stated concern, and further told them that I was giving serious consideration to raising the matter as a question of privilege in the House.

At that juncture Mr. Fairweather pointed out to them that although I was not obliged to answer their questions and could have asked them to leave my office, the fact that I had co-operated with them was indicative of my desire to see their investigation proceed as quickly as possible. They replied that it was their duty to get to the bottom of things, and Mr. Fairweather commented that the Members of Parliament have a parallel obligation to see that the privileges of Parliament relating to all members, and to the confidentiality which they must extend to their constituents, were not breached.

## • 2115

Their questioning came to an end soon after this and they left my office. Subsequently I advised the Speaker of the meeting and what had transpired. I also contacted the Ottawa city police department and, in the absence from the city of the Chief of Police, I spoke to Deputy Chief Welsh. I asked him whether or not it was city police policy to have its detectives invade the privacy of the office of a member of Parliament without permission or prior notice and he gave me every assurance that it was not. He apologized for any inconvenience or embarrassment I may have been caused and said that the visit was probably due, as he put it, to the over-zealous attitude of a member of the police staff. I should in closing mention that the interrogation was carried out solely by Detective Harrison and where I have used the pronoun "they" I am referring to him as the spokesman of the group.

**The Chairman:** Thank you, Miss MacDonald. Mr. Benjamin.

**Mr. Benjamin:** Miss MacDonald, in your statement in the House, and I quote from Hansard, you said:

On the second occasion when I arranged to meet them they continued this type of interrogation.

But earlier you said:

... that on Friday last my parliamentary office was visited on two occasions by members of the Ottawa city police force and the RCMP without first having sought an appointment or without your permission or that of your staff.

## [Interprétation]

Indiens étaient aussi concernés, et du fait que leur demande de rencontrer le ministre avait été rejetée. A aucun moment un des membres du groupe n'a parlé de dossiers ou de documents. J'ai transmis cette conversation aux agents, avec tous les détails ci-dessus. De nouveau, j'ai demandé aux agents comment ils avaient pu parvenir à mon bureau sans que le service de protection m'en ait auparavant informée; mais la question est restée sans réponse, si ce n'est qu'ils n'avaient pas contacté le service de protection. Je leur ai alors demandé s'ils savaient qu'un député disposait d'une immunité spéciale à l'intérieur de son bureau, immunité accordée par la colline parlementaire. Je dois dire qu'ils ont paru assez étonnés de cette question, mais ils m'ont répondu qu'ils n'étaient pas du tout au courant de tels privilèges. Je leur ai ensuite dit que j'avais discuté avec l'Orateur du fait qu'ils s'étaient rendus à mon bureau et qu'ils avaient violé le caractère privé de mon bureau, et je leur ai dit qu'il me semblait extrêmement important de soulever cette question à la Chambre, comme question de privilège.

A ce moment, M. Fairweather leur a fait remarquer que, bien que je ne sois pas obligée de répondre à leurs questions et que j'aurais pu leur demander de quitter le bureau, le fait que j'ai coopéré avec eux montrait que j'étais désireuse de voir leur enquête aboutir le plus vite possible. Ils ont répondu qu'il était de leur devoir d'aller au fond des choses, et M. Fairweather a ajouté que les députés avaient une obligation parallèle, à savoir, de veiller à ce que les privilèges attribués par le Parlement à tous les députés, soient respectés.

Leur interrogatoire s'est terminé. Peu après et ils ont quitté mon bureau. Par la suite, j'ai informé l'Orateur de cette rencontre, et de ce qu'il en était ressorti. J'ai également contacté le département de la Police d'Ottawa et, en l'absence du Chef de ce département, j'ai pu parler au sous-chef, M. Welsh. J'ai demandé à ce dernier, si son service avait pour politique d'ordonner à ses détectives d'entrer dans le bureau d'un député sans permission ou sans aucun avis préalable. Il s'est excusé de tout le dérangement que cela a pu causer et m'a dit que cette visite était probablement due, comme il l'a dit, au comportement trop zélé d'un membre du personnel de la Police. Je dois ajouter, pour terminer, que l'interrogatoire a été dirigé uniquement par le détective Harrison et lorsque j'emploie le pronom, «il», je parle de lui en tant que porte-parole du groupe.

**Le président:** Merci, mademoiselle MacDonald. Monsieur Benjamin.

**M. Benjamin:** Mademoiselle MacDonald, je cite d'après votre déclaration à la Chambre, et selon le Hansard:

Lors du second rendez-vous, ils ont pourvu ce genre d'interrogatoire.

Mais vous aviez dit auparavant:

... vendredi dernier, des membres de la Police d'Ottawa et de la GRC se sont rendus deux fois à mon bureau, sur la colline, sans avoir obtenu ni rendez-vous préalable, ni aucune permission, que ce soit la vôtre, ou celle de votre personnel.



*[Text]*

I just want to make sure there is no conflict here. What was the arrangement for the second occasion?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** The second visit was arranged, and I see what you mean by conflict. When I meant was that the initial visit was carried out without permission and without notice.

**Mr. Benjamin:** You are not concerned about privilege on the second visit, since you were aware of it and arranged for it.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** No, I arranged for the second visit. The first visit was the one that concerned me. The second visit, where I had arranged to meet them, was of course . . .

**Mr. Benjamin:** And that arrangement was between you and them, nobody else.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Yes, that is right. In the interim I did, as I read in my statement, consult with the Speaker and he advised me that I need not go ahead with it. But I had already arranged it.

**Mr. Barnett:** Could I ask a related question?

**Mr. McKinley:** On a point of order, I think it should also be noted here that there was no phone call from the protective staff.

**Mr. Benjamin:** Yes, I am aware of that.

**Mr. McKinley:** On either visit.

**Mr. Barnett:** Could I ask a related or supplementary question to that which Mr. Benjamin just asked?

**The Chairman:** Yes, Mr. Barnett.

**Mr. Barnett:** As I listened to you in the House, Miss MacDonald, I thought there had been three occasions . . .

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** No.

**Mr. Barnett:** . . . on which you met with the police, the twice they had come to your office and then in order to co-operate you had met them somewhere outside the precincts. But this was not the case; there were only two meetings. The second one was as a result of your telephone conversation, when you arranged to meet them at 12.30 p.m.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** That is right.

**The Chairman:** Mr. Benjamin.

**Mr. Benjamin:** Really then the first visit is the essential point of privilege and the second visit was an error on the part of people on the protective staff in failing to phone your office to say: they are here to see you, is it okay if they come up?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** That is right.

*[Interpretation]*

Je voudrais simplement me rassurer que tout concorde bien. Qu'avait-il été convenu pour cette seconde rencontre?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Nous avions convenu de cette seconde visite, et je vois ce que vous voulez dire par concorder. Ce que je voulais dire est que la première visite a été effectuée sans aucune permission et sans aucun préavis préalable.

**M. Benjamin:** Vous ne soulevez donc pas la question de privilège pour cette seconde visite, puisque vous en aviez été avertie et que vous en aviez convenu.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Non, j'ai convenu de cette seconde visite. La première me concernait tout particulièrement. Lors de la seconde, lorsque j'ai convenu de les rencontrer, . . .

**M. Benjamin:** Vous en avez convenu avec eux, personne d'autres.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Oui. Entre temps, comme je l'ai dit dans ma déclaration, j'ai contacté l'Orateur et il m'a conseillée de ne rien faire de plus. Mais j'avais déjà convenu de ce second rendez-vous.

**M. Barnett:** Pourrais-je poser une question à ce sujet?

**M. McKinley:** Je voudrais faire un rappel au Règlement. Je voudrais faire remarquer, en effet, qu'il n'y a eu aucun appel téléphonique de la part du service de protection.

**M. Benjamin:** Oui, je le sais.

**M. McKinley:** Pour aucune des deux visites.

**M. Barnett:** Puis-je poser une question supplémentaire à ce sujet?

**Le président:** Oui.

**M. Barnett:** Alors que je vous écoutais, l'autre jour à la Chambre, mademoiselle MacDonald, j'ai constaté que vous aviez rencontré des représentants de la Police à trois reprises.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Non.

**M. Barnett:** Deux fois lorsqu'ils sont venus à votre bureau, et la troisième fois lorsque vous avez décidé de coopérer avec eux et que vous les avez rencontrés hors de l'enceinte parlementaire. Mais en fait, ce n'est pas tout à fait exact, vous ne les avez rencontrés que deux fois. La seconde entrevue résultait de votre conversation téléphonique par laquelle vous avez convenu de les rencontrer à 12 h 30.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** C'est exact.

**Le président:** Monsieur Benjamin.

**M. Benjamin:** En fait, la première visite constitue la question de privilège, alors que la seconde n'est qu'une erreur de la part du personnel de protection qui a omis de téléphoner à votre bureau afin de vous informer que ces personnes désiraient vous voir, et si vous acceptiez de les recevoir.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** C'est exact.

[Texte]

**Mr. Benjamin:** Miss Macdonald, to your knowledge, was there any telephone calls placed from or to your office prior to the arrival of the policemen that would have caused the policemen to decide to visit your office with or without permission?

**Miss Macdonald (Kingston and the Islands):** I am sorry, I did not get the gist of your question.

**Mr. Benjamin:** I was just asking if you were aware of whether or not any telephone conversations occurred from or to your office prior to 11 a.m. or 11.30, or whenever they first came, that would have caused them to decide to come to your office?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** No, in no way.

**Mr. Benjamin:** Nobody in the Department of Indian Affairs and Northern Development contacted anyone of your staff, or no one of your staff contacted anyone in the Department of Indian Affairs and Northern Development prior to the arrival of those police officers?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Oh, indeed, yes. There were telephone conversations between a member of my staff and members of the Department of Indian Affairs, but in any way to suggest that the police should come to my office, not that I am at all aware.

**Mr. Benjamin:** And no approval or discussion occurred...

• 2020

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** In no way.

**Mr. Benjamin:** Fine, that is all I have for the moment, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Benjamin.

**Mr. Marchand.**

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** I would just like to go back, Mr. Chairman, to the gist of those conversations between a member of your staff and a member of the staff of the Department of Indian Affairs. I know there are certain newspaper stories about the kind of conversation that took place between a member of your staff and the staff of the Department of Indian Affairs, the executive assistant to Mr. Caccia. Could you tell us what that conversation was about?

**Mr. Nielsen:** I want to raise a point of order here, Mr. Chairman, and I am raising it as a member who does not want, as expressed by Mr. Peters so ably a while ago, the precedent to be established here that even a committee of Parliament has the right to go into the contents of a member's conversation or that of his staff with anyone. As far as relating to the question of consent or invitation, I do not think it is necessary, now that the member has spoken on the matter...

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Well, yes...

**Mr. Nielsen:** Permit me to complete my point of order. Certainly to go beyond that, I would most vigorously object and it necessary bring the matter to a vote that we do not hear that kind of evidence.

[Interprétation]

**M. Benjamin:** Mademoiselle MacDonald, à votre connaissance, des appels téléphoniques ont-ils été lancés de votre bureau ou adressés à cet endroit avant l'arrivée des policiers, lesquels appels auraient provoqué la visite de ces policiers dans votre bureau, avec ou sans permission?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Je suis désolée, je n'ai pas très bien compris votre question.

**M. Benjamin:** Je voulais simplement vous demander si des conversations téléphoniques avaient eu lieu vers ou à partir de votre bureau entre 11 h et 11 h 30 du matin, lesquels appels auraient motivé la venue des agents à votre bureau?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Non, absolument pas.

**M. Benjamin:** Si je comprends bien, avant l'arrivée de ces agents de police, aucun membre du ministère des Affaires indiennes n'a contacté un membre de votre personnel ni aucun membre de votre personnel n'a contacté un membre du ministère des Affaires indiennes.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** C'est tout à fait exact. Un membre de mon personnel a eu certaines conversations téléphoniques avec des membres du ministère des Affaires indiennes mais ceci ne peut en aucune manière suggérer que la police ait à venir enquêter dans mon bureau.

**M. Benjamin:** Et il n'y a eu aucune approbation ou discussion...

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Absolument pas.

**M. Benjamin:** Très bien, c'est tout ce que j'avais à demander pour l'instant, monsieur le président.

**Le président:** Merci, monsieur Benjamin.

**Monsieur Marchand.**

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Monsieur le président, j'aimerais revenir à cette question des conversations entre un membre de votre personnel et un membre du personnel des Affaires indiennes. Certains rapports de journaux ont fait état de cette conversation tenue avec l'adjoint de M. Ciaccia. Pourriez-vous nous dire quelle était la teneur de cette conversation?

**M. Nielsen:** Monsieur le président, je voudrais faire un rappel au Règlement et insister sur le fait que, comme M. Peters l'a très justement fait remarquer, même un Comité parlementaire n'a pas le droit d'enquêter sur les conversations privées d'un député ou d'un membre de son personnel. Puisque le député concerné a exprimé son avis sur cette question, je ne pense pas qu'il soit nécessaire de poursuivre pour avoir des détails au sujet de la notion de consentement ou d'invitation...

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** En fait...

**M. Nielsen:** Permettez-moi de terminer. J'irais même plus loin en affirmant que je m'oppose fermement à cela et que je suis disposé à demander à ce que l'on vote à ce sujet, si cela est nécessaire, afin que nous n'ayons pas à entendre ce type de témoignage.

*[Text]*

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Mr. Chairman, my reason for asking this kind of a question is to ascertain whether or not the police had any reason to come to Miss MacDonald's office. That is the only point I am trying to ascertain. I suppose we could get it from other witnesses if we had to, but I maintain it is relevant. I agree with you...

**Mr. Nielsen:** Yes, certainly. I do not think there is any question at all that there was reason.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** I will agree with the hon. member's...

**An hon. Member:** Do not be defensive, Len.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** I am not being defensive, I want to get at the facts.

**An hon. Member:** We have nothing to defend.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** I would like to get at the facts as to why the police officers visited the hon. member's office in the first place. I think perhaps the telephone conversation between Miss Gelber and the executive assistant in the Department of Indian Affairs, as you referred to in your statement, started the whole thing. If you do not want to answer, that is your privilege, and I will respect your privilege, but I would like to know if that conversation had any relation—how would the police officers know out of the blue that Miss MacDonald had files.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** I would hope they do not know that.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** I withdraw that last part. How would they know in the first place to go to Miss MacDonald's office anyway? This is all I am trying to ascertain.

**Mr. Nielsen:** Mr. Chairman, I, for one, have almost absolute faith in the police forces of this country to know that they would not go around badgering anyone unless they had reason for investigating something, but the whole question here is to find...

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** That is what I am trying to find out.

**Mr. Nielsen:** Mr. Chairman, I heard the member. I take it that the members opposite are interested in this question. Certainly I think it is irrelevant as to the question of whether there is a privilege and whether it has been breached. If they want to devote themselves to the matter of whether there was an invitation or whether there was consent, fair enough, enquire into that area. It is obvious to me and, I am sure, obvious to every member of the Committee that the police officers would not have been there unless they had a reason for being there...

**An hon. Member:** Fair enough.

**Mr. Nielsen:** ... but the fact of it is that they were there wrongfully.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** All right, all right, I am trying to determine if there was a phone call. There have been references to it and there were references in newspaper articles that in fact, there was a phone call.

*[Interpretation]*

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Monsieur le président, je posais cette question afin de tenter d'établir si la police avait une raison ou non d'entrer dans le bureau de M<sup>me</sup> MacDonald. C'était là ma seule justification. Je suppose que l'on pourrait obtenir ces renseignements d'autres témoins si cela était nécessaire mais je persiste à considérer que ceci est pertinent. J'approuve votre...

**M. Nielsen:** Certainement. Je ne doute absolument pas que cela ait été votre justification.

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Je suis d'accord avec l'honorable député...

**Une voix:** Ne vous défendez pas, Len.

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Je ne suis pas sur la défensive, je veux trouver les faits.

**Une voix:** Nous n'avons pas à nous défendre.

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** J'aimerais savoir réellement pourquoi des agents de police se sont rendus au bureau de l'honorable député. Peut-être que la conversation téléphonique entre M<sup>me</sup> Gelber et le membre du ministère des Affaires indiennes mentionné dans votre déclaration était à la source de toute cette affaire. Vous avez parfaitement le droit de ne pas répondre, droit que je respecte; cependant, j'aimerais savoir si cette conversation avait un rapport quelconque avec cette affaire et comment des agents de police ont pu savoir, d'un seul coup, que M<sup>me</sup> MacDonald avait des dossiers.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** J'ose espérer qu'ils ne le savent pas.

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Je retire cette dernière partie de ma question. Comment pouvaient-ils savoir qu'ils devaient aller dans le bureau de M<sup>me</sup> MacDonald? C'est ce que j'essaie d'établir.

**M. Nielsen:** Monsieur le président, pour ma part, j'ai tout à fait confiance dans nos forces de police et je sais qu'elles n'iraient embêter personne sans raison particulière; cependant, la question ici est de savoir...

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** C'est ce que j'essaie d'établir.

**M. Nielsen:** Monsieur le président, j'ai entendu le député. Je suppose donc que les membres du parti opposé sont intéressés par sa question. A mon avis, ceci n'a absolument rien à voir avec la question de savoir s'il y avait un privilège et si celui-ci a été violé. Si les députés veulent consacrer leur temps à la question de savoir s'il y avait eu une invitation ou un consentement quelconque, cela me convient. Quant à moi, il me semble évident, comme à tout autre membre du Comité, j'en suis certain, que les agents de police ne se seraient pas trouvés dans ce bureau s'ils n'y avaient pas eu une raison pour y être...

**Une voix:** Cela semble juste.

**M. Nielsen:** ... mais le problème est qu'ils y étaient par erreur.

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Très bien, j'essaie simplement de savoir s'il y a eu un coup de téléphone. En effet, on en a parlé dans les journaux.



## [Texte]

**The Chairman:** Mr. Marchand, address yourself to the witness or to the Chair. If you ask your question...

• 2025

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** All right, all right, I will ask it directly. I will ask Miss MacDonald if, in fact, there was a phone call from Miss Gelber from your office to the executive assistant in the Department of Indian Affairs asking about phone calls that allegedly you received from someone saying that perhaps they had some files and inquiring as to what should they do with those files in the event they might be delivered to your office.

**Mr. Peters:** Mr. Chairman, on a point of order. This is something which I am not really interested in. Indian Affairs may be interested in it, Miss MacDonald may be interested and a number of other people may be interested, but the terms of reference of this Committee are whether or not there was a point of privilege. If Mr. Marchand asks whether or not there were conversations that involved consent to visit the office, that would be legitimate, but to ask whether or not there had been other conversations that had nothing to do with the consent being given that was the breach of privilege, then I think this Committee may have a lot of fun but it is really not going to be very productive with respect to the terms of reference if this line of questioning is pursued.

**Mr. Barnett:** Mr. Chairman, I suggest that Miss MacDonald, as a member of this House, is fully aware of the implications of the point that was made earlier by Mr. Peters and by Mr. Nielsen. I suggest that we let her decide how and in what way she wants to answer Mr. Marchand's questions. I am sure she is quite capable of telling him she thinks it is an improper question if she thinks it is. Why not let her deal with this matter?

**An hon. Member:** I do not think she should be asked that question.

**The Chairman:** On this point I would like to inform the members that a member of Parliament, when he decides to appear before a committee, has the same rights and privileges and obligations as any other witness.

**Mr. Nielsen:** No, no!

**An hon. Member:** On a point of order. That is...

**M. Côté:** Monsieur le président, je veux poser une question de privilège, s'il vous plaît.

**Le président:** Monsieur Côté, une question de privilège.

**M. Côté:** Je veux avoir votre opinion: lorsqu'une question est posée à un témoin en comité, est-ce à un des membres de n'importe quel parti à répondre ou à dire s'il a raison ou non ou est-ce à vous en tant que président? Certaines questions pertinentes ont été posées par M. Marchand, et tous essaient de répondre. Un de nos collègues, M<sup>lle</sup> MacDonald, est impliquée et nous avons tous intérêt à ce que la lumière se fasse, alors je ne voudrais pas que lorsque je pose une question et que M<sup>lle</sup> MacDonald veut répondre, ou un autre, que vous, vous n'intervenez pas. Alors, M. Marchand posait certaines questions et malheureusement tout le monde veut répondre. Alors j'aimerais que s'il y a une question de privilège et qu'elle n'est pas accordée que vous rappeliez la même personne à l'ordre. Au train où vont les choses, nous allons passer notre temps à nous répondre l'un à l'autre.

## [Interprétation]

**Le président:** Monsieur Marchand, veuillez vous adresser au témoin ou au président. Si vous pouvez votre question...

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Très bien, je poserais ma question directement. Je demanderais à m<sup>lle</sup> MacDonald s'il y a réellement eu un coup de téléphone de M<sup>lle</sup> Gelber à l'adjoint exécutif du ministère des Affaires indiennes au sujet d'autres coups de téléphone que vous auriez apparemment reçus de quelqu'un affirmant qu'il avait peut-être certains dossiers et vous demandant ce qu'il devait en faire et si ceux-ci pouvaient être remis à votre bureau.

**M. Peters:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement. C'est là quelque chose qui ne m'intéresse vraiment pas. Mais peut-être que le ministère des Affaires indiennes s'y intéresse; M<sup>lle</sup> MacDonald s'y intéresse peut-être ou un certain nombre d'autres personnes, mais notre mandat du Comité ici consiste à savoir s'il y a oui ou non question de privilège. Si M. Marchand demande s'il y a eu oui ou non des conversations qui ont impliqué qu'il y ait consentement de visiter le bureau alors l'action est légitime mais quant à demander s'il y a eu oui ou non d'autres conversations qui n'avaient rien à voir avec le consentement fourni en rapport avec cette violation de privilège dans ce dernier cas, je crois qu'en discuter peut amuser le Comité mais que ceci n'est ni pertinent ni utile.

**M. Barnett:** Je suppose que M<sup>lle</sup> MacDonald comme député connaît toutes les répercussions de ce qu'ont dit plus tôt M. Peters et M. Nielsen. Je propose qu'on laisse M<sup>lle</sup> MacDonald décider comment elle veut répondre aux questions de M. Marchand; je suis sûr qu'elle est capable de lui dire si elle pense qu'une question n'est pas pertinente. Pourquoï ne pas la laisser traiter de cette question?

**Une voix:** Je ne crois pas que l'on devrait lui poser cette question.

**Le président:** A ce sujet, j'aimerais dire aux membres du Comité qu'un député lorsqu'il décide de comparaître devant le comité possède les mêmes droits et privilèges et obligations que d'autres témoins.

**M. Nielsen:** Non.

**Une voix:** J'invoque le Règlement, c'est-à-dire...

**Mr. Côté:** Mr. Chairman, a point of privilege, please.

**The Chairman:** Mr. Côté, on a point of privilege.

**Mr. Côté:** I want to know your thinking. When a question is put to a witness in a committee does it belong to any member of a party to answer or to tell whether he is right or is it your duty as Chairman? Questions, proper or not, have been put by Mr. Marchand and everyone try to answer. One of our colleagues, Miss MacDonald, is concerned and we are all anxious to see the light so I would not like when I put a question and when Miss MacDonald wants to answer another person than you, you would not intervene. Mr. Marchand was asking some questions and unfortunately everyone wanted to answer. So I would like, if there is a question of privilege at stake, and if it is not granted, that you would call the same person to order. If we carry on that way we will spend our time answering one another.

**[Text]**

**Le président:** Monsieur Côté, j'apprécie beaucoup vos remarques, évidemment il appartient au président de maintenir l'ordre dans un comité, c'est assez difficile parfois, je fais de mon mieux pour procéder de la façon la plus diligente possible. Coming back to Mr. Marchand's questions, taking the substance of Mr. Marchand's questions, what I regard or consider as a proper question would be to ask of the witness if she has any knowledge about why the police came to her office. I believe this is a direct, straight and proper question, and I think this is the purpose of the question asked by Mr. Marchand. I would like to invite...

**An hon. Member:** Mr. Chairman, on a point of order...

**M. Côté:** Si l'interprétation rend exactement ce que vous venez de dire, j'accepte votre opinion. M. Marchand posait une question et je pense que M<sup>lle</sup> MacDonald voulait y répondre, mais malheureusement elle a encore une fois été brimée dans ses droits, elle n'a pas eu l'occasion de répondre, tous ont répondu pour elle. Lorsque je dirai question de privilège, monsieur le président et que vous décidez que ce n'en est pas une, je veux que vous me le fassiez savoir, parce qu'autrement je n'aurais pas la réponse. Le témoin qui est devant nous présentement veut défendre son opinion et je pense qu'elle a le droit de le faire. Tout à l'heure, elle était prête à répondre, et trois personnes ont bloqué la question de M. Marchand, à laquelle elle voulait répondre.

**Le président:** Alors, très bien. Je ne crois pas qu'il y ait, monsieur Côté...

• 2030

**Mr. Barnett:** On a point of order.

**The Chairman:** Mr. Barnett on a point of order.

**Mr. Barnett:** I have been listening to some of the remarks that have been made and there have been a number of references made to Miss MacDonald as a witness. I would suggest that this Committee be aware of the distinction between someone appearing as a member of this House before this Committee—a distinction which is always carefully drawn when we have a Minister who is also a member before us—and someone who is called as a witness. I would suggest that there is a very real distinction there and that distinction implies that Miss MacDonald is as free as any other member of the House of Commons, minister or private member, to say what she wants to say or not to say what she does not want to say, and that some of the cross-fire which is designed to defend Miss MacDonald's rights is quite unnecessary because she is not a witness before this Committee. She has been asked to appear and she has agreed to appear and we are here to listen to what she has to say. If she does not want to answer my question or any other's question she can tell me in polite language to go to...

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** I hope I would always use polite language.

**The Chairman:** I believe this is the type of conduct that members of the Committee should try to keep in mind. Of course members are entitled to ask questions. It is up to the Chairman to decide if they are in order and it is up to the witness to answer or not in a way he wishes.

**[Interpretation]**

**The Chairman:** Mr. Côté, I do appreciate your remarks; of course, it is to the Chairman to maintain good order in the committee but it is sometimes difficult and I do my best to expedite the procedure. Pour revenir aux questions de M. Marchand, à leur nature, ce que je considère comme questions recevables c'est qu'on demande au témoin de nous dire si elle a une idée de la raison pour laquelle la police est entrée dans son bureau. Je crois qu'il s'agit là d'une question appropriée et je crois que c'est là l'objet de la question posée par M. Marchand. J'aimerais inviter...

**Une voix:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

**Mr. Côté:** If interpretation gives exactly what you just said I agree. Mr. Marchand was asking a question I think and Miss MacDonald wanted to answer it but unhappily she has been again frustrated in her rights, she has not had a chance to answer it, everyone wanted to answer for her. When I call a question of privilege, Mr. Chairman and when you decide that it is not a question of privilege I wanted you to tell it to me otherwise I will not have the answer. The witness who appears here wants to make her point and I think she is right. A moment ago, she was ready to answer, and three persons had blocked Mr. Marchand's question which she was ready to answer.

**The Chairman:** Very well then. I do not think Mr. Côté...

**M. Barnett:** J'invoque le Règlement.

**Le président:** Monsieur Barnett invoque le Règlement.

**M. Barnett:** J'ai écouté quelques-unes des remarques qui ont été faites et un certain nombre d'entre elles portent sur le fait que M<sup>lle</sup> MacDonald soit témoin. J'aimerais qu'il soit clair pour le Comité qu'il y ait une distinction à faire entre quelqu'un qui comparait en tant que député de la Chambre devant ce Comité. Cette distinction doit toujours être nette lorsque nous avons également un ministre qui est un député qui comparait devant nous et quelqu'un qui est appelé devant nous. Je pense qu'il y a une distinction très nette et que cette distinction implique M<sup>lle</sup> MacDonald; elle y va comme n'importe quel autre député de la Chambre des communes, ministre ou particulier de dire tout ce qu'elle a envie de dire ou de ne pas dire ce qu'elle n'a pas envie de dire et que certaines des repiques qui ont été changées pour défendre les droits de M<sup>lle</sup> MacDonald sont tout à fait inutiles car elle n'est pas un témoin devant le Comité. On lui a demandé de comparaître et elle a accepté de venir. Nous sommes ici pour entendre ce qu'elle a à dire. Si elle ne veut pas répondre à ma question ou à la question d'une autre personne elle peut dire poliment d'aller au...

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** J'espère bien m'exprimer toujours poliment.

**Le président:** Il me semble que les membres du Comité devraient toujours avoir à l'esprit ce genre de conduite. Bien sûr les membres ont le droit de poser des questions. Libre au président de décider si elles sont recevables et libre au témoin de répondre ou non de la manière qui lui convient.

[Texte]

Mr. Marchand.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** I asked my question, Mr. Chairman. I thought it was very much in order and I thought a very relevant question to the whole thing to determine how the police officers in fact found out how they should approach Miss MacDonald about some information anyway. If she does not have any knowledge about that, we will talk to the police officers or somebody else who do know. I am trying.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** I found your original question quite convoluted, if I may say so. If you are asking me if I know why they were there they made it very clear to me as to why they were there. They were there to ask me if I knew anything about the missing files from the Department of Indian Affairs and I told them no.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Did they tell you how they found out about the missing files?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Who? The police?

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** How did they decide to go to your office to ask you about the missing files?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** They did not. They did not explain it at all and I thought that I had made it clear in earlier statements that when I was called from my office at 11:05 in the House of Commons to be told that the police were there I was shocked to the point where as soon as I could I went to speak to the Speaker about it. I did not know why the police singled me out and they gave me no indication as to why.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Did a member of your staff indicate to you why they might be there?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** No, not in the least because no member of my staff was aware that the police were coming and at no time did any member of my staff ask that police come to my office. I say this regardless of what you may have read in the newspapers but I do not always take that to be the final word.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** We could probably get things from other witnesses who may have been involved in the direct conversations or alleged direct conversations.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Are you going to call the journalists, Len?

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** No, not the journalists. There are other people who were involved. They should be heard—the police officers.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** To my knowledge, Mr. Marchand, the only person who has made that statement is the Solicitor General.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** We can find this out. I think we will all agree with Colonel Currie that there was a goof in following procedures with the entry of the police officers in the building. He admitted it very frankly and he said that there was a goof. Beyond this goof, the police officers supposedly went to your office. I would like to know how they gained admittance to your office. Were they invited into your office? Did they just

[Interprétation]

Monsieur Marchand.

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** J'ai posé ma question, monsieur le président. Je pensais qu'elle était tout à fait recevable et je pensais que c'était une question pertinente pour l'ensemble de la question afin de savoir comment les officiers de police ont découvert en vérité comment ils devaient s'y prendre avec M<sup>re</sup> MacDonald pour obtenir certains renseignements de toute manière. Si elle n'a pas connaissance de cela, nous parlerons aux officiers de police ou à ceux qui sont au courant. Je fais des efforts.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Votre question originale m'a parue plutôt contournée, si je puis m'exprimer ainsi. Si vous me demandez si je sais pourquoi ils se trouvaient là ils m'ont clairement laissé entendre pourquoi ils s'y trouvaient. Ils étaient là pour me demander si je savais quelque chose des documents manquant du ministère des Affaires indiennes et je leur ai dit que non.

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Vous ont-ils dit comment ils ont découvert l'absence de ces documents?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Qui? La police?

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Comment ont-ils décidé d'aller à votre bureau pour vous poser des questions sur ces dossiers manquant?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Non, ils ne m'ont rien expliqué du tout et il me semblait vous l'avoir clairement dit dans mes déclarations préalables: lorsqu'on m'a appelée de mon bureau à 11 h. 05 à la Chambre des communes pour me dire que la police s'y trouvait j'ai été scandalisée que dès que j'ai pu je suis allée en parler avec l'Orateur. Je ne savais pas pourquoi la police m'avait choisie et aucune de ces raisons ne m'avait été indiquées.

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Aucune de vos employées vous a laissé entendre pour quelle raison ils pouvaient se trouver là?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Non, pas du tout car aucune de mes employées ne savait que la police allait venir et mes employées n'ont demandé à aucun moment à la police de venir à mon bureau. Je dis cela sans considération de ce que vous avez pu lire dans les journaux car je ne crois pas toujours ce qu'ils disent, comme parole d'évangile.

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Nous pourrions sans doute obtenir certains renseignements d'autres témoins qui auraient pu avoir part aux conversations de personne à personne ou prétendues conversations de personne à personne.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Allez-vous faire venir les journalistes, Len?

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Non, pas les journalistes, d'autres personnes qui y ont pris part. On devrait les entendre, je veux parler des officiers de police.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** A ma connaissance, monsieur Marchand, la seule personne qui a fait cette déclaration est le solliciteur général.

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Il est facile de le vérifier. Je pense que nous serons tous d'accord avec le colonel Currie pour dire que l'on a fait erreur par la suite lorsque les officiers de police sont entrés dans l'édifice. Il l'a admis très franchement et il a dit qu'il y a eu erreur. Malgré l'erreur, les officiers de police sont soit-disant entrés dans votre bureau. J'aimerais savoir comment ils ont pu être admis dans votre bureau. Y ont-ils été invités?



[Text]

walk into your office? How did they get into your office, in the first instance?

**The Chairman:** She was not there.

• 2035

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** I was not there.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** So you do not know how they gained admittance?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** I have been told how they gained admittance.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Tell us how you were told they gained admittance.

**The Chairman:** Order, please. Order, please.

**An hon. Member:** Through the window.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** I can tell you, the same way they came in the second time.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Just a minute, just a minute. Did they barge in? Did they break in?

**The Chairman:** Order, please.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Did they cause an interrogation or did a member of your staff politely ask them to come in, to sit down and have a chat? Did they enter in some other manner? This is a serious question.

**The Chairman:** I am sorry, Miss MacDonald, but I would like to invite you not to answer this question. For the same reason, we are not going to ask why you just stated that you were not there. Anything you might say would be something that you have heard from someone else and this is why I believe we should not as a witness. . .

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Does he want to know how they came in the second time?

**The Chairman:** Yes. I would accept your question about the coming of the police officers the second time when, as she has stated, she was in her office.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Okay. That is fine. The second time they were there at your invitation. I think it is very clear how they arrived there the second time. I have no further questions. I think some of the real questions are how the whole thing started.

**The Chairman:** Mr. O'Connor.

**Mr. O'Connor:** I have just one short question, Mr. Chairman. Miss MacDonald, through you, Mr. Chairman, you indicated in your statement that the police officers expressed some bewilderment when you advised them that there were certain rights and privileges of members of Parliament and that they may have breached them. Is that correct?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** They stated that they did not know about this.

[Interpretation]

Ce sont-ils contents d'entrer? Comment sont-ils parvenus à votre bureau, en tout premier lieu?

**Le président:** Elle n'était pas là.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Je n'y étais pas.

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Vous ne savez donc pas comment ils y ont été admis?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** On m'a dit comment ils avaient été admis.

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Dites-nous ce qu'on vous a dit à ce sujet.

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît, à l'ordre, s'il vous plaît.

**Une voix:** Par la fenêtre.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Je puis vous dire qu'ils y sont venus de la même manière qu'ils y sont entrés la deuxième fois.

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Un instant, un instant. Se sont-ils interposés? Ont-ils forcé l'entrée?

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Ont-ils provoqué une interrogation ou une de vos employés les a-t-elle poliment invités à entrer, à s'asseoir et à discuter? Sont-ils entrés d'une autre façon? C'est une question importante.

**Le président:** Je suis désolé, mademoiselle MacDonald, mais j'aimerais vous inviter à ne pas répondre à cette question. Pour la même raison, nous n'allons pas vous demander pourquoi vous avez simplement dit que vous ne vous trouviez pas là. Tout ce que vous pourriez dire serait quelque chose que quelqu'un vous aurait dit et c'est pourquoi je pense que nous ne devrions pas demander à un témoin. . .

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Veut-il savoir comment ils sont entrés la deuxième fois?

**Le président:** Oui. J'accepte votre question sur l'entrée des officiers de police la deuxième fois lorsqu'elle se trouvait dans son bureau, comme elle l'a dit.

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** D'accord. C'est parfait. La deuxième fois qu'ils sont venus sur votre invitation. Je pense que l'on sait comment ils sont arrivés la deuxième fois. Je n'ai pas d'autres questions. Je pense que les vraies questions seraient de savoir comment tout cela a commencé.

**Le président:** Monsieur O'Connor.

**M. O'Connor:** J'ai une brève question, monsieur le président. Mademoiselle MacDonald, par votre entremise, monsieur le président, vous avez dit dans votre déclaration que les officiers de police ont exprimé un certain étonnement lorsque vous leur avez dit que les députés ont certains droits et privilèges et qu'ils pouvaient y avoir porté atteinte. Est-ce exact?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Ils m'ont dit qu'ils ne savaient pas cela.

## [Texte]

**Mr. O'Connor:** Is it your evidence then, and are you convinced that they were in your office without malice and without intention to breach your privilege?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** In the case of the two people who were in my office at that time, at the second visit—I am not talking about the first, but of the second visit—they were there at my invitation. They did know that they had come earlier without an invitation, but they were also unaware that they had to go through any procedures before they came to my office.

**Mr. O'Connor:** Do you believe from their reaction, from what they said that they were, in fact, telling the truth, then?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Yes, I have no reason to doubt it.

**The Chairman:** Mr. Poulin.

**Mr. Poulin:** Thank you, Miss MacDonald, for appearing before the Committee. Like you and like all members, I think the rights, privileges and immunities that we enjoy as members of Parliament are serious matters. We are, as citizens of this land, not above the rights and obligations of adhering to the law generally and these privileges we have, as members of Parliament are to perform our duties without interruption.

I understand, Miss MacDonald, from some enquiries I have made that on the morning of the alleged incident, or the incident about which we have heard here today, there was a call made from a member of your staff to a member of the Department of Indian Affairs and the essence of that conversation was, "I have information in respect of stolen files, what should I do about it, or what can be done about it?" That was the essence of the conversation. The Indian Affairs official said, "I do not know. I will telephone you back." There was another telephone call made...

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I wonder if we might ask Mr. Poulin, on a point of order, if he would identify the source of that information.

**The Chairman:** I believe at this...

**Mr. Poulin:** I am putting a question. The second telephone call was subsequently made also by a member of your staff...

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Was it Len Marchand who told you that?

**Mr. Poulin:**... and by the time the second telephone call was received by the official in the Indian Affairs Department, the three police officers were there and there was a discussion as to "what happens if I come into possession of stolen files?" The police officers were in the room at the time. Now, my understanding is that, as a result of that, the inquiry originally coming from your office—what is in the files; and what happens if we come in possession of them—is a perfectly normal question to ask, and that the police officers, in the course of their obligation to investigate the theft of papers, then came to the West Block, the Wellington Street entrance, gained entrance by showing their credentials to the officer on duty, and then went up to your office, Miss MacDonald, and were invited into the inner office, at which time you were called.

## [Interprétation]

**M. O'Connor:** En conséquence, affirmez-vous et êtes-vous convaincue qu'ils se trouvaient dans votre bureau sans vouloir mal faire et sans intention de porter atteinte à vos privilèges?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Dans le cas des deux personnes qui se trouvaient dans mon bureau à ce moment-là, lors de la deuxième visite, je ne parle pas de la première, mais de la deuxième, ils s'y trouvaient sur mon invitation. Ils savaient qu'ils étaient venus préalablement sans y être invités, mais ils ne savaient pas qu'il y avait certaines procédures à suivre avant d'entrer dans mon bureau.

**M. O'Connor:** D'après la réaction, pensez-vous d'après ce qu'ils ont dit, qu'ils disaient la vérité?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Oui. Je n'ai pas de raison d'en douter.

**Le président:** Monsieur Poulin.

**M. Poulin:** Merci, mademoiselle MacDonald, pour avoir comparu devant le comité. Comme vous-même et comme tous les députés, je pense que les droits, les privilèges et les immunités dont nous jouissons en tant que députés sont des questions importantes. En tant que citoyens de ce pays, nous ne sommes pas au-dessus des droits et des obligations de respecter la loi de manière générale et ces privilèges que nous avons en tant que députés nous permettent de remplir nos fonctions sans être interrompus.

Je crois comprendre, mademoiselle MacDonald, d'après certaines recherches que j'ai faites, que le matin du prétendu incident, ou de l'incident, dont nous avons parlé aujourd'hui, une de vos employés a appelé un employé du ministère des Affaires indiennes et l'essentiel de la conversation a été de «j'ai quelques renseignements concernant des documents volés, que devrais-je faire ou que peut-on faire à ce sujet?». C'était la partie principale de la conversation. L'employé des Affaires indiennes a dit «Je ne sais pas. Je vous rappellerai.» Il y a eu un autre appel téléphonique...

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je me demande si l'on pourrait savoir de M. Poulin, en vertu du règlement, quelle est la source de ce renseignement.

**Le président:** Je pense que...

**M. Poulin:** Je pose une question. Le deuxième appel téléphonique a par la suite été fait également par une de vos employés...

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-ce Len Marchand qui vous a dit cela?

**M. Poulin:** Et au moment où le deuxième appel téléphonique a été reçu par l'employé des Affaires indiennes les trois officiers de police étaient dans le bureau et on y discutait de «ce qui arrive lorsque l'on entre en possession de documents volés.» Les officiers de police étaient dans la pièce à ce moment-là. Je crois comprendre qu'à la suite d'une enquête provenant à l'origine de votre bureau, que de demander ce qui se trouve dans les dossiers et ce qui se produira si nous entrons en possession de ces dossiers, constitue une question normale et que les agents de police, dans leur travail d'enquête sur le vol des documents se sont rendus à l'édifice de l'Ouest par l'entrée de la rue Wellington, ont été admis en montrant leur identité au gardien, se sont rendus dans votre bureau, mademoiselle MacDonald, et ont été invités à entrer, au moment où vous avez été appelée.

[Text]

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): You know a lot more about it than I do, Mr. Poulin.

• 2040

Mr. O'Connor: On a point of order, Mr. Chairman, I was just wondering whether we are going to have an opportunity to cross-examine Mr. Poulin.

The Chairman: Mr. Poulin, do you have some questions to ask?

Mr. Poulin: Miss MacDonald, do you know whether those facts that I have recited are accurate or not?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I would think they are not accurate.

Mr. Poulin: Has any member of your staff told you that a member of your staff made two telephone calls to Indian Affairs that day?

Mr. Nielsen: Mr. Chairman, that is a totally improper question and I suggest that members of this Committee...

Mr. Poulin: The Chairman,...

Mr. Nielsen: I am raising a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Nielsen, on a point of order.

Mr. Nielsen: On a point of order, I think the member that asked that question is not only jeopardizing his rights but all the members' rights when we, the Committee, start embarking on a general inquiry into conversations that take place between a member and his staff. That is going a little bit too far.

Mr. Poulin: Surely a member of a member's staff is an official of the government.

Mr. Nielsen: Surely, Mr. Chairman, we should not be permitting that kind of thing.

The Chairman: Order, please.

Mr. Poulin: I do not see what there is to hide.

The Chairman: Order, please.

Mr. Nielsen: There is not anything to hide. It is just the principle of getting into a matter to the extent where you...

The Chairman: Mr. Benjamin, on the same point of order.

Mr. Benjamin: Yes, Mr. Chairman. I am not particularly interested at this meeting, and I do not think any other member of the Committee should be, as to the whys and the wherefores of files that may or may not have been stolen or the whys and the wherefores of any telephone conversations that may have been made about the files. I submit, and I was very careful in wording my only two questions to Miss MacDonald, that the only question that would be in order concerning telephone calls or anything else, or any other conversations between Miss MacDonald and a member of her staff with anyone else, would be one related to whether or not there was any implied understanding, permission, request or acknowledgement of a visit by the police to her office, and that is all that is germane to the purpose of this Committee. And if the hon. Member, Mr. Poulin, want to ask questions about telephone calls, it seems to me that they are only in order if they seek to ascertain whether or not there was any understanding, request, implication, or anything of that nature

[Interpretation]

Mlle MacDonald (Kingston et les îles): Vous en savez beaucoup plus que moi, monsieur Poulin.

M. O'Connor: J'invoque le règlement, monsieur le président, je me demandais simplement si nous aurons la possibilité de contre-interroger M. Poulin.

Le président: Monsieur Poulin, avez-vous des questions à poser?

M. Poulin: Mademoiselle MacDonald, pouvez-vous me dire si les faits que j'ai indiqués sont exacts ou non?

Mlle MacDonald (Kingston et les îles): Je crois qu'ils ne sont pas exacts.

M. Poulin: Est-ce qu'une personne de votre personnel vous a dit qu'une personne de votre personnel avait fait deux appels téléphoniques ce jour aux Affaires indiennes?

M. Nielsen: Monsieur le président, il s'agit là d'une question tout à fait inappropriée et je propose que les membres du présent Comité...

M. Poulin: Le président...

M. Nielsen: Je soulève une question de règlement, monsieur le président.

Le président: Monsieur Nielsen vous avez la parole pour une question de privilège.

M. Nielsen: Au sujet de cette question de privilège, je crois que le député qui a posé cette question ne fait pas seulement que nuire à ses propres droits, mais à tous les droits des députés lors que nous, à titre de Comité, nous nous lançons dans une enquête sur des conversations qui se sont passées entre un député et son personnel. C'est aller un peu loin.

M. Poulin: Il n'est pas de doute qu'un membre du personnel d'un député est un fonctionnaire du gouvernement.

M. Nielsen: Il n'y a pas de doute, monsieur le président, que nous ne devrions pas permettre ce genre de question.

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Poulin: Je ne vois pas ce qu'il y a à cacher ici.

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Nielsen: Il n'y a rien à cacher. C'est tout simplement une question de principe, soit d'aller dans ces détails où vous...

Le président: Monsieur Benjamin, au sujet de la même question de règlement.

M. Benjamin: Oui, monsieur le président. Je ne suis pas tellement intéressé ici, et je ne crois pas que les autres membres du Comité le sont, de savoir tout au sujet des dossiers qui ont pu ou ont pu ne pas être volés ou à connaître les détails des conversations téléphoniques qui ont pu avoir lieu au sujet de ces dossiers. Je prétends, et j'ai bien soigneusement établi les termes des deux questions que j'ai posées à M<sup>lle</sup> MacDonald, que la seule question recevable concernant les appels téléphoniques ou toute autre chose ou toute autre conversation entre M<sup>lle</sup> MacDonald et un membre de son personnel avec toute autre personne serait la question qui se rapporterait à la question de savoir si oui ou non il y a eu entente, permission, requête ou reconnaissance au sujet de la visite effectuée par la police dans son bureau, et c'est tout ce qui intéresse le Comité. Et si l'honorable député, M. Poulin, veut poser des questions au sujet d'appels téléphoniques, il me semble qu'elles ne seront recevables que si ces questions ont pour but de s'assurer si oui ou non il y a eu



## [Texte]

as to the propriety of the visit of those policemen to Miss MacDonald's office—and nothing else.

**Mr. Poulin:** Yes, Mr. Chairman, and, if I may speak on that point of order, I would add another word to what Mr. Benjamin has said, or "explanation" for what might otherwise be without an explanation an unwarranted, unnecessary, and indeed an intrusion. Now we have here a criminal event, namely the theft of certain government files. The police officers were investigating this, which is their duty. Now if in the pursual of their duty they, in following a lead, come to the office, upon an inquiry made from some person in the office as to what happens with files if they get them, certainly they are indeed performing their duty, and they would be remiss if they did not do so. And this would be an explanation as to why Colonel Currie said "we goofed". Well, maybe Colonel Currie goofed. But the police officers, and I think Miss MacDonald has very candidly said so, were not aware that they were infringing any privilege. As a matter of fact, from the evidence I hear, they engaged the proper procedures, showed their identification, and went in.

But why did all this start? We did not start it. I certainly had nothing to do with starting it. But it hit the headlines across Canada that a fundamental right of Parliamentarians had been infringed. I think it is important to know why it started, where it started, and if there was an infringement.

**The Chairman:** Gentlemen, in all fairness to the witness we have this evening, I hope the members will stop making statements about many things. I believe we should ask the witness straight and direct questions related to the terms of reference that we have before us. I will decide, if you allow me to continue to act as Chairman, if questions are or are not in order, but I do not want three, four or five members discussing the legality and the propriety of some questions asked. I also hope that members believe that we have a very good witness in the person of Miss MacDonald. She is quite capable of defending herself. I am not trying to make a fuss about questions that are asked, and I believe we can proceed very fast in this regard.

• 2045

**Mr. Poulin:** Thank you, Mr. Chairman, I do not want to put words in the mouth of the honourable member, but did I understand you to say, with respect to the facts that I related, that you had no knowledge of any telephone calls emanating from your office to Indian Affairs on that day?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** No, I think I already answered Mr. Marchand on that question.

**Mr. Poulin:** Yes. And if there were calls, Miss MacDonald, you did not know about them.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** No, I said that the information about the files was relayed to my office in telephone conversations from the department.

## [Interprétation]

entente, requête, etc. au sujet du caractère acceptable ou non de la visite faite par ces agents de police au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald. Les questions ne doivent pas se rapporter à autre chose.

**M. Poulin:** Oui, monsieur le président, et toujours au sujet de cette question de règlement, j'ajouterai un autre mot à ce que M. Benjamin a dit ou expliqué au sujet de ce qui autrement sans explication constituerait un acte injustifié, en fait une intrusion. D'autre part, il s'agit ici d'un acte criminel, soit le vol d'un certain dossier gouvernemental. Les agents de police faisaient enquête à ce sujet, ce qui est leur travail. Maintenant, si dans l'accomplissement de leur travail, ils se sont rendus à ce bureau à la suite d'une enquête faite par quelques personnes de ce bureau au sujet de ces dossiers, il n'y a pas de doute qu'ils accomplissaient leur tâche et qu'ils auraient été négligents de ne pas le faire. Et ceci devrait expliquer pourquoi le colonel Currie a dit: «Nous avons fait une gaffe». Peut-être que le colonel Currie s'est trompé, mais les agents de police, et je crois que M<sup>lle</sup> MacDonald l'a franchement admis, n'avaient pas conscience qu'ils violaient un privilège. En fait, d'après les témoignages que j'ai entendus, il ont suivi les procédures appropriées, indiqué leur identité et sont entrés.

Mais par quoi tout ceci a-t-il commencé? Ce n'est pas nous qui l'avons commencé? Certainement je n'avais rien à faire avec cette affaire, mais on a publié dans tout le Canada qu'un droit fondamental des parlementaires avait été violé. Je crois qu'il est important de savoir pourquoi cette affaire a commencé, où elle a commencé et ce qui est important de savoir, s'il y a eu violation.

**Le président:** Messieurs, pour rendre justice au témoin qui est ici ce soir, j'espère que les députés arrêteront de faire des déclarations sur tout ordre de question. Je crois que nous devrions poser au témoin des questions directes dans le cadre du mandat qui nous a été déferé. Je déciderai, si vous me permettez de continuer à agir à titre de président, et si les questions sont oui ou non recevables mais je ne veux pas que trois, quatre ou cinq députés discutent de la légalité et de la nature appropriée de certaines questions posées. J'espère aussi que les députés considèrent que M<sup>lle</sup> MacDonald est un très bon témoin. Elle peut fort bien se défendre et je crois que nous pourrions avancer rapidement.

**M. Poulin:** Merci, monsieur le président. Je n'aimerais pas faire dire à l'honorable député ce qu'il n'a pas dit mais je crois avoir compris que vous avez indiqué au sujet des faits que j'ai cités que vous n'aviez aucune connaissance qu'il y ait eu des appels téléphoniques en provenance de votre bureau et à destination des Affaires indiennes ces jours-là?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Non, je crois avoir déjà répondu à ceci à M. Marchand.

**M. Poulin:** Oui. Et s'il y a eu des appels téléphoniques, mademoiselle MacDonald, vous n'en avez pas eu connaissance.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Non, j'ai indiqué que les renseignements concernant les dossiers ont été fournis à mon bureau par des conversations téléphoniques du Ministère.

[Text]

Mr. Poulin: Yes, and...

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I have never said that there were no telephone calls. The implication of your remarks, if I may say so, was that the request originated from my office. There was no such request from my office, and particularly in that it would have to come from me. There was no request on my part at all.

Mr. Poulin: Yes.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Or any implication or indication on my part that there were any files that were going to come into my possession or into my office, or in any other way arrive at my office...

Mr. Poulin: Right.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): ... that would give the police any understanding that they should come to my office to try to find them.

Mr. Poulin: Yes.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): There was absolutely nothing of this kind.

Mr. Poulin: Miss MacDonald, do I understand you to say, therefore, that you had no conversation with respect to these missing files with any official in the Indian Affairs Department, you personally?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): None.

Mr. Poulin: None whatever. And if any conversations emanated from your office, from a member of the staff of your office, you do not know about them if they originated from your staff.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I am sorry, perhaps you were not listening when I...

An hon. Member: He is just hard to get through to.

An hon. Member: He is hard to convince.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): They asked me who had informed me of the missing documents and I told them that this information had been relayed to my office by an executive assistant in the Department of Indian Affairs and Northern Development. That came through a telephone call to my office, yes.

Mr. Poulin: Yes. As far as you know the call originated from Indian Affairs to your office. Is that correct?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): The telephone call, yes. The information came from the department.

Mr. Poulin: No, who returned the call, your office...

Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo): The call could come from your office...

[Interpretation]

M. Poulin: Oui, et...

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je n'ai jamais dit qu'il n'y avait pas eu d'appels téléphoniques. Vos remarques laissent entendre, si je puis dire, que la requête provenait de mon bureau. Mais mon bureau n'a fait aucune demande de ce genre et surtout du fait qu'une telle demande aurait dû venir de moi. Alors, je n'ai fait aucune requête.

M. Poulin: Oui.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Et je n'ai laissé aucunement entendre ni fourni aucune indication comme quoi des dossiers devaient m'être remis ou à mon bureau ou parvenir à mon bureau de toute autre façon...

M. Poulin: Très bien.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): ... qui aurait pu faire croire à la Police qu'elle devait se rendre dans mon bureau pour essayer de les trouver.

M. Poulin: Oui.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Il n'y a eu rien de fait de ce genre.

M. Poulin: Mademoiselle MacDonald, est-ce que je dois comprendre d'après ce que vous avez dit, qu'au sujet de ces dossiers manquants vous n'avez eu aucune conversation téléphonique avec des fonctionnaires du ministère des Affaires indiennes?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): C'est exact.

M. Poulin: Aucune conversation. Est-ce qu'il y a eu des conversations en provenance de votre bureau, en provenance d'un membre du personnel de votre bureau, vous n'en avez pas eu connaissance?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je m'excuse, peut-être n'avez-vous pas écouté lorsque je...

Une voix: C'est tout simplement qu'il est difficile de lui faire comprendre ceci.

Une voix: On a du mal à le convaincre.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Ils m'ont demandé qui m'avait prévenu qu'il y avait des documents qui manquaient et je leur ai dit que ces renseignements avaient été fournis à mon bureau par un adjoint de direction du ministère des Affaires indiennes et du Nord. Ces renseignements ont été fournis par téléphone à mon bureau.

M. Poulin: Oui. D'après ce que vous savez, l'appel téléphonique fait à votre bureau venait des Affaires indiennes?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): L'appel téléphonique, oui. Les renseignements venaient du ministère.

M. Poulin: Non, d'où provenait l'appel, de votre bureau...

M. Marchand (Kamloops-Cariboo): L'appel pouvait provenir de votre bureau...

[Texte]

**The Chairman:** Order.

**An hon. Member:** Are you telling Edgar Bergen or Charlie McCarthy?

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Laugh all you want, but it is ...

**The Chairman:** Order, please.

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, I would like to follow the question.

**The Chairman:** Yes, but I hope that Miss MacDonald will not answer two questioners at the same time.

**Mr. Poulin:** will you continue.

**Mr. Poulin:** Yes. Miss MacDonald, on the day of the incidents, Tuesday, September 4, in the morning between 9 and 11 o'clock, did any calls originate from your office, to your knowledge, by a member of your staff to the departmental officials inquiring with respect to the stolen files?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** No, they did not. If I may enlarge on that I will say that there were calls which originated from my office but they had nothing to do with stolen files.

**Mr. Poulin:** All right.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** In fact, the people to whom the calls were placed were not in their offices. I think they may have arrived rather late at the office of the Indian Affairs Department, but at the time they were placed the people to whom the calls were made were not in their offices.

**Mr. Poulin:** They were not in. So, if any calls did emanate from or originate in your office to the Indian Affairs Department with respect to the stolen files—I understand there were two calls that day—if some member of your staff did it, it was without your knowledge. Am I correct? You just said you were not aware of any calls, so if any calls originated from your office ...

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** I did not say I was not ...

**Mr. Poulin:** You said you were not aware of any calls originating in your office, so if they did it was without your knowledge.

• 2150

**The Chairman:** Before you answer, Miss MacDonald ...

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** You are not even listening.

**The Chairman:** Order, please. Before you answer, Miss MacDonald ...

**Mr. Poulin:** You know more about me than I know about you.

**The Chairman:** Order, please. I did accept your question, Mr. Poulin, just because you asked Miss MacDonald if she was aware of, to her knowledge ...

[Interprétation]

**Le président:** A l'ordre.

**Une voix:** Edgar Bergen ou Charlie McCarthy?

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Dites ce que vous voulez, mais ...

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**M. Poulin:** Monsieur le président, j'aimerais continuer cette question.

**Le président:** Oui, mais j'espère que M<sup>lle</sup> MacDonald ne répondra pas à deux personnes qui posent des questions à la fois.

Monsieur Poulin, voulez-vous bien continuer.

**M. Poulin:** Oui, Mademoiselle MacDonald, le jour de cette affaire, le mardi 4 septembre entre 9 h 00 et 11 h 00 du matin, est-ce qu'il y a eu des appels téléphoniques faits par un membre de votre personnel à des fonctionnaires au sujet des dossiers volés?

**Miss MacDonald (Kingston et les Îles):** Non. J'ajouterais qu'il y a eu des appels téléphoniques faits par mon bureau alors mais qui n'avaient rien à voir avec les dossiers volés.

**M. Poulin:** Très bien.

**Miss MacDonald (Kingston et les Îles):** En fait, les appels qui ont eu lieu l'ont été à des personnes qui étaient absentes de leur bureau. Je pense que ces personnes sont arrivées plus tard dans leur bureau du ministère des Affaires indiennes mais au moment où ces appels ont été faits ces personnes n'étaient pas dans leur bureau.

**M. Poulin:** Elles n'étaient pas dans leur bureau. Donc, s'il y a eu des appels téléphoniques en provenance de votre bureau à destination du ministère des Affaires indiennes au sujet de ces dossiers volés, je crois comprendre qu'il y a eu des appels faits cette journée-là, si quelque membre de votre personnel les a faits, c'était à votre insu. Est-ce exact? Vous venez de dire que vous n'avez pas eu connaissance d'appels qui aient été faits, donc s'il y a eu des appels en provenance de votre bureau ...

**Miss MacDonald (Kingston et les Îles):** Je n'ai pas dit que je n'étais pas ...

**M. Poulin:** Vous avez indiqué que vous n'étiez pas au courant d'appels téléphoniques ayant été faits en provenance de votre bureau. Donc, s'il y en a eu, c'était à votre insu.

**Le président:** Avant de répondre, mademoiselle MacDonald ...

**Miss MacDonald (Kingston et les Îles):** Vous n'écoutez même pas.

**Le président:** A l'ordre. Avant de répondre, mademoiselle MacDonald ...

**M. Poulin:** Vous me connaissez mieux que je ne vous connais.

**Le président:** A l'ordre. Monsieur Poulin, je n'ai accepté votre question que parce que vous aviez demandé à M<sup>lle</sup> MacDonald si elle savait ...



[Text]

Miss MacDonald (Kingston and he Islands): I do want to correct that last statement if Mr. Poulin cannot leave it under that point. He asked me if I was aware of any calls "which had" and then went on to say what they had done. I said I was not aware of any calls which had asked about stolen documents.

Mr. Poulin: Yes, all right.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I did not say that I was not aware of any calls—period.

Mr. Poulin: You already have indicated that, yes.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Right. And then you came back: you just said that I was not aware of any calls.

Mr. Poulin: Yes, well, you did not let me finish my question then.

Mr. Nielsen: I think the only time you open your mouth is to change feet.

Mr. Poulin: Who is that member who just spoke? What is his name?

Mr. Clark (Rocky Mountain): McIlraith.

Mr. Poulin: Miss MacDonald, you are aware and I guess you were aware but I will ask you: were you aware at the time you received the call from your office while you were in the opposition lobby of the purpose of the police officers for visiting on the first occasion?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): No. I said earlier, in response again to this same question, that when the police phoned me they said they were there. I read it in my statement and I will read it again. The police officer who spoke with me said that he and his colleagues wished to question me about certain documents which were missing from the Department of Indian Affairs and Northern Development.

Mr. Poulin: Yes. So, they told you the purpose of their visit.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That is right.

Mr. Poulin: That is what I said. You were aware when they told you that they were there to investigate it.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): While they were there, yes. Then they told me.

Mr. Poulin: You made an appointment for them and arranged that they would come some one and one-half hours later, at about 12.30 p.m., to see you in your office.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes, I told them that I knew nothing about the missing documents but I wanted to help their investigation as much as I could and if they would come back at 12.30 p.m. I would see them then.

Mr. Poulin: Yes, and, at the time, you arranged for them to come back at 12.30 p.m., you had no idea what questions they may have asked of members of your staff or how they had gained access to your office. You did not know this, did you?

[Interpretation]

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je voudrais corriger cette dernière déclaration, si M. Poulin ne veut pas la maintenir. Il m'a demandé si j'avais connaissance d'appels «qui auraient», puis il a dit ce qui se serait passé. J'ai dit que je n'avais connaissance d'aucune conversation téléphonique pendant laquelle on aurait posé des questions au sujet de documents volés.

M. Poulin: Très bien.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je n'ai pas dit que je n'avais pas connaissance d'appels.

M. Poulin: Vous avez déjà indiqué cela, en effet.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): En effet. Puis vous êtes revenu là-dessus et vous avez affirmé que je n'avais connaissance d'aucun appel.

M. Poulin: Mais vous ne m'avez pas laissé terminer ma question.

M. Nielsen: A chaque fois que vous ouvrez la bouche c'est pour changer d'avis.

M. Poulin: Qui vient de parler? Quel est le nom du député?

M. Clark (Rocky Mountain): M. McIlraith.

M. Poulin: Mademoiselle MacDonald, je vais vous demander si, au moment où votre bureau vous a appelé, pendant que vous étiez dans le groupe d'opposition, vous connaissiez la raison pour laquelle les agents de police avaient pénétré dans votre bureau la première fois?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Non. J'ai déjà dit, en réponse à la même question, que lorsque les agents de police m'ont téléphoné, ils ont dit qu'ils étaient là. Ceci figure dans ma déclaration et je peux vous la relire. L'agent de police qui m'a parlé m'a affirmé qu'avec son collègue il voulait me poser certaines questions au sujet de documents qui avaient disparu du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.

M. Poulin: Oui. Les agents de police vous ont donc dit l'objet de leur visite.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): C'est juste.

M. Poulin: C'est ce que je disais. Vous connaissiez l'objet de leur visite lorsqu'ils vous ont dit qu'ils désiraient vous poser des questions.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Tant qu'ils étaient là, oui. Ils me l'ont dit ensuite.

M. Poulin: Vous avez pris rendez-vous avec eux pour les rencontrer environ une heure et demie plus tard, soit à environ 12 h 30, dans votre bureau.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): En effet, je leur ai dit que je n'avais aucune connaissance de documents disparus mais que je désirais les aider dans leur enquête, dans la mesure du possible, et qu'à cette fin ils pourraient revenir me voir à 12 h 30.

M. Poulin: En effet, et vous vous êtes mise d'accord avec eux pour qu'ils reviennent à 12 h 30; vous n'aviez alors aucune idée des questions qu'ils auraient pu poser aux membres de votre personnel et vous ne saviez pas comment ils avaient pu avoir accès à votre bureau. Vous ne le saviez pas, n'est-ce pas?

**[Texte]**

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** From the time they came back at 12.30 p.m.?

**Mr. Poulin:** No, at the time you made the appointment with them to come back. You did not know then?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** They had not asked any questions at that point.

**Mr. Poulin:** They had asked nothing?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** They did it after.

**Mr. Poulin:** All right, then.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** You see, when they came in, Mr. Poulin—I have sort of detailed it, but I will go over it again.

**Mr. Poulin:** No, I remember what you said.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** They came into my office. They asked to see me. When I was not there, they were put in touch with me. A member of my staff, Miss Gelber, phoned me in the House of Commons and said there were three police officers in my office and I said: would you put one of them on the phone? Then, he proceeded to tell me why they were there.

**Mr. Poulin:** Until you returned then to your office to make the 12.30 p.m. appointment, you did not know what had occurred in your office in your absence; whether they had asked your secretary any improper questions or interrogated her. You did not know what had occurred until you went back up to your office.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Yes, indeed I did, Mr. Poulin.

**Mr. Poulin:** And how did you find out?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** I wonder if I could just clear this up. Would you mind because it is a point. It is the sort of thing that comes into an investigation like this where certain people are peripherally included who should not be. The person to whom you are referring and to whom I am referring is my assistant, Miss Gelber. My secretary, the temporary secretary in my office at that time was in no way involved and the mention of the word "secretary" all the time involves the reputation, the name of another girl who is in no way...

**Mr. Poulin:** We can say Miss Gelber then, I guess.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** And, I wonder if you could refer to my assistant so that there is no...

**Mr. Poulin:** Yes. Certainly, I would be glad to do that.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Thank you.

**Mr. Poulin:** So, before going back to your office, did Miss Gelber or anyone advise you what occurred in your office?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Yes, Miss Gelber sent me...

**[Interprétation]**

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** A partir du moment où ils sont revenus à 12 h 30?

**M. Poulin:** Non, au moment où vous avez pris rendez-vous avec eux pour qu'ils reviennent plus tard. Vous ne le saviez pas alors?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Ils ne m'ont pas posé de questions à ce moment.

**M. Poulin:** Ils ne vous ont rien demandé?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Ils ont posé cette question plus tard.

**M. Poulin:** Très bien.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Voyez-vous, monsieur Poulin, j'ai déjà donné des détails à ce sujet mais je suis disposée à recommencer.

**M. Poulin:** Non, je me souviens de ce que vous avez dit.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Ils sont venus dans mon bureau. Ils dont demandé à me voir. Lorsqu'ils ont vu que je n'étais pas là, on les a mis en contact avec moi. Un membre de mon personnel, M<sup>lle</sup> Gelber, m'a téléphoné à la Chambre des communes et m'a dit qu'il y avait dans mon bureau trois agents de police, ce à quoi j'ai répondu: Donnez-m'en un au téléphone. Ce dernier m'a alors expliqué pourquoi il se trouvait dans mon bureau.

**M. Poulin:** Jusqu'à ce que vous retourniez dans votre bureau à 12 h. 30, vous ne saviez pas ce qui s'y était passé en votre absence, à savoir s'ils avaient posé à votre secrétaire des questions incorrectes ou même s'ils lui avaient posé des questions. Vous ne saviez pas ce qui s'était passé.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Si, je le savais, monsieur Poulin.

**M. Poulin:** Comment l'avez-vous su?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** J'aimerais éclaircir cette question. Dans le cadre d'une enquête de ce genre, on parvient à mentionner certaines personnes, indirectement concernées, qui ne devraient pas être mentionnées. La personne dont vous parlez, et dont j'ai parlé, est mon adjointe, M<sup>lle</sup> Gelber. Ma secrétaire, la secrétaire temporaire qui se trouvait dans mon bureau à ce moment n'a absolument pas été concernée et l'utilisation du mot "secrétaire" entache la réputation d'une autre personne qui n'est absolument pas...

**M. Poulin:** Je suppose donc que nous pouvons alors parler de M<sup>lle</sup> Gelber.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Vous pourriez parler de mon adjointe afin que...

**M. Poulin:** Très bien. Je serais très heureux de le faire.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Merci.

**M. Poulin:** Avant de revenir à votre bureau, M<sup>lle</sup> Gelber ou une autre personne vous a-t-elle avisée de ce qui s'y était passé?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Oui. M<sup>lle</sup> Gelber m'a envoyé...

[Text]

**Mr. Poulin:** Before going back up to your office.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** ... a note in the House of Commons saying that the police had remained and questioned her.

**Mr. Poulin:** Yes. Did she indicate what questions or can you now tell us what questions they asked her in your absence?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Yes, they had asked her whom I had been in contact with in the previous 24 hours, whom I had seen, whom I had talked to. They asked the same questions of her.

**Mr. Poulin:** I asked, what they asked her in your absence.

• 2155

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** That is what I said.

**Mr. Poulin:** They asked you the same thing later on.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** No, no, they asked her about my whereabouts ...

**Mr. Poulin:** Yes.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** ... and also about her whereabouts.

**Mr. Poulin:** In relation to what, Miss MacDonald? Her activities and your activities in the last 24 hours in relation to what, to the files?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** No, to whom we had talked, who we had seen and, particularly, if we had been in touch with any people in the young Indian movement or in the department.

**Mr. Poulin:** Did you receive this note before you went to see Mr. Speaker?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Yes, I did.

**Mr. Poulin:** Did you advise him of the note that you had received?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Yes, I said that my staff had been interrogated.

**Mr. Poulin:** Yes, but you did not tell him in the specific, you just told that.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** No, no, I did not.

**Mr. Poulin:** I see.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** When I spoke to the Speaker I told him that the police had been to my office, had interrogated my staff and it involved a question of missing documents, but that I did not think it was relevant to the discussion I was having with him as to whether or not the police should have been in my office.

[Interpretation]

**M. Poulin:** Avant que vous ne reveniez dans votre bureau.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** ... une note à la Chambre, affirmant que les agents de police étaient restés et lui avaient posé des questions.

**M. Poulin:** Bien. Vous a-t-elle indiqué de quelles questions il s'agissait et pouvez-vous maintenant nous en parler?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Oui, ils lui ont demandé avec qui j'avais eu des contacts pendant les 24 heures précédentes, qui j'avais vu, avec qui j'avais parlé. Ils ont posé les mêmes questions à son sujet.

**M. Poulin:** Je vous ai demandé quelles questions ils vous ont posées pendant votre absence.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** C'est ce que je viens de dire.

**M. Poulin:** Ils vous ont demandé la même chose plus tard.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Non, ils lui ont posé des questions au sujet de mes déplacements ...

**M. Poulin:** Oui.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** ... et au sujet de ses déplacements.

**M. Poulin:** A quel sujet, mademoiselle MacDonald? Ils vous ont posé des questions au sujet de ses activités, de vos activités pendant les dernières 24 heures mais à quel sujet, au sujet des dossiers?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Non; ils ont demandé avec qui nous avions parlé, qui nous avions vu et, plus spécialement, si nous avions eu des contacts avec des membres du Mouvement des jeunes Indiens ou du Ministère.

**M. Poulin:** Aviez-vous reçu cette note avant de vous adresser à M. l'Orateur?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** En effet.

**M. Poulin:** L'avez-vous informé de cette note?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Oui, je lui ai dit que mon personnel avait été questionné.

**M. Poulin:** Oui, mais vous ne lui avez pas donné de détails.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Non.

**M. Poulin:** Je vois.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Lorsque j'ai discuté avec M. l'Orateur, je lui ai dit que la police était venue dans mon bureau, avait interrogé mon personnel et que ceci concernait une question de documents disparus; cependant, je ne pensais pas que ceci était pertinent à cette discussion concernant le fait de savoir si la police devait ou non se trouver dans mon bureau.



[Texte]

**The Chairman:** Mr. Poulin, I will allow you one or two short questions after which I will call . . .

**Mr. Poulin:** Could I have another turn after?

**Mr. Nielsen:** Mr. Chairman, on a point of order, I think, with the consent of the Committee, Mr. Poulin should be given all the time he desires.

**The Chairman:** It is up to the Chairman to decide the way to proceed.

**Mr. Nielsen:** With the consent of the Committee, I would suggest, Mr. Chairman, that you ask Committee members to give Mr. Poulin all the time he desires.

**Some hon. Members:** Agreed.

**Mr. Poulin:** Thank you, Mr. Chairman, and thank you, members. I think, Miss MacDonald, you also referred earlier in your statement to the improper procedure of the Ottawa City Police. Having heard the explanation Sergeant-at-Arms gave the other day and the explanation RCMP Officer Bradley gave, would you not agree that the officers in so far as they were concerned were acting properly?

**The Chairman:** This is precisely, Mr. Poulin, the issue before the Committee and Miss MacDonald could become a member of this Committee and take part . . .

**Mr. Poulin:** No, no, my question was whether the officers so far as they were concerned, from her knowledge, she talked to them, were acting properly.

**The Chairman:** I will not accept this question because you are asking the witness for an opinion, an interpretation or to pass judgment on something that is up to the members of this Committee to decide, after we have listened to the evidence.

**Mr. Poulin:** I think this member is most able to answer it. I think, as a matter of fact, she so indicated before in her statement when she said that the police officers seemed to be totally unaware of any breach or any wrongdoing on their part.

**Mr. Nielsen:** It is disrespectful to challenge the ruling of the Chair.

**The Chairman:** I did not allow the question.

**Mr. Poulin:** Miss MacDonald, I presume, too, you will agree with me that the officers had a duty to follow up any lead they had that might lead them to information which would help them in solving a crime that had been committed in the city.

**The Chairman:** This still is another question that I will not accept.

**Mr. Poulin:** I am not going to ask any further questions, Mr. Chairman, in view of the attitude of the Chair at this time.

**The Chairman:** Mr. Fairweather.

• 2200

**Mr. Fairweather:** I would like to raise a point of order, Mr. Chairman. I hesitate to do so, Mr. Chairman, because I think the point was already made before, but I certainly want the record to show that I also feel very strongly about this point. Miss MacDonald has very graciously and effectively agreed to answer the questions put by Mr. Poulin. While I have great respect for the restraint the Chair has shown with regard to the questions put by Mr. Poulin in so

[Interprétation]

**Le président:** Monsieur Poulin, je vous autoriserai à poser une ou deux brèves questions après quoi . . .

**M. Poulin:** Pourrais-je avoir un autre tour plus tard?

**M. Nielsen:** Monsieur le président, je voudrais faire un rappel au Règlement. Avec le consentement du Comité, je pense que M. Poulin devrait avoir tout le temps de parole qu'il désire.

**Le président:** Il revient au président de décider de la procédure à suivre.

**M. Nielsen:** Avec le consentement du Comité, monsieur le président, je pense que vous pourriez demander aux membres du Comité de donner à M. Poulin tout le temps qu'il désire.

**Des voix:** D'accord.

**M. Poulin:** Merci, monsieur le président, merci messieurs mes collègues. Mademoiselle MacDonald, vous avez également mentionné, dans votre déclaration, la procédure incorrecte de la police de la ville d'Ottawa. Ayant entendu les explications du sergent d'armes, ainsi que celles de l'agent de la Gendarmerie royale Bradley, ne pensez-vous pas que les agents de police agissaient correctement, en ce qui les concerne?

**Le président:** Monsieur Poulin, c'est précisément le problème qui est soumis au Comité et M<sup>lle</sup> MacDonald pourrait devenir membre de ce Comité et prendre part . . .

**M. Poulin:** Non, la question était de savoir si les agents de police, en ce qui les concerne, agissaient correctement.

**Le président:** Je n'accepterai pas cette question car vous demandez au témoin de donner un avis, une interprétation, ou de formuler un jugement sur quelque chose au sujet duquel les membres du Comité devront décider, après avoir entendu tous les témoignages.

**M. Poulin:** Je pense que ce député est tout à fait en mesure de répondre à la question. En fait, je pense que M<sup>lle</sup> MacDonald a répondu à cette question dans sa déclaration lorsqu'elle a dit que les agents de police semblaient totalement ignorants d'un viol quelconque de procédure de leur part.

**M. Nielsen:** Il est irrespectueux de contester une décision du président.

**Le président:** Je n'avais pas autorisé la question.

**M. Poulin:** Mademoiselle MacDonald, je présume que vous serez également d'accord avec moi pour dire que les agents de police avaient le devoir d'enquêter sur toute piste qui pouvait les mener aux renseignements qui leur permettraient de résoudre un délit commis dans la ville.

**Le président:** Voilà une autre question que je n'accepterai pas non plus.

**M. Poulin:** Monsieur le président, étant donné votre attitude, je ne poserai pas d'autres questions.

**Le président:** Monsieur Fairweather.

**M. Fairweather:** Monsieur le président, j'aimerais faire un rappel au Règlement. J'hésite à le faire car je pense que ceci a déjà été mentionné auparavant mais je voudrais que le procès-verbal comporte mon opinion claire à ce sujet. M<sup>lle</sup> MacDonald a très gracieusement accepté de répondre aux questions de M. Poulin. J'ai beaucoup de respect à l'égard des réserves exprimées par la présidence à l'égard des questions soulevées par M. Poulin en ce qui concerne

## [Text]

far as they involve the conversations which take place between a Member of Parliament with members of his or her staff, with other officers of the House, including the Speaker of the House of Commons or for that matter, conversations regarding official business with any person, any Member of Parliament should reserve the right not to be forced to divulge that conversation or have it reflected upon by any other hon. member or let it form the basis of speculation or some kind of hypothetical circumstance which another hon. member may wish to ascribe to it.

My great fear, Mr. Chairman, is that oftentimes around this place, both in the House and in the committees, people are very fond of quoting precedents. I would very much regret if tonight's proceedings served as a precedent for future hearings of a committee or in the House of Commons and in some way forced a member of the House of Commons to divulge the types of conversations to which I have referred and which I regard as privileged.

As much as I always enjoy listening to the comments and questions of the hon. member for Ottawa Centre because, in addition to providing comic relief, it happens to sustain my belief in the party to which I belong, and I take great exception to the premise on which he has based his questions, his assertions, his allegations, his hypothetical pretensions, and, Mr. Chairman, with great respect to you, while you have allowed the questions and while Miss MacDonald has co-operated in answering them, I think that the conversations of any Member of Parliament held in his or her capacity as a Member of Parliament should not be mandatory as evidence before a committee of the House of Commons. I merely wanted to answer that.

**Mr. Poulin:** She does not have to answer anything.

**The Chairman:** I believe the observations made by Mr. O'Sullivan could have been raised if Miss MacDonald had refused to answer any questions. I would like to refer the members to May's edition at page 668, where it says:

When a member submits himself to examination without any order of the House he is to be treated precisely like any other witness and he is not at liberty to qualify his submission by stipulating that he is to answer only such questions as he pleases.

The point you raise could have arisen if she had decided not to answer, but when she decided to answer and nobody contested the way she answered, I believe there is no point of order.

**Mr. Blais:** On a point of order, Mr. Chairman. Would you repeat that citation, please.

**An hon. Member:** Page 678.

**The Chairman:** Page 668.

**Mr. Blais:** Thank you, Mr. Chairman.

**Mr. Blais:** Is it May's Eighteenth?

**The Chairman:** Mr. Fairweather, please.

**Mr. Barnett:** Mr. Chairman, on a point of order. I am not certain whether it is a question of order, but if Mr. Fairweather would permit me I would like, in all sincerity, to have Mr. Poulin clarify what he intended when he asked the question about whether the police behaved properly. My concern on this score is not the question that we are called upon to decide whether there was a breach of parliamentary law or privilege, but that question could be construed in the reverse, that the police had somehow acted

## [Interpretation]

les conversations qui ont lieu entre un député avec des membres de son personnel, d'autres agents de la Chambre y compris l'Orateur de la Chambre des communes, ou des conversations qui y sont d'ordre tout à fait privé. Je pense que tout député devrait défendre son droit à ne pas être obligé à ne pas divulguer cette conversation ou de ne pas la faire retransmettre par un autre député.

Monsieur le président, je redoute avant tout, comme cela s'est produit assez fréquemment, en Chambre et en Comité, que les gens aiment à citer des précédents. Il serait tout à fait regrettable si la séance de ce soir servait de précédent aux séances futures du Comité ou de la Chambre des communes et si cela obligeait par la suite un député de la Chambre des communes à divulguer les conversations dont j'ai parlé et que je considère comme privées.

J'ai toujours écouté avec beaucoup de plaisir les commentaires et les questions du député d'Ottawa centre car, outre son sens de l'humour, il apporte des arguments à la cause que soutient mon parti. Toutefois, ce serait exception en ce qui concerne les questions, les insertions, les allégations, les prétentions hypothétiques qu'il a émises monsieur le président, et je pense que les conversations de tout député ne devrait pas constituer une preuve obligatoire devant un comité de la Chambre des communes; je voulais simplement répondre à cela.

**M. Poulin:** M<sup>lle</sup> MacDonald n'a pas à répondre à tout.

**Le président:** Je pense que les observations de M. O'Sullivan auraient pu être soulevées si M<sup>lle</sup> MacDonald avait refusé de répondre aux questions. Je voudrais reporter les députés au livre de May à la page 668, où il est dit:

Lorsqu'un député se soumet lui-même à un interrogatoire sans aucun ordre de la Chambre, il doit être traité exactement comme un autre témoin, et il n'a pas l'attitude de déclarer qu'il pourra répondre à telle ou telle question, selon son gré.

La question que vous avez soulevée aurait pu l'être si M<sup>lle</sup> MacDonald avait décidé de ne pas répondre, mais quand elle a décidé de le faire, et que personne n'a contesté ce fait, je crois que ce rappel au Règlement est tout à fait inapproprié.

**M. Blais:** Je voudrais faire un rappel au Règlement monsieur le président. Pouvez-vous répéter cette citation, s'il vous plaît?

**Un député:** Page 678.

**Le président:** Page 668.

**M. Blais:** Merci, monsieur le président.

**M. Blais:** S'agit-il du 18<sup>ième</sup> volume de May?

**Le président:** Monsieur Fairweather vous avez la parole.

**M. Barnett:** Monsieur le président, je voudrais faire un rappel au Règlement. Je ne sais pas si c'en est un, mais si M. Fairweather le permet, je voudrais demander en toute sincérité, à M. Poulin, de clarifier ce qu'il a dit quand il a posé la question de savoir si la police s'est conduite de la façon appropriée. A mon avis, il n'est pas question de décider si l'agit d'une infraction d'une loi ou d'un privilège parlementaire, mais plutôt de savoir si la police s'est conduite de façon adéquate. En d'autres termes, ces per-

[Texte]

improperly. In other words, that there might have been some attempt to browbeat or otherwise improperly interrogate someone in other than what one would consider to be the normal manner, and I think it should be clear as to what really was intended by that question; whether or not it was a question which is before the committee as to whether the police behaved improperly or unlawfully in entering the premises or whether they somehow acted improperly as police officers. I think it is important that that be made clear for the record.

**The Chairman:** Mr. Barnett, I do not know if I have made myself clear. I ruled these questions out of order. Mr. Fairweather.

**Mr. Barnett:** Oh, you ruled that last question out of order?

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Barnett:** I am sorry, Mr. Chairman, I missed that.

**The Chairman:** Mr. Fairweather.

**Mr. Fairweather:** Miss MacDonald, are you the spokesman for the official Opposition on matters pertaining to Indian affairs?

• 2205

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Yes, I am.

**Mr. Fairweather:** And as such, as a result of your responsibility, do you and members of your staff have occasion to have telephone and other communication with the Department of Indian Affairs?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Yes, on many occasions, with officials, with employees and with people connected with the Department of Indian Affairs beginning with the Minister and working all the way down. We have conversations with them fairly frequently, including the Parliamentary Secretary.

**Mr. Fairweather:** Thank you.

**The Chairman:** We are half way down. Mr. Stewart.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Thank you, Mr. Chairman. Would you be kind enough, Miss MacDonald, to give me your interpretation of the word "interrogation"?

**The Chairman:** I am sorry, Mr. Stewart, but...

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** You see, Mr. Chairman, with respect, to me it conjures up all sorts of ominous, figurative arm-twisting and I suspect it might to others also. I suspect if it does not to you, perhaps it should. I suggest, Miss MacDonald, to use the word in the allegation of breach of privilege is salient, and perhaps you would like to interpret for me your understanding of that word. You have used it on many occasions.

I am not suggesting you used it unwisely; I just would like to hear from you if, in fact, my understanding of the word is ominous, I would like you to say: Mr. Stewart, you are incorrect, because it is my understanding it is.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** After that I would like your understanding of the word 'the'.

[Interprétation]

sonnes ont pu procéder à des interrogatoires tout à fait injustifiés et je voudrais donc avoir des précisions quant à ce que M. Poulin voulait dire pas sa question; est-ce que cette question a été soulevée devant le comité à savoir si la police s'est conduite de façon inadéquate ou illégale du fait d'entrer dans les locaux, ou si elle a agi de façon inappropriée en tant que représentant de cette force. Je pense que cela devrait être précisé pour le dossier.

**Le président:** Monsieur Barnett, je ne sais pas si je me suis bien fait comprendre, mais j'ai déclaré ces questions comme tout à fait inopportunes. Monsieur Fairweather.

**M. Barnett:** Vous avez donc décidé que cette dernière question était inappropriée?

**Le président:** Oui.

**M. Barnett:** Je suis désolé je n'avais pas entendu.

**Le président:** Monsieur Fairweather.

**M. Fairweather:** Mademoiselle MacDonald, êtes-vous le porte-parole de l'opposition officielle en ce qui concerne les Affaires indiennes?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Oui.

**M. Fairweather:** En en tant que tel, étant donné votre responsabilité, avez-vous, ainsi que les membres de votre personnel, l'occasion de téléphoner ou de recevoir des appels téléphoniques du ministère des Affaires indiennes?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Oui, à maintes reprises, avec les fonctionnaires, les employés et beaucoup de gens qui travaillent pour le ministère des Affaires indiennes, à commencer par le ministre et tous les autres. J'ai des conversations avec, très fréquemment, y compris le secrétaire parlementaire.

**M. Fairweather:** Merci.

**Le président:** Nous en sommes à la moitié de la liste. Monsieur Stewart.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Merci, monsieur le président. Auriez-vous l'amabilité, Mlle MacDonald, de me donner votre définition du mot «interrogatoire»?

**Le président:** Je suis désolé, monsieur Stewart, mais...

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Monsieur le président, avec tout le respect que je vous dois, ce mot évoque, pour moi, toutes sortes de procédures de mauvais augure, et je pense qu'il en est de même pour beaucoup d'autres. Mlle MacDonald, je vous suggère d'utiliser plutôt le mot violation de privilège, mais peut-être vous voudrez bien m'expliquer ce que vous comprenez par ce mot. Vous l'avez employé à maintes reprises.

Je ne veux pas dire par là que vous l'avez employé à tort, je voudrais simplement dire que vous me disiez si, en fait, ma compréhension de ce mot est erronée; et dans ce cas, je voudrais que vous me disiez de quoi M. Stewart, vous avez tort, car moi, je comprends de quelle façon.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je voudrais ensuite, alors, que vous m'expliquiez l'emploi de l'article «le».



[Text]

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** I suspect the member who just asked that question needs that interpretation. I say that for my friends.

**The Chairman:** It is up to the member to give interpretation of her own words.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Yes, Mr. Chairman, yes, please.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Interpretation? It means the questioning of a nature that is carried on to try to elicit information that may or may not be relevant, helpful, whatever, but it is questioning of a fairly forceful and direct manner.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Thank you. I beg your pardon, Mr. Chairman; please proceed.

**Mr. Nielsen:** I was going to draw attention to the clock, but I will not do that until you have finished.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** I appreciate that very much, Mr. Nielsen. I appreciate, Miss MacDonald, that procedure was breached in that we have heard that there was no telephonic communication between the staff at the door and the members of your office and perhaps beyond that. Was there any act or omission on the part of the police, which obstructed or impeded you in the discharge of your duty as a member of Parliament or which had a tendency either directly or indirectly to produce such results?

**Mr. Nielsen:** That is what the committee has to decide.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** But I am asking the witness. That is quite correct. We must, given all the evidence that we will eventually hear, Mr. Nielsen, determine that very question. However, I am asking Miss MacDonald, as she must know herself what her duties as a member are, whether or not there has been, direct or implied, a breach of her duty. Were you free to go, were you free to refuse to ask questions, were you free to telephone, were you free to have lunch? In other words, was your duty as a member impeded as a result of the questioning of the police or the presence of the police?

**The Chairman:** I will still have to make the same ruling I have made before. This is a matter for the members of this Committee to decide.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** With the greatest respect, Mr. Chairman, it would be very, very helpful to me to hear but one example of Miss MacDonald's saying: yes, I asked not to answer that and they insisted that I did; I asked to go to lunch and they insisted that I did not. In other words, were you free to conduct your parliamentary duties? Could you have refused freely, of your own volition to answer the queries of the police? I am not interrogating you, Miss MacDonald.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** You are doing a very excellent job.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Believe me, there is nothing hidden in my question.

• 2210

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** The interruption of my parliamentary duties as such? I cannot say that someone said: stop what you are doing and come with me. No. I made the arrangements but what I raised as a question of privilege and what I go back to, which is the whole question is: why were the police in my office without prior permission?

[Interpretation]

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Je pense que le député qui vient de poser cette question a besoin également d'une explication. Je parlais pour mes collègues.

**Le président:** Les députés ont toute l'attitude pour donner leur interprétation de leurs propres termes.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Oui, monsieur le président.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Explication? A mon avis, cela signifie que des questions ont été posées afin de tirer des informations qui puissent être, ou non, opportunes, appropriées, quoique ce soit, mais de toute façon, il s'agit de questions posées d'une façon directe ou à caractère obligatoire.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Merci. Je m'excuse, monsieur le président, mais je vous prie de continuer.

**M. Nielsen:** Je voulais vous faire remarquer qu'il est déjà tard, mais j'attendrai que vous ayez terminé.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Je vous remercie, monsieur Nielsen. Je comprends, mademoiselle MacDonald, que la procédure n'a pas été appliquée en ce qu'il n'y a eu aucune communication téléphonique entre le personnel de protection et les membres de votre personnel. Y a-t-il eu certains actes, ou omissions, de la part de la police qui vous ont gêné ou empêché d'accomplir votre fonction en tant que député ou qui ont contribué, de façon directe ou indirecte, à produire de tels résultats?

**M. Nielsen:** C'est ce dont le comité doit décider.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Mais je pose cette question au témoin. C'est tout à fait normal. Il nous faut éclaircir cette question, monsieur Nielsen. Toutefois, je demande à M<sup>me</sup> MacDonald, car elle doit très bien connaître mes fonctions en tant que député, si elle a été gênée ou empêchée en ce domaine de façon directe ou indirecte. Aviez-vous liberté d'aller où vous voulez, de refuser de répondre aux questions, de téléphoner, de prendre votre déjeuner? En d'autres termes, vos fonctions de député ont-elles été entravées du fait de l'interrogatoire de la police ou de sa présence-même?

**Le président:** Je vais devoir prononcer le jugement que j'ai déjà prononcé. C'est aux membres du comité qu'il appartient de décider de cette question.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Avec tout le respect que je vous dois, monsieur le président, je pense qu'il serait très utile, pour moi, d'entendre M<sup>me</sup> MacDonald me dire: oui, j'ai demandé de ne pas répondre à cela et ils ont insisté; j'ai demandé pour aller déjeuner, et ils m'ont demandé de ne pas le faire. En d'autres termes, étiez-vous libre d'exécuter vos fonctions parlementaires? Aviez-vous toute liberté pour refuser, de votre propre gré, de répondre aux questions de la police? Je ne vous interroge pas, mademoiselle MacDonald.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Vous faites un excellent travail.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Je vous assure qu'il n'y a rien sous cette question.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Si j'ai été entravée dans l'exécution de mes fonctions parlementaires en tant que tel? Personne ne m'a dit: arrêtez de faire quoique ce soit et venez avec moi. Non. J'ai convenu des arrangements décidés, mais, à mon avis, la question de privilège réside en la question suivante: pourquoi la police a-t-elle pu pénétrer dans mon bureau sans permission préalable?

[Texte]

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Yes, I agree you have raised a most valid point. But I was only interested, notwithstanding your valid point, in whether there was any obstruction on the part of anyone to interfere with your due process or conduct...

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** No, Mr. Stewart, they did not hold me down on the floor, they did not keep me in my seat, they did not put a band aid over my mouth—they did not try to do any of these things.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** I see. Or anything that could be deemed to be reasonable. We have a well intended description of an inflammatory set of examples. I was not really asking you to go that far in your description of what they did not ask you or get you to do, but I am saying you have a duty to telephone, you have a duty to go down to see your colleagues.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Mr. Stewart, wherever I am, whether in my office in Ottawa or in my office in Kingston, when I am carrying out an appointment or an interview with someone I try to make sure that I do not interrupt them. That, to me, is a courtesy that a person extends to the people whom they are seeing at the moment, and unless it is some very, very urgent matter I do not allow myself to be interrupted. That is my decision.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Miss MacDonald, would you suggest it was really an exchange of questions and answers? I am taking the matter from the point that the police entered your office. It was an exchange of views or queries and answers to those queries, both by yourself and the police.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Yes, there were questions which were raised on both sides.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** I will not ask you, Miss MacDonald, to answer right now but I think, again, it is important to eventually hear from you. On page 3 of Mr. Maingot's four-page submission you will see there, notwithstanding it is hardly restricted to the eleven points on the page, a member of Parliament's privilege. Perhaps at our next sitting, Miss MacDonald, you might indicate with some definiteness whether or not any of those points established on the page, in your view, have been breached. You have not had a chance to study that. My question may be ruled out of order, but I just hope that it will not be because I think it is in order.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** I will be pleased to look at them, Mr. Stewart, and reply.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Would you, please?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** The whole question on which I raised the breach of privilege had nothing to do with these things. It had to do with whether or not they had a right to be in my office without my permission or having gone through the proper procedures of the House of Commons in order to enable them to be there. That was the breach of privilege which I raised and which I referred to the Committee.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** In the first instance, because I think you have satisfied us that it was upon your invitation in the second instance, which is not necessarily consistent...

[Interprétation]

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** En effet, je considère que vous avez soulevé une question très intéressante. Je voulais simplement savoir, nonobstant votre remarque, si quiconque avait tenté de faire obstruction ou d'interférer dans votre conduite.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Non, monsieur Stewart, ils ne m'ont pas maintenu clouée au sol, ils ne m'ont pas ligotée sur mon fauteuil ils ne m'ont pas baillonné, ils n'ont rien tenté de ce genre.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Je vois. Ou quelque chose que l'on pourrait considérer comme raisonnable. Nous avons une excellente description d'activité répréhensible. Je ne vous demandais pas d'aller aussi loin dans votre description de ce qu'ils ne vous ont pas demandé ou de ce qu'ils vous ont demandé de faire mais je pense que vous avez le devoir de téléphoner à vos collègues ou de leur en parler.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Monsieur Stewart, ou que je sois, qu'il s'agisse de mon bureau à Ottawa ou de mon bureau à Kingston, lorsque j'ai un rendez-vous ou un entrevue avec quelqu'un, je m'efforce de ne pas l'interrompre. A mon avis, c'est là une courtoisie élémentaire à l'égard des personnes que l'on rencontre et je n'autoriserais pas que l'on m'interrompe moi-même s'il ne s'agissait pas d'une question très urgente. Voilà ma décision.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Mademoiselle MacDonald voudriez-vous suggérer qu'il s'agissait d'un échange de questions et de réponses? Je vous demande ceci à partir du moment où la police est entrée dans votre bureau. C'était en fait un échange de vue, de questions et de réponses de votre part et de la part de la police.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** En effet, des questions ont été posées des deux côtés.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Je ne vous demanderais pas de répondre immédiatement mais je pense qu'il est important que nous revenions là-dessus. A la page 3 du témoignage de M. Maingot, vous pouvez voir une définition des privilèges parlementaires, et ceci n'est sans doute pas restreint aux 11 remarques figurant sur cette page. Lors de la prochaine séance, peut-être pourriez-vous nous indiquer avec plus ou moins de certitude si l'un ou l'autre des privilèges, selon vous a été violé. Je réalise que vous n'avez pas eu la possibilité d'examiner ce document. Ma question sera peut-être rejetée par le président mais j'espère que non.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Je serais heureuse d'examiner ce document, monsieur Stewart et de vous répondre.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Très bien.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** La question au sujet de laquelle j'ai soulevée cette notion de question de privilège n'avait rien à voir avec ces situations. Il s'agissait simplement de savoir si la police avait ou non le droit de se trouver dans mon bureau sans mon autorisation ou sans avoir respecté la procédure réglementaire de la Chambre des communes. C'est à ce sujet que j'ai mentionné la notion de viol de privilège, qui a été référée au comité.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Ceci concernait la première visite de la police car vous avez montré que la seconde visite s'est faite sur votre invitation.

[Text]

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Yes, it was the first instance that I went to the Speaker about.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Thank you, Miss MacDonald. I would like, Mr. Chairman, at some later meeting to hear Miss MacDonald on that.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Are there other questioners?

**The Chairman:** It is ten o'clock.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I just have one short question that follows that line.

Miss MacDonald, would you consider that the questioning of your research staff without your permission would constitute, or would portend, an impediment to your parliamentary duty?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Yes, I would indeed. I certainly do.

**Mr. Nielsen:** Mr. Chairman, before we adjourn may I suggest that we meet tomorrow afternoon, hopefully to clear up the rest of the witnesses, so that we could meet on Thursday to consider our report and report on Friday.

**Mr. Dupras:** Mr. Chairman, on that point of order, before we start thinking of a report I think we should perhaps have the constables, Sergeant Bradley, and Miss Gelber, as witnesses to seek further information as to what took place.

**Mr. Nielsen:** I suggest that we meet tomorrow afternoon, Thursday morning, and Thursday evening if necessary so that we can report Friday.

**Mr. Dupras:** Right.

**The Chairman:** Mr. Côté.

**M. Côté:** Monsieur le président, j'aimerais avoir la parole parce que j'aurais certaines questions à poser. Je comprends un peu l'anglais, mais en comité, je me sers de la traduction simultanée, qui arrive toujours quelques secondes après que les paroles ont été dites.

• 2215

J'aurais certaines questions à poser. Vous pourriez peut-être juger à la lueur des questions qui sont posées et M. Nielsen ou certains membres du Comité sauraient peut-être si mes questions correspondent vraiment à celles qui ont déjà été posées parce que, suivant l'interprétation, ce n'est pas claire dans mon esprit. Comme l'heure avance, je voudrais poser des questions aux témoins d'aujourd'hui ainsi qu'à d'autres témoins, comme on l'a mentionné tantôt, mais je voudrais les poser à une autre réunion. Je serais prêt à continuer si on m'en donnait la permission, mais je pourrais également attendre à demain.

**The Chairman:** Does the Committee agree that we sit tomorrow afternoon?

**Some hon. Members:** Agreed.

**Mr. Barnett:** I have a couple of questions in relation to the proceedings at the next meeting and any subsequent meetings of the Committee that I would like to ask before we adjourn.

[Interpretation]

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** En effet, c'est au sujet de la première visite que j'ai discuté avec monsieur l'Orateur.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Merci beaucoup. Monsieur le président, j'aimerais avoir une réponse de M<sup>lle</sup> MacDonald à ce sujet, à une date ultérieure.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Y a-t-il d'autres questions?

**Le président:** Il est dix heures.

**M. Clark (Rocky Mountain):** J'aimerais poser une brève question sur ce sujet.

Mademoiselle MacDonald, considérez-vous que l'interrogation de votre personnel de recherche, sans votre autorisation, constituerait ou pourrait constituer une obstruction de vos devoirs parlementaires?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** En effet. Absolument.

**M. Nielsen:** Monsieur le président avant de lever la séance, puis-je suggérer que nous nous réunissions demain après-midi dans l'espoir de terminer notre interrogation des témoins, afin de préparer notre rapport jeudi pour le présenter vendredi?

**M. Dupras:** Monsieur le président, je voudrais faire un rappel au Règlement. Avant de songer au rapport, je pense que nous devrions demander aux constables, sergent Bradley et à Mlle Gelber d'obtenir des renseignements supplémentaires sur ce qui s'est passé.

**M. Nielsen:** Je pense qu nous pourrions nous réunir demain après-midi, jeudi matin et jeudi soir si cela est nécessaire, pour faire notre rapport vendredi.

**M. Dupras:** Très bien.

**Le président:** Monsieur Côté.

**Mr. Côté:** Mr. Chairman, I have several questions to ask. I understand English a little but during the committee meetings I always use the translation.

I have certain questions. You could perhaps tell from the questions which were already asked and Mr. Nielsen or some of the members of the Committee could perhaps know if my question really corresponds to those that have already been asked for, according to interpretation, this is not clear in my mind. Since time is running, I would like to ask questions to the witnesses appearing today and to other witnesses as has already been said, but I would like to ask them at another meeting. I would be ready to go on if I was permitted to do so, but I could also wait until tomorrow.

**Le président:** Le Comité est-il d'accord pour se réunir demain après-midi?

**Des voix:** D'accord.

**M. Barnett:** J'ai deux questions portant sur la marche à suivre lors de la prochaine réunion et sur toute réunion postérieure du Comité que j'aimerais poser avant que nous adjournions.



## [Texte]

The first question I think is really a question to Miss MacDonald in relation to the fact that Miss Gelber's name appears on a list of witnesses. I would like to ask Miss MacDonald whether Miss Gelber is appearing or is on the list at her request or with her consent.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Certainly...

**Mr. Nielsen:** I was going to raise that at the time the Committee called...

**Mr. Côté:** That is not a question for Miss MacDonald.

**The Chairman:** It is not a question for Miss MacDonald; it is a question for the Committee to decide.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** This is why I was going to refer it to you.

**Mr. Nielsen:** I was going to raise certain reservations about the calling of Miss Gelber.

**Mr. Barnett:** I have raised the question, if Mr. Nielsen would be willing to just hold a moment.

**Mr. Nielsen:** This would be fine.

**Mr. Barnett:** There are some reservations in my mind and that is why I wanted to ask Miss MacDonald at this time. Depending on her answer, I think the questions you may have in mind, Mr. Nielsen, may or may not become germane to this particular situation.

**Mr. Nielsen:** Regardless of Miss MacDonald's answer, I have my own views about the right of...

**The Chairman:** It being past 10 o'clock...

**Mr. Barnett:** The next question, Mr. Chairman, is also a procedural question: have we on our list of witnesses the sergeant from the RCMP who appeared on the first occasion at the House?

**An hon. Member:** No.

**The Chairman:** It is up to the Committee to decide.

**Mr. Barnett:** A related question: is it proper for this Committee to call him directly as a witness, or should we call the Commissioner of the RCMP as a witness and let him decide whether or not he wants the sergeant to come?

**The Chairman:** Would it not be preferable to refer this matter of procedure to the next meeting or meetings to the steering committee which could take place tomorrow at lunch time?

**Mr. Benjamin:** The Committee has already agreed on our agenda to hear Miss Gelber. If there is anyone else we are going to have to hear or want to hear, we are going to have to discuss and decide on.

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Barnett:** This was a decision of the steering committee. Before Miss Gelber appears up there I want to know whether she is appearing at the request of Miss MacDonald.

## [Interprétation]

La première question est je crois une question à M<sup>lle</sup> MacDonald en vérité. Elle est liée au fait que le nom de M<sup>lle</sup> Gelber est apparu sur la liste des témoins. J'aimerais demander à M<sup>lle</sup> MacDonald si M<sup>lle</sup> Gelber comparaitra ou si elle est sur la liste à sa demande ou avec son consentement.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Certainement...

**M. Nielsen:** J'allais soulever ce point au moment où le Comité...

**M. Côté:** Cette question ne s'adresse pas à M<sup>lle</sup> MacDonald.

**Le président:** Il ne s'agit pas d'une question destinée à M<sup>lle</sup> MacDonald. C'est une question que le Comité devra trancher.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** C'est pourquoi j'allais vous la soumettre.

**M. Nielsen:** J'allais soulever certaines réserves quant à la convocation de M<sup>lle</sup> Gelber.

**M. Barnett:** J'ai soulevé la question, si M. Nielsen voulait bien attendre juste un instant.

**M. Nielsen:** Parfait.

**M. Barnett:** Dans mon esprit il y a quelque réserve à faire, et c'est pourquoi je voulais demander à M<sup>lle</sup> MacDonald ce qu'elle en pensait maintenant. Selon sa réponse, je pense que les questions que vous avez à l'esprit, monsieur Nielsen, pourraient ou non être liées à cette situation particulière.

**M. Nielsen:** Sans considération de la réponse de M<sup>lle</sup> MacDonald, j'ai mon point de vue quant au droit de...

**Le président:** Étant donné qu'il est 10 h 00 passées,...

**M. Barnett:** Ma question est la suivante, monsieur le président, c'est également une question de procédure: le sergent de la Gendarmerie royale qui est apparu à la première occasion à la Chambre figure-t-il sur la liste des témoins?

**Une voix:** Non.

**Le président:** C'est au Comité de décider.

**M. Barnett:** Une question connexe: Est-il bon que le Comité l'appelle directement comme témoin ou devrions-nous faire venir le commissaire de la Gendarmerie royale en tant que témoin et le laisser décider si oui ou non il veut que le sergent vienne?

**Le président:** Ne serait-il pas préférable de renvoyer cette question de procédure à la prochaine réunion ou aux prochaines réunions du comité directeur qui pourraient avoir lieu demain à l'heure du déjeuner?

**M. Benjamin:** Le Comité a déjà accepté que l'on entende M<sup>lle</sup> Gelber. S'il nous faut entendre ou si nous devons entendre quelqu'un d'autre, il nous faudra discuter et décider.

**Le président:** Oui.

**M. Barnett:** Il s'agissait d'une décision du Comité de direction. Avant que M<sup>lle</sup> Gelber n'apparaisse j'aimerais savoir si elle comparait à la demande de M<sup>lle</sup> MacDonald.

[Text]

**Mr. Nielsen:** Regardless of that answer, I have certain observations with respect to the appearance of staff of members before our Committee . . .

**Mr. Barnett:** Well, I do too.

**Mr. Nielsen:** . . . and I want to voice them.

How about leaving that with the steering committee if they meet at noon tomorrow, as suggested by the Chairman, and have the Committee meet right after Orders of the Day?

**The Chairman:** This Committee is adjourned until tomorrow afternoon at 3.30.

**Mr. Côté:** Since a few days ago, Miss MacDonald, you have changed your submission for the Committee. Pour le comité directeur, vous avez changez les résolutions.

Je pense que le comité a accepté de donner suite à votre demande. Le Comité doit toutefois décider s'il modifiera l'ordre de priorité des prochains témoins. Je pense que la question de monsieur Barnett était donc tout à fait justifiée.

• 2220

**Mr. Nielsen:** We can decide that tomorrow, can we not?

**The Chairman:** This meeting is adjourned until 3:30 p.m. tomorrow.

[Interpretation]

**M. Nielsen:** Sans considération de la réponse, j'ai certaines observations à faire concernant la comparution d'employés devant notre Comité . . .

**M. Barnett:** Eh bien, moi aussi.

**M. Nielsen:** . . . et je veux les exprimer.

Que penseriez-vous de laisser cela au comité de direction s'il doit se réunir demain à midi, comme l'a suggéré le président, et de faire une réunion du Comité juste après l'ordre du jour?

**Le président:** Le Comité est ajourné jusqu'à demain après-midi à 15 h 30.

**M. Côté:** Depuis quelques jours, M<sup>lle</sup> MacDonald, vous avez changé de déclaration pour le Comité. For the Steering Committee, you have changed resolution.

I think that the Committee has agreed to follow up your request. However, the Committee must decide whether it will change the order of priority for the next witnesses. I therefore think that Mr. Barnett's question was quite justified.

**M. Nielsen:** Nous pourrions prendre cette décision demain, n'est-ce pas?

**Le président:** Cette réunion s'ajourne jusqu'à 15 h 30 demain.







HOUSE OF COMMONS

Issue No. 7

Wednesday, September 12, 1973

Chairman: Mr. Ovide Laflamme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 7

Le mercredi 12 septembre 1973

Président: M. Ovide Laflamme

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

# Privileges and Elections

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent des*

# Privilèges et élections

RESPECTING:

Question of privilege raised in the House by  
Miss Flora MacDonald, M.P. (*Kingston and  
the Islands*) on September 4, 1973.

CONCERNANT:

Question de privilège soulevée en Chambre  
par M<sup>lle</sup> Flora MacDonald, député (*Kingston  
et les Îles*) le 4 septembre 1973.

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



First Session

Twenty-ninth Parliament, 1973

Première session de la

vingt-neuvième législature, 1973

STANDING COMMITTEE ON  
PRIVILEGES AND ELECTIONS

*Chairman:* Mr. Ovide Laflamme

*Vice-Chairman:* Mr. Douglas Stewart

Messrs.

Barnett  
Benjamin  
Blaker

Blais  
Clark (*Rocky Mountain*)

Côté  
Dupras  
Fairweather  
Fleming

COMITÉ PERMANENT DES  
PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS

*Président:* M. Ovide Laflamme

*Vice-président:* M. Douglas Stewart

Messieurs

Jarvis  
Haliburton  
Higson  
Matte

O'Connor  
O'Sullivan  
Poulin  
Ritchie—(19)

(Quorum 11)

*Le greffier du Comité*

Robert D. Marleau

*Clerk of the Committee*

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Tuesday September 11, 1973:

Messrs. Blais, Higson and O'Sullivan replaced  
Messrs. Lachance, Ritchie and McKinnon.

On Wednesday September 12, 1973:

Messrs. Blaker, Fleming, Jarvis, Ritchie, Haliburton  
and Poulin replaced Messrs. Poulin, Marchand  
(*Kamloops-Cariboo*), McKinley, Clarke (*Vancouver  
Quadra*) and Nielsen.

Suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du  
Règlement

Le mardi 11 septembre 1973:

MM. Blais, Higson et O'Sullivan remplacent MM.  
Lachance, Ritchie et McKinnon.

Le mercredi 12 septembre 1973:

MM. Blaker, Fleming, Jarvis, Ritchie, Haliburton  
et Poulin remplacent MM. Poulin, Marchand (*Kam-  
loops Cariboo*), McKinley, Clarke (*Vancouver  
Quadra*) et Nielsen.



## MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, SEPTEMBER 12, 1973.  
(10)

[Text]

The Standing Committee on Privileges and Elections met this day at 3:35 o'clock p.m., the Chairman, Mr. Laflamme, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Barnett, Benjamin, Blais, Blaker, Clark (*Rocky Mountain*), Côté, Dupras, Fairweather, Fleming, Haliburton, Higson, Jarvis, Laflamme, Matte, O'Connor, O'Sullivan, Reid, Ritchie and Stewart (*Okanagan-Kootenay*).

*Other Member present:* Mr. Poulin.

*Witnesses:* Miss Flora MacDonald, M.P. (*Kingston and the Islands*); Miss Nancy Gelber, Assistant to Miss Flora MacDonald, M.P. (*Kingston and the Islands*); *From the Royal Canadian Mounted Police:* Superintendent J. U. M. Sauvé.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated September 4, 1973. (See *Minutes of Proceedings for Thursday, September 6, 1973*).

Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*) answered questions.

The Chairman presented the Third Report of the Subcommittee on Agenda and Procedure which read as follows:

Your Sub-committee met on Wednesday, September 12, 1973 to consider the order of witnesses for the future consideration of the question raised in the House by Miss Flora MacDonald (*Kingston and the Islands*) on September 4, 1973 and has agreed unanimously to recommend as follows:

1. That the following be called as witnesses:

Miss Nancy Gelber,  
Assistant to Miss Flora MacDonald;

Superintendent J. U. M. Sauvé,  
from the Royal Canadian Mounted Police;

Detective Bruce Harrison,  
from the Ottawa Police Department.

2. That the examination of Nancy Gelber, without being considered as a precedent, be conducted in such a way that she should not be questioned on private conversations held with or on behalf of Miss Flora MacDonald (*Kingston and the Islands*).

Mr. Stewart (*Okanagan-Kootenay*) moved,—That the Third Report be adopted.

And debate arising thereon;

Mr. O'Connor moved in amendment thereto,—That the Third Report of the Sub-committee on Agenda and Procedure be amended by adding immediately after the words "held with" in recommendation II, the words "or on behalf of".

After debate, the question being put on the said proposed amendment, it was agreed to.

## PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 12 SEPTEMBRE 1973  
(10)

[Traduction]

Le Comité permanent des privilèges et élections se réunit aujourd'hui à 15 h 35 sous la présidence de M. Laflamme.

*Membres du Comité présents:* MM. Barnett, Benjamin, Blais, Blaker, Clark (*Rocky Mountain*), Côté, Dupras, Fairweather, Fleming, Haliburton, Higson, Jarvis, Laflamme, Matte, O'Connor, O'Sullivan, Reid, Ritchie et Stewart (*Okanagan-Kootenay*).

*Autre député présent:* M. Poulin.

*Témoins:* M<sup>lle</sup> Flora MacDonald, député (*Kingston et les Îles*), M<sup>lle</sup> Nancy Gelber, adjointe de M<sup>lle</sup> Flora MacDonald, député, (*Kingston et les Îles*); *De la Gendarmerie royale du Canada:* le surintendant J. U. M. Sauvé.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du 4 septembre 1973. (Voir *procès-verbal du jeudi 6 septembre 1973*).

M<sup>lle</sup> MacDonald (*Kingston et les Îles*) répond aux questions.

Le président présente le Troisième rapport du sous-comité du programme et de la procédure qui se lit comme suit:

Le sous-comité s'est réuni le mercredi 12 septembre 1973 pour décider de l'ordre dans lequel comparaitront les témoins lors de l'étude de la question de privilège soulevée à la Chambre par M<sup>lle</sup> Flora MacDonald (*Kingston et les Îles*) le 4 septembre 1973 et a décidé à l'unanimité de recommander ce qui suit:

1. Les personnes suivantes seront appelées à comparaître comme témoins:

M<sup>lle</sup> Nancy Gelber,  
adjointe de M<sup>lle</sup> Flora MacDonald,

Le Surintendant J. U. M. Sauvé  
de la Gendarmerie royale du Canada;

Le détective Bruce Harrison  
de la Police d'Ottawa.

2. Que l'interrogatoire de M<sup>lle</sup> Gelber, sans être considéré comme créant un précédent, soit mené de façon qu'aucune question ne lui soit posée sur les conversations personnelles qu'elle aurait eues en son nom ou avec M<sup>lle</sup> Flora MacDonald (*Kingston et les Îles*).

M. Stewart (*Okanagan-Kootenay*) propose,—Que le Troisième rapport soit adopté.

Et le débat s'engage.

M. O'Connor propose en amendement, que le Troisième rapport du sous-comité du programme et de la procédure soit modifié en ajoutant immédiatement après les mots «en son nom ou» dans la recommandation 2, les mots «au nom de».

Après débat, l'amendement proposé, mis aux voix, est adopté.

The question being put on the main motion, it was agreed to.

Agreed,—That Miss Flora MacDonald (*Kingston and the Islands*) appear jointly with Miss Gelber.

Miss Nancy Gelber made a statement, answered questions and was allowed to withdraw.

Superintendent J. U. M. Sauvé made a statement and answered questions.

The questioning continuing;

The witness filed as exhibits documents entitled "*Statement of Sergeant J. H. Bradley, "A" Division N.C.I.S.*" and "*Bulletin—Royal Canadian Mounted Police—Subject Investigations—Parliament Hill*". (See Exhibits "C" and "D").

The questioning continuing;

At 5:55 o'clock p.m., the Committee adjourned until 3:30 o'clock p.m. Thursday, September 13, 1973.

La motion principale, mise aux voix, est adoptée.

Il est convenu,—Que M<sup>lle</sup> Flora MacDonald (*Kingston et les Îles*) compareaisse conjointement avec M<sup>lle</sup> Gelber.

M<sup>lle</sup> Nancy Gelber fait une déclaration, répond aux questions et on lui permet de se retirer.

Le surintendant, M. J. U. M. Sauvé fait une déclaration et répond aux questions.

L'interrogatoire se poursuit;

Le témoin dépose comme pièces à l'appui les documents suivants: «*déclaration du sergent J. H. Bradley, Division «A» N.C.I.S.*» et «*Le bulletin—Gendarmerie royale du Canada—Enquêtes—Colline parlementaire*». (Voir pièces «C» et «D»).

L'interrogatoire se poursuit;

A 17 h 55, le Comité suspend ses travaux jusqu'au jeudi 13 septembre 1973, à 15 h 30.

*Le greffier du Comité*

Robert D. Marleau

*Clerk of the Committee*

## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Wednesday, September 12, 1973

[Texte]

The Chairman: Gentlemen, order please. I see a quorum.

At the adjournment yesterday it was agreed that the steering committee should sit and recommend to the Committee the next procedures to be followed. Before reporting on this, I would like to know if we had finished questioning Miss Flora MacDonald. She is here beside me if anyone wishes to ask more questions. Yesterday I had no other names except those of people who wanted to raise points of order. Mr. Stewart.

Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay): Thank you, Mr. Chairman. Perhaps Miss MacDonald might take the opportunity to address herself to my question of yesterday, if she would like, relating to page 3 of Joe Maingot's submission. If it is not convenient now, Mr. Chairman and Miss MacDonald, then let us go on to some other questioning.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): You had asked me, I believe, if my parliamentary work had been interfered with. I think that was the way in which you had put it. You know, I intend to give a comment as to whether this applied particularly to the seven points listed on page 3 of the document, if my understanding is correct.

As far as my parliamentary duties being interfered with is concerned, I think this was evident by the fact that I raised this as a breach of privilege. As you may remember, Mr. Maingot referred to these and said they were by no means complete and there could be others. He also stated that this is a unique case, one without precedent.

I cannot relate it to anything in particular. I think that is the responsibility of this Committee. All I can do is go back and reiterate that my parliamentary duties were interfered with and that I considered it a breach of privilege, which the Speaker also mentioned in his remarks. Yes, I do, but I cannot relate it to any one of these because I do not think these are all-inclusive.

Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay): Thank you. I think that would be correct.

The Chairman: Yes, Mr. Benjamin.

Mr. Benjamin: Miss MacDonald, do you agree, at least in an indirect way, that number two of the second group has to do with...

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I would agree with that one, yes, Mr. Benjamin, and also the first one in an indirect way, the right to have the attendance of its members. I cannot be in two places at one time. I could not be in the House of Commons and elsewhere.

The Chairman: Thank you, Miss MacDonald, for having...

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mercredi 12 septembre 1973.

[Interprétation]

Le président: Messieurs, à l'ordre, s'il vous plaît. Nous avons le quorum.

Hier, à l'ajournement de la séance, nous étions d'accord pour que le Comité de direction siège et recommande au Comité la procédure à suivre. Avant de vous faire rapport à ce sujet, j'aimerais savoir si nous avions fini de questionner M<sup>lle</sup> Flora MacDonald. Elle est ici à mes côtés et répondra aux questions que vous désirez lui poser. Hier, je n'avais pas d'autres noms sur ma liste, sauf pour ce qui est des personnes qui désiraient invoquer le Règlement. Monsieur Stewart.

M. Stewart (Okanagan-Kootenay): Merci, monsieur le président. M<sup>lle</sup> MacDonald voudra bien, je crois, répondre à la question que je lui ai posée hier, au sujet de la page 3 du mémoire présenté par M. Joe Maingot. Si cela ne vous semble pas approprié, monsieur le président et mademoiselle MacDonald, alors je laisse la parole à d'autres qui veulent lui poser des questions.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Si je me souviens bien, vous m'avez demandé si l'on avait porté atteinte à mon travail parlementaire. Je crois que c'est ainsi que vous avez posé la question. J'ai l'intention de faire un commentaire pour déterminer si cela s'applique particulièrement aux sept points qui figurent à la page 3 du document en question, si je ne m'abuse.

Je crois qu'il est évident que l'on se soit immiscé dans mon travail parlementaire et j'estime que c'est là un bris de privilège. Vous vous rappellerez peut-être que M. Maingot a déclaré que tout n'était pas encore terminé et qu'il pouvait y en avoir d'autres dans l'avenir. Il a aussi déclaré que c'était là un cas unique, sans précédent.

Je ne peux relier cet incident à quoi que ce soit de particulier. C'est là la responsabilité du Comité. Tout ce que je puis faire, c'est réitérer que l'on a porté atteinte à mes fonctions parlementaires et que je considère cela comme un bris de privilège, ce que l'orateur lui-même a fait remarquer. C'est donc un fait avéré, mais que je ne peux, par ailleurs, relier à quoi que ce soit car ces formules ne comprennent pas tout l'ensemble de la situation.

M. Stewart (Okanagan-Kootenay): Merci. Je crois que c'est exact.

Le président: Oui, monsieur Benjamin.

M. Benjamin: Mademoiselle MacDonald n'êtes-vous pas d'accord, du moins d'une façon indirecte, que le numéro 2 du second groupe a trait...

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): En effet, je suis d'accord sur ce point avec vous, monsieur Benjamin, ainsi que sur le premier point, d'une façon indirecte, c'est-à-dire le droit à la présence de ces membres. Je ne peux être à deux places à la fois. Je ne peux donc être à la fois à la Chambre des communes et ailleurs.

Le président: Merci mademoiselle MacDonald, d'avoir...

• 1537

• 1540



[Text]

**An hon. Member:** Mr. Chairman, on a point of order. There is a photographer present and I believe it is the practice of Parliamentary committees that this not take place.

**The Chairman:** I think so. I would like to invite the gentleman who is taking pictures...

**An hon. Member:** I did not get my hair done.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** I am the one who should have been able to do that.

**The Chairman:** Mr. Fairweather.

**Mr. Fairweather:** Yes. I omitted to ask a couple of questions last night about discussions with ministers of the Crown about this issue. Miss MacDonald, did you have conversations with the Minister of Indian Affairs and Northern Development about the loss of files?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Yes, I did not mention the loss of files, I mentioned the fact that police officers had come to my office in connection with the missing documents from the Department of Indian Affairs and Northern Development. I spoke to the Minister about 6 o'clock on Friday evening and told him what had taken place, what had transpired, and I may say that he was amazed. It was the first he had heard of it and he was genuinely shocked. He recommended that I get in touch with the Solicitor General, or that he would.

**Mr. Fairweather:** And did you follow that advice and speak to the Solicitor General?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Yes. That was a long night, as you may remember. That was the night when the House sat until sometime in the early morning, and during the course of that evening—sometime after midnight when one of the votes was being called—I took the opportunity to go across the floor and mention to Mr. Allmand that earlier in the day an officer of the RCMP had come to my office without my permission, and was he aware of this. He said "It had to do with the telephone call that you made", which was similar to the remarks, I may say, that Mr. Marchand made last night. Mr. Allmand replied that they had come to my office following a telephone call that I was presumed to have made, saying that I was in possession of knowledge of the files and what should I do about it. At that time, I said to him, and these are my exact words, "Warren, I am supposed to have said that?" His reply was, "Well, I got it second or third-hand."

**Mr. Fairweather:** Thank you.

**Le président:** Monsieur Matte.

**M. Matte:** Monsieur le président, je voudrais tout simplement poser une question à M<sup>lle</sup> MacDonald. Est-ce que d'après le témoignage de M. Maingot et le témoignage du Sergent d'armes, M. Currie, autrement dit, après les séances de ce Comité, est-ce que vous considérez, puisque c'est vous qui êtes impliquée dans cette affaire-là, que les choses sont assez claires pour qu'on reconnaisse que votre question de privilège était fondée? Et je vous demande si vous considérez que l'affaire pourrait être close immédiatement?

[Interpretation]

**Une voix:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Il y a un photographe ici présent et à mon avis selon la procédure des comités parlementaires celui-ci n'a pas le droit d'être parmi nous.

**Le président:** Vous avez raison. Je demande à la personne qui prend des photos...

**Une voix:** Je n'ai pas eu le temps d'aller chez le coiffeur.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Je suis celle qui aurait dû avoir le temps de faire cela.

**Le président:** Monsieur Fairweather.

**M. Fairweather:** Hier soir, il y a certaines questions que je n'ai pas posées au sujet des discussions avec les ministres de la Couronne concernant le problème en question. Mademoiselle MacDonald, avez-vous entretenu des conversations avec le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien au sujet de la perte de ces dossiers?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** En effet je n'ai pas mentionné la perte de ces dossiers, mais j'ai parlé du fait que des agents de la sûreté soient venus à mon bureau au sujet des documents qui avaient disparu du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. J'ai parlé au ministre à 6 h. vendredi soir et je lui ai dit ce qui s'était passé, ce qui avait transpiré de tout cela et je dois avouer qu'il était fort étonné. C'était la première fois qu'il en entendait parler et il en était complètement abasourdi. Il a recommandé que je communique avec le Solliciteur général ce qui d'ailleurs il allait faire lui-même.

**M. Fairweather:** Avez-vous suivi son conseil et communiqué avec le Solliciteur général?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Oui. Ce fut une longue nuit comme vous vous en souviendrez. Ce fut la nuit où la Chambre a siégé jusqu'à petites heures du matin et au cours de laquelle, peu de temps après minuit, lors d'un vote à la Chambre, j'ai saisi l'occasion de traverser le parquet de la Chambre pour informer M. Allmand qu'un peu plus tôt dans la journée un agent de la Gendarmerie royale était venu à mon bureau sans ma permission; M. Allmand le savait déjà. Celui-ci a déclaré: «Cela se rapportait à l'appel téléphonique que vous avez fait qui était semblable aux remarques prononcées par M. Marchand durant la soirée d'hier. M. Allmand a répliqué que ces agents étaient venus à mon bureau à la suite d'un appel téléphonique que j'aurais présumément fait moi-même et où j'aurais déclaré que je savais où étaient ces dossiers et que j'aimerais savoir ce que je devais en faire. A ce moment-là j'ai déclaré à M. Allmand et voici exactement mes paroles: «Warren, on prétend que j'ai dit cela?» Il a répliqué: «Eh bien je dois avouer que je tiens ce renseignement de seconde ou de troisième main.»

**M. Fairweather:** Merci.

**The Chairman:** Mr. Matte.

**Mr. Matte:** Mr. Chairman, I would like simply to put a question to Miss MacDonald. From the testimony given by Mr. Maingot and that of the Sergeant-at-Arms, Mr. Currie, that is, after the deliberation of this Committee, do you feel, since you are the person implied in that situation, that things are clear enough for us to admit that your question of privilege was well founded? Do you feel that this matter should be concluded immediately?

## [Texte]

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** As you will recall, I mentioned that in my letter last evening. I said I wondered if I could be of any further help to the Committee now that it had been established that the regulations had indeed been breached and that there had been an apology about the procedures not being followed by the police officers. It seemed clear to me that the invasion of the privacy of my office had been established and, therefore, I made that statement, saying at the same time that nevertheless, although these facts were clear, I would be quite willing to appear before the Committee and give them any further information that they found necessary.

• 1545

**M. Matte:** Je remercie beaucoup M<sup>lle</sup> MacDonald. J'aimerais tout simplement ajouter, monsieur le président, que pour ma part, je suis de l'avis de M<sup>lle</sup> MacDonald, l'incident est clos.

On a prouvé que M<sup>lle</sup> MacDonald avait été brimée dans ses privilèges et droits de députés et que c'était le rôle de ce Comité de déterminer si oui ou non elle l'avait été. Je pense que cela a été déterminé et que nous devrions mettre fin à cet incident.

**Le président:** Monsieur Matte, vous laissez entendre qu'il appartient aux membres du Comité de décider. En ma qualité de président, j'ai un ordre à suivre et je suis entre les mains des membres du Comité pour en disposer. For the time being since I have no other names of members who want to ask questions of Miss MacDonald, I would like to thank her for having appeared before us. Thank you for coming.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Thank you very much, Mr. Chairman, for your courtesy.

**Mr. Higson:** Mr. Chairman, I confess that I was trying to practice my French by listening to Mr. Matte and did not have the translation on. I am not sure if I am completely clear on what he said, but I gather he gave an indication that in his view the question of privilege that had been raised might now have been dealt with and the point established. I think that point was before us last night and there was a general disposition here to accept that view although there was some exception taken to that procedure among certain members. I do not know what the procedures are here and I do not know if Mr. Matte wants to present a formal motion. Perhaps it would be well, on a point of order, to canvass the other members of the Committee to see if there are others here who at this juncture think there are other matters worth pursuing.

**The Chairman:** Mr. Stewart.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Thank you, Mr. Chairman. It is my view, as submitted in the steering committee, that we have a direct reference from Parliament to deal with matters pertaining to not only Miss MacDonald, but also to her staff and I suspect that we would be abridging unwisely the parliamentary motion if, indeed, we were at this point and stage to prevent the further evidence of members of the staff from being heard.

## [Interprétation]

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Vous vous souviendrez qu'hier soir j'ai mentionné cela dans ma lettre. J'ai déclaré que je me demandais si je pouvais être encore de quelque aide aux membres du Comité alors qu'on avait établi maintenant qu'il y avait eu fait violation du règlement et que des excuses avaient été présentées de la façon dont s'étaient comportés les agents de la sûreté. Il est clair à mon avis, qu'il y a eu véritablement une invasion de nos bureaux et c'est pourquoi j'ai déclaré que par ailleurs bien que la situation soit claire, je serais d'accord pour comparaître devant les membres du comité pour leur donner tout autre renseignement qu'ils jugeraient nécessaire.

**Mr. Matte:** I warmly thank Miss MacDonald. I would like simply to add, Mr. Chairman, that as far as I am concerned I would follow Miss MacDonald's argument and say that the incident is closed.

It has been proven that there had been a breach of the privileges and rights of Miss MacDonald who is a member, and that it was up to this Committee to determine whether this was a fact or not. I believe that this has been cleared up and that we should put an end to the discussion of this incident.

**The Chairman:** Mr. Matte, you seem to believe that it is up to the members of the Committee to make such a decision. In so far as I am the Chairman I have an agenda to follow and it is up to the members of the Committee to let me know what decision they will make. Pour le moment puisque je n'ai pas d'autres noms sur ma liste de députés qui désirent poser des questions à M<sup>lle</sup> MacDonald, je désire la remercier d'avoir comparu ici devant nous. Merci d'être venu au Comité.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Merci beaucoup monsieur le président, de votre courtoisie.

**M. Higson:** Monsieur le président, je dois avouer que j'essayais de pratiquer mon français en écoutant M. Matte et que la traduction de ce qu'il a dit ne m'est pas parvenue. Je ne suis donc pas certain si j'ai bien compris ce qu'il a déclaré, mais je crois qu'il a dit que l'on avait résolu la question de privilège qui avait été soulevée et que le point avait été bien établi. Nous avons été saisis de cette question hier soir et nous sommes tombés d'accord pour accepter ce point de vue bien que certains députés n'étaient pas contents de la procédure suivie. Je ne connais pas quelle est la procédure à cet égard et je ne sais pas si M. Matte désire présenter une motion officielle. Si l'on pouvait invoquer le Règlement il serait peut-être bon de demander aux autres membres du comité s'il y a en ce moment d'autres questions qui mériteraient notre attention.

**Le président:** Monsieur Stewart.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Merci, monsieur le président. A mon avis, comme on l'a fait valoir au sein du comité de direction, nous avons un mandat précis du Parlement pour traiter des questions se rapportant non seulement à M<sup>lle</sup> MacDonald mais aussi à son personnel. A mon avis, il ne faudrait pas écarter la motion parlementaire officielle si, de fait, nous devons à ce moment-là empêcher les autres membres du personnel de M<sup>lle</sup> MacDonald de comparaître devant nous.

[Text]

**Le président:** Monsieur Dupras.

**M. Dupras:** Monsieur le président, je suis d'accord avec mon collègue M. Matte. Mais, avant de clore le débat, je crois que nous devrions tout de même entendre les policiers, ou le représentant des policiers, pour connaître en fait la version de ces gens qui ont été impliqués dans cette affaire. On leur a prêté toutes sortes d'intentions, je pense bien qu'il serait honnête et juste qu'ils soient invités à témoigner.

**The Chairman:** For the time being since I have no motion the only thing I can do is to report you the Third Report of your subcommittee on Agenda and Procedure of the Standing Committee on Privileges and Elections.

**M. Matte:** Monsieur le président, pour une raison technique, le caucus a duré jusqu'à 13 h. 30, je n'ai pu assister à la séance du sous-comité où j'aurais justement proposé, suite aux propos que je tenais tout à l'heure, que le Comité mette fin à ces séances et qu'il fasse rapport à la Chambre. J'en fais la proposition, si quelqu'un veut m'appuyer.

**Une voix:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

**The Chairman:** Just a minute, before you raise your point of order. I think if you would let the Chairman conduct the deliberations it would be much shorter. At present we have before the Committee a report from the Subcommittee on Agenda and Procedure. I cannot entertain of course, any amendment to this report. For the time being I think the proper way to proceed would be either to accept or reject the subcommittee report.

**Mr. O'Connor.**

**Mr. O'Connor:** Mr. Chairman, I have one or two comments in respect of the report. I noticed the concluding words were that Miss Gelber not be required to answer questions in respect of conversations between herself and Miss MacDonald.

**The Chairman:** Yes.

**Mr. O'Connor:** I wonder, Mr. Chairman, if that wording precludes conversations between herself and anyone else on behalf of Miss MacDonald.

Surely, we would be setting a dangerous precedent if we permitted by implication members of the staff of members of Parliament to be required to divulge the contents of conversations they have on behalf of their members to whomever it is, whether it be constituents or members of a department.

I say that completely in the abstract. I presume Miss Gelber will be willing to take the stand—in fact, I know she is—and will be willing to answer most questions put to her, but I think it is dangerous for us not to make the reservation that members' staff should not be required to divulge conversations on behalf of their members. They are acting as an agent. It is as though the member himself or herself were making that conversation, but for the time restrictions of his or her jobs.

**The Chairman:** I think at this moment your point is well taken, but we will see later on.

[Interpretation]

**The Chairman:** Mr. Dupras.

**Mr. Dupras:** Mr. Chairman, I agree with my colleague, Mr. Matte. But before closing this debate, I believe that we should nevertheless hear the police or its delegate, in order to know what really is the version of these people implicated in that incident. All sorts of intentions have been associated with them and I believe it would be honest and just for us to invite them to give us their evidence.

**Le président:** Pour le moment, comme aucune motion n'a été présentée, la seule chose que je peux faire c'est de vous donner le troisième rapport de votre sous-comité du programme et de la procédure du comité permanent sur les Privilèges et Élections.

**Mr. Matte:** Mr. Chairman, because of a technical reason the caucus lasted till 1.30 p.m. and I was unable to be present at the meeting of the subcommittee where I would have proposed, to follow up what I had mentioned earlier, that the Committee put an end to its deliberation and report to the House. I now present this motion officially and ask for someone to second it.

**An hon. Member:** Mr. Chairman, on a point of order.

**Le président:** Un moment avant d'invoquer le Règlement. A mon avis, si nous laissons le président mener le débat, celui-ci serait beaucoup plus bref. A l'heure actuelle, nous sommes saisis d'un rapport du sous-comité de l'agenda et de la procédure. Je ne puis donc naturellement faire quelque amendement que ce soit à ce rapport. Pour le moment, la meilleure façon de procéder serait d'accepter ou de rejeter le rapport du sous-comité.

**Monsieur O'Connor.**

**M. O'Connor:** Monsieur le président, j'ai un ou deux commentaires à faire au sujet de ce rapport. J'ai constaté qu'on a conclu celui-ci en déclarant que M<sup>lle</sup> Gelber n'avait pas à répondre aux questions qu'on lui posait au sujet des conversations qu'elle aurait eues avec M<sup>lle</sup> MacDonald.

**Le président:** Oui.

**M. O'Connor:** Je me demande, monsieur le président, si ce libellé exclut les conversations qui auraient eu lieu entre elles-mêmes ou tout autre personne de la part de M<sup>lle</sup> MacDonald.

Il est évident que nous pourrions créer ainsi un précédent dangereux, si nous permettons que des membres du personnel des députés du Parlement soient obligés de divulguer la teneur des conversations avec qui que ce soit de la part de leurs députés, que ce soit avec des commentants ou des fonctionnaires d'un ministère.

Je pose le problème d'une façon toute théorique. Je suppose que M<sup>lle</sup> Gelber voudra bien comparaître devant nous. Devant nous, je sais qu'elle serait d'accord et qu'elle répondra à la plupart des questions; il est donc à mon avis dangereux de faire exception pour que les membres du personnel d'un député n'aient pas à divulguer les conversations qu'ils ont eues à la demande de leurs députés. Ils veulent juger ainsi en tant qu'agents. C'est comme si le député lui-même avait entretenu ces conversations.

**Le président:** Je suis d'accord avec vous pour le moment, mais nous verrons un peu plus tard.



[Texte]

**Mr. O'Connor:** I am just suggesting that in any event there should be an amendment to include the words "or on behalf of Miss MacDonald" or other appropriate wording.

**The Chairman:** Are you moving a motion?

**Mr. O'Connor:** Yes, I am. Perhaps, if I could see the wording of the subcommittee's report I could write out my amendment.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Mr. Chairman, on a point of order, Mr. Stewart can confirm that it was my understanding—and I know we left you very little time to prepare the report—that in the steering committee we had wanted to cover the contingency raised by Mr. O'Connor.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Very definitely.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** So if there is an amendment, it is an amendment to the language and not the intent of the steering committee.

**The Chairman:** All right.

**Mr. Barnett:** Mr. Chairman, I would like to confirm it was my understanding that we reached a clear and unanimous understanding that the staff of a member appearing before the Committee was appearing only as an agent of the member and we have no right to question her other than as if she were merely a spokesman for the member.

**The Chairman:** The report then will read as follows:

The examination of Nancy Gelber without being considered as a precedent be conducted in such a way that she should not be questioned on private conversations held with or on behalf of Miss Flora MacDonald, Kingston and the Islands.

Is it the intention of the Committee to accept this third report from your Subcommittee on Agenda and Procedure as amended?

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** Then I will call on Nancy Gelber.

Thank you for being here, Miss Gelber. The first thing I would like to ask the members is to indicate to me their intention of asking questions. However, Miss Gelber has a statement to make and I think it would be appropriate to invite her to make it right away.

• 1555

**Mr. Peters:** Mr. Chairman, on a point of order, because of the wording, and certainly the intent, of the steering committee report, would it be the desire of the Committee to have Miss MacDonald with her secretary so that she could advise her? This is normally what is done with the Minister and it would seem to me that it would be in keeping with what your steering committee has suggested.

It may be that Miss MacDonald will object to certain questions being asked.

[Interprétation]

**M. O'Connor:** Je propose simplement qu'à tout événement on devrait faire un amendement pour y comprendre les mots suivants: «à la demande de M<sup>lle</sup> MacDonald» ou de tout autre texte approprié.

**Le président:** Proposez-vous une motion?

**M. O'Connor:** Oui, en effet. Si je pouvais voir le libellé du rapport du sous-comité, je pourrais rédiger mon amendement.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Monsieur le président, j'invoque le Règlement. M. Stewart pourra confirmer que j'avais l'intention,—et je sais que nous ne vous avons pas donné beaucoup de temps pour préparer ce rapport—qu'au sein du Comité de direction, nous avions l'intention de tenir compte du point soulevé par M. O'Connor.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Sans aucun doute.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Donc, s'il y a amendement à faire, c'est un amendement au libellé de ce rapport et non pas au sujet de intentions du Comité de direction.

**Le président:** Très bien.

**M. Barnett:** Monsieur le président, j'aimerais confirmer que, à mon avis, on en était arrivé à une entente claire et unanime, à l'effet que le personnel d'un député qui comparaitrait devant le Comité ne le ferait qu'en tant qu'agent du député et que, par conséquent, nous n'avions aucun droit de le questionner comme s'il était vraiment un porte-parole du député.

**Le président:** Le rapport se lira donc comme il suit:

La comparution de Nancy Gelber, sans être considérée comme un précédent, devra être menée de telle façon qu'on ne pourra lui poser des questions sur des conversations privées qu'elle aurait pu entretenir de la part de M<sup>lle</sup> Flora MacDonald, Kingston et les Îles.

Le comité est-il d'avis d'adopter ce troisième rapport de votre sous-comité sur l'agenda et la procédure, tel qu'amendé?

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** J'accorde donc la parole à M<sup>lle</sup> Nancy Gelber.

Je vous remercie, mademoiselle Gelber, de comparaître ici aujourd'hui. Je voudrais tout d'abord savoir quels sont les députés qui veulent poser des questions. Toutefois, comme M<sup>lle</sup> Gelber a une déclaration à faire, il serait peut-être préférable de l'inviter à parler immédiatement.

**M. Peters:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement, à cause du libellé et du contenu du rapport du comité de direction, les membres du comité ne pourraient-ils pas entendre M<sup>lle</sup> MacDonald et sa secrétaire, cette dernière pouvant la conseiller? C'est habituellement ce qu'on fait avec le ministre et ce serait conforme, je pense, aux suggestions de comité de direction.

Il se peut que M<sup>lle</sup> MacDonald s'objecte à ce que certaines questions soient posées.

[Text]

**Mr. Blaker:** Mr. Chairman, on a point of order, Miss MacDonald made it clear to me last night not to use the word "secretary" but to use the word "assistant".

**Mr. Peters:** Well, I am on another committee, but I know that, as private members, we do not have assistant.

**Mr. Blaker:** I was taken to task, Mr. Peters, last night for referring to Miss Gelber as her secretary; I understand she is an assistant.

**Mr. Peters:** We are trying to make that technical change but it is not a fact.

**The Chairman:** Order, please. What do you suggest, Mr. Peters?

**Mr. Peters:** I suggest the Committee might be agreeable to having Miss MacDonald accompany Miss Gelber, not to assist her but to carry out the intent of the responsibility of the member really rather than the staff in this case. It seems to me we are skirting very close to a dangerous precedent in the control that members have over their staff and their relationship, if we leave the staff on their own. I am just offering a suggestion. It seems to me to be in keeping with what you have suggested.

**The Chairman:** If your suggestion is accepted, either by Miss Gelber or Miss MacDonald, I do not see any problem in having Miss MacDonald sit beside her assistant. Would you accept that, Miss MacDonald?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Yes, I would. You have the best looking combination of people up here that you have had in a long time.

**The Chairman:** Miss Gelber, you can read your opening remarks, if you wish.

**Miss Nancy Gelber (Assistant to Miss MacDonald):** I have just a short statement. It concerns the visit of the police to our office.

Shortly after 11 a.m. on August 31 there was a knock on our office door in the West Block and I said, "come in". I thought it was a messenger delivering *Hansards*, but when no one came in I opened the door and there stood three men. What struck me at the time was that there had been no call from the protective staff asking if they could come up. This is a regular procedure followed by the protective staff in the West Block and I presume everywhere else.

They introduced themselves as RCMP Corporal Jack Bradley and two city police officers, one being Detective Harrison and another fellow whose name I am afraid I do not know. They said they wanted to talk to Miss MacDonald about missing Indian Affairs files. I said she was not in.

What was going on in my head at the time was that I knew that members of Parliament had certain immunity, but I did not know if that extended to the staff. Detective Harrison said that they were here to investigate a criminal matter, the disappearance of the files, and they would appreciate co-operation. I suggested they speak to Miss MacDonald. They asked how she could be reached and I telephoned her at the Opposition lobby in the House of Commons and said that the police were in her office and put one of the officers on the telephone.

[Interpretation]

**M. Blaker:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement; M<sup>lle</sup> MacDonald m'a fait comprendre hier soir qu'il ne fallait utiliser le mot «secrétaire» mais celui «d'adjointe».

**M. Peters:** Je fais partie d'un autre comité, mais je sais très bien qu'en qualité de député nous n'avons pas d'adjoint.

**M. Blaker:** On m'a reproché hier soir, monsieur Peters, de parler de M<sup>lle</sup> Gelber comme de la secrétaire de M<sup>lle</sup> MacDonald. Je crois savoir qu'elle est son adjointe.

**M. Peters:** Nous essayons d'apporter ce changement technologique, mais ce n'est pas un fait.

**Le président:** A l'ordre s'il vous plaît. que proposez-vous, monsieur Peters?

**M. Peters:** Je crois que le comité pourrait accepter que M<sup>lle</sup> MacDonald accompagne M<sup>lle</sup> Gelber non pas pour l'assister mais pour l'aider à assumer les responsabilités qui incombent au député et non pas à son personnel. Il est dangereux de créer un précédent dans le contrôle qu'exercent les députés sur leur personnel et dans leurs rapports, si nous laissons le personnel agir par lui-même. Ce n'est qu'une suggestion. Elle me semble en rapport toutefois avec ce que vous venez de suggérer.

**Le président:** Si votre suggestion est acceptée, soit par M<sup>lle</sup> Gelber ou M<sup>lle</sup> MacDonald, je n'ai pas d'objection à ce que M<sup>lle</sup> MacDonald s'assoie à côté de son adjointe. Êtes-vous d'accord, mademoiselle MacDonald?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Oui, vous avez un groupe de personnes ici qui est formidable meilleur qu'il ne l'a été depuis longtemps.

**Le président:** Mademoiselle Gelber, vous pouvez commencer à lire vos remarques préliminaires.

**Mlle Nancy Gelber (adjointe de Mlle MacDonald):** C'est une courte déclaration concernant la visite de policiers à notre bureau.

Peu après 11h. du matin le 31 août, on frappa à la porte de mon bureau à l'édifice de l'Ouest, et je répondis: «Entrez». Je pensais qu'il s'agissait d'un messenger livrant le *Hansard*, mais comme personne n'entraî, j'ouvris la porte et je me trouvai devant trois hommes. Ce qui me frappa c'est le fait qu'il n'y avait pas eu d'appel du personnel chargé de la sécurité dans l'édifice de l'Ouest, et je le supposai, de partout ailleurs.

Ils se sont présentés comme étant le caporal Jack Bradley, de la Gendarmerie royale et deux officiers de police municipaux, le détective Harrison et un autre dont je ne me souviens pas du nom. Ils m'ont dit qu'ils voulaient parler à M<sup>lle</sup> MacDonald concernant trois dossiers des Affaires indiennes qui avaient disparu. Je leur répondis que M<sup>lle</sup> MacDonald n'était pas là.

J'ai alors pensé que les députés du Parlement jouissent d'une certaine immunité, mais je ne savais pas si cette immunité s'étendait également à leur personnel. Le détective Harrison me déclara qu'il était ici pour enquêter sur une affaire criminelle, la disparition de dossiers et qu'il apprécierait ma coopération. Je leur répondis qu'ils devraient en parler à M<sup>lle</sup> MacDonald. Ils me demandèrent comment la rejoindre. Je téléphonai à M<sup>lle</sup> MacDonald dans la salle de l'Opposition à la Chambre des communes et lui fis part de la visite des policiers dans son bureau. Un des officiers de police prit l'appel.

## [Texte]

When he hung up he said they had arranged to meet Miss MacDonald in her office at 12:30 noon that day, and he then proceeded to ask me some questions. They asked if I talked to anyone who might have access to the documents and I said, no. They asked if I had been in contact with Jim Sinclair, President of the Saskatchewan Métis Society, who had been in the city during the occupation of the Department of Indian Affairs, and I said, no.

• 1600

They asked if I had discussed the demonstration with anyone the day before and I said I had discussed it with Irvin Goodleaf who is the Special Assistant to the Minister of Indian Affairs and with a newspaper reporter. They asked what Miss MacDonald would do if she received stolen documents. Knowing the difference between stolen documents and leaked ones, would she turn them over? I said I was certain she would. They asked me who her contacts were. They asked me who she might have been speaking to in the last 24 hours and I said I did not know but that they should ask her. They said they wanted me to realize this was a very serious criminal matter and then they left. I got the impression from the tone and the manner of their questioning that they believed we either had the missing files or had seen them.

I sent a note to Miss MacDonald in the House and briefly explained what had taken place. She returned to her office about 12:15 and a couple of minutes later there was a knock on the door. She answered. It was City Detective Harrison who had been there before and another city policeman who had not been on the previous visit.

Just before I stop I would like to explain about the telephone calls which were the topic of discussion last night, those between the Department of Indian Affairs and Flora's office on the morning of August 31. I thought it might be advisable if I put these in proper sequence for you.

At about 9:45 a.m. that morning—and these times are approximate—I telephone Irvin Goodleaf, the Special Assistant to the Minister, and Jim Bennett, the Executive Assistant to John Ciaccia, the Assistant Deputy Minister in charge of the Indian-Eskimo program. Neither was in and I left messages. This, gentleman, I would like to say is really perfectly normal in our office and it is the normal practice for me. I contact them several times a week and they call Flora's office frequently concerning the department or various native organizations.

I followed up my call to Mr. Goodleaf about 10 minutes later and at approximately 10:15 a.m. Mr. Bennett returned the call I had made to him. We talked for a short while. We said he would call back again, which he did, and I think it was about 10:30 a.m. That is all.

**The Chairman:** Thank you, Miss Gelber. Mr. Benjamin.

**Mr. Benjamin:** Mr. Chairman, may I ask Miss Gelber: did she in any telephone conversations no matter to or from whom, either directly, by implication or consent, agree to police officers' coming to Miss MacDonald's office?

## [Interprétation]

Lorsqu'il raccrocha, il déclara que M<sup>lle</sup> MacDonald les rencontrerait dans son bureau à midi trente ce jour-là. Ils me posèrent ensuite certaines questions. Ils me demandèrent si j'avais parlé à des gens qui pourraient avoir accès à ces documents et je répondis que non. Ils me demandèrent si j'avais communiqué avec Jim Sinclair, président de la Société des Métis de la Saskatchewan qui était en ville pendant l'occupation du ministère des Affaires indiennes. Je répondis de nouveau, non.

Ils me demandèrent si j'avais discuté de cette démonstration avec quiconque la veille. Je leur répondis que j'en avais parlé à Irvin Goodleaf, l'adjoint spécial au ministre des Affaires indiennes, et à un journaliste. Ils me demandèrent ensuite ce que ferait M<sup>lle</sup> MacDonald si elle recevait les documents volés. Sachant la différence qui existe entre les documents volés et des fuites, est-ce qu'elle remettrait ces documents? Je répondis qu'elle les retournerait certainement. Ils me demandèrent alors qui étaient ses contacts. Ils me demandèrent également à qui elle avait parlé au cours des dernières 24 heures. Je répondis que je ne le savais pas et qu'ils devraient le lui demander. Je devais réaliser, me dirent-ils, qu'il s'agissait là d'une affaire criminelle très sérieuse. Puis ils me quittèrent. J'avais l'impression d'après leur ton et leur manière de m'interroger qu'ils croyaient que nous avions ces dossiers disparus ou que nous les avions vus.

J'expédiai une note à M<sup>lle</sup> MacDonald à la Chambre expliquant brièvement ce qui venait de se passer. Elle revint au bureau vers 12 h 15 et, quelques minutes plus tard, on frappa à la porte. Elle répondit au détective municipal Harrison et à un autre policier municipal qui n'était pas à la première visite.

Avant de terminer, j'aimerais expliquer les appels téléphoniques qui ont été l'objet de discussions hier soir, ceux qui ont été échangés entre le ministère des Affaires indiennes et le bureau de Flora le matin du 31 août. Il serait peut-être préférable que je les mentionne dans l'ordre où ils se sont produits.

Vers 9 h 45 du matin, ce matin-là, les heures sont approximatives, j'ai téléphoné à Irvin Goodleaf, l'adjoint spécial du ministre, et Jim Bennett, chef de cabinet de John Ciaccia, sous-ministre adjoint chargé du programme des Affaires indiennes et esquimaudes. Tous deux étaient absents et j'ai laissé un message. Je pourrais dire, messieurs, qu'il s'agit là d'une procédure tout à fait normale dans notre bureau. Je communique avec eux plusieurs fois par semaine et ils appellent souvent au bureau de Flora au sujet de diverses organisations d'autochtones du ministère.

J'ai de nouveau appelé M. Goodleaf, environ dix minutes plus tard, et à 10 h 15 du matin, M. Bennett m'a appelé. Nous avons parlé un peu puis il m'a dit qu'il me rappellerait; c'est ce qu'il a fait vers 10 h 30 environ. C'est tout.

**Le président:** Je vous remercie, mademoiselle Gelber. Monsieur Benjamin.

**M. Benjamin:** Monsieur le président, puis-je poser une question à M<sup>lle</sup> Gelber. Dans ces conversations téléphoniques, quelle que soit la personne appelée ou de qui provenait l'appel, a-t-elle soit directement, par induction ou consentement, consenti à la visite des officiers de police dans le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald?



[Text]

Miss Gelber: No.

Mr. Benjamin: I think that is all I need to ask, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. O'Sullivan.

Mr. O'Sullivan: Miss Gelber, you mention that three officers were present at the first visit when the initial discussions took place with you. I take it that they were all plain-clothes type officers and the Royal Canadian Mounted Police man had no distinguishing uniform. In your testimony you say that they posed questions, and I do not want to get into outlandish detail, but can you recall whether the Royal Canadian Mounted Police officer present was the one who posed most of the questions?

Miss Gelber: No, he was not.

Mr. O'Sullivan: It was the Ottawa City Police.

Miss Gelber: Yes.

Mr. O'Sullivan: Did the Royal Canadian Mounted Police Officer pose any of the questions?

Miss Gelber: No, I do not believe so. I do not even recall his saying anything.

Mr. O'Sullivan: So it was mainly the two officers of the Ottawa City Police Force.

Miss Gelber: Yes. Just one actually: Detective Harrison.

Mr. O'Sullivan: The questioning then came from Detective Harrison of the Ottawa City Police Force. The other two, to the best of your recollection, did not pose questions. Thank you.

The Chairman: Mr. Dupras.

Mr. Dupras: Mr. Chairman, I have a few quick questions. You said in your opening statement that at one time the officers gave you the impression that they thought you were holding back some information. What prompted you to have the impression that they thought you had more information than you actually gave to the officers?

Miss Gelber: Well, they kept asking over and over again: what would we do if we had the files or if we found them? Would we turn them over? And they were not just asked once.

Mr. Dupras: They never justified this strong impression that you were holding back information. They never justified or explained this impression. They never explained why such a strong impression was held that you were holding back information?

Miss Gelber: No.

• 1605

Mr. Dupras: You mentioned a few calls to the Department of Indian Affairs. It is normal that you would do that because your M.P. is the critic of her party. You mentioned two phone calls, one at 9.30 a.m. and one at 10.30 a.m. Was this the last communication you had with the department or with Mr. Jim Bennett, to be more precise, that morning?

[Interpretation]

Mlle Gelber: Non.

M. Benjamin: C'est tout ce que je voulais savoir, monsieur le président.

Le président: Monsieur O'Sullivan.

M. O'Sullivan: Mademoiselle Gelber, vous avez dit qu'il y avait trois officiers de police lors de la première visite et au cours des premières discussions. Je suppose qu'ils étaient tous habillés en civil et que le constable de la Gendarmerie royale ne portait pas d'uniforme. Vous avez dit dans votre témoignage qu'ils vous ont posé des questions. Je ne veux pas entrer dans des questions de détails incongrus, mais pouvez-vous vous souvenir si l'officier de la Gendarmerie fut celui qui a posé le plus de questions?

Mlle Gelber: Non.

M. O'Sullivan: C'est donc le policier de la ville d'Ottawa.

Mlle Gelber: Oui.

M. O'Sullivan: Est-ce que l'officier de la Gendarmerie a posé des questions?

Mlle Gelber: Non, je ne le crois pas. Je ne me souviens pas qu'il ait dit quoi que ce soit.

M. O'Sullivan: Ce sont donc surtout les deux officiers de la police municipale d'Ottawa qui vous ont parlé?

Mlle Gelber: Oui, surtout le détective Harrison.

M. O'Sullivan: Vous avez donc été interrogée par le détective Harrison de la police municipale d'Ottawa. L'un des deux autres, si vous vous souvenez bien, ne vous a pas posé de questions. Je vous remercie.

Le président: Monsieur Dupras.

M. Dupras: Monsieur le président, j'ai quelques courtes questions. Dans sa déclaration d'ouverture, M<sup>lle</sup> Gelber a dit qu'elle avait l'impression à un certain moment que les officiers croyaient qu'elle cherchait à leur cacher quelque chose. Qu'est-ce qui vous a donné l'impression que le policier croyait que vous aviez plus de renseignements que vous ne vouliez leur en donner?

Mlle Gelber: Ils m'ont posé à plusieurs reprises les mêmes questions. Que feriez-vous si vous aviez les dossiers ou si vous les trouviez? Est-ce que vous les remettiez?

M. Dupras: Ils n'ont pas expliqué pourquoi ils avaient cette impression que vous cachiez quelque chose. Ils n'ont ni expliqué ni justifié cette impression. Ils n'ont pas expliqué pourquoi ils avaient cette impression que vous reteniez certains renseignements?

Mlle Gelber: Non.

M. Dupras: Vous avez parlé de quelques appels au ministère des Affaires indiennes. Il est normal que vous fassiez ces appels, car votre député est le critique de son parti. Vous avez parlé de deux appels téléphoniques, un à 9 heures trente du matin et l'autre à 10 heures trente. Pour être plus précis, est-ce la dernière fois que vous avez communiqué avec le ministère ou avec M. Jim Bennett ce matin-là?

[Texte]

Miss Gelber: You mean the two that I made?

Mr. Dupras: You spoke of two phone calls. You tried to reach Mr. Goodleaf at one point and you tried to speak to Mr. Jim Bennett, and in fact you spoke to him, I think, around 9.30 a.m.

Miss Gelber: Yes. I will go over the phone calls for you.

Mr. Dupras: Yes, please.

Miss Gelber: At about 9.45 p.m. I called Irving Goodleaf, who was in the Minister's office, and he was not in and I called Jim Bennett, who was in Mr. Ciaccia's office and he was not in. I left messages for both of them. I called Irving again, and Jim Bennett returned my call shortly after that.

Mr. Dupras: Was this the last communication you had with Mr. Bennett on the phone that morning?

Miss Gelber: No, he called back.

Mr. Dupras: He called back.

Miss Gelber: Yes.

Mr. Dupras: Did he mention anything about the missing files?

Miss Gelber: No.

Mr. Dupras: Was this mentioned by you first? This is very important. Was this mention of the missing files made by you first?

Miss Gelber: In the first call I mentioned to him there was some ruckus in the department the night before and he told me about the safe being smashed open—I think it is a filing cabinet made into a safe or something, with wood around it—and that the files missing concerned James Bay, I think, and B.C. Any others, I do not know.

Mr. Dupras: Are you the person who informed him of the missing files or did he inform you that some files were missing.

Miss Gelber: That is the first definite knowledge I had, when I was speaking to Mr. Bennett, that there had been files missing.

Mr. Dupras: So Mr. Bennett informed you of the missing files?

Miss Gelber: Yes.

Mr. Dupras: What time was it? Was this during the first conversation?

Miss Gelber: Yes.

Mr. Dupras: This was at 9.30 a.m.?

Miss Gelber: Yes—no.

Mr. Dupras: It is confused a little bit.

Miss Gelber: It was about 10.15 a.m. because I had made calls and nobody was there and I had to wait for the calls to be returned.

[Interprétation]

Mlle Gelber: Vous parlez des deux appels téléphoniques que j'ai faits?

M. Dupras: Vous avez mentionné deux appels. Vous avez essayé de rejoindre M. Goodleaf à un moment donné et de parler à M. Jim Bennett et, en fait, vous lui avez parlé je crois vers 9 heures trente.

Mlle Gelber: Oui. Je vais reprendre ce que j'ai dit au sujet des appels téléphoniques.

M. Dupras: Je vous en prie.

Mlle Gelber: Vers 9 heures quarante-cinq, j'ai appelé Irving Goodleaf au bureau du ministre, et il n'était pas là. J'ai ensuite appelé Jim Bennett qui fait partie du bureau de M. Ciaccia. Il était également absent. J'ai laissé des messages pour ces deux personnes. J'ai rappelé Irving de nouveau et Jim Bennett a retourné mon appel peu de temps après cela.

M. Dupras: Est-ce là le dernier appel que vous avez fait à M. Bennett ce matin-là?

Mlle Gelber: Non, il a rappelé.

M. Dupras: Il a rappelé.

Mlle Gelber: Oui.

M. Dupras: A-t-il parlé des dossiers disparus?

Mlle Gelber: Non.

M. Dupras: En avez-vous parlé en premier? C'est très important. Est-ce que vous avez parlé en premier des dossiers disparus?

Mlle Gelber: Lors du premier appel, je lui ai dit qu'il y avait eu du chahut au ministère la nuit précédente et il m'a parlé du coffre-fort qui avait été défoncé. Il s'agit, je crois, d'un classeur converti en un quelconque coffre-fort et entouré de bois. Il a ajouté que les dossiers disparus avaient trait à la baie James en Colombie-Britannique je crois et d'autres je ne sais pas.

M. Dupras: Êtes-vous celle qui lui a parlé des dossiers disparus ou est-ce lui qui vous a informée de la chose.

Mlle Gelber: Lorsque j'ai parlé à M. Bennett, c'était la première fois que j'entendais mentionner ces dossiers disparus.

M. Dupras: Par conséquent, M. Bennett vous a appris qu'il y avait des dossiers disparus?

Mlle Gelber: Oui.

M. Dupras: Quelle heure était-il? Était-ce au sujet de la première conversation que vous avez eue avec lui?

Mlle Gelber: Oui.

M. Dupras: A 9 heures trente du matin?

Mlle Gelber: Oui. Non.

M. Dupras: C'est un peu confus.

Mlle Gelber: C'était vers 10 heures quinze environ. Lorsque j'ai placé mes appels, il n'y avait personne, j'ai dû attendre qu'on me rappelle.

[Text]

**Mr. Dupras:** So this call that we are discussing was not mentioned in your opening statement?

**Miss Gelber:** Yes, I think it was.

**Mr. Dupras:** Do you know of anyone overhearing your conversation with Mr. Bennett?

**Miss Gelber:** No, I do not.

**Mr. Dupras:** Was there anyone in your office when you spoke to Mr. Bennett about the missing files?

**Miss Gelber:** The woman who is working as Flora's temporary secretary was there and she was on a dictaphone. And Flora was there too; for half of it she came in.

**Mr. Dupras:** Had anyone else phoned you regarding the missing files that morning, before 11 a.m.?

**Miss Gelber:** No.

**Mr. Dupras:** Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. Stewart.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Did you have any knowledge or reason to believe that prior to the police actually coming to your office that they would or might come as a result of your telephone call to or from the department?

**Miss Gelber:** No, we had not requested the police come to our office.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** I appreciate that, but you had no knowledge that they would be coming as a result of any telephone call and you had no reason to believe that they would be coming as a result of...

**Miss Gelber:** Nobody phoned—no.

**Mr. Stewart (Okanagan-Kootenay):** I appreciate that you said that you did not invite them but nobody left you with the impression that notwithstanding your noninvitation they might come in any event?

**Miss Gelber:** No, I did not...

**The Chairman:** Mr. Poulin.

**Mr. Poulin:** With respect to those two phone calls, I have spoken to Mr. Bennett and it is his recollection that you placed those two calls to him and he answered, not the reverse.

**Miss Gelber:** Well, I did state that he was not there and so he phoned back.

• 1610

**Mr. Poulin:** My understanding from Mr. Bennett is that you phoned him again and then did have a discussion with him on the telephone, and that you then phoned him back again and spoke to him for the second time, but that you placed the calls, not him. This is Mr. Bennett's recollection.

**The Chairman:** I would like to invite the members to let the witness give her evidence. If we have further evidence to produce we will get it through other witnesses, but in your questions do not try to put evidence from someone else.

[Interpretation]

**M. Dupras:** Ainsi, cet appel dont nous parlons actuellement n'a pas été mentionné dans votre déclaration préliminaire?

**Mlle Gelber:** Oui, je crois qu'il l'a été.

**M. Dupras:** Croyez-vous que quelqu'un vous ait entendu parler à M. Bennett?

**Mlle Gelber:** Non, je ne le crois pas.

**M. Dupras:** Y avait-il quelqu'un dans le bureau quand vous avez parlé à M. Bennett des dossiers disparus?

**Mlle Gelber:** Il y avait cette dame qui travaille comme temporaire... comme secrétaire temporaire pour Flora. Elle travaillait au dictaphone. Flora était là également pendant la moitié du temps.

**M. Dupras:** Quelqu'un d'autre vous a-t-il téléphoné avant 11 heures du matin au sujet des dossiers disparus?

**Mlle Gelber:** Non.

**M. Dupras:** Je vous remercie monsieur le président.

**Le président:** Monsieur Stewart.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Saviez-vous, ou aviez-vous des raisons de croire avant la visite des policiers que ceux-ci pouvaient venir à la suite de votre appel téléphonique au ministère?

**Mlle Gelber:** Non, nous n'avons pas demandé au policier de venir à notre bureau.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Je comprends bien, mais vous ne saviez pas que les policiers viendraient à la suite de votre appel téléphonique, vous n'aviez aucune raison de croire qu'ils le feraient après...

**Mlle Gelber:** Personne n'a téléphoné non.

**M. Stewart (Okanagan-Kootenay):** Je comprends, vous avez dit que vous ne les aviez pas demandés, mais vous n'avez pas eu l'impression qu'en dépit de cela ils pouvaient venir?

**Mlle Gelber:** Non, je ne croyais pas...

**Le président:** Monsieur Poulin.

**M. Poulin:** Au sujet de ces deux appels téléphoniques, j'ai parlé à M. Bennett. Il se souvient que vous l'avez appelé deux fois et qu'il a répondu, non pas qu'il a retourné l'appel.

**Mlle Gelber:** J'ai déclaré qu'il n'était pas là et qu'il m'avait rappelé.

**M. Poulin:** Je croyais comprendre, d'après ce que M. Bennett avait dit, que vous lui aviez téléphoné et lui aviez parlé à ce moment-là. Vous aviez vous-même logé un appel plus tard, non pas lui. Je pense que c'est ce que M. Bennett a dit tout à l'heure.

**Le président:** Je demanderais aux députés de bien vouloir laisser le témoin répondre aux questions. D'autres témoignages seront entendus certainement, mais n'essayez pas d'anticiper.



## [Texte]

**Mr. Barnett:** Mr. Chairman, on a point of order. I would suggest that if Mr. Poulin wants to be a witness before the Committee that he submit himself as a witness before the Committee and account to us conversations that he may have had with other people, rather than apparently introducing the results of conversations that he had been having. I may have had conversations with 50 people about the fact that this Committee is meeting, but I have no intention of appearing as a witness before this Committee, and I suggest that this be considered as a point of order.

**The Chairman:** In fairness to all the Committee, I think your point is well taken, Mr. Barnett, but as Chairman I think I invited Mr. Poulin not to try to put the evidence of someone else in the wording of your questions.

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, I am really trying to refresh the witness's memory by indicating to her someone else's recollection. Of course, if it does not agree with her recollection, that is fine.

**Miss Gelber:** I think my memory of the calls is pretty clear, Mr. Poulin. We did talk about other things when we finally got together on the telephone.

**Mr. Poulin:** Yes. What was the purpose of your originally placing the call? Did it have any reference to the missing files? Is that why you originally called the departmental officials?

**The Chairman:** Concerning the last part of your question, I think this has already been answered through a question by Mr. Stewart.

**Mr. Poulin:** Not really, I do not think, and I think that Miss Gelber is the one who placed the calls and I am sure is the one in the best position to advise us why she phoned. Was there any conversation at all in relation to those missing files?

**The Chairman:** Miss Gelber advises me that she cannot answer your question.

**Miss Gelber:** Oh, I can.

**The Chairman:** I am sorry. Go ahead.

**Miss Gelber:** The day before when I met Irvin Goodleaf on the Hill he told me about the occupation. We had just come back from up North. He said that I could be kept informed and that I should give him a call in the morning. When he was not there, I phoned Jim Bennett, which is normal, to find out about the occupation and if everybody had left and if there had been some kind of a ruckus, as I had been told the night before.

**Mr. Poulin:** Yes. In your conversations did you ask Mr. Bennett any questions with respect to the missing files? Did you bring that subject up in the conversations you had with Mr. Bennett that morning?

**Miss Gelber:** I cannot remember the sequence of the things we talked about. We first talked about the Federation of Saskatchewan Indians, and that we had helped with the problem. We talked about the youth liaison program, and then I am sure I mentioned something to him about a ruckus in the building the day before.

## [Interprétation]

**M. Barnett:** J'invoque le Règlement, monsieur le président. Je proposerais que M. Poulin soit entendu comme témoin afin qu'il puisse faire part au Comité des conversations qu'il a eues avec d'autres personnes. Ce serait sûrement préférable à la façon dont il procède actuellement. J'ai moi-même parlé à plus de 50 personnes du sujet qui nous occupe actuellement, mais je ne serais certainement pas prêt à témoigner devant le Comité. J'aimerais bien avoir votre décision sur ce point, monsieur le président.

**Le président:** J'essaie d'être juste pour tout le monde. Vous n'avez sûrement pas tort, monsieur Barnett, mais en tant que président, je me contenterai de demander à M. Poulin de ne pas anticiper dans ses questions sur les témoignages qui pourront revenir plus tard.

**M. Poulin:** J'essaie simplement de rafraîchir la mémoire du témoin. Il y a des gens qui se souviennent de telle ou telle choses; tout cela peut très bien être concordé avec ce dont se souvient le témoin.

**Mlle Gelber:** Je me souviens très bien des appels, monsieur Poulin. Nous avons parlé de bien d'autres choses au téléphone.

**M. Poulin:** Je comprends. Pourquoi avez-vous d'abord logé l'appel? Devait-il être question des documents manquants? Est-ce que c'est la raison pour laquelle vous avez essayé de rejoindre les fonctionnaires du ministère?

**Le président:** Pour ce qui est de la dernière partie de votre question, je pense que le témoin a déjà répondu lorsque M. Stewart l'interrogeait.

**M. Poulin:** Je ne crois pas. C'est M<sup>lle</sup> Gelber qui a logé les appels et c'est elle qui est en mesure de nous dire pourquoi elle l'a fait. Est-ce qu'il a été question dans le cours de la conversation des dossiers manquants?

**Le président:** M<sup>lle</sup> Gelber nous dit qu'elle ne peut répondre à votre question.

**Mlle Gelber:** Je peux très bien répondre à la question.

**Le président:** Allez-y je vous en prie.

**Mlle Gelber:** La veille, lorsque j'ai rencontré Irvin Goodleaf sur la colline, il m'a parlé de l'occupation des locaux. Nous revenions à ce moment-là du Nord. Il m'a dit que je pouvais être tenue au courant et que je devrais l'appeler le lendemain. Puisqu'il était absent, j'ai appelé Jim Bennett, je pense que c'était normal, pour avoir plus de détails au sujet de l'occupation des locaux et afin de savoir si tout le monde était parti. Je voulais vérifier également s'il y avait eu des troubles comme on me l'avait dit la veille.

**M. Poulin:** Mais dans le cours de votre conversation, est-ce que vous avez interrogé M. Bennett au sujet des dossiers manquants? Est-ce que le sujet a été abordé dans la conversation que vous avez eue avec M. Bennett ce matin-là?

**Mlle Gelber:** Je ne puis me souvenir de tout ce dont nous avons parlé. Nous avons d'abord parlé de la Fédération des Indiens de la Saskatchewan et du fait que nous avions essayé d'apporter une aide. Nous avons abordé ensuite le sujet du programme de liaison avec la jeunesse, puis il a été question, j'en suis certaine, des troubles qui s'étaient produits dans l'immeuble la veille.

## [Text]

**Mr. Benjamin:** Mr. Chairman, on a point of order. I am just as curious and interested as anybody else in hearing all about the files and everything else. That is not in our terms of reference. I would be just as interested and curious in running down the rumours and talk, and what not, that has been going around these buildings for the last several days as anybody else, but that is not what is in front of this Committee. If the Committee on Indian Affairs and Northern Development wants to go into this, or if the courts want to go into it, fine, or if Parliament wants to refer that matter to this Committee we will go into it. It seems to me that Miss Gelber has answered the questions that this Committee needs the answers on: (a), she did not in any telephone calls sent or received either expressly or imply an invitation for the police to enter Miss MacDonald's office and, (b), that she had no indication of any kind that they would be coming to her office. It seems to me that that is all this Committee is required to know with respect to the terms of reference which we have from Parliament. Now I understand why Mr. Peters was so worried in terms of the extremely close way in which we are setting a very dangerous precedent in questioning the staff of a member of Parliament. It seems to me that the questions should be limited to what it is we are trying to find out, whether or not the privilege of the member was breached in terms of the entry of police into her office.

**The Chairman:** I was about to disallow the question by Mr. Poulin, but Miss Nancy Gelber decided to answer, offered to answer and wished to answer.

• 1615

**Mr. Benjamin:** If she were on my staff, I would not allow her to answer.

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Poulin:** The point I really wanted to get at was Miss Gelber's recollection of who placed the telephone calls. She has given us clearly, to the best of her recollection, that information and that is really all I was looking for. I have those answers and I thank her and I thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you. Any more questions? Mr. Clark.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Just a couple of quick ones, Mr. Chairman, arising more out of the questioning now than from Miss Gelber's statement. I am a little confused as to the sequence of events as a result of Mr. Poulin's question. Could you advise whether Mr. Bennett was the first to mention the files in your conversation?

**Miss Gelber:** I was the first one to mention the mess and the ruckus.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Yes.

**Miss Gelber:** He told me about the mess in his office and the filing cabinet that had been broken open.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Who was the first person to indicate that there had been files which had apparently disappeared?

**Miss Gelber:** I believe it was Mr. Bennett.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Mr. Bennett was the one. I have another question following on something that was asked earlier. There was a question as to whether anyone in your office overheard your conversations with Mr. Bennett. Did you have the impression that anyone other than Mr. Bennett was listening to or involved in the conversation on his end?

## [Interpretation]

**M. Benjamin:** J'invoque le Règlement, monsieur le président. Je suis aussi curieux que quiconque de savoir ce qu'il en est avec ces dossiers manquants et tout le reste. Cependant, il me semble que tout cela ne relève pas du mandat du Comité. Je sais qu'il y a eu toutes sortes de rumeurs et de conversations sur ce sujet au cours des derniers jours; comme tout le monde, je voudrais bien savoir à quoi m'en tenir, mais tout cela n'a rien à voir avec le Comité. Si le Comité des affaires indiennes et du Nord canadien veut se réunir et étudier la question, si les tribunaux sont saisis de la chose ou si le Parlement décide de confier toute l'affaire au Comité, bien. Il me semble que M<sup>lle</sup> Gelber a répondu jusqu'ici aux questions qui intéressent le Comité: (a) d'abord, elle n'a pas au téléphone, de façon explicite ou implicite, invité la police à se rendre au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald, (b) elle ne savait pas non plus que la police allait venir au bureau. Il me semble que c'est tout ce qui doit intéresser le Comité selon le mandat que lui a confié le Parlement. Je comprends maintenant pourquoi M. Peters s'inquiétait du précédent extrêmement dangereux que nous établissons en questionnant d'une façon très détaillée le personnel d'un député à la Chambre. Je trouve qu'on devrait limiter les questions au sujet que nous étudions, à savoir si, oui ou non, il y a eu atteinte au privilège d'un député lorsque la police est entrée dans son bureau.

**Le président:** J'étais sur le point d'interdire la question de M. Poulin, mais M<sup>lle</sup> Nancy Gelber a décidé d'y répondre, volontiers et de son propre gré.

**M. Benjamin:** Si elle appartenait à mon personnel, je ne lui permettrai pas de répondre.

**Le président:** Oui.

**M. Poulin:** Ce que je cherchais vraiment à savoir, c'est qui, selon M<sup>lle</sup> Gelber, a lancé ces appels téléphoniques. Elle nous a donné cette information précisément, autant qu'elle s'en souvient, et c'est tout ce que je voulais savoir. J'ai reçu les réponses que je voulais, et je la remercie comme je vous remercie, monsieur le président.

**Le président:** Merci. Y a-t-il d'autres questions? M. Clark a la parole.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Juste deux questions très brèves, monsieur le président, inspirées plutôt par les questions que par la déclaration de M<sup>lle</sup> Gelber. Par suite de la question de M. Poulin, je suis un peu confus quant à l'ordre des événements. Pourriez-vous nous dire si M. Bennett a été le premier, dans votre conversation, à parler de ces dossiers?

**Mlle Gelber:** C'est moi qui ai parlé la première de ce fouillis, de ce désordre.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Oui.

**Mlle Gelber:** Il m'a parlé du désordre de son bureau et du classeur qu'on avait ouvert de force.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Qui a été le premier à suggérer qu'il y avait des dossiers disparus?

**Mlle Gelber:** Je crois que ça été M. Bennett.

**M. Clark (Rocky Mountain):** C'a été M. Bennett. Je voudrais poser une autre question pour faire suite à quelque chose qu'on a demandé plus tôt. On a demandé si quelqu'un de votre bureau avait entendu vos conversations avec M. Bennett. Aviez-vous l'impression que quelqu'un d'autre que M. Bennett écoutait ou prenait part à la conversation à l'autre bout du fil.

[Texte]

**The Chairman:** I just would like to advise you, Mr. Clark, that you are asking the witness her impressions.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Yes.

**The Chairman:** I can hardly conceive that she would accept to give you her impressions, but we will not reach...

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Excuse me, Mr. Chairman, but it was more than an impression.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I will rephrase the question. To your knowledge, was anyone other than Mr. Bennett involved either in over-hearing or in any other way the conversation on his end?

**Miss Gelber:** There was a voice in the background at one point saying same thing, but I did not hear what it was.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** You did not hear the words, but you heard a voice?

**Miss Gelber:** That is right.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Thank you.

**The Chairman:** No more questions? Mr. Matte.

**M. Matte:** Je n'ai pas tout à fait compris les réponses et les questions et je voudrais tout simplement que ce soit bien clair dans mon esprit. Est-ce que M<sup>me</sup> Gelber pourrait me dire si un fonctionnaire du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien l'avait appelée avant la visite impromptue des policiers pour lui demander s'il y avait des documents dans le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald?

**Miss Gelber:** Did he specifically ask me if we had documents in our office?

**M. Matte:** Avant que les policiers n'aillent au bureau, est-ce qu'un fonctionnaire du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien vous avait appelée, afin de savoir si, par hasard, des documents n'étaient pas disparus du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien?

**Miss Gelber:** Do you mean was that the sole reason for the telephone call or do you mean during the telephone conversation did somebody say, you do not have them there, do you?

**Some hon. Members:** That is right, that was the question.

**Miss Gelber:** Yes, but I...

**M. Matte:** Avant l'incident, avant que la police n'aile au bureau, est-ce que quelqu'un du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien avait appelé au bureau pour s'informer s'il y avait des documents?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Did Mr. Bennett ask you specifically if there were documents in my office?

**Miss Gelber:** He asked, but he asked facetiously. He did not mean it seriously, I am sure. He just said, "You do not have them, do you?" I did not take it seriously.

[Interprétation]

**Le président:** Je voudrais juste vous rappeler, monsieur Clark, que vous ne demandez au témoin que ses impressions.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Oui.

**Le président:** je comprendrais difficilement qu'elle consente à vous expliquer ses impressions, mais nous n'allons pas chercher...

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Excusez-moi, monsieur le président, mais il s'agit de quelque chose de plus solide qu'une impression.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je vais modifier ma question. A votre connaissance, quelqu'un d'autre que M. Bennett écoutait-il ou prenait-il part de tout autre façon à la conversation de l'autre bout du fil?

**Mlle Gelber:** A un moment donné, j'ai entendu une voix dire quelque chose à l'arrière-plan, mais je n'ai pas entendu ce qu'elle disait.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Vous n'avez pas entendu les mots, mais vous avez entendu une voix?

**Mlle Gelber:** C'est exact.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Merci.

**Le président:** Plus de questions? M. Matte a la parole.

**Mr. Matte:** I have not fully understood the questions and answers, and I should just like to get things straight in my mind. Could Miss Gelber tell me if an official of the Department of Indian Affairs and Northern Development called her before the unexpected visit from the police to ask her if there were any papers in Miss MacDonald's office?

**Mlle Gelber:** S'il m'a demandé précisément si nous avions des documents dans notre bureau?

**Mr. Matte:** Did an official of the Department of Indian Affairs and Northern Development call you before the police came to the office, to find out if any documents had disappeared from the Department of Indian Affairs and Northern Development?

**Mlle Gelber:** Voulez-vous savoir si c'était là le seul motif de l'appel téléphonique, ou voulez-vous demander si, au cours de la conversation téléphonique, quelqu'un n'aurait pas dit, vous ne les avez pas là, n'est-ce pas?

**Des voix:** Oui, oui, c'est bien là la question.

**Mlle Gelber:** D'accord, mais je...

**Mr. Matte:** Before the incident, before the police went to the office, had anyone from the Department of Indian Affairs and Northern Development called the office to find out if there were any documents there?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** M. Bennett vous a-t-il demandé précisément s'il y avait des documents dans mon bureau?

**Mlle Gelber:** Il nous l'a demandé, mais c'était comme une blague. Il ne l'a pas demandé sérieusement, j'en suis sûre. Tout ce qu'il a dit, c'est: «Vous ne les avez pas, n'est-ce pas?» Je ne l'ai pas pris au sérieux.



[Text]

**M. Matte:** Mais quand cette demande a-t-elle été faite?

• 1650

**Miss Gelber:** While I was talking to Mr. Bennett on the phone. He did not make a specific telephone call to ask me that question.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Can I go back?

**The Chairman:** Mr. Clark.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Is this an accurate reconstruction of what happened? First of all, no one other than Mr. Bennett referred to files in any conversation with you at any time prior to 11 o'clock in the morning of that day. Is that correct?

**The Chairman:** Let the record show that she answered yes. Would you answer in this microphone, please?

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Second, in the course of a telephone conversation with Mr. Bennett which had been inspired for other purposes he asked you in a manner which you thought was facetious whether or not you had the files. Is that correct?

**Miss Gelber:** Yes.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Okay, thank you.

**The Chairman:** Mr. Blais.

**Mr. Blais:** I have one question only, Mr. Chairman. Miss Gelber, the question posed by Mr. Bennett as to whether you had or had not the files even though facetious, when was that asked in reference to the time when you overheard a voice in the background making a comment? Was it after or before?

**Miss Gelber:** Prior to that.

**Mr. Blais:** You say that the comment in the background was unintelligible to you.

**Miss Gelber:** To me, yes.

**Mr. Blais:** Following that particular comment was any comment made by Mr. Bennett relating to the files and their being missing?

**Miss Gelber:** He asked me again, but I talk to him often and I am sure he was just joking as you do on the telephone, "Well, you would turn them over, would you not?" I answered facetiously, too.

**Mr. Blais:** When he said that was that subsequent to the voice in the background making a comment?

**Miss Gelber:** Yes.

**Mr. Blais:** Relating to your turning them over?

**Miss Gelber:** Yes, as I recall.

**Mr. Blais:** Did you make any connection with the comments in the background and the matter of the missing files at the time when you were hearing it?

**Miss Gelber:** At the time, no.

**Mr. Blais:** You did not make any connection between the two?

[Interpretation]

**Mr. Matte:** But when was the question asked?

**Mlle Gelber:** Au moment où M. Bennett m'a parlé au téléphone. Il ne m'appelait pas d'ailleurs simplement pour me poser cette question.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-ce que je puis revenir en arrière?

**Le président:** Vous avez la parole, monsieur Clark.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-ce que c'est bien la façon dont les choses se sont passées? D'abord, il n'y a eu que M. Bennett qui a fait allusion aux dossiers manquants avant 2 heures du matin ce jour-là. C'est bien cela?

**Le président:** Le compte rendu indiquerait que vous avez répondu par oui. Est-ce que vous voulez bien parler devant le microphone, s'il vous plaît?

**M. Clark (Rocky Mountain):** Deuxièmement, au cours de la conversation téléphonique que vous avez eue avec M. Bennett et au cours de laquelle il a été question d'autres sujets, il vous a demandé, sur un ton que vous avez cru mystérieux, si vous aviez les dossiers. C'est cela?

**Mlle Gelber:** Oui.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je vous remercie.

**Le président:** Monsieur Blais.

**M. Blais:** Je poserais une seule question, monsieur le président. Mademoiselle Gelber, il y a eu cette question qu'a posé M. Bennett portant sur les dossiers manquant, quelque soit la façon dont elle a été posée, mais quand au juste est-ce qu'elle a été posée, avant ou après que vous ayez entendu une voix en sourdine?

**Mlle Gelber:** Avant.

**M. Blais:** Vous avez déjà dit que vous n'aviez pas compris ce qui avait été dit à ce moment-là.

**Mlle Gelber:** En effet.

**M. Blais:** Et après ce que vous avez entendu, est-ce que M. Bennett a de nouveau fait allusion aux dossiers ou au fait qu'ils manquaient?

**Mlle Gelber:** Il m'a de nouveau posé la question, mais j'étais sûre qu'il plaisantait comme on le fait souvent au téléphone. Il m'a dit: «Si vous les aviez, vous les rendriez, n'est-ce pas?» J'ai répondu par une plaisanterie.

**M. Blais:** Et il vous a posé la question de nouveau après que vous ayez entendu la voix en sourdine?

**Mlle Gelber:** Oui.

**M. Blais:** Il vous a demandé si vous les rendriez?

**Mlle Gelber:** Autant que je me souvienne.

**M. Blais:** Est-ce que vous avez fait le lien à ce moment-là entre les paroles qui se sont dites à l'arrière-plan et les dossiers manquants?

**Mlle Gelber:** Non, pas sur le coup.

**M. Blais:** Vous n'avez pas fait le lien entre les deux?

[Texte]

Miss Gelber: No.

Mr. Blais: How many times did you hear that voice in the background?

Miss Gelber: Just once.

Mr. Blais: Just the once. That is all.

The Chairman: Mr. Blaker.

Mr. Blaker: Miss Gelber, just to check or complete a point you made, I will be a bit repetitious so that we may get the question in the right order. You indicated that Mr. Bennett asked you whether or not the missing files might be in your office. You also indicated, if I recall correctly, that he asked you whether, if you did have them, you would turn them over. Is that correct?

Miss Gelber: Would I turn them over?

Mr. Blaker: Did he ask you the second question, that if you did have them would you turn them over?

Miss Gelber: I told him I understood the difference between a leaked and a stolen document and there was no way we were going to have stolen documents in our office.

Mr. Barnett: I wish I did.

An hon. Member: There is no difference.

Miss Gelber: I think there is a difference.

Mr. Blaker: I just wanted to clarify a point.

An hon. Member: Both are cases of theft.

Mr. Fairweather: It depends on whether you are in or out.

Miss Gelber: I told the same thing to the police.

Mr. Blaker: You mentioned that you answered him facetiously. I just wondered what you had said to him when he asked you whether or not you would turn over such files if they existed in your office.

Miss Gelber: What I said to him was that we would turn them over after we read them, of course, just like that.

Mr. Blaker: Thank you.

The Chairman: Are there no more questions? Thank you, Miss Gelber. I want to thank you for graciously having appeared here.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I would like to make just one point.

The Chairman: Miss MacDonald.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Could I just make one point clear in response to Mr. Blaker's last question? The question of Mr. Bennett was hypothetical and Miss Gelber's answer was hypothetical. I would want you to understand that.

[Interprétation]

Mlle Gelber: Non.

M. Blais: Combien de fois avez-vous entendu cette voix à l'arrière-plan?

Mlle Gelber: Seulement une fois.

M. Blais: C'est tout.

Le président: Monsieur Blaker.

M. Blaker: Mademoiselle Gelber, question de vérifier, je vais devoir vous poser plusieurs questions qui se ressemblent, mais je tiens à souligner peu d'équivoque. Vous avez indiqué que M. Bennett vous avait demandé si les dossiers manquants se trouvaient dans votre bureau. Vous avez dit également, si je me souviens bien, si vous étiez prête à les rendre en supposant que vous les aviez. C'est bien cela?

Mlle Gelber: Si j'étais prête à les rendre?

M. Blaker: Est-ce qu'il vous a demandé, dans sa deuxième question, si vous étiez prête à les rendre en supposant que vous les aviez?

Mlle Gelber: Je lui ai dit que je savais quelle était la différence entre une fuite et un document volé, et qu'il n'était pas question que nous acceptions d'avoir des documents volés dans le bureau.

M. Barnett: J'aurais bien dû.

Une voix: Il n'y a pas de différence.

Mlle Gelber: Il y en a une.

M. Blaker: Je voulais simplement éclaircir ce point.

Une voix: Il s'agit de vol dans les deux cas.

M. Fairweather: Tout dépend de la situation.

Mlle Gelber: C'est ce que j'ai dit à la police.

M. Blaker: Vous avez indiqué que vous aviez répondu en plaisantant. Je demande simplement quelle a été votre réponse quand il vous a demandé si vous étiez prête à rendre ces documents s'ils se trouvaient bien dans votre bureau.

Mlle Gelber: J'ai dit que j'étais prête à les rendre après les avoir lus, ou quelque chose comme cela.

M. Blaker: Merci.

Le président: Y a-t-il d'autres questions? Je vous remercie, mademoiselle Gelber. Vous avez droit certainement à notre reconnaissance pour avoir bien voulu comparaître devant nous.

Mlle MacDonald (Kingston et Les Îles): Je voudrais signaler une chose.

Le président: Mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald (Kingston et Les Îles): Est-ce que je puis apporter certaines précisions suite à la dernière question de M. Blaker? La question de M. Bennett était hypothétique, comme l'était la réponse de M<sup>lle</sup> Gelber. Je tiens à ce qu'il n'y ait pas de malentendu à ce sujet.

[Text]

**The Chairman:** Thank you.

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, I would like to point out for the benefit of the Committee that Mr. Bennett is here and possibly after we get through with the other witnesses we could call him to give the other side of that conversation. We will have all of the facts then and we can do on.

**The Chairman:** The steering committee and the Committee has agreed to have some other witnesses.

**Mr. Poulin:** Yes, the police, first.

**The Chairman:** Superintendent Sauvé.

• 1625

Before I let Mr. Sauvé answer your questions I would like to inform members that I received a letter this morning, the contents of which I would like to read. It is dated September 12, 1973 and addressed to me as Chairman of this Committee. I received this letter between 10 and 11 o'clock this morning.

**Mr. Poulin:** Who is the letter from?

**The Chairman:** It is from Mr. Sauvé and reads as follows:

Following the incident which is the subject of your current Committee deliberations, I was personally in contact with the Commissioner of the Royal Canadian Mounted Police and he was apprised of the full details surrounding our Sergeant Jack Bradley's involvement in the incident in question.

Our Commissioner made it very clear that this Force will co-operate to the fullest extent with your Committee and he so instructed Sergeant Bradley and my self to be at your complete disposal, Sergeant Bradley as a witness and myself as an observer and possible witness if your Committee so wishes.

When your Committee meetings began on September 5, Sergeant Bradley was scheduled to enter hospital for minor surgery. However, he delayed his entry so that he would be at your disposal. It is my understanding that on or about Thursday, September 6, Sergeant Bradley discussed this problem with you and he informed me that you had agreed that his appearance before your Committee could be delayed until Thursday.

After the adjournment of the last meeting of last week, Sergeant Bradley came to me and said that he needed to go to the hospital for minor surgery, that he could not be available on Tuesday, but he could be available later on. So I said to him that there was no indication that we could call on him on Tuesday, meaning yesterday.

In view of the circumstances he underwent minor surgery at the National Defence Medical Centre on Tuesday, September 11. He is now resting at home and he assured me today that he will in all likelihood be in condition to appear before your Committee on Thursday, September 13, as originally planned.

[Interpretation]

**Le président:** Je vous remercie.

**M. Poulin:** Monsieur le président, je tiens à faire remarquer aux membres du Comité que M. Bennett est ici présent et qu'il pourrait peut-être appeler à témoigner après que tous les autres témoins auront été entendus afin de donner sa version des événements. Nous pourrions ainsi avoir tous les faits.

**Le président:** Le sous-comité de direction et le Comité ont été d'accord pour convoquer d'autres témoins.

**M. Poulin:** Les policiers d'abord.

**Le président:** Monsieur le surintendant Sauvé.

Avant de permettre à M. Sauvé de répondre à vos questions, je désire vous signaler que j'ai reçu ce matin une lettre dont je désire donner ici lecture. Elle est datée du 2 septembre 1973 et adressée au président du Comité. Je l'ai reçu ce matin entre 10 h 00 et 11 h 00.

**M. Poulin:** De qui est la lettre?

**Le président:** De M. Sauvé. Je vous en donne lecture:

Suite à l'incident qui fut l'objet des présents travaux du Comité, j'ai personnellement communiqué avec le commissaire de la Gendarmerie royale du Canada afin de lui donner tous les détails concernant la participation du sergent Jack Bradley.

Le commissaire a indiqué clairement que la Gendarmerie soit prête à collaborer dans toute la mesure du possible avec le Comité et a demandé au sergent Bradley et à moi-même de nous mettre à l'entière disposition du Comité, le sergent Bradley en tant que témoin, moi-même en tant qu'observateur et peut-être témoin selon ce que le Comité décidera.

Au moment où le Comité commençait ses travaux, le 5 septembre, le sergent Bradley devait entrer à l'hôpital pour y subir une intervention chirurgicale mineure. Il a retardé son entrée afin d'être à la disposition du Comité. Je pense que c'est autour du 6 septembre qu'il a discuté de cette question avec vous et m'a fait rapport indiquant que vous aviez accepté qu'il retarde sa comparution devant le Comité à jeudi.

Après les réunions de la semaine dernière, le sergent Bradley est venu me voir et m'a indiqué qu'il devait absolument entrer à l'hôpital pour y subir une intervention chirurgicale mineure et qu'il ne pouvait être présent mardi. Il a indiqué cependant qu'il serait disponible par la suite. Je lui ai dit qu'il n'avait rien qui laissait supposer qu'il pouvait être convoqué mardi, soit hier.

Il est donc entré au centre médical de la Défense nationale le mardi 11 septembre pour y subir une intervention chirurgicale. Il est en convalescence maintenant chez lui, mais m'a assuré aujourd'hui qu'il serait prêt fort probablement à comparaître devant le Comité le jeudi 13 septembre comme il avait prévu au départ.



[Texte]

I have attended every meeting of your Committee and I became conscious of the possibility that Sergeant Bradley's presence at the Committee may be required as early as today. If this is the case, I would respectfully suggest to you, Mr. Chairman, and to the hon. members of your Committee, that if you cannot wait for Sergeant Bradley's appearance tomorrow, I would be personally quite prepared to introduce and place in the records of the Committee a detained statement obtained from Sergeant Bradley covering this incident. If, however, Sergeant Bradley is still required for cross-examination he will, in all probability, be at your disposal during early or late p.m. on Thursday.

During last evening's sessions I believe it was the hon. member for Comox-Alberni, Mr. T. Barnett, who suggested that official authority first be obtained from the Commissioner of the Royal Canadian Mounted Police with reference to Sergeant Bradley's appearance before your Committee. In this connection, I respectfully wish to bring to your attention that the Commissioner has, in fact, authorized Sergeant Bradley's appearance before your Committee as well as my own and as pointed out above, he has made it quite clear that this force intends to extend the fullest co-operation in this matter.

Yours truly,

J. U. M. Sauvé

Superintendent

I do not know whether this covers your opening statement. Do you have any, Mr. Sauvé?

Superintendent J. U. M. Sauvé (Royal Canadian Mounted Police): No.

• 1630

Mr. Reid: I wonder, Mr. Chairman, if we might have some discussion on the statement from Sergeant Bradley which Superintendent Sauvé has with him; also if we could have copies circulated to us, a verbal report of the contents or if he would like to read it out to us.

An hon. Member: Maybe he has copies for all of us.

Supt. Sauvé: I have one copy here. We could have it copied immediately and I have a spare copy that I can read.

Mr. Reid: That would be more than agreeable.

The Chairman: Is it agreed that we have copies of this distributed to the members?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: As soon as we have a messenger we will have photostat copies distributed to members. Mr. O'Sullivan.

Mr. O'Sullivan: He might as well begin reading the statement and perhaps by the time he is finished we will have the photostated copies.

[Interprétation]

J'ai suivi de près les délibérations du Comité et je me suis rendu compte que le sergent Bradley pourrait être convoqué devant le Comité dès aujourd'hui. Je vous propose, monsieur le président, ainsi qu'aux membres du Comité si vous ne pouvez pas attendre à demain pour entendre le sergent Bradley, de le remplacer et de produire devant le Comité une déclaration détaillée du sergent Bradley portant sur l'incident. Si le sergent Bradley devait se présenter pour contre-interrogatoire de toute façon, il serait prêt de le faire au début ou à la fin de l'après-midi le jeudi.

Au cours de la réunion d'hier soir, je pense que c'est le député de Comox-Alberni, M. T. Barnett, que les autorisations nécessaires soient d'abord obtenues du commissaire de la Gendarmerie royale du Canada pour ce qui est de la comparution du sergent Bradley devant le Comité. A ce sujet, je signale que le commissaire a enfin autorisé le sergent Bradley et moi-même à nous présenter devant le Comité et a insisté sur le fait, comme je l'ai indiqué tout à l'heure, que la Gendarmerie royale du Canada entendait coopérer entièrement avec le Comité.

Bien à vous,

J. U. M. Sauvé

Surintendant

Je ne sais pas si vous avez une autre déclaration à faire, monsieur Sauvé.

Le Surintendant J. U. M. Sauvé (Gendarmerie royale du Canada): Je n'en ai pas d'autre.

M. Reid: Monsieur le président, peut-être pourrions-nous discuter de la déclaration du sergent Bradley que le superintendant Sauvé est arrivé à apporter; peut-être pourrions-nous également nous en distribuer des exemplaires et également nous le lire ou bien nous en faire un résumé oralement.

Une voix: Il a peut-être des exemplaires pour nous tous.

Le superintendant J. U. M. Sauvé (Gendarmerie royale du Canada): J'en ai un exemplaire sous les yeux. Nous pourrions le faire photocopier immédiatement et, pendant ce temps, je pourrais vous lire le double que j'ai également.

M. Reid: Ce serait absolument parfait.

Le président: Nous convenons donc de faire distribuer des exemplaires de ce rapport au comité?

Des voix: D'accord.

Le président: Dès qu'un messenger sera disponible, des photocopies seront distribuées aux députés. Monsieur O'Sullivan.

M. O'Sullivan: Il pourrait commencer à lire la déclaration; les photocopies seront peut-être arrivées lorsqu'il aura terminé.

[Text]

**The Chairman:** Yes. All right.

**Supt. Sauvé:** The statement of Sergeant J. H. Bradley, "A" Division, N.C.I.S.; N.C.I.S. refers to National Crime Intelligence Unit but this has no reference to this inquiry. It was just that he was given this specific assignment to assist the Ottawa City Police.

Respecting the theft of files in the Centennial Towers, 400 Laurier West, Ottawa, during recent events I was present at the office of Jim Bennett, Room 1507, with Detectives Archie Robertson and Bruce Harrison of the Ottawa City Police who were investigating a theft. During discussion with Mr. Bennett he volunteered the fact that he had learned that the files might come into the possession of Flora MacDonald, M.P. He readily volunteered that his source of information was Nancy Gelber, Special Assistant to Miss MacDonald, who had contacted Bennett volunteering the information to him.

While we were present in Mr. Bennett's office he at our request contacted Nancy Gelber to determine who her source of information was. Bennett in turn advised us that it was his opinion that the source of the information was an unidentified person within the Department of Indian Affairs. From his discussion with Nancy Gelber, Bennett was reasonably convinced that there was some substance to the information because of his knowledge of a departmental personnel who may have been sympathetic to the Indian cause.

**An hon. Member:** Is the department not?

**Another hon. Member:** He is right.

**Supt. Sauvé:**

As I recall it, although on this point I cannot be sure and have not been able to confirm with City police, it seems we had Mr. Bennett contact Nancy Gelber and advise her that we would be over shortly to speak to her.

It should be noted that these discussions took place in Bennett's office between 10.00 and 10.45 a.m. The Indians had just shortly left the Centennial Towers and we were in possession of information that they were en route to Parliament Hill.

Nancy Gelber had assured Mr. Bennett that her office did not have possession of the files at that time.

We arrived at Miss MacDonald's office precisely at 11.00 a.m. Detective Harrison met Nancy Gelber advising her that we were investigating a criminal offence and were in possession of certain information that the stolen files might come into the possession of Miss MacDonald very shortly. He explained that he was attempting to identify the source so as to establish reliability of the information and perhaps identify the persons who had possession of or who had stolen the files.

Nancy Gelber was very co-operative offering any assistance. She could not identify the source of her information, leading us to believe that the information she had obtained had in fact come from Flora MacDonald through a source of hers (MacDonald's) within the Department of Indian Affairs.

[Interpretation]

**Le président:** Oui, très bien.

**M. Sauvé:** La déclaration du sergent J. H. Bradley, Division «A», N.C.I.S.; N.C.I.S. est une référence à l'unité criminelle dont le sergent fait partie et cela n'entre pas en jeu dans cette en-tête. Le sergent a reçu pour mission spéciale d'assister la police de la ville d'Ottawa.

Rapport sur le vol de dossiers dans les tours du Centenaire, au 400 Laurier ouest, Ottawa. Au cours d'une mission récente je me suis présenté au bureau de Jim Bennett, pièce 1507, en compagnie des détectives Archie Robertson et Bruce Harrison de la police de la ville d'Ottawa qui faisait une enquête sur un vol. Au cours de l'entretien avec M. Bennett il nous a dit sans que nous ayons sollicité cette information qu'il avait appris que ce dossier était susceptible de parvenir à Flora MacDonald, député. Il ajouta qu'il tenait ce renseignement de Nancy Gelber, assistante spéciale de M<sup>me</sup> MacDonald qui était entrée en contact avec Bennett et lui avait transmis ce renseignement.

En notre présence, M. Bennett appela Nancy Gelber de son bureau pour lui demander d'où elle tenait ce renseignement. D'autre part, Bennett nous révéla qu'à son sens ce renseignement provenait d'une personne non identifiée du ministère des Affaires indiennes. De son entretien avec Nancy Gelber, Bennett tira la conviction raisonnable que ce renseignement avait quelque fondement car il connaissait un membre du personnel du ministère susceptible d'avoir été sympathique à la cause indienne.

**Une voix:** Et le Ministère ne l'est pas?

**Une voix:** Il a raison.

**M. Sauvé:**

Si je me souviens bien, mais je ne peux pas l'affirmer, n'ayant pas pu obtenir la confirmation de la police d'Ottawa, il me semble que nous avons demandé à M. Bennett de prendre contact avec Nancy Gelber et de l'avertir que nous allions lui rendre visite.

Notons que ces entretiens se sont déroulés dans le bureau de M. Bennett entre 10 h 00 et 10 h 45 du matin. Les Indiens venaient de quitter les tours du Centenaire et on nous avait avertis qu'ils étaient sur le chemin de la colline parlementaire.

Nancy Gelber avait affirmé à M. Bennett que le dossier ne se trouvait pas dans son bureau à ce moment-là.

Nous sommes arrivés au bureau de M<sup>me</sup> MacDonald à 11 h. du matin précisément. Le détective Harrison a salué Nancy Gelber et lui a dit que nous faisons enquête sur un délit criminel et que certains renseignements nous avaient conduits à croire que les dossiers volés étaient susceptibles d'être remis à M<sup>me</sup> MacDonald à brève échéance. Il a expliqué qu'il essayait d'identifier la source de ce renseignement pour en établir l'exactitude et pour voir ainsi les personnes qui se trouvaient en possession de dossiers volés.

Nancy Gelber se montra très coopérative, offrant toute son aide. Elle ne put pas nous dire si elle tenait ce renseignement, ce qui nous porta à croire que celui-ci avait été communiqué à Flora MacDonald par une source connue d'elle (Flora MacDonald) au sein du ministère des Affaires indiennes.

## [Texte]

Nancy Gelber felt there was a good possibility that the Indian group might attempt to deliver the files to Miss MacDonald.

• 1635

Detective Harrison inquired as to Miss MacDonald's schedule for the day so that he or we might talk with her. Miss Nancy Gelber contacted Miss MacDonald at the House of Commons and Detective Harrison then spoke with her making an appointment to see her at her office at 12:30 p.m. that date. We then left Miss MacDonald's office. I returned to my office to consult with other members of "A" Division respecting the movements of Indians locally, and we had planned to isolate and interview certain individuals. Detective Harrison and another member of Ottawa City Police subsequently interviewed Miss MacDonald, advising me later by phone that the results were not gratifying and that Miss MacDonald would probably lodge a complaint.

Normally in conducting inquiries at Parliament Hill we would first contact the Sergeant-at-Arms or the Speaker of the House to secure authority to interview members of the House of Commons.

Some hon. Members: Hear! hear!

Supt. Sauvé:

Because of the urgency of the situation, wherein it appeared that the files might be delivered to Miss MacDonald by the Indian group who were on the hill, it seemed there was no time to approach proper authorities if we were to have any opportunity to recover the files should they be delivered to Miss MacDonald.

I might also point out that at the time we went to Miss MacDonald's office our purpose could not be construed as interrogation. We were simply trying to identify a source of information important to the investigation and perhaps recover the stolen files which were no doubt of some consequence.

The above events took place on Friday, August 31, 1973 and this statement was prepared on September 4, 1973.

Mr. Chairman, if I may just add, there was one essential point which was omitted from this statement dealing with Sergeant Bradley's entry into the Parliament Buildings during the a.m. of September 12, 1973. On this date I saw fit of contacting Bradley who is recuperating at home and I asked him to cover that particular point. Now if you will permit, Mr. Chairman, I shall read this. It is dated September 12, 1973, entitled: additional information obtained from Sergeant G. H. Bradley, "A" Division, RCMP, during a.m. of 12 September 1973, reference to the manner in which Sergeant Jack Bradley of the RCMP was admitted at the South Entrance of the House of Commons at 11:00 a.m. on Friday, August 31, 1973, Sergeant Bradley had this to add when I spoke to him this morning. I quote:

## [Interprétation]

Nancy Gelber estima qu'il était fort possible que le groupe des Indiens essayait de remettre les dossiers à M<sup>lle</sup> MacDonald.

Le détective Harrison demanda quel était l'emploi du temps de M<sup>lle</sup> MacDonald pour la journée pour déterminer à quel moment lui-même ou nous tous pourrions nous entretenir avec elle. M<sup>lle</sup> Nancy Gelber téléphona à M<sup>lle</sup> MacDonald à la Chambre des communes et le détective Harrison lui parla alors et prit rendez-vous avec elle à son bureau à midi trente le même jour. Nous quittâmes alors le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald. Je rentrai à mon bureau pour consulter d'autres membres de la Division «A» au sujet des allées et venues des Indiens en ville et nous décidâmes d'en choisir quelques-uns pour leur poser des questions. Le détective Harrison et un autre membre de la police de la ville d'Ottawa s'entretenirent subséquemment avec M<sup>lle</sup> MacDonald et m'avertirent plus tard par téléphone que les résultats n'étaient pas très satisfaisants et que M<sup>lle</sup> MacDonald déposerait probablement une plainte.

Normalement, lorsque nous enquêtons sur la colline parlementaire, nous entrons tout d'abord en contact avec le sergent d'armes ou avec l'Orateur de la Chambre des communes pour obtenir l'autorisation d'interroger un membre de la Chambre des communes.

Des voix: Bravo!

M. Sauvé:

Étant donné l'urgence de la situation, puisqu'il semblait que les dossiers pouvaient être remis à M<sup>lle</sup> MacDonald par le groupe d'Indiens qui se trouvait sur la colline, nous avons estimé que le temps manquait pour obtenir les autorisations si nous voulions conserver une chance de récupérer les dossiers s'ils étaient remis à M<sup>lle</sup> MacDonald.

Je souligne également qu'au moment où nous nous sommes rendus au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald on ne pouvait nous soupçonner de vouloir l'interroger. Nous essayions simplement d'identifier une source de renseignements importants pour l'enquête et peut-être également de récupérer les dossiers volés qui, sans aucun doute, avaient une certaine importance.

Les événements qui précèdent se sont produits le vendredi 31 août 1973 et cette déclaration a été préparée le 4 septembre 1973.

Monsieur le président, permettez-moi d'ajouter un mot, cette déclaration omet un aspect essentiel, c'est celui de l'entrée du sergent Bradley dans les édifices parlementaires au cours de la matinée du 12 septembre 1973. Aujourd'hui, j'ai jugé bon d'entrer en contact avec Bradley qui récupère chez lui et je lui ai demandé de compléter cette déclaration. Si vous me le permettez, monsieur le président, je vais lire ce qu'il a ajouté. C'est daté du 12 septembre 1973, et c'est intitulé: En renseignement supplémentaire obtenu du sergent G. H. Bradley, Division «A», Gendarmerie royale, au cours de la matinée du 12 septembre 1973; Relation de la façon dont le sergent Jacques Bradley de la Gendarmerie royale est entré à la porte sud de la Chambre des communes à 11 heures du matin le vendredi 31 août 1973. Le sergent Bradley à qui j'ai parlé ce matin a ajouté les lignes suivantes à sa déclaration, je cite:



## [Text]

I showed my badge and said: Miss MacDonald's room, please. I am Jack Bradley, RCMP, 'A' Division." The House of Commons security guard was writing something down at the time and was leaning over the counter. Another gentleman, a civilian with a briefcase, was talking to him at the time. I did not see any other House of Commons security police around. The House of Commons security guard I spoke to was about four feet from me. The two Ottawa City Police officers stood behind me, the House of Commons security guard replied to me—I quote—"Number 222" and he pointed down the hall and said: "down there and up", and I said: "Thank you", and we went.

Signed J. U. M. Sauvé, Superintendent, Officer in Charge, "A" Division, Criminal Investigation Branch.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Sauvé.

Mr. Fairweather.

**Mr. Fairweather:** Superintendent, then there are rules and regulations in "A" Division and I presume anywhere else in Canada about members of your force visiting members of Parliament either here on the hill or anywhere else, are there not?

**Supt. Sauvé:** Hon. member, it has been the custom for members of our force when coming into the precincts of Parliament here, first of all, to identify ourselves to the House of Commons Protective Staff and then ask for an interview with the Chief, Frank Yates, of the House of Commons Staff, or the Sergeant-at-Arms. We would normally explain to him the purpose of our visit to the Parliament and the matter would be cleared through him. This has been the custom. Hon. member, you have asked if there is any policy as such. I have been unable to find any written policy to our members, and you can appreciate we have 500 or 600 operational people in this area. There was no written policy on the matter for our members until just recently, when I prepared an operational order to all members of the RCMP in "A" Division, the operational division in this area, and if I am permitted, Mr. Chairman, I will read this...

**Mr. Fairweather:** What is the date of that? When did you prepare that?

• 1640

**Supt. Sauvé:** It was after this incident.

**Mr. Fairweather:** I would think so! So the custom has now become enshrined in a regulation, a rule or a procedure. Correct?

**Supt. Sauvé:** That is correct.

**Mr. Fairweather:** Yes. We will have it appended. I do not think we need to have it read, do we?

**An hon. Member:** Agreed.

**An hon. Member:** I move that it be appended to the Minutes.

## [Interpretation]

J'ai montré mon insigne et j'ai dit: «Le bureau de M<sup>me</sup> MacDonald, s'il vous plaît. Je suis Jacques Bradley, Gendarmerie royale, Division «A».» Le garde de sécurité de la Chambre des communes était en train d'écrire quelque chose et il était penché sur le comptoir. Une autre personne, un civil qui portait une serviette, était en train de lui parler. Je n'ai pas vu d'autres gardes de la Chambre des communes dans les alentours. Le garde de la Chambre des communes auquel je me suis adressé était à environ quatre pieds de moi. Les deux officiers de la police de la ville d'Ottawa se tenaient derrière moi; le garde de la Chambre des communes m'a répondu, je cite, «Pièce 222» puis il m'a indiqué le couloir et il m'a dit: «par là, et vous montez», et j'ai dit: «Merci», et je suis parti.

Signé J. U. M. Sauvé, surintendant, officier responsable de la Division «A», Direction des enquêtes criminelles.

**Le président:** Merci, monsieur Sauvé.

Monsieur Fairweather.

**M. Fairweather:** Monsieur le surintendant, je suppose que la Division «A» est régie par des règlements comme c'est le cas partout au Canada, je le suppose, lorsque des membres de votre force de police rendent visite à des députés, que ce soit ici sur la colline ou n'importe où ailleurs, n'est-ce pas?

**M. Sauvé:** Honorable député, lorsque des membres de notre force de police pénètrent dans l'enceinte du parlement ici, ils ont l'habitude en premier lieu de s'identifier au personnel de protection de la Chambre des communes puis de demander une entrevue avec le chef, Frank Yates du personnel de la Chambre des communes ou le sergent d'armes. En temps normal, nous lui expliquons l'objet de notre visite au parlement et c'est lui qui s'occupe de la procédure. Voilà l'habitude. Honorable député, vous m'avez demandé s'il existe une politique proprement dite. Je n'ai pas pu trouver une trace d'une politique écrite s'appliquant à nos membres et vous vous souviendrez que nous avons 500 ou 600 personnes en service dans ce secteur. Jusqu'à ces jours derniers, il n'y avait pas de politique écrite s'appliquant à nos membres; mais j'ai préparé une note de service adressée à tous les membres de la GRC de la Division «A», la division qui s'occupe des opérations dans cette région, et, si vous me le permettez, monsieur le président, je vais vous lire ce...

**M. Fairweather:** Est-ce daté? Quand avez-vous préparé cette note?

**M. Sauvé:** Après cet incident.

**M. Fairweather:** Ça ne m'étonne pas! Donc, ce qui était coutume jusqu'à présent est devenu règlement, ou bien procédure? C'est bien ça?

**M. Sauvé:** C'est exact.

**M. Fairweather:** Oui. Nous allons l'ajouter en annexe. Inutile de le lire, n'est-ce pas?

**Une voix:** D'accord.

**Une voix:** Je propose que cette note soit imprimée en annexe au procès-verbal.

## [Texte]

**An hon. Member:** Is it long, Superintendent?

**Supt. Sauvé:** It is very short.

**An hon. Member:** Could you read it?

**Supt. Sauvé:** It is an Operational Bulletin, "A" Division, investigations, Parliament Hill, dated September 6, 1973, and it reads as follows:

Prior to conducting any investigation or interview on the House of Commons' side of the Centre Block, the West Block, the West Block or the Confederation Building, authority is to be obtained from the Chief, House of Commons Protective Staff.

This is one part of the order. The other part relates to the Senate and is not related to this issue. If you wish, I will read that also.

**Mr. Fairweather:** No, but I am glad you to get permission to go to the Senate too.

**Supt. Sauvé:** It is practically identical.

**Mr. O'Sullivan:** Let us know if you find anyone there.

**Mr. Benjamin:** Mr. Chairman, I wonder if Mr. Fairweather would permit me to ask one supplementary.

**Mr. Fairweather:** Go ahead.

**The Chairman:** Mr. Benjamin on a supplementary.

**Mr. Benjamin:** Would you make it clear, Superintendent, that if an RCMP Officer, when he is off duty, comes to the House of Commons of his own volition to visit a member, or is invited up to his office by a member, you or the Force has no objection and will in no way indicate that they cannot do this.

**Supt. Sauvé:** That is correct, honourable member.

**Mr. Benjamin:** I threw that question in because there are several members of the Force who are close personal friends of mine who have been up to see me many times. I would not want them to feel in any way that when they are off duty and are there to see me socially—thank goodness they have not been there to see me while on duty—that it will not be frowned upon by their superiors.

**Supt. Sauvé:** I find great pleasure in coming here myself with my children. If I may decide, honourable member, on this very point. I believe it was only on Friday that I found out the precise contents of the order which is issued to the House of Commons' staff pertaining to police. I learned this from Chief Yates. I am very anxious to officially obtain the contents of this order so that we can very quickly disseminate this order to our men. I might add that during our relations with local police forces it would normally be our duty, in assisting local police forces, to provide them with information relating to such procedure.

**Mr. Benjamin:** And this in turn would also be why the Ottawa City Police may not have had any knowledge of this either?

## [Interprétation]

**Une voix:** Est-ce que c'est long, monsieur le surintendant?

**M. Sauvé:** C'est très court.

**Une voix:** Pouvez-vous le lire?

**M. Sauvé:** C'est une note de service adressée à la Division «A», enquêtes, Colline parlementaire, c'est daté du 6 septembre 1973 et se lit comme suit:

Avant de procéder à une enquête ou à une entrevue du côté de la Chambre des communes de l'édifice central, dans l'édifice de l'ouest ou dans l'édifice de la Confédération, on doit obtenir une autorisation du chef du personnel de protection de la Chambre des communes.

C'est la première partie de la note. Le reste a trait au Sénat et cela ne nous intéresse pas ici. Si vous le désirez, je le lirai également.

**M. Fairweather:** Non, mais je suis heureux de constater que vous devez également obtenir une autorisation pour aller au Sénat.

**M. Sauvé:** C'est presque le même chose.

**M. O'Sullivan:** Vous nous avertirez si vous trouvez quel-qu'un là-bas.

**M. Benjamin:** Monsieur le président, M. Fairweather me permettra peut-être de poser une question supplémentaire.

**M. Fairweather:** Allez-y.

**Le président:** Monsieur Benjamin, une question supplémentaire.

**M. Benjamin:** Monsieur le superintendant, pouvez-vous nous préciser que si un officier de la GRC, qui n'est pas en service, se présente à la Chambre des communes de son propre chef pour rendre visite à un député ou bien est invité par un député dans son bureau, vous-même ou votre service n'avez aucune objection à formuler et ne ferez rien pour l'en empêcher.

**M. Sauvé:** C'est exact, monsieur le député.

**M. Benjamin:** Si je vous pose cette question, c'est qu'il y a plusieurs membres de la gendarmerie au nombre de mes amis personnels et il leur arrive très souvent de venir me voir. Lorsqu'ils ne sont pas en service et qu'ils viennent me voir en tant qu'amis—grâce au ciel, ils ne sont jamais venus me voir été en service—je ne voudrais pas qu'ils puissent être mal vus par leurs supérieurs.

**M. Sauvé:** Moi-même, j'ai beaucoup de plaisir à visiter le Parlement avec mes enfants. Si vous me le permettez, messieurs, c'est seulement vendredi que j'ai découvert le contenu précis de l'ordre donné au personnel de la Chambre des communes au sujet de la police. C'est le chef Yates qui me l'a appris. Je désire vivement qu'un exemplaire de cette directive nous soit remise officiellement pour que nous puissions la distribuer à nos hommes. J'ajouterais que, lorsque nous collaborons avec les forces de police locales, nous devrions également être en mesure de les renseigner au sujet de ces proc d res.

**M. Benjamin:** Et c'est peut-être également pour cette raison que la police de la ville d'Ottawa n'a jamais entendu parler de cela non plus?

[Text]

**Supt. Sauvé:** Correct.

**Mr. Fairweather:** Mr. Chairman, I just have one other question. To your knowledge did Sgt. Bradley or the Ottawa Police visit the offices of any other members of Parliament, or their staffs, in pursuit of this investigation?

**Supt. Sauvé:** Not to my knowledge.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** It is a pretty particular paranoia...

**The Chairman:** Mr. O'Connor.

**Mr. O'Sullivan:** I will yield, Mr. Chairman. I was on the list some time ago. I will yield to Mr. O'Connor but I wish to point out, Mr. Chairman, that I indicated which question...

**The Chairman:** You pointed it out when we had another witness, but we have to start all over again when we have a new witness.

**Mr. O'Sullivan:** Then we have disagreement on that. I would like to be put on the list.

**The Chairman:** All right. Mr. O'Connor.

**Mr. O'Connor:** Superintendent, you indicated there was a custom among members of the Force that you were aware of that when interviewing people on Parliament Hill you went through a certain procedure. Did you not say that in your original statement? Can you tell us whether Sgt. Bradley was aware of that custom, as you call it? I am using his phrase.

**Supt. Sauvé:** I certainly do know that he was because he mentions in his statement that normally in conducting—perhaps I would be permitted to read it:

Normally in conducting inquiries on Parliament Hill we would first contact the Sergeant-at-Arms or the Speaker of the House to secure authority to interview members of the House of Commons.

• 1645

**Mr. O'Connor:** Yes. So, he indicates that he was aware that it was a particular custom to follow but, further, it is his evidence that in this case he did not follow it, and he goes on to give an excuse for not following it. But the fact is he did not follow the usual procedure as he knew it to be.

**Supt. Sauvé:** I am quite confident that Sergeant Bradley was aware of the custom. However, he made a field decision and he more or less explains the reason for his actions, justifying his actions.

**Mr. O'Connor:** Do you know from your conversations with Sergeant Bradley how he came into possession of knowledge, or how he came to be in Miss MacDonald's office? That is, what was it that prompted him to attend or attempt to attend on Miss MacDonald?

**Supt. Sauvé:** The only information I have is what I have read to you.

[Interpretation]

**M. Sauvé:** Exactement.

**M. Fairweather:** Monsieur le président, une autre question seulement. Est-ce qu'à votre connaissance, le sergent Bradley ou des membres de la police d'Ottawa se sont rendus dans les bureaux d'autres députés ou de leurs personnels au cours de cette enquête?

**M. Sauvé:** Pas que je sache.

**M. Clark (Rocky Mountain):** C'est une forme particulière de folie paranoïaque...

**Le président:** Monsieur O'Connor.

**M. O'Sullivan:** Monsieur le président, je cède mon tour. J'étais déjà sur la liste. Je cède mon tour à M. O'Connor, mais je désire souligner, monsieur le président, que j'ai précisé les questions...

**Le président:** Vous l'aviez fait lorsque nous avions un autre témoin, mais nous devons tout recommencer lorsque nous changeons de témoin.

**M. O'Sullivan:** Alors, nous ne sommes pas d'accord. Je voudrais figurer sur la liste.

**Le président:** Très bien. Monsieur O'Connor.

**M. O'Connor:** Monsieur le superintendant, vous nous avez dit que vous connaissiez l'habitude qu'avaient les membres des forces de police de suivre une certaine procédure lorsqu'ils désiraient s'entretenir avec des personnes sur la Colline parlementaire. N'avez-vous pas dit cela dans votre première déclaration? Pouvez-vous nous dire si le sergent Bradley connaissait cette habitude; comme vous l'appellez? Je me sers de la même expression.

**M. Sauvé:** Je sais qu'il le savait parce qu'il mentionne dans sa déclaration que normalement... peut-être me permettez-vous de lire ce paragraphe:

Normalement, au cours d'une enquête sur la Colline parlementaire, nous entrons tout d'abord en contact avec le sergent d'armes ou l'orateur de la Chambre des communes pour obtenir l'autorisation de nous entretenir avec des membres de la Chambre des communes.

**M. O'Connor:** Oui. Par conséquent, il dit qu'il connaissait cette coutume, mais il précise que dans ce cas il ne l'a pas suivi et il explique ensuite pourquoi il ne l'a pas fait. Mais il demeure qu'il n'a pas suivi la ligne de conduite habituelle telle qu'il l'a connaissait.

**M. Sauvé:** A mon avis, le sergent Bradley connaissait cette coutume. Toutefois sa décision a été prise en fonction des circonstances et il a plus ou moins expliqué la raison qui l'a poussé à prendre ces mesures. Il a justifié ses actions.

**M. O'Connor:** D'après les conversations que vous avez eues avec le sergent Bradley, savez-vous comment il est parvenu à cette connaissance ou comment il a réussi à se trouver dans le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald? En d'autres termes, quel a été le motif qui l'a incité à protéger ou à essayer de protéger M<sup>lle</sup> MacDonald?

**M. Sauvé:** La seule information dont je dispose est celle que je vous ai lue.



[Texte]

**Mr. O'Connor:** Thank you.

**The Chairman:** Thank you, Mr. O'Connor. Mr. Peters.

**Mr. Peters:** I would like to ask the Superintendent if it is not a fact that normally if members of Parliament are to be questioned or dealt with that the level is considerably higher than a sergeant from "A" Division? I ask this because I had a visit on two or three occasions a few years ago from members from "A" Division investigating immigration problems. While the officers were in my office I received a call from "A" Division and was informed that I should know that I was not to deal with anybody below the level of inspector; that the officers may not have known this but they were subject to disciplinary action if I persisted in not sending them home, and I did so. Is it not a fact that there is a level at which members of Parliament are interrogated by the RCMP in the normal course?

**Supt. Sauvé:** It has been the custom of the force, when interviewing members of Parliament, that we assign to these investigations senior NCOs, and in some cases, depending on the seriousness of the investigation, an officer is quite often assigned to such an investigation. It has happened. I myself have been involved in the past.

**Mr. Peters:** You mentioned in this case that Sergeant Bradley's excuse for not following what he knew was the custom was the fact that he wished to talk to a member concerning, I presume, transfer of documents, prior to that transfer taking place. Was it not more logical for him to try to intercept them elsewhere than in a member's office?

**Supt. Sauvé:** Again, as an operational field decision here, it is pretty hard for me to comment on the reason for Sergeant Bradley's actions. But, again, I am dealing with an Ottawa city police case in which we were assisting and normally I would refrain from making any comments on an Ottawa city police case. But in this case I believe you are asking whether there was such a time element. Is this what you are referring to?

**Mr. Peters:** Obviously, it was generally known to me and to many other people that the Indian group, after they finished their sit-in, were coming to Parliament Hill, and their avowed purpose at the time was to talk to the Minister of Indian Affairs. I also happened to know that all the leadership were leaving for Nova Scotia very shortly. I had been there the night before and this was general knowledge.

It would seem to me that the argument that is being used is not necessarily in keeping with what I would consider to be the facts in the case as far as interception would be concerned. So there must have been another reason, and I am curious to know if you are aware of whether or not there was.

**Supt. Sauvé:** I have no knowledge of any other reason. I am simply accepting at face value Sergeant Bradley's explanation, and I certainly respect your opinion, sir.

[Interprétation]

**M. O'Connor:** Je vous remercie.

**Le président:** Je vous remercie, monsieur O'Connor. Monsieur Peters.

**M. Peters:** J'aimerais demander au surintendant si on a pas normalement l'habitude d'interroger les députés qui sont à un niveau passablement supérieur de celui de sergent de la division A? N'est-ce pas là un fait? Je pose cette question car à deux ou trois reprises, il y a quelques années j'ai reçu la visite de députés de la division A qui faisaient enquête sur des problèmes d'immigration. Quand ces officiers étaient à mon bureau j'ai reçu un appel téléphonique de la division A qui m'instruisait de n'avoir aucun contact avec des personnes dont le poste était inférieur à celui d'inspecteur. Il se peut que les officiers n'aient pas été au courant de cette particularité mais ils étaient néanmoins sujets à des mesures disciplinaires si j'avais insisté à ne pas les chasser. Je me suis donc plié à cette requête. Mais ils savaient que les députés doivent être à un certain niveau avant d'être interrogé par la Gendarmerie royale du Canada n'est-ce pas là le procédé ordinaire?

**M. Sauvé:** Lorsque les députés sont interviewés la Force policière a l'habitude d'assigner à ces enquêtes des fonctionnaires supérieurs et d'en certains cas en fonction de la gravité de l'enquête on affecte souvent un officier à cette tâche. Cela s'est produit et j'y ai moi-même participé par le passé.

**M. Peters:** Dans ce cas, vous avez mentionné que le sergent Bradley aurait justifié son manque de soumission à cette coutume parce qu'il aurait voulu parler à un député concernant je suppose le transfert des documents avant que ce dernier n'ait eu lieu. N'aurait-il pas été plus logique de sa part d'essayer de les intercepter ailleurs que dans le bureau d'un député?

**M. Sauvé:** Étant donné qu'il s'agit d'une décision prise sur la ligne de feu il m'est difficile de commenter la raison pour laquelle le sergent Bradley a pris cette mesure. Mais encore une fois je traite d'une affaire qui relève de la police de la ville d'Ottawa à qui nous avons prêté notre assistance et d'ordinaire je m'abstiens de commenter une chose qui relève de cette force policière outaouaise. En revanche, je pense que vous voulez savoir si dans ce cas le facteur temps a joué? Est-ce à quoi vous faites allusion?

**M. Peters:** De toute évidence, un grand nombre de personnes ainsi que moi-même savaient que le groupe d'Indiens s'acheminaient vers la Colline parlementaire après avoir terminé leur *sit-in* et leur but avoué à ce moment-là était de s'adresser au ministre des Affaires indiennes. Je savais également que tous leurs chefs devaient entrer en Nouvelle-Écosse peut de temps après. Je me trouvais là la soirée précédente et ce fait était connu de tous.

L'argument que l'on fait ressortir ici ne se rattache pas nécessairement me semble-t-il à être fidèle à ce que je crois être les faits dans l'affaire du moins en ce qui concerne la prise de documents. Il devait donc y avoir une autre raison et je serais fort curieux de la connaître et de savoir si vous en êtes au courant. J'aimerais aussi savoir si cette raison existe.

**M. Sauvé:** Je ne sache pas qu'il y ait d'autres raisons. J'accepte intégralement l'explication du sergent Bradley et il ne fait aucun doute que je respecte son opinion, monsieur.

## [Text]

**Mr. Peters:** Thank you.

**The Chairman:** Mr. Fleming.

**Mr. Fleming:** Superintendent, are you Sergeant Bradley's superior? Does he work under you? Is he one of your staff?

**Supt. Sauvé:** That is correct.

• 1650

**Mr. Fleming:** You wrote the regulation written on September 6 that you read to us, but it was custom not to enter the House without gaining permission from the protective staff. I do not know, it may not be a fair question on my part at this time: do you consider under the circumstances that Sgt. Bradley broke the custom or should not have done what he did?

**Supt. Sauvé:** I respect your position and the question. However, I find it very difficult to render a judgment at this time taking into consideration that I had knowledge of the operation which was going on at the time involving the movements of the Indian delegation. Bradley did not and it would be pretty difficult for me to say that Bradley was wrong in his...

**Mr. Fleming:** Let me rephrase it then. Can you see in your mind any—it is a hypothetical question—any circumstance that would lead you to give orders to your staff or yourself to break the custom or what is now an order and enter the House without permission of the protective staff? Do you feel that is a power that you have?

**Supt. Sauvé:** No, I think we can use this as a classical example and I am sure Colonel Currie is aware of this incident involving the railway workers. I was immediately advised when the so-called break-in occurred and within minutes I was on Parliament Hill with two of my senior officers and with additional help. I entered the Senate side and I immediately asked to go to Chief Yates' office. I had not been invited in but I simply wanted to come in as we have done many times in the past and offer our assistance to Chief Yates.

In the absence of Chief Yates the deputy advised me that the Sergeant-at-Arms was available so I immediately asked the deputy if he would accompany me to the Sergeant-at-Arms. It was then that I offered my full assistance and all RCMP personnel to assist him in this situation. So in that case there was quite an emergency. At least I considered it as such in my opinion at the time and yet I still went through that procedure.

If I may just say to the honourable member on this point here, if it is a hypothetical case I could maybe give you a hypothetical answer. If Bradley were to go through the same thing again, I think Bradley would possibly have done differently.

**Mr. Fleming:** Just one final question if I may. In looking at that custom that is now an order, do you consider that a courtesy to the House of Commons or do you consider it to be something more than that on the part of your own force?

## [Interpretation]

**M. Peters:** Je vous remercie.

**Le président:** Monsieur Fleming.

**M. Fleming:** Monsieur le surintendant êtes-vous le supérieur du sergent Bradley? Est-il à votre service? Fait-il parti de votre personnel?

**M. Sauvé:** C'est juste.

**M. Fleming:** Vous nous avez lu le règlement écrit le 6 septembre et d'habitude on n'entrait pas à la Chambre sans avoir d'abord obtenu la permission du personnel de protection. J'ignore s'il est juste de vous demander la question suivante: Croyez-vous que dans les circonstances le sergent Bradley a outre passé la coutume ou êtes-vous d'avis qu'il a mal agi?

**M. Sauvé:** Je respecte votre position ainsi que votre question. Toutefois, j'ai beaucoup de mal à passer un jugement pour l'instant compte tenu du fait que j'étais au courant de l'opération en marche à ce moment-là et qui mettait en cause les mouvements de la délégation américaine. J'aurais beaucoup de mal à vous dire que Bradley a eu tort quand il a...

**M. Fleming:** Bon, je vais refaire ma phrase. Je voudrais vous poser une question hypothétique: pouvez-vous prévoir des circonstances dans lesquelles vous obligeriez votre personnel ou vous-même à ne plus vous plier à la coutume pour émettre ce qui est désormais un ordre d'entrer à la Chambre sans avoir d'abord obtenu la permission du personnel de protection? Estimez-vous être autorisé à prendre cette mesure?

**M. Sauvé:** Non, je pense qu'on peut se servir de ce cas à titre d'exemple classique et je suis persuadé que le colonel Currie est au courant de l'incident mettant en cause les travailleurs ferroviaires. On m'a averti immédiatement après leur soi-disant introduction par infraction et quelques instants après je me trouvais sur la Colline parlementaire en compagnie de mes deux fonctionnaires supérieurs et de l'aide supplémentaire. Je suis entré par le côté du Sénat et j'ai été immédiatement demandé à me rendre au bureau du chef Yates. On ne m'y avait pas invité mais je voulais m'y rendre comme on l'avait fait plusieurs fois dans le passé pour offrir notre aide au chef Yates.

En l'absence du chef Yates, son adjoint m'a informé que le sergent d'armes était disponible. J'ai donc immédiatement demandé à l'adjoint du chef Yates de bien vouloir m'accompagner au sergent d'armes. C'est à ce moment-là que j'ai offert notre assistance la plus entière ainsi que celle du personnel de la Gendarmerie royale du Canada dans cette affaire. Il s'agissait donc d'une situation d'urgence. Du moins à mon avis c'est de cette façon que j'avais envisagé la situation et malgré tout je me suis plié à cette procédure.

Puis-je ajouter à l'honorable député que pour l'instant s'il s'agit d'un cas hypothétique, je lui donnerai volontiers une réponse hypothétique. Si Bradley devait faire face à la même situation je pense qu'il aurait agi différemment.

**M. Fleming:** Une dernière question si vous me le permettez. En analysant la coutume qui est devenue une ordonnance, l'envisagez-vous comme une mesure de courtoisie envers la Chambre des communes ou plutôt comme quelque chose de plus important de la part de votre force?

[Texte]

**Supt. Sauvé:** In great respect for the House of Commons, we must observe the rules here.

**Mr. Fleming:** In your role as a law enforcement officer you do not consider it a law. I am trying to determine whether it is a courtesy that you have to put up with in carrying out your jobs and responsibilities as you see it, or is it stronger than that? Is it that we as legislators have some protection that is respected and therefore you must go through this process? I am concerned because the point comes: maybe you get a report of an assassination or possible assassination attempt and you say we have no time, we must go in. How formal is this business that you must check out at the door and you must talk to the Sergeant-at-Arms in your view?

**Supt. Sauvé:** Again I just used an example, an actual example where there was an emergency. It was occurring right there. I did in fact go through but by that time some of our uniformed members of course had already been invited in at the front door and were already assisting the House of Commons staff in controlling the people in the rotunda. However, there was another problem developing at the time and it was for that reason I was trying to simply offer the services of the RCMP to the Sergeant-at-Arms.

**Mr. Fleming:** We have just received copies of the report that Sgt. Bradley made up. I do not have a chance now unless I hold up the Committee. Was there a suggestion in the report that on leaving the office of Mr. Bennett, you understood or Sgt. Bradley understood a contact effort was made to Miss MacDonald's office? Or was it simply a matter of them going directly to...

**Supt. Sauvé:** Possibly...

• 1655

**Mr. Fleming:** It was stated:

As I recall it, although on this point I cannot be sure and have not been able to confirm with city police, it seems we had Mr. Bennett contact Nancy Gelber and advise her that we would be over shortly to speak to her.

You cannot enlarge upon that at all or have not had a chance to check with...

**Supt. Sauvé:** I am sorry I cannot, but possibly the city police officers who were there could do so.

**Mr. Fleming:** Thank you, that is all for me.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Fleming. Mr. O'Sullivan.

**Mr. O'Sullivan:** My questions, Mr. Chairman, to the superintendent will really be supplementary and I hope not repetitive to those questions already posed by some of the hon. members, including Mr. Fleming.

[Interprétation]

**M. Sauvé:** C'est une mesure de profond respect envers la Chambre des communes. Nous devons observer les règles-mêmes ici.

**M. Fleming:** A titre d'officier chargé de faire appliquer la loi, ne considérez-vous pas cette mesure comme une loi? J'essaie d'établir s'il s'agit d'une mesure de courtoisie à laquelle vous devez vous accommoder dans l'accomplissement de vos fonctions et de vos responsabilités telles que vous l'entendez ou cette mesure a-t-elle une plus grande portée? Est-ce le fait que nous législateurs avons quelque protection qui est respectée et qui vous oblige à vous soumettre à ce processus? On peut en arriver à la situation suivante qui m'inquiète: vous pourriez obtenir un rapport d'un assassinat ou d'une tentative d'assassinat. Vous vous diriez alors que vous n'avez pas de temps à gaspiller et que vous devez entrer. Dans quelle mesure cette affaire de vérification à la porte et d'adresse au sergent d'armes qui est le plus proche est-elle officielle?

**M. Sauvé:** Je répète que je me suis servi d'un exemple réel qui illustrait une situation d'urgence. Cela s'est passé à l'endroit. Je me suis plié à cette coutume mais à cette étape certains membres en uniforme avaient déjà été invités à la porte de devant et prêtaient déjà assistance au personnel de la Chambre des communes pour assurer un contrôle auprès des gens qui se trouvaient dans la retouche. Toutefois, une autre difficulté surgissait à ce moment-là et c'est pour cette raison que je voulais offrir les services de la Gendarmerie royale du Canada au sergent d'armes.

**M. Fleming:** Nous venons de recevoir des exemplaires du rapport qu'a rédigé le sergent Bradley. Je n'aurai pas l'occasion de le lire à moins de garder le Comité plus longtemps. Le rapport indique-t-il qu'au moment de quitter le bureau de M. Bennett le sergent Bradley ou vous-mêmes aviez compris qu'un effort avait été fait pour contacter le bureau de M<sup>me</sup> MacDonald? Ou se sont-ils directement acheminés vers...

**M. Sauvé:** C'est possible...

**M. Fleming:** Il a été déclaré:

Que je sache, même si à ce sujet je ne puis pas être certain et n'ai pas été en mesure de confirmer avec la police de la ville, il me semble que nous avons demandé à M. Bennett d'entrer en communication avec Nancy Gelber pour l'avertir que nous serions bientôt chez-elle pour lui parler.

Vous ne pouvez pas apporter d'autres précisions à cet égard ou vous n'auriez peut-être pas eu le temps de vérifier...

**M. Sauvé:** Je regrette, mais je me vois dans l'impossibilité de vous répondre mais il se peut que les officiers de la police de la ville qui s'y trouvaient pourraient vous donner ces précisions.

**M. Fleming:** Je vous remercie, je n'ai rien d'autre à ajouter.

**Le président:** Je vous remercie, monsieur Fleming. Monsieur O'Sullivan.

**M. O'Sullivan:** Monsieur le président, les questions que j'adresserai au surintendant seront supplémentaires et j'espère ne pas répéter les questions déjà posées par certains honorables députés y compris M. Fleming.



[Text]

Superintendent, you made the comparison between being on the scene at the time of the railway workers' dispute and still going through the procedures at that time of crisis, one that was readily apparent. Sergeant Bradley states that the reason he did not follow those procedures grew in a sense, out of the urgency of the situation and you mention that that was a field decision. As his Superintendent, I am asking you directly, are you in agreement, in accord or do you condone the field decision made by a person, a member of the force who comes under your authority.

**Supt. Sauvé:** I must respect my senior NCO's field decision.

**Mr. O'Sullivan:** Do you agree with it?

**Supt. Sauvé:** This is a very, very, difficult question to answer because I would have to be in Bradley's frame of mind at the time. I find that question very, very, difficult to answer. I have already mentioned that had such an incident reoccurred I feel that possibly, I say "possibly" because again circumstances dictate and the decision is made by the individual, his action would have been different.

**Mr. O'Sullivan:** Are you familiar, from your past experience, with many occasions on which members of the force have visited offices of members of Parliament?

**Supt. Sauvé:** Yes, I have been called upon to visit members of Parliament.

**Mr. O'Sullivan:** You are familiar with other cases in which such visits have been made.

**Supt. Sauvé:** Yes.

**Mr. O'Sullivan:** Are you familiar with any of those visits being made without going through the proper procedures?

**Supt. Sauvé:** No, no.

**Mr. O'Sullivan:** Or what was called the custom?

**Supt. Sauvé:** No.

**Mr. O'Sullivan:** Do I take it that you regarded that custom as being such a strong custom that you felt compelled to make it into what is now an order or regulation?

**Supt. Sauvé:** Maybe I will answer your question going around a bit, but I have been around this city here for some 20 years so maybe I have a little more knowledge of the customs. We have quite a turnover in our staff, but Sergeant Bradley has been around here quite awhile and again, it is a normal custom. It is as simple as this, hon. member, when we come here, we are normally intercepted in a very polite fashion, but we are asked to produce our identification, so we produce our identification and if it is a case involving an investigation inside the House, again, the custom has been for us to contact Chief Yates. We do not always go directly to the Sergeant-at-Arms, but we normally contact Chief Yates with whom we are in constant contact. We have excellent relations with him.

[Interpretation]

Monsieur le surintendant, vous avez établi la comparaison entre le fait d'avoir été sur la scène au moment du différend concernant les travailleurs ferroviaires mais en vous plaignant néanmoins aux procédures à un moment où il y avait une crise qui était déjà apparente. Le sergent Bradley affirme que la raison pour laquelle il ne s'est pas plié à ces procédures provient d'une certaine façon du caractère d'urgence de la situation et vous avez mentionné qu'il s'agissait d'une décision prise dans une situation donnée.   titre de surintendant du sergent Bradley, je vous demande directement si vous êtes d'accord avec la décision prise par une personne, un membre de la force qui relève de votre autorité?

**M. Sauvé:** Je me dois de respecter la décision d'un fonctionnaire supérieur qu'il a prise dans un cas donné.

**M. O'Sullivan:**  tes-vous d'accord avec cette décision?

**M. Sauvé:** C'est une question très difficile à répondre car il me faudrait être dans la peau du sergent Bradley au moment où il a pris la décision. Je trouve que cette question est extrêmement difficile à répondre. J'ai déjà mentionné que si un tel incident semblait se reproduire j'estime qu'il est possible et je dis bien possible car encore une fois les circonstances sont impérieuses et la décision est prise par un particulier que son action aurait été tout autre.

**M. O'Sullivan:**  tes-vous familier d'après votre expérience passée des nombreuses occasions au cours desquelles les membres de la force auraient visité les bureaux des députés?

**M. Sauvé:** Oui, j'ai dû moi-même visiter les députés.

**M. O'Sullivan:** Vous êtes au courant d'autres cas qui témoignent de telle visite?

**M. Sauvé:** Oui.

**M. O'Sullivan:**  tes-vous au courant qu'aucune de ces visites aient été rendues sans d'abord se plier au règlement établi?

**M. Sauvé:** Non.

**M. O'Sullivan:** Ou ce que l'on appelait la coutume?

**M. Sauvé:** Non.

**M. O'Sullivan:** Dois-je comprendre qu'à votre avis cette coutume était si forte que vous vous êtes senti obligé d'en faire ce qui est désormais une ordonnance ou un règlement?

**M. Sauvé:** Je vais peut-être répondre à votre question en la contournant quelque peu mais je suis dans cette ville déjà depuis quelque 20 ans si bien que je connais peut-être un peu mieux les coutumes. Il existe un roulement formidable de notre personnel mais le sergent Bradley est avec nous depuis déjà quelque temps et je répète qu'il s'agit d'une coutume normale. Honorable député c'est aussi simple que cela: quand nous venons ici, on nous arrête d'habitude d'une façon très polie mais néanmoins on nous demande de produire notre carte d'identification ce que nous faisons de bon gré et dans le cas mettant en cause une enquête à l'intérieur de la Chambre nous avions l'habitude d'entrer en communication avec le chef Yates. Nous ne nous adressons pas toujours directement au sergent d'armes mais nous contactons normalement le chef Yates avec qui nous entretenons toujours des liens étroits. Nous entretenons d'excellentes relations avec lui.

[Texte]

**Mr. O'Sullivan:** Just to reiterate. You are familiar with many incidents in which visits have been paid to members of Parliament by members of the force. Is that correct?

**Supt. Sauvé:** I am familiar with some instances.

**Mr. O'Sullivan:** In all of those instances and visits, with the exception of the one involving the visit by Sergeant Bradley to Miss MacDonald's office, what you referred to earlier as a custom and what has now been made into a regulation, was followed.

**Supt. Sauvé:** To the best of my recollection.

**Mr. O'Sullivan:** That is correct. In addition to following that custom which involves notification either being given to a representative of the security staff or the Speaker, is prior notice usually given to the member of Parliament that a member of your force would like to visit with him or her and carry out interrogations?

**Supt. Sauvé:** Oh, yes. Normally there is a phone call made. Normally...

**Mr. O'Sullivan:** This is the custom?

**Supt. Sauvé:** Yes, it is the custom.

**Mr. O'Sullivan:** Is it as strong a custom as the custom of advising the security staff?

**Supt. Sauvé:** I would say the other custom would certainly be possibly more observed.

**Mr. O'Sullivan:** But it is the custom that the member of Parliament receives notice in advance.

• 1700

**Supt. Sauvé:** Again, I must speak just from my own personal experience. Normally it is the custom for investigators to make telephone contact with the member of Parliament. What I normally would do—and I am sure Chief Yates will back me up on this—is to call Chief Yates and advise him of my presence here, even before I come here.

**Mr. O'Sullivan:** But prior notice would be given to the member of Parliament as a custom.

**Supt. Sauvé:** I can only speak on my behalf. It would depend on the circumstances, but normally our investigators would call the member of Parliament in all respect to the member of Parliament, for an appointment before seeing him.

**Mr. O'Sullivan:** So what we have here are two customs, one being that the member of Parliament would receive prior notice and the second being that a representative of the security staff of the House of Commons receive prior notice, and both those customs were not followed in this incident.

**Supt. Sauvé:** Again, this first custom is a matter of operational techniques and is also a matter of courtesy to the member of Parliament. Normally, in police investigation, before going to interview, whether or not it is a member of Parliament, or a businessman in the City of Ottawa, the procedure is to telephone and arrange an appointment. So, in so far as custom is concerned, I would say it would be secondary to the very particular custom here in the House of Commons where we would contact the House of Commons Protective Staff.

[Interprétation]

**M. O'Sullivan:** Je vais me répéter. Vous êtes donc au courant de nombreux incidents au cours desquels des visites ont été rendues aux députés de la part des membres de la force. Ai-je raison?

**M. Sauvé:** Je suis au courant de quelques instances.

**M. O'Sullivan:** Au cours de toutes ces visites et instances à l'exception de l'une mettant en cause la visite du sergent Bradley au bureau de M<sup>me</sup> MacDonald, ce que vous avez appelé plus tôt une coutume et ce qui est désormais un règlement a été suivi.

**M. Sauvé:** Autant que je sache.

**M. O'Sullivan:** C'est juste. En plus de suivre cette coutume qui met en cause un avis qui informe soit un représentant du personnel de sécurité ou l'Orateur, avertit-on d'habitude le député qu'un membre de votre force aimerait lui rendre visite pour mener un interrogatoire?

**M. Sauvé:** Bien sûr. Normalement on en informe par téléphone. D'habitude...

**M. O'Sullivan:** C'est la coutume?

**M. Sauvé:** Oui c'est la coutume.

**M. O'Sullivan:** S'agit-il d'une coutume bien ancrée telle la coutume de notifier le personnel de sécurité?

**M. Sauvé:** Je dirais que l'autre coutume est sûrement mieux observée.

**M. O'Sullivan:** Mais il est habituel qu'un député en soit informé à l'avance.

**M. Sauvé:** Une fois de plus, je dois puiser dans mon expérience personnelle avant de parler. D'habitude, les investigateurs ont coutume de faire des contacts par téléphone avec le député. Ce que je ferais normalement et je suis persuadé que j'aurai l'approbation du chef Yates à cet égard et d'appeler ce dernier, de l'avertir de ma présence avant même de m'y rendre.

**M. O'Sullivan:** Mais d'ordinaire on avertirait à l'avance le député du Parlement.

**M. Sauvé:** Je ne puis parler qu'en mon nom. Tout dépendrait des circonstances, mais d'habitude nos enquêteurs appelleraient le député du Parlement en tout respect pour son titre afin d'obtenir un rendez-vous avant de lui rendre visite.

**M. O'Sullivan:** Nous sommes donc en présence de deux coutumes: la première étant à ce que le député est informé à l'avance, et la seconde étant qu'un représentant du personnel de sécurité de la Chambre des communes est informé à l'avance et que ces deux coutumes n'ont pas été suivies dans ce cas.

**M. Sauvé:** Je répète que la première coutume est une question de technique de fonctionnement et de courtoisie envers un député. D'habitude, lors d'une enquête policière, avant de se rendre à un interview qu'il s'agisse ou non d'un député ou d'un homme d'affaire de la ville d'Ottawa, la seule ligne de conduite est de faire un appel téléphonique et d'organiser un rendez-vous. Donc, en ce qui concerne la coutume, je dirais qu'elle est secondaire à cette coutume très particulière qui régit la Chambre des communes dans le cas où nous contactons le personnel de protection de la Chambre des communes.

*[Text]*

**Mr. O'Sullivan:** Secondary or not, it is a custom.

**Supt. Sauvé:** I am just speaking now as a 25-year investigator.

**Mr. O'Sullivan:** You have had 25 years of experience, which I respect. In your experience, drawing on your experience, is it a custom?

**Supt. Sauvé:** I would say, yes. I would say that it is a custom.

**Mr. O'Sullivan:** And in the incident referred to both those customs were not followed.

**Supt. Sauvé:** I have no knowledge. I can only go according to this statement here.

**Mr. O'Sullivan:** According to Sergeant Bradley's statement that he did not telephone Miss MacDonald.

**Supt. Sauvé:** I do not think he makes any reference to a telephone call.

**Mr. O'Sullivan:** He does make reference on page two.

**Supt. Sauvé:** To his telephone call? He did not make a telephone call, did he?

**Mr. Fairweather:** In the second paragraph, just to refresh the memory, the last sentence says:

As I recall it ...

this is the Sergeant.

... although on this point I cannot be sure and have not been able to confirm with City police, it seems we had Mr. Bennett contact Nancy Gelber and advise her that we would be over shortly to speak to her.

**Supt. Sauvé:** On that point Bradley's statement speaks for itself.

**Mr. Fairweather:** Yes, he cannot recall it and it seems that he cannot confirm it yet. It speaks for itself.

**Supt. Sauvé:** If Bradley cannot recall it, I am sure I cannot.

**Mr. Fairweather:** That is right. He can.

**Mr. O'Sullivan:** In your opening statement, Superintendent, you indicated, I believe on behalf of the Commissioner, the willingness of the force to co-operate in this matter to a very great degree. Would it be fair to assume from that, involving the Commissioner and this willingness, that the force in some way feels that proper procedures were not followed and that is the reason for this eagerness on the part of the force to be co-operative at this time.

**Supt. Sauvé:** No. In so far as our opinion on whether or not the proper procedures were followed, we are simply anxiously awaiting the outcome of your Committee and your recommendations. Here is a case of Bradley going through this procedure here, he put forward a reason for doing it that way, and now we simply want to know for our future guidance whether or not such circumstances would have warranted a violation, if there was one, of the procedures.

*[Interpretation]*

**M. O'Sullivan:** Secondaire ou non, il s'agit d'une coutume.

**M. Sauvé:** Je parle maintenant uniquement à titre d'enquêteur en service depuis 25 années.

**M. O'Sullivan:** Vous avez 25 ans d'expérience qui méritent mon respect. D'après votre expérience donc, s'agit-il d'une coutume?

**M. Sauvé:** Assurément. Il s'agit d'une coutume.

**M. O'Sullivan:** Et dans le cas dont on parle ces deux coutumes n'ont pas été respectées.

**M. Sauvé:** Je n'ai pas de certitude à cet égard. Je ne puis que me fier à la déclaration émise ici.

**M. O'Sullivan:** D'après la déclaration du sergent Bradley, il n'a pas fait d'appel téléphonique à M<sup>lle</sup> MacDonald?

**M. Sauvé:** Je ne crois pas qu'il parle d'appel téléphonique.

**M. O'Sullivan:** Il en parle à la page 2.

**M. Sauvé:** De son appel téléphonique? Il n'a pas fait d'appel téléphonique, n'est-ce pas?

**M. Fairweather:** Au second paragraphe, simplement pour me rafraîchir la mémoire, il est dit dans la dernière phrase:

Si je me souviens bien ...

C'est le sergent.

... bien qu'à cet égard, je ne sois pas certain et je n'ai pas été en mesure de confirmer avec la police de la ville, il me semble que nous avons demandé à monsieur Bennett de contacter Nancy Gelber et de l'avertir que nous serions bientôt chez elle pour lui adresser la parole.

**M. Sauvé:** A cet égard, la déclaration de monsieur Bradley se passe de commentaire.

**M. Fairweather:** Pourtant, il ne s'en souvient pas et il ne peut pas encore le confirmer me semble-t-il. Cela se passe de commentaire.

**M. Sauvé:** Si monsieur Bradley ne peut pas s'en souvenir, je suis persuadé que je ne puis pas m'en souvenir non plus.

**M. Fairweather:** C'est juste. Il peut.

**M. O'Sullivan:** Dans votre déclaration préliminaire, monsieur le surintendant, vous avez déclaré je crois, au nom du commissaire, que la force était disposée à offrir sa plus entière collaboration à cet égard. Serait-il juste de supposer qu'à partir de cette disposition mettant en cause le commissaire et sa bonne volonté, que la force estime de quelque façon que les procédures pertinentes n'ont pas été suivies et que c'est la raison pour laquelle la force était si bien disposée à offrir sa collaboration à ce moment-là.

**M. Sauvé:** Non. En ce qui concerne le fait de savoir si les procédures pertinentes ont été suivies, nous attendons en toute hâte les recommandations de votre Comité. Voici donc le cas de M. Bradley qui doit se soumettre à cette procédure et qui a expliqué la raison pour laquelle il a agi de cette façon; nous voulons savoir pour l'avenir si de telles circonstances peuvent permettre une violation s'il en est des procédures.



[Texte]

**Mr. O'Sullivan:** Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you, Mr. O'Sullivan. Mr. Barnett.

**Mr. Barnett:** Mr. Chairman, quite a number of the questions I might have asked have already been answered by Superintendent Sauvé. But there is one matter that I would like to have clarified for myself; it may be understood by other members of the Committee. I am referring to the actual role of Sergeant Bradley in this situation. Earlier evidence indicates that any actual questioning that was done was done by members of the Ottawa force and I think it might be useful to us, in our understanding of the role of "A" Division, to know exactly why Sergeant Bradley was with the Ottawa force. Why was it Sergeant Bradley who took the lead in identifying himself and his companions at the door? In other words, why was he there?

• 1705

**Supt. Sauvé:** In this specific case, this was my responsibility. I assigned Bradley to this investigation. I had been in contact with Deputy Chief Welsh, if I recall correctly, at the time this investigation was under way and as normal procedure again with the City Police when federal government property is involved, we simply offer our services. We have excellent rapport, our services are normally accepted and our men work together, but our role is simply an assistance role. In this connection the RCMP in investigating our responsibilities in the Ottawa area here, are aware that the Criminal Code, of course, rests with the Ottawa City Police. When it involves theft of government property from government departments the RCMP normally would investigate. In this case the City Police had already been in contact with the department with reference to the sit-in at the department. It was during that contact with the department that the department reported this theft, the City Police undertook the investigation and we simply offered full assistance.

In the case of Sergeant Bradley, I assigned Sergeant Bradley because Sergeant Bradley is very experienced, one of our best investigators. He has sound knowledge of the area having worked in this area for a long time, and the City Police sometimes are not too familiar with customs, with procedures in government departments. Primarily Sergeant Bradley was to provide that type of assistance in supplying information as to procedures, possibly offer any assistance from our department in so far as any technical assistance for laboratories and simply any other assistance they would require.

**Mr. Barnett:** So his assignment was really related to the investigation of the situation in the Indian Affairs building. What I am really interested in is not his association with the Ottawa Police in the course of the general investigation, but would I be correct to say that the fact he was with the Ottawa Police when they arrived on Parliament Hill at the West Door of this building was really incidental. It was not directly connected with the question of those members of the Ottawa force entering this building to visit a member's office. This is the point I would like to have clarified.

[Interprétation]

**M. O'Sullivan:** Je vous remercie, monsieur le président.

**Le président:** Je vous remercie, monsieur O'Sullivan. Monsieur Barnett.

**M. Barnett:** Monsieur le président, un bon nombre de questions que j'avais l'intention de poser ont déjà trouvé réponse dans la personne du surintendant Sauvé. Mais il reste un sujet sur lequel j'aimerais avoir des précisions pour ma propre gouverne; il se peut que les autres membres du Comité soient au courant car je parle du rôle réel du sergent Bradley dans cette situation. Des témoignages qui ont été émis plus tôt indiquent que tout interrogatoire réel effectué l'a été par des membres de la force d'Ottawa et je pense qu'il nous serait peut-être utile de connaître, pour notre bonne compréhension du rôle de la division «A», le rôle précis du sergent Bradley au sein de la force policière d'Ottawa. Pourquoi est-ce le sergent Bradley a pris sur lui de s'identifier et d'identifier ses collègues à la porte? En d'autres termes, pourquoi était-il là?

**M. Sauvé:** Dans le cas qui nous occupe, c'est moi qui étais responsable. C'est moi qui ai confié l'enquête au sergent Bradley. Je suis entré en communication avec le chef-adjoint Welsh, si je me souviens bien, au début de l'enquête et, comme la procédure normale le veut lorsque la police municipale est impliquée et qu'il est question de la propriété du gouvernement fédéral, avait offert les services de la gendarmerie. Notre collaboration est excellent, nos services normalement sont acceptés et les policiers des deux forces travaillent de concert. Notre rôle consiste à aider la police municipale tout simplement. La gendarmerie évidemment savait que dans le cas présent, le Code criminel prévoit que c'est la police municipale d'Ottawa qui doit se charger de l'enquête. Cependant, lorsque des vols se produisent sur la propriété du gouvernement fédéral, c'est la gendarmerie qui est chargée de l'enquête de façon habituelle. Dans le cas qui nous occupe, la police municipale avait déjà communiqué avec le ministère au sujet de l'occupation des locaux qui avait eu lieu. De là il a été question du vol qui s'était produit et la police municipale a amorcé l'enquête. Nous nous sommes contentés d'offrir notre aide.

Quant au sergent Bradley, je lui ai confié l'enquête parce qu'il avait beaucoup d'expérience dans ce domaine et qu'il était un de nos meilleurs enquêteurs. Il connaît très bien la région pour y avoir travaillé pendant de longues années; d'autre part, la police municipale n'est pas toujours au courant des coutumes, des procédures, des ministères du gouvernement. Le sergent Bradley devait offrir cette aide concernant les procédures, également toute assistance du point de vue technique et des laboratoires, enfin, tout ce qui était possible.

**M. Barnett:** Il avait donc un rôle à jouer dans l'enquête sur ce qui s'était produit à l'immeuble des Affaires indiennes. Ce que je veux savoir cependant, ce n'est pas tellement de quelle façon il travaillait avec la police municipale d'Ottawa dans le cours de l'enquête, mais comment il s'est trouvé en compagnie de policiers de la ville d'Ottawa à l'édifice de l'Ouest le jour où l'incident s'est produit. Il s'agissait d'une coïncidence. Sa présence n'avait rien à voir avec le fait que des policiers de la ville d'Ottawa entraient dans l'immeuble pour visiter le bureau d'un député. C'est cette question qui m'intéresse.

[Text]

**Supt. Sauvé:** He was originally assigned to assist the Ottawa Police in that specific theft. It just so happens that the investigation carried on to Parliament Hill, but when he was initially assigned to the investigation to my knowledge, to the best of my recollection, there was no question of coming up on Parliament Hill then. It was only later I found out from Deputy Chief Welsh that they had, in fact, come up here.

**Mr. Barnett:** So if it had not been for the set of circumstances in this particular investigation that led you to be co-operating in that active way with the Ottawa Police, it is possible that there might not have been a member of your division with the Ottawa Police when they arrived on Parliament Hill if the investigation led in that direction. Is this correct?

**Supt. Sauvé:** It is possible. The City Police could carry on investigations of thefts in government buildings without necessarily our presence. It just so happens that there was such close co-operation over this whole affair involving the Indian Affairs Department's occupation that it was just through our day-to-day contacts that I simply offered this service and it was readily accepted.

**Mr. Barnett:** I think this clarifies the question that had been in my mind since we gained the knowledge of who came into the building as to whether there was a special technique of entry to be ushered in, as it were, by a member of the RCMP, but there is no foundation to any suggestion of that kind.

**Supt. Sauvé:** No, sir. The normal procedure for us when we come in here is to identify ourselves and obtain permission from the Chief of the House of Commons police.

**Mr. Barnett:** Thank you.

• 1710

**The Chairman:** Thank you, Mr. Barnett, Mr. Matte.

**M. Matte:** Monsieur le président, je pense monsieur le superintendant, qu'il est de mise que je fasse d'abord la mise au point suivante. Nous sommes ici pour déterminer si on a usurpé les droits et privilèges de M<sup>re</sup> MacDonald comme député. L'action de la police est peut-être parfaite dans un cas comme celui-là, mais ce n'est pas tellement cela que je tiens à savoir, si ce n'est si on a usurpé ou brimé les privilèges de M<sup>re</sup> MacDonald. Je poserais d'abord comme première question: les documents en question ont-ils été récupérés?

**M. Sauvé:** C'est une question que je trouve difficile à répondre parce que cela a trait à une cause qui relève de la police d'Ottawa et c'est plutôt cette dernière qui devrait y répondre.

**M. Matte:** Alors vous ne savez pas s'ils ont été récupérés?

**M. Sauvé:** Je préfère, si le président me le permet, ne pas répondre à cette question, et laisser la police d'Ottawa y répondre.

**M. Matte:** D'après la déclaration que nous avons ici, le sergent Bradley voulait-il surtout et exclusivement rencontrer M<sup>re</sup> Gelber ou également M<sup>re</sup> MacDonald?

[Interpretation]

**M. Sauvé:** Il avait reçu pour mission d'aider la police municipale d'Ottawa dans l'enquête sur le vol. L'enquête l'amenait à se rendre sur la colline parlementaire, quoique autant que je me souviens, au moment où il a reçu son affectation, il n'était pas question qu'il soit amené à s'y rendre. Ce n'est que plus tard que j'ai appris du chef-adjoint Welsh que les policiers s'étaient rendus.

**M. Barnett:** Donc, n'eut été du fait que l'enquête était assez exceptionnelle et que vous avez été amené à collaborer d'une façon active avec la police municipale d'Ottawa, il aurait pu se trouver qu'il n'y aurait pas eu de représentants de la gendarmerie en compagnie des policiers de la ville d'Ottawa lorsqu'ils se sont présentés sur la colline afin de poursuivre leur enquête. C'est bien cela?

**M. Sauvé:** C'est possible. La police municipale d'Ottawa pourrait mener des enquêtes sur des vols qui auraient eu lieu dans des immeubles du gouvernement sans que nous soyons présents nécessairement. Il se trouve que dans le cas présent il y avait collaboration étroite suite à ce qui s'était produit au ministère des Affaires indiennes et que c'est simplement de façon routinière que j'avais offert les services d'agents de la gendarmerie.

**M. Barnett:** Vous élucidez un point important pour moi. Je m'étais demandé depuis le début de cette affaire s'il y avait une technique spéciale d'utiliser, si on avait fait appel à un agent de la gendarmerie pour faciliter l'entrée de policiers dans l'immeuble. Je vois qu'il n'y a pas de raison de croire que cela a été le cas.

**M. Sauvé:** Non, monsieur. Normalement, en arrivant ici, nous nous identifions et nous obtenons la permission du chef de police de la Chambre des communes.

**M. Barnett:** Merci.

**Le président:** Merci, monsieur Barnett. M. Matte a la parole.

**Mr. Matte:** Mr. Chairman and superintendent, I think it is appropriate that I make this explanation. We are here to determine whether there was a breach of Miss MacDonald's rights and privileges as a member of Parliament. The police action was perhaps perfectly appropriate in such a case, but that is not really what I am interested in, which is whether or not there was a breach of Miss MacDonald's privileges. So my first question is: were the documents in question recovered?

**Mr. Sauvé:** I find this a hard one to answer, because it is a matter that comes under the Ottawa police, and they should really reply to it.

**Mr. Matte:** So you do not know if they were recovered?

**Mr. Sauvé:** With the Chairman's permission, I should prefer not to answer this question, and leave the Ottawa police to answer it.

**Mr. Matte:** According to the statement we have here, did Sergeant Bradley want to meet mainly or exclusively Miss Gelber, or also Miss MacDonald?

## [Texte]

**M. Sauvé:** Je ne pourrais exprimer qu'une opinion fondée sur la déclaration du sergent.

**M. Matte:** Pour la question de privilège, il est extrêmement important que nous le sachions. Si le sergent Bradley voulait demander à M<sup>lle</sup> MacDonald si elle avait les documents dont il est question en sa possession, ne croyez-vous pas qu'à ce moment-là il n'y avait rien de plus simple que d'arriver au parlement et de demander au bureau d'information où se trouvait M<sup>lle</sup> MacDonald, qu'il aurait d'ailleurs trouver tout de suite. Ne pensez-vous pas que la police soupçonnait assez fortement M<sup>lle</sup> MacDonald, ce qui, à ce moment-là, veut dire à mon avis que ses droits et privilèges auraient réellement été usurpés. C'est ainsi que l'on a communiqué plutôt avec M<sup>lle</sup> Gelber.

**M. Sauvé:** Je n'en ai aucune idée. D'après la déclaration, à son arrivée, le sergent Bradley a demandé le numéro du bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald, s'est identifié et on l'a orienté vers le bureau. Le sergent Bradley devrait peut-être y répondre.

**M. Matte:** Je voudrais savoir si la police avait l'intention de faire enquête, et je reconnais qu'elle fait bien son travail habituellement. Comme on soupçonnait M<sup>lle</sup> MacDonald, on a essayé de savoir indirectement, par l'intermédiaire de son adjointe, ce qui s'est passé, et c'est justement là le point litigieux.

**M. Sauvé:** Je ne peux qu'offrir une opinion sur l'enquête. Nous assistons la police municipale et je vous avouerais bien respectueusement qu'une telle question devrait être posée à la police municipale chargée de l'enquête.

**M. Matte:** Je vous poserais alors une question d'ordre général. Si la police a affaire à un député, qui peut être directement ou indirectement lié à une cause criminelle, est-il normal que l'on ne se préoccupe pas des règlements et privilèges de la Chambre des communes pour faire enquête?

**M. Sauvé:** Vous demandez si c'est normal?

**M. Matte:** Oui.

**M. Sauvé:** Non, ce n'est pas normal. On devrait obtenir une permission avant de commencer toute enquête ici.

**M. Matte:** Au sujet de la question de privilège que nous avons à débattre, je crois réellement, je donne une opinion et vous me donnerez la vôtre aussi, que la police a choisi délibérément de ne pas suivre la procédure normale dans la cause présentement à l'étude.

• 1715

**Le président:** Ce n'est pas une question, le témoin n'est pas obligé de répondre. Avez-vous terminé, monsieur Matte?

Monsieur Blais.

**M. Blais:** Surintendant Sauvé, vous avez parlé tout à l'heure d'un règlement ou d'une ordonnance que vous avez formulé à la suite de l'événement en cause. Est-ce que vous avez une copie de cette ordonnance?

**M. Sauvé:** Oui, je l'ai présentée au comité et elle fera partie du compte rendu.

**M. Blais:** Bon. Maintenant, cette ordonnance, que je n'ai pas vue encore, est-ce qu'elle comprend une indication à l'effet que, avant de faire toute enquête sur la colline parlementaire, on doit communiquer avec le député en cause afin de lui indiquer l'intention de la force policière de faire une enquête à son égard?

## [Interprétation]

**Mr. Sauvé:** I could only give an opinion based on the sergeant's statement.

**Mr. Matte:** For the question of privilege, it is very important that we know. If Sergeant Bradley wanted to ask Miss MacDonald if she had in her possession the documents in question, do you not think the easiest way was to go to Parliament and ask the information office where Miss MacDonald was, and then he would have found her right away. Do you not think that the police suspected Miss MacDonald pretty strongly, which would mean that there really was a breach of her rights and privileges? That is why they communicated instead with Miss Gelber.

**Mr. Sauvé:** I have no idea. According to the statement, Sergeant Bradley asked for Miss MacDonald's office number when he arrived, identified himself and was sent towards the office. Perhaps Sergeant Bradley should answer this.

**Mr. Matte:** I should like to know whether the police intended to investigate, and I acknowledge that they usually do a good job. Since they suspected Miss MacDonald, they tried to find out what happened indirectly, through her deputy, and that is the point of contention.

**Mr. Sauvé:** I can only give my opinion about the investigation. We assist the city police, and with all respect I maintain that this question should be addressed to the city police in charge of the investigation.

**Mr. Matte:** Then I will ask you a general question. If a member of Parliament is perhaps involved directly or indirectly in a case of crime, is it normal for the police to disregard the rules and privileges of the House of Commons in carrying out their investigation?

**Mr. Sauvé:** You are asking if it is normal?

**Mr. Matte:** Yes.

**Mr. Sauvé:** No, it is not normal. Permission should be obtained for any investigation carried out here.

**Mr. Matte:** With regard to the question of privilege that is before us, I truly believe—I will give you my opinion and you can give me yours too—that the police deliberately chose not to follow normal procedure in the case we are considering.

**The Chairman:** That is not a question, and the witness is not obliged to answer. Have you finished, Mr. Matte?

Mr. Blais.

**Mr. Blais:** Superintendent Sauvé, you spoke just now of a regulation or a ruling that you drew up after these events happened. Do you have a copy of this ruling?

**Mr. Sauvé:** Yes, I have submitted it to the Committee and it will be included in the report of proceedings.

**Mr. Blais:** Good. Now, does this ruling, which I have not yet seen, indicate that, before carrying out any investigation on Parliament Hill, the police must first contact the member involved and indicate their intention to investigate his affairs?



## [Text]

**M. Sauvé:** Elle ne précise pas qu'on devrait contacter le député directement. Si vous me permettez, monsieur le député, je pourrais vous la lire en français:

On doit obtenir l'autorisation du chef du service de protection de la Chambre des communes avant de conduire toute enquête ou entrevue du côté de la Chambre des communes, à l'édifice central, à l'édifice de l'Ouest ou à l'édifice de la Confédération.

Un autre point, monsieur, en ce qui concerne la communication avant de venir ici, nous nous attendons à ce que nos enquêteurs, et ce serait une chose absolument normale, contactent le député par téléphone pour fixer un rendez-vous, dans des conditions normales. Maintenant, dans ce cas-ci, le cas de Bradley, je pense que ce n'était pas des conditions normales.

**M. Blais:** Oui, mais il n'y a pas d'indication dans votre ordonnance voulant qu'il y ait obligatoirement communication avec le député avant de lancer l'enquête à son égard.

**M. Sauvé:** Par téléphone?

**M. Blais:** Oui, par téléphone.

**M. Sauvé:** Non, il n'y a aucune mention de ça.

**M. Blais:** Maintenant, est-ce que l'ordonnance que vous avez en main indique que cela s'applique, peu importe qu'il y ait ou non interception de la part des agents de sécurité de la colline parlementaire, c'est-à-dire que même si l'agent de sécurité ne pose pas de question, on doit néanmoins se présenter au sergent d'armes?

**M. Sauvé:** C'est bien ça, oui.

**M. Blais:** Donc il n'est pas essentiel, pour que votre ordonnance prenne effet, qu'il y ait communication préalable avec un agent de sécurité à une des entrées des édifices parlementaires?

**M. Sauvé:** Eh bien, d'après l'ordonnance, c'est la première étape. Lorsque nous arrivons ici, il est naturel que les agents du service de protection nous demandent de nous identifier.

**M. Blais:** Bon. Est-ce que l'ordonnance indique que d'abord il est essentiel qu'on se présente devant un agent de sécurité à une des entrées du Parlement?

**M. Sauvé:** Ce n'est pas souligné, mais c'est logique: lorsque nous arrivons, l'agent de sécurité est là.

**M. Blais:** Maintenant si, j'admets mais si...

**M. Sauvé:** Si les députés le désirent cela pourrait être introduit bien facilement dans l'ordonnance en question.

**M. Blais:** Qu'on se présente d'abord à l'édifice central afin d'entrer en contact avec le sergent d'armes.

**M. Sauvé:** Se présenter à l'agent de sécurité avant de voir le chef de police. C'est ce qui est fait normalement.

**M. Blais:** Maintenant, vous avez indiqué qu'aussitôt que vous avez appris l'événement vous vous êtes rendu à l'édifice central et que vous avez eu une conversation avec le chef Yates de la sécurité.

## [Interpretation]

**Mr. Sauvé:** It does not lay down that the member must be contacted directly. With your permission, sir, I will read it to you in French.

Permission must be obtained from the House of Commons Protection Force before carrying out any investigation or interview in the House of Commons, whether in the Centre Block, the West Block or the Confederation Building.

Another point, sir, about communicating here before coming here, we expect our investigators, in the normal course of things, to contact the member of Parliament by phone to arrange an appointment. But in this case, in Bradley's case, I do not think that these were normal conditions.

**Mr. Blais:** Yes, but there is no indication in your ruling to the effect that there must necessarily be contact with the member before he is investigated.

**Mr. Sauvé:** By telephone?

**Mr. Blais:** Yes, by phone.

**Mr. Sauvé:** No, there is no mention of that.

**Mr. Blais:** Now, does the ruling before you indicate that this applies whether or not there is interception by the security officers on Parliament Hill, in other words, even if the security officer does not ask any questions, the Sergeant-at-Arms must be notified in any case?

**Mr. Sauvé:** That is correct, yes.

**Mr. Blais:** So, for your ruling to go into effect, it is not essential for there to be any previous communication with a security officer at one of the entrances to the Parliament Buildings?

**Mr. Sauvé:** Well, in the terms of the ruling, that is the first step. Naturally, when we arrive here, the security officers ask us for identification.

**Mr. Blais:** All right. Does the ruling state that it is first of all necessary to approach a security officer at one of the entrances to Parliament?

**Mr. Sauvé:** It is not stressed, but it follows: when we arrive, the security officer is there.

**Mr. Blais:** All right, but what if...

**Mr. Sauvé:** If members of Parliament so wish, this could easily be included in the ruling.

**Mr. Blais:** That you should first go to the Centre Block to contact the Sergeant-at-Arms.

**Mr. Sauvé:** To approach a security officer before seeing the Chief of police. That is normal procedure.

**Mr. Blais:** Now you have stated that as soon as you heard of this incident, you went to the Centre Block and spoke with Security Chief Yates.

## [Texte]

**M. Sauvé:** Je ne crois pas que j'aie dit ça.

**M. Blais:** J'ai compris ça, j'ai pu me tromper. Est-ce que vous avez eu une conversation avec le chef Yates?

**M. Sauvé:** Après, je m'en rappelle bien, oui. Comme je vous dis, le chef Yates, je suis en contact avec lui, dans de telles circonstances, peut-être deux, trois, quatre fois par jour.

**M. Blais:** Oui.

**M. Sauvé:** Lorsqu'il y a des événements de telle sorte.

**M. Blais:** Mais n'avez-vous pas indiqué que vous êtes venu vous-même, une fois que vous avez pris connaissance des faits, pour avoir une conversation avec des officiers...

**Des voix:** Non.

**Le président:** Cela s'est produit durant la grève des chemins de fer.

**M. Blais:** Ah bon! Je n'avais pas compris le préalable.

**M. Sauvé:** J'en ai parlé seulement pour donner un exemple d'une occasion où je suis venu directement.

**M. Blais:** Merci.

**The Chairman:** Mr. Ritchie.

• 1720

**Mr. Ritchie:** Mr. Chairman, I would like to ask Mr. Sauvé a question. According to the statement of Sergeant Bradley, with Detectives Robertson and Harrison they were in Mr. Bennett's office between 10:00 a.m., and 10:45 a.m. Presumably from the first paragraph of the statement, they went there at 10:00 o'clock and when there it said they were in Mr. Bennett's office and that he informed them that they might be in the possession of Miss Flora MacDonald, M.P. and

... that he readily volunteered the information that Miss Nancy Gelber had contacted Mr. Bennett, volunteering the information to him.

This implies that before 10:00 o'clock Miss Nancy Gelber had contacted Mr. Bennett and had suggested to Mr. Bennett that possibly the files might come into Miss MacDonald's possession. Is that, as I understand, the statement?

**Supt. Sauvé:** Well, I believe you have the statement before you and it is your interpretation. I have to base myself solely on the statements here and I am afraid Bradley would have to answer the rest and I hope he will be available to the hon. members tomorrow.

**Mr. Ritchie:** Yes, what seems unusual is that the first time Miss Gelber, in her testimony, talked to Mr. Bennett was at 10:15. Presumably the Sergeant and the two detectives had been in Mr. Bennett's office 15 minutes by this time.

**Supt. Sauvé:** I believe the Ottawa City police officers who were with Bradley would possibly substantiate this. However, I have no knowledge of this.

**Mr. Ritchie:** I see. It would imply in the second paragraph of Sergeant Bradley's statement that Mr. Bennett contacted Miss Gelber to determine who her source of information was. So, presumably, this was a second conversation already made this morning. Is this correct? You do not know, is that right?

## [Interprétation]

**Mr. Sauvé:** I do not think I said that.

**Mr. Blais:** That is what I thought you said, I may be wrong. Did you have a conversation with Chief Yates?

**Mr. Sauvé:** Afterwards, yes, I remember it well. As I say, I am in contact with Chief Yates, in such cases, maybe two, three or four times a day.

**Mr. Blais:** Yes.

**Mr. Sauvé:** When things like this crop up.

**Mr. Blais:** Did you not state that you yourself came to speak with officers here as soon as you learned of this incident...

**Some hon. Members:** No.

**The Chairman:** That was during the rail strike.

**Mr. Blais:** Oh, I see! I did not understand what he said before.

**Mr. Sauvé:** I mentioned that just as an example of a case when I came directly.

**Mr. Blais:** Thank you.

**Le président:** M. Ritchie a la parole.

**M. Ritchie:** Monsieur le président, je désire poser une question à M. Sauvé. D'après la déclaration du sergent Bradley et des détectives Robertson et Harrison, ils se trouvaient dans le bureau de M. Bennett entre 10 h 00 et 10 h 45 du matin. On peut conclure d'après le premier paragraphe de la déclaration, qu'ils se sont présentés à 10 h 00 et qu'ils se sont introduits dans le bureau de M. Bennett et qu'ils pouvaient se trouver chez M<sup>lle</sup> Flora MacDonald, député et

... qu'il a volontairement fourni l'information que M<sup>lle</sup> Nancy Gelber avait communiqué avec M. Bennett et lui avait volontairement fourni l'information.

Ceci suppose qu'avant 10 h 00 M<sup>lle</sup> Nancy Gelber avait communiqué avec M. Bennett et avait suggéré à M. Bennett que les dossiers pouvaient se trouver en possession de M<sup>lle</sup> MacDonald. Ai-je bien compris la déclaration?

**M. Sauvé:** Vous avez le document en main et j'estime que c'est votre interprétation. Je m'en suis tenu aux déclarations que j'ai en main et je crains que M. Bradley doive répondre au reste de la question; j'espère qu'il sera à la disposition des députés demain.

**M. Ritchie:** Oui, ce qui semble inusité c'est que la première fois que M<sup>lle</sup> Gelber dans son témoignage a parlé de M. Bennett il était 10 h 15. Il semble que le sergent et les deux détectives étaient dans le bureau de M. Bennett depuis 15 minutes à ce moment-là.

**M. Sauvé:** Je crois que les policiers d'Ottawa qui accompagnaient Bradley pourraient le confirmer. Toutefois, je n'en ai pas eu connaissance.

**M. Ritchie:** Je vois. Cela supposera au second paragraphe de la déclaration du sergent Bradley que M. Bennett a communiqué avec M<sup>lle</sup> Gelber pour déterminer la source de l'information. Ainsi, présumément, il s'agissait d'une deuxième conversation déjà faite le matin. Est-ce exact? Vous ne le savez pas n'est-ce-pas?

[Text]

**The Chairman:** I wish Mr. Ritchie and all the members would not ask Mr. Sauvé for his personal interpretation of what is the written and signed report of Sergeant Bradley.

**Mr. Ritchie:** He has read it. I assume that to some extent Mr. Sauvé knew what Sergeant Bradley was doing and I was just trying to find out the sequence of . . .

**Supt. Sauvé:** If I may just add, it is not a case where the RCMP have prime jurisdiction where I would have more detailed knowledge. It is a case of assisting Ottawa City Police.

**Mr. Ritchie:** You did not in any way discuss with Sergeant Bradley the sequence of events: for instance, when Mr. Bennett called Miss Gelber. You have no knowledge of that?

**Supt. Sauvé:** No, I have no knowledge.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Ritchie. Mr. Poulin.

**Mr. Poulin:** Just to follow up on what Mr. O'Sullivan was saying, Superintendent Sauvé, in some of his questions. You mentioned you had been some time in Ottawa. Have you been here as a boy? Really, what I am getting at is that your father was a superintendent of the Ottawa Police too was he not?

**Supt. Sauvé:** That is correct.

**Mr. Poulin:** Superintendent Sauvé, you had a knowledge for a long time of these traditions and the customs with respect to members of the House of Commons through your work in police, your father's work in police and having lived in this community. I wonder what you would say about young men who would work on your force now but who had come from Western Canada or the Maritimes. Could you expect them to have the knowledge of these customs and traditions of Parliament Hill as you had, sir?

**Supt. Sauvé:** No.

**Mr. Poulin:** I would think if a traffic officer, for example, who was from another part of Canada and was investigating an automobile accident on the Driveway might come in here to speak to a Member of Parliament and may not have any idea of this type of thing that you are so familiar with, having lived here all of your life.

**Supt. Sauvé:** This is our continuous problem. The fact that we have such a turnover in our organization. The men are transferred here, particularly the men on Parliament Hill. They are here for a period of maybe one, two, or three years and away they go to a distant point in Canada.

**Mr. Fairweather:** Might I ask a supplementary?

**Mr. Poulin:** Go ahead, sir.

• 1725

**Mr. Fairweather:** How long has Sergeant Bradley been in Ottawa?

**Supt. Sauvé:** I am just speaking from memory, hon. member. I believe Sergeant Bradley has been around Ottawa since the late nineteen-fifties.

[Interpretation]

**Le président:** J'aimerais que M. Ritchie et tous les députés ne posent des questions à M. Sauvé que sur son interprétation personnelle de ce qui est écrit et signé du rapport du sergent Bradley.

**M. Ritchie:** Il l'a lu. Je suppose que dans une certaine mesure M. Sauvé savait ce que le sergent Bradley faisait et j'essayais simplement de retracer la suite . . .

**M. Sauvé:** Si vous me permettez d'ajouter ceci, ce n'est pas une cause où la GRC exercerait la plus haute autorité et où je disposerais de plus de détails. C'est une cause concernant la police d'Ottawa et il s'agissait simplement de lui prêter main forte.

**M. Ritchie:** Vous n'avez d'aucune façon discuté avec le sergent Bradley la suite des événements, par exemple, lorsque M. Bennett a téléphoné à M<sup>re</sup> Gelber. Vous n'avez pas eu connaissance de cela?

**M. Sauvé:** Non, je n'en ai pas eu connaissance.

**Le président:** Merci, monsieur Ritchie. Monsieur Poulin.

**M. Poulin:** Pour faire suite à ce qu'a dit M. O'Sullivan, surintendant Sauvé, relativement à certaines de ses questions, vous avez mentionné que vous aviez passé quelque temps à Ottawa. Étiez-vous ici enfant? Ce à quoi je veux en venir, c'est que votre père était surintendant de la police d'Ottawa n'est-ce pas?

**M. Sauvé:** En effet.

**M. Poulin:** Surintendant Sauvé, vous connaissiez depuis longtemps les traditions et les coutumes qui s'appliquent à l'égard des députés de la Chambre des communes grâce à votre expérience dans la police, celle de votre père qui a fait partie de la sûreté et pour avoir vécu dans la localité. Je me demande qu'elle serait votre impression des jeunes gens qui font partie de votre Corps policier mais qui sont originaires de l'Ouest du Canada ou des Maritimes. Vous attendriez-vous à ce qu'ils soient aussi familiers des coutumes et traditions du Parlement que vous le savez vous-mêmes, monsieur?

**M. Sauvé:** Non.

**M. Poulin:** J'imagine l'agent venant d'une autre partie du pays qui ferait enquête dans un accident de la route survenu sur le Driveway qui s'adresserait ici à un député sans avoir la moindre idée de ce qui vous est si familier, puisque vous avez vécu ici toute votre vie.

**M. Sauvé:** Le changement rapide de personnel est un problème constant. Les hommes sont transférés ici surtout ceux de la Colline. Ils passent, un ou trois ans ici puis sont transférés loin ailleurs au Canada.

**Mr. Fairweather:** Me permettez-vous une question supplémentaire?

**M. Poulin:** Allez-y, monsieur.

**Mr. Fairweather:** Depuis combien de temps le sergent Bradley est-il à Ottawa?

**M. Sauvé:** Je fais appel à ma mémoire, monsieur le député, et je crois que le sergent Bradley est à Ottawa depuis les dernières années 50.



## [Texte]

**Mr. Fairweather:** Thank you. No other questions.

**Some hon. Members:** Oh, oh.

**Supt. Sauvé:** If I may just add, he is one of our more polished investigators.

**Mr. Fairweather:** Exactly.

**An hon. Member:** One of your most familiar...

**Mr. Fairweather:** That is why he is assigned to the Ottawa police, to show them what the procedures are. Correct?

**Supt. Sauvé:** I have already indicated this. Yes, I have indicated this.

**Mr. Fairweather:** He is not just a dumb westerner.

**An hon. Member:** From Alberta.

**Mr. Fairweather:** That kind of a question can look after itself.

**The Chairman:** Mr. Poulin, you have more questions?

**Mr. Poulin:** Yes. Mr. Sauvé, I do not think those remarks are at all fair to you or to the members of the force.

I would ask you this, inspector, unless the officer has had some occasion in the past to have direct contact with these customs and traditions of Parliament Hill, would he be likely to have these customs brought to his attention?

**Supt. Sauvé:** No, but hon. member I think—this is an opinion I am offering here, because in the past and I am speaking from my knowledge, our men normally when they come in here are very quickly intercepted by the House of Commons staff and we are asked to identify ourselves.

I know myself; these members know me and I still am asked to identify myself. I produce my identification and then they would normally phone the chief's office and tell him I am coming.

**Mr. Poulin:** That, I think, was done in this case too was it not, Inspector Sauvé?

**Supt. Sauvé:** Well, he did identify himself.

**Mr. Poulin:** Yes, fine, thank you very much Inspector.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** On a point of order. I wonder if we might locate a special table for counsel at which Mr. Poulin could sit at.

**The Chairman:** Order, please.

**Mr. Poulin:** I would be glad to help you anytime, Joe.

**The Chairman:** Mr. Côté.

**An hon. Member:** Well, you should not ask the question unless you know the answer.

**The Chairman:** Order, please! Mr. Barnett.

**Mr. Barnett:** Mr. Chairman, I am not quite sure whether this is a point of order or not but I would like to enter a caveat at this point. Superintendent Sauvé has been referring to customs which I assume means the question of the normal routine or habits followed by members of the force. I do not quarrel with that but I would like to make it quite clear at this moment that when a member of this Committee starts talking about customs and about who knows customs and who does not, as far as I am concerned what we are talking about is the law of Canada. It is not a matter of custom or tradition; it is a matter of knowledge of the law.

## [Interprétation]

**M. Fairweather:** Merci. Pas d'autres questions.

**Des voix:** Oh, oh.

**M. Sauvé:** Si on me permet de l'ajouter, il est un de nos enquêteurs les mieux chevronnés.

**M. Fairweather:** Exactement.

**Une voix:** Un de vos plus familiers...

**M. Fairweather:** C'est pourquoi il est attaché à la police d'Ottawa, pour leur enseigner la procédure. Exact?

**M. Sauvé:** Je l'ai déjà indiqué. Oui, je l'ai indiqué.

**M. Fairweather:** Il n'est pas un simple d'esprit de l'Ouest.

**Une voix:** De l'Alberta.

**M. Fairweather:** Cette question n'a pas besoin de réponse.

**Le président:** Monsieur Poulin, vous avez d'autres questions à poser?

**M. Poulin:** Oui. Monsieur Sauvé, j'estime ces remarques sont mal venues à votre égard comme à l'égard de la force policière.

Voici ma question, inspecteur; à moins que l'agent n'ait eu l'occasion de se familiariser directement avec ces coutumes et traditions de la Colline, se présenterait-il des occasions de l'initier?

**M. Sauvé:** Non, mais je pense que le député... J'exprime simplement un avis, car dans le passé, et d'après mon expérience, lorsque nos hommes se sont aventurés jusqu'ici ils ont été promptement interceptés par le personnel de la Chambre des communes et on leur a demandé de s'identifier.

Je suis connu des députés et pourtant on me demande encore de m'identifier. Après avoir produit mes créances, on téléphone d'habitude au bureau chef afin de l'avertir de ma venue.

**M. Poulin:** C'est de cette façon que cela s'est passé cette fois ici également, n'est-ce pas, inspecteur Sauvé?

**M. Sauvé:** Eh bien, il s'est identifié.

**M. Poulin:** Oui, très bien, merci beaucoup inspecteur.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je fais appel au Règlement. Je me demande si nous ne pourrions pas approuver une table ou que M. Poulin pourrait s'occuper à part comme conseiller juridique.

**Le président:** A l'ordre je vous prie.

**M. Poulin:** Je serais heureux de vous aider Joe.

**Le président:** Monsieur Côté.

**Une voix:** Vous ne devriez pas poser la question à moins de savoir la réponse.

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît! Monsieur Barnett.

**M. Barnett:** Monsieur le président, je ne suis pas très certain s'il s'agit d'un point du Règlement mais j'aimerais former opposition. Le surintendant Sauvé a parlé de coutumes qui signifient, je présume, la routine ordinaire ou les habitudes normales de la Sûreté. Je n'y vois rien à redire, mais je tiens à signifier clairement que lorsqu'un membre du Comité se lance dans des conjectures sur les coutumes, il s'écarte du sujet que nous discutons qui est celui de la législation au Canada. Il ne s'agit pas de coutumes ou de traditions; il s'agit de connaître le loi.

[Text]

At some point or other in the proceedings of this Committee I think this is one of the questions we are going to have to consider in relations to some of the questions that are raised, arising from the evidence indicating the manner of entry of the police into these precincts. We are talking about law, not about custom as far as I am concerned.

**Mr. Poulin:** May I speak to that point of order, because I think it was brought out by Mr. ...

**Mr. Barnett:** All of us have been brought up at least with some general observation, and may have had it repeated to us, that ignorance of the law is no excuse.

**Mr. Poulin:** Yes, I quite agree, sir, but ...

**Mr. Barnett:** This is not a matter for debate with the superintendent ...

**Mr. Poulin:** On this point of order, Mr. Chairman, I want to be very brief. As the superintendent said, it was not a matter of order or law within his force. It is now since this incident; but before it was a custom adhered to by the superintendent and men who knew it, such as, himself within the force.

**Mr. Barnett:** I would classify ...

**Mr. Poulin:** Now it is an order and now it has been made an order by the superintendent to be followed by all the ...

**Mr. Barnett:** I would classify that as a regulation made by the police force to interpret to the men the existing law, but we can consider that matter later. I felt it should be clear at this point how some of the members view this matter.

**The Chairman:** We could discuss this matter later. Mr. Côté.

**M. Côté:** Merci, monsieur le président. Monsieur le surintendant Sauvé, compte tenu de tous les facteurs qui ont motivé l'entrée du sergent Bradley au bureau de M<sup>me</sup> MacDonald et à la suite de déclarations qui ont été faites au sujet de certains appels téléphoniques qui auraient pu avoir lieu, mais que je ne peux pas citer vu que c'est anglais et que j'ai certaines difficultés avec cette langue, ne pourrait-on pas supposer aussi, à cause du téléphone que vous avez lu tout à l'heure et dont j'ai pris la traduction, que le sergent Bradley devenait presque un protecteur de M<sup>re</sup> Gelber puisqu'il y avait toutes sortes de téléphones qui avaient été fait? C'est ainsi que ça m'apparaît. Est-ce votre opinion?

**M. Sauvé:** C'est une opinion seulement, mais c'est mon opinion.

• 1730

**M. Côté:** D'accord. Merci, monsieur le président.

**Le président:** Merci, monsieur Côté.

**Mr. Peters:**

**Mr. Peters:** I just want to ask two questions. I appreciate the Superintendent's understanding of what has not only been a rule but I think has been in standing orders that have been negotiated with the RCMP in years gone by, if not by Colonel Currie, by Colonel Franklin. I cannot see Colonel Franklin ever forgetting to exercise any of the officialdom that he had responsibility for just for officious purposes, if not for any other reason. He was a very doctrinaire sort of person. I negotiated with him a number of times with the RCMP and I know there was really not much left that was not dotted and crossed. What if that—and this has happened—Speaker says no when you make

[Interpretation]

A un moment où l'autre des procédures du Comité nous devons nous arrêter à cette question du lien qui existe entre certaines questions qui sont soulevées, à partir du témoignage indiquant la manière dont la police s'introduit dans ces locaux. Nous discutons de la loi et non pas de coutumes quant à moi.

**M. Poulin:** Me permettez-vous de répliquer à ce rappel à l'ordre, car il me semble qu'il a été soulevé par M. ...

**M. Barnett:** Nous avons tous fait des observations quelconques et il serait bon de nous rappeler qu'ignorance n'est pas loi.

**M. Poulin:** Oui, je suis tout à fait d'accord, mais ...

**M. Barnett:** Ce n'est pas un sujet de débat avec le surintendant ...

**M. Poulin:** Au sujet de ce point du Règlement, monsieur le président, je serai très bref. Comme l'a dit le surintendant, il ne s'agissait pas d'un point d'ordre ou de loi au sein de son corps policier. Cela l'est devenu depuis l'incident; mais auparavant il s'agissait d'une coutume à laquelle se conformait le surintendant et ceux de ses hommes qui la connaissaient.

**M. Barnett:** Je classerais ...

**M. Poulin:** Il s'agit maintenant d'un ordre et d'un ordre établi par le surintendant et auquel devait se soumettre tous ...

**M. Barnett:** Je le classerais plutôt comme règlement policier pour l'interprétation au bénéfice des agents de la loi telle qu'elle existe, mais nous pouvons en traiter plus tard. J'estime qu'il fallait exposer clairement dès à présent la façon dont certains députés envisagent la question.

**Le président:** Nous en discuterons plus tard. Monsieur Côté.

**Mr. Côté:** Thank you, Mr. Chairman. Superintendent Sauvé, given all the factors motivating Sergeant Bradley's entry in Miss MacDonald's office and taking into account statements made concerning allegation of telephone calls, but that I cannot quote having some difficulty with the English language, would it not be fair to assume also, in view of the telephone call you mentioned a moment ago of which I have the translation, that Sergeant Bradley was assuming the role of protector to Miss Gelber after all kinds of telephone calls had been made? That is the way I understand it. Are you of the same opinion?

**Mr. Sauvé:** It is just an opinion but it is my opinion.

**Mr. Côté:** Agreed. Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Côté.

Monsieur Peters.

**M. Peters:** Je n'ai que deux questions à poser. J'apprécie la façon de comprendre du surintendant non seulement du règlement mais de l'ordre formel établi en consultation avec la GRC dans le passé sinon par le colonel Currie du moins par le colonel Franklin. Je ne puis tout simplement pas imaginer le colonel Franklin négligeant d'exercer les fonctions qui lui sont dévolues à des fins simplement officieuses sinon pour toutes autres raisons. C'était un doctrinaire. J'ai négocié à diverses reprises avec la GRC et je sais qu'il ne reste pas grand chose qui n'ait été pointillé et rayé. Quoi si l'orateur—et cela est arrivé—refuse votre demande d'admission à la Chambre des communes? Je

## [Texte]

an application to come into the House of Commons? I am referring—and I presume your knowledge goes back this far—to where there have been criminal charges and no entry was made. I presume that was a very serious situation and where treason was involved. What happens when the answer is no from the Speaker?

**Supt. Sauvé:** We are simply not permitted to pursue our investigation.

**An hon. Member:** Not permitted here?

**Mr. Peters:** Here.

**Supt. Sauvé:** Here. Within the precincts of Parliament, of course.

**Mr. Peters:** I am certainly not saying that you should not pursue it outside the precincts. In light of that, and this may be an opinion but perhaps you have had some experience on this question, in the normal course can an M.P. give you permission that you believe will allow you to enter the building on official business? For instance, if you were in plain clothes, as you are now, and you came to the front door and you did not know anybody on the front door and you wanted to see Arnold Peters and they telephoned and said, "There is a Mr. Sauvé here to see you. Is it all right if he comes up?" and I give you permission to come up. In your opinion do you have the right to do that? You are on official business. I may not know that you are, but you are on official business. Do you have the right to do this without asking permission?

**Supt. Sauvé:** Again, Mr. Peters, if I may just relate to an actual case where an M.P. had what he believed to be a serious drug situation within his constituency and he asked to discuss this matter with an officer of the force. I do not know specifically if he asked for an officer but, in any event, I ended up by going down there to discuss this matter with him. Of course, he was expecting me. He asked for us in the first place. But when I arrived I still checked in through the House of Commons police at the entrance. I said to them, "Here is my identification. M.P. so-and-so is expecting me." He made a telephone call. I do not know if he called the M.P. or if he called the Chief, but again, to the best of my recollection, he did make a telephone call to verify. I do not know specifically what he did, but I still went through that procedure. As I said, normally, and again from my experience, we are simply not permitted to come in. We are stopped and we are asked for identification and, as I say, normally we would still do this regardless.

**Mr. Peters:** May I ask one final question. To your knowledge have there been occasions when RCMP officers in the course of their duties in any field have asked to the M.P. to visit them rather than go through this procedure?

**Supt. Sauvé:** Not to my knowledge, no.

• 1735

**Mr. Blaker:** Mr. Chairman, on a point of order, could I ask your intentions in respect of the remaining time. Do you intend to call the next witness?

## [Interprétation]

rappelle—et je crois que vous vous en souvenez—le cas d'une cause criminelle alors qu'on avait refusé l'entrée. La fluctuation était grave puisqu'il s'agissait d'une cause de trahison. Qu'arrive-t-il lorsque l'orateur dit non?

**M. Sauvé:** Nous ne pouvons tout simplement pas poursuivre notre enquête.

**Une voix:** Pas autorisé ici?

**M. Peters:** Ici.

**M. Sauvé:** Ici. C'est-à-dire dans l'enceinte du parlement.

**M. Peters:** Je ne prétends assurément pas que vous deviez l'interrompre en-dehors de nos lieux. Vu cet état de chose, et ceci n'est peut-être qu'une opinion mais sans doute avez-vous quelque expérience de la question ou, est-ce qu'un député peut dans le cours ordinaire des choses vous permettre de pénétrer dans l'édifice pour une démarche officielle? Par exemple, si vous étiez sans uniforme, en costume de ville comme vous l'êtes maintenant, et que vous vous présentiez à la porte principale sans connaître qui que ce soit et que vous demandiez de voir Arnold Peters et qu'il téléphone et dise: «Il y a ici un M. Sauvé qui désire vous voir lui permettez-vous de monter?» et que je vous permette de monter. A votre avis, est-ce que vous avez le droit de le faire? Lorsque vous êtes en fonction officielle. Il est possible que je ne sache pas si oui ou non vous faites une démarche officielle, alors que vous êtes en fonction. Est-ce que vous pouvez le faire sans obtenir l'autorisation?

**M. Sauvé:** Encore une fois, monsieur Peters, je vous citerai le cas réel d'un député qui avait des raisons sérieuses de soupçonner un trafic de stupéfiants dans sa circonscription et qui a demandé d'en discuter avec un agent de la sûreté. Je ne sais pas s'il a spécifiquement demandé de parler à un agent mais, en tout état de cause, je me suis retrouvé auprès de lui pour discuter de la question. Il m'attendait, naturellement. C'est lui qui avait d'abord demandé l'entrevue. Mais, en arrivant, je me suis rapporté à l'agent de sécurité de la Chambre des communes à l'entrée. J'ai présenté mes créances et déclaré que le député Untel m'attendait. Le garde a téléphoné. Je ne sais pas s'il a téléphoné au député ou s'il a appelé son chef, cependant autant que je me souviene il a téléphoné en vue de vérifier. Je ne sais pas exactement ce qu'il a fait, mais je me souviens de la façon de procéder. Comme je l'ai déjà dit, d'habitude et toujours d'après mon expérience, nous ne sommes pas autorisés à entrer. Nous sommes arrêtés à la porte et on nous demande de nous identifier, ce que nous ferions de toute façon.

**M. Peters:** Me permettez-vous une dernière question? S'est-il présenté des cas à votre connaissance où la GRC au cours de ses fonctions en tout domaine a demandé à un député de le voir plutôt que de suivre cette procédure?

**M. Sauvé:** Pas à ma connaissance, non.

**M. Blaker:** Monsieur le président, je fais appel au Règlement. Nous diriez-vous de quelle façon vous devez répartir le temps qui reste. Avez-vous l'intention de convoquer le prochain témoin?



[Text]

**The Chairman:** I still have three more names on my list.

**Mr. Blaker:** This is what I was getting at.

**The Chairman:** Are you through Mr. Peters?

**Mr. Peters:** Yes.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Lachance.

**M. Lachance:** Surintendant Sauvé, au sujet de ce règlement que vous avez émis depuis cet incident, vous avez laissé entendre tantôt à une question que monsieur Blais a posée que vous pourriez peut-être en ajouter. Est-ce que vous ne pensez pas qu'il y aurait lieu d'ajouter au document que je lis:

On doit obtenir l'autorisation du chef des services de protection de la Chambre des communes avant de conduire toute enquête.

est-ce qu'il n'y aurait pas lieu d'ajouter et l'autorisation du député intéressé avant de conduire toute enquête? Vous demandez l'autorisation du chef de service pour mener une enquête, mais il n'est pas mentionné qu'on demande l'autorisation du député intéressé et je pense que ce serait très logique dans les circonstances.

**M. Sauvé:** Vous soulignez ce bulletin opérationnel. Le bulletin comme tel est recommandé par l'officier en charge des enquêtes judiciaires, moi en l'occurrence, et l'approbation finale du document devient règlement une fois que le commandant divisionnaire le signe. Je ne vois toutefois aucun problème à ajouter qu'on devrait communiquer par téléphone aux députés, car c'est tout naturel pour nous. Je m'attends à que nos hommes le fassent. Toutefois, si on doute qu'ils ne le fassent pas il serait facile de l'insérer dans le règlement.

**M. Lachance:** Je ne visais pas ce cas en particulier parce que ce règlement a été préparé par la suite, mais à l'avenir, il me semble qu'il serait logique qu'on demande l'autorisation du député avant de mener une enquête qui le touche. C'est tout, monsieur le président.

**The Chairman:** Mr. Clark.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Mr. Chairman, I have some questions I would like to direct to Sergeant Bradley when he appears, but I would like to ask Superintendent Sauvé two or three things that might fall within his particular knowledge.

First of all, does he know and can he tell us whether Mr. Bennett's office had been the location of the files which had been reported missing?

**Supt. Sauvé:** I do not know for sure. The City Police would be in a better position to relate any information pertaining to their investigation.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Do you know and can you tell us why the police went to Mr. Bennett's office?

**Supt. Sauvé:** Again, this being an Ottawa City Police case, I would prefer that they comment on that subject.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Right. Do you know precisely the time of arrival at Mr. Bennett's office?

[Interpretation]

**Le président:** J'ai encore trois autres noms sur ma liste.

**M. Blaker:** C'est ce que je voulais savoir.

**Le président:** Avez-vous terminé monsieur Peters?

**M. Peters:** Oui.

**Le président:** Merci, Monsieur Lachance.

**Mr. Lachance:** Superintendent Sauvé, about the rule that you have set since that incident, you have given us to understand in answer to a question asked by Mr. Blais that you could possibly add to it. Would it not be opportune to add to the statement that I quote:

We must first obtain authorization from the Chief of the Protective Staff of the House of Commons before starting an investigation.

Would it not be proper to add: and the authorization of the M.P. concerned before starting an investigation? You ask for the permission from the Chief of the Staff before you make an investigation, but nothing is said about being permitted by an M.P. interested in the matter and it seems to me quite logical under these circumstances.

**Mr. Sauvé:** You are talking about an official document recommended by an officer in charge of judicial inquiries, in this instance myself, and once approved this document becomes a rule under the signature of the Division Commander. I am not opposed to adding that we must call the M.P. since this is normal procedure with us. I would expect my men to do so. However, in case of doubt it would be a simple matter to make it a rule.

**Mr. Lachance:** I was not thinking of this case in particular since the rule was set later, but it would seem to be logical that in the future permission be obtained from the M.P. before starting an investigation in which he is involved. That is all, Mr. Chairman.

**Le président:** Monsieur Clark.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Monsieur le président, j'ai des questions que j'aimerais adresser au sergent Bradley lorsqu'il comparaitra, mais j'aimerais aussi poser deux ou trois questions au surintendant Sauvé concernant une matière de son expérience.

D'abord, sait-il et peut-il nous dire si les dossiers disparus étaient dans les bureaux de M. Bennett?

**M. Sauvé:** Je n'en suis pas certain. La police de la ville pourrait mieux vous renseigner sur ce qui concerne sa propre enquête.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Savez-vous et pouvez-vous nous dire pourquoi la police s'est rendue au bureau de M. Bennett?

**M. Sauvé:** Encore une fois, comme cela est du ressort de la police d'Ottawa, je préfère lui laisser le soin de répondre.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Très bien. Savez-vous à quelle heure exactement on s'est présenté au bureau de M. Bennett?

## [Texte]

**The Chairman:** Sergeant Bradley says it was 11 o'clock.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** That is in the record. This will be my last question, but I must say that I think this matter has taken on another very serious implication with the presentation of Sergeant Bradley's statement in which he clearly indicates that a public servant set the police on an Opposition critic. You can tell us without divulging details whether in your long experience here any other department of government has provided the RCM Police with information or suspicions about the activities of another member of Parliament that would cause an investigation of the kind that apparently proceeded in this case?

**Mr. Blaker:** Mr. Chairman, could I raise a point of order on this?

**The Chairman:** Mr. Blaker, on a point of order.

**Mr. Blaker:** I think the assumption or the reference made by Mr. Clark in his opening statement that a civil servant set the police upon an Opposition member stretches the facts a little bit. Certainly nothing in the evidence in the Committee to date would indicate that there was a deliberate setting of police upon an Opposition member. All the evidence indicates so far is that a public servant responded to a request for information from the police.

**An hon. Member:** Hear! hear! That is all.

• 1740

**The Chairman:** Order, please. I believe at this point that the proceedings would be much shorter if we allowed the questions, because I believe we have a witness who can answer the questions. If I try to go back to the deliberations we had last night and last week, it would take time before we try not to insinuate or try to put facts in our questions.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I stick by my language, and I wonder if Superintendent Sauvé has an answer to my question as to whether any other department has provided information or made reference to suspicions about a member of Parliament which has caused the RCMP to conduct an investigation.

**Mr. Lachance:** In this particular case?

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** No, in any other case concerning any other member, in the long experience of Superintendent Sauvé?

**The Chairman:** It is up to the witness whether he wishes to answer the question or not.

**Supt. Sauvé:** No, I do not wish to answer the question, honourable member. I am not implying that I have knowledge, but I do not wish to answer that question in a very specific manner.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Fine. Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. O'Connor.

**Mr. O'Connor:** Superintendent, your operational bulletin bears the expiry date of March 1, 1974. What happens to the order after that date?

## [Interprétation]

**Le président:** Le sergent Bradley a dit qu'il était 11h00.

**M. Clark (Rocky Mountain):** C'est inscrit au dossier. Ce sera ma dernière question, mais je dois mentionner que cette question implique un aspect beaucoup plus grave découlant de la déclaration du sergent Bradley qui indique clairement qu'un fonctionnaire a mis la police sur la piste d'un critique de l'opposition. Vous pouvez nous dire sans rien divulguer si, au cours de votre longue expérience ici, un autre service du gouvernement a fourni à la GRC des renseignements ou exprimé des soupçons concernant les activités d'un autre membre du parlement susceptible de provoquer une enquête du genre de celle que présente cette cause?

**M. Blaker:** Monsieur le président, me permettez-vous d'invoquer le Règlement à ce sujet?

**Le président:** M. Blaker invoque le Règlement.

**M. Blaker:** J'estime que la supposition ou l'allusion faite par M. Clark dans sa déclaration du début, à savoir qu'un fonctionnaire a lancé la police sur la piste d'un député de l'opposition déborde un peu les cadres de la discussion. Il n'y a certainement rien dans les témoignages présentés au comité jusqu'à présent qui indique qu'il ait eu intention de lancer la police sur les pistes d'un député de l'opposition. Tous les témoignages prouvent jusqu'à maintenant qu'un fonctionnaire a donné suite à une demande d'information de la police.

**Une voix:** Bravo, bravo. C'est tout.

**Le président:** A l'ordre s'il vous plaît. Ce serait beaucoup plus court à ce moment-ci, si nous passions aux questions car nous avons un témoin qui peut y répondre. Si je dois revenir sur les débats d'hier soir et de la semaine dernière, ce sera long si nous ne voulons pas insinuer de chose ou soulever de faits dans nos questions.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je m'en tiens à ce que j'ai dit, et je me demande si le surintendant Sauvé a une réponse à ma question: un autre ministère a-t-il fourni des renseignements ou mentionné les soupçons concernant un député du parlement qui serait à l'origine de cette enquête de la Gendarmerie royale du Canada.

**M. Lachance:** Dans ce cas-ci?

**M. Clark (Rocky Mountain):** Non dans n'importe quel autre cas concernant un député. Je fais appel à la longue expérience du surintendant Sauvé.

**Le président:** Le témoin peut choisir de répondre ou non à la question.

**Le surintendant Sauvé:** Non, je ne désire pas répondre à cette question. Je ne dis pas que je sais quelque chose, mais je ne désire pas répondre à la question de façon précise.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Très bien. Je vous remercie, monsieur le président.

**Le président:** Monsieur O'Connor.

**M. O'Connor:** Monsieur le surintendant, la date d'expiration sur votre bulletin de travail est le 1<sup>er</sup> mars 1974. Qu'est-ce qui arrive à la commande après cette date?

## [Text]

**Supt. Sauvé:** It then becomes a permanent order, but we are awaiting the deliberations here. We are also waiting to officially obtain from the Sergeant-at-Arms his regulations so that we can strengthen our own regulations.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I see. Thank you.

**The Chairman:** Mr. O'Sullivan.

**Mr. O'Sullivan:** Yes. I note that the hour is getting on, but some other questions have occurred to me, Superintendent. You seem to have indicated on the basis of your 25 years of experience that you have had several occasions on which you have come into contact with matters pertaining to investigations that somehow involved members of Parliament. When, in the course of RCMP investigations or work, the name of a member of Parliament or the possibility of a member of Parliament providing information, or in any way that a member of Parliament might be subject to inquiry investigation, is that information reported to you, to any other officer of the RCMP, to any special section of the RCMP because of the fact that a member of Parliament—and you have previously outlined the great respect that you and the department hold for the office—is that a reason for special mention of the involvement of a member of Parliament being made to you or anyone else in the force, to your knowledge?

**Supt. Sauvé:** I believe you are referring to situations involving a member of Parliament within the precincts.

**Mr. O'Sullivan:** If in the course of an investigation an RCMP officer finds that a member of Parliament's name is somehow involved in the investigation are any special procedures applied, such as advising a superior officer, a special section, yourself, or anyone else, that a member of Parliament may be involved in an investigation to be carried out by a member of the RCMP?

**Supt. Sauvé:** I have no knowledge.

**Mr. O'Sullivan:** No knowledge of that.

**Supt. Sauvé:** Again, if you are asking for my experience, if it is a criminal investigation I do not see what other procedure would apply. I have no knowledge of any special procedure outside the precincts of Parliament.

**Mr. O'Sullivan:** When you assigned Sergeant Bradley to assist the Ottawa Police Force there was no reason for you to believe that his investigation would lead to the interrogation of a member of Parliament. Is that correct?

**Supt. Sauvé:** Definitely not, you are correct.

**Mr. O'Sullivan:** All right. When in the course of his investigation Sergeant Bradley made the field decision that he should interrogate a member of Parliament and or members of her staff, would you then expect the Sergeant as a member of the force to make particular mention of the fact to his superiors, to any section of the RCMP, to any person in the RCMP, beyond his normal report, if a Member of Parliament had been involved, his or her offices had been visited, and members of the staff interrogated?

## [Interpretation]

**Le surintendant Sauvé:** Cela devient une commande permanente, mais nous attendons la fin des débats ici. Nous attendons également d'obtenir officiellement les règlements du sergent d'armes qui renforceront nos propres règlements.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je vois. Je vous remercie.

**Le président:** Monsieur O'Sullivan.

**M. O'Sullivan:** Je vois que le temps passe, mais d'autres questions me sont venues à l'esprit monsieur le surintendant. A cause de vos 25 années d'expérience, vous semblez dire qu'à plusieurs reprises vous avez eu connaissance d'enquêtes qui auraient en quelque sorte impliqué des députés du parlement. Lorsqu'au cours de ces enquêtes de la gendarmerie, le nom d'un député du parlement, ou la possibilité qu'un député a des renseignements, ou qu'un député pourrait faire l'objet d'une enquête, est-ce que ces renseignements vous sont transmis à vous, à un autre officier de la gendarmerie, à une section spéciale de la gendarmerie étant donné qu'un député est impliqué, et vous avez souligné précédemment le respect que le ministère et vous-même portez à vos fonctions, est-ce là une raison pour qu'on fasse plus spécialement mention d'implication d'un député du parlement à vous ou à quelqu'autre personne de la force constabulaire?

**Le surintendant Sauvé:** Je crois que vous parlez de situations qui impliquent un député du parlement dans les limites du parlement.

**M. O'Sullivan:** Si au cours de son enquête, un officier de la Gendarmerie royale du Canada se rend compte que le nom du député d'un parlement est relié à l'enquête, y a-t-il des dispositions plus spéciales qui sont prises comme par exemple avertir un officier supérieur, une section spéciale, vous-même, ou quelqu'un d'autre, du fait qu'un député du parlement peut être impliqué dans une enquête sera faite par un membre de la Gendarmerie royale du Canada?

**Le surintendant Sauvé:** Pas à ma connaissance.

**M. O'Sullivan:** Vous n'êtes pas au courant.

**Le surintendant Sauvé:** Vous me demandez encore de répondre en me fondant sur mon expérience, qu'il s'agisse d'une enquête criminelle, je ne vois pas quelle autre procédure peut s'appliquer. Je ne connais pas de procédure spéciale autre que celle qui s'applique dans les limites du Parlement.

**M. O'Sullivan:** Lorsque vous avez assigné le sergent Bradley pour aider la police municipale d'Ottawa, vous n'aviez aucune raison de croire que son enquête l'amènerait à interroger un député du parlement; n'est-ce pas?

**Le surintendant Sauvé:** Définitivement pas. Vous avez raison.

**M. O'Sullivan:** Très bien. Lorsque le sergent Bradley a, au cours de son enquête, décidé d'interroger un député du parlement ou les membres de son personnel, croyez-vous que le sergent qui fait partie de la force constabulaire devait mentionner le fait à ses supérieurs, à une section quelconque de la Gendarmerie royale du Canada, à quel qu'un d'autre dans la Gendarmerie royale du Canada, en dehors de son rapport normal, étant donné qu'un membre ou qu'un député du parlement eut été impliqué, que son bureau avait été visité et que des membres de son personnel avaient été interrogés?



[Texte]

**Supt. Sauvé:** This was certainly reported after the incident occurred.

• 1745

**Mr. O'Sullivan:** Not in this particular instance but in a general sense does a member of Parliament raise—if I can put it in those terms, and I do not want to suggest that he should—in the procedures of an RCMP field operations, special mention when he is involved in an investigation of the RCMP?

**Supt. Sauvé:** I am sorry, Mr. Chairman, but I just have an impression here that we are deviating from...

**Mr. Peters:** Ask him if he heard about me last week out at the airport. Then you will know.

**The Chairman:** Are there more questions?

**Mr. O'Sullivan:** Mr. Chairman, I am not sure whether the witness declines to answer the question or whether he does not understand it.

**The Chairman:** First, Mr. O'Sullivan, I must advise you that this is a hypothetical question. If you expect the witness to answer such questions, we never will get through. I think your question of the witness should be related to the present matter that we as a committee are investigating. I believe the only answer that Mr. Sauvé has given you is simple in the sense that he does not find that your question is relevant to the point or to his appearance here.

**Mr. O'Sullivan:** Well, Mr. Chairman, of course I abide by your ruling without either accepting the premise on which it is based or the decision of the superintendent. I would then go on to pose a specific question, if perhaps that would be of some assistance.

To your knowledge, as a result of the incident involving Sergeant Bradley and Miss MacDonald's office, members of her staff and Miss MacDonald, are you aware of any further special investigation of Miss MacDonald and members of her staff, or proceedings in her office by the force.

**Supt. Sauvé:** I have no knowledge of any investigation other than the one that is before us today.

**Mr. O'Sullivan:** Can you assure us that none has taken place?

**Supt. Sauvé:** I cannot assure you, but I simply have no knowledge, and I would normally have knowledge if the RCMP were involved in such an investigation. Not that it is related to this issue but I will answer; I have no knowledge of any other investigation, and I am speaking as officer in charge of criminal investigations.

**Mr. O'Sullivan:** As officer in charge of criminal investigations, twenty-five years service with seniority in Ottawa, having had vast experience on Parliament Hill in connection with members of Parliament, if an investigation involves a member of Parliament would that be reported to you, or would it come within your knowledge.

**Supt. Sauvé:** Yes, it would.

**Mr. O'Sullivan:** Based upon your knowledge you can give us the assurance that no other investigation, no other interrogation, no other surveillance of Miss MacDonald, outside of that referred to, has taken place?

[Interprétation]

**Le surintendant Sauvé:** Cela a certainement été rapporté après l'incident.

**Mr. O'Sullivan:** Pas dans ce cas en particulier mais d'une façon générale, est-ce qu'un député a droit—si vous me permettez d'utiliser ce terme et je ne veux pas dire que ce devrait être le cas—dans les procédures suivies par la GRC, à une mention spéciale lorsqu'il est appelé à faire partie d'une enquête de la GRC?

**Le surintendant Sauvé:** Monsieur le président, je suis désolé mais j'ai l'impression que nous nous écartons de...

**Mr. Peters:** Demandez-lui s'il a entendu parler de moi la semaine dernière à l'aéroport. Vous aurez votre réponse.

**Le président:** Y a-t-il d'autres questions?

**Mr. O'Sullivan:** Monsieur le président, je ne sais pas si le témoin refuse de répondre à la question ou s'il ne la comprend pas.

**Le président:** En premier lieu, monsieur O'Sullivan, je dois vous faire remarquer que c'est une question d'ordre hypothétique. Si vous vous attendez à ce que le témoin réponde à des questions de cet ordre, nous n'en sortirons jamais. Je pense que dans vos questions vous devez vous en tenir strictement à la question qui nous occupe. J'estime que la seule réponse que M. Sauvé vous a donnée est simple; en effet, il vous a dit que votre question sortait du sujet, du moins qu'il estimait que c'était le cas.

**Mr. O'Sullivan:** Eh bien, monsieur le président, évidemment je me soumetts à votre décision sans reconnaître le bien-fondé de votre raisonnement ni accepter la décision du surintendant. Je vais maintenant poser une question précise qu'il sera peut-être utile de poser.

Que vous sachiez, après l'incident mettant en cause le sergent Bradley et le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald, des membres de son personnel ainsi que M<sup>lle</sup> MacDonald elle-même, est-ce que vous savez si la Gendarmerie a procédé à d'autres enquêtes spéciales à propos de M<sup>lle</sup> MacDonald et des membres de son personnel dans son bureau.

**Le surintendant Sauvé:** Je ne connais pas d'enquête autre que celle dont il a été question jusqu'à présent.

**Mr. O'Sullivan:** Pouvez-vous nous assurer qu'il n'y en a eu aucune?

**Le surintendant Sauvé:** Je ne peux pas vous en assurer, mais simplement je n'en ai pas eu connaissance et normalement, si la Gendarmerie avait entrepris une enquête de cet ordre j'en aurais été averti. Je ne pense pas que cette question fasse partie du sujet non plus mais je vais y répondre; je n'ai eu connaissance d'aucune autre enquête et je parle en tant qu'officier chargé des enquêtes criminelles.

**Mr. O'Sullivan:** En tant qu'officier chargé des enquêtes criminelles, tenant compte de vos 25 ans de service à Ottawa, et de la grande expérience que vous avez de la colline parlementaire et des députés du Parlement, si une enquête met en cause un membre du Parlement, en seriez-vous averti ou bien en prendriez-vous connaissance?

**Le surintendant Sauvé:** Oui.

**Mr. O'Sullivan:** D'après ce que vous savez, pouvez-vous nous assurer qu'aucune autre enquête, aucun autre interrogatoire, aucune autre surveillance de M<sup>lle</sup> MacDonald n'a eu lieu hormis celle dont il a été question?

[Text]

**Supt. Sauvé:** To my knowledge, there is no other investigation, and I am speaking only about the Criminal Investigation Branch side of it.

**Mr. O'Sullivan:** Or has any taken place—none at this time or, to the best of your knowledge, in the past.

**Supt. Sauvé:** Not to my knowledge.

**Mr. O'Sullivan:** Thank you, Mr. Chairman.

**Mr. Blaker:** On a point of order, Mr. Chairman, I am responding to what Mr. Clark said, that this is the first case where a public servant has put the police on to a member of Parliament. May I say that it is my understanding...

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I did not say that.

**Mr. Blaker:** Well, what was it you said? The implication was that the public servant had caused this investigation to be made.

**The Chairman:** Mr. Clark kindly rephrased his question after that.

**Mr. Blaker:** Yet he said he did not withdraw his remarks. In the last sentence of Sergeant Bradley's statement he says:

during discussion with Mr. Bennett, he volunteered the fact that he had learned that the files might come into possession of Flora MacDonald, MP.

• 1750

He readily volunteered that his source of information was Nancy Gelber, special assistant to Miss MacDonald, who had contacted Bennett volunteering the information to him. So it is not a question of the police being put on by the public servant but, if this is correct, the public servant being advised by someone in the office. I think we will have to get through that, but I do not think it is fair to say that the public servant has done that.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** On that point of order, the operative phrase in Mr. Poulin's interjection is "if this is correct".

**Mr. Blaker:** But I am saying I do not think it is fair to say the public servant has put the police on to an opposition Member of Parliament; that is not the case. They were seeking information in a criminal investigation.

**The Chairman:** He may have a chance to appear; we do not know. The Committee has not decided yet, but there is no point of order in this.

Monsieur Matte.

**M. Matte:** J'aurais une dernière question à poser à M. le surintendant. Ne croyez-vous pas que l'agent Bradley a commis deux erreurs? La première s'il avait affaire à M<sup>lle</sup> Gelber et non pas à M<sup>lle</sup> MacDonald, il aurait dû le faire en dehors du bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald et en dehors du Parlement. Première erreur. Deuxième erreur s'il avait affaire à M<sup>lle</sup> Gelber à l'intérieur même du Parlement il aurait dû d'abord demander l'autorisation de M<sup>lle</sup> MacDonald. Est-ce que vous considérez que l'agent Bradley a commis ces deux erreurs?

[Interpretation]

**Le surintendant Sauvé:** A ma connaissance, il n'y a eu aucune autre enquête, et je ne parle que de ce qui a trait à la direction des enquêtes criminelles.

**M. O'Sullivan:** A votre connaissance, aucune autre enquête n'a eu lieu à l'heure actuelle ou dans le passé?

**Le surintendant Sauvé:** Pas à ma connaissance.

**M. O'Sullivan:** Merci, monsieur le président.

**M. Blaker:** J'invoque le Règlement, monsieur le président; je veux répondre à M. Clark qui a dit que c'était la première fois qu'un fonctionnaire avait mis la police sur les traces d'un député. Pour ma part, j'ai cru comprendre...

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je n'ai pas dit cela.

**M. Blaker:** Eh bien, qu'avez-vous dit? Vous avez sous-entendu qu'un fonctionnaire était à l'origine de cette enquête.

**Le président:** M. Clark a bien voulu modifier sa question après.

**M. Blaker:** Pourtant il a dit qu'il ne retirait pas son observation. Dans sa dernière phrase, le sergent Bradley déclare:

Au cours de l'entretien avec M. Bennett, il nous a déclaré sans que nous l'ayons sollicité qu'il avait appris que les dossiers étaient susceptibles d'être remis à Flora MacDonald, député.

Il a avoué volontiers que son information provenait de Nancy Gelber, adjointe spéciale de M<sup>lle</sup> MacDonald, et qu'elle avait pris contact avec Bennett pour lui fournir cette information de son propre gré. Il ne s'agit donc pas, si cela est vrai, d'un cas où la police aurait été appelée par un fonctionnaire mais d'un cas où un fonctionnaire a été informé par quelqu'un du bureau. Je crois qu'il va falloir expliquer cela, mais je ne trouve pas juste d'affirmer qu'un fonctionnaire a fait cela.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Dans cette invocation du règlement, la locution essentielle que M. Poulin a employée, c'est «si cela est vrai».

**M. Blaker:** Mais je suis en train de dire que je ne trouve pas juste d'affirmer qu'un fonctionnaire a appelé la police contre un député de l'Opposition; ce n'est pas le cas. La police cherchait à se renseigner dans une enquête criminelle.

**Le président:** Il aura peut-être l'occasion de comparaître; nous ne le savons pas. Le Comité n'a pas encore décidé, mais cela ne constitue pas une invocation du règlement.

Mr. Matte.

**Mr. Matte:** I should like to ask the Superintendent one last question. Do you not think that officer Bradley made two mistakes? Firstly, if he was dealing with Miss Gelber and not with Miss MacDonald, he should have done so outside Miss MacDonald's office and outside of Parliament. That was the first mistake. Secondly, if he was dealing with Miss Gelber within the Parliament, he should first have asked for Miss MacDonald's permission. Do you consider that officer Bradley made these two mistakes?

**[Texte]**

**Le président:** Monsieur Matte, je voudrais vous signaler que l'ordre de renvoi de la Chambre indique précisément qu'il appartient aux membres du Comité de faire enquête et de faire rapport à la Chambre. Je pense qu'il n'appartient pas au témoin de se substituer aux membres du Comité pour décider quel genre de rapport ou quel genre de décision seront amenés à la suite de l'enquête qui sera faite. Merci, monsieur Sauvé.

It is close to 6 o'clock and I believe that we should adjourn. Is it agreed?

**Some hon. Members:** Agreed.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Until when, Mr. Chairman? Tomorrow?

**The Chairman:** Tomorrow and Friday. If you want to cross-examine Sgt. Bradley as I believe you will, it might be preferable that we sit on Friday.

**Mr. Poulin:** Tomorrow afternoon, if he is available.

**The Chairman:** He was in the hospital yesterday. I believe in two days; Friday at 10 o'clock. In all fairness to Sgt. Bradley I believe we should try to have a meeting either Friday or next week, because...

**Mr. Blais:** Mr. Chairman, on a point of order. I do not know what the House Leaders have decided, but it might be that Friday we will be sent on our way until some subsequent time. If that is the case I am sure that hon. members would like to have as much of this particular hearing conducted prior to the date of our being sent home, and if tomorrow is the day available I would suggest that perhaps it might be a good idea to have one session and, if necessary, two.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** We could also include and call representatives of the Ottawa city police, particularly in light of Superintendent Sauvé's indication that they are in possession of more information than the RCMP.

**The Chairman:** Tomorrow at 3:30.

**Mr. Blaker:** Is there a certain manner in which the Committee might consider it suitable to have Mr. Bennett as a witness as well?

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Oh, yes, at some point, clearly. Perhaps others in that department.

**M. Côté:** Monsieur le président, demain, est-ce que ce sera la police d'Ottawa ou M. Bradley?

**Le président:** Nous siégeons demain après-midi avec M. Harrison comme témoin, et ensuite M. Bradley s'il est disponible.

**M. Côté:** D'accord. Est-ce que vous pourriez demander au surintendant Sauvé si la traduction de la déclaration de M. Bradley pourrait être faite avant la séance? Cela me permettrait de mieux comprendre.

**Le président:** Cela sera fait par le personnel, du Comité.

**[Interprétation]**

**The Chairman:** Mr. Matte, I should like to point out that the terms of reference of the House state specifically that Committee members are to investigate matters and report to the House. I do not think that it is for the witness to place himself in the position of Committee members and decide what our reports or decision should be in the light of our investigation. Thank you, Mr. Sauvé.

Il est presque 6 h 00, et je crois que nous devrions aujourd'hui. Êtes-vous d'accord?

**Des voix:** D'accord.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Jusqu'à quand, monsieur le président? Jusqu'à demain?

**Le président:** Demain et vendredi. Si vous voulez encore questionner le sergent Bradley, comme je crois que c'est le cas, il serait peut-être préférable de se réunir vendredi.

**M. Poulin:** Demain après-midi, s'il est disponible.

**Le président:** Hier encore, il était à l'hôpital. Je crois qu'il vaut mieux dans deux jours; vendredi à 10 h 00. En toute justice envers le sergent Bradley, je crois que nous devrions essayer de nous réunir soit vendredi, soit la semaine prochaine, car...

**M. Blais:** J'invoque le Règlement, monsieur le président. Je ne sais pas ce que les leaders de la Chambre auront décidé, mais il se peut qu'on nous renvoie chez nous vendredi, jusqu'à une date future. Si cela arrive, je suis certain que les députés préféreraient que nous tenions autant que possible cette audience avant d'être renvoyés chez nous, et si demain est une journée disponible, je propose qu'il serait peut-être bon de tenir une séance et, s'il le faut deux séances.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Nous pourrions aussi convoquer des représentants de la police municipale d'Ottawa, d'autant que le surintendant Sauvé affirme qu'ils détiennent davantage de renseignements que la Gendarmerie royale.

**Le président:** Demain à 3 h 30.

**M. Blaker:** Est-ce que le Comité considère qu'il serait approprié de convoquer aussi M. Bennett comme témoin?

**M. Clark (Rocky Mountain):** Oui, évidemment, tôt ou tard. Et peut-être d'autres membres de son service.

**Mr. Côté:** Mr. Chairman, will it be the Ottawa police or Mr. Bradley tomorrow?

**The Chairman:** We will sit tomorrow afternoon with Mr. Harrison as witness, and then Mr. Bradley if he is available.

**Mr. Côté:** All right. Could you ask Superintendent Sauvé if a translation of Mr. Bradley's statement could be made before the sitting? That would help me to understand.

**The Chairman:** That will be done by the Committee staff.





HOUSE OF COMMONS

Issue No. 8

Thursday, September 13, 1973

Chairman: Mr. Ovide Laflamme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 8

Le jeudi 13 septembre 1973

Président: M. Ovide Laflamme

Document  
Publié

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent des*

# Privileges and Elections

# Privilèges et élections

RESPECTING:

Question of privilege raised in the House by  
Miss Flora MacDonald, M.P. (*Kingston and  
the Islands*) on September 4, 1973.

CONCERNANT:

Question de privilège soulevée en Chambre  
par M<sup>lle</sup> Flora MacDonald, député (*Kingston  
et les Îles*) le 4 septembre 1973.

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



First Session

Twenty-ninth Parliament, 1973

Première session de la

vingt-neuvième législature, 1973

STANDING COMMITTEE ON  
PRIVILEGES AND ELECTIONS

*Chairman:* Mr. Ovide Laflamme

*Vice-Chairman:* Mr. Douglas Stewart

Messrs.

Barnett	Côté
Blais	Dupras
Blaker	Fairweather
Clark ( <i>Rocky Mountain</i> )	

COMITÉ PERMANENT DES  
PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS

*Président:* M. Ovide Laflamme

*Vice-président:* M. Douglas Stewart

Messieurs

Fleming	O'Connor
Higson	Peters
Matte	Poulin
Morgan	Ritchie
Nielsen	Taylor—(19)

(Quorum 11)

*Le greffier du Comité*

Robert D. Marleau

*Clerk of the Committee*

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Thursday, September 13, 1973:

Messrs. Nielsen, Peters, Morgan and Taylor replaced Messrs. Haliburton, Benjamin, Jarvis and O'Sullivan

Suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du Règlement

Le jeudi 13 septembre 1973:

MM. Nielsen, Peters, Morgan et Taylor remplacent MM. Haliburton, Benjamin, Jarvis et O'Sullivan



## MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, SEPTEMBER 13, 1973

(11)

[Text]

The Standing Committee on Privileges and Elections met this day at 3.44 o'clock p.m., the Vice-Chairman, Mr. Stewart (*Okanagan-Kootenay*), presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Barnett, Blais, Blaker, Clark (*Rocky Mountain*), Côté, Dupras, Fairweather, Fleming, Higson, Matte, Morgan, Nielsen, O'Connor, Peters, Poulin, Ritchie, Stewart (*Okanagan-Kootenay*) and Taylor.

*Other Members present:* Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*) and Messrs. Foster, Lachance and Marchand (*Kamloops-Cariboo*).

*Witness:* From the Royal Canadian Mounted Police: Sergeant J. Bradley.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated September 4, 1973 (*See Minutes of Proceedings, Thursday, September 6, 1973*).

Sergeant Bradley answered questions.

On Motion of Mr. Peters, it was

*Ordered*,—That a letter received from Mr. J. Maingot, Law Clerk and Parliamentary Counsel to correct errors in the evidence of September 6, 1973, Issue No. 5, be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (*See Appendix "A"*)

Mr. Clark (*Rocky Mountain*) moved,—That the Committee adjourn until 2.00 o'clock p.m. Friday, September 14, 1973.

And debate arising thereon, by consent, Mr. Clark (*Rocky Mountain*), in amendment thereto,—That the words "2.00 o'clock p.m. Friday, September 14, 1973" be deleted and the following be substituted therefor: "3.30 o'clock p.m. Monday, September 17, 1973".

After debate, the question being put on the said proposed amendment, it was agreed to.

The question being put on the main motion as amended, it was agreed to.

At 6.00 o'clock p.m. the Committee adjourned until 3.30 o'clock p.m. Monday, September 17, 1973.

## PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 13 SEPTEMBRE 1973

(11)

[Traduction]

Le Comité permanent des privilèges et élections se réunit aujourd'hui à 15 h 44 sous la présidence du vice-président, M. Stewart (*Okanagan-Kootenay*).

*Membres du Comité présents:* MM. Barnett, Blais, Balke, Clark (*Rocky Mountain*), Côté, Dupras, Fairweather, Fleming, Higson, Matte, Morgan, Nielsen, O'Connor, Peters, Poulin, Ritchie, Stewart (*Okanagan-Kootenay*) et Taylor.

*Autres députés présents:* M<sup>le</sup> MacDonald (*Kingston et les Îles*) et MM. Foster, Lachance, et Marchand (*Kamloops-Cariboo*).

*Témoin:* De la Gendarmerie royale du Canada: Le Sergeant J. Bradley.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 4 septembre 1973 (*Voir le procès-verbal du jeudi 6 septembre 1973*).

Le Sergeant Bradley répond aux questions qui lui sont posées.

Sur une motion de M. Peters, il est

*Décidé:*— Qu'une lettre de M. J. Maingot, secrétaire légiste et conseiller parlementaire, demandant que soient corrigées les erreurs figurant dans les témoignages du 6 septembre 1973, fascicule n° 5, soit annexée aux procès-verbaux et témoignages du jour. (*Voir appendice «A»*).

M. Clark (*Rocky Mountain*) propose: Que le Comité suspende ses travaux jusqu'à 14 heures vendredi 14 septembre 1973.

Le débat s'engage et M. Clark (*Rocky Mountain*) accepte la modification suivante: Que les mots «14 heures vendredi le 14 septembre 1973» soient supprimés et remplacés par «15 h 30 lundi 17 septembre 1973.»

Après débat, ledit amendement proposé mis aux voix est adopté.

La motion principale modifiée, mise aux voix, est adoptée.

A 18 heures, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 15 h 30 le lundi 17 septembre 1973.

*Le greffier du Comité*

Robert D. Marleau

*Clerk of the Committee*

## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, September 13, 1973

[Text]

The Vice-Chairman: We will proceed.

Unfortunately our Chairman, Mr. Laflamme, has been called away to attend a family funeral and will not be here this afternoon and perhaps this evening, should we so choose to sit.

We have before us a choice of two witnesses we could hear if we so desired, one of whom is Sergeant Bradley of the RCMP. You heard Superintendent Sauvé yesterday refer to his testimony.

I ask you to consider the health of Sergeant Bradley. Perhaps he would be better now in bed, in which event we might wish to dispose of his testimony at this point. We do, however, have Detective Bruce Harrison of the Ottawa Police Department. What is the Committee's wish? Should we hear Sergeant Bradley? Is there agreement on that? Sergeant Bradley, please.

Members will recall that yesterday Superintendent Sauvé introduced and made reference to Sergeant Bradley's written evidence. I understand that Sergeant Bradley at this point in time wishes to volunteer nothing further on that particular statement, so we will proceed with questions. Mr. Fairweather.

**Mr. Fairweather:** First of all, Sergeant, I am sure we all hope you are feeling better. You look well. I would like to go to the second paragraph of the statement that Superintendent Sauvé read into the record. The last sentence of that statement reads:

As I recall it, although on this point I cannot be sure, and have not been able to confirm with city police, it seems we had Mr. Bennett contact Nancy Gelber and advise her that we would be over shortly to speak to her.

You are an experienced senior non-commissioned officer. That seems to me to be a rather general statement. Have you taken steps to check with the Ottawa City police to see whether you did in fact have Mr. Bennett call Miss Gelber?

**Sergeant J. H. Bradley (Royal Canadian Mounted Police):** I have not taken any steps to establish that, sir. I cannot recall at this particular moment, or at any time since, whether we did in fact ask Mr. Bennett to mention to Miss Gelber that we might be over or to ask her permission. I cannot recall that.

**Mr. Fairweather:** So really, although the sentence is there, it is gratuitous.

**Sgt Bradley:** Yes.

**Mr. Dupras:** I could not hear. I wonder if you would repeat your answer, please.

**The Chairman:** Sergeant Bradley, would you repeat your answer to Mr. Fairweather, please.

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le Jeudi 13 septembre 1973

[Interpretation]

Le vice-président: Nous allons commencer.

Malheureusement, notre président, M. Laflamme, ne peut être avec nous cet après-midi ni ce soir, au cas où nous déciderions de siéger une autre fois, parce qu'il doit assister aux funérailles d'un membre de sa famille.

Aujourd'hui, nous avons la possibilité d'interroger deux témoins dont le sergent Bradley de la Gendarmerie Royale. Le surintendant Sauvé a fait allusion à son témoignage hier.

Je vous prie d'avoir des égards pour le sergent Bradley, car il est malade et ferait probablement mieux d'être au lit en ce moment. Peut-être pourrions-nous recevoir son témoignage tout de suite. Le détective Bruce Harrison de la Police d'Ottawa est également parmi nous. Quel est le désir du Comité? Voulez-vous entendre le sergent Bradley? Êtes-vous d'accord? Sergent Bradley, s'il vous plaît.

Hier, le surintendant Sauvé a parlé du témoignage écrit du sergent Bradley, comme les membres du Comité s'en souviendront probablement. Apparemment, le sergent n'a rien d'autre à ajouter à cette déclaration et nous pourrions passer tout de suite aux questions. Monsieur Fairweather.

**M. Fairweather:** Tout d'abord, sergent, nous espérons que vous vous sentez mieux. Vous avez bonne mine. J'aimerais passer au deuxième paragraphe de la déclaration que le surintendant Sauvé a lue hier. Je vais vous relire la dernière phrase de cette déclaration:

Si je me souviens bien, car il m'est impossible d'être tout à fait sûr sur ce point que je n'ai pu vérifier avec la police de la ville, nous avons demandé à M. Bennett de contacter M<sup>lle</sup> Nancy Gelber pour l'avertir de notre visite éminente.

Vous avez acquis une grande expérience au cours de votre longue carrière de sous-officier. A mon avis, la déclaration que je viens de lire est de nature plutôt générale. Avez-vous pris des mesures pour vérifier avec la police d'Ottawa si M. Bennett a effectivement appelé M<sup>lle</sup> Gelber?

**Le sergent J. H. Bradley (Gendarmerie royale):** Non, monsieur, je n'ai pris aucune mesure de cet ordre. Je ne me souviens d'ailleurs pas si nous avons effectivement demandé à M. Bennett d'avertir M<sup>lle</sup> Gelber de notre visite ou de lui en demander sa permission. Je ne m'en souviens pas.

**M. Fairweather:** Cette phrase est donc entièrement gratuite.

**Le sergent Bradley:** Oui.

**M. Dupras:** Je ne peux pas vous entendre. Voulez-vous répéter votre réponse, s'il vous plaît?

**Le président:** Sergent, voulez-vous s'il vous plaît répéter votre réponse à la question de M. Fairweather.

[Texte]

**Sgt Bradley:** As I recall it, at this time I am unable to determine if in fact I, or we, asked Mr. Bennett to contact Miss Gelber to advise her that we might be coming over or not. I cannot recall that specific incident.

**Mr. Fairweather:** I then continued with another question and said that although the sentence is there, it is gratuitous, and the witness answered yes.

How long have you been in Ottawa, Sergeant?

**Sgt Bradley:** Since 1955, sir.

**Mr. Fairweather:** Have you had other experiences in dealing with Parliament?

**Sgt Bradley:** Yes.

**Mr. Fairweather:** Do you know of the custom referred to by the Superintendent yesterday, and now put in the bulletin dated September 6, about procedures prior to conducting investigations in the House of Commons?

**Sgt Bradley:** Yes, I am generally aware of that practice, sir.

**Mr. Fairweather:** That was the practice?

**Sgt Bradley:** Yes.

**Mr. Fairweather:** But that practice was not followed in this instance, as far as you know, in the instance under investigation?

**Sgt Bradley:** Not precisely followed, sir.

**Mr. Fairweather:** Thank you.

**The Chairman:** Are there any further questions of Sergeant Bradley? Mr. Dupras.

• 1550  
**Mr. Dupras:** Sergeant Bradley, you were in Mr. Bennett's office on August 31.

**Sgt Bradley:** That is correct, sir.

**Mr. Dupras:** What time were you in his office?

**Sgt Bradley:** Between 10.00 a.m. and 10.30 a.m., thereabouts.

**Mr. Dupras:** Would it be 10.00 a.m. or 10.30 a.m.?

**Sgt Bradley:** Between.

**Mr. Dupras:** Between 10.00 a.m. and 10.30 a.m.

**Sgt Bradley:** Yes.

**Mr. Dupras:** Did you witness one or two telephone calls to Miss Gelber or from Miss Gelber while you were in Mr. Bennett's office?

**Sgt Bradley:** I witnessed two telephone calls to Miss Gelber.

**Mr. Dupras:** Were they from Miss Gelber or from Mr. Bennett to Miss Gelber? Do you recall?

**Sgt Bradley:** They were both made by Mr. Bennett to Miss Gelber as I recall it although I believe on the first call Mr. Bennett was returning a call made by Miss Gelber to Mr. Bennett.

[Interprétation]

**Le sergent Bradley:** Il m'est actuellement impossible de me souvenir si oui ou non nous avons demandé à M. Bennett de contacter M<sup>lle</sup> Gelber pour l'avertir de notre visite. Je ne me souviens pas de cet événement particulier.

**M. Fairweather:** Ensuite, je vous ai posé une autre question disons que la phrase en question est entièrement gratuite, sur quoi le témoin a répondu oui.

Depuis combien de temps êtes-vous à Ottawa, sergent?

**Le sergent Bradley:** Depuis 1955, monsieur.

**M. Fairweather:** Avez-vous déjà eu d'autres contacts avec le Parlement auparavant?

**Le sergent Bradley:** Oui.

**M. Fairweather:** Êtes-vous au courant de la coutume dont le surintendant a parlé hier et qui se trouve dans le bulletin du 6 septembre parlant des procédures engagées avant de lancer une enquête au sein de la Chambre des communes?

**Le sergent Bradley:** Oui, je connais cette procédure.

**M. Fairweather:** C'était cela la procédure?

**Le sergent Bradley:** Oui.

**M. Fairweather:** Cette fois, elle n'a pas été respectée, cette fois-ci, n'est-ce pas?

**Le sergent Bradley:** Exactement, monsieur.

**M. Fairweather:** Merci.

**Le président:** Avez-vous d'autres questions à l'attention du sergent Bradley? Monsieur Dupras.

**M. Dupras:** Sergent Bradley, vous vous êtes trouvé dans le bureau de M. Bennett le 31 août, n'est-ce pas?

**Le sergent Bradley:** C'est juste monsieur.

**M. Dupras:** A quelle heure y avez-vous été?

**Le sergent Bradley:** A peu près entre 10 heures et 10 h 30.

**M. Dupras:** A 10 heures ou à 10 h 30?

**Le sergent Bradley:** Entre les deux.

**M. Dupras:** Entre 10 heures et 10 h 30.

**Le sergent Bradley:** Oui.

**M. Dupras:** Avez-vous entendu un ou plusieurs coups de téléphone donnés ou reçus par M<sup>lle</sup> Gelber pendant que vous vous trouviez dans le bureau de M. Bennett?

**Le sergent Bradley:** J'ai entendu deux communications téléphoniques avec M<sup>lle</sup> Gelber.

**M. Dupras:** Vous souvenez-vous si ces coups de téléphone ont été donnés par M<sup>lle</sup> Gelber elle-même ou par M. Bennett?

**Le sergent Bradley:** Si je me souviens bien, c'était M. Bennett qui a contacté deux fois M<sup>lle</sup> Gelber par téléphone, quoique le premier appel me semble avoir été la réponse à un coup de téléphone donné par M<sup>lle</sup> Gelber à M. Bennett.



[Text]

**Mr. Dupras:** How close were you to Mr. Bennett when he was on the telephone?

**Sgt Bradley:** Perhaps six feet.

**Mr. Dupras:** Six feet. Did you by chance overhear the conversation?

**Sgt Bradley:** I overheard some of the conversation, yes.

**Mr. Dupras:** Was there any part of the conversation relating to or mentioning the disappearance of files from the Indian Affairs Department?

**Sgt Bradley:** Yes, there was.

**Mr. Dupras:** Was this mentioned by Mr. Bennett?

**Sgt Bradley:** It would have to be, sir, because I could not hear the other end of the conversation.

**Mr. Dupras:** At six feet you could not hear the message coming into the apparatus.

**Sgt Bradley:** No, sir.

**Mr. Dupras:** Would you be in a position to repeat more or less what Mr. Bennett was saying to Miss Gelber? Did he offer advice as to what she should do if ever the missing files were delivered to Miss MacDonald's office?

**Sgt Bradley:** No, sir, not that I can recall.

**Mr. Dupras:** Then could you recall what went on? What was said with regard to the missing files by Mr. Bennett?

**Sgt Bradley:** There was some conversation, but I did not hear it all and I cannot really put it in any context in relation to Miss Gelber or Miss MacDonald's office. It was conversation respecting the possibility that those files might be delivered to Miss MacDonald's office.

**Mr. Dupras:** When you left Mr. Bennett's office did you tell him where you were going?

**Sgt Bradley:** I do not think so, sir.

**Mr. Dupras:** Would you try to recall if you told Mr. Bennett that you were going to Miss MacDonald's office?

**Sgt Bradley:** Well, I would have no reason to tell Mr. Bennett that although I suspect that in our conversation...

**Mr. Dupras:** You may have told him.

**Sgt Bradley:** I may have. I may have made it pretty obvious that was where we were going. However, I would have no reason to tell Mr. Bennett...

**Mr. Dupras:** It was obvious that you were going there.

**Sgt Bradley:** I said I may have made it fairly obvious that was where we were going.

**Mr. Dupras:** In the light of information you picked up while you were in his office?

**Sgt Bradley:** That is correct, sir.

**Mr. Dupras:** And while proceeding to his office did you meet anyone of Miss MacDonald's staff?

[Interpretation]

**M. Dupras:** A quelle distance vous êtes-vous trouvé de M. Bennett à ce moment-là?

**Le sergent Bradley:** Je me trouvais à peu près à six pieds de lui.

**M. Dupras:** Six pieds. Avez-vous pu suivre la conversation?

**Le sergent Bradley:** En partie, oui.

**M. Dupras:** Est-ce qu'il a été question de la disparition du dossier du ministère des Affaires indiennes?

**Le sergent Bradley:** Oui.

**M. Dupras:** M. Bennett en a-t-il parlé?

**Le sergent Bradley:** Forcément, puisque je n'ai pas pu entendre la voix à l'autre bout du fil.

**M. Dupras:** A six pieds il vous était impossible d'entendre l'autre voix?

**Le sergent Bradley:** Oui.

**M. Dupras:** Pouvez-vous nous répéter approximativement les paroles adressées par M. Bennett à M<sup>lle</sup> Gelber? Lui a-t-il donné des conseils pour le cas où le dossier disparu allait être livré au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald?

**Le sergent Bradley:** Pas que je me souvienne.

**M. Dupras:** Vous souvenez-vous de ce qui s'est passé ensuite? Que M. Bennett a-t-il dit au sujet de ce dossier?

**Le sergent Bradley:** La discussion a duré quelque peu, mais je n'ai pas tout entendu et de toute manière je serais incapable de replacer les paroles entendues dans un contexte touchant M<sup>lle</sup> Gelber ou le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald. On parlait de la possibilité que le dossier puisse être livré au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald.

**M. Dupras:** Avez-vous dit à M. Bennett où vous alliez vous diriger après avoir quitté son bureau?

**Le sergent Bradley:** Je ne pense pas, monsieur.

**M. Dupras:** Essayez de vous souvenir si vous avez dit à M. Bennett que vous aviez l'intention de vous rendre au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald.

**Le sergent Bradley:** Je n'avais aucune raison pour dire à M. Bennett où j'allais aller, quoique j'imagine que dans notre conversation...

**M. Dupras:** Vous avez pu le lui dire.

**Le sergent Bradley:** Peut-être. Mon intention de m'y rendre était peut-être évidente. Toutefois, il n'y avait aucune raison pour raconter à M. Bennett...

**M. Dupras:** C'était évident.

**Le sergent Bradley:** J'ai dit que j'ai peut-être exprimé d'une manière évidente mon intention d'y aller.

**M. Dupras:** A cause des informations que vous avez reçues pendant que vous étiez dans son bureau?

**Le sergent Bradley:** C'est juste.

**M. Dupras:** Avez-vous rencontré un membre du personnel de M<sup>lle</sup> MacDonald sur votre chemin?

[Texte]

**Sgt Bradley:** No, sir.

**Mr. Dupras:** When you entered the West Block you never met anyone from Miss MacDonald's staff?

**Sgt Bradley:** What do you mean by "met", sir?

**Mr. Dupras:** Well, had you crossed in the hall or at the door.

**Sgt Bradley:** I saw Miss Gelber standing on the walk.

**Mr. Dupras:** You saw Miss Gelber.

**Sgt Bradley:** Yes.

**Mr. Dupras:** Did she know of you then?

**Sgt Bradley:** You would have to determine that from Miss Gelber.

**Mr. Dupras:** Yes. Did you know Miss Gelber?

**Sgt Bradley:** I knew Miss Gelber to see her.

**Mr. Dupras:** You could identify her as Miss MacDonald's assistant.

**Sgt Bradley:** I knew who Miss Gelber was.

**Mr. Dupras:** All right. There was a constable by the name of Dupuis at the door. Was there someone else?

**Sgt Bradley:** I wonder, sir, if you could elaborate on your question.

**Mr. Dupras:** Was there another constable?

**Sgt Bradley:** Not that I observed.

**Mr. Dupras:** He was all alone.

**Sgt Bradley:** Yes, sir.

**Mr. Dupras:** Thank you, Mr. Chairman.

**Mr. Chairman:** I have the following list: Messrs. Clark, O'Connor, Matte, Ritchie and Peters. I will go to Mr. Clark.

• 1555

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Thank you, very much, Mr. Chairman. Sergeant, could you tell me whether the files that were apparently taken had originally been in the office of Mr. Bennett?

**Sgt Bradley:** I am given to understand they were, yes.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** What led you to go to Mr. Bennett's office?

**Sgt Bradley:** On the evening of August 30 information was received in my office and Superintendent Sauvé's office respecting a theft of files from the Department of Indian Affairs and Northern Development and that a Mr. Jim Bennett would be the person to contact in respect of that theft.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Can you indicate who specifically conveyed that information to you?

[Interprétation]

**Le sergent Bradley:** Non.

**M. Dupras:** Vous n'avez rencontré aucun membre du personnel de M<sup>lle</sup> MacDonald en vous rendant à l'édifice de l'Ouest?

**Le sergent Bradley:** Que voulez-vous dire par «rencontré»?

**M. Dupras:** Avez-vous croisé quelqu'un dans l'entrée ou à la porte?

**Le sergent Bradley:** J'ai vu M<sup>lle</sup> Gelber sur le trottoir.

**M. Dupras:** Vous avez vu M<sup>lle</sup> Gelber.

**Le sergent Bradley:** Oui.

**M. Dupras:** Est-ce qu'elle vous connaissait déjà?

**Le sergent Bradley:** Il faudrait que vous demandiez cela à M<sup>lle</sup> Gelber elle-même.

**M. Dupras:** C'est juste. Est-ce que vous connaissiez déjà M<sup>lle</sup> Gelber?

**Le sergent Bradley:** De vue, oui.

**M. Dupras:** Vous saviez donc qu'elle était l'assistante de M<sup>lle</sup> MacDonald.

**Le sergent Bradley:** Je savais qui est M<sup>lle</sup> Gelber.

**M. Dupras:** Très bien. Le Constable Dupuis se trouvait à la porte. Y avait-il quelqu'un d'autre?

**Le sergent Bradley:** Voulez-vous être plus précis, s'il vous plaît.

**M. Dupras:** Y avait-il un autre constable?

**Le sergent Bradley:** Pas que je sache.

**M. Dupras:** Il était tout seul.

**Le sergent Bradley:** Oui.

**M. Dupras:** Merci, monsieur le président.

**Le président:** Les membres suivants se trouvent sur ma liste: MM. Clark, O'Connor, Matte, Ritchie et Peters. La parole est à M. Clark.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je vous remercie, monsieur le président. sergent, pouvez-vous me dire si les dossiers qui manquent maintenant viennent du bureau de M. Bennett?

**Le sergent Bradley:** C'est ce que je crois comprendre.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Qu'est-ce qui vous a amené à vous rendre au bureau de M. Bennett?

**Le sergent Bradley:** Le soir du 30 août, mon bureau et le bureau du surintendant Sauvé ont reçu des renseignements voulant qu'un vol de dossiers se soit produit au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et que la personne à contacter à cet égard soit M. Jim Bennett.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-ce que vous pouvez dire qui vous a communiqué ces renseignements?

[Text]

Sgt Bradley: Superintendent Sauvé.

Mr. Clark (Rocky Mountain): And who specifically communicated that information from the Department of Indian Affairs and Northern Development to Superintendent Sauvé or his designate?

Sgt Bradley: I do not have that information, sir.

Mr. Clark (Rocky Mountain): Was a time set for your arrival for an interview with Mr. Bennett?

Sgt Bradley: No, sir.

Mr. Clark (Rocky Mountain): Why did you arrive at the fairly late hour in the morning when you did arrive?

Sgt Bradley: I arrived at the building, 400 Laurier Avenue West, at approximately 8.30 o'clock.

Mr. Clark (Rocky Mountain): And did you seek at that time originally to speak to Mr. Bennett?

Sgt Bradley: No, sir.

Mr. Clark (Rocky Mountain): Why not?

Sgt Bradley: There was a group of native citizens of our country occupying the building; they were in the process of leaving the building.

Mr. Clark (Rocky Mountain): This was at 8.30 o'clock.

Sgt Bradley: Yes, and I was conducting certain investigational operations at that point.

Mr. Clark (Rocky Mountain): Did you have a conversation with Mr. Bennett at any time prior to going to his office on that day?

Sgt Bradley: No, sir.

Mr. Clark (Rocky Mountain): Did you have a conversation with any other official of the department prior to going to Mr. Bennett's office on that day?

Sgt Bradley: Just one, sir.

Mr. Clark (Rocky Mountain): Who was that?

Sgt Bradley: I believe it is the building security officer.

Mr. Clark (Rocky Mountain): What was the general nature of that conversation?

Sgt Bradley: I simply wanted to know where Mr. Bennett's office was and if the Ottawa City Police officers were working out of that office.

Mr. Clark (Rocky Mountain): At approximately what time was that?

Sgt Bradley: I would say it was about 9.55 o'clock.

Mr. Clark (Rocky Mountain): Fine. Were the Ottawa City Police officers in Mr. Bennett's office at the time you arrived there?

Sgt Bradley: Yes, sir.

Mr. Clark (Rocky Mountain): Do you have any idea how long they had been there prior to your arrival?

[Interpretation]

Le sergent Bradley: Le surintendant Sauvé.

M. Clark (Rocky Mountain): Et qui a communiqué ces renseignements du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien au surintendant Sauvé ou ses adjoints?

Le sergent Bradley: Je ne sais pas.

M. Clark (Rocky Mountain): Est-ce que vous avez pris rendez-vous avec M. Bennett?

Le sergent Bradley: Non, monsieur.

M. Clark (Rocky Mountain): Pourquoi êtes-vous arrivé si tard le matin?

Le sergent Bradley: Je suis arrivé à l'immeuble du 400 ouest avenue Laurier vers 8 h 30 du matin.

M. Clark (Rocky Mountain): Et est-ce que vous avez essayé d'entrer en communication avec M. Bennett à ce moment-là?

Le sergent Bradley: Non, monsieur.

M. Clark (Rocky Mountain): Pourquoi pas?

Le sergent Bradley: Un groupe d'Aborigènes occupaient l'immeuble; ils quittaient l'immeuble à ce moment-là.

M. Clark (Rocky Mountain): Il était 8 h 30 du matin.

Le sergent Bradley: Et j'étais à mener certaines enquêtes à ce stade-là.

M. Clark (Rocky Mountain): Est-ce que vous aviez parlé à Mr. Bennett avant de vous présenter à son bureau ce jour-là?

Le sergent Bradley: Non, monsieur.

M. Clark (Rocky Mountain): Est-ce que vous aviez parlé à d'autres fonctionnaires du Ministère avant de vous rendre au bureau de M. Bennett le jour en question?

Le sergent Bradley: A seulement un.

M. Clark (Rocky Mountain): De qui s'agissait-il?

Le sergent Bradley: Je pense qu'il s'agissait de l'agent de sécurité de l'immeuble.

M. Clark (Rocky Mountain): Sur quoi avait porté la conversation?

Le sergent Bradley: J'avais simplement voulu savoir où se trouvait le bureau de M. Bennett et s'il y avait des agents de la Police municipale d'Ottawa dans l'immeuble.

M. Clark (Rocky Mountain): Et à quel moment est-ce que cela s'est produit?

Le sergent Bradley: Vers 9 h 55 du matin.

M. Clark (Rocky Mountain): Y avait-il des agents de la Police municipale d'Ottawa dans le bureau de M. Bennett lorsque vous êtes arrivé?

Le sergent Bradley: Oui.

M. Clark (Rocky Mountain): Est-ce que vous saviez depuis combien de temps ils s'y trouvaient?



## [Texte]

Sgt Bradley: No, sir.

Mr. Clark (Rocky Mountain): I want to come to your statement. In paragraph 2 the operative phrase to which Mr. Fairweather alluded reads:

... I cannot be sure and have not been able to confirm with city Police, it seems we had Mr. Bennett contact Nancy Gelber and advise her we would be over shortly to speak to her.

Now, was it to Miss Gelber you wished to speak or Miss MacDonald?

Sgt Bradley: To Miss Gelber at that point.

Mr. Clark (Rocky Mountain): You knew Miss Gelber. You knew who Miss Gelber was at that point?

Sgt Bradley: I did, sir, yes.

Mr. Clark (Rocky Mountain): Could you tell me how you came to know who Miss Gelber was?

Sgt Bradley: No, sir.

Mr. Clark (Rocky Mountain): You decline to say, or you cannot remember?

Sgt Bradley: I am not quite certain of the nature of your question.

Mr. Clark (Rocky Mountain): How did you know who Miss Gelber was?

Sgt Bradley: Mr. Bennett had told us.

Mr. Clark (Rocky Mountain): Did he give you a picture.

Sgt Bradley: No.

Mr. Clark (Rocky Mountain): Did you not, earlier in testimony, say you had seen her and recognized her on the ...

Sgt Bradley: I did, sir.

Mr. Clark (Rocky Mountain): This was simply on the basis of a verbal description.

Sgt Bradley: No, sir.

Mr. Clark (Rocky Mountain): Was Mr. Bennett with you?

Sgt Bradley: No, sir.

Mr. Clark (Rocky Mountain): How did you come to know who Miss Gelber was?

Sgt Bradley: Miss Gelber was pointed out to me.

Mr. Clark (Rocky Mountain): Who pointed Miss Gelber out to you?

Sgt Bradley: An acquaintance of mine several weeks ago.

Mr. Clark (Rocky Mountain): Oh. So you knew who Miss Gelber was in advance.

Mr. Fairweather: How long have you had her under surveillance?

## [Interprétation]

Le sergent Bradley: Non.

M. Clark (Rocky Mountain): J'en viens à votre déclaration. Au paragraphe 2, la phrase clé à laquelle M. Fairweather a fait allusion est la suivante:

... je ne suis pas certain, je n'ai pu obtenir confirmation de la Police municipale, il semble que nous ayons demandé à M. Bennett de communiquer avec M<sup>lle</sup> Nancy Gelber pour l'avertir que nous allions nous rendre à son bureau sous peu.

Est-ce que c'était à M<sup>lle</sup> Gelber que vous vouliez parler ou à M<sup>lle</sup> MacDonald?

Le sergent Bradley: A ce stade-là, c'était à M<sup>lle</sup> Gelber.

M. Clark (Rocky Mountain): Vous connaissiez M<sup>lle</sup> Gelber. Vous saviez qui elle était. N'est-ce pas?

Le sergent Bradley: En effet.

M. Clark (Rocky Mountain): Est-ce que vous pouvez me dire comment vous avez appris qui elle était?

Le sergent Bradley: Non.

M. Clark (Rocky Mountain): Vous ne voulez pas le dire ou vous ne vous en souvenez pas?

Le sergent Bradley: Je n'ai pas très bien compris la question.

M. Clark (Rocky Mountain): Comment avez-vous appris qui était M<sup>lle</sup> Gelber?

Le sergent Bradley: M. Bennett nous a dit qui elle était.

M. Clark (Rocky Mountain): Est-ce qu'il vous a donné une description?

Le sergent Bradley: Non.

M. Clark (Rocky Mountain): N'avez-vous pas dit, au cours de votre témoignage ce soir, que vous l'aviez vue et reconnue ...

Le sergent Bradley: En effet.

M. Clark (Rocky Mountain): Vous deviez vous fier à une description verbale?

Le sergent Bradley: Non.

M. Clark (Rocky Mountain): Est-ce que M. Bennett était avec vous?

Le sergent Bradley: Non.

M. Clark (Rocky Mountain): Comment pouviez-vous reconnaître M<sup>lle</sup> Gelber?

Le sergent Bradley: On me l'a désignée.

M. Clark (Rocky Mountain): Et qui l'a fait?

Le sergent Bradley: Quelqu'un que je connais il y a plusieurs semaines.

M. Clark (Rocky Mountain): Donc vous saviez d'avance qui était M<sup>lle</sup> Gelber.

M. Fairweather: Depuis combien de temps est-ce qu'elle était surveillée?

[Text]

The Vice-Chairman: Mr. Clark has the floor gentlemen.

Mr. Clark (Rocky Mountain): Was that information relayed to you during working hours?

Sgt Bradley: No, sir.

Mr. Clark (Rocky Mountain): Was it conveyed to you in an official way?

Sgt Bradley: No, sir.

Mr. Clark (Rocky Mountain): It was conveyed to you as an individual.

Sgt Bradley: That is right, sir.

Mr. Clark (Rocky Mountain): What was the motivation, in your view, of whoever it was who indicated to you who Miss Gelber was?

Sgt Bradley: Miss Gelber is a very striking and lovely lady.

Some hon. Members: Hear, hear!

• 1600

Mr. Clark (Rocky Mountain): Has the office of Miss MacDonald or any of the staff of Miss MacDonald or Miss MacDonald been under surveillance by yourself or any other police officers prior to the day of August 31?

Sgt Bradley: Not that I have been ever aware of, sir.

Mr. Clark (Rocky Mountain): You were going to see Miss Gelber, ...

An hon. Member: Not officially.

Mr. Clark (Rocky Mountain): ... who was known to you, among other things as being an assistant to a member of Parliament. Is that correct?

Sgt Bradley: No.

Mr. Clark (Rocky Mountain): But when you were en route to see Miss Gelber on August 31 you were going to see her, and you knew at the time you were going to see her that she was the assistant to Miss Flora MacDonald.

Sgt Bradley: Oh, yes.

Mr. Clark (Rocky Mountain): Did you at any time request the permission of Miss MacDonald to proceed to interview her assistant?

Sgt Bradley: No, sir.

Mr. Clark (Rocky Mountain): Why not?

Sgt Bradley: Because of a matter of urgency at the time.

Mr. Clark (Rocky Mountain): What was the matter or urgency?

Sgt Bradley: We had been led to believe through Miss Gelber, through Mr. Bennett, that certain files ...

Mr. Clark (Rocky Mountain): Could I interrupt for a moment? You had been led to believe by Mr. Bennett that he had been led to believe by Miss Gelber. Is that right?

[Interpretation]

Le vice-président: C'est M. Clark qui a la parole.

M. Clark (Rocky Mountain): Est-ce que ce renseignement vous a été communiqué au cours de votre service?

Le sergent Bradley: Non.

M. Clark (Rocky Mountain): Est-ce qu'il vous a été communiqué d'une façon officielle?

Le sergent Bradley: Non.

M. Clark (Rocky Mountain): Il vous a été communiqué de façon personnelle.

Le sergent Bradley: En effet.

M. Clark (Rocky Mountain): Dans quel but croyez-vous vous a-t-on dit qui était M<sup>lle</sup> Gelber?

Le sergent Bradley: M<sup>lle</sup> Gelber est une très charmante personne.

Des voix: Bravo!

M. Clark (Rocky Mountain): Est-ce que le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald, des membres de son personnel ou M<sup>lle</sup> MacDonald elle-même ont été sous surveillance par vous ou d'autres agents de police avant le 31 août?

Le sergent Bradley: Pas que je sache.

M. Clark (Rocky Mountain): Vous alliez voir M<sup>lle</sup> Gelber.

Une voix: Pas de façon officielle.

M. Clark (Rocky Mountain): Que vous saviez être l'adjointe d'un député du Parlement. C'est bien cela?

Le sergent Bradley: Non.

M. Clark (Rocky Mountain): Mais au moment où vous vous rendez voir M<sup>lle</sup> Gelber le 31 août, vous saviez qui elle était et vous saviez qu'elle était l'adjointe de M<sup>lle</sup> Flora MacDonald.

Le sergent Bradley: Certainement.

M. Clark (Rocky Mountain): Est-ce que vous avez demandé la permission de M<sup>lle</sup> MacDonald de voir son adjointe?

Le sergent Bradley: Non.

M. Clark (Rocky Mountain): Pourquoi pas?

Le sergent Bradley: A cause de l'urgence de la situation.

M. Clark (Rocky Mountain): Quelle urgence y avait-il?

Le sergent Bradley: Nous avions raison de croire, par M<sup>lle</sup> Gelber, par M. Bennett, que certains documents ...

M. Clark (Rocky Mountain): Je me permets de vous interrompre. Vous aviez de bonnes raisons de croire par M. Bennett qu'il avait de bonnes raisons de croire grâce à M<sup>lle</sup> Gelber. C'est bien cela?

## [Texte]

**Sgt Bradley:** That is correct.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** In other words, you had no direct indication from Miss Gelber, you had only a transmitted indication through Mr. Bennett.

**Sgt Bradley:** That is correct.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I am sorry. Continue your statement.

**Sgt Bradley:** ... that certain files which had apparently been stolen from the Department of Indian Affairs at 400 Laurier Avenue West might be delivered to the office of Miss MacDonald.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Why was it so urgent for you to proceed to that office that you disregarded procedures simply on the possibility that they might be delivered?

**Sgt Bradley:** There were two reasons uppermost in my mind, sir. We were investigating the theft of these particular files, we were anxious to identify the source of information, we had been led to believe that there was a source of information, and I was concerned that the files might be delivered to Miss MacDonald's office without her knowledge and she or any other member of the government would be placed in a very untenable position, if that happened.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** You thought they might be delivered to Miss Gelber, then, and that Miss Gelber might not advise Miss MacDonald?

**Sgt Bradley:** Heavens, no.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I am sorry. Your statement is somewhat confusing to me then. How, if they were to be delivered to Miss MacDonald's office, would she not know about them?

**Sgt Bradley:** Let me suggest to you that the people that obtained these files in the first instance were fairly ingenious people, I suspect, if they really wanted to deliver them to somebody you doubt they would find a way.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** In other words, you were anticipating that they were going to plant them there.

**Sgt Bradley:** No, I did not say that.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I am sorry.

**Sgt Bradley:** We had information that they might be delivered to that particular office.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** And your information was from Mr. Bennett.

**Sgt Bradley:** Yes.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Was it your intention in going there to catch the deliverer or to discover the files?

**Sgt Bradley:** My first intention would be to ... I should say that both of those things would happen at the same time.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I am dealing with the question of urgency which led you to disregard procedures and presumably if the files were there it would not be a matter of such urgency that you had to disregard procedures.

## [Interprétation]

**Le sergent Bradley:** En effet.

**M. Clark (Rocky Mountain):** En d'autres termes vous n'aviez rien appris de M<sup>lle</sup> Gelber directement, il s'agit de renseignements que vous avait communiqués M. Bennett.

**Le sergent Bradley:** En effet.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je m'excuse de vous avoir interrompu. Poursuivez, je vous en prie.

**Le sergent Bradley:** Nous avions des raisons de croire donc que certains documents, volés au ministère des Affaires indiennes au 400 Ouest de l'avenue Laurier, pouvaient se trouver au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Quelle urgence y avait-il qui vous force à passer outre aux procédures normales sur la seule foi de doute quant à la présence de ces documents au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald?

**Le sergent Bradley:** Il y avait deux raisons surtout. Nous enquêtons sur le vol de ces documents; nous voulions vérifier la source des renseignements qui avaient été obtenus; nous pouvions croire qu'il y avait réellement quelque chose et nous craignions que les dossiers soient apportés au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald à son insu et qu'elle soit placée, avec d'autres députés, dans une situation très difficile.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Vous craigniez que les documents soient apportés à M<sup>lle</sup> Gelber et que celle-ci n'en fasse pas part à M<sup>lle</sup> MacDonald?

**Le sergent Bradley:** Pas du tout.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je m'excuse. Je ne vous comprends pas très bien. Si les documents devaient être apportés au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald, comment cela pouvait-il se faire à son insu?

**Le sergent Bradley:** Je vous signale que les personnes qui ont obtenu les documents ont démontré beaucoup d'ingéniosité et que s'ils avaient voulu les apporter à quelqu'un de cette façon ils auraient pu très bien le faire.

**M. Clark (Rocky Mountain):** En d'autres termes, vous craigniez qu'ils soient apportés là subrepticement.

**Le sergent Bradley:** Ce n'est pas ce que j'ai dit.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je m'excuse.

**Le sergent Bradley:** Nous avions des raisons de croire qu'ils pouvaient être apportés à ce bureau.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Vous teniez ces renseignements de M. Bennett.

**Le sergent Bradley:** En effet.

**M. Clark (Rocky Mountain):** En vous rendant à ce bureau, est-ce que vous espériez intercepter la personne qui allait apporter les documents ou découvrir les documents mêmes?

**Le sergent Bradley:** Mon but premier était. ... Je pensais que les deux choses allaient se produire en même temps.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je vous reviens à la question de l'urgence qui vous a forcé à passer outre aux procédures normales; si les dossiers devaient se trouver à ce bureau, il n'y avait pas cette urgence dont vous parlez.



[Text]

**Sgt Bradley:** We had been assured that they were not there.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** By whom?

**Sgt Bradley:** By Mr. Bennett, in his conversation with Miss Gelber; the files were not present. However, the suspects, numbering approximately 200, were en route—the last information we had—to Parliament Hill, and, in fact were on Parliament Hill, and it was standard operational procedure to try to get as close to those people as possible, and because of the fact that they might try to deliver them to Miss MacDonald's office it was most important to us to prevent that, if possible, and apprehend the persons responsible for the theft.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Let me try to be clear on what your impression was of what Mr. Bennett had related to you relative to the conversation he had with Miss Gelber. Did he suggest to you that Miss Gelber had said that (a) the files were not there; that (b) she had clear reason to believe that they were en route there?

**Sgt Bradley:** No, I do not think he said that specifically. He assured us they were not there.

• 1605

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** And?

**Sgt Bradley:** And, as I recall it, he felt there was some substance to the information that they might be delivered there.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** And to the best of your knowledge the basis of his information was simply a conversation with Miss Gelber?

**Sgt Bradley:** Yes, sir.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Relating again to the question of the location of the files, did you assume that if you did not proceed there urgently that the files might be left and you would have difficulty in retrieving them?

**Sgt Bradley:** That was one of my considerations, yes. Not retrieving the files, but identifying the persons. They could have been left anywhere within the confines of the Parliament Buildings.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** You were not concerned, then, about your capacity to retrieve the files if they had been there?

**Sgt Bradley:** No. Heavens, no.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** So, the simple reason for urgency was to apprehend the deliverer.

**Sgt Bradley:** Quite correct, yes.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I wonder if you could indicate to us why Mr. Bennett, when occupied with police officers, took time away from that occupation to return phone calls.

[Interpretation]

**Le sergent Bradley:** On nous avait assurés qu'ils ne s'y trouvaient pas.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Par qui?

**Le sergent Bradley:** Par M. Bennett, suite à la conversation qu'il avait eue avec M<sup>lle</sup> Gelber; les dossiers ne s'y trouvaient définitivement pas. Cependant, les suspects, au nombre d'environ 200 se dirigeaient, à ce moment-là, selon les renseignements que nous avions obtenus, vers la colline parlementaire, en fait, ils y étaient déjà, et la façon de procéder voulait que nous essayons de nous y rendre le plus tôt possible. Il y avait cette possibilité que les documents soient apportés au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald, et il était de la plus haute importance pour nous d'éviter que cela se produise et d'arrêter les personnes responsables du vol.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Permettez que j'essaie de bien définir quelles ont été vos impressions de la conversation que M. Bennett avait eue avec M<sup>lle</sup> Gelber. Vous a-t-il dit que M<sup>lle</sup> Gelber lui avait signalé d'abord que les documents ne se trouvaient pas à son bureau, ensuite qu'elle avait des raisons de croire qu'ils pouvaient être sur le point d'y être apportés?

**Le sergent Bradley:** Je ne crois que c'est ce qu'il ait dit de façon précise. Il nous a simplement assurés que les documents ne s'y trouvaient pas.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Ensuite?

**Le sergent Bradley:** Ensuite, si je me souviens bien, il nous a dit que les renseignements voulant qu'ils puissent être apportés au bureau n'étaient pas dénués de tout fondement.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Et, d'après ce que vous saviez, ces renseignements venaient d'une conversation qu'il venait d'avoir avec M<sup>lle</sup> Gelber?

**Le sergent Bradley:** En effet.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je reviens à cette question de la situation des documents. Est-ce que vous pensiez que si vous ne procédiez pas en toute urgence les documents pouvaient être laissés à ce bureau et qu'il pourrait vous être difficile de les recouvrer?

**Le sergent Bradley:** C'est une des choses auxquelles je pensais. Je craignais non pas tellement de ne pas recouvrer les documents, mais de ne pas pouvoir identifier les auteurs du vol. Les documents pouvaient être laissés n'importe où à l'intérieur des immeubles du Parlement.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Vous n'étiez donc pas inquiet de ne pas pouvoir recouvrer les dossiers qui s'y trouvaient?

**Le sergent Bradley:** Certainement pas.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Vous vous deviez de procéder en toute urgence pour essayer d'arrêter le porteur des documents?

**Le sergent Bradley:** C'est cela.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Pouvez-vous me dire pourquoi M. Bennett, au moment où il conversait avec des agents de police, a pris le temps de répondre à des appels téléphoniques?

## [Texte]

**Sgt Bradley:** You would have to ask Mr. Bennett.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Did you suggest to him that it would be worthwhile, or did he suggest to you that it might add to your work, if he returned the call to Miss Gelber?

**Sgt Bradley:** That it would add to my work?

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** That it would expedite the discovery of the files.

**Sgt Bradley:** Oh, I believe I suggested that, or we suggested that, yes.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** You suggested it might expedite the discovery of the files if he returned the call immediately to Miss Gelber in your presence?

**Sgt Bradley:** We wanted to identify the source of the information.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Excuse me a minute. Did he provide you with information concerning Miss Gelber and Miss MacDonald's office prior to the placing of those calls?

**Sgt Bradley:** I do not know, sir.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Would you think about that, please?

**Sgt Bradley:** I do know that I asked Mr. Bennett to contact Miss Gelber again—or, at least, to contact her—to try to substantiate what he had already told us, so I assume from that that he had mentioned something about it prior to placing the first phone call to Miss Gelber.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** But your urging, relating to a call, to the best of your recollection was only an urging to place the second call for purposes of corroboration?

**Sgt Bradley:** Yes, I believe so.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Testimony was given yesterday when you were away, and you would not have seen a record of it, that there was a voice in the background. Did you say anything during any of the two conversations between Mr. Bennett and Miss Gelber?

**Sgt Bradley:** There were several people in the office at that time; city police detectives, officers and the staff of Mr. Bennett's office.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I want to follow that up, but did you say anything to Mr. Bennett for his direction or information during the course of his conversation with Miss Gelber?

**Sgt Bradley:** I do not think so, sir.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Is it your recollection that anyone else did?

**Sgt Bradley:** I do not believe so.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Could you tell me who the other persons in the office were at the time?

## [Interprétation]

**Le sergent Bradley:** C'est à M. Bennett qu'il vous faudrait poser la question.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-ce que vous lui avez laissé entendre qu'il pouvait être utile qu'il réponde à l'appel de M<sup>lle</sup> Gelber ou vous a-t-il proposé de le faire pour vous aider dans votre travail?

**Le sergent Bradley:** Pour nous aider dans notre travail?

**M. Clark (Rocky Mountain):** Pour essayer de vous aider à retrouver les dossiers.

**Le sergent Bradley:** Je pense que j'ai dit quelque chose à cet effet, ou que nous avons proposé quelque chose du genre.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Vous lui avez dit qu'il pourrait être utile qu'il réponde immédiatement à l'appel de M<sup>lle</sup> Gelber, qu'il communique avec elle pendant que vous étiez là?

**Le sergent Bradley:** Nous voulions vérifier la source de l'information.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je reprends, si vous le permettez. Est-ce qu'il vous a parlé de M<sup>lle</sup> Gelber et du bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald avant que les appels soient logés?

**Le sergent Bradley:** Je ne sais plus.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Voulez-vous essayer de vous rappeler, s'il vous plaît?

**Le sergent Bradley:** Tout ce que je sais, c'est que j'ai demandé à M. Bennett de communiquer une fois de plus avec M<sup>lle</sup> Gelber, ou de l'appeler, afin d'essayer de vérifier ce qu'il avait dit; je supposais que le sujet avait été abordé avant qu'il loge le premier appel téléphonique à M<sup>lle</sup> Gelber.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Mais autant que vous vous souveniez, vous vouliez simplement qu'il loge le deuxième appel pour vérifier ce qui avait été dit?

**Le sergent Bradley:** Je le pense.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Quelqu'un a témoigné hier, vous n'assistiez pas à la réunion et vous n'avez pu avoir de compte rendu, à l'effet qu'il y avait eu une voix à l'arrière-plan. Est-ce que vous avez dit quoi que ce soit au cours des deux conversations entre M. Bennett et M<sup>lle</sup> Gelber?

**Le sergent Bradley:** Il y avait beaucoup de monde dans le bureau à ce moment-là: des détectives de la police municipale, des fonctionnaires et le personnel du bureau de M. Bennett.

**M. Clark (Rocky Mountain):** J'y reviendrai; pour l'instant, je voudrais savoir si vous avez dit quoi que ce soit à M. Bennett, pour le guider ou simplement l'éclairer, au cours des conversations qu'il a eues avec M<sup>lle</sup> Gelber?

**Le sergent Bradley:** Je ne crois pas.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-ce que quelqu'un d'autre l'a fait?

**Le sergent Bradley:** Non, je ne pense pas.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Pouvez-vous me dire qui étaient ces autres personnes qui se trouvaient dans le bureau de M. Bennett à ce moment-là?

[Text]

**Sgt Bradley:** There was Detective Robertson, Ottawa City Police, Detective Harrison, and one or two other individuals who had been in and out whom I do not know.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Was it your impression that these people were senior or junior to Mr. Bennett?

**Sgt Bradley:** Oh, I do not know, sir.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** You have no impression on that?

**Sgt Bradley:** No.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** To be clear I want to come back to the question of the relationship between the raising of Miss Gelber's name, or Miss MacDonald's name, and the placing of the first phone call. It is your impression that the name was raised before the first call was placed?

**Sgt Bradley:** I think so, yes, sir.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** What was the nature of your conversation with Mr. Bennett prior to the placing of the first call? What did you talk about?

**Sgt Bradley:** We talked about a number of things.

• 1610

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Did you ask Mr. Bennett who he thought might have information relative to the files?

**Sgt Bradley:** I did not, no sir.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Did any of the police officers raise that question?

**Sgt Bradley:** Not that I am aware of.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I wonder if you could review the sort of thing you talked to Mr. Bennett about at that time.

**Sgt Bradley:** I spoke very little with Mr. Bennett because I was assisting the Ottawa city police, who were primarily conducting the investigation. They had been talking with some of Mr. Bennett's staff to obtain a list of files and descriptions of missing documents.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** So the bulk of the time prior to the placing of the first call had to do with identification of the files that had been taken.

**Sgt Bradley:** That is right, sir, yes.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** And there had been, to the best of your knowledge, no discussion of people who might possess information about those files except it is your recollection that the name of Miss Gerber was raised prior to the first call.

**Sgt Bradley:** That is my recollection, sir.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Was it the name of Miss Gelber or Miss MacDonald.

**Sgt Bradley:** Miss Gelber, as I understand it.

[Interpretation]

**Le sergent Bradley:** Il y avait le détective Robertson, de la police municipale d'Ottawa, le détective Harrison et une ou deux autres personnes qui sont entrées et sorties du bureau et que je ne connais pas.

**M. Clark (Rocky Mountain):** S'agissait-il, selon vous, de supérieurs ou de subalternes de M. Bennett?

**Le sergent Bradley:** Je ne sais vraiment pas.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Vous n'avez pas formé d'opinion là-dessus?

**Le sergent Bradley:** Non.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Afin qu'il n'y ait pas de malentendu, je veux revenir à la question de la mention du nom de M<sup>lle</sup> Gelber ou de M<sup>lle</sup> MacDonald et la raison qui a motivé le premier appel téléphonique. Croyez-vous que le nom a été mentionné avant que le premier appel soit logé?

**Le sergent Bradley:** Je le pense.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Quelle allure a pris la conversation avec M. Bennett avant le premier appel téléphonique? Quel était le sujet de la conversation?

**Le sergent Bradley:** Nous avons parlé d'une chose et d'une autre.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Avez-vous demandé à M. Bennett s'il avait une idée de la personne qui pourrait savoir quelque chose au sujet de ces dossiers?

**Le sergent Bradley:** Non.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-ce qu'un agent de police a soulevé cette question?

**Le sergent Bradley:** Pas autant que je sache.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je me demande si vous pourriez nous redire ce dont vous avez parlé alors avec M. Bennett.

**Le sergent Bradley:** Je n'ai pas parlé beaucoup à M. Bennett car j'ai aidé la police de la ville d'Ottawa qui elle s'occupait principalement de cette enquête. Ces agents de police avaient parlé avec certains membres du personnel de M. Bennett pour obtenir une liste des dossiers et la description des documents qu'ils manquaient.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Donc avant le premier appel téléphonique le temps avait principalement été consacré à établir l'identité des dossiers qui avaient été pris.

**Le sergent Bradley:** C'est exact.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Et, autant que vous le sachiez, on n'a pas parlé de gens qui éventuellement auraient sur quelque chose au sujet de ces dossiers sauf que vous vous souvenez qu'avant le premier appel téléphonique on a nommé M<sup>lle</sup> Gelber.

**Le sergent Bradley:** Oui, c'est ce dont je me souviens.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-ce qu'on a nommé M<sup>lle</sup> Gelber ou M<sup>lle</sup> MacDonald.

**Le sergent Bradley:** M<sup>lle</sup> Gelber, autant que je m'en souviennne.



[Texte]

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I have other questions but I will pass and come back.

**The Vice-Chairman:** Thank you, Mr. Clark. I have nine questioners.

**Mr. O'Connor, please.**

**Mr. O'Connor:** Sgt Bradley, did you as a matter of practice keep notes of this investigation?

**Sgt Bradley:** Yes, I made some notes.

**Mr. O'Connor:** Do you have them with you now?

**Sgt Bradley:** No.

**Mr. O'Connor:** Would it be within your competence to produce those notes for this Committee?

**Sgt Bradley:** I think they are all contained in my statement.

**Mr. O'Connor:** That was not my question, with respect, Sgt. Bradley. Would you be willing to produce for us your notebook and submit it for the Committee?

**Sgt Bradley:** I do not have it.

**Mr. O'Connor:** Again, that was not the question, Sergeant. Would you be willing to produce the notebook for this Committee?

**Sgt Bradley:** Yes, I would produce my notebook.

**Mr. O'Connor:** You will?

**Sgt Bradley:** I would, yes.

**Mr. O'Connor:** Would you undertake to us to have that delivered as soon as possible?

**Sgt Bradley:** Sure.

**Mr. O'Connor:** You said in part of your testimony that you found Miss Gelber outside the south entrance to the West Block prior to your entering the building. Is that correct?

**Sgt Bradley:** Yes, sir.

**Mr. O'Connor:** I believe it was also your testimony that there was great urgency, you proceeded to Miss MacDonald's office as quickly as possible, and that you were met by Miss Gelber at the office. Is that correct?

**Sgt Bradley:** That is correct, sir.

**Mr. O'Connor:** Can you explain how she could be in two places at one time?

**Sgt Bradley:** That is a mystery to me.

**Mr. O'Connor:** Did you see her proceed into the building ahead of you?

**Sgt Bradley:** I cannot recall whether she did or not, sir, but she was in her office when we got there.

**Mr. O'Connor:** How long would it have taken you to travel from the south door to her office?

[Interprétation]

**M. Clark (Rocky Mountain):** J'ai d'autres questions mais je veux passer la parole à d'autres et revenir plus tard.

**Le vice-président:** Merci, monsieur Clark. J'ai sur ma liste neuf personnes qui veulent poser des questions.

Monsieur O'Connor, vous avez la parole.

**M. O'Connor:** sergent Bradley, est-ce que vous avez, selon une pratique habituelle établi des notes sur cette enquête?

**Le sergent Bradley:** Oui; j'ai pris quelques notes.

**M. O'Connor:** Est-ce que vous les avez ici.

**Le sergent Bradley:** Non.

**M. O'Connor:** Est-ce que vous pourriez fournir ces notes au comité?

**Le sergent Bradley:** Je crois qu'elles se trouvent toutes dans ma déclaration.

**M. O'Connor:** Je m'excuse mais ce n'est pas la question que j'avais posée, sergent Bradley. Est-ce que vous seriez prêt à nous fournir votre carnet de note et à le soumettre au comité?

**Le sergent Bradley:** Je ne l'ai pas.

**M. O'Connor:** A nouveau, ce n'est pas la question que j'avais posée, êtes-vous prêt à fournir le carnet de notes au comité?

**Le sergent Bradley:** Oui.

**M. O'Connor:** Vous le feriez?

**Le sergent Bradley:** Oui.

**M. O'Connor:** Est-ce que vous êtes prêt à vous engager à nous le fournir le plus tôt possible?

**Le sergent Bradley:** Naturellement.

**M. O'Connor:** Vous avez indiqué dans une partie de votre témoignage que vous avez rencontré M<sup>lle</sup> Gelber à l'extérieur de l'entrée sud de l'édifice de l'ouest avant d'être entré vous-même dans cet édifice; est-ce exact?

**Le sergent Bradley:** Oui.

**M. O'Connor:** Je crois que vous avez aussi indiqué dans votre témoignage qu'il y avait grand urgence et que vous vous êtes rendu au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald aussi rapidement que possible que vous avez été reçu dans ce bureau par M<sup>lle</sup> Gelber n'est-ce pas?

**Le sergent Bradley:** Oui.

**M. O'Connor:** Pouvez-vous nous expliquer comment elle pouvait se trouver à deux endroits en même temps?

**Le sergent Bradley:** Ceci est un mystère pour moi.

**M. O'Connor:** Est-ce que vous l'avez vu entrer dans l'édifice avant vous?

**Le sergent Bradley:** Je ne puis m'en souvenir mais elle se trouvait dans le bureau lorsque nous y sommes arrivés.

**M. O'Connor:** Comment cela vous aurait-il pris de temps pour aller de l'entrée sud à son bureau?

[Text]

Sgt Bradley: Not very long.

Mr. O'Connor: And you have no explanation as to how she could apparently have been in both places at one time?

Sgt Bradley: She obviously was not.

Mr. O'Connor: Well, from your testimony it appears that she was and I am asking for an explanation of that.

Sgt Bradley: Miss Gelber was standing on the street as we approached the building. I did not see her again until she was in her office. Now, the time element, I cannot comment on. Whether she went in ahead of us or after us, I do not know.

Mr. O'Connor: Did it occur to you that you might speak to her right there on the street, as you approached her.

Sgt Bradley: No, sir.

Mr. O'Connor: Well, if there was such urgency that you could have foregone the usual procedures for entering the building, would it not have been more expeditious to speak to her at the first opportunity, which was right then and there?

Sgt Bradley: No, I would not do something like that on the street.

Mr. O'Connor: Why not?

Sgt Bradley: I just normally would not. It would not be my practice to do that.

Mr. O'Connor: You are absolutely sure that it was Miss Gelber you saw on the street?

Sgt Bradley: Positive, sir.

Mr. O'Connor: Not that it is terrifically significant, but it occurs to me that...

Mr. Poulin: May I ask a supplementary?

Mr. O'Connor: If I could just finish my statement, Mr. Poulin. It appears to me that there is some inconsistency from that course of events. However, go ahead, Mr. Poulin.

Mr. Poulin: Did you know when you saw Miss Gelber on the street that it was Miss Gelber, the person you were coming to see?

Sgt Bradley: Yes, sir.

Mr. Poulin: You knew the person beforehand? All right, thank you.

Mr. O'Connor: We covered that.

An hon. Member: You were away.

Mr. Poulin: I was on other business and I am sorry that I delayed you again.

The Vice-Chairman: We will carry on with Mr. O'Connor, gentlemen.

Mr. O'Connor: You stated that the purpose for proceeding to Miss MacDonald's office was, first of all, to intercept the deliverer of the files and at the same time recover the files. Is that correct?

[Interpretation]

Le sergent Bradley: Pas très longtemps.

M. O'Connor: Et vous ne pouvez nous expliquer pourquoi apparemment elle se trouvait en deux endroits au même moment?

Le sergent Bradley: Très certainement elle n'est pas aux deux endroits en même temps.

M. O'Connor: D'après votre témoignage, il semble que c'était le cas et j'aimerais savoir pourquoi.

Le sergent Bradley: M<sup>lle</sup> Gelber se trouvait dans la rue lorsque nous sommes approchés de l'édifice, je ne l'ai pas revue jusqu'à ce que je sois dans son bureau. Je ne sais pas combien de temps cela a duré; et je ne le sais si elle est entrée avant ou après nous.

M. O'Connor: N'avez-vous pas pensé à lui parler tout de suite là dans la rue alors que vous vous approchiez d'elle?

Le sergent Bradley: Non.

M. O'Connor: Pourtant s'il y avait eu une telle urgence comme le fait que vous n'avez pas suivi les procédures habituelles pour entrer dans le bâtiment laisse sous-entendre, n'y aurait-il pas été plus rapide de lui parler tout de suite à ce moment-là?

Le sergent Bradley: Non, je ne me comporterais pas ainsi dans la rue.

M. O'Connor: Pourquoi pas?

Le sergent Bradley: Car ce n'est pas pour moi un comportement normal.

M. O'Connor: Êtes-vous absolument certain que vous avez vu M<sup>lle</sup> Gelber là dans la rue?

Le sergent Bradley: Oui.

M. O'Connor: Ceci me paraît des plus importants, mais il me semble que...

M. Poulin: Puis-je poser une question supplémentaire?

M. O'Connor: Si vous permettez, monsieur Poulin, que je termine: il me semble qu'il y a eu là quelque chose d'illogique dans cette suite d'événements; toutefois, monsieur Poulin, allez-y.

M. Poulin: Saviez-vous lorsque vous avez vu M<sup>lle</sup> Gelber dans la rue que c'était bien elle que vous vouliez rencontrer?

Le sergent Bradley: Oui.

M. Poulin: Vous la connaissiez avant? Très bien, merci.

M. O'Connor: Nous avons déjà dit cela.

Une voix: Vous étiez absent.

M. Poulin: Je m'occupais de d'autres affaires et je regrette de vous avoir retardé à nouveau.

Le vice-président: Nous allons permettre à M. O'Connor de continuer.

M. O'Connor: Et vous avez indiqué que le but de votre visite au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald était avant tout d'intercepter celui qui apporterait les dossiers et aussi de récupérer ces dossiers n'est-ce pas exact?

[Texte]

• 1615

**Sgt Bradley:** One other purpose was to try to identify the source of information.

**Mr. Nielsen:** And to see Miss Gelber again.

**Mr. O'Connor:** Okay. Your evidence was that you conducted some questioning of Miss Gelber in the office and, upon ascertaining that the files were not there, you left. Is that correct?

**Sgt Bradley:** I did not question Miss Gelber.

**Mr. O'Connor:** How long were you in the office on the first visit?

**Sgt Bradley:** Ten to fifteen minutes I would think would be...

**Mr. O'Connor:** Did any one of the three of you remain behind in the office?

**Sgt Bradley:** No, sir.

**Mr. O'Connor:** Sergeant, if the purpose of your visit was to intercept the deliverer, who apparently had not yet arrived, would it not have been standard procedure to leave someone there to intercept that deliverer when he did arrive?

**Sgt Bradley:** No.

**Mr. O'Connor:** Did it not occur to you that if in fact that were the real purpose of your visit that the deliverer might arrive sometime later in the day?

**Sgt Bradley:** We had been given to understand then that the suspects, or the persons we suspected might have the files, had left the premises of Parliament Hill.

**Mr. O'Connor:** How did you arrive at that understanding?

**Sgt Bradley:** I had been talking on the telephone to my office.

**Mr. Barnett:** May I ask a supplementary about leaving the premises?

**The Vice-Chairman:** Only with the permission of the questioner, Mr. Barnett.

**Mr. O'Connor:** May I finish these few questions first. You obtained that information or that impression from your office. Is that correct?

**Sgt Bradley:** Yes.

**Mr. O'Connor:** How did you get that impression, as the result of a phone call from Miss MacDonald's office?

**Sgt Bradley:** No. On the first occasion as I walked down the street I met some of the personnel from our division who were on Parliament Hill.

**Mr. O'Connor:** This is while you were approaching the West Block to see Miss MacDonald's office?

**Sgt Bradley:** Yes. They informed me that the people were now leaving through the centre door.

[Interprétation]

**Le sergent Bradley:** Un autre but de cette visite était d'essayer de déterminer la source des renseignements.

**Mr. Nielsen:** Et de voir à nouveau M<sup>lle</sup> Gelber.

**M. O'Connor:** Très bien, d'après votre témoignage vous avez questionné M<sup>lle</sup> Gelber dans le bureau et après vous être assuré que les dossiers n'y étaient pas, vous avez quitté, n'est-ce pas?

**Le sergent Bradley:** Je n'ai pas questionné M<sup>lle</sup> Gelber.

**M. O'Connor:** Combien de temps avez-vous passé dans le bureau lors de la première visite?

**Le sergent Bradley:** De dix à quinze minutes, je pense...

**M. O'Connor:** L'un de vous trois est-il resté dans le bureau après que vous ayez quitté?

**Le sergent Bradley:** Non.

**M. O'Connor:** Sergeant, si le but de votre visite était d'intercepter le livreur, qui apparemment n'était pas encore arrivé, n'aurait-il pas été normal de laisser quelqu'un là pour l'intercepter lorsqu'il arriverait?

**Le sergent Bradley:** Non.

**M. O'Connor:** Si l'objet de votre visite était vraiment ce que vous avez dit, n'avez-vous pas pensé que le livreur et les dossiers pourraient arriver plus tard?

**Le sergent Bradley:** On nous avait laissé entendre que les suspects ou les personnes que nous soupçonnions d'avoir les dossiers avaient quitté la colline parlementaire.

**M. O'Connor:** Comment en êtes-vous arrivés à croire cela?

**Le sergent Bradley:** J'avais parlé au téléphone avec mon bureau.

**M. Barnett:** Puis-je poser une question supplémentaire au sujet du départ des lieux?

**Le vice-président:** Seulement avec la permission de la personne qui pose les questions, monsieur Barnett.

**M. O'Connor:** Puis-je tout d'abord terminer ces quelques questions: vous avez obtenu ces renseignements ou vous avez eu cette impression d'après ce que vous a dit votre bureau, n'est-ce pas?

**Le sergent Bradley:** Oui.

**M. O'Connor:** Qu'est-ce qui vous a donné cette impression? Est-ce que c'est un appel téléphonique en provenance du bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald?

**Le sergent Bradley:** Non; dès que j'en ai eu la possibilité tandis que j'étais dans la rue, j'ai rencontré le personnel de notre division qui se trouvait sur la colline parlementaire.

**M. O'Connor:** C'est au moment où vous vous approchiez de l'édifice de l'Ouest pour aller au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald?

**Le sergent Bradley:** On m'a dit alors que les personnes quittaient la porte centrale.



[Text]

Mr. O'Connor: So, you received information prior to entering the building that the persons you were trying to intercept had in fact left?

Sgt Bradley: No, they were now leaving.

Mr. O'Connor: They were now leaving the centre gate.

Sgt Bradley: Right.

Mr. O'Connor: Yet you continued to proceed in such haste that you felt you could not check in for the usual procedure at the desk.

Sgt Bradley: There was no reason to believe, sir, that they had all left at that time.

Mr. O'Connor: How many were involved?

Sgt Bradley: Approximately 200.

Mr. O'Connor: Two hundred?

Sgt Bradley: Yes, sir.

Mr. O'Connor: I am speaking specifically of the persons you suspected of having these stolen files. Are you saying that you had a suspicion that there were 200 people who might have had the files?

Sgt Bradley: The information we had was that here were approximately 200 people in the building at Centennial Towers.

Mr. O'Connor: I, of course, am referring to the West Block of the Parliament Buildings, not to the Centennial Towers at 400 Laurier Avenue. We are talking about the same thing, are we not?

Sgt Bradley: No, I gather we are not.

Mr. O'Connor: I am referring to the visit to Miss MacDonald's office. Miss MacDonald is in the West Block, not in the Centennial Towers.

Sgt Bradley: I am aware of that, sir.

Mr. Blaker: Can I help?

Mr. O'Connor: All right.

Mr. Blaker: With reference to your information that these files might be turning up in Miss MacDonald's office, the question seems to be going to the point of your movement from Mr. Bennett's office to Miss MacDonald's office on the fact that you saw Miss Gelber on the way out or on the way in. He is not referring to your earlier investigations when the 200 Indians were in the building, he is referring to your movement from Mr. Bennett's office with the intention of going to Miss MacDonald's office.

Mr. Poulin: He knows that.

Mr. Blaker: Am I correct?

Mr. O'Connor: Are we not on the same wave length, Sergeant?

Sgt Bradley: I apologize...

Mr. O'Connor: Let me reconstruct your movements. You left Mr. Bennett's office and proceeded to the West Block, and prior to entering the south door of the West Block you saw Miss Gelber on the street. Is that correct?

[Interpretation]

M. O'Connor: Donc, vous saviez avant d'entrer dans l'édifice que les personnes que vous essayiez d'intercepter avaient en fait quitté?

Le sergent Bradley: Non, elles étaient alors en train de quitter les lieux.

M. O'Connor: Elles quittaient alors la porte centrale.

Le sergent Bradley: Oui.

M. O'Connor: Et cependant vous vous dépêchiez encore tellement que vous n'avez pas eu le temps de suivre les procédures habituelles à l'entrée.

Le sergent Bradley: Il n'y avait aucune raison de penser alors que ces personnes avaient toutes quitté.

M. O'Connor: Combien étaient-elles?

Le sergent Bradley: Environ 200.

M. O'Connor: 200?

Le sergent Bradley: Oui.

M. O'Connor: Je parle des personnes que vous soupçonniez d'avoir entre les mains les dossiers volés. Soupçonniez-vous 200 personnes d'avoir les dossiers?

Le sergent Bradley: D'après les renseignements que nous avions, il y avait environ 200 personnes dans l'édifice *Centennial Towers*.

M. O'Connor: Je parle, moi, de l'édifice de l'Ouest du parlement et non pas du *Centennial Towers*, au 400 avenue Laurier. Est-ce que nous parlons de la même chose?

Le sergent Bradley: Non, je pense que non.

Mr. O'Connor: Je parle de la visite faite au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald et M<sup>lle</sup> MacDonald à son bureau dans l'édifice de l'Ouest, et non pas dans le *Centennial Towers*.

Le sergent Bradley: Oui, je le sais.

Mr. Blaker: Puis-je offrir mon aide?

M. O'Connor: Oui.

M. Blaker: En ce qui concerne les renseignements que vous aviez comme quoi ces dossiers pourraient se trouver dans le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald, la question semble se rapporter au moment où vous êtes allés du bureau de M. Bennett à celui de M<sup>lle</sup> MacDonald et au fait où vous avez vu M<sup>lle</sup> Gelber qui sortait ou qui entra. Il ne parle pas de vos enquêtes précédentes lorsque les 200 Indiens se trouvaient dans les édifices, il parle de votre déplacement à partir du bureau de M. Bennett avec l'intention de se rendre dans le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald.

M. Poulin: Il est au courant de cela.

M. Blaker: Est-ce que je me trompe?

M. O'Connor: Est-ce que nous ne sommes pas sur la même longueur d'ondes, sergent?

Le sergent Bradley: Je m'excuse...

M. O'Connor: Mais j'aimerais retracer vos déplacements. Vous avez quitté le bureau de M. Bennett et vous vous rendiez à l'édifice de l'Ouest et avant d'entrer par la porte sud de l'édifice de l'Ouest, vous avez vu dans la rue M<sup>lle</sup> Gelber. Est-ce exact?

[Texte]

**Sgt Bradley:** That is correct, sir.

**Mr. O'Connor:** And you next proceeded with considerable haste to Miss MacDonald's office, or you proceeded forthwith, failing to check in at the constable's desk in the West Block. Is that correct?

**Sgt Bradley:** I checked in at the constable's desk.

**Mr. O'Connor:** Okay. We will leave that point for the moment. Then, after arriving at Miss MacDonald's office, Miss Gelber greeted you at the door. Is that correct?

**Sgt Bradley:** Yes, sir.

**Mr. O'Connor:** And you proceeded to ask her some questions for approximately 15 minutes. Is that correct?

**Sgt Bradley:** No, I did not, sir.

**Mr. O'Connor:** How long were you there?

**Sgt Bradley:** The City of Ottawa police officers talked with Miss Gelber. I did not.

**Mr. O'Connor:** How long were the three of you there?

• 1620

**Sgt Bradley:** Between 10 and 15 minutes, I would judge.

**Mr. O'Connor:** Then you left.

**Sgt Bradley:** That is correct.

**Mr. O'Connor:** The point I am trying to make is that you said the reason for your visit was to intercept a deliverer of the stolen files, yet, after ascertaining that he had not yet arrived, or had not been there you failed to leave one of your three numbers behind which I would suggest to you was reasonable if you were, in fact, really attempting to intercept someone who might be arriving at the office. Why did you not leave one behind?

**Sgt Bradley:** It was an operational decision based on the information we had.

**Mr. O'Connor:** Had you reached the conclusion that the files had not arrived? Is that correct?

**Sgt Bradley:** We were certain they had not.

**Mr. O'Connor:** Had you also reached the conclusion that they were not about to arrive?

**Sgt Bradley:** One conclusion I reached was that if they did arrive I was quite certain Miss Gelber or Miss MacDonald would let us know immediately. I might mention at this time that throughout this inquiry at no time did the thought ever cross my mind, and it still has not, that Miss Gelber or Miss MacDonald would have anything to do with this at all.

**Mr. O'Connor:** We will get to that. I would suggest your statement is contrary to that but we will get to that in a minute.

You made a field decision not to leave someone behind. You were satisfied the files were not about to arrive. Is that correct?

[Interprétation]

**Le sergent Bradley:** C'est exact.

**M. O'Connor:** Et ensuite, vous vous êtes hâté de vous rendre dans le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald où vous vous rendiez sans avoir fait les vérifications d'usage auprès du bureau de l'agent dans l'édifice de l'Ouest. Est-ce exact?

**Le sergent Bradley:** Je me suis identifié au bureau de l'agent.

**M. O'Connor:** Très bien. Nous allons passer sur ce point pour l'instant; puis après être arrivé au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald, M<sup>lle</sup> Gelber vous a reçu à la porte. Est-ce exact?

**Le sergent Bradley:** Oui.

**M. O'Connor:** Puis pendant 15 minutes avous lui avez posé des questions; est-ce exact?

**Le sergent Bradley:** Non. Je ne lui ai pas posé de questions.

**M. O'Connor:** Combien de temps êtes-vous resté là?

**Le sergent Bradley:** Les agents de police de la ville d'Ottawa ont parlé à M<sup>lle</sup> Gelber, mais pas moi.

**M. O'Connor:** Combien de temps êtes-vous restés là tous les trois?

**Le sergent Bradley:** Je crois environ 10 à 15 minutes.

**M. O'Connor:** Après quoi vous avez quitté.

**Le sergent Bradley:** C'est exact.

**M. O'Connor:** Ce que je veux faire ressortir est la raison que vous avez donnée pour la visite, c'est-à-dire, de rencontrer la personne qui a forfait les dossiers volés, cependant, lorsqu'on vous a dit qu'il n'était pas encore arrivé ou qu'il n'était pas venu, vous n'avez pas laissé l'un de vos collègues sur place, ce qui me semblerait très raisonnable si, de fait, vous teniez à rencontrer quelqu'un qui devait venir au bureau. Pourquoi n'avez-vous pas laissé quelqu'un?

**Le sergent Bradley:** Il s'agissait d'une décision basée sur les renseignements en main.

**M. O'Connor:** Aviez-vous conclu que les dossiers n'étaient pas arrivés? Est-ce exact?

**Le sergent Bradley:** Nous en étions certains.

**M. O'Connor:** Aviez-vous aussi conclu qu'ils n'étaient pas sur le point d'arriver?

**Le sergent Bradley:** Vous avez conclu que s'il's arrivaient, je pouvais être certain que M<sup>lle</sup> Gelber ou M<sup>lle</sup> MacDonald nous le ferait savoir immédiatement. J'aimerais dire en ce moment que pendant toute cette enquête, je n'ai jamais pensé, et je ne le pense pas maintenant, que M<sup>lle</sup> Gelber ou M<sup>lle</sup> MacDonald avait un rôle quelconque dans cette affaire.

**M. O'Connor:** Nous en arrivons à cela. Votre déclaration semble indiquer le contraire mais nous y arriverons à l'instant.

Vous avez décidé sur-le-champ de ne pas laisser quelqu'un sur place. Vous ne croyiez pas que les dossiers étaient sur le point d'arriver. Est-ce exact?

[Text]

**Sgt Bradley:** Yes, and one of the officers had an appointment to talk with Miss MacDonald later in the day.

**Mr. O'Connor:** I see, but you were perfectly confident that the files were not about to be delivered to Miss MacDonald's office yet upon approaching Miss MacDonald's office the sole purpose or one of the chief purposes of your visit was because you felt they were about to be delivered there. Is that correct?

**Sgt Bradley:** No. That is not quite correct.

**Mr. O'Connor:** Well I suggest to you that your evidence to this point indicates that was the reason for your visit.

**Sgt Bradley:** The primary reason was to identify a source of information which might be able to help us in the pursuit of the investigation.

**Mr. O'Connor:** And I believe you said: to apprehend the deliverer and recover the files at the same time.

**Sgt Bradley:** If that were going to take place or recover them elsewhere.

**Mr. O'Connor:** But as a result of your visit you must have come to the conclusion that they were not going to be delivered to that office.

**Sgt Bradley:** We probably came to that conclusion, yes.

**Mr. O'Connor:** Thank you very much.

**Mr. Barnett:** A little earlier on, Sergeant Bradley, in response to the questions with reference to why you left Miss MacDonald's office and no one of you stayed, if I heard you correctly, you said that at that point you understood any of the people who might be involved in having possession of the files had left the premises of Parliament Hill. So we are perfectly clear on this I would like to know what your definition of the premises of Parliament Hill was in that context. Did you mean the buildings on Parliament Hill, that is, the Centre Block, the West Block, or were you referring to the entire area including the grounds surrounding the buildings?

**Sgt Bradley:** I was including the grounds, sir.

**The Vice-Chairman:** Mr. O'Connor.

**Mr. O'Connor:** I have a few more questions. I would direct your attention, Sergeant Bradley, to the second last paragraph of your statement on page 2, the last sentence, which reads in part:

... it seemed there was no time to approach proper authorities if we were to have any opportunity to recover the files should they be delivered to Miss MacDonald.

I would suggest, Sergeant Bradley, that those words indicate a suspicion in your mind that Miss MacDonald either had the files or if she did not and did come into possession of them, you had better get over there pretty fast or you were not going to get them. Now, you have just stated in your evidence prior to the questioning by Mr. Barnett that that such not your suspicion. You had no suspicion at all that either Miss Gelber or Miss MacDonald had the files and I want it clear and on the record from you that those words do not mean what I suggest they mean: that if you did not get there in a hurry, you were not about to get those files; that in fact you did not harbour that suspicion that Miss MacDonald had them or would not give them to you if she did have them. Is that correct?

[Interpretation]

**Le sergent Bradley:** Oui, et l'un des agents devait s'entretenir avec M<sup>lle</sup> MacDonald plus tard dans la journée.

**M. O'Connor:** Je comprends, mais vous étiez parfaitement conscient qu'on ne livrerait pas les dossiers au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald sous peu; cependant, lorsque vous êtes arrivé au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald, le but unique ou du moins le principal but de votre visite était votre soupçon d'une livraison imminente. Est-ce vrai?

**Le sergent Bradley:** Non. Ce n'est pas tout à fait vrai.

**M. O'Connor:** Puis-je suggérer que votre témoignage sur ce point indique que telle était votre raison pour la visite.

**Le sergent Bradley:** La première raison était d'identifier une source d'informations qui aurait pu nous aider dans la poursuite de l'enquête.

**M. O'Connor:** Et je crois que vous avez dit d'arrêter le livreur et de reprendre les dossiers en même temps.

**Le sergent Bradley:** Si les événements se passaient ainsi ou les retrouver ailleurs.

**M. O'Connor:** Mais à cause de votre visite, vous en êtes arrivé à conclure qu'ils ne seraient pas livrés à ce bureau.

**Le sergent Bradley:** C'est probablement ce que nous avons conclu, oui.

**M. O'Connor:** Je vous remercie beaucoup.

**M. Barnett:** Un peu plus tôt, sergent Bradley, quand vous avez répondu aux questions référant à votre départ du bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald sans laisser quelqu'un sur place, si j'ai bien compris, vous avez dit sur ce que vous estimiez que toute personne ayant eu accès aux dossiers aurait quitté l'enceinte de la colline parlementaire. Afin de comprendre parfaitement, sur ce, j'aimerais connaître votre définition de l'enceinte de la colline parlementaire selon ce contexte. Référez-vous aux bâtiments sur la colline parlementaire, c'est-à-dire, les édifices central, de l'Ouest ou référez-vous à toute la zone entourant les immeubles, les terrains y compris?

**Le sergent Bradley:** Je pensais aux terrains aussi, monsieur.

**Le vice-président:** Monsieur O'Connor.

**M. O'Connor:** J'ai encore quelques questions. Je voudrais attirer votre attention, sergent Bradley à l'avant-dernier paragraphe de votre déclaration à la page 2, la dernière phrase qui se lit en partie:

... nous n'avions pas le temps d'approcher les autorités compétentes si nous voulions retrouver les dossiers qui devraient être livrés à M<sup>lle</sup> MacDonald.

Sergent Bradley, il me semble que ce témoignage montre que vous soupçonniez M<sup>lle</sup> MacDonald soit d'avoir les dossiers ou, si elle ne les avait pas mais elle les recevait, vous deviez vous dépêcher de vous y rendre, faute de quoi vous ne les auriez pas. Dans votre témoignage antérieur aux questions de M. Barnett, vous avez dit que vous ne soupçonniez pas ceci. Vous ne croyiez pas du tout que M<sup>lle</sup> Gelber ou M<sup>lle</sup> MacDonald avait les dossiers et je tiens à ce que cela soit clair au procès-verbal que vous ne vouliez pas dire que ce que j'ai cru comprendre: que si vous ne vous dépêchiez pas à arriver, vous ne pourriez retrouver les dossiers; en fait, vous ne croyiez pas que M<sup>lle</sup> MacDonald les avait ou qu'elle ne vous les aurait pas remis si elle les avait. Est-ce correct?



[Texte]

**Sgt Bradley:** As I said earlier, sir, the thought never entered my mind.

• 1625

**Mr. O'Connor:** What is the motivation behind those words and how do you interpret those words, starting with the word "if"?

**Sgt Bradley:** I think I would have to say, sir, that in this statement I was explaining to my Commissioner why I went there so urgently. It was a tactical field decision at the time based on the information that I had, which was subsequently dealt with.

**Mr. O'Connor:** Would you agree with me now that the words you have stated there do not and did not in fact reflect your state of mind at the time and that that is an incorrect statement?

**Sgt Bradley:** I do not find it to be incorrect.

**Mr. O'Connor:** If it does not mean that unless you get there in a hurry you are not going to get the files because Miss MacDonald will not give them to you, what does it mean?

**Sgt Bradley:** The thought never entered my mind that if those files were there...

**Mr. O'Connor:** Then why did you write those words?

**Sgt Bradley:** ... Miss MacDonald, or any other member of the House of Commons who might have had them thrust upon them, would not have delivered them to me.

**Mr. O'Connor:** Then why did you write the words:

... if we were to have any opportunity to recover the files should they be delivered to Miss MacDonald.

**Sgt Bradley:** That is what I said, "should".

**Mr. O'Connor:** Exactly. Should they be delivered to Miss MacDonald, you felt that unless you got there in a hurry there would be no opportunity to recover them?

**Sgt Bradley:** If that in fact had been taking place at that time, yes.

**Mr. O'Connor:** Why, because you felt that Miss MacDonald, if she did come into possession of them, would not deliver them to you?

**Sgt Bradley:** Not a chance.

**Mr. O'Connor:** Then why did you write the words?

**Sgt Bradley:** The files could have been delivered to any office within this complex and the persons delivering them disappear without anyone's knowledge.

**Mr. O'Connor:** All right, fine, I can see that happening and your failing to apprehend the deliverer, but do you feel that if they were delivered to Miss MacDonald you would not have an opportunity to obtain them?

**Sgt Bradley:** Not a chance.

**Mr. O'Connor:** Then why did you write those words?

**Sgt Bradley:** I think you are taking them out of context, sir.

[Interprétation]

**Le sergent Bradley:** Comme je l'ai dit plus tôt, monsieur, je n'ai jamais pensé ainsi.

**M. O'Connor:** Qu'est-ce qui vous a fait dire ces mots et comment les interprétez-vous, en commençant par le mot «si»?

**Le sergent Bradley:** Je dois expliquer, monsieur, que dans cette déclaration, j'expliquais au commissaire pourquoi j'y allais en toute vitesse. Il s'agissait d'une décision de tactique sur-le-champ à ce moment basée sur l'information reçue, laquelle a été vérifiée par la suite.

**M. O'Connor:** Êtes-vous d'accord avec moi maintenant pour dire que ces paroles n'expriment pas et, de fait, n'exprimaient votre état d'esprit à ce moment-là et que cette déclaration est inexacte?

**Le sergent Bradley:** Je ne crois pas qu'elle soit inexacte.

**M. O'Connor:** Si elle ne signifie pas qu'à moins que vous n'arriviez en toute vitesse vous n'auriez pas les dossiers parce que M<sup>me</sup> MacDonald ne vous les donnerait pas, qu'est-ce que cela veut dire?

**Le sergent Bradley:** Je n'ai jamais pensé que si ces dossiers étaient là...

**M. O'Connor:** Alors pourquoi avez-vous écrit ces paroles?

**Le sergent Bradley:** ... M<sup>me</sup> MacDonald, ou tout autre député de la Chambre des communes qui aurait pu les recevoir de force, ne les aurait pas livrés.

**M. O'Connor:** Alors pourquoi avez-vous écrit ces mots:

... si nous voulions profiter de l'occasion de retrouver les dossiers, s'ils devaient être livrés à M<sup>me</sup> MacDonald.

**Le sergent Bradley:** C'est ce que j'ai dit, «s'ils devaient».

**M. O'Connor:** Exactement. S'ils devaient être livrés à M<sup>me</sup> MacDonald, vous croyez qu'à moins d'y arriver en première vitesse il n'y aurait pas de possibilité de les avoir?

**Le sergent Bradley:** De fait, si la chose se passait à ce moment-là, oui.

**M. O'Connor:** Pourquoi, puisque vous pensiez que M<sup>me</sup> MacDonald, si elle les recevait à un moment donné, ne vous les livrerait pas?

**Le sergent Bradley:** D'aucune façon.

**M. O'Connor:** Pourquoi alors avez-vous écrit ces mots?

**Le sergent Bradley:** Les dossiers auraient pu être livrés à n'importe quel bureau dans cette enceinte et les livreurs seraient disparus à l'insu de tous.

**M. O'Connor:** C'est bien, je comprends parfaitement que cela puisse arriver et que vous n'ayez pu arrêter le livreur, mais croyez-vous que s'ils avaient été livrés à M<sup>me</sup> MacDonald vous n'auriez pas eu de chance de les obtenir?

**Le sergent Bradley:** Pas du tout.

**M. O'Connor:** Alors pourquoi avez-vous écrit ces mots?

**Le sergent Bradley:** Je crois que vous les sortez de contexte, monsieur.

[Text]

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** If I may ask him a question, Mr. Chairman...

**The Vice-Chairman:** I am sorry, Mr. Clark. Mr. O'Connor, please.

**Mr. O'Connor:** I would suggest, Mr. Chairman, that the witness is not going to put his mind to the direct question, and I intend to let it stand.

**Mr. Poulin:** I think he has been answering very, very...

**The Vice-Chairman:** With respect, Mr. O'Connor, I am not sure we are making progress. There seems to be an unwitting discrepancy between your interpretation and the thoughts delivered by the witness. I am not sure that we can make progress. However, if the witness has more to add, or you would like to phrase your question in another way, I would be happy to hear it.

**Mr. O'Connor:** I will conclude, then. I will not wrangle with him any further. I will conclude by saying that I am content that his evidence now is that he harboured no suspicion whatsoever that Miss MacDonald had the files or, if she had them, she would not turn them over.

**The Vice-Chairman:** I believe that has been made clear, if I am correct in my understanding. I do not say that facetiously, but I believe that has been made clear and if I am incorrect, please correct me.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** One supplementary question. Was it your concern that the files might be delivered to that office and hidden there from your view and from the view of Miss MacDonald or her staff?

**Sgt Bradley:** I think in investigating something of this nature where we were in receipt of the information that they might be delivered, that certainly there are many possibilities that you have to consider. One of my considerations would be the protection of any member of the House of Commons or their staff should these persons attempt to do such a thing for whatever reason they might have had.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** But you thought it was a live possibility that they might have brought the files, somehow got into the office and somehow hidden the files in such a way that neither you nor Miss MacDonald or her staff would discover them. Was that one possibility in your mind?

**Sgt Bradley:** I think generally, yes, that was one of my considerations.

**The Vice-Chairman:** Mr. Matte and then Dr. Ritchie.

**M. Matte:** Merci, monsieur le président. Lorsque vous êtes venu dans les édifices du Parlement, étiez-vous intéressé à voir exclusivement M<sup>lle</sup> Gelber?

• 1630

**Sgt Bradley:** Yes, sir.

**M. Matte:** Pourquoi n'avez-vous pas pensé à contacter directement M<sup>lle</sup> MacDonald puisque c'était elle qui était en cause?

**Sgt Bradley:** We were attempting, sir, to identify a source of information.

[Interpretation]

**M. Clark (Rocky Mountain):** Si vous me permettez une question, monsieur le président...

**Le vice-président:** Je regrette, monsieur Clark, monsieur O'Connor, s'il vous plaît.

**M. O'Connor:** J'estime, monsieur le président, que le témoin ne veut pas s'appliquer à répondre à la question directe, et j'aime autant le laisser ainsi.

**M. Poulin:** Je pense qu'il a répondu très, très...

**Le vice-président:** Sauf respect, monsieur O'Connor, je ne crois pas que nous avançons. Un écart inconscient semble exister entre votre interprétation et les pensées exprimées par le témoin. Le progrès me semble douteux. Cependant, si le témoin veut ajouter quelque chose, ou si vous voulez exprimer votre question d'une autre façon, je serais heureux de l'entendre.

**M. O'Connor:** Je vais donc terminer. Je ne tiens pas à me débattre avec lui davantage. Je conclus en disant que d'après son témoignage il ne soupçonnait pas du tout M<sup>lle</sup> MacDonald d'avoir les dossiers ou, si elle les avait, qu'elle ne les aurait pas donnés.

**Le vice-président:** Je crois que le point est clair, si je comprends bien. Ce n'est pas une plaisanterie, mais je crois que le point est clair et si j'ai tort, veuillez me corriger.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Une question supplémentaire. Avez-vous pensé que les dossiers pouvaient être livrés à ce bureau et y être cachés de vous et de M<sup>lle</sup> MacDonald ou de son personnel?

**Le sergent Bradley:** Je crois qu'en poursuivant une enquête du genre, lorsqu'on nous a dit que les dossiers pouvaient être livrés, beaucoup de choses doivent être considérées. L'une de ces considérations serait de protéger tout député de la Chambre des communes ou leur personnel, si quelqu'un essayait d'agir ainsi pour une raison quelconque.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Mais vous avez cru qu'il était vraiment possible qu'ils aient pu apporter les dossiers, qu'ils soient entrés au bureau et auraient caché les dossiers d'une façon telle que ni vous, ni M<sup>lle</sup> MacDonald, ni son personnel ne les auraient découverts. Est-ce que ceci vous semblait possible?

**Le sergent Bradley:** D'une façon générale, oui, j'y ai pensé.

**Le vice-président:** M. Matte et ensuite M. Ritchie.

**Mr. Matte:** Thank you, Mr. Chairman. When you entered the Parliament Buildings, were you only interested in seeing Miss Gelber?

**Le sergent Bradley:** Oui, monsieur.

**Mr. Matte:** Why did you not think of contacting Miss MacDonald directly since she was concerned?

**Le sergent Bradley:** Nous essayions, monsieur, d'identifier une source d'information.

## [Texte]

**M. Matte:** Aviez-vous reçu ...

**Sgt Bradley:** I had been led to believe that Miss Gelber would know who the source was.

**M. Matte:** A ce moment-là vous aviez donc reçu des ordres de voir d'abord M<sup>lle</sup> Gelber avant M<sup>lle</sup> MacDonald.

**Sgt Bradley:** I had received no orders at all, sir.

**M. Matte:** Croyez-vous qu'il est normal d'enquêter dans le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald au sujet de documents disparus, que pouvait recevoir M<sup>lle</sup> MacDonald, à l'insu de cette dernière?

**Sgt Bradley:** I am not sure I understand your question, sir.

**M. Matte:** Vous êtes au courant, évidemment, que M<sup>lle</sup> MacDonald est un membre du Parlement. Bon! Alors, croyez-vous qu'il était normal d'enquêter dans le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald au sujet de documents disparus, que pouvait recevoir M<sup>lle</sup> MacDonald, à l'insu de cette dernière?

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, I think I would be misled with this question.

**M. Matte:** s'exprime très bien mais, à la fin, on a l'impression que des documents avaient été reçus à l'insu ... Je comprends que la question de M. Matte vise à savoir s'il est normal ou non que M. Bradley interroge M<sup>lle</sup> Gelber sans la permission de M<sup>lle</sup> MacDonald.

**M. Matte:** Cela reviendrait à ça, mais je veux dire si ...

**M. Lachance:** La question était un petit peu mêlée, et puis c'est ...

**M. Matte:** Non, ma question est bien claire, et en bon français. Je me demande si vous considérez ceci normal: Vous faites enquête dans le bureau d'une personne donnée qui est M<sup>lle</sup> MacDonald, au sujet de documents disparus que pouvait recevoir M<sup>lle</sup> MacDonald. Alors, est-ce qu'il est normal, sachant tout cela, que vous alliez interroger une autre personne dans ce bureau-là, sans que M<sup>lle</sup> MacDonald le sache?

**Une voix:** Cela, c'est clair.

**Sgt Bradley:** I would think, under the circumstances, the only information we had was that Miss Gelber would be the person who could identify to us the source of the information and that was primarily what we were seeking, the source of the information as to the possibility of those files being delivered to Miss MacDonald's office.

**M. Matte:** Oui, mais vous dites dans votre déclaration que ces documents-là devaient être livrés à M<sup>lle</sup> MacDonald. Il me semble que le plus simple était d'aller voir M<sup>lle</sup> MacDonald, que c'était elle la personne importante à aller voir, surtout si on allait à son bureau et que c'était elle qui devait recevoir les documents. Alors, c'est pourquoi je demande: est-ce qu'on avait, à ce moment-là, des raisons de craindre ou de douter de M<sup>lle</sup> MacDonald?

**Sgt Bradley:** There was no reason whatsoever to suspect Miss MacDonald.

**M. Matte:** Mais alors, pourquoi avoir agi comme cela? Pourquoi ne pas avoir contacté d'abord M<sup>lle</sup> MacDonald? Elle était ici.

## [Interprétation]

**Mr. Matte:** Had you received ...

**Le sergent Bradley:** On m'avait laissé entendre que M<sup>lle</sup> Gelber connaîtrait la source.

**Mr. Matte:** At that time therefore you had received orders to see Miss Gelber before seeing Miss MacDonald.

**Le sergent Bradley:** Je n'avais reçu aucun ordre, monsieur.

**Mr. Matte:** Do you find it normal to search Miss MacDonald's office for missing documents which she could have received without the other knowing about it?

**Le sergent Bradley:** Je ne suis pas certain de comprendre votre question, monsieur.

**Mr. Matte:** You are certainly well aware that Miss MacDonald is a member of Parliament. Fine! Therefore, do you find it normal to search Miss MacDonald's office for missing documents that Miss MacDonald could have received without the other's knowledge?

**M. Lachance:** Monsieur le président, je crois que cette question prête à confusion.

**Mr. Matte:** expresses himself clearly but, near the end, it seems that the documents have been received without the knowledge of ... I think Mr. Matte wants to know whether it is normal or not for Mr. Bradley to question Miss Gelber without the permission of Miss MacDonald.

**Mr. Matte:** It comes to that, but I want to say that if ...

**Mr. Lachance:** The question was a bit ambiguous, and it ...

**Mr. Matte:** No, my question is quite clear, and expressed in good French. I wonder if you find this normal: you undertake an investigation in the office of a given person, Miss MacDonald, in relation to missing documents that she could receive. Therefore, knowing of this, is it normal to question another person in that office without Miss MacDonald's knowing it?

**An hon. Member:** That is clear.

**Le sergent Bradley:** Selon les circonstances, je crois que la seule information que nous avions indiquait que M<sup>lle</sup> Gelber serait la seule personne capable d'identifier la source d'information et c'est ce que nous cherchions avant tout, la source d'information visant la possibilité d'une livraison des dossiers au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald.

**Mr. Matte:** Fine, but you said in your statement that those documents should have been delivered to Miss MacDonald. I feel it would have been much simpler to go to Miss MacDonald, that she would have been the most important person to see, especially if they were to go to her office and deliver the documents to her. But I raise the question: At that time, were there any reasons to fear or suspect Miss MacDonald?

**Le sergent Bradley:** Il n'y avait aucune raison de soupçonner M<sup>lle</sup> MacDonald.

**Mr. Matte:** Well then, why did you act that way? Why did you not contact Miss MacDonald first? She was here.



[Text]

**Sgt Bradley:** Miss Gelber was the source of information and I felt that she was the person we should talk with to try and identify the source of information which had been provided to us.

**M. Matte:** Il s'agit là, je pense bien, d'une façon normale d'agir pour la police, mais ici, comme je le disais hier au surintendant Sauvé, nous avons à déterminer s'il y a eu ou non usurpation des privilèges de M<sup>lle</sup> MacDonald. Je pose ces questions afin de savoir si on a usurpé ces droits. Alors si on avait affaire à M<sup>lle</sup> MacDonald, peu importe les sources de renseignement que vous aviez, si elles étaient dans le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald, je vous demande encore si vous aviez reçu des ordres d'aller voir d'abord M<sup>lle</sup> Gelber?

**Sgt Bradley:** I had received no orders to see Miss Gelber first, sir.

• 1635

**M. Matte:** Mais alors pourquoi ne pas avoir pensé à aller voir M<sup>lle</sup> MacDonald d'abord?

**Sgt Bradley:** I believe I have tried to explain that because of what we felt at the time was a fairly urgent matter and Miss Gelber was the source of information, we must see Miss Gelber.

**M. Matte:** Vous étiez évidemment au courant que M<sup>lle</sup> Gelber était au bureau, mais est-ce que vous étiez au courant que M<sup>lle</sup> MacDonald était également dans les édifices du parlement?

**Sgt Bradley:** Not at that time, sir. I was not aware that Miss MacDonald was present in the Parliament Buildings, although no doubt she was.

**M. Matte:** Une dernière question que j'ai posée hier au surintendant qui n'a pu répondre: est-ce que finalement ces documents ont été récupérés?

**Sgt Bradley:** I am given to understand some of the files have been recovered, sir.

**The Vice-Chairman:** Thank you, Mr. Matte. I have Mr. Ritchie and then Mr. Peters.

**Mr. Ritchie:** Mr. Chairman, I would like to ask the Sergeant some questions. You went to Mr. Bennett's office at about 10 o'clock. Are you quite sure it was not after 10 o'clock?

**Sgt Bradley:** It would be around 10 o'clock.

**Mr. Ritchie:** There you found the two people from the Ottawa Police Force with Mr. Bennett. In your statement you mention "in discussion with Mr. Bennett he volunteered that he had learned the files might come into the hands of Miss MacDonald and that the source of his information was Miss Gelber". I should maybe add "Mr. Bennett made two phone calls to Miss Gelber" during the time you were there. Is that correct?

**Sgt Bradley:** I believe that is correct.

**Mr. Ritchie:** The first one was in the nature of a return of a message to call him.

[Interpretation]

**Le sergent Bradley:** M<sup>lle</sup> Gelber était la source d'information et je pensais qu'elle était la personne que nous devions essayer de rejoindre afin d'identifier la source d'information qui nous avait été offerte.

**Mr. Matte:** This seems to me as a normal way for the police to act, but as I said yesterday to Superintendent Sauvé, we must determine whether or not there has been a violation of Miss MacDonald's privileges. I am asking these questions to find out whether these privileges have been breached. Therefore, if there was business to be done with Miss MacDonald, no matter what the sources of your information were, or whether they were in Miss MacDonald's office, I am asking you again whether you had orders to go and see Miss Gelber first?

**Le sergent Bradley:** Je n'ai pas reçu d'ordre d'aller voir d'abord M<sup>lle</sup> Gelber, monsieur.

**Mr. Matte:** In that case why did you not think of going to see Miss MacDonald first?

**Le sergent Bradley:** Je crois que j'ai essayé d'expliquer qu'à ce moment-là nous avons considéré que cette affaire était urgente et que puisque M<sup>lle</sup> Gelber était la source de ces renseignements, il nous fallait voir M<sup>lle</sup> Gelber.

**Mr. Matte:** You were obviously aware that Miss Gelber was in the office, but were you also aware that Miss MacDonald was in the Parliament Buildings?

**Le sergent Bradley:** Pas à ce moment-là, monsieur. Je ne savais pas que M<sup>lle</sup> MacDonald était dans les édifices du Parlement, bien qu'elle y était sans doute.

**Mr. Matte:** One last question which I put to the Superintendent yesterday but which he was unable to answer: were the documents finally recovered?

**Le sergent Bradley:** On me dit qu'on a récupéré certains des dossiers, monsieur.

**Le vice-président:** Merci, monsieur Matte. M. Ritchie a la parole, suivi de M. Peters.

**M. Ritchie:** Monsieur le président, je voudrais poser quelques questions au sergent. Vous êtes allé au bureau de M. Bennett vers 10 h. 00. Êtes-vous certain que ce n'était pas après 10 h. 00?

**Le sergent Bradley:** C'était vers 10 h. 00.

**M. Ritchie:** Dans les lieux vous avez trouvé les deux personnes de la Police de la ville d'Ottawa qui étaient avec M. Bennett. Dans votre déclaration vous avez dit «qu'ils parlaient avec M. Bennett. Il leur a dit spontanément qu'il avait appris qu'il y avait la possibilité qu'on livre les dossiers à M<sup>lle</sup> MacDonald et que la source de ces renseignements était M<sup>lle</sup> Gelber». Je devrais peut-être ajouter «M. Bennett a fait deux appels téléphoniques à M<sup>lle</sup> Gelber» pendant le temps que vous étiez au bureau. Est-ce exact?

**Le sergent Bradley:** Je crois que cela est exact.

**M. Ritchie:** Le premier appel était en réponse à un message qu'elle l'appelle.

[Texte]

**Sgt Bradley:** I think so.

**Mr. Ritchie:** Before he made that first call, presumably a call in response to a previous call before he was in his office, did he tell you that he thought the files might be in Miss MacDonald's possession and that Miss Gelber had volunteered this information?

**Sgt Bradley:** No, sir, there was no suggestion that the files were in Miss MacDonald's possession or in her office, none whatsoever.

**Mr. Ritchie:** In your statement you said that he readily volunteered that the source of his information was Miss Gelber. When he volunteered this information was it after he had made the first phone call or before? Can you recall?

**Sgt Bradley:** I cannot recall, sir.

**Mr. Ritchie:** Do you think it is possible?

**Sgt Bradley:** It is possible.

**Mr. Ritchie:** Did he suggest that Miss Gelber's source of information was an employee in his department or the Department of Indian Affairs and Northern Development?

**Sgt Bradley:** I am sorry, I did not hear part of your question.

**Mr. Ritchie:** Did he tell you that the source of Miss Gelber's information was an unidentified person within the Department of Indian Affairs and Northern Development?

**Sgt Bradley:** He led us to believe that, yes, sir.

**Mr. Ritchie:** He led you to believe that.

**Sgt Bradley:** Yes, sir.

**Mr. Ritchie:** Did he lead you to believe that before he had made the first call, do you know?

**Sgt Bradley:** I do not know, sir.

**Mr. Ritchie:** Did Mr. Bennett suggest any other people or individuals who might have some knowledge of these files. Did he mention any other people whatsoever?

**Sgt Bradley:** I do not recall his mentioning any other persons.

**Mr. Ritchie:** Okay. Thank you.

• 1640

**The Chairman:** Thank you, Mr. Ritchie.

I have Mr. Peters and then Mr. Morgan.

**Mr. Peters:** I would like to ask the Sergeant if the two people who were in Mr. Bennett's office, the two people from the Ottawa Police Force, and himself were, to his knowledge, the only ones investigating this disappearance of files?

**Sgt Bradley:** I would think so, yes, sir.

**Mr. Peters:** Can you give any explanation why, when you knew there were a number of leaders in the 200—certainly the 200 were not all leaders. I was there the previous night and I knew there were two or three people in charge—they were not checked rather than taking what appeared to be an extraordinary course of visiting a member's office?

[Interprétation]

**Le sergent Bradley:** Je le crois.

**M. Ritchie:** Avant d'avoir fait ce premier appel, ce qui était probablement une réponse à un appel précédent avant son arrivée dans son bureau, vous a-t-il dit qu'il croyait que les documents se trouvaient en possession de M<sup>lle</sup> MacDonald et que M<sup>lle</sup> Gelber avait donné ces renseignements?

**Le sergent Bradley:** Non, monsieur, on n'a jamais suggéré que M<sup>lle</sup> MacDonald possédait les documents ni qu'ils se trouvaient dans son bureau.

**M. Ritchie:** Dans votre déclaration vous avez dit qu'il a dit spontanément que la source de ces renseignements c'était M<sup>lle</sup> Gelber. Vous a-t-il donné ces renseignements après ou avant le premier appel téléphonique? Pouvez-vous vous en souvenir?

**Le sergent Bradley:** Non, monsieur.

**M. Ritchie:** Croyez-vous que cela est possible?

**Le sergent Bradley:** Il est possible.

**M. Ritchie:** A-t-il suggéré que la source des renseignements de M<sup>lle</sup> Gelber était un employé dans son Ministère ou dans le ministère des Affaires indiennes et du Nord?

**Le sergent Bradley:** Je suis désolé, je n'ai pas entendu une partie de votre question.

**M. Ritchie:** Vous a-t-il dit que la source des renseignements de M<sup>lle</sup> Gelber était un employé non identifié dans le ministère des Affaires indiennes et du Nord?

**Le sergent Bradley:** Il nous a fait croire cela, oui, monsieur.

**M. Ritchie:** Il vous a fait croire cela.

**Le sergent Bradley:** Oui, monsieur.

**M. Ritchie:** Vous a-t-il fait croire cela avant de faire le premier appel, le savez-vous?

**Le sergent Bradley:** Je ne sais pas, monsieur.

**M. Ritchie:** M. Bennett a-t-il suggéré le nom d'autres personnes qui pouvaient avoir quelques connaissances de ces documents? Vous a-t-il cité les noms d'autres personnes?

**Le sergent Bradley:** Je ne me rappelle pas qu'il ait cité d'autres personnes.

**M. Ritchie:** Merci.

**Le président:** Merci, monsieur Ritchie.

Nous avons maintenant M. Peters, suivi par M. Morgan.

**M. Peters:** J'aimerais demander au Sergeant si les deux représentants de la Police d'Ottawa qui se trouvaient dans le bureau de M. Bennett, ainsi que lui-même, étaient, à sa connaissance, les seules personnes qui enquêtaient sur la disparition des dossiers.

**Le sergent Bradley:** Je le pense, oui, monsieur.

**M. Peters:** Pourriez-vous nous expliquer pourquoi, alors que vous saviez que, parmi les 200, il y avait un certain nombre de chefs car tous n'étaient sûrement pas des chefs... j'étais présent la nuit précédente et je savais qu'il y avait deux ou trois responsables—je me demande donc pourquoi on ne les a pas contrôlés au lieu de procéder à une visite assez extraordinaire dans le bureau d'un député.

## [Text]

**Sgt Bradley:** I would think, sir, we had a very unique situation and I am sure you will agree. There were 175 to 200 citizens of our country who had occupied the building; the situation from time to time, as I understand it, was fairly delicate; there was some danger, but it was handled most admirably and skillfully, I think, by the Ottawa City Police for which we are all, indeed, fortunate.

**An hon. Member:** Hear! Hear!

**Sgt Bradley:** I do not think tactically at that time it would have been advisable to create a situation which might have been the spark that would have ignited an already tense situation.

**Mr. Peters:** Mr. Chairman, I am pursuing this for the purpose of trying to ascertain just why this particular course was followed. I was in possession of information that the leaders of this organization, not the 200, but the leaders had a number of station wagons available, were going to make a short trip to Parliament Hill, which they did, but were bound for a destination several thousand miles away and it was absolutely essential they get on the road. That information must have been general because it was only a conversation that I overheard. I presume you had informers, both in their organization and there. It just seems to me odd that you looked indirectly for something that I would have thought ordinarily would have been looked for directly. The key people were in a number of station wagons which later came here and departed from here for other places, but neither you nor the Ottawa Police delegated any attention in that direction.

**Mr. Poulin:** They might have had the files in the wagons with a red ribbon around them, do you know that?

**Mr. Peters:** Obviously, Mr. Chairman, that is a facetious remark. Some of the files have been returned and most have been mailed back. They were not located, they were mailed back, they are coming back in bits and pieces. So obviously they could have been in the station wagon with a red ribbon tied around them, I am not sure, but they obviously were not in this office, and they were not being delivered to this office because it did not happen. The files are still some place, those that have not been returned.

**Mr. Nielsen:** How do you know they were not bringing them back?

**Mr. Peters:** I asked the Minister.

**The Chairman:** We will return to your question, Mr. Peters. I call upon the Committee to remember that we do have a questioner, we do have a witness and we should be relevant given the...

**Mr. Peters:** I want to know why this course was followed rather than another. It seems to me that it is not an ordinary course and they should inform the Sergeant that he not necessarily would find that kind of co-operation with other members of Parliament if he makes that intrusion into their office. Mine would be one, I am sure, where he does not want to use his supposition. I just wonder why when you were in charge of the operation why other steps were not taken.

## [Interpretation]

**Le sergent Bradley:** A mon avis, monsieur, il s'agissait là d'une situation d'un caractère assez unique et je suis persuadé que vous serez d'accord avec moi sur ce point. Le bâtiment était occupé par 175 ou 200 citoyens canadiens; avec le temps, la situation est devenue plutôt délicate; elle n'était pas sans danger mais les choses ont été réglées à mon avis de manière admirable par la police d'Ottawa, ce qui est, faut-il le reconnaître, des plus heureux.

**Une voix:** Bravo!

**Le sergent Bradley:** Je ne pense pas qu'il aurait été tactiquement parlant souhaitable à ce moment de créer une situation propre à engendrer l'étincelle qui aurait mis le feu aux poudres.

**M. Peters:** Monsieur le président, je poursuis sur ma lancée afin de voir pourquoi tout ceci s'est produit. Selon mes renseignements, les chefs de l'organisation, non pas les 200 participants mais les chefs uniquement, avaient à leur disposition un certain nombre de fourgonnettes et allaient se rendre sur la colline, ce qu'ils ont fait d'ailleurs, mais ils devaient rentrer chez eux, faire plusieurs milliers de milles, et il était essentiel qu'ils se mettent en route. Il s'agit là d'un renseignement d'ordre tout à fait général car c'est une conversation que j'ai vaguement entendue. Je suppose que vous aviez vos informateurs, tant au sein de l'organisation que sur place. Il me semble étrange que vous ayez essayé d'intervenir indirectement alors qu'ordinairement vous l'auriez plutôt fait directement. Les meneurs se trouvaient dans un certain nombre de fourgonnettes qui, ultérieurement, sont venues sur la colline pour ensuite prendre le chemin du retour, mais ni vous, ni les représentants de la police d'Ottawa y avez prêté attention.

**M. Poulin:** Savez-vous qu'il se peut très bien que ces dossiers avec leur ruban rouge se soient trouvés dans les fourgonnettes?

**M. Peters:** Voilà évidemment, monsieur le président, une observation facétieuse. Certains des dossiers ont été restitués et la plupart ont été renvoyés par la poste. Ils ont été postés et ils nous reviennent par bribes et morceaux. Il se peut donc évidemment qu'ils aient été dans la fourgonnette, je n'en suis pas certain, mais ils n'étaient évidemment pas dans ce bureau et ils n'allaient certainement pas y être expédiés, ceci ne s'étant pas produit. Les dossiers se trouvent quelque part, ou du moins ceux qui n'ont pas encore été restitués.

**M. Nielsen:** Comment savez-vous qu'ils n'ont pas été restitués?

**M. Peters:** Je l'ai demandé au Ministre.

**Le président:** Revenons-en à votre question, monsieur Peters. Je demande aux membres du Comité de ne pas oublier que l'un d'eux a posé une question, que le témoin est ici et qu'il serait bon...

**M. Peters:** Je voulais savoir pourquoi on avait recouru à cette méthode plutôt qu'à une autre. Il me semble qu'il ne s'agit pas d'un procédé ordinaire et on devrait faire comprendre au Sergent qu'une intrusion dans les bureaux des députés n'est pas le meilleur moyen d'obtenir la collaboration de ces derniers. Je suis persuadé qu'il ne tiendrait pas du tout à vérifier ses hypothèses en fouillant mon bureau. Je me demande pourquoi, puisque c'était vous le responsable de l'opération, vous n'avez pas pris d'autres mesures.



*[Texte]*

**Sgt Bradley:** Other steps were subsequently taken, but the steps we took were in the order of information that we received and assessed at the time.

• 1645

**Mr. Peters:** When you saw Miss Gelber on the sidewalk, as you say, did she appear to be in possession of the files at that time?

**Sgt Bradley:** No, sir.

**Mr. Peters:** You say that when you entered the building you did not follow the procedure, which you were aware of. You said you followed it but not precisely.

**Sgt Bradley:** Not precisely, sir.

**Mr. Peters:** I presume you mean you did not ask permission, as an officer of an outside force, of the Sergeant-at-Arms, the Chief of Police or the Speaker.

**Sgt Bradley:** No, I did not do that, sir. Normally that would have been the practice that I would follow.

**Mr. Peters:** Why?

**Sgt Bradley:** Because of the time element involved.

**Mr. Peters:** Did the fact that you saw Miss Gelber preceding you have some influence on that decision?

**Sgt Bradley:** No, sir.

**Mr. Peters:** You say that you were in the office when Mr. Bennett made the second phone call; you are not too sure about the first phone call. I have never been in his office but I presume because he is a fairly high-ranking officer in that department that he has an adjacent office. Is that so?

**Sgt Bradley:** Yes.

**Mr. Peters:** Maybe I could ask the member from ...

**The Vice-Chairman:** I would anticipate the comment of Mr. Peter's and ask that unsolicited comments be kept to a minimum, please. Mr. Peters.

**Mr. Peters:** What I am wondering is that in the second call, obviously it was set up because of comments made by Mr. Bennett indicating that there was a possibility of these files being delivered to Miss MacDonald's office. Did you or any of the other officers listen in on the extension? I presume there are extensions in that office or the adjacent one.

**Sgt Bradley:** I would not undertake to listen in on anyone's phone call.

**Some hon. Members:** Oh, oh!

**Mr. Peters:** Look, we are all adults ...

**The Vice-Chairman:** Your next question, Mr. Peters.

**Mr. Peters:** That is a facetious answer.

*[Interprétation]*

**Le sergent Bradley:** D'autres mesures ont été prises ultérieurement, mais nous avons fait cette visite suite aux renseignements que nous avions reçus et contrôlés au moment même.

**M. Peters:** Lorsque vous avez vu M<sup>lle</sup> Gelber sur le trottoir, comme vous dites, semblait-elle à ce moment être en possession des dossiers?

**Le sergent Bradley:** Non, monsieur.

**M. Peters:** Vous dites que lorsque vous êtes entré dans le bâtiment, vous n'avez pas suivi la procédure habituelle, celle que vous connaissiez. Vous avez dit que vous l'aviez respectée mais pas exactement.

**Le sergent Bradley:** Pas exactement, monsieur.

**M. Peters:** Je suppose que vous voulez dire par là que vous n'avez pas, en tant que représentant d'une force de police extérieure demandé l'autorisation du sergent d'armes, du chef de la police ou de l'Orateur.

**Le sergent Bradley:** C'est exact, je ne l'ai pas fait, monsieur. C'était là normalement ce que j'aurais dû faire.

**M. Peters:** Pourquoi?

**Le sergent Bradley:** A cause du facteur temps.

**M. Peters:** Le fait que vous avez vu M<sup>lle</sup> Gelber vous précéder a-t-il influencé cette décision?

**Le sergent Bradley:** Non, monsieur.

**M. Peters:** Vous dites que vous étiez dans le bureau lorsque M. Bennett a fait son deuxième appel téléphonique; vous n'êtes pas très sûr du premier. Je ne me suis jamais rendu dans son bureau mais je suppose que, puisqu'il a un grade assez élevé dans ce ministère, il occupe un bureau voisin. Est-ce exact?

**Le sergent Bradley:** C'est exact.

**M. Peters:** Je pourrais peut-être demander au député de ...

**Le vice-président:** Je sais d'avance quelle sera l'observation de M. Peters et j'aimerais que les observations non sollicitées soient les plus rares possible, monsieur Peters.

**M. Peters:** J'aimerais savoir que, puisqu'il est évident que le deuxième appel fait par M. Bennett indiquait qu'il y avait une possibilité que ces dossiers soient envoyés au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald, si l'un de vos collègues ou vous-même avez écouté la conversation à partir d'un autre poste. Je suppose que le bureau ou les bureaux voisins disposent d'autres postes branchés sur la même ligne.

**Le sergent Bradley:** Jamais je n'écouterai un appel qui ne m'est pas destiné.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Peters:** Écoutez, nous ne sommes pas des enfants ...

**Le vice-président:** Votre question suivante, monsieur Peters.

**M. Peters:** Il s'agit d'une réponse plus sérieuse.

[Text]

**Mr. Blaker:** The witness has answered.

**The Vice-Chairman:** We have an answer on the record and the record could not be facetious. It is not intended to be and perhaps it is not.

**Mr. Peters:** I consider it, Mr. Chairman, to be facetious. I will accept it. There are no further questions.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I am just not. . .

**The Vice-Chairman:** I am sorry, Mr. Clark. Are you through, Mr. Peters?

The next questioner I have and with his permission, Mr. Clark, it is Mr. Morgan.

**An hon. Member:** He is on a point of order.

**The Vice-Chairman:** I am sorry. A point of order?

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Perhaps it is, Mr. Chairman. I wanted clarification of the answer. Do I understand that if the Sergeant had been requested to listen to a conversation he would not?

**Sgt Bradley:** It would depend on who made that request, sir.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Had there been a request in this case?

**Mr. Poulin:** It is a hypothetical question.

**Sgt Bradley:** No.

**The Vice-Chairman:** I think the matter has been satisfactorily clarified. We will go on to Mr. Morgan and then Mr. Côté.

**Mr. Morgan:** Mr. Chairman, I do not want to attempt, being really a non-member of this Committee, to dictate rules to you. But I wonder about the propriety of all the witnesses sitting here listening to the testimony of other witnesses.

If I may make a suggestion to you, Mr. Chairman, it would be wise to have all witnesses excluded while one is being examined. I leave that for your advisement, sir.

**The Vice-Chairman:** Would you have me comment, Mr. Morgan?

**Mr. Morgan:** If you wish to.

**The Vice-Chairman:** I suggest, sir, that whereas in a court of law perhaps, you are quite correct. As a matter of fact in law you are correct. We fortunately, or unfortunately, do not conduct our proceedings in the court fashion and it has not been the custom as I understand it for this Committee to have exclusion of witnesses. While it might be beneficial in certain instances, I think we should follow custom.

**Mr. Lachance:** There is no one on trial here.

**Mr. Fairweather:** If we followed custom we would not be here.

[Interpretation]

**M. Blaker:** Le témoin a répondu.

**Le vice-président:** La réponse figure au procès-verbal et le procès-verbal est toujours sérieux. Il ne peut nullement ne pas l'être.

**M. Peters:** Selon moi, monsieur le président, la réponse n'est pas sérieuse mais je l'accepte. Je n'ai pas d'autres questions.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je ne . . .

**Le vice-président:** Excusez-moi monsieur Clark, avez-vous fini monsieur Peters?

J'ai maintenant sur ma liste, avec sa permission, M. Clark, M. Morgan.

**Une voix:** Il invoque le Règlement.

**Le vice-président:** Excusez-moi. Un rappel au Règlement?

**M. Clark (Rocky Mountain):** Peut-être, monsieur le président. Je voulais une petite précision à propos de la réponse. Ai-je bien compris que si le sergent avait été prié d'écouter une conversation, il ne l'aurait pas fait?

**Le sergent Bradley:** Cela aurait dépendu de la personne qui me l'aurait demandé, monsieur.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Une demande a-t-elle été faite dans ce cas?

**M. Poulin:** C'est une question hypothétique.

**Le sergent Bradley:** Non.

**Le vice-président:** Je pense que la question a été précisée de façon satisfaisante. Nous passons à M. Morgan, puis à M. Côté.

**M. Morgan:** Monsieur le président, puisque je ne fais pas partie de ce Comité, je ne veux nullement vous imposer de ligne de conduite. Néanmoins, je me demande s'il est opportun que tous les témoins qui sont ici présents puissent entendre le témoignage des autres témoins.

Si vous me le permettez, monsieur le président, je pense qu'il serait sage de faire sortir de la salle tous les témoins à l'exception de celui qui est interrogé. Voilà ce que je vous suggère, monsieur.

**Le vice-président:** Voulez-vous que je m'exprime à ce sujet, monsieur Morgan?

**M. Morgan:** Si vous le désirez.

**Le vice-président:** Selon moi, monsieur, votre raisonnement est parfaitement valable dans le cas d'un tribunal. En fait, sur le plan purement juridique, vous avez raison. Heureusement ou malheureusement, nos séances ne suivent pas le modèle de celles des tribunaux et je pense que nous n'avons pas l'habitude au Comité d'exclure les témoins. Il se peut bien sûr que la chose soit préférable dans certains cas, mais je pense néanmoins que nous devrions nous en tenir à la pratique.

**M. Lachance:** Nous ne jugeons personne.

**M. Fairweather:** Si nous nous en étions tenus à la pratique, nous ne serions pas ici.

[Texte]

**Mr. Morgan:** This is the point.

What time did you leave Mr. Bennett's office?

**Sgt Bradley:** I would think it would have been at 10.50 a.m., sir.

**Mr. Morgan:** Did you make any attempt of any kind to contact Miss MacDonald from the time you were in Mr. Bennett's office to the time you left?

**Sgt Bradley:** No, sir.

**Mr. Morgan:** Were you aware that she was actually in her office between 10 o'clock and 11 o'clock on that morning?

**Sgt Bradley:** No, I was not, sir.

**Mr. Morgan:** And you made no attempt to find out?

**Sgt Bradley:** That is correct, sir.

**Mr. Morgan:** Despite the fact, you say, you had to rush to her office in case the files were going to be there?

**Sgt. Bradley:** That is correct, sir.

**Mr. Morgan:** And despite the fact that you say you had no doubt if they had been in her office that she would have notified you and returned the files to you?

**Sgt Bradley:** I am sure she would have.

**Mr. Morgan:** And yet you made no effort to contact her in her office to see if the files were there?

**Sgt Bradley:** I had been assured that they were not there by Mr. Bennett, who had been speaking with Miss Gelber.

**Mr. Morgan:** You say you were assured by Mr. Bennett that the files were not there. Is that correct?

**Sgt Bradley:** Yes, sir.

**Mr. Morgan:** And you also say that you wanted to be there in case they were going to be delivered there?

**Sgt Bradley:** Yes, sir.

**Mr. Morgan:** But you also told us just previously that when you got there you knew that they were not going to be delivered?

**Sgt Bradley:** I do not recall making a statement to the effect that I knew they were not going to be delivered.

**Mr. Morgan:** But you left no one in the office to ascertain that they were not going to be delivered, did you?

**Sgt Bradley:** As I understood your question, sir, and I am sorry if I misunderstood, I understood you to say that I felt they would not be delivered prior to my arrival. That was not your question, I gather now.

**Mr. Morgan:** Let me do it in three stages. I think you have given us three reasons why you rushed so precipitously into Miss MacDonald's office, (a) to identify a source of information, (b) to get the files, and (c) to ascertain or intercept the person who delivered them. Those are the three reasons you gave us. Are there any others?

[Interprétation]

**Mr. Morgan:** Précisément.

Quand avez-vous quitté le bureau de M. Bennett?

**Le sergent Bradley:** Vers 10 h. 50 je crois, monsieur.

**Mr. Morgan:** Avez-vous essayé d'une manière ou d'une autre de prendre contact avec M<sup>lle</sup> MacDonald entre le moment où vous avez pénétré dans le bureau de M. Bennett et celui où vous l'avez quitté?

**Le sergent Bradley:** Non, monsieur.

**Mr. Morgan:** Saviez-vous qu'elle était dans son bureau entre 10 h. 00 et 11 h. 00 ce matin-là?

**Le sergent Bradley:** Non, monsieur.

**Mr. Morgan:** Et vous n'avez pas essayé de le savoir?

**Le sergent Bradley:** Non, monsieur.

**Mr. Morgan:** Malgré, comme vous dites, le fait que vous avez dû vous précipiter dans son bureau au cas où les dossiers s'y seraient trouvés?

**Le sergent Bradley:** C'est exact.

**Mr. Morgan:** Et malgré le fait que, selon vous, il ne faisait aucun doute que si cela avait été le cas elle vous en aurait informé et vous aurait rendu les dossiers?

**Le sergent Bradley:** J'en suis certain.

**Mr. Morgan:** Et pourtant vous n'avez pas pris la peine de prendre contact avec elle dans son bureau pour voir si les dossiers s'y trouvaient?

**Le sergent Bradley:** M. Bennett, qui avait discuté avec M<sup>lle</sup> Gelber m'a assuré qu'ils n'y étaient pas.

**Mr. Morgan:** Vous dites que M. Bennett vous a assuré que les dossiers n'y étaient pas. Est-ce exact?

**Le sergent Bradley:** Oui, monsieur.

**Mr. Morgan:** Et vous dites également que vous vouliez vous y rendre au cas où ils y seraient apportés?

**Le sergent Bradley:** Oui, monsieur.

**Mr. Morgan:** Mais vous nous avez également dit juste avant que lorsque vous êtes arrivé, vous saviez qu'ils n'allaient pas être apportés?

**Le sergent Bradley:** Je ne me rappelle pas avoir dit que je savais qu'ils n'allaient pas y être apportés.

**Mr. Morgan:** Mais vous n'avez laissé personne dans le bureau afin de voir s'ils n'allaient pas être apportés, n'est-ce pas?

**Le sergent Bradley:** Si j'ai bien compris votre question, monsieur, et excusez-moi si je l'ai mal comprise, vous avez dit que je pensais qu'ils ne seraient pas apportés avant mon arrivée. C'était là votre question.

**Mr. Morgan:** Procédons par étape. Je pense que vous nous avez donné trois raisons pour lesquelles vous vous êtes précipité dans le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald, à savoir a) afin de vérifier une source d'information; b) pour obtenir les dossiers, et c) afin de voir ou d'intercepter le messager. Voilà les trois raisons que vous nous avez données. Y en a-t-il d'autres?



[Text]

**Sgt Bradley:** Yes, I gave you one other reason.

**Mr. Morgan:** What was that, please?

**Sgt Bradley:** That would be to protect the interests of Miss MacDonald and Miss Gelber, should there be substance to the information that we had received.

**Mr. Morgan:** But you were already assured the files were not there. Is that correct?

**Sgt Bradley:** Yes.

**Mr. Morgan:** Right. You knew that before you left.

**Sgt Bradley:** Right.

**Mr. Morgan:** I gather that when you arrived 200 people were at the Centre Block, not the West Block. Is that correct?

**Sgt Bradley:** Centre Block, I understand, yes, sir.

**Mr. Morgan:** And you were told that they were leaving at that time.

**Sgt Bradley:** That some were leaving.

**Mr. Morgan:** Were they all leaving?

**Sgt Bradley:** I do not know, sir.

**Mr. Morgan:** But they were not at the West Block, were they?

**Sgt Bradley:** No, sir, not that I saw.

**Mr. Morgan:** So to review, (a) you did not attempt to contact Miss MacDonald, (b) you knew that this group were leaving the premises, as you say, (d) they were not at West Block but Centre Block, the files were not in her office, (c) you knew that, (e) you had no doubt that if the files were in Miss MacDonald's office they would be returned to you. Is that correct?

**Sgt Bradley:** I was certain of that, yes, sir.

**Mr. Morgan:** So there is really only one thing, is there not? If the files were there then you knew you would get them back. So that did not make you rush so precipitously, did it? Is that correct?

**Sgt Bradley:** If the files were there, did you say?

**Mr. Morgan:** Had the files been there you knew you would get them back, did you not? This is your statement.

**Sgt Bradley:** Yes, sir.

**Mr. Morgan:** So that did not cause any real rush, did it?

**Sgt Bradley:** No, because the files were not there.

**Mr. Morgan:** All right. But had they been delivered you knew you would have gotten them back.

[Interpretation]

**Le sergent Bradley:** Oui, je vous ai donné une raison supplémentaire.

**M. Morgan:** Et laquelle s'il vous plaît?

**Le sergent Bradley:** Afin de protéger les intérêts de M<sup>me</sup> MacDonald et de M<sup>me</sup> Gelber, si les renseignements que nous avions reçus étaient fondés.

**M. Morgan:** Mais vous étiez déjà sûr que les dossiers n'étaient pas là. Est-ce exact?

**Le sergent Bradley:** Oui.

**M. Morgan:** Parfait. Vous le saviez avant de partir.

**Le sergent Bradley:** C'est exact.

**M. Morgan:** Je suppose que lorsque vous êtes arrivé il y avait 200 personnes à l'édifice central, et non pas à l'édifice de l'ouest. Est-ce exact?

**Le sergent Bradley:** A l'édifice du centre, c'est exact, monsieur.

**M. Morgan:** Et l'on vous a dit à ce moment que ces personnes s'en allaient.

**Le sergent Bradley:** Que certaines d'entre elles s'en allaient.

**M. Morgan:** Partaient-elles toutes?

**Le sergent Bradley:** Je ne le sais pas, monsieur.

**M. Morgan:** Mais elles ne se trouvaient pas à l'édifice de l'ouest, n'est-ce pas?

**Le sergent Bradley:** C'est exact, du moins je n'en ai pas vu une.

**M. Morgan:** Donc, pour nous résumer, a) vous n'avez pas essayé de prendre contact avec M<sup>me</sup> MacDonald; b) vous saviez que les dossiers n'étaient pas dans son bureau; c) vous saviez que ce groupe était sur le point de partir, comme vous l'avez dit; d) ils ne se trouvaient pas à l'édifice de l'ouest mais à l'édifice du centre; e) vous étiez certain que si les dossiers étaient dans le bureau de M<sup>me</sup> MacDonald, elle vous les aurait rendus. Est-ce exact?

**Le sergent Bradley:** J'en suis certain, oui, monsieur.

**M. Morgan:** De tout cela, il ne reste donc qu'un seul élément, n'est-ce pas? Si les dossiers étaient là, vous saviez que vous les recevriez. Il n'y avait donc pour vous aucune raison de vous précipiter, n'est-ce pas? Est-ce exact?

**Le sergent Bradley:** Si les dossiers étaient là, dites-vous?

**M. Morgan:** Si les dossiers avaient été là, vous saviez que vous les récupéreriez, n'est-ce pas? C'est ce que vous avez dit.

**Le sergent Bradley:** C'est exact.

**M. Morgan:** Il n'y avait donc pas lieu de se précipiter, pas vrai?

**Le sergent Bradley:** Non, parce que les dossiers n'y étaient pas.

**M. Morgan:** Parfait. Mais s'ils avaient été apportés, vous saviez que vous les récupéreriez.

[Texte]

**Sgt Bradley:** Yes, sir.

**Mr. Morgan:** So that was no cause for rush, was it? There was no rush to go to get the files. You knew they were not there but if they had been delivered in the time you left Mr. Bennett's office and the time you arrived you knew you would get them. Correct?

**Sgt Bradley:** Yes, I was . . .

**Mr. Morgan:** All right, fine. So there was no cause for rush then, was there?

**Sgt Bradley:** Well, there would be other causes.

**Mr. Morgan:** Let us do them one at a time. Another cause for rush, you say, was to intercept any person who was going to leave them there.

**Sgt Bradley:** Hopefully, yes.

**Mr. Morgan:** Hopefully. But you change your mind in 15 minutes. Is that correct?

**Sgt Bradley:** I am not sure that that is entirely correct.

• 1655

**Mr. Morgan:** You say you were in Miss MacDonald's office for no more than 15 minutes. You say in your statement that you had to rush because of certain things—what you have said here today—because of certain things. If one of the reasons was to intercept the person who delivered the files you then changed your mind about interception within 15 minutes and decided there was no point. Is that correct?

**Sgt Bradley:** As I had said earlier, sir, and I would like to go back to that. We were most anxious to identify a source of information.

**Mr. Morgan:** I will come to that, Sergeant. Do not worry.

**The Chairman:** One moment, Mr. Morgan, if we could allow the witness to finish his answer.

**Sgt Bradley:** We felt that the source of information would be perhaps able to provide us with further information as to who precisely were the persons responsible for the theft of the files. Because the natives were likely to be scattered about this city, it would be a very delicate and difficult operation without having access to that piece of information which had been volunteered to us. I felt, and I still do, that it was essential that we identify the source of that information and interview that source.

**Mr. Morgan:** When you use the words "source of information" are you referring to Miss Gelber?

**Sgt Bradley:** No, I am not sir.

**Mr. Morgan:** To whom are you referring?

**Sgt Bradley:** I was given to understand, while I was in Mr. Bennett's office . . .

**Mr. Morgan:** By whom?

[Interprétation]

**Le sergent Bradley:** Oui, monsieur.

**M. Morgan:** Il n'y avait donc pas de quoi se presser, n'est-ce pas? Cela ne servait à rien de se dépêcher pour aller chercher les dossiers. Vous saviez qu'ils n'étaient pas là mais, s'ils avaient été apportés entre le moment où vous avez quitté le bureau de M. Bennett et le moment où vous êtes arrivé, vous saviez que vous les récupéreriez. Est-ce exact?

**Le sergent Bradley:** Oui, j'étais. . .

**M. Morgan:** Parfait. Il n'y avait donc nullement lieu de se dépêcher, n'est-ce pas?

**Le sergent Bradley:** Eh bien, il pouvait y avoir d'autres motifs.

**M. Morgan:** Examinons-les un par un. Comme autre raison, selon vous, il y avait le fait qu'il fallait intercepter le messager qui aurait pu les apporter.

**Le sergent Bradley:** C'est ce que nous espérions, oui.

**M. Morgan:** C'est ce que vous espériez. Mais vous avez changé d'avis quinze minutes plus tard. Est-ce exact?

**Le sergent Bradley:** Je ne sais pas si c'est tout à fait exact.

**M. Morgan:** Vous déclarez être resté plus de 15 minutes dans le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald. Vous avez également dit vous être pressé à cause de certaines choses, c'est ce que vous avez déclaré ici aujourd'hui, à cause de certaines choses. Si l'une des raisons était d'arrêter la personne qui distribuait les dossiers, vous avez ensuite en l'espace de 15 minutes changé d'avis à propos de cette arrestation et décidé que cela n'en valait pas la peine. Est-ce exact?

**Le sergent Bradley:** Comme je l'ai déclaré auparavant, monsieur, et j'aimerais y revenir. Nous désirions surtout identifier une source de renseignements.

**M. Morgan:** J'y arriverai, sergent. N'ayez aucun souci.

**Le président:** Un instant, monsieur Morgan, permettez au témoin de terminer sa réponse.

**Le sergent Bradley:** Nous pensions que l'informateur pourrait nous donner d'autres renseignements, notamment qui étaient les personnes responsables du vol des dossiers. Étant donné que les Indiens s'étaient probablement éparpillés en ville, cette opération se serait révélée délicate et difficile sans les renseignements qui nous avaient été confiés. Je pensais, et je pense toujours, qu'il était essentiel d'identifier cet informateur et d'avoir une entrevue avec lui.

**M. Morgan:** Lorsque vous employez l'expression: «informateur» faites-vous allusion à M<sup>lle</sup> Gelber?

**Le sergent Bradley:** Non, ce n'est pas le cas, monsieur.

**M. Morgan:** A qui faites-vous allusion?

**Le sergent Bradley:** On m'avait donné à entendre, tandis que je me trouvais dans le bureau de M. Bennett . . .

**M. Morgan:** Qui ça?

[Text]

**Sgt Bradley:** By Mr. Bennett.

**Mr. Morgan:** Yes, anybody else?

**Sgt Bradley:** No, sir.

**Mr. Morgan:** So you wanted to identify . . .

**Mr. Poulin:** That is a very important question. He should be permitted to answer.

**Mr. Morgan:** Go ahead.

**Sgt Bradley:** Again I go back to what I think was a fairly important piece of information volunteered to us: that the files might be delivered to Miss MacDonald's office. This information was volunteered to us.

**Mr. Morgan:** By Mr. Bennett?

**Sgt Bradley:** By Mr. Bennett and apparently received from Miss Gelber. We were led to believe that Miss Gelber had received the information from another source and I was most anxious to talk with Miss Gelber to try and determine who that source would be because I felt, and I still do, that if the source was genuine the source must have had some knowledge of certain facts I would like to know about.

**Mr. Poulin:** And would assist in your investigation?

**Sgt Bradley:** Yes.

**Mr. Fairweather:** Somebody sympathetic to the Indian cause?

**The Chairman:** Order, gentlemen. I will ask members to permit the witness to have an uninterrupted opportunity to answer questions as fully as he might wish and we will therefore continue with Mr. Morgan, please.

**Mr. Morgan:** Yes.

And I gather that Mr. Bennett had given you information that from Miss Gelber she had received information from somebody sympathetic to the Indian cause as to the location of these files.

**Sgt Bradley:** I think I said in my statement, sir, that the files might be delivered.

**Mr. Morgan:** But you knew that they were not there at the time.

**Sgt Bradley:** We were assured they were not there at the time.

**Mr. Morgan:** Were you satisfied with those assurances?

**Sgt Bradley:** Yes, sir.

**Mr. Morgan:** So the only real reason, sergeant, for your rushing was to interview Miss Gelber, without first having contacted Miss MacDonald to identify this source of information?

**Mr. Poulin:** That is a double-barrelled question and I do not think Mr. Morgan means it that way.

• 1700

**Mr. Morgan:** Let the Sergeant answer it. If he does not understand it he can tell me.

**The Vice-Chairman:** I would ask that if any question be unclear to the witness then perhaps the witness might wish to request clarification.

[Interpretation]

**Le sergent Bradley:** M. Bennett.

**M. Morgan:** Oui, une autre personne également?

**Le sergent Bradley:** Non, monsieur.

**M. Morgan:** Ainsi vous désiriez identifier . . .

**M. Poulin:** C'est une question fort importante. Il devrait pouvoir y répondre.

**M. Morgan:** Allez-y.

**Le sergent Bradley:** Je reviens à ce qui me semble être un renseignement important qui nous a été communiqué: à savoir que les dossiers pouvaient être transportés dans le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald. Cette information a été donnée.

**M. Morgan:** Par M. Bennett?

**Le sergent Bradley:** Par M. Bennett et apparemment de la part de M<sup>lle</sup> Gelber. Nous avons été amenés à comprendre que M<sup>lle</sup> Gelber avait reçu cette information d'une autre source et je désirais particulièrement m'entretenir avec M<sup>lle</sup> Gelber pour savoir qui était cette source car je pensais, et je pense toujours, que si cet informateur existait réellement il devait avoir connaissance de certains faits que je voulais également connaître.

**M. Poulin:** Et qui vous aideraient dans votre enquête?

**Le sergent Bradley:** Oui.

**M. Fairweather:** Un sympathisant à la cause des Indiens?

**Le président:** A l'ordre, messieurs. Je demande aux députés de permettre au témoin de répondre aux questions sans être interrompu et par conséquent nous poursuivons par M. Morgan, s'il vous plaît.

**M. Morgan:** Oui.

Ainsi monsieur Bennett vous avez dit que M<sup>lle</sup> Gelber avait appris d'une personne sympathisante à la cause des Indiens où trouver ces dossiers.

**Le sergent Bradley:** Je pense avoir déclaré, monsieur, que l'on pouvait livrer les dossiers.

**M. Morgan:** Mais vous saviez qu'ils ne se trouvaient pas là à ce moment-là.

**Le sergent Bradley:** On nous avait assurés qu'il ne s'y trouvaient pas à ce moment-là.

**M. Morgan:** Étiez-vous satisfait de ces assurances?

**Le sergent Bradley:** Oui, monsieur.

**M. Morgan:** Ainsi, la seule véritable raison, sergent, de vous presser était de rencontrer M<sup>lle</sup> Gelber, sans avoir auparavant pris contact avec M<sup>lle</sup> MacDonald pour identifier l'informateur?

**M. Poulin:** C'est là une question à double tranchant et je ne pense pas que ce soit l'intention de M. Morgan.

**M. Morgan:** Que le sergent réponde, et s'il ne comprend pas la question qu'il me le dise.

**Le vice-président:** Je demanderai que si les questions ne sont pas claires, le témoin puisse requérir des clarifications.



[Texte]

**Mr. Poulin:** All right.

**The Vice-Chairman:** Would you care to repeat the question clearly, Mr. Morgan?

**Mr. Morgan:** Yes, I thought I had, I am sorry, Mr. Chairman. I said the only reason for your rushing up to Parliament Hill was to interview Miss Gelber, to identify, as you said, the source of information.

**Sgt Bradley:** Is that a question, sir?

**Mr. Morgan:** That is a question. Is that correct?

**Sgt Bradley:** I think it is a statement.

**Mr. Morgan:** Is it correct? I am making that to you as a suggestion, Sergeant. Is the suggestion true?

**Sgt Bradley:** I find it a very difficult question to answer.

**Mr. Morgan:** Is the answer yes or no? Was the reason you rushed up to the West Block to interview Miss Gelber, to identify the source of information?

**Sgt Bradley:** Yes, sir.

**Mr. Morgan:** It was your primary reason.

**Sgt Bradley:** It was not the only reason, sir.

**Mr. Morgan:** I said, it was your primary reason. Is that correct?

**Sgt Bradley:** It was certainly one of the reasons.

**Mr. Morgan:** You knew the files were not there. What were the other reasons then?

**Sgt Bradley:** I think we went over those reasons.

**Mr. Morgan:** You said to intercept the person who might deliver them.

**Sgt Bradley:** That was a possibility.

**Mr. Morgan:** That was just a possibility, not a probability. Is that correct?

**Sgt Bradley:** It could be either.

**Mr. Morgan:** It could be either. You changed your mind in 15 minutes. It was a sheer impossibility. In going back to this identifying the source of information as being, as you said, one of the reasons, you passed Miss Gelber in the street, did you not?

**Sgt Bradley:** I saw Miss Gelber.

**Mr. Morgan:** Was she in front of you or behind you?

**Sgt Bradley:** She was in front of me at the time, sir.

**Mr. Morgan:** Was she going in the same direction you were going?

**Sgt Bradley:** No, she was standing on the street, sir.

[Interprétation]

**M. Poulin:** Très bien.

**Le vice-président:** Voudriez-vous répéter clairement votre question, monsieur Morgan?

**M. Morgan:** Oui, Je pensais l'avoir fait, j'en suis désolé, monsieur le président. J'ai dit que la seule raison que vous aviez de vous précipiter au Parlement, était d'interroger M<sup>lle</sup> Gelber, pour identifier, comme vous l'avez dit, l'informateur.

**Le sergent Bradley:** S'agit-il d'une question, monsieur?

**M. Morgan:** Il s'agit d'une question. Est-ce exact?

**Le sergent Bradley:** Je crois qu'il s'agit d'une déclaration.

**M. Morgan:** Est-ce exact? C'est une suggestion que je vous fait. Cette suggestion est-elle exacte?

**Le sergent Bradley:** Je pense qu'il est difficile de répondre à cette question.

**M. Morgan:** La réponse est-elle oui ou non? Vous êtes-vous précipité à l'Édifice de l'ouest pour rencontrer M<sup>lle</sup> Gelber et identifier l'informateur?

**Le sergent Bradley:** Oui, monsieur.

**M. Morgan:** C'était là la première raison.

**Le sergent Bradley:** Cela n'était pas la seule raison, monsieur.

**M. Morgan:** J'ai dit que c'était votre première raison. Est-ce exact?

**Le sergent Bradley:** C'était certainement l'une des raisons.

**M. Morgan:** Vous saviez que les dossier ne s'y trouvaient pas. Quelles étaient donc les autres raisons?

**Le sergent Bradley:** Je pense que nous en avons déjà parlé.

**M. Morgan:** Vous avez déclaré vouloir arrêter la personne qui pouvait livrer les dossiers.

**Le sergent Bradley:** C'était une possibilité.

**M. Morgan:** C'était simplement une possibilité, non pas une probabilité. Est-ce exact?

**Le sergent Bradley:** Ce pouvait être une ou l'autre.

**M. Morgan:** Ce pouvait être l'une ou l'autre. Vous avez changé d'avis en quinze minutes. Il s'agissait d'une complète impossibilité. En retournant identifier l'informateur, ceci étant l'une des raisons, vous avez rencontré M<sup>lle</sup> Gelber dans la rue, n'est-ce pas?

**Le sergent Bradley:** J'ai vu M<sup>lle</sup> Gelber.

**M. Morgan:** Se trouvait-elle devant ou derrière vous?

**Le sergent Bradley:** Elle se trouvait alors devant moi, monsieur.

**M. Morgan:** Allait-elle dans la même direction que vous?

**Le sergent Bradley:** Non, elle était immobile dans la rue, monsieur.

[Text]

**Mr. Morgan:** Did you pass her?

**Sgt Bradley:** I do not know.

**Mr. Morgan:** Did you keep your eyes on her? She is a very attractive woman, they tell me.

**Sgt Bradley:** No, sir.

**Mr. Morgan:** Was she standing on the street when you walked into the West Block?

**Sgt Bradley:** I believe she may have entered ahead of me, sir, but I do not know.

**Mr. Morgan:** So you knew she had walked into the building. If you were in such a rush to see Miss Gelber, why would you break the custom and not just speak to her there on the street or accompany her into the office and get Miss MacDonald's permission to speak to her?

**Mr. Blais:** Mr. Chairman, on a point of order, we are going at some length into these questions. Sergeant Bradley has answered that particular question once very clearly without any sort of contradiction in any subsequent evidence and I cannot see why we should pursue that particular topic.

**Mr. Morgan:** I suggest the evidence is very contradictory.

**The Vice-Chairman:** I accept the question as being in order, notwithstanding that members will appreciate that we have covered the same ground, not particularly from the present questioner, but also from others from whom we have heard this afternoon. I would urge all members to pay attention. This is no reflection on any one individual, but perhaps we should not cover the same ground, in fact, or want to again. However, we do wish to seek clarification, and Mr. Morgan, would you pursue that line?

**Mr. Morgan:** I am trying to ascertain why the rush, Mr. Chairman, why a custom of this House was put aside so abruptly by Sergeant Bradley, when the person he wanted to see so urgently was on the sidewalk as he approached the building. That to me has not been covered before this afternoon, at least, and is a complete contradiction to what this officer has said, Mr. Chairman. I would like an explanation of it. If he has none to give...

**Sgt Bradley:** I believe I answered the question earlier when I said that I would not out of common courtesy conduct an interview on the street.

**Mr. Morgan:** But out of common courtesy you would walk into the office of a member of the House of Commons without asking permission first so to do. Are those your values, Sergeant?

**Mr. Poulin:** Oh, come on! That is being very unfair to the officer. It was brought up...

[Interpretation]

**M. Morgan:** L'avez-vous dépassée?

**Le sergent Bradley:** Je ne sais pas.

**M. Morgan:** Continuiez-vous à la regarder? On me dit qu'elle est fort jolie.

**Le sergent Bradley:** Non, monsieur.

**M. Morgan:** Était-elle immobile dans la rue lorsque vous êtes entré dans l'Édifice de l'ouest?

**Le sergent Bradley:** Je pense qu'elle peut m'avoir précédé, monsieur, mais je ne sais pas.

**M. Morgan:** Ainsi, vous saviez qu'elle était entrée dans l'édifice. Si vous étiez si pressé de voir M<sup>lle</sup> Gelber, pourquoi rompre l'habitude et ne pas vous adresser à elle dans la rue ou l'accompagner au bureau et obtenir la permission de M<sup>lle</sup> MacDonald pour lui parler?

**M. Blais:** Monsieur le président, un rappel au Règlement, ces questions nous prennent beaucoup de temps. Le sergent Bradley a répondu à cette question en particulier de façon fort claire sans qu'il y ait de contradiction dans les témoignages suivants et je ne vois pas pourquoi nous devrions poursuivre ce sujet en particulier.

**M. Morgan:** Je pense que les témoignages sont fort contradictoires.

**Le vice-président:** Je pense que la question est recevable, en dépit du fait que les députés reconnaîtront que nous en sommes restés au même point, non seulement avec la personne qui pose les questions maintenant mais également avec celles que nous avons entendues cet après-midi. Je demanderais que tous les députés se montrent attentifs. Je n'attaque personne en particulier, mais peut-être ne devrions-nous pas en rester au même sujet ou désirer le faire en fait. Toutefois, nous cherchons à clarifier les choses et si M. Morgan voulait poursuivre dans cette voie?

**M. Morgan:** Je cherche à savoir pourquoi il y a eu cette précipitation, monsieur le président, pourquoi le sergent Bradley a écarté aussi brusquement une habitude de la Chambre, alors que la personne à qui il désirait voir aussi ardemment se trouvait sur le trottoir lorsqu'il approchait de l'édifice. Je n'en pense pas qu'on ait parlé de cela cet après-midi, du moins, et c'est en complète contradiction avec ce que ce fonctionnaire a déclaré, monsieur le président. J'aimerais en avoir l'explication. S'il n'en a point à me donner...

**Le sergent Bradley:** Je pense avoir répondu à cette question auparavant lorsque j'ai dit que par simple courtoisie, je ne voulais pas mener une entrevue dans la rue.

**M. Morgan:** Mais par simple courtoisie, vous pénétrez dans le bureau d'un député de la Chambre des communes sans en demander la permission auparavant. Quels sont vos critères, sergent?

**M. Poulin:** Je vous en prie! Vous êtes injuste envers ce fonctionnaire. On a dit...

**Le vice-président:** A l'ordre.

**M. Poulin:** Un rappel au règlement, monsieur le président.

• 1705

**The Vice-Chairman:** Order.

**Mr. Poulin:** On a point of order, Mr. Chairman.

[Texte]

**The Vice-Chairman:** Yes, a point of order.

**Mr. Poulin:** It was brought up very clearly here the other day, I think by Mr. Clark, that when people are here giving testimony they cannot as witnesses protect themselves, and I think that we have an obligation to treat them fairly and not put words in their mouths, or motives in their minds.

**Mr. Morgan:** Well, is that not why we are here, to find out the motives?

**The Vice-Chairman:** I think there was no intention on the part of Mr. Morgan to impugn the motivation of the witness, notwithstanding it might have that appearance. I am sure you do not intend that, Mr. Morgan, or does any other member of this Committee. I would say, however, that we should attempt at all times to make progress, and I think the evidence will show, Mr. Morgan, that the witness before us now did introduce himself at the door and did disclose a badge.

**Mr. O'Connor:** Mr. Chairman, on a point of order.

**The Vice-Chairman:** Yes?

**Mr. O'Connor:** On a point of order, I would suggest, and I do not want to reflect on your statement, that the motivation of the officers at the door is relevant. If the members of this Committee will recall, some three meetings ago I suggested that we had sufficient evidence to conclude our hearings and to make a report. We were content at that point in time to accept the explanation of Lieutenant-Colonel Currie that a goof had been made. Upon the insistence of some members of this Committee, of delving into the facts, it now becomes relevant. I was content at that time to accept that it was unintentional, without malice—I think those are the words I used—and to not pillory any of the police officers—again those were the words that I used. Now having got to the point of investigating the motivation of this officer I think it becomes very relevant as to whether he knew he was breaching the privileges of the House of Commons, as to whether he did it maliciously or with intent, so that we can best dispose of him, if you will, in our report when reporting to the House. And it is very relevant what he thought at the point in which he was entering the West Block.

**Mr. Barnett:** On a point of order, Mr. Chairman.

**The Vice-Chairman:** Yes, Mr. Barnett.

**Mr. Barnett:** With regard to that last question which raised the point of order, the question, as I heard it, was:

Are those your values, sergeant?

Now I would suggest, Mr. Chairman, that our responsibility, as far as we are able, is to get the facts, and when it comes to an assessment of what are the priorities, it is our responsibility to make an assessment on the basis of the facts of what were the priorities in the mind of Sergeant Bradley or any others involved, and that it is not our responsibility to inquire of him as to what his values are, which is, as far as I can see, a matter of subjective assessment, if it is asked of a person involved. Therefore I really feel that that question was not designed to elicit facts.

[Interprétation]

**Le vice-président:** Sur un appel au règlement.

**M. Poulin:** On a dit ici fort clairement l'autre jour, je crois qu'il s'agissait de M. Clark, que lorsque les gens témoignent ici, ils ne peuvent comme témoins se protéger, et je pense que nous devons les traiter en toute équité et ne pas leur imputer des paroles ou des motifs.

**M. Morgan:** Eh bien, n'est-ce pas la raison pour laquelle nous sommes ici, pour découvrir des motifs?

**Le vice-président:** Je n pense pas que M. Morgan avait l'intention d'imputer des motifs au témoin, en dépit des apparences. Je suis sûr que ce n'est pas là votre intention, monsieur Morgan, ni celle des membres du Comité. Je dirai, toutefois, que nous devrions chercher à progresser, et je pense que le témoignage montrera, monsieur Morgan, que le témoin ici présent a décliné son identité à la porte et a montré sa plaque.

**M. O'Connor:** Monsieur le président, un rappel au règlement.

**Le vice-président:** Oui?

**M. O'Connor:** Un rappel au règlement, je pense, et ne cherche pas à modifier vos déclarations, que les raisons des fonctionnaires à la porte sont appropriées et les membres du Comité s'en souviendront, à la réunion qui a précédé ces trois-ci, j'ai proposé que nous ayons suffisamment de preuves pour mettre un terme à nos auditions et faire un rapport. Nous étions alors satisfaits de l'explication du lieutenant-colonel Currie selon laquelle une bêtise avait été faite. Sur insistance de certains membres du Comité, en fouillant les faits, la preuve a été faite. J'étais alors convaincu que cela avait été fait inconsciemment, sans raison particulière, je pense que ce sont les mots que j'ai utilisés, et que ne pas accabler les officiers de police je pense que ce sont les mots exacts que j'ai utilisés. Nous cherchons à savoir quelles sont les raisons qui ont poussé ce fonctionnaire, je pense qu'il est approprié de découvrir s'il savait qu'il enfreignait les privilèges de la Chambre des communes, de savoir s'il l'a fait intentionnellement afin de pouvoir lui faire le meilleur sort possible, si vous voulez, dans notre rapport à la Chambre. Et il est important de savoir ce qu'il pensait lorsqu'il est entré dans l'édifice de l'Ouest.

**M. Barnett:** En rappel au règlement, monsieur le président.

**Le vice-président:** Oui, monsieur Barnett.

**M. Barnett:** A propos de cette dernière question, celle qui a suscité le rappel au règlement, la question, comme je l'ai entendue, était:

«Tels sont vos critères, sergent?

Il me semble maintenant, monsieur le président, qu'il nous appartient, autant que faire se peut, de découvrir les faits et lorsque nous devons définir les priorités, il nous appartient de le faire à partir de ce que le sergent Bradley et les autres personnes impliquées pensaient être les priorités, et il ne nous appartient pas de lui demander quels sont ses critères, ce qui, en ce qui me concerne, est une question purement suggestive, lorsqu'elle est posée à la personne impliquée. Par conséquent, je pense que cette question n'a pas de rapport avec les faits.



[Text]

I am not questioning, however, Mr. Morgan's right to ask why it was that the sergeant, having seen Miss Gelber outside, did not seek some other method of interviewing, accepting his statement that it is not his practice to conduct interviews on the street, with which I certainly would not quarrel.

But on that particular last question, as it was phrased, I feel it is really not the kind of question we should be asking witnesses in a committee of this kind, which after all is not a court of law.

**Mr. Morgan:** I think I have made my point, Mr. Chairman, and I will carry on with two short questions.

You said earlier that it was your impression Mr. Bennett was returning the phone call. What gave you that impression?

**Sgt Bradley:** If I recall it correctly, I understood him to say that he had a message to call Miss Gelber.

**Mr. Morgan:** So her name had been brought up earlier in the conversation?

**Sgt Bradley:** It must have been just prior to that, yes, sir.

**Mr. Morgan:** What was that conversation about?

• 1710

**Sgt Bradley:** Again, let me repeat. Mr. Bennett had advised us that Miss Gelber had suggested to him, or at least that he was aware, the files in question might come into the office of Miss MacDonald and we were most anxious to identify the source of that information.

**Mr. Morgan:** Was that not coming from the telephone calls? You told us earlier that this information was gained through these two telephone calls.

**Sgt Bradley:** Not precisely, I told you that.

**Mr. Morgan:** Well, let us be precise then. How had Mr. Bennett received this information from Miss Gelber if it were not from the telephone calls?

**Sgt Bradley:** He could have received it from prior telephone calls.

**Mr. Morgan:** How did he?

**Sgt Bradley:** I do not know.

**Mr. Poulin:** He is right here.

**The Chairman:** We have an answer, gentlemen.

**Mr. Morgan:** So prior to Mr. Bennett returning, as you say, the first telephone call you had already talked about Miss Gelber? Is that correct?

**Sgt Bradley:** We must have, sir.

**Mr. Morgan:** But you do not recall anything more than that which was said at that time other than what you have told us.

[Interpretation]

Toutefois, je ne remets pas en question le droit de M. Morgan à demander pourquoi le sergent, lorsqu'il a vu M<sup>lle</sup> Gelber à l'intérieur, n'a pas cherché un autre moyen de l'interroger, si on accepte qu'il n'a pas pour habitude de mener des entrevues dans la rue, ce contre quoi je ne m'élèverai pas.

Mais à propos de la formulation de cette dernière question en particulier, je ne pense pas qu'il s'agisse là du genre de question que nous devrions demander au témoin dans un comité comme le nôtre, qui après tout n'a rien d'un tribunal juridique.

**M. Morgan:** Je pense m'être montré suffisamment clair, monsieur le président, et je poursuivrai avec deux courtes questions.

Vous avez dit auparavant que vous aviez l'impression que M. Bennett répondait au téléphone. Pourquoi aviez-vous cette impression?

**Le sergent Bradley:** Si j'ai bonne mémoire, il me semble qu'il a dit devoir appeler M<sup>lle</sup> Gelber.

**M. Morgan:** Ainsi, son nom avait été mentionné auparavant dans la conversation?

**Le sergent Bradley:** Il doit l'avoir été juste avant cela, effectivement, monsieur.

**M. Morgan:** Quel était le sujet de la conversation?

**Le sergent Bradley:** Laissez-moi répéter encore une fois; M. Bennett nous avait dit que M<sup>lle</sup> Gelber lui avait suggéré, ou au moins qu'il savait que les dossiers en question pouvaient parvenir au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald et nous étions très désireux d'identifier la source de ces renseignements.

**M. Morgan:** N'avez-vous pas appris cela au moyen des appels téléphoniques? Vous nous avez dit tout à l'heure que vous avez obtenu ces renseignements au moyen de deux appels téléphoniques.

**Le sergent Bradley:** Ce n'est pas précisément ce que je vous ai dit.

**M. Morgan:** Soyons donc précis. Comment M. Bennett a-t-il reçu ces renseignements de M<sup>lle</sup> Gelber sinon par ce moyen des appels téléphoniques?

**Le sergent Bradley:** Il aurait pu les recevoir au moyen d'appels téléphoniques préalables.

**M. Morgan:** Comment a-t-il reçu ces renseignements?

**Le sergent Bradley:** Je ne sais pas.

**M. Poulin:** Il est ici.

**Le président:** Nous avons eu une réponse, monsieur.

**M. Morgan:** Avant d'avoir répondu, comme vous dites, au premier appel téléphonique, vous aviez déjà parlé de M<sup>lle</sup> Gelber? Est-ce exact?

**Le sergent Bradley:** Nous aurions dû le faire, monsieur.

**M. Morgan:** Mais vous ne vous rappelez pas d'autre chose qu'on a dit à ce moment sauf ce que vous nous avez déjà dit.

[Texte]

**Sgt Bradley:** No, sir, I do not. I am trying to be helpful.

**Mr. Morgan:** Whose suggestion was it that Mr. Bennett return the telephone call to Miss Gelber?

**Sgt Bradley:** I suggested, I believe, on one occasion that Mr. Bennett recontact Miss Gelber to try and identify the source of information because I felt it was most important.

**Mr. Morgan:** If anyone wants a supplementary. That is all for me, thank you.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Morgan. We have Mr. Côté and then Mr. Blais. We have a point of order. Mr. Marchand.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** On a point of order I would like to inquire what is our intention? How long do we intend to sit and do we intend to sit again tonight?

**The Chairman:** Our intention is to proceed with eight further questioners and at that point, I suppose, any further questioners.

**Mr. Fairweather:** Under no circumstances.

**The Chairman:** At the moment my list has eight names. If we can dispose of the eight people then we will decide, I suspect, unless there is a disposition to meet this point at this time.

**Mr. Nielsen:** Well, we will not dispose of eight before 6.00 p.m. and it is beyond 5.00 p.m. now.

**The Chairman:** I will certainly entertain a suggestion from this Committee, gentlemen, as to when we should rise.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Will we sit again tonight?

**The Chairman:** I would like an individual, please, to put a suggestion on the floor and then we might have discussions. It has been suggested, gentlemen, that we rise at 6.00 p.m. and reconvene at 8.00 p.m.

**Some hon. Members:** No way; no, no!

**The Chairman:** There seems to be a consensus, gentlemen, to rise at 6.00 p.m. We will determine thereafter when we shall reconvene. We have Mr. Côté and then we have Mr. Blais.

**M. Côté:** Merci, monsieur le président. Monsieur Bradley, vous avez dit tout à l'heure que vous avez rencontré M<sup>lle</sup> Gelber dans la rue. Est-ce que c'est en face de l'édifice de l'Ouest que vous avez rencontré M<sup>lle</sup> Gelber?

**Sgt Bradley:** I would think Miss Gelber was standing on the sidewalk directly in front of the south door.

**M. Côté:** Et vous avez mentionné que vous croyez qu'elle était entrée dans l'édifice de l'Ouest avant vous?

**Sgt Bradley:** I believe so, sir. Yes.

**M. Côté:** Vous étiez combien de personnes à ce moment-là? Est-ce que vous étiez seul ou si vous étiez avec deux ou trois autres?

**Sgt Bradley:** I was accompanied by the two officers from the Ottawa City Police Force.

[Interprétation]

**Le sergent Bradley:** Non, monsieur. J'essaie de vous aider.

**M. Morgan:** Qui a suggéré que M. Bennett réponde à l'appel de M<sup>lle</sup> Gelber?

**Le sergent Bradley:** Je crois qu'à un moment donné, j'ai suggéré que M. Bennett prenne contact de nouveau avec M<sup>lle</sup> Gelber afin d'identifier la source des renseignements, car, à mon avis, cela était extrêmement important.

**M. Morgan:** Si d'autres membres désirent poser des questions supplémentaires, j'ai fini. Merci.

**Le président:** Merci, monsieur Morgan. M. Côté a la parole suivi de M. Blais. M. Marchand a la parole sur un rappel au Règlement.

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Je voudrais demander jusqu'à quelle heure nous avons l'intention de siéger et si nous allons siéger de nouveau ce soir?

**Le président:** Nous avons l'intention d'avoir huit questionnaires de plus et à ce moment-là, je suppose, d'avoir d'autres questionnaires.

**M. Fairweather:** Absolument pas.

**Le président:** A ce moment j'ai une liste de huit personnes. Si nous pouvons finir avec ces huit personnes nous prendrons la décision à ce moment-là, je crois, sauf si l'on décide de reconsidérer la question à ce moment-là.

**M. Nielsen:** C'est bien, nous n'aurons pas assez de temps pour huit personnes avant 6 h. 00 et il est déjà 5 h. 00.

**Le président:** Je suis prêt à accepter une motion du Comité, messieurs, quant à l'heure nous devrions lever la séance.

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Allons-nous siéger de nouveau ce soir?

**Le président:** Je voudrais qu'une personne propose une motion et à ce moment nous pourrions en discuter. On a suggéré, messieurs, qu'on se lève à 18 h. 00 et qu'on siége de nouveau à 20 h. 00.

**Des voix:** Absolument pas, non, non.

**Le président:** Il me semble, messieurs, que la décision unanime c'est que nous levons la séance à 18 h. 00. A ce moment-là nous déciderons à quelle heure nous allons siéger de nouveau. M. Côté a la parole suivi par M. Blais.

**Mr. Côté:** Thank you, Mr. Chairman. Mr. Bradley, you said earlier that you met Miss Gelber in the street. Did you meet Miss Gelber in front of the West Block?

**Le sergent Bradley:** Je crois que M<sup>lle</sup> Gelber se tenait sur le trottoir exactement en face de la porte du sud.

**Mr. Côté:** You also mentioned that you thought she went into the West Block before you did?

**Le sergent Bradley:** Je crois que oui, monsieur.

**Mr. Côté:** How many of you were there at that time? Were you alone or were you with two or three other people?

**Le sergent Bradley:** J'étais avec des agents de la police de la ville d'Ottawa.

[Text]

**M. Côté:** Au moment où vous avez vu M<sup>lle</sup> Gelber entrer en avant de vous, est-ce qu'il y avait quelqu'un qui l'accompagnait?

**Sgt Bradley:** I do not recall if I did see her enter the building. I can only assume that she must have.

• 1715

**M. Côté:** Bon, est-ce que vous vous êtes rendu à ce moment-là au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald, est-ce que vous êtes montés? On sait que le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald est au deuxième étage. Est-ce que vous êtes montés par l'escalier ou l'ascenseur, vous et ceux qui vous accompagnaient?

**Sgt Bradley:** I reported to the guard and asked the whereabouts of Miss MacDonald's office, and we then proceeded down the hall and took the elevator to the second floor.

**M. Côté:** L'ascenseur qui est tout près de la porte Sud?

**Sgt Bradley:** Yes, sir.

**M. Côté:** D'accord. Lorsque vous êtes arrivés au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald, M<sup>lle</sup> Gelber était déjà rendue?

**Sgt Bradley:** Yes, sir.

**M. Côté:** Est-ce qu'elle était seule à ce moment-là?

**Sgt Bradley:** There was another person in the office at the time. I believe it was the typist or secretary. I do not know who that person was.

**M. Côté:** Et lorsque vous êtes entrés dans le bureau, je m'imaginais que vous avez frappé à la porte. Avant-hier, M<sup>lle</sup> Gelber a dit, je crois, je ne sais pas, la traduction peut faire défaut, vous êtes bien placé pour comprendre, qu'il y avait un messenger et qu'en arrière du messenger, il y avait des constables. Est-ce qu'il y avait bien un messenger avec vous à ce moment-là?

**Sgt Bradley:** I am sorry; I do not quite understand your question, sir.

**M. Côté:** Je répète ma question. M<sup>lle</sup> Gelber nous a dit avant-hier que lorsqu'elle a ouvert la porte du bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald, elle a vu un messenger et qu'en arrière du messenger, il y avait des constables. Est-ce qu'un messenger vous a accompagné jusqu'au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald?

**Sgt Bradley:** No, sir.

**M. Côté:** D'accord. Merci, monsieur le président.

**The Vice-Chairman:** We have Mr. Blais and then Mr. Blaker. Thank you.

**Mr. Blais:** I pass.

**The Vice-Chairman:** Mr. Blaker? We will go on to Mr. Dupras.

**Mr. Dupras:** I think I should yield to Mr. Blaker, but as he is absent, there are a few questions I would like to ask Sgt Bradley.

You mentioned that you saw Miss Gelber on the street. We did not establish that she was alone. You said that you did not see her entering the building, but you did not say if she was alone when Mr. Côté, my colleague, asked you the question. Was she accompanied? Did she have anyone with her?

[Interpretation]

**Mr. Côté:** At the time you saw Miss Gelber go in ahead of you, was anyone with her?

**Le sergent Bradley:** Je ne me rappelle pas si je l'ai vue entrer dans l'édifice. Je ne peux que supposer qu'elle a dû le faire.

**Mr. Côté:** Good, did you go to Miss MacDonald's office at that time, or did you go up? We know that Miss MacDonald's office is on the second floor. Did you go up the stairs or did you take the elevator, you and the people who were with you?

**Le sergent Bradley:** Je me suis présenté à la garde et j'ai demandé où se trouvait le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald, puis nous avons continué le long du couloir et nous avons pris l'ascenseur jusqu'au deuxième étage.

**Mr. Côté:** The elevator which is near to the south door?

**Le sergent Bradley:** Oui, monsieur.

**Mr. Côté:** All right. When you reached Miss MacDonald's office, was Miss Gelber already there?

**Le sergent Bradley:** Oui, monsieur.

**Mr. Côté:** Was she alone at that time?

**Le sergent Bradley:** Il y avait une autre personne dans le bureau à ce moment-là. Je crois que cette personne était la dactylo ou la secrétaire. Je ne sais pas qui elle était.

**Mr. Côté:** And when you went into the office, I imagine that you knocked on the door. The day before yesterday, Miss Gelber said, I believe, I do not know, the translation may have been at fault, as you are in a good position to understand, that there was a messenger and that behind the messenger there were some constables. Was there a messenger with you at that time?

**Le sergent Bradley:** Je suis désolé, je ne comprends pas votre question, monsieur.

**Mr. Côté:** I will repeat my question. Miss Gelber told us the day before yesterday that when she opened Miss MacDonald's office door, she saw a messenger and that behind the messenger there were some constables. Did a messenger accompany you to Miss MacDonald's office?

**Le sergent Bradley:** Non, monsieur.

**Mr. Côté:** Very well. Thank you, Mr. Chairman.

**Le vice-président:** Monsieur Blais a la parole et puis M. Blaker. Merci.

**M. Blais:** Je n'ai pas de questions.

**Le vice-président:** Monsieur Blaker? Nous continuons avec M. Dupras.

**M. Dupras:** Je crois que je devrais suivre M. Blaker, mais puisqu'il est absent, j'ai quelques questions à poser au sergent Bradley.

Vous avez dit que vous avez vu M<sup>lle</sup> Gelber sur la rue. Nous n'avons pas déterminé si elle était seule. Vous avez dit que vous ne l'avez pas vu entrer dans l'édifice; toutefois, vous n'avez pas dit si elle était seule quand M. Côté, mon collègue, vous a posé cette question. Est-ce qu'elle était avec d'autres personnes?



[Texte]

**Sgt Bradley:** I do not know, sir. I only saw her standing on the street, that is all.

**Mr. Dupras:** Was she standing or walking or running?

**An hon. Member:** Or jumping up and down.

**Mr. Dupras:** Or jumping up and down.

**Sgt Bradley:** She was standing on the street, as I recall it, sir.

**Mr. Dupras:** Did you drive from the department to the West Block, sir?

**Sgt Bradley:** Yes, sir.

**Mr. Dupras:** How long did it take you?

**Sgt Bradley:** I do not know.

**Mr. Dupras:** Five minutes?

**Sgt. Bradley:** It probably took about that. We had some difficulty finding a place to park, as you people always do up here as well.

**Mr. Dupras:** Yes. Have you ever made an estimate of how long it would take to walk from the department to the West Block?

**Sgt Bradley:** No, sir.

**Mr. Dupras:** You have not.

**An hon. Member:** One hundred and twenty-three steps . . .

**The Vice-Chairman:** Mr. Dupras, please.

**Mr. Dupras:** Did you visit other offices of members of Parliament in the West Block the same day?

**Sgt Bradley:** No, sir.

**Mr. Dupras:** Why?

**Sgt Bradley:** I had no reason to.

**Mr. Dupras:** Was this because no information that you were in possession of led you to believe that you should go into other offices? Is that right?

**Sgt Bradley:** I had no information in my possession that would lead me to go any place else except to the source of the information, which was Miss Gelber.

**Mr. Dupras:** Yes, but this information was limited to Miss MacDonald's office.

**Sgt Bradley:** Yes, sir.

**Mr. Dupras:** And at no time did you think that Miss MacDonald would know anything about this.

**Sgt Bradley:** The thought never entered my mind that she would know anything about it.

**Mr. Dupras:** That is all, Mr. Chairman. Thank you.

**The Vice-Chairman:** Thank you, Mr. Dupras.

I have the names of the following: Messrs. Clark, Fleming, Barnett, Blaker and Lachance. Mr. Clark.

[Interprétation]

**Le sergent Bradley:** Je ne sais pas, monsieur. Je l'ai vue dans la rue, c'est tout.

**M. Dupras:** Est-ce qu'elle se tenait debout ou est-ce qu'elle marchait ou est-ce qu'elle courait?

**Une voix:** Ou est-ce qu'elle sautait en l'air?

**M. Dupras:** Est-ce qu'elle sautait en l'air?

**Le sergent Bradley:** Elle se tenait debout tout simplement, monsieur.

**M. Dupras:** Êtes-vous allé du ministère à l'Édifice de l'Ouest en voiture, monsieur?

**Le sergent Bradley:** Oui, monsieur.

**M. Dupras:** Cela vous a pris combien de temps?

**Le sergent Bradley:** Je ne sais pas.

**M. Dupras:** Cinq minutes?

**Le sergent Bradley:** Probablement. Nous avons eu de la difficulté à trouver un espace pour stationner la voiture, et c'est un problème que vous autres avez ici.

**M. Dupras:** Oui. Avez-vous jamais estimé combien de temps il faudrait pour marcher du ministère à l'Édifice de l'Ouest?

**Le sergent Bradley:** Non, monsieur.

**M. Dupras:** Vous ne l'avez pas fait?

**Une voix:** Cent vingt-trois pas . . .

**Le vice-président:** Monsieur Dupras, s'il vous plaît.

**M. Dupras:** Avez-vous visité le bureau d'autres députés dans l'Édifice de l'Ouest, ce jour-là?

**Le sergent Bradley:** Non, monsieur.

**M. Dupras:** Pourquoi?

**Le sergent Bradley:** Je n'avais aucune raison de le faire.

**M. Dupras:** Lorsque vous n'aviez pas de renseignements qui vous faisaient croire que vous deviez visiter d'autres bureaux? Est-ce exact?

**Le sergent Bradley:** Je n'avais pas de renseignements qui me feraient visiter d'autres endroits à part la source des renseignements, c'est-à-dire M<sup>lle</sup> Gelber.

**M. Dupras:** Oui, mais ces renseignements n'ont pas indiqué que le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald.

**Le sergent Bradley:** Oui, monsieur.

**M. Dupras:** Et vous n'avez jamais pensé que M<sup>lle</sup> MacDonald serait au courant de tout ceci.

**Le sergent Bradley:** Je n'ai jamais pensé qu'elle serait au courant de cela.

**M. Dupras:** C'est tout, monsieur le président, merci.

**Le vice-président:** Merci monsieur Dupras.

J'ai les noms des membres suivants: MM. Clark, Fleming, Barnett, Blaker et Lachance. Monsieur Clark.

[Text]

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I will be very brief. First of all, referring to your last statement, you said that matter had never entered your mind. Yet on page 1 of your statement presented yesterday, you indicated that your conversations with Miss Gelber led you:

... to believe that the information she had obtained had in fact come from Flora MacDonald, through a source of hers (MacDonald's) within the Department of Indian Affairs.

So, at that point in time, you must have thought Miss MacDonald had knowledge of something.

**Sgt Bradley:** They led me to believe Miss MacDonald might be able to identify the source of information.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** You were led to believe that by whom?

**Sgt Bradley:** By Miss Gelber.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Do you recall what Miss Gelber said precisely?

**Sgt Bradley:** No, sir.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I have a couple of quick questions. Did you or anyone else in the RCMP or, to your knowledge, in the Ottawa City Police receive a suggestion at any time previous to your arrival in Mr. Bennett's office that Nancy Gelber, Flora MacDonald, any other MP or any other employee of any other MP might have relevant information on the matter of the missing files?

**Sgt Bradley:** No, sir.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Does that reply cover the Ottawa City Police as well?

**Sgt Bradley:** No; I cannot speak for the Ottawa City Police. I am sorry.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** A final question of clarification. Was it Mr. Bennett's suggestion that you should seek both the files and information as to the identity of the source of Miss Gelber's alleged information at the office of Flora MacDonald? In other words, did he suggest that there were two things there you should seek, the first being the files, the second being the identity of the person within the Department of Indian Affairs who might have been the source?

**Sgt Bradley:** I do not think he suggested any course of action to us.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** He suggested something that caused you to go.

**Sgt Bradley:** He gave us information, sir.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Was that information that the files might be there or that there might be information there as to the source of the alleged information Miss Gelber had which would presumably lead you to detection of the files?

[Interpretation]

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je serai très bref. D'abord, à propos de vos dernières paroles, vous avez dit que vous n'aviez jamais pensé à cette question. Cependant, à la page 1 de votre déclaration présentée hier, vous avez indiqué que vos conversations avec M<sup>lle</sup> Gelber vous portaient:

... à croire que les renseignements qu'elle avait obtenus provenaient, en fait, de M<sup>lle</sup> Flora MacDonald qui elle les avait obtenus du ministère des Affaires indiennes.

Donc, vous auriez dû alors penser que M<sup>lle</sup> MacDonald savait quelque chose.

**Le sergent Bradley:** J'ai été porté à croire que M<sup>lle</sup> MacDonald pourrait nous indiquer la source de renseignements.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Qui vous avait porté à croire cela?

**Le sergent Bradley:** M<sup>lle</sup> Gelber.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-ce que vous vous souvenez exactement de ce qu'a dit M<sup>lle</sup> Gelber?

**Le sergent Bradley:** Non.

**M. Clark (Rocky Mountain):** J'aimerais poser quelques questions rapidement. Est-ce que vous ou quelqu'un d'autre à la Gendarmerie royale du Canada ou, à votre connaissance, dans les forces de police de la Ville d'Ottawa étiez porté à croire avant votre arrivée dans le bureau de M. Bennett que Nancy Gelber ou Flora MacDonald, ou tout autre député ou tout autre employé d'un député pourrait détenir des renseignements pertinents au sujet de ces dossiers manquants?

**Le sergent Bradley:** Non.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-ce que votre réponse est aussi valable pour la police d'Ottawa?

**Le sergent Bradley:** Non, je ne puis parler au nom de la police d'Ottawa.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Une dernière question pour éclaircir ceci. Est-ce que c'est M. Bennett qui vous a poussé à rechercher les dossiers et les renseignements au sujet des sources prétendues d'information de M<sup>lle</sup> Gelber au bureau de M<sup>lle</sup> Flora MacDonald? En d'autres termes, est-ce que c'est lui qui vous a indiqué qu'il vous fallait faire enquête sur d'autres questions: premièrement, sur les dossiers; deuxièmement, d'essayer de trouver quelle était la personne qui au sein du ministère des Affaires indiennes aurait pu être la source de renseignements?

**Le sergent Bradley:** Je ne crois pas qu'il nous ait proposé une façon d'agir.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-ce qu'il vous a indiqué quelque chose qui vous a porté à vous y rendre?

**Le sergent Bradley:** Il nous a donné des renseignements.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-ce que ces renseignements étaient aux fins que les dossiers pourraient se trouver là ou que vous pourriez y trouver des renseignements quant à la source des renseignements qu'on prétendait M<sup>lle</sup> Gelber détenir et qui devaient vous permettre de trouver ces dossiers?

[Texte]

**Sgt Bradley:** There was a source of information that I was primarily interested in.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I gather from your second paragraph that the source of information was an unidentified person within the Department of Indian Affairs.

**Sgt Bradley:** That was the conclusion I reached.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Was that conclusion on the basis of information from Mr. Bennett?

**Sgt Bradley:** Yes, sir.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Thank you.

**The Vice-Chairman:** Mr. Fleming and then Mr. Barnett.

**Mr. Fleming:** Thank you, Mr. Chairman. I will attempt to be brief. Sergeant, when you saw Miss Gelber outside the buildings, were you in your car at that time?

**Sgt Bradley:** No, sir, I was not.

**Mr. Fleming:** You were out of the car. Fine. What I really want to try to do with a couple of questions is try to establish the tone of your actions that morning in dealing with Miss MacDonald's office and Miss Gelber. I gather that you overheard both conversations in Mr. Bennett's office with Miss Gelber that morning and I gathered from Miss Gelber's testimony that at one point, obviously, from what she said, there was quite a friendly, co-operative spirit between Mr. Bennett and Miss Gelber that is ongoing because Miss MacDonald deals with Indian affairs and they talk back and forth a lot. In fact, in one phone conversation, there was some kidding saying: "Do you have the documents?" Although you would not have heard the other end, the reply was: "No, I have not, but if I did, I certainly would read them before I returned them", or something like that. In other words, there was a pleasant tone obviously in Mr. Bennett's conversation.

**Sgt Bradley:** Oh, I would think so, yes.

**Mr. Fleming:** Then Mr. Bennett suggested that there was a possibility that the documents might arrive at Miss MacDonald's office. I am trying to eliminate, if it is true, that there was any suspicion on your part of any involvement or misaction by Miss MacDonald or Miss Gelber. You heard a conversation and found something may be related. You were anxious to act as quickly as you could because you felt that there was a suspect in the group of 200, somebody of the 200 might have had the documents you wanted and you had to act quickly to try to get to those sources before they had moved off or gone on somewhere else. Is that correct?

**Sgt Bradley:** Identify the source of information, yes.

**Mr. Fleming:** So, is it fair to say that you rushed over to the Parliament Buildings anxious to get what you felt was a co-operative spirit to talk to this person who was co-operative with Mr. Bennett and certainly would co-operate with you.

[Interprétation]

**Le sergent Bradley:** Il y avait une source de renseignements qui m'intéressait principalement.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je crois comprendre d'après votre deuxième paragraphe que cette source de renseignements était une personne non identifiée se trouvant au sein du ministère des Affaires indiennes.

**Le sergent Bradley:** C'est la conclusion à laquelle j'en étais arrivé.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-ce que vous avez déduit cette conclusion des renseignements fournis par M. Bennett?

**Le sergent Bradley:** Oui.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Merci.

**Le vice-président:** Monsieur Fleming, vous avez la parole, puis ce sera le tour de M. Barnett.

**M. Fleming:** Merci, monsieur le président. Je vais essayer d'être bref. Sergeant, lorsque vous avez vu M<sup>lle</sup> Gelber à l'extérieur de l'édifice, est-ce que vous vous trouviez dans votre voiture?

**Le sergent Bradley:** Non.

**M. Fleming:** Vous n'étiez pas dans votre voiture, très bien. Ce que j'aimerais savoir en vous posant quelques questions c'est la façon dont vous vous êtes comporté dans le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald et de M<sup>lle</sup> Gerber. Je suppose que vous avez entendu les deux conversations faites avec M<sup>lle</sup> Gelber dans le bureau de M. Bennett ce matin-là, et je crois comprendre d'après le témoignage de M<sup>lle</sup> Gelber qu'il y avait eu un esprit coopératif qui avait régné dans ces conversations entre M. Bennett et M<sup>lle</sup> Gerber parce que M<sup>lle</sup> MacDonald traite avec les affaires indiennes et il y a beaucoup de conversations à ce sujet. En fait, au cours d'une conversation téléphonique, en plaisantant, on avait dit: «Avez-vous les documents?» Et même si vous n'aviez pas entendu ce qui avait été dit à l'autre bout de la ligne, la réponse avait été: «Non, je ne les ai pas, mais si je les avais, je les aurais certainement lus avant de les rendre.» quelque chose comme ça. En d'autres termes, la conversation de M. Bennett a été faite sur un ton plaisant.

**Le sergent Bradley:** Oui, je le suppose.

**M. Fleming:** Puis M. Bennett a indiqué qu'il se pourrait que les documents arrivent dans le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald. J'essaie d'indiquer ici que très certainement vous ne soupçonnez aucunement que M<sup>lle</sup> MacDonald ou M<sup>lle</sup> Gelber soit impliquée dans l'affaire ou n'ait pas agi comme il le fallait. Vous avez entendu une conversation et cru qu'il pouvait y avoir quelque chose comme un suspect dans le groupe des 200 qui pourrait avoir les documents et vous vous êtes dépêché d'aller aux sources avant que les personnes se soient sauvées ou soient parties ailleurs. Est-ce exact?

**Le sergent Bradley:** Oui, je voulais identifier la source des renseignements.

**M. Fleming:** Donc, vous vous êtes précipité aux édifices du Parlement en pensant que cette personne qui coopérait avec M. Bennett serait très certainement prête à coopérer avec vous?



## [Text]

**Sgt Bradley:** Absolutely.

**An hon. Member:** And to protect them.

**Mr. Fleming:** Fair enough.

**Sgt Bradley:** Very definitely.

**Mr. Fleming:** Obviously it is your job to suspect anybody who might be involved, but were you thinking in relation to any suspicion or of suspects of an involvement with Miss MacDonald or Miss Gelber?

• 1725

**Sgt Bradley:** No. I was only expecting co-operation from Miss Gelber and Miss MacDonald in terms of identifying the source of information that might be relevant to the investigation and I was most anxious to get to that source as quickly as possible. I had to go to Miss Gelber on an urgent basis so that we could get to the next source.

**Mr. Fleming:** So your urgency was not related only to getting as fast as you could to that office to catch somebody at the doorway or dropping of the papers but to proceed with the case if one of your suspects may have been leaving the city with these documents; they may have moved to the Hill and were moving off and your next point of contact was the office of Miss MacDonald. You showed them your credentials at the door of the House of Commons and proceeded to the office. What about the arrival at the door? What happened? You knocked?

**Sgt Bradley:** That I cannot recall. I believe we did, yes.

**Mr. Fleming:** Was there any hesitation on Miss Gelber's part in your opinion to let you enter the office?

**Sgt Bradley:** No, sir.

**Mr. Fleming:** In the course of the questioning, although I understand you did not participate in the questioning, did she show any hesitation, upset or discomfort at your being there?

**Sgt Bradley:** Not that I observed. She was most co-operative and I expected nothing less than that. We went there seeking the assistance...

**Mr. Fleming:** Seeking co-operation. You talked to Mr. Bennett who said here is somebody, and obviously you witnessed conversations in a form which would suggest a good working relationship and here is somebody who may be able to help you further.

**Sgt Bradley:** Absolutely correct.

**Mr. Fleming:** I hope that clarifies it because I was concerned during some of the questioning and every member of this Committee has a right to question; they tend to do so as they see fit. But we may have lost the sense of the spirit in which you carried out your action so we are back to the real issue as a matter of judgment over not getting clearance or not.

The past having happened, can you foresee circumstances that would lead you to enter the House of Commons again without seeking clearance through the Sergeant-at-Arms or the Chief of the Protective Staff?

**Sgt Bradley:** Well that is a fairly hypothetical situation and if I am out of order, Mr. Chairman, I hope you will so rule. Let me try to answer your question this way. Normally in conducting any investigation where there would be an involvement or even a desired interview of a member of the House of Commons or staff we would approach the Chief of the Protective Staff, Mr. Yates or the Sergeant-at-Arms who represents Mr. Speaker. I would like to say that I have been in Ottawa a great number of years and I would

## [Interpretation]

**Le sergent Bradley:** Très certainement.

**Une voix:** Et pour les protéger.

**M. Fleming:** Très bien.

**Le sergent Bradley:** Très certainement.

**M. Fleming:** De toute évidence, votre travail consiste à soupçonner toute personne qui pourrait être impliquée dans l'affaire mais dans votre esprit y avait-il un soupçon d'une implication concernant M<sup>lle</sup> MacDonald ou M<sup>lle</sup> Gelber?

**Le sergent Bradley:** Non. J'espérais seulement obtenir la coopération de M<sup>lle</sup> Gelber et de M<sup>lle</sup> MacDonald pour identifier la source d'information pertinente à l'enquête et je tenais à déceler cette source le plus tôt possible. J'ai dû en hâte communiquer avec M<sup>lle</sup> Gelber afin de remonter précipitamment à la source.

**M. Fleming:** Vous n'étiez donc pas seulement pressé de vous rendre à ce bureau pour rencontrer quelqu'un à la porte ou déposer des documents, mais aussi pour poursuivre la cause au cas où l'un de vos suspects aurait quitté la ville avec ces documents; ils étaient passés sur la colline et disparaissaient et votre prochaine démarche devait être un contact avec le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald. Vous avez présenté vos créances à la porte de la Chambre des communes et vous vous êtes rendu au bureau. Une fois rendu à la porte, que s'est-il passé? Avez-vous frappé?

**Le sergent Bradley:** Je ne me souviens pas. Je crois que oui, cependant.

**M. Fleming:** Est-ce que M<sup>lle</sup> Gelber a hésité à vous laisser entrer dans le bureau?

**Le sergent Bradley:** Non, monsieur.

**M. Fleming:** Au cours de l'interrogatoire, bien que je comprenne que vous n'y ayez pas participé, est-ce qu'elle semblait hésitante, troublée ou mal à l'aise que vous soyez là?

**Le sergent Bradley:** Pas que j'aie observé. Elle était très empressée, tel que je l'avais prévu. De là nous avons cherché de l'aide...

**M. Fleming:** Vous avez cherché de la coopération. Vous avez parlé à M. Bennett qui a dit: «Voici quelqu'un,» et évidemment vous avez été témoin de conversations suggérant des bons rapports officiels, et voici quelqu'un qui pourrait encore aider.

**Le sergent Bradley:** Exactement.

**M. Fleming:** J'espère que ceci éclaire la situation, car j'éprouvais une certaine appréhension pendant l'interrogatoire de divers membres du Comité concernant les questions exactes à poser; ils semblaient le faire au petit bonheur. Nous nous sommes peut-être écartés de l'esprit dans lequel vous avez rempli vos fonctions et nous revenons au point crucial, à savoir si oui ou non vous aviez eu clérance.

Le passé c'est le passé, mais pouvons-nous prévoir des circonstances qui inciteraient à l'entrée à la Chambre des communes sans avoir obtenu «clérance» du sergent d'Armes ou du chef du personnel de sécurité?

**Le sergent Bradley:** C'est une situation plutôt hypothétique et si ma réponse n'est pas conforme au règlement, monsieur le président, j'espère que vous me rappellerez à l'ordre. Je vais essayer de répondre à votre question. D'habitude, au cours d'une enquête où un député aurait un rôle à jouer, où on voudrait avoir une entrevue avec lui ou son personnel, nous nous adresserions au chef de la sécurité, M. Yates, ou au sergent d'Armes, qui représente l'Orateur. Je tiens à consigner que j'ai passé de nombreuses années à

## [Texte]

like to comment that over the years we have had excellent co-operation from the Sergeant-at-Arms, Chief Yates, from Mr. Speaker and from all members of the House of Commons that I have ever come in contact with—and there has been a good number.

**Mr. Fleming:** Good. What I am trying to get at is his. Perhaps you have experienced it in the past and it may happen in the future: because a member of the House of Commons or their staff was under suspicion or involved in something where you felt they might be implicated, would you or have you felt a responsibility that certainly under those conditions you would check it out with the Protective Staff?

**Sgt Bradley:** Normally in all cases where there was no urgency we would never consider approaching a member of the House of Commons without proper procedures. In this case there was a tactical field decision I took that I felt it was of considerable urgency to talk to Miss Gelber as soon as possible.

**Mr. Fleming:** And did not relate at that time in your mind any way to any suspicion towards those two people?

**Sgt Bradley:** No suspicion whatsoever in my mind towards those two people. I felt they could assist us and I was quite certain they would.

**Mr. Fleming:** Thank you.

**The Vice-Chairman:** Mr. Barnett and then Mr. Blaker.

• 1730

**Mr. Barnett:** Mr. Chairman, I certainly do not presume to know anything about the proper methods of carrying on an investigation in relation to events of theft but I would like to say that from anything I have heard so far it would appear that what happened would be perfectly normal if it involved any other buildings than the ones on Parliament Hill.

There are one or two questions I would like to ask relating directly to the question of the fact that you have already said that you did not follow the normal procedure of entering the building.

Despite the urgency that you have explained on two counts, one being the possible interception and the other being the matter of getting information, was any consideration given by you and the people you were working with in this emergency to making some arrangement directly with the constable at the Wellington Street entrance to the West Block before following the unusual course of proceeding directly to a member's office?

**Sgt Bradley:** No, I think I have to take the responsibility for that. I was on what I thought was a fairly urgent matter and, normally, when entering any of the buildings within the confines of Parliament Hill when we approach a member of the security staff they normally telephone. However, I suspect that the constable on duty detected from my behaviour a degree of urgency and he simply said "carry on", which I did. And I would like to state that I do not think he was seriously at fault for that.

**Mr. Barnett:** From the original presentation of your statement and the questions that were asked of Superintendent Sauvé, I had formed the impression that the greatest urgency related to the possible interception of the documents and the person who might be in possession of them. In the context of that aspect of what was in your mind, and knowing, as I am sure you do, that there is very

## [Interprétation]

Ottawa et que nos rapports ont toujours été excellents avec le sergent d'Armes, le chef Yates, et que nous avons eu pleine collaboration de la part de l'Orateur et de tous les députés auxquels j'ai jamais eu affaire et ils sont nombreux.

**M. Fleming:** Très bien. Ce que j'essaie de faire ressortir c'est que peut-être vous avez eu cette expérience dans le passé et pourrez de nouveau rencontrer une situation semblable dans l'avenir. Un cas où un député ou un membre de son personnel aurait éveillé des soupçons ou aurait été mêlé à quelque affaire louche, et, dans ce cas, auriez-vous assumé la responsabilité, vu les circonstances, de consulter un membre du personnel de la sécurité?

**Le sergent Bradley:** Ordinairement, dans tous les cas qui ne créent pas une situation d'urgence, nous ne songerions pas à approcher un député sans passer par la procédure officielle. Dans ce cas, il y avait une décision rapide à prendre et que j'ai prise car il me semblait de toute urgence de parler à M<sup>lle</sup> Gelber.

**M. Fleming:** Sans éprouver à ce moment-là le moindre soupçon à l'égard de ces deux personnes?

**Le sergent Bradley:** Sans éprouver le moindre soupçon à l'égard de ces deux personnes. J'estimais qu'elles pouvaient aider et j'en étais très persuadé.

**M. Fleming:** Merci.

**Le vice-président:** Monsieur Barnett, puis monsieur Blaker.

**M. Barnett:** Monsieur le président, je ne prétends pas savoir quoi que ce soit sur les méthodes appropriées de conduire une enquête concernant des faits impliquant le vol, mais je tiens à dire que, d'après ce que j'ai entendu jusqu'à présent, il semble que ce qui s'est produit appert tout à fait normal si cela était arrivé en tout autre édifice que ceux du parlement.

J'aimerais poser une ou deux questions concernant directement le fait que vous avez déjà déclaré n'avoir pas suivi la procédure ordinaire pour pénétrer au parlement.

En dépit de la nature urgente de la cause comme vous l'avez expliquée sur deux points, soit la possibilité d'être intercepté et l'autre étant d'obtenir de l'information, est-ce que vous avez songé ainsi que vos collaborateurs à prendre certaines dispositions directement avec le constable qui garde la porte d'entrée de la rue Wellington de l'édifice de l'ouest avant de procéder de façon ordinaire directement jusqu'au bureau du député.

**Le sergent Bradley:** Non, et j'en suis responsable. Il me semblait remplir une mission urgente, et, ordinairement, lorsque nous pénétrons dans les édifices du parlement et nous adressons à un membre du personnel de la sécurité il téléphone. Toutefois, j'ai eu l'impression que le constable de faction avait observé dans mon attitude la nature urgente de ma mission et il a simplement dit: «allez-y». Et c'est ce que j'ai fait. J'estime qu'il ne doit pas en être blâmé.

**M. Barnett:** D'après votre première déclaration et les questions qui ont été posées au surintendant Sauvé, j'avais l'impression que la nature particulièrement urgente de votre mission était la possibilité d'intercepter les documents et la personne qui pourrait les avoir en sa possession. Ayant à l'esprit ce contexte et sachant, comme vous le savez je n'en doute pas, qu'il y a restriction de l'entrée au

[Text]

limited access to these buildings, I wanted to ask you whether you had given consideration to simply intercepting any persons of that kind, with the co-operation of the constable who might be seeking to enter the building?

**Sgt Bradley:** The prime consideration, as I have so stated, was to identify the source of the information. In an investigation of this nature it is a constantly changing thing and your priorities are constantly being adjusted, based on information that is received.

**Mr. Barnett:** You are saying that the possibility of actual interception of a person carrying the documents was a secondary possibility of what might occur, in relation to your being at Miss MacDonald's office at that time?

**Sgt Bradley:** Yes, I would think it would be secondary. We were primarily interested in identifying the source of information that led us to believe that those files might be delivered there.

**Mr. Barnett:** Did you consider, in view of what you said about the evidence of co-operation from Miss Gelber, inviting her to meet you elsewhere, other than in these buildings?

**Sgt Bradley:** We were not in touch with Miss Gelber directly, sir.

**Mr. Barnett:** Well, did you consider the possibility of getting in touch with her, or getting in touch with Miss MacDonald by telephone, seeking to make such an arrangement on an urgent basis in order that you might interview her elsewhere?

**Sgt Bradley:** I felt at the time, because of the people that we were interested in were on the grounds, that I should get over there as quickly as possible, because of the reasons that I have stated to this committee many times.

**Mr. Barnett:** Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** I have two remaining questioners, Mr. Blaker and Mr. Lachance.

**Mr. Blaker:** One of the advantages, Sergeant, of being low down on the list is that there are not too many questions you can ask when you get to this point in time.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Invent some.

**Mr. Blaker:** No, I will not do that. I am sure he would only express delight if I had that many fewer questions to ask him.

Sergeant, the only purpose of my repetition is that in due course the committee will want to come to some considerations. But I will be brief.

• 1735

Very briefly, I understand that in the presence of Mr. Bennett and two city police officers you had sufficient information to indicate to you that you might be able to track down a stolen file, either in passage or at location, by heading towards Miss Gelber. Is that correct?

**Sgt Bradley:** Basically, yes, that is correct.

**Mr. Blaker:** You identified yourself at the door of the building and you were waved on down the hall and Miss MacDonald's office was pointed out to you by the security staff. Is that correct?

[Interpretation]

parlement, pensiez-vous simplement arrêter ces personnes avec la coopération du constable?

**Le sergent Bradley:** Le souci premier, comme je l'ai déclaré, était d'identifier la source d'information. Dans une enquête de cette nature tout évolue rapidement il faut sans cesse rétablir l'ordre prioritaire d'après les renseignements qu'on obtient.

**M. Barnett:** Ce que vous dites c'est que d'arrêter la personne portant les documents était secondaire par rapport à l'importance pour vous de vous trouver dans le bureau de M<sup>me</sup> MacDonald à ce moment-là?

**Le sergent Bradley:** Oui, cela m'apparaît secondaire. Ce qui nous intéresse tout d'abord et avant tout c'est d'identifier la source d'information qui nous incite à croire que ces documents ont été livrés à cet endroit.

**M. Barnett:** Avez-vous songé, vu ce que vous avez dit au sujet de la coopération volontaire de M<sup>me</sup> Gelber, à l'inviter à vous rencontrer ailleurs que dans les édifices du Parlement?

**Le sergent Bradley:** Nous n'étions pas en communication directe avec M<sup>me</sup> Gelber monsieur.

**M. Barnett:** Alors, avez-vous songé à communiquer avec elle, ou avec M<sup>me</sup> MacDonald par téléphone, en vue de prendre les dispositions nécessaires et urgentes susceptibles de vous fournir ailleurs une entrevue?

**Le sergent Bradley:** J'ai pensé à ce moment-là, les personnes auxquelles nous étions intéressées se trouvant sur le terrain, que je devais m'y rendre sans tarder pour les raisons que j'ai plusieurs fois citées au Comité.

**M. Barnett:** Merci, monsieur le président.

**Le président:** J'ai encore deux membres qui désirent interroger: M. Blaker et M. Lachance.

**M. Blaker:** Un des avantages, sergent, d'être au bas de la liste, c'est qu'il ne reste pas trop de questions à poser quand on arrive à ce moment-là.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Inventez-en.

**M. Blaker:** Non, je ne ferai pas cela. Il serait trop content si je n'avais que ces quelques questions à poser.

Sergeant, si je me répète, c'est qu'en temps et lieu le Comité voudrait fixer ses vues. Mais je serai bref.

Très brièvement, je crois comprendre qu'en présence de M. Bennett et deux agents de police de la ville, vous aviez assez d'information pour penser pouvoir retracer un dossier manquant, soit en passant ou dans le local, en vous dirigeant vers M<sup>me</sup> Gelber. Est-ce exact?

**Le sergent Bradley:** Fondamentalement oui c'est exact.

**M. Blaker:** Vous vous êtes identifié à la porte de l'édifice et un agent du personnel de la sécurité vous a fait signe de passer et vous a indiqué le bureau de M<sup>me</sup> MacDonald. Est-ce exact?



[Texte]

**Sgt Bradley:** That is correct, sir.

**Mr. Blaker:** I would like to ask you a question with respect to a statement that I understand was recently made. I merely want to know whether you would be in a position to comment on this statement. It was made, I believe, by Miss MacDonald on CBC television on September 4. She indicated that the implication ran throughout the questioning by the peace officers that she was somehow involved in a criminal offence and that they did this without any kind of proof, without a shred of evidence to offer, etc. During the one interview while you were there with Miss Gelber was there any indication on your part, or to the best of your knowledge on the part of the city police officers, that implications were being made that either Miss Gelber or Miss MacDonald were involved in criminal offences?

**Sgt Bradley:** None, sir.

**Mr. Blaker:** May I directly ask you if you are prepared to contradict any implication made in that statement, then, to the effect that you or the other officers in any way behaved as though Miss MacDonald or her staff were involved in a criminal offence?

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** On a point of order, Mr. Chairman. I wonder if we might have some verification that that statement was in fact made. Do you have a transcript?

**Mr. Blaker:** Mr. Clark, I only have a sheet of paper with what appears to be a transcript, and it is dated Tuesday, September 4.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** You are satisfied that it is a transcript and you would be prepared to append it?

**Mr. Blaker:** Certainly I would hand it in. The only difficulty, as you know, is that Sergeant Bradley is giving testimony now and I did not interrupt. I perhaps should have gone around and privately asked Miss MacDonald if the statement is correct.

**Mr. Barnett:** Mr. Chairman, on a point of order.

**The Vice-Chairman:** Mr. Barnett.

**Mr. Barnett:** I do not have the document which is being referred to. However, I am looking at the statement made by Miss MacDonald in the House, in which there is a reference to this, and I think it would be relevant to draw attention to it. It reads:

On the second occasion when I arranged to meet them they continued this type of interrogation.

I think this is the definitive statement that has a bearing on this. In view of the fact that it is already in evidence that on the second occasion Sergeant Bradley was not present, the only question that would be relevant would be what might have happened at the first meeting with Miss Gelber when Miss MacDonald was not present and Sergeant Bradley was.

**Mr. Blaker:** Mr. Chairman, perhaps I could rephrase the question in a way that would do no damage.

**The Vice-Chairman:** Yes, I wish you would try, Mr. Blaker, please.

[Interprétation]

**Le sergent Bradley:** C'est exact, monsieur.

**M. Blaker:** J'aimerais vous poser une question concernant une déclaration faite récemment. Je veux simplement savoir si vous êtes en mesure de commenter cette déclaration. Elle a été faite me semble-t-il par M<sup>me</sup> MacDonald au cours d'une entrevue télévisée à Radio-Canada le 4 septembre. Elle a indiqué que toutes les questions posées par les agents de la paix supposaient qu'elle était de quelque façon mêlée à un délit criminel et cela sans la moindre preuve, sans aucun vestige d'une preuve. Au cours de l'entrevue, tandis que vous étiez présent avec M<sup>me</sup> Gelber, avez-vous laissé entendre de quelque façon que ce soit, au meilleur de votre connaissance aux officiers de la ville, que soit M<sup>me</sup> Gelber, soit M<sup>me</sup> MacDonald, étaient mêlées à une action criminelle?

**Le sergent Bradley:** Non, monsieur.

**M. Blaker:** Me permettez-vous de vous demander directement si vous êtes prêt à contredire toute implication de cette déclaration à l'effet que vous ou d'autres agents ont d'une manière ou d'une autre agi de façon que M<sup>me</sup> MacDonald ou son personnel semblent mêlés à un délit criminel?

**M. Clark (Rocky Mountain):** J'invoque le Règlement, monsieur le président. Je me demande si on ne pourrait nous confirmer que cette déclaration a été faite. Y a-t-il une transcription?

**M. Blaker:** Monsieur Clark, je n'ai qu'une feuille de papier qui semble être une transcription datée du mardi 4 septembre.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Vous êtes persuadé que c'est une transcription et vous seriez prêt à l'annexer?

**M. Blaker:** Je suis certainement prêt à la déposer. La seule difficulté, comme vous le savez, c'est que le sergent Bradley témoigne présentement et je n'ai pas voulu interrompre. J'aurais peut-être dû demander à M<sup>me</sup> MacDonald à part si la déclaration était exacte.

**M. Barnett:** Monsieur le président, je fais appel au Règlement.

**Le vice-président:** Monsieur Barnett.

**M. Barnett:** Je n'ai pas le document auquel on fait allusion; toutefois, j'ai la déclaration faite par M<sup>me</sup> MacDonald en Chambre qui la mentionne et je pense qu'il serait pertinent de l'examiner et je la cite:

La deuxième fois que je les ai rencontrés ils ont poursuivi ce genre d'interrogatoire.

Je crois que cette dernière déclaration est celle qui doit compter ici. Vu qu'il est déjà consigné dans les témoignages que le sergent Bradley n'était pas présent la seconde fois, la seule question pertinente serait de savoir ce qui est arrivé au cours de la première rencontre avec M<sup>me</sup> Gelber alors que M<sup>me</sup> MacDonald n'était pas présente mais que le sergent Bradley s'y trouvait.

**M. Blaker:** Monsieur le président, je pourrais peut-être reformuler cette question de manière à éviter le méfait.

**Le vice-président:** Oui, j'aimerais que vous essayez, si le voulez bien monsieur Blaker.

[Text]

**Mr. Blaker:** Sergeant Bradley, I am not suggesting that I have any documentation or evidence that this is correct, but it is possible that statements have been made either publicly or elsewhere to the effect that the part of the investigation in which you were involved in some measure involved intimations by you that either Miss MacDonald or her staff were involved in a criminal offence. I simply want to ask you if you are prepared to deny that flatly?

**Sgt Bradley:** I would have to because I took no part in the interview.

**Mr. Blaker:** Thank you very much. I have no further questions.

**The Vice-Chairman:** Thank you, Mr. Blaker. Mr. Lachance.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Further on that point of order, if I may. I wonder if Mr. Blaker would clarify whether the document to which he stopped referring was a transcript of remarks directly uttered, presumably, by Miss MacDonald or whether it was a transcript of a report based upon those remarks?

**Mr. Blaker:** Mr. Chairman, would it satisfy Mr. Clark and yourself if, after the Committee rises, I check with Miss MacDonald to find out if this indeed is her statement and, in any event, give it to the Clerk. Would that satisfy Mr. Clark?

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I do not want to prolong this. A yes or no would answer my question.

**Mr. Blaker:** Mr. Chairman, apparently it would not satisfy Mr. Clark. Perhaps you would be prepared to assist in the answering.

• 1740

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** It would satisfy me if he could answer the question yes or no.

**The Vice-Chairman:** I must also . . .

**Mr. Blaker:** My apologies; I got lost in the question. Would you like me to obtain a transcript from CBC? Is that what you are asking?

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Is that what you are reading from?

**Mr. Blaker:** What appears to be, yes.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Sorry, my question is: is it a transcript of remarks attributed to Miss MacDonald or is it a transcript of a report based upon those remarks?

**Mr. Blaker:** It appears to be a transcript of a remark made by Miss MacDonald with CBC Radio.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Fine. That is my question. Thanks very much. I am sorry to take so long.

**The Vice-Chairman:** On a point of order, Mr. Fleming.

**Mr. Fleming:** Am I correct that that document has not been entered and given any authority?

[Interpretation]

**M. Blaker:** Sergeant Bradley, je ne prétends pas avoir de document ou de preuve l'attestant, mais il est possible que des propos aient été tenus publiquement ou ailleurs à l'effet que la partie de l'enquête à laquelle vous avez été mêlé laissait entendre de votre part que soit M<sup>lle</sup> MacDonald ou des membres de son personnel étaient mêlés à un délit criminel. Êtes-vous prêt à le nier?

**Le sergent Bradley:** Je le dois puisque je n'ai pas participé à l'entrevue.

**M. Blaker:** Merci beaucoup. Je n'ai pas d'autre question.

**Le vice-président:** Merci, monsieur Blaker. Monsieur Lachance.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Pour faire suite à cet appel au Règlement, si vous voulez bien me le permettre. Je me demande si M. Blaker pourrait nous expliquer si le document auquel il n'a cessé de se référer était une transcription des commentaires faits directement on le suppose par M<sup>lle</sup> MacDonald, ou s'il s'agissait de la transcription d'un résultat de ces commentaires?

**M. Blaker:** Monsieur le président, M. Clark et vous-même seriez-vous satisfaits, si, après la levée de la séance du Comité, je vérifiais auprès de M<sup>lle</sup> MacDonald afin de m'assurer que c'est bien là sa déclaration et, en toute état de cause, je la remettais au greffier. Est-ce que cela sera satisfaisant pour M. Clark?

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je ne veux pas prolonger les débats. Un oui ou un non répondra à ma question.

**M. Blaker:** Monsieur le président, il semble que M. Clark n'en serait pas satisfait. Peut-être seriez-vous disposé à aider à répondre.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je serais tout à fait satisfait s'il pouvait répondre oui ou non à ma réponse.

**Le vice-président:** Je dois également . . .

**M. Blaker:** Je vous demande pardon; je n'ai pas très bien compris la question. Voudriez-vous que j'obtienne une transcription de Radio-Canada? Est-ce que c'est ce que vous demandez?

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-ce là votre source de lecture?

**M. Blaker:** Ce qui semble l'être, oui.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je vous demande pardon, ma question est la suivante: s'agit-il d'une transcription des remarques attribuées à M<sup>lle</sup> MacDonald ou s'agit-il d'une transcription d'un rapport se fondant sur ces remarques?

**M. Blaker:** Il semble qu'il s'agisse d'une transcription d'une remarque faite par M<sup>lle</sup> MacDonald à Radio-Canada.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Très bien. C'était ma question. Merci beaucoup. Je regrette de vous avoir fait perdre tant de temps.

**Le vice-président:** M. Fleming invoque le Règlement.

**M. Fleming:** Ai-je raison de dire que ce document n'a pas été présenté et qu'il n'a pas été reconnu comme véridique?

[Texte]

**The Vice-Chairman:** That is correct. The witness was not caused to respond in any fashion to questions based on that document.

**Mr. Lachance:** Sergeant Bradley, you were looking for a source of information. Would you elaborate on what you mean by "a source of information"; given by whom or to whom?

**Sgt Bradley:** Yes, I will try.

We were in receipt of information from Mr. Bennett, which apparently originated with Nancy Gelber, to the effect that the files in question might be delivered to the office of Miss MacDonald. We were attempting to identify the source of information through Miss Gelber.

**Mr. Lachance:** Am I correct in saying that you were trying to ascertain that source of information...

**Sgt Bradley:** And the reliability of that source.

**Mr. Lachance:** ... which is supposed to be Miss Gelber?

**Sgt Bradley:** No, it was not supposed to be Miss Gelber.

**Mr. Lachance:** Or someone who called...

**Sgt Bradley:** Someone whom Miss Gelber might be acquainted with, and we did not know that and that is what we were hoping to find out.

**Mr. Lachance:** After hearing the last telephone conversation between Mr. Bennett and Miss Gelber—or the alleged conversation, because you were not talking to Miss Gelber but Mr. Bennett was talking to her—and after the conversation was finished did you leave the office of Mr. Bennett immediately to come to the House?

**Sgt Bradley:** No, I do not think so, not immediately.

**Mr. Lachance:** How long after?

**Sgt Bradley:** I do not know, sir.

**Mr. Lachance:** Five, ten or fifteen minutes?

**Sgt Bradley:** We arrived at the West Block at 11 a.m. I am not precise on what time we left. There were other things that we were doing as well.

**Mr. Lachance:** When you left the office of Mr. Bennett to come to the House were you under the impression that Miss Gelber was waiting for you, or did she know that you were coming?

**Sgt Bradley:** I felt, and I have no reason really to feel this, that Miss Gelber expected us. Yet I have no reason to believe that. It is only a feeling I have and I cannot support it at all.

**Mr. Lachance:** And this feeling came from the conversation you had with Mr. Bennett after the telephone call?

**Sgt Bradley:** I cannot support that feeling that I have. It is only a feeling I had, and I do not know whether there is any validity in it.

[Interprétation]

**Le vice-président:** C'est exact. Le témoin n'a aucunement été obligé de répondre aux questions se fondant sur ce document.

**M. Lachance:** Sergent Bradley, vous cherchez une source d'information. Pouvez-vous nous préciser ce que vous entendez par «source d'information»; donnée par qui ou à qui?

**Le sergent Bradley:** Oui, je vais essayer.

Nous avons reçu des renseignements de M. Bennett qui semble les avoir lui-même obtenus de Nancy Gelber; et ces renseignements semblent indiquer que les dossiers en question pourraient être apportés au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald. Nous essayons d'identifier la source d'information auprès de M<sup>lle</sup> Gelber.

**M. Lachance:** Aie-je raison de dire que vous avez essayé de vérifier cette source d'information...

**Le sergent Bradley:** Et la valeur de cette source.

**M. Lachance:** ... qui serait M<sup>lle</sup> Gelber?

**Le sergent Bradley:** Non, ce ne serait pas M<sup>lle</sup> Gelber.

**M. Lachance:** Ou quelqu'un qui a appelé...

**Le sergent Bradley:** Quelqu'un que M<sup>lle</sup> Gelber pourrait connaître, mais que nous ne connaissons pas et c'est ce que nous essayons de trouver à ce moment-là.

**M. Lachance:** Après avoir entendu la dernière conversation téléphonique entre M. Bennett et M<sup>lle</sup> Gelber—ou la prétendue conversation, car ce n'est pas vous qui parliez à M<sup>lle</sup> Gelber mais bien M. Bennett—et une fois que la conversation a pris fin avez-vous quitté le bureau de M. Bennett immédiatement pour venir à la Chambre des communes?

**Le sergent Bradley:** Non, je ne pense pas; pas immédiatement.

**M. Lachance:** Combien de temps après?

**Le sergent Bradley:** Je ne sais pas, monsieur.

**M. Lachance:** Cinq, dix ou quinze minutes?

**Le sergent Bradley:** Nous sommes arrivés à l'édifice de l'ouest à 11 h.00. Je ne suis pas sûr du moment où nous avons quitté. Nous avions également d'autres missions à accomplir.

**M. Lachance:** Lorsque vous avez quitté le bureau de M. Bennett pour venir à la Chambre avez-vous l'impression que M<sup>lle</sup> Gelber vous attendait, ou savait-elle que vous alliez venir?

**Le sergent Bradley:** J'ai eu l'impression, et je n'ai aucune raison pour cela en vérité, que M<sup>lle</sup> Gelber nous attendait. Pourtant, aucune raison ne me permet de le croire. C'est simplement une impression que j'ai et il m'est impossible de me justifier.

**M. Lachance:** Et vous avez eu cette impression à la suite de la conversation que vous avez eue avec M. Bennett après l'appel téléphonique?

**Le sergent Bradley:** Il m'est impossible de justifier cette impression. C'est simplement une impression et je ne sais pas si elle est justifiable.



[Text]

**Mr. Lachance:** Were you surprised to see her on the street?

**Sgt Bradley:** Again, she just happened to be on the street.

**Mr. Lachance:** I thought she could have been expecting you and that was why she was on the street. That is the only reason I asked this question. But she did not know exactly that you would be coming.

**Sgt Bradley:** Let me clarify that for you, if I can.

As I said earlier this evening, I happened to know who Miss Gelber was but she surely would not know who I was.

**An hon. Member:** She knows now.

**Mr. Barnett:** As far as you know, she knew who you were.

**Sgt Bradley:** No, she would not. I would not think so.

**Mr. Lachance:** I have no further questions, Mr. Chairman.

**The Vice-Chairman:** Thank you, Mr. Lachance.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I have just one question, to follow up that line. I know it is difficult to know why a person has a feeling. Do you think the reason you had that feeling that Miss Gelber was expecting you was that she showed no particular surprise when you identified yourself?

• 1745

**Sgt Bradley:** There may have been several reasons. One, I believe she was probably aware that we were in Mr. Bennett's office.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** What makes you believe that?

**Sgt Bradley:** Because of the conversation that may have taken place. I do not know but she certainly did not seem surprised, or if she did I did not notice it when we arrived. She might have been very surprised when we arrived.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** My impression, in passing, Mr. Chairman, is that Miss Gelber seldom shows surprise. I just enter that for what it is worth. But I would like to ask...

**The Vice-Chairman:** Miss Gelber has left an impression, Mr. Clark.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I would like to ask whether Sergeant Bradley can recall any aspects of the conversation he heard between Mr. Bennett and Miss Gelber that suggested Miss Gelber would draw from the conversation the idea that police officers would be coming to the office.

**Sgt Bradley:** No, I cannot recall any aspect of that conversation that would make Miss Gelber think that. No, I am sorry I cannot.

[Interpretation]

**M. Lachance:** Avez-vous été surpris de la rencontrer dans la rue?

**Le sergent Bradley:** Là encore, si elle se trouvait dans la rue, c'est un pur hasard.

**M. Lachance:** Je croyais qu'elle aurait pu vous attendre et que c'était la raison pour laquelle elle se trouvait dans la rue. C'est uniquement pour cela que j'ai posé cette question. Mais elle ne savait pas exactement que vous alliez venir.

**Le sergent Bradley:** Permettez-moi de vous préciser cela si je le puis.

Comme je l'ai dit plus tôt dans la soirée, il se trouvait que je savais qui était M<sup>lle</sup> Gelber alors qu'elle ne savait pas qui j'étais.

**Une voix:** Mais maintenant elle est fixée.

**M. Barnett:** Autant que vous sachiez, elle savait qui vous étiez.

**Le sergent Bradley:** Non, elle ne le savait pas. Je ne le pense pas.

**M. Lachance:** Je n'ai pas d'autres questions, monsieur le président.

**Le vice-président:** Merci, monsieur Lachance.

**M. Clark (Rocky Mountain):** J'ai une simple question liée à cela. Je sais qu'il est difficile de savoir pour quelle raison une personne a une impression. Pensez-vous que le fait que M<sup>lle</sup> Gelber n'ait pas paru particulièrement surprise lorsque vous vous êtes présenté, puisse vous avoir donné l'impression qu'elle vous attendait?

**Le sergent Bradley:** Il pourrait y avoir plusieurs raisons. Je crois entre autre, qu'elle savait probablement que nous nous trouvions dans le bureau de M. Bennett.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Qu'est-ce qui vous fait croire cela?

**Le sergent Bradley:** Du fait de la conversation qui a pu avoir lieu. Je ne sais pas, mais elle n'a certainement pas paru surprise ou si elle l'a été, je ne l'ai pas remarqué lorsque nous sommes arrivés. Elle aurait pu être très surprise à notre arrivée.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Soit dit en passant, monsieur le président, j'ai l'impression que M<sup>lle</sup> Gelber se montra assez rarement surprise. Je dis cela de fin utile. Mais j'aimerais demander...

**Le vice-président:** Mademoiselle Gelber laisse des impressions, monsieur Clark.

**M. Clark (Rocky Mountain):** J'aimerais demander au sergent Bradley s'il peut se souvenir de certains aspects de la conversation qu'il a entendue entre M. Bennett et M<sup>lle</sup> Gelber qui aurait pu laisser entendre que M<sup>lle</sup> Gelber pouvait déduire de la conversation l'idée que des officiers de police allaient venir à son bureau.

**Le sergent Bradley:** Non, aucun aspect de la conversation dont je me souviens, me semble devoir donner cette idée à M<sup>lle</sup> Gelber. Non, vraiment aucune; je suis désolé.

[Texte]

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Fine. Thank you.

**Mr. Nielsen:** Mr. Chairman, I have a question.

**The Vice-Chairman:** Yes. I will put your name on the list, Mr. Nielsen. We have Mr. O'Connor, Mr. Dupras and then, Mr. Nielsen. Mr. O'Connor.

**Mr. O'Connor:** Mr. Chairman, perhaps more as a point of order I wanted to make before the Sergeant left and that was to recall to him his undertaking to produce his notebook for us. I think, Mr. Chairman, it has become particularly important that we obtain that notebook and the notes of his investigation as it proceeded. I would suggest that there have been significant changes in his evidence throughout the afternoon, particularly in the area of his primary reasons for attending at Miss MacDonald's office. I believe the record will indicate that originally he went there in order to intercept somebody, to catch a thief and it shifted gradually over the course of the afternoon to the point where he went there in order to identify a source of information.

I think, Mr. Chairman, that is particularly important and I am just wondering if the Sergeant would be able, say, today, to provide his notebook for the Committee so it can be reproduced and distributed by our meeting tomorrow morning. Perhaps a messenger or somebody could accompany him home to bring it back for that purpose—if that might be in order, to suggest that to him, Mr. Chairman.

**The Vice-Chairman:** Should we have a discussion on that point, gentlemen? Mr. Lachance.

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, I do not know whether it is in order or not for Sergeant Bradley to produce his notes.

**Mr. O'Connor:** He has agreed to bring them.

**Mr. Lachance:** I think this should go through the steering committee.

**Mr. Nielsen:** Why? What is the reason?

**Mr. Lachance:** I personally do not know what is in the notes of Sergeant Bradley but there may very well be matters in his notebook which have nothing to do with this particular case.

**The Vice-Chairman:** Since the witness has no personal objection to the production of that particular notebook, I therefore would suggest that it would be proper to allow that question and to allow the notebook to be presented. We do then get into a difficulty of interpreting the handwriting or the intent of the notation itself, in which event if there is any questioning along that line, the witness is subject to recall. We will deal with it at that point. If you could accommodate us at the earliest and convenient moment, Sergeant, I suggest that you submit to the Clerk a copy of your notes relating to this incident. Would that satisfy the Committee?

**An hon. Member:** Sure.

**Mr. Barnett:** Mr. Chairman, I think the only question that is certainly in my mind and quite possibly in others: I want to feel assured that in having this notebook produced, we are not taking a step which would be in any way prejudicial to the conduct of the investigation if it is still going on. I am assuming that Sergeant Bradley had that in mind when he agreed to produce the book.

[Interprétation]

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Très bien. Merci.

**M. Nielsen:** Monsieur le président, j'ai une question à poser.

**Le vice-président:** Oui. J'inscris votre nom sur la liste, monsieur Nielsen. Nous avons M. O'Connor, M. Dupras et ensuite M. Nielsen. Monsieur O'Connor.

**M. O'Connor:** Monsieur le président, c'est peut-être plutôt un rappel au Règlement que je veux faire avant que le sergent ne nous quitte afin de lui rappeler qu'il s'est engagé à produire son carnet de notes. Je pense, monsieur le président, qu'il est très important que nous obtenions ce carnet de notes et les notes de l'enquête et de son déroulement. Je pense qu'il y a dû y avoir des changements importants dans la preuve fournie au cours de l'après-midi, surtout en ce qui concerne ces raisons premières qui l'ont fait se rendre au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald. Je suppose que ce document indiquera quelle origine il s'y est rendu pour prendre quelqu'un, pour attraper un voleur, et ce mobile s'est modifié graduellement au cours de l'après-midi pour le faire se rendre là, simplement pour identifier une source d'information.

Je pense, monsieur le président, que cela est très important et je me demande si le sergent pourra fournir son carnet de notes au comité dans la journée, par exemple, afin que l'on puisse en faire des feuilles de copies et qu'on puisse le distribuer d'ici notre réunion de demain matin. Un messenger ou quelqu'un d'autre pourrait peut-être l'accompagner chez-lui et ramener le document à cette fin. Si je puis me permettre de lui suggérer cela, monsieur le président.

**Le vice-président:** Messieurs, pensez-vous que nous devrions discuter cette question? Monsieur Lachance.

**M. Lachance:** Monsieur le président, je ne sais pas s'il est possible ou non au sergent Bradley de fournir ses notes.

**M. O'Connor:** Il a accepté de les apporter.

**M. Lachance:** Peut-être pourrions-nous référer cela au Comité directeur.

**M. Nielsen:** Pourquoi? Pour quelle raison?

**M. Lachance:** Personnellement, je ne sais pas ce qui se trouve dans les notes du sergent Bradley, mais il se pourrait qu'il y ait des questions qui n'ont rien à faire avec cette affaire en particulier.

**Le vice-président:** Puisqu'il, le témoin, n'a pas d'objection personnelle à ce que ce carnet de notes soit produit, je vais vous dire qu'il me semble possible d'accepter cette question et d'autoriser la production du carnet de notes. Nous allons alors nous heurter au déchiffrement de l'écriture ou à l'intention des notes elles-mêmes, auquel cas, si des problèmes de ce genre surgissaient, le témoin pourrait être appelé. Nous traiterons de cela à ce moment-là. Sergent, si vous pouvez nous donner satisfaction le plus tôt possible et au moment qui vous convient le mieux, je suggère que vous présentiez une copie de vos notes relatives à cet incident au greffier. Est-ce que cela donne satisfaction au Comité?

**Une voix:** Certainement.

**M. Barnett:** Monsieur le président, je pense que le seul problème qui de toute évidence se pose à moi et certainement à d'autres personnes c'est d'avoir l'assurance qu'en demandant que ce carnet de notes soit produit, nous ne prenons pas de mesures qui pourraient empêcher le développement normal de l'enquête, si elle se poursuit. Je suppose que le sergent Bradley y a pensé lorsqu'il a accepté de produire ce carnet.

## [Text]

**The Chairman:** I must accept your comment as being a valid one. When the question was raised initially and the offer made I did wonder whether there was any matter within those notes that could be of a confidential nature and not relating to our present case, in which event I would have presumed that the Sergeant might well be taken to express a fear in that regard and perhaps he still wishes to express such a fear, if he entertains any.

**Mr. Fairweather:** He did not entertain it.

• 1750

**Mr. Barnett:** I just feel that we should give him an opportunity, if there are any reservations in his mind in that connection, to make them clear.

**Mr. Nielsen:** Mr. Chairman, a point of order has been raised, if you will permit me to speak to it.

**The Vice-Chairman:** Yes, Mr. Nielsen on a point of order.

**Mr. Nielsen:** Mr. Chairman, it seems to me we are discussing a question of privilege here concerning the breach of the confidentiality of a member's office, a member's information and a member's staff, this being the pertinent reason for our being here. The Sergeant, being a long-time member of the Royal Canadian Mounted Police, would certainly have expressed reservations if there were any likelihood of the investigation being prejudiced by the production of the notebook. I would suggest that we resolve it simply by our suggestion that he produce it to the Clerk and it can be distributed in due course, just those portions that are relevant to this particular testimony.

**The Vice-Chairman:** Mr. Poulin.

**Mr. Poulin:** On a point of order, I think maybe the officer in the presence of some of us or the steering committee, if that is the right thing to do, could reproduce those portions of his notebook. I do not know whether the notebook is loose-leaf, I doubt it very much, because usually they contain many, many other investigations. He might, in the presence of the steering committee, be able to identify those pages that relate only to this investigation, that period of time, and reproduce those.

**Mr. O'Connor:** Mr. Chairman, I suggest that we can rely on the honour and the reliability of a member of the RCMP to produce all the evidence he has available on this examination.

**The Vice-Chairman:** Gentlemen, I wish opportunity to be given to the Sergeant to reconsider his genuine and kind offer. In the event that there was to be a subsequent reservation on his part, he could then express it. None forthcoming, I then suggest we follow and accept the kind offer of the Sergeant to produce to the Clerk, at a convenient moment, the notes in question. We will go on then, please, to Mr. Dupras.

**Mr. Dupras:** Yes, Mr. Chairman. Sergeant Bradley, this is further to questions put to you by Mr. Morgan as to your interest in the interception of the documents and the interception of the person carrying the documents. When you left the West Block, were you satisfied that the security guard would look after any passage of documents, boxes or things and it was their duty to be there and watch over things.

## [Interpretation]

**Le président:** Je pense que votre remarque est bien fondée. Lorsque la question a tout d'abord été soulevée, et que l'offre a été faite, je me suis demandé s'il n'y avait pas dans ces notes des sujets de nature confidentielle et sans rapport avec l'affaire qui nous intéresse, auquel cas, je suppose que le sergent pourrait vouloir formuler cette crainte; peut-être désire-t-il toujours le faire, si crainte il y a.

**M. Fairweather:** Je ne le pense pas.

**M. Barnett:** J'estime que s'il a quelque réserve à émettre à cet égard, nous devrions lui offrir la possibilité de les exprimer.

**M. Nielsen:** Monsieur le président, un rappel au Règlement a été fait et si vous me le permettez, j'aimerais en parler.

**Le vice-président:** Oui, monsieur Nielsen, au sujet du rappel au Règlement.

**M. Nielsen:** Monsieur le président, il me semble que nous discutons d'une question de privilège concernant la violation de la règle de confidentialité entourant les renseignements, le personnel et le bureau d'un député, et c'est justement la raison pour laquelle nous sommes assemblés ici. Le sergent qui fait partie de la Gendarmerie royale depuis de nombreuses années aurait certainement émis des réserves si la production de ce carnet avait pu, en quelque manière, être préjudiciable à l'enquête. Je propose donc que nous résolvions ce problème en lui demandant simplement, comme vous l'avez suggéré, qu'il confie au greffier pour qu'au moment voulu, celui-ci nous en transmette les parties se rapportant uniquement à ce témoignage particulier.

**Le vice-président:** Monsieur Poulin.

**M. Poulin:** J'invoque le Règlement. Cet officier pourrait peut-être, en la présence de certains d'entre nous, ou du Comité directeur, s'il s'avère que cela soit la chose à faire, reproduire ces parties de son carnet. Je ne sais si ce carnet est à feuilles détachables, j'en doute beaucoup, car généralement, il contient les notes de maintes autres enquêtes. Il pourrait, en la présence du Comité directeur, donner connaissance de ces pages qui ne se rapportent qu'à cette enquête, qu'à cette période, et les reproduire.

**M. O'Connor:** Monsieur le président, je suis certain que l'honneur et la confiance d'un représentant de la Gendarmerie royale nous assure qu'il produira toutes les preuves à sa disposition au cours de cet examen.

**Le vice-président:** Messieurs, je souhaite que l'on offre la possibilité au sergent de reconsidérer son offre généreuse et magnanime. Dans l'éventualité où un doute se présenterait à son esprit, il pourra alors nous en faire part. Nonobstant, je propose que nous nous en tenions à l'offre généreuse du sergent de transmettre au greffier, quand il lui conviendra, les notes en question. Nous poursuivons donc, la parole est à M. Dupras, s'il vous plaît.

**M. Dupras:** Merci, monsieur le président. Sergeant Bradley, je veux poursuivre les questions qui vous ont été posées par M. Morgan relatives à votre intérêt à l'interception de ces documents et à l'interception de la personne transportant ces documents. Lorsque vous avez quitté l'Édifice de l'Ouest, étiez-vous convaincu que le garde observerait tout passage de documents, boîtes ou choses et qu'il était de leur responsabilité d'être là et d'observer tout ce qui se passe.



[Texte]

**Sgt Bradley:** I never discussed it with the security guards.

**Mr. Dupras:** No. I am asking you if you were satisfied that security was well assured in the entrance to the West Block. You did not have to stake the building, let us say?

**Sgt Bradley:** No, I did not think that would be necessary at all.

**Mr. Dupras:** You did not.

**Sgt Bradley:** No.

**Mr. Dupras:** You did not think it was necessary because of the fact that the doors were well guarded.

**Sgt Bradley:** Right.

**Mr. Dupras:** Yes, all right. Now that you have lived through this experience, Sergeant, if you knew of a crime being committed in the West Block would you act right away or would you call your superiors or the Sergeant-at-Arms first?

**Sgt Bradley:** In light of what has now developed I would have to consider contacting the Sergeant-at-Arms or the Chief.

**Mr. Fairweather:** Which is, in fact, the bulletin ...

**The Vice-Chairman:** I am sorry, perhaps the witness has not concluded his answer. I am sorry Mr. Fairweather, did you ...

**Mr. Fairweather:** I was just talking.

**Mr. Dupras:** Suppose you had been at the door of the Centre Block the day we had a demonstration, I believe it was August 31 or September 1, I forget now, would you have given a helping hand to your colleagues or your buddies of the RCMP in order to have contained the demonstration without calling the Sergeant-at-Arms?

**Sgt Bradley:** I think I would help my colleagues, yes.

**Mr. Dupras:** If you knew that my life was threatened and you could intervene and save me, would you call the Sergeant-at-Arms first?

**Sgt Bradley:** It is a difficult question to answer. I think sometimes we get ...

**Mr. Dupras:** Thank you, very much, for your answers, Sergeant. Thank you.

**The Vice-Chairman:** Did you wish to elaborate on that last question? It goes to a state of mind in a particular instance, which is not unreal. Perhaps you would like to comment further. I do not wish to urge you, if you do not want to.

**Sgt Bradley:** No, I do not think I will comment on that.

**The Vice-Chairman:** Mr. Nielsen.

• 1755

**Mr. Nielsen:** I only have a couple of simple questions. Is your file still open on this investigation and is it continuing?

[Interprétation]

**Le sergent Bradley:** Je n'en ai jamais discuté avec les gardes.

**M. Dupras:** Non. Je vous demande si vous étiez satisfait que la sécurité était bien assurée à l'entrée de l'Édifice ouest. Disons qu'il n'était pas nécessaire d'y placer certains de vos hommes?

**Le sergent Bradley:** Non, je n'ai pas pensé que cela serait nécessaire.

**M. Dupras:** Non.

**Le sergent Bradley:** Non.

**M. Dupras:** Vous n'avez pas pensé que c'était nécessaire parce que les portes étaient bien gardées.

**Le sergent Bradley:** Oui.

**M. Dupras:** Très bien. Maintenant que vous avez vécu cette expérience, sergent, si vous appreniez qu'un crime a été commis à l'Édifice ouest, prendriez-vous des mesures immédiatement ou appelleriez-vous vos supérieurs ou le sergent d'armes en premier lieu?

**Le sergent Bradley:** Après ce qui vient de se passer, j'envisagerais de contacter le sergent d'armes ou le chef.

**M. Fairweather:** C'est-à-dire, en fait, le bulletin ...

**Le vice-président:** Je m'excuse, mais le témoin n'a peut-être pas fini de répondre. Je m'excuse, monsieur Fairweather, avez-vous ...

**M. Fairweather:** Ce n'était qu'un commentaire.

**M. Dupras:** Supposons que vous vous soyez trouvé à la porte de l'Édifice du centre le jour de la manifestation, sauf erreur, c'était le 31 août, ou le premier septembre, je ne m'en souviens pas très bien, auriez-vous prêté main-forte à vos collègues ou à vos confrères de la Gendarmerie royale pour contenir la manifestation sans appeler le sergent d'armes?

**Le sergent Bradley:** J'aurais prêté main-forte à mes collègues.

**M. Dupras:** Si vous saviez que ma vie était en danger et que vous pouvez intervenir et me sauver, appelleriez-vous d'abord le sergent d'armes?

**Le sergent Bradley:** Il est difficile de répondre à cette question. Je crois que parfois ...

**M. Dupras:** Je vous remercie, infiniment de vos réponses sergent. Merci.

**Le vice-président:** Souhaitiez-vous répondre plus longuement à cette dernière question? Il s'agit de réaction spontanée, ce qui n'a rien d'irréel. Peut-être voulez-vous nous donner de plus amples commentaires à ce sujet. Je ne vous demande pas de le faire; vous le faites si vous voulez.

**Le sergent Bradley:** Non, je préfère m'abstenir.

**Le vice-président:** Monsieur Nielsen.

**M. Nielsen:** Je n'ai qu'une ou deux questions simples à poser. Est-ce que le dossier de cette enquête est toujours ouvert et est-ce qu'elle se poursuit?

[Text]

**Sgt Bradley:** Yes, sir.

**Mr. Nielsen:** Who is in charge of the investigation?

**Sgt Bradley:** The City of Ottawa Police Force.

**Mr. Nielsen:** Are you currently up to date with respect to the investigation?

**Sgt Bradley:** I would think so, yes, apart from the fact that I was off duty yesterday.

**Mr. Nielsen:** Are you aware of whether the members of the City of Ottawa Police Force have called upon other members or their staff for the purpose of pursuing this investigation, other than Miss MacDonald and her staff?

**Sgt Bradley:** I do not think I could comment on the activities of the City of Ottawa Police.

**Mr. Nielsen:** I am asking whether you are aware?

**Sgt Bradley:** No, I am not aware.

**Mr. Nielsen:** Those are all my questions.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Nielsen. Are there any further questions, gentlemen?

I wish to express our thanks to the witness, Sergeant Bradley, for being with us today and wish him a speedy return to health.

Gentlemen, I would like to distribute a letter dated September 12 from our parliamentary counsel. Copies are ready for distribution. I ask that a motion be made to append these to our proceedings. Mr. Maingot points out in his letter that there were typographical errors in earlier proceedings and he is clarifying those typographical errors. When this is circulated I would ask for that motion, and I would also ask for another motion on when we should reconvene.

There is a motion by Mr. Peters that the September 12, 1973 letter from Mr. Maingot to Mr. Laflamme, your chairman, be annexed to the proceedings of this committee.

Motion agreed to.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I move that we meet tomorrow afternoon at 2 o'clock for the next meeting of the Committee.

**Some hon. Members:** No, no!

**The Chairman:** We now have a motion on the floor. We will now debate the motion, gentlemen.

**Mr. Fairweather:** Let us be civilized. It will be inconvenient for a good many of us to be here tonight. If it is difficult for some of you fellows tomorrow, we will accept that, and have it Monday or Tuesday.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** I think the normal procedure, Mr. Chairman, is for the steering committee to get together, and if there is any difficulty let us iron it out in the steering committee and leave it to the call of the Chair.

[Interpretation]

**Le sergent Bradley:** Oui, monsieur.

**M. Nielsen:** Qui est chargé de l'enquête?

**Le sergent Bradley:** Le corps de police de la ville d'Ottawa.

**M. Nielsen:** Savez-vous où en est cette enquête?

**Le sergent Bradley:** Je pense que oui, sauf que je n'étais pas de service hier.

**M. Nielsen:** Savez-vous si les représentants du corps de police d'Ottawa ont contacté d'autres députés ou d'autres personnels de député dont le but est de poursuivre cette enquête autre que M<sup>lle</sup> MacDonald et son personnel?

**Le sergent Bradley:** Je ne pense pas pouvoir faire de commentaires sur les activités de la police de la ville d'Ottawa.

**M. Nielsen:** Je vous demande si vous en avez eu connaissance?

**Le sergent Bradley:** Non, je n'en ai pas connaissance.

**M. Nielsen:** C'était toutes les questions que j'avais à poser.

**Le président:** Je vous remercie, monsieur Nielsen. Avez-vous d'autres questions à poser messieurs?

Je remercie donc le témoin, le sergent Bradley, d'être venu devant nous aujourd'hui et je lui souhaite un prompt rétablissement.

Messieurs, j'aimerais vous distribuer une lettre datée du 12 septembre, émanant de notre conseiller parlementaire. Les exemplaires sont prêts à être distribués. Je demande à ce qu'on propose une motion pour l'annexer à notre procès-verbal. M. Maingot dit dans sa lettre qu'il y a eu des erreurs typographiques dans les procès-verbaux précédents et il y apporte les corrections voulues. Lorsque vous aurez cette lettre en main, je vous demanderais de proposer une motion, et d'en proposer une autre pour la date de notre prochaine réunion.

M. Peters propose que la lettre du 12 septembre 1973 de M. Maingot à M. Laflamme, votre président, soit annexée au procès-verbal de ce comité.

Motion adoptée.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je propose que nous nous réunissions demain après-midi à deux heures.

**Des voix:** Non!

**Le président:** Nous sommes saisis d'une motion. Le débat à son sujet est ouvert.

**M. Fairweather:** Agissons avec plus de civilité. Pour bon nombre d'entre nous venir ce soir sera très peu pratique. Il vous est difficile pour certains d'entre vous de venir demain, nous le reconnaissons, et nous proposons donc lundi ou mardi.

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Monsieur le président, la procédure veut que le comité directeur se réunisse, et c'est à ce dernier de résoudre les problèmes s'il y en a et remettons-en nous à la présidence.

[Texte]

**The Chairman:** It is my understanding, gentlemen, that the motion on the floor is debatable. If I am incorrect, please so tell me and I will . . .

If there indeed appears to be a disposition on the part of the Committee to let the steering committee resolve the question, then will the mover please withdraw and we will go along in that way.

**Some hon. Members:** No.

**The Chairman:** Gentlemen, I have a motion on the floor and it is debatable. I will accept a list of names. Mr. Dupras.

**Mr. Dupras:** I think that we seek to meet at 8 o'clock tonight because, as you know, we have a convention over the weekend. We all want to participate.

**The Chairman:** I am sorry. Please.

**Mr. Dupras:** For the Liberal members I think we should perhaps conclude this tonight.

**Mr. Fairweather:** I am not coming tonight.

**The Chairman:** I must insist that we have but one speaker on the floor at a time. I am taking a list of names. I have Mr. Dupras, Mr. Fleming and then I have Mr. Fairweather and Mr. O'Connor.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Mr. Chairman, on a point of order. I am just trying to expedite things. Perhaps the hon. member would withdraw his motion and then we could sensibly get together in the steering committee and settle this.

**Mr. Fairweather:** We are not meeting tonight. You do not have to worry about that.

**The Chairman:** We have Mr. Fleming, Mr. Fairweather and Mr. O'Connor, gentlemen.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Mr. Chairman, on a point of order. I wonder if I might amend my motion to reconvene at . . .

• 1800

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Mr. Chairman, on a point of order, I wonder if I, as the mover, might amend my motion to reconvene at 3.30 p.m. on Monday.

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Vice-Chairman:** We have an amended motion. Is there any discussion on the amended motion?

Motion, as amended, agreed to.

**The Vice-Chairman:** We will reconvene at 3.30 p.m. Monday next.

Meeting adjourned.

[Interprétation]

**Le président:** Si je comprends bien messieurs, la motion dont nous sommes saisis est débattable. Si je fais erreur, dites-le moi et je . . .

S'il ressort que le comité est tout à fait disposé à laisser la décision au comité directeur, nous demandons donc à ce que la motion soit retirée et nous nous en tiendrons à ce qui a été suggéré.

**Des voix:** Non.

**Le président:** Messieurs nous sommes saisis d'une motion et elle est débattable. Je suis prêt à prendre le nom de ceux qui veulent en débattre. Monsieur Dupras.

**M. Dupras:** Nous souhaitons nous réunir à huit heures du soir car comme vous le savez, pendant cette fin de semaine nous avons notre congrès. Nous voulons tous y participer.

**Le président:** Je m'excuse, je vous prie.

**M. Dupras:** Les députés libéraux aimerait peut-être en finir avec cette affaire ce soir.

**M. Fairweather:** Je ne viens pas ce soir.

**Le président:** Je vous rappelle qu'une seule personne ne doit prendre la parole à la fois. Je suis prêt à prendre vos noms. J'ai celui de M. Dupras, de M. Fleming et ensuite ceux de M. Fairweather et de M. O'Connor.

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Monsieur le président, j'invoque le Règlement. J'ai essayé simplement de faire accélérer la procédure. Si le député voulait bien retirer sa motion nous pourrions alors nous réunir au sein du comité directeur et prendre une décision.

**M. Fairweather:** Nous ne viendrons pas ce soir. Vous n'avez pas de soucis à vous faire à ce sujet.

**Le président:** Messieurs, j'ai les noms de M. Fleming, Fairweather et O'Connor.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Pourrais-je amender la motion pour que nous nous réunissions à . . .

**M. Clark (Rocky Mountain):** Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Pourrais-je amender ma propre motion pour que nous décidions de nous réunir lundi à 15 h 30.

**Des voix:** D'accord.

**Le vice-président:** Nous sommes saisis d'une motion amendée. Voulez-vous débattre cette motion amendée?

Motion, telle qu'amendée, adoptée.

**Le vice-président:** Nous nous réunissons de nouveau lundi prochain à 15 h 30.

La séance est levée.



## APPENDIX "A"

OTTAWA, K1A 0A6,  
September 12th, 1973.

Dear Mr. Laflamme,

I should like to bring to the attention of the Committee that the printed evidence of my remarks in the proceedings of Thursday, September 6th last reveal a few typographical errors which I am certain the Committee would want changed as the meaning in some cases is radically distorted.

They are as follows:

p. 26 the sentence

"It refers to this at page 132 and states:"

should read

"May refers to this at page 132 and states"

p. 26 the sentence

"The hon. member for Kingston and the Islands stated she was at Austin Park . . ."

should read

"The hon. member for Kingston and the Islands stated Tuesday last . . ." (E. & F.)

p. 28 the sentence

"No, the House was going to be in session a day or so before but the rights and immunities of the members prevailed before and after for that period of time."

should read

"No, the House was going to be in session in a day or so but the rights and immunities of the members prevail before and after for a period of time."

p. 32 the line

"because if you are affecting the lives of third parties you"

should read

"because if you are affecting the rights of third parties you"

p. 32 the line

"been published in 1807, so after a lapse of 37 years they felt"

should read

"been in 1807, so after a lapse of 37 years, they felt"

p. 34 the sentence

"Ici les présidents sont de langue anglaise, alors j'ai . . ."

should read

"Ici les précédents sont de langue anglaise, alors j'ai . . ." (E. & F.)

## APPENDICE «A»

OTTAWA KIA 0A6  
Le 12 septembre 1973

Monsieur,

J'aimerais attirer l'attention du Comité sur le fait que certaines des remarques que J'ai faites au cours des délibérations du jeudi 6 septembre contiennent quelques erreurs typographiques; je suis convaincu que le Comité acceptera les modifications suivantes car, dans certain cas, la signification n'est pas du tout la même.

Voici donc ces erreurs et les modifications:

p. 26 La phrase

«Il s'agit ici particulièrement de la citation que l'on retrouve à la page 132, selon laquelle:»

devient

«May en parle à la page 132 et déclare»

p. 26 La phrase

«L'honorable député de Kingston et les Îles a déclaré qu'elle se trouvait à Austin Park . . .»

devient

«L'honorable député de Kingston et les Îles a déclaré mardi dernier . . .»

p. 28 La phrase

«Non, la Chambre allait commencer à siéger mais, de toute manière, le droit et l'immunité des députés s'appliquent avant et après la session pendant un certain temps.»

demeure la même.

p. 32

Car si l'on affecte la vie des tiers, on»

devient

«Car si l'on affecte les droits des tiers, on»

p. 32

«Remontait à 1807, de sorte qu'après 37 ans, on avait conclu»

ne change pas

p.34 La phrase

«As all the Chairmen are English-Speaking, I have . . .»

devient

«As all the precedents are in English, I have . . .»

## p. 41 the line

"does not have freedom of speech when he is speaking if he"

should read

"does not have freedom of speech when he is speaking unless he is" (E. & F.)

## p. 46 the sentence

"They were really books of medicine and he considered that they were slandered."

should read

"They were really books of medicine and he considered that he had been slandered."

## p. 47 in the fourth line,

the article "a"

should read

"its" (E. & F.)

## p. 52 the sentence

"But now of course a member is not deprived of that; he can be sued."

should read

"But now of course a member can be sued."

Yours truly,

Joseph Maingot

## p. 41

«N'a pas droit à la liberté de parole s'il est»

devient

«N'a pas droit à la liberté de parole à moins d'être»

## p. 46 La phrase

«En fait, il s'agissait de livres de médecine et l'individu en question s'est estimé insulté.»

demeure la même

## p. 47 La phrase

«La Chambre s'entendit dire qu'elle n'avait pas besoin de ce droit d'exécuter une fonction»

devient

«La Chambre n'a pas besoin de ce droit pour s'acquitter de ses fonctions»

## p. 52 La phrase

«Évidemment un député n'est pas privé de cette protection; on peut tenter des poursuites en justice.»

devient

«Évidemment, un député peut être poursuivi en justice.»

Veuillez agréer, monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Joseph Maingot





HOUSE OF COMMONS

Issue No. 9

Monday, September 17, 1973

Chairman: Mr. Ovide Laflamme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 9

Le lundi 17 septembre 1973

Président: M. Ovide Laflamme

---

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent des*

# Privileges and Elections

# Privilèges et élections

---

RESPECTING:

Question of privilege raised in the House by  
Miss Flora MacDonald, M.P. (*Kingston and  
the Islands*) on September 4, 1973.

CONCERNANT:

Question de privilège soulevée en Chambre  
par M<sup>lle</sup> Flora MacDonald, député (*Kingston  
et les Îles*) le 4 septembre 1973.

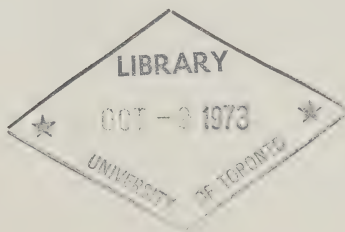
---

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



First Session

Twenty-ninth Parliament, 1973

Première session de la

vingt-neuvième législature, 1973

---

STANDING COMMITTEE ON  
PRIVILEGES AND ELECTIONS

*Chairman:* Mr. Ovide Laflamme

*Vice-Chairman:* Mr. Douglas Stewart

Messrs.

Barnett	Côté
Blais	Dupras
Blaker	Fairweather
Clark	Fleming
( <i>Rocky Mountain</i> )	Matte

COMITÉ PERMANENT DES  
PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS

*Président:* M. Ovide Laflamme

*Vice-président:* M. Douglas Stewart

Messieurs

McKinley	O'Connor
McKinnon	O'Sullivan
Morgan	Peters
Neil ( <i>Moose Jaw</i> )	Poulin—(19)

(Quorum 11)

*Greffier du Comité*

Robert D. Marleau

*Clerk of the Committee*

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Monday September 17, 1973:

Messrs. Morgan, O'Sullivan, Neil (*Moose Jaw*), McKinnon and McKinley replaced Messrs. Higson, Morgan, Taylor, Nielsen and Ritchie.

Suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du Règlement

Le lundi 17 septembre 1973:

MM. Morgan, O'Sullivan, Neil (*Moose Jaw*), McKinnon et McKinley remplacent MM. Higson, Morgan, Taylor, Nielsen et Ritchie.

## MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, SEPTEMBER 17, 1973.

(12)

[Text]

The Standing Committee on Privileges and Elections met this day at 8:05 o'clock p.m., the Chairman Mr. Laflamme presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Barnett, Blais, Blaker, Clark (*Rocky Mountain*), Côté, Dupras, Fairweather, Laflamme, Matte, McKinley, McKinnon, Morgan, Nielsen, Neil (*Moose Jaw*), O'Connor, O'Sullivan, Peters, Poulin, Ritchie.

*Other Members present:* Messrs. Clarke (*Vancouver Quadra*) and Reid.

*Witnesses: From the Ottawa Police Department:* Detective B. Harrison; Miss Flora MacDonald, M.P. (*Kingston and the Islands*).

The Committee resumed consideration of its Order of Reference, dated, September 4, 1973. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, September 6, 1973.*)

Detective Harrison answered questions.

And the questioning continuing;

*Ordered,—*That the memorandum entitled: *Ottawa Police Force—Re: Interviewing Members of Parliament* be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence (*See Appendix "B"*).

Questioning resumed;

And the questioning continuing;

*Agreed,—*That the witness read his statement.

Questioning resumed.

The questioning being completed, the witness was allowed to withdraw.

*Agreed,—*That Miss MacDonald M.P. (*Kingston and the Islands*) be heard as a witness.

Miss MacDonald M.P. (*Kingston and the Islands*) answered questions.

At 10:05 o'clock p.m. the Committee adjourned until 3:30 p.m. Tuesday, September 18, 1973.

## PROCÈS-VERBAL

LE LUNDI 17 SEPTEMBRE 1973

(12)

[Texte]

Le Comité permanent des privilèges et élections se réunit aujourd'hui à 20 h 05 sous la présidence de M. Laflamme.

*Membres du Comité présents:* MM. Barnett, Blais, Blaker, Clark (*Rocky Mountain*), Côté, Dupras, Fairweather, Laflamme, Matte, McKinley, McKinnon, Morgan, Nielsen, Neil (*Moose Jaw*), O'Connor, O'Sullivan, Peters, Poulin, Ritchie.

*Autres membres présents:* MM. Clarke (*Vancouver Quadra*) et Reid.

*Témoins: De la Sûreté municipale d'Ottawa:* le détective B. Harrison; M<sup>lle</sup> Flora MacDonald, député (*Kingston et les Îles*).

Le comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 4 septembre 1973. (*Voir le procès-verbal du jeudi 6 septembre 1973.*)

Le détective Harrison répond aux questions.

L'interrogatoire se poursuit;

*Il est ordonné,—*que le mémoire intitulé: *Sûreté municipale d'Ottawa—Objet: Interrogation des députés* soit imprimé en appendice aux procès-verbaux et témoignages de ce jour (*Voir l'appendice «B»*).

L'interrogatoire reprend;

L'interrogatoire se poursuit;

*Il est convenu,—*Que le témoin lira sa déclaration.

L'interrogatoire se poursuit.

L'interrogatoire étant terminé, le témoin est autorisé à se retirer.

*Il est convenu,—*Que M<sup>lle</sup> MacDonald, député (*Kingston et les Îles*), sera entendue comme témoin.

M<sup>lle</sup> MacDonald, député (*Kingston et les Îles*) répond aux questions.

A 22 h 05, le comité suspend ses travaux jusqu'à 16 h 30, le mardi 18 septembre 1973.

*Le greffier du Comité*

Robert D. Marleau

*Clerk of the Committee*



## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Monday, September 17, 1973.

[Text]

The Chairman: Order. I see a quorum. Gentlemen, last Friday in my office I received a letter from Sergeant Bradley who had testified at the meeting last Wednesday. In the course of his testimony before this Committee he had been requested by a member of the Committee, Mr. O'Connor, to produce or table his private or personal notes. I would like to read the contents of this letter to the members:

With respect to an incident that is presently the subject of your Committee's deliberations, you will no doubt recall that I testified before your Committee on September 13, 1973.

At one point during my testimony I was asked if I had with me any notes taken at the time. I suggested, with respect to the Committee, that material in my notes was contained in my statement originally submitted in evidence by Superintendent Sauvé. The Committee members seemed anxious to examine my notebook and I agreed that I could produce it. Naturally I would want to examine my notes thoroughly before taking such a step.

This morning I examined my notes in respect to the matter before your Committee; I find that in addition to material contained in my original statement introduced to the committee, my notes also contain information which is clearly prejudicial to an investigation being conducted with respect to the theft of certain government property from the Department of Indian Affairs and Northern Development.

Since any disclosure of material in my notes would be prejudicial to the conduct of the investigation, I must now, with respect sir, advise you that I cannot produce to the Committee for their examination, my notes respecting the investigation.

I informed Mr. Marleau this morning of my decision and, as per your request, I am advising you for record purposes.

Yours truly,

J. H. Bradley, Sergeant.  
R.C.M.P.

Mr. Nielsen: On that point, Mr. Chairman, I would suggest that the members accept the explanation of Sergeant Bradley and not insist upon the production of his notebook but at the same time I note that he is in the gallery listening.

When a Committee of Parliament calls for papers, there is no one who can refuse to produce them so where he says he cannot produce his notes, it should be made very clear that if we wanted him to, they would have to be produced. In this case, however, I would certainly suggest they not be produced.

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le lundi 17 septembre 1973

[Interpretation]

Le président: A l'ordre. Nous avons quorum. Messieurs, j'ai reçu à mon bureau vendredi dernier une lettre du Sergent Bradley qui a témoigné ici lors de la séance de mercredi dernier. Durant son témoignage devant le Comité, les membres du Comité, par la voix de M. O'Connor, lui ont demandé de produire ou de déposer des notes personnelles. J'aimerais vous lire le texte de cette lettre:

En ce qui concerne l'affaire qu'étudie actuellement votre Comité, vous vous souvenez sans aucun doute que j'ai comparu devant votre Comité le 13 septembre 1973.

A un certain moment durant l'interrogatoire, on m'a demandé si j'avais pris quelques notes au cours de l'enquête. Avec tout le respect dû aux membres du Comité, j'ai laissé entendre que les renseignements contenus dans mes notes figuraient dans ma première déclaration déposée par l'inspecteur Sauvé. Les membres du Comité désiraient ardemment, semble-t-il, examiner les notes que j'avais prises et j'ai accepté de leur remettre ces notes. Bien entendu, je désirais les étudier à fond avant de les soumettre à l'examen du Comité.

Ce matin, j'ai examiné les notes que j'avais prises concernant la question actuellement à l'étude par votre Comité et je me suis rendu compte qu'en plus des renseignements contenus dans la première déclaration que j'ai présentée au Comité, elles comprenaient des informations qui pourraient clairement préjudicier à une enquête sur la disparition de certains documents de l'État au ministère des Affaires indiennes et du Nord.

Étant donné que la divulgation des renseignements contenus dans ces notes pourraient se révéler préjudiciable à la tenue de l'enquête, je dois maintenant vous informer, avec tout le respect que je vous dois, que je ne peux pas soumettre à l'examen du Comité les notes que j'ai prises dans le cadre de cette enquête.

Ce matin, j'ai fait part de ma décision à M. Marleau et pour faire suite à votre demande, je vous informe également de ma décision afin qu'elle soit consignée au compte rendu des délibérations de votre Comité.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

J. H. Bradley, Sergent  
GRC

M. Nielsen: Monsieur le président, je propose à ce sujet que les députés acceptent l'explication donnée par le Sergent Bradley et n'insistent pas pour qu'il dépose son carnet; cependant je constate qu'il est ici dans l'auditoire.

Lorsqu'un comité parlementaire exige des documents, personne ne peut les refuser et, par conséquent, lorsqu'il déclare ne pouvoir produire ses notes, il doit être clairement démontré que si nous tenions à ce qu'il les produise il devrait le faire. Toutefois, dans le cas qui nous occupe, je propose le contraire.

## [Texte]

**The Chairman:** I believe, Mr. Nielsen, your suggestion would be well taken. Personally, I believe Sergeant Bradley after a careful conversation with me did not precisely say what was contained in those notes but tried to explain without verifying anything from his private notes.

**Mr. Nielsen:** If it is going to be prejudicial to an investigation, we should not see the notebook.

**The Chairman:** Mr. O'Connor.

**Mr. O'Connor:** Mr. Chairman, without accepting what Mr. Nielsen says entirely, I want to make a few comments with respect to that. I believe it was I who first requested that the notebook be produced.

The first comment I would make is that you indicated the notes were personal or private. I would suggest to you that they are not. The notebook and the contents of it are the property of the RCMP. The notes are made during an investigation according to standard procedure in that they are the type of notes and notebook that are produced regularly in court during the trial of certain matters—not that we are a court, but there is an analogy and it has been made. I would like to make that correction.

Secondly, I would suggest, Mr. Chairman, that if it develops in the evidence that a point of clarification may turn on the contents of Sergeant Bradley's notes, I suggest we reserve the right to require him to produce the notes, and I would think this could be done in a couple of ways. He can perhaps either produce the whole notebook to the Committee in camera in order not to prejudice the investigation he is carrying on—and I think there is a precedent for this type of action having been taken before committees of Parliament in the past—or an alternative would be to have him produce only those portions of the notebook which would assist us, eliminating names, addresses and events which he feels may be prejudicial to his investigation as it goes on. However, I think we should reserve unto ourselves the right to call for the notebook if we feel, because of subsequent evidence, that it is necessary.

**The Chairman:** Thank you, Mr. O'Connor. Mr. Peters.

**Mr. Peters:** Mr. Chairman, I agree with the comments that have been made by the Committee members in that opportunity was given to Sergeant Bradley to give consideration to this matter, and therefore it is not something that just came up. This again hinges on the same thing we are here for, establishing a privilege, and it is the privilege this time of the Committee. So, I agree that we should reserve judgment on this matter as it may have some bearing, although I doubt that very much, but I think it should be made fairly clear that he was, by your own representation, asked to give consideration as to whether or not he actually wanted to produce it and he still agreed to do so. As one member expressed it, I am cautious about the idea of saying that it will not be produced now because that is the kind of thing that makes one Committee member decide maybe it should be produced, so I agree that perhaps we should reserve our decision on this.

**The Chairman:** We do not have to reserve decisions; we can take the decision we wish as a committee and we can make some other decisions tomorrow, but the time passes. For the time being I believe I represent a consensus of the members that we do not ask or request Sergeant Bradley to produce his personal notes now. Yes, Mr. Morgan?

## [Interprétation]

**Le président:** Je pense, monsieur Nielsen, que votre proposition doit être favorablement accueillie. Pour ma part, j'estime que le Sergeant Bradley, suite à une conversation sérieuse avec moi, n'a rien divulgué de ses notes tout en s'efforçant de tout confirmer à l'aide de ses notes confidentielles.

**M. Nielsen:** Si cela doit porter préjudice à l'enquête, nous ne devons pas voir le carnet.

**Le président:** Monsieur O'Connor.

**M. O'Connor:** Monsieur le président, sans être tout à fait d'accord sur ce que propose M. Nielsen, je tiens à faire certaines observations à ce sujet. Il me semble que c'est moi qui ai d'abord demandé de voir le carnet.

Je signale d'abord que vous avez indiqué que les notes étaient ou personnelles ou confidentielles. Je soutiens qu'elles ne le sont pas. Le carnet et le contenu du carnet sont la propriété de la GRC. Les notes ont été prises au cours de l'enquête suivant la procédure ordinaire, il s'agit donc du genre de notes et de carnet constamment utilisés en cours pendant un procès couvrant telle matière en particulier—il est vrai que nous ne sommes pas en cour mais l'analogie existe. J'aimerais apporter cette correction.

Deuxièmement, je propose, monsieur le président, que si les témoignages sont poussés au point d'avoir à être éliminés au moyen des notes du sergent Bradley, nous nous réservons le droit d'exiger qu'il les produise et nous pourrions le faire ce me semble de deux façons. Il peut soit produire le carnet entier pour être examiné à huis clos par le Comité, afin de prévenir tout préjudice relativement à l'enquête en cours—et il me semble bien qu'un précédent existe et que pareille action ait été soumise aux comités parlementaires dans le passé—ou l'alternative serait qu'il n'en divulgue que les parties qui peuvent nous aider, éliminant les noms, les adresses et les faits qu'il estime préjudiciables à son enquête pendant qu'elle se poursuit. Toutefois, j'estime que nous devons nous réserver le droit de voir le carnet si nous y tenons, car les témoignages futurs pourraient le rendre nécessaire.

**Le président:** Merci, monsieur O'Connor. Monsieur Peters.

**M. Peters:** Monsieur le président, je suis généralement d'accord avec les observations faites par les autres membres du Comité faisant entendre que le sergent Bradley a eu l'occasion de réfléchir à la question, il ne s'agit donc pas d'une demande fortuite. Cela se rapporte à ce que nous examinons concernant les privilèges et ceci constitue un privilège du Comité. Je suis donc d'accord pour que nous réservions notre décision en la matière car cela pourrait avoir une portée, bien que j'en doute beaucoup, il devrait être nettement établi par votre propre représentation qu'il lui a été demandé si oui ou non il était disposé à les produire et il était toujours d'accord. Comme un membre du Comité l'a exprimé, j'accepte avec prudence l'idée de ne pas les produire maintenant, car c'est le genre d'action qui fait qu'un membre du Comité peut décider qu'il faudra les produire, et j'en suis donc pour réserver notre décision.

**Le président:** Nous n'avons pas à réserver nos décisions; nous pouvons prendre une décision si nous le voulons en tant que Comité et nous pouvons prendre d'autres décisions demain, mais le temps passe. Pour le moment, je crois résumer l'opinion générale à savoir que nous n'avons pas à demander ou exiger du sergent Bradley qu'il produise à présent ses notes personnelles. Oui, monsieur Morgan?

[Text]

**Mr. Morgan:** Mr. Chairman, it is my understanding that it is not a precedent to say that this Committee does not have the privilege of examining such documents if the Committee thinks it is necessary to do so, and that is my only point. I agree to dispense, but I do not want it to be taken as a precedent in the future that a committee such as this does not have the right or the privilege to examine such documents.

**The Chairman:** It does not establish any precedent.

**Mr. Morgan:** This is my only point, sir.

**The Chairman:** Thank you. I will now call on Detective Bruce Harrison from Ottawa.

**Mr. Fairweather:** May I raise a point of order. I am interested in testing the mode of the Committee, Mr. Chairman, on the issue of how many more witnesses do you in the Chair and my colleagues think we need to hear on the core issue, which is whether or not a member of the RCMP and two members of the City of Ottawa Police came to the office of a member of Parliament without prior permission, call it what you like, and interviewed a member of the staff. I am just trying to test the mode. How many more people do my colleagues think we need to hear and how long do we think we will be in session.

**The Chairman:** Yes, Mr. Blaker.

• 2015

**Mr. Blaker:** Mr. Chairman, if I may comment on that point. On balance it would certainly appear that there is an adequate amount of evidence in the record to date for the members of the Committee to determine whether or not there has been a breach of custom and possibly of privilege. I speak for myself when I say that, but I think if Mr. Fairweather has in mind some consideration of where we are at right now, I for one would certainly be agreeable to the concept that the question of breach of either custom or privilege has been adequately covered in evidence so that we might make a decision.

**The Chairman:** Mr. O'Connor.

**Mr. O'Connor:** Mr. Chairman, I think I have been on record several times as indicating that position exactly. I would be perfectly amenable to discontinuing calling evidence at this point in time and making preparations for our deliberations on the whole matter.

**The Chairman:** Mr. Blais.

**Mr. Blais:** Mr. Chairman, on that same point, there is only one thing I would like to elicit from Detective Harrison. That is, the question of his knowledge and also that of his brethren on the Ottawa Police Force regarding their particular obligations in the conducting of investigations on Parliament Hill. I think that is a matter which is relevant to the issue before the Committee.

**Mr. Fairweather:** Fair enough.

**The Chairman:** I will call Detective Bruce Harrison. Detective Harrison has informed me that he has prepared an opening statement. Detective Harrison, as we do for all other witnesses, if you have an opening statement regarding your testimony I think it is quite agreeable that the members listen and then decide if they need to ask any questions on it. We shall proceed. Yes, Mr. Clark?

[Interpretation]

**M. Morgan:** Monsieur le président, d'après ce que je comprends, il ne s'agit pas d'un précédent qui signifierait que ce Comité n'a pas le privilège d'examiner ces documents si le Comité estime nécessaire de le faire, et c'est tout ce que je veux souligner. Je veux bien que nous nous en dispensions, mais je ne veux pas que cela soit interprété comme un précédent qui servirait dans l'avenir à prétendre qu'un comité comme le nôtre n'a pas le droit ou le privilège d'examiner de tels documents.

**Le président:** Cela n'établit aucun précédent.

**M. Morgan:** C'est tout ce que je tiens à consigner, monsieur.

**Le président:** Merci. Je vais maintenant convoquer le détective Bruce Harrison d'Ottawa.

**M. Fairweather:** Me permettez-vous de faire appel au Règlement. Je suis intéressé à mettre à l'épreuve la façon de procéder du Comité concernant le nombre de témoins qu'à titre de président et de l'avis de mes collègues vous estimez devoir entendre concernant l'essentiel de la question, qui est de savoir si oui ou non un membre de la GRC et deux officiers de la Police d'Ottawa peuvent se présenter au bureau d'un député sans avoir obtenu la permission, ou appelez-le ce que vous voudrez, et d'interviewer un membre de son personnel. Je cherche simplement de mettre à l'essai le mode de procédure. Combien d'autres personnes mes collègues estiment-ils devoir entendre et combien de temps les séances devront-elles durer?

**Le président:** Oui, monsieur Blaker.

**M. Blaker:** Monsieur le président, si vous voulez bien me permettre un commentaire. Il semble bien que dans l'ensemble les témoignages soient suffisants pour permettre aux membres du Comité de déterminer si oui ou non il y a eu violation d'une coutume et peut-être d'un privilège. J'exprime une opinion personnelle lorsque je dis cela, mais je pense que M. Fairweather a une idée du stade où nous nous trouvons et j'accepterai certainement de me baser sur le principe que la question de violation soit d'une coutume ou d'un privilège a été suffisamment établie par les témoignages et que nous sommes prêts à prendre une décision.

**Le président:** Monsieur O'Connor.

**M. O'Connor:** Monsieur le président, je l'ai consigné plusieurs fois, Je suis tout à fait en faveur de cesser les témoignages et de préparer des délibérations en la matière.

**Le président:** Monsieur Blais.

**M. Blais:** Monsieur le président, sur ce même point, j'aimerais obtenir un éclaircissement du détective Harrison. J'aimerais savoir si lui-même ou ses collègues étaient conscients des obligations particulières que doit assumer la police d'Ottawa lorsqu'elle fait enquête sur la colline. Cette question me semble pertinente.

**M. Fairweather:** C'est juste.

**Le président:** Je demanderai au détective Bruce Harrison de répondre. Le détective Harrison m'a informé qu'il avait une déclaration d'ouverture à faire. Détective Harrison, nous procédons de la même manière avec tous les témoins, et si vous avez une déclaration d'ouverture à faire concernant votre témoignage, les députés voudront sans doute l'entendre et décider ensuite s'ils ont des questions à poser à ce sujet. Nous allons procéder. Oui, monsieur Clark?



[Texte]

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Mr. Chairman, I think there was probably general agreement with Mr. Blais' point that the particular matter we are interested in in this case is limited to one area and, unless the statement is quite brief, we might proceed directly and have Mr. Blais ask his questions.

**The Chairman:** Perhaps I could have a look at it.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Fine.

**The Chairman:** I believe at this point that if the members—and I do appreciate this comment—would like to restrict their questioning to the entry or the arrival of the police officers into the West Block that it would not be appropriate that the witness gives a reading of his testimony because it revises the whole thing from the start and there might be something in this that you would not find relevant to the point that you want to restrict yourselves to. Is there anyone who wants to ask questions? Mr. Blais.

**Mr. Blais:** Detective Harrison, you were here when Sergeant Bradley gave his evidence. Is that correct?

**Detective Bruce Harrison (Ottawa Police Department):** That is correct, sir.

**Mr. Blais:** Do you recall his evidence with reference to his attending at the south entrance of the West Block?

**Det. Harrison:** Yes, I do.

**Mr. Blais:** And do you agree with the evidence that he gave at that time?

**Det. Harrison:** Yes, I do.

**Mr. Blais:** So that Sergeant Bradley indeed identified himself to the constable at the south entrance?

**Det. Harrison:** Yes, I did observe this.

**Mr. Blais:** Did you and the other Ottawa police also identify yourselves?

**Det. Harrison:** No, we did not.

**Mr. Blais:** You did not. Did you attempt so to do?

**Det. Harrison:** No, we did not.

**Mr. Blais:** I see. And you then proceeded up to Miss MacDonald's offices. Is that correct?

**Det. Harrison:** Immediately thereafter, yes.

**Mr. Blais:** Between the time you appeared at the south entrance and Sergeant Bradley identified himself, and the time you arrived at Flora MacDonald's office, you did not have any conversations with anyone else?

**Det. Harrison:** No, we did not.

**Mr. Blais:** You were not challenged in any way by anyone else?

**Det. Harrison:** Personally I was not, no.

• 2020

**Mr. Blais:** I see. What do you mean, "personally"? Was somebody else in your group challenged at any time?

[Interprétation]

**M. Clark (Rocky Mountain):** Monsieur le président, il me semble que tous étaient d'accord avec le point soulevé par monsieur Blais, soit que la matière qui nous intéresse dans cette cause se concentre sur un point et, à moins que la déclaration soit très brève, nous pourrions procéder directement et monsieur Blais poser les questions qu'il a à demander.

**Le président:** Je pourrais peut-être jeter un coup d'œil.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Très bien.

**Le président:** Je crois que si les députés sont disposés en ce moment, et j'apprécie cette observation, et veulent s'en tenir dans leur interrogatoire au moment où les agents de police se sont présentés à l'édifice de l'Ouest, il ne serait pas opportun pour le témoin de lire son témoignage, car il reprend tout depuis le début et il peut s'y trouver des passages qui n'ont pas rapport aux points auxquels nous voulons nous restreindre. Est-ce que quelqu'un désire poser des questions? Monsieur Blais.

**M. Blais:** Détective Harrison, vous étiez ici quand le sergent Bradley a témoigné. Est-ce exact?

**Le détective Bruce Harrison (Police d'Ottawa):** C'est exact, monsieur.

**M. Blais:** Vous souvenez-vous de son témoignage concernant son arrivée à l'entrée sud de l'édifice de l'Ouest?

**M. Harrison:** Oui, je m'en souviens.

**M. Blais:** Étiez-vous prêt à corroborer son témoignage à ce moment-là?

**M. Harrison:** Oui, c'était vrai.

**M. Blais:** Alors le sergent Bradley s'est en fait identifié au constable qui se trouvait à l'entrée sud?

**M. Harrison:** Oui, je l'ai observé.

**M. Blais:** Est-ce que vous-même et les autres agents vous êtes identifiés?

**M. Harrison:** Non.

**M. Blais:** Vous ne vous êtes pas identifiés. Avez-vous essayé de le faire?

**M. Harrison:** Non.

**M. Blais:** Je vois. Et vous vous êtes rendus au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald. Est-ce exact?

**M. Harrison:** Immédiatement après, oui.

**M. Blais:** Depuis le moment où vous vous êtes présentés à l'entrée sud et que le sergent Bradley s'est identifié, et le moment où vous êtes arrivés au bureau de Flora MacDonald, vous n'avez échangé aucune conversation avec qui que ce soit?

**M. Harrison:** Non.

**M. Blais:** Vous n'avez pas été arrêtés en route par qui que ce soit?

**M. Harrison:** Personnellement du moins, non.

**M. Blais:** Je vois. Que voulez-vous dire par «personnelle»? Est-ce que quelqu'un de votre groupe a été intercepté?

[Text]

**Det. Harrison:** Sergeant Bradley went to the front desk to identify himself. I consider this a challenge in one way or another.

**Mr. Blais:** I see. But you were never challenged at all?

**Det. Harrison:** No, I was not.

**Mr. Blais:** What are your instructions from the Ottawa Police relating to the procedure to follow when you are to enter onto the area known as Parliament Hill?

**Det. Harrison:** There was no set procedure, to my knowledge, pertaining to our activities on the Hill. However, it was the custom that we would approach the RCMP to obtain any assistance that we needed to function properly.

**Mr. Blais:** Is this assistance from the RCMP sought only for the purposes of investigations on the Hill, or is it generally sought whenever you are dealing with anything having to do with the federal government?

**Det. Harrison:** No. This is generally sought when we do come on Parliament Hill. However, this is my first occasion to conduct an investigation on the Hill itself.

**Mr. Blais:** I see. And do you know if there are at present, following the particular event, any regulations which have been drafted or brought to your attention, prepared by the Ottawa Police relating to the procedure to follow when you do conduct investigations on Parliament Hill?

**Det. Harrison:** Yes. As a result of this incident...

**The Chairman:** Not before?

**Mr. Blais:** No, I mean as a result of the incident. He indicated that he was not aware of any regulations before. Is that correct?

**Det. Harrison:** That is correct. Yes.

**Mr. Blais:** Since the event there have been issued certain regulations or ordinances?

**Det. Harrison:** Yes, there have.

**Mr. Blais:** Would you have a copy of one of these?

**Det. Harrison:** No, I am sorry, I do not.

**Mr. Blais:** Do you have any recollection of what they do set out?

**Det. Harrison:** Yes, I am quite aware of the order set out by the Chief's office. I believe Deputy Chief Welsh does have a copy of the memorandum sent out.

**Mr. Blais:** I wonder if we could have those produced.

**Det. Harrison:** On September 4, 1973, a directive was sent out by Deputy Chief Thomas E. Welsh prefaced "Re: Interviewing Members of Parliament". It reads:

In the event of a need to interview a Member of Parliament while he is on the "Hill" in connection with a Police investigation, it is mandatory to clear this through the office of the Sergeant-at-Arms prior to doing so.

[Interpretation]

**M. Harrison:** Le sergent Bradley s'est présenté au bureau à l'entrée et s'est identifié. Je considère ceci comme une intervention.

**M. Blais:** Je vois. Mais vous n'avez pas été vous-même du tout intercepté?

**M. Harrison:** Non.

**M. Blais:** Quelles sont les instructions que vous recevez de la police d'Ottawa concernant la procédure à suivre lorsque vous pénétrez sur le terrain de ce qui s'appelle la Colline du Parlement?

**M. Harrison:** Il n'y avait pas de procédure fixe, à ma connaissance, concernant notre activité sur la Colline. Toutefois, d'habitude, nous nous adressons à la GRC, pour obtenir l'aide dont nous avons besoin dans nos fonctions.

**M. Blais:** Est-ce que l'assistance que vous prête la GRC n'est sollicitée qu'à des fins d'enquête sur la Colline ou y avez-vous recours d'ordinaire chaque fois que vous traitez de causes intéressant le gouvernement fédéral?

**M. Harrison:** Non. Nous demandons cette aide d'habitude lorsque nous venons sur la Colline du Parlement. Toutefois, c'est la première fois que je conduis moi-même une enquête sur la Colline.

**M. Blais:** Je vois. Mais savez-vous s'il y a présentement, à la suite de cet événement, des règlements écrits et qui vous sont communiqués et qui ont été établis par la police d'Ottawa concernant la procédure à suivre lorsque vous faites enquête sur la Colline du Parlement?

**M. Harrison:** Oui. Par suite de cet incident...

**Le président:** Pas avant?

**M. Blais:** Non, je veux dire comme résultat de cet incident. Il dit qu'il ne connaissait aucun règlement avant. Est-ce exact?

**M. Harrison:** C'est exact. Oui.

**M. Blais:** Depuis cet événement, des règlements ou ordonnances ont été transmis?

**M. Harrison:** Oui.

**M. Blais:** En avez-vous un exemplaire?

**M. Harrison:** Non, je le regrette mais je n'en ai pas.

**M. Blais:** Vous rappelez-vous les termes de ces instructions?

**M. Harrison:** Oui, je suis très conscient de l'ordre qui est venu du bureau du chef de police. Je crois que le chef adjoint, M. Welsh, en a un exemplaire.

**M. Blais:** Est-ce que nous pourrions l'avoir?

**M. Harrison:** Le 4 septembre 1973, le chef adjoint Thomas E. Welsh a émis une directive portant l'entête: «Re: Entrevue avec les membres du Parlement». En voici le texte:

Si vous devez avoir une entrevue avec un membre du Parlement alors qu'il se trouve sur la «Colline», par rapport à toute enquête de police, vous devez, et ceci est obligatoire, en obtenir l'autorisation du bureau du Sergent-d'Armes avant de procéder.

[Texte]

**Mr. Blais:** That is all?

**Det. Harrison:** That is correct.

**Mr. Blais:** Before that time, before that was issued, you are not aware of any other document which might have had the same directives or similar directives?

**Det. Harrison:** That is correct.

**Mr. Blais:** Those are all the questions I have.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Blais. Mr. Dupras.

**Mr. Blais:** Mr. Chairman, on a point of order, could we have those attached to today's proceedings?

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** Thank you. Mr. Dupras.

**Mr. Dupras:** Detective Harrison, could you tell us what led you to the office of Mr. Bennett on that morning? Were you invited by Mr. Bennett of were you in fact in possession of information on the whereabouts of the missing files?

**Det. Harrison:** Yes. As a result of an investigation I was heading pertaining to the missing documents from the Department of Indian Affairs and Northern Development, I had a conversation with James Bennett in his office, where the theft had taken place. We were informed by Mr. Bennett that a telephone call had been received from Nancy Gelber, who was an assistant to Miss MacDonald. A name was mentioned as to the person who had allegedly called to Miss MacDonald's office at approximately 6 p.m., Thursday, July 30, the day prior to the discovery of the missing documents. This purported call stipulated that the documents would be turned over to Miss MacDonald. As a result, I instructed...

**Mr. Barnett:** Just for clarification, was this a phone call to Mr. Bennett's office at 6.00 p.m. the day before?

**Det. Harrison:** No, to Miss MacDonald's office.

• 2055

As a result I asked Mr. Bennett if he would co-operate with us in this particular matter and return the call to Miss Gelber. He did so. Our main intention at this particular time was to determine the name of the person that had made this particular phone call. We received no positive satisfaction along these particular lines after this inspired phone call and a short time after Mr. Bennett was asked again to call again. This was done by Mr. Bennett and we were instructed and told at this particular time that if we needed any further information we would have to speak to Miss MacDonald herself.

**Mr. Dupras:** Are you in a position to tell me who received that call in Miss MacDonald's office around 6.00 p.m. the night before?

**Det. Harrison:** I do not know.

**Mr. Dupras:** You do not know if in fact it was Miss Gelber or someone else?

**Det. Harrison:** I do not know that.

**Mr. Dupras:** When you left Mr. Bennett's office were you under the impression that Miss Gelber was awaiting you at her office?

[Interprétation]

**M. Blais:** C'est tout?

**M. Harrison:** Exactement.

**M. Blais:** Avant que cette directive soit émise, vous ne connaissiez aucun autre document qui ait ordonné de procéder de cette manière?

**M. Harrison:** C'est exact.

**M. Blais:** C'est tout ce que j'avais de question à poser.

**Le président:** Merci, monsieur Blais. Monsieur Dupras.

**M. Blais:** Monsieur le président, relativement au règlement, pourrions-nous faire annexer ces pièces aux procès-verbaux et témoignages de la séance d'aujourd'hui?

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** Merci. Monsieur Dupras.

**M. Dupras:** Détective Harrison, pouvez-vous nous dire ce qui vous a conduit au bureau de M. Bennett ce matin-là? Est-ce M. Bennett qui vous a convoqué ou étiez-vous réellement en possession d'information sur l'endroit où pouvaient se trouver les documents disparus?

**M. Harrison:** Oui. C'est à la suite d'une enquête que je rédigeais concernant les documents disparue du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien que j'ai eu un entretien avec James Bennett dans son bureau où le vol avait eu lieu. M. Bennett nous a informé que Nancy Gelber, assistante de M<sup>me</sup> MacDonald, avait reçu un appel téléphonique. Un nom a été mentionné, celui de la personne qui présumément aurait fait l'appel au bureau de M<sup>me</sup> MacDonald vers 6 heures le jeudi 30 juillet, le jour avant de retrouver les documents. Il était allégué que cet appel prétendait que les documents seraient remis à M<sup>me</sup> MacDonald. C'est pourquoi j'ai commandé...

**M. Barnett:** Est-ce que c'était un appel téléphonique au bureau de M. Bennett à 6 h.00 p.m. la veille?

**M. Harrison:** Non, au bureau de M<sup>me</sup> MacDonald.

Ensuite, j'ai demandé à M. Bennett s'il voulait nous aider et rappeler M<sup>me</sup> Gelber. C'est ce qu'il a fait. A cette époque, nous cherchions surtout à trouver le nom de la personne qui avait fait cet appel. Nous n'avons néanmoins pas réussi à trouver des indices concluant et nous avons demandé encore une fois à M. Bennett de rappeler. C'est ce qu'il a fait et on nous a dit qu'il nous fallait nous adresser à M<sup>me</sup> MacDonald elle-même si nous voulions obtenir d'autres renseignements.

**M. Dupras:** Pouvez-vous me dire qui dans le bureau de M<sup>me</sup> MacDonald a reçu cet appel de 6 h. 00 la veille?

**M. Harrison:** Je n'en sais rien.

**M. Dupras:** Savez-vous si c'était M<sup>me</sup> Gelber ou quelqu'un d'autres?

**M. Harrison:** Je ne sais pas.

**M. Dupras:** Aviez-vous l'impression que M<sup>me</sup> Gelber vous attendait dans son bureau lorsque vous avez quitté celui de M. Bennett?



[Text]

**The Chairman:** Mr. Dupras, I would warn the witness not to give his impressions and I would like you not to ask his impressions.

**Mr. Dupras:** Did you inform Miss Gelber that you were in fact going to her office?

**Det. Harrison:** I did not.

**Mr. Dupras:** Did anyone else inform her that you would be going to her office?

**Det. Harrison:** Not to my knowledge, sir.

**Mr. Dupras:** Were you the person in charge of the party of three, with Mr. Bradley and Mr. Davidson?

**Det. Harrison:** I was relegated to head the investigation into the missing documents through my office and because of the fact that it was an Ottawa city case I could consider myself as heading the trio last eventually came to the West Block.

**Mr. Dupras:** You also saw Miss Gelber on the street going toward the West Block on that morning?

**Det. Harrison:** I saw her near the front door to the West Block, yes.

**Mr. Dupras:** Has any one of you three gentlemen made any comments as to why she would be out . . .

**The Chairman:** I am sorry, Mr. Dupras.

**Mr. Dupras:** Well, I am asking him if he made any comments, or if anyone made any comments.

**The Chairman:** His comments would be impressions. This is why I believe you should direct your questions straight to the facts. I think such questions could be allowed.

**Mr. Dupras:** That is all, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you.

**Mr. Peters:** I am curious about a statement made the other day, that if the Ottawa police go to any government building or any one of the major buildings—they normally take somebody from the RCMP with them. Is that the custom?

**Det. Harrison:** It is the normal custom, yes.

**Mr. Peters:** So there was no difference in coming here or going to Indian Affairs or any of the other departments, as far as you yourself were concerned?

**Det. Harrison:** That is correct.

**Mr. Peters:** This is the first time I heard about this call that was supposed to have been made the previous night, but maybe I missed something before.

**An hon. Member:** Here.

**Mr. Peters:** Yes, here or any place else. Was this information provided by Mr. Bennett?

**Det. Harrison:** That is correct.

**Mr. Peters:** And he indicated that that call before the fact indicated that there were going to be some documents available?

[Interpretation]

**Le président:** Monsieur Dupras, je demande au témoin de ne pas nous parler de ses impressions et à vous de ne pas les lui demander.

**M. Dupras:** Avez-vous averti M<sup>lle</sup> Gelber de votre visite à son bureau?

**M. Harrison:** Non.

**M. Dupras:** A-t-elle été avertie par quelqu'un d'autres?

**M. Harrison:** Non pas à ma connaissance.

**M. Dupras:** Avez-vous été à la tête de la délégation composée par M. Bradley, Davidson et vous-mêmes?

**M. Harrison:** J'ai été chargé de l'enquête au sujet des dossiers manquant par mon bureau et puisqu'il s'agit d'un cas qui intéresse la police de la ville d'Ottawa, je me sentais en quelque sorte responsable du trio qui a rendu visite à l'édifice de l'Ouest.

**M. Dupras:** Avez-vous, vous aussi vu M<sup>lle</sup> Gelber se rendre à l'édifice de l'Ouest ce-matin-là?

**M. Harrison:** Oui, je l'ai vue, près de la porte principale de l'édifice de l'Ouest.

**M. Dupras:** Est-ce que vous avez spéculé entre vous trois pour quelle raison elle se trouvait à l'extérieur?

**Le président:** Je regrette, monsieur Dupras.

**M. Dupras:** Eh bien, je voudrais savoir s'ils ont échangé des remarques à ce sujet?

**Le président:** Cela reviendrait à des impressions. C'est pour cette raison que je vous demande de vous en tenir au fait. De telles questions peuvent être admises.

**M. Dupras:** C'est tout, monsieur le président.

**Le président:** Merci.

**M. Peters:** Il a été dit l'autre jour que la police d'Ottawa amène toujours un représentant de la Gendarmerie royale lorsqu'elle doit rendre visite à un édifice du gouvernement ou à un autre bâtiment important, ce qui m'a surpris. Est-ce vrai?

**M. Harrison:** Oui, c'est la coutume.

**M. Peters:** Pour vous cette visite n'était donc en rien différente d'une visite que vous rendriez au ministère des Affaires indiennes ou à n'importe quel autre ministère, n'est-ce pas?

**M. Harrison:** C'est juste.

**M. Peters:** C'est la première fois que j'entends parler de ce soit disant appel téléphonique de la veille mais j'ai peut-être raté quelque chose avant.

**Une voix:** Bravo.

**M. Peters:** Oui, ici ou ailleurs. Est-ce que c'est M. Bennett qui vous a donné ce renseignement?

**M. Harrison:** C'est juste.

**M. Peters:** Et il vous a dit que cet appel qui précédait l'événement en question était un indice qu'il y aura des documents?

[Texte]

**The Chairman:** I am sorry. Would you like to clarify your question? You said "that call before the fact". What fact?

**Mr. Peters:** I presume that is before the documents disappeared.

**The Chairman:** Why?

**Mr. Peters:** As I understand it, it was August 30 at 6.00 p.m.

**The Chairman:** I believe then that you should ask if he knows when the documents disappeared?

**Mr. Peters:** Not being a lawyer, maybe I started ass backwards.

**An hon. Member:** Do not be so sure.

**Mr. Peters:** Then is there a time established when the documents did disappear?

• 2030

**Det. Harrison:** Yes, there has been.

**Mr. Peters:** Was that after 6 o'clock?

**Det. Harrison:** No, it was prior.

**Mr. Peters:** Prior to 6 o'clock on August 30?

**Det. Harrison:** That is correct, sir.

**Mr. Peters:** Was it not a fact that there was a sit-in taking place during that period of time?

**Det. Harrison:** Yes. It commenced the early morning hours of August 30.

**Mr. Peters:** You had officers in all areas of the Indian Affairs branch during that period?

**Det. Harrison:** I believe so, yes. I am not completely aware of when they were deployed to the various floors but they were present some time during August 30.

**Mr. Peters:** My understanding is that the officers who left at midnight on August 30 had been there for two shifts. When would that put them there?

**Det. Harrison:** I am sorry but I was not precisely aware of the police activities in the building on August 30.

**Mr. Peters:** The reason I am asking is that I am curious to know why that information was not relayed by your own officers rather than by Jim Bennett or someone else.

**Det. Harrison:** I am sorry, sir, but I do not understand your question.

**Mr. Peters:** When you indicated that you had received this information from Mr. Bennett, that he had knowledge of a telephone call being made at 6 p.m., August 30, to ...

**Det. Harrison:** Miss MacDonald's office?

**Mr. Peters:** ... Miss MacDonald's office ...

**Det. Harrison:** That is correct, which was subsequently transmitted to Mr. Bennett on August 31.

[Interprétation]

**Le président:** Je regrette, voulez-vous préciser votre question? Vous avez dit «l'appel qui précédait l'événement». Quel événement?

**M. Peters:** J'imagine que c'était avant que les documents n'aient disparus.

**Le président:** Pourquoi.

**M. Peters:** Apparemment, l'appel a eu lieu à 6 h. 00 le soir du 30 août

**Le président:** Vous devriez les demander alors s'il sait à quel moment les documents ont disparu.

**M. Peters:** Je ne suis pas un avocat et j'admets que j'ai peut-être commencé mes questions à l'envers.

**Une voix:** Peut-être pas.

**M. Peters:** Savez-vous à quel moment les documents ont disparu?

**M. Harrison:** Oui.

**M. Peters:** Est-ce que c'était après 18h00?

**M. Harrison:** Non, avant.

**M. Peters:** Avant 18h00 le 30 août?

**M. Harrison:** C'est cela.

**M. Peters:** A ce moment-là, le ministère était toujours occupé, n'est-ce pas?

**M. Harrison:** Oui. L'occupation a commencé le 30 août à l'aube.

**M. Peters:** Vous aviez des policiers partout dans le ministère des Affaires indiennes à ce moment-là, n'est-ce pas?

**M. Harrison:** J'imagine que oui. Je ne sais pas à quel moment les policiers ont été envoyés dans les différents étages mais il y en avait à un moment ou à un autre le 30 août.

**M. Peters:** Apparemment, les policiers qui ont quitté les lieux le 30 août à minuit y avaient passé le temps de deux tours de garde. Combien de temps cela fait-il exactement?

**M. Harrison:** Je m'excuse, mais je n'étais pas exactement au courant de l'activité de la police dans le bâtiment le 30 août.

**M. Peters:** Je vous pose cette question parce que je me demande pour quelle raison cette information n'a pas été transmise par vos propres officiers plutôt que par Jim Bennett ou quelqu'un d'autre.

**M. Harrison:** Excusez-moi, monsieur, mais je ne comprends pas votre question.

**M. Peters:** Lorsque vous nous avez dit que vous aviez reçu cette information de M. Bennett, qu'il était au courant d'un appel téléphonique adressé le 30 août à 18h00 au ...

**M. Harrison:** Bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald?

**M. Peters:** ... bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald ...

**M. Harrison:** C'est juste. Ce renseignement a été transmis à M. Bennett au 31 août.

## [Text]

**Mr. Peters:** Maybe I am just confused. It just seems to me that if that telephone call, as you indicate, was to say that these documents... I presume it set up the structure that indicated the documents might turn up in Miss MacDonald's office.

**Det. Harrison:** This was our impression.

**Mr. Peters:** And yet, as a force, you did not know that the documents were missing at that time?

**Det. Harrison:** The cabinet which the documents were contained in was found missing during the daytime of August 30. However, after the occupation was ended at approximately 9 a.m. on August 31 a systematic search was conducted of the entire building, the cabinet was found on the roof of the building, and it was found to be empty at that point. This would be at approximately 9.30 a.m. on August 31, which was a Friday. At that point we did not know whether the documents were still on the premises or had left.

**Mr. Peters:** Maybe I am just dense, but I do not understand what purpose the telephone call had. If you knew about the telephone call and the telephone call was made 12 or 15 hours previously, indicating something, what was the point of your coming here to receive or intercept the documents, if in fact 15 or 16 hours had gone by.

**Det. Harrison:** We had to start some place and we just received the information at approximately 10.30 a.m. on August 31. Therefore we had to follow down this particular lead at that particular time.

**Mr. Peters:** Did Mr. Bennett indicate when he had received that information, about the 6 o'clock telephone call?

• 2035

**Det. Harrison:** It was shortly before we entered his office which would be again prior to 10.15 a.m. approximately on August 31.

**Mr. Peters:** Perry Mason should buy the rights to this one, I guess. It is beyond me. I really do not understand the sequence, I guess. But I would like to say a word, Mr. Chairman, about the Ottawa police.

I may be the only member of the Committee, perhaps the only member of Parliament that was there during that sit-in and it had a very explosive quality to it. Some of the people were fairly enthusiastic and I think the Ottawa police should be given an accolade which I seldom ever give to police and do not like to, particularly. However, it seemed to me that it had all the potential for a drama that we had seen at Wounded Knee and a number of other places. I would personally like to say that I think the police ought to be highly congratulated for the way they handled that operation.

It was run like a military operation from the one side and the police provided no provocation at all. At midnight there was a change of shifts of 24 men. That was done in a very orderly fashion. There was no provocation. There was no pushing around by the police which usually happens in that type of circumstances and through this officer we would like to convey to the members of the Ottawa police my personal commendation for the way this was handled. I think it had all the makings of a nasty situation. The way they handled it certainly did something to see that it did not escalate and I think we should convey to the Ottawa police that commendation.

## [Interpretation]

**M. Peters:** Je mélange les choses peut-être mais il me semble que si cet appel téléphonique avait pour but d'apprendre à une certaine personne que ces documents allaient arriver, comme vous le prétendez, j'imagine que vous avez pu en déduire qu'il s'agissait de M<sup>re</sup> MacDonald.

**M. Harrison:** C'était notre impression.

**M. Peters:** Et pourtant, vous ignoriez encore à ce moment-là que des documents avaient disparu.

**M. Harrison:** Le 30 août on s'est rendu compte que le classeur qui contenait ces documents avait disparu. Lorsque l'occupation du ministère prenait fin vers 21h00 du 31 août à peu près, on a fouillé tout le bâtiment et trouvé le classeur sur le toit. C'était vendredi le 31 août à peu près 09h30. A ce moment-là nous ignorions si les documents se trouvaient encore sur les lieux ou non.

**M. Peters:** Je suis peut-être dur d'oreille, mais je ne comprend pas le but de cet appel téléphonique. Si vous étiez au courant de cet appel qui avait été placé douze ou quinze heures plus tôt, donnant des indices, je me demande pour quelles raisons vous vous présentez quinze ou seize heures trop tard pour intercepter ces documents.

**M. Harrison:** Il nous fallait bien commencer quelque part et nous avons reçu cette information le 31 août à environ 10 h 30. A ce moment-là, il nous fallait donc suivre cette piste-là.

**M. Peters:** M. Bennett vous a-t-il dit à quel moment il a reçu le renseignement au sujet de l'appel téléphonique de 18 h 00?

**Le détective Harrison:** C'était brièvement avant notre visite à son bureau, c'est-à-dire avant 10 h 15 le 31 août.

**M. Peters:** Je crois que Perry Mason devrait acheter les droits d'auteur pour cette histoire-là. Cela me dépasse. Je ne comprends pas la suite des événements. Permettez-moi néanmoins de dire quelques mots au sujet de la police d'Ottawa, monsieur le président.

Je suis le seul membre de ce Comité et de tout le Parlement peut-être qui ait assisté de près à cette occupation qui n'était pas sans un certain danger d'explosion. Quelques-unes des personnes qui s'y trouvaient étaient pleines d'enthousiasme et je pense que pour une fois et contrairement à mon habitude j'aimerais féliciter la police d'Ottawa. La situation aurait très bien pu dégénérer en un autre *Wounded Knee*. Je voudrais personnellement féliciter la police de la manière dont elle a agi.

D'un côté, les choses se déroulaient comme s'il s'agissait d'une opération militaire et la police s'est abstenue de toute provocation. A minuit, c'était le changement de poste pour 24 hommes. Cela s'est fait d'une manière très ordonnée. Il n'y a pas eu de provocation. La police n'a pas essayé de pousser les gens, ce qui arrive normalement dans ce genre de circonstances et je tiens encore une fois à féliciter les membres de la police d'Ottawa de la manière dont ils ont agi, car la situation était vraiment délicate. Si elle n'a pas dégénéré, c'est certainement partiellement grâce à la police.



[Texte]

**The Chairman:** It would be difficult for the Chair to rule these comments out of order before the witness.

**Mr. Morgan:** I am sure Mr. Peters will not protest too loudly.

**The Chairman:** Mr. Clark.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Thank you very much, Mr. Chairman and Detective Harrison. I think the line of questioning opened by Mr. Dupras has perhaps unfortunately taken this matter beyond the original matter of privilege which I think most of us had agreed it would be fitting to terminate questioning concerning it at this stage.

I would like to reconstruct some of your testimony, if I might, Detective, because I am not exactly clear either of the sequence. Now, is it correct that you received information that there was a call to Miss MacDonald's office at 6.00 p.m. on the night of Thursday, August 30?

**Det. Harrison:** That is correct.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** And that information came to you from . . .

**Det. Harrison:** Mr. Bennett.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** From Mr. Bennett.

**Det. Harrison:** That is right.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** When did you receive that information from him?

**Det. Harrison:** At approximately 10.00 or 10.15 a.m. on August 31.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** That was the first time that he informed you of this call?

**Det. Harrison:** That is right. Yes, sir.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Did he give you any indication as to how he came to know about this call?

**Det. Harrison:** He apparently had received it personally in his office.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** He had received the call through Miss MacDonald's office?

**Det. Harrison:** He had received a call from Miss MacDonald's office.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I am sorry. I think we might be talking about different calls which is part of the difficulty here. What I am questioning is how Mr. Bennett came to the opinion that a call had been received in Miss MacDonald's office at 6.00 p.m. on the night before relative to this matter.

**The Chairman:** I believe, Mr. Clark, you should ask your question differently.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I am wondering if Mr. Bennett gave you to understand how he came into possession of the information he conveyed to you or the allegation that a call came to Miss MacDonald's office at 6.00 o'clock that night?

[Interprétation]

**Le président:** Il serait difficile pour le président de déclarer ces commentaires irrecevables en face du témoin.

**M. Morgan:** Je suis sûr que M. Peters ne protesterait pas trop fort.

**Le président:** Monsieur Clark.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Merci beaucoup, monsieur le président, et Détective Harrison. Je regrette que les questions posées par M. Dupras aient fait sortir nos discussions du cadre auquel nous voulions nous limiter à ce stade final de l'enquête, c'est-à-dire la question de la rupture des privilèges.

Permettez-moi de reconstituer certaines parties de votre témoignage, monsieur, car moi non plus, je ne comprends pas très bien la suite des événements. Est-ce juste que vous avez reçu l'information au sujet de l'appel téléphonique adressée au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald jeudi, le 30 août à 18 heures?

**Le détective Harrison:** C'est juste.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Vous avez reçu cette information de . . .

**Le détective Harrison:** Monsieur Bennett.

**M. Clark (Rocky Mountain):** De M. Bennett.

**M. Harrison:** C'est juste.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Quand avez-vous reçu cette information?

**M. Harrison:** Le 31 août à 10 heures ou 10 h 15.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Pour la première fois?

**M. Harrison:** Oui.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-ce qu'il vous a également dit de qui ou comment il tenait cette information au sujet de cet appel?

**M. Harrison:** Apparemment, ce renseignement lui avait été transmis en personne.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Il avait reçu un appel du bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald?

**M. Harrison:** Oui.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Excusez-moi. Apparemment, nous parlons d'appel différent. Je voulais savoir comment et pourquoi M. Bennett est arrivé à la conclusion que quelqu'un avait appelé le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald la veille à 18 heures à ce sujet.

**Le président:** Je pense qu'il vous faudra formuler vos questions différemment, monsieur Clark.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je voulais savoir si M. Bennett vous a dit d'où il tenait l'information qu'il vous a transmise au sujet du soi-disant appel téléphonique reçu la veille à 18 heures dans le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald.

[Text]

**Det. Harrison:** He was in a conversation with Miss Gelber of Miss MacDonald's office.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** In other words, your impression is that his information about this Thursday call came in the conversation with Miss Gelber on Friday morning?

**Det. Harrison:** That is correct.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Did he give any indication as to his view of the person who initiated the call?

• 2040

**Det. Harrison:** No, he did not.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Did he give any indication of his view of whether or not that person was inside the Department of Indian Affairs, an employee thereof?

**Det. Harrison:** During the first conversation we had with Mr. Bennett he did give us the name of an individual that he thought had made this telephone call to Miss MacDonald's office.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** And who was that?

**Det. Harrison:** James Sinclair.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** James Sinclair. Do you know who Mr. Sinclair is?

**Det. Harrison:** I do.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** And who is Mr. Sinclair?

**An hon. Member:** The father-in-law of Prime Minister Trudeau.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I take it it is another James Sinclair.

**Det. Harrison:** That is correct.

**An hon. Member:** Are you sure?

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** And who is he?

**Det. Harrison:** He is connected with the Indian Federation.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** How did you come to be in Mr. Bennett's office?

**Det. Harrison:** This is the office from which the filing cabinet was stolen.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Did you come there in answer to a call placed by Mr. Bennett?

**Det. Harrison:** No, we went there to initiate the investigation.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Did he volunteer to you the information relative to the call on the Thursday night?

**Det. Harrison:** Yes, he did.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Was that the first thing he mentioned to you when you came in the office?

**Det. Harrison:** I cannot recall whether there was a subsequent conversation prior to this utterance on his part. However, it was near the beginning of our remarks to him.

[Interpretation]

**M. Harrison:** Il avait parlé avec l'assistante de M<sup>lle</sup> MacDonald, M<sup>lle</sup> Gelber.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Autrement dit, vous avez l'impression que l'information au sujet de l'appel du jeudi a fait partie de la conversation avec M<sup>lle</sup> Gelber vendredi matin.

**M. Harrison:** C'est cela.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-ce qu'il vous a donné son idée au sujet de l'identité de la personne qui appelait?

**M. Harrison:** Non.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Vous a-t-il dit s'il pensait que c'était quelqu'un du ministère des Affaires indiennes?

**M. Harrison:** Au cours de ma première conversation avec M. Bennett, il nous a indiqué le nom de la personne qui, à son avis, avait appelé M<sup>lle</sup> MacDonald.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Quel est son nom?

**M. Harrison:** James Sinclair.

**M. Clark (Rocky Mountain):** James Sinclair. Savez-vous qui est M. Sinclair?

**M. Harrison:** Oui.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Et qui est M. Sinclair?

**Une voix:** Le beau-père de M. Trudeau.

**M. Clark (Rocky Mountain):** J'imagine qu'il doit s'agir d'un autre James Sinclair.

**M. Harrison:** C'est juste.

**Une voix:** Êtes-vous sûr?

**M. Clark (Rocky Mountain):** Et qui est-ce?

**M. Harrison:** Il a des liens avec la fédération indienne.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Comment se fait-il que vous vous soyez trouvé dans le bureau de M. Bennett?

**M. Harrison:** C'est le bureau d'où le classeur a été volé.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Y êtes-vous allé en réponse à un appel de M. Bennett?

**M. Harrison:** Non, nous y sommes allés pour commencer l'enquête.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-ce qu'il vous a fourni l'information au sujet de l'appel de jeudi soir de son propre chef?

**M. Harrison:** Oui.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Était-ce la première chose qu'il vous a dite lorsque vous êtes entré dans son bureau?

**M. Harrison:** Je ne me souviens pas si nous avons échangé d'autres paroles avant. C'était, néanmoins, pres-que au début.

[Texte]

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** And what happened as a result of his statement to you?

**Det. Harrison:** I requested him to place a telephone call to his source, Miss Gelber, in order to clarify and confirm whether or not the named person, Mr. Sinclair, had in fact made this call.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** This was about 10:15 in the morning, you say?

**Det. Harrison:** Approximately, yes.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** And had he talked to Miss Gelber at that time in the morning?

**Det. Harrison:** He had spoken to her prior to our entering his office, according to our information from him.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** How many times during your presence in his office did he call Miss Gelber?

**Det. Harrison:** Twice.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** So, in effect, your understanding is that Mr. Bennett spoke to Miss Gelber three times on the morning of Friday, August 31.

**Det. Harrison:** I know of three times.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** You know of three times? You were present during two of them?

**Det. Harrison:** That is correct.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** And you know of the other only because Mr. Bennett so informed you.

**Det. Harrison:** There could have been more calls. However, I am not familiar with them.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** As to your own certainty, though, there were only two calls that occurred in your presence.

**Det. Harrison:** That is correct.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** And there was not one; there were two?

**Det. Harrison:** There were two.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Why was it necessary for Mr. Bennett to call Miss Gelber twice in your presence? Sorry; I will ask another question. Did you suggest that he call her a second time?

**Det. Harrison:** Yes, I did.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Why was that?

**Det. Harrison:** It was to clarify other points that we had thought of in the interim after the initial telephone call.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** You were suggesting, then, questions that he should direct to Miss Gelber?

**Det. Harrison:** In order to clarify this particular telephone call.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** And did you know at the time you were making those suggestions that she was an assistant to a member of Parliament?

[Interprétation]

**M. Clark (Rocky Mountain):** Comment y avez-vous réagi?

**M. Harrison:** Je lui ai demandé d'appeler sa source, c'est-à-dire M<sup>me</sup> Gelber, pour éclaircir si oui ou non la personne qui avait été nommée, c'est-à-dire M. Sinclair, avait fait cet appel?

**M. Clark (Rocky Mountain):** Vous dites que c'était à peu près à 10 h 15 le matin?

**M. Harrison:** A peu près.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-ce qu'il avait parlé avec M<sup>me</sup> Gelber ce matin-là?

**M. Harrison:** Selon l'information qu'il nous a fournie, il lui avait parlé avant que nous n'arrivions dans son bureau.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Combien de fois a-t-il appelé M<sup>me</sup> Gelber en votre présence?

**M. Harrison:** Deux fois.

**M. Clark (Rocky Mountain):** A votre avis, M. Bennett a donc parlé trois fois à M<sup>me</sup> Gelber, le matin du vendredi, 31 août.

**M. Harrison:** Je suis au courant de trois conversations.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Vous êtes au courant de trois conversations? Vous avez assisté à deux d'entre elles?

**M. Harrison:** C'est juste.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Et votre connaissance de la troisième se limite à ce que M. Bennett vous en a dit.

**M. Harrison:** Peut-être y a-t-il eu d'autres appels, mais je l'ignore.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Vous ne pouvez donc affirmer avec certitude que l'échange de deux appels téléphoniques parce qu'ils ont eu lieu en votre présence.

**M. Harrison:** C'est juste.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Il y en avait deux, et pas seulement un?

**M. Harrison:** Il y en avait deux.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Pour quelle raison M. Bennet a-t-il dû appeler M<sup>me</sup> Gelber deux fois en votre présence? Excusez-moi, je veux poser une autre question. Avez-vous suggéré qu'il l'appelle une deuxième fois?

**M. Harrison:** Oui.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Pour quelle raison?

**M. Harrison:** Pour éclaircir certaines idées qui nous étaient venues après le premier appel.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Vous lui avez donc suggéré des questions qu'il doit poser à M<sup>me</sup> Gelber?

**M. Harrison:** Pour éclaircir le mystère de cet appel.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-ce que, à ce moment-là, vous étiez au courant du fait qu'elle était l'assistante d'un membre du Parlement?



[Text]

**Det. Harrison:** I knew her to be a secretary at that time. However, . . .

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** You knew her to be in the employ of a member of Parliament at that time?

**Det. Harrison:** That is correct, yes.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Why did you not call Miss MacDonald?

**Det. Harrison:** We were not sure at that particular time who the recipient of the call was, and we tried to find out whether Miss Gelber had received this call and if so whether she could give us any conclusive leads to identify of the particular caller.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Did you feel any obligation to call Miss MacDonald on the matter precisely because she is a member of Parliament and Miss Gelber is in her employ?

**Det. Harrison:** I am sorry; could you repeat that, sir?

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Did you feel any obligation to call Miss MacDonald because she is a member of Parliament and Miss Gelber is in her employ? Did you feel any obligation . . .

**Det. Harrison:** I do not know what you are referring to.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Did you feel there was any reason why you should call Miss MacDonald because you wished to question an employee of hers?

• 2045

**Det. Harrison:** No, I thought of no reason at that time. She had been calling quite freely to Mr. Bennett and it was a very amiable situation at that particular time. She was being of some assistance to us in the investigation.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Did Mr. Bennett in his conversations reveal to Miss Gelber that police officers were in the room?

**Det. Harrison:** Not to my recollection, sir.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Did anyone other than Mr. Bennett listen to the conversation, to Miss Gelber's part of the conversation?

**Det. Harrison:** No, except for overhearing what Mr. Bennett was saying.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** But nobody picked up a telephone?

**Det. Harrison:** No.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Did anyone suggest questions that might be asked during the course of one or other of the conversations with Miss Gelber for which you were present?

**Det. Harrison:** That is quite possible.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** You do not have a firm recollection of that?

**Det. Harrison:** No, I do not.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I think I will pass for the moment. Thank you.

[Interpretation]

**M. Harrison:** A ce moment-là, je croyais qu'elle était secrétaire. Toutefois . . .

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-ce que vous saviez qu'elle était l'employée d'un député?

**M. Harrison:** Oui.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Pour quelle raison n'avez-vous pas appelé M<sup>lle</sup> MacDonald?

**M. Harrison:** Nous ne savions pas encore qui est-ce que avait reçu l'appel et nous voulions savoir si ce n'était pas M<sup>lle</sup> Gelber, et, si oui, lui demander si elle pouvait nous révéler l'identité de la personne qui avait appelé.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-ce que vous vous êtes senti obliger d'appeler M<sup>lle</sup> MacDonald à ce sujet parce qu'elle est député et parce que M<sup>lle</sup> Gelber est son employée?

**M. Harrison:** Excusez-moi, voulez-vous s'il vous plaît répéter votre question?

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-ce que vous vous êtes senti obliger d'appeler M<sup>lle</sup> MacDonald parce qu'elle est député et parce que M<sup>lle</sup> Gelber est son employée? Est-ce que vous vous êtes senti obliger?

**M. Harrison:** Je ne comprends pas votre question.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Avez-vous pensé qu'il y avait eu lieu d'appeler M<sup>lle</sup> MacDonald parce que vous vouliez interroger une de ses employées?

**M. Harrison:** Non, je ne voyais aucune raison de le faire à ce moment-là. Elle avait appelé très librement M. Bennett et la situation était fort amicale à ce moment-là. Elle nous était d'une certaine aide pour l'enquête.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Au cours de ces conversations, M. Bennett a-t-il révélé à M<sup>lle</sup> Gelber que des policiers étaient dans la pièce?

**M. Harrison:** Pas que je me souviens, monsieur.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Quelqu'un d'autre que M. Bennett a-t-il écouté ce que disait M<sup>lle</sup> Gelber?

**M. Harrison:** Non. Nous n'entendions que ce que M. Bennett disait.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Personne n'a pris un combiné pour écouter?

**M. Harrison:** Non.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Quiconque a-t-il suggéré des questions qui pourraient être posées au cours de l'une ou l'autre des conversations avec M<sup>lle</sup> Gelber auxquelles vous avez assisté?

**M. Harrison:** La chose est fort possible.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Vous ne vous en souvenez pas avec exactitude?

**M. Harrison:** Non, je ne m'en souviens pas.

**M. Clark (Rocky Mountain):** C'est tout pour l'instant. Merci.

[Texte]

**The Chairman:** I have no more names. Mr. Dupras.

**Mr. Dupras:** Mr. Chairman, I would like to remark on the first observation Mr. Clark made when he started to question the witness.

My line of questioning has to do with the breach of privilege. My main concern is the breach of privilege, if there is any, and I would like to have as much information as possible on the conditions under which the officers went to Miss MacDonald's office. I think this is very important. My line of questioning has to do with the exact conditions under which they were at Miss MacDonald's office. I will pass for now. Thank you.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I have just a couple more, if I may. I intended no aspersions.

**The Chairman:** Mr. Clark.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Did you advise Miss Gelber that you were coming to the office to interview her?

**Det. Harrison:** I did not.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Did you cause her to be advised?

**Det. Harrison:** I did not.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Why? Why did you not cause her to be advised?

**Det. Harrison:** I did not think it was pertinent to advise her. We were going to see her. It was our knowledge that she was at present in her office and we were going to confront her on a personal basis.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Did Miss Gelber at any time invite the police to the office?

**Det. Harrison:** Not to my knowledge.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Once again, just to review this question of urgency, you felt the matter was sufficiently urgent that you proceeded to the office without checking with the Sergeant-at-Arms?

**Det. Harrison:** I was not personally aware of the fact that we had to see the Sergeant-at-Arms.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** When you entered the office, when you arrived at the door, for whom did you ask?

**Det. Harrison:** At the door to Miss MacDonald's office?

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Yes.

**Det. Harrison:** For Miss MacDonald.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** And why did you do that?

**Det. Harrison:** Because we were led to believe, through the series of phone calls in Mr. Bennett's office, that Miss Gelber did not know anything further about the identity of the caller and it was suggested that we speak to Miss MacDonald along these lines. Therefore we went to see her to clarify this matter.

[Interprétation]

**Le président:** Je n'ai pas d'autres noms. Monsieur Dupras.

**M. Dupras:** Monsieur le président, j'aimerais commenter la première observation de M. Clark lorsqu'il a entrepris de questionner le témoin.

Mes questions portent sur la violation des privilèges. Je m'intéresse surtout à la violation de privilège, si violation il y a eu, et j'aimerais obtenir le plus de renseignements possible sur les conditions dans lesquelles les policiers se sont rendus au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald. J'estime que cette question est très importante et je voudrais savoir les conditions exactes dans lesquelles ils se sont rendus au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald. C'est tout pour l'instant. Merci.

**M. Clark (Rocky Mountain):** J'aimerais poser quelques autres questions. Je ne voulais calomnier personne.

**Le président:** Monsieur Clark.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Avez-vous informé M<sup>lle</sup> Gelber que vous vous rendiez à son bureau pour l'interroger?

**M. Harrison:** Non.

**M. Clark (Rocky Mountain):** L'avez-vous fait informer?

**M. Harrison:** Je ne l'ai pas fait.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Pourquoi? Pourquoi ne l'avez-vous pas fait informer?

**M. Harrison:** Je ne croyais pas opportun de l'informer. Nous allons la voir. Nous étions informés qu'elle était à son bureau et voulions la rencontrer en personne.

**M. Clark (Rocky Mountain):** M<sup>lle</sup> Gelber a-t-elle à aucun moment invité la police à son bureau?

**M. Harrison:** Pas que je sache.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Encore une fois, simplement pour revenir sur cette question de l'urgence de la situation, j'estime que la situation est suffisamment urgente pour vous rendre à son bureau sans vérifier auprès du sergent d'armes?

**M. Harrison:** Je ne savais pas que nous devions voir le sergent d'armes.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Une fois arrivé au bureau, lorsque vous êtes arrivé à la porte, qui avez-vous demandé à voir?

**M. Harrison:** A la porte du bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald?

**M. Clark (Rocky Mountain):** Oui.

**M. Harrison:** M<sup>lle</sup> MacDonald.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Pourquoi avez-vous fait cela.

**M. Harrison:** Parce que nous avons été amenés à conclure, à la suite des appels téléphoniques faits du bureau de M. Bennett, que M<sup>lle</sup> Gelber ne savait rien d'autre à propos de l'identité de la personne qui avait téléphoné et il a été suggéré que nous entretenions M<sup>lle</sup> MacDonald de cette question. Nous avons donc voulu la rencontrer pour éclaircir cette question.

[Text]

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** In effect, then, you were not coming to the office to see Miss Gelber, the assistant; you were coming to see Miss MacDonald, the member of Parliament?

**Det. Harrison:** I, first of all, would have liked to speak to Miss Gelber. I would have initially wanted to speak to Miss Gelber to confront her on a personal basis with the information that she had passed on to Mr. Bennett.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Let me get this straight. You said that your reason for wanting to see Miss Gelber was that you wanted to confront Miss Gelber personally with the allegation by Mr. Bennett that Miss Gelber had said there had been a call to the office at 6 p.m. the night before. Is that correct?

**Det. Harrison:** That is correct.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Was it also part of your intention to see Miss MacDonald at that time?

**Det. Harrison:** Yes, if at all possible.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** And what was the purpose of seeing Miss MacDonald at that time?

**Det. Harrison:** To follow up the assumption that, if Miss Gelber did not receive this phone call, Miss MacDonald would have, and therefore possibly to obtain the source of the caller from Miss MacDonald herself.

• 2050

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** You came to the office, you asked for Miss MacDonald and she was not there. Then what happened?

**Det. Harrison:** We were invited into an inner office by Miss Gelber and asked to sit down. There were three of us present, Sergeant Robertson from the Ottawa Police, Sergeant Bradley and myself.

The door to the room was closed, I believe, and we had a conversation.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** What was the nature of the conversation?

**Det. Harrison:** At the outset we did inform Miss Gelber that we were investigating a criminal matter, the nature of which was outlined to her very briefly in the anteroom just outside the door to the main office which we were led into.

At that time Miss Gelber wished to have a conversation in confidence, and at that time the confidentiality of it was adhered to by ourselves.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** What do you mean by a conversation in confidence, that she did not want the secretary to overhear it?

**Det. Harrison:** With all due respect to Miss Gelber, I feel I must breach this confidence right now, due to the circumstance of this meeting. She did indicate to us that all the things that she had to say to Mr. Bennett and to us should be kept in confidence as she did not wish Miss MacDonald to know about her conversations. With this in mind I then asked her whether in fact she had received a telephone call at 6:00 p.m. the previous evening and she indicated she did not. I asked her whether Miss MacDonald had received it and she indicated that she could not answer that question, that we had best ask the member of Parliament.

[Interpretation]

**M. Clark (Rocky Mountain):** Donc, vous ne vous êtes pas rendus au bureau pour rencontrer M<sup>lle</sup> Gelber, adjointe; vous y êtes allés pour rencontrer M<sup>lle</sup> MacDonald, le député?

**M. Harrison:** J'aurais tout d'abord aimé m'entretenir avec M<sup>lle</sup> Gelber. J'aurais aimé la rencontrer tout d'abord pour vérifier en personne les renseignements qu'elle avait fournis à M. Bennett.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Permettez que je résume. Vous dites que vous vouliez rencontrer M<sup>lle</sup> Gelber pour vérifier avec elle l'allégation de M. Bennett que M<sup>lle</sup> Gelber avait déclaré avoir reçu un appel à son bureau vers 18 heures la veille. Est-ce exact?

**M. Harrison:** C'est exact.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Aviez-vous également l'intention de rencontrer M<sup>lle</sup> MacDonald à ce moment-là?

**M. Harrison:** Oui, si la chose était possible.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Pourquoi vouliez-vous rencontrer M<sup>lle</sup> MacDonald?

**M. Harrison:** Pour vérifier l'hypothèse suivant laquelle, si M<sup>lle</sup> Gelber n'avait pas reçu cet appel téléphonique, M<sup>lle</sup> MacDonald l'avait reçu et que nous pourrions possiblement obtenir de M<sup>lle</sup> MacDonald elle-même le nom de la personne qui avait appelé.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Vous êtes venus au bureau, vous avez demandé M<sup>lle</sup> MacDonald qui n'était pas là. Que s'est-il alors passé?

**M. Harrison:** Nous avons été invités à pénétrer dans un autre bureau où M<sup>lle</sup> Gelber nous a priés de nous asseoir. Nous étions trois, le sergent Robertson de la police d'Ottawa, le sergent Bradley et moi-même.

La porte était fermée, je crois, et nous avons parlé.

**M. Clark (Rocky Mountain):** De quoi avez-vous parlé?

**M. Harrison:** Au début nous avons informé M<sup>lle</sup> Gelber que nous faisons enquête sur les questions criminelles, dont nous lui avons très brièvement indiqué la nature dans l'antichambre située juste avant le bureau principal où l'on nous avait introduits.

M<sup>lle</sup> Gelber exprima alors le désir que notre conversation soit tenue confidentielle et nous le lui avons accordé.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Qu'entendez-vous par conversation confidentielle, ne voulait-elle pas que la secrétaire l'entende?

**M. Harrison:** Avec tout le respect qui est dû à M<sup>lle</sup> Gelber, j'estime qu'il faut maintenant briser le secret étant donné les circonstances de notre réunion. Elle nous a bien indiqué que tout ce qu'elle avait à dire à M. Bennett et à nous-même devrait être tenu secret car elle ne voulait pas que M<sup>lle</sup> MacDonald entende parler de ces conversations. Ainsi je lui demandais si elle avait en effet reçu un coup de téléphone la veille au soir à 18 h. et elle m'a répondu que non. Je lui ai demandé si M<sup>lle</sup> MacDonald en avait reçu un, elle dit ne pas pouvoir répondre à cette question, qu'il serait mieux de la poser au député elle-même.



[Texte]

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Perhaps it would help if you could recall more precisely Miss Gelber's words. Did you interpret it as being a request for confidentiality from her employer?

**Det. Harrison:** As she sat down she indicated that she would answer our questions, however the content of her answers should be, she requested, kept in confidence as she did not want Miss MacDonald to know that she was talking to Mr. Bennett about certain matters.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** What was your opinion when you received that word from Miss Gelber as to her reasons for so saying?

**The Chairman:** Would you rephrase your question, Mr. Clark?

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Why do you think Miss Gelber said that?

**The Chairman:** I think this is precisely the type of question the witness could not answer.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Fine. Did miss Gelber tell you why she wanted that confidentiality?

**Det. Harrison:** No.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** You did not think to inquire?

**Det. Harrison:** I had impressions as to why.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** And those impressions were?

**The Chairman:** I am sorry . . .

**Mr. Morgan:** Once he has indicated that he had impressions, Mr. Chairman, then he must answer, with all due respect. He did not have to say so, but once he said so, he must answer.

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, on a point of order, I have heard enough evidence with respect to the privilege that I think we now should strike a committee of this committee to begin drafting a report, and if necessary we can come back and have the other witnesses. This is what had been suggested earlier.

**Mr. O'Connor:** Your timing here seems to be . . .

**Mr. Poulin:** We all had agreed over here, as a matter of fact, to do that, and if you want to strike a committee . . .

**Mr. Morgan:** On a point of order, sir, I think the witness still must answer the question put to him on the answer he gave to Mr. Clark.

• 2055

**Mr. Barnett:** On a point of order, might I suggest again that this might or might not be the rule if someone were a witness in a court. I do not know, I am not learned in those matters. Certainly I feel that you, Mr. Chairman, were quite correct in your first suggestion that the witness should not be asked, nor should he be required to say what his impressions were.

[Interprétation]

**M. Clark (Rocky Mountain):** Peut-être serait-il utile que vous nous redonniez de façon plus précise les paroles de M<sup>lle</sup> Gelber. Pensez-vous que son employeur lui aurait demandé de conserver à cela un caractère confidentiel?

**M. Harrison:** Elle s'est assise en disant qu'elle répondrait à nos questions mais qu'elle nous demandait que ses réponses soient tenues confidentielles car elle ne voulait pas que M<sup>lle</sup> MacDonald sache qu'elle parlait de certaines choses à M. Bennett.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Lorsqu'elle vous a dit cela, qu'avez-vous pensé des raisons avancées?

**Le président:** Pourriez-vous reformuler votre question, monsieur Clark?

**M. Clark (Rocky Mountain):** Pourquoi à votre avis M<sup>lle</sup> Gelber a-t-elle dit cela?

**Le président:** Je pense que c'est précisément le genre de questions auxquelles le témoin ne peut répondre.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Très bien. M<sup>lle</sup> Gelber vous a-t-elle dit pourquoi elle voulait que ceci reste confidentiel?

**M. Harrison:** Non.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Vous n'avez pas pensé à le lui demander?

**M. Harrison:** J'avais une petite idée sur la question.

**M. Clark (Rocky Mountain):** A savoir?

**Le président:** Je suis désolé . . .

**M. Morgan:** S'il dit qu'il avait son idée là-dessus, monsieur le président, il doit alors répondre. Rien ne l'obligeait à le dire, mais puisqu'il l'a fait, avec tout le respect que je vous dois, il doit répondre.

**M. Poulin:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement, j'ai entendu assez de témoignages quant au privilège et je pense que nous devrions maintenant former un comité au sein du présent Comité afin qu'il commence à préparer un rapport et nous pourrions si nécessaire revenir et entendre les autres témoins. C'est ce qui avait été suggéré plus tôt.

**M. O'Connor:** Il semblerait donc que pour vous le rythme soit . . .

**M. Poulin:** Nous nous étions en effet tous mis d'accord là-dessus et si vous voulez constituer un comité . . .

**M. Morgan:** J'invoque le Règlement, monsieur, je pense que le témoin devrait encore répondre à la question qui lui a été posée suite à la réponse qu'il fit à M. Clark.

**M. Barnett:** J'invoque le Règlement, Puis-je me permettre de répéter que cela pourrait être ou ne pas être la règle dans le cas où quelqu'un serait témoin devant un tribunal. Je ne le sais pas personnellement, car je ne connais pas très bien ce tenre de chose. Je pense, monsieur le président, que vous aviez certainement raison lorsque vous avez tout d'abord suggéré que l'on ne devrait pas demander au témoin ses impressions ni lui demander de nous les donner.

[Text]

**The Chairman:** Well I did rule on that.

**Mr. Barnett:** If he inadvertently said that he had impressions, I do not think that matter should be pursued. I cannot see how that is in any way relevant to the questions of fact we might be trying to arrive at.

**The Chairman:** Well actually, yes.

**Mr. Barnett:** Further to the point that has just been raised, I might have been willing to agree that perhaps we should not pursue the matter any further, but there have been some questions asked and there are one or two points in the light of what has been already said that I would like to inquire of the witness before we adjourn at this point.

**The Chairman:** For the moment even if some member raised the question that the witness should answer in giving his impressions—with all respect for the member—I duly ruled that this question could not be answered by the witness. If Mr. Clark wants to rephrase his questions and have them more precise so that the witness could answer: correct. However, I believe we would not get anywhere if you asked witnesses to give their own impressions. They are not here for that.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Mr. Chairman, I do not think I have been around the House long enough to be sufficiently adept at rephrasing my way around that ruling so I will let that particular matter pass.

At some point in your questioning of Miss Gelber, as I understand it from previous testimony, there was a decision to phone Miss MacDonald.

**Det. Harrison:** Yes.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Who talked to Miss MacDonald?

**Det. Harrison:** I did.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Did you advise her that you had been questioning Miss Gelber? Is that a fair way to put it.

**Det. Harrison:** I did not indicate that.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Why did you not?

**Det. Harrison:** I was informed by Miss Gelber that Miss MacDonald was at that time occupied in the House of Commons and as a result, Miss Gelber on her own initiative arranged somehow to get Miss MacDonald to a telephone. It was a very rushed conversation. I understood that she was quite occupied. I just identified myself, explained the nature of my visit to her particular office and requested an appointment to see her, which she complied with.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Now at the time of your conversation with Miss MacDonald, you had established to your satisfaction that if there had been a call at 6:00 p.m. the night before, Miss Gelber knew nothing about it?

**Det. Harrison:** This is what she indicated.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** In other words, at the time you were talking to Miss MacDonald by telephone it was your impression that—I will rephrase the words—you knew that Miss Gelber had not received a call and you consequently thought that the call had been received by someone else in Miss MacDonald's office?

[Interpretation]

**Le président:** Eh bien, j'ai pris une décision à ce sujet.

**M. Barnett:** S'il a dit par mégarde qu'il avait retiré certaines impressions, je ne pense pas que l'on devrait continuer à en parler. Je ne vois pas comment cela a rapport avec les questions de fait auxquelles nous pouvons essayer d'en arriver.

**Le président:** Oui vraiment.

**M. Barnett:** Toujours sur la question qui vient d'être soulevée, je puis être prêt à accepter que nous arrêtions de parler de ce problème, mais certaines questions ont été posées et il y a un ou deux points que j'aimerais éclaircir à la lumière de ce qui a été déjà dit en interrogeant le témoin avant que nous levions la séance.

**Le président:** Pour le moment, même si un membre du comité assumait que le témoin devrait répondre en donnant ses impressions, avec tout le respect qui est dû à ce député, je statuai en bonne et due forme, en disant que le témoin ne devrait pas répondre à cette question. Si M. Clark veut formuler à nouveau ses questions et les préciser pour que le témoin puisse répondre, je suis d'accord. Toutefois, je crois que nous n'irions nulle part s'il nous fallait demander aux témoins de nous donner leurs propres impressions. Ils ne sont pas là pour cela.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Monsieur le président, je ne crois pas fréquenter la Chambre depuis suffisamment longtemps pour être assez qualifié pour pouvoir formuler à nouveau mes questions afin qu'elles soient acceptées, en contournant la décision prise.

Lors de l'interrogatoire de M<sup>lle</sup> Gelber, d'après ce que je dois comprendre des témoignages préalables, on a pris la décision de téléphoner à M<sup>lle</sup> MacDonald.

**M. Harrison:** Oui.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Qui a parlé à M<sup>lle</sup> MacDonald?

**M. Harrison:** Moi.

**M. Clark (Rocky Mountain):** L'avez-vous informée du fait que vous aviez interrogé M<sup>lle</sup> Gelber? Est-ce dit correctement?

**M. Harrison:** Je ne l'en ai pas informée.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Pourquoi?

**M. Harrison:** M<sup>lle</sup> Gelber m'avait dit que M<sup>lle</sup> MacDonald était occupée à la Chambre des communes à ce moment-là et qu'en conséquence, M<sup>lle</sup> Gelber s'arrangerait en quelque sorte sur sa propre initiative pour que M<sup>lle</sup> MacDonald soit appelée au téléphone. La conversation a été précipitée, j'ai cru comprendre qu'elle était très occupée. Je me suis simplement présentée, lui ai expliqué les raisons de ma visite à son bureau et lui ai demandé un rendez-vous afin de lui parler en personne, ce qu'elle a accepté.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Au moment de votre conversation avec M<sup>lle</sup> MacDonald, vous aviez pu à votre satisfaction établir que s'il y avait eu un appel à 18 h. le soir précédent, M<sup>lle</sup> Gelber n'en savait rien?

**M. Harrison:** C'est ce qu'elle a dit.

**M. Clark (Rocky Mountain):** En d'autres termes, au moment où vous parliez à M<sup>lle</sup> MacDonald au téléphone, vous aviez l'impression que, je vais le dire différemment, vous saviez que M<sup>lle</sup> Gelber n'avait pas reçu d'appel téléphonique et vous pensiez en conséquence qu'une autre personne se trouvant dans le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald l'avait reçu?

## [Texte]

**Det. Harrison:** The only thing that I actually knew at that particular point was that Miss Gelber did not want to discuss the matter any further.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Had Miss Gelber at that point said to you that she did not receive a call from Mr. Bennett's alleged source on the night of August 30?

**Det. Harrison:** You said Mr. Bennett's alleged source?

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Had Miss Gelber indicated to you at that time that she had not received personally the alleged call, the call alleged to have been made by Mr. Bennett?

**Det. Harrison:** She did so indicate.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Who else did you intend to question about the receipt of that call?

**Det. Harrison:** Miss MacDonald.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Why did you not raise the question on the telephone if there was the urgency that has been described so often in the evidence?

**Det. Harrison:** I felt that the matter would be fairly aired at our meeting some hour and a half later.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** When you met her an hour and a half later did you ask her whether she had received the call that Mr. Bennett alleges was made on the night of August 30?

**Det. Harrison:** No, I did not.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Why did you not ask her?

**Det. Harrison:** I was respecting the confidentiality of the conversation with Miss Gelber. She was the one who indicated that it came in at six o'clock the previous evening.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I am confused, or someone is confused. As I reconstruct the 6 p.m. call, you learned of the alleged call from Mr. Bennett.

**Det. Harrison:** Initially.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** You then went to Miss MacDonald's office, asked for Miss MacDonald, spoke to Miss Gelber and asked Miss Gelber if she had received that call at 6 p.m.

**Det. Harrison:** That is correct.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** And she said?

**Det. Harrison:** No, she did not.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Did you ask her if a call had been received?

## [Interprétation]

**M. Harrison:** La seule chose que je savais effectivement à ce stade était que M<sup>lle</sup> Gelber ne voulait pas discuter davantage de cela.

**M. Clark (Rocky Mountain):** M<sup>lle</sup> Gelber vous avait-elle dit à ce moment-là qu'elle n'avait pas reçu d'appel téléphonique de la prétendue source de M. Bennett la nuit du 30 août?

**M. Harrison:** Vous avez dit la prétendue source de M. Bennett?

**M. Clark (Rocky Mountain):** M<sup>lle</sup> Gelber vous avait-elle informé à ce moment-là qu'elle n'avait pas reçu personnellement l'appel dont il était question, l'appel qui aurait été fait par M. Bennett?

**M. Harrison:** Elle l'a dit.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Qui d'autre aviez-vous l'intention d'interroger au sujet de la réception de ce coup de téléphone?

**M. Harrison:** M<sup>lle</sup> MacDonald.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Pourquoi n'avez-vous pas posé la question au téléphone s'il y avait quelque urgence puisqu'on a répété si souvent au cours du témoignage?

**M. Harrison:** J'imaginai que l'on parlerait suffisamment de cette question lors de notre rencontre, une heure et demie plus tard.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Lorsque vous l'avez rencontrée une heure et demie plus tard, lui avez-vous demandé si elle avait reçu le coup de téléphone que M. Bennett prétend avoir donné le soir du 30 août?

**M. Harrison:** Non, je ne l'ai pas fait.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Pourquoi ne l'avez-vous pas fait?

**M. Harrison:** Pour respecter l'aspect confidentiel de la conversation que j'avais eue avec M<sup>lle</sup> Gelber. C'est elle qui a dit que l'appel avait été reçu à 18 h 00 le soir précédent.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Tout cela n'est pas très clair pour moi. A moins que ce ne soit quelqu'un d'autre qui n'ait pas les idées claires. Tel que je comprends l'appel téléphonique de 18 h 00, c'est de M. Bennett que vous avez appris l'existence de ce prétendu coup de téléphone.

**M. Harrison:** Au début.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Vous vous êtes alors rendu au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald, avez demandé M<sup>lle</sup> MacDonald, avez parlé à M<sup>lle</sup> Gelber et avez demandé à M<sup>lle</sup> Gelber si elle avait reçu cet appel à 18 h 00.

**M. Harrison:** C'est exact.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Et elle a dit?

**M. Harrison:** Non, elle ne l'a pas dit.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Lui avez-vous demandé si elle avait répondu au coup de téléphone?



[Text]

**Det. Harrison:** Yes, I did.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** And she said?

**Det. Harrison:** That I had better speak to Miss MacDonald.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Did you specify your description of that call? In other words, did you say, "did a call come to this office at 6 p.m. relative to files from the Department of Indian Affairs", or words to that effect?

**Det. Harrison:** Yes, the questioning paralleled the information that we had received from Mr. Bennett pertaining to his telephone call.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** In effect your testimony is that Miss Gelber said that Miss MacDonald received a call at 6 p.m. on August 30?

**Det. Harrison:** No, I did not say that.

**The Chairman:** He did not specify that.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Did Miss Gelber indicate to you that a call of any sort was received in the office that night at that time?

**Det. Harrison:** She did so indicate, yes.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** With certainty?

**Det. Harrison:** She said it.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Did she say who received the call?

**Det. Harrison:** No.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Who else was in the office at the time?

**Det. Harrison:** I do not know. If I can recall the precise conversation, it was indicated that a call came to the office. Who answered the phone I was not made aware of at that point. However, I was asked to speak to Miss MacDonald, who could possibly clarify the situation.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Did Miss Gelber give you any indication as to what that call concerned? What was the call about?

**Det. Harrison:** It was pertaining to an alleged possibility that the documents we were investigating would somehow come into the possession of Miss MacDonald's office.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** This is what Miss Gelber told you during your conversation with her?

**Det. Harrison:** That is right.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** She told you that?

**Det. Harrison:** Yes.

**Mr. Fairweather:** May I ask a supplementary?

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Yes.

**The Chairman:** Mr. Fairweather.

**Mr. Fairweather:** Why would you feel it necessary to respect confidentiality about that telephone call if Miss Gelber, as you have indicated to us, told you to ask the member of Parliament about it, and despite that you did not ask the member of Parliament. That is your evidence, is it not.

[Interpretation]

**M. Harrison:** Oui, je lui ai demandé.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Et elle a dit?

**M. Harrison:** Que je ferais mieux de le demander à M<sup>lle</sup> MacDonald.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Lui avez-vous donné des précisions sur ce coup de téléphone? En d'autres termes, lui avez-vous demandé: «A-t-on reçu dans ce bureau un appel téléphonique à 18 h 00 portant sur les documents du ministère des Affaires indiennes», ou quelque chose de ce genre?

**M. Harrison:** Oui. L'interrogatoire confirmait les renseignements que nous avions reçus de M. Bennett au sujet de cet appel téléphonique.

**M. Clark (Rocky Mountain):** En fait, vous voulez dire que M<sup>lle</sup> MacDonald avait reçu cet appel à 18 h 00 le 30 août?

**M. Harrison:** Non, je n'ai pas dit cela.

**Le président:** Il ne l'a pas précisé.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-ce que M<sup>lle</sup> Gelber vous a dit qu'un appel téléphonique quelconque avait été reçu au bureau ce soir-là à cette heure-là?

**M. Harrison:** Oui, elle l'a précisé.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Avec certitude?

**M. Harrison:** Elle l'a dit.

**M. Clark (Rocky Mountain):** A-t-elle précisé qui avait reçu cet appel téléphonique?

**M. Harrison:** Non.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Qui d'autre se trouvait dans le bureau à ce moment-là?

**M. Harrison:** Je ne le sais pas. Si je me souviens bien de la conversation, il a été dit qu'un appel téléphonique était parvenu au bureau. A ce moment-là on ne m'a pas dit qui avait répondu au téléphone. Toutefois, on m'a demandé de parler à M<sup>lle</sup> MacDonald qui aurait pu éclaircir la situation.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-ce que M<sup>lle</sup> Gelber vous a donné des précisions quant à l'objet de cet appel téléphonique? A quel sujet était ce coup de téléphone?

**M. Harrison:** Il portait sur la prétendue possibilité que les documents que nous recherchions pourraient arriver au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-ce là ce que vous avez dit M<sup>lle</sup> Gelber au cours de votre conversation avec elle?

**M. Harrison:** C'est exact.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Elle vous a dit cela?

**M. Harrison:** Oui.

**M. Fairweather:** Puis-je poser une question supplémentaire?

**M. Clark (Rocky Mountain):** Oui.

**Le président:** Monsieur Fairweather.

**M. Fairweather:** Pourquoi estimez-vous qu'il était nécessaire de respecter le côté confidentiel pour ce qui est de cet appel téléphonique si M<sup>lle</sup> Gelber, comme vous nous l'avez dit, vous a conseillé d'interroger un député à ce sujet et en dépit du fait que vous n'aviez pas... C'est là ce que vous affirmez, n'est-ce pas?

[Texte]

**Det. Harrison:** That is correct.

**Mr. Fairweather:** I am confused about what confidentiality you were respecting. In fact, whose?

**Det. Harrison:** The fact that Miss Gelber indicated to us specifics of this particular phone call, which she did not wish relayed to Miss MacDonald, was the essence of the confidentiality which we shared at that particular time.

**Mr. Fairweather:** But did you not say, Detective, that Miss Gelber suggested you ask Miss MacDonald about the phone call?

**Det. Harrison:** That is correct.

**Mr. Fairweather:** Did you ask Miss MacDonald about the phone call?

**Det. Harrison:** I asked Miss MacDonald at a subsequent interview.

**Mr. Fairweather:** Who was present at that interview?

**Det. Harrison:** You were, sir.

**Mr. Fairweather:** Yes.

• 2105

**Det. Harrison:** I asked her whether or not she had received any communications pertaining to the missing documents.

**Mr. Fairweather:** And what did she answer?

**Det. Harrison:** No.

**Mr. Fairweather:** Thank you.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I want to come back again to your reasons for not asking Miss MacDonald specifically whether she received a phone call at or about 6 p.m. on the night of August 30.

**Det. Harrison:** As I tried to indicate previously, sir, I asked supplementary questions of a general nature, which were quite broad, on this particular topic. If she did in fact receive a phone call, I was quite convinced that she would inform me of this 6 o'clock phone call.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** You came to the office originally with information from Mr. Bennett that a call had been received. You were prepared on the basis of that information, so you testify, to ask Miss Gelber whether such a call had been received. You were not prepared on the basis of that same information to ask the same question of Miss MacDonald. I do not understand why.

**The Chairman:** I am sorry. We know this from the witness. He did ask her at the second meeting in her office. This is what he just said in answer to a question by Mr. Fairweather.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Did you have information from anyone other than Mr. Bennett that a call had been received in Miss MacDonald's office at 6 p.m. on August 30 relative to the files?

**Det. Harrison:** It was originally gained from Mr. Bennett and confirmed by my direct questioning of Miss Gelber.

[Interprétation]

**M. Harrison:** C'est exact.

**M. Fairweather:** Je ne vois pas très bien de quoi vous respectiez le côté confidentiel. En fait, de qui s'agissait-il?

**M. Harrison:** Le fait que M<sup>lle</sup> Gelber nous ait donné des détails quant à l'appel téléphonique en question, et qu'elle désirait que ces détails ne soient pas transmis à M<sup>lle</sup> MacDonald, est à l'origine de la conversation confidentielle que nous avons eue avec elle à ce moment-là.

**M. Fairweather:** Mais n'avez-vous pas dit, monsieur le détective, que M<sup>lle</sup> Gelber vous avait suggéré de questionner M<sup>lle</sup> MacDonald au sujet de l'appel téléphonique?

**M. Harrison:** C'est exact.

**M. Fairweather:** Avez-vous posé des questions à M<sup>lle</sup> MacDonald au sujet de l'appel téléphonique?

**M. Harrison:** Je l'ai fait lors d'une entrevue postérieure.

**M. Fairweather:** Qui assistait à cette entrevue?

**M. Harrison:** Vous, monsieur.

**M. Fairweather:** Oui.

**M. Harrison:** Je lui ai demandé si oui ou non elle avait reçu des communications au sujet des documents manquant.

**M. Fairweather:** Et qu'a-t-elle répondu?

**M. Harrison:** Non.

**M. Fairweather:** Merci.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je vais en revenir aux raisons pour lesquelles vous n'avez pas demandé précisément à M<sup>lle</sup> MacDonald si elle avait reçu un appel téléphonique à 18 h 00 environ le soir du 30 août.

**M. Harrison:** Comme j'ai essayé de vous le dire plus tôt, monsieur, j'ai posé des questions supplémentaires d'ordre général ce qui était assez vaste sur ce sujet particulier. Si elle a effectivement reçu un appel téléphonique, j'étais à peu près convaincu qu'elle allait m'informer de l'appel de 18 h 00.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Vous êtes tout d'abord venu au bureau avec des renseignements de M. Bennett selon lesquels un appel téléphonique avait été reçu. Vous étiez préparé en fonction de cette information, ainsi l'avez-vous dit lors de votre témoignage, à demander à M<sup>lle</sup> Gelber si cet appel avait été reçu. Vous n'étiez pas prêt en fonction de cette information à poser la même question à M<sup>lle</sup> MacDonald. Je ne vois pas pourquoi.

**Le président:** Je suis désolé. Nous tenons cela du témoin. Il lui a demandé lors de leur deuxième rencontre dans son bureau à elle. C'est ce qu'il vient de dire en réponse à une question de M. Fairweather.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Aviez-vous des renseignements d'autres personnes que M. Bennett selon lesquels un appel avait été reçu au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald à 18 h 00 le 30 août en rapport avec les dossiers?

**M. Harrison:** Nous l'avons tout d'abord su de M. Bennett et cela nous a été confirmé par un interrogateur que j'ai vu avec M<sup>lle</sup> Gelber.

[Text]

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Miss Gelber said to you, then, that a call was received. She said in unmistakable terms that a call was received that evening that referred to files.

**Det. Harrison:** That is correct.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Do you recall her exact words?

**Det. Harrison:** Not her exact words.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** How would you recast them?

**The Chairman:** Mr. Clark, could you repeat your question?

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Is it your view now that Miss Gelber was mistaken in the testimony you allege she gave, during that questioning, about the receipt of a call in the office on the night of Thursday, August 30?

**Det. Harrison:** I am sorry. Are you asking me for an impression as to whether she was mistaken in . . .

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Yes.

**The Chairman:** Could you rephrase that question, Mr. Clark. I believe . . .

**Mr. Fairweather:** Leave out the word impression. Was she mistaken?

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Was Miss Gelber mistaken when she suggested that a call had been received at or about 6 p.m. in Miss MacDonald's office, relative to the files?

**An hon. Member:** How would the Detective know that, Mr. Chairman?

**Mr. Fairweather:** He just said so.

**Det. Harrison:** If she was mistaken, she did not indicate it to us at that particular time, and any subsequent investigation into this particular matter has not supported any mistake or . . .

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** In other words, you are saying that despite Miss MacDonald's denial, before witnesses, that she received the call referred to, you have not received any evidence that rebuts the allegation that such a call was made.

**Det. Harrison:** No.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** You do not consider Miss MacDonald's denial to be such evidence?

**Det. Harrison:** Certainly, if she said she did not receive this call. However, I do not believe that it has been asked . . .

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Yes?

**Det. Harrison:** It is my opinion, if I can state it, Mr. Chairman . . .

**The Chairman:** I do not think you should give your opinion again.

[Interpretation]

**M. Clark (Rocky Mountain):** Alors M<sup>lle</sup> Gelber vous a dit qu'un appel avait été reçu. Elle a dit en termes clairs qu'un appel avait été reçu ce soir-là et qu'il portait sur les dossiers.

**M. Harrison:** C'est exact.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Vous souvenez-vous de ses mots avec exactitude?

**M. Harrison:** Non pas avec exactitude.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Pouvez-vous nous les redire?

**Le président:** Monsieur Clark, pouvez-vous répéter votre question?

**M. Clark (Rocky Mountain):** Pensez-vous maintenant que M<sup>lle</sup> Gelber s'est trompée lors du témoignage qu'elle a prétendument rendu au cours de l'interrogatoire, au sujet de la réception de cet appel au bureau le soir du jeudi 30 août?

**M. Harrison:** Je suis désolé. Me demandez-vous si j'ai l'impression qu'elle se trompait dans . . .

**M. Clark (Rocky Mountain):** Oui.

**Le président:** Pourriez-vous reformuler votre question, monsieur Clark. Je crois . . .

**M. Fairweather:** Laissez tomber le mot «impression». Se trompait-elle?

**M. Clark (Rocky Mountain):** M<sup>lle</sup> Gilber se trompait-elle lorsqu'elle a suggéré qu'un appel avait été reçu aux environs de 18 h 00 au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald et qu'il avait un rapport avec les dossiers?

**Une voix:** Comment le détective pourrait-il savoir cela, monsieur le président?

**M. Fairweather:** Il vient de le dire.

**M. Harrison:** Si elle se trompait, elle ne nous l'a pas précisé au moment voulu et les enquêtes qui ont suivi à ce sujet n'appuient pas la thèse de l'erreur ou . . .

**M. Clark (Rocky Mountain):** En d'autres termes, vous dites qu'en dépit du fait que M<sup>lle</sup> MacDonald ait nié devant témoins avoir reçu l'appel téléphonique en question, vous n'avez eu aucun témoignage qui refute la négation selon laquelle cet appel a été fait.

**M. Harrison:** Non.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Vous ne considérez pas le fait que M<sup>lle</sup> MacDonald ait nié constitue une preuve?

**M. Harrison:** Certainement, si elle a dit qu'elle n'avait pas reçu cet appel. Toutefois, je ne crois pas que cela ait été demandé . . .

**M. Clark (Rocky Mountain):** Ah oui?

**M. Harrison:** C'est mon avis, si je puis le donner, monsieur le président . . .

**Le président:** Je ne pense pas que vous deviez donner votre avis une nouvelle fois.



[Texte]

**Mr. Morgan:** Based on fact, Mr. Chairman.

• 2110

**The Chairman:** It is up to the members to appreciate the evidence before us and not to ask the witness to give his own opinion or judgment on the evidence given before us.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Well, we are left with a confusing element in the testimony—at least confusing to me.

**The Chairman:** You could ask a question to try to clarify it.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Let me just review it then. You say that Miss Gelber told you that a call had been received.

**Det. Harrison:** That is correct.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** You say that Miss MacDonald says that she did not receive the call.

**Det. Harrison:** I never questioned her specifically pertaining to a 6.00 o'clock call. I generalized when I asked her whether she had been in communication with anyone pertaining to the papers, which she denied.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Why then did you not ask her specifically about a phone call? You asked Miss Gelber.

**Det. Harrison:** She was the one that came forward with that information.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I understand that Mr. Bennett was.

**Det. Harrison:** Initially, and she was asked again by myself in person.

**Mr. Blais:** Did you forget officer, to ask her the question?

**The Chairman:** Order, please.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I will pass for the time being, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. Barnett.

**Mr. Barnett:** Mr. Chairman, I think all members of this Committee realize that it is perhaps somewhat difficult to ask questions about this visit to the office and the telephone calls to a member's office without at the same time getting into the substance of an investigation which is really not the business of this Committee. But, as I have listened to some of the discussion, I would like to preface my question, which I hope will be brief, with one or two remarks.

In my view there is a very serious question of the privilege of a member's office involved in this whole question and the proper role not only of a member of Parliament but also of the police in conducting an investigation into a crime or an alleged crime.

Just for the information of Detective Harrison, I would like to say that the first thing I did after the question of privilege was raised in the House by Miss MacDonald was to go to my office and call the two members of my staff together and inform them that if any police officers ever came to my office, and this was largely for the benefit of the junior member of my staff, and asked to come in that they were to be politely informed that they could not enter my office except under a warrant issued by the Speaker of the House of Commons, and if there was any question on

[Interprétation]

**M. Morgan:** A la lumière des faits, monsieur le président.

**Le président:** Libre aux membres d'apprécier le témoignage qui nous est donné et de ne pas demander au témoin de donner son opinion ou son avis sur les preuves apportées devant nous.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Eh bien, voilà qui rend les témoignages quelque peu confus, du moins pour moi.

**Le président:** Vous pourriez poser une question pour essayer d'éclaircir la chose.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Permettez-moi alors de la résumer. Vous dites que M<sup>lle</sup> Gelber vous a dit qu'un appel avait été reçu.

**M. Harrison:** C'est exact.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Vous dites que M<sup>lle</sup> MacDonald dit qu'elle n'a pas reçu l'appel.

**M. Harrison:** Je ne lui ai jamais posé précisément la question au sujet de cet appel de 18 heures. J'ai généralisé quelque peu en lui demandant si elle avait eu des communications avec quelqu'un au sujet des documents, chose qu'elle a niée.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Pourquoi ne lui avez-vous pas posé des questions précisément au sujet de l'appel téléphonique? Vous en avez posées à M<sup>lle</sup> Gelber.

**M. Harrison:** C'est elle qui s'est présentée avec les renseignements.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je croyais que c'était M. Bennett.

**M. Harrison:** A l'origine, et je lui ai personnellement demandé cela à nouveau.

**M. Blais:** Avez-vous oublié de poser la question à son responsable?

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je passe pour cette fois, monsieur le président.

**Le président:** Monsieur Barnett.

**M. Barnett:** Monsieur le président, je pense que tous les membres du Comité savent qu'il est peut-être quelque peu difficile de poser des questions au sujet de cette visite dans le bureau et des appels téléphoniques envoyés au bureau du député sans entrer par la même occasion dans la matière d'une enquête qui n'est pas du ressort du Comité. Mais étant donné que j'ai écouté une partie de la discussion, j'aimerais introduire ma question, qui sera brève je l'espère, en faisant une ou deux remarques.

A mon avis nous avons un sérieux problème, celui du privilège du bureau d'un député et du rôle propre non seulement à un député, mais encore à la police qui mène une enquête au sujet d'un délit ou d'un prétendu délit.

J'aimerais dire au détective Harrison pour sa propre gouverne que la première chose que j'ai faite après que la question de privilège ait été soulevée à la Chambre par M<sup>lle</sup> MacDonald a été de me rendre à mon bureau et d'appeler les deux membres de mon personnel ensemble et de leur dire que si des officiers de police revenaient jamais à mon bureau, et cela c'était surtout pour la plus jeune employée, et demandaient à entrer, il faudrait leur dire poliment qu'ils ne peuvent entrer dans mon bureau que munis d'un mandat de l'Orateur de la Chambre des communes, et que

## [Text]

that matter they should immediately go to the telephone and phone the Protective Staff of the House of Commons.

The second point I would like to make, and this may be a view which I hold and which may not be the view of the Committee or of the House, is that personally I always have regarded any communications with a member of Parliament to be, if anything, somewhat more privileged than a communication between a lawyer and his client or a priest and his client, and that therefore any questioning of a member or any communication that he may have received from a citizen of a country ought to be regarded as strictly privileged unless and until a member decides to report on them, or unless some authority, and, in my view, that would be the House itself, orders him to make statements. I think this is basically the question of privilege that arises out of an interview of the staff of a member. And I say at once that I would not regard it as proper for any police officer, either in my office or anywhere else, to question, without my knowledge and consent, a member of my staff about what had gone on inside my office in connection with my operation as a member of Parliament. That is my view of the situation that surrounds the question of interviewing the staff of a member.

## • 2115

So, having said that, my question really relates to the matter of whether or not an invitation was expressed or implied on the part of Miss MacDonald, or of a member of her staff, to come to her office to ask questions about a phone call which might have come into the member's office at an earlier date. Was it on any kind of an understanding that you had an invitation either by Miss MacDonald or by a member of her staff—and if it were my staff it would be my responsibility if such an invitation were extended—to come and ask questions about a phone call that might have been made about any matter connected with this investigation.

**Det. Harrison:** As far as I was concerned, when we departed from Mr. Bennett's office to proceed to the West Block I was not aware of any invitation or prior warning that we were on our way to this particular building.

**Mr. Barnett:** I gather from a remark you made earlier in reference to your having no personal knowledge of the question of any particular regulations about your entry into the building that you might not also have had in mind any question of any special privilege of communications to or from a member of Parliament with a citizen of the country. Is this true or not?

**Det. Harrison:** No defined privilege has been indicated in the course of this committee hearing. I was not aware of these privileges prior to our coming here.

**Mr. Barnett:** Detective Harrison, as a result of this discussion would it be fair to ask if you are becoming aware of the fact that members of Parliament are a rather special breed of cat as far as conducting investigations are concerned?

## [Interpretation]

s'il y avait des questions à ce sujet il faudrait qu'ils se rendent immédiatement au téléphone et appellent le personnel de protection de la Chambre des communes.

La deuxième chose que j'aimerais dire, et c'est là une opinion que j'ai et qui peut ne pas être partagée par le Comité ou par la Chambre, c'est que j'ai toujours considéré personnellement que toute communication avec un membre du Parlement davantage du privilège qu'une communication entre un avocat et son client ou un prêtre et son client, et qu'en conséquence tout interrogatoire d'un député ou toute communication qui pourrait avoir été reçue d'un citoyen du pays doit être considérée comme une question strictement de privilège à moins qu'un député décide de faire un rapport à ce sujet ou à moins qu'une autorité quelconque et, à mon avis, il s'agirait alors de la Chambre elle-même, lui ordonne de faire des déclarations. Je pense que c'est fondamentalement la question de privilège qui se pose pour l'entrevue du personnel d'un député. Et je dis tout de suite que je ne considérerais pas correct de la part de n'importe quel officier de police, que ce soit dans mon bureau ou n'importe où ailleurs, de poser des questions sans que j'en sois informé ou que j'y aie consenti, à un membre de mon personnel au sujet de ce qui s'était passé à l'intérieur de mon bureau en rapport avec les activités des députés. Voilà mon opinion de la situation à l'égard des entrevues avec le personnel d'un député.

Ceci dit, ma question concerne le problème à savoir si une invitation a été donnée ou a été impliquée par M<sup>lle</sup> MacDonald, ou par un membre de son personnel, de visiter son bureau et de poser des questions à l'égard d'un appel téléphonique qu'on aurait pu faire au bureau du député à une date antérieure. Aviez-vous compris que vous aviez été invité soit par M<sup>lle</sup> MacDonald ou par un membre de son personnel—s'il s'agissait de mon personnel ce serait à moi de donner une telle invitation—de venir poser des questions à propos d'un appel téléphonique qu'on aurait pu faire à l'égard d'un sujet quelconque relatif à cette investigation?

**M. Harrison:** Quant à moi, lorsque nous avons quitté le bureau de M. Bennett afin d'aller à l'édifice de l'Ouest, je n'étais pas au courant d'une invitation quelconque ni d'un avertissement préalable que nous allions visiter l'édifice en question.

**M. Barnett:** Vous avez dit tout à l'heure que vous n'aviez aucune connaissance personnelle à propos des règlements spéciaux à propos de votre entrée dans l'édifice, à ce que je comprends donc vous n'aviez peut-être pas pensé à aucune question de privilège spéciale des communications entre un membre du Parlement et un citoyen du pays. Est-ce exact ou non?

**M. Harrison:** On n'a indiqué aucun privilège défini au cours des séances de ce Comité. Je n'étais pas au courant de ces privilèges avant de venir ici.

**M. Barnett:** Détective Harrison, est-il juste de vous demander si, à cause de ce débat, vous prenez connaissance du fait que les membres du Parlement sont des personnes spéciales quant aux enquêtes?

*[Texte]*

**Det. Harrison:** Most certainly, sir.

**Mr. Barnett:** I think that is all I have to ask.

**The Chairman:** Mr. Peters.

**Mr. Peters:** Detective Harrison, you have been a detective for some time, I presume, and I presume you have operated in the criminal investigation field in Ottawa for some time?

**Det. Harrison:** yes.

**Mr. Peters:** Do you use wiretap?

**Det. Harrison:** No.

**Mr. Peters:** Never?

**Mr. Harrison:** No.

**The Chairman:** I believe we are completely altering the terms of reference. We are investigating the police.

**Mr. Peters:** Mr. Chairman, in justification for asking the question, I am inclined to believe that one of the reasons so much knowledge is available about this particular telephone call is that someone may have been monitoring these telephone calls. It is not unusual that the police, who are responsible for a situation that I previously stated was in my opinion fairly touchy, would have taken whatever steps were necessary to protect their position. Let me state, Mr. Chairman, that there is no law against wiretap in this country; there may be a moral objection to it but there is no law against it, and it seems to me that in asking the question I have in mind that this six o'clock call may not have been known to Mr. Bennett but it may have been known to the Ottawa police force.

**The Chairman:** I have no objection if you ask the question if Detective Harrison or someone had tapped the telephone of Mr. Bennett or the telephone of Miss MacDonald, but I tried to indicate that your question was out of order because you were trying to investigate how in general they conducted their activities and their research.

**Mr. Peters:** Maybe I started too far back but I got lost the last time in the machinations of the time element. May I ask was there a tap on the exchange from the Indian Affairs branch during that period of time?

**Det. Harrison:** Not to my knowledge.

• 2150

**Mr. Peters:** Would it necessarily have to be to your direct knowledge if there was?

**Det. Harrison:** I know of no wire-tap whatsoever pertaining to this investigation.

**Mr. Peters:** Miss MacDonald's line was not tapped in this instance?

**Det. Harrison:** Not to my knowledge.

**Mr. Peters:** It just seems to me that we are learning of something that did not come up before and it just seems that one of logical ways to get this kind of information may have been through a wire-tap. This may raise a bigger privilege than the privilege we have before us at the present time.

*[Interprétation]*

**M. Harrison:** Bien sûr, monsieur.

**M. Barnett:** Je n'ai plus de question.

**Le président:** Monsieur Peters.

**M. Peters:** Détective Harrison, vous êtes détective depuis quelque temps, je suppose, et je suppose également que vous avez travaillé dans l'investigation des crimes à Ottawa depuis quelque temps?

**M. Harrison:** Oui.

**M. Peters:** Est-ce que vous utilisez une table d'écoute?

**M. Harrison:** Non.

**M. Peters:** Jamais?

**M. Harrison:** Non.

**Le président:** Je crois que nous modifions complètement le mandat. Nous faisons une enquête sur la police.

**M. Peters:** Monsieur le président, je voudrais justifier ma question, en disant que comme je crois qu'une des raisons pour laquelle on a tant de renseignements en ce qui concerne cet appel téléphonique, c'est la possibilité que quelqu'un écoutait ces appels téléphoniques. Il n'est pas exceptionnel que la police, qui se sent responsable d'une situation qui, à mon avis, comme je l'ai déjà dit, est assez délicate, aurait pris les mesures nécessaires pour protéger leur position. Je veux dire, monsieur le président, qu'il n'y a aucune loi qui interdit le captage des messages téléphoniques dans ce pays; il y a peut-être une objection morale contre cette pratique, il n'y a aucune loi qui l'interdit, et la raison pour laquelle je pose la question c'est qu'à mon avis M. Bennett n'était peut-être pas au courant de l'appel téléphonique qui a eu lieu à 18 heures mais que la police de la ville d'Ottawa était peut-être au courant de cet appel.

**Le président:** Je ne m'objecte pas si vous posez la question à savoir si le détective Harrison ou quelqu'un avait capté les messages téléphoniques de M. Bennett ou de M<sup>lle</sup> MacDonald, mais j'essayais de vous indiquer que votre question était inadmissible parce que vous avez essayé de déterminer les méthodes générales qu'il utilisent dans leur travail et dans leurs recherches.

**M. Peters:** Je suis peut-être revenu trop loin en arrière, mais je me suis perdu la dernière fois dans les pièges du temps. Puis-je savoir si un poste d'écoute étant branché sur la centrale téléphonique des Affaires indiennes pendant ce temps.

**M. Harrison:** Pas que je sache.

**M. Peters:** Est-il nécessaire que vous soyez au courant pour qu'un poste d'écoute soit installé?

**M. Harrison:** D'après mes renseignements, aucun poste d'écoute n'a été utilisé dans le cadre de cette enquête.

**M. Peters:** On n'écoutait pas la ligne de M<sup>lle</sup> McDonald dans ce cas?

**M. Harrison:** Pas que je sache.

**M. Peters:** Je crois que nous apprenons quelque chose qui n'a pas été révélé plus tôt et il semble qu'une des façons logiques d'obtenir ce genre de renseignements est d'avoir recours à l'écoute téléphonique. Ceci soulève peut-être une question de privilège beaucoup plus importante que celle dont nous sommes actuellement saisis.



[Text]

**Mr. Barnett:** I am inclined to believe Mr. Peters is trying to tell us how he would have gone about it.

**The Chairman:** Mr. Fairweather.

**Mr. Fairweather:** I have a couple of questions about the 6.00 p.m. telephone call. As I understand it and you know I may be inaccurate, Mr. Bennett told you and the other investigating officers that he had information that one James Sinclair had called the office of Flora MacDonald, Member of Parliament, about 6.00 p.m. on August 30 giving information about the missing files.

**Det. Harrison:** Initially this is what we were told, yes.

**Mr. Fairweather:** By Mr. Bennett.

**Det. Harrison:** By Mr. Bennett, yes.

**Mr. Fairweather:** To get confirmation of the 6.00 p.m. telephone call and who had made it, in other words, James Sinclair, you had Mr. Bennett make a couple of calls to Miss Gelber in Miss MacDonald's office.

**Det. Harrison:** That is correct.

**Mr. Fairweather:** You knew that Miss Gelber—I do not care about the title—worked for Flora MacDonald, Member of Parliament?

**Det. Harrison:** We were informed of this, yes.

**Mr. Fairweather:** Well, you knew. You were informed. We never did find out who the second officer was. Who was he by the way?

**Det. Harrison:** Constable Draper.

**Mr. Fairweather:** Constable Draper. Why did you not ask the direct question of Miss MacDonald about the 6.00 p.m. telephone call she was supposed to have received from James Sinclair?

**Det. Harrison:** The two or three questions that I did ask Miss MacDonald were of a very general nature.

**Mr. Fairweather:** For what reason were they general? Why were they general?

**Det. Harrison:** Initially I came to get some answers to issue that I learned throughout the day and . . .

**Mr. Fairweather:** From Miss MacDonald or Miss Gelber or both?

**Det. Harrison:** From Miss MacDonald at that point when I was speaking to her. I was waiting for Miss MacDonald to tell me of this 6.00 p.m. telephone call.

**Mr. Fairweather:** You said earlier that you were protecting Miss Gelber's request for confidentiality. Is that the reason you did not ask the direct question?

**Det. Harrison:** This was part of my thinking at the time of questioning Miss MacDonald.

**Mr. Fairweather:** Did you have any doubt about getting a candid reply from Miss MacDonald?

**Det. Harrison:** No, she was very candid in her replies.

[Interpretation]

**M. Barnett:** J'ai l'impression que M. Peters essaye de nous dire comment il aurait procédé.

**Le président:** Monsieur Fairweather.

**M. Fairweather:** J'aimerais poser quelques questions au sujet de l'appel de 6 h. du soir. Si j'ai bien compris, il est possible que je me trompe, M. Bennett a informé les autres policiers et vous-même qu'il avait appris qu'un certain James Sinclair avait téléphoné au bureau de M<sup>lle</sup> Flora MacDonald, député, vers 6 h. du soir le 30 août afin de fournir certains renseignements sur les dossiers disparus.

**M. Harrison:** C'est effectivement ce qui nous avait été initialement déclaré.

**M. Fairweather:** Par M. Bennett.

**M. Harrison:** Par M. Bennett, oui.

**M. Fairweather:** Afin de confirmer cet appel de 6 h. et le nom de celui qui avait appelé, soit James Sinclair, vous avez demandé à M. Bennett de téléphoner à deux reprises à M<sup>lle</sup> Gelber au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald.

**M. Harrison:** C'est exact.

**M. Fairweather:** Vous saviez que M<sup>lle</sup> Gelber—je me moque du titre—travaillait pour M<sup>lle</sup> Flora MacDonald, député?

**M. Harrison:** Nous en avons été informés.

**M. Fairweather:** Eh bien, vous le saviez. Vous aviez été informés. Nous n'avons jamais su qui était le second officier. Qui était-il?

**M. Harrison:** Le constable Draper.

**M. Fairweather:** Le constable Draper. Pourquoi n'avez-vous pas directement interrogé M<sup>lle</sup> MacDonald à propos de l'appel téléphonique de 6 h. qu'elle avait supposément reçu de James Sinclair?

**M. Harrison:** Les deux ou trois questions que j'ai posées à M<sup>lle</sup> MacDonald étaient de nature très générale.

**M. Fairweather:** Pourquoi étaient-elles d'ordre général?

**M. Harrison:** Je m'étais initialement rendu à son bureau pour obtenir certaines réponses à des questions dont j'avais été informé pendant la journée et . . .

**M. Fairweather:** Par M<sup>lle</sup> MacDonald, ou M<sup>lle</sup> Gelber, ou les deux?

**M. Harrison:** Par M<sup>lle</sup> MacDonald au moment où je lui parlais. J'attendais que M<sup>lle</sup> MacDonald m'informe de cet appel de 6 h. du soir.

**M. Fairweather:** Vous avez déclaré plus tôt que vous vouliez protéger M<sup>lle</sup> Gerber qui avait demandé le secret. Est-ce la raison pour laquelle vous n'avez pas posé de question directe?

**M. Harrison:** C'était là une partie de mon raisonnement au moment où j'ai interrogé M<sup>lle</sup> MacDonald.

**M. Fairweather:** Pensiez-vous ne pas obtenir une réponse franche de M<sup>lle</sup> MacDonald?

**M. Harrison:** Non, elle a été très franche dans ses réponses.

[Texte]

**Mr. Fairweather:** So you had no doubt that had you asked the direct question you would have got an answer?

**Det. Harrison:** At this time I would have, yes.

**Mr. Fairweather:** Then the sole basis of your information about the 6.00 p.m. telephone call is a statement from Mr. Bennett. What did he tell you about that call?

• 2125

**Det. Harrison:** He indicated that a phone call had been received in the office of Miss MacDonald pertaining to the transmittal of files to that particular office.

**Mr. Fairweather:** And how did he get information about that.

**Det. Harrison:** From Miss Gelber.

**Mr. Fairweather:** Thank you.

**Le président:** Monsieur Côté.

**M. Côté:** Merci, monsieur le président. Sergeant Harrison, vous avez mentionné tout à l'heure que lorsque vous êtes arrivé à la porte de l'édifice de l'Ouest, vous avez vu M<sup>lle</sup> Gelber en face de vous sur le trottoir. Est-ce qu'elle était seule?

**Det. Harrison:** There were quite a few people entering and exiting through this particular door. It was only a fleeting glance of the woman at that time. I did not know that this was Miss Gelber until some time later. However, I did observe her momentarily near the doorway entering, or leading into the west block.

**M. Côté:** Vous me dites que vous ne saviez pas que c'était elle.

**Det. Harrison:** That is correct.

**M. Côté:** Lorsque vous êtes arrivé au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald, M<sup>lle</sup> Gelber y était-elle rendue?

**Det. Harrison:** Yes. When I knocked on the door it was opened by Miss Gelber, who I noted was the same woman that I had observed at the front door of this building.

**M. Côté:** Savez-vous si un des deux agents qui vous accompagnait connaissait M<sup>lle</sup> Gelber lorsque vous l'avez aperçue à l'entrée?

**Det. Harrison:** Yes. After Miss Gelber passed from our observations Sergeant Bradley indicated that he knew Miss Gelber and the woman that we had observed was, in fact, her.

**M. Côté:** Vous avez déclaré tout à l'heure que si vous étiez allés au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald, c'est que vous saviez que M<sup>lle</sup> Gelber s'y trouvait. Comme le sergent Bradley était avec vous et connaissait M<sup>lle</sup> Gelber, pourquoi ne l'avez-vous pas interrogée en bas plutôt que de monter au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald.

**Det. Harrison:** At that particular point we had already, through an intermediary, been in conversation with Miss Gelber, the intermediary being Mr. Bennett. It was our definite plan at this time to speak directly to Miss MacDonald, as we had this prior indication that Miss Gelber did not know anything else about the subject matter. So at the time of seeing Miss Gelber we could have spoken to her, however Sergeant Bradley did not indicate until after she disappeared within the confines again that this was Miss Gelber and by this time she had disappeared within the building. And subsequently when we did show up at her office she was there and the interview began at that particular point.

[Interprétation]

**M. Fairweather:** Vous êtes donc convaincu que si vous aviez posé une question directe, elle vous aurait répondu?

**M. Harrison:** A ce moment-là, oui.

**M. Fairweather:** Par conséquent, les seuls renseignements que vous possédez au sujet de l'appel de 6 h. viennent de M. Bennett. Que vous a-t-il dit à ce propos?

**M. Harrison:** Il a indiqué qu'un appel téléphonique avait été reçu dans le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald à propos de la transmission de dossiers à ce bureau-là.

**M. Fairweather:** Et comment a-t-il reçu ces renseignements?

**M. Harrison:** De M<sup>lle</sup> Gelber.

**M. Fairweather:** Merci.

**The Chairman:** Mr. Côté.

**Mr. Côté:** Thank you, Mr. Chairman. Detective Harrison, you mentioned earlier that when you arrived at the entrance to the West Block, you saw Miss Gelber opposite you on the sidewalk. Was she alone?

**M. Harrison:** Plusieurs personnes entrent et sortent à cette porte en question. Je ne l'ai vue que momentanément. Je n'ai appris que plus tard qu'il s'agissait de M<sup>lle</sup> Gelber. Toutefois je l'ai vue pendant quelques instants tout près de la porte qui mène à l'édifice de l'Ouest.

**Mr. Côté:** You say that you did not know that it was her.

**M. Harrison:** C'est exact.

**Mr. Côté:** When you arrived at Miss MacDonald's office, was Miss Gelber already there?

**M. Harrison:** Oui. Quand j'ai frappé à la porte c'était M<sup>lle</sup> Gelber qui l'a ouverte, et j'ai remarqué que c'était la même femme que j'avais vue en face de cet édifice.

**Mr. Côté:** Do you know whether one of the two officers who were with you knew Miss Gelber when you saw her at the entrance?

**M. Harrison:** Oui. Quand nous avons perçu M<sup>lle</sup> Gelber de vue, le sergent Bradley a dit qu'il connaissait M<sup>lle</sup> Gelber et connaissait la femme que nous avions vue.

**Mr. Côté:** You stated earlier that if you went to Miss MacDonald's office it was because you knew that Miss Gelber was there. Since Sergeant Bradley was with you and since he knew Miss Gelber, why did you not question her outside rather than going up to Miss MacDonald's office?

**M. Harrison:** A ce moment-là, nous avions déjà parlé avec M<sup>lle</sup> Gelber, par l'intermédiaire de M. Bennett. Nous avions l'intention ferme à ce moment-là de parler à M<sup>lle</sup> MacDonald elle-même, car selon nos renseignements à ce moment-là M<sup>lle</sup> Gelber ne connaissait rien du sujet. Quand nous avons vu M<sup>lle</sup> Gelber nous aurions pu lui parler, toutefois le sergent Bradley nous a indiqué que la personne en question était M<sup>lle</sup> Gelber seulement après son entrée dans l'édifice et à ce moment elle avait déjà disparu dans l'édifice. Quand nous sommes arrivés à son bureau, elle y était déjà et l'entrevue a commencé à ce moment-là.

[Text]

**M. Côté:** Monsieur Harrison, un de mes collègues a demandé à M. Bradley si vous aviez trouvé des documents au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald. M. Bradley nous a alors répondu: «Vous poserez la question à la police d'Ottawa». Avez-vous trouvé certains documents qui vous obligeaient à faire l'enquête que vous meniez au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald?

**Det. Harrison:** We did not look in Miss MacDonald's office for documents.

• 2130

**M. Côté:** Après tout ce qui s'est passé jusqu'à maintenant et ne sachant pas trop les priorités ou les privilèges des députés, vu la façon dont les informations vous avaient été fournies, si c'était à refaire, est-ce que, pour hâter votre enquête et pour être sûr que votre enquête soit bien menée, vous feriez les mêmes démarches ou entreriez dans l'édifice de la même façon, ou bien non si vous sauriez à ce moment-là que c'est dangereux pour la sécurité ou les privilèges d'un député?

**Det. Harrison:** I am very well versed in the privileges of members at this particular point. Should an investigation of this nature be entered into again, I would most definitely adhere to the law of Parliament and go through the stated channels in order to effect an interview.

**M. Côté:** C'est ma dernière question, monsieur le président.

Croyez-vous, à la suite des informations que vous avez reçues, que votre enquête avait peut-être pour but, soit de trouver les documents qui pourraient être livrés ou non, soit d'une autre manière de protéger M<sup>lle</sup> Gelber ou M<sup>lle</sup> MacDonald?

**Det. Harrison:** If there were definite indications made, or learned from our interviews, that documents would be transmitted in some form to Miss MacDonald, I was convinced that with her assistance we could possibly culminate the investigation at a very early stage. With this in mind we went there to request the assistance of Miss MacDonald and her office in assisting us with the investigation to date.

This was asked of Miss MacDonald in my interview and she did indicate that she would assist us in every way possible.

**M. Côté:** D'accord, merci.

**Mr. Blais:** One short question, Mr. Chairman?

**Le président:** Monsieur Blais, vous avez une question?

**Mr. Blais:** So if I understand your evidence correctly, Detective Harrison, the information that you had received from Mr. Bennett in his office relating to a conversation at 6 o'clock was confirmed by Miss Gelber?

**Detective Harrison:** That is correct.

**Mr. Blais:** That is all.

**The Chairman:** Mr. Morgan.

**Mr. Morgan:** I have three questions, sir. Detective Harrison, when you were in Mr. Bennett's office Mr. Bennett spoke to Miss Gelber on two occasions. Did you think of calling Miss MacDonald in her office to ascertain by telephone whether she had any information?

[Interpretation]

**Mr. Côté:** Mr. Harrison, one of my colleagues asked Mr. Bradley whether you had found documents in Miss MacDonald's office. Sergeant Bradley then replied "You must ask the Ottawa police that question". Did you find certain documents which forced you to carry out the investigation that you were conducting in Miss MacDonald's office?

**M. Harrison:** Nous n'avons pas cherché de documents dans le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald.

**Mr. Côté:** After everything that has taken place so far and without knowing too much about the priorities or privileges of members of Parliament, in the view of the way in which information was supplied to you, if you had to start all over again, would you, in order to speed up your investigation and to be certain that your investigation were conducted properly, would you proceed in the same way or would you enter the building in the same manner, or would you not do so if you knew that in so doing you would endanger the security or the privileges of a member?

**M. Harrison:** Je suis maintenant au courant des privilèges des députés. Si, à l'avenir, nous devons mener une enquête de ce genre, je respecterai la loi du Parlement et je prendrai les mesures nécessaires pour obtenir une entrevue.

**Mr. Côté:** This is my last question, Mr. Chairman.

Do you believe, in the light of information that you received, that the purpose of your investigation was perhaps, either to find the documents which might or might not have been delivered, or perhaps to protect Miss Gelber or Miss MacDonald?

**M. Harrison:** Si nous avions appris dans nos entrevues, que l'on transmettrait ces documents à M<sup>lle</sup> MacDonald, j'aurais été certain qu'elle nous aurait aidés à terminer rapidement l'enquête. Nous sommes donc allés demander l'aide de M<sup>lle</sup> MacDonald et de son personnel dans notre enquête.

Dans mon entrevue avec M<sup>lle</sup> MacDonald, j'ai demandé qu'elle nous aide et elle m'a répondu qu'elle ferait tout son possible pour nous aider.

**Mr. Côté:** Thank you.

**M. Blais:** Je voudrais poser une question brève, monsieur le président?

**The Chairman:** Mr. Blais, you wish to ask a question?

**M. Blais:** Si je comprends correctement votre témoignage, détective Harrison, les renseignements que vous aviez reçus de M. Bennett dans son bureau à propos d'une conversation à 18 heures ont été confirmés par M<sup>lle</sup> Gelber?

**M. Harrison:** C'est exact.

**M. Blais:** C'est tout.

**Le président:** Monsieur Morgan.

**M. Morgan:** J'ai trois questions, monsieur. Détective Harrison, quand vous étiez au bureau de M. Bennett, il a parlé deux fois avec M<sup>lle</sup> Gelber. Avez-vous pensé à téléphoner à M<sup>lle</sup> MacDonald dans son bureau afin de lui demander si elle avait des renseignements à donner?



[Texte]

**Det. Harrison:** No, I did not think of it.

**Mr. Morgan:** Did you know whether she was in her office or not?

**Det. Harrison:** No, I did not.

**Mr. Morgan:** Did you attempt to ascertain whether she was in her office or not?

**Det. Harrison:** Only by going there.

**Mr. Morgan:** And the reason for your going to her office was to see Miss MacDonald, not Miss Gelber?

**Det. Harrison:** In essence, yes.

**Mr. Morgan:** You knew that the files were not there from information you had received from Miss Gelber through Mr. Bennett to you?

**Det. Harrison:** I knew they were not there.

**Mr. Morgan:** You had no reason to think they were going to be delivered there?

**Det. Harrison:** Except for the content material of the conversation from Miss Gelber through Mr. Bennett.

**Mr. Morgan:** That is the 6 o'clock August 30 conversation?

**Det. Harrison:** That is the one I was referring to, yes.

**Mr. Morgan:** So in the morning you had no apprehension of this taking place?

**Det. Harrison:** Of what taking place?

**Mr. Morgan:** Of the files being delivered there.

**The Chairman:** I am sorry; he already answered that he first heard of that the morning after.

• 2135

**Mr. Morgan:** He suggested, Mr. Chairman, that this was a thought which was impugned or inferred by the conversation of the 6 o'clock telephone call that he made. I am suggesting to the detective that the next morning he was satisfied they would not be delivered. Is that correct?

**Det. Harrison:** The only way I could positively confirm it was by going to Miss MacDonald's office, having a conversation with all parties involved, that it did not transpire and that there was no indication that it would transpire.

**Mr. Morgan:** I am just trying to establish that you went there to see Miss MacDonald, that you knew the files were not there and approximately 15 minutes after you got there you were satisfied they would not arrive. Is that correct?

**Det. Harrison:** After I spoke with Miss MacDonald I was informed of no communications that were made to her pertaining to them. I took this at face value; that there were none and the papers would not be coming to her office.

**Mr. Morgan:** And you accepted that, you say, at face value as being a truthful statement?

[Interprétation]

**M. Harrison:** Non, je n'y ai pas pensé.

**M. Morgan:** Saviez-vous si elle était dans son bureau ou non?

**M. Harrison:** Non, je ne le savais pas.

**M. Morgan:** Avez-vous essayé de vous informer si elle était dans son bureau ou non?

**M. Harrison:** Seulement en s'y rendant.

**M. Morgan:** Et la raison de votre visite à son bureau c'était de voir M<sup>lle</sup> MacDonald et non pas M<sup>lle</sup> Gelber?

**M. Harrison:** En effet, oui.

**M. Morgan:** Vous saviez que les dossiers n'y étaient pas selon les renseignements que vous aviez reçus de M<sup>lle</sup> Gelber par l'intermédiaire de M. Bennett?

**M. Harrison:** Je savais qu'ils n'y étaient pas.

**M. Morgan:** Vous n'aviez aucune raison de penser qu'on allait les livrer à ce bureau?

**M. Harrison:** Excepté le contenu de la conversation entre M<sup>lle</sup> Gelber et M. Bennett.

**M. Morgan:** C'est-à-dire la conversation qui a eu lieu le 30 août à 18 heures?

**M. Harrison:** Oui, c'est la conversation en question.

**M. Morgan:** Alors vous ne craigniez pas cela le matin?

**M. Harrison:** Quoi cela?

**M. Morgan:** Qu'on puisse livrer les dossiers au bureau.

**Le président:** Je suis désolé. Il a déjà répondu qu'il en avait entendu parler pour la première fois le lendemain matin.

**M. Morgan:** Il a laissé entendre, monsieur le président, que cette idée faisait suite à la conversation qu'il a eue lors de son appel de 6 h 00. A mon avis, le détective savait le lendemain matin que ces dossiers ne seraient pas livrés. Est-ce exact.

**M. Harrison:** La seule façon de la confirmer avec certitude était de me rendre au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald et de m'entretenir avec toutes les personnes en cause pour m'assurer qu'il n'y aurait pas de fuite et qu'il n'y avait aucune indication d'une fuite possible.

**M. Morgan:** Je veux simplement essayer de démontrer que vous vous êtes rendu au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald en sachant que les dossiers n'y étaient pas et que environ 15 minutes après votre arrivée, vous étiez convaincu qu'il ne seraient pas livrés. Est-ce exact?

**M. Harrison:** Après avoir rencontré M<sup>lle</sup> MacDonald on ne m'a informé d'aucune communication lui ayant été adressée à ce sujet. J'ai accepté cette affirmation telle qu'elle: qu'il n'y avait pas eu d'appel et qu'aucun document ne serait envoyé à son bureau.

**M. Morgan:** Vous avez accepté, comme vous dites, ses paroles comme la vérité?

[Text]

**Det. Harrison:** Precisely, sir.

**Mr. Morgan:** And you do to this day?

**Det. Harrison:** That is correct.

**Mr. Morgan:** Thank you. When Miss Gelber told you about this, referring to the 6 o'clock phone call, "You had better ask Miss MacDonald," did you not perhaps infer more from her words than what was actually implied? Did you not infer that the phone call had been made? But perhaps that was not the implication of her words?

**Det. Harrison:** You can derive many opinions from that particular statement but I took this to be exactly what had transpired without any inference.

**Mr. Morgan:** Do you think you could be wrong in the implication of what you inferred from her words?

**Det. Harrison:** I did not state an implication or an inference on my part, sir.

**Mr. Morgan:** You said that she said, "Well, you had better ask Miss MacDonald about that." She did not say that such a call had in fact been received but only, if I may quote you, Detective Harrison, "that you had better ask Miss MacDonald about that."

**Det. Harrison:** Yes.

**Mr. Morgan:** Those were her words, no more and no less. Is that correct?

**Det. Harrison:** That is correct.

**Mr. Morgan:** Did you not, therefore, draw a certain inference from those words?

**The Chairman:** I am sorry, Mr. Morgan but...

**Mr. Morgan:** Did you not draw the inference that such a call had been made but that is not in fact what she said.

**The Chairman:** Mr. Morgan, in all fairness to the witness and to be accurate with it, I would accept a rephrased question.

**Mr. Morgan:** I will rephrase the question. You have said that you heard from Mr. Bennett, that a call had been made, and you said this was confirmed by a statement made by Miss Gelber. I am suggesting to you that you say that was confirmed by you by a certain implication taken by you from words she said. Is that correct?

**Det. Harrison:** She indicated that a phone call had come in.

**Mr. Morgan:** Wait a minute now, Detective Harrison; I asked you precisely. The words you used were, "You had better ask Miss MacDonald about the phone call." She did not say that a phone call had in fact been made, did she?

**Mr. Blaker:** Mr. Chairman, may I interrupt?

**Mr. Morgan:** Now wait a minute. This is quite crucial. I am trying to find out exactly what Miss Gelber said to the detective. If my notes are wrong, mentally, then I want to know about it.

[Interpretation]

**M. Harrison:** Absolument, monsieur.

**M. Morgan:** Vous n'avez toujours pas changé d'idée?

**M. Harrison:** C'est exact.

**M. Morgan:** Merci. Lorsque M<sup>le</sup> Gelber vous a dit, à propos de l'appel téléphonique de 6 h 00: «vous feriez mieux d'interroger M<sup>le</sup> MacDonald», n'avez-vous peut-être pas déduit de ces paroles que c'était précisément là ce qu'elle laissait entendre? N'avez-vous pas conclu qu'un appel avait été fait? Toutefois, ce n'était peut-être pas ce que laissaient entendre ces paroles?

**M. Harrison:** On peut conclure beaucoup de chose d'une seule déclaration, mais je l'ai considérée comme étant un compte rendu exact de ce qui s'était dit, sans faire de conclusion.

**M. Morgan:** Pensez-vous qu'il soit possible que vous ayez mal interprété ces paroles?

**M. Harrison:** Je n'ai pas dit que j'en avait tiré des conclusions, monsieur.

**M. Morgan:** Vous avez dit qu'elle avait déclaré: «Eh bien, vous feriez mieux d'interroger M<sup>le</sup> MacDonald à ce sujet.» Elle n'a pas déclaré qu'un tel appel avait été effectivement reçu; elle a seulement dit, si je puis vous citer, détective Harrison: «que vous feriez mieux d'interroger M<sup>le</sup> MacDonald à ce sujet.»

**M. Harrison:** Oui.

**M. Morgan:** C'était là ces propres mots; rien de plus, rien de moins. Est-ce exact.

**M. Harrison:** C'est exact.

**M. Morgan:** Vous n'avez donc pas tiré une certaine conclusion de ces paroles?

**Le président:** Je m'excuse, monsieur Morgan, mais...

**M. Morgan:** N'en avez-vous pas conclu qu'un tel appel avait été logé, alors que ce n'est pas ce qu'elle a effectivement déclaré.

**Le président:** Monsieur Morgan, en toute justice pour le témoin et pour être précis, j'accepterais que vous reformuliez votre question.

**M. Morgan:** Je vais reformuler ma question. Vous dites que vous avez appris de M. Bennett qu'un appel avait été fait et vous dites que ceci avait été confirmé par M<sup>le</sup> Gelber. Ne croyez-vous pas que vous dites qu'elle a confirmé parce que vous avez tiré une certaine conclusion de ses paroles est-ce exact?

**M. Harrison:** Elle a déclaré qu'un appel avait été fait.

**M. Morgan:** Un instant, détective Harrison; je vous ai posé une question précise. Vous avez utilisé les mots suivants: «vous feriez mieux d'interroger M<sup>le</sup> MacDonald à propos de cet appel.» Elle n'a pas qu'un appel avait effectivement été reçu?

**M. Blaker:** Monsieur le président, si je puis interrompre?

**M. Morgan:** Un instant. Ceci est très crucial. J'essaie de découvrir ce que M<sup>le</sup> Gelber a dit au détective. Si mes souvenirs sont faux je veux le savoir.

[Texte]

**Det. Harrison:** From my recollection of what I said, and I do not have it written down: Miss Gelber indicated that a phone call had come to the office, which was a very broad term. You could take it...

**Mr. Morgan:** Umpteen different ways.

**Det. Harrison:** That is correct. However, she stipulated at that point that we had better ask Miss MacDonald...

**Mr. Morgan:** About the phone call.

**Det. Harrison:** That is correct.

• 2140

**Mr. Morgan:** Whatever umpteen way it was to be taken.

**Det. Harrison:** Whatever inference you...

**Mr. Morgan:** Whatever inference—or implication, to use the correct grammar—that you want to take from it? Right?

**Det. Harrison:** Correct.

**Mr. Morgan:** What she was implying and what you were inferring may have been two different things. Is that correct?

**Det. Harrison:** This is one inference, yes.

**Mr. Morgan:** And when you said Mr. Bennett's allegations to you were confirmed by Miss Gelber, this is only the inference drawn by you from the words which she said. Is that correct?

**Det. Harrison:** This was said in light of the fact that what we had learned through Mr. Bennett, who was an intermediary, we had confirmed by our presence and actual conversation with Miss Gelber.

**Mr. Morgan:** But she said you had better ask Miss MacDonald.

**Det. Harrison:** Yes.

**Mr. Morgan:** I want to be precise with you. And she did not in fact confirm it. This was the implication or the inference that you took from her words. Is that correct?

**Det. Harrison:** I did not take any inference of this statement at that time, sir.

**Mr. Morgan:** But she did not say in fact what Mr. Bennett had said, did she? She made a general statement from which you took a certain inference.

**Det. Harrison:** The only inference that I took was that I must ask Miss MacDonald about the call.

**Mr. Morgan:** And that was what you were there for in the first place?

**Det. Harrison:** Yes.

**Mr. Morgan:** How long was it that you were in Miss MacDonald's office before a phone call was made to Miss MacDonald in the Chamber of the House of Commons?

**Det. Harrison:** Approximately 10 minutes.

**Mr. Morgan:** And during that time the three of you were questioning Miss Gelber?

[Interprétation]

**M. Harrison:** D'après ce que je me souviens, et je ne l'ai pas mis sur papier, M<sup>lle</sup> Gelber a indiqué qu'un appel avait été reçu au bureau. Ce qui est une phrase très générale. On peut l'interpréter...

**M. Morgan:** De milliers de façons.

**M. Harrison:** C'est exact. Toutefois, elle a précisé à ce moment que nous ferions mieux d'interroger M<sup>lle</sup> MacDonald.

**M. Morgan:** Au sujet de cet appel.

**M. Harrison:** C'est exact.

**M. Morgan:** De toute façon, il le fallait.

**M. Harrison:** Quelqu'inférence...

**M. Morgan:** Quelque inférence ou implication, terme plus juste, qu'y voyez-vous? C'est cela?

**M. Harrison:** Tout à fait.

**M. Morgan:** Ce qu'elle voulait dire et ce que vous en avez déduit sont peut-être des choses très différentes. C'est bien cela?

**M. Harrison:** C'est une inférence parmi d'autres.

**M. Morgan:** Et lorsque vous avez dit que les propos qui vous ont été rapportés par M. Bennett ont été confirmés par M<sup>lle</sup> Gelber, il s'agit seulement là d'une inférence de votre part à partir de ce qu'elle a dit. Est-ce bien cela?

**M. Harrison:** Je l'ai dit, sachant qu'à l'occasion de notre conversation avec M<sup>lle</sup> Gelber, nous avons pu confirmer ce que nous avions appris par M. Bennett, à titre d'intermédiaire.

**M. Morgan:** Elle a dit que vous feriez mieux d'interroger M<sup>lle</sup> MacDonald.

**M. Harrison:** Oui.

**M. Morgan:** Je veux être précis. Elle ne l'a pas en fait confirmé. C'était de votre part une déduction ou une inférence à partir de ses paroles. Est-ce que je me trompe?

**M. Harrison:** Je n'ai fait alors aucune inférence à partir de ses déclarations, monsieur.

**M. Morgan:** Mais elle n'a pas dit en fait ce que M. Bennett avait dit, n'est-ce pas? Elle a fait une déclaration générale à partir de laquelle vous avez tiré certaine inférence.

**M. Harrison:** Ma seule inférence fut qu'il me fallait interroger M<sup>lle</sup> MacDonald sur l'appel téléphonique.

**M. Morgan:** Et c'est pour cela que vous étiez là en premier lieu?

**M. Harrison:** Oui.

**M. Morgan:** Depuis combien de temps étiez-vous dans le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald lorsqu'elle reçut un appel téléphonique à la Chambre des communes?

**M. Harrison:** Environ 10 minutes.

**M. Morgan:** Et pendant ce temps, vous interrogiez tous les trois M<sup>lle</sup> Gelber?



[Text]

**Det. Harrison:** No. I took an active part in the questions.

**Mr. Morgan:** Well, what happened during the 10-minute period? Was it a series of questions and answers either by you or other people to Miss Gelber?

**Det. Harrison:** Yes.

**Mr. Morgan:** And who made the phone call, did you say, to Miss MacDonald?

**Det. Harrison:** Miss Gelber. I believe it was Miss Gelber. She re-entered. She had left the office where we were sitting for a few minutes and returned, indicating that one of us should pick up the telephone, that Miss MacDonald was on it at that time. And I was the one who picked it up.

**Mr. Morgan:** Who asked Miss Gelber questions besides yourself?

**Det. Harrison:** I believe Det. Sgt. Robertson of the Ottawa Police asked her a couple of questions.

**Mr. Morgan:** How about Sergeant Bradley?

**Det. Harrison:** I cannot recall whether he asked any or not, the inference being that possibly he did not. I cannot recall if he did or not.

**Mr. Morgan:** And you did not know Miss Gelber as the person who she is until you met her at the door of Miss MacDonald's office, although you said you saw her at the doorway.

**Det. Harrison:** That is correct, sir.

**Mr. Morgan:** And so you passed her, did you, and walked in?

**Det. Harrison:** I believe she preceded us into the building.

**Mr. Morgan:** So you saw her from behind?

**Det. Harrison:** No, I saw her face.

**Mr. Morgan:** So I gather, from what you are saying, that she was standing and then turned and walked in as you were approaching. Is this what you are saying?

**Det. Harrison:** We were walking in a westerly direction across the front of the building towards the main entrance and I believe she was facing us when I first observed her.

**Mr. Morgan:** And she was pointed out to you at that time by Sergeant Bradley?

**Det. Harrison:** No, it was at a later time.

**Mr. Morgan:** Well, I thought you told us, in answer to a previous question, that you recognized the person whom she was when you were upstairs in her office.

**Det. Harrison:** That is correct. Sergeant Bradley indicated to us that the woman that we saw at the front door was Miss Gelber and the conversation terminated at that point, and when we arrived at Room 222 the door was opened by the same woman.

[Interpretation]

**M. Harrison:** Non. C'est moi qui ai posé presque toutes les questions.

**M. Morgan:** Bon, que s'est-il passé avant ces dix minutes? S'est-il agi d'une série de questions et réponses entre vous ou d'autres et M<sup>lle</sup> Gelber?

**M. Harrison:** Oui.

**M. Morgan:** Qui a téléphoné, avez-vous dit, à M<sup>lle</sup> MacDonald?

**M. Harrison:** M<sup>lle</sup> Gelber. Je crois que c'était M<sup>lle</sup> Gelber. Elle est revenue. Elle avait quitté le bureau où nous nous trouvions pendant quelques minutes puis est rentrée en disant qu'il fallait qu'un d'entre nous prenne le téléphone, et c'était M<sup>lle</sup> MacDonald qui était à l'appareil. Et c'est moi qui l'ai pris.

**M. Morgan:** Qui d'autre que vous a posé des questions à M<sup>lle</sup> Gelber?

**M. Harrison:** Je crois que le détective sergent Robertson de la police d'Ottawa lui a posé quelques questions aussi.

**M. Morgan:** Et le sergent Bradley?

**M. Harrison:** Je ne me souviens pas s'il en a posé ou non, l'inférence étant qu'il n'en avait peut-être pas posé. Je ne peux me rappeler s'il l'avait ou non fait.

**M. Morgan:** Mais vous ne saviez pas qui était M<sup>lle</sup> Gelber avant de la rencontrer à la porte du bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald, bien que vous ayez dit l'avoir vue à l'entrée.

**M. Harrison:** C'est cela, monsieur.

**M. Morgan:** Ainsi, vous lui êtes passé devant et êtes entré?

**M. Harrison:** Je crois qu'elle nous a précédés dans l'immeuble.

**M. Morgan:** Donc, vous l'auriez vue de dos?

**M. Harrison:** Non, j'ai vu son visage.

**M. Morgan:** Ainsi, si je comprends bien, elle était là, puis s'est retournée avant d'entrer quand vous arriviez. C'est ce que vous voulez dire?

**M. Harrison:** Nous marchions vers l'Ouest devant l'immeuble, en nous dirigeant vers l'entrée principale, et je crois qu'elle arrivait en face de nous lorsque je l'ai remarquée pour la première fois.

**M. Morgan:** Et c'est à ce moment que le sergent Bradley vous l'a montrée?

**M. Harrison:** Non, c'était plus tard.

**M. Morgan:** Bon, je pensais que vous nous aviez dit en réponse à une question précédente, que vous n'aviez su qui elle était que lorsque vous êtes arrivé en haut dans son bureau.

**M. Harrison:** C'est vrai. Le sergent Bradley nous a dit que la femme que nous avions vue devant la porte était M<sup>lle</sup> Gelber et c'est tout. Quand nous sommes arrivés à la porte 222, c'est cette même femme qui a ouvert.

## [Texte]

**Mr. Morgan:** And she was the only person at the front door?

**Det. Harrison:** No, there were other persons entering and leaving. It was a rather congested area at that particular time.

• 2145

**Mr. Morgan:** How did you know to whom he was referring when he said, "The woman at the front door", if there were other people coming and going?

**Det. Harrison:** It is possible that she was the only woman there.

**Mr. Morgan:** All right. Let us deal with probabilities rather than possibilities, please, Detective.

**Det. Harrison:** She was rather outstanding and...

**Mr. Fairweather:** She is, and still is.

**Det. Harrison:** Still is. I mean in the context that she was outstanding at the front door of the West Block.

**An hon. Member:** Out standing? I thought you meant "outstanding". She was out standing at the front door.

**Mr. Morgan:** With that I pass.

**The Chairman:** Mr. Dupras.

**Mr. Dupras:** Yes, Mr. Chairman. In view of the lengthy interrogation by Mr. Clark and by Mr. Morgan, I have to ask Detective Harrison to read his statement. In all fairness to him and his colleagues I think we should ask him to read his statement to the Committee.

**An hon. Member:** That is reasonable.

**The Chairman:** Could you read it?

**Det. Harrison:** With respect to the Committee which I am presently before, I would like to make the following statement pertaining to my actions on Friday, August 31, 1973. As a result of a theft of documents from the Department of Indian Affairs at 400 Laurier West, I had occasion to converse with James Bennett, an executive assistant occupying the room from where the filing cabinet containing the documents were missing. In the company of Det. Sgt. Robertson of the Ottawa Police, we were informed by Mr. Bennett that he had been in a conversation with Nancy Gelber, an assistant to Flora MacDonald. The generalities of that conversation were made known to us, which indicated that a telephone call had been received at the office of Miss MacDonald on the previous evening, Thursday August 30 at approximately 6 p.m., from an unknown male caller. Apparently the caller stated that files would be conveyed to Miss MacDonald. As a result of a decision to attempt to ascertain the name of the person that called the aforementioned information to Nancy MacDonald's office, I requested Mr. Bennett to call Nancy Gelber again to find out more about the caller. Therefore, two other phone calls were made at my insistence to try to clarify the matter. We were told by Mr. Bennett, who at that time was acting as an intermediary, that Miss Gelber knew nothing further and that we would have to ask Miss MacDonald. As a result, Sgt. Bradley, Sgt. Robertson and myself proceeded to the West Block, and after Sgt. Bradley identified himself at the front door of the building we proceeded to Miss MacDonald's office by means of an elevator situated east of the front door which we had entered previously. We were met at the door of room 222 by Miss Gelber and we were invited into the office. A short conversation ensued as a

## [Interprétation]

**M. Morgan:** Et elle était toute seule à la porte d'entrée?

**M. Harrison:** Non, il y avait d'autres gens qui entraient et sortaient. C'était plutôt encombré à ce moment précis.

**M. Morgan:** Comment saviez-vous de qui il parlait lorsqu'il a dit: «La femme à la porte centrale», si d'autres gens circulaient?

**M. Harrison:** Il est possible qu'elle ait été la seule femme là.

**M. Morgan:** D'accord. Occupons-nous des probabilités, plutôt que des possibilités, s'il vous plaît, détective.

**M. Harrison:** Elle était plutôt remarquable et...

**M. Fairweather:** Elle l'était et le demeure.

**M. Harrison:** Elle le demeure. Je veux dire en ce sens qu'elle était debout à l'extérieur de la porte centrale de l'édifice de l'Ouest.

**Une voix:** Debout à l'extérieur? Je pensais que vous aviez dit «remarquable». Elle était debout à l'extérieur de la porte principale.

**M. Morgan:** C'est tout pour moi.

**Le président:** Monsieur Dupras.

**M. Dupras:** Oui, monsieur le président. Étant donné la longue interrogation faite par M. Clark et M. Morgan, je voudrais demander au détective Harrison de lire sa déclaration. En toute justice à son égard et à l'égard de ses collègues, j'estime que nous devrions demander de lire sa déclaration au Comité.

**Une voix:** C'est raisonnable.

**Le président:** Pourriez-vous la lire?

**M. Harrison:** En toute déférence à l'égard du Comité devant qui je comparais, j'aimerais faire la déclaration suivante à propos de mes actions le vendredi 31 août 1973. Suite à un vol de documents au ministère des Affaires indiennes au 400, Laurier Ouest, j'ai eu l'occasion de converser avec M. James Bennett, adjoint exécutif, l'occupant de la pièce où était placé le classeur duquel manquaient certains documents. En compagnie du sergent détective Robertson de la police d'Ottawa, nous avons été informés par M. Bennett qu'il avait eu une conversation avec Nancy Gelber, adjointe de Flora MacDonald. Les termes généraux de cette conversation nous ont été communiqués à l'effet qu'un appel téléphonique avait été reçu au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald la veille au soir, soit le jeudi 30 août, vers les 6 h. du soir, d'un homme inconnu. Apparemment, la personne qui appelait a déclaré que des dossiers seraient envoyés à M<sup>lle</sup> MacDonald. Après avoir décidé de tenter d'obtenir le nom de la personne qui avait transmis les renseignements susmentionnés au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald, j'ai demandé à M. Bennett d'appeler Nancy Gelber de nouveau au téléphone afin d'obtenir plus de renseignements sur la personne qui avait appelé. Deux autres appels téléphoniques ont donc été faits à ma demande pour essayer d'éclaircir la question. Nous avons été informés par M. Bennett, qui agissait à ce moment comme intermédiaire, que M<sup>lle</sup> Gelber ne savait rien de plus et que nous devrions interroger M<sup>lle</sup> MacDonald. Par conséquent, le sergent Bradley, le sergent Robertson et moi-même nous sommes rendus à l'édifice de l'Ouest. Le sergent Bradley s'étant identifié à la porte centrale de l'édifice, nous nous sommes rendus au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald en utilisant un ascenseur situé à l'est de la porte centrale que nous venions

[Text]

result of which an appointment was made by telephone with Miss MacDonald. This appointment was kept, and in company with Cst. Raymond Draper, we entered the West Block by the front door, and proceeded by way of the elevator directly to Miss MacDonald's office. As a result of my conversation with Miss MacDonald, I was informed that I had breached her parliamentary privileges by entering the West Block in the manner which we did. I apologized for my actions, and indicated that I was not aware of the defined procedure in gaining an interview with a Member of Parliament.

Mr. Dupras: Thank you.

Mr. Barnett: May I ask a question arising from one statement in that report?

The Chairman: Yes, Mr. Barnett.

Mr. Barnett: If I heard correctly, Detective Harrison said that Mr. Bennett telephoned Miss MacDonald's office and talked to Miss Gelber at his insistence. Is that correct?

The Chairman: Yes.

Mr. Barnett: I would like to ask Detective Harrison whether at any time in the course of the discussion you had with Mr. Bennett, who I understand is an Executive Assistant to the Assistant Deputy Minister, he indicated to you any reluctance or raised any question about the matter of—if I will not be misunderstood I will say about your using him as an intermediary to telephone a member's office to secure information?

• 2150

Det. Harrison: No, there was no reluctance noticeable to me. He was assisting us and it was my impression that he was gaining assistance through Miss MacDonald's office which he was conveying to us as the investigating officers.

Mr. Barnett: There was no indication that Mr. Bennett, in his position in the public service, was aware that he could be breaching parliamentary privilege by acceding to that request from you?

Det. Harrison: I did not get this impression.

Mr. Barnett: In other words, you think he was as unaware of the implications of his actions as you apparently were at that time?

Det. Harrison: As I said, sir, I really cannot explain Mr. Bennett's actions in this particular matter. I do not know whether he was aware of any breach of privilege.

Mr. Barnett: Perhaps I should say he did not make you aware of any reluctance on his part or raise any question with you as to the propriety of his following the course of action that you insisted he follow?

Det. Harrison: No, he did not. He was acting in good faith, I believe.

The Chairman: No more questions?

Mr. Dupras: May I put one quick question to Detective Harrison?

[Interpretation]

d'emprunter. Nous avons été reçus à la porte de la pièce 222 par M<sup>lle</sup> Gelber qui nous a invités à entrer dans le bureau. Une brève conversation s'ensuivit, suite à laquelle un rendez-vous fut pris par téléphone avec M<sup>lle</sup> MacDonald. Ce rendez-vous fut respecté et en compagnie du sergent Raymond Draper, nous avons pénétré dans l'édifice de l'Ouest par la porte centrale et nous sommes rendus en empruntant l'ascenseur directement au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald. Dans ma conversation avec M<sup>lle</sup> MacDonald, j'ai été informé que j'avais violé ses privilèges de député en pénétrant dans l'édifice de l'Ouest de cette manière. Je me suis excusé de mes actions et lui ai indiqué que je n'étais pas au courant des démarches précises qu'il fallait faire pour obtenir un rendez-vous avec un député.

M. Dupras: Merci.

M. Barnett: Puis-je poser une question découlant d'une déclaration dans ce rapport?

Le président: Oui, monsieur Barnett.

M. Barnett: Si j'ai bien entendu, le détective Harrison a déclaré que M. Bennett avait téléphoné au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald et avait parlé à M<sup>lle</sup> Gelber sur sa demande. Est-ce exact?

Le président: Oui.

M. Barnett: J'aimerais demander au détective Harrison si à un quelconque moment au cours de la discussion qu'il a eue avec M. Bennett, qui est je crois l'adjoint exécutif du sous-ministre adjoint, ce dernier a fait montre d'une répugnance ou s'est interrogé à propos—j'espère qu'on ne me comprendra pas mal—je dirais votre utilisation de lui comme intermédiaire pour téléphoner au bureau d'un député afin d'obtenir des renseignements?

M. Harrison: Non, il ne me semble pas vouloir refuser. Il nous aidait et j'avais l'impression qu'il obtenait l'aide du bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald pour nous le transmettre puisque nous étions les enquêteurs.

M. Barnett: Rien n'indiquait que M. Bennett, à la fonction publique, savait qu'il pouvait enfreindre les privilèges parlementaires en acceptant de vous répondre?

M. Harrison: Je n'ai pas eu cette impression.

M. Barnett: En d'autres termes, vous pensez qu'il ne connaissait pas les implications de ses actes pas plus que vous d'ailleurs?

M. Harrison: Je l'ai dit, monsieur, je ne m'explique pas vraiment les actes de M. Bennett dans cette affaire. Je ne sais pas s'il savait qu'il enfreignait les privilèges.

M. Barnett: Je devrais peut-être dire qu'il ne vous a pas indiqué que cela l'ennuyait d'aborder telle ou telle question avec vous quant au fait de savoir s'il était normal qu'il agisse de la façon que vous lui suggériez fortement?

M. Harrison: Non. Il agissait de toute bonne foi, à mon avis.

Le président: Pas d'autres questions?

M. Dupras: Puis-je poser une question rapide au détective Harrison?



[Texte]

**The Chairman:** Mr. Dupras.

**Mr. Dupras:** Did Constable Dupuis know of your coming to Miss MacDonald's office? Had he been forewarned?

**Det. Harrison:** The first or second time?

**Mr. Dupras:** The first time.

**Det. Harrison:** Not to my knowledge, sir.

**The Chairman:** No more questions? Thank you, Detective Harrison.

**Mr. Fairweather:** Mr. Chairman, Miss MacDonald has asked me to seek on her behalf the permission of this Committee to clear up the matter of the James Sinclair telephone call. It is a serious thing and I would like her, with permission, to be called for that one reason.

**The Chairman:** Is it agreed?

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** Miss MacDonald.

**Mr. Fairweather:** Miss MacDonald, did you receive at 6:00 p.m., or at any other time before or since the thirtieth of August, a telephone call from one James Sinclair about missing files from the Department of Indian Affairs?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** No, Mr. Fairweather, I did not receive a telephone call from James Sinclair or from anyone else about missing files, with regard to files and documents from the Department of Indian Affairs and Northern Development, at any time that night or before or since. I may say that I very seriously resent the implications in Detective Harrison's statement.

**The Chairman:** Mr. Côté.

Monsieur Côté.

**M. Côté:** Mademoiselle MacDonald, il semble avoir été prouvé que vous avez offert une collaboration nette et franche afin d'essayer d'éclaircir le mystère dont vous avez été la victime. Les agents ont mentionné que vous avez collaboré de façon extraordinaire.

Si vous aviez été à votre bureau la première fois, à 10 h 30, et qu'il y aurait eu un téléphone...

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** I was in my office at 10:30 a.m.. They never sought at any time to establish that or to check it in any other way. I left my office to go to the House only at 11:00 a.m.

**M. Côté:** Alors, au moment où les agents sont entrés...

**The Chairman:** It was precisely at 11:00 a.m., the officers testified, that they first came.

**M. Côté:** D'accord. Alors, à 11 heures, lorsque les agents se sont rendus à votre bureau la première fois, si l'agent de sécurité de l'édifice avait téléphoné, auriez-vous été en mesure de les recevoir comme vous l'avez fait la deuxième fois?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** I would certainly have checked as to the rules and regulations because I knew there were rules and regulations. I would in no way have impeded their investigation, as I have not at any point in time.

[Interprétation]

**Le président:** Monsieur Dupras.

**M. Dupras:** Le policier Dupuis savait-il que vous veniez au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald? Avait-il été averti à l'avance?

**M. Harrison:** La première ou la seconde fois?

**M. Dupras:** La première fois.

**M. Harrison:** Non, monsieur, pas à ma connaissance.

**Le président:** Pas d'autres questions? Merci, monsieur le détective.

**M. Fairweather:** Monsieur le président, M<sup>lle</sup> MacDonald m'a demandé de lui obtenir la permission du présent comité d'éclaircir l'affaire du coup de téléphone de James Sinclair. C'était sérieux et j'aimerais qu'on l'appelle pour cette raison précise; si cela est permis.

**Le président:** Est-ce d'accord?

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** Mademoiselle MacDonald.

**M. Fairweather:** Mademoiselle MacDonald, avez-vous reçu le 30 août à 18 h 00 ou n'importe quand avant ou après un coup de téléphone de James Sinclair à propos des dossiers disparus au ministère des Affaires indiennes?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Non, monsieur Fairweather, je n'ai pas reçu d'appel téléphonique de James Sinclair ni de quiconque à propos de ces dossiers disparus, du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. Je peux dire que je suis très choquée des déductions faites par le détective Harrison dans sa déclaration.

**Le président:** Monsieur Côté.

Mr. Côté.

**Mr. Côté:** Miss MacDonald, it seems to have been proved that you had offered to co-operate in all sincerity in order to throw some light on this mystery of which you have been the victim. The officers have mentioned that you have indeed been extremely co-operative.

If you had been in your office the first time, at 10:30, and there had been a telephone call...

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** J'étais dans mon bureau à 10 h 30. Ils n'ont jamais essayé d'établir cela ou de vérifier cela. J'ai quitté mon bureau à 11 h 00 pour aller à la Chambre des communes.

**Mr. Côté:** Then, when the officers came in...

**Le président:** Les agents ont témoigné qu'ils sont entrés précisément à 11 h 00 la première fois qu'ils sont venus.

**Mr. Côté:** Very well. Then at 11:00 o'clock, when the officers came to your office for the first time the security officer for the West Block had telephoned, would you have been able to receive them as you did on the second occasion?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Je les aurais certainement reçus, mais j'aurais vérifié les règles et les règlements parce que je savais qu'ils existaient. Je ne les aurais jamais empêché de mener leur enquête, et je ne l'ai jamais fait.

*[Text]*

**M. Côté:** D'accord. Je voulais simplement savoir ceci: Comme il a été établi hors de tout doute, que vous vouliez collaborer et que d'un côté, les privilèges pouvaient avoir été atteints mais que, advenant le cas où vous auriez été à votre bureau; vous déclarez que vous auriez laissé monter des constables de la même façon et on aurait eu simplement deux visites plutôt qu'une en votre présence. Est-ce exact?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** I am sorry, I do not understand you, because there were not three visits.

**M. Côté:** Il y a eu une visite à votre bureau, avec votre collaboration.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Without my permission or my knowledge. The first one was without my permission or my knowledge or that of the Speaker or the Sergeant-at-Arms or the head of the protective staff.

**M. Côté:** La deuxième visite s'est faite avec votre collaboration, votre permission.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** With my permission, after I had checked with the Speaker.

**M. Côté:** D'accord. Maintenant, ce que j'ai essayé de vous demander tout à l'heure, c'est ceci: advenant qu'à 11 h., vous auriez été à votre bureau et que le Sergent d'armes aurait téléphoné, vous auriez certainement collaboré de la même façon. Alors, on aurait peut-être pour résultat qu'il y aurait eu deux visites avec votre permission au lieu d'une visite, à votre bureau.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** What you are saying is, would there have been only one visit instead of two?

**Mr. Côté:** D'accord.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Yes, but, Mr. Côté, I do know there were rules and regulations with regard to police visiting the building and I would have checked these first. I would have certainly on my own given permission to come but I knew, even if the police did not, that there were formalities which they had to go through.

**Mr. Côté:** D'accord. Merci.

**Mr. Peters:** Could I ask a question about the telephone call? I presume, Miss MacDonald, you were in your office on the morning of Friday the ...

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Yes, I was, from about 10:15 to 11 o'clock, all the time that these phone calls were going back and forth and the police or Mr. Bennett or all these people who were supposed to be so urgently concerned about the security of files and who felt that they were going to be delivered to be at no time tried to find out if I was in my office or if they should check with me, or if they should in any way determine my whereabouts.

**Mr. Peters:** I think you said you were not aware of the telephone call at 6.00 o'clock the previous evening.

*[Interpretation]*

**Mr. Côté:** All right. I just wanted to know this: How has it been established without any doubt possible, that you wanted to collaborate and that on the one hand, there might be a breach of privilege but that, had you been in your office, you say that you would have let in the constables in the same way; and we would simply have had two visits instead of one with you. Is it correct?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Je suis désolée; je ne vous comprends pas parce qu'il n'y a pas eu trois visites.

**Mr. Côté:** That is correct. There was one visit at your office, with your collaboration.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Sans ma permission ou à mon insu. La première s'est effectuée sans ma permission ou à mon insu ou même à l'insu de l'Orateur ou du Sergent-d'Armes ou du chef du personnel de protection.

**Mr. Côté:** The second visit happened with your collaboration, with your permission.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Avec ma permission, après certaines vérifications faites avec l'Orateur.

**Mr. Côté:** All right. Now, what I was trying to ask you a moment ago was this: Supposing you were in your office at 11:00 o'clock and the Sergeant-at-Arms telephoned you, you certainly would have collaborated in the same way. As a result we might then have had two visits with your permission instead of one visit to your office.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Ce que vous dites, c'est, y aurait-il eu seulement une visite ou lieu de deux?

**Mr. Côté:** All right.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Oui, mais, monsieur Côté, je sais qu'il y a des règles et règlements concernant la visite de policiers dans l'édifice et j'aurais vérifié cela tout d'abord. Ils auraient certainement eu ma permission pour entrer mais je savais, même si la police ne le savait pas, qu'il y avait certaines formalités à faire auparavant.

**Mr. Côté:** All right, thank you.

**M. Peters:** Pourrais-je poser une question sur l'appel téléphonique? Je suppose, mademoiselle MacDonald, que vous étiez à votre bureau le vendredi matin, le ...

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Oui, je m'y trouvais d'environ 10 h 15 à 11 h., pendant que tous ces coups de téléphone étaient échangés et que la police ou que M. Bennett ou que toutes ces personnes qui étaient sensées se préoccuper de façon urgente de la sécurité des documents et qui sentaient qu'ils allaient m'être apportés ont essayé en très peu de temps de voir si je me trouvais à mon bureau ou s'ils pouvaient vérifier cela avec moi, ou s'ils devaient de toute manière savoir où je me trouvais.

**M. Peters:** Je pense que vous aviez dit que vous n'étiez pas au courant du coup de téléphone de 18 h le soir précédent.

## [Texte]

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): No.

Mr. Peters: What about the ones earlier in the morning? Were you informed that these conversations had taken place with Mr. Bennett and another gentlemen?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I knew that Miss Gelber had been talking to Mr. Bennett and I knew she had been talking to Mr. Goodleaf, and that she had placed calls to them and they had returned her calls. And, as I said before, this is not an unusual thing, and Mr. Bennett and Mr. Goodleaf and others in that department have called my office on many occasions.

Mr. Peters: Did your staff give you the information that scuttlebutt was apparently being exchanged with Mr. Bennett, that there had been certain files missing?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes.

Mr. Peters: You were informed of this before 11 o'clock.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That is right. This had come up in general conversation. There were two or three things which had been mentioned during the course of these conversations, matters which we had been discussing with different people in the department, and at that time it was mentioned that there were files missing from the department, during these conversations.

Mr. Fairweather: You did not realize you were being duped?

• 2200

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I did not realize I was being bugged.

Mr. Peters: Could I ask you about that? We have not been able to establish who got the telephone call at 6 o'clock the previous evening.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): If there was one, Mr. Peters.

Mr. Peters: If there was one.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That is right. That is a hypothetical thing.

Of that 6 o'clock call, I would just like to point out that it was the Thursday, you may remember, that the House was recalled. We met at 2 o'clock in the afternoon and we recessed shortly after three for the government to introduce its legislation and for the parties to be given two hours to study the legislation. The House resumed at five. At 5 o'clock I was in my seat knowing that the debate would be led off by the minister followed by my seatmate and then by Mr. Lewis.

You may recall that Mr. Lewis was just beginning his statement at 6 o'clock. Mr. Munro and Mr. McGrath had finished and Mr. Lewis was just speaking. My assistant, Miss Gelber, was in the Gallery at that point listening to the debate and I was in my seat in the House of Commons. By the time I got out of the lobby and back to my office, having stopped to talk and so on, it was well after six.

Mr. Peters: I have no doubt there was a telephone call. Whether anybody received it or not, obviously the information was available to the police that your telephone rang and it was a call from the Department of Indian Affairs.

## [Interprétation]

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Non.

M. Peters: Que pouvez-vous dire des coups de téléphone préalables qui ont eu lieu le matin? Saviez-vous que ces conversations avaient eu lieu entre M. Bennett et d'autres messieurs?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je savais que M<sup>lle</sup> Gelber avait parlé à M. Bennett et je savais qu'elle avait parlé à M. Goodleaf, qu'elle les avait appelés et qu'ils l'avaient appelée en échange. Et comme je l'ai déjà dit, ce n'est pas extraordinaire puisque MM. Bennett et Goodleaf ainsi que d'autres personnes du ministère appellent mon bureau à de nombreuses reprises.

M. Peters: Votre personnel vous a-t-il informé des rumeurs qui semblaient avoir été échangées avec M. Bennett, qu'il manquait certains documents?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Oui.

M. Peters: Vous le savez avant 11 h.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): C'est exact. Je l'avais entendu dans des conversations d'ordre général. Deux ou trois choses avaient été mentionnées au cours de ces conversations, choses dont nous avions discuté avec diverses personnes du ministère et à ce moment-là, pendant ces conversations, on a effectivement mentionné que des documents ont manqué au ministère.

M. Fairweather: Vous ne vous rendiez pas compte que l'on vous dupait?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Je ne me suis pas aperçu que l'on m'écoutait.

M. Peters: Puis-je vous poser une question là-dessus? Nous n'avons pas réussi à savoir qui avait reçu le coup de téléphone la veille au soir à 6 heures.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): S'il y en a eu un, monsieur Peters.

M. Peters: En effet.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): C'est vrai. Ceci reste hypothétique.

Sur ce coup de téléphone de 6 heures, je voudrais seulement faire remarquer que c'est le jeudi, on s'en souvient peut-être, que la Chambre a été rappelée. Nous sommes réunis à 2 heures de l'après-midi et avons ajourné peu après 3 heures pour que le gouvernement présente sa loi et que les partis aient deux heures pour l'étudier. La Chambre a repris à 5 heures. J'étais là sachant que le débat serait entamé par le ministre qui serait suivi de mon voisin puis de M. Lewis.

Vous vous rappelez peut-être que M. Lewis commençait juste sa déclaration à 6 heures. M. Munro et M. McGrath avaient fini et M. Lewis parlait. Mon adjointe, M<sup>lle</sup> Gelber, était à ce moment dans la Galerie pour écouter le débat et j'étais à ma place à la Chambre des communes. Lorsque je suis sortie pour retourner à mon bureau, après avoir bavardé en route, il était bien plus de six heures.

M. Peters: Je suis certain qu'il y a eu un coup de téléphone. Qu'on y ait répondu ou non, il est évident que la police a pu établir que votre téléphone a retenti et que l'appel venait du ministère des Affaires indiennes.



## [Text]

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** That information came from Mr. Bennett.

**Mr. Peters:** It leaves with me the inference that probably there was some checking of where telephone calls were being made from that building and not necessarily what the conversations were.

**Mr. Morgan:** One person has said the phone call was made.

**The Chairman:** I believe you could better ask the witness if someone else was in her office.

**Mr. Peters:** Okay, I will ask. When you returned to your office at 6 o'clock or shortly after six, was somebody there?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** It was 6.15 or 6.20 p.m. No, there was not.

**Mr. Peters:** What time does your second secretary leave?

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** I think about 5.30. As you know, 5.30 is the normal time and she generally goes then or just before.

**The Chairman:** Mr. Peters, if nobody was in Miss MacDonald's office at six, it could not be possible that this telephone could be tapped.

**Mr. Peters:** All I am suggesting is that there was a telephone...

**An hon. Member:** Oh, no.

**Mr. Peters:** No, Mr. Chairman, telephones are very interesting things and it is a very simple thing for you to tap a telephone to the extent of only knowing what numbers were called and these are recorded. This is done, obviously, on every long distance call by electronic device. So without knowing what the conversation was, that the telephone rang in that office from a specific office is fairly simple information. No one may have answered the telephone.

**The Chairman:** Mr. McKinnon.

**Mr. McKinnon:** I just wish to bring up a small point of order.

These minutes are being recorded and Miss MacDonald referred about three or four minutes ago to when this call was received and made an academic gesture to indicate that "call" should be put in quotes. I would hope it is in the records.

**Miss MacDonald (Kingston and the Islands):** Thank you very much, Mr. McKinnon, I did in fact.

**The Chairman:** Are there any more questions?

Thank you, Miss MacDonald.

It being past 10 o'clock, this meeting is adjourned until 3.30 tomorrow afternoon.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** And who are we calling?

**The Chairman:** Could we not sit at 9.30 tomorrow morning?

## [Interpretation]

**M. Clark (Rocky Mountain):** Ce renseignement venait de M. Bennett.

**M. Peters:** J'en conclurai donc que probablement on contrôlait d'où venaient les appels téléphoniques et non pas nécessairement quel était le contenu des conversations.

**M. Morgan:** On a dit que ce coup de téléphone avait été donné.

**Le président:** Je crois qu'il serait mieux de demander au témoin s'il y avait quelqu'un d'autre dans son bureau.

**M. Peters:** Très bien, je vais le lui demander. Quand vous êtes rentrée à votre bureau à 6 heures, ou peu après, y avait-il là quelqu'un?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Il était six heures et quart ou six heures vingt. Non il n'y avait personne.

**M. Peters:** A quelle heure part votre deuxième secrétaire?

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Vers cinq heures et demie je pense. C'est comme vous le savez l'heure normale et c'est généralement à cette heure ou juste avant qu'elle s'en va.

**Le président:** Monsieur Peters, s'il n'y avait personne dans le bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald à 6 heures, il est impossible que cet appel ait été pris en table d'écoute.

**M. Peters:** Je veux simplement dire qu'il y a eu un coup de téléphone...

**Une voix:** Oh, non.

**M. Peters:** Non, monsieur le président, les téléphones sont des choses très intéressantes et il est très simple d'avoir une table d'écoute s'il ne s'agit que de savoir les numéros qui ont été composés et de les enregistrer. Ceci est évidemment fait électroniquement pour tous les appels interurbains. Ainsi, sans connaître le sujet de la conversation, il est très facile de savoir que tel bureau a téléphoné à tel bureau. Il est possible que personne n'y ait répondu.

**Le président:** Monsieur McKinnon.

**M. McKinnon:** Je voudrais seulement invoquer le Règlement sur une question mineure.

Ce procès-verbal est pris en note et M<sup>lle</sup> MacDonald a indiqué il y a environ trois ou quatre minutes, lorsque l'on parlait du moment où cet appel avait été reçu, qu'il fallait mettre cet «appel». J'espère que cela a été fait.

**Mlle MacDonald (Kingston et les Îles):** Merci beaucoup, M. McKinnon, c'est vrai.

**Le président:** Y a-t-il d'autres questions?

Merci, mademoiselle MacDonald.

Il est 10 heures, notre réunion est ajournée jusqu'à demain 15 h. 30.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Et qui appelons-nous?

**Le président:** Ne serait-il pas possible de siéger à 9 h. 30 demain matin?

## [Texte]

**Mr. Fairweather:** No, the Justice Committee is sitting.

**The Chairman:** At 3.30 p.m. then? Maybe we could have a steering committee meeting tomorrow.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** We are calling at that time, Mr. Bennett, of course.

**The Chairman:** At the last meeting of the steering committee we had exhausted the list of proposed witnesses that had been agreed to by the committee to be called.

**Mr. Dupras:** Mr. Chairman, I think in all fairness we should have Constable Dupuis as a witness.

**Mr. Peters:** Mr. Chairman, we have been hearing everybody else, I think we might as well start on the civil servants.

**The Chairman:** Would you then leave it in the hands of the steering committee that could meet in my office tomorrow?

• 2205

**Mr. Fairweather:** Facetiously, I would like to think of calling Mr. James Sinclair—I mean our James Sinclair not the Prime Minister's. He made a call. We had better hear about the call, so you can track him down.

**The Chairman:** The steering committee will meet at 1 o'clock and we will have a meeting at 3.30 p.m. tomorrow.

## [Interprétation]

**M. Fairweather:** Non, le Comité de la justice siège déjà.

**Le président:** Alors, à 15 h. 30? Peut-être pourrions-nous avoir demain une réunion du comité directeur.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Nous appelons alors bien sûr M. Bennett.

**Le président:** A la dernière réunion du comité directeur nous avons épuisé la liste des témoins proposés à appeler, liste agréée par le Comité.

**M. Dupras:** Monsieur le président, je pense honnêtement que nous devrions demander au policier Dupuis de venir témoigner.

**M. Peters:** Monsieur le président, nous avons entendu tous les autres, je pense que nous pourrions commencer à entendre les fonctionnaires.

**Le président:** Vous en remettriez-vous donc au comité directeur qui pourrait se réunir demain à mon bureau?

**M. Fairweather:** En manière de plaisanterie, j'aimerais penser qu'on appelle M. James Sinclair,—je veux dire notre James Sinclair, non pas celui du premier ministre. C'est lui qui a fait l'appel. Il vaudrait mieux entendre parler de cet appel, afin que vous puissiez le retrouver.

**Le président:** Le Comité directeur se réunira à 10 h 00 et nous aurons une réunions demain à 15 h 30.

## APPENDIX "B"

OTTAWA POLICE FORCE  
OFFICE OF THE DEPUTY CHIEF OF POLICE

September 4th 1973

To ALL SECTIONS &amp; DIVISIONS

## RE: INTERVIEWING MEMBERS OF PARLIAMENT

In the event of a need to interview a Member of Parliament while he is on the "Hill" in connection with a Police investigation, it is mandatory to clear this through the office of the Sergeant-at-Arms prior to doing so.

Thomas E. Welsh,  
Deputy Chief of Police.

## GENERAL DISTRIBUTION

S/Supt. Administration Division  
Supt. Staff Services  
Supt. Criminal Investigation  
Supt. Traffic Division  
Supt. Patrol Division  
No. 2 Station  
No. 1 Station Staff Sergeant  
Communications Section  
Summons Section  
S/Sgt. Devlin  
S/Sgt. Raymond  
Public Relations

## APPENDICE «B»

SÛRETÉ MUNICIPALE D'OTTAWA  
BUREAU DU CHEF ADJOINT DE LA POLICE

Le 4 septembre 1973

A: TOUTES LES SECTIONS ET DIVISIONS

## OBJET: INTERROGATION DES DÉPUTÉS

Lorsqu'il est nécessaire d'interroger un député pendant qu'il se trouve sur la colline parlementaire en rapport avec une enquête de la police, il est obligatoire d'obtenir l'autorisation au bureau du sergent d'armes avant de procéder à l'interrogation.

Le chef adjoint de la police  
Thomas E. Welsh

## DISTRIBUTION GÉNÉRALE

Surintendant d'état-major—Division de l'administration  
Surintendant—Service de l'effectif  
Surintendant—Enquêtes criminelles  
Surintendant—Division de la circulation  
Surintendant—Division des patrouilles  
Poste n°2  
Sergent d'état-major, poste n° 1  
Section des communications  
Section des mandats de comparution  
Sergent d'état-major Devlin  
Sergent d'état-major Raymond  
Relations publiques



















HOUSE OF COMMONS

Issue No. 10

Tuesday, September 18, 1973

Chairman: Mr. Ovide Laflamme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 10

Le mardi 18 septembre 1973

Président: M. Ovide Laflamme

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

# Privileges and Elections

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent des*

# Privilèges et élections

RESPECTING:

Question of privilege raised in the  
House by Miss Flora MacDonald, M.P.  
(*Kingston and the Islands*) on  
September 4, 1973.

CONCERNANT:

Question de privilège soulevée en Chambre  
par M<sup>lle</sup> Flora MacDonald, député  
(*Kingston et les Îles*) le 4 septembre 1973.

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



First Session

Twenty-ninth Parliament, 1973

Première session de la

vingt-neuvième législature, 1973

STANDING COMMITTEE ON  
PRIVILEGES AND ELECTIONS

*Chairman:* Mr. Ovide Laflamme

*Vice-Chairman:* Mr. Douglas Stewart

Messrs.

Barnett

Blais

Blaker

Clark (*Rocky Mountain*)

Côté

Dupras

Fairweather

Fleming

Matte

COMITÉ PERMANENT DES  
PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS

*Président:* M. Ovide Laflamme

*Vice-président:* M. Douglas Stewart

Messieurs

Morgan

Neil (*Moose Jaw*)

Nielsen

O'Connor

O'Sullivan

Peters

Poulin

Stewart (*Okanagan-  
Kootenay*)—(19)

(Quorum 11)

*Greffier du Comité*

Robert D. Marleau

*Clerk of the Committee*

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

*On Tuesday September 18, 1973:*

Mr. Nielsen replaced Mr. McKinnon

Suivant les dispositions de l'article 65(4)b)  
du Règlement

*Le mardi 18 septembre 1973:*

M. Nielsen remplace M. McKinnon

## MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, SEPTEMBER 18, 1973.  
(13)

## [Text]

The Standing Committee on Privileges and Elections met this day at 3:41 o'clock p.m., the Chairman, Mr. Laflamme, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Barnett, Blais, Blaker, Clark (*Rocky Mountain*), Côté, Dupras, Fairweather, Fleming, Laflamme, Matte, McKinley, McKinnon, Morgan, Neil (*Moose Jaw*), Nielsen, O'Connor, O'Sullivan, Peters and Poulin.

*Other Members present:* Miss Flora MacDonald (*Kingston and the Islands*) and Mr. Ritchie.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated September 4, 1973. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, September 6, 1973*).

The Chairman presented the Fourth Report of the Sub-committee on Agenda and Procedure which reads as follows:

Your Sub-committee met on Tuesday, September 18, 1973 to consider the agenda and procedure for the further consideration of the question of privilege raised in the House by Miss Flora MacDonald, (*Kingston and the Islands*) on September 4, 1973 and has agreed unanimously to recommend as follows:

—That the Committee hear no further evidence and sit *in camera* for the consideration of its Report to the House.

*Agreed*,—That the said Report be adopted.

*Agreed*,—That the Committee now sit *in camera*.

The Committee began consideration of its Report.

*Agreed*,—That Mr. J. Maingot, Law Clerk and Parliamentary Counsel be in attendance during the *in camera* meetings of the Committee.

*Ordered*,—That the Sub-committee on Agenda and Procedure meet to prepare a draft report on the basis of the evidence adduced.

At 5:45 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

## PROCÈS-VERBAUX

LE MARDI 18 SEPTEMBRE 1973  
(13)

## [Traduction]

Le Comité permanent des privilèges et élections se réunit aujourd'hui à 15 h 41 sous la présidence de M. Laflamme.

*Membres du Comité présents:* MM. Barnett, Blais, Blaker, Clark (*Rocky Mountain*), Côté, Dupras, Fairweather, Fleming, Laflamme, Matte, McKinley, McKinnon, Morgan, Neil (*Moose Jaw*), Nielsen, O'Connor, O'Sullivan, Peters et Poulin.

*Autres députés présents:* M<sup>lle</sup> Flora MacDonald (*Kingston et les Îles*) et M. Ritchie.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 4 septembre 1973. (*Voir le procès-verbal du jeudi 6 septembre 1973*).

Le président présente le quatrième rapport du sous-comité du programme et de la procédure qui dit:

Votre sous-comité s'est réuni le mardi 18 septembre 1973 pour examiner le programme et la procédure en vue de poursuivre l'étude de la question de privilège soulevée à la Chambre par M<sup>lle</sup> Flora MacDonald (*Kingston et les Îles*) le 4 septembre 1973 et il a convenu à l'unanimité de recommander ce qui suit:

—Que le Comité n'entende plus de témoignages et qu'il siège à huis clos en vue de l'étude de son rapport à la Chambre.

*Il est convenu*,—Que ledit rapport est adopté.

*Il est convenu*,—Que le Comité siège maintenant à huis clos.

Le Comité commence la considération de son rapport.

*Il est convenu*,—Que M. J. Maingot, légiste et conseiller parlementaire soit présent aux séances à huis clos du Comité.

*Il est ordonné*,—Que le sous-comité du programme et de la procédure se réunisse en vue de rédiger un projet de rapport fondé sur les témoignages entendus.

A 17 h 45, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

*Le greffier du Comité*

Robert D. Marleau

*Clerk of the Committee*

## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, September 18, 1973.

[Text]

• 1536

**The Chairman:** As we have a quorum, I should like to present the fourth report of your steering committee which met at one o'clock in my office which reads as follows:

(See Minutes of Proceedings)

**The Chairman:** Mr. Dupras.

**Mr. Dupras:** Mr. Chairman, last night before we adjourned one of our colleagues, namely Mr. Clark, suggested perhaps we should have Mr. Bennett as a witness today. I am still of that opinion. Before we entertain any other course of action I think we should listen to Mr. Bennett.

**The Chairman:** Mr. Poulin.

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, I have heard the report of the steering committee and I am generally in agreement with it. I think the Committee, with great respect to my colleague, Mr. Dupras, will be able to come up with a report. In the event that we cannot, we can hear other evidence at a later time. I think we have heard a good deal of evidence now and I think we should be able to come to it.

I would ask that our side certainly concur in that motion.

**M. O'Connor:** There are no sides to it.

**The Chairman:** I hope so.

**Mr. Poulin:** I hope so too.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I think I am in order—and I am sure that you will advise me if I am not—in indicating that the general tone of the discussion in the steering committee of which I was a part was that we did not think there would be anything particular to be served on the question of privilege that is before us by hearing further witnesses. That discussion certainly persuaded me and I would agree with Mr. Poulin's view.

**The Chairman:** Are there any questions? Mr. Peters.

**Mr. Peters:** I do not disagree with it. I think we have already gone into a lot of evidence that perhaps we should not have gone into. But we really have a privilege that affects the intervention of a member's office by police officers, and I think it is fairly well established that they did this without knowledge of breaching of privilege.

We now also have some evidence that a civil servant did not have the knowledge—who certainly should have had the knowledge—that there is some privilege to a member's position. It would appear that he at least directed or put the police onto the member's office. I am not opposed to not hearing him but I think the Committee is going to have to give consideration to that point in making the decision.

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 18 septembre 1973

[Interpretation]

**Le président:** Puisque nous avons le quorum, j'aimerais vous présenter le quatrième rapport de votre sous-comité qui s'est réuni à 1 heure dans mon bureau.

(Voir procès-verbal)

**Le président:** Monsieur Dupras.

**M. Dupras:** Monsieur le président, avant d'ajourner, M. Clark a suggéré hier soir, d'inviter M. Bennett comme notre témoin d'aujourd'hui. Avant d'envisager quoi que ce soit, nous devrions écouter M. Bennett.

**Le président:** Monsieur Poulin.

**M. Poulin:** Monsieur le président, j'ai entendu le rapport du sous-comité et, d'une manière générale, je suis d'accord. Je pense qu'il est temps que nous rédigeons un rapport, avec tout mon respect pour mon collègue, M. Dupras. Si jamais nous voyons que nous ne pouvons pas encore rédiger de rapport, nous pourrions toujours inviter d'autres témoins plus tard. Je crois que nous avons entendu pas mal de témoins déjà et il faudrait enfin songer à la rédaction de ce rapport.

J'imagine que les députés de mon côté seraient d'accord pour adopter la motion dans ce sens.

**M. O'Connor:** Ici, il ne peut être question de côtés.

**Le président:** J'espère bien.

**M. Poulin:** Moi aussi.

**M. Clark (Rocky Mountain):** J'espère que mon intervention est en ordre, et que vous me le direz si elle ne l'est pas. J'aimerais parler de ce qui s'est dit dans le comité directeur hier dont j'ai fait partie. Je crois que nous avons dit que rien ne servirait à inviter d'autres témoins au sujet de la question de privilège dont nous sommes saisis. La discussion que nous avons eue hier m'a certainement convaincu et je suis d'accord avec l'opinion de M. Poulin.

**Le président:** Avez-vous des questions? Monsieur Peters.

**M. Peters:** Je n'interviens certainement pas pour vous contredire. Moi aussi, je pense que nous avons entendu un témoignage très ample auquel nous aurions dû peut-être ne pas toucher. Il existe néanmoins, un privilège parlementaire qui doit être respecté lorsqu'un agent de la police veut rendre visite au bureau d'un député, mais je crois qu'il a été établi que dans ce cas-ci, l'entrevue du privilège résultait de l'ignorance.

Par ailleurs, nous savons maintenant qu'un fonctionnaire qui aurait dû être au courant de ce privilège était également dans l'ignorance à ce sujet. Apparemment, c'est ce fonctionnaire qui a dirigé la police vers le bureau du député. Je ne veux certainement pas insister pour l'entendre, mais je pense que le comité devra envisager cette possibilité avant de prendre une décision quelconque.



## [Texte]

• 1540

Whether or not you hear the witness really does not make any difference, but I think there is a dimension that is germane to the argument and it may be that if a satisfactory conclusion cannot be arrived at there will have to be witnesses, but I have no objection to not hearing any now. If that decision is not acceptable to the Committee, I think perhaps we should not consider the matter closed as far as witnesses is concerned if a satisfactory conclusion cannot be arrived at. I agree with Mr. Poulin in that regard.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Peters.

Mr. O'Connor.

**Mr. O'Connor:** Mr. Chairman, on that last point of Mr. Peters', I suggest that we have heard an abundance of evidence, and if we restrict ourselves to the breach of privilege—that is, how the police officers came to be in the office of Miss MacDonald—I am satisfied that there have been three or four witnesses who gave evidence, none of it yet contradictory, of how they happened to be in her office. I cannot see that there is any further purpose served in calling another witness to elaborate on that particular point and that, to my mind, is the essential or the prime point that has to be decided by the Committee.

**The Chairman:** Mr. Barnett.

**Mr. Barnett:** Mr. Chairman, as I have indicated, I was prepared to agree to the report that the steering committee has brought in. I would just like to make clear to the Committee, as I did in the discussions in the steering committee, that one of the elements in the privileges that has become apparent—at least to me—is the fact that a member of the Public Service, presumably willingly but in any event under direction from a police officer, did breach the privilege of a member's office. This is one of the aspects of this question of privilege that in my view must be clarified and contained in any report that this Committee may draft. I consider anyone in the public service being an agent or, to use the old terminology, a servant of the crown, the Minister, to be a party to investigation into a member's office constitutes in my view at least indirectly an invasion of the member's office by the Crown.

This, I think, comes very close to what I understand to be the heart of our privilege, going right back to the beginnings of our institutions. I think this is a situation that should be clarified in such a way that it is clearly understood; what the responsibilities and authority of anyone acting as a representative of the Minister are in connection with this.

I said once that in my view it should be clear that any member of the Public Service who might be asked by the police to make the kind of phone call that was apparently made under their direction should be in a position to inform them politely that if they wish any kind of communication of that sort, to go into a member's office, they had better do it directly with the member concerned and not through someone in the Public Service.

## [Interprétation]

La question de savoir si nous allons oui ou non entendre ce témoin est sans importance, mais je crois que nous avons négligé une dimension de ce problème, c'est-à-dire que nous allons peut-être nous trouver dans l'impossibilité d'arriver à une conclusion satisfaisante à moins d'entendre d'autres témoins. Je n'insiste néanmoins pas pour les entendre tout de suite. Au cas où vous ne seriez pas d'accord avec cette décision, nous pourrions peut-être laisser les choses ouvertes et inviter d'autres témoins si jamais nous n'arrivons pas à des conclusions satisfaisantes. A cet égard, je suis d'accord avec M. Poulin.

**Le président:** Merci, monsieur Peters.

Monsieur O'Connor.

**M. O'Connor:** Monsieur le président, je voudrais enchaîner sur ce que vient de dire M. Peters en vous disant que j'ai également l'impression que nous avons entendu suffisamment de témoins. Si nous nous limitons à la question de privilège, c'est-à-dire à la question à savoir comment les agents de la police sont parvenus au bureau de M<sup>lle</sup> MacDonald, nous allons nous rendre compte que nous avons entendu trois ou quatre témoins à ce sujet qui, sans aucune contradiction, nous l'on expliquée. Je ne vois pas à quoi pourrait nous servir d'entendre d'autres témoins à ce sujet qui est la question centrale que le Comité doit résoudre.

**Le président:** Monsieur Barnett.

**M. Barnett:** Monsieur le président, je vous ai déjà dit que j'étais prêt à accepter le rapport du sous-comité. Je tiens néanmoins à répéter ce que j'ai déjà dit au cours des discussions du comité directeur, c'est-à-dire qu'un membre de la Fonction publique est entré probablement de son propre gré ou, au moins, sous la direction d'un agent de la police, dans le bureau d'un député. C'est cet aspect de la question de privilège qui doit être éclairci et traité dans notre rapport. A mon avis, le fait qu'un fonctionnaire qui est un agent ou, pour utiliser la vieille terminologie, un serviteur de la Couronne, du ministre, participe à une enquête dans le bureau d'un député constitue à mon avis l'invasion au moins indirecte de ce bureau par la Couronne.

Cela touche le terme même de notre privilège, pour revenir au début de nos institutions. Cette situation doit être éclaircie de manière à ce que les droits et responsabilités de toute personne agissant en tant que représentant du ministre soit clairement compris.

J'ai déjà dit qu'un fonctionnaire qui est invité par la police de faire ce genre de coup de téléphone dont il a été question devrait être en mesure de m'informer poliment qu'il ferait mieux de s'adresser directement au député en question et non pas à un membre de la Fonction publique.

**[Text]**

I think that point should be clarified because it is germane to the question of whether we hear any further witnesses.

• 1545

I am reasonably satisfied in my own mind that we have the evidence which indicates what happened in that connection, but I raise it now in case there should be any question in any member's mind as to whether or not they feel satisfied that that question and what happened in relation to it has already been sufficiently clarified.

**The Chairman:** Thank you Mr. Barnett.  
Mr. Blaker.

**Mr. Blaker:** Thank you, Mr. Chairman. I hope we will go to the question immediately, and perhaps I would ask the indulgence of other members of this Committee as to whether they might or might not agree with me that the question of breach of privilege has been discussed at length. The steering committee will come out with its recommendations for our consideration in due course.

A number of other individuals have given testimony about their activities. At least two individuals have been mentioned in that testimony and have not yet had an opportunity to give their side of the story and I think this committee would be acting as I hope it would in the best of faith if we would simply refrain from any discussion of the motivations of the civil servants who called in police or the motivations of anybody else involved in this entire story.

As I understand it, we have agreed that we are going to limit this question at this moment in time to whether or not, technically, there was a breach of privilege and I certainly hope that the other members of this Committee would agree with me that there were no grounds whatsoever to make allegations with respect to any of the people who have given testimony here or with respect particularly to those who have not given testimony yet.

Could we go to the question sir?

**The Chairman:** With reference to the point raised by Mr. Barnett it has been agreed in the discussion of the steering committee that if we make reference to any person in our report, at least we give a chance to such person to be heard.

Mr. Blais.

**Mr. Blais:** I pass, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Could I entertain a motion that the report of your steering committee be adopted? I will wait for those who are not present.

**Le président:** Le sous-comité recommande que le Comité n'entende plus de témoignages et qu'il siège à huis clos en vue de l'étude de son rapport à la Chambre.  
Monsieur Côté.

**M. Côté:** Est-ce que cela veut dire qu'il siégera à huis clos mais qu'il peut faire venir des témoins pour éclairer nos lanternes? Cela ne nous empêche pas de faire venir des témoins de siéger à huis clos de façon à protéger toute personne. Est-ce que c'est ce que cela veut dire?

**[Interpretation]**

A mon avis, ce point doit être éclairci avant que nous ne nous décidions pour ou contre d'autres audiences.

J'ai l'impression que le témoignage reçu jusqu'à maintenant nous permet de déduire ce qui s'est passé à cet égard, mais j'en parle maintenant pour le cas où d'autres députés auraient encore des doutes à ce sujet.

**Le président:** Merci, monsieur Barnett.  
Monsieur Blaker.

**M. Blaker:** Merci, monsieur le président. J'espère que nous allons tout de suite passer au vote, demandant aux autres membres du Comité de bien vouloir consentir avec moi et dire que nous avons suffisamment parlé de la question de privilège. Le sous-comité nous fournira ses recommandations au dû moment.

Un certain nombre de personnes ont donné leurs témoignages au sujet de leurs activités. Deux personnes au moins y ont été nommées qui n'ont pas encore eu l'occasion de raconter leur version des événements et j'espère que ce Comité s'abstiendra de discuter des motifs qui ont pu pousser les fonctionnaires qui ont appelé la police ou ceux d'autres participants.

Si j'ai bien compris, nous sommes décidés à limiter la question maintenant à la question de privilège. J'espère que les autres membres du Comité seront d'accord pour ne pas vouloir accuser des personnes qui ont ou qui n'ont pas encore témoigné.

Pouvons-nous passer au vote?

**Le président:** Pour répondre à M. Barnett, je peux vous dire que le comité directeur a convenu d'inviter toute personne qui pourrait être nommée dans notre rapport.

Monsieur Blais.

**M. Blais:** Je passe, monsieur le président.

**Le président:** Puis-je avoir une motion pour adopter le rapport de sous-comité? J'attendrai l'arrivée des autres députés.

**The Chairman:** The subcommittee agreed that the Committee hear no further evidence and sit in camera for the consideration of its report to the House.

Mr. Côté.

**Mr. Côté:** Does this mean that we are going to sit in camera, but that we reserve the right to hear other evidence? This is no impediment to the inviting of the witnesses, but we will sit in camera to protect any person who could be employed. Is that the meaning of the motion?

**[Texte]**

**Le président:** Bien, le Comité est maître de ses décisions: Il faut décider, au cours de ses délibérations, de faire cesser le huis clos et de rouvrir l'enquête. Cela dépendra des discussions qui auront lieu au cours des délibérations.

**M. Côté:** Mais est-ce que cela veut dire que l'enquête se continuerait à huis clos ou bien que l'enquête serait terminée, le comité trouvant que cela est assez clair pour un jugement? Est-ce cela que ça veut dire?

**Le président:** Non, cela veut dire tout simplement que l'ensemble des membres du Comité est prêt à discuter de la question de privilège qui a été référée à lui et qu'il n'y a pas lieu pour le moment d'entendre d'autres témoignages. Et suivant l'usage, les membres d'un comité qui doit faire rapport à la Chambre siègent à huis clos. Et si plus tard il est question que l'ensemble ou la majorité des membres du Comité décident de faire entendre d'autres témoins il est bien évident que la preuve sera faite dans le cours ordinaire des choses et publiquement.

**M. Côté:** D'accord.

**The Chairman:** Is this report approved?

**Mr. Blaker:** I so move.  
Motion agreed to.

**The Chairman:** I will then entertain a motion that it be resolved that we sit in camera for the consideration of the proposed report.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I so move.  
Motion agreed to.

**[Interprétation]**

**The Chairman:** Well, the Committee is its own master. It has the authority to reopen the investigation during the deliberations and not to sit in camera any longer. This will depend on the discussions we will have.

**Mr. Côté:** Does this mean that the investigation will continue in camera or does it mean that the investigation is closed. The Committee considering itself to be in a position to render a decision. What is the meaning of this motion?

**The Chairman:** It means that all members of the Committee are ready to consider the question of privilege referred to it and will abstain from hearing through the evidence. Normally, members of the Committee which has to report to the House sit in camera. If later on all or the majority of the members of the Committee to gather further evidence, this will be done in public following the ordinary procedure.

**Mr. Côté:** Alright.

**Le président:** Êtes-vous d'accord pour adopter le rapport?

**M. Blaker:** Je le propose.  
La motion est adoptée.

**Le président:** Maintenant j'aimerais recevoir une motion proposant que nous allons siéger à huis clos pour étudier le projet de rapport.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je le propose.  
La motion est adoptée.





HOUSE OF COMMONS

Issue No. 11

Wednesday, September 19, 1973

Chairman: Mr. Ovide Laflamme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 11

Le mercredi 19 septembre 1973

Président: M. Ovide Laflamme

Minutes of Proceedings  
of the Standing Committee on

# Privileges and Elections

Procès-verbaux  
du Comité permanent des

# Privilèges et élections

## RESPECTING:

Consideration of the Draft Report of the Subcommittee on Agenda and Procedure relating to the question of privilege raised in the House on September 4, 1973 by Miss Flora MacDonald, M.P. (*Kingston and the Islands*)

## INCLUDING:

The Second Report

## CONCERNANT:

Étude du projet de rapport du sous-comité du programme et de la procédure concernant la question de privilège soulevée en Chambre le 4 septembre 1973 par M<sup>lle</sup> Flora MacDonald, député (*Kingston et les Îles*)

## Y COMPRIS:

Le deuxième rapport

First Session

Twenty-ninth Parliament, 1973

Première session de la

vingt-neuvième législature, 1973

STANDING COMMITTEE ON  
PRIVILEGES AND ELECTIONS

*Chairman:* Mr. Ovide Laflamme

*Vice-Chairman:* Mr. Douglas Stewart

Messrs.

Andre	Côté
Barnett	Dupras
Blais	Fairweather
Blaker	Fleming
Clark ( <i>Rocky Mountain</i> )	Matte

COMITÉ PERMANENT DES  
PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS

*Président:* M. Ovide Laflamme

*Vice-président:* M. Douglas Stewart

Messieurs

McKinley	Peters
McKinnon	Poulin—(19)
Nielsen	
O'Connor	
O'Sullivan	

(Quorum 11)

*Greffier du Comité*

Robert D. Marleau

*Clerk of the Committee*

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Wednesday September 19, 1973:

Mr. Andre replaced Mr. Morgán

Suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du Règlement

Le mercredi 19 septembre 1973:

Mi Andre remplace M. Morgan

## REPORT TO THE HOUSE

Friday September 21, 1973

The Standing Committee on Privileges and Elections has the honour to present its

## SECOND REPORT

Your Committee has considered its Order of Reference dated Tuesday, September 4, 1973 which reads as follows:

*Ordered*,—That all matters pertaining to the interrogation of myself (Miss MacDonald, Kingston and the Islands) and my staff of Friday last be referred to the Committee of Privileges and Elections for study and report.

Your Committee held eight meetings and adduced evidence from seven witnesses and has agreed to make the following observations and recommendations:

1. It is well established that outside police forces on official business shall not enter the precincts of Parliament without first obtaining the permission of Mr. Speaker who is custodian of the powers and privileges of Parliament.

2. The testimony heard by the Committee discloses that outside police forces while on official business, obtained entrance to the West Block and proceeded to the office of the honourable Member for Kingston and the Islands without having obtained the permission of Mr. Speaker. Accordingly, the Committee must find that the question of privilege of the House of Commons is well founded.

3. The Committee however is of the opinion that the police forces in question acted in good faith. This Committee therefore respectfully recommends to Mr. Speaker that he remind the outside police forces and the security staff of the House of Commons of their respective obligations in this regard, and that no further action be taken.

A copy of the revelant Minutes of Proceedings and Evidence (*Issues Nos, 5, 6, 7, 8, 9, 10 and 11*) is tabled.

Respectfully submitted,

*Le président,*

OVIDE LAFLAMME,

*Chairman.*

## RAPPORT À LA CHAMBRE

Le vendredi 21 septembre 1973.

Le Comité permanent des privilèges et élections a l'honneur de présenter son

## DEUXIÈME RAPPORT

Votre Comité a étudié son Ordre de renvoi du 4 septembre 1973 qui se lit comme suit:

*Il est ordonné*,—Que tous les faits entourant mon interrogatoire (M<sup>lle</sup> MacDonald) (Kingston et les Îles) et celui de mon personnel, vendredi dernier, soient déferés au Comité des privilèges et élections pour étude et rapport.

Votre Comité a tenu huit réunions et obtenu les témoignages de sept témoins; il a convenu de faire les observations et les recommandations suivantes:

1. Il est bien établi que des forces policières de l'extérieur, dans l'exercice de leurs fonctions officielles, ne pénétreront pas dans les lieux où siège le Parlement sans avoir obtenu au préalable la permission de l'Orateur qui est gardien des pouvoirs et privilèges du Parlement.

2. Les témoignages entendus par le Comité révèlent que des forces policières de l'extérieur, dans l'exercice de leurs fonctions officielles ont pénétré dans l'édifice de l'Ouest et se sont dirigés vers le bureau du député de Kingston et les Îles sans en avoir obtenu l'autorisation de M. l'Orateur. Par conséquent, le Comité doit reconnaître le bien-fondé de la question de privilège soulevée à la Chambre des communes.

3. Le Comité estime toutefois que les forces policières en question ont agi de bonne foi. Le Comité recommande donc respectueusement à M. l'Orateur de rappeler aux forces policières de l'extérieur et au personnel de sécurité de la Chambre des communes leurs obligations respectives à cet égard et que d'autres mesures ne soient pas prises.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages s'y rapportant (*fascicules nos 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11*) est déposé.

Respectueusement soumis,

## MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, SEPTEMBER 19, 1973  
(14)

[Text]

The Standing Committee on Privileges and Elections met *in camera* at 3:50 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Laflamme presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Andre, Barnett, Blais, Blaker, Clark (*Rocky Mountain*), Côté, Dupras, Fairweather, Laflamme, McKinley, McKinnon, Nielsen, O'Sullivan, Peters and Poulin.

*Other Member present:* Mr. Reid.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, September 4, 1973. (*See Minutes of Proceedings of Thursday, September 6, 1973*).

The Committee began consideration of its Report to the House.

*Ordered,*—That the Chairman present the Report to the House.

At 5:50 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

## PROCÈS-VERBAL

MERCREDI, LE 19 SEPTEMBRE 1973  
(14)

[Traduction]

Le Comité permanent des privilèges et élections se réunit à huis clos à 15 h 50 cet après-midi, M. Laflamme préside la séance.

*Membres du Comité présents:* MM. Andre, Barnett, Blais, Baker, Clark (*Rocky Mountain*), Côté, Dupras, Fairweather, Laflamme, McKinley, McKinnon, Nielsen, O'Sullivan, Peters et Poulin.

*Autre député présent:* M. Reid.

Le Comité reprend l'étude de l'ordre de renvoi du mardi 4 septembre 1973. (*Voir le procès-verbal du jeudi 6 septembre 1973*).

Le Comité commence à étudier son rapport à la Chambre.

*Il est ordonné,*—Que le président présente le rapport à la Chambre.

A 17 h 50, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

*Le greffier du Comité*

Robert D. Marleau,

*Clerk of the Committee*



HOUSE OF COMMONS

Issue No. 12

Thursday, October 18, 1973

Chairman: Mr. Ovide Laflamme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 12

Le jeudi 18 octobre 1973

Président: M. Ovide Laflamme

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

# Privileges and Elections

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent des*

# Privilèges et élections

RESPECTING:

Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses

CONCERNANT:

Bill C-203, Loi modifiant la Loi électorale du Canada, la Loi sur la radiodiffusion et la Loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection

WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)



First Session

Twenty-ninth Parliament, 1973

Première session de la

vingt-neuvième législature, 1973

STANDING COMMITTEE ON  
PRIVILEGES AND ELECTIONS

Chairman: Mr. Ovide Laflamme

Vice-Chairman: Mr. Douglas Stewart

Messrs.

Andre	Côté
Brewin	Dupras
Blais	Howard
Blaker	Matte
Clark ( <i>Rocky Mountain</i> )	MacDonald ( <i>Egmont</i> )

COMITÉ PERMANENT DES  
PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS

Président: M. Ovide Laflamme

Vice-président: M. Douglas Stewart

Messieurs

MacDonald (Miss)	O'Connor
( <i>Kingston and the</i>	Poulin
<i>Islands</i> )	Reid
MacLean	Stevens—(19)
McKinnon	

(Quorum 10)

*Greffier du Comité*

Robert D. Marleau

*Clerk of the Committee*

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Wednesday, October 17, 1973, Mr. MacLean, Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*), Messrs. Macquarrie, Stevens and MacDonald (*Egmont*) replaced Messrs. McKinley, Nielsen, O'Sullivan, Fairweather and Macquarrie.

On Thursday, October 18, 1973, Mr. Reid replaced Mr. Fleming.

Suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du Règlement

Le mercredi 17 octobre 1973, M. MacLean, M<sup>lle</sup> MacDonald (*Kingston et les Îles*), MM. Macquarrie, Stevens et MacDonald (*Egmont*) remplacent MM. McKinley, Nielsen, O'Sullivan, Fairweather et Macquarrie.

Le jeudi 18 octobre 1973, M. Reid remplace M. Fleming.

## ORDER OF REFERENCE

Thursday, July 12, 1973.

*ORDERED*,—That Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses, be referred to the Standing Committee on Privileges and Elections.

*ATTEST*

## ORDRE DE RENVOI

Le jeudi 12 juillet 1973

*IL EST ORDONNÉ*,—Que le Bill C-203, Loi modifiant le Loi électorale du Canada, la Loi sur la radio-diffusion et la Loi l'Impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection, soit déferé au Comité permanent des privilèges et élections.

*ATTESTÉ*

*Le greffier de la Chambre des communes*

ALISTAIR FRASER

*The Clerk of the House of Commons*

## MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, OCTOBER 18, 1973.

(15)

(Text)

The Standing Committee on Privileges and Elections met this day at 9:45 o'clock a.m., the Chairman, Mr. Laflamme, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Andre, Brewin, Blais, Blaker, Clark (*Rocky Mountain*), Howard, Laflamme, MacDonald (*Egmont*), Miss MacDonald (*Kings-ton and the Islands*), Messrs. McKinnon, O'Connor and Reid.

*Other Members present:* Messrs. Lachance and Nielsen.

*Witness:* Mr. J.-M. Hamel, Chief Electoral Officer of Canada.

The Committee began consideration of Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses.

The Chairman presented the Sixth Report of the Subcommittee on Agenda and Procedure which reads as follows:

Your Sub-committee met on Tuesday, October 16, 1973 to consider the agenda for the consideration of Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses and has agreed to make the following recommendations:

I That the Committee meet on Tuesday and Thursdays in the morning and in the afternoon;

II That the Committee begin hearing the following witnesses on Tuesday, October 23, 1973:

The Canadian Cable Television Association,  
The Canadian Association of Broadcasters,  
The Canadian Institute of Chartered Accountants;

III That all other submissions be made in writing for distribution to the Members of the Committee.

The Sixth Report of the Sub-committee on Agenda and Procedure was adopted as read.

The Chairman called Clause 1.

And debate arising thereon;

Mr. Blaker moved,—That the President of the Privy Council be called to appear on Thursday, October 25, 1973.

After debate, the question being put on the said motion, it was agreed to.

Mr. Reid moved,—That this Committee do now adjourn.

## PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 18 OCTOBRE 1973

(15)

(Traduction)

Le Comité Permanent des privilèges et élections se réunit aujourd'hui à 9 h 45 sous la présidence de M. Laflamme.

*Membres du Comité présents:* MM. Andre, Brewin, Blais, Blaker, Clark (*Rocky Mountain*), Howard, Laflamme, MacDonald (*Egmont*), M<sup>lle</sup> MacDonald (*Kings-ton et les Îles*), MM. McKinnon, O'Connor et Reid.

*Autres députés présents:* MM. Lachance et Nielsen.

*Témoin:* M. J.-M. Hamel, Directeur général des élections au Canada.

Le Comité entreprend l'étude du bill C-203, Loi modifiant la loi électorale du Canada, la Loi sur la radiodiffusion et la Loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection.

Le président présente le Sixième rapport du sous-comité du programme et de la procédure qui se lit comme suit:

Votre sous-comité se réunit le mardi 16 octobre 1973 pour étudier le calendrier des réunions pour étudier le bill C-203, Loi modifiant la Loi électorale du Canada, la Loi sur la radiodiffusion et la Loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection et convient de faire les recommandations suivantes:

I Que le Comité se réunisse le mardi et jeudi, le matin et l'après-midi;

II Que le Comité convoque les témoins suivants, le mardi 23 octobre 1973:

L'Association canadienne de télévision par câble,  
L'Association canadienne des radiodiffuseurs,  
L'Institut canadien des comptables agréés;

III Que tous les autres mémoires soient présentés par écrit pour en faire la distribution aux membres du Comité.

Le sixième rapport du sous-comité du programme et de la procédure est adopté comme lu.

Le président met en délibération l'article 1.

Un débat s'ensuit et

M. Blaker propose,—Que le président du Conseil privé soit convoqué le jeudi 25 octobre 1973.

Après le débat, ladite motion est mise aux voix et est adoptée.

M. Reid propose,—Que le Comité suspende maintenant ses travaux.



The question being put on the said motion, it was agreed to.

Ladite motion est mise aux voix et est adoptée.

At 10:46 o'clock a.m., the Committee adjourned until Tuesday, October 23, 1973.

A 10 h 46, le Comité suspend ses travaux jusqu'au mardi 23 octobre 1973.

*Le greffier du Comité*

Robert D. Marleau,

*Clerk of the Committee.*

**EVIDENCE***(Recorded by Electronic Apparatus)*

Thursday, October 18, 1973.

● 0947

*[Text]*

The **Chairman**: Gentlemen, if you will kindly be seated, as I see we have a quorum, we can start immediately.

I wish to report to you that we had a meeting of the steering committee in my office last Tuesday afternoon and our Clerk has prepared a proposed report of the subcommittee which I will submit for your consideration.

Your subcommittee met on Tuesday, October 16, 1973 to consider the agenda for the consideration of Bill C-203, an act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses and has agreed to make the following recommendations.

(See Minutes of Proceedings.)

**Mr. O'Connor**: Mr. Chairman.

The **Chairman**: Yes.

**Mr. O'Connor**: With reference to the last point you made that all other views would be submitted in writing, I believe it was our understanding that we would invite additional submissions in writing and if there were something of interest or if we felt that we would like to pursue these submissions further, we would invite the author of the written submission.

● 0950

The **Chairman**: We received a letter from an individual who wished to submit some views and your steering committee has recommended that for the time being we ask this gentleman to submit what he has to say in writing. If the Committee wishes to call on him to obtain more information, they will report back about the opportunity of having this witness. Your steering Committee did not feel it was suitable at this time to open the Committee to any persons wanting to submit something because, at the last session, we had a full discussion on this in the special committee on election expenses. But Mr. O'Connor is right: if, after reading the report of the person wanting to submit something, we wish to have this witness we shall call on him. Is it agreeable?

**Mr. Clark (Rocky Mountain)**: For further clarification, would that also be the case for any other person who submitted a written submission?

The **Chairman**: Of course.

Is the Sixth Report of the subcommittee adopted?

Some **hon. Members**: Agreed.

The **Chairman**: Agreed.

We have with us this morning Mr. Hamel, the man who will have the greatest part in the application of this legislation. That is why he attended our Committee the other day, and it was agreed that he would participate in all our sessions. On Tuesday, at the steering committee,

**TÉMOIGNAGES***(Enregistrement électronique)*

le jeudi 18 octobre 1973

*[Interpretation]*

Le **président**: Messieurs, veuillez vous asseoir. Nous avons quorum et nous pouvons commencer immédiatement.

Je dois vous informer que nous avons eu une réunion du comité de direction dans mon bureau, mardi dernier dans l'après-midi, et le greffier a rédigé le projet de rapport du sous-comité que je vous propose d'examiner.

Le Comité se réunit le mardi 16 octobre 1973 pour étudier le calendrier des réunions pour étudier le bill C-203, Loi modifiant la Loi électorale du Canada, la Loi sur la radiodiffusion et la Loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection et convient de faire les recommandations suivantes:

(Voir le procès-verbal des délibérations)

**M. O'Connor**: Monsieur le président.

Le **président**: Oui.

**M. O'Connor**: Au sujet de ce dernier point, j'avais l'impression que nous devons demander que les mémoires soient présentés par écrit et, dans le cas où ils présenteraient quelque chose d'intéressant, ou si nous voulions poursuivre davantage le sujet soulevé, nous pouvions inviter l'auteur des mémoires écrits.

Le **président**: Nous avons reçu une lettre d'un particulier qui désire présenter ses vues sur le sujet. Le comité de direction a recommandé que nous demandions pour le moment, qu'il nous présente son point de vue par écrit. Si les membres du Comité veulent le faire venir pour obtenir plus de renseignements, ils doivent en faire la demande. Le Comité de direction n'a pas cru souhaitable, à ce moment-ci, d'inviter aux réunions du Comité toute personne désireuse de présenter son opinion, nous avons eu, lors de la dernière session une discussion approfondie sur le sujet, au Comité spécial des dépenses électorales. Toutefois, M. O'Connor a raison. Si, après lecture du rapport de la personne qui désire présenter ses vues, nous voulons interroger le témoin, nous le convoquerons. Êtes-vous d'accord?

**M. Clark (Rocky Mountain)**: J'aimerais plus de précisions; cela s'applique-t-il également à toutes les personnes qui auront présenté un mémoire par écrit?

Le **président**: Évidemment.

Le sixième rapport du sous-comité est-il adopté?

Des **voix**: Adopté.

Le **président**: Très bien.

Nous avons ce matin M. Hamel, l'homme qui jouera le plus grand rôle dans l'application de cette législation. C'est pourquoi il était présent à la réunion d'un de nos comités l'autre jour, et nous avons convenu qu'il assisterait à toutes nos réunions. Lors de la réunion du Comité de

**[Texte]**

some members asked if the Minister in charge, Mr. MacEachen, would appear before the Committee. I talked with him yesterday and we agreed that he would be available next Thursday; we have some witnesses Tuesday next, and I think it would be appropriate that the Minister be available for our study on Thursday next. For today's session we decided to try to get the views of the members, and some indications as to the points on which we could have some amendments. I did ask the Minister if he had some amendments to propose at this time; he said that he had no knowledge of any, but that he could have. He said that he wanted to check, and would report on this on Thursday.

**Mr. Nielsen:** Mr. Chairman, I am not a member of the Committee, but that is the reason for my attending this morning. With the permission of yourself and the Committee, I want to speak only to the situation that the two northern ridings of the Yukon and Northwest Territories would be confronting without amendments in this bill. Could I have your permission now to describe the situation there very briefly, and to request that an exception be made for those two ridings in certain areas of the bill?

**The Chairman:** Of course.

**Mr. Howard:** I do not know what Mr. Nielsen is going to mention, Mr. Chairman, but my thought is that in those parts of Canada within provinces where the constituencies are exceptionally large compared with southern ridings, you may find other difficulties analogous to those Mr. Nielsen may be talking about. Part of it, I think, is not solely confined either to the Yukon or the Northwest Territories, but to the northern reaches of the provinces as well.

• 0955

**The Chairman:** The point is well taken. I think the intention of your steering committee is to try to find out today where contentious clauses of this proposed legislation would be, and maybe not to propose ourselves, but to indicate that we might proceed in the same way that we did when we reviewed the Canada Elections Act.

We could maybe find it appropriate to request the steering committee to try to take out of this proposed legislation all the sections and subsections that are not contentious in order to concentrate discussion on the precise points. But right now, we could have an expression of the views of all members present about some of the points where they could or would have some proposals or changes to make.

**Mr. Nielsen:** Have I your permission then to lay out the position of the two northern ridings, Mr. Chairman?

**The Chairman:** I believe it would be appropriate.

**Mr. Howard:** Have we dealt with the report of the steering committee yet?

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Nielsen:** I am not for a moment putting forward the proposition that the constituencies of the Yukon and the Northwest Territories are unique in the sense of size,

**[Interprétation]**

direction mardi soir dernier, quelques députés m'ont demandé si le ministre responsable, M. MacEachen, comparaitrait devant le Comité. Je lui ai parlé hier et il est disponible jeudi prochain. Nous avons déjà quelques témoins pour mardi prochain et, je pense qu'il serait souhaitable que le ministre puisse venir jeudi prochain. Nous voulons tenter aujourd'hui d'obtenir les points de vues des députés et une idée des points qui pourraient faire l'objet d'un amendement. J'ai demandé au ministre s'il avait des amendements à proposer maintenant. Il m'a répondu qu'il n'en avait pas pour l'instant mais qu'il pourrait en avoir. Il voulait d'abord vérifier et nous en reparler jeudi prochain.

**M. Nielsen:** Monsieur le président, je ne fais pas partie du Comité, d'ailleurs c'est la raison pour laquelle je suis ici ce matin. Si vous me le permettez, de même que les membres du Comité, j'aimerais vous parler de ce qui se passera dans les deux circonscriptions du Nord, celle du Yukon et celle des Territoires du Nord-Ouest, il n'y a pas d'amendement au bill. Me permettez-vous de décrire très brièvement la situation et de vous demander à faire exception pour ces deux circonscriptions dans certaines parties du bill?

**Le président:** Bien sûr.

**M. Howard:** Je ne sais pas exactement ce que va dire M. Nielsen, monsieur le président, mais dans ces régions du Canada, dans les provinces où les circonscriptions sont particulièrement étendues comparativement aux circonscriptions du Sud, vous pouvez trouver des problèmes qui sont analogues à ceux dont parle M. Nielsen. En partie, ces difficultés ne se limitent pas seulement soit au Yukon ou aux Territoires du Nord-Ouest, mais à l'extrémité nord des provinces également.

**Le président:** Votre remarque est bien fondée. Le Comité de direction aimerait savoir aujourd'hui quels sont les points litigieux dans le projet de loi et, indiquer que nous pourrions peut-être procéder de la même façon que nous l'avons fait lorsque nous avons étudié la Loi électorale du Canada. Nous pourrions peut-être demander au comité de direction de retirer du projet de loi tous les articles et paragraphes qui ne peuvent être contestés afin de consacrer nos discussions à des points précis. Pour le moment, les députés présents pourraient soulever le point où ils ont, ou pourraient avoir, des propositions à faire ou des changements à apporter.

**M. Nielsen:** Me donnez-vous la permission, monsieur le président, d'expliquer la position où se trouvent les deux circonscriptions du Nord?

**Le président:** Je crois que c'est un sujet pertinent.

**M. Howard:** Avons-nous discuté du rapport du comité de direction?

**Le président:** Oui.

**M. Nielsen:** Je ne songe pas un instant que les circonscriptions du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest soient uniques à cause de leur étendue, et je comprends

## [Text]

and I fully appreciate the fact that Mr. Howard's riding, for one instance, has the same kind of difficulty that exists in the two northern ridings, the only difference being, and it is a significant difference when you consider the financial formula that is laid out in the bill, that his riding has a good many more people and the expenses thereby allowable to him are considerably higher. I think members should appreciate when considering these provisions of the bill that essentially there is no radio or television in these two northern ridings. I say that generally, because there are facilities in Yellowknife and in Whitehorse and in one or two other communities that are now on Anik, but communication is the difficult problem in the North.

Dealing first with the Northwest Territories—and I am sure that the member for that riding would agree with me—if the financial formula now set out in the bill were to be applied, he would not move very far from Yellowknife in his election campaign nor would I move very far from Whitehorse. The Northwest Territories comprises 1,300,000 square miles and there are communities with voters in those communities scattered throughout that vast area. A ball-park figure for the expenses of travelling once to each of those communities in the North is of the order of between \$8,000 and \$10,000, so the fiscal limitations in the bill themselves would prohibit a candidate from travelling to each of the communities. I would suggest that consideration be given to making an exception in that instance and in the instance of the Yukon, where the travel expenses for once around to each of the communities would be of the order of \$2,500 to \$3,000, particularly if it is in a winter campaign, where modes of travel are restricted primarily to charter aircraft.

I would suggest that the exception be written into the bill in the form of allowable expenses in order to enable a candidate to visit each community within the constituency once. I think the voters in those communities should be entitled to that kind of exposure and certainly the candidate should be entitled to expend the money necessary to get to each of those communities once during the campaign.

The restriction on the amount of money that is payable by the formula when applied to 10,000 voters on the last list in the Yukon—10,800, I believe—would permit expenses of something of the order of \$3,500 or \$4,000, and that would be it.

## • 1000

To give you some idea, the expenses that have been filed by my party, in the last six campaigns that I have been in, has been between \$22,000 and \$30,000 and the bulk of that has been spent on communication, air travel, letters, flyers and what-have-you to these various communities. To the same extent these difficulties are shared in such ridings as Grand Falls-White Bay-Labrador and Skeena. There are five or six such ridings in the country, not all of them blessed with the scattering of communities such as the Northwest Territories and the Yukon have, and not all of them blessed with the disproportion of lack of population so as to come within that fiscal formula in the bill.

## [Interpretation]

très bien que la circonscription de M. Howard, par exemple, éprouve les mêmes difficultés que celles des deux circonscriptions du Nord. La seule différence, et elle est importante, lorsque vous considérez la formule financière prévue dans le bill, c'est que sa circonscription est beaucoup plus peuplée et que les dépenses allouées au député sont beaucoup plus élevées. Les députés doivent se souvenir, lorsqu'ils étudieront les dispositions du bill, qu'il n'y a virtuellement pas de télévision ou de radio dans ces deux circonscriptions du Nord. Je parle en général car il y a deux installations à Yellowknife et à Whitehorse et dans une ou deux autres localités desservies par Anik, mais les communications demeurent un problème complexe dans le Nord.

Pour ce qui est des Territoires du Nord-Ouest, et je suis certain que le député de cette circonscription sera d'accord, si la formule financière expliquée dans le bill devait être appliquée, il ne pourrait pas aller beaucoup plus loin que Yellowknife pour sa campagne électorale et je ne pourrais pas aller beaucoup plus loin que Whitehorse. Les Territoires du Nord-Ouest couvrent une superficie de 1,300,000 miles carrés, et cette vaste région est parsemée de petites localités qui comptent des électeurs. Pour visiter par exemple chaque localité du Nord au moins une fois, il vous faudrait dépenser en gros de \$8,000 à \$10,000. Par conséquent, les restrictions financières contenues dans le bill empêcheraient un candidat de visiter chacun de ces localités. Je propose qu'on tienne compte de ces situations et qu'on fasse exception pour le cas des territoires du Nord-Ouest et pour celui du Yukon où une visite à chaque localité suppose des dépenses de \$2,500 à \$3,000, surtout l'hiver quand les moyens de transport sont limités surtout à l'avion nolisé.

Je propose donc que cette exception soit inscrite dans le bill sous forme d'allocation permise afin de permettre à un candidat de visiter une fois chaque localité de sa circonscription. Je crois que les électeurs de ces localités ont droit de rencontrer le candidat. Il est certain que ce dernier devrait également avoir le droit de dépenser les sommes d'argent nécessaires à ces rencontres.

La restriction sur les sommes payables d'après la formule qui s'appliquerait à 10,000 électeurs je crois que la dernière liste du Yukon obtenait 10,800 électeurs, autoriserait des dépenses de \$3,500 ou \$4,000.

Je vais vous donner une idée des dépenses qui ont été présentées par mon parti au cours des six dernières campagnes électorales auxquelles j'ai participé. Ces dépenses se situent entre 22,000 et 30,000 dollars et s'appliquent surtout aux communications aux voyages aériens, aux lettres, aux pilotes et à d'autres choses encore nécessaires pour rejoindre ces diverses localités. Jusqu'à un certain point, d'autres circonscriptions comme Grand Falls, White Bay, Labrador et Skeena éprouvent les mêmes difficultés. Il y a cinq ou six circonscriptions de ce genre au pays, mais elles ne sont pas toutes parsemées de localités comme le sont les Territoires du nord-ouest et le Yukon, et elles n'ont pas toutes non plus ce déséquilibre dans la répartition de leur population qui leur permettrait de tomber sous le coup de la formule fiscale du projet de loi.



**[Texte]**

So I would submit to the Committee that exceptions be made, specifically in the cases of the two northern ridings, and that considerations also be given to such ridings as Skeena and Grand Falls-White Bay-Labrador and the like.

Thank you very much, Mr. Chairman, and members.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Nielsen.

For your information, we are on general discussion of clause 1.

**Mr. Reid:** Mr. Chairman, in view of the remarks Mr. Nielsen made, perhaps that consideration might be extended to all Schedule III ridings—that is, those that have an early nomination date and a number of other considerations because of the geographical size and the problems members have in getting around.

**The Chairman:** It might be appropriate then just to take a look at page 2, where we define election expenses, and make an exclusion to the effect that personal travelling expenses of a candidate are not accountable under this legislation. We might solve the problem in this way. Everyone has travelling expenses and it would be difficult to make only two exceptions.

**Mr. Nielsen:** But the point I am making, Mr. Chairman, is that for the most part travel in the North is by chartered aircraft, which is a fantastically expensive method of getting around the country.

**Mr. Reid:** A minimum of about 65 cents a mile?

**Mr. Nielsen:** In the North it is a minimum of 85 cents a mile or more,—

**Mr. Reid:** So that is about right.

**Mr. Nielsen:** —because they are in a zone where the tariffs are higher under the ATC rates.

**The Chairman:** I believe the point you have raised has to be solved, but I do not know under what section. Maybe we could call on the Minister to indicate to us how to solve this. I personally have some views on the way we could easily solve it.

**Mr. Howard:** Mr. Chairman, I wanted to raise a point earlier, but your reference to perhaps the Minister giving some suggestions on how it might be solved prompts me to suggest that the Minister, Mr. MacEachen, should have no business in the involvement of the Committee. Traditionally, the development of electoral law has been a matter the House deals with and the only function of the Minister, traditionally, because the rules of the House permit government business to be dealt with whenever government sees fit, has been in effect to pilot the legislation through the House, to move at the various stages, and not become involved in any of the administrative functions or anything of that sort.

**The Chairman:** I am sorry, Mr. Howard, but I said what I did because, since the Minister was the one responsible in the House for this bill, he might have heard

**[Interprétation]**

Je propose au comité qu'on fasse exception surtout dans le cas des deux circonscriptions du Nord, et qu'on tienne compte également des circonscriptions comme Skeena, Grand Falls, White Bay, Labrador et les autres du même genre.

Je vous remercie beaucoup, monsieur le président, messieurs les députés.

**Le président:** Je vous remercie monsieur Nielsen.

A titre d'information, je vous signale que la discussion générale porte sur l'article 1.

**M. Reid:** Monsieur le président, à cause de la remarque de M. Nielsen, il faudrait peut-être tenir compte de toutes les circonscriptions dans l'annexe III. Il s'agit des circonscriptions où l'on avance la date de nomination et qui bénéficient de certaines autres considérations à cause de leur étendue ou des problèmes que posent le déplacement des députés.

**Le président:** Nous pourrions peut-être nous reporter à la page 2; définir les dépenses électorales et présenter une exclusion portant que le candidat n'est pas redevable des dépenses personnelles consacrées à ses déplacements en vertu de cette Loi. Nous pourrions résoudre le problème de cette façon. Chacun a des dépenses de déplacement et c'est difficile de ne faire que deux exceptions.

**M. Nielsen:** Monsieur le président, j'essaie d'expliquer que les voyages dans le Nord se font surtout par avion nolisé, or c'est une méthode extrêmement coûteuse dans ce pays.

**M. Reid:** Le minimum n'est-il pas de 65c. du mille?

**M. Nielsen:** Dans le Nord, ce minimum est de 85c. le mille ou même plus.

**M. Reid:** C'est à peu près cela.

**M. Nielsen:** Il s'agit d'une zone où les tarifs sont plus élevés conformément aux taux du Comité du Transport aérien.

**Le président:** Il faut résoudre le point que vous avez soulevé, mais je ne sais pas de quel article il relève. Nous pourrions peut-être demander au ministre de nous indiquer une solution. J'ai moi aussi une opinion sur le sujet.

**M. Howard:** Monsieur le président, je voulais soulever une question plus tôt, mais comme vous venez de dire que le ministre pourrait nous donner des suggestions sur la façon de résoudre le problème, je m'empresse de vous souligner que le ministre, M. MacEachen, n'a pas à se prononcer en comité. Traditionnellement la mise au point des lois électorales est une question débattue à la Chambre et le seul rôle du ministre, étant donné que le règlement de la Chambre permet d'expédier les affaires courantes que chaque fois que le gouvernement le juge bon, a toujours été de suivre l'évolution de la loi à la Chambre, et d'intervenir aux diverses étapes mais de ne jamais participer aux fonctions administratives.

**Le président:** Je m'excuse, monsieur Howard, mais j'ai dit cela étant donné que le ministre est responsable du bill à la Chambre et il aurait pu entendre parler de l'ob-

## [Text]

about the valid point raised by Mr. Nielsen, yourself and Mr. Reid and might have in mind already some appropriate amendment to propose. But that does not prevent any member from indicating where, in his opinion, we should propose an amendment to solve the point in an appropriate way.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Mr. Chairman, if I might follow up on this, perhaps Mr. Howard was referring to the steering committee report, that the Minister appear, but I think our purpose was simply to have the Minister offer explanations on some aspects of the bill that might appear mysterious to some of us. That was the purpose for the suggestion in the steering committee, and, as far as we were concerned, the only reason we wanted him to come.

• 1005

**The Chairman:** Is Mr. Howard still coming?

**Mr. O'Connor:** Mr. Chairman, on Mr. Nielsen's remarks, you commented that his problem could perhaps be solved by excepting travelling expenses in the definition of election expenses.

**The Chairman:** Of not accepting. Excluding.

**Mr. O'Connor:** Excluding, yes. Of excepting. That would assist in calculating the limitation on expenses. Mr. Nielsen also is suggesting that there should be some additional subsidy to candidates in the far north for their travelling expenses, in addition to the formula which we all have. Is that right, Mr. Nielsen?

**Mr. Nielsen:** Because of the small population.

**Mr. O'Connor:** Yes, right.

**The Chairman:** Mr. Howard, and then Mr. MacDonald.

**Mr. Howard:** There is a related matter to this, the provision in the bill requiring the Chief Electoral Officer or the Returning Officer, one or the other, to mail to electors a form ballot or replica plus an indication of the location of the polling station where the person votes. As I recall it, that is to be mailed not earlier than Saturday, the ninth day before polling day, nor later than Wednesday, the fifth day before polling day.

**Mr. Reid:** No good.

**Mr. Howard:** Without mentioning the efficacy of the postal department anywhere in Canada—which is another factor—that provision becomes absolutely meaningless in the Yukon and Northwest Territories and the remote areas of the provinces. Even in parts of Skeena where communities are relatively close to one another, the transmission of mail sometimes means that it comes from one place to Vancouver, through the post office and back up another 500 miles to a community just a few miles from where it was originally mailed. These types of mailings would just have no value to a great portion of rural Canada, and to parts of urban areas too. I think we

## [Interpretation]

jection valable qu'a soulevée M. Nielsen, moi-même et M. Reid et avoir dans l'idée un amendement approprié à proposer. Un député peut quand même mentionner où, à son avis, il faudrait proposer un amendement pour résoudre la difficulté.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Si vous voulez bien, monsieur le président, j'aimerais poursuivre ce sujet. Peut-être que M. Howard parlait du rapport du comité de direction demandant que le ministre compare, mais je crois que notre but est tout simplement d'obtenir des explications auprès du ministre sur certains aspects du bill qui peuvent nous sembler mystérieux. C'est la raison pour laquelle cette suggestion a été faite en comité directeur, et, en ce qui nous concerne, notre seule raison de vouloir le faire venir.

**Le président:** Monsieur Howard?

**M. O'Connor:** Monsieur le président, au sujet des remarques de M. Nielsen, vous avez dit qu'on pourrait peut-être résoudre ce problème en excluant les frais de déplacement de la définition de dépenses électorales.

**Le président:** De les exclure.

**M. O'Connor:** De les exclure, bien sûr, de les excepter. Cela faciliterait le calcul de la limite imposée aux dépenses. M. Nielsen propose également qu'on ajoute des subventions supplémentaires pour les frais de déplacement des candidats des régions les plus septentrionales, en sus de ce dont nous bénéficions tous. C'est bien cela, monsieur Nielsen?

**M. Nielsen:** A cause de la faible population.

**M. O'Connor:** C'est bien cela.

**Le président:** M. Howard, et ensuite M. MacDonald.

**M. Howard:** Une autre question se greffe sur celle-là. Il s'agit de la disposition du bill requérant que le directeur général des élections ou le président d'élection, soit l'un soit l'autre, envoie aux électeurs un bulletin de vote ou un facsimilé ainsi que l'adresse du bureau de vote. Si je me souviens bien, cela ne doit pas être envoyé avant le samedi, c'est-à-dire le neuvième jour précédant le scrutin, et pas plus tard que le mercredi, cinquième jour précédant le scrutin.

**M. Reid:** Mauvais.

**M. Howard:** Même sans vouloir mettre en cause l'efficacité des Postes au Canada, autre facteur, cette disposition est absolument vide de sens pour ce qui est du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et des régions éloignées des provinces. Dans certaines régions de la Skeena où les différentes communautés ne sont pas très éloignées les unes des autres, le courrier passe souvent par le bureau de poste de Vancouver, et il refait encore 500 miles pour parvenir à une communauté qui se trouve à quelques miles de celle dont il a été expédié à l'origine. Ce genre de transmission n'est d'aucun intérêt pour de grandes parties du Canada rural, et pour certaines parties

**[Texte]**

may as well wipe it out and save \$100,000 in mailing costs, if nothing else.

**Mr. Nielsen:** Is that not Mr. Howard's point, Mr. Chairman? When I first read the bill I thought the schedule 3 ridings were exempt from that provision. I may be wrong in that. Mr. Hamel might be able to clear that up.

**Mr. Hamel:** No.

**Mr. Nielsen:** It applies. Well then, I certainly agree with Mr. Howard that that function should be left in the hands of the candidates in these ridings as we have been performing it so well in the past.

**Mr. Howard:** Our major difficulty is finding out where the polling stations are.

**The Chairman:** Mr. MacDonald.

**Mr. MacDonald (Egmont):** Mr. Chairman, I would like to pick up on a theme similar to Mr. Nielsen's, certainly in terms of the population situation. The bill, as it is presently drafted, will have a very serious effect on the four Prince Edward Island constituencies and perhaps on others that Mr. Hamel will be familiar with in other parts of the country. Because of the unique situation where we have constituencies having a population base roughly one-third of the national average, both the limitation of expenses as well as the reimbursement figures would be totally unrealistic. You only have to look at the expenditures by both major parties in Prince Edward Island in the last half-dozen elections to realize how true this is. There has been a fairly constant expense base in elections there without too much variation.

In Prince Edward Island we have the same expenditures on the media and on election materials but we are dealing only with roughly one-third of the population. I think we are going to have to find a formula, either in addition to the present one or a reworking of the one that is advanced, to deal realistically with at least these four constituencies in Prince Edward Island. In talking with the other representatives from the Island I know this is certainly their viewpoint as well.

We will perhaps try to present some kind of a proposal that might deal realistically with the situation.

• 1010

**The Chairman:** Thank you.

**Mr. McKinnon:** I would like to go back to Mr. Howard's comments about the appearance of the Minister before the Committee. I have no great feeling on whether it should be the Minister, but I would like somebody to appear who would be able to interpret this act to us in terms of intentions. What is the intention of certain aspects of this? What is the intention, say, of a \$250 rebate to people? Is this to encourage candidates or not? I rather agree with Mr. Howard that the Minister might well wish to stay out of this and let us determine what

**[Interprétation]**

des régions urbaines également. Nous ferions tout aussi bien de la supprimer et d'économiser ainsi \$100,000 de frais de poste, ce sera toujours cela de pris.

**M. Nielsen:** N'est-ce pas l'argument de M. Howard, monsieur le président? En lisant le projet de loi pour la première fois, j'ai pensé que les circonscriptions de l'annexe 3 étaient exemptées de cette disposition. Je peux m'être trompé. M. Hamel peut peut-être apporter des précisions.

**M. Hamel:** Non.

**M. Nielsen:** Cette disposition s'applique également à ces circonscriptions. Je conviens donc avec M. Howard qu'on devrait en laisser le soin aux candidats de ces circonscriptions qui ont assumé ce rôle avec tant de succès dans le passé.

**M. Howard:** Trouver l'emplacement des bureaux de vote est notre principale difficulté.

**Le président:** Monsieur MacDonald.

**M. MacDonald (Egmont):** Monsieur le président, j'aimerais évoquer un problème qui rejoint celui de M. Nielsen pour ce qui est de la répartition géographique de la population. Tel qu'il est actuellement rédigé, ce projet de loi aura un impact très sérieux sur les quatre circonscriptions de l'Île-du-Prince-Édouard et peut-être sur d'autres connues de M. Hamel dans d'autres régions du pays. Les populations dans ces circonscriptions ne représentant qu'un tiers de la moyenne nationale, situation unique en son genre, et la limite des dépenses et les chiffres de remboursement s'avèreront totalement irréalistes. Il suffit de jeter un coup d'œil aux dépenses faites par les deux partis principaux à l'Île-du-Prince-Édouard au cours des six dernières élections pour s'en rendre compte. Au cours de ces élections ces dépenses ont suivi une constante ne variant pratiquement pas.

À l'Île-du-Prince-Édouard, nos frais de média et de matériel électoral sont les mêmes, mais nous ne nous adressons qu'à environ un tiers de la population. Nous devons trouver une formule, soit en élargissant la formule actuelle, soit en remaniant celle qui est proposée afin que ces quatre circonscriptions de l'Île-du-Prince-Édouard soient traitées d'une manière réaliste. Il est ressorti de mes discussions avec les autres représentants de l'Île qu'ils partagent ce point de vue. Nous essaierons peut-être de faire une proposition qui corresponde plus à la réalité.

**Le président:** Je vous remercie.

**M. McKinnon:** J'aimerais revenir sur les remarques de M. Howard concernant la convocation du ministre devant le Comité. Que ce soit le ministre ou une autre personne qui vienne ne m'importe pas beaucoup, mais j'aimerais que quelqu'un capable de nous expliquer les intentions de cette loi vienne devant nous. Que recouvrent exactement certains aspects de cette législation? Pourquoi, par exemple, cet abattement de \$250? Est-ce dans le but d'encourager les candidats? Je pense comme M. Howard qu'il est fort probable que le ministre veuille rester en dehors



**[Text]**

kind of an act we are going to produce. I feel that this bill did not appear here direct from Minerva's forehead and we can probably get our answers from the Chief Electoral Officer.

**The Chairman:** Thank you. I want to specify in answer to what has just been said that when I referred to the minister responsible I did not want in any way to prevent any member from proposing anything. It was asked of me by some members of the steering committee if the Minister would appear. I did ask him if he would be available and he said yes. That is it.

**Mr. McKinnon:** The point I am trying to make is that we would like to know the intention of some of these things. Is it the intention of the bill or the minister sponsoring it that we should make it easier to have more candidates. Should we make it easier for parties who are not represented and frequently do not want candidates in certain parts of the country to run candidates there? There is an incentive in here for them to do so.

**The Chairman:** As Chairman of this Committee, I believe it would be good for all members to try to look at this legislation so as to have the greatest freedom possible for all candidates recognized by the proposed legislation and discuss this matter in a very, very, nonpartisan way, in the sense that this legislation is going to apply to all parties, to all candidates, to everyone because we are discussing and speaking of reimbursement out of public funds. I believe it would be a good thing if in discussing this legislation we were to try to be fair to every constituency.

**Mr. O'Connor:**

**Mr. O'Connor:** Is Mr. Hamel going to make some general remarks? I am content to go ahead if that is not the case.

**Mr. Jean-Marc Hamel (Chief Electoral Officer):** The only comment I would like to make is that I was in no way involved in the drafting of the bill, so my interpretation is the same as yours. I worked very closely with the committee two years ago, the special committee which the House set up under the chairmanship of Mr. Chappell, and, of course, I was involved in the drafting of this report of the committee, but so far as this bill is concerned, I saw it at the same time as you saw it, so my interpretation would be only an individual interpretation and no more. I really do not know what is the thinking behind the bill to that extent.

**The Chairman:** Mr. Blaker.

**Mr. Blaker:** Has Mr. Hamel had an opportunity with his department and staff to review the bill and could he suggest clauses or areas where he thinks there may be some problems?

**Mr. Hamel:** Yes, we did review the bill, Mr. Chairman, but certainly not from a policy point of view and when I say "policy" I mean whether some constituencies should get more than what is provided at this time. We mainly looked at it from an administrative point of view to

**[Interpretation]**

et nous laisser déterminer le genre de lois que nous désirons. Ce projet de loi n'est pas tombé du ciel et le Directeur général des élections veut certainement répondre à nos questions.

**Le président:** Je vous remercie. Je voudrais préciser, à la suite de ce qui vient d'être dit, que lorsque j'ai parlé du ministre responsable, je n'ai voulu en aucune manière prévenir tout autre proposition que vous voudriez faire. Certains membres du Comité directeur m'ont demandé si le ministre viendrait, je le lui ai demandé et il m'a répondu que oui. C'est tout.

**M. McKinnon:** Ce que je veux dire c'est que nous aimerions connaître le but recherché de certaines de ces dispositions. Ce projet de loi, ou le ministre responsable, entend-il que nous facilitions les choses pour augmenter le nombre de candidats? Devrions-nous rendre les choses plus faciles pour certains partis qui ne sont pas représentés et qui très souvent ne veulent pas avoir de candidats dans certaines régions du pays? Ce projet de loi les incite à le faire.

**Le président:** En tant que président de ce Comité, j'estime qu'il serait bon que tous les députés considèrent cette mesure législative afin que nous ayons la plus grande liberté possible pour tous les candidats reconnus par cette proposition de loi et qu'ils en discutent de manière absolument objective, étant donné que cette mesure s'appliquera à tous les partis, à tous les candidats et à tout le monde puisque nous parlons de remboursements prélevés sur les fonds publics... A mon avis, il serait bon dans nos discussions d'essayer d'être le plus juste possible envers toutes les circonscriptions.

Monsieur O'Connor.

**M. O'Connor:** M. Hamel doit-il faire des remarques d'ordre général? S'il n'en est rien je poursuivrai.

**M. Jean-Marc Hamel (Directeur général des élections):** J'aimerais simplement dire que je n'ai absolument pas participé à la rédaction de ce projet de loi et que par conséquent mon interprétation de cette dernière est la même que la vôtre. J'ai travaillé en étroite collaboration avec le Comité il y a deux ans, avec le Comité spécial que la Chambre avait établi sous la présidence de M. Chappell, et, bien entendu, j'ai participé à la rédaction du rapport de ce comité. Pour ce qui est du projet de loi, j'en ai eu connaissance en même temps que vous, et mon interprétation ne saurait donc être que personnelle. Je ne connais donc pas quel raisonnement on a suivi pour aboutir à ce projet de loi.

**Le président:** Monsieur Blaker.

**M. Blaker:** M. Hamel a-t-il eu l'occasion avec ses collaborateurs, d'étudier ce projet de loi? Pourrait-il nous indiquer les articles ou domaines pouvant soulever certains problèmes selon lui?

**M. Hamel:** Oui, nous avons étudié ce projet de loi, monsieur le président, mais nous n'avons pas étudié ses orientations, c'est-à-dire que nous n'avons pas essayé de déterminer si certaines circonscriptions devraient avoir plus que ce qui est prévu. Nous nous sommes attachés



**[Texte]**

ensure that it would be possible for us to administer the bill and, from that point of view, we may have a few suggestions to make to the Committee. These will be relatively minor and will affect mainly some procedures, for instance, or perhaps clarification.

• 1015

**Mr. Blaker:** Rather than wait for those subjects to come up individually by general discussion, perhaps if the Chairman is agreeable we might ask Mr. Hamel to make known his list of suggestions.

**Mr. Hamel:** Unfortunately, I do not have them with me now. I was not expecting to be a witness today.

**Mr. Chairman:** Mr. Hamel did mention to us some of the suggestions that he would like to make in the course of the discussion with the study of the proposed sections. Mr. Brewin.

**Mr. Brewin:** Mr. Chairman, when Mr. Hamel is preparing to make suggestions, I wonder if he would deal with one subject that seems to me to be very crucial in bills of this sort, and that is, by whom and how are the provisions of the bill to be enforced? I think that that was discussed in a previous committee and it was decided the Chief Electoral Officer should not be the person responsible for the enforcement of the various provisions of the bill and checking on the various figures, documents that are filed and so on. I was wondering if, when he comes to make his report to us, he would deal with that subject as to whether or not there should be someone in his office specially assigned to do this job or whether some independent body should be set up to do it. I think the history of this sort of legislation is that the legislation is usually very admirable and idealistic but is not carried out in practice. Therefore, I would like him, though not today, to give consideration to that particular problem and give us his advice on it.

**The Chairman:** The problem is, Mr. Brein, that if this proposed legislation does request that the Chief Electoral Officer do something, I believe it would not be appropriate for us to ask him what he thinks about that, because it is up to us to decide.

**Mr. Brewin:** I do not know why not. I think his advice as to what he thinks is the machinery he needs to carry that out is very much the concern of this Committee, and that is really what I am talking about.

**Mr. Hamel:** Mr. Chairman, I might mention what we have done so far. I do not want this to sound as presuming of the decision of the Committee and of the House, but as you know, this bill is introduced by way of an amendment to the Canada Elections Act and the Canada Elections Act says that

Any amendment to the Act cannot apply to an election which is called within six months after it has been adopted.

However, six months is quite short to implement the provisions of a bill of that scope. When the bill was intro-

**[Interprétation]**

principalement au point de vue administratif afin de nous assurer qu'il nous serait possible d'administrer ce projet de loi et, dans cette optique, nous pouvons avoir quelques suggestions à faire au Comité. Elles seront relativement mineures et toucheront principalement certaines modalités, par exemple, ou certains éclaircissements à apporter peut-être.

**M. Blaker:** Plutôt que d'attendre que ces questions soient soulevées les unes après les autres au cours de la discussion, si le président est d'accord nous pourrions peut-être demander à M. Hamel de nous faire connaître sa liste de suggestions.

**M. Hamel:** Malheureusement, je ne les ai pas ici. Je ne m'attendais pas à être témoin aujourd'hui.

**Le président:** M. Hamel nous a indiqué certaines suggestions qu'il aimerait faire au cours de la discussion portant sur l'étude des articles proposés. Monsieur Brewin.

**M. Brewin:** Monsieur le président, lorsque M. Hamel se prépare à faire des suggestions, je me demande s'il ne voudrait pas traiter des questions qui me semblent très importantes dans les bills de ce genre, à savoir, par qui et comment faire appliquer les dispositions du bill? Je pense que ceci a été discuté lors d'un autre comité et qu'on a décidé que le directeur des élections ne serait pas responsable de l'application de diverses dispositions du bill ni du contrôle des divers chiffres, documents déposés etc. Je me demandais si au moment de nous faire son rapport, il pourrait aborder la question de savoir s'il devrait y avoir ou non à son bureau quelqu'un qui soit spécialement chargé de ce travail ou s'il faudrait constituer à cet effet un corps indépendant. Je pense qu'en général, avec ce genre de loi, on arrive à quelque chose d'admirable et d'idéaliste qu'on ne met malgré tout pas en pratique. Ainsi, j'aimerais qu'il étudie, pas aujourd'hui toutefois, le problème particulier et nous donne son avis.

**Le président:** Le problème, monsieur Brewin, c'est que si ce projet de loi exige en fait que le directeur des élections fasse quelque chose, je ne crois pas qu'il soit très judicieux de lui demander ce qu'il en pense, car c'est à nous de décider.

**M. Brewin:** Je ne vois pas pourquoi. Je pense que notre comité devrait être très intéressé par son avis sur ce qui lui semble être nécessaire pour effectuer sa tâche et c'est ce dont je parle ici.

**M. Hamel:** Monsieur le président, je pourrais indiquer ce que nous avons fait jusqu'ici. Je ne voudrais pas que cela semble devancer une décision du comité et de la Chambre mais, comme vous le savez, ce projet de loi est déposé sous forme l'amendement à la loi électorale du Canada qui stipule que:

Aucune modification à la Loi ne peut s'appliquer à une élection annoncée dans les six mois qui suivent l'adoption de la Loi.

Toutefois, six mois constituent un délai très court pour appliquer les dispositions d'un bill de cet envergure.

**[Text]**

duced last year, I called in management consultants to study with us how best I could discharge my responsibilities under this bill, and they made a complete study of the Special Committee Report and of this legislation. This was revised when the bill was introduced last spring, and we have come to the conclusion that I would need a very senior administrator to take practically complete charge of the administration of the provisions of the bill. This person would be responsible to me, of course, because the law says that the Chief Electoral Officer shall do this and shall do that. Still, he would be at a very senior level. We are a bit restricted by titles because the Canada Elections Act cannot permit more than one Assistant Chief Electoral Officer and we cannot, therefore, call him an Assistant Chief Electoral Officer. We would have to call him director or something. So in terms of organization, these are the conclusions we have come to. We are more or less ready to take it from there, depending on what the Committee and the House will eventually decide.

• 1020

**Mr. Brewin:** Does the appointment of that officer require legislation?

**Mr. Hamel:** No, no. This is an appointment that would be made in the normal process of law, that is, by the Public Service Commission.

**The Chairman:** Mr. Howard.

**Mr. Howard:** Mr. Chairman, in addition to this director of something, or whatever his title may be, what numbers of additional staff do you estimate would be required to administer the provisions of this bill if it were not changed? Even if it were changed, I think the members would not change that much.

**Mr. Hamel:** At the implementation change, at the organizational stage, we feel that we would not need more than four extra people; normally this director plus a secretary and one other professional at an intermediate or junior level—four all together, no more than four and perhaps only three.

**The Chairman:** Permanent?

**Mr. Hamel:** No, this is only at the organizational stage. During and shortly after an election, we will have to build around these people but we do not feel we will have to add that many people because we already have a pretty strong financial section that is responsible for paying election accounts. We are paying, in fact, 400,000 election accounts during an election so this will be a relatively small number. It is a question of only checking figures because we are not responsible under the bill for the accuracy of the figures. It is strictly a matter of making sure that the minimum criteria set out in the legislation in terms of the number of votes obtained and so on are met, so we could probably use the same staff. Generally speaking, it will not require that many people—perhaps another three or four. Where we might need additional assistance—and this will mainly depend on the number of candidates who will fail to file a report

**[Interpretation]**

Ainsi, lorsque le bill a été proposé l'an dernier, j'ai convoqué des conseillers en gestion pour étudier avec nous la meilleure façon de m'acquitter des responsabilités qui m'incombent au terme de ce bill. Ils ont mené une étude complète du rapport du comité spécial et de ce projet de loi. Une révision a été faite lorsque le bill a été déposé au printemps dernier, et nous en sommes arrivés à la conclusion qu'il me faudrait un administrateur de très haut niveau pour pratiquement assumer toute la responsabilité de l'administration du bill. Cette personne serait bien sûr comptable à moi car la Loi stipule que le directeur des élections est tenu de faire ceci et cela. Il serait néanmoins à un niveau très élevé. Nous sommes quelque peu limités dans les titres car la Loi électorale du Canada ne peut permettre plus d'un directeur adjoint des élections et nous ne pouvons donc l'appeler ainsi. Il faudrait que nous l'appelions directeur de quelque chose. Ainsi, en ce qui concerne l'organisation, voilà les conclusions auxquelles nous sommes arrivés. Nous sommes en gros disposés à reprendre à partir d'ici, si c'est l'intention du comité et de la Chambre.

**M. Brewin:** Cette nomination doit-elle passer par l'adoption d'une loi?

**M. Hamel:** Non. Elle serait faite selon la procédure habituelle, c'est-à-dire par l'intermédiaire de la Commission de la Fonction publique.

**Le président:** Monsieur Howard.

**M. Howard:** Monsieur le président, en plus de ce directeur de quelque chose, ou quel que soit son titre, quel personnel supplémentaire faudrait-il, à votre avis, pour administrer les dispositions de ce projet de loi si elles n'étaient pas changées? Même si elles étaient changées d'ailleurs je ne pense pas que ce chiffre serait beaucoup modifié.

**M. Hamel:** Au stade de l'application, de l'organisation, nous estimons qu'il ne nous faudrait pas plus de quatre personnes supplémentaires; c'est-à-dire, ce directeur plus une secrétaire et un autre professionnel de niveau intermédiaire, quatre personnes en tout, pas plus de quatre et peut-être même simplement trois.

**Le président:** De façon permanente?

**M. Hamel:** Non, simplement au stade de l'organisation. Pendant une élection et pendant la période qui suit, il nous faudra renforcer ce personnel, mais nous ne pensons pas qu'il nous faudra tellement de personnes supplémentaires car nous avons déjà une division financière très solide qui est responsable du paiement des comptes électoraux. En fait, nous payons 400,000 comptes électoraux pendant une élection et cela représentera un chiffre relativement petit. Il ne s'agit que de vérifier les chiffres car, en vertu du projet de loi, nous ne sommes pas responsables de l'exactitude de ces chiffres. Il s'agit uniquement de s'assurer que les critères minimums énoncés dans la Loi, en ce qui concerne le nombre de votes obtenus, etc., etc., sont satisfaits, et nous pourrions donc certainement utiliser le même personnel. On peut donc dire que cela n'entraînera pas l'emploi d'un personnel supplémentaire important, peut-être trois ou quatre personnes. Là nous

## [Texte]

with the returning officer—will be in laying charges against these people. As you know, under this bill, the Chief Electoral Officer is not responsible for the accuracy or the veracity of the reports but is responsible for forcing every candidate, elected or not, to file a return. At the last election, we had over 200. Depending on the number who will fail to comply with this requirement, I may need a few additional legal advisers.

**Mr. Howard:** Or one heavy, substantial fine.

**The Chairman:** Mr. O'Connor.

**Mr. O'Connor:** Mr. Chairman, if I may be permitted to make some brief general remarks and then ask a few questions of Mr. Hamel. Mr. Chairman, you have asked that we be nonpartisan in our approach to this matter on this Committee, a premise with which I would generally agree but I might say that I am being partisan and I do not apologize for it when I say that on our side we are most anxious and most desirous that this bill be passed as expeditiously as possible. We discussed the tentative date in our steering committee meeting of November 15, or as close thereto as possible, to report the matter back to the House. I think we should aim towards that date so that the bill in its entirety is passed through the House in its final stages by the end of this session. As I say, it is our party position and we are most anxious that the bill be passed into law by the end of this year so that it may be in effect for the next election even if the next election should fall next spring. Mr. Hamel has expressed some reservations about those limits and his ability to mobilize and implement the changes that we are suggesting by that time period but he has also made the comment that upon receiving the draft bill he has taken some steps to implement the provisions that likely will come about. I think every effort should be made on his behalf, including the hiring and retaining of additional staff if necessary, to ensure that the bill is law and can be implemented even in the event of a spring election of 1974.

• 1025

Further, Mr. Chairman, I would comment, as have our party spokesmen on second reading in the House, that we agree with the principles, with the thrust, with the intent of this bill. We feel that disclosure provisions, limitation on the expenditures by candidates, tighter auditing requirements and, generally, regulations to eliminate the public suspicion which has existed for so long in our system of financing candidates and parties is absolutely necessary and long overdue.

We feel that this suspicion has existed and in fact has inhibited the healthy financing of parties in the past. The suspicion in the minds of the public of course is that there have been large donations by small numbers of con-

## [Interprétation]

aurons peut-être besoin d'une assistance supplémentaire, et cela dépendra principalement du nombre de candidats qui oublient de faire parvenir un rapport au président d'élection, ce sera pour déterminer les sommes que nous devons leur faire payer. Comme vous le savez, en vertu de ce projet de loi, le directeur général des élections n'est pas responsable de la précision ou de la véracité des rapports, mais il a la responsabilité d'obliger chaque candidat, élu ou non, à remplir une déclaration. Lors de la dernière élection, nous en avons plus de 200. Je peux avoir besoin d'un conseiller juridique supplémentaire proportionnel au nombre de personnes ne s'étant pas soumises à cette exigence.

**M. Howard:** Ou une forte amende.

**Le président:** Monsieur O'Connor.

**M. O'Connor:** Monsieur le président, j'aimerais faire quelques brèves remarques d'ordre général puis poser quelques questions à M. Hamel. Monsieur le président, vous nous avez demandé d'adopter une attitude non partisane au sujet de ce projet de loi, et d'une manière générale, je suis d'accord avec vous, mais j'ajouterais que je suis partisan et que je ne recherche pas d'excuses lorsque je dis que de notre côté nous souhaitons ardemment que ce projet de loi soit adopté le plus rapidement possible. Lors de la réunion du comité directeur nous nous sommes fixés le 15 novembre comme date la plus souhaitable de rapport à la Chambre. Nous devrions nous efforcer de la respecter afin que ce projet de loi passe par sa dernière étape à la Chambre avant la fin de cette session. Je le répète, ceci est la position de notre parti, et nous souhaitons vivement que ce projet de loi devienne loi à la fin de cette année afin qu'il puisse entrer en vigueur lors de la prochaine élection même si cette prochaine élection devait survenir au printemps prochain. M. Hamel a émis quelques réserves quant à ces limites dans le temps et à sa possibilité d'appliquer ces modifications que nous proposons dans cette période, mais il nous a également dit qu'il a pris certaines mesures afin de pouvoir appliquer les dispositions contenues dans le projet de loi qui sont les plus susceptibles de ne pas être modifiées. À mon avis, il devrait faire tous les efforts possibles, en employant du personnel supplémentaire si nécessaire, pour s'assurer que ce projet de loi puisse devenir loi et puisse être appliqué même dans l'éventualité d'une élection au printemps 1974.

De plus, monsieur le président, j'aimerais dire, comme l'a déjà déclaré notre porte-parole lors de la deuxième lecture à la Chambre, que nous approuvons les principes, l'orientation et les buts recherchés de ce projet de loi. Nous estimons qu'il est absolument nécessaire et grand temps de prendre des dispositions en vue de faire connaître l'origine des fonds, de limiter les dépenses des candidats, d'effectuer une vérification plus serrée, et, en général, d'établir des règlements visant à éliminer les soupçons qui existent depuis si longtemps vis-à-vis de notre système de financement des candidats et des partis.

Nous trouvons que cette méfiance a en fait empêché que jusqu'ici les partis soient financés sagement. Aux yeux du public bien sûr, il y aurait eu des donations importantes de la part de quelques personnes à qui l'on



**[Text]**

tributors in return for favours, contracts, jobs, etc. I think most of us know that that is not a widespread practice and is not perhaps the fact, as suspected by most of the public. In actual fact this suspicion has discouraged donations from the small independent, the man on the street, if you will, and the parties, because of that, traditionally have relied on large donations from a few, usually corporate or large union sources.

In addition, the events of the past year and a half in the United States with respect to Watergate and related matters have caused some lapover, residual discontent or additional suspicion in the Canadian system. People tend to equate political operations and the operations of candidates in Canada with those in the United States. I think all of us will acknowledge that we have received questions from people to the effect whether a Watergate could occur in Canada, has it occurred, or is it going on? I think that indicates the depth to which that situation has played some part in our thinking here in Canada.

Despite the fact that we do agree entirely with the principle of the bill we have some real and strong reservations about the bill, as it stands now, in terms of the drafting of it and some of the wording of some clauses. Many of us have been able to point to clauses and show loop-holes that exist. I do not want to point the finger at anyone but perhaps the drafters of the bill intended that it be as general and as loose in some clauses as it is in the hope that when it came before this Committee we would tighten it up or amend it, as we saw fit. Perhaps they were leaving that flexibility to take care of situations such as have been expressed already with regard to Northern ridings and other areas.

Despite our intention to attempt to eliminate as many of the noncontroversial clauses as possible, a wish expressed in our subcommittee meetings and I think here this morning, I feel that is perhaps going to be a very difficult task. I can see that most of the clauses in the bill are going to require some comment and perhaps some amendment, and that we have a considerable amount of work ahead of us. I think Committee members are going to have to be prepared to meet frequently, twice a day if necessary, to meet these deadlines, but I cannot emphasize strongly enough, Mr. Chairman, that it is necessary and that we are prepared to attend these additional meetings and put in this additional work in order to have the bill passed by the end of this session, that is prior to the commencement of next year.

Having said that, I have some specific questions, particularly in the area of broadcasting, and I am wondering if it might be more appropriate to reserve them for the groups that appear before us next week, and then perhaps pass on to other members who might have some general comments.

**The Chairman:** Thank you, Mr. O'Connor. Mr. Howard.

**Mr. Howard:** I think there is a desire, Mr. Chairman, to expedite the passage of the bill, so far as we are concerned. It is a subject matter, if anyone looks at the history of political party endorsements of the concepts in

**[Interpretation]**

aurait en échange rendu certains services, donné des contrats, des emplois, etc. Je pense que nous savons tous pour la plupart que cela n'est pas la règle générale et elle n'est même peut-être pas vraie dans la plupart des cas. En réalité cette méfiance a découragé certaines personnes d'offrir des dons plus minimes, l'homme de la rue, si vous voulez, et les partis, pour cette raison, ont toujours dû compter sur les contributions importantes de quelques grandes sociétés ou syndicats.

De plus, les événements étudiés aux États-Unis depuis un an et demi à propos du Watergate et des questions connexes ont causé un certain mécontentement et suscité d'autres doutes quant au système canadien. On a tendance à relier les faits politiques et le comportement des candidats canadiens à ce qui se passe aux États-Unis. Nous admettons tous que certains nous ont interrogé sur l'éventualité d'un Watergate au Canada, ou des faits semblables dans notre histoire. Je pense que cela montre combien cette situation a influé sur notre pensée au Canada.

En dépit du fait que nous ne sommes pas entièrement d'accord avec le principe du bill, nous avons quelques réserves réelles et solides à son sujet, tel qu'il se présente maintenant, et ces réserves portent sur le libellé de certains articles. Nous avons pour beaucoup indiqué certaines lacunes à propos de tel ou tel article. Je ne voudrais pas accuser quelqu'un en particulier, mais peut-être les rédacteurs attendaient-ils que ce bill soit aussi général et vague qu'il l'est dans certains articles en espérant que notre Comité le précise ou l'amende, ou comme bon le semble. Peut-être avaient-ils laissé cette souplesse en pensant à des objections comme celles qui ont déjà été indiquées à propos des circonscriptions du Nord et d'autres régions.

Bien que nous ayons l'intention d'éliminer autant d'articles incontestables que possible, selon le désir de notre sous-comité, et comme je pense que nous le souhaitons tous ici, cela sera peut-être très difficile. Je crois que la plupart des articles du bill vont nécessiter certaines explications et peut-être certains amendements; nous avons donc un travail considérable devant nous. Je pense que les membres du Comité vont devoir être prêts à se réunir fréquemment; peut-être deux fois par jour si nécessaire, pour respecter les délais, je ne peux trop insister, monsieur le président, sur le fait que c'est nécessaire et que nous sommes prêts à nous rendre à ces réunions supplémentaires et à effectuer ce surplus de travail afin que le bill soit adopté d'ici la fin de la session, c'est-à-dire avant le début de l'année prochaine.

Ceci dit, je voudrais soulever quelques questions précises, particulièrement en ce qui concerne la radiodiffusion, et je me demande s'il ne vaudrait pas mieux les réserver pour les groupes qui comparaitront devant nous la semaine prochaine, et de passer peut-être à d'autres députés qui voudraient faire quelques remarques générales.

**Le président:** Merci, monsieur O'Connor, Monsieur Howard.

**M. Howard:** Je pense que l'on souhaite, monsieur le président, accélérer l'adoption du bill, du moins en ce qui nous concerne. Si l'on considère la position des partis politiques en cette matière jusqu'ici on s'aper-



## [Texte]

here, on which they will find the NDP and our predecessor, the CCF, were very strong and long in favour of, that of disclosing the source of campaign funds, limiting the expenditures and confining the concept that money talks in election campaigns. This is not said to exhibit any greater purity than anybody else has, but to indicate there has been this concern for some period of time.

• 1030

We have some views about individual sections of the bill that we think are too loose, and which we think allow escape mechanisms for the intent of some of the provisions of it that we hope we can get to as we come to them.

For a long period of time candidates have had to, by the returns required of them, disclose the source of their campaign funds, but political parties have been exempt from the need to make such disclosures. The provision in the bill carries on that trend of protection for political parties but it requires full disclosure on the part of candidates. I think this is something that should be plugged up. For instance, a candidate or an official agent is required to disclose the source of campaign funds and to trace them back as far as he possibly can trace them so that they cannot be hidden by a contribution to a constituency association, and then the constituency association be listed as the donor or the contributor to the candidate's campaign funds. However, when it comes to the provision that the political party disclose the source of its campaign funds, there is no provision to search back beyond who is listed as the donor. In other words, under this bill a union, a corporation, an unincorporated organization or any group that wants to make a contribution to a political party and keep it secret can very easily do so by transferring the money to an individual, who then makes the contribution and it is listed as the donor. This is the situation that was recently disclosed in the United States. People were travelling all over the world with satchels full of moneys that had been donated by corporations and the individuals had them.

If the intent of the bill is to disclose the source of campaign funds, and we think it should be, then the source should be fully disclosed and there should not be any opportunity for secrecy or obviating or getting around the intent and the purpose and the provisions of the bill.

If some kind of exemption or recognition is to be given to Schedule III ridings, apropos of what Mr. Nielsen said earlier, then I think that probably lends even greater weight to the necessity of curtailing and restricting even further than is proposed in the bill the amount of money that a candidate or a party can spend per registered voter. The idea that we can still maintain a combination of candidates and registered parties under this bill with a total expenditure somewhere in the neighbourhood of \$10 million to run a federal election campaign I think tends to sort of fly in the face of the thing we are trying to do; namely, to curtail election expenses and to limit them and to ensure that money as such plays a lesser role in influencing and having an impact

## [Interprétation]

cevra que le NPD et notre prédécesseur, le CCF, ont toujours bien insisté pour que l'on dévoile la source des fonds de campagnes, que les dépenses soient limitées et que l'on ne considère pas l'argent comme un facteur capital dans les campagnes électorales. J'en parle pour lui en matière de campagnes électorales. Nous ne voulons pas par là dire que nous sommes plus intègres que les autres mais seulement que la question nous préoccupe depuis un certain temps.

Nous considérons que certains articles du bill sont trop vagues et favorisent certaines voies échappatoires auxquelles nous espérons avoir recours lorsque nous en arriverons aux dispositions en cause.

Depuis longtemps les candidats ont dû, puisqu'on leur demandait des rapports, indiquer la source de leurs fonds de campagne, mais les partis politiques ont été exemptés de cette obligation. Aux termes du bill les partis politiques restent protégés mais les candidats doivent indiquer toutes leurs sources. Je pense qu'il faudrait s'arrêter quelque peu sur ce point. Par exemple, un candidat ou un agent officiel doit dévoiler la source de ses fonds de campagne et les retracer aussi loin que possible afin qu'ils ne puissent être cachés par une contribution à une association de circonscription, laquelle association serait ensuite inscrite comme donatrice ou contributeur au fonds de campagne du candidat. Toutefois, lorsque l'on en arrive aux partis politiques, aucune disposition ne prévoit que l'enquête aille au-delà des personnes indiquées comme donatrices. Ainsi, aux termes du présent bill, un syndicat, une société, une organisation ou n'importe quel groupe qui veut apporter une contribution à un parti politique sans le dévoiler peut très bien le faire en transférant l'argent à un individu qui fait ensuite la contribution et figure comme donateur. C'est la situation qui a été récemment dévoilée aux États-Unis. Des personnes voyageaient par tout le monde avec des serviettes pleines d'argent donné par les sociétés.

Si l'esprit du bill est de dévoiler la source des fonds de campagne, et si nous pensons que cela doit être fait, il faudrait aller jusqu'au bout et ne pas accepter que certaines choses restent secrètes ou que l'on puisse fausser ou interpréter l'esprit et le but des prévisions du bill.

Si l'on veut accorder certaines exemptions aux circonscriptions III, je pense aux propos de M. Nielsen il y a quelques instants, je crois qu'il faudrait alors probablement mettre même plus de poids sur la nécessité de supprimer et de restreindre encore plus que ne le fait le bill la quantité d'argent qu'un candidat ou un parti peut dépenser par électeur inscrit. L'idée que nous pouvons encore avoir une combinaison de candidates et de partis inscrits aux termes de ce bill avec une dépense totale de quelque 10 millions de dollars dans une campagne électorale au niveau fédéral tente à mon avis à menacer ce que nous essayons de faire; à savoir, réduire les dépenses électorales et les limiter tout en assurant que l'argent en tant que tel joue un rôle moindre sur l'électorat. Je pense

**[Text]**

upon the electorate and that it tends to equalize democracy. I think that kind of limitation should be in there as well, but that is something we can get to when we reach the individual provisions of the bill.

I think, if we need to look at a lot of the rationale behind some of the provisions, that we can probably find that in the Special Committee on Election Expenses that was established some 10 or 12 years ago, something of that nature, which made a very voluminous and detailed report and a series of recommendations and the reasons for wanting to do some of these things.

• 1035

I think we can find it there, if we need to look for it, without the necessity of involving the policy of government, as such, in what we should be doing with electoral law, because electoral law belongs more to the people than any other single piece of legislation on the books. The less that parliament has to deal with it, the better. The less that we have politics in it from the government's point of view, or government attitudes or concepts, the better off that law will be and the better it will serve the general public and democracy. We should search the various studies and reports that have been made that are of a nongovernmental nature to see whether or not we agree with the intent or purpose behind some of the provisions.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Howard. Mr. Reid.

**Mr. Reid:** Mr. Chairman could the Committee indicate when they would like Mr. MacEachen to appear so I could alert him and advise him of the concerns of the Committee? He could be prepared then to answer the questions that were raised today as well as questions of interpretation of various clauses which have been raised.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I presume he can come with officials or experts in case there were some provisions with which he was not absolutely familiar.

**Mr. Reid:** Of course.

**Mr. Howard:** Otherwise we are saying that he is more intelligent than the rest of us.

**Mr. Reid:** I just want to point out that that bill was drafted by a very small group.

**The Chairman:** The indication I had from Mr. MacEachen yesterday was that he would be available, if the Committee wished, next Thursday. He did not request that he appear but he answered my question.

**Mr. Reid:** Could you give us a date if you wanted to start off with the minister or if you wanted to hear others, at what time so that we could be prepared. The minister also wanted to make arrangements for the officials who drafted the bill to be here to hear the deliberations of the Committee.

**[Interpretation]**

que ce genre de limitation devrait être également exprimé, nous pourrions en venir là parce que nous étudierons les diverses dispositions du bill.

Je pense, si nous essayons d'examiner les raisons qui sont à l'origine de certaines dispositions, nous trouverons probablement dans le Comité spécial des dépenses électorales créé il y a quelque 10 ou 12 ans, quelque chose du genre, et qui a fait l'objet d'un rapport très volumineux et détaillé d'une série de recommandations ainsi que les raisons que l'on avait de vouloir faire certaines de ces choses.

Je crois que nous pouvons le trouver dans ce rapport, si nous en avons besoin, sans qu'il y ait nécessité d'invoquer une politique du gouvernement, comme telle, afin de voir ce que nous devrions faire avec une loi électorale, car cette loi est entre les mains du peuple beaucoup plus que toute autre texte de loi. Moins le Parlement aura besoin de s'en occuper, mieux ce sera. Moins ce texte aura une connotation politique, du point de vue des attitudes ou des concepts du gouvernement, meilleur sera le texte de cette loi et mieux il servira le public et la démocratie. Nous devrions chercher les diverses études et rapports qui ne sont pas de nature gouvernementale pour voir si nous sommes d'accord avec les prévisions ou les objectifs qu'ils renferment.

**Le président:** Merci, monsieur Howard.  
Monsieur Reid.

**M. Reid:** Monsieur le président, le comité pourrait-il me dire quand il a l'intention de faire comparaître M. MacEachen de sorte que je pourrais l'avertir des préoccupations des membres du comité? Il pourrait se préparer alors à répondre aux questions qui ont été soulevées aujourd'hui ainsi qu'aux questions d'interprétation de divers articles qui ont été également soulevées.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je suppose qu'il pourrait comparaître avec des fonctionnaires ou des experts, au cas où il y aurait certaines dispositions dont il ne serait pas tout à fait au courant.

**M. Reid:** Bien sûr.

**M. Howard:** Autrement nous déclarons qu'il est beaucoup plus intelligent que le reste d'entre nous.

**M. Reid:** Je tiens simplement à souligner que la rédaction de ce bill est l'affaire d'un très petit groupe.

**Le président:** M. MacEachen m'a dit hier qu'il serait disponible jeudi prochain si le comité le désire. Il n'a pas demandé à comparaître mais il a répondu à ma question.

**M. Reid:** Pourriez-vous nous donner une date si vous avez l'intention de commencer avec le ministre ou si vous désirez entendre d'autres témoins; veuillez nous dire aussi à quel moment de sorte que nous puissions nous préparer. De plus le ministre avait l'intention de s'entendre avec les fonctionnaires qui ont rédigé le texte de ce bill pour qu'ils puissent être ici présents afin d'entendre les délibérations du comité.

## [Texte]

**The Chairman:** Mr. Reid, it would be in the interests of the members of this Committee to have persons who drafted this legislation attend our meetings as often as possible. If we amend some sections we would have to know immediately what other sections are affected by the proposed amendments so we could proceed in an orderly way. I would highly recommend that we insist that these people attend our deliberations and be in a position to answer our questions.

**Mr. Reid:** There is some dilemma in that, because of the nature of the relationship between an official and the Minister who is responsible, but I am quite certain we can work out an acceptable compromise. For example, there is no way that an official of the government can take responsibility for policy changes. This is government legislation and the government is ultimately responsible for it.

**Mr. Howard:** That is what is wrong with it.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** The draftsmen were public servants?

**Mr. Reid:** Well, it was a very complicated procedure.

**Mr. Howard:** The answer to that is "no", Joe.

**Mr. Reid:** The main draftsman, for example, is not an employee of the Privy Council, but he works for another department.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Is he a member of the public service?

**Mr. Reid:** He is with the proprietary crown corporation. As I tried to indicate, it is not as simple as it might appear on the surface. He was the fellow who did 90 per cent of the work on the bill. Many others who were brought in on contracts are no longer public servants. There are some complications.

**The Chairman:** The point was made by Mr. O'Connor about a deadline to report this bill back to the House. If we are going to amend, let us say, page 9 subsection 5, we should know when amending this if it is going to affect some other section. This we have to know.

Otherwise, we will have to return this proposed legislation with amendments to the legal staff of the Department of Justice and have the bill reported back, and...

**Mr. Reid:** Yes. I believe when we come to that stage, we will have with us the draftsmen from the Department of Justice who have the ultimate responsibility for the draftsmanship. There is no problem, no question about that.

**The Chairman:** Right.

**Mr. Reid:** But, the problem in terms of the policy decision obviously is not something that the person who worked on the draft and who is a technical expert, or the

## [Interprétation]

**Le président:** Monsieur Reid, il serait dans notre intérêt que les personnes qui ont rédigé ce bill puissent assister à nos réunions aussi souvent que possible. Si nous amendons certains articles, il nous faut savoir immédiatement quelle répercussion ces amendements ont sur d'autres articles de la loi de façon à ce que nous puissions procéder avec ordre. Je recommande donc fortement que nous insistions auprès de ces personnes pour qu'elles assistent à nos délibérations et qu'elles soient en mesure de répondre à nos questions.

**M. Reid:** Cette façon de procéder pose un certain dilemme, à cause de la nature des rapports entre fonctionnaires et ministre mais je suis certain que nous pourrions établir un compromis acceptable. Par exemple, un fonctionnaire du gouvernement ne peut en aucune façon prendre la responsabilité d'un changement de politique. Il s'agit là d'une loi gouvernementale et en définitive c'est le gouvernement qui en est responsable.

**M. Howard:** Voilà justement en quoi réside le problème.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Les rédacteurs de ces lois n'étaient-ils pas des fonctionnaires?

**M. Reid:** Il s'agit là d'une procédure très compliquée.

**M. Howard:** Nous devons répondre dans la négative à cet égard.

**M. Reid:** Le principal rédacteur de cette loi n'est pas un employé du Conseil Privé; il travaille dans un autre ministère.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-il membre de la Fonction publique?

**M. Reid:** Il fait partie d'une société de la Couronne. Comme j'ai essayé de vous le faire comprendre, cela n'est pas aussi simple qu'on semble le croire à première vue. C'est cette personne qui a rédigé 90 p. 100 de ce bill. Beaucoup d'autres qui ont travaillé à forfait ne font plus partie de la Fonction publique. Cela pose quelques complications.

**Le président:** M. O'Connor a parlé de la date limite où l'on devrait faire rapport de ce bill à la Chambre. Si nous devrions y apporter des amendements, notamment au paragraphe 5 de la page 9, nous devrions savoir si un tel amendement aurait des répercussions sur tout autre article du bill. Nous devons absolument le savoir. Autrement, il nous faudra renvoyer ce projet de loi avec les modifications au personnel juridique du ministère de la Justice et faire à nouveau rapport du bill et...

**M. Reid:** Oui. Je crois qu'arrivé à ce stade les rédacteurs du ministère de la Justice qui ont la responsabilité en dernier lieu de la rédaction seront de notre côté; il n'y a aucun problème.

**Le président:** D'accord.

**M. Reid:** Mais la décision en ce qui concerne la politique n'est de toute évidence pas du ressort de la personne qui a travaillé au projet et qui est un expert tech-



[Text]

draftsmen from the Department of Justice, can make decisions on at a given point. This is the distinction I make.

**The Chairman:** All right. Mr. Howard.

**Mr. Howard:** To go back to what I raised before. I think we are getting into a very dangerous area when we start talking in such terms as Mr. Reid is doing of a matter of electoral law, which is more the property of the general public than any other single piece of legislation, because it affects the democratic structure of elections. When we start talking in such terms and relating it to government policy about certain matters, we are on dangerous ground.

Surely, Mr. Hamel is the person responsible for administering the Canada Elections Act and this is a proposed amendment to it. Mr. Hamel, to the extent that the authority is given there, is going to have to administer this. He is going to have to hire somebody called the "director" or some person at the organizational stage, to put it into effect and to see that it functions. He is going to have the staff that checks not the accuracy nor the legitimacy, nor the honesty of returns and reports, but based on this, staff that reports to him any big payments to candidates and the like. All sorts of administrative activities are going to be his.

• 1040

Mr. Hamel has studied this piece of legislation, I am sure. He said when the bill was introduced first, it was a matter of looking at it quickly and immediately to see what would be necessary to put it into effect. Surely, if we make a particular amendment to the bill, Mr. Hamel and his staff would know right then that this affects other areas not only of this bill but of the act. I do not think there is anybody who knows more about the Canada Elections Act, or should know more about it, than Mr. Hamel; not the Minister, and not these unknown, unidentified, people who are in and out of the public service at different times to do the drafting. That is one question.

I just think it is most unwise for this Committee to start to involve itself in the attraction offered by Mr. Reid, to talk in terms of government policy, yes or no, respecting legislation of this nature.

Apart from the sort of general commentary about what some intent might have been, I object to the Minister's being involved that intimately and closely in the drafting of electoral law, that is all.

**Mr. Reid:** Mr. Chairman, on a point of order. It seems to me, irrespective of the comments Mr. Howard has made, that the bill is government legislation. It was presented by a Minister. It was drafted by the Privy Council officer. It strikes me as being the height of ridiculousness to deny the Minister, who is responsible for piloting the bill, and the officials who have put the thing together, the right and the privilege of coming before the Committee to assist the Committee in its deliberations. This Committee will make its own decision, not the Minister. It strikes me that is the way it should be, and it strikes me

[Interpretation]

nique, ni du rédacteur du ministère de la Justice; c'est la distinction que je veux établir.

**Le président:** Très bien. Monsieur Howard vous avez la parole.

**M. Howard:** Pour revenir à ce que j'ai indiqué plus tôt, je crois que nous entrons dans un domaine très dangereux lorsque nous discutons d'une loi électorale. Comme M. Reid le fait puisque c'est une question qui est plus du ressort du public en général que toute autre loi car elle touche à la structure démocratique des élections. Lorsque nous voulons la comparer à une politique gouvernementale dans certaines questions, nous nous hasardons sur un terrain dangereux.

Il n'y a pas de doute que c'est M. Hamel qui est responsable de l'administration de la Loi électorale du Canada et il s'agit ici d'une modification qui lui est proposée. Dans la mesure où on lui en fournit le pouvoir; ce sera à M. Hamel d'administrer cette Loi. Il devra engager quelqu'un, nommer un directeur ou plusieurs personnes au stade de l'organisation afin d'exécuter les tâches qui s'appliquent effectivement. Son personnel vérifiera non pas l'exactitude ni le caractère légitime ni l'honnêteté des rapports des bulletins mais ce qu'il en est des gros versements faits à des candidats etc.

M. Hamel a étudié cette loi j'en suis bien sûr, il a déclaré que le bill avait été à l'origine présenté et avait été étudié rapidement afin de voir les mesures qui seraient nécessaires pour les mettre en application. Il n'y a pas de doute que si nous apportons un amendement au bill, M. Hamel et son personnel sauront quelles en sont les répercussions non seulement pour d'autres questions du bill lui-même mais aussi de la loi. Je ne crois pas qu'on puisse trouver au Canada quelqu'un de plus compétent au sujet de la Loi électorale que M. Hamel; ce ne serait pas le ministre et certainement pas non plus ces inconnus qui font la rédaction et entrent dans la Fonction publique et en sortent à tout moment.

Je crois que le Comité ne devrait pas céder à l'offre de M. Reid, soit de se lancer dans des discussions sur la politique gouvernementale dans le cas d'une loi de ce genre.

En dehors des commentaires généraux apportés sur certaines intentions de cette loi, je m'oppose à ce que le ministre participe d'une façon aussi étroite à la rédaction de la loi électorale; c'est tout.

**M. Reid:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Il me semble, quels que soient les commentaires apportés par M. Howard, que ce bill émane du gouvernement. Il a été présenté par le ministre; il a été rédigé par le bureau du Conseil privé et il me semble qu'il serait du plus haut ridicule que de refuser au ministre responsable de ce projet de loi, et aux fonctionnaires qui l'ont établi, le droit et le privilège de comparaître devant notre comité pour l'aider dans ses délibérations. Ce sera le présent comité qui prendra la décision et non pas le ministre. Il me semble que c'est ainsi qu'il faut procéder. Il serait



## [Texte]

as foolish to deny us the expertise of those people who put the bill together, who have a more intimate knowledge of the considerations that went into it than us, or Mr. Hamel.

**The Chairman:** Before going on with this debate let me explain the point I raised by way of experience as Chairman. Of course Mr. Hamel knows the Canada Elections Act and everyone knows that he is quite capable of giving us advice. However, when we studied the Canada Elections Act and when we proposed the legislation on election expenses, we had legal staff, and whenever we had amendments, we put those proposed amendments to the legal staff to have them drafted in such a way that they would be acceptable to the Department of Justice. It is in these terms that I indicated to Mr. Reid it would be advisable to have some...

**Mr. Howard:** But always through the office of the Chief Electoral Officer, in conjunction with him.

**The Chairman:** He has no legal staff right now, so it is up to the Committee to decide.

**Mr. Howard:** Well...

• 1045

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I think there is a very real danger that our dealing with this matter could be construed in public terms as being a little too in-House and I think that Mr. Howard has a very good point that this is a bill of unusual public interest by its very nature and one that the Committee should deal with without too many of the inhibitions that are associated perhaps with regular government legislation. Nonetheless, I think we would like to have the Minister here, perhaps only as a witness, to explain whatever philosophy was behind the bill and perhaps to explain what to some of us might appear to be inconsistencies and inadequacies in the drafting. I think it would also be helpful to have Mr. X or whoever he is that Mr. Reid has been referring to here as frequently as possible, at least once and as a continuing witness and from time to time if questions arise which have to deal with the inspiration rather than simply the interpretation of the provisions of the bill.

**The Chairman:** I believe Mr. Howard mentioned that to get information from someone means that we put aside our freedom to decide what could be appropriate.

**Mr. Howard:** Mr. Chairman, I was talking about undue emphasis about policy matters as exhibited by Mr. Reid. That is all.

**Mr. Blaker:** Mr. Chairman, may we go through the formality of suggesting that the Minister in fact be invited. I know he has said he is available if wanted and I hear general comments to that effect. In a more formal way, may I move that the Minister be invited for the day on which he said he is available, which is a week Thursday.

**The Chairman:** Are you making a motion?

## [Interprétation]

insensé de refuser de reconnaître la compétence des personnes qui ont rédigé ce bill et qui en connaissent mieux les raisons d'être que nous ou que M. Hamel.

**Le président:** Avant de continuer, permettez-moi d'expliquer, du fait de mon expérience de président, la question que j'ai soulevée. Naturellement, M. Hamel connaît la Loi électorale du Canada et nous savons tous qu'il est capable de nous conseiller. Mais toutefois, alors que nous avons étudié la loi électorale du Canada et que nous avons proposé la Loi sur les dépenses électorales, nous disposions du personnel juridique et chaque fois qu'il y avait des amendements, nous les avons présentés à ce personnel pour les faire rédiger de telle façon qu'ils puissent être acceptables aux yeux du ministère de la Justice. C'est pourquoi j'ai indiqué à M. Reid qu'il serait souhaitable d'avoir...

**M. Howard:** Mais toujours par l'intermédiaire du directeur général des élections, avec son concours.

**Le président:** Il ne dispose d'aucun personnel juridique pour l'instant aussi est-ce au Comité à décider.

**M. Howard:** Bon...

**M. Clark (Rocky Mountain):** Nous courons le danger de nous voir accuser dans le public de traiter cette question un peu trop comme une affaire de famille et M. Howard a tout à fait raison lorsqu'il dit que ce projet de loi revêt un intérêt public inhabituel de par sa nature même et que le Comité devrait l'aborder sans trop des inhibitions qui vont souvent de pair avec les mesures législatives gouvernementales ordinaires. Néanmoins, nous aimerions que le Ministre compare, peut-être simplement comme témoin, pour nous expliquer le principe sous-jacent du projet de loi et peut-être pour s'expliquer sur ce qui peut apparaître à certains d'entre nous comme des contradictions ou des lacunes dans la rédaction. La présence le plus souvent possible de M. X ou de la personne dont M. Reid a parlé serait également des plus utiles, au moins une fois, et comme témoin venant chaque fois que des questions sont soulevées concernant l'inspiration plutôt simplement que l'interprétation des dispositions de la loi.

**Le président:** Je crois que M. Howard a dit qu'obtenir des renseignements de quelqu'un signifie que nous abandonnons notre liberté de décider de ce qui devrait être approprié.

**M. Howard:** Monsieur le président, je parlais de l'accent inopportun posé sur les questions de politique soulevées par M. Reid. C'est tout.

**M. Blaker:** Monsieur le président, pourrions-nous proposer officiellement que le Ministre soit en fait invité. Je sais qu'il a dit qu'il se mettrait à notre disposition si nous le voulions et j'ai entendu des commentaires d'ordre général à cet effet. D'une manière plus officielle, puis-je proposer que le Ministre soit invité le jour où il dit être disponible, à savoir jeudi en huit.

**Le président:** Proposez-vous une motion?

**[Text]**

**Mr. Blaker:** Yes, please.

Motion agreed to.

**The Chairman:** I would say before we adjourn that next Tuesday we will have a meeting with the Canadian Cable Television Association.

This meeting is adjourned until next Tuesday at 9.30 a.m.

**[Interpretation]**

**M. Blaker:** Oui, s'il vous plaît.

Motion adoptée.

**Le président:** J'aimerais dire avant d'ajourner que mardi prochain nous recevrons l'Association des télédiffuseurs par câble.

La séance est ajournée jusqu'à mardi prochain 09h30.







HOUSE OF COMMONS

Issue No. 13

Tuesday, October 23, 1973

Chairman: Mr. Maurice Dupras

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 13

Le mardi 23 octobre 1973

Président: M. Maurice Dupras

Government  
Publications

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent des*

# Privileges and Elections

# Privilèges et élections

## RESPECTING:

Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses

## CONCERNANT:

Bill C-203, Loi modifiant la Loi électorale du Canada, la Loi sur la radiodiffusion et la Loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection

## WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

## TÉMOINS:

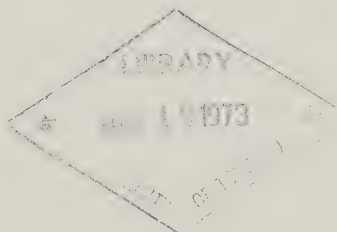
(Voir les procès-verbaux)

First Session

Twenty-ninth Parliament, 1973

Première session de la

vingt-neuvième législature, 1973



STANDING COMMITTEE ON  
PRIVILEGES AND ELECTIONS

*Chairman:* Mr. Maurice Dupras

*Vice-Chairman:* Mr. Douglas Stewart

Messrs.

Andre  
Brewin  
Blais  
Blaker

Clark  
(*Rocky Mountain*)  
Fleming  
Howard  
Matte

COMITÉ PERMANENT DES  
PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS

*Président:* M. Maurice Dupras

*Vice-président:* M. Douglas Stewart

Messieurs

MacDonald (*Egmont*)  
Miss MacDonald  
(*Kingston and  
the Islands*)  
MacLean

McKinnon  
Nielsen  
O'Connor  
Poulin  
Reid  
Stollery—(19)

(Quorum 10)

*Greffier du Comité*

Robert D. Marleau

*Clerk of the Committee*

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Monday, October 15, 1973:

Mr. Brewin replaced Mr. Benjamin.

On Tuesday, October 23, 1973:

Messrs. Railton, Stollery, Nielsen and Fleming  
replaced Messrs. Côté, Laflamme, Stevens and  
Railton.

Suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du  
Règlement

Le lundi 15 octobre 1973:

M. Brewin remplace M. Benjamin.

Le mardi 23 octobre 1973:

MM. Railton, Stollery, Nielsen et Fleming rempla-  
cent MM. Côté, Laflamme, Stevens et Railton.

## MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, OCTOBER 23, 1973  
(16)

[Text]

The Standing Committee on Privileges and Elections met this day at 9.36 o'clock a.m.

*Members of the Committee present:* Messrs. Andre, Blais, Blaker, Brewin, Clark (*Rocky Mountain*), Dupras, Fleming, Howard, MacDonald (*Egmont*), Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*), Messrs. McKinnon, Nielsen, O'Connor, Poulin, Raiton, Reid and Stollery.

*Other Members present:* Messrs. Clarke (*Vancouver Quadra*), Dick and McKinley.

*Witnesses:* Mr. Jean-Marc Hamel, Chief Electoral Officer of Canada. *From the Canadian Cable Television Association:* Mr. Robert C. Short.

The Clerk attending informed the Committee that the Chair had become vacant.

Mr. Reid moved,—That Mr. Dupras be elected Chairman of this Committee.

The question being put on the said motion it was agreed to, and Mr. Dupras was invited to take the Chair.

Mr. Dupras thanked the Committee for the honour bestowed upon him.

The Committee resumed consideration of Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act, and the Income Tax Act in respect of election expenses.

Clause 1 was allowed to stand.

On Clause 2, Mr. Short made an opening statement and answered questions.

At 10.45 o'clock a.m., the Committee adjourned until Thursday, October 25, 1973.

## PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 23 OCTOBRE 1973  
(16)

[Traduction]

Le Comité permanent des privilèges et élections se réunit aujourd'hui à 9 heures 36.

*Membres du Comité présents:* MM. Andre, Blais, Blaker, Brewin, Clark (*Rocky Mountain*), Dupras, Fleming, Howard, MacDonald (*Egmont*), M<sup>lle</sup> MacDonald (*Kingston et les Îles*), MM. McKinnon, Nielsen, O'Connor, Poulin, Raiton, Reid et Stollery.

*Autres députés présents:* MM. Clarke (*Vancouver Quadra*), Dick et McKinley.

*Témoins:* M. Jean-Marc Hamel, Directeur général des élections du Canada. *De l'Association canadienne de télévision par câble:* M. Robert C. Short.

Le greffier présent informe le comité que la présidence est vacante.

M. Reid propose,—Que M. Dupras soit élu président du Comité.

Ladite motion, mise aux voix, est adoptée et on invite M. Dupras à prendre le fauteuil.

M. Dupras remercie le Comité de l'honneur qu'il lui confère.

Le Comité reprend l'étude du bill C-203, loi modifiant la loi électorale du Canada, la loi sur la radiodiffusion et la loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection.

L'article 1 est réservé.

Sur l'article 2, M. Short fait une déclaration préliminaire et répond aux questions.

At 10 heures 45, le Comité suspend ses travaux jusqu'au 25 octobre 1973.

*Le greffier du Comité*

Robert D. Marleau

*Clerk of the Committee*

## EVIDENCE

(Recorded by *Electronic Apparatus*)

Tuesday, October 23, 1973

[Text]

• 0939

**The Clerk:** Gentlemen, we have a quorum.

I have a bit of bad news this morning: our Chairman, Mr. Laflamme, was hospitalized on Thursday and will be absent for some time.

**Mr. Reid:** Mr. Chairman, I understand that Mr. Laflamme had an attack of appendicitis and will be incapacitated for the next two to three weeks. I wonder, under those circumstances, if I might nominate a person to be Chairman, with the understanding that he be Chairman until Mr. Laflamme is ready to come back to work and to take his customary position at the head of the table. If that is agreeable, I should like to suggest Mr. Maurice Dupras.

**The Clerk:** Are there any further nominations?

It has been moved by Mr. Reid that Mr. Dupras be elected Chairman of the Committee. Is that the pleasure of the Committee?

• 0940

**Some hon. Members:** Agreed.**The Clerk:** Then we will invite Mr. Dupras to take the Chair.**Some hon. Members:** Hear, hear!

**The Chairman:** Thank you very much for electing me Chairman of this Committee. It is not under the best circumstances that I become the Chairman of this Committee. However, in going over the minutes of your last meeting and considering the fact that everyone wants to expedite the consideration of this bill, I do not think we should have any problems. Of course, I am entirely in your hands and I am sure you will want to help me discharge my responsibilities as Chairman of this Committee.

I see we have a quorum so we will call for consideration Clause 2 and will postpone Clause 1.

On Clause 2—

In considering Clause 2, I shall call on our first witness, Mr. Robert C. Short, President of the Canadian Cable Television Association. Mr. Short.

**Mr. Robert C. Short (President, Canadian Cable Television Association):** Mr. Chairman and members of the Committee, on behalf of the members and directors of the Canadian Cable Television Association I would like to thank you most earnestly for the privilege of appearing this morning. My remarks, like my name, will be short and of course, Mr. Chairman, we are prepared to try to answer any questions that the members of the Committee may have.

Our remarks are not intended to argue in any way with the objectives of Bill C-203, but to respectfully bring to the attention of the parliamentary Committee what in our view appears to be simply an oversight in the drafting of the legislation on the ways and means of implementing the intentions of the bill.

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 23 octobre 1973.

[Interpretation]

**Le greffier:** Messieurs, nous avons le quorum.

J'ai cependant de mauvaises nouvelles à vous annoncer ce matin: notre président, M. Laflamme, a été hospitalisé jeudi et il sera absent pendant quelques temps.

**M. Reid:** Monsieur le président, d'après ce que je sais, M. Laflamme a eu une crise d'appendicite et ne pourra venir avant deux ou trois semaines. Je me demande donc si, dans ces circonstances, il ne serait pas bon que je propose un président intérimaire jusqu'au retour de M. Laflamme. Si cela vous convient, je proposerai comme président M. Maurice Dupras.

**Le greffier:** Y a-t-il d'autres propositions?

Mr. Reid propose que M. Dupras soit élu président du Comité. Le Comité est-il d'accord?

**Des voix:** D'accord.**Le greffier:** Nous allons donc inviter M. Dupras à occuper le fauteuil.**Des voix:** Bravo.

**Le président:** Merci beaucoup pour l'honneur que nous me faites en m'élevant président de ce comité; bien que ce ne soit pas dans les circonstances les plus agréables que j'assume cette présidence. Toutefois, en examinant le procès-verbal de votre dernière réunion et comme nous voulons tous avancer rapidement dans l'étude de ce bill, je crois que tout ira bien. Je suis sûr cependant que vous ne me refuserez pas votre collaboration dans l'exécution de mes fonctions de président de ce comité.

Je vois que nous avons le quorum, par conséquent nous allons étudier l'article 2 du bill et remettre à plus tard l'étude de l'article 1.

Sur l'article 2—

Pour étudier l'article 2, je vais faire appel au président de l'Association canadienne de télévision par câble, M. Robert C. Short. Monsieur Short, vous avez la parole.

**M. Robert C. Short (président de l'Association canadienne de télévision par câble):** Monsieur le président, messieurs les membres du comité, au nom des membres et des administrateurs de l'Association canadienne de télévision par câble, je voudrais vous remercier très chaleureusement du privilège que vous m'avez fait de comparaître ici ce matin. Mon nom signifie court et mes remarques, monsieur le président, seront courtes aussi et je serai prêt à assurer de répondre à toute question que voudraient me poser les membres de votre comité.

Les remarques que je vais présenter n'ont pas pour but de mettre en cause les objectifs du bill C-203, mais d'attirer respectueusement l'attention des membres du comité parlementaire sur certains oublis du texte de loi qui en rend impossible la réalisation des objectifs.



## [Texte]

By way of explanation, Mr. Chairman, the Canadian Cable Television Association represents 270 cable companies all across Canada who serve more than 90 per cent of the Canadian cable viewers. Some six million Canadians now view their television by cable. As an industry, our members strongly support the appropriate use of cable television as a public information service. Indeed, cable companies engaged in the local origination of programs are not allowed under the CRTC regulations to advertise or to sell time on the local channel. Our sole and exclusive source of revenue is the subscription we receive from our subscribers. One might argue, therefore, that most of the locally originated cable television programs are public service offerings inasmuch as there is no revenue-producing advertising.

Perhaps, Mr. Chairman, it would be useful, again by way of explanation, to just take 10 seconds and explain the physical nature of a cable system.

The system begins with what is known as the head end which is a sophisticated antenna strategically located to receive all off-air broadcast television signals, so the rules that you apply to the television broadcasters over the air apply to the retransmission of those signals by the cable companies. We do nothing to alter the Canadian broadcast television signals. Therefore, all the rules that you have applied to the broadcasters, of course, flow through our system as we carry those off-air signals directly as they are received.

Mr. Chairman, there is a second component, a second dimension to the cable system, however, and that is the programs that are locally originated in the studio and added to the other off-air signals going down the cable which has this capacity for a large number of signals and it is this locally originated programming that we would like to speak to this morning.

• 0945

We were grateful, a year ago when we pointed out that of the 300 companies licensed at that time only 100 were doing this local origination and the other 200 were simply retransmitting the off-air signals, that you did take cognizance of that when you made the alterations to the former Bill C-211 and we appreciate your attention to our presentation a year ago in this regard.

Prior to the drafting of Bill C-203 Canadian cable television companies went on record with a voluntary offer to co-operate with the elected representatives of the people and those seeking election in the utilization of the cable distribution systems for public information services. This legislation to make time available should in our view be amended in the interests of fairness and equity to all concerned, and we respectfully draw your attention to some specific points which we consider to be very important.

Cable companies with local origination facilities, as I mentioned, are not allowed to sell any advertising whatsoever under the CRTC regulations. Therefore, candidates seeking election have free time on the cable locally-originated programming. There is no charge to the candidate seeking election. In addition to offering the free time to political candidates at no charge on this distribution system which costs \$6,000 a mile, the cable licensee remains totally responsible for any illegal statements

## [Interprétation]

Je vous dirais donc, monsieur le président, que l'Association canadienne de télévision par câble exprime l'opinion de 270 sociétés canadiennes au service de plus de 90 p. 100 des 6 millions d'abonnés au câble. En tant qu'industrie, nous voudrions vivement que la télédistribution serve à l'information publique. En effet, les télédiffuseurs qui font de la programmation locale n'ont pas le droit en vertu des directives du CRTC, de diffuser de la publicité. Notre unique source de revenus provient des abonnements que nous recevons de nos souscripteurs. L'on pourrait même conclure que la plupart de la programmation locale constitue un service public car elle ne tire pas ses revenus de la vente de messages publicitaires.

Peut-être, avant de continuer, monsieur le président, serait-il utile que j'explique pendant quelques secondes la façon dont fonctionne le système par câble.

Le système câble débute par une installation initiale de tête qui consiste en une antenne compliquée située en un emplacement stratégique pour capter les signaux de diffusion et les règlements qui s'appliquent aux télédiffuseurs par la voie des ondes s'appliquent aussi à la retransmission de ces signaux par câble. Nous ne modifions en rien les signaux de télédiffusion canadien. Par conséquent, tous les règlements qui s'appliquent aux téléradiodiffuseurs s'appliquent naturellement à notre système qui transmet ces signaux captés tels que reçus.

Monsieur le président, il y a cependant un autre facteur dont je voudrais parler ici ce matin, une deuxième dimension de ce système de câble, et ce sont les programmes qui sont émis localement en studio et qui se rajoutent aux autres signaux captés à partir des ondes et qui sont transmis par le câble qui possède une grande capacité de transmission de signaux.

Nous vous avons été reconnaissants, il y a un an, lorsque nous vous avons signalé qu'il y avait alors 300 sociétés disposant de permis dont seulement 100 s'occupaient de ces programmes d'origine locale, alors que les 200 autres ne faisaient simplement que transmettre des signaux captés, de constater que vous avez bien voulu reconnaître ce fait et apporter des modifications au précédent bill C-211, et nous vous sommes reconnaissants pour l'attention que vous avez portée à notre mémoire l'an dernier.

Avant la rédaction du projet de loi C-203, les télédiffuseurs canadiens avaient offert leur collaboration aux représentants et aux candidats politiques, en mettant à leur disposition les réseaux communautaires à titre de service d'information populaire. A notre avis, et ce, en toute justice pour chacune des parties en cause, il faudrait apporter quelques modifications à ce texte de loi qui a pour but de mettre certaines périodes d'écoute à la disposition des partis politiques. Nous désirons en particulier souligner les points suivants qui nous apparaissent d'une importance primordiale.

Le télédiffuseur qui fait de la programmation locale n'a pas le droit de vendre des périodes publicitaires, quelle qu'en soit la nature, d'après les règlements du CRTC. Par conséquent, les candidats aux élections peuvent obtenir du temps gratuitement dans le cadre de la programmation qui est émise localement. Non seulement le télédiffuseur doit-il mettre à la disposition des candidats des heures d'écoute, sans frais, mais il lui faut aussi, après un investissement initial de \$6,000 du mille de réseau, assumer l'en-

## [Text]

which are transmitted over the system under present legislation. We recommend that in order to facilitate the desirable objectives of free-access time to cable distribution systems legislation be included in Bill C-203 and other relevant legislation along the following lines:

If, in carrying out the objectives of the Broadcasting Act, a broadcasting receiving undertaking carries a program in which an illegal statement is made and (a) the broadcasting receiving undertaking did not alter the statement, or (b) the broadcasting receiving undertaking did not have reasonable cause to anticipate that such a statement would be made then it shall not be responsible nor liable for such statement. A definition, Mr. Chairman, on an "illegal statement" would include libel, slander, obscenity, "hate" statements and sedition.

The University of Toronto Law and World Affairs Conference in February, 1971, dealt at length with this situation and the following is an excerpt from one of the papers, and I will quote, if I may, Mr. Chairman:

With the development of program origination on cable television systems in Canada, the prospect of affording access to minority groups of society that have so far been denied access to the conventional media has considerably brightened. It is apparent, however, from an examination of the relevant texts and statutes that the current state of the law places an almost intolerable burden upon those cablecasters who are courageous enough to provide local programming to their subscribers.

Now, of course, the University of Toronto conference was dealing with access groups from the community but in that context, Mr. Chairman, the cable company executives have some control over who gets on and who does not. For instance, if someone comes on obviously inebriated he will not be allowed to go before the camera. There is some degree of control. We would ask that in a federal statute, however, we must simply abide and we need some relief from this libel and slander vulnerability.

• 0950

I might add, Mr. Chairman, that in spite of the legal risk, cable companies are providing very reasonable citizen-access time to these extensive distribution systems. They are providing, at no charge, not only the access time but also the time of program directors, technicians and the studio facilities. We believe, Mr. Chairman, that cable companies have demonstrated a willingness to provide free access on a basis which compares very favourably with the other media. We believe, however, there should be relief from this responsibility of illegal statements in this legislated free-access situation that attends Bill C-203. We are sincerely anxious, Mr. Chairman and members of the Committee, to be part of your answer and not part of your problem in this connection. I thank you again for your gracious attention.

## [Interpretation]

tière responsabilité des propos illégaux émis sur ces ondes. Dans le but de faciliter la réalisation des objectifs de liberté d'accès aux ondes des télédiffuseurs, nous recommandons l'inclusion au texte de loi C-203 et autres textes connexes de loi parallèles d'une disposition qui pourrait se lire comme suit:

Si, dans la poursuite des objectifs exposés dans la loi sur la radiodiffusion, une entreprise de télédiffusion retransmet une émission contenant des propos illégaux et a) qu'il n'en modifie pas le propos, ou b) qu'il n'a pas de raison valable de prévoir que l'émission contienne un tel propos, il ne faudrait pas tenir le télédiffuseur responsable du propos en question. La définition de propos illégal, monsieur le président, comprendrait la diffamation, la calomnie, les propos obscènes, haineux et séditeux.

Nous citons à l'appui de notre argument un extrait de l'un des exposés présentés à la conférence sur le droit et les affaires internationales, en 1971, sous les auspices de l'Université de Toronto; et je cite, monsieur le président:

Le développement de plus en plus considérable de la transmission par câble de la programmation locale augmentera notablement la possibilité pour les groupes minoritaires d'accéder à un moyen de communication autre que les moyens traditionnels, jusqu'ici refusés. D'autre part, l'étude des textes de loi et des statuts qui traitent de la question démontre sans le moindre doute que le télédiffuseur assez courageux pour entreprendre l'aventure de la programmation locale doit ainsi assumer un fardeau à peu près intolérable.

Naturellement, la conférence de l'Université de Toronto traitait de l'accès à ces services fournis à des groupes de la collectivité, mais dans ce contexte, monsieur le président, les directeurs de la société de câble ont un certain contrôle en ce qui concerne l'accès à leurs services. Par exemple, si quelqu'un se présente de toute évidence en état d'ébriété, on ne lui permettra pas de passer devant la caméra. Il y a une certaine mesure de contrôle. Nous demandons cependant, dans le cas d'une loi fédérale à laquelle nous devons nous conformer, qu'on nous soulage jusqu'à un certain point de cette responsabilité de propos calomnieux ou diffamatoires.

Monsieur le président, j'ajouterais que, malgré le risque judiciaire, les télédiffuseurs offrent toujours une proportion raisonnable de leur temps d'émission à ceux qui en font la demande. Non seulement ils mettent à leur disposition, sans frais, un véhicule dispendieux, mais leur prêtent aussi les studios, le personnel technique et les réalisateurs. Nous croyons, monsieur le président, que les télédiffuseurs par câble ont démontré une intention de permettre l'accès gratuit à leurs ondes qui se compare très bien avec celle qu'adoptent les autres moyens de communication. Il nous semble que, dans ces cas de périodes d'émission gratuites, les dispositions comme celles du bill C-203 ne devraient pas tenir le télédiffuseur responsable des propos illégaux émis sur ses ondes. Nous aimerions, monsieur le président et messieurs les membres du Comité, participer à la solution des problèmes et non pas contribuer à en créer de nouveaux. Je vous remercie à nouveau de votre considération.

[Texte]

**The Chairman:** Thank you, very much, Mr. Short. In fact, you have been very short and very interesting in your remarks.

Perhaps before I recognize the first questioner I would like to ask the members if they would like to have a copy of the amendment that Mr. Short suggested. You have copies?

**An hon. Member:** Yes.

**The Chairman:** All right. Mr. John Reid.

**Mr. Reid:** Mr. Short, could you indicate to the Committee how it was that the cable systems got into local programming in the first place?

**Mr. Short:** The first cable companies to do local programming were in Montreal and this was about 1955, before there was any federal legislation whatsoever. We found that in those communities, Mr. Reid, in which there was a vacuum regarding the interests of news coverage and events in the local community—a vacuum not filled by the existing media—there was a genuine desire from the community to have this sort of coverage of local community events. Cable TV, for instance, in Montreal was into local origination in response to the wishes of the people they served, under no legislation whatsoever.

**Mr. Reid:** At the present time then, is there any requirement under CRTC regulations or under the Broadcasting Act that has cable companies into local origination?

**Mr. Short:** There is no gazetted regulation requiring cable companies to do any local origination.

**Mr. Reid:** Has that been a factor in the CRTC criteria for the awarding of cable television licences?

**Mr. Short:** It has indeed. We have been strongly exhorted by the CRTC to get into local origination. We are pleased that it remains an exhortation rather than legislation because, in our view, Mr. Reid, with legislation you get tokenism and with encouragement you tend to get excellence. There are places where it is very popular. We have one or two programs, Mr. Chairman, where in small communities the local square dance Saturday night outdraws Hockey Night in Canada. It is just the way the community is constructed. There are other places, however, where no one would watch it.

**Mr. Reid:** You could say it is a matter of vulturism and suggestion on both sides.

**Mr. Short:** That is correct.

**Mr. Reid:** Turning to the legal situation, how do the provisions of the existing Broadcasting Act, as it affects libelous and slanderous material coming over the air, differ in their effect on the conventional broadcaster, that is, the radio station or television station and the cable television system? Is there, in fact, a difference in the way in which the law is applied or the way in which the law is interpreted?

[Interprétation]

**Le président:** Merci beaucoup, monsieur Short. Comme vous l'aviez dit, vous avez été très bref dans vos remarques et vos commentaires ont été des plus intéressants.

Peut-être qu'avant de passer la parole à la première personne sur ma liste, je me permettrais de demander aux membres du Comité s'ils aimeraient avoir un exemplaire de la modification proposée par M. Short. En avez-vous?

**Une voix:** Oui.

**Le président:** Très bien. Monsieur John Reid, vous avez la parole.

**M. Reid:** Monsieur Short, j'aimerais que vous indiquiez au Comité comment il se fait que les télédistributeurs par câble se sont lancés à l'origine dans de la programmation locale?

**M. Short:** Les premières sociétés de télédistribution par câble qui se sont lancées dans cette programmation l'ont fait à Montréal vers 1955 avant qu'existe une loi fédérale. Nous avons remarqué dans ces collectivités, monsieur Reid, qu'il y avait une lacune en ce qui concerne les émissions d'intérêt local pour la collectivité, lacune qui n'était pas comblée par les moyens d'information existants, et que la collectivité voulait qu'on lui retransmette ces événements locaux. A Montréal, la télévision par câble s'est établie pour répondre aux désirs des abonnés qui voulaient des émissions locales, et il n'y avait à l'époque aucune loi à ce sujet.

**M. Reid:** Maintenant, les règlements du CRTC ou de la loi sur la radiodiffusion obligent-ils les sociétés de télédistribution par câble de faire des émissions d'origine locale?

**M. Short:** Il n'y a aucun règlement promulgué dans la Gazette du Canada qui oblige les sociétés de télédistribution à faire des émissions sur les événements locaux.

**M. Reid:** Est-ce que cela a constitué un facteur dont a tenu compte le CRTC pour la délivrance de permis de télévision par câble?

**M. Short:** Très certainement. Le CRTC nous a poussés particulièrement à nous lancer dans ces émissions locales. Cependant, nous sommes heureux que cela n'ait été qu'une exhortation et non pas une obligation par loi car à notre avis, monsieur Reid, lorsqu'il y a une législation, il y a symbolisme mais lorsqu'il y a un encouragement, il y a tendance à l'excellence. Dans certains endroits, les émissions locales sont très populaires, même dans le cas d'un ou deux programmes, monsieur le président, dans certaines petites localités les danses carrées locales du samedi soir attirent plus de spectateurs que la soirée du hockey. Cela dépend du genre de localité; en d'autres endroits, personne ne regarde les émissions locales.

**M. Reid:** Vous diriez donc qu'il s'agit d'une question de culture et d'idées des deux côtés.

**M. Short:** C'est exact.

**M. Reid:** Pour passer à la situation juridique, en quoi les dispositions de la loi actuelle sur la radiodiffusion dans le cas de la diffamation et de la calomnie sur les ondes, s'appliquent-elles différemment selon qu'il s'agit du radio-télédiffuseur ordinaire ou de la diffusion par câble? Y a-t-il une différence dans l'application ou l'interprétation de la loi?



[Text]

**Mr. Short:** There is no difference in the way the law is applied. The difference is that the broadcaster receives revenue from which he can buy a libel and slander insurance policy. The cablecaster receives no revenue and just has to take it from operating funds.

**Mr. Reid:** All right. The conventional broadcaster receives revenue from the sale of broadcasting time for advertisements but the cable company receives revenue from the sale or rental of its distribution system to the consumer. Therefore it receives revenue, but it does not receive revenue in the same way as the broadcasting system.

**Mr. Short:** Correct.

**Mr. Reid:** But it does have revenue with which it can buy this kind of insurance.

**Mr. Short:** That is to be hoped; that is the nature of the business. Yes.

• 0955

**Mr. Reid:** The law, as it applies now to regular broadcasting systems, applies in the same way to the cable television systems. The distinction you seek to make is that broadcasting systems obtain their revenue from the sale of advertising time; that does not apply to cable systems. They have a separate, or a different, source of revenue which comes from the sale of their distribution system to their consumers.

**Mr. Short:** Correct.

**Mr. Reid:** However, the legal position of both systems is exactly the same.

**Mr. Short:** That is true.

**Mr. Reid:** What would be the effect on the broadcasting system, in your opinion, if the law were to be changed as you suggest, as it applies (a) to cable systems, and (b) to the broadcasting system as a whole?

**Mr. Short:** I would not dare to presume to speak for the broadcasters, but I think their position must be somewhat the same as ours. I think the libel and slander question is one that needs review for broadcasters as well as for cable companies. In our case, we are delighted to provide the free time—there is no revenue attending the time used by political candidates—it seems just natural justice and fairness that there should be no liability on the cable company attending such an appearance.

**Mr. Reid:** My point is that if we are going to change the Broadcasting Act in this respect, not only for the purposes of this piece of legislation—the election expenses bill—it seems to me it must also be changed in respect of conventional broadcasting systems at once. To do so, it strikes me, would be a discrimination for one form of broadcasting as opposed to another.

On that comment, Mr. Chairman, I shall pass.

[Interpretation]

**M. Short:** La loi ne s'applique pas d'une façon différente, mais le radiotélédiffuseur ordinaire touche des revenus qui lui permettent de se procurer une assurance contre les propos diffamatoires et calomnieux. Celui qui fait la diffusion par câble n'en touche aucun et doit puiser dans son capital d'exploitation.

**M. Reid:** Très bien. Le téléradiodiffuseur obtient des revenus de la vente du temps de diffusion pour la publicité, mais la société de distribution par câble obtient cependant des recettes de la vente ou de la location de son réseau de distribution au consommateur. Par conséquent, la société de télédiffusion par câble touche aussi des revenus, mais pas de la même façon que dans le système ordinaire.

**M. Short:** C'est exact.

**M. Reid:** Toutefois, ces sociétés reçoivent des revenus qui leur permettent d'acheter ce genre d'assurance.

**M. Short:** C'est à espérer; c'est là la nature même de l'entreprise. Oui.

**M. Reid:** La loi qui s'applique maintenant aux réseaux ordinaires de diffusion s'applique de la même façon aux réseaux de télédistribution par câble. L'élément de différence que vous soulignez est que les réseaux de radiodiffusion tirent leur revenu de la vente d'émissions publicitaires; cela ne s'applique pas aux réseaux de télédistribution. Ils ont une source distincte, ou différente, de revenus qui proviennent de la vente de leur réseau de distribution à leurs clients.

**M. Short:** C'est exact.

**M. Reid:** Toutefois, la situation juridique des deux est identique.

**M. Short:** C'est exact.

**M. Reid:** A votre avis, de quelle façon les réseaux de radiodiffusion seraient-ils touchés si la loi était modifiée selon vos propositions au niveau a) des réseaux de télédistribution et b) pour l'ensemble des réseaux de radiodiffusion?

**M. Short:** Je n'oserais pas me prétendre le porte-parole des radiodiffuseurs, mais je crois que leur position serait similaire à la nôtre. Je crois que la question des propos diffamatoires et calomnieux doit être examinée tant pour les radiodiffuseurs que pour les sociétés de télédistribution. En ce qui nous concerne, il nous fait plaisir de fournir gratuitement une carte—il n'y a aucun revenu à retirer des périodes d'émission des candidats aux élections—et il semble simplement juste et équitable qu'aucune obligation ne soit imposée à la société de télédistribution qui fait cela.

**M. Reid:** Je crois que si nous devons modifier la loi sur la radiodiffusion à ce propos, non seulement par cette mesure législative—le bill sur les dépenses électorales—il me semble que nous devons également modifier la loi en ce qu'elle concerne les réseaux de radiodiffusion traditionnels. Agir ainsi serait faire preuve de partialité en faveur d'une méthode de radiodiffusion.

Sur ce, monsieur le président, je cède la parole.



[Texte]

The Chairman: Mr. Howard.

**Mr. Howard:** Is a cablecaster, or whatever the term is, a broadcaster in the definition of the Broadcasting Act?

**Mr. Short:** The definitions raise some problems. Under the Broadcasting Act a cable company is defined as a broadcasting-receiving undertaking; its main function is this reception of the off-air signals and their retransmission. There is no broadcasting per se in a cable activity; there is no use of the electro-magnetic spectrum; there is no use of the natural airwaves. It is all done within the cable. Therefore the broadcasting term is a confusing one.

**Mr. Howard:** If you were doing local programming, then you become a broadcaster. Are you then a broadcaster for the purposes of what you are doing at that stage?

**Mr. Short:** To differentiate, Mr. Howard, we may call the cable company a narrowcaster, rather than a broadcaster, because we are received only by those to whom we are connected by the wire. We found this to be a convenient definition; we narrowcast to the group connected to the cable—a broadcaster is out over the air on a much broader scheme.

I do not mean to split hairs.

**Mr. Howard:** No, no. Even if one were to agree with your proposition, and I am not getting at that at the moment, I think there would be some difficulty in trying to write it into the bill that is before us. My thought about it is whether it should not be a provision of the Broadcasting Act, whether or not we should be in order to try to amend it that way. The only provisions in the bill before us relate to the making available of broadcast time by broadcasters. "Each broadcaster" it says, "shall, subject to regulations made pursuant to the Broadcasting Act," etc., do these sorts of things. I think the Committee is faced with an impediment in that regard.

In any event, where would you conceive that your amendment might fit? Have you looked at that?

**Mr. Short:** No, we have not tried to redraft the legislation, Mr. Howard.

• 1000

**Mr. Howard:** I put that to you as, at least, a doubt in my mind that we could properly and legally, within the rules of the House, do that sort of thing here. We are tackling not the question of election expenses per se, and free time as a part of that election expense program, but we are tackling the question of slander, not only as it applies to candidates at election time but to everybody else as well. I think that is what your proposal means.

**Mr. Short:** Arguing from simple logic, sir, where there will now be for the first time a federal law requiring access to a cable distribution system, for the purposes of candidates seeking office, it seems to us that it ought to be possible to flow from that this release from liable and slander vulnerability.

[Interprétation]

Le président: Monsieur Howard.

**M. Howard:** Est-ce qu'un télédiffuseur, ou quel que soit le terme employé, est un radiodiffuseur aux termes de la loi sur la radiodiffusion?

**M. Short:** Les définitions créent certains problèmes. La loi sur la radiodiffusion définit une société de télédistribution comme une entreprise de réception et d'émission de radiodiffusion; elle a pour fonction principale la réception de signaux hertziens et leur retransmission. L'activité de diffusion par câble ne comprend aucune radiodiffusion proprement dite, il n'y a aucune utilisation du spectre électromagnétique; il n'y a aucune utilisation des ondes hertziennes. Tout est fait à l'intérieur du câble. Par conséquent le terme radiodiffusion prête à confusion.

**M. Howard:** Si vous faites de la programmation locale, vous devenez donc un radiodiffuseur. Êtes-vous ainsi un radiodiffuseur aux fins de ce que vous faites alors?

**M. Short:** Pour différencier entre les deux, monsieur Howard, on pourrait dire que la société de télédistribution est de diffuser au sens restreint du terme plutôt qu'au sens large, car nos émissions ne sont reçues que par les abonnés au câble. Nous estimons que c'est là une définition commode; nous diffusions de façon restreinte au groupe abonné au câble. Un radiodiffuseur au sens large utilise les ondes hertziennes de façon générale.

Je ne veux pas fendre les cheveux en quatre.

**M. Howard:** Non, non. Même si nous devions accepter votre proposition, à laquelle je ne veux pas m'attaquer pour l'instant, je crois qu'il serait difficile pour nous d'essayer de l'incorporer au bill dont nous sommes saisis. Je me demande si cette question ne devrait pas être intégrée à la loi sur la radiodiffusion et si nous n'agirions pas de façon irrégulière en essayant de modifier le bill de cette façon. Le bill dont nous sommes saisis ne traite que de rendre disponible du temps d'émission fourni par les radiodiffuseurs. «Chaque radiodiffuseur, dit-on, devra, sous réserve des règlements établis en conformité avec la loi sur la radiodiffusion», etc. faire ce genre de chose. Je crois que le Comité est limité dans son action à cet égard.

De toute façon, où croyez-vous que nous pourrions placer votre amendement? Avez-vous étudié cela?

**M. Short:** Non, nous n'avons pas tenté de rédiger de nouveau ce bill, monsieur Howard.

**M. Howard:** Je vous pose cette question car je me demande si nous pouvons légalement, en respectant le Règlement de la Chambre, faire ce genre de modification à ce moment. Nous nous attaquons non pas à la question des dépenses électorales proprement dites, et au tems d'émission gratuit dans le cadre du programme des dépenses électorales, mais à la question des propos diffamatoires, non seulement en ce qu'elle concerne les candidats pendant la période électorale, mais aussi en ce qu'elle concerne tout le monde. Je crois que c'est là le sens de votre proposition.

**M. Short:** Si l'on s'en tient à la simple logique, monsieur, comme il y aura maintenant pour la première fois une loi fédérale où l'on exigera l'accès à un réseau de diffusion par câble, à l'intention des candidats aux élections, il nous semble qu'il devrait en découler l'élimination de cette vulnérabilité vis-à-vis les propos diffamatoires et calomnieux.

[Text]

**Mr. Howard:** Yes, but I think you are still tackling the general question that a narrowcaster—that is the appropriate word—is at a disadvantage in respect to a broadcaster because he does not change signals. He does not change what flows through his system.

A broadcaster makes the initial determination of what is going to be put out over the year, and you simply pick it up and rerun it without alteration. So I think you are certainly at a disadvantage with respect to candidates for provincial office. If we seek to do this, then we should not make fish of one and fowl of the other. This is what I am trying to get at.

**Mr. Short:** I see your point. Just for clarification, we are really talking in our argument here about the locally originated programming. The off-air retransmission remains the responsibility of the broadcast originator.

In addition to carrying the six hours of the retransmitted broadcaster signal of the political message, there are another six hours in the studio originating in the cable company's premises. That is the component about which we are asking you to consider the vulnerability. For the first time now, there will be a federal statute requiring access for political candidates, and there is no charge whatsoever. We think there should be no legal vulnerability attached to it. Perhaps the law compounds the problem beyond that, but I think that is the simple logic we are trying to follow.

**Mr. Howard:** There are two aspects of it then. Are there not?

**Mr. Short:** Yes, there are the two components of cable.

**Mr. Howard:** Yes, I realize that. your proposition has two impacts. There are impacts at two levels.

**Mr. Short:** Yes, that is right.

**Mr. Howard:** Yes, okay.

**Mr. Short:** We are persuaded your federal statute might have a helpful bearing on provincial statutes covering liable and slander.

**Mr. Howard:** What happens to a broadcaster now who carries a program in which an illegal statement is made? What is he liable to?

**Mr. Short:** Suit. He could be sued.

**Mr. Howard:** You are saying, as I read this, that if in your activities a broadcasting receiving undertaking, which is the cablecaster or narrowcaster, carries a program in which an illegal statement is made, then he should be exempt from suit even though the candidate comes on in part of the free time available out of the local station.

[Interpretation]

**M. Howard:** Oui, mais je crois que vous vous en tenez toujours à la question générale selon laquelle un radiodiffuseur limité—c'est le mot approprié—occupe une position désavantageuse par rapport au radiodiffuseur ordinaire parce qu'il ne change pas les signaux. Il ne change d'ailleurs pas ce qui est diffusé sur les ondes de son réseau.

Un radiodiffuseur détermine à l'origine ce qui passera sur ses ondes durant l'année à venir et nous n'avons simplement qu'à capter ces émissions et à les faire passer dans notre réseau sans y apporter des changements. Nous sommes donc certainement dans une position désavantageuse pour ce qui est des candidats aux élections provinciales. Si c'est ce que nous recherchons, alors nous ne devrions pas accorder plus de droits à l'un qu'à l'autre. Voilà où je veux en venir.

**M. Short:** Je comprends votre point de vue. Simplement à titre de précision, nous voulons réellement parler ici des émissions qui sont faites à l'origine dans les stations locales. C'est au radiodiffuseur qui a produit ces émissions qu'incombent les responsabilités de la retransmission des émissions.

En plus d'émettre durant six heures la rediffusion d'émissions à caractère politique il y a six autres heures d'émissions qui sont produites localement dans les studios de la société de télévision par câble. C'est dans cet élément de tout le système qu'il y a à notre avis une certaine vulnérabilité que nous vous prions d'étudier. Pour la première fois, il y aura une loi fédérale dont pourront se prévaloir les candidats aux élections et ce service est tout à fait gratuit. A notre avis, il ne devrait pas y avoir en ce moment-là de vulnérabilité du point de vue juridique. Il se peut que la loi complique le problème davantage, mais nous essayons simplement de suivre la simple logique des choses.

**M. Howard:** Il y a donc deux aspects en cause, n'est-ce pas?

**M. Short:** Oui, la télévision par câble comprend ces deux éléments.

**M. Howard:** Oui, je comprends, votre proposition comprend deux effets. Ce sont des effets présents à deux niveaux.

**M. Short:** Oui, c'est exact.

**M. Howard:** Oui, bon.

**M. Short:** Nous sommes persuadés que votre loi fédérale aurait des effets utiles sur les lois provinciales visant les propos diffamatoires et calomnieux.

**M. Howard:** Qu'arrive-t-il à l'heure actuelle au radiodiffuseur qui fait une émission dans laquelle une déclaration illégale est faite? De quoi est-il passible?

**M. Short:** Un procès; on pourrait l'amener devant les tribunaux.

**M. Howard:** Ainsi donc si je ne m'abuse vous déclarez que dans le cadre de vos activités, lorsque vous retransmettez par câble des émissions produites ailleurs et lorsqu'une certaine émission que vous transmettez renferme une déclaration illégale, on ne devrait pas pouvoir alors intenter un procès, même si le candidat utilise le temps gratuit que lui fournit la station locale.

[Texte]

**Mr. Short:** Yes. Where he is getting free time, we think the cable company providing the distribution system should be blameless.

**Mr. Howard:** And broadcasters as well, obviously. I know you are not speaking for them, but that is the implication.

**Mr. Short:** I do not want to speak for them, but I think this is something the Committee ought to consider.

In radio it is very easy and practical to put in this five-second delay. These talk shows are all a second performance and if something happens, they can kill the program. There is a five-second monitoring. That is just not practical with television. It is too expensive to have these instant replays for the whole program.

**Mr. Howard:** Thank you.

**The Chairman:** Mr. McKinnon.

• 1005

**Mr. McKinnon:** Thank you, Mr. Chairman. My understanding of this brief is that its main purpose is to obtain freedom from suit for your company. That was your main intention in coming here, was it not?

**Mr. Short:** That is right, Mr. McKinnon. Inasmuch as there will be a law requiring access we think appended to that legislation should be recognition of the legal vulnerability.

**Mr. McKinnon:** You have a certain amount of choice on whom you allow to appear under the guise of free political broadcasting. If you were to pick a person who has a longstanding reputation for racial prejudice and things like that, someone who would be likely to make statements that the bill is going to consider illegal, would you not feel some responsibility in this?

**Mr. Short:** Yes.

**Mr. McKinnon:** If Enoch Powell lived near one of your stations no doubt you would be in trouble fairly quickly if you let him on for half an hour a week or something like that.

**Mr. Short:** That is true. We would rather not be the arbitration board for who gets on and who does not.

**Mr. McKinnon:** Surely you are now, are you not?

**Mr. Short:** Yes, but there is no legislation at the present time. We can exert some control and, indeed, just not allow the time, period.

**Mr. McKinnon:** I can see where there are going to be disabilities in that because then you would be choosing who could go on and who could go on.

**Mr. Short:** We would rather not be in that position.

[Interprétation]

**M. Short:** Oui. Lorsqu'un candidat obtient une période de temps graduée à la télévision, nous croyons que nous ne pouvons pas blâmer la société de télévision par câble qui assure la retransmission de l'émission.

**M. Howard:** Évidemment, il en serait de même pour les autres radiodiffuseurs. Je sais que vous ne vous faites pas leur porte-parole, mais cela en découle.

**M. Short:** Je n'ai pas l'intention de me faire leur porte-parole, mais à mon avis c'est là une question que le Comité devrait étudier.

Pour les émissions à la radio, c'est très facile et très pratique d'introduire sur les ondes un retard de cinq secondes. Ce genre d'émissions parlées ne sont pas en direct et si quelque chose se produit, on peut immédiatement en couper la diffusion. On a ainsi un laps de cinq secondes avec lequel on peut jouer. Cela n'est pas pratique dans le cas de la télévision. Il est beaucoup trop coûteux de pouvoir faire ces retours en arrière instantanés pour toute la durée d'une émission.

**M. Howard:** Merci.

**Le président:** Monsieur McKinnon.

**M. McKinnon:** Merci, monsieur le président. A mon avis, ce mémoire a pour principal objectif que votre société soit exemptée de toute poursuite. C'est l'intention principale que vous aviez à l'esprit en comparaisant ici aujourd'hui, n'est-ce pas?

**M. Short:** C'est exact, monsieur McKinnon. En autant que l'on adoptera une loi prévoyant l'accès à nos services, nous croyons que l'on devrait y reconnaître une éventuelle vulnérabilité juridique.

**M. McKinnon:** Jusqu'à un certain point, vous pouvez choisir qui paraîtra à la télévision lors de ces périodes gratuites à des fins politiques. Si vous deviez choisir une personne reconnue depuis longtemps pour avoir des préjugés raciaux et vraisemblablement susceptible de faire des déclarations censément illégales en vertu de ce projet de loi, ne vous sentiriez-vous pas certaines responsabilités?

**M. Short:** Oui.

**M. McKinnon:** Si Enoch Powell habitait près de l'une de vos stations, il est évident que vous auriez bientôt des difficultés si vous lui permettiez de faire une émission d'une demi-heure par semaine ou quelque chose du genre.

**M. Short:** C'est exact. Nous préférons ne pas être les arbitres qui ont au choix des personnes devant participer à nos émissions de télévision.

**M. McKinnon:** A l'heure actuelle, vous êtes sûrement les arbitres, n'est-ce pas?

**M. Short:** Oui, mais il n'y a aucune loi à cet égard à l'heure actuelle. Nous pouvons exercer un certain contrôle et, de fait, nous pouvons éliminer cette période de temps gratuite.

**M. McKinnon:** Je vois d'où surgiront les problèmes, parce que ce serait alors à vous de choisir une personne ou d'en rejeter une autre.

**M. Short:** Il serait préférable que nous n'ayons pas à jouer ce rôle.



[Text]

**Mr. McKinnon:** Do you feel that you would want to allot the time on the same ratio that the national networks are going to allot time to political parties, roughly in proportion to the size of the parties?

**Mr. Short:** We are prepared to accept the guidance of this Committee and Parliament on that point.

**Mr. McKinnon:** Frequently, I believe, most cablevision stations went in for "all-candidates" groups.

**Mr. Short:** Right.

**Mr. McKinnon:** If you consider that as advertising for the candidates, of course the amount of time each candidate took bore no relationship to the size of his party nationally. In fact, independents were on and so on. Do you see any difficulty in following the proportions set down by the national networks?

**Mr. Short:** Frankly, Mr. McKinnon, the only difficulty from past experience is to get the parties to make use of the time. We have had difficulty getting the candidates seeking office to appear and make use of the time, even though it is free. This has led to these all-candidate meetings and so on, where one would be conspicuous by one's absence, I suppose.

**Mr. McKinnon:** I have a couple of other questions I would like to ask, Mr. Chairman. Do you make any payment to the CBC for rebroadcasting their programs?

**Mr. Short:** No, we do not make payments directly to the CBC. We submit that the copyright, however, is being paid in this way. In North America the practice is for the representatives of the performing arts and the authors to get a percentage of gross of the revenue of the CBC, CTV or any other broadcasting organization. The broadcaster, the CBC, does everything possible to extend the market, the listening audience. This shows up in the rating cards on which their advertisers pay the CBC. There is a revenue on these. So the CBC and all the broadcasters make very sure, Mr. McKinnon, that the audience delivered by cable for that program, which in many cases is an audience that cannot get the off-air signal, off the air, is included in the rating card.

**Mr. McKinnon:** There is one audience that the CBC in no way appear to want to include in their ratings and that is the school audience. School boards throughout Canada are having a very difficult time attempting to do exactly what you do, rebroadcasting CbC programs. They are forbidden to do this and have been sued in courts for it. I wonder how you would rationalize that.

**Mr. Short:** There is no rebroadcast, sir; it is a retransmission with no time delay. There is no second public performance. If one were to tape and replay, then that is a copyright obligation. There is no question about it.

[Interpretation]

**M. McKinnon:** Avez-vous l'intention d'accorder des périodes de temps dans la même proportion que les réseaux nationaux, qui accorderont du temps aux partis politiques plus ou moins selon leur importance?

**M. Short:** Nous sommes prêts à accepter les conseils que les membres du comité et le Parlement pourront nous fournir à cet égard.

**M. McKinnon:** Fréquemment, la plupart des stations de télévision par câble préféraient admettre des groupes de tous les partis.

**M. Short:** C'est exact.

**M. McKinnon:** Si vous considérez cette façon de procéder comme de la publicité pour les candidats, naturellement, la durée accordée à chaque candidat n'avait aucun rapport avec l'importance de son parti politique à l'échelle nationale. De fait, les candidats indépendants pouvaient paraître également. Voyez-vous quelque difficulté à observer les proportions établies par les réseaux nationaux?

**M. Short:** A vrai dire, monsieur McKinnon, d'après l'expérience du passé, le seul problème, c'est d'amener les partis politiques à utiliser le temps mis à leur disposition. Nous avons éprouvé des difficultés à obtenir des candidats aux élections qu'ils apparaissent à la télévision et qu'ils utilisent le temps qui leur est alloué, même s'il est gratuit. C'est ce qui nous a amenés à faire ces émissions où tous les partis sont représentés, et où un candidat brillera par son absence, sans doute.

**M. McKinnon:** J'ai quelques autres questions à poser, monsieur le président. Faites-vous des paiements à Radio-Canada pour la retransmission de ses émissions?

**M. Short:** Non, nous ne faisons pas de paiements directement à Radio-Canada. Nous soulignons cependant que les droits d'auteur sont versés de cette façon. En Amérique du Nord, les artistes et les auteurs reçoivent un pourcentage du revenu brut de Radio-Canada, de la société CTV ou de tout autre organisme de radiodiffusion. Le radiodiffuseur, par exemple, Radio-Canada, fait tout son possible pour étendre le marché et l'auditoire. Cela est évident dans les cotes d'écoute suivant lesquelles les publicitaires versent les paiements à Radio-Canada. Il s'agit là d'une source de revenus. Par conséquent, Radio-Canada et tous les autres radiodiffuseurs s'assurent que l'on comprenne dans cette cote d'écoute l'auditoire qui reçoit une émission de télévision par câble et qui dans bien des cas, ne pourrait pas obtenir cette même émission directement à la source.

**M. McKinnon:** Il y a un auditoire que Radio-Canada ne semble pas vouloir comprendre dans ses cotes d'écoute, et je veux parler ici de l'auditoire scolaire. Les commissions scolaires dans tout l'ensemble du Canada ont beaucoup de difficulté à essayer de faire exactement ce que vous faites, c'est-à-dire retransmettre des émissions de Radio-Canada. Cela leur est défendu et on a dû leur intenter des procès en cour à cet égard. Je me demande comment vous rationaliserez cette situation.

**M. Short:** Il ne s'agit pas ici monsieur, de rediffusion; c'est tout simplement une retransmission sans écart de temps. Ce n'est pas une deuxième présentation publique. Si quelqu'un enregistre une émission sur bande magnétique pour la faire jouer de nouveau, alors il y a dans ce cas des droits d'auteur à verser. Il n'en est pas du tout question.



## [Texte]

**Mr. McKinnon:** Some of your programs are taped and replayed.

• 1010

**Mr. Short:** The only ones that I know of are in Whitehorse and Thompson, and in both cases, full copyrights are being paid.

**Mr. McKinnon:** Certainly in the city of Victoria it has happened that some of the locally-originated programs were put on tape and then rebroadcast.

**Mr. Short:** Yes, but they are owned by the station; it is not a CBC program.

**Mr. McKinnon:** I see. You would not rebroadcast very popular programs of social interest, such as some of these programs that have been put on by the CBC and were greatly acclaimed, such as the war in Indochina since it ended.

**Mr. Short:** We heartily agree with you. This should be done. I do not want to seize the rostrum for another purpose, but we think it is a shame that good Canadian programming is shown only once to about 10 per cent, if that, of the audience. We think one of the best uses of cable should be to get greater mileage for good Canadian programs. We would pay copyright on any rebroadcasts. We tried to negotiate this with the CBC for two years, and we frankly cannot believe that the artists and authors would not be interested in more revenue. However, we are told that union problems preclude this, but we are not about to give up. We heartily concur that such programs as you mentioned should be replayed at the convenience of the viewer, rather than viewers fitting into the fixed broadcaster's schedule, several times a week.

**Mr. McKinnon:** I merely bring this out because I quarrel with your statement that the CBC wants to get the most possible listeners. It seems outrageous to me that the taxpayers foot the bill for these programs and then are not allowed to watch them at their convenience.

I would like to go on to another couple of points. You say you do not sell advertising, but during the period when you are not broadcasting pictures of clocks, the temperature, and so on, which is usually hooked into a local radio station, you do not cut the ads out of the radio stations, do you?

**Mr. Short:** I am sorry, I think there is some confusion in this respect. The weather-time-temperature thing is just a slide projector in the cable company's studio. It is just a public service. There is no advertising.

**Mr. McKinnon:** The sound that comes on, at least in the city where I live, comes from a local radio station and the ads are not cut out.

## [Interprétation]

**M. McKinnon:** Certaines de vos émissions sont pourtant enregistrées et jouées pour une deuxième fois.

**M. Short:** Les seules que je connaisse sont celles qui sont transmises à Whitehorse et à Thompson, et dans les deux cas, on verse au complet les droits d'auteur.

**M. McKinnon:** Dans la ville de Victoria il est sûr que certaines des émissions locales ont été enregistrées sur bande magnétique et rediffusées.

**M. Short:** Oui mais ces émissions sont la propriété de la station; ce ne sont pas des émissions de Radio-Canada.

**M. McKinnon:** Je vois. Vous n'auriez pas l'intention de rediffuser des émissions très populaires à caractère social, comme certaines de ces émissions qui ont été faites par Radio-Canada et ont connu un grand succès, comme, par exemple, la guerre d'Indochine depuis qu'elle est terminée.

**M. Short:** Nous sommes tout à fait d'accord avec vous. Cela devrait se faire. Je ne veux pas profiter du fait que j'ai la parole en ce moment pour m'écarter du sujet, mais nous croyons qu'il est dommage que de bonnes émissions canadiennes soient diffusées une seule fois et ne rejoignent que 10 p. 100 de l'auditoire. L'une des façons les meilleures d'utiliser la télévision par câble serait justement de faire en sorte que de bonnes émissions de télévision canadienne puissent rejoindre plus de gens. Nous serions prêts à payer les droits d'auteur pour toute rediffusion. Nous essayons de négocier en ce sens avec Radio-Canada depuis déjà deux ans, à vrai dire, nous ne pouvons pas croire que les artistes et les auteurs ne sont pas intéressés à accroître leurs revenus. Même si les syndicats nous empêchent d'agir ainsi, nous n'avons pas dit notre dernier mot en cette affaire. Nous sommes tout à fait d'accord que les émissions comme celles que vous avez mentionnées devraient être retransmises de nouveau au gré des auditeurs plutôt que selon l'horaire fixé par le radiodiffuseur auquel ils doivent se plier plusieurs fois par semaine.

**M. McKinnon:** Je veux simplement faire valoir ce point de vue, car je ne suis pas d'accord avec vous pour dire que Radio-Canada désire obtenir le plus grand nombre possible d'auditeurs. Il me semble outrageant que le contribuable ait à payer pour ces émissions et ne puisse alors les voir à sa convenance.

J'aimerais passer à quelques autres commentaires. Vous déclarez ne pas vendre d'annonces publicitaires, mais au cours de la période où vous ne montrez pas les cadrons et ne diffusez pas les pronostics de la température, en vous servant pour ce faire des ondes des stations de radio locales, il vous est alors impossible d'éliminer ces annonces publicitaires transmises par la station de radio locale n'est-ce pas?

**M. Short:** Je regrette, je crois qu'il y a une certaine confusion à cet égard. Les pronostics de la température se font avec comme arrière-plan la projection d'une diapositive et cela, directement dans le studio de la société de télévision par câble. C'est un simple service au public et il n'y a pas d'annonces commerciales.

**M. McKinnon:** L'émission à cet égard, du moins dans la ville où j'habite, provient d'une station locale de radio et les annonces publicitaires n'en sont pas éliminées.

[Text]

**Mr. Short:** I would have to look into that case. Normally, if there is background music, that is all it is. There is no sale of advertising permitted.

**Mr. McKinnon:** But somebody else has sold the advertising before it gets to you.

**Mr. Short:** The cable company is getting no revenue.

**Mr. McKinnon:** Do radio stations pay you for the privilege of having their sound going over your system?

**Mr. Short:** No, we make no payments to broadcasters, radio or television.

**Mr. McKinnon:** There is one other thing. I am sure you have read this bill with great care. How do you feel about proposed Section 13.7 and about the 29th day before polling? I am sure that all cities are the same and M.P.s and local politicians avail themselves of free time on your stations under various guises. If that is considered as advertising, when do you think it should be stopped before election day so that it can start up again on the 29th day? This new bill says:

(a) between the date of the issue of the writ for an election and Sunday, the twenty-ninth day before polling day, ... advertises on the facilities of any broadcasting undertaking as defined in section 2 ...

is guilty of an offence.

**Mr. Short:** I am afraid I do not understand the question.

**Mr. McKinnon:** It is on page 13 of the bill. It is proposed Section 13.7. It says "the twenty-ninth day before polling", and I am trying to paraphrase it:

advertises on the facilities of any broadcasting undertaking as defined in section 2 of the *Broadcasting Act* ...

And then going down:

... is guilty of an offence against this Act and is liable ... to a fine not exceeding twenty-five thousand dollars.

• 1015

Do you plan to cut off such programs as M.P. reports and things like this when this bill is passed and start them up again on the twenty-ninth?

**The Chairman:** I am not sure it is fair to ask such a question of our witness.

**Mr. Short:** We would be guided by this Committee. We have no position on the question; we will do what we are told.

**The Chairman:** I do not think it is fair to ask such a question.

[Interpretation]

**M. Short:** Il faudrait que j'étudie ce cas davantage. Normalement, il n'y a que de la musique à l'arrière-plan. On ne permet pas de ventes d'annonces publicitaires.

**M. McKinnon:** Mais il y a sûrement quelqu'un d'autre qui a vendu de la publicité avant que l'émission ne passe sur l'air.

**M. Short:** La société de télévision par câble n'en obtient aucun revenu.

**M. McKinnon:** Les stations de radio vous versent-elles de l'argent pour obtenir le privilège que leurs émissions soient transmises par votre réseau?

**M. Short:** Non, nous ne faisons aucun paiement aux radiodiffuseurs à la radio et à la télévision.

**M. McKinnon:** J'ai simplement une autre chose à souligner. Je suis certain que vous avez lu ce bill avec grand soin. Que pensez-vous de l'article 13.7 et de la question du vingt-neuvième jour avant le jour du scrutin? Je suis certain que la situation est la même dans toutes les villes et que des députés et les politiciens locaux obtiennent à vos stations des périodes de temps gratuites sous toutes sortes de prétextes. Si l'on doit considérer cela comme de l'annonce publicitaire, à quel moment devrait-on empêcher que cela se fasse avant le jour des élections pour que l'on puisse recommencer à le faire le vingt-neuvième jour? Dans ce nouveau bill on dit ce qui suit:

(a) entre le jour de l'émission du bref d'une élection et le dimanche qui tombe le vingt-neuvième jour avant le jour du scrutin, ... fait de la publicité en utilisant les installations de toute entreprise de radiodiffusion selon la définition qu'en donne l'article 2 ...

est coupable d'un délit.

**Mr. Short:** Je regrette, mais je ne comprends pas votre question.

**M. McKinnon:** Il s'agit de l'article 13.7 à la page 13 du bill. On y dit ce qui suit: «le vingt-neuvième jour avant le jour du scrutin», et j'essaie de paraphraser ce texte;

fait de la publicité en utilisant les installations de toute entreprise de radiodiffusion selon la définition qu'en donne l'article 2 de la Loi sur la radiodiffusion, ...

et un peu plus loin:

... est coupable d'une infraction à la présente loi et passible d'une amende de \$25,000 au plus.

Après l'adoption de ce bill, avez-vous l'intention de supprimer les programmes tels que les rapports de députés et choses du genre et de les reprendre le 29?

**Le président:** Je ne pense pas qu'il soit juste de poser une telle question au témoin.

**M. Short:** Nous nous en remettrons à l'avis du Comité. Nous n'avons aucune opinion à ce propos et nous ferons ce qu'on nous dira.

**Le président:** Je ne pense pas qu'il soit juste de poser une telle question.

[Texte]

**Mr. McKinnon:** I suppose the committee will want to determine this some time.

**The Chairman:** Perhaps we will seek such information from another source.

**Mr. McKinnon:** Fine. Thank you very much.

**The Chairman:** Mr. Blaker.

**Mr. Blaker:** Thank you. As one of the previous members noted, Mr. Short, and I think I am in agreement with him, I suspect you might be better to take your case before the Broadcasting Committee, and I say this for a couple of reasons. It would seem that any limitations we might put on your liability to illegal statements action would be restricted, I imagine, only in those areas that deal with politicians, and I suspect that you are more concerned about the possibilities of defamation and libel with your straight live programming amateurs than you are with the usual political candidate. Perhaps we can clear that up right away.

How many cases have there been in Canada against cablevision companies for libel, slander, defamation or any other type of illegal statement which has involved politicians?

**Mr. Short:** I am very happy to tell you, zero.

**Mr. Blaker:** How about what I call the amateurs—I mean all professional broadcasters?

**Mr. Short:** I am happy to tell you again, it is zero. We are running more than a legal exercise and that is why we sort of fly in the face of legal advice on this matter. The lawyers think vulnerability is a dreadful risk, and we point out to them there have been no cases thus far. However, with the greatest respect, in the case of the community groups, amateurs or whatever, we are under no legislative procedures to give them time or not. There is a greater degree of control available there, if it is required. But it has been a good experience thus far, and there is no question about that.

We just feel that with a legislated requirement there ought to be some attending relief.

**Mr. Blaker:** Perhaps we can give your complaints greater weight. Of the 260, what I would call repeater cable stations...

**Mr. Short:** Yes.

**Mr. Blaker:** ... no live programming originates from the station.

**Mr. Short:** They just do the retransmission.

**Mr. Blaker:** And that retransmission is instantaneous?

**Mr. Short:** Correct, so there is no libel or slander or vulnerability.

**Mr. Blaker:** If it is instantaneous then presumably you have a legal liability?

[Interprétation]

y **M. McKinnon:** Je pense que le Comité aimera avoir des précisions à ce sujet à un moment ou à un autre.

**Le président:** Peut-être pourrions-nous trouver ces renseignements ailleurs.

**M. McKinnon:** Très bien, je vous remercie.

**Le président:** Monsieur Blaker.

**M. Blaker:** Je vous remercie. Comme l'a déjà fait remarquer l'un des députés, monsieur Short, et je pense que je suis d'accord avec lui, il me semble qu'il serait préférable que vous vous adressiez au Comité de la radiodiffusion, et ce pour plusieurs raisons. Il semblerait que toutes les limites que nous pourrions mettre à votre responsabilité en matière de déclarations illégales se cantonneraient aux seuls domaines qui concernent les hommes politiques, et je pense que vous veillez davantage à la diffamation ou à la calomnie possible dans le cadre de programmes en direct impliquant des amateurs que dans ceux impliquant les candidats politiques habituels. Peut-être pourrions-nous éclaircir ceci tout de suite.

Combien y a-t-il eu de cas au Canada à l'encontre de compagnies de télévision par câble taxées de calomnie, de propos injurieux, de diffamation ou de tout autre type de déclarations illégales à l'égard d'hommes politiques?

**M. Short:** Je suis heureux de vous dire qu'il n'y en a eu aucun.

**M. Blaker:** Combien y en a-t-il eu impliquant des amateurs, je veux dire des radiodiffuseurs professionnels?

**M. Short:** Je suis à nouveau heureux de vous dire qu'il n'y en a pas eu. Nos activités dépassent le cadre juridique et c'est la raison pour laquelle nous défions les conseils juridiques en la matière. Les hommes de loi pensent que la vulnérabilité constitue un risque terrible, et nous leur faisons remarquer qu'il n'y a pas eu de cas jusqu'à présent. Toutefois, et sauf votre respect, dans le cas de groupes communautaires, d'amateurs ou autres, il n'existe aucune procédure législative nous obligeant à leur accorder du temps ou pas. Si nécessaire, la possibilité d'exercer un contrôle y est plus grande. Mais jusqu'à présent l'expérience s'est révélée satisfaisante et n'a suscité aucun problème.

Nous estimons simplement que toutes les exigences législatives devraient être accompagnées de mesures compensatrices.

**M. Blaker:** Peut-être pourrions-nous accorder plus d'importance à vos plaintes. Sur les 260 stations de retransmissions par câble,...

**M. Short:** Oui.

**M. Blaker:** Aucune ne diffuse de programmes en direct.

**M. Short:** Elles se contentent de retransmettre les émissions.

**M. Blaker:** Et cette retransmission est instantanée?

**M. Short:** C'est exact, il n'y a donc pas de possibilité de calomnie ou de diffamation ou de vulnérabilité.

**M. Blaker:** Si la retransmission est instantanée, je suppose que vous avez une responsabilité juridique?



[Text]

**Mr. Short:** We are satisfied that the main liability rests with the broadcast originator.

**Mr. Blaker:** That means then that the number of companies who would find themselves exposed to the need to buy libel insurance would be in the order of 100 companies?

**Mr. Short:** That is correct.

**Mr. Blaker:** Would you happen to know what percentage of 100 companies are indeed purchasing libel insurance?

**Mr. Short:** Mr. Chairman, I can make an estimation on that and then confirm it, if that is satisfactory, because we, as an association, do have a group libel and slander policy for our member companies. I would say, of that 100, 80 are covered.

**Mr. Blaker:** What would be the average annual insurance premium for coverage?

**Mr. Short:** It depends on the size of the company, the number of subscribers.

**Mr. Blaker:** Can we take an average company and an average premium?

**Mr. Short:** I would rather check on that. I will get that and call you this afternoon, because I do not want to guess.

**Mr. Blaker:** I ask you this because, as I said, it may give more weight to your argument.

**Mr. Short:** Yes.

• 1020

**Mr. Blaker:** I am going back a number of years to the last occasion when I recall a broadcaster, not cable, had a problem with a libel suit and at that time I happened to come across the figures of the cost of libel insurance and they were extremely expensive. Also, I believe—now I would like to know this in your case—the company in that particular case was an American one and the ground was that the broadcaster could not find libel insurance in Canada. Are you using an American or a Canadian company?

**Mr. Short:** We are using an American company because, it is quite right, there are no Canadian carriers.

**Mr. Blaker:** I have no other questions, Mr. Short. Thank you.

**The Chairman:** Very well, Mr. Blaker. Mr. O'Connor.

**Mr. O'Connor:** Mr. Short, with respect to your specific problem, I have a few questions on a possible solution which has probably been tried and did not work for some reason, but maybe you can comment. Have you attempted to contract with anyone who appears before your committee by way of a release, for instance, to have that person agree to save harmless the station or the broadcaster from any liability for slander, etc.

**Mr. Short:** No, we have not and I suppose that is always a possibility. I am not sure that we have the authority to do that under Bill C-203 where there is a legislative requirement to provide time. I suppose if you wanted to ask to put the clause in that way, that would be another way of doing it.

[Interpretation]

**M. Short:** En fait, la principale responsabilité revient à la station qui est à l'origine de l'émission.

**M. Blaker:** Ce qui revient à dire que le nombre des compagnies qui auraient à se prévaloir d'une assurance contre la diffamation serait de l'ordre de 100?

**M. Short:** C'est exact.

**M. Blaker:** Pourriez-vous nous dire quel est le pourcentage de ces compagnies qui se prévalent d'une assurance contre la diffamation?

**M. Short:** Je puis, monsieur le président, faire une estimation et la confirmer par la suite, si cela vous convient, car, en tant qu'association, nous disposons pour les compagnies membres d'une police d'assurance-groupe contre la calomnie et la diffamation. Sur ces 100 compagnies, je dirais que 80 sont protégées.

**M. Blaker:** Quel est le montant approximatif de la prime annuelle d'assurance?

**M. Short:** Cela dépend de l'importance de la compagnie et du nombre des souscripteurs.

**M. Blaker:** Prenons l'exemple d'une compagnie moyenne et d'une prime moyenne.

**M. Short:** Il me faudra vérifier. Je peux trouver ces renseignements et vous rappeler cet après-midi, car je ne voudrais pas faire de conjecture.

**M. Blaker:** Si je vous pose cette question, c'est que, comme je l'ai dit, cela pourrait donner davantage de poids à votre argument.

**M. Short:** Oui.

**M. Blaker:** Je vais revenir en arrière de quelques années et citer le cas d'un radiodiffuseur, non pas par câble, qui était victime d'un procès en diffamation, et à cette époque j'ai trouvé des chiffres mentionnant le montant d'une prime d'assurance contre la diffamation, et ces chiffres étaient très impressionnants. Dans votre cas, j'aimerais savoir s'il s'agissait d'une société américaine et si le radiodiffuseur n'avait pu trouver d'assurance-diffamation au Canada. Avez-vous recours à une société américaine ou canadienne?

**M. Short:** Nous utilisons les services d'une société américaine car, vous avez raison, il n'y a pas d'assureur canadien.

**M. Blaker:** Je n'ai pas d'autres questions, monsieur Short. Je vous remercie.

**Le président:** Très bien, monsieur Blaker. Monsieur O'Connor.

**M. O'Connor:** Pour en revenir à votre problème, monsieur Short, j'aimerais vous poser quelques questions sur une solution possible, qu'on a probablement essayée, mais qui n'a pas marché pour une raison ou pour une autre. J'aimerais connaître votre opinion. Avez-vous tenté de faire signer à une personne qui comparait devant votre Comité une clause qui libérerait le radiodiffuseur de toute responsabilité en matière de diffamation notamment.

**M. Short:** Non, nous ne l'avons pas fait, mais je suppose que c'est possible. Je ne suis pas convaincu, toutefois, que le Bill C-203 nous autorise à le faire, à cause de l'obligation d'allouer des périodes d'émissions. Cette clause serait peut-être un moyen d'y arriver.



[Texte]

**Mr. O'Connor:** I am thinking in terms of, maybe, a simple one-page release which every candidate, and amateur for that matter, who comes before the program signs prior to his going on the air in which he agrees to indemnify you for any libel or slander action caused by his action which is out of your control.

**Mr. Short:** I think that is a very excellent possibility for the ways and means. Would that not need, though, some basis in Bill C-203, or else the candidate would say, "Well, look, I do not have to sign that. I am entitled to this."

**Mr. O'Connor:** I am thinking in general terms.

The second thought I had was respecting some kind of a delay procedure as is employed by radio stations on phone-in shows, seven or ten-second delays. Is your equipment sophisticated enough to implement that kind of a procedure?

**Mr. Short:** The problem on television with the videotape is the enormous expense of the delay procedure. On radio it is easiest. An audio tape and a five-second delay is very simple and practical. It is impractical either for television broadcasters or for cable casters. The cost of taping and delaying and replying with the video camera is just totally impractical.

**Mr. O'Connor:** All right. Thank you.

**Mr. Chairman:** Mr. Fleming.

**Mr. Fleming:** Thank you, Mr. Chairman. I think, Mr. Blaker picked up just about every point I wanted to make. If I can just go over a bit of it, though, there is a need for insurance anyway with the cable companies, the one hundred that do local programming. You either have to have a libel-slander lawyer on hand like a newspaper would or you have some insurance to cover yourself. I would think also that might add some weight if along the way you chaps are arguing with the CRTC about the various reasons to justify some commercial time sales for live local programming and if that still has a chance of argument with them some day.

I gather you are specifically concerned about our telling you that you are going to carry so much but you take the responsibility.

**Mr. Short:** That is right.

**Mr. Fleming:** I suppose what happens with broadcasting along the way quite often is that we say, since you have access to the airwaves, I guess there is some cable argument that we do not, we pay for any access we have, therefore we want you to be good corporate citizens and help us along.

What really interests me, because I think it has a lot of weight in whether something does come to pass or not, is how much is involved. Again, probably the forum, if it is possible to refer it, should be the broadcasting committee because I do not see how it can be done directly in the act, but I am no lawyer. You are going to have to have coverage anyway; your coverage would be general coverage, libel and slander coverage. Is the idea that the government would pick up 20 per cent of the bill or six hours' worth or what? Why is it necessary if you are going to have to be covered anyway?

[Interprétation]

**M. O'Connor:** Il pourrait s'agir par exemple d'une clause d'abandon d'une page simplement que chaque candidat, et même chaque amateur, à un programme, signe avant d'aller sur les ondes, et par laquelle il accepte de vous indemniser pour toute diffamation ou libelle qui résulte de ses actes ou qui échappe à votre contrôle.

**M. Short:** Je crois que cette méthode offre des possibilités. Il faudrait peut-être quand même l'appuyer par le Bill C-203, autrement le candidat pourrait dire: «Je n'ai pas à signer cela, j'y ai droit».

**M. O'Connor:** Je vois les choses dans leur ensemble.

Deuxièmement, je pensais à un certain retard qu'on utilise dans les programmes radiophoniques qui se font par téléphone, des retards de sept à dix secondes. Votre équipement vous permettrait-il d'utiliser cette méthode?

**M. Short:** Cela pose un problème pour la télévision, à cause des dépenses énormes que cette méthode de retard pose pour les rubans magnétoscopiques. Pour la radio, c'est plus facile. Un ruban téléphonique et un retard de cinq secondes est relativement simple et pratique. Mais cela ne l'est pas pour la radiodiffusion ou la cablodiffusion. Cela coûterait beaucoup trop cher d'enregistrer sur bandes, de retarder le passage de la bande pour la jouer ensuite sur caméra vidéo.

**M. O'Connor:** Très bien, je vous remercie.

**Le président:** Monsieur Fleming.

**M. Fleming:** Je vous remercie, monsieur le président. Monsieur Blaker a soulevé à peu près tous les problèmes dont je voulais parler. Pour revenir un peu sur le sujet, il n'y a pas besoin d'assurance de toute façon avec les sociétés de cablodiffusion, pour la centaine de sociétés qui s'occupent de la programmation locale. Il suffit soit d'avoir sous la main un avocat s'occupant de diffamation-libelle, comme c'est le cas pour les journalistes, on vous assure personnellement. Ce serait peut-être un argument qui aurait du poids si vous devez discuter avec le CRTC des diverses raisons justifiant les ventes des périodes d'émissions commerciales pour les programmes locaux qui passent en direct, si cela peut un jour fournir une base de discussion.

Je suppose que vous vous attendez à ce que nous vous disions quoi faire en matière d'assurance, mais c'est là votre responsabilité.

**M. Short:** Vous avez raison.

**M. Fleming:** Au sujet de la radiodiffusion, nous vous disons très souvent, étant donné que vous avez accès aux ondes et que nous ne l'avons pas, nous devons payer pour y passer, nous vous demandons par conséquent d'être de bons citoyens et de nous aider.

Ce qui me préoccupe vraiment, étant donné que ce projet a beaucoup d'importance qu'il soit adopté ou non, c'est de savoir ce que vraiment il comprend. Il faudrait probablement référer la question au comité de la radiodiffusion, je ne vois pas comment on peut trouver une solution dans la loi, mais je ne suis pas avocat. Il faudra de toute façon obtenir un champ d'application, et celui-ci doit être général, couvrir le libelle et la diffamation. L'idée est-elle que le gouvernement s'approprie 20 p. 100, ou six heures de travail ou autre chose? Pourquoi est-ce nécessaire si de toute façon vous devez être couverts?

[Text]

**Mr. Short:** Well, you have raised a number of points.

• 1025

We certainly are anxious to be good corporate citizens and I would like to extend again an invitation to every member of the House of Commons. Not just at election time but at any time, we will tape "no charge" here in Ottawa a message, any length you want to make and send it back to the constituency. We are disappointed that candidates and elected officials are not using this "no charge" system to the extent that we would like to see it used.

There is no resistance on our part to usage. We do want to be good corporate citizens and are a little disappointed that you and your colleagues are not using it.

**An hon. Member:** How often can you use this? What are the ratings?

**Mr. Short:** Try us. We are not so much interested in ratings.

**Mr. Fleming:** I am not challenging the very positive approach cable has taken. I almost have a conflict of interest because I worked for Ted Rogers for a number of years and did some broadcasts on cable. If you have to have the coverage anyway, do we have a major problem for you here?

**Mr. Short:** Well, if you have to have the coverage anyway—and generally this is true—I think you are right. I suggest though that there is a point of principle here. This is the first piece of federal legislation that requires a cable company to give access to certain people. There is no remuneration; there is no revenue generated by this appearance and there is a legal vulnerability attending the appearance. It seems logical to assume that consideration be given to relieving that vulnerability. It is a point of principle.

**Mr. Fleming:** Yes. That is what I am trying to understand and maybe I am a little dense. If you have libel and slander coverage, which surely you are going to have to have as you do more local programming, and you say: all right the principle is there—and I see the principle—so what does the government do? You are suggesting a figure of up to six hours and how much of your total loss programming that makes up, and pay a percentage?

**Mr. Short:** No, no.

**Mr. Fleming:** If we exempt you then that means that you give access to people to go on cable television and use libel and slander and can escape from it if we are not going to pay part of the bill. Where does it fit in?

**Mr. Short:** Candidates using the privileges under this bill which legislates the access, as Mr. O'Connor suggests, would agree to sign off and hold the station blameless.

**Mr. Fleming:** That is something that you could do yourselves.

[Interpretation]

**M. Short:** Vous soulevez plusieurs points.

Nous voulons certainement être de bons citoyens, et ici je tiens à répéter l'invitation qui a été faite à tous les députés de la Chambre. En tout temps, non pas seulement en temps d'élection, nous sommes prêts à enregistrer sans frais à Ottawa leurs messages, quelle que soit leur longueur, et à les acheminer dans les circonscriptions. Nous sommes extrêmement déçus du fait que tant les candidats que les représentants élus n'utilisent pas ce service sans frais.

Ce n'est certainement pas nous qui mettons des bâtons dans les roues. Nous voulons être de bons citoyens. Ce qui nous surprend, c'est le fait que vous et vos collègues n'utilisez pas davantage le système.

**Une voix:** Dans quelle mesure peut-on utiliser le service? Quels sont les cotes d'écoute?

**M. Short:** Essayez, vous verrez. Nous ne sommes pas tellement intéressés par les cotes d'écoute.

**M. Fleming:** Je ne critique pas ici l'attitude positive qu'ont adoptée les compagnies de câble. Je me trouve presque même devant un conflit d'intérêts puisque j'ai déjà travaillé un bout de temps avec Ted Rogers et fait des émissions sur le câble. Si le reportage doit être obligatoire, y a-t-il des difficultés majeures pour vous?

**M. Short:** S'il doit y avoir reportage de toute façon, la plupart du temps c'est le cas, vous avez raison. Mais c'est une question de principe. Il s'agit ici de la première mesure législative du gouvernement fédéral qui oblige les compagnies de câble à donner accès à certaines personnes. Aucune rétribution n'est prévue; l'émission ne doit apporter aucun revenu et du point de vue juridique les compagnies de câble se trouvent dans une position faible. Il me semble logique qu'on essaie d'y remédier. C'est une question de principe.

**M. Fleming:** Je ne comprends pas très bien ce que vous voulez dire. Si un reportage donne lieu à la diffamation verbale écrite, et c'est certainement possible du fait que vous avez de plus en plus de programmation locale vous dites que cela devient une question de principe, et j'admets votre argument, mais que voulez-vous que fasse le gouvernement? Vous proposez un chiffre de six heures au maximum et une compensation quelconque pour la perte de temps, c'est cela?

**M. Short:** Pas du tout.

**M. Fleming:** Si vous êtes exemptés et que vous donnez l'accès de vos programmes à des personnes coupables de diffamation verbale écrite, vous vous en tirez à bon compte puisque le gouvernement ne contribue en rien. Il ne peut rien y faire. De quelle façon voulez-vous qu'on procède?

**M. Short:** Les candidats qui profiteraient des avantages que prévoit le Bill concernant l'accès à l'antenne puisqu'il s'agit de cela, comme le souligne M. O'Connor, seraient d'accord pour signer une formule libérant le poste de toute responsabilité.

**M. Fleming:** Vous pourriez le faire vous-mêmes.

## [Texte]

**Mr. Short:** Right.

**Mr. Fleming:** They would sign a waiver form when they came in would they not?

**Mr. Short:** Yes. I am sure we could design a waiver form for each station in each situation, but would there not need to be something in the act? The candidate could say: I am not signing anything. Here is the bill and you have to let me on.

**Mr. Fleming:** Such a waiver form—if I can have a little legal counsel—would mean that the person making the slander would still have his responsibility.

**Mr. Short:** That is right.

**Mr. Fleming:** That might be a very simple solution then.

**Mr. O'Connor:** The station would still be sued.

**Mr. Short:** Oh, yes.

**An hon. Member:** The station would have to be identified.

**Mr. Short:** That is correct but there would be some relief of the vulnerability of the exposure.

**Mr. Fleming:** Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. Clark.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Short, the legislation, as I read it, puts a requirement upon any broadcaster to provide time only to candidates of registered parties. So we are not talking here about any legislative obligation to give time to any party that might be more crackpot than a registered party. Consequently I would think the danger of slanderous or libelous statements might diminish.

**Mr. Short:** Agreed.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Therefore I suggest we are not really by this legislation creating any extraordinarily new problem for you.

• 1030

**Mr. Short:** It may be a new opportunity, but it is the first federal legislation requiring access to the system.

**Mr. Clark (Rocky Mountain)** However, it is a limited access, it is an access with a hedge.

**Mr. Short:** Correct.

**Mr. Clark (Rocky Mountain)** I think it is fair to suggest that the likelihood of the kind of comments that worry you coming from registered parties is less high than the likelihood from parties that are peculiar to an area.

**Mr. Short:** Agreed.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Do you think there is still...

**Mr. Short:** The legal people would be delinquent in not saying that the exposure still exists in full measure and if we were just running a legal exercise the advice would be, why take the chance? Do not do it. However, we have had good experience, there is no question about it, we are pleased with that and we are prepared to take enormous chances, but as a point of principle with this legislation as a federal law requiring access we think there ought to be some easement on the attending vulnerability.

## [Interprétation]

**M. Short:** En effet.

**M. Fleming:** Il s'agirait de signer une déclaration de renonciation au départ, c'est cela?

**M. Short:** Oui, ce poste pourrait faire signer de telles déclarations, mais ne devrait-il pas y avoir quelque chose dans la loi également? Le candidat pourrait toujours refuser de signer et invoquer la loi quand même.

**M. Fleming:** Même avec la formule de renonciation, et si je vous demande un avis juridique, la personne qui s'adonnerait à la diffamation demeurerait responsable.

**M. Short:** En effet.

**M. Fleming:** C'est peut-être là la solution.

**M. O'Connor:** Le poste pourrait quand même être poursuivi.

**M. Short:** Certainement.

**Une voix:** Il faudrait qu'il puisse être identifié.

**M. Short:** En effet, il y aurait là une certaine protection pour le poste.

**M. Fleming:** Je vous remercie.

**Le président:** Monsieur Clark.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je vous remercie, monsieur le président.

Si je comprends bien, monsieur Short, le projet de loi oblige les radiodiffuseurs à accorder un temps d'entente aux candidats des partis reconnus seulement. Il ne s'agit donc pas ici d'une obligation juridique d'accorder du temps à n'importe quel parti, et à n'importe quel groupement plus ou moins sérieux. Le danger de diffamation écrite et verbale est donc assez considérablement réduit.

**M. Short:** Certainement.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Le projet de loi donc ne devrait pas présenter de difficulté majeure pour vous.

**M. Short:** Ce peut être une nouvelle occasion mais c'est néanmoins la première loi fédérale qui impose l'accès aux antennes.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Toutefois c'est un accès limité qui comporte une sauvegarde.

**M. Short:** C'est juste.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Il est moins probable que les partis inscrits fassent le genre de commentaires qui vous inquiètent que ceux qui sont particuliers à une région donnée.

**M. Short:** D'accord.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Croyez-vous qu'ils sont toujours...

**M. Short:** Les juristes seraient coupables s'ils niaient que ce risque existe toujours dans sa plénitude et si nous menions une étude purement juridique, on nous conseillerait de ne pas courir ce risque. Toutefois, notre expérience est valable et il ne fait aucun doute que cela nous plaît et que nous sommes disposés à courir de grands risques. En revanche, nous posons comme principe que cette mesure législative qui, en tant que loi fédérale, exige l'accès en cause aux antennes, devrait parallèlement permettre un assouplissement étant donné la vulnérabilité en cause.



[Text]

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Do you assume, as a matter of practice, the requirement of a stated period of access for candidates of registered parties will also, in effect, require you to give equal access or more access to party candidates who are not members of registered parties?

**Mr. Short:** No, we will carry out the letter of the law and then if the cable company wants to take risks beyond that, they can do so according to their own judgment.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** What I am really asking is, given the fact that you are required to give a certain amount of time to register candidates, will that not make it difficult to resist the presentations of people who are also in the field, but not candidates of registered parties?

**Mr. Short:** Yes, of course, but there is still management judgment rather than legislation to govern the decision.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Do you think that decision would be affected one way or another by the inclusion in the act of the provision you suggested or something such as Mr. O'Connor suggested?

**Mr. Short:** Yes, if we could require that sort of waiver for the candidates of the registered parties, then we would certainly require it of anyone else.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** However, if you were guaranteed freedom from liability you probably would be more inclined to let candidates who could be called minority or eccentric, depending on your point of view, have access to your facility.

**Mr. Short:** I think there is logic in your argument, Mr. Clark, but in practice we have been very open about letting people on the air and have had a good experience, so I think it would be a tertiary factor in the decision, not a primary factor.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** My only other question relates to the question of revenue and I understand the point that you do not get revenue directly in the way that other broadcasting companies do. However, you do, as you indicated in reply to Mr. Reid, collect revenue, that is why you are in the business. I am assuming that local participation is very important to cable undertakings for reasons both of audience and the anticipation that if you do not get into the field the CRTC will force you into it. In other words, political broadcasting is important to you from a revenue point of view.

**Mr. Short:** No, from a revenue point of view, in that context, local origination is not an important factor. The cable business, the heart of the business, the basis, the *raison d'être* for the whole operation is the greater viewer choice and better signal of off-air broadcasts. It grew up in places such as Trail where you could not get any reception. The local origination has not been demonstrated to build the number of subscribers, so that in the financial connotation of which you speak it is not an important factor. It is hard to generalize. In some communities it has been significant, but not primary, in subscriber—

[Interpretation]

**M. Clark (Rocky Mountain):** Dans la pratique, supposez-vous que le fait de fixer un temps d'antenne pour les candidats des partis enregistrés supposera également que vous accordiez un temps égal ou supérieur aux candidats qui ne sont pas membres des partis enregistrés?

**M. Short:** Non. Nous appliquerons la loi à la lettre et, si par la suite, la société de câble veut prendre d'autres risques, elle pourra le faire selon qu'elle le juge à propos.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Ce que je vous demande en réalité c'est qu'étant donné le fait que vous êtes tenu d'accorder un certain délai pour inscrire les candidats, ne sera-t-il pas plus difficile de freiner la présentation de personnes qui sont également dans le métier tout en n'étant pas candidats de partis enregistrés?

**M. Short:** Bien sûr, mais c'est le jugement de la direction plutôt qu'une mesure législative qui entraîne la décision.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Croyez-vous que cette décision serait modifiée dans un sens ou dans l'autre si l'on insérait dans la loi la disposition que vous avez proposée ou celle que M. O'Connor a suggérée?

**M. Short:** Bien sûr, si nous exigeons ce genre d'abandon pour les candidats des partis enregistrés, nous le ferions assurément pour toute autre personne.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Si par une déclaration écrite vous êtes libéré de cette obligation, vous seriez probablement plus enclin à laisser les candidats minoritaires excentriques, tout dépend de votre point de vue—à avoir accès à votre service.

**M. Short:** Monsieur Clark, votre argument est bien fondé, mais dans la pratique nous avons permis librement aux candidats de se servir des ondes, et notre expérience a été fructueuse à cet égard; ce serait donc un facteur secondaire et non essentiel dans la décision.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Ma seule autre question se rattache à celle des revenus et j'ai bien compris que vous ne touchiez pas directement vos recettes comme le font d'autres sociétés de radiodiffusion. Néanmoins, et comme vous l'avez indiqué en réponse à M. Reid, vous touchez des bénéfices et c'est pourquoi vous êtes en affaires. Je présume que la participation locale est fort importante dans les entreprises de câble, à la fois à cause de l'audience et de votre certitude que si vous ne vous lancez pas dans ce domaine, le CRTC vous y forcera. En d'autres termes, la radiodiffusion politique a une importance financière pour vous.

**M. Short:** Non, du point de vue recettes dans ce contexte, les émissions locales ne constituent pas un facteur important. L'essentiel du commerce de câble, la base et la raison d'être de toute cette opération, est d'offrir un plus grand choix aux usagers et une meilleure réception des émissions. Cela est particulièrement vrai à des endroits comme Trail où l'on ne pouvait pas avoir de réception. Il n'a pas été démontré que les émissions locales augmentent le nombre d'abonnés, si bien que sous l'angle financier dont vous parlez ce n'est pas un facteur important. Il est difficile de généraliser. Dans certaines localités, ce facteur a été

important mais non pas primordial pour ce qui est des abonnés...



[Texte]

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** But it is important to the point that, if you do not engage substantially in local origination, you anticipate intervention by the CRTC which might have an effect upon your licence and consequently upon your revenue?

**Mr. Short:** Correct. The CRTC considers it to be important and, therefore, the industry is making a very serious, concentrated effort to do it and do it well from guidance rather than making a token effort from legislation. We are trying to show that we can do better with a policy than with a law. In that context it is important.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Yes. thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. Stollery.

**Mr. Stollery:** I want to ask a short question. I can understand the concern of Mr. Short if we are legislating cable companies to carry political broadcasts by political parties that have some claim to legitimacy without making any provision for the cable companies, in particular, to not be liable. One of the other questioners expressed some concern that the same problem would exist with broadcasting companies. It seems to me, we would just be talking about one small area of this problem. Would Mr. Short would make some comment on whether many politicians or candidates make use of this service during campaigns? Does he have some figures or some indication?

**Mr. Short:** I would be glad to get some figures, Mr. Chairman. We are disappointed with the lack of utilization of the cable system by candidates seeking election. As I mentioned earlier, cable companies have had to go to these all-party debates and that sort of thing to get the candidates out. The answer is, we hope there will be much greater use of the system than has been the experience in the past. It has been disappointing.

**Mr. Stollery:** If success in getting candidates to use the service is not great, possibly the risk is not that great.

**Mr. Short:** That is true, except that we hope utilization will improve. You are passing a piece of federal legislation, and there is a point of principle which, we suggest, should be considered. Once this bill becomes law it will be very difficult to change it. Now is the time to consider these things, we suggest.

**Mr. Stollery:** All right; thank you Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. Nielsen.

**Mr. Nielsen:** With respect to revenue, do I understand you correctly when you say that CRTC regulations prohibit a cablevision station from selling any time, for any purpose?

**Mr. Short:** Right, sir. We are not allowed to sell any time for any purpose.

**Mr. Nielsen:** Does that apply to all your members?

[Interprétation]

**M. Clark (Rocky Mountain):** Toutefois, ce facteur a une importance telle que si vous ne vous engagez pas sensiblement dans les émissions locales, vous prévoyez l'intervention du CRTC dont l'action pourrait influencer sur votre permis et conséquemment sur vos recettes?

**M. Short:** C'est juste. Dans l'optique du CRTC, ce facteur est important et conséquemment l'industrie de câblodiffusion concentre des efforts très sérieux à bien faire son travail par conviction plutôt que de se livrer à un effort symbolique par obéissance à la loi. Nous essayons de prouver que nous pouvons mieux faire en nous soumettant à une politique plutôt qu'à une loi. Dans ce contexte, cels est important.

**M. Clark (Rocky Mountain):** En effet. Je vous remercie, monsieur le président.

**Le président:** Monsieur Stollery.

**M. Stollery:** Je veux poser un brève question. Je conçois bien l'inquiétude de M. Short si nous obligeons par une loi les sociétés de câblodiffusion à présenter des émissions politiques qui viennent de partis politiques qui se réclament d'un caractère légitime sans prévoir des dispositions pour les sociétés de câblodiffusion, et en particulier de n'être pas responsables. Un autre interrogateur s'est inquiété que la même difficulté se présenterait pour les sociétés de radiodiffusion. Il me semble que nous ne parlerions de d'un infime aspect du problème. Monsieur Short, pourriez-vous nous dire si de nombreux politiciens ou candidats utilisent ce service durant les campagnes électorales? Avez-vous des chiffres ou des précisions?

**M. Short:** J'aimerais bien obtenir des chiffres, monsieur le président. Nous sommes fort déçus du manque d'utilisation du réseau de câblodiffusion par les candidats qui se présentent. Je le répète, les sociétés de câblodiffusion ont dû se rendre à ces discussions générales de partis pour convaincre les candidats. La réponse à cette question, nous l'espérons, est que l'on se servira davantage du réseau que par le passé. L'expérience a été décevante.

**M. Stollery:** Si vous n'avez pas réussi à convaincre les candidats à utiliser ce service, le risque n'est pas tellement grand.

**M. Short:** Cela est vrai, si ce n'est que nous espérons voir augmenter l'utilisation du service. Vous adoptez une mesure législative fédérale et nous proposons qu'un point de principe soit étudié. Quand le projet de loi deviendra loi, il sera très difficile de le changer. C'est maintenant quant à nous qu'il faut songer à ces modifications.

**M. Stollery:** Je vous remercie, monsieur le président.

**Le président:** Monsieur Nielsen.

**M. Nielsen:** En ce qui concerne le revenu, vous ai-je bien saisi quand vous dites que les règlements du CRTC défendent à un poste de câblodiffusion de vendre du temps d'émission quelle que soit la raison.

**M. Short:** C'est juste, monsieur. Nous n'avons pas le droit de vendre du temps pour aucune raison.

**M. Nielsen:** Ce principe s'applique-t-il à tous vos membres?

[Text]

**Mr. Short:** Yes, sir.

**Mr. Nielsen:** Thank you.

**The Chairman:** Mr. Poulin.

• 1040

**Mr. Poulin:** My question is with respect to liability, Mr. Short. In my experience in the last election, the facilities offered were very good and I think the community found them worthwhile for hearing the candidates. But I also found that most, if not all of the time, the candidates appeared on pretaped programs. I believe that was the case on all occasions except one—which I will mention in just a moment. Would not the fact of pretaping the interviews, whether with all candidates at one time or the individual candidates, obviate your worry about liability, because you could then review them and if there was any defamatory material in any of the comments of any of the candidates it could be edited out. You would then have no liability for, in effect, broadcasting a defamation of any kind.

**Mr. Short:** That is correct. Pretaping gives you an opportunity to edit, there is not question about it. I think there are many circumstances when it is impractical to pretape, and it is those situations that we are looking at.

**Mr. Poulin:** It is only the live broadcast that you are looking at, Mr. Short. With respect to the last election, do you have any statistics on how much was live and how much was pretaped of the publications of the transmissions on your cable channels?

**Mr. Short:** I will get that for you, Mr. Poulin. I do not have it with me. I will be glad to get it, Mr. Chairman.

**Mr. Poulin:** There was an incident in the Ottawa area where there was a live program of all candidates for all of the ridings in the area and one candidate, who was not from a major party, stated some things that were not against any specific person but generally against our system of carrying on government, and so on. You probably remember that. I think he had the right to say it, but there was no defamation against any individual or group; it was, rather, against the Canadian form and system of government and he had the right to say it.

I think, Mr. Short, from what I have seen in this area, that most programs are pretaped. What would be the additional cost to you providing adequate libel and slander coverage on those few occasions when there is live coverage of a meeting of candidates or a meeting of a candidate?

**Mr. Short:** I will try to determine that on the experience of the last election, Mr. Poulin, and get a figure for you. I think the figure will be within reasonable limits. This is my impression. Again, we are looking at a point of principle which we think, just in the interests of natural, simple justice, ought to be considered. Even if the economic dimensions are large or small today, five years from now they might be quite different.

[Interpretation]

**M. Short:** Oui, monsieur.

**M. Nielsen:** Je vous remercie.

**Le président:** Monsieur Poulin.

**M. Poulin:** Ma question se rattache à la responsabilité, monsieur Short. D'après mon expérience au cours des dernières élections, les services offerts étaient excellents et je pense que la communauté les a trouvés fort utiles pour écouter les candidats. Mais j'ai constaté que la plupart du temps, sinon tout le temps, les candidats apparaissaient à des émissions enregistrées d'avance. Je crois que c'est cela qui s'est produit à toutes les occasions à l'exception d'une, dont je vous parlerai dès l'instant. Le fait d'enregistrer d'avance les entrevues, soit de tous les candidats en même temps ou des candidats particuliers, ne devrait-il pas vous délivrer de vos inquiétudes concernant la responsabilité, car vous pourriez alors les réviser, et si certains commentaires des candidats comportaient du matériel diffamatoire, vous pourriez le supprimer. Vous ne seriez donc pas tenus responsables de radiodiffuser toutes formes de diffamation.

**M. Short:** C'est juste. Il est incontestable que les enregistrements préalables vous permettent de faire la mise au point finale. Je pense que dans plusieurs circonstances, il est fort peu pratique de faire des enregistrements préalables et ce sont ces situations que nous étudions.

**M. Poulin:** Monsieur Short, vous examinez uniquement la radiodiffusion en direct. Dans le cas des dernières élections, avez-vous des statistiques donnant une répartition de ce qui a été fait en direct et enregistré d'avance concernant les publications des transmissions effectuées sur vos réseaux de câblodiffusion?

**M. Short:** Je vous obtiendrai ces statistiques, monsieur Poulin. Je ne les ai pas avec moi. Je me ferai un plaisir de vous les procurer, monsieur le président.

**M. Poulin:** On se souviendra que dans la région d'Ottawa on avait fait une émission en direct pour tous les candidats de toutes les circonscriptions de cette région et un candidat n'appartenant pas à un des grands partis a fait certaines déclarations qui ne s'attaquaient pas directement à une personne particulière, mais à notre régime général de gouvernement, et ainsi de suite. Vous vous souvenez sans doute de cet incident. A mon avis, il avait le droit de le dire car il n'y a pas eu diffamation contre un particulier ou un groupe; on attaquait plutôt la forme et le régime du gouvernement du Canada et il avait le droit de le dire.

Donc, monsieur Short, d'après ce que j'ai pu constater dans cette région, je pense que la plupart des émissions sont enregistrées d'avance. Quels seraient les frais supplémentaires qu'occasionnerait une bonne protection contre la diffamation verbale lors de ces brèves occasions où il y a une émission en direct d'une réunion de candidats ou d'une réunion d'un candidat?

**M. Short:** J'essaierai de vous répondre en fonction de l'expérience de la dernière élection, monsieur Poulin, et en obtenant des chiffres pour votre gouverne. Je pense que les chiffres s'en tiendront à des limites raisonnables. C'est toutefois mon impression. Je répète que nous analysons un point de principe qui, à notre avis et uniquement dans l'intérêt de la justice naturelle toute simple, devrait être analysé. Même si les dimensions économiques sont étendues ou faibles aujourd'hui, il se peut que dans cinq ans elles soient fort différentes.

[Texte]

**Mr. Poulin:** I quite agree with you, Mr. Short.

**Mr. Nielsen:** The premium goes up on politicians!

**Mr. Poulin:** It always does at election time, Mr. Nielsen, that is for sure, the premiums for all of these things. I agree with you. If you are going to bear any kind of liability, real or potential, that should be taken into consideration when an obligation is imposed upon you. If we had some idea of what it would cost to provide adequate insurance for your organizations. It might well be within the scope of reasonableness for your company and the companies you represent, sir. They are all cable organizations, and of course we do not know the profit picture, but from the rumours we hear you are not suffering too much.

**Mr. Short:** Mr. Chairman, I will leave Statistics Canada with you. They cannot believe the debt picture of the cable industry; they keep questioning it. The working capital position for the whole industry is negative, but that is not the point you wanted to make.

**Mr. Poulin:** No. That is not my point. Thank you very much, Mr. Short.

**The Chairman:** As we have no further questioners, I have the pleasant duty of thanking you on behalf of the members of this Committee, Mr. Short, for the very valuable information you brought us. I also want to thank you for your offer that we avail ourselves of your offices. We will consider this more often.

**Mr. Short:** Thank you very much.

**Mr. Nielsen:** It is 130 Albert Street.

**Mr. Short:** That is right, Room 908. Telephone us and we will arrange it.

**The Chairman:** Thank you very much. As we have to vacate this room by 11:00 o'clock, if there is no more business I have the duty of informing you that next Thursday at 3:30 p.m. the Honourable Allen MacEachen, the President of the Privy Council, will be our witness.

Yes, Mr. Reid?

**Mr. Reid:** Is that an afternoon meeting and not a morning meeting?

**The Chairman:** It is in the afternoon, yes, at 3:30.

**Mr. Reid:** Perhaps I might suggest that you check with Mr. MacEachen's office because I know he has a meeting in Halifax at 6:00 o'clock that evening. It may well be worthwhile to make sure that the times are correct.

• 1045

**The Chairman:** Yes. I think there is no problem about using a morning slot if everyone is in agreement. Perhaps we should go at 9:30 Thursday morning. Is this agreeable if the Minister can make it at 9:30 Thursday morning?

**An hon. Member:** You can check it out and let us know.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** May I ask, Mr. Chairman, through Mr. Reid, what has become of Mr. "X"? Has anyone been in touch with him?

[Interprétation]

**M. Poulin:** Je suis tout à fait d'accord, monsieur Short.

**M. Nielsen:** Les primes montent pour les politiciens!

**M. Poulin:** Cela se produit toujours au moment des élections, monsieur Nielsen, cela est vrai de toutes les primes et j'en conviens avec vous. Si vous devez assumer toutes espèces de responsabilités réelles ou potentielles, il faudrait en tenir compte quand on vous impose une obligation. Si nous savions à peu près ce qu'il en coûterait pour assurer suffisamment vos organisations, ce pourrait être dans le cadre des montants raisonnables de votre société et de celles que vous représentez, monsieur. Ce sont toutes des sociétés de câblodiffusion et nous n'en connaissons pas, bien sûr, les profits, mais d'après les rumeurs qui circulent, vous ne souffrez pas beaucoup.

**M. Short:** Monsieur le président, je vais abandonner Statistiques Canada à vos soins. Ce service ne croit pas à la situation déficitaire de l'industrie de câblodiffusion. Il ne cesse de la mettre en doute. L'ensemble de l'industrie manque de capital de roulement. Mais ce n'est pas là l'aspect que vous vouliez soulever.

**M. Poulin:** Non. Ce n'est pas cet aspect. Je vous remercie beaucoup, monsieur Short.

**Le président:** Comme il n'y a plus d'interrogeurs, j'ai le devoir agréable de vous remercier au nom des membres de ce Comité, monsieur Short, pour les renseignements très précieux que vous nous avez donnés. Je tiens également à vous remercier de nous avoir offert d'utiliser nous-mêmes vos services. Nous y songerons plus souvent.

**M. Short:** Je vous remercie beaucoup.

**M. Nielsen:** Le bureau se trouve au 130 de la rue Albert.

**M. Short:** C'est juste. Pièce 908. Prévenez-nous par téléphone et nous amènerons une rencontre.

**Le président:** Je vous remercie beaucoup. Comme nous devons évacuer la pièce à 11 h. 00 et s'il n'y a plus rien à l'ordre du jour, j'ai le devoir de vous informer que jeudi prochain, à 15 h. 30, le président du Conseil privé, l'honorable Allen MacEachen sera notre témoin.

Oui, monsieur Reid?

**M. Reid:** Est-ce une réunion de l'après-midi au lieu d'une réunion de la matinée?

**Le président:** C'est une réunion de l'après-midi qui se tiendra à 15 h. 30.

**M. Reid:** Je vous recommande de vérifier auprès du bureau de M. MacEachen, car je sais pertinemment qu'il a une réunion à Halifax à 18 h 00 ce soir-là. Il serait sans doute opportun de s'assurer de l'exactitude des heures.

**Le président:** Oui, je crois que nous pouvons nous réunir le matin si tout le monde est d'accord. Peut-être devrions-nous convenir de 9 h 30 jeudi matin. Vous êtes d'accord, si le ministre peut se libérer à 9 h 30 jeudi matin?

**Une voix:** Vous pouvez vous en assurer et nous avertir.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Monsieur le président, si M. Reid le permet, puis-je vous demander ce qui est advenu de M. «X»? Quelqu'un a-t-il communiqué avec lui?



[Text]

The Chairman: Mr. Reid.

**Mr. Reid:** Yes, I have been in touch with the National Energy Board with which he is now employed as part of the hearings. He is participating.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Does that mean that we will not be able to have his advice?

**Mr. Reid:** I would assume that the requisite officials will be with the Minister when he comes. Presumably if you wish to have them back at a later time, he will be here. The draftsman from the Department of Justice is normally on call when you want him to go through the technical matters. But I suspect, Mr. Chairman, that the Committee may want to consider these matters after they have heard from Mr. MacEachen and then determine where it wants to go from there. We certainly can make the necessary people available.

**Mr. Howard:** Would Mr. "X" appear ...

**Mr. Reid:** I think he will appear as a normal human being, as he is.

The Chairman: Mr. O'Connor.

**Mr. O'Connor:** Mr. Chairman, I suggest that if Mr. MacEachen is not available any time on Thursday, we not meet at all. I think it is desirable that our next witness be the Minister, whenever he is available.

**Mr. Reid:** Mr. Chairman, if it does turn out to be an awkward combination of times, perhaps we might hear from the Chief Electoral Officer who could give us a run through the bill in its technical terms and on those items about which he has some doubt and on which we have some doubt. It might be more appropriate to do it in that way and then still have the Minister come afterwards. This is a suggestion that you might want to consider.

The Chairman: Mr. O'Connor.

**Mr. O'Connor:** I was under the assumption, Mr. Chairman, that we had done this in our first meeting.

An hon. Member: No, no.

**The Chairman:** No, I do not believe you have. I went through the minutes of that meeting and I do not believe you have. Perhaps other people will express an opinion on this.

**Mr. McKinnon:** I believe he forgot his notes. He did not forget, I am sorry. He did not forget his notes. He did not bring them with him.

**The Chairman:** All right. Bring these notes next Thursday, Mr. Hamel.

**Mr. Reid:** The Committee might consider meeting Wednesday afternoon to hear Mr. Hamel. It is a complicated piece of legislation and I think it would be helpful to go through it with Mr. Hamel to do the relationships between the two and then go on to Mr. MacEachen.

[Interpretation]

Le président: Monsieur Reid.

**M. Reid:** Oui, je suis entré en contact avec la Commission nationale de l'énergie qui l'emploie actuellement dans le cadre des audiences. Il est un des participants.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Cela veut-il dire que nous ne pourrions pas faire appel à ses connaissances?

**M. Reid:** Je suppose que les fonctionnaires dont nous aurons besoin accompagneront le ministre. Si vous désirez les convoquer de nouveau à une date ultérieure, vous pourrez le demander au ministre. Le rédacteur du ministère de la Justice doit pouvoir vous aider lorsque vous désirez son aide pour résoudre des questions techniques. Mais, monsieur le président, je suppose que le Comité n'étudiera ces questions qu'après avoir consulté M. MacEachen; il pourra alors déterminer de la marche à suivre. Mais nous pouvons certainement convoquer les gens dont nous avons besoin.

**M. Howard:** Est-ce que M. «X» pourrait comparaître ...

**M. Reid:** Je pense qu'il comparaitra en tant qu'individu normal.

Le président: Monsieur O'Connor.

**M. O'Connor:** Monsieur le président, si M. MacEachen n'est pas en mesure de venir jeudi, je propose que nous ne nous réunissions pas. Nous devons faire en sorte que le ministre soit notre prochain témoin, quand il sera disponible.

**M. Reid:** Monsieur le président, si notre horaire le permettait, peut-être pourrions-nous convoquer le directeur général des élections, qui pourrait nous expliquer rapidement le bill du point de vue technique et nous parler des points sur lesquels il a des doutes et de ceux que nous-mêmes ne trouvons pas très convaincants. Cela vaudrait peut-être mieux, et nous pourrions tout de même convoquer le ministre plus tard. Peut-être souhaiteriez-vous envisager cette solution.

Le président: Monsieur O'Connor.

**M. O'Connor:** Monsieur le président, j'avais l'impression que nous avions fait ce travail lors de notre première séance.

Une voix: Non, pas du tout.

**Le président:** Non, je ne le pense pas non plus. J'ai lu le procès-verbal de cette séance et ce n'est pas l'impression que j'en ai tirée. Certains d'entre vous ont peut-être quelque chose à ajouter à ce sujet.

**M. McKinnon:** Je crois qu'il a oublié ses notes. Il ne les a pas oubliées, excusez-moi. Il n'a pas oublié ses notes. Il ne les a pas apportées.

**Le président:** Très bien, apportez ces notes jeudi prochain, monsieur Hamel.

**M. Reid:** Peut-être le Comité pourrait-il se réunir mercredi après-midi pour entendre M. Hamel. Nous sommes devant un instrument législatif compliqué et je pense qu'il serait très utile de parcourir ce texte avec M. Hamel pour dégager la relation qui existe entre les deux; nous passerions ensuite à M. MacEachen.



[Texte]

**The Chairman:** It seems that the Committee wishes that it be Thursday morning at 9:30. You will be so advised.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Mr. Chairman, I wonder if Mr. Hamel's notes are in a form that might be presented to us prior to the meetings, so that we have a chance to refer to them. I do not want to suggest a procedure that will be awkward, but that might be more expeditious.

**Mr. J. M. Hamel (Chief Electoral Officer):** Yes, I think these notes could be drafted in such a way that they could be made available to the Committee. Since this is a government bill, as you know I was not involved in the drafting. I felt that I had to let the Minister know what my comments were, and I think he has had my comments now.

As I explained the other day, this has nothing to do with the policy of the bill. These are just relatively minor things in my opinion, clarifications of a few points which might make the administration of the law more complex than necessary.

**The Chairman:** Mr. Dick.

**Mr. Dick:** Mr. Hamel, in making your comments to the Minister, your observations on the bill, did you put your presentation verbally or in written form?

**Mr. Hamel:** It is in written form, sir.

**Mr. Dick:** Is there a possibility that we could have that circulated to us, or is it private and confidential? Or is it such that you feel that the members of the Committee could have copies prior to Thursday?

**Mr. Hamel:** No, it is not private and confidential. As I said, these are just technical points, more or less. I believe it could be made available to the Committee.

**The Chairman:** When would this be practical?

**Mr. Hamel:** I could have them ready for tomorrow afternoon.

• 1050

**The Chairman:** Is it the wish of the members of the Committee to have the notes?

**An hon. Member:** I think it would be nice.

**The Chairman:** Mr. Howard, did you seek the floor?

**Mr. Howard:** No, Mr. Chairman, I understood it was time to go home.

**The Chairman:** Yes, I think so. Since there is no more business, this meeting stands adjourned until Thursday morning at 9:30. Thank you very much.

[Interprétation]

**Le président:** Le Comité semble vouloir se réunir jeudi matin à 9 h 30. Vous recevrez une convocation.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Monsieur le président, peut-être que les notes de M. Hamel sont rédigées de telle sorte qu'il lui serait possible de nous les soumettre avant la réunion, ce qui nous permettrait de nous y reporter. Je ne voudrais pas compliquer les choses, mais cela serait peut-être une façon expéditive de procéder.

**M. J.-M. Hamel (directeur général des élections):** Oui, je pense pouvoir rédiger ces notes et les soumettre au Comité. Comme vous le savez, il s'agit d'un bill du gouvernement, et par conséquent je n'ai pas participé à sa rédaction. J'ai estimé devoir communiquer mes observations au ministre, et il doit maintenant les avoir reçues.

Comme je l'ai expliqué l'autre jour, elles n'ont rien à voir avec le principe du bill. Il s'agit uniquement, à mon sens, de détails, d'éclaircissements sur certains points qui pourraient compliquer l'administration de cette loi inutilement.

**Le président:** Monsieur Dick.

**M. Dick:** Monsieur Hamel, lorsque vous avez communiqué au ministre vos observations à propos du bill, l'avez-vous fait oralement ou par écrit?

**M. Hamel:** Par écrit, monsieur.

**M. Dick:** Ce texte pourrait-il nous être communiqué ou bien a-t-il un caractère privé et confidentiel? Pensez-vous qu'il serait possible de nous en distribuer des exemplaires avant jeudi?

**M. Hamel:** Non, ce n'est pas un document privé et confidentiel. Comme je l'ai dit, il s'agit uniquement de questions techniques, dans l'ensemble. Je crois pouvoir le soumettre au Comité.

**Le président:** Quand cela sera-t-il possible?

**M. Hamel:** Demain après-midi.

**Le président:** Les membres du Comité désirent-ils prendre connaissance de ces notes?

**Une voix:** Ce serait une bonne chose.

**Le président:** Monsieur Howard, vous avez demandé la parole?

**M. Howard:** Non, monsieur le président, je pensais simplement qu'il était temps de rentrer chez soi.

**Le président:** Je le crois. Puisque nous en avons terminé, la séance est levée jusqu'à jeudi matin, 9 h 30. Merci beaucoup.



















HOUSE OF COMMONS

Issue No. 14

Thursday, October 25, 1973

Chairman: Mr. Maurice Dupras

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 14

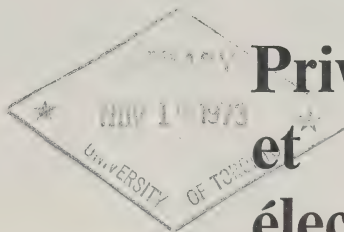
Le jeudi 25 octobre 1973

Président: M. Maurice Dupras

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent des*

# Privileges and Elections



# Privilèges et élections

## RESPECTING:

Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses

## CONCERNANT:

Bill C-203, Loi modifiant la Loi électorale du Canada, la Loi sur la radiodiffusion et la Loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection

## APPEARING:

The Hon. Allan J. MacEachen, President of the Queen's Privy Council for Canada

## COMPARAÎT:

L'honorable Allan J. MacEachen, Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada

## WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

## TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

First Session

Twenty-ninth Parliament, 1973

Première session de la

vingt-neuvième législature, 1973

STANDING COMMITTEE ON  
PRIVILEGES AND ELECTIONS

*Chairman:* Mr. Maurice Dupras

*Vice-Chairman:* Mr. Douglas Stewart

Messrs.

Andre  
Brewin  
Blais  
Blaker

Clark  
(*Rocky Mountain*)  
Dick  
Fleming  
Howard

COMITÉ PERMANENT DES  
PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS

*Président:* M. Maurice Dupras

*Vice-président:* M. Douglas Stewart

Messieurs

Matte	Nowlan
MacDonald ( <i>Egmont</i> )	O'Connor
Miss MacDonald ( <i>Kingston</i> <i>and the Islands</i> )	Poulin
Nielsen	Reid
	Stollery—(19)

(Quorum 10)

*Greffier du Comité*

Robert D. Marleau

*Clerk of the Committee*

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Thursday, October 25, 1973:

Messrs. Nowlan and Dick replaced Messrs.  
McKinnon and MacLean.

Suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du  
Règlement

Le jeudi 25 octobre 1973:

MM. Nowlan et Dick remplacent MM. McKinnon  
et MacLean.

## MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, OCTOBER 25, 1973.

(17)

[Text]

The Standing Committee on Privileges and Elections met this day at 9.46 a.m., the Chairman, Mr. Dupras, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Andre, Blais, Blaker, Brewin, Clark (*Rocky Mountain*), Dick, Dupras, Howard, MacDonald (*Egmont*), Nowlan, O'Connor, Poulin, Reid and Stollery.

*Appearing:* The Honorable Allan J. MacEachen, President of the Queen's Privy Council for Canada.

The Committee resumed consideration of Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses.

The Committee resumed consideration of Clause 2.

The Minister made an opening statement and answered questions.

At 11.00 a.m., the Committee adjourned until Thursday, October 30, 1973.

## PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 25 OCTOBRE 1973

(17)

[Traduction]

Le Comité permanent des privilèges et élections se réunit ce jour à 9 h 46 du matin, le président M. Dupras occupe le fauteuil.

*Membres du comité présent:* MM. Andre, Blais, Blaker, Brewin, Clark (*Rocky Mountain*), Dick, Dupras, Howard, MacDonald (*Egmont*), Nowlan, O'Connor, Poulin, Reid et Stollery.

*Comparaît:* L'honorable Allan J. MacEachen, président du Conseil privé de la Reine pour le Canada.

Le Comité reprend l'étude du Bill C-203, Loi modifiant la Loi électorale du Canada, la Loi sur la radiodiffusion et la Loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection.

Le Comité reprend l'étude de l'article 2.

Le ministre fait une déclaration préliminaire et répond aux questions.

A 11 heures du matin, le Comité suspend ses travaux jusqu'au mardi 30 octobre 1973.

*Le greffier du Comité*

Robert D. Marleau

*Clerk of the Committee*

## EVIDENCE

(Recorded by *Electronic Apparatus*)

Thursday, October 25, 1973

• 0948

[Text]

The Chairman: Gentlemen, we have a quorum, this meeting will come to order.

First, I should like to inform you that further to his appearance before the Committee Mr. Short, the president of the Canadian Cable Television Association, sent us a letter giving us the information we were seeking in regard to the cost of libel insurance and so forth. I understand the Clerk is having these copies passed around.

This morning we will pursue consideration of Clause 2 of Bill C-203. We are indeed privileged to have with us today the Minister responsible, the President of the Privy Council, the Hon. Allan MacEachen.

I understand, Mr. Minister, that you have an opening statement.

• 0950

Hon. J. Allan MacEachen (President of the Queen's Privy Council for Canada): Mr. Chairman, I do not have anything written out, but if you wish I could say something about the general structure or the general intent of the bill and mention the principal features of it. Maybe that would provide a basis for discussion.

The Chairman: Yes, I think the members are in agreement with this.

Mr. MacEachen: The bill makes an effort to define election expenses. Generally the definition is intended to include all outlays, whether for services or goods, made during the election campaign, or not necessarily made during the election campaign but covering the election campaign.

You may recall that in the earlier bill brought out in the last parliament, the definition of election expenses was confined to advertising expenses, to outlays by members on advertising in the media. That was based upon the conclusion of the Barbeau Committee, particularly that the main factor in escalating costs of election campaigns was the rising expenditures on the media. In framing that bill we confined the definition generally to paid advertising.

In this particular bill the definition is much more comprehensive and attempts to cover all expenses with one or two exceptions, the main one being the contribution of volunteer labour. So you will see in the definition of election expenses in Clause 2 that it includes amounts paid, liabilities incurred, and then the commercial value of goods and services donated, other than volunteer labour.

The volunteer worker who comes into the campaign to assist a candidate or a party without recompense for himself from the party or without recompense from another source certainly is not assimilated as part of election expenses. Certainly it was my feeling that it would be unfortunate if we did not allow volunteers—the volunteer worker really is the backbone of the political process—an opportunity to come forward and contribute their time, and that would not be included in election expenses. Therefore the candidate would not be bound to put a commercial value on the work of volunteers in the campaign or the party.

## TÉMOIGNAGES

(*Enregistrement électronique*)

Le jeudi 25 octobre 1973

[Interpretation]

Le président: Messieurs, nous avons le quorum et nous pouvons commencer.

Tout d'abord, j'aimerais vous indiquer qu'à la suite de sa comparution devant le comité, M. Short, président de l'Association canadienne de télévision par câble nous a adressé une lettre nous donnant les renseignements que nous cherchions à propos du coût d'une assurance contre la diffamation. Le greffier est en train de vous distribuer des exemplaires de cette lettre.

Ce matin, nous poursuivons l'étude de l'article 2 du Bill C-203. Nous avons en fait le privilège d'accueillir aujourd'hui le ministre responsable, président du Conseil privé l'honorable Allan MacEachen.

Monsieur le ministre, si vous voulez prendre la parole.

L'hon. Allan J. MacEachen (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada): Monsieur le président, je n'ai rien dédigné mais si vous le désirez je pourrais vous parler de la structure et de l'intention générales de ce projet de loi et vous en indiquer les principales caractéristiques. Ainsi, nous pourrions avoir une base de discussion.

Le président: Oui, je pense que les membres du comité sont d'accord.

M. MacEachen: Ce projet de loi s'efforce de définir les dépenses d'élection. Généralement, la définition doit tenir compte de toutes les dépenses, qu'il s'agisse de biens ou de services, qui interviennent non pas nécessairement pendant la campagne électorale mais couvrant la campagne électorale.

Vous vous souvenez que dans le bill présenté au cours de la dernière législature, la définition des dépenses d'élection se limitait aux dépenses de publicité, au coût de la publicité faite par les députés à travers les moyens d'information. Cette définition reposait sur la conclusion du Comité Barbeau, à savoir que le principal facteur de l'accroissement du coût des campagnes électorales était l'augmentation des sommes versées aux moyens d'information. En rédigeant ce projet de loi, nous avons limité la définition à toute la publicité payée.

Dans ce projet de loi, la définition est beaucoup plus globale et cherche à couvrir toutes les dépenses à une ou deux exceptions près, la principale étant le travail volontaire. Ainsi, vous verrez que la définition des dépenses d'élection de l'article 2 inclut les sommes payées, les dépenses engagées et la valeur commerciale des marchandises et services à l'exception du travail volontaire.

Il est certain que tout bénévole accompli pour aider un candidat ou un parti sans recevoir de dédommagement du parti ou d'une autre source n'entre pas dans les dépenses d'élection. J'ai assurément eu le sentiment qu'il serait regrettable de ne pas autoriser le travail bénévole. Le travailleur bénévole représente en fait la base du processus politique, c'est un moyen pour lui de mettre son temps à contribution et cela ne doit pas être inclus dans les dépenses d'élection. Par conséquent, le candidat n'est pas obligé de fixer une valeur commerciale au travail des bénévoles au cours de la campagne ou au sein du parti.



## [Texte]

Having defined election expenses as well as we can, and maybe you will want to go into that further, we have used it to put a limit on the spending of political parties during the campaign. It was not the intention of the bill to regulate political parties in every aspect of their activity or in every day of the year. The purpose of the legislation and the drive towards bringing it in was to put a limit on the expenses of national parties during the campaign period. So I draw a distinction between the normal operating outlays of registered parties in their day-to-day or year-to-year operations.

## • 0955

We make no effort to put a control on that but we do put a limit on expenditures of a political party during the campaign. The same definition of election expenses is applied to political parties as is applied to the candidate. We have broadened the definition of election expenses beyond the amendment that we brought in in Committee last Parliament, in an effort to apply further limits to parties. The party limit is established in the bill. It is 30 cents per elector. You will find it on page 7:

The chief agent of any registered party that, through registered agents or other persons acting on behalf of the registered party, incurs election expenses on account of or in respect of the conduct or management of an election that exceed in the aggregate the amount determined by multiplying thirty cents by the number of names appearing on all preliminary lists of electors at the election for the electoral districts in which there is an official candidate who has the endorsement of the party, is guilty of an offence against this Act.

The amount that a registered party can spend is stated in that clause on pages 7 and 8, the limitation of expenses of registered parties.

Where did this amount come from? It really came from the special committee that met in the last Parliament. As I understand it it was a consensus figure reached by members of all parties who really, as far as I know, did not have access to sufficient data to arrive at a firm conclusion. To my knowledge there is no place where anyone of us can get in an official way, the actual spending of the registered political parties. I felt that it might be better to leave this particular aspect undefined or unregulated in the bill and to ask a standing committee following the next election, when we would have available the spending data of the political parties, then to establish some limit.

However, as there was a considerable desire to deal with it directly in this bill and because the special committee did make a firm recommendation of 30 cents per elector for electoral districts in which registered parties had candidates, I have put it in the bill. There is also a provision that following the next election, when the data will be available from the political parties, a standing committee can look at this and say: well, that is really too much, or it can be changed. That is how we arrived at the figure for the registered parties.

## [Interprétation]

Après avoir défini les dépenses d'élection du mieux possible, et peut-être aimeriez-vous que nous y revenions, nous avons pris cette définition pour fixer une limite aux dépenses des partis politiques au cours de la campagne. Le bill n'a pas l'intention de réglementer les activités quotidiennes des partis politiques. Le but et l'intérêt de cette législation visent à limiter les dépenses des partis nationaux au cours de la campagne électorale. Il y a donc une distinction par rapport aux dépenses de fonctionnement normales des partis enregistrés dans leurs activités au jour le jour ou d'année en année.

Nous n'avons pas cherché à exercer de contrôle sur cet aspect et nous limitons les dépenses des partis politiques au cours de la campagne électorale. La même définition des dépenses d'élection s'applique à la fois aux partis politiques et aux candidats. Nous avons élargi cette définition des dépenses d'élection au-delà de l'amendement que nous avons proposé en comité au cours de la dernière législature, afin d'appliquer des limites supplémentaires aux partis. Ces limites sont définies dans le projet de loi. Elle est de 30c. par électeur. La définition se trouve à la page 7:

L'agent principal de tout parti enregistré qui, par l'intermédiaire d'agents enregistrés ou d'autres personnes agissant au nom du parti enregistré, engage pour la conduite ou la direction d'une élection des dépenses d'élection dont le total excède le montant obtenu en multipliant trente cents par le nombre de noms figurant sur toutes les listes préliminaires des électeurs pour l'élection dans les circonscriptions où il y a un candidat officiel parrainé par le parti, est coupable d'une infraction à la présente loi.

La somme qu'un parti enregistré peut dépenser est définie dans cet article des pages 7 et 8, intitulé: limitation des dépenses des partis enregistrés.

Comment cette somme a-t-elle été définie? Elle l'a été par un comité spécial qui s'est réuni au cours de la dernière législature. Si je comprends bien, cette somme a été définie avec l'accord des membres de tous les partis qui, en fait, n'ont pas suffisamment de données pour trouver une conclusion définitive. A ma connaissance, aucun d'entre nous ne peut trouver les chiffres officiels des dépenses engagées par les partis politiques enregistrés. J'ai pensé qu'il était préférable de ne pas préciser cet aspect particulier du projet de loi et de demander au comité permanent après les prochaines élections, lorsque nous disposerons de toutes les données des partis politiques, de fixer une limite.

Toutefois, comme plusieurs personnes souhaitaient ardemment que l'on en parle directement dans ce projet de loi et parce que le comité spécial avait recommandé fermement 30c. par électeur pour les districts électoraux dans lesquels les partis enregistrés avaient des candidats, je l'ai inséré dans le projet de loi. Il existe également une disposition qui stipule qu'après les prochaines élections, une fois que les chiffres seront mis à notre disposition par les partis politiques, un comité permanent examinera cette somme et dira si elle est trop importante et doit être modifiée. C'est de cette façon que nous avons défini les chiffres pour les partis enregistrés.

[Text]

You can see from the debates in the Commons and from the work of the special committee that this figure is a consensus figure reached to establish a midway point between some members who said it ought to be higher and other members who said it ought to be lower. I have no data from all the political parties, upon which to base this figure because it is not available anywhere. Registered parties have never been obliged under the law, unlike candidates, to report any item of information about the receipt of funds or the spending of their funds. We all know that and this is the first time the registered party will be asked to do this.

Now on the candidates, the definition is as I have mentioned: we have put a limit on candidates that is tougher, certainly because of the widened definition of election expenses that was proposed in the last bill. In my opinion the candidate limit is probably the feature of the bill that will have the greatest impact upon the electoral process. The formula is established in the bill. It follows basically, as I recollect, the recommendations of the special committee and there did not seem to be very many objections to this.

Individual candidates will be permitted to spend an amount no greater than the equivalent of a dollar for each of the first 15,000 eligible voters, 50 cents for each of the next, and 25 cents for each elector over 25,000. In a constituency with roughly 40,000 electors, a candidate would be permitted to spend about \$23,750. I believe that is a real limit and members of Parliament ought not to overlook the fact that it will oblige in many constituencies very fundamental changes in the operation.

I have said quite a bit and maybe if you want me to stop here I will be glad to, but maybe I should say a word about two or three other aspects.

One is the disclosure aspect. This is brand new for the registered parties. The registered parties will be obliged to disclose their income on a yearly basis and they will be obliged to disclose their expenditures on a yearly basis but there is no limit on the amount of money they can bring in and there is no limit on the amount of money they can spend normally except on an election campaign. We are asking in the bill that all contributions from individuals, corporations and associations, be disclosed if these contributions exceed \$100. This will apply to candidates and to political parties.

The disclosure will be undertaken by the agent and the auditors of the party and by the official agent and the auditor of the candidate at an election time. Their reports will be made available to the Chief Electoral Officer, and the disclosed information will be available for inspection in the Chief Electoral Officer's files or records. That is a big part of the bill.

• 1000

[Interpretation]

Les débats de la Chambre des communes et le travail du comité spécial vous permettent de voir que ce chiffre a été défini à la suite d'un accord afin de trouver un compromis entre les députés qui pensaient devoir l'accroître et ceux qui voulaient le diminuer. Aucun parti politique ne fournit de données sur lesquelles peut se fonder ce chiffre. Contrairement aux candidats, les partis enregistrés ne sont pas tenus de divulguer les fonds qu'ils reçoivent ou la façon dont ils les dépensent. Nous en sommes tous conscients, et c'est la première fois que l'on demandera aux partis enregistrés de le faire.

En ce qui concerne les candidats maintenant, la définition est celle que j'ai mentionnée: nous avons imposé une limite plus étroite aux candidats, certainement à cause de la plus grande définition des dépenses d'élections proposée dans le dernier projet de loi. A mon avis, cette limite imposée aux candidats représente certainement la caractéristique du projet de loi qui aura la plus grande influence sur les élections. La formule est définie dans ce projet de loi. Si je me souviens bien, cette formule suit fondamentalement les recommandations du comité spécial et il n'y a pas eu, me semble-t-il, beaucoup d'objections à son sujet.

Les candidats ne seront pas autorisés de dépenser à titre personnel une somme supérieure à \$1 pour chacun des 15,000 premiers électeurs, 50c. pour chacun des suivants et 25c. pour chacun des électeurs au-delà de 25,000. Dans une circonscription comptant environ 40,000 électeurs, le candidat pourra dépenser environ \$23,750. Je pense qu'il s'agit-là de la limite véritable et les députés du Parlement ne devraient pas oublier le fait que cela va imposer des changements très importants dans plusieurs circonscriptions.

J'ai déjà beaucoup parlé et si vous désirez m'interrompre je suis prêt à le faire, mais peut-être pourrais-je parler d'un ou deux autres aspects.

L'un d'entre eux est celui de la divulgation. C'est un aspect nouveau pour les partis enregistrés. Les partis enregistrés seront obligés de divulguer leur revenu annuel et seront obligés de divulguer leurs dépenses au cours des douze mois mais il n'y a pas de limite quant à la somme qu'ils peuvent collecter ni de limite aux sommes qu'ils peuvent dépenser normalement en dehors des campagnes électorales. Le bill demande qu'au-delà de \$100 l'on divulgue toutes les sommes versées par des individus, des sociétés et des associations. Cela s'appliquera à la fois au candidat et au parti politique.

En période d'élections, ce seront les agents et les vérificateurs officiels des partis et des candidats qui auront la responsabilité de les rendre publiques. Leurs rapports seront mis à la disposition du Directeur général des élections et l'on pourra consulter les renseignements ainsi divulgués au bureau de ce dernier. Cela forme une partie importante du bill.

• 1005

We have provided for the reimbursement of candidates on the basis of a formula that is in the bill, and which is pretty well in accord with the recommendations of the special committee. A candidate, for example, who has limits of about \$23,000 probably would get in the neighbourhood of 20 to 25 per cent of his expenses as reimbursement. The total permissible reimbursement is all set out in the bill.

Nous avons prévu le remboursement accordé aux candidats en nous fondant sur une formule qui fait partie du texte de loi et qui est en accord avec les recommandations du comité spécial. Par exemple, un candidat dont la limite de dépenses se chiffrerait à environ \$23,000 pourrait probablement obtenir un remboursement de l'ordre de 20 à 25 p. 100. Le montant total du remboursement permis est précisé dans le bill.

## [Texte]

The final feature that I want to mention is the tax credit. This is a pretty important part of the bill because, for the first time, contributions to political parties will be capable of tax treatments. It will be a tax credit, a reduction in the tax payable of the taxpayer. For the first \$100 donation to a political party, or to a candidate, the tax credit will be 75 per cent of \$75. This is a reduction in the tax payable by the person. That goes up, on a graduated basis, to a total tax credit of \$500 for a total contribution of \$1,150. We had the tax credit proposal in the other bill, but we varied it in this particular bill to have the impact greater for the smaller contributor. We thought it was a good idea to encourage smaller contributions in the constituencies.

I think that is all I want to say, Mr. Chairman.

**The Chairman:** All right, Mr. Minister, I think you have covered quite a few of the main elements of the bill. Before I recognize one of the first of six questioners, you may recall that on Tuesday Mr. Hamel, the Chief Returning Officer, offered to submit to you copies of the memorandum he sent to the Minister. We are going to have this distributed to you. Mr. O'Connor.

**Mr. O'Connor:** Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, might I first have you make some comment with respect to amendments? Is it the government's position that this is its bill and it wants it to remain as is—subject to the usual changes to be made in committee? Or are you amenable to accepting amendments from us? A series of amendments will be coming from our side. Will there be co-operation and an attempt to accommodate that type of thing or, having been through this two or three times this being the second bill, are you content to go with the bill as it is now?

**Mr. MacEachen:** I think I said on the second reading that the bill affects all of us; it affects all the parties, all the members of the Commons and all future candidates. So I am not taking a hard line on the contents of the bill. I would be glad to consider any amendments and the sooner you could let me have them, either privately or in the Committee, the quicker I will be able to have them considered and see what can be done about reaching some agreement.

**Mr. O'Connor:** You have no amendments now?

• 1010

**Mr. MacEachen:** I have none today. There will be a series of technical amendments; some arising from comments made by the Chief Electoral Officer, others arising from submissions that have been made by the chartered accountants. These are helpful but they are not major.

**Mr. O'Connor:** It might be helpful if they could be presented to the Committee as soon as possible. We may be proposing amendments in the same areas and it might save us some work.

## [Interprétation]

Le dernier élément dont je veux parler vise le dégrèvement d'impôt. C'est là une partie assez importante du bill car, pour la première fois, les contributions versées aux partis politiques pourront bénéficier du dégrèvement d'impôt. Ce dégrèvement prendra la forme d'une diminution d'impôt pour le contribuable. Pour les cent premiers dollars de contribution à un parti politique ou à un candidat, le dégrèvement d'impôt sera de l'ordre de 75 p. 100 ou \$75. C'est une réduction de l'impôt payable par le contribuable. Ce chiffre augmente graduellement jusqu'à un maximum de \$500 en retour d'une contribution totale de \$1,150. Cette disposition visant le dégrèvement d'impôt existait déjà dans le bill précédent mais nous l'avons changée quelque peu ici afin que les contributions moindres puissent en bénéficier davantage. Nous croyons que c'est une bonne idée d'encourager les petites contributions faites dans les diverses circonscriptions.

Voilà tout ce que j'avais à dire, monsieur le président.

**Le président:** Très bien, monsieur le ministre, je croie que vous avez signalé un bon nombre d'éléments principaux de ce bill. Avant d'accorder la parole à l'une des six personnes qui l'ont réclamée, vous vous rappelez peut-être que M. Hamel, Directeur général des élections, a offert mardi de vous faire parvenir des copies du memorandum qu'il avait lui-même envoyé au Ministre. Ce mémo vous sera distribué. Monsieur O'Connor.

**M. O'Connor:** Merci, monsieur le président.

Monsieur le Ministre, j'aimerais tout d'abord savoir ce que vous pensez des amendements? Le gouvernement est-il d'avis que le texte du bill dont nous sommes saisis doit demeurer le même, sous réserve des changements habituels que l'on puisse apporter en comité? Ou bien, est-ce que vous seriez d'accord pour accepter certains amendements de notre part? Les députés de leur côté présenteront sûrement plusieurs amendements. Peut-on s'attendre à une collaboration de votre part afin de tenir compte des amendements proposés ou, puisque ce bill qui en est à sa deuxième rédaction a été étudié deux ou trois fois, seriez-vous d'avis pour vous contenter du texte tel qu'il est maintenant présenté?

**M. MacEachen:** J'ai déjà déclaré lors de la deuxième lecture que ce bill avait des répercussions pour chacun d'entre nous; ce bill a des répercussions sur tous les partis politiques, sur tous les membres de la Chambre des communes et sur tous les futurs candidats. Par conséquent, Je n'ai pas l'intention d'adopter une attitude rigide au sujet de ce que renferme ce bill. Je serais heureux d'étudier tout amendement proposé et le plus tôt vous pourrez me les faire parvenir, soit privéement ou en comité, le plus rapidement je pourrai les étudier et déterminer la possibilité d'obtenir une entente.

**M. O'Connor:** Vous n'avez pas d'amendement à l'heure actuelle?

**M. MacEachen:** Je n'en ai pas aujourd'hui. Plusieurs amendements d'ordre technique seront présentés; ils découlent des commentaires faits par le directeur général des élections ou des mémoires présentés par les comptables agréés. Bien qu'ils soient utiles, ces amendements n'ont pas priorité.

**M. O'Connor:** Il serait souhaitable qu'on puisse les présenter au comité le plus tôt possible. Il se peut que nous propositions des amendements dans le même domaine, et cela nous épargnerait beaucoup de travail.



[Text]

My particular interests are with respect to two areas and one you did not mention was the broadcasting sections in the bill. The bill anticipates that there be an agreement reached among the various parties as to the allocation of the six and a half hours of radio and TV time set out therein.

**Mr. Blais:** On a point of order, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. Blais.

**Mr. Blais:** In view of Mr. O'Connor's indication that he has some amendments he is interested in presenting, perhaps for the use of members of the Committee if he has those amendments prepared we might see them.

**Mr. O'Connor:** I am perfectly willing as soon as our amendments are prepared. I do not have mine here today.

**Mr. Blais:** You do not have them prepared now.

**Mr. O'Connor:** I was only indicating that there would be a number of amendments coming from members on this side.

**Mr. Blais:** Was there ever any doubt of that?

**Mr. O'Connor:** I beg your pardon?

**The Chairman:** Now, now. Mr. O'Connor.

**Mr. O'Connor:** Thank you, Mr. Chairman. I was saying that this anticipated agreement that the act speaks of among the parties I frankly feel is perhaps a forlorn hope. We are unable, as political parties working in this Parliament, to agree on very many things and at election time I think that situation will be even less likely. It does anticipate in that event the CRTC will act as an arbitrator and make a binding decision. The CRTC has attempted in the past, and I think succeeded, in remaining non political and non controversial. In this bill we are asking them to make political decisions, we are asking them to make decisions which will be unpopular to some people involved and popular to others; I just wonder whether the CRTC will be very anxious to involve themselves in the political process in that fashion.

Would the government be amenable to amendments which would build into the act itself a formula which could be administered by the CRTC; the basis of the allocation of the time would be known ahead of time and they would only have to say, "Yes, you get this amount and you get that amount", without making the decisions themselves after hearing from the parties. Do you feel that there is a possibility of working in that direction?

**Mr. MacEachen:** My understanding is that the parties already have had some experience in working at this problem in the CBC. Probably they bargained, but I understand that generally they reached conclusions on their own. Now we have put in a provision here that if they fail to agree the CRTC will do it. Somebody has to do it. If you think we can put in a formula that will cover all contingencies I will certainly look at it. I would like to see it and see if it could be made to work.

**Mr. O'Connor:** Can we perhaps discuss specifically the type of formula that might be acceptable to the government? For instance, one based upon the seats in the present Parliament, perhaps based upon the total number of votes obtained by the parties on a percentage basis in the previous election. Are you open and amenable to that kind of an approach?

[Interpretation]

Je m'intéresse tout particulièrement à deux domaines et l'un d'entre eux qui n'a pas encore été mentionné a trait aux articles du bill sur la radiodiffusion. Le bill prévoit que les divers partis politiques devraient s'entendre sur les six heures et demie qui leur sont accordées dans ce bill sur les antennes de la radio et de la télévision.

**M. Blais:** J'invoque le règlement, monsieur le président.

**Le président:** Monsieur Blais.

**M. Blais:** M. O'Connor a déclaré qu'il avait certains amendements à proposer et s'ils sont prêts, il serait bon que nous puissions y jeter un coup d'œil.

**M. O'Connor:** Je ne les ai pas ici, mais dès qu'ils seront prêts je vous les ferai parvenir.

**M. Blais:** Ils ne sont pas encore prêts, n'est-ce pas?

**M. O'Connor:** Je voulais simplement dire que de nombreux amendements seront proposés par les députés de ce côté-ci.

**M. Blais:** En a-t-on jamais douté?

**M. O'Connor:** Pardon, je n'ai pas compris?

**Le président:** Voyons, voyons, monsieur O'Connor.

**M. O'Connor:** Merci, monsieur le président. J'ai déclaré que cette entente prévue par la loi entre les divers partis politiques n'est à mon avis qu'un espoir sans lendemain. Nous sommes déjà incapables au Parlement de nous mettre d'accord sur bon nombre de points et en cas d'élection, il y aura encore moins d'espoir d'y arriver. Si cela se produit, on prévoit que le CRTC agira comme arbitre et prendra une décision qui liera les partis en présence. Par le passé le CRTC a essayé et, à mon avis, avec succès, à demeurer sans aucune couleur politique et à ne provoquer aucune controverse. Dans le bill qui nous occupe, nous lui demandons de rendre des décisions d'ordre politique qui seront impopulaires auprès de certaines personnes en cause, alors que d'autres l'accueilleront d'un bon œil; je demande donc alors si le CRTC acceptera de s'ingérer ainsi dans la politique.

Le gouvernement verrait-il d'un bon œil des amendements qui inséreraient dans la loi une formule dont le CRTC aurait la responsabilité; le mode de répartition du temps serait connu à l'avance et le CRTC n'aurait qu'à accorder à chacun le temps qui lui revient sans avoir à entendre les points de vue exprimés par les divers partis politiques. Croyez-vous que ce soit possible?

**M. MacEachen:** Si je ne m'abuse, les partis politiques ont déjà essayé de résoudre ce problème au sein de Radio-Canada. Il y a probablement eu des négociations, mais en général ils ont eux-mêmes tiré leurs propres conclusions. Voilà maintenant que d'après le bill, si les partis politiques n'en arrivent pas à une entente, ce sera au CRTC de prendre les décisions. Il faut que quelqu'un le fasse. Si vous croyez qu'une formule tenant compte de toutes les éventualités est possible, je me ferai un plaisir d'y jeter un coup d'œil. J'aimerais étudier cette formule et voir si celle-ci nous permettrait d'obtenir de bons résultats.

**M. O'Connor:** Ne pouvons-nous pas discuter précisément d'une formule acceptable par le gouvernement? Par exemple, une formule pourrait être fondée sur le nombre de sièges occupés au parlement à l'heure actuelle ou sur le nombre total de voix obtenues par les partis politiques, en se fondant sur une moyenne établie lors de l'élection précédente. Seriez-vous disposé à ce que nous abordions le problème de cette façon?



[Texte]

**Mr. MacEachen:** I think I would have to be convinced, first of all, that this system is unworkable, that it will not work or that it has great perils. If that were the case, then I certainly would take a look at it. I am sure that it will be a matter of interest to all the parties, the CBC, the CRTC, the networks and so on.

**Mr. O'Connor:** Do you think perhaps we should go through an election first and see whether it does work before attempting to nail it down?

• 1015

**Mr. MacEachen:** I believe this proposal is based upon a system that has operated successfully, and the parties have been able to cope with this on their own through voluntary agreements.

**Mr. O'Connor:** Except that the situation in the past has been different from this. There is now a requirement by law for the networks to provide six and one half hours. Previously it was a voluntary thing on behalf of the CBC. If you did not like the adjudication they were imposing, they could deprive you entirely of any time. They had a much greater club over the parties than in the situation now where the parties as a matter of right have access to some time in any event.

**Mr. MacEachen:** If you have some proposals, I will be glad to look at them to see what everybody thinks of them.

**Mr. O'Connor:** Perhaps we can approach it on that basis, and submit something in due course.

There are many other questions within the broadcasting sections. I do not know if I should be presenting them to you. There are technical things that are not included. Does the six and one half hours include commercial time and programming time? Does it include free time, talk shows, panel shows? Or are these in addition to the six and one half hours? There are things like that. Can we discuss those now, or did you anticipate that the CRTC was going to make those decisions also?

**Mr. MacEachen:** We can discuss them now. Maybe the sooner we get into some of the difficulties in this broadcasting section—let me say something about this section. It is a very complicated section. It is the most complex provision in the bill. It arose from a desire that was reflected in the Barbeau Commission and then picked up by the special committee that there ought to be some guarantee to members that they would get—we have to talk about the six and one half hours with respect to parties. But the provisions with respect to candidates, particularly the distribution of the time among candidates and the number of candidates involved in a particular area of coverage—these questions are very complicated. The only purpose of that provision was to ensure that candidates would have some minimum opportunity to get their message across during a campaign.

The Committee may want to ask itself whether that kind of provision is necessary with respect to candidates, because the only purpose of it is to give them a guarantee. So far as I know, no candidate has ever complained that he was unable to get his message across if he had the money

[Interprétation]

**Mr. MacEachen:** Il faudrait alors que je sois tout d'abord convaincu que le régime actuel ne peut pas fonctionner valablement ou qu'il comporte de graves dangers. Si tel était le cas, oui certainement je m'y intéresserais. Et je suis certain que tous les partis politiques, Radio-Canada, le CRTC et les différents réseaux y prendront grand intérêt.

**Mr. O'Connor:** Croyez-vous que tout d'abord nous devrions attendre la prochaine élection pour voir si cela fonctionne avant d'en préciser tous les détails?

**Mr. MacEachen:** Cette proposition se fonde sur un système qui a réussi et les partis politiques ont été en mesure de faire face à la situation par eux-mêmes grâce à des ententes conclues à leur guise.

**Mr. O'Connor:** Il ne faut pas oublier toutefois que la situation n'était pas la même qu'aujourd'hui. La loi exige maintenant que les réseaux fournissent une période d'écoute de 6 heures et demie. Auparavant, c'est Radio-Canada qui mettait bénévolement ce temps d'écoute à la disposition des députés. Si vous n'étiez pas d'accord avec la durée qu'on vous imposait, Radio-Canada pouvait vous enlever complètement la possibilité de passer sur ses antennes. Radio-Canada avait beaucoup plus de pouvoir sur les partis politiques qu'elle n'en a à l'heure actuelle car les partis politiques ont le privilège d'obtenir ce qu'ils désirent.

**Mr. MacEachen:** Si vous avez quelques propositions à faire, je me ferai un plaisir de les étudier pour voir ce que chacun en pense.

**Mr. O'Connor:** Nous pourrions peut-être envisager le problème de cette façon et présentez des propositions en temps et lieu.

Il y a bon nombre d'autres questions que je veux poser se rapportant aux articles sur la radio-diffusion. Je ne sais pas si je devrais vous les présenter. Il y a des détails techniques que la loi n'a pas prévus. Cette période de 6 heures et demie comprend-elle aussi, en plus des émissions présentées, une période de publicité? Ou bien ces commerciaux s'ajoutent-ils aux 6 heures et demie prévues? Voilà le genre de chose que je voudrais élucider. Pouvons-nous en discuter maintenant ou prévoyez-vous que ce sera au CRTC de prendre également les décisions en cette matière?

**Mr. MacEachen:** Nous pouvons en discuter maintenant. Le plus tôt sera le mieux pour discuter de certaines difficultés que renferme l'article sur la radiodiffusion—permettez-moi d'abord de dire quelque chose au sujet de cet article. C'est un article fort compliqué et à mon avis, le plus complexe de tout le bill. Cet article découle d'un souhait formulé par les membres de la Commission Barbeau puis repris par le Comité spécial. Il s'agit de donner certaines garanties aux députés sur le temps qu'on pourra leur allouer—it faut discuter des 6 heures et demie allouées à chaque parti. Les dispositions concernant les candidats, particulièrement l'allocation du temps à tous les candidats ainsi que le nombre de candidats par région—ce sont à mon avis des questions fort complexes. Le seul objectif que se propose cette disposition est d'assurer aux candidats qu'ils auront l'occasion au moins une fois de faire passer leur message durant une campagne électorale.

Il se peut que le comité s'interroge pour savoir si ce genre de disposition est nécessaire pour ce qui est des candidats, car elle n'a pour seul objectif que de leur accorder une certaine garantie. Pour autant que je sache, aucun candidat ne s'est jamais plaint de ne pouvoir faire passer

*[Text]*

to put on the line to buy the service, and he will still have to do that. So this is a guarantee. But it leads to a lot of complications.

I am not averse to striking that out if the Committee thinks it is . . .

**Mr. O'Connor:** As I understand it, the limitation on TV and radio time does not extend to candidates.

**Mr. MacEachen:** No.

**Mr. O'Connor:** They can buy as much as they want.

**Mr. MacEachen:** They can buy as much as they want, within their limits. But the provisions with respect to candidates which are so complicated in terms of the distribution of guaranteed time have only one purpose, and that is to guarantee them an opportunity to get their message across. To my knowledge there has never been any abuse in that field. Candidates have never said they have been unable to get time on radio or television.

**Mr. O'Connor:** Well, surely that is because in the past everything was purchased.

**Mr. MacEachen:** They would still be purchasing it now.

**Mr. O'Connor:** Yes.

**An hon. Member:** Why legislate if there is no abuse?

• 1020

**Mr. MacEachen:** I am raising it because we brought it out of the Barbeau and we brought it, I think, out of the special committee as well, but now I wonder, as the complications become more evident, whether it is necessary. I think all of us ought to look at it from that point of view.

**Mr. O'Connor:** There are other things in the broadcast-ing area. Do you anticipate there will be strictures on the parties, for instance, dictating how much of their time must be programming time, how much must be commercial time as defined by the CRTC, commercial time being anything under two minutes, programming time being anything over two minutes? How are these rates going to be set? As far as I know none of the stations now issue rate cards for programming time, for instance. They issue rate cards only for commercial time. There are other things such as when during the 29-day period must this time be provided? Will it be evenly distributed or will it be bunched at the end when it will be more important? I am only raising these because these are some of the complications that we see are not covered in the bill, it is completely silent in these areas. Who makes those decisions? Are they negotiated? Does the CRTC make them? If we do not know the answers and if they have not been anticipated by the government drafters, let us put something in the bill because they are going to cause no end of headaches when the time comes to use them.

*[Interpretation]*

son message s'il avait l'argent nécessaire pour acheter son temps d'antenne, ce que sans doute il devra encore faire. Voilà donc l'une des garanties. Néanmoins, ceci provoque de nombreuses complications.

Je ne m'oppose pas à ce qu'on élimine ces dispositions si le comité estime qu'elles sont . . .

**M. O'Connor:** Si j'ai bien compris, cette limite de temps imposée à la télévision et à la radio ne concerne pas les candidats.

**M. MacEachen:** Non.

**M. O'Connor:** Ils peuvent acheter autant de temps qu'ils le désirent.

**M. MacEachen:** Ils peuvent acheter autant de temps qu'ils le désirent, compte tenu de certaines limites. Mais les dispositions qui ont trait aux candidats et qui sont si complexes pour ce qui est de la répartition du temps assuré à l'un ou l'autre n'ont qu'un seul but et c'est celui de leur garantir l'occasion de pouvoir faire passer leur message. A ma connaissance, il n'y a jamais eu d'abus à cet égard. Les candidats n'ont jamais déclaré qu'ils n'avaient pu obtenir du temps à la radio ou à la télévision.

**M. O'Connor:** C'est sûrement à cause du fait que par le passé tout le temps disponible était acheté.

**M. MacEachen:** Ils continueraient d'agir de la même façon.

**M. O'Connor:** Oui.

**Une voix:** Pourquoi donc légiférer en cette matière s'il n'y a pas d'abus?

**M. MacEachen:** Je m'intéresse à cette question parce qu'elle nous vient d'une part du rapport Barbeau, et d'autre part, je crois, du comité spécial. Toutefois, je commence maintenant à me demander, à mesure que se présentent des nouvelles complications, si elle est nécessaire. Je crois que nous devrions tous considérer cette question sous cet angle.

**M. O'Connor:** Il y a d'autres problèmes dans le secteur de la radiodiffusion. Prévoyez-vous que les partis se verront imposer certaines limitations, par exemple, au niveau du temps qui leur est réservé qui devrait être du temps de programmation? Quelle proportion doit être du temps commercial, selon la définition du CRTC, le temps commercial étant défini comme toute période de moins de deux minutes et le temps de programmation comme toute période de plus de deux minutes? Comment les taux seront-ils établis? A ce que je sache, aucune station ne publie actuellement des cartes de taux pour le temps de programmation, par exemple. Elles publient des cartes de taux seulement pour le temps commercial. Il faut aussi savoir quand ce temps d'émission sera accordé pendant la période de 29 jours. Sera-t-il réparti de façon uniforme ou regroupé à la fin de la campagne lorsqu'il sera plus important? Je ne salue ces questions que parce qu'elles créent certaines complications qui ne sont pas prévues à notre avis dans le bill, lequel ne touche pas à ces problèmes. Qui prend ces décisions? Sont-elles négociées? Le CRTC les prendra-t-il? Si nous ne connaissons pas les réponses et si les rédacteurs du gouvernement ne les ont pas prévues, nous devrions incorporer au bill une disposition, car ces questions vont causer des problèmes considérables le moment venu de les régler.

[Texte]

**Mr. MacEachen:** You have raised quite a number of questions. We will . . .

**Mr. O'Connor:** I do not want to get into the answers to the questions now . . .

**Mr. MacEachen:** All right.

**Mr. O'Connor:** It is just that the method of eventually making those determinations . . .

**Mr. MacEachen:** Right.

**Mr. O'Connor:** . . . is more important to us. Have you any comment on that?

**Mr. MacEachen:** My feeling about the bill generally is that we have gone quite a long way in regulating registered parties. My personal disposition would be to permit these matters to be worked out by the political parties through experience rather than having detailed provisions in the law covering every possible contingency because if we do, this is going to be like the Income Tax Act, it will get so complicated.

**Mr. O'Connor:** All right, fine.

**Mr. MacEachen:** That would be my approach, unless it is absolutely necessary.

**Mr. O'Connor:** I am content with that. I have one more area, if I may.

**Mr. MacDonald (Egmont):** Could I just ask a supplementary or two on that area?

**The Chairman:** If Mr. O'Connor is willing.

**Mr. O'Connor:** Sure.

**Mr. MacDonald (Egmont):** I agree with the concern, Mr. MacEachen, you express about being so specific in the bill we might, in fact, create enormous restrictions or difficulties in the working out of the bill, but I think Mr. O'Connor's question would also relate to the kind of mechanisms that are going to be in place to make these decisions. It really is pretty vague in the bill as to how in fact the working out of these details is going to take place, which I think is as much of a concern as whether or not we get into the specifics in the bill as to whether each of these particular items and others are resolved in the legislative framework.

**Mr. MacEachen:** The purpose of this clause really in terms of the original thinking, at least, was to sort of reduce the dependence of parties on funds from outside contributors by guaranteeing them a certain amount of time, and that six and a half hours was to be made available. Originally the broadcasters were supposed to pick up the remaining half, so it would be free to the parties. The purpose was to reduce the dependence of parties on outside sources of funds by asking these agencies to make the funds available.

As you may recall, evidence was given by the CRTC, at least to me and probably to the Committee, that it would be unreasonable to expect the broadcasters in all cases to assume 50 per cent of the cost. Therefore, we have provided that 50 per cent will be picked up by the parties and 50 per cent by the Treasury. Obviously by making the guarantee that six and a half hours must be provided, we have created further difficulties. Certainly in the bill it was not my intention to try to regulate specifically how the registered parties would use that time.

[Interprétation]

**M. MacEachen:** Vous avez posé là beaucoup de questions. Nous allons . . .

**M. O'Connor:** Je ne veux pas obtenir des réponses à ces questions maintenant . . .

**M. MacEachen:** D'accord.

**M. O'Connor:** C'est simplement la méthode éventuellement utilisée pour prendre ces décisions . . .

**M. MacEachen:** Oui.

**M. O'Connor:** . . . qui nous importent le plus actuellement. Avez-vous des commentaires à ce propos?

**M. MacEachen:** Personnellement, je crois que le bill fait beaucoup en vue de réglementer l'activité des partis enregistrés. Je serais enclin à laisser les partis politiques régler ces questions par la voie expérimentale plutôt que de prévoir de façon détaillée dans la loi toutes les situations possibles; si nous le faisons, en effet, cette loi va ressembler à la Loi de l'impôt sur le revenu; elle deviendra très compliquée.

**M. O'Connor:** D'accord, c'est très bien.

**M. MacEachen:** C'est ainsi que je procèderais, sauf s'il est absolument nécessaire d'agir autrement.

**M. O'Connor:** Cette réponse me satisfait. J'aimerais poser une autre question, si je peux.

**M. MacDonald (Egmont):** Pourrais-je poser une ou deux questions supplémentaires à ce propos?

**Le président:** Si M. O'Connor y consent.

**M. O'Connor:** Certainement.

**M. MacDonald (Egmont):** Je suis d'accord avec vous, monsieur MacEachen, lorsque vous vous inquiétez d'une trop grande précision dans le bill. Nous pourrions créer des difficultés ou des limitations énormes dans l'application du bill. Je crois toutefois que la question de M. O'Connor porte également sur le genre de mécanismes qui seront établis pour prendre ces décisions. Le bill est très imprécis sur la façon de régler ces questions de détails. Je crois que ceci est tout aussi important que de savoir si nous allons entrer dans les détails dans le bill, si chacune de ces questions sera réglée dans le texte législatif.

**M. MacEachen:** A l'origine, du moins, cet article avait fondamentalement pour but de réduire la dépendance des partis à l'égard des fonds provenant de l'extérieur des partis en garantissant à ceux-ci une certaine période de temps d'émission, soit six heures et demie, qui serait mise à leur disposition. A l'origine, les radiodiffuseurs étaient supposés défrayer le 50 p. 100 restant, de façon à ce que le temps d'émission soit offert gratuitement aux partis. On voulait ainsi réduire la dépendance des partis à l'égard des sources extérieures de financement en demandant à ces organismes de fournir les fonds.

Vous vous souviendrez que le CRTC a démontré, du moins à moi-même et probablement au Comité, qu'il ne serait pas raisonnable de s'attendre à ce que les radiodiffuseurs assument dans tous les cas 50 p. 100 des frais. Par conséquent, nous avons prévu que les partis en défrayeraient 50 p. 100 et le Trésor, 50 p. 100. Il est évident qu'en garantissant six heures et demie de temps d'émission, nous avons créé d'autres difficultés. Je n'avais certainement pas l'intention d'essayer de réglementer de façon précise l'utilisation de ce temps par les partis officiels.



## [Text]

**The Chairman:** One last question, Mr. O'Connor.

• 1025

**Mr. O'Connor:** The other question I had was about candidate reimbursement. I accept as a fundamental and democratically healthy premise, to which we should stick, that the freely-given private donation is still the foundation of financing of our political system, for parties and candidates. We are providing in this bill some assistance in both areas. However, we still want to rely on the freely-given donation as the major source of candidate and party funding. I think that is healthy; it should be that way.

You spoke in terms of the reimbursement to candidates amounting to 20 to 25 per cent. The bill, in two or three places, speaks of partial reimbursement. I shall be proposing an amendment to limit the amount of reimbursement to the lesser of either the formula that is in there now, or 33½ per cent—a third. In looking at the figures from the last election, a number of candidates spent so little that, had this bill been in effect, they would have received by way of reimbursement under this formula the full amount of what they spent. I do not think the bill intends that. In other cases they would have received over 75 per cent. I do not have the figures here, but when I present my amendment I intend to present this by way of argument: I intend to show the number of candidates who would have received substantially more than 20 to 25 per cent. I suggest that that is not what is intended.

There should be a limitation to encourage candidates to get out and raise a good part of their own money themselves. I think that is healthy; that is the way it should be.

**Mr. MacEachen:** You will be proposing an amendment to...

**Mr. O'Connor:** ... to limit it to the formula set out here or one third of what they spend.

**Mr. MacEachen:** Of the actual expense.

**Mr. O'Connor:** Whichever is the lesser. I leave that with you for consideration.

**The Chairman:** Mr. Nowlan.

**Mr. Nowlan:** Thank you, Mr. Chairman. I have a few general questions. We all appreciate the importance of this bill just in the abstract—let alone trying to work it out in practice. Looking to what happens to the South of us I am fearful that a technical interpretation of the bill at the moment would get all members of Parliament indicted by any grand jury. It will be impossible to comply with the literal interpretation of it. I guess through amendments and discussion we shall perhaps be able to round out some of the literal interpretations into more practical resolution.

The thing that gives me concern is not intended necessarily, but appears several times in the bill. It starts with the question of the definition of election expenses—I shall not talk about the labour part at the moment—but it is the period. The Minister said, I think, "all raised for services or goods during an election campaign." Then you go to Clause 4 which gives the proposed Section 13, and particularly the proposed Subsection 13.7 which says there shall only be advertising in effect of any sort—either broadcasting or anything distributed—just 29 days before the election.

## [Interpretation]

**Le président:** Une dernière question, monsieur O'Connor.

**M. O'Connor:** Je voulais aussi poser une question à propos du remboursement des candidats. J'accepte comme prémisses fondamentale et démocratiquement saine, que nous devrions respecter, que les dons privés librement faits demeurent à la base du financement de notre système politique, des partis et des candidats. Par ce bill, nous fournissons une certaine aide dans ces deux secteurs. Toutefois, nous voulons continuer à fonder le financement des candidats et des partis sur les dons librement faits. J'estime que c'est là une bonne chose qui doit être maintenue.

Vous avez parlé du remboursement des candidats dans une proportion de 20 à 25 p. 100. Le bill traite d'un remboursement partiel dans deux ou trois articles. Je vais proposer un amendement afin de limiter ce remboursement au moindre montant obtenu soit par la formule prévue dans le bill, soit en prenant 33-½ p. 100, c'est-à-dire un tiers. L'analyse des chiffres obtenus lors des dernières élections révèle qu'un certain nombre de candidats ont dépensé si peu que, si ce bill avait été en vigueur, ils auraient reçu grâce à cette formule un remboursement correspondant à toutes leurs dépenses. Je ne crois pas que ce soit là l'objectif du bill. Dans d'autres cas, ils auraient reçu plus de 75 p. 100. Je n'ai pas ces chiffres en mains, mais lorsque je proposerai mon amendement, j'ai l'intention de les présenter comme argument: j'ai l'intention de révéler le nombre de candidats qui auraient reçu beaucoup plus que 20 à 25 p. 100. A mon avis, ce n'était pas là le but visé.

Il faudrait imposer certaines limites afin d'encourager les candidats à s'efforcer de trouver eux-mêmes une bonne partie de leurs fonds. J'estime que c'est là une bonne chose; que c'est ainsi qu'il faudrait procéder.

**M. MacEachen:** Vous allez proposer un amendement afin...

**M. O'Connor:** ... afin de limiter le remboursement à la formule prévue ou à un tiers de leurs dépenses.

**M. MacEachen:** Des dépenses réelles.

**M. O'Connor:** Soit le moindre des deux montants. Je soumets ceci à votre considération.

**Le président:** Monsieur Nowlan.

**M. Nowlan:** Merci, monsieur le président. J'ai quelques questions générales à poser. Nous savons tous l'importance de ce bill, simplement au niveau des principes, sans parler de tenter de le mettre en vigueur. Compte tenu de la situation actuelle chez nos voisins du Sud, je crains qu'une interprétation technique du bill actuel n'entraîne une mise en accusation de tous les députés. Il serait impossible d'en respecter une interprétation littérale. Je crois que grâce à certains amendements et à des discussions, nous devrions peut-être réussir à transformer certaines interprétations littérales en solutions plus pratiques.

La question qui m'inquiète n'a pas nécessairement été voulue, mais elle se pose à plusieurs reprises dans le bill. Il y a tout d'abord la question de la définition des dépenses d'élection. Je ne veux pas parler maintenant de l'aspect travail, mais de la durée. Je crois que le Ministre a parlé de toutes les dépenses encourues pour des biens ou services pendant la campagne électorale. Il y a ensuite l'article 4 qui nous donne le nouvel article 13 et plus particulièrement le nouveau paragraphe 13.7 qui précise qu'aucune publicité, qu'il s'agisse d'émissions ou de documents distribués, ne peut être faite avant le vingt-neuvième jour précédant les élections.



## [Texte]

We are all in favour of a shorter campaign, I am anyway. But I should like the Minister's comments on the fact that you have defined election expenses under the definitions section, and you preclude any advertising or commitment or expense before the 29 days. What do you do in a situation such as that in British Columbia in the old days—not too old, a little over a year ago? Then the provincial government, six months before an election, would start to purchase full-page ads in the Vancouver *Sun* and the Vancouver *Province* saying what the Minister of Highways had done for the good people of B.C., or what the Minister of Health had done for the good people of B.C., or what the Minister of Transport had done for the ferry system of B.C.

I think there is a real double whammy here. I appreciate that we are trying to correct and shorten campaigns, but is there anything in this bill, or could the Minister think of something in this bill which would leave a little more flexibility? As far as I am concerned, candidates who advertise in detail two or three months before a campaign are going to waste their money anyway. In trying to correct or to limit campaigns, are we not getting too much restriction here? I think it perpetuates the status quo from a government point of view, be it federal or provincial, and I guess Ontario is doing it now, too.

• 1030

**Mr. MacEachen:** If today, you or I or any other member—or potential candidate—want to put ads in our newspapers saying what good members of Parliament we are, looking to the next election, there is nothing to prevent it in this bill. It is not attempted for two reasons. It becomes another big job of regulating. If you have to regulate members of Parliament or prospective candidates before the writ is issued, you are into, in principle and in practice, a new operation. That is one reason.

The second is—it is probably ineffective—that we do not, in this bill, prevent any potential candidate or any candidate doing advertising for themselves before the writ is issued.

**Mr. Nowlan:** I appreciate that, but are you not into the new ball game because of Clause 4, proposed section 13.7 which restricts anything done prior to the twenty-ninth day before the election? Cannot you see, not the candidate, but the party in power flooding, in an orchestrated way through national advertising and television, the good works that have been done with your new family allowance program, your old age pension program and your new grain policy? If we are going to try really to limit, to make everything fair and even steven as well as we can, cannot something be done with that? I know election expenses are during a campaign, but how are you going to protect any abuse from a government which will circumvent that act as governments have done without the act? As I say, B.C. is the best example. They were the first ones to do it and I think Ontario is starting to do it, and as I say, all governments do it.

## [Interprétation]

Nous sommes tous en faveur d'une campagne plus brève; du moins je le suis. J'aimerais toutefois que le Ministre commente le fait que les dépenses d'élection sont définies dans l'article des définitions et que toute publicité, tout engagement ou toute dépense est interdit avant le vingt-neuvième jour. Que faites-vous dans une situation semblable à celle qui s'est produite en Colombie-Britannique dans le bon vieux temps—il n'y a pas si longtemps, un peu moins d'un an? Le gouvernement provincial d'alors commençait, six mois avant les élections, à acheter des pages entières dans le *Sun* de Vancouver et le *Province* de Vancouver pour faire part aux bonnes gens de la Colombie-Britannique des réalisations du ministre de la Voirie, de la Santé ou du Transports pour le système de bacs en Colombie-Britannique.

Je crois qu'il y a là un double risque très réel. Je sais que nous essayons d'abréger les campagnes et de les améliorer, mais le bill prévoit-il en aucune façon, ou le Ministre peut-il voir dans ce bill une disposition qui accorderait un peu plus de souplesse? A mon avis, les candidats qui font une publicité détaillée deux ou trois mois avant une campagne gaspillent leur argent. En voulant améliorer ou limiter les campagnes, n'imposons-nous pas trop de restrictions? J'estime que cela permet un certain équilibre au point de vue du gouvernement, que ce soit au niveau fédéral ou provincial, et je crois que c'est ce que fait l'Ontario actuellement.

**M. MacEachen:** Si aujourd'hui, vous, ou moi, ou tout autre député—ou éventuel candidat—veut publier des annonces dans les journaux afin de dire quels bons députés nous sommes, en pensant aux prochaines élections, rien dans ce bill ne peut l'en empêcher. On ne tente pas de le faire pour deux raisons. Il s'agit d'une autre grande entreprise de réglementation. Si nous devons réglementer l'activité des députés ou candidats éventuels avant l'émission des brefs, nous avons là, tant en principe qu'en pratique, tout un nouveau travail. C'est là une des raisons.

La deuxième, et elle est probablement inefficace, est que le bill n'empêche pas un candidat éventuel de faire de la publicité pour lui-même avant l'émission des brefs.

**M. Nowlan:** Je le sais; mais ne s'agit-il pas de toute autre chose à cause de l'article 4, du paragraphe 13.7 qui interdit toute activité avant le 29<sup>e</sup> jour précédant les élections? Ne peut-on concevoir que le parti au pouvoir, et non le candidat, pourrait inonder le pays de façon orchestrée grâce à une publicité nationale et à la télévision proclamant les grandes réalisations que vous avez faites avec votre nouveau programme d'allocations familiales, le programme des pensions de retraite et la nouvelle politique des grains? Si nous voulons essayer de vraiment limiter les choses, de les rendre aussi équitables et justes que possible, ne pouvons-nous pas faire quelque chose à ce propos? Je sais que les dépenses électorales sont faites pendant la campagne, mais comment allez-vous prévenir tout abus d'un gouvernement qui tourne la loi comme l'ont fait les gouvernements sans cette loi? Je le répète, la Colombie-Britannique est le meilleur exemple. Elle a été la première à le faire et je crois que l'Ontario commence à l'imiter, comme tous les autres gouvernements d'ailleurs.

[Text]

I appreciate the purpose of the bill. We are all for election reform, but I really am fearful of some proposed sections in this act, both in terms of potential grand jury indictment from any member trying to comply . . .

**Mr. MacEachen:** Well, we can look at those.

**Mr. Nowlan:** And we can look at those . . .

**Mr. MacEachen:** Yes.

**Mr. Nowlan:** . . . but in a general way, in hard core, political double whammy, how do you rationalize?

**Mr. MacEachen:** I do not think through this bill we are going to be able to legislate what governments do in the way of advertising government programs, though there is obviously a control against governments doing that. I do not know how you are going to do that until the writ is issued anyway.

**Mr. Nowlan:** But remember when Newfoundland came into Confederation, along with the welcome, I guess from the Prime Minister, they received a family allowance cheque from the Hon. Paul Martin who was Minister of Health welcoming them to Canada. Now he was a Minister of the Crown. Surely if you really intend to look at election expenses, something can be done to that election expense section to widen it to cover what is done in the name of a minister of an existing government which is purely . . .

**Mr. MacEachen:** Are you talking about during the campaign?

**Mr. Nowlan:** I am talking about the period before the writ, three months, six months before the writ, three months before the writ.

**Mr. MacEachen:** I do not think there is any conceivable way you are going to regulate that.

**Mr. Nowlan:** Even a month before the writ.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** On a sup, I wonder if I might ask a question?

**The Chairman:** With the permission of Mr. Nowlan.

**Mr. Nowlan:** Yes.

• 1035

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Would the government consider, in response to this question an amendment which would establish a commissioner or a kind of ombudsman or an auditor general or some office of that kind to whom complaints could come, or who would have the power to originate comment about the purpose of government advertising in any period between elections, with the particular purpose of specifying a campaign of advertising that might be seen to weigh more to the advantage of the party in power than it does to the information to the general public. Would you consider that kind of amendment?

**Mr. MacEachen:** I would consider it, but I do not think you can do it in this bill. I think that is introducing an entirely new principle that would have to be dealt with in a separate bill.

[Interpretation]

Je saisais l'objectif du bill. Nous sommes tous en faveur d'une réforme électorale, mais je crains beaucoup certains articles proposés dans le bill, tant au niveau d'une possible mise en accusation de tout député essayant de respecter . . .

**M. MacEachen:** Eh bien, nous pouvons étudier ces questions.

**M. Nowlan:** Nous pouvons étudier ces questions . . .

**M. MacEachen:** Oui.

**M. Nowlan:** . . . mais de façon générale, au niveau de ce double risque politique, comment l'expliquez-vous?

**M. MacEachen:** Je ne crois pas que nous puissions par ce bill légiférer sur l'activité des gouvernements en matière de publicité pour les programmes du gouvernement, bien qu'il existe évidemment des moyens pour empêcher les gouvernements de le faire. Je ne vois pas comment cela est possible, du moins tant que le bref n'a pas été émis.

**M. Nowlan:** Rappelez-vous l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération. En plus de l'accueil du premier ministre, les habitants ont reçu un chèque d'allocation familiale de l'honorable Paul Martin, qui était alors ministre de la Santé, en guise de bienvenue au Canada. Il était alors ministre de la Couronne. Si vous voulez vraiment surveiller les dépenses électorales, il est sûrement possible de modifier cet article sur les dépenses électorales afin d'englober ce qui est fait au nom d'un ministre d'un gouvernement existant et qui est purement . . .

**M. MacEachen:** Voulez-vous dire pendant la campagne électorale?

**M. Nowlan:** Je parle de la période précédant le dépôt des brefs, soit trois mois, six mois avant le dépôt.

**M. MacEachen:** Je ne crois pas que l'on puisse en aucune façon réglementer cette question.

**M. Nowlan:** Même un mois avant l'émission des brefs?

**M. Clark (Rocky Mountain):** Pourrais-je poser une question supplémentaire?

**Le président:** Avec la permission de M. Nowlan.

**M. Nowlan:** Oui.

**M. Clark (Rocky Mountain):** A ce sujet, le gouvernement serait-il prêt à accepter un amendement qui permettrait la nomination d'un commissaire, d'un ombudsman, d'un vérificateur ou de personnages semblables auprès de qui l'on pourrait s'adresser en cas de plainte ou qui pourrait mettre en doute les visées du gouvernement en ce qui concerne la publicité en période non électorale, et également signaler, au besoin, une campagne de publicité qui pourrait sembler davantage en faveur du parti au pouvoir que pour l'information du public?

**M. MacEachen:** Je serais prêt à accepter, mais je ne crois pas que vous puissiez présenter semblable amendement au présent bill. Vous y introduiriez un élément tout à fait nouveau qui devrait faire l'objet d'un bill distinct.

[Texte]

**Mr. Nowlan:** Can you see in the confines of this bill anything to preclude a government from giving that type of publicity separate and apart from a candidate or a registered party during an election campaign?

**Mr. MacEachen:** I think you have a point during a campaign, but I do not know whether there are any examples of abuse during a campaign. I think governments in their advertising may have in mind bringing kudos to their own political party. I think they would have to get a hell of a lot better at it than they have been up to the present before we get worried about it. I think government advertising, unless there are new techniques developed, has had absolutely no electoral effect.

**An hon. Member:** It is not for want of trying.

**Mr. Dick:** May I ask a supplementary?

**The Chairman:** Yes. I will put this on Mr. Nowlan's time, with his permission.

**Mr. Nowlan:** I am almost through. Let me ask one other question, separate and apart from this double whammy which I think we have to explore. It concerns the prohibition during 29 days of any type of advertising, the 29 days before the writ. Does that cover your notice in the paper and the broadcast advertisement for your nomination?

**Mr. MacEachen:** No. That is excluded.

**Mr. Nowlan:** That is precisely excluded. Okay.

**Mr. MacEachen:** I will make a comment about the 29 days. Many members, including myself, are concerned about the length of the campaign in Canada. Two months. After the last election one of my resolves was that if there was any way I could help to bring about a shortening of the campaign, I would. That was shared by many other candidates.

The easiest way, the most direct way to do it—I do not say it is the easiest; it is the most direct—is through the permanent list. But we have not yet agreed to have a permanent list. A parliamentary committee considered it in the last parliament and turned it down flat.

Here was an effort at least to reduce expenses and shorten the period of active advertising by saying, let us not start it until the 29th day, and that is the purpose of this section. It was brought in really as a result of representations made by members of Parliament when the last bill went to the Committee. That is the purpose of that.

**Mr. Nowlan:** I appreciate that, Mr. Minister, but does not that help to preserve the *status quo* and give a real built-in advantage? For instance, in my campaign the last time, the day after the writ was called, I was amazed. It was Sunday morning. I think the candidate was stupid, but on Sunday morning at the 8.30 news broadcast he had a little jingle on there—the race is on. I thought it was some horse-betting contest in a good Baptist land on a Sunday morning. I could not believe it, and I must say I pricked my ears up.

It was a very general ad. He had the thing orchestrated for three weeks before you really got his name. But he started, and I think he started too soon. He was an unknown, and I think this helps to give a built-in advantage to the incumbent member. But separate and apart from that, I appreciate the intent . . .

[Interprétation]

**M. Nowlan:** Est-ce que vous voyez quelque chose dans le bill qui empêche le gouvernement de s'adonner à une telle publicité indépendamment de ce que peut faire un candidat ou un parti reconnu au cours d'une campagne électorale?

**M. MacEachen:** Votre objection vaut certainement lorsqu'il y a campagne électorale, mais je ne sais pas s'il y a eu beaucoup d'abus au cours de cette période. Les gouvernements dans leur publicité ne détesteraient certainement pas donner un coup de pouce à leur parti, mais ils ont beaucoup de progrès à faire avant qu'on puisse s'inquiéter. La publicité gouvernementale, à moins que de nouvelles techniques ne soient introduites, n'a eu absolument aucun effet sur l'électorat.

**Une voix:** Ce n'est pas parce qu'on n'essaye pas.

**M. Dick:** Puis-je poser une question supplémentaire?

**Le président:** D'accord. J'abège d'autant le temps de parole de M. Nowlan, s'il est d'accord.

**M. Nowlan:** J'ai presque terminé. Une autre question qui n'a rien à voir avec tout cela, mais qui me paraît assez importante. Il s'agit de l'interdiction visant toute publicité dans les 29 jours qui précèdent le bref. Est-ce qu'on inclut l'avis dans les journaux et l'annonce de la nomination?

**M. MacEachen:** Non, C'est exclu.

**M. Nowlan:** D'accord.

**M. MacEachen:** A ce sujet, je tiens à apporter quelques précisions. Plusieurs députés, dont moi, s'interrogent sur la durée des campagnes électorales au Canada. C'est deux mois. A la suite de la dernière campagne électorale, j'ai résolu de faire tout en mon possible pour faire abréger les campagnes électorales. Plusieurs candidats sont de mon avis.

La façon la plus facile, la façon la plus directe, je préfère directe à facile, est d'introduire une liste permanente d'électeurs. L'unanimité n'est cependant pas faite autour de cette question. Un comité parlementaire a examiné cette possibilité au cours de la dernière législature et l'a catégoriquement rejetée.

C'est un moyen qu'on envisageait de réduire les dépenses, de mettre fin à la publicité; le présent article s'en inspire: il s'agit de ne pas commencer avant le 29<sup>e</sup> jour. L'article a été inséré par suite des instances présentées par les députés à l'étape du Comité pour le dernier bill. C'est l'explication.

**M. Nowlan:** Je comprends, monsieur le ministre, mais est-ce que ces dispositions ne servent pas à renforcer la position du parti au pouvoir, n'y a-t-il pas un avantage pour lui? Lors de la dernière campagne, par exemple, le lendemain du bref, il y a quelque chose qui m'a assez amusé. C'était le dimanche matin. J'ai cru le candidat stupide, mais les actualités de 8h.30 de ce dimanche présentaient déjà un petit thème, et la campagne était lancée. On se serait cru à des courses de chevaux en milieu baptiste le dimanche matin. Je ne pouvais le croire; je dois dire que c'était assez pénible à entendre.

C'était une publicité vague. Tout était arrangé de sorte qu'il fallait bien trois semaines avant de deviner le nom du candidat. Évidemment je pense que c'était trop tôt. Mais lui, c'était un inconnu, et ce genre de situation offre un avantage automatique au député sortant. Je comprends l'intention . . .



[Text]

**Mr. MacEachen:** That is the intent. I brought in the other bill without this provision. There was a clamour in the Committee, and I brought in an amendment and it is in this bill. It is not a religious principle as far as I am concerned.

**Mr. Nowlan:** Right. My last question . . .

• 1040

**The Chairman:** Yes, your last question, Mr. Nowlan.

**Mr. Nowlan:** . . . is again on the definition of election expenses. Perhaps you could give a general explanation before any precise amendments are made—not just labour, that will be discussed later—of the commercial value of goods and services donated. Who is going to assess that? You get cars donated, you get card parties, you get ladies' teas and halls donated. How is that going to be practically implemented and who is going to do it? Is it going to be . . .

**Mr. MacEachen:** There are some questions I can answer and some that I probably cannot because I have never considered some situations in the light of the bill. Let us take a clear-cut case where the owner of a radio station says to you, "Well, Pat, here is a credit for \$800". That is a donation of the service and the commercial value of that would have to be listed in your return of election expenses.

**Mr. Nowlan:** Agreed. There is no problem there.

**Mr. MacEachen:** All right. That is clearcut.

**Mr. Nowlan:** What about the bus that I used in my campaign? It was a school bus that was donated to me by a person who never charged me anything for it. I do not know what it was worth because it was about 15 years old.

**Mr. MacEachen:** He is donating the use of the bus for a particular . . .

**Mr. Nowlan:** He is donating goods.

**Mr. MacEachen:** He is not giving you the bus. He is giving you the service of the bus.

**Mr. Nowlan:** It is the service of goods.

**Mr. MacEachen:** The service of goods. I would say that the value of the service on a commercial basis would be included in your election return. In the bill I really did not intend or try to nitpick every situation. I tried to envisage a situation among candidates when these limits are on, and these questions are going to be absolutely crucial to candidates.

**Mr. Nowlan:** This is why I say that we could all be indicted. What about the clam chowders that we had, the clam bakes?

**Mr. MacEachen:** What about the clam chowders and the clam bakes?

**Mr. Nowlan:** I can see a whole campaign inventory.

[Interpretation]

**M. MacEachen:** Vous voyez l'intention. J'ai présenté l'autre bill en excluant ces dispositions. La réaction du Comité ne s'est pas fait attendre et j'ai dû par la suite insérer un amendement en ce sens. Ce n'est pas un précepte pour moi, cependant.

**M. Nowlan:** D'accord. Ma dernière question . . .

**Le président:** Oui, votre dernière question, monsieur Nowlan.

**M. Nowlan:** . . . a encore trait à la définition des dépenses électorales. Vous pourriez peut-être nous donner, avant que nous passions aux amendements précis, une explication générale sur la valeur commerciale des biens et des services offerts, et il ne s'agit pas ici du travail proprement dit, dont nous discuterons plus tard. Qui va déterminer cette valeur? Il y a des dons de voitures, il y a des réunions sociales et des parties de cartes dont les enjeux servent à financer les caisses, et ainsi de suite. Comment va-t-on pouvoir appliquer cette disposition et qui va s'en charger? Cela va . . .

**M. MacEachen:** Il y a certaines questions auxquelles je puis répondre et d'autres auxquelles je ne pourrais pas car il existe des situations que je n'ai jamais envisagées sous l'angle de ce projet de loi. Prenons un cas sans ambiguïté, celui de propriétaire d'une station de radiodiffusion qui vous dit: «Bon, voici un crédit de \$800». Il s'agit d'un don sous la forme de services et la valeur commerciale de ce don devra figurer dans l'état de comptes des dépenses électorales.

**M. Nowlan:** D'accord. Il n'y a pas de problème ici.

**M. MacEachen:** Parfait. Il n'y a pas d'ambiguïté.

**M. Nowlan:** Qu'en est-il maintenant pour l'autobus que j'ai utilisé durant ma campagne électorale? C'était un autobus scolaire offert gratuitement par quelqu'un. Je ne connais pas sa valeur car il a environ 15 ans d'existence.

**M. MacEachen:** Il vous permet d'utiliser gratuitement cet autobus pour . . .

**M. Nowlan:** Il me le donne.

**M. MacEachen:** Il ne vous donne pas l'autobus. Il vous permet de vous en servir.

**M. Nowlan:** Il s'agit de l'utilisation d'un bien.

**M. MacEachen:** De l'utilisation d'un bien. Selon moi, la valeur commerciale de ce service doit figurer dans l'état de compte de vos dépenses électorales. Je ne voulais pas, en présentant ce projet de loi, en arriver à une comptabilisation minutieuse et détaillée de chaque situation. J'ai essayé de voir ce que pourrait être la situation pour les candidats si nous imposons de telles limites et il est certain que ces questions vont être cruciales pour les candidats.

**M. Nowlan:** Voilà pourquoi je suis d'avis que nous pourrions tous être inculpés. Si nous parlons un peu maintenant de ces soirées aux huîtres ou de ces soirées aux homards?

**M. MacEachen:** Parlons-en.

**M. Nowlan:** J'entrevois ici tout un inventaire des campagnes électorales.



## [Texte]

**Mr. MacEachen:** Explain the problem and I will see if I have an answer for it. On the television service you put in the commercial value. I hope we would not get down to the point, when people prepare a clam bake, that you would put in the labour of the women, or anything of that kind. I would regard it as a volunteer contribution to the campaign if someone came out and drove a car for you, drove his own car on election day and does not take any money for it. Certainly his labour would not be included as part of the return, but if it was said that the gas he put in his car should be included in your return, you could probably insist that the bill called for that.

**The Chairman:** I know you may have many more questions, Mr. Nowlan, but I now recognize Mr. Blaker.

**Mr. Nowlan:** You have been very patient.

**An hon. Member:** It is not easy.

**Mr. Blaker:** For the record, Mr. Minister, I think that while the bill has many areas that the gentlemen, opposite want to look into, and I think I would like to as well, nonetheless a compliment is in order. The main feature which strikes me is that we are going to have a significant shift to participation in not only volunteers organizing the campaigns but also by people putting their hands in their pockets. So the effect of getting more people interested in our electoral process seems to be one of the major results of this bill, and that is very good.

There are a few matters that bother me. The question of amendments has come up, so I will advise you now that I imagine I will be dropping some in on Tuesday, and I will make sure that everybody on the Committee gets them.

Ownership of campaign funds is quite a question in the United States right now, and it has been a question. This actual bill does not provide for definition of who owns the campaign funds of a candidate and I can see some pretty sticky problems. For example there is the situation where an individual declares that he is going to be a candidate, he either dies, becomes incapacitated, switches parties or whatever. The situation requires that there be a trust concept with funds received by a candidate or received on the consideration for the purposes normally expected: that he will be a candidate, that he will run for the party he has said he would run for and that he will make use of the funds only for the purposes of the campaign.

I do not know whether we can get an amendment in or whether such an amendment would be out of order but I wonder if you have any thoughts on that subject.

• 1045

**Mr. MacEachen:** Who owns the campaign funds?

**Mr. Blaker:** Yes.

**Mr. MacEachen:** There are two ways, as I see the bill, by which parties and candidates can receive money. One is through the...

## [Interprétation]

**M. MacEachen:** Expliquez-moi votre problème et je verrai si je puis y répondre. Pour ce qui est des services de télédiffusion, on tient compte de la valeur commerciale. J'espère que l'on n'en arrivera pas à comptabiliser les heures de travail des dames qui organisent des soirées aux huîtres, si vous voyez ce que je veux dire. Selon moi, si quelqu'un se charge gratuitement, le jour des élections de mettre à votre disposition sa propre voiture et de la conduire lui-même, il s'agit d'une forme de bénévolat. Il est certain que l'on ne peut pas comptabiliser sur l'état de compte ses heures de travail mais, d'autre part, quelqu'un a dit que le prix de l'essence ainsi utilisée devrait être comptabilisé et vous pourriez probablement affirmer que le bill l'exige.

**Le président:** Je sais qu'il vous reste peut-être beaucoup de questions à poser, monsieur Nowlan, mais je donne maintenant la parole à M. Blaker.

**M. Nowlan:** Vous avez été très patient.

**Une voix:** Ce n'était pas facile.

**M. Blaker:** J'aimerais préciser pour le dossier, monsieur le ministre, qu'à mon avis, bien que ces messieurs d'en face désirent aborder bien des parties du projet de loi, tout comme moi d'ailleurs, des félicitations ne seraient toutefois pas superflues. La caractéristique principale qui attire mon attention, c'est que nous allons arriver à une modification importante de la participation, tant bénévole—il s'agit ici des volontaires qui organisent les campagnes—que financière apportée par les particuliers. Il me semble donc que l'une des principales conséquences du projet de loi, au demeurant excellente, c'est que de plus en plus de gens s'intéresseront à notre processus électoral.

Quelques points me tracassent néanmoins. On a évoqué la question des amendements et j'en profite pour vous informer que, mardi je crois, j'en présenterai quelques-uns et je ferai d'ailleurs en sorte que les membres du comité en prennent connaissance.

Le problème de la propriété de la caisse électorale est pour l'instant aux États-Unis une question importante. Ce projet de loi ne définit pas le propriétaire de la caisse électorale de candidats et je conçois fort bien les difficultés complexes qui surgissent. Par exemple, il se peut qu'une personne se déclare candidat, et qu'ensuite il meurt ou devient handicapé, change de parti, et le reste. La situation exige qu'il y ait un principe de fiducie et que les sommes soient touchées par le candidat ou encore perçues pour les fins normales prévues: qu'il devienne candidat, qu'il fasse campagne au nom du parti pour lequel il a déclaré son affiliation et qu'il se serve de ces fonds uniquement aux fins de la campagne électorale.

J'ignore si l'on peut présenter un amendement ou si un tel amendement serait irrecevable. Je me demande également si vous avez songé à la question.

**M. MacEachen:** Qui est le propriétaire de la caisse électorale?

**M. Blaker:** Oui.

**M. MacEachen:** D'après ma conception du projet de loi, les partis et les candidats peuvent toucher ces sommes de deux façons. La première est par le truchement...

[Text]

**Mr. Blaker:** If I may interrupt you, Mr. Minister. If I decide to contribute \$100 to "your campaign", who owns that money?

**Mr. MacEachen:** The official agent receives the money on behalf of the candidate.

**Mr. Blaker:** Then it is a trust relationship, is it not? There is a legal relationship.

**Mr. MacEachen:** That is right, he is the agent of the candidate.

**Mr. Blaker:** Do you not think it would be advisable to build into the agency certain conditions that the money cannot be dispensed to the candidate unless he is a candidate for the party he declared he was running for?

**Mr. MacEachen:** So far as the candidate is concerned, he cannot have an official agent unless he is nominated. Is that not right, Mr. Hamel?

**The Chairman:** Mr. Hamel, would you approach the table please.

**Mr. MacEachen:** No, it is all right, I should not put this on Mr. Hamel.

As I see the bill, in so far as candidates are concerned they can only receive contributions to their campaign through an official agent and he is acting for the candidate. The only question in my mind is probably what is in Mr. Hamel's mind and that is does the official agent begin to exist at the day of official nomination or does he exist before that when the candidate says: I have been nominated by my party. And he can file his papers any time before nomination day. It is a question of when does he exist. However, when he does exist he is the receiver and owner of the funds.

**Mr. Blaker:** As I mentioned, I think it would be desirable to see the conditions and concepts of his ownership spelled out. You could very easily have a situation where donations have been made to the extent of \$20,000 or \$30,000 to a particular candidate and he decides to cross the floor or change parties. I think he would be morally, and I would prefer to see him legally, obliged to hand back those campaign contributions.

**Mr. MacEachen:** Oh!

**Mr. Blaker:** I think you are laughing at . . .

**Mr. MacEachen:** I am laughing at the complexity of the problem.

**Mr. Blaker:** You may recognize that I face that problem personally—not that I have any intention of crossing the floor.

I would like to point out another problem that I see and that is the individual candidate fund raising provides that the donor will have a tax credit in the year in which an election is held. That would be my interpretation of the bill as it currently stands.

Let us assume that any number of us decide that there is a probability of an election this coming spring. So members of Parliament and other candidates not currently in office decide to go about their fund raising parties, the usual ticket thing. Let us assume \$20,000 comes in and of course the member of Parliament or the candidate is declaring to the donors that through his agent receipts will be given out for tax credit purposes. If, in his wisdom, the Prime Minister does not call an election in the spring the donors are in a position where they cannot deduct the

[Interpretation]

**M. Blaker:** Permettez-moi de vous interrompre, monsieur le ministre. Si je me décide à contribuer \$100, «à votre campagne», qui est le propriétaire de cette somme?

**M. MacEachen:** L'agent officiel touche cette somme au nom du candidat.

**M. Blaker:** Il s'agit donc d'une relation de fiduciaire, n'est-ce pas? C'est une relation d'agent.

**M. MacEachen:** C'est juste, car il est effectivement l'agent du candidat.

**M. Blaker:** Ne croyez-vous pas qu'il serait opportun d'assortir cette relation d'agent certaines conditions portant que la somme ne peut pas être versée au candidat à moins que celui-ci ne soit effectivement un candidat du parti qu'il a affirmé représenter?

**M. MacEachen:** Pour ce qui est du candidat, il ne peut avoir d'agent officiel à moins d'avoir été nommé. N'est-ce pas, monsieur Hamel?

**Le président:** Monsieur Hamel, auriez-vous l'obligeance de vous rapprocher de la table.

**M. MacEachen:** Non, je ne devrais pas poser cette question à M. Hamel.

Comme je conçois le projet de loi et pour ce qui est des candidats, ces derniers ne peuvent recevoir des contributions à leur campagne électorale par l'entremise d'un agent officiel qui agit au nom du candidat. La seule question que je me pose est peut-être la même que celle de M. Hamel et la voici: l'agent officiel entre-t-il en fonction au moment de la nomination officielle ou avant quand le candidat dit: «J'ai été nommé par mon parti»? Il peut présenter ses créances n'importe quand avant le jour de la nomination. Il s'agit de savoir quand il entre effectivement en fonction. Toutefois, quand cela se produit, il est récipiendaire et le propriétaire de la caisse électorale.

**M. Blaker:** Je le répète, il me paraîtrait souhaitable que soient définis les conditions et les principes qui régissent ce titre de propriétaire. Il pourrait facilement arriver que des dons de «20,000 à \$30,000 soient faits à un candidat particulier et qu'ensuite il se décide à changer de parti. Je pense qu'il serait tenu moralement à restituer ces contributions électorales, et je préférerais qu'il le soit juridiquement.

**M. MacEachen:** Oh!

**M. Blaker:** Vous semblez vous moquer de . . .

**M. MacEachen:** C'est la complexité du problème qui fait sourire.

**M. Blaker:** Vous reconnaîtrez que je me pose personnellement la question . . . non pas que j'ai l'intention de changer de parti.

J'aimerais signaler une autre difficulté qui me frappe. Il s'agit de la mobilisation de fonds pour un candidat qui assure au donateur un crédit d'impôt pour l'année au cours de laquelle les élections ont lieu. C'est mon interprétation du projet de loi sous sa forme actuelle.

Supposons qu'un certain nombre parmi nous songent à la possibilité d'une élection au printemps prochain. Ces députés et d'autres candidats n'occupant pas de poste actuel se décident à recueillir les sommes nécessaires pour leur parti selon la formule habituelle des billets. Supposons que \$20,000 sont recueillis et que le député ou le candidat déclare aux donateurs qu'ils recevront des reçus pour fin de crédit d'impôt par l'entremise de son agent. Si dans sa sagesse le premier ministre ne convoque pas l'élection au printemps, les donateurs se verront dans l'impossibilité de

[Texte]

amounts they have given in that taxation year and we go into a limbo almost as to what is to be done about that money. Again I raise the suggestion that donations should be tax deductible in any year regardless of whether there is an election or not.

**Mr. MacEachen:** They are.

• 1050

**Mr. Blaker:** I may be misinterpreting the bill but my impression is that they are deductible in the year of the election.

**Mr. MacEachen:** The scheme is that the leader of a party names a chief agent and there can be named registered agents of that party so that any registered agent of the party in any year can receive a contribution to that party which is tax deductible in any year.

**Mr. Blaker:** And the candidate?

**Mr. MacEachen:** Well now, the candidate is not able to operate until he has an official agent to receive funds and by definition the candidate can only collect money for his campaign during the campaign period.

**Mr. Blaker:** That is as it stands.

**Mr. MacEachen:** That is as it is. I do not see how you can anticipate becoming a candidate and secure tax credits unless you are actually a candidate.

**Mr. Blaker:** The point I am trying to make, Mr. Minister, is that I attacked it from the donor's angle. If you want to go around the other side and that is from the point of view of he who may decide to become a candidate—I have looked at this question of intention to be a candidate—and I agree it is extremely difficult. However, trying to raise \$20,000 to \$30,000, which is roughly the average spent in most Montreal ridings in the first two or three weeks following the issuance of a writ and the declaration of an election, is a pretty rough job. Most candidates and/or Members of Parliament tend to run their fund raising functions on a steady ongoing basis and, particularly, if they think an election may be soon arriving they will tend to gear up some sort of a ticket party.

**Mr. MacEachen:** Yes.

**Mr. Blaker:** They are excluded from that under this bill?

**Mr. MacEachen:** No, no. There is nothing that will prevent a constituency organization to organize in the year of the election or the year before and raise money for their fund. When the election is called there is nothing to prevent the organization from making a contribution to the official agent of the candidate for the running of his campaign.

**Mr. Blaker:** This, admittedly, is a way out but then, of course, you have the horrible situation where you have a candidate who is a sitting member of Parliament and who may be at complete loggerheads with his own constituency executive.

**Some hon. Members:** Hear, hear!

[Interprétation]

déduire les montants versés durant cette année fiscale et nous ignorons totalement quoi faire avec ces fonds. Je propose à nouveau que les dons soient soustraits à l'impôt quelle que soit l'année indépendamment de la tenue d'élections.

**M. MacEachen:** Ils le sont.

**M. Blaker:** Peut-être que je me trompe sur le sens du bill, mais j'ai l'impression que ces dons sont déductibles l'année de l'élection.

**M. MacEachen:** Il est prévu que le chef d'un parti nomme un agent principal et il peut y avoir des agents enregistrés de ce parti, et chaque tel agent peut recevoir des contributions au parti qui sont déductibles aux fins d'impôt quelle que soit l'année en cause.

**M. Blaker:** Et quelle est la situation du candidat?

**M. MacEachen:** Le candidat ne peut agir avant d'avoir un agent officiel qui reçoive les fonds et, par définition, le candidat ne peut recueillir des fonds électoraux qu'au cours de sa campagne.

**M. Blaker:** C'est la situation actuelle.

**M. MacEachen:** Oui. Je ne vois pas comment vous pouvez prétendre devenir un candidat et obtenir des crédits d'impôt à moins d'être effectivement candidat.

**M. Blaker:** Ce que je voulais faire comprendre, monsieur le ministre, c'est ce qui se passe du côté de celui qui fait les dons. Si vous voulez vous occuper de l'autre côté, le côté de celui qui peut décider de devenir candidat—j'ai songé à cette question de l'intention de devenir candidat—je conviens avec vous que la question est fort difficile à résoudre. Toutefois, essayer d'obtenir \$20,000 ou \$30,000, ce qui est la moyenne des dépenses électorales dans la plupart des circonscriptions de Montréal, essayer d'obtenir cette somme dans les deux ou trois semaines suivant l'émission du bref d'élection et la déclaration de la tenue d'une élection est fort difficile. La plupart des candidats ou des députés essaient plutôt d'obtenir leurs fonds d'une façon continue, et s'ils pensent que l'élection aura bientôt lieu, ils ont tendance à organiser une soirée avec vente de billets de participation.

**M. MacEachen:** Oui.

**M. Blaker:** Est-ce ce bill le leur interdit?

**M. MacEachen:** Non, pas du tout. Rien n'empêche une organisation dans une circonscription de recueillir ainsi des fonds électoraux l'année de l'élection ou l'année précédente. Lorsque l'élection a été décidée, rien n'empêche une organisation d'offrir à l'agent officiel du candidat une contribution financière à sa campagne.

**M. Blaker:** Certainement c'est une façon de contourner la difficulté, mais alors surgit la terrible situation du candidat ou du député qui est en complet désaccord avec son organisateur dans sa circonscription électorale?

**Des voix:** Bravo.



[Text]

**Mr. Blaker:** It has been known to happen.

**Mr. MacEachen:** Well, fine, but the registered parties are capable of establishing registered agents for the collection of money for tax credits in every riding in the constituency. If that registered party does not like me or you, well, it is too bad for us. We are not entirely out in the cold because once we become candidates we can have an official agent and collect our own money. Mind you, it is not as comforting but the possibility exists and that is the way the bill operates as I understand it. The donor cannot seek a tax credit in excess of \$500 more than once a year. If he contributes his \$1,150 to the association before the campaign starts, he certainly cannot claim another credit when the campaign is on but he can make a contribution.

**Mr. Howard:** But he can claim the first credit.

**Mr. MacEachen:** Of course.

**Mr. Howard:** Even if it is two or three years before the election.

**Mr. MacEachen:** Absolutely.

**Mr. Howard:** It is one per year.

**Mr. MacEachen:** It is one per year, yes.

**Mr. Howard:** Regardless of whether there is an election.

**Mr. MacEachen:** Yes.

• 1055

**Mr. Blaker:** I am permitted by the Chairman only one last question so I will attempt to be devious about it and throw a general one at you. Why did you not put into the bill or why did you not make illegal in the bill polls as they are normally defined and the use of those "cursed" things called posters? This is my last question, Mr. Chairman.

**Mr. MacEachen:** Why did we not make polls illegal?

**Mr. Blaker:** The publishing of polls.

**Mr. MacEachen:** I am sure that if I did that I would not get very much support. I think it would be quite an issue to prevent freedom of the press and so on.

**Mr. Blaker:** If you will permit an interjection several major newspapers in Canada—one that I know of, *La Presse* in Quebec, has already determined that these are disadvantageous to the political system and will not use them. I believe that the Premier of Quebec has recently announced that upon re-election he will do away with polls being published.

**An hon. Member:** They are not allowed in British Columbia.

**An hon. Member:** This is outside the scope of the bill.

**An hon. Member:** They are outlawed in B.C.

**Mr. MacEachen:** Posters?

**Mr. Blaker:** We are attacked daily and properly for some shortfall on our part for care with the environment, but here we are, politicians all who go out and besmirch the environment with those things, and then leave them up on the poles for years afterwards.

[Interpretation]

**M. Blaker:** Cette situation s'est produite.

**M. MacEachen:** D'accord, mais les partis enregistrés peuvent nommer des agents enregistrés qui recueillent des fonds non imposables dans chaque secteur de cette circonscription électorale et si ce parti enregistré ne nous aime pas, eh bien tant pis. Nous ne sommes cependant pas démunis entièrement car une fois candidat, nous pouvons avoir un agent officiel et recueillis de l'argent pour notre compte. Bien sûr, ce n'est peut-être pas idéal mais c'est une possibilité et c'est ainsi que ce bill l'entend, d'après mon interprétation. Le donneur ne peut obtenir de déduction d'impôt au-delà de \$500 plus d'une fois par an. S'il fournit ses \$1,150 à l'association avant le début de la campagne, il ne peut certainement pas réclamer une autre déduction au cours de la campagne, mais il peut fournir une contribution.

**M. Howard:** Il peut cependant réclamer la première déduction d'impôt.

**M. MacEachen:** Naturellement.

**M. Howard:** Même deux ou trois ans avant l'élection.

**M. MacEachen:** Très certainement.

**M. Howard:** Il s'agit d'une déduction par an.

**M. MacEachen:** En effet.

**M. Howard:** Qu'il y ait élection ou non?

**M. MacEachen:** Oui.

**M. Blaker:** Puisque le président ne me permet qu'une dernière question, je la posera indirectement en termes généraux. Pourquoi n'avez-vous pas interdit dans le bill les sondages dans leur acception ordinaire et l'emploi de ces choses détestables dénommées affiches? C'est ma dernière question, monsieur le président.

**M. MacEachen:** Pourquoi nous n'avons pas rendu les sondages illégaux?

**M. Blaker:** La publication des sondages.

**M. MacEachen:** Je suis sûr que si je le faisais, je n'obtiendrais pas beaucoup d'appui. Ceci nous menerait à être accusés d'atteinte à la liberté de la presse, etc.

**M. Blaker:** Si vous me permettez d'intervenir, il y a plusieurs journaux importants au Canada, dont la *Presse* au Québec, qui ont décidé que ces sondages n'étaient pas avantageux pour notre régime politique et qu'ils ne l'utiliseront pas. Je crois que le premier ministre du Québec a récemment annoncé que, s'il est réélu, il supprimera cette publication des sondages.

**Une voix:** Ils ne sont pas permis en Colombie-Britannique.

**Une voix:** C'est en dehors de la portée du bill.

**Une voix:** Ils sont interdits en Colombie-Britannique.

**M. MacEachen:** Les affiches?

**M. Blaker:** On nous attaque quotidiennement pour nos lacunes dans la préservation de l'environnement et nous voilà ici, politiciens, qui souillons cet environnement avec ces affiches que nous laissons sur les poteaux pendant des années après l'élection.



## [Texte]

**The Chairman:** Mr. Brewin. Before we go to you Mr. Brewin, I must inform the...

**Mr. MacEachen:** Mr. Chairman, is there a confusion about the tax credit? I would not want it to be left. In so far as the contributor is concerned he can only claim a tax credit up to \$500 in one taxation year. If there is an election say, if this regime were in effect, the beginning of January, 1974, and registered agents were in existence and a particular citizen made a contribution to the registered agent of a registered party in January for which he was claiming a tax credit of \$500 in that taxation year, if the election came in June and he wanted to contribute to the candidate there is nothing to prevent his contributing, but he could not claim a second tax credit for the candidate. That is the point.

**Mr. Howard:** But he would have to wait until the candidate was in existence, subsequent to the issuance of the writ?

**Mr. MacEachen:** No, because the...

**Mr. Howard:** No, not the first time, I am talking about if a person wanted to make a contribution to a...

**Mr. MacEachen:** Right, right.

**Mr. Howard:** ... candidate, never mind the party, a year before the election took place, could he deduct it for that previous taxation year, because there was no candidate.

**An hon. Member:** There would be no official agent.

**Mr. Howard:** He could not do it?

**Mr. MacEachen:** No.

**The Chairman:** Gentlemen, we have to leave this room by 11:00 a.m. and it is two minutes to the hour.

**An hon. Member:** Could we finish this question, because it is very...

**The Chairman:** Yes, I know it is very interesting that is why I yielded to Mr. Howard's question.

One at a time please. Mr. Minister.

**Mr. MacEachen:** What is that?

**The Chairman:** Do you want to respond to the observation made?

**Mr. MacEachen:** On the tax credit, presumably the registered party if it is interested in building up a fund for a particular member of Parliament will have a registered agent in place in that riding on a continuous basis, if it wishes. Presumably a political party, I would imagine, under this system would want to collect actively in every taxation year, not just the election taxation year, by having registered agents in the constituencies.

**Mr. Blaker:** The candidate's campaign fund raising should go through the registered party then?

• 1100

**Mr. MacEachen:** I am saying that if there is any kind of compatibility between the candidate and his party then the system is provided for, but there is no way you can be outside a party and benefit from the system under the registered agency—that is all.

## [Interprétation]

**Le président:** Monsieur Brewin. Avant de vous donner la parole, je dois indiquer...

**M. MacEachen:** Monsieur le président, est-ce qu'il règne une certaine confusion au sujet du crédit d'impôt? J'aimerais élucider la question. En ce qui concerne celui qui fait la contribution, il ne peut réclamer une déduction au cours d'une année fiscale que jusqu'à concurrence de \$500. En cas d'élection, et si le régime entrainait en vigueur au début de janvier 1974, et que des agents enregistrés aient été nommés et qu'un particulier ait apporté une contribution à cet agent enregistré d'un parti enregistré en janvier et qu'il réclame un crédit d'impôt de \$500 pour cette année d'imposition, si l'élection a lieu en juin et qu'il veuille contribuer à celle-ci, rien ne l'en empêche, mais il ne pourra pas réclamer une deuxième déduction d'impôt.

**M. Howard:** Cependant, il lui faudrait attendre que le candidat existe, après l'émission du bref?

**M. MacEachen:** Non, parce que...

**M. Howard:** Non, pas la première fois, je parlais de la personne qui voudrait faire une contribution au...

**M. MacEachen:** Très bien.

**M. Howard:** ... candidat, ne nous occupons pas du parti, une année avant l'élection, est-ce qu'il pourrait alors réclamer une déduction pour cette année précédente d'imposition, du fait qu'il n'existait pas de candidat alors.

**Une voix:** Il n'existerait pas alors d'agent officiel.

**M. Howard:** Le pourrait-il?

**M. MacEachen:** Non.

**Le président:** Messieurs, nous devons quitter cette salle à 11 h. 00 et il ne reste que deux minutes.

**Une voix:** Pourrions-nous en terminer avec cette question, car elle est très...

**Le président:** Oui, je sais que cette question est très intéressante, c'est pourquoi j'ai accepté que M. Howard pose sa question.

Une personne à la fois, s'il vous plaît. Monsieur le ministre, vous avez la parole.

**M. MacEachen:** De quoi s'agit-il?

**Le président:** Voulez-vous répondre à la remarque qui a été faite?

**M. MacEachen:** En ce qui concerne le crédit d'impôt, très probablement, si le parti enregistré s'intéresse à l'établissement d'une caisse pour un député, il aura un agent enregistré en permanence dans cette circonscription. Je suppose que les partis politiques, en vertu de ce régime, aimeraient recueillir des fonds chaque année d'imposition, et pas seulement l'année d'imposition où se passe l'élection, en ayant des agents enregistrés permanents dans les circonscriptions électorales.

**M. Blaker:** La mobilisation de fonds de campagne par le candidat devrait donc être faite par le parti enregistré?

**M. MacEachen:** Je veux dire que s'il y a une compatibilité quelconque entre le candidat et son parti, le régime est prévu, mais si on n'appartient pas à un parti, on ne peut profiter du régime avec l'agence enregistrée, c'est tout.

[Text]

**Mr. Nowlan:** What about the independents?

**Mr. MacEachen:** The independent can collect when he becomes a candidate.

**Mr. Nowlan:** This tends to centralize control in the party apparatus in a day and age of independence.

**Mr. MacEachen:** Well, you can say to your party brass: look boys, you have the right to name agents under this law and you name them, but we as the membership are going to control the party, how you name them, who they are, where they operate, what they do with their money and so on. We do not try to regulate that, thank God!

**The Chairman:** Mr. Brewin.

**Mr. Brewin:** Mr. Chairman, my question is related to the reimbursement of candidates in Clause 11 of the bill and in the provision that qualifies for reimbursement a person had to have 20 per cent of the actual total number of votes. I wondered what was the thinking behind that. It seemed to me very questionable. I can understand that you want to exclude pure nuisance or frivolous candidates from getting the benefit of any contribution to their campaigns. But suppose you had 30,000 voters, for example, and 20 per cent, if I have worked that out right, is 6,000 voters. Now anybody who gets a little less, 5,000 for example, can hardly be called a frivolous candidate. It seems to me that the limit there certainly should not be higher than 10 per cent.

This present provision seems to me to aid unduly the established parties, particularly in areas where they are well established, and harms other people seeking to exercise their democratic rights of forming a party and seeking support. Also, it would mean that for all parties, in areas where they happen to be relatively weak, they would not get the benefit of these funds to advance the candidature and perhaps change the situation. I think this would apply to one or all the established parties. I would like to know the philosophy, why 20 per cent, why it was pulled out of a hat, or the reasoning behind that.

**Mr. MacEachen:** Well, it was not pulled out of the hat. The principle of the percentage of the vote attracting partial reimbursement was, I believe, recommended by Alphonse Barbeau and recommended by the special committee. I think the principle, upon which I am operating at least, is that in order to ask the taxpayer to pick up his tab a candidate must succeed in attracting a substantial number of those taxpayers to vote for him. That was the principle of it.

I have to check but it is in the back of my mind that the actual percentage was recommended, but I am not sure whether it was in this Committee or in some other discussion I had that I was forced upwards on this number rather than downward.

**Mr. Brewin:** I hope you can be forced downwards again.

**Mr. MacEachen:** I anticipate that this is going to be a major item of discussion for the Committee.

Do you want me back for further general discussion?

[Interpretation]

**M. Nowlan:** Et les indépendants?

**M. MacEachen:** L'indépendant peut recueillir des fonds quand il devient candidat.

**M. Nowlan:** Cela est susceptible de centraliser le contrôle dans l'organisation du parti dans une époque d'indépendance.

**M. MacEachen:** Eh bien, vous pouvez dire à vos organisateurs: vous avez le droit de nommer des agents en vertu de cette loi et vous pouvez donc les nommer, mais nous les membres nous allons contrôler le parti, la façon dont vous les nommez, les personnes que vous choisissez, les endroits où ils travaillent, ce qu'ils font avec leur argent, et le reste. Nous n'essayons pas de réglementer cela, grâce à Dieu!

**Le président:** Monsieur Brewin.

**M. Brewin:** Monsieur le président, ma question concerne le remboursement des candidats à l'article 11 du bill et selon la disposition pertinente, une personne doit obtenir 20 p. 100 du nombre total des voix afin d'être remboursée. Je me demande quel en est le motif. A mon avis, cette disposition est bien discutable. Je comprends que vous voulez exclure les candidats secondaires ou frivoles pour les empêcher d'obtenir aucune contribution à leur campagne électorale. Toutefois, avec 30,000 électeurs, par exemple, 20 p. 100 de ce nombre ferait 6,000 électeurs si j'ai bien calculé. Si un candidat qui reçoit un peu moins, par exemple 5,000 voix, on ne peut pas dire que c'est un candidat frivole. A mon avis, la limite maximum ne devrait sûrement pas dépasser 10 p. 100.

A mon avis, cette disposition aide injustement les partis établis, surtout dans les régions où ils sont bien établis, pour nuire aux autres personnes qui cherchent à exercer leur droit démocratique de former un parti et de chercher un certain appui. De plus, l'effet de cette disposition serait le même pour tous les partis dans les régions où ils sont relativement faibles, car ils ne pourraient pas profiter de ces fonds afin d'appuyer leur candidat et peut-être de changer la situation. Il me semble que ceci s'applique à tous les partis établis. Je voudrais savoir la raison de ces 20 p. 100, pourquoi a-t-on choisi ce chiffre?

**M. MacEachen:** On n'a pas choisi ce chiffre au hasard. Je crois que le principe de remboursement partiel basé sur le pourcentage du vote a été recommandé par Alphonse Barbeau et par la commission spéciale. Je crois que le principe sur lequel du moins je me base est le suivant: si le candidat va demander aux contribuables de payer ses dépenses, il doit réussir à rallier en sa faveur une grande proportion de contribuables. Voilà le principe.

Je dois le vérifier, mais je pense que ce pourcentage a été recommandé, sans être certain si c'est à ce Comité ou dans une autre discussion que j'ai été obligé de choisir ce chiffre au lieu d'un chiffre plus bas.

**M. Brewin:** J'espère qu'on pourra vous forcer à le baisser encore une fois.

**M. MacEachen:** Je crois que cette question sera un sujet primordial dans les discussions de ce Comité.

Voulez-vous que je revienne pour continuer cette discussion générale?

[Texte]

Some hon. Members: Oh, yes.

Mr. MacEachen: You would?

The Chairman: Then we will attempt to convince the Minister to come back.

Mr. MacEachen: Then I will come back, because I like to have these discussions in order to know what people are concerned about.

The Chairman: Before we adjourn, I would like to . . .

• 1105

Mr. O'Connor: We have, Mr. Chairman, a number of members who want to put questions to the Minister, so we most definitely would like him back.

Mr. John M. Reid (Parliamentary Secretary to President of the Privy Council): How about Monday night? We are running out of time on our schedule for the 15th.

Mr. MacEachen: I will not be around on Monday evening.

An hon. Member: Can we have somebody act on his behalf, Mr. Chairman?

Mr. Reid: There is an event in the Province of Quebec on Monday evening and . . .

The Chairman: Next Tuesday we will have the representatives of the Committee on Federal Legislation of the Canadian Institute of Chartered Accountants.

Mr. Reid: At what time?

The Chairman: At 11 o'clock.

Mr. O'Connor: May I suggest, Mr. Chairman, in view of the questions that were raised today about the broadcasting sections, that it may be useful to have someone from the CRTC to put the same questions.

The Chairman: Yes.

An hon. Member: Let us reconsider that because it may not . . .

The Chairman: I understand the representatives of the Canadian Institute of Chartered Accountants would be willing to postpone their visit.

Mr. Reid: No, no, let us start at 9.30 a.m.

The Chairman: I cannot start at 9.30 a.m., I have the Public Accounts Committee.

Mr. Reid: Okay.

The Chairman: The meeting is adjourned until 11 a.m. on Tuesday.

[Interprétation]

Des voix: Sûrement.

M. MacEachen: Vous le voudriez?

Le président: Nous allons donc essayer de convaincre le ministre qu'il doit revenir.

M. MacEachen: Je reviendrai, parce que j'aime participer dans ces discussions afin de connaître les sujets qui préoccupent les gens.

Le président: Avant l'ajournement, j'aimerais . . .

M. O'Connor: Monsieur le président, il y a plusieurs membres qui veulent poser des questions au ministre. Nous aimerions donc qu'il revienne.

M. John M. Reid (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Est-ce que lundi soir vous conviendrait? Il ne nous reste pas beaucoup de temps avant le 15.

M. MacEachen: Je ne serai pas disponible lundi soir.

Une voix: Monsieur le président, peut-on avoir un autre témoin en son nom?

M. Reid: Il y a un événement dans la province de Québec lundi soir et . . .

Le président: Mardi prochain nous avons les représentants du *Committee on Federal Legislation* (comité sur la législation fédérale) du *Canadian Institute of Chartered Accountants* (Institut canadien des comptables agréés).

M. Reid: A quelle heure?

Le président: A 11 h 00.

M. O'Connor: Monsieur le président, étant donné les questions posées aujourd'hui concernant les dispositions sur la radiodiffusion, il me semblerait utile d'inviter un représentant du CRTC à qui poser ces mêmes questions.

Le président: En effet.

Une voix: Eh bien, nous devrions y songer de nouveau parce qu'il est possible . . .

Le président: Si je comprends bien les représentants du *Canadian Institute of Chartered Accountants* seraient disposés à différer leur visite.

M. Reid: Non, non, commençons à 9 h 30.

Le président: Je ne peux pas commencer à 09 h 30, je serai au comité des Comptes publics.

M. Reid: D'accord.

Le président: La séance est levée jusqu'à 11 h 00 mardi prochain.





HOUSE OF COMMONS

Issue No. 15

Tuesday, October 30, 1973

Chairman: Mr. Maurice Dupras

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 15

Le mardi 30 octobre 1973

Président: M. Maurice Dupras

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

# Privileges and Elections

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent des*

# Privilèges et élections

RESPECTING:

Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses

CONCERNANT:

Bill C-203, Loi modifiant la Loi électorale du Canada, la Loi sur la radiodiffusion et la Loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection

APPEARING:

The Hon. Allan J. MacEachen, President of the Queen's Privy Council for Canada

COMPARAÎT:

L'honorable Allan J. MacEachen, Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada

WITNESSES:

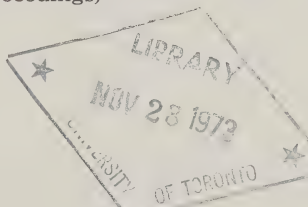
(See Minutes of Proceedings)

TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

First Session

Twenty-ninth Parliament, 1973



Première session de la

vingt-neuvième législature, 1973

STANDING COMMITTEE ON  
PRIVILEGES AND ELECTIONS

*Chairman:* Mr. Maurice Dupras

*Vice-Chairman:* Mr. Douglas Stewart

Messrs.

Andre  
Blais  
Blaker  
Brewin  
Caccia

Clark  
(*Rocky Mountain*)  
Dick  
Howard  
Matte

COMITÉ PERMANENT DES  
PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS

*Président:* M. Maurice Dupras

*Vice-président:* M. Douglas Stewart

Messieurs

MacDonald ( <i>Egmont</i> )	O'Connor
Miss MacDonald ( <i>Kingston</i>	Poulin
<i>and the Islands</i> )	Reid
McKinnon	Stollery—(19)
Nowlan	

(Quorum 10)

*Greffier du Comité*

Robert D. Marleau

*Clerk of the Committee*

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Tuesday, October 30, 1973,

Mr. Caccia replaced Mr. Fleming.  
Mr. McKinnon replaced Mr. Nielsen.

Suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du  
Règlement

Le mardi 30 octobre 1973,

M. Caccia remplace M. Fleming.  
M. McKinnon remplace M. Nielsen.

## MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, OCTOBER 30, 1973.  
(18)

[Text]

The Standing Committee on Privileges and Elections met this day at 9:40 a.m., the Chairman, Mr. Dupras, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Andre, Brewin, Blais, Blaker, Clark (*Rocky Mountain*), Dick, Dupras, Howard, MacDonald (*Egmont*), Nielsen, O'Connor, Reid and Stollery.

*Other Member present:* Mr. McKinnon.

*Witnesses:* From the Canadian Institute of Chartered Accountants: Mr. J.-G. Laliberté, C.A., Acting Chairman, Committee on Federal Legislation; Mr. D. H. Wishart, C.A., Chairman, Election Expenses Study Group and Mr. M. Mallin, Communications Assistant.

The Committee resumed consideration of Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses.

After debate, Mr. Clark (*Rocky Mountain*) moved,—That the Committee authorize the Chairman to hold this meeting to receive and authorize the printing of the evidence of the scheduled witnesses, without a quorum being present.

The Committee resumed consideration of Clause 2.

The witnesses answered questions.

At 11:00 o'clock a.m., the Committee adjourned until 3:30 o'clock p.m. this afternoon.

AFTERNOON SITTING  
(19)

The Standing Committee on Privileges and Elections met this afternoon at 3:44 o'clock p.m., the Chairman, Mr. Dupras, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Andre, Brewin, Blais, Blaker, Caccia, Clark (*Rocky Mountain*), Dick, Dupras, Howard, Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*), McKinnon, O'Connor, Reid, and Stollery.

*Appearing:* The Honourable Allan J. MacEachen, President of the Queen's Privy Council for Canada.

The Committee resumed consideration of Bill C-203, The Election Expenses Act.

The Committee resumed consideration of Clause 2.

The Minister answered questions.

*Ordered.*—That the brief submitted by the Canadian Institute of Chartered Accountants be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence (See Appendix "C").

## PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 30 OCTOBRE 1973  
(18)

[Traduction]

Le Comité permanent des privilèges et élections se réunit aujourd'hui à 9 h 40 sous la présidence de M. Dupras.

*Membres du comité présents:* MM. Andre, Brewin, Blais, Blaker, Clark (*Rocky Mountain*), Dick, Dupras, Howard, MacDonald (*Egmont*), Nielsen, O'Connor, Reid et Stollery.

*Autre député présent:* M. McKinnon.

*Témoins:* De l'Institut canadien des comptables agréés: MM. J.-G. Laliberté, C.A., président suppléant, Comité de la législation fédérale; D. H. Wishart, C.A., président, Groupe d'étude sur les dépenses d'élection et M. Mallin, adjoint aux communications.

Le Comité reprend l'étude du bill C-203, loi modifiant la loi électorale du Canada, la loi sur la radiodiffusion et la loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection.

Après le débat, M. Clark (*Rocky Mountain*) propose,—Que le Comité autorise le président à tenir la présente réunion et à recevoir les témoignages des témoins prévus et à en autoriser l'impression, sans qu'il y ait quorum.

Le Comité reprend l'étude de l'article 2.

Les témoins répondent aux questions.

A 11 heures le comité suspend ses travaux jusqu'à 3 h 30 de l'après-midi.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI  
(19)

Le Comité permanent des privilèges et élections se réunit cet après-midi à 15 h 44 sous la présidence de M. Dupras.

*Membres du comité présents:* MM. Andre, Brewin, Blais, Blaker, Caccia, Clark (*Rocky Mountain*), Dick, Dupras, Howard, M<sup>lle</sup> MacDonald (*Kingston et les Îles*), McKinnon, O'Connor, Reid et Stollery.

*Comparent:* L'honorable Allan J. MacEachen, président du Conseil privé de la Reine du Canada.

Le Comité reprend l'étude du bill C-203, loi sur les dépenses électorales.

Le Comité reprend l'étude de l'article 2.

Le ministre répond aux questions.

*Il est décidé.*—Que le mémoire présenté par l'Institut canadien des comptables agréés soit imprimé en appendice aux procès-verbal et témoignages de ce jour (voir appendice C).

*Ordered*,—That the suggested amendments submitted by the Minister be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence (*See Appendix "D"*).

At 5:01 o'clock p.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

*Il est décidé*,—Que les amendements proposés par le ministre soient imprimés en appendice aux procès-verbal et témoignages de ce jour (*voir appendice «D»*).

A 17h 01, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

*Le greffier du Comité*

Robert D. Marleau

*Clerk of the Committee*



## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, October 30, 1973

[Texte]

• 0942

**The Chairman:** Gentlemen, I see we have a quorum.

**Mr. MacDonald (Egmont):** Mr. Chairman, I have a point of order.

**The Chairman:** Yes, Mr. MacDonald

**Mr. MacDonald (Egmont):** It is regarding the nature of the change of time of this meeting. I do not know whether the steering committee met and changed the time, but as one member I was quite disturbed to learn late yesterday afternoon that this time had been rescheduled, right on top of a time that affected not only myself but a number of other members who are also active members of the Procedure and Organization Committee. There is really little sense in mapping out a few days in advance the times of meetings if we are going to change them at the last minute.

I cannot stay because I have to present a report at the other meeting. I do not know about members here who are also on that Committee. I think you have to be a little more effectively co-ordinated if you are going to work consistently on this Committee.

**The Chairman:** Mr. Howard.

**Mr. Howard:** Mr. Chairman, I want to register the same complaint. As a matter of fact, the notice I received related to 11 o'clock. The notice in the elevators says 11 o'clock. I did not get any indication that an alteration had been made to meet at 9.30, and I would not have known had I not run into Mr. MacDonald in the corridor between here and the Centre Block. This prompted me to turn around and come back again and miss going to another scheduled meeting that we have.

I think this leaves a fair amount to be desired. If we are going to do something on a regular, orderly basis I think we should persist in trying to keep it that way instead of juggling things at the last minute.

**The Chairman:** Mr. Brewin.

**Mr. Brewin:** Mr. Chairman, I have the same point. The External Affairs Committee is meeting this morning. I think it is a reasonably important meeting at 9.30 and I planned to go to that, so the change is very inconvenient.

**An hon. Member:** There goes your quorum, Mr. Chairman, because I have another conflicting meeting myself.

**Mr. Reid:** Mr. Chairman, it was my understanding at the last meeting that we had agreed to meet at 9.30 o'clock.

**The Chairman:** Right.

**Mr. Reid:** I was rather surprised to find out that we were meeting at 11 o'clock. I immediately made enquiries. A check of the minutes of the last meeting indicated that we did agree to meet at 9.30 this morning.

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 30 octobre 1973

[Interprétation]

**Le président:** Messieurs, je vois que nous avons quorum.

**M. MacDonald (Egmont):** Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

**Le président:** Oui, monsieur MacDonald.

**M. MacDonald (Egmont):** Il s'agit du changement d'horaire pour cette réunion. Je ne sais pas si le comité directeur s'est réuni afin de changer l'heure, mais, en tant que député, j'ai été assez inquieté lorsque j'ai appris assez tard hier après-midi qu'il y a eu un changement d'horaire à une heure qui non seulement ne me convenait, moi-même, mais qui était peu convenable pour certains autres députés qui, eux aussi, sont des membres actifs du Comité de la procédure et de l'organisation. Il est illogique de fixer les heures de réunion quelques jours à l'avance si nous allons changer ces heures à la dernière minute.

Je ne peux pas rester parce que je dois présenter un rapport à l'autre réunion. Je ne suis pas au courant de la situation des autres députés ici présents qui assistent à ce Comité. J'estime qu'il vous faut un petit peu plus de coordination efficace si l'on veut que le Comité fasse du bon travail.

**Le président:** Monsieur Howard.

**M. Howard:** Monsieur le président, j'aimerais vous signaler la même plainte. A vrai dire, l'avis que j'ai reçu a mentionné 11 heures. L'avis dans les ascenseurs indique 11 heures. Je n'ai reçu aucun renseignement qu'on avait changé l'horaire à 9 h 30; je n'aurais pas été au courant si je n'avais pas rencontré M. MacDonald dans le couloir entre l'Édifice de l'ouest et l'Édifice du centre. Ceci m'a porté à faire volte-face et à retourner ici; ainsi, je ne peux pas assister à une autre réunion qui a été prévue.

Je crois que ceci laisse beaucoup à désirer. Si nous allons faire quelque chose régulièrement et de façon ordonnée, je crois que nous devrions nous efforcer de suivre les horaires au lieu de tout changer à la dernière minute.

**Le président:** Monsieur Baldwin.

**M. Brewin:** Monsieur le président, j'aimerais appuyer mes collègues. Le Comité des affaires étrangères se réunit ce matin. J'estime que c'est une réunion assez importante à 9 h 30, et j'avais compté d'y assister; par conséquent, le changement est très inopportun.

**Une voix:** Vous allez perdre votre quorum, monsieur le président, parce que, moi aussi, j'ai une autre réunion à cette heure-ci.

**M. Reid:** Monsieur le président, j'ai cru comprendre à la dernière réunion que nous étions d'accord pour nous réunir à 9 h 30.

**Le président:** C'est exact.

**M. Reid:** J'ai été assez étonné de découvrir que nous nous réunissions à 11 heures. J'ai tout de suite demandé des renseignements. En vérifiant le compte rendu de la dernière réunion, j'ai découvert que nous nous sommes mis d'accord pour nous réunir à 9 h 30 ce matin.

## [Text]

**The Chairman:** This is true, yes. This is the point I wanted to make after your observation. This was decided at our last meeting last Thursday, that we would meet at 9.30. I informed the members then, and I think Mr. O'Connor knew this, that it came in conflict with another meeting that I have to attend at 11 o'clock precisely in this room, I believe. So it was understood.

Unfortunately, when I looked at the notice, it showed 11 o'clock, but I called the Clerk right away. Unfortunately the mistake was made, but it is not any of my making. I had informed the Committee and members of the steering committee that I could not make it at 11 o'clock, and it would have to be at 9.30.

• 0945

Half-past nine was decided upon last Thursday. I agree with all who observe that it is unfortunate that these meetings conflict with each other but there is nothing I can do about that. It is not my mistake.

**Mr. O'Connor:** With respect, Mr. Chairman, the minutes of the previous meeting indicate that the meeting was scheduled for eleven o'clock, and you confirmed that, on page 23.

**The Chairman:** No.

**Mr. O'Connor:** It is in the minutes.

**The Chairman:** I have the original in my office and it shows 9.30 a.m.

**Mr. Nielsen:** The original copy of the minutes is in your office?

**The Chairman:** Yes.

**Mr. O'Connor:** I am not referring to the minutes, Mr. Chairman: I am referring to the transcript.

Mr. Chairman, as it reads here, Mr. Reid asked you at what time was the meeting to be; and you replied: "At eleven o'clock". I then brought up my point about calling the CRTC; but what occurred at that last meeting is clearly set out in the transcript.

**The Chairman:** No, no. I thought that I had made it very clear that it came into conflict with the committee that I have to attend at eleven o'clock.

**Mr. Nielsen:** Mr. Chairman, I have a question of privilege here.

**The Chairman:** Just a minute.

We decided among ourselves that it would be 9.30 a.m. and I thought that was very clear.

**Mr. Nielsen:** What on earth is the original copy of the transcript of the minutes doing in your office?

**The Chairman:** It is the regular practice that copies of the...

**Mr. Nielsen:** It is not a regular practice. The copy...

## [Interpretation]

**Le président:** C'est exact, oui. C'est ce que je voulais dire à la suite de vos observations. Nous nous sommes décidés lors de notre dernière réunion jeudi passé, qui nous allions nous réunir à 9 h 30. Je l'avais dit au député à ce moment-là, et je crois que M. O'Connor était au courant, qu'il y aurait un conflit avec une autre réunion à laquelle je dois assister à 11 heures dans cette même pièce. C'était compris.

Malheureusement, lorsque j'ai regardé l'avis, j'ai vu que l'heure indiquée était 11 heures; j'ai tout de suite appelé le greffier. On a malheureusement fait une erreur, mais ce n'est pas de ma faute. J'avais prévenu le Comité et les membres du comité directeur que je ne pouvais pas être présent à 11 heures, et que la réunion devrait avoir lieu à 9 h 30.

Neuf heures trente avait été fixée jeudi dernier. C'est en effet dommage que plusieurs réunions soient prévues à la même heure, mais je n'y puis rien.

**M. O'Connor:** Monsieur le président, d'après le compte rendu de la dernière réunion, la réunion aurait été fixée pour 11 h 00, ce que vous confirmez d'ailleurs à la page 23.

**Le Président:** Non.

**M. O'Connor:** Mais cela figure dans le compte rendu.

**Le président:** J'ai l'original dans mon bureau et c'est 9 h 30 qui y figure.

**M. Nielsen:** L'original du compte rendu est dans votre bureau?

**Le président:** Oui.

**M. O'Connor:** Je ne parle pas du compte rendu, mais de l'enregistrement.

Monsieur le président, d'après le compte rendu, M. Reid vous avait demandé l'heure de la réunion, et vous aviez répondu: 11 h 00. Ensuite j'avais soulevé la question de la convocation de la CRTC; mais le compte rendu de la réunion fait ressortir clairement ce qui a été convenu lors de cette réunion.

**Le président:** Ce n'est pas exact, car j'avais dit clairement que j'avais une autre réunion à 11 h 00.

**M. Nielsen:** Monsieur le président, j'ai une question de privilège.

**Le président:** Un instant s'il vous plaît.

Il me semble qu'il avait été clairement entendu que la réunion était fixée pour 9 h 30.

**M. Nielsen:** J'aimerais savoir comment il se fait que l'original de la transcription des comptes rendus se trouve dans votre bureau.

**Le président:** C'est la pratique normale.

**M. Nielsen:** Ce n'est pas vrai.

## [Texte]

**The Chairman:** If you will let me answer.

**Mr. Nielsen:** I have a question of privilege here, Mr. Chairman, that I fully insist on raising. The original minutes are surely to remain in the Committees' Branch: they do not go to any member's office, Chairman or otherwise. There is one thing in getting the equivalent of the Blues or a carbon copy of the minutes but the original copy certainly never leaves the Committees' Branch.

**The Chairman:** It may not be the original but a copy of the transcript.

**Mr. Nielsen:** Be more explicit, then.

**Mr. MacDonald (Egmont):** At this point, it seems to me that if we are faced with a situation where the time is changed and the only record that we can go by is the one that Mr. O'Connor reported from, which was circulated to all members, plus the notices that were circulated, surely there can be a little more effective scheduling. I do not think, Mr. Chairman, in spite of the fact that you had meetings yourself at eleven o'clock, that notices having been circulated and it having been filed in the official copy that all of us receive, it should be changed by any individual, including yourself. I also think there should be more effective co-ordination.

We have, in effect, three meetings, stacked one on top of the other, which involves members who are involved in either two or three of them. I happen to be involved in all three, which is an accident of fate. But there are not that many committees sitting right now. It is not a question of there being 8 or 10 committees a week: we have only about 2 or 3 active committees during this present session. It is not a great act of skill, for the co-ordination of committee meetings, to be able to lay those committees out so that there is not the kind of confusion and conflict that we were faced with at half-past nine this morning.

**The Chairman:** You are in a good position to appreciate the difficulties I am in because we share the same difficulties. I, too, have to attend three meetings this morning. I thought it was clear when we decided that, instead of eleven o'clock, it would be half-past nine.

**Mr. O'Connor:** I did not read far enough, Mr. Chairman, of what transpired between you and Mr. Reid for it goes on this way, with Mr. Reid saying: "No, no, let us start at 9.30 a.m.". And the Chairman says: "I cannot start at 9.30 a.m. as I have a meeting of the Public Accounts Committee". Mr. Reid says: "Okay"; and the Chairman then says: "The meeting is adjourned until 11 a.m. on Tuesday".

**The Chairman:** I am sorry. I do not know who made the mistake but the meeting of the Public Accounts Committee was decided about two weeks ago to be at eleven o'clock, as some members may know.

**Mr. O'Connor:** The point is, Mr. Chairman, that a mistake was made. It does not matter who made it but members quite reasonably believed that the meeting was at eleven o'clock this morning. Last minute changes cause some inconvenience and, in fact, are going to deprive us of a quorum very shortly. It is a problem we will have to face at this time, I suppose.

**Mr. Howard:** Mr. Chairman.

## [Interprétation]

**Le président:** Permettez que je réponde.

**M. Nielsen:** Je tiens à poser ma question de privilège, monsieur le président. L'original des comptes rendus est censé rester à la direction des comités et non pas se retrouver dans le bureau d'un député, fusse le président. On peut obtenir les copies des comptes rendus, mais l'original n'est pas censé quitter la direction des comités.

**Le président:** Ce n'était peut-être pas l'original dans ce cas-là.

**M. Nielsen:** Il fallait le dire.

**M. MacDonald (Egmont):** Étant donné que l'heure a été changée et que nous avons uniquement le compte rendu cité par M. O'Connor, compte rendu qui a été distribué à tous les députés en plus des avis de convocation, j'estime que l'établissement des horaires aurait dû être mieux fait. Je ne pense pas en effet, monsieur le président, que bien que vous ayez une réunion prévue pour 11 h 00, on doive pour autant changer l'heure de celle-ci, étant donné qu'elle avait déjà paru dans les avis de convocation ainsi que la copie officielle distribuée à tous les députés. Je pense en outre qu'il faut assurer une meilleure coordination.

Trois réunions ont été prévues à la même heure, alors que divers députés voudraient participer à toutes. Moimême, je m'intéresse aux trois. Or les comités ne sont pas encore tellement nombreux, et loin d'en avoir huit ou dix par semaine, jusqu'à présent, nous n'en avons eu que deux ou trois. Je pense que dans ces conditions, ce n'est pas trop demander que de fixer des réunions de façon à ce qu'elles ne se tiennent pas toutes à la même heure.

**Le président:** Vous comprendrez mes difficultés d'autant mieux qu'elles sont également les vôtres. En effet, moi aussi je suis censé participer à trois réunions prévues pour ce matin. Je pensais que tous étaient d'accord pour changer l'heure de la réunion de 11 h 00. à 9 h 30 du matin.

**M. O'Connor:** D'après le compte rendu, M. Reid aurait dit: «Commençons à 9 h 30» et le président aurait répondu: «Je ne puis commencer à 9 h 30 car j'ai une réunion du Comité des comptes publics.» A quoi M. Reid aurait répondu: «O.K.» et le président aurait enchaîné en disant «la réunion est levée jusqu'à mardi prochain, 11 h 00».

**Le président:** Je regrette, mais je ne sais à qui imputer cette faute, mais la réunion du Comité des comptes publics avait déjà été fixée à 11 h 00 il y a deux semaines environ.

**M. O'Connor:** Quoiqu'il en soit, il y a eu erreur. Ce qui compte c'est que les députés pensaient que la réunion était prévu pour 11 h 00 ce matin. Des changements de dernière minute provoquent toute sorte de difficultés et entre toutes, nous n'aurons plus de quorum sou peu.

**M. Howard:** Monsieur le président.



[Text]

The Chairman: Yes, Mr. Howard.

Mr. Howard: We are going to run into a very serious question of a quorum. We have a quorum to start with but members came, as I came, for instance, to protest the fact that there had been an alteration in the originally scheduled time of the meeting, but cannot stay. I cannot, and Mr. Nielsen says he cannot because he was operating on the original schedule; and Mr. Brewin says he has another meeting to attend.

If members are going to leave, it inconveniences the gentlemen who are here from the Canadian Institute of Chartered Accountants to meet with us. What are you going to do if members, on the original premise of earlier commitments, based on the fact that we were going to meet at eleven o'clock, now have to leave in order to meet these other earlier commitments?

The Chairman: We will not pursue this any longer. I think we have made our points that it should be decided well in advance at what time the Committee should sit.

• 0950

Mr. O'Connor: As a practical solution, Mr. Chairman, could we ask our witnesses of this morning whether it is possible for them to be here at 11 o'clock, to adjourn the meeting until 11, when a quorum in fact can be here? I recognize that you cannot be here then, Mr. Chairman, but I assume that because it is only a questioning session and not a voting session someone else could take the Chair. I would so move if that is necessary.

Mr. Reid: No, it puts many of us in an awkward position because I have a meeting at 11 o'clock I cannot escape, and I am sure we are going to find that no matter what time we choose—perhaps 8 o'clock this evening might be acceptable. We have a meeting scheduled for 3:30 p.m.

The Chairman: Any other opinions? Yes, Mr. Howard.

Mr. Howard: What is the business set down for the meeting scheduled for 3:30 p.m., assuming it is going to go ahead as scheduled and will not be altered?

The Chairman: The Minister is coming back as this was the wish of the members of the Committee.

Mr. Howard: Could we have some indication from the gentlemen who are here from the Canadian Institute of Chartered Accountants of their time scheduling? I do not want to inconvenience these gentlemen but we are in a bind and perhaps we can work out some accommodation.

The Chairman: Well, is this Committee ready to go on with the business today?

Mr. Blair: Mr. Chairman, my position is that I am free to continue at this time.

The Chairman: Okay.

Mr. MacDonald (Egmont): A number of members cannot, though, Mr. Chairman. I, for one, as I indicated originally, cannot, because I must make an appearance and a report to another meeting. I do not know whether others are in that same position.

The Chairman: We have already lost 15 precious minutes and we will all have to leave at 11 o'clock, so why do we not just begin consideration of this bill?

[Interpretation]

Le président: Monsieur Howard.

M. Howard: Nous allons en effet perdre le quorum que nous avions au début de la réunion, mais certains députés comme moi-même sont venus ici pour s'élever contre la modification apportée en dernière minute à l'horaire. Pour ma part, je ne puis rester. M. Nielsen est également obligé de partir ainsi que M. Brewin.

Si les députés quittent la réunion, on aura dérangé pour rien les représentants de l'Institut canadien des comptables agréés qui sont venus ici pour discuter avec nous. Qu'allez-vous faire dans ces conditions si les députés vont quitter la salle pour se rendre à d'autres réunions qu'ils avaient prévues?

Le président: Il est inutile de poursuivre cette discussion. Je pense qu'il est clairement établi qu'il faut prévoir à l'avance l'heure exacte de nos réunions.

M. O'Connor: Monsieur le président, je suggérerais que nous demandions à nos témoins si cela les arrangerait que nous reportions la réunion jusqu'à 11 h 00 et que nous levions celle de maintenant jusqu'à 11 h 00. Je sais que vous ne pourrez pas être ici, monsieur le président, mais étant donné qu'il s'agit uniquement de poser des questions et non pas de voter, quelqu'un d'autre pourrait présider. Je suis prêt à déposer une motion en ce sens.

M. Reid: Ce ne serait pas pratique car je dois me rendre à une autre réunion à 11 h 00 et je ne vois pas comment on pourrait s'arranger sauf peut-être en fixant la réunion à 20 h 00. Nous avons une autre réunion prévue pour 15 h 30.

Le président: Monsieur Howard.

M. Howard: De quoi va-t-on traiter lors de la réunion de 15 h 30, à supposer que l'horaire ne soit pas modifié?

Le président: Le ministre reviendra ainsi que les membres du Comité lui ont demandé.

M. Howard: Pourrions-nous connaître le programme des représentants de l'Institut canadien des comptables agréés? Je ne veux pas leur causer des difficultés mais nous pourrions peut-être arriver à un compromis.

Le président: Messieurs, est-ce que vous êtes disposés à aborder le travail du jour?

M. Blair: Je suis prêt à commencer, monsieur le président.

Le président: D'accord.

M. MacDonald (Egmont): Mais il y en a d'autres qui ne peuvent pas, monsieur le président. Ce matin je dois partir pour me rendre à une autre réunion.

Le président: Nous avons déjà perdu 15 précieuses minutes et comme nous devons terminer à 11 h 00 pourquoi ne pas commencer immédiatement l'examen du présent bill.



[Texte]

Some hon. Members: Agreed.

**The Chairman:** As you know, this morning we have the pleasure of welcoming as witnesses members of the Canadian Institute of Chartered Accountants. We have with us Mr. David Wishart, chairman of a study group of the Institute, and accompanying him is Mr. Jean-Guy Laliberté, acting chairman of the committee on federal legislation. I believe Mr. Wishart has some opening remarks. Mr. Wishart.

**Mr. David H. Wishart (Chairman, Study Group on Election Expenses, Canadian Institute of Chartered Accountants):** Mr. Chairman, on behalf of the Canadian Institute of Chartered Accountants I would like to express our gratitude at the opportunity to appear before the Committee. Recognizing the time constraint that some of you are labouring under, it might be desirable if we kept our opening statement brief.

We prepared a memorandum of comment on the election expenses bill...

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Excuse me, Mr. Chairman...

**The Chairman:** Yes, Mr. Clark.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** To avoid a problem that is imminent, before we lose our quorum, might we have a motion passed that would allow us to continue discussions, lacking a quorum, for the purposes of this morning; otherwise I am afraid we will not be able to proceed. I would so move.

Some hon. Members: Agreed.

**The Chairman:** Continue, sir.

**Mr. Wishart:** Thank you, Mr. Chairman.

We prepared a memorandum of comment on the bill, a memorandum which was discussed some time ago with the Chief Electoral Officer. This memorandum was then sent to the Minister for review at his office and I believe copies have now been made available to members of this Committee.

I should say that we had a study group put together on this bill because there are provisions that affect auditors and we felt that we had a professional interest and a duty to bring our comments to your attention. Obviously it is not practical for a study group such as ours to consult with our entire 21,000 membership across Canada, but our memorandum that you have before you was not only reviewed by our study group, it was reviewed by the federal legislation committee of our Institute and was also reviewed and approved by the executive committee of the Canadian Institute of Chartered Accountants, the elected body of our members. So I think it is fair to say that we are speaking on behalf of our members.

I should say that as citizens we support very strongly the objectives the bill is trying to achieve: the limitation of election expenses and the disclosure of election contributions. As professional accountants we have a number of concerns about the provisions set out in the bill to achieve the objectives, and I guess our central concerns are those relating to what an auditor is to examine, what he is to do and how he is to report. On this particular aspect, we have had discussions with a representative from the Minister's office who has indicated to us that he is considering and would recommend to the Minister some alterations in wording which he thinks would satisfy us. Of course, until

[Interprétation]

Des voix: D'accord.

**Le président:** J'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue ce matin aux membres de l'Institut canadien des comptables agréés, représenté par M. David Wishart, président d'un groupe d'étude de l'Institut et M. Jean-Guy Laliberté, président adjoint d'un comité chargé d'étudier la loi fédérale. M. Wishart a une déclaration d'ouverture à nous faire.

**M. David H. Wishart (président du groupe d'étude des dépenses électorales, Institut canadien des comptables agréés):** Monsieur le président, au nom de l'Institut canadien des comptables agréés je tiens à vous remercier de l'invitation qui nous a été faite de comparaître devant le Comité. Étant donné que certains d'entre vous n'ont que peu de temps, ma déclaration d'ouverture sera brève.

Nous avons rédigé un mémorandum relatif au bill sur les dépenses électorales.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je m'excuse, monsieur le président.

**Le président:** Allez-y monsieur Clark.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Avant que nous ne perdions le quorum, il serait peut-être bon d'adopter une motion nous permettant de poursuivre les discussions en l'absence dudit quorum. Je dépose donc la motion en question.

Des voix: D'accord.

**Le président:** Allez-y monsieur.

**M. Wishart:** Merci, monsieur le président.

Nous avons donc rédigé un mémorandum sur le présent bill, mémorandum qui a été discuté il y a quelque temps avec le directeur général des élections. Ensuite le mémorandum a été envoyé au bureau du ministre ainsi qu'aux membres du Comité.

Nous avons constitué un groupe d'étude chargé d'examiner le présent bill car certaines dispositions ont des répercussions directes sur les vérificateurs aussi bien que nous avons estimé de notre devoir de vous faire connaître notre point de vue à ce sujet. Il nous est, bien sûr, impossible de consulter la totalité de nos 21,000 membres répartis sur l'ensemble du territoire national; ce qui n'empêche que le présent mémorandum a été vu non seulement par les membres de notre groupe d'étude mais également par le comité de notre Institut chargé d'examiner les lois fédérales ainsi que par le comité exécutif de l'Institut canadien des comptables agréés. Je puis dès lors dire, sans risque de me tromper, que nous parlons au nom de tous nos membres.

En tant que citoyens, nous appuyons fermement les objectifs prévus par le bill, c'est-à-dire la limitation des dépenses électorales et la publication des contributions faites aux caisses électorales. D'autre part, en tant que comptables agréés, nous avons nos doutes quant aux dispositions prévues pour réaliser ces objectifs et notamment la matière même que les comptables sont invités à vérifier, ce qu'ils doivent faire et comment ils sont censés rédiger le rapport. Nous avons discuté de ce dernier point avec un représentant du bureau du ministre et il nous a fait savoir qu'il recommanderait au ministre d'apporter des modifications dans l'énoncé du bill de façon à nous donner satisfac-

## [Text]

we see some amendments coming forward, we are really not in a position to comment.

Our second concern is that the bill does not give specific responsibility for keeping accounting records and, in particular, it does not give specific responsibility as to who will be responsible for their contents. We feel that this is something that would be desirable.

• 0955

We are also concerned about some accounting problems that we feel will face official agents, candidates and chief agents of parties and will obviously affect the opinion of auditors. These problems fall into four areas. The most important is the determination of commercial values of goods and services that are donated or rendered at less than commercial value. We feel that this is a very serious problem for official agents whom we feel should have the statutory responsibility for making these determinations. There will also be a problem for us, as professional auditors, to give an independent opinion that they are, in fact, correct.

The second accounting problem we see is distinguishing a party's annual expenses from its election expenses. This is a problem you may wish to ask some questions about.

The third accounting problem we see is accounting for expenses by a party on behalf of a candidate. What we have in mind here is a situation where a party, say, may turn out a statement of party policy which will be distributed from central party headquarters, but all candidates will have copies to distribute. Presumably this is an expense of the party, but at that stage it becomes a contribution to the candidate and then would have to be an expense of the candidate as well. It may be even more serious if a party actually makes a cash contribution out of central party funds to support the activities of the candidate. As we read the bill, this may have to be accounted for twice which is a serious problem if a party is limited to 30 cents per voter and there is a limitation also on the candidate's expenditure.

Finally, there is the problem of accounting for election expenses that eventually will be reimbursed out of government funds. We need some guidance from the bill, as professional auditors, as to how these are to be treated.

At this point, Mr. Chairman, I think that would conclude our comments.

**The Chairman:** Thank you very much, Mr. Wishart for your comments. I recognize Mr. Clark.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Thank you, Mr. Chairman, and thank you very much, Mr. Wishart.

I have not had a chance to read the brief yet, but will perhaps do as we proceed. You have raised some interesting questions. I had a couple that I wanted to ask which I do not think you have covered. Is there a difficulty about who can act as an auditor? I gather that various provincial laws establish different standards. In British Columbia, for example, I am given to understand that the B.C. law states no qualification for an auditor in the province and the province does not license auditors. The bill allows the appointment as an auditor of anybody qualified to serve as an auditor in that province. Is there a problem as to qualifications that should be elaborated?

## [Interpretation]

tion. Mais il est évident qu'avant d'avoir eu connaissance des amendements qui auront été proposés, nous ne saurions émettre un jugement.

Le deuxième point qui me préoccupe c'est que le bill ne prévoit pas qui sera chargé de la tenue des documents comptables et plus particulièrement de leurs contenus. Ceci serait à notre sens souhaitable.

Par ailleurs les agents officiels, les candidats et les responsables des partis auront à affronter certains problèmes comptables qui ne manqueront pas de se répercuter sur l'opinion que les comptables agréés se font à leur tour. Ces problèmes sont au nombre de 4. Le principal porte sur la détermination de la valeur marchande des biens et services offerts à un coût inférieur à leur valeur marchande. C'est une question très grave et à notre avis, c'est les agents officiels qui devraient être chargés par la loi d'effectuer cette détermination. D'autre part, il nous sera très difficile en tant que comptables agréés d'assurer que cette détermination est effectivement exacte.

Deuxièmement il faut distinguer entre les dépenses annuelles d'un parti et ses dépenses électorales. Vous aurez peut-être des questions à me poser à ce sujet.

Troisièmement, il y a le problème des dépenses effectuées par un parti pour ses candidats. Prenons par exemple le cas où le siège central du parti fait distribuer une déclaration de la politique par l'entremise de tous ses candidats. Il s'agit d'une part d'une dépense du parti mais qui peut également être interprétée comme étant une contribution faite au candidat et doit dès lors figurer dans les dépenses de celui-ci. La question devient encore plus grave lorsque le parti fait un don en espèce pour soutenir la campagne de tel ou tel de ses candidats. Or, dans l'actuel texte du bill, pareille dépense aurait à être justifiée deux fois, ce qui devient grave lorsqu'un parti dispose d'un maximum de 30c. par électeur et qu'il y a par ailleurs un plafond aux dépenses permises par candidat.

Il y a enfin le problème des dépenses électorales qui sont éventuellement remboursées à partir des fonds de l'État. Le bill ne précise pas les modalités de ce contrôle.

C'est tout ce que j'avais à dire, monsieur le président.

**Le président:** Je vous remercie, monsieur Wishart, je donne la parole à M. Clark.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je vous remercie, monsieur le président ainsi que M. Wishart.

Je n'ai pas encore eu le temps de lire votre mémoire mais vous avez soulevé des questions fort intéressantes. J'ai quelques questions à vous poser pour ma part. Est-ce que la question de savoir qui au juste s'est habilité à assumer la charge de vérificateur pose certaines difficultés? Je crois savoir que les normes varient d'une province à l'autre. Ainsi en Colombie-Britannique, il n'y a pas de normes provinciales et les vérificateurs ne sont pas agréés par les autorités provinciales. D'après le bill, toute personne ayant le titre de comptable dans sa province est habilitée à servir de vérificateur aux fins du présent bill. Pensez-vous que les qualifications devraient être mieux précisées?

## [Texte]

**Mr. Wishart:** I have to admit I am not specifically familiar with the provisions in British Columbia. We did discuss this problem briefly and we felt that as long as the auditor was qualified in the province this probably would be satisfactory because I know, and this is not entirely answering your question, that in Ontario and in the Province of Quebec I believe you must be licensed by the provinces.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Do other witnesses know whether that is the case across the country?

• 1000

**Mr. Michael Mallin (Communications Assistant, Canadian Institute of Chartered Accountants):** I believe it is not uniformly the case across the country. There are provinces in which there is, in law at any rate, virtually no restriction on who may be an auditor. Frankly, I do not know in British Columbia whether that is the case. I believe there was a question, with the new Canada Corporations Act, of instituting a central policy and of putting into that law a requirement that auditors under that act would have to meet certain qualifications. That policy was abandoned; it was considered by the Department of Consumer and Corporate Affairs ultimately not to be viable. It is a matter that has been left to provincial jurisdiction.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** In your view do we need to have it spelled out more precisely, relative to the goals of this bill?

**Mr. Mallin:** I do not know that I see that as being an area of great concern. I think the value of having an auditor for candidates, as for companies, will turn on the fact that the man does appear to have qualifications. If a candidate wants to have his returns audited by the guy who runs Joe's garage and that is his sole qualification, and provincial law allows this, I suppose it will be obvious that his returns are being audited by the guy who runs Joe's garage.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** However, that is a concern not simply to him but to anyone who would want to enforce this act. It would seem to allow a large loophole to anybody who had his audit done by the guy who runs Joe's garage. I would be concerned about that. Could you suggest some way that we might close that loophole?

**Mr. Mallin:** Clearly, you could amend the bill to provide that auditors had to be recognized members of, at any rate, some professional accounting organization. That is the one that leaps to mind. The trouble is that there are several professional associations across Canada and they have varying degrees of strength in varying provinces. Our organization is the largest and it has very substantial control over the audit function. However, I am not sure that we as an organization want to get into the argument vis-à-vis other organizations about this question.

**The Chairman:** Mr. Wishart, do you want to add something?

## [Interprétation]

**M. Wishart:** Je dois vous avouer que je ne sais pas au juste comment cela fonctionne en Colombie-Britannique. Nous en avons discuté brièvement et nous sommes arrivés à la conclusion qu'à condition qu'un comptable est habilité à pratiquer son métier dans sa province, c'est suffisant aux fins du présent bill; je sais que dans l'Ontario et au Québec les comptables doivent être agréés par les autorités provinciales.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-ce que les autres témoins songent si c'est la même chose par tout le pays?

**M. Michael Mallin (Assistant aux communications, Institut canadien des comptables agréés):** Je ne crois que ce ce soit tout à fait semblable dans tous les pays. Il y a des provinces où la loi, du moins, n'impose pratiquement aucune restriction quant aux personnes qui peuvent faire la vérification. Franchement, j'ignore si c'est le cas en Colombie-Britannique. Je crois que dans la nouvelle Loi sur les corporations canadiennes, il a été question d'établir un mécanisme central de réglementation et d'insérer dans la loi une disposition voulant que les vérificateurs acceptés aux termes de ladite loi doivent remplir certaines conditions quant à la compétence. On a abandonné une telle idée, le ministère de la Consommation et des Corporations considérant qu'un tel mécanisme ne serait pas pratique en fin de compte. On a donc laissé ce secteur à la compétence provinciale.

**M. Clark (Rocky Mountain):** D'après vous, faut-il le préciser davantage, dans les objectifs du projet de loi?

**M. Mallin:** Je ne crois pas que ce soit un aspect d'une grande importance, car je pense que les candidats ou des sociétés qui ont besoin d'un vérificateur vont choisir la personne qu'il leur semble avoir la compétence voulue. Si un candidat veut faire vérifier ses comptes par le gérant du garage de Jos, cette fonction étant la seule qualification, si la province le permet, il est évident que ses comptes seront vérifiés par le gérant du garage de Jos.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Ce n'est pas seulement lui que cela intéresse, mais quiconque veut faire appliquer cette loi. Une telle façon de procéder m'inquiéterait beaucoup, car il semblerait que cela laisserait la voie libre à quiconque ferait vérifier ses comptes par un quelconque gérant de garage. Pourriez-vous suggérer une façon d'éliminer cette faille?

**M. Mallin:** Vous pourriez évidemment modifier le projet de loi de manière à stipuler que les vérificateurs soient nécessairement membres réguliers d'une organisation professionnelle de comptables, tout au moins. Voilà la première idée qui nous vient à l'esprit, mais la difficulté réside dans le fait qu'il existe plusieurs associations professionnelles au Canada et qu'elles varient en importance d'une province à l'autre. Notre propre organisation est la plus considérable et elle exerce un contrôle très important dans le domaine de la vérification comptable. Cependant, je ne suis pas certain qu'en tant qu'organisation nous voulions nous trouver opposés aux autres organisations dans la discussion de ce sujet.

**Le président:** Avez-vous quelque chose à ajouter, monsieur Wishart?



[Text]

**Mr. Wishart:** Perhaps I could suggest, in response to Mr. Clark's question, the provisions in here could indicate that when there was not a provincial authority for prescribing who can be an auditor you could specify a body or bodies whose qualifications would be acceptable. I am not suggesting that you should say only chartered accountants, because certainly in Ontario there are other people who are licensed public accountants, and there may be other groups in, say, British Columbia who have the acceptable qualifications.

**Mr. Jean-Guy Laliberté (Acting Chairman, Federal Legislation Committee, Canadian Institute of Chartered Accountants):** The bill calls for a person qualified to carry out the duties of an auditor in a province and you may want to consider changing this to, say, a person who normally carries out the duties of an auditor in the province.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** That might still get us into the situation of a guy who runs Joe's garage.

**Mr. Laliberté:** Unless he normally carries out the duties of an auditor he would not be qualified to act under the bill, or under the law. When I say one who normally carries on the duties of an auditor this implies that it occupies a substantial part of his working day.

• 1005

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Thank you very much. Now, I think the time limit for the audit in at least two provisions of the bill is six weeks. Is that an adequate time period?

**Mr. Wishart:** The answer is, no, in the way the bill is prepared. In our view there really should not be a time constraint in the bill. There is a time constraint for the filing of returns for a candidate and a time constraint for the filing of the party's return at an election and for the annual return. As long as the auditor's report arrives in time to submit the return that should be satisfactory, I think.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Is the six-week limit impossible, or just very difficult?

**Mr. Wishart:** This is the six-week limit for a candidate?

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Yes.

**Mr. Wishart:** Yes, it is, because I believe there is a provision that not all the bills a candidate will have are due in by that time and it is a little difficult for the auditor to examine everything if everything due is not in.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** You quote the President of the Privy Council on page 2 of your brief which is as far as I got in reading it, where he says in the second paragraph:

... The Statement will be a full and complete accounting of all campaign contributions and expenditures.

[Interpretation]

**M. Wishart:** Pour répondre à M. Clark, je suggérerais des dispositions stipulant qu'en l'absence d'un organisme provincial déterminant qui peut être vérificateur, vous pourriez identifier un ou plusieurs organismes qui vous sembleraient acceptables. Je ne vous demande pas d'exiger que ce soit uniquement des comptables agréés, car il y a certainement en Ontario d'autres personnes qui sont experts comptables licenciés et il peut y avoir en Colombie-Britannique, par exemple, d'autres groupes qui remplissent les conditions d'acceptation.

**M. Jean-Guy Laliberté (Président suppléant, Comité de la législation fédérale, Institut canadien des comptables agréés):** Le projet de loi demande qu'il s'agisse d'une personne possédant la compétence nécessaire pour remplir les fonctions de vérificateur dans une province et vous pourriez peut-être envisager la possibilité de parler à la place d'une personne qui accomplit normalement les fonctions de vérificateur dans la province.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Nous pourrions nous trouver encore dans le cas où le gérant du garage du coin ferait la vérification.

**M. Laliberté:** A moins que cette personne n'accomplisse normalement les fonctions de vérificateur, elle ne serait pas reconnue aux termes du projet de loi ou de la loi. Quand je parle d'une personne qui remplit normalement les fonctions de vérificateur, je sous-entends que ses fonctions occupent une portion considérable de sa journée de travail.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Merci beaucoup. Je crois qu'au moins deux dispositions du projet de loi limitent à six semaines le temps accordé pour la vérification. Est-ce une période de temps suffisante?

**M. Wishart:** Non, du moins, comme le projet de loi est rédigé actuellement. D'après nous, le projet de loi ne devrait indiquer aucune limite de temps. Il existe déjà une limite de temps quant à la présentation des comptes d'un candidat de même que pour la présentation des comptes d'un parti au moment des élections et à la fin de chaque année. Autant que le rapport du vérificateur est prêt en temps pour la présentation des comptes, ce devrait être suffisant, à mon avis.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-ce qu'il est impossible de s'en tenir à cette limite de six semaines, ou est-ce plus simplement très difficile?

**M. Wishart:** Vous parlez de la limite de six semaines imposée pour chaque candidat?

**M. Clark (Rocky Mountain):** Oui.

**M. Wishart:** C'est le cas en effet, car un candidat n'a pas encore toutes ses factures à payer dès cette date, et c'est un peu difficile pour un vérificateur que de tout examiner si tous les comptes ne sont pas rendus à échéance.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je ne suis pas venu qu'à la page 2 de votre mémoire, mais je vois que vous citez le président du Conseil privé, disant au premier paragraphe:

... Le bilan devra donner un compte rendu complet de toutes les contributions et dépenses de la campagne électorale.



## [Texte]

As I read this there is no audit of contributions.

**Mr. Wishart:** That is our understanding as well, that there is no auditing of contributions. I should add that we would be reluctant to see auditors required to audit contributions. As a practical matter they are not susceptible to audit verification. The auditor can see only what has been recorded in the accounts: in a business if money has arrived in, a service has been rendered or goods have been sold. In this context, as with a charity for example when there is free-will giving it is not possible to determine that all of the donations are in fact recorded.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I can appreciate the difficulty from your point of view. Yet, part of the purpose of this bill is to try to avoid suspicions of improper influence and that sort of thing that comes in the way of contributions. It seems to me that the bill is pretty toothless if we have no means of determining for certain what those contributions are and what their source is. In other words, we have no audit.

**Mr. Wishart:** Well, there is one provision in the bill which is a powerful incentive for the donations to be recorded, that is, making sure there is an allowance for tax purposes for contributions. If individuals know that they are going to get a tax receipt for purposes of their personal income tax, the fact that a receipt has been handed out is a second check on the contributions.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** But that applies only to a limited amount of an individual contribution.

**Mr. Wishart:** That is correct.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Whether it is valid or not the concern that exists, which I thought the bill was designed to address, is that there will be individuals or entities capable of making large contributions in exchange for some kind of anticipated favour. They would not be interested at all in a receipt for tax purposes, firstly because the amount of their contribution would be far in excess of the amount that would be accounted for in the tax receipt, and secondly because if one subscribes to the view that they are out to influence parties, their motive is something different.

I would like to know if you think there is anything in this bill, as drafted, that allows the public, the government, or anyone to be sure that we have eliminated that kind of abuse.

**Mr. Wishart:** As long as there is a limitation on the amount of tax benefit that can be received from a donation I think there is always the problem that you raise. I suppose that helps to make the case for unlimited deductibility of contributions provided there is a disclosure. It seems to me that this would be a powerful incentive for disclosure.

**The Chairman:** One more question, Mr. Clark.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** All right, fine. Concerning proposed Section 63 (2) on page 19 of the bill before us, do you interpret that as preventing the use of trustees for collecting blind contributions?

## [Interprétation]

Si je comprends bien, il n'y a aucune vérification des contributions.

**M. Wishart:** Nous croyons aussi comprendre qu'il n'y a pas de vérification des contributions. Je dois ajouter que nous n'aimerions pas tellement voir les comptables obligés de vérifier les contributions. Du point de vue pratique, elles ne se portent pas à la vérification comptable. Le vérificateur ne peut voir que ce qui est consigné dans les comptes, c'est-à-dire s'il y a eu entrée d'argent, si un service a été rendu, ou des biens vendus. Dans ce sens, comme par exemple dans le cas d'une organisation charitable, où chacun donne librement, il est impossible de déterminer si tous les dons sont vraiment consignés.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je comprends vos difficultés. Cependant, le projet de loi a pour objectif, entre autres choses, de tenter d'éviter la possibilité de tout doute d'influence indue et ce genre d'influence se fait au moyen des contributions. Il me semble que le projet de loi aura très peu d'effet si nous n'avons aucun moyen de déterminer avec certitude quelles sont ces contributions et quelle est leur provenance. En d'autres termes, nous n'avons aucune vérification.

**M. Wishart:** Le projet de loi contient une disposition qui encouragera fortement la consignment des dons et il s'agit de l'allocation pour fins d'impôt, relativement à ces contributions. Les gens sauront qu'ils peuvent obtenir un reçu aux fins de l'impôt sur le revenu des particuliers, et la remise d'un tel reçu constitue un second moyen de vérification des contributions.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Mais ce système ne s'applique qu'à une quantité limitée de contributions individuelles.

**M. Wishart:** En effet...

**M. Clark (Rocky Mountain):** La chose qui nous préoccupe est que des personnes ou des sociétés peuvent faire des contributions importantes en échange de quelques faveurs promises, et je croyais que le projet de loi devait chercher à régler ce problème. Un reçu pour fins d'impôt n'intéresserait aucunement de tels contributeurs, tout d'abord parce que le montant de leurs contributions dépasserait de beaucoup le montant indiqué sur le reçu pour fins d'impôt, et deuxièmement parce que le motif qui les a amené à faire des contributions était d'influencer les partis.

J'aimerais savoir si d'après vous le libellé actuel du projet de loi permet à l'état ou à quiconque d'être certain que nous avons éliminé ce genre d'abus.

**M. Wishart:** Tant que le montant des dons déductibles aux fins d'impôt est limité, je crois que le problème que vous avez mentionné existe toujours. Voilà, je suppose, une raison de plus pour justifier la déduction illimitée des contributions, à condition de divulguer ces contributions. Il me semble que ce serait un très bon moyen d'encourager la divulgation des dons.

**Le président:** Vous avez encore droit à une question, monsieur Clark.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Très bien. Pour ce qui est de l'article 63(2), à la page 19 du projet de loi, y voyez-vous un moyen d'empêcher l'utilisation de fiduciaires pour recueillir des contributions clandestines?

[Text]

**Mr. Wishart:** I am sorry, I do not know the answer to that question.

• 1010

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I wonder if you might consider that, and get back to us in some written form. I do not want to ask you for an opinion on this, but it seems to me, just in initial questioning, that there is a series of very serious weaknesses and loop-holes in the bill. We are going to be hard pressed to correct it in the time we have.

I shall pass. Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. Howard.

**Mr. Howard:** I wanted to ask, as Mr. Clark has, about the interpretation of what an auditor is, or is meant to be. That has been fairly well cleared up.

Is it your view, with respect to the income tax deductibility feature of the bill, that a person could make a contribution to a subsidiary section of a registered party, such as a provincial section or the like, and would then be able to get a receipt for that for income tax purposes? That particular provision is on page 35, the proposed Subsection is 126.1 (1).

**Mr. Wishart:** We did not read it that way, Mr. Howard. What you have in mind is if say, someone contributed to the New Democratic Party of British Columbia, would he be able to get a tax receipt for that? I can only read the words in the text about an election of members to serve in the House of Commons.

**Mr. Howard:** Yes.

**Mr. Brewin:** Could I put a supplementary in there? Does it not also refer to a contribution to a registered party? Supposing you leave out the election altogether, and consider Mr. Howard's question from the point of view of a contribution to a registered party. Is there any limitation on how it would be interpreted if you gave a contribution to the registered party with the direction that it be transferred to the provincial branch?

**Mr. Wishart:** I am sorry, Mr. Brewin, I just do not know the answer to that question.

**Mr. Brewin:** I do not either.

**Mr. Howard:** That is all I wanted to ask, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. Blais.

**Mr. Blais:** I notice that you are satisfied, or at least the institution is satisfied, that the services to be rendered by the chartered accountant, or the accountant who is going to do the audit of the book, are to be defined as being "volunteer labour" under the "election expenses" definition of the act. There is no provision in the act whereby the accountant's fees would be paid and considered to be an election expense. Have you found something that I did not see indicating that fees billed by the accountant, or the verifier, would be deemed to be an election expense?

[Interpretation]

**M. Whishart:** Je suis désolé, mais j'ignore la réponse à cette question.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Vous pourriez peut-être étudier la question et nous faire parvenir votre réponse par écrit. Je ne voudrais pas vous demander votre avis à ce sujet, mais les premières questions me semblent démontrer l'existence d'une série de faiblesses et d'échappatoires très graves dans le projet de loi. Étant donné le temps qui nous est dévolu, il nous faudra trouver très vite les corrections à apporter.

Je cède maintenant la parole. Merci, monsieur le président.

**Le président:** Monsieur Howard.

**M. Howard:** Comme M. Clark, je voulais demander ce que l'on entendait par vérificateur. Je crois que l'on a assez bien répondu à la question.

Relativement à cette déduction de l'impôt sur le revenu, croyez-vous qu'une personne qui ferait une contribution à une section auxiliaire d'un parti enregistré, comme par exemple à une section provinciale ou autre, pourrait ensuite obtenir un reçu aux fins de l'impôt sur le revenu? Cette disposition du projet de loi figure à la page 35, au paragraphe (1) de l'article 126.1 du projet de loi.

**M. Wishart:** Ce n'est pas ce que nous avions compris, monsieur Howard. Vous vouliez savoir si une personne qui fait une contribution au Nouveau Parti démocratique de la Colombie-Britannique pourrait obtenir un reçu pour fins d'impôt à cet égard? D'après ce que je vois, le texte ne parle que de l'élection de députés à la Chambre des communes.

**M. Howard:** Oui.

**M. Brewin:** Pourrais-je poser une question supplémentaire? Est-ce qu'il n'est pas aussi question d'une contribution faite à un parti enregistré? Supposons que nous laissons de côté la question des élections et que nous envisagions la question de M. Howard en fonction d'une contribution faite à un parti enregistré. Est-ce qu'il y a une restriction quant à la façon dont serait interprétée une contribution faite à un parti enregistré avec instructions de la transférer à la section provinciale?

**M. Wishart:** Je suis désolé, monsieur Brewin, mais j'ignore la réponse à cette question.

**M. Brewin:** Je l'ignore également.

**M. Howard:** C'est tout ce que j'avais à demander, monsieur le président.

**Le président:** Monsieur Blais.

**M. Blais:** Je remarque que vous n'êtes pas opposé, ou du moins que l'Institut n'est pas opposé à ce que les services rendus par le comptable agréé, ou le comptable qui doit vérifier les livres, soient définis comme un «travail bénévole» aux termes de la définition que donne la loi des «dépenses électorales». Le projet de loi ne contient aucune disposition stipulant que les honoraires du comptable doivent être payés et considérés comme étant une dépense d'élection. Avez-vous trouvé une disposition disant que les honoraires présentés par le comptable ou le vérificateur doivent être considérés comme une dépense d'élection?

[Texte]

**Mr. Wishart:** If an auditor is to be effective in his appointment he will have to be appointed at the time the candidate is nominated. I think an auditor would want to see that his charges for his services were part of the election expenses. If he were not paid for them, I think that would be services rendered at less than commercial value, and would have to be reported in there.

**Mr. Blais:** I am looking at the bill and in the definition of election expenses it states:

... for the purpose of promoting or opposing, directly and during an election, a particular registered party, or the election of a particular candidate, and without limiting the generality of the foregoing, ...

• 1015

Now surely that definition does not include auditor's fees, because the amounts that we pay are not directly involved with electing or opposing a candidate, and I would suggest to you that for the accountant's interest there should be some specification in the bill whereby the accounts were to be paid and that any amounts billed would be considered to be election expenses or else—especially if you are going to be appointed immediately upon nomination—you might be deemed to be giving voluntary labour. However, that is simply one little rectification I suggest you might turn your minds to.

I am also interested in how much you would consider the accountant's fee to be relating it to the services that he would render, let us say, in a normal riding of approximately 40,000 electors?

**Mr. Wishart:** In response to your second question, Mr. Blais, I think what an auditor had to charge would depend very much on the circumstances: the quality of the control the official agent for a candidate was maintaining over his expenses; the inherent nature of the riding in which the election took place. In a concentrated riding, it might be easier to keep tab on donated services than it would in a very spread-out riding such as you find in northern British Columbia or northern Quebec. So it would be very much a question of the amount of time involved how much the fee would be.

**Mr. Blais:** I did not know that accountants sounded so much like lawyers when they were being asked to quote fees.

**Mr. Wishart:** Could I respond to your first question?

**An hon. Member:** He is a lawyer.

**Mr. Wishart:** Could I respond to your first question?

**Mr. Blais:** Yes.

**Mr. Wishart:** Because ...

**Mr. Blais:** Before you do that and before my mind is distracted, as it so easily is, from the basic point, how much would the fees be? I recognize the variance, but we would be speaking, I suggest to you, in the range of \$1,000 to \$2,000 in most instances.

**Mr. Wishart:** Mr. Chairman, we would just be guessing, but it could easily come to figures of that size if the candidate's operations were spread out and if his official agent had not kept good records and the auditor was asked to do a great number of things.

[Interprétation]

**M. Wishart:** Pour que le travail du vérificateur soit efficace, celui-ci doit être nommé au moment de la mise en candidature du candidat. Je crois qu'un vérificateur aimerait voir ses honoraires faire partie des dépenses électorales. Si le vérificateur ne faisait pas payer ses services, il s'agirait, je crois, de services rendus à une valeur moindre que la valeur commerciale et cela devrait être signalé.

**M. Blais:** Je lis dans le projet de loi la définition de dépenses d'élection et j'y vois:

... dans le but de favoriser ou de contrecarrer directement et en période électorale un parti enregistré en particulier ou l'élection d'un candidat en particulier et, sans restreindre la portée générale de ce qui précède, ...

Cette définition ne comprend certainement pas les honoraires du vérificateur, parce que les montants que nous versons ne sont pas directement liés à l'élection d'un candidat ou au fait de la contrecarrer. Je suggère qu'en ce qui concerne le comptable, le bill devrait préciser que les comptes seront payés et que le montant facturé sera considéré comme des dépenses électorales ou bien—particulièrement si vous devez être nommé tout de suite après votre mise en candidature—on peut penser que vous faites des travaux bénévoles. Cependant, ce n'est qu'une petite rectification qu'à mon avis vous pourriez envisager.

Je m'intéresse aussi au montant auquel, d'après vous, les honoraires du comptable devraient se chiffrer pour les services qu'il rendrait dans, disons, un comté ordinaire d'à peu près 40,000 électeurs?

**M. Wishart:** Pour répondre à votre seconde question, monsieur Blais, je crois que les honoraires du comptable dépendraient tout à fait des circonstances: la qualité du contrôle sur les dépenses qu'exerçait l'agent officiel du candidat; la nature individuelle du comté dans lequel les élections avaient lieu. Il serait peut-être plus facile de contrôler les services bénévoles dans les comtés «concentrés» que dans les comtés très étendus, tels ceux du nord de la Colombie-Britannique ou du nord du Québec. Ainsi, il s'agirait entièrement du nombre d'heures pour établir le montant des honoraires.

**M. Blais:** Je ne savais pas que les comptables parlaient comme les avocats lorsqu'on leur demandait de citer des honoraires.

**M. Wishart:** Est-ce que je pourrais répondre à votre première question?

**Une voix:** C'est un avocat.

**M. Wishart:** Est-ce que je pourrais répondre à votre première question?

**M. Blais:** Oui.

**M. Wishart:** Parce que ...

**M. Blais:** Avant d'y répondre et avant que j'oublie le point essentiel, comme cela est facile, à quel montant se chifferaient les honoraires? Je reconnais qu'il y aurait des différences, mais je vous suggère que, dans la plupart des cas, la gamme s'étendrait de 1,000 dollars à 2,000 dollars.

**M. Wishart:** Monsieur le président, nous ne ferions que hasarder des hypothèses, mais ils pourraient facilement arriver à de tels chiffres si les opérations du candidat étaient étendues et si son agent officiel n'avait pas tenu de bons comptes, et ainsi on demanderait au vérificateur de faire pas mal de choses.



[Text]

**Mr. Blais:** Fine. Okay, you can answer the first question now. Thank you.

**Mr. Wishart:** It is inherent in the appointment of an auditor at the time of the nomination that the auditor has agreed to act and the auditor, I do not think, will agree to act unless there is a firm understanding how his fee will be paid. I think there is an assumption in the bill that an auditor will be appointed and somehow someone will persuade him to act.

**Mr. Blais:** That is fine. That clears up the situation and I am sure that we would have to have some specifications for our own protection of whether the auditor's expenses would be considered to be election expenses in view of the limits imposed by the statute.

Next, Mr. Wishart I take it you are not familiar at all with elections and I would like to indicate to you that indeed it is a very hectic period and because of the reduction of the effective campaign time to approximately one month, all these expenses and sizable sums of money are going to be expended within a very short period of time. Of course the primary purpose of a campaign is to seek election and not to keep proper records, so indeed, we are going to be running into difficulties. Also because of the helter-skelter sort of atmosphere which surrounds the campaign, I can imagine in the initial period, especially when these provisions are unknown by official agents, the difficulty will be with reference to these particular amendments, and I can vouch for the fact that usually official agents are completely unaware of provisions that have existed in the Elections Act in the past two generations. I was wondering if the association might not have some suggestions, of as constructive a nature as those suggestions which you have already made, relating to the procedures to be taken for a proper accounting by committee agents and committee chairmen, and, indeed, by people who are in charge of the conduct of the campaign and the records to be kept by the people expending the moneys, namely the official agents.

**The Chairman:** Mr. Laliberté.

• 1020

**Mr. Laliberté:** I understand the Chief Electoral Officer of Canada is arranging with the consultants of the government to prepare a package that would be available to the candidates for the record-keeping, and we have indicated to the Chief Electoral Officer that we would welcome the opportunity of reviewing such a package and making whatever comments we would deem advisable.

**Mr. Blais:** Have you been invited to make those comments?

**Mr. Laliberté:** No, we have not seen the package as yet.

**Mr. Blais:** Have you received some indication that you will have access to that package?

**Mr. Laliberté:** Yes.

**Mr. Blais:** And that you will have some input into it?

**Mr. Laliberté:** Yes. This would, to my mind, make the record-keeping task much easier and would also make it uniform across the nation.

[Interpretation]

**M. Blais:** Très bien. Vous pouvez répondre à la première question maintenant. Merci.

**M. Wishart:** Il est entendu, dans la nomination d'un vérificateur au moment de la candidature, que le vérificateur consent à travailler, mais je ne crois pas que le vérificateur y consente à moins d'une entente ferme sur la manière dont ses honoraires seront payés. Je crois qu'il est pris pour acquis dans ce bill qu'un vérificateur sera nommé et que d'une manière ou d'une autre quelqu'un va le convaincre de travailler.

**M. Blais:** C'est très bien. Ceci éclaircit la situation, et je suis certain que, pour nous protéger nous-mêmes, il va nous falloir avoir certaines précisions, savoir, si, oui ou non, les dépenses du vérificateur seront considérées comme étant des dépenses électorales, compte tenu des plafonds établis par la loi.

Ensuite, monsieur Wishart, je crois comprendre que vous n'avez pas l'habitude des élections. J'aimerais vous dire qu'en effet c'est une période extrêmement occupée et que, à cause de la réduction de la période de campagne électorale proprement dite à à peu près un mois, toutes ces dépenses et tous ces montants d'argent assez importants seront dépensés dans une période de temps très courte. Bien entendu, le premier but d'une campagne est de se faire élire et non pas de tenir des comptes comme il faut, et nous allons donc rencontrer des difficultés. Aussi, à cause de l'atmosphère désordonnée d'une campagne, j'imagine les difficultés que vont susciter ces amendements, particulièrement dans la période initiale, lorsque les agents officiels ne seront pas au courant des dispositions. Je peux vous affirmer que les agents officiels sont d'habitude tout à fait ignorants des dispositions que renfermait la Loi électorale depuis deux générations. Je me demande si votre association n'aurait pas de suggestions constructives à nous offrir concernant les procédures comptables à suivre par les agents et les présidents de comité ainsi que par toutes les personnes chargées de diriger les campagnes électorales.

**Le président:** Monsieur Laliberté.

**M. Laliberté:** Le Directeur général des élections, en coopération avec les experts du gouvernement, est en train de rédiger un ensemble de dispositions comptables qui seront portées à la connaissance des divers candidats; nous avons fait savoir au Directeur général des élections que nous serions heureux d'étudier ces dispositions et de lui communiquer notre avis à ce sujet.

**M. Blais:** Est-ce qu'on vous a demandé votre avis?

**M. Laliberté:** Non, mais nous n'avons pas encore vu les dispositions en question.

**M. Blais:** Est-ce que vous pensez qu'on vous les communiquera?

**M. Laliberté:** Oui.

**M. Blais:** Et vous pensez que vous pourrez participer à leur mise au point?

**M. Laliberté:** Oui. Je pense que ceci faciliterait l'opération comptable et assurerait leur uniformité à travers tout le pays.



## [Texte]

**Mr. Blais:** The other point that I want to make and which I think ought to be clarified is that, as was pointed out in the brief, it is nearly impossible to audit voluntary contributions. The bill, indeed, does not seek to do that; it simply makes provision for the auditing of expenses so far as individual candidates are concerned; and that is the sole responsibility of the auditors, to review those expenses that have been made and to check them against the vouchers and other records to ensure that the election expenses come within the limitations that are imposed by the statute.

I take it the basic purpose of the audit is to ascertain that, indeed, the expenses which have been made have been properly made and that the bill in the limitation provisions has been complied with. Surely, as I read it, there is no intention in this bill to review the honesty of particular individuals relating to the accounting of the contributions that have been made?

**Mr. Wishart:** Are you asking a question?

**Mr. Blais:** Yes, I am asking you to comment on that.

**Mr. Wishart:** Mr. Blais, the problem that we see is not with the expenses that are recorded in the accounts. The very fact that an auditor is attesting to the return that comes to the Chief Electoral Officer, that the items recorded in that return are supported by adequate documentation and are correct, goes part of the way to achieving what you are saying. The problem arises with what is not written down and there are considerable limitations on what an auditor can do if an item has not been recorded.

If he has been around the candidate's committee room and sees a sign on the wall, he can make enquiries as to who made that sign and see if it was recorded in the accounts; but there are limitations as to how far an auditor can go, and keeping track of donated services will be absolutely impossible for an auditor to do independently. He will pick some of them up but I am sure you are aware that, unless he is very sharp, it would not be practical to catch them all unless they were written down somewhere.

**Mr. Blais:** I see. So your point is, basically, there are certain limitations on what you can do and you want those limitations relating to professional behaviour to be spelled out in the act so as to protect your back.

**Mr. Wishart:** That is why we think that the responsibility for writing things down in the first place—the record-keeping—should be with the official agent of the candidate at the candidate level and the chief agent of the party at the party level.

**Mr. Blais:** Okay.

That is all, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. Dick.

**Mr. Dick:** Mr. Wishart, before this bill came to us in its present draft form, were you or was the association which you represent ever consulted in any way?

**Mr. Wishart:** About the draft bill?

**Mr. Dick:** Yes.

**Mr. Wishart:** No. We did not see the draft bill until it appeared in the House.

## [Interprétation]

**M. Blais:** Je voulais par ailleurs signaler qu'il est pratiquement impossible de vérifier les contributions bénévoles. En fait, le bill ne cherche même pas à le faire, se bornant à prévoir des dispositions en vue de la vérification des dépenses des candidats pris individuellement; les comptables sont donc invités uniquement à vérifier ces dépenses et à s'assurer que celles-ci concordent bien avec les pièces justificatives et que les dépenses électorales sont conformes aux limites prévues par la loi.

Si j'ai bien compris, la vérification comptable cherche essentiellement à déterminer si toutes les dépenses ont été justifiées et si d'autre part les dispositions de la loi concernant la limitation de dépenses a bien été respectée. Je pense que le bill ne cherche nullement à vérifier la véracité des écritures comptables relatives aux contributions faites par les particuliers.

**M. Wishart:** Vous me posez une question?

**M. Blais:** Oui, j'aimerais savoir ce que vous en pensez.

**M. Wishart:** A notre sens, la difficulté ne gît pas dans la façon dont les dépenses sont transcrites dans les documents comptables. L'attestation signée par le comptable et adressée au Directeur général des élections, l'attestation selon laquelle les postes figurant dans la déclaration sont conformes aux pièces justificatives répondent, je pense, à votre question. La difficulté c'est que certaines contributions ne figurent pas dans les documents comptables. Il est évident qu'un vérificateur ne saurait vérifier ce qu'il ne trouve pas dans les livres.

S'il se rend dans le bureau d'un candidat et voit une inscription sur le mur, il peut bien entendu faire une petite enquête pour voir si le coût en figure dans le livre; mais en tout état de cause un vérificateur ne saurait tout vérifier ni tenir compte des innombrables services rendus. Vous conviendrez en effet qu'il est pratiquement impossible de tout repérer s'il n'y a aucune trace écrite.

**M. Blais:** Je comprends. Vous dites donc qu'il y a des limites à ce que vous pouvez faire et vous voudriez que ces limites soient clairement stipulées dans la loi de façon à garantir vos arrières.

**M. Wishart:** C'est la raison pour laquelle nous sommes d'avis que c'est l'agent officiel du candidat et l'agent officiel du parti qui devraient être chargés de la tenue des livres.

**M. Blais:** D'accord.

C'est tout ce que j'avais à dire, monsieur le président.

**Le président:** Je donne la parole à M. Dick.

**M. Dick:** Est-ce que vous-même ou votre association avez été consulté pour le présent bill avant que le projet ne nous en soit soumis?

**M. Wishart:** Vous voulez dire le projet de loi?

**M. Dick:** Oui.

**M. Wishart:** Non. Ce n'est que lorsque le bill a été déposé à la Chambre que nous avons pu en prendre communication.

[Text]

• 1025

**Mr. Dick:** Until it appeared. You had no input to the auditing provisions up to this stage?

**Mr. Wishart:** That is correct. As I mentioned, we did meet with the Chief Electoral Officer afterward and we have also met with a representative of the Minister.

**Mr. Dick:** That is after the thing became a *fait accompli*.

**Mr. Wishart:** That is correct.

**Mr. Dick:** Mr. Blais brought something up, and being a lawyer myself and having to quote these from time to time, I want to get into the fee. This bill seems to suggest that an auditor will be appointed and that his duties will commence after the election is over and after the official agent has got, as best he can, all his receipts, vouchers and so on into one book. He will turn the books over to you, and then you will audit them to see whether his final summary or balance sheet or whatever you want to call it reflects what is shown in those books. Is that the way you read the act as it is now framed?

**Mr. Wishart:** As the act is now framed that is the way we read it. That is why we suggest it would be advisable...

**Mr. Dick:** Before we get into that, how much do you estimate it would cost—I know we cannot pin you down but I am sure you can give a ball-park figure—for an auditor to sit down after the fact, once he is presented with all the books and the receipts and the vouchers, and go through them to see whether or not the statement or summary accurately reflects the vouchers and the receipts and so on, as this bill obviously appears to contemplate?

**Mr. Wishart:** Again, Mr. Dick, I think we would be guessing.

**Mr. Dick:** I realize that.

**Mr. Wishart:** If the perfect situation was presented to us, where an official agent had prepared the return in its entirety, everything was written out in the way a neat set of books is prepared, supporting documents were laid out on the table beside you in the same order as they were listed on the return, obviously it would be a relatively simple matter to attest to what is in the returns. That aspect would not take very long. But the auditor would have a duty to go beyond that and ask if it was certain that nothing was missing from the returns.

**Mr. Dick:** But after the fact the best he can do is inquire of the official agent or the campaign manager or the candidate if...

**Mr. Wishart:** If he can find them.

**Mr. Dick:** If he can find them, yes. All he could do is inquire, because he cannot go around. The committee rooms are closed. The signs are all down and thrown away.

**Mr. Wishart:** That is correct.

**Mr. Dick:** How much, approximately? I am not asking you to tie down the accounting association. What they charge is going to vary in a town and in a city.

[Interpretation]

**M. Dick:** Vous n'avez donc pas eu à participer jusqu'ici à la mise au point des dispositions régissant les modalités de vérification?

**M. Wishart:** C'est exact. Nous avons toutefois rencontré le directeur général des élections par la suite et également un représentant du ministre.

**M. Dick:** Mais la chose était déjà un fait accompli.

**M. Wishart:** C'est exact.

**M. Dick:** Avocat moi-même, je voudrais maintenant en venir à une question qui a déjà été évoquée par M. Blais, notamment la question des honoraires. D'après le bill, semble-t-il, un vérificateur sera nommé pour entrer en fonction à l'issue des élections, et lorsque l'agent officiel aura inscrit l'ensemble de ces pièces justificatives dans ce livre comptable. Il va vous remettre ce livre comptable et vous allez procéder à vos opérations de vérification en vue de déterminer si oui ou non le bilan traduit bien toutes les données. Telle est bien l'interprétation du bill, à votre avis?

**M. Wishart:** Oui, dans sa forme actuelle. Et c'est la raison pour laquelle nous pensons qu'il serait opportun...

**M. Dick:** Avant que nous abordions cette question, j'aimerais vous demander à combien, en gros, vous estimez les frais de vérification, pour s'assurer que les documents comptables sont conformes aux pièces justificatives comme prévu par le bill.

**M. Wishart:** Je ne puis vous donner de chiffres exacts.

**M. Dick:** C'est bien ce que je pensais.

**M. Wishart:** Dans un cas idéal, si l'agent officiel nous soumet le livre comptable tenu selon les règles de l'article, avec toutes les pièces justificatives à l'appui et dans l'ordre où elles figurent dans le rapport, notre travail sera, bien entendu, relativement aisé. Mais le vérificateur doit également s'assurer que rien ne manque dans les livres comptables.

**M. Dick:** Mais tout ce qu'un vérificateur peut faire lorsque les élections sont déjà terminées est de demander à l'agent officiel ou au directeur des élections ou au candidat lui-même...

**M. Wishart:** A condition de pouvoir les contacter.

**M. Dick:** Exactement. Donc, il ne peut que poser des questions, les salles de comités étant closes et les panneaux arrachés.

**M. Wishart:** C'est exact.

**M. Dick:** Et vous ne pouvez pas nous donner un chiffre approximatif? Bien entendu, le montant variera d'une ville à l'autre.

[Texte]

**Mr. Wishart:** I do not think there is any question that there is at least a day's work and maybe more than that.

**Mr. Dick:** How much would it be for a day's work, approximately?

**Mr. Wishart:** It depends on whether you are from Toronto or whether you are from . . .

**Mr. Dick:** I have already suggested that in my question. I realize there is a variance. What I am trying to get at is that this act contemplates the refunding of \$250 per candidate. I presume that is to cover his auditing expenses but I do not think it is going to come any way near it.

**Mr. Wishart:** We do not know that it is only \$250. We think it would be unwise to pin it to \$250 because I do not think that is adequate.

**Mr. Dick:** You do not think that is adequate.

**Mr. Wishart:** No.

**Mr. Dick:** That would be in a simple case where everything was in perfect order.

**Mr. Wishart:** That is correct.

**Mr. Dick:** Of course, in the case where everything is not in perfect order then the sky is the limit. You suggest that the auditor in fact be appointed as early as when the candidate is nominated, which is prior to the time contemplated by the bill.

**Mr. Wishart:** That is correct.

**Mr. Dick:** Would you expect the auditor then, to sort of follow the candidate around or drop in every second day just to see how things were going, and to act in a supervisory capacity over the official agent to make sure his books were in proper order?

**Mr. Wishart:** If the auditor is not appointed at the time the candidate is nominated it is not really practical to do an effective audit after the committee room door is locked and the election is over, apart from just looking at a record of what is written down. There is no way the auditor could go beyond what is written in the record.

**Mr. Dick:** All right. So he is going to write it according to the records as presented to me. The summary fairly reflects what is indicated on the invoices and the vouchers.

**Mr. Wishart:** That is correct.

**Mr. Laliberté:** Or they do not.

**Mr. Dick:** Or they do not.

**Mr. Wishart:** Hopefully they will be that amount. They might leave a few vouchers out.

**Mr. Dick:** If you started right when the candidate was nominated, what duties do you envisage that an auditor would have for perhaps the four or five weeks of the campaign?

**Mr. Wishart:** Auditors have never done this before. But just putting myself in the position of an auditor, I think he would, to begin with, make sure that the official agent had opened some books of account in which it is possible to get things written down. He would probably advise the official agent to make sure that he makes all disbursements that are practicable by cheque so that something gets written down. If he makes disbursements by cash, then the control question is raised.

[Interprétation]

**M. Wishart:** Il faudra un minimum d'une journée de travail et peut-être encore davantage.

**M. Dick:** Que vaut environ une journée de travail?

**M. Wishart:** Cela dépend si le comptable vient de Toronto ou de . . .

**M. Dick:** Bien sûr. Je sais que le montant varie d'une ville à l'autre. Or le présent bill prévoit un remboursement de \$250 par candidat pour ses frais de comptabilité, ce qui, à mon sens, est tout à fait insuffisant.

**M. Wishart:** Je ne pense pas qu'il soit sage de fixer ce montant à \$250, car il est, à notre avis, insuffisant.

**M. Dick:** Vous pensez qu'il est insuffisant?

**M. Wishart:** Oui.

**M. Dick:** Il le serait dans le meilleur des cas où tout serait parfaitement en ordre.

**M. Wishart:** C'est exact.

**M. Dick:** Au cas où tout n'est pas en ordre, les frais peuvent être énormes. À votre avis, il serait bien que les vérificateurs soient nommés au moment même de la mise en candidature des candidats?

**M. Wishart:** C'est exact.

**M. Dick:** Est-ce que vous proposeriez dans ces conditions que le vérificateur suive le candidat de façon à contrôler en quelque sorte l'agent officiel pour s'assurer que les livres comptables soient convenablement tenus?

**M. Wishart:** Si les vérificateurs ne sont pas nommés au moment de la nomination du candidat, il est impossible de faire du bon travail après les élections; la seule chose qu'on peut faire alors, c'est de vérifier les écritures. Les comptables ne sauraient alors en aucun cas vérifier ce qui n'aurait pas été consigné dans les livres.

**M. Dick:** Très bien. Ainsi, le document va être rédigé conformément aux dossiers qui vont m'être présentés. Le résumé reflète de façon assez exacte ce qui est indiqué sur les factures et bordereaux.

**M. Wishart:** C'est exact.

**M. Laliberté:** Ou pas.

**M. Dick:** Ou pas.

**M. Wishart:** Il faut espérer que le montant sera le même. On pourrait oublier quelques bordereaux.

**M. Dick:** Si vous commenciez au moment même où le candidat est nommé, quelles fonctions pensez-vous attribuer au vérificateur pour les quatre ou cinq semaines de la campagne?

**M. Wishart:** Les vérificateurs n'ont jamais exercé ces fonctions auparavant. Mais si je me mets à leur place, il leur faudra, tout d'abord, s'assurer que l'agent officiel a ouvert certains livres de comptabilité où s'inscriront les écritures. Le vérificateur pourra également conseiller à l'agent officiel de payer tous ses débours par chèques, afin d'avoir une preuve écrite. Si des débours sont effectués en argent liquide, alors il y a la question du contrôle.



[Text]

**Mr. Dick:** Really, it would be a supervisory capacity over the official agent.

**Mr. Wishart:** Keeping an eye on things during the election campaign. Yes.

**Mr. Dick:** How often would he have to drop into a campaign to try to keep an eye on things?

**Mr. Wishart:** I hate to suggest every day, but probably that is what would be required in order to keep tab on all the action that is going on.

**Mr. Dick:** If you have a rural constituency, such as my own where we have five committee rooms in each of the major towns spread over 110 miles, would this tend to complicate the thing for the auditors?

**Mr. Wishart:** Clearly it would, yes.

**Mr. Dick:** How much would you envisage it would then cost an auditor if they followed your advice and became appointed at the time of the nomination? I know you cannot be accurate, but you might be able to talk in terms of \$2,000, \$6,000 or \$10,000.

**Mr. Wishart:** It might cost a candidate \$2,000 or \$3,000 for an audit of that kind.

**Mr. Dick:** Do you suggest that if a person who is a chartered accountant, and the bill specifically eliminates volunteer workers, he could donate his time and he could become a volunteer?

**Mr. Laliberté:** In my own view, that would not be desirable because he is...

**Mr. Dick:** It might not be desirable. It is possible.

**Mr. Laliberté:** Yes, but he is to act in an independent position. If he wants to donate his time, there might be an inference of a conflict of interest.

**Mr. Dick:** All right, fair enough. Do you feel that in certain circumstances, if you are going to include the auditor's fees as part of election expenses, and some constituencies are going to be restricted to say \$23,000, the auditor's cost is going to be perhaps a third to a half of what the campaign costs?

**Mr. Wishart:** I would not suggest it would be anything that large. But I think you should face the fact that it could be expensive.

**Mr. Dick:** It could be expensive. Thank you. Do you feel that the official agent of a party is going to have to be a person with a good background in bookkeeping or perhaps himself an accountant?

**Mr. Wishart:** No, because I do not think the record-keeping aspect ought to be that difficult. I am sure you are acquainted with Form 64 as it is at present drafted. It is basically a bookkeeping record which is the kind of thing that would be kept...

**Mr. Dick:** It has about 20 lines to it. Is that right?

**Mr. Wishart:** You have four copies, and you use it as your bookkeeping record.

[Interpretation]

**M. Dick:** En fait, le vérificateur serait un superviseur de l'agent officiel.

**M. Wishart:** Oui, il surveillerait tout ce qui se passe durant la campagne électorale.

**M. Dick:** Lui faudra-t-il souvent s'immiscer dans le déroulement de la campagne pour pouvoir surveiller ce qui s'y passe?

**M. Wishart:** Je pense qu'il lui faudra le faire chaque jour; c'est la moindre des choses si l'on veut être au courant de tout ce qui se passe.

**M. Dick:** Dans le cas d'une circonscription rurale, ce qui est mon cas, où se trouvent cinq salles de comité dans chacune des grandes villes étalées sur une distance de 110 milles, cela compliquerait-il la tâche des vérificateurs?

**M. Wishart:** Certainement.

**M. Dick:** Combien coûterait alors un vérificateur si les candidats suivaient votre conseil et en engageaient un au moment de la nomination? Je sais que vous ne pouvez pas donner de chiffres précis, mais s'agit-il de \$2,000, de \$6,000 ou de \$10,000.

**M. Wishart:** Le candidat aurait peut-être à payer \$2,000 ou \$3,000 pour une vérification de ce genre.

**M. Dick:** Le bill élimine spécifiquement les travailleurs volontaires, mais pensez-vous qu'une personne faisant fonction de comptable agréé pourrait y consacrer du temps et devenir ainsi un travailleur volontaire?

**M. Laliberté:** A mon avis, cela n'est pas à souhaiter car...

**M. Dick:** Cela peut ne pas être souhaitable, mais c'est possible.

**M. Laliberté:** A la condition qu'il agisse de façon indépendante. S'il veut donner librement de son temps, il peut y avoir un conflit d'intérêts.

**M. Dick:** Oui, c'est juste. Dans certaines circonstances, pensez-vous que si vous incluez les honoraires du vérificateur dans les frais de la campagne, sachant que certaines circonscriptions sont limitées, disons, à \$23,000, les honoraires du vérificateur représenteront environ le tiers ou la moitié des frais de la campagne?

**M. Wishart:** J'espère que cela ne serait pas aussi important. Je voulais simplement vous faire remarquer que ces honoraires pouvaient être très élevés.

**M. Dick:** Oui. Merci. A votre avis, l'agent officiel d'un parti devra-t-il avoir désormais, une bonne expérience dans la comptabilité, ou même être comptable?

**M. Wishart:** Non, car cette comptabilité ne devrait pas être aussi difficile que cela. Vous connaissez sans doute le formulaire 64 tel qu'il existe dans sa forme actuelle. C'est, essentiellement, un dossier de comptabilité qui ressemble à...

**M. Dick:** Il renferme environ 20 lignes. Est-ce exact?

**M. Wishart:** Vous en avez quatre exemplaires et vous les utilisez pour vos dossiers de comptabilité.



[Texte]

**The Chairman:** You have one more question, Mr. Dick.

**Mr. Dick:** How many minutes do we have, Mr. Chairman?

**The Chairman:** Ten minutes.

• 1035

**Mr. Laliberté:** I was going to say, the official agents are responsible for the recording keeping, but that does not imply that they have to do the bookkeeping themselves. They can always associate themselves with some assistance. But they would retain, nevertheless, the final responsibility. So this is a duty that can be delegated.

**Mr. Dick:** Perhaps you can indicate whether you have had any experience at all in campaigns, and after suggesting that perhaps you could view a campaign as, from my experience over about 12 years, you have 9 or 10 people, in the various corners of the riding, making contracts and committing the campaign to spending money. At the rate a campaign goes in 4 weeks do you feel there is going to be an adequate system, at a reasonable cost, of controlling the funds, or are they really only going to find out 2 or 3 days after the fact in most cases?

**Mr. Wishart:** In answer to the preamble to your question, I have been involved in elections and I am aware of the problem you describe. I think a system of control can be established. For example, the official agent could give certain of his subagents authority to sign cheques, and could give them an authority to spend up to, say, \$1,000 which would be drawn on a bank account which only had \$1,000 in it, and after that \$1,000 is gone he has to come back to the official agent for more money. In that way the official agent could keep reasonable control on what that subagent was doing.

**Mr. Dick:** In your experience then in campaigns have you ever found a nice tidy system like that in existence?

**Mr. Wishart:** No.

**Mr. Blaker:** Mr. Chairman, if I might address myself to the witnesses, so that we are in agreement as to the terminology and the purposes of this discussion, what we are trying to do is to democratize to the largest degree possible the question of federal politics and to encourage as many people as possible to put their hands in their pockets, because that is one way in which they get involved. The bill, on the other hand, simply does not, as far as I can see, provide the kind of stipulations and provisions which make the concept I have just referred to strictly enforceable. What it really does is rely on the reputation and the competence of the auditors.

I would like to ask you whether you have considered certain questions and perhaps precede those questions with a repeat of the invitation you have received from Mr. Clark, whether you might like to put in further documentation in writing that we can have a look at.

To begin, have you considered the definition of a candidate?

[Interprétation]

**Le président:** Vous pouvez poser une autre question, monsieur Dick.

**M. Dick:** Combien de minutes avons-nous?

**Le président:** Dix.

**M. Laliberté:** Je voulais dire que les agents officiels sont responsables de la tenue des dossiers, mais cela ne veut pas dire qu'ils doivent faire eux-mêmes cette comptabilité. Ils peuvent toujours se faire aider. Toutefois, ils en assument l'ultime responsabilité. C'est donc une fonction qui peut être déléguée.

**M. Dick:** Peut-être pourriez-vous nous dire si vous avez une expérience quelconque des compagnes électorales; après cela, peut-être pourriez-vous prendre en considération la situation dans laquelle je me trouve, après douze ans de compagne, dans laquelle vous vous trouvez avec neuf ou dix personnes dans tous les coins de votre circonscription, signant des contrats et engageant des dépenses. Dans une campagne de quatre semaines, pensez-vous que l'on puisse, à un coût raisonnable, mettre au point un système adéquat, permettant de contrôler les dépenses ou ne pourra-t-on en avoir connaissance que deux ou trois jours après le fait?

**M. Wishart:** En réponse au préambule de votre question, je dirais que j'ai déjà participé à des élections et j'ai conscience du problème que vous avez décrit. Je pense que l'on peut mettre en place un système de contrôle. Par exemple, l'agent officiel pourrait déléguer à certains de ses sous-agents le pouvoir de signer des chèques et pourrait leur donner le pouvoir de dépenser jusqu'à, par exemple, \$1,000, somme qui pourrait être tirée sur un compte bancaire n'ayant que \$1,000 de provisions; après cela, le sous-agent devrait faire une nouvelle demande à l'agent officiel. De cette manière, ce dernier pourrait conserver un contrôle raisonnable des dépenses encourues.

**M. Dick:** Étant donné votre expérience, avez-vous déjà rencontré un tel système?

**M. Wishart:** Non.

**M. Blaker:** Monsieur le président, si je puis poser une question au témoin, afin que nous soyons d'accord quant à la terminologie et aux objectifs visés par cette discussion, ce que nous essayons de faire, dirai-je, c'est de démocratiser le plus largement possible la politique fédérale et d'encourager le plus grand nombre de personnes à y participer financièrement. Par contre, à mon avis, le projet de loi n'offre pas des dispositions ou conditions permettant d'appliquer strictement le système que je viens de mentionner. En fait, il s'en remet à la réputation et à la compétence des vérificateurs.

J'aimerais vous demander si vous avez examiné certaines de ces considérations, et peut-être au préalable, renouveler l'invitation que vous a faite M. Clark, à savoir, de nous fournir des documents écrits que nous pourrions examiner.

Pour commencer, avez-vous songé à la définition du candidat?

[Text]

**Mr. Wishart:** Can you elaborate on what you mean?

**Mr. Blaker:** Only one sensible definition in law can possibly exist of what constitutes a candidate and that is an individual who is of the correct age, a Canadian citizen, and declares his intention to be a candidate. Short of that we are going to disallow independents from declaring themselves to be candidates in the sense that they will not receive the benefits of the tax deduction provisions.

**Mr. Reid:** Oh, oh.

**Mr. Blaker:** I think if Mr. Reid looks at the bill in that regard he may find that is correct.

Have you thought of the question of these \$100 donations—and I refer to the \$100 as opposed to the other amounts involved? I am a little worried about people who go about selling tickets to fund raising do's, receive a cheque for \$100 and hand back an envelope with a differential \$25. Have you considered the possibility of stopping a kick-back system on contributions?

**Mr. Wishart:** It would seem to me not unreasonable that if a contribution is made to a candidate and a receipt for \$100 is given to that individual that money should be required to be deposited in the official agent's bank account.

**Mr. Blaker:** That is understood, and the Income Tax Act provides that where an exchange is made, where a donation or a contribution is made, or it has any relationship with the Income Tax Act, where an individual does not disclose that he in fact received a kickback then he is subject to certain penalties within the act. But, as auditors, is it possible for you to consider some way by which you can also audit the possibility that any of the contributors have been receiving from a candidate the differential, the \$25 back again?

**Mr. Wishart:** Maybe I misunderstood the thrust of your question.

**Mr. Blaker:** If I am the candidate and you donate \$100 to me you may deduct under the terms of this bill \$75 from your income tax payment in the year in which the campaign is held. All right?

**Mr. Wishart:** That is correct.

• 1040

**Mr. Blaker:** I can easily increase the amount of contributions I receive simply by going around to you, and to anybody else who has given me \$100, and handing you back \$25. In effect, all you have done is that you have made me a loan of \$75 for the period until the following income tax return. A thought for you, perhaps, if you are going to give us some things in writing. The only way of getting around it that I can think of is to compare the contributors and to have the auditors check a few of the contributors under oath.

**Mr. Laliberté:** May I make a comment?

**The Chairman:** Mr. Laliberté.

**Mr. Laliberté:** Admittedly, we had not considered that possibility, and it is an interesting one. Since, by theory at least, you start off with zero funds at the beginning and you end up with zero funds, if you have a receipt for \$100 you will have to see disbursements for \$100, not for \$75.

[Interpretation]

**M. Wishart:** Pourriez-vous préciser votre pensée?

**M. Blaker:** Il ne saurait exister qu'une définition légale de ce qu'est un candidat: c'est une personne ayant l'âge voulu, qui est citoyen canadien, et déclare son intention d'être candidat. Hors de cela, nous ne permettrons pas à des indépendants de se déclarer candidats puisqu'ils seront privés des avantages des déductions fiscales.

**M. Reid:** Oh, oh.

**M. Blaker:** Si M. Reid veut bien examiner le projet de loi, il verra que ceci est exact.

Avez-vous examiné la question particulière des dons de \$100? Je suis quelque peu préoccupé au sujet de ces personnes qui vendent des billets pour des réceptions destinées à rassembler des fonds, qui reçoivent un chèque de \$100 et remettent \$25 de moins. Avez-vous examiné la possibilité de mettre fin à ce système de commission?

**M. Wishart:** Il ne me paraît pas déraisonnable de demander, lorsqu'un candidat reçoit un don et émet un reçu pour \$100, que ces fonds soient déposés dans le compte en banque de l'agent officiel.

**M. Blaker:** Bien sûr, et la loi de l'impôt sur le revenu prévoit que lorsqu'il y a un échange, dans le cas d'un don ou d'une contribution, ou lorsqu'une personne ne révèle pas qu'elle a reçu une commission, elle soit soumise à certaines peines. Cependant, à titre de vérificateurs, vous ½est-il possible d'envisager un système par lequel vous pourriez vous assurer que les personnes qui ont fait des dons à un candidat récupèrent le montant de \$25 manquant?

**M. Wishart:** J'ai sans doute mal compris votre question.

**M. Blaker:** Si je suis candidat et que vous me donnez \$100, vous pouvez déduire \$75 de votre déclaration d'impôt, pour l'année de la campagne électorale. Est-ce bien cela?

**M. Wishart:** C'est juste.

**M. Blaker:** Je puis facilement augmenter le montant des contributions reçues simplement en allant remettre \$25 à celui qui m'a donné \$100. En fait, tout ce que vous avez fait, c'est de me consentir un prêt de \$75 pour la période allant jusqu'à la prochaine déclaration d'impôt. Cela vous fera réfléchir peut-être si vous voulez nous donner quelque chose par écrit. La seule façon de contourner la difficulté est d'établir une comparaison entre les contributeurs et de demander aux vérificateurs de d'interroger sous serment quelques donateurs.

**M. Laliberté:** Puis-je intervenir?

**Le président:** Monsieur Laliberté.

**M. Laliberté:** De toute évidence, nous n'avions pas considéré cette possibilité, qui est fort intéressante. Si, en principe du moins, vous partez avec une caisse vide et vous terminez également avec une caisse vide, si vous avez un reçu de \$100, il vous faudra déboursier \$100 et non pas \$75.

[Texte]

**Mr. Blaker:** I think we are being somewhat naive.

**Mr. Laliberté:** If you are telling me that you will have manufactured invoices for \$25, I think this is going into an area that is not subject to audit.

**Mr. Blaker:** I brought up the question to find out whether, in due course you might be able to come up with something.

I do not have much time, so I want to raise other subjects.

Let us take the question of "commercial value of goods". You refer to it in your brief to the Committee, but you are unable to find a solution to the problem as far as I can see.

**Mr. Laliberté:** That is right.

**Mr. Blaker:** I cannot find one either. You can talk about retail, wholesale, commercial donation, gift, whatever. But from the point of view of the candidate who wishes properly to record what he has received, is there nothing that you, as auditors, can recommend as a standard practice, so that the candidate does not feel that he has misled anybody? So that if he receives 5,000 lawn stakes for nothing, he has some way of putting the value of these things on his return?

**Mr. Wishart:** As I see it, the object of the exercise is to make sure that there is a disclosure that the service was rendered, or that the goods were provided.

**Mr. Blaker:** We are talking goods now.

**Mr. Wishart:** The problem of putting a value on it really comes under the heading of whether a candidate has stayed within the limits prescribed by the bill for his total expenditures.

**Mr. Blaker:** It is not difficult, and as a gentleman who has been involved in elections, I think you are aware that it will not be difficult for some candidates to evaluate a donation of that kind at an extremely low level. What I propose to you, is that it would be very worthwhile to have similar guidelines for everybody, and that "commercial value" is an inadequate definition for the purposes of the candidate who wants to play it straight.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** You would have to take into account freight rates in western Canada.

**Mr. Blaker:** Let us talk for a moment about services, the volunteers. As I read it, under the bill the services of a volunteer can become an extraordinary problem to the candidate, to an employer of a volunteer, to a volunteer who is a member of a union. Have you given any thought to the self-employed professional who donates some of his time? Does he have to evaluate his time at his normal office rate?

**Mr. Wishart:** This is the great unanswered question as to what is the commercial value of that service.

**Mr. Blaker:** What about the corporation that gives an employee leave of absence? We are very concerned that citizens of Canada, many of whom are members of unions and/or corporations be granted leave of absence to become involved in politics; that is a very healthy symptom for us. If the individual's salary is continued during the period, does that constitute a corporate contribution?

[Interprétation]

**M. Blaker:** Je pense que nous sommes quelque peu naïfs.

**M. Laliberté:** Si vous me dites que vous aurez fabriqué des factures de \$25, je pense que nous nous lançons dans un domaine qui n'est pas soumis à la vérification.

**M. Blaker:** J'ai soulevé la question pour savoir si, en temps opportun, vous seriez en mesure de trouver une solution.

Je n'ai pas grand temps à ma disposition et j'aimerais soulever d'autres questions.

Prenons, par exemple, la question de la «valeur commerciale des biens». Vous en avez parlé dans votre mémoire au Comité, mais vous êtes incapables de trouver une solution à la difficulté, du moins autant que je sache.

**M. Laliberté:** C'est juste.

**M. Blaker:** Moi non plus, d'ailleurs. Nous pouvons parler de détail, de gros, de don commercial, de dons, et ainsi de suite. Mais du point de vue du candidat qui tient à inscrire judicieusement ce qu'il a reçu, avez-vous rien à recommander en tant que vérificateurs comme pratique normale pour que le candidat n'estime pas avoir entraîné personne sur une fausse route? S'il reçoit gratuitement 5,000 mises de fonds, y a-t-il un moyen de faire paraître ces valeurs sur sa formule d'impôt?

**M. Wishart:** Autant que je sache, le but de ces études est de s'assurer que soient exposés les services rendus ou les biens fournis.

**M. Blaker:** Nous parlons maintenant de biens.

**M. Wishart:** La difficulté pour établir la valeur de ces biens à vrai dire est de savoir si le candidat a respecté les limites prévues par le projet de loi en ce qui concerne la totalité de ses dépenses.

**M. Blaker:** Cela n'est pas difficile et en tant que personne associée aux élections, je pense que vous savez pertinemment qu'il n'est pas difficile à certains candidats d'évaluer un don de ce genre à un niveau très peu élevé. Ce que je vous propose, c'est qu'il serait fort utile d'avoir des principes directeurs similaires pour tout le monde et que la «valeur commerciale» est une définition très inadéquate pour la gouverne d'un candidat qui veut être honnête.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Il vous faudrait tenir compte des tarifs du transport-marchandises dans l'Ouest du Canada.

**M. Blaker:** Parlons maintenant des services offerts par les volontaires. Si je comprends bien, en vertu du bill, les services d'un volontaire peuvent poser une difficulté extraordinaire au candidat, à l'employeur d'un volontaire ou à un volontaire qui est membre d'un syndicat. Avez-vous songé au professionnel autonome qui consacre un certain temps? Doit-il évaluer son temps au tarif normal de ses heures de bureau?

**M. Wishart:** C'est là la grande question demeurée dans réponse quand on veut connaître la valeur commerciale de ce service.

**M. Blaker:** Et que dire de la société qui donne une permission à un employé? On s'inquiète beaucoup du fait que les citoyens du Canada, dont un grand nombre, font partie de syndicats ou de sociétés obtiennent ces permissions pour s'engager dans la politique; il s'agit d'un symptôme très sain, quant à nous. Si le salaire d'un particulier est maintenu durant cette période, constitue-t-il une contribution de la société?



[Text]

I suspect that it does, and if it does, it would obviously apply equally to unions. Then, I suspect, the corporation and the union are going to have to declare publicly that they are making volunteer time available. In what position does that put the shareholders of a corporation, who may disagree with the political preference of the individuals who took leave of absence? I can see the shareholder meetings coming up.

**Mr. Wishart:** I can see that your question is somewhat rhetorical as addressed to professional auditors. It seems to...

**Mr. Blaker:** As professional auditors you may be at the annual general assembly of the corporation and have to answer that question.

**Mr. Wishart:** That is correct. I think the shareholders, in the last analysis, would have to decide whether this was a desirable corporate practice. Frankly, I would hope that the shareholders of a business, or the officers of a union, would encourage their people to participate in the electoral process. That is just a statement of opinion.

• 1045

I think it is desirable. In your bill you eliminate the value of labour. It talks about the difference between the commercial value and the value actually charged, but I am not sure if there is a difference. There was an intended difference in the bill between labour used there and volunteer labour used in an earlier spot in the bill, but we did notice that a different expression had been used. However, we think, from an auditor's point of view, the determination of who is a volunteer and whose services are volunteered is not practicable and we need to recognize that.

**Mr. Blaker:** It is just incredible, it is impossible. Let us go to nomination expenses.

**The Chairman:** This will be your last question, Mr. Blaker.

**Mr. Blaker:** All right. Let us go to nomination expenses which in your memorandum you indicate that you feel that the provisions of the bill may permit an interpretation which would include nomination expenses and those seem to run as much as \$5,000 in heavily contested ridings. I do not interpret the bill to be so widely drafted as to include nomination expenses. Are you relatively sure of your interpretation there?

**Mr. Wishart:** We are not, it is just the way we read it.

**Mr. Blaker:** Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. O'Connor.

**Mr. O'Connor:** Thank you, Mr. Chairman. May I, first of all, simply thank and congratulate these gentlemen for the effort they have put into assisting us in the drafting of this bill. They have prepared a very fine brief, a very succinct brief which highlights some of the problems that we will be facing in respect of the auditing clauses. They highlight them in a general fashion on pages 5 and 6 and then more particularly in the appendix. They also go on to offer their continuing assistance to us in the drafting of the bill and I think we should be appreciative of this assistance on their behalf.

[Interpretation]

Je le suppose, et dans l'affirmative, cela devrait s'appliquer de toute évidence aux syndicats. Je suppose également que la société et le syndicat devront déclarer publiquement qu'ils permettent du temps volontaire. Dans quelle position cette initiative place-t-elle l'actionnaire d'une société qui ne convient peut-être pas de la préférence politique des particuliers qui ont pris ce congé? Je vois déjà la réunion d'actionnaires.

**M. Wishart:** Votre question a un caractère quelque peu hypothétique, adressant aux vérificateurs professionnels. Il me semble que...

**M. Blaker:** En tant que vérificateurs professionnels, vous pourriez être à l'assemblée générale annuelle de la société et devoir répondre à cette question.

**M. Wishart:** C'est juste. Je pense que les actionnaires, en dernière analyse, devraient décider si cette pratique de la société est souhaitable. Franchement, j'espérerais que les actionnaires d'une entreprise commerciale ou les autorités d'un syndicat encourageraient leurs adeptes à participer au processus électoral. Voilà simplement un exposé d'opinion.

Je pense que ceci est souhaitable. Dans votre projet de loi vous éliminez la valeur du travail. Il est question de la différence entre la valeur commerciale et la valeur de ce qui est effectivement payé, mais je ne suis pas certain que cette différence existe. Le projet de loi avait l'intention de faire la différence entre le travail utilisé et le travail bénévole mentionnés dans un autre paragraphe, mais nous remarquons que l'on s'est servi de la même expression. Toutefois, nous pensons, du point de vue d'un vérificateur, qu'il n'est pas pratique de dire qui est volontaire et quel travail est bénévole et nous devons en tenir compte.

**M. Blaker:** Cela est tout simplement incroyable, impossible. Passons aux dépenses de nomination.

**Le président:** Ce sera votre dernière question, monsieur Blaker.

**M. Blaker:** Très bien. Passons aux dépenses de nomination et dans votre mémoire vous mentionnez que selon vous les dispositions du projet de loi laissent place à l'interprétation, selon laquelle on inclurait les dépenses de nomination, lesquelles semblent s'élever à \$5,000 dans les circonscriptions fort disputées. Je ne pense pas que le projet de loi soit aussi largement rédigé qu'il inclut les dépenses de nomination. Êtes-vous relativement certains de votre interprétation?

**M. Wishart:** Non, c'est simplement la façon dont nous le lisons.

**M. Blaker:** Je vous remercie, monsieur le président.

**Le président:** Monsieur O'Connor.

**M. O'Connor:** Je vous remercie, monsieur le président. Puis-je avant tout remercier et féliciter ces messieurs pour l'effort qu'il ont fourni en nous aidant à rédiger ce projet de loi. Leur projet de loi est excellent, succinct et met l'accent sur certains des problèmes que nous rencontrerons lors des articles concernant la vérification. Ces problèmes sont soulignés de façon générale aux pages 5 et 6 et de façon détaillée dans l'appendice. Ils nous ont dispensé leur aide lors de la rédaction du projet de loi et je pense que nous devrions leur en être reconnaissants.



## [Texte]

Most of the specific questions that I thought I would get into have been asked and in most cases left unanswered. I wonder if we cannot briefly explore means and methods of overcoming some of the difficulties you have very accurately raised both in your brief and in your answers to us this morning.

I gather that some of the problems you foresee can be overcome by a requirement or by volunteering on behalf of the official agent and the auditor in the initial stages of the campaign, to get together and agree that certain procedures will be followed to assist the auditor in his final report. I think that came out and I wonder if it might be built into the bill as an amendment or certainly it should be a recommendation, I think, from us if it is not put in the bill.

You mentioned at one point, Mr. Wishart, I believe, that a package, I think that is the word you used, of recommendations was being prepared in conjunction with some people in the Minister's office, I gather, and among yourselves. Is that correct?

**Mr. Wishart:** I am sorry, I guess you are referring to the comment I made that we had had some discussions with a representative of the Minister's office who indicated to us some proposed words which, if put into the bill, would deal with the problem we raised with regard to the appointment of the auditor, what the auditor would examine and the kind of words he would incorporate into his report. It is obvious from the discussion that in order to limit the amount of expense and to be practical, you should be trying to keep the kind of reporting as simple as possible because if we get into elaborate financial reporting this will make further difficulties for the auditors and considerable expense for the candidate.

**Mr. O'Connor:** I gather that you and this representative from the Minister's office are working on a set of recommendations to assist candidates and their agents.

**Mr. Wishart:** That was a different matter, that was the package of material...

**Mr. O'Connor:** Yes.

**Mr. Wishart:** ... which I believe...

**Mr. Laliberté:** I think it is being prepared in conjunction with the Bureau of Management Consultants in the Department of Supply and Services.

**Mr. O'Connor:** I see.

**Mr. Laliberté:** We have not seen it as yet, but we have offered our assistance in reviewing it, to see if it would overcome some of the problems that we envisage.

**Mr. O'Connor:** Have you had an indication from the Minister or his office if this package of recommendations will be part of the act or will be attached to the act by way of regulation?

**Mr. Laliberté:** I have no idea.

**Mr. O'Connor:** Do you know how it will be handled?

## [Interprétation]

La plupart des questions particulières que je voulais poser l'ont été et dans la plupart des cas n'ont pas reçu de réponse. Je me demande si nous ne pourrions pas examiner brièvement les moyens de vaincre certaines des difficultés qui ont été fort bien décrites dans votre mémoire et dans les réponses que vous nous avez données ce matin.

Je pense que certains des problèmes que vous envisagez peuvent être réglés si officiellement ou bénévolement l'agent officiel et le vérificateur se réunissent au début de la campagne et décident des procédures qui devront être appliquées pour aider le vérificateur lors du rapport final. Je pense qu'on l'a déjà évoqué et je me demande si on ne pourrait pas l'insérer dans le bill sous forme d'amendement ou de recommandation de notre part si le projet de loi n'en fait pas mention.

Vous avez dit à un moment donné, monsieur Wishart, que des fonctionnaires du cabinet ministériel et vous-même prépariez un ensemble, je crois que c'est l'expression que vous avez employée, de recommandations. Est-ce exact?

**M. Wishart:** Je regrette, je pense que vous faites allusion à l'observation que j'ai faite selon laquelle nous avons discuté avec un représentant du cabinet ministériel et que celui-ci nous a suggéré des mots qui, s'ils étaient insérés dans le projet de loi, régleraient le problème de la nomination du vérificateur, de ce que le vérificateur devrait contrôler et des termes qu'il emploierait dans son rapport. Il ressort de cette discussion qu'afin de limiter les dépenses et être pratique, il faut s'efforcer de simplifier au maximum le rapport car si l'on entre dans les détails financiers on créera d'autres difficultés pour les vérificateurs et des dépenses importantes pour le candidat.

**M. O'Connor:** Je crois que ce représentant du cabinet ministériel et vous-même travailliez sur un ensemble de recommandations visant à aider les candidats et leurs agents.

**M. Wishart:** Il s'agit-là d'une question différente, l'ensemble des documents...

**M. O'Connor:** Oui.

**M. Wishart:** ... qui, me semble-t-il...

**M. Laliberté:** Je pense que la préparation se fait en collaboration avec le Bureau des conseillers de gestion au ministère des Services et Approvisionnements.

**M. O'Connor:** Je vois.

**M. Laliberté:** Nous n'en avons pas eu connaissance jusqu'à présent, mais nous avons offert nos services pour en faire l'examen, pour voir si cela mettra un terme aux problèmes que nous envisageons.

**M. O'Connor:** Le ministre ou son cabinet vous ont-ils dit si des recommandations feraient partie de la Loi ou si elles seraient attachées à la Loi à la suite d'un règlement?

**M. Laliberté:** Je n'en sais rien.

**M. O'Connor:** Savez-vous comment va-t-on procéder?

[Text]

Mr. Laliberté: No.

Mr. O'Connor: I raise these questions, Mr. Chairman, because I feel that if that is in fact what is happening it will be very useful for this Committee to examine that package prior to its being prepared and sent to candidates, say, prior to the next election. It seems to me that the clauses we are exploring now are very vague and inadequate in many ways and if these are an attempt to cure some of these inadequacies they are in fact part of the legislation and should be reviewed by this Committee. I feel that it may amount to a circumvention of the act if, in fact, this package of recommendations attempts to interpret the act. Of course we have to keep in mind the interpretation will be coming from the minister's office and I wonder whether it is his office's place to act in that fashion. I merely raise that as ...

Mr. Laliberté: But it may be that this package would just be an aid to the candidate or the official agent in accumulating the necessary information that will allow them to prepare Form 64.

Mr. O'Connor: Well I do not think we need pursue it now. We can perhaps put these questions to the minister when he is before us again.

Mr. Clark (Rocky Mountain): I think the point is that if this package is going to be drawn up by the same people who draw up the bill we must see it before we are bound by it.

The Chairman: Are you through, Mr. O'Connor?

Mr. O'Connor: Perhaps I am, but as I pointed out, your brief raises problems and asks questions and we really have not got into the meat of any practical answers to those questions, but I gather you are willing to remain available to assist us with the drafting of answers to these questions?

Mr. Wishart: Yes, we would be glad to do it.

Mr. O'Connor: Thank you very much, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Brewin.

Mr. Brewin: I want to revert to a question I think Mr. Clark has raised already. There are two proposed sections of the bill which deal with disclosure of contributions in excess of \$100 in an election, first of all to the registered party, and second, to a candidate in an election. These are two separate provisions. I understand the witness to have said that the checking on this is not a function for the auditor; in other words, to check that this list of contributions is adequate is not a function the auditor can hope to perform. But because it is a very key issue, I would like professional advice of our witnesses as to any suggestions they may have of how these provisions can be easily evaded. I think I read that the United States had similar provisions in their legislation but certain corporations made donations, substantial donations, which were not disclosed as campaign funds through the device of giving the money to a series of employees, for example, or other people, and splitting them up and dividing them around so that the real source was not disclosed. I suggest that the real problem here is to try to find a procedure whereby the real source, the beneficial source not the apparent source, would have to be disclosed under this legislation. Is there any precedence for this, or any suggestion you could make as to how that problem could be dealt with?

[Interpretation]

M. Laliberté: Non.

M. O'Connor: Je pose ces questions, monsieur le président, car il me semble que si l'on procède de cette façon, le Comité trouvera utile d'examiner ces recommandations avant qu'on les prépare et qu'on les envoie aux candidats, disons, avant la prochaine élection. Il me semble que les articles que nous examinons maintenant sont très vagues et inappropriés de plusieurs manières et que s'ils représentent une tentative pour mettre un terme à ces problèmes, ils font partie effective de la législation et devraient être revus par le Comité. J'ai l'impression qu'en fait il s'agit d'une circonvolution de la loi, si ces recommandations cherchent à interpréter la loi. Il nous faut bien sûr garder conscience à l'esprit l'interprétation qui sera faite par le cabinet ministériel et je me demande si ce dernier peut agir de cette façon. Je pose simplement cette question ...

M. Laliberté: Il se peut que ces recommandations aident le candidat ou l'agent officiel à acquérir les données nécessaires à la préparation de la formule 64.

M. O'Connor: Eh bien, je ne pense pas qu'il soit nécessaire de poursuivre cette question, et peut-être pourrions-nous nous adresser au ministre lors de la prochaine comparution.

M. Clark (Rocky Mountain): Il me semble que si les personnes qui ont rédigé le bill rédigent ces recommandations, nous devons les examiner avant de les subir.

Le président: En avez-vous terminé, monsieur O'Connor.

M. O'Connor: Peut-être, mais comme je l'indiquais, votre mémoire suscite des questions et des problèmes et nous n'avons pas encore reçu de réponses pratiques à ces questions, mais je suppose que vous êtes prêts à nous aider à trouver les réponses à ces questions?

M. Wishart: Oui, nous serons heureux de le faire.

M. O'Connor: Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Monsieur Brewin.

M. Brewin: Je voudrais revenir à une question qui me semble-t-il a été posée par M. Clark. Il y a deux articles dans ce projet de loi qui mentionnent la divulgation des contributions supérieures à \$100, contributions faites au parti enregistré, et ensuite, au candidat lors d'une élection. Il s'agit de deux dispositions distinctes. Si je comprends bien le témoin, cette vérification n'incombe pas au vérificateur; en d'autres termes, vérifier que la liste des contributions est adéquate n'est pas une fonction que peut penser exercer le vérificateur. Mais, comme il s'agit d'une question importante, j'aimerais que les témoins nous donnent leur avis autorisé et nous disent comment l'on peut répondre à ces dispositions. Je crois avoir lu que la législation américaine comportait des dispositions identiques mais que certaines sociétés faisaient des dons, des dons importants, qui n'apparaissaient pas comme fonds électoraux car on remettait ces fonds à plusieurs employés, par exemple, ou d'autres personnes, et qu'on les divisait entre ces personnes afin de ne pas en divulguer l'origine. Il me semble que le problème ici est de trouver une procédure permettant de divulguer l'origine réelle, l'origine effective et non pas apparente. Existe-t-il des précédents ou avez-vous des suggestions à nous faire quant à la façon de régler ce problème?

## [Texte]

**Mr. Wishart:** There is a precedent, Mr. Brewin, in the enforcement provisions of the Income Tax Act that were introduced a number of years ago with regard to charitable organizations. You may recall that charities are now required to submit a return annually to the Department of National Revenue which, among other things, indicates a record of contributions made which then can be matched up with donation receipts that have been issued for tax purposes. Clearly a charity that reports donations in its financial statement say, of, \$10,000 and issues \$12,000 worth of tax receipts is heading for trouble and would be deregistered, as I understand it, by the Department of National Revenue if it were caught doing that kind of thing.

Now if a political party were required to submit a return which matched up the donation receipts with the amounts recorded in the accounts, then if it was subsequently discovered that a contribution had been made, the penalty of deregistration, I guess does not apply; but the point I am trying to make is that if you have a matching of the return that is submitted to the Chief Electoral Officer with a record of donation receipts that are given, this is a cross-check on what is going on. This is part of the reason why it is desirable that there should be some incentive for a donor to want a receipt.

**Mr. Brewin:** But I do not think that quite deals with the problem I was raising as to how you ensure that the real donor is disclosed and not some trustee of the funds of someone else.

**Mr. Blaker:** The front man.

• 1055

**Mr. Brewin:** The front man, yes. There must be legislation dealing with that problem in other fields but I am not familiar with it.

**Mr. Wishart:** With regard to the trustee, it would be very difficult in practice to get behind him unless you got to him and then asked him from whom he had got his money.

With regard to the corporation, you used the illustration of the corporation that uses its employees as a channel for making contributions. As I recollect, under the Income Tax Act, if a corporation gives moneys to its employees, it can be regarded as a personal benefit for tax purposes and assessors are very alert to look for this kind of thing when they make their rounds of corporate accounts; so it might be caught that way. I do know what the practice is in the United States but that would be the practice here.

**Mr. Howard:** But only for tax purposes, not for public purposes. As long as the tax was paid on it, it was considered a benefit.

**The Chairman:** Are you through, Mr. Brewin?

**Mr. Brewin:** Yes.

**Mr. Stollery:** I would like to ask a supplementary. What about the members of a man's family, for example? His wife donates; his children donate; they all make donations. They are all individual ones but there could be six people making donations; so that, instead of \$100, you have \$600 coming from the same family with no way really of tracing it. Or would you have any way of actually checking that?

## [Interprétation]

**M. Wishart:** Il existe un précédent, monsieur Brewin, sous la forme des dispositions d'application de la Loi de l'impôt sur le revenu qui ont été présentées il y a plusieurs années à propos des organisations à but non lucratif. Vous savez que l'on demande maintenant à ces organisations de présenter leur revenu annuel au ministère du Revenu national, afin, entre autres choses, d'indiquer les contributions qui ont été faites et de les faire correspondre aux reçus des dons qui ont été préparés pour la déclaration de revenu. Il est certain qu'une organisation qui parle de dons d'une valeur de \$10,000 et présente des reçus pour une valeur de \$12,000 va connaître des difficultés et ne sera plus enregistrée, si je comprends bien, auprès du ministère du Revenu national si on fait la preuve de tels agissements.

Si un parti politique était obligé de présenter un bilan dans lequel les reçus remis en échange de dons correspondent au montant consigné dans les livres, et que par la suite l'on découvre qu'une contribution a été faite, l'assomption de radiation ne s'applique pas, je suppose; mais je veux simplement dire que si le bilan présenté au directeur général des élections correspond au registre des reçus remis pour les dons, il y a là contre-vérification des comptes. Voilà en partie pourquoi il est souhaitable de fournir au donateur une raison de vouloir un reçu.

**Mr. Brewin:** Mais je ne crois pas que cela règle le problème dont je parlais, à savoir comment l'on peut s'assurer que c'est bien le nom du véritable donateur qui est divulgué et non pas celui d'un fiduciaire.

**M. Blaker:** Le paravent.

**Mr. Brewin:** En effet, le paravent. Il doit exister des lois qui traitent de ce problème dans d'autres secteurs, mais je ne suis pas très au courant.

**M. Wishart:** Dans le cas du fiduciaire, ce serait très difficile en pratique d'aller au delà de cette personne à moins de lui demander directement d'où provient l'argent.

Vous vous êtes servi vous-mêmes de l'exemple d'une société qui se sert de ses employés comme moyen de faire des contributions. Si je me souviens bien, aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu, si une société donne de l'argent à ses employés, ce don peut-être considéré comme un avantage personnel aux fins de l'impôt sur le revenu et les contrôleurs guettent ce genre de chose lorsqu'ils vérifient les états de compte des sociétés; j'ignore comment on procède aux États-Unis, mais c'est ainsi que les choses vont ici.

**M. Howard:** C'est uniquement aux fins de l'impôt, et non pas pour la gouverne de la population. Tant que l'impôt est payé, l'argent est considéré comme un avantage personnel.

**Le président:** Avez-vous terminé, monsieur Brewin?

**M. Brewin:** Oui.

**M. Stollery:** J'aimerais poser une question supplémentaire. Que se passe-t-il dans le cas d'une personne qui sert des membres de sa famille, par exemple? La femme et les enfants font chacun un don individuel, mais si cette famille comprend six personnes qui font toutes un don, il peut donc y avoir un don total de \$600 provenant de la même famille, au lieu de \$100, et il n'y a aucun moyen de le déceler. Est-ce qu'il y a par hasard un moyen de les vérifier?



[Text]

**Mr. Wishart:** No, none at all.

**Mr. Stollery:** Which is a common way of doing it in the United States, I believe.

**Mr. Laliberté:** It might be that, because of the role and reputation of the auditor, he might receive confidential information, but beyond that I cannot imagine any way of locating such donations.

**The Chairman:** Mr. Reid.

**Mr. Reid:** I will pass, Mr. Chairman. My questions have all been asked.

**The Chairman:** Mr. McKinnon.

**Mr. McKinnon:** Is this ending at eleven o'clock?

**The Chairman:** Yes. I am sorry.

**Mr. McKinnon:** I will be quick and spare you the records that I had prepared. This is a follow-up to Mr. Blaker's question.

The way I read Clause 20, on page 35, dealing with proposed section 126.1 of the Act, it would be possible for a person to deduct from his taxes each year provided he gave to a registered party and not to a candidate. The way I read it is: the candidate only in an election year but the party in any year. Is that a correct interpretation?

**Mr. Wishart:** I can only read the words, Mr. McKinnon, but it does say: "... in the year to a registered party ...".

**Mr. McKinnon:** "... or a candidate at an election of a member or members ...". There is no comma in there and that puzzles me. I would assume from that that you can contribute your \$500 to a party every year and claim it as a tax deduction.

**Mr. Wishart:** That is our interpretation. I hope that the lawyers here will not object to the accountants giving a legal interpretation.

**Mr. Dick:** Lawyers have never acted; it is only the judges who act.

**Mr. McKinnon:** When we were discussing the volunteers, which is certainly going to be the most difficult thing for us to settle, a conception the general public has of politicians is that the Conservatives are supported by corporations ...

**An hon. Member:** Oh, no!

• 1100

**Mr. McKinnon:** ... the NDP supported by those multinational giant unions and the Liberals are supported by kickbacks from government contracts. So you can see it would do us all some good to get it clarified, I would think. It all boils down to what is a volunteer. Some of my volunteers are professionals and have worked for me for such an extended period they are almost steady workers. The last time I went to my accountant as an individual, it cost me \$40 an hour to talk to him for 1½ hours. If he had charged me the same for the work he did for me in the election campaign, it would have taken the entire fund to pay him. Now, was he a volunteer? He must have worked one thousand hours for me during the last election.

[Interpretation]

**M. Wishart:** Non, il n'y en a aucun.

**M. Stollery:** Je crois que c'est une pratique courante aux États-Unis.

**M. Laliberté:** Il se pourrait qu'à cause de son rôle et de sa réputation, le vérificateur reçoive des renseignements confidentiels, mais je ne vois pas comment il pourrait autrement repérer de tels dons.

**Le président:** Monsieur Reid.

**M. Reid:** Je vais laisser la parole à d'autres, monsieur le président, car l'on a déjà posé toutes mes questions.

**Le président:** Monsieur McKinnon.

**M. McKinnon:** La séance finit-elle à 11 h 00?

**Le président:** En effet, et j'en suis désolé.

**M. McKinnon:** Je vais donc être bref et vous épargner les notes que j'avais préparées. Ma question fait suite à celle de M. Blaker.

Si je comprends bien l'article 20 du projet de loi, à la page 35, qui traite de l'article 126.1 de la loi, une personne pourrait déduire de ses impôts, chaque année, des contributions faites, à condition qu'elles soient versées à un parti enregistré et non pas à un candidat. Si je ne fais pas erreur, le texte dit que la contribution peut être faite à un candidat uniquement pendant une année d'élection, mais à un parti n'importe quelle année. Est-ce que j'ai bien compris?

**M. Wishart:** Je lis tout simplement les mots, monsieur McKinnon, mais le texte dit: «... durant l'année à un parti enregistré...»

**M. McKinnon:** «... ou à un candidat, pour l'élection d'un ou plusieurs députés...» Il n'y a pas de virgule après «parti enregistré» et c'est ce qui porte à confusion. Je suppose, d'après le texte, que l'on peut faire une contribution de \$500 à un parti chaque année et la déduire aux fins de l'impôt sur le revenu.

**M. Wishart:** C'est ainsi que nous interprétons le texte. J'espère que les avocats ici présents ne vont pas s'opposer à ce que des comptables donnent une interprétation juridique.

**M. Dick:** Les avocats n'ont jamais donné de telle interprétation, seuls les juges le font.

**M. McKinnon:** Nous avons discuté des contributions bénévoles et ce sera certainement le problème le plus difficile à résoudre pour nous, mais l'on croit généralement que les conservateurs sont appuyés par les sociétés ...

Une voix: Oh non.

**M. McKinnon:** ... que le NPD reçoit l'appui des grands syndicats multinationaux et que les libéraux sont financés par la reconnaissance manifestée par les titulaires de contrats gouvernementaux. Vous pouvez donc voir que cela serait tout à notre avantage de clarifier la question. Tout se résume donc à la définition du bénévolat. Certains de mes assistants bénévoles sont professionnels et ont travaillé tellement longtemps pour moi que c'est presque un travail permanent pour eux. La dernière fois que je suis allé voir mon comptable à titre personnel, il m'en a coûté \$40 l'heure pour lui parler pendant 1 h. 30. S'il m'avait demandé les mêmes honoraires pour le travail qu'il a accompli pour moi pendant la campagne électorale, il aurait fallu utiliser toutes mes ressources pour le payer. S'agissait-il d'un bénévole? Il doit avoir travaillé au moins 1,000 heures pour moi durant les dernières élections.



## [Texte]

**The Chairman:** I am sorry, Mr. McKinnon, our time is exhausted.

**Mr. Dick:** Perhaps he can answer that.

**The Chairman:** Yes, but we have many questions unanswered. In spite of this I wish to express our appreciation, gentlemen, for your coming to our Committee and supplying us with this information. Thank you very much.

We will meet again at 3.30 this afternoon.

**Mr. O'Connor:** Prior to adjourning, may I table my amendment? Copies in English and in French have been distributed to the members.

**The Chairman:** All right.

## AFTERNOON SITTING

• 1544

**The Chairman:** I see we have a quorum. This afternoon we will pursue the consideration of Bill C-203, Clause 2.

We have as our witness the Honourable Allan J. MacEachen, President of the Queen's Privy Council for Canada. He is accompanied by Mr. S. Blue, his Legislative Assistant.

Before I recognize the first questioner, Mr. Minister, I would like to ask if you have considered the interest charged on loans that most of us would make at the bank when the writs are issued, that is, loans to cover the amount we would be collecting five or six months after the elections. It could be a substantial amount of money and I wonder if you have thought of including this as an electoral expense or excluding it.

• 1545

**Hon. Allen J. MacEachen (President of the Privy Council):** Mr. Chairman, as the bill is worded now, such an amount is not included and was not included in the royal recommendation.

**The Chairman:** Mr. O'Connor.

**Mr. O'Connor:** May I pass for the moment, Mr. Chairman, please?

**The Chairman:** Mr. Dick.

**Mr. Dick:** Mr. MacEachen, I have a few areas in which I would like to ask questions, the first being on the spending limits of candidates. What is the reason behind putting in a ceiling on how much the candidate could spend. Why did you find this was necessary, or are you open on the topic?

**Mr. MacEachen:** Probably the position of spending limits for candidates and parties is a main feature of the bill.

**Mr. Dick:** I am thinking of candidates; I agree with the party one.

**Mr. MacEachen:** On candidates, the intention, of course, is to attempt to restrain what has been an escalating increase in the cost of running elections, for candidates, as well as parties.

## [Interprétation]

**Le président:** Je suis désolé, monsieur McKinnon, mais le temps qui nous était alloué est écoulé.

**M. Dick:** Il pourrait peut-être y répondre.

**Le président:** Oui, mais il y a encore plusieurs questions qui n'ont pas reçu de réponses. Malgré tout, je voudrais vous remercier, messieurs, d'être venus donner tous ces renseignements aux membres du Comité. Merci beaucoup.

Nous nous réunirons à nouveau à 15 h. 30 cet après-midi.

**M. O'Connor:** Avant que nous levions la séance, puis-je déposer mon amendement? On a distribué aux membres du Comité des copies en anglais et en français.

**Le président:** Très bien.

## SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

**Le président:** Je vois que nous avons le quorum. Cet après-midi nous poursuivons l'étude du bill C-203, article 2.

Notre témoin est l'honorable Allan J. MacEachen, président du Conseil privé de la Reine pour le Canada. Il est accompagné de M. S. Blue, son adjoint législatif.

Avant de donner la parole au premier questionneur, monsieur le ministre, j'aimerais vous demander si vous avez examiné les intérêts demandés pour les prêts que la plupart d'entre nous feront auprès des banques lorsque les élections seront annoncées, c'est-à-dire des prêts pour couvrir les sommes que nous collecterons 5 ou 6 mois après les élections. Il pourrait s'agir d'une somme importante et je me demande si vous avez songé à inclure ceci dans les dépenses électorales.

**L'hon. Allen J. MacEachen (Président du Conseil privé):** Monsieur le président, tel que le bill est énoncé à présent, il ne tient pas compte de cette somme, laquelle n'était pas incluse dans la recommandation royale.

**Le président:** Monsieur O'Connor.

**M. O'Connor:** Puis-je céder mon tour, monsieur le président, s'il vous plaît?

**Le président:** Monsieur Dick.

**M. Dick:** Monsieur MacEachen, j'ai plusieurs questions à vous poser, la première concernant les dépenses maximales que peuvent faire les candidats. Pour quelle raison a-t-on fixé une limite aux dépenses que peuvent faire les candidats? Pourquoi avez-vous estimé cette limite nécessaire, ou êtes-vous prêts à recevoir des suggestions?

**M. MacEachen:** L'idée de fixer des limites pour les candidats et les partis représente probablement une caractéristique importante du projet de loi.

**M. Dick:** Je songeais aux candidats, je suis d'accord en ce qui concerne les partis.

**M. MacEachen:** En ce qui concerne les candidats, l'intention était, bien sûr, de mettre un terme à la tendance croissante des prix de revient des élections, tant pour les candidats que pour les partis.

[Text]

**Mr. Dick:** Have you found through any polls of the public whether how much a candidate spends is, indeed, of great concern among the public?

**Mr. MacEachen:** No, I have not had any polls taken. I think that the Barbeau committee and certainly the special committee of the House were concerned about this problem and made recommendations along these lines. In fact, as I mentioned on the last day, in the preceding bill we had a less rigid limit, and it was really because of pressure among members of the Committee that met in the last Parliament and of general pressure that the limits on candidates are more rigid in this bill.

**Mr. Dick:** I believe that of the four top spenders in the last election of 1972, only one got elected. Is that your understanding?

**Mr. MacEachen:** I have not examined that. We do have a listing of candidates and their returns, and some of them are quite high; but we did not run a check as to who was elected and who was defeated.

**Mr. Dick:** I see.

The think that I am concerned about, human nature being what it is and the traditions built up as they have been, in certain areas, and perhaps you might know, perhaps not in your own constituency but in the maritimes, is that a reputation has been built up there that there has been a certain amount of liquor put out during election campaigns. I do not think that this has ever been declared in any person's return and this spending limit is still not going to encourage it to be added.

In addition, there is the fact that, in the rural areas of Canada, it has been a practice over many years for various parties to pay people to be scrutineers or drivers and so on, on election day. Again, if you put an upper limit on, I am afraid that some people are going to do this other paying on a second set of books and it is going to, maybe, encourage more deception of the public than it is going to encourage complete exposure.

**Mr. MacEachen:** The intention of the bill is to meet the demand for a limit on spending by candidates and to include almost everything in those spending limits. If a candidate pays people as scrutineers, then he must include that; and if he uses what are euphemistically called light refreshments in the Elections Act, he must include that also.

• 1550

My own opinion is that the limit placed on candidates is probably the most significant part of the bill.

**Mr. Dick:** You do not think the disclosure of the source of funds portion is the most important part of the bill?

**Mr. MacEachen:** I think from a candidate's point of view probably the limits is the most important one; maybe from the public point of view the disclosure is more important.

**Mr. Dick:** Most candidates, I think, try to stay as far away from the financial picture as they can so that they do not know what is going on. It is probably a wise decision by most candidates.

[Interpretation]

**M. Dick:** Des enquêtes vous ont-elles permis de définir si le public se préoccupe beaucoup de ce que dépensent les candidats?

**M. MacEachen:** Non, je n'ai pas mené d'enquêtes. Je pense que le Comité Barbeau et très certainement le comité spécial de la Chambre se sont inquiétés de ce problème et ont fait des recommandations en ce sens. En fait, comme je l'ai mentionné l'autre jour, le projet de loi précédent fixait une limite moins rigide, mais le comité qui s'est réuni au cours de la dernière législature et d'autres personnes ont exercé des pressions pour que les limites définies dans ce projet de loi soient plus rigides à l'égard des candidats.

**M. Dick:** Je pense que sur les quatre personnes qui ont le plus dépensé au cours de la dernière élection de 1972, une seule a été élue. Êtes-vous d'accord à ce sujet?

**M. MacEachen:** Je n'ai pas vérifié ce fait. Nous avons des fiches sur les candidats et leurs revenus qui sont parfois fort élevés; mais nous n'avons pas cherché à savoir qui a été élu et qui ne l'a pas été.

**M. Dick:** Je vois.

La nature humaine étant ce qu'elle est et les traditions étant ce qu'elles sont, je m'inquiète du fait que dans certaines régions, et peut-être êtes-vous au courant ou peut-être n'est-ce pas le cas dans votre propre circonscription, mais dans les provinces Maritimes, on prétend que les distributions de boisson alcoolisées n'ont pas été étrangères aux campagnes électorales. Je ne pense pas qu'un candidat l'ait jamais mentionné et cette limite aux dépenses ne va pas encourager les gens à le faire.

En outre, dans les régions rurales du Canada, la pratique veut depuis plusieurs années que les différents partis politiques paient les gens qui dépouillent le scrutin, les chauffeurs et ainsi de suite, le jour des élections. Ainsi, si vous fixez une limite, je crains que certaines personnes mentionnent ces dépenses dans une autre série de livres, et ceci va peut-être encourager les gens à tromper davantage le public qu'à divulguer tous les faits.

**M. MacEachen:** Le but du projet de loi est de répondre au souhait d'une limite quant aux dépenses faites par les candidats et vise à inclure à peu près tout dans ces limites de dépenses. Si un candidat paie des gens comme scrutateurs, il doit inclure ces dépenses; et s'il a recours à ce que la loi sur les élections désigne de façon euphémique par des rafraichissements légers, il doit également en inclure les dépenses.

Selon moi la limite imposée aux candidats est probablement la partie la plus importante du projet de loi.

**M. Dick:** Ne pensez-vous pas que la partie concernant la divulgation des fonds soit la plus importante partie du projet de loi?

**M. MacEachen:** Je pense que du point de vue du candidat, la notion de limite est la plus importante; peut-être que du point de vue du public celle de la divulgation est la plus importante.

**M. Dick:** La plupart des candidats, me semble-t-il, essaient de rester aussi éloignés que possible de l'aspect financier et ne veulent pas savoir ce qui se passe. C'est peut-être là une sage décision.

**[Texte]**

I am wondering whether you would be averse to having a clause in the bill which specifically says that a party at an election, or a candidate, or anybody acting on his or her behalf, cannot pay workers to work as scrutineers, pool clerks or drivers, etc., on election day. That would maybe reduce significantly, in some areas, what heretofore has been a major expense.

**Mr. MacEachen:** I would personally be a bit averse to preventing candidates from hiring people, within their limits. If they wanted to allocate their funds in that way within the limits that ought to be at the option of the candidate. I believe that, at one time, the paying of workers was illegal under the Canada Elections Act and that that was changed in recent years by the committee which examined the Canada Elections Act and recognized that there was an increasing need to pay people to work on election day.

**Mr. Dick:** Was that on election day, or was that for an office manager or a secretary which he kept for the whole year?

**Mr. MacEachen:** No, I think that was for election day. So it is legal and possible, and that is a change from the...

**Mr. Dick:** Very expensive.

**Mr. MacEachen:** If I may make a comment, it will drive all candidates to rely more and more on volunteer labour. If you have \$25,000 to run an election, or a sum within that range, and you have to buy a lot of television, radio and a lot of other things which are not going to be donated and that will have to be under limits, then you have to rely on volunteers and say, "I have to run this election. Do you want to support me and my party? If you do, you have to contribute your services", and that would not be included in the election expenses.

**Mr. Dick:** I admit that it is a noble aim and I think it is one that should come about, but do you not think more specifically of getting at an expenditure which I myself think is improper, and that is that it should be forbidden to hire these sort of people on election day. Not a stenographer throughout the campaign: that you might need as a six-week job; but for paying people the \$13, \$15, \$18 or \$20, or whatever it may be, on election day. That would, in itself, go right to the heart of the thing and cut out a major expense in some areas. Do you feel that that would be an advantageous thing to add to the bill?

**Mr. MacEachen:** I would not recommend it because I believe that a candidate should have the opportunity to decide whether he wants to pay workers or spend his money some other way. It may be, if he is unable to get volunteers in certain areas, that he would have to do that in order to run his election. I would prefer not to prohibit the payment of workers particularly.

**Mr. Dick:** As you say, you do not want to restrict the candidate on how he might spend his money. If we go to the "Vote At" cards, what is the reason why a candidate cannot print up a "Vote At" card and have it delivered to the door? What is the rationale behind that?

**[Interprétation]**

Je me demande si vous vous opposeriez à un article du projet de loi spécifiant qu'un parti au cours d'une élection, ou un candidat, ou quiconque agissant en son nom, ne serait pas autorisé à payer des gens comme scrutateurs, greffiers ou chauffeurs, le jour des élections. Peut-être que cela permettrait de réduire de façon importante ce qui dans certaines régions représente une dépense fort grande.

**Mr. MacEachen:** Personnellement, je n'apprécierais pas l'idée d'empêcher les candidats de recourir à d'autres personnes, dans la mesure où ils respectent les limites qui leur sont imposées. Si les candidats désirent dépenser certaines sommes de cette façon et dans des limites, ils devraient être autorisés à le faire. Il me semble qu'à un moment donné il était illégal de payer des personnes et ce en vertu de la Loi des élections du Canada mais que cela a été changé au cours des dernières années par le Comité qui a examiné cette Loi et a reconnu qu'il était de plus en plus nécessaire de payer des gens le jour des élections.

**Mr. Dick:** S'agissait-il du jour des élections ou d'un directeur de bureau ou d'un secrétaire travaillant de façon permanente?

**Mr. MacEachen:** Non, je pense qu'il s'agissait du jour de l'élection. Il est possible et légal, et cela représente un changement à partir de...

**Mr. Dick:** Changement fort onéreux.

**Mr. MacEachen:** Si je puis me permettre, cela amènera les candidats à dépendre de plus en plus du travail bénévole. Si vous disposez de \$25,000 pour mener une élection, ou d'une somme approximative, et qu'il vous faille acheter du temps d'antenne, et plusieurs autres choses qui ne vous seront pas données et que vous deviez rester dans certaines limites, il vous faut alors dépendre de travailleurs bénévoles et avertir les gens que vous êtes candidat, leur demander leur soutien les prévenant qu'ils le feront de façon bénévole. Cela ne serait pas compris dans les dépenses d'élection.

**Mr. Dick:** Je reconnais qu'il s'agit là d'un but noble et je pense qu'il ne faut pas l'oublier; mais ne songeriez-vous pas plus particulièrement à une dépense qui me semble inadéquate, et qu'il faudrait interdire de louer les services de telles personnes le jour des élections. Je ne parle pas du sténographe employé pendant la campagne, qui pourrait être utilisé pendant six semaines, mais je parle des \$13, \$15, \$18 ou \$20 versés aux gens le jour des élections. Vous iriez ainsi au cœur du problème et mettriez un terme à une dépense importante dans certaines régions. Ne pensez-vous pas qu'il serait utile de l'ajouter au projet de loi?

**Mr. MacEachen:** Je n'en ferais pas la recommandation car je pense qu'un candidat devrait pouvoir décider s'il veut payer des travailleurs ou dépenser son argent d'une autre façon. S'il ne parvient pas à trouver des bénévoles dans certaines régions, il se peut qu'il soit obligé de rétribuer les gens qu'il engage s'il veut se présenter aux élections. Je préférerais ne pas empêcher le paiement des travailleurs.

**Mr. Dick:** Comme vous le dites, vous voulez laisser toute liberté aux candidats sur la façon de dépenser son argent. En ce qui concerne les invitations à voter, pourquoi un candidat ne peut pas les imprimer et les faire distribuer de porte à porte? Quelle en est la raison?



[Text]

**Mr. MacEachen:** The rationale came out of either the Barbeau or the special Committee. I believe it was the special committee that said, "Well, this is an expense that members engage in, so why not oblige the returning officer to put out the "You vote at" card. That will reduce the burden on the candidates and probably make things more efficient".

**Mr. Dick:** Would it not be true to say that, in urban areas, the electoral officer already mails out a list of electors in a certain poll and states, at the top of the sheet, where the poll is. So, when an electoral officer sends out a "Vote At" card, he is, in fact, duplicating what he has already done when he sent out the preliminary electors sheet.

**Mr. MacEachen:** The electors list is a rather cumbersome information device. But this is one of the features of the bill that was recommended. It seems to have some advantages for candidates. There have been some comments about the difficulty of getting the "you vote at card" out in certain areas, and we are looking at that in the hope that we may be able to resolve that difficulty.

**The Chairman:** One last question, Mr. Dick.

• 1555

**Mr. Dick:** Thank you.

I did notice the postal time that it had to be out and I was thinking the post office might have to work miracles. From observing elections over many years, would you not think an ordinary black and white sheet form which would probably come through the electoral officer in the area would not be as attractive and as useful or probably kept as long as one that comes out in colour, as most of the candidates do put them out, delivered door to door, saying "here is your "vote at" card and using that as an entrance? Do you not feel that the one the electoral office might put out would not be as useful?

**Mr. MacEachen:** Well, I think if it contained all the information that would be required for the voter, and if...

**Mr. Dick:** Oh, I am not doubting that.

**Mr. MacEachen:** It may not be as attractive or as useful to the candidate in his electioneering; that is quite possible.

**Mr. Dick:** I meant that because of the nature of the two different ways of advertising or putting it out one was apt to be kept whereas the one that just comes in black and white from the electoral office, at an expense which I understand might be in the neighbourhood of \$2 million, is probably going to end up in the garbage along with all the other junk mail that you get.

**Mr. MacEachen:** Well, probably. I am sure some of my literature goes in the garbage and some does not.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Mr. Chairman, I have a number of questions. I should say that the more I look at this bill the more I become concerned that there are a lot of loopholes. It is almost a mare's nest of problems and tangles that we have to sort out.

[Interpretation]

**M. MacEachen:** La raison émane soit du Comité Barbeau ou du Comité spécial. Je crois que c'est le Comité spécial qui a déclaré qu'il s'agissait là d'une dépense assumée par les candidats et que l'on devrait obliger l'officier d'élection à émettre ces cartes. On réglerait ainsi le fardeau des candidats et on faciliterait les choses.

**M. Dick:** N'est-il pas exact de dire que dans les zones urbaines l'officier d'élection appose une liste des électeurs en certains endroits indiquant en tête de liste l'endroit où voter. Ainsi, lorsque l'officier d'élection envoie une invitation à voter, il double la tâche qu'il a déjà faite en envoyant les listes préliminaires d'électeurs.

**M. MacEachen:** La liste électorale est un document d'information plutôt encombrant. Cette caractéristique du bill fait toutefois suite à des recommandations et elle semble comporter certains avantages pour les candidats. Certains ont fait remarquer qu'il est difficile de distribuer des notifications de scrutin dans certaines régions et nous étudions cette question dans l'espoir de pouvoir résoudre ce problème.

**Le président:** Une dernière question, monsieur Dick.

**M. Dick:** Merci.

J'ai remarqué quels étaient les délais postaux requis et je me suis dit que les postes devraient peut-être accomplir des miracles. D'après votre longue expérience électorale, ne croyez-vous pas qu'une formule ordinaire imprimée en noir et blanc qui vous serait probablement expédiée par le président d'élection de votre région ne serait pas aussi attrayante et aussi utile, ou conservée aussi longtemps qu'une formule en couleur, comme celles que distribuent les candidats de porte-à-porte, lesquelles disent aux gens: «Voici votre notification de scrutin» et qui servent de cette excuse pour entrer chez les gens? Ne croyez-vous pas que la carte publiée par le président d'élection serait aussi utile?

**M. MacEachen:** Eh bien, je crois que si elle contenait tous les renseignements nécessaires à l'électeur et si...

**M. Dick:** Oh, je n'en doute pas.

**M. MacEachen:** Elle ne serait peut-être pas aussi attrayante ou aussi utile au candidat dans sa campagne; cela est fort possible.

**M. Dick:** Je voulais dire que, par la nature différente de ces deux cartes au niveau de la publicité ou de la production, l'une serait conservée alors que la carte imprimée en noir et blanc par le bureau d'élection, à un coût qui, je crois comprendre, devrait atteindre les 2 millions de dollars, va probablement se retrouver dans la poubelle avec le reste du courrier inutile que reçoivent les gens.

**M. MacEachen:** Probablement. Je suis certain qu'une partie de ma documentation va à la poubelle et qu'une partie est conservée.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Monsieur le président, j'ai un certain nombre de questions à poser. Je dois préciser que plus j'étudie ce bill, plus je m'inquiète des échappatoires qu'on y trouve. Ce bill est une pléthore de problèmes et de complications qu'il nous faudra résoudre.



## [Texte]

On page 7, there is a provision which says:

13.2 (1) The chief agent of any registered party that, through registered agents or other persons acting on behalf of the registered party, ...

... in effect cannot incur expenditures which exceed in the aggregate the amount determined by ...

That provision is designed to set a limit on the party. Can the phrase:

... other persons acting on behalf of the registered party ...

be interpreted to mean my official agent? If so, does that not place an aggregate limit upon a national party, including both the expenditures that the national party might make and the expenditures that 264 local candidates might make?

**Mr. MacEachen:** Well it is not intended to include an official agent.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** But I wonder if the phraseology does.

**Mr. MacEachen:** Maybe we could look at that, Mr. Clark.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** To revert to a question raised this morning when the accountants were before us, can you tell me why there is no provision in the bill for an audit of contributions?

**Mr. MacEachen:** Well, there is not in this bill. There is an amendment that I hope somebody will be moving to provide that symmetry as between parties and candidates.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** So that there will be an audit of contributions.

**Mr. MacEachen:** Just as there will be of expenses.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Are you proposing any amendment, or do you have any device that will meet the problem of contributions by trustees, or by persons who are making contributions in effect in the names of others, in effect blind contributions?

**Mr. MacEachen:** No, there is no provision that I could devise to prevent that.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Was it a problem of devising?

• 1600

**Mr. MacEachen:** I thought that if you closed off, said no contributions from trusts, you would really have to go behind so many corporations and so on. In other words, you would be tracking all the way down.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** But that does leave, and I appreciate the difficulty, a very severe weakness in the bill, a weakness in effect or at least in reputation.

**Mr. MacEachen:** It may be that a trust account could be opened and persons would contribute to the account and the account would contribute to the candidate and the party. I concede that that possibility exists within the bill. I believe also an extensive use of that device would probably be noticed and probably be closed off. Probably there will develop, as time goes on, areas in this bill where amendments will be required.

## [Interprétation]

A la page 7, on peut lire l'article suivant;

13.2 (1) L'agent principal de tout parti enregistré qui, par l'intermédiaire d'agents enregistrés ou d'autres personnes agissant au nom du parti enregistré, ...

... ne peut en fait encourir des dépenses dont le total excède le montant obtenu en ...

Cette disposition veut limiter les dépenses d'un parti. Est-ce que le membre de phrase:

... ou d'autres personnes agissant au nom du parti enregistré ...

peut être interprétée comme signifiant mon agent officiel? Dans l'affirmative, ceci n'impose-t-il pas une limite totale au parti national, comprenant tant les dépenses faites par le parti national que les dépenses des 264 candidats locaux?

**M. MacEachen:** Eh bien, nous n'avions pas l'intention de comprendre l'agent officiel.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je me demande toutefois si la formulation ne l'inclut pas.

**M. MacEachen:** Nous pourrions peut-être étudier cette question, monsieur Clark.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Pour en revenir à une question posée ce matin alors que les comptables comparaissent devant nous, pouvez-vous me dire pourquoi le bill ne prévoit pas une vérification des contributions?

**M. MacEachen:** Le bill ne prévoit pas cela. J'espère que quelqu'un proposera un amendement qui permettra d'assurer cette symétrie entre les partis et les candidats.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Il y aura donc vérification des contributions.

**M. MacEachen:** Tout comme il y aura vérification des dépenses.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Allez-vous proposer un amendement, existe-t-il un mécanisme qui permette de régler le problème des contributions par des fiduciaires, ou par des personnes qui en fait font des contributions au nom d'autres personnes, en d'autres termes des contributions occultes?

**M. MacEachen:** Non, il m'est impossible de rédiger un article pouvant empêcher cela.

**M. Clark (Rocky Mountain):** S'agit-il d'un problème de rédaction?

**M. MacEachen:** J'étais d'avis que si l'on interdisait les contributions de sociétés de fiducie, il faudrait enquêter à propos de tellement de sociétés. En d'autres termes, il y aurait enquête à tous les paliers.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Il n'en reste pas moins, et je comprends la difficulté, que le bill présente une lacune très grave, sur le plan de ses conséquences ou du moins de son renom.

**M. MacEachen:** Il se peut qu'on assiste à l'ouverture d'un compte de fiducie alimenté par certains particuliers et destiné à financer le candidat et le parti. Je conçois que cette possibilité peut exister dans le cadre du projet de loi. Je crois également qu'une utilisation poussée de ce dispositif ne passerait pas inaperçue et que des mesures seraient probablement prises pour pallier la situation. Dans le cadre du projet de loi, il se peut que surgissent ultérieurement des secteurs de préoccupation nécessitant la présentation d'amendements.

[Text]

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Assuming this is ready for the next election, we could be going into that election with a very large loophole in the bill.

**Mr. MacEachen:** I conceded your point. As I understand the bill, it is a loophole in the sense that if several people gathered to use a trust to contribute, their identity would not necessarily be disclosed, except in so far as the trust account is concerned.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** There is another, probably technical matter that I see the accountants raised this morning. Proposed Section 13.3(2), on page 8, allows, as I read it, a candidate to serve as auditor for a national party.

**Mr. MacEachen:** You can work at it indefinitely and you will find new things to close off, I am sure.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Do you have any proposals, in your amendments or anywhere else, that will help us define volunteers?

**Mr. MacEachen:** No, I have nothing except a volunteer... It is in the election expenses part and we except, we exclude,—I do not know what the expression is—volunteer something, other than volunteer labour.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** That is still going to cause all sorts of problems.

**Mr. MacEachen:** I think what we are trying to get at is that a person who comes forward and gives his labour without pay to a party is not to be included unless, for example, there were a lateral transfer of people on the payroll of a private organization who would work in the party organization or for the candidate. That would certainly be included as part of election expenses.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** What about somebody who is self-employed?

**Mr. MacEachen:** Take, for example, a frequent case, that of a lawyer who is in his office and goes out for a week to work for you in your election. That is volunteer labour under the concept of this bill because he is not being recompensed from any source.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** What about an accountant who works for me as an auditor?

**Mr. MacEachen:** I believe someone asked this morning if the auditor's pay would be part of election expenses. I do not know if we have covered that, but it is a good question that we would have to be explicit upon.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** That is a matter that bothers a lot of us, and I think we will come back to it.

I am sorry to jump around on this. On page 13, proposed Section 13.7(b), there is a very interesting word, "procures", in relation to advertisements and to the 29-day period. I am particularly concerned about weekly newspapers. Does that, as it reads, prohibit the arrangement for an advertisement in a weekly newspaper?

[Interpretation]

**M. Clark (Rocky Mountain):** A supposer que tout soit prêt pour la prochaine élection, nous pourrions aborder cette dernière munis d'un projet de loi présentant une échappatoire extrêmement évidente.

**M. MacEachen:** Je suis d'accord avec vous. Selon moi toutefois, il s'agit d'une échappatoire dans la mesure où, si plusieurs particuliers viennent à utiliser une fiducie pour alimenter une caisse, leur identité ne sera pas nécessairement dévoilée, sauf pour ce qui est du compte de fiducie proprement dit.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Il y a, je vois, une autre question assez technique que les comptables ont évoquée ce matin. L'article 13.3 (2), qui figure à la page 8 du projet de loi, permet d'après moi à un candidat de faire fonction de vérificateur pour un parti national.

**M. MacEachen:** Quoi qu'il en soit, vous pouvez améliorer le libellé tant que vous voulez, vous trouverez toujours une faille.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Auriez-vous une proposition à formuler, dans nos amendements par exemple, qui nous permettrait de définir les bénévoles?

**M. MacEachen:** Non, si ce n'est qu'un bénévole... il s'agit de la partie consacrée aux dépenses électorales et nous excluons,—je ne sais pas exactement quelle est l'expression utilisée,—le bénévolat à l'exception du travail bénévole.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Cela va néanmoins susciter divers problèmes.

**M. MacEachen:** Je pense que nous essayons de faire en sorte qu'un particulier qui se présente et offre gratuitement ses services à un parti ne soit pas visé par le projet de loi à moins qu'il y ait, par exemple, un transfert latéral d'employés émargeant aux feuilles de paye d'une organisation privée et qui pourraient travailler au sein de l'organisation du parti ou pour un candidat. Cela devrait sans nul doute figurer dans la partie consacrée aux dépenses électorales.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Et les indépendants dans tout cela?

**M. MacEachen:** Prenez le cas fréquent d'un avocat qui abandonne son bureau pendant une semaine pour travailler pour un candidat lors des élections. Il s'agit d'un travail bénévole dans le cadre de notre projet de loi, car ce particulier ne sera récompensé d'aucune façon.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Et dans le cas du comptable qui travaille comme vérificateur pour mon compte?

**M. MacEachen:** Quelqu'un a demandé, je crois, ce matin si le salaire du vérificateur ferait partie des dépenses électorales. Je ne sais pas si nous avons répondu à la question, mais il s'agit d'une question excellente que nous devrions préciser.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Cette question préoccupe bon nombre d'entre nous, et à mon avis nous y reviendrons.

Je suis désolé de vous faire passer ainsi sans cesse d'une partie à l'autre du projet de loi. A la page 13, l'article 13.7 b) comporte une expression très intéressante, l'expression «fait obtenir», à propos de la publicité et de la période de 29 jours. Le problème des hebdomadaires me préoccupe tout particulièrement. L'article interdit-il de prévoir la publication d'une annonce dans un hebdomadaire?

[Texte]

In other words, prohibits the arrangement any time before 29 days before the election.

**Mr. MacEachen:** It is not intended to.

• 1605

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I wish you would have your officials take a look at the...

**Mr. MacEachen:** It is not intend to prohibit the arrangement.

**Mr. Dick:** Could I have a supplementary on that.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** That would apply to weekend supplements as well as weekly newspapers.

**Mr. MacEachen:** Yes.

**Mr. Dick:** Mr. MacEachen, one thing that was brought up: Would you be looking at rural ridings which are spread out? In some areas you have to be nominated earlier and they might have a meeting in a remote locality before the 29 days. Would you be averse to an amendment which would allow a notice to go into a paper that there will be a meeting, not saying "Vote for Joe Blow" but "Joe Blow the ex-candidate shall have a meeting at Holy Forks Corners at such and such a time; come and hear him."

**Mr. MacEachen:** As you put it, I would not be averse to that amendment. I think if you made that amendment you would have to consider all the other situations that might arise in the same period but an exception might be justified. They only exceptions we have made is to provide for the advertising for a nominating convention and no others.

**Mr. Dick:** Now, in big rural ridings—I am concerned about this—it is a necessity.

**Mr. MacEachen:** I understand and if we can think of any kind of further workable exceptions, I would look at them. When does the campaign start? You just have a little bit of it and then you get going on the twenty-ninth day...

**Mr. Dick:** When your leader is crossing the country, say he is going to be in Calgary, you might want to make an announcement that Mr. X is going to be in Calgary. They do that before four weeks usually.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I should interject to say that things are not so bad yet in Alberta that you have to introduce your leader as Mr. X in Calgary.

As my last question, I would like to refer to a matter that was raised I think in passing this morning by the accountants and I think its significance struck me only later. If I interpreted their suggestion correctly, it was that one means of controlling a potential abuse by corporate donors might be to remove the limit on deductibility because there would then be an incentive to report all contributions rather than simply those below a certain figure. I wonder if any thought has been given to that or what your reaction to that would be. The suggestion as I say came from them this morning.

[Interprétation]

En d'autres termes, cet article interdit-il toute disposition prise avant la période de 29 jours qui précède les élections?

**M. MacEachen:** Il ne vise pas ce but.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je souhaiterais que vous demandiez à un de vos fonctionnaires d'envisager...

**M. MacEachen:** La loi n'a pas pour objet d'interdire des dispositions de ce genre.

**M. Dick:** Pourrais-je poser une question supplémentaire à ce sujet?

**M. Clark (Rocky Mountain):** Et cela s'applique aux suppléments hebdomadaires tout comme aux hebdomadaires proprement dits.

**M. MacEachen:** C'est exact.

**M. Dick:** Monsieur MacEachen, on a également demandé si vous envisageriez le cas des circonscriptions rurales qui sont plus étendues. Dans certaines régions, les candidats doivent être nommés plus tôt et il se peut qu'une réunion soit organisée dans une localité éloignée avant le début de la période de 29 jours. Vous opposeriez-vous à la présentation d'un amendement qui permettrait la publication dans un journal d'un avis de convocation à une réunion qui ne dirait pas précisément «Votez pour un tel» mais plutôt «Un tel, le candidat sortant, tiendra une réunion à Perpette-les-Oies à telle date: ne manquez pas de venir l'écouter.»

**M. MacEachen:** Je ne m'opposerais pas à un amendement présenté comme vous l'avez exprimé. A mon avis, si vous présentez un amendement de ce genre, il vous faudra envisager toutes les autres situations qui pourraient se produire au cours de la même période, mais pour certaines desquelles des exceptions pourraient se justifier. Les seules exceptions que nous avons prévues visent la publicité pour un congrès de mise en candidature et rien d'autre.

**M. Dick:** Mais pour les grandes circonscriptions rurales—et cela me préoccupe beaucoup—c'est une nécessité.

**M. MacEachen:** Je comprends le problème et si nous pouvons arriver à définir d'autres types d'exceptions possibles, nous allons nous pencher sur le problème. Quand la campagne commence-t-elle? Assez lentement d'abord, et puis vous lancez toutes vos forces le vingt-neuvième jour...

**M. Dick:** Lorsque votre chef visite le pays et se rend, disons, à Calgary, il se peut que vous préféreriez annoncer qu'il va se rendre à Calgary. Et c'est ce qu'on fait généralement avant la période de quatre semaines.

**M. Clark (Rocky Mountain):** J'aimerais intervenir ici pour dire que les choses ne vont pas encore à ce point mal en Alberta qu'il vous faille présenter à Calgary votre chef en utilisant un pseudonyme.

Pour ma dernière question, j'aimerais revenir à une question qui a été, je crois, évoquée en passant ce matin par les représentants des comptables et dont la portée ne m'a vraiment frappé que plus tard. Si j'ai bien interprété la proposition de l'Institut, l'une des manières de contrôler les abus qui pourraient être commis par les sociétés donatrices pourrait consister à supprimer le plafond de déductibilité aux fins de l'impôt, car il y aurait alors un encouragement poussant les gens à déclarer toutes leurs contributions aux caisses électorales, plutôt que simplement les contributions inférieures à un certain montant. Je me demande si vous avez envisagé d'une manière ou d'une autre la question, ou quelle serait votre réaction à ce sujet.



[Text]

**Mr. MacEachen:** As I understand their suggestion, I would be opposed to that.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** For what reasons?

**Mr. MacEachen:** Because I think at least one thrust of the tax deductibility feature, aside from making the process of giving to political parties more legitimate, is to encourage giving among smaller contributors.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** But do you discourage that by encouraging larger contributors to reveal the full extent of their contribution?

**Mr. MacEachen:** Large contributors under the terms of the bill will be obliged to disclose whether or not they have received tax deductions.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** But what they could do is find a number of routes through front groups as are provided for on page 25 of the bill or through payouts to employees who could then make contributions of less than \$100 in their own right or through various kinds of trust. There are ways that could be found around the present provision. You have admitted earlier the great difficulty, and I agree, in trying to head that off directly. The suggestion that the accountants brought forward was that we might head that off positively, in effect, by an incentive to disclose.

**Mr. MacEachen:** In other words, by making...

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** By letting them allow tax deductions or extending tax deductibility to a wider range of contribution.

• 1610

**Mr. MacEachen:** I have not thought about it. I am not sure whether the absence of the tax deductibility, you know...

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I am not sure of its implications, either.

**Mr. MacEachen:** I am not sure it would make people more ready to disclose if they are inherently reluctant to disclose. If they had a tax deduction would they say, "Well, because we have the tax deduction we will disclose." I do not know.

**The Chairman:** I am sorry. It is a very interesting line of questioning. That is why I allowed you three more minutes.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Fine. Might I just close then by requesting that you consult with the accountants who made the suggestion?

**Mr. MacEachen:** Yes.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Fine.

[Interpretation]

C'est une proposition qui, je le rappelle, a été formulée ce matin.

**M. MacEachen:** Si j'ai bien compris cette proposition, je devrais m'y opposer.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Pourquoi?

**M. MacEachen:** Parce qu'à mon avis l'un des principaux éléments positifs du facteur de déductibilité fiscale, outre une légitimisation plus poussée des contributions aux caisses des partis politiques, consiste à encourager les dons des petits cotisants.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Mais découragez-vous cela en encourageant les gros cotisants à dévoiler sans réserve le montant de leurs contributions?

**M. MacEachen:** Les gros cotisants seront obligés, aux termes de la loi, de révéler s'ils ont bénéficié oui ou non de déductions d'impôts.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Mais ce qu'ils pourraient faire, c'est découvrir grâce à des associations de façade comme on le prévoit à la page 25 du projet de loi, ou grâce à des sommes remises à des employés qui eux pourraient de plein droit faire des contributions de moins de \$100, ou encore grâce à différents types de fiducies, des moyens de contourner cette disposition. La disposition actuelle peut facilement être ainsi contournée. Vous avez déjà reconnu qu'il était extrêmement difficile, et je suis tout à fait d'accord avec vous à ce sujet, d'essayer de s'opposer de front à cette possibilité. Selon l'Institut des comptables, il est possible de pallier cette situation de manière directe tout autant que positive grâce à un dispositif qui encouragerait les cotisants à dévoiler...

**M. MacEachen:** En d'autres termes, en rendant...

**M. Clark (Rocky Mountain):** En leur permettant de bénéficier de déductions d'impôt ou en élargissant la gamme des déductions de manière à englober d'autres types de contributions.

**M. MacEachen:** Je n'y avais pas songé. Je ne suis pas certain que le fait de ne pas obtenir une réduction d'impôt, vous savez...

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je ne suis pas sûr de ces implications non plus.

**M. MacEachen:** Je ne suis pas persuadé que les gens seront plus disposés à faire des déclarations si intrinsèquement ils s'opposent à le faire. S'ils avaient une réduction d'impôt, ils déclareraient plus facilement ce qu'ils ont versé. Je ne sais pas.

**Le président:** Je regrette. Cette suite de questions est très intéressante. Voilà pourquoi je vous ai accordé trois minutes supplémentaires.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Bon. Puis-je conclure en vous demandant que vous consultiez mes comptables qui ont fait cette proposition?

**M. MacEachen.** Oui.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Bon.



[Texte]

**Mr. Chairman:** Mr. Blaker.

**Mr. Blaker:** Thank you, Mr. Chairman. I might mention that this subject of front men making contributions came up this morning, and I think it worthy of note that it is extremely simple to amend the act to preclude donations by other than principals. The only trouble is we would be spending millions of dollars and millions of man-hours trying to track down who are behind the front men and there just does not seem to be any way at all of stopping them. I cannot think of any way, in any event.

**Mr. MacEachen:** has any thought been given to the possibility of outlawing contributions by aliens, non-residents?

**Mr. MacEachen:** Thought was given to that, yes.

**Mr. Blaker:** Would you like to take that subject further and perhaps indicate why we have not excluded non Canadian resident individuals or corporations from making donations to Canadian politics?

**Mr. MacEachen:** I think we had some real problems defining that particular source in a proper way. I must say my own feeling was that if political parties were ready to accept donations from nonresidents and disclose them, well, they could take the flak if there were any flak from the public. If there were, then people would know where the money was coming from, and there it was. If it is bad for a party to take money from a nonresident, then it would be disclosed and the public could judge the party. I thought that was a much better way of doing it than prohibiting it.

**Mr. Blaker:** On the subject of the reporting on the basis of the fiscal period of the registered parties, would it not be profitable from the public point of view to have a common fiscal period for all registered parties?

**Mr. MacEachen:** It might be. It might be more convenient from the public point of view. We thought the parties ought to be allowed to determine their own fiscal period. There are three or four parties and it will not be all that complicated. However, I think we could look at that.

**Mr. Blaker:** I think this subject has arisen before and I hope I am not being repetitive, but regarding a refund of \$250 plus travelling expenses to a candidate who certainly after the election could possibly be described as nothing more than a nuisance candidate, has any further thought been given to the possibility that some percentile of the vote must be obtained before a candidate can qualify for any refund of expenditures?

**Mr. MacEachen:** For the big reimbursement, he has to get 20 per cent.

**Mr. Blaker:** Yes. I have run into the type of individual who will gladly spend \$200 to have his name in the public eye to one degree or another for a period of two months and then be reimbursed \$250 at the end of that period plus some travelling expenses.

**Mr. MacEachen:** I think the policy interest behind that proposal was to guarantee that every candidate would make a return.

[Interprétation]

**Le président:** Monsieur Blaker.

**M. Blaker:** Je vous remercie, monsieur le président. Je pourrais peut-être mentionner que ce sujet des hommes de premier plan faisant des contributions a été soulevé ce matin; il est utile de noter qu'il est extrêmement simple d'amender la loi pour empêcher que les dons soient faits par d'autres que les principaux. La seule difficulté qu'ils nous présentent c'est que nous dépenserions des millions de dollars pour essayer de retracer qui appuie ces hommes de premier plan et il ne semble pas y avoir de façon pour les empêcher. De toute façon, je ne conçois aucun moyen.

**Monsieur MacEachen:** a-t-on songé à la possibilité de rendre illégales les contributions faites par les étrangers, les non-résidents?

**M. MacEachen:** Oui, on y a songé.

**M. Blaker:** Pourriez-vous pousser le sujet un peu plus à fond et nous indiquer pourquoi nous n'avons pas empêché les particuliers qui ne sont pas des résidents canadiens où les sociétés doivent faire des dons aux partis politiques canadiens?

**M. MacEachen:** Je pense que nous aurions beaucoup de mal à définir judicieusement cette source particulière. J'avoue que nos propres sentiments étaient que si les partis politiques étaient disposés à accepter les dons des non-résidents et à les déclarer ils pourraient accepter le jugement du public au besoin. Si le public réagissait au moins il saurait d'où proviennent ces fonds. S'il n'est pas bon qu'un parti accepte l'argent d'un non-résident cela devrait être déclaré et le public pourrait juger le parti. Je croyais que cette façon de procéder était supérieure à l'interdiction.

**M. Blaker:** L'égard à l'exercice en fonction de la période fiscale des partis enregistrés, ne serait-il pas profitable du point de vue de la population d'avoir une période fiscale commune pour tous les partis enregistrés?

**M. MacEachen:** C'est possible. Cela serait peut-être plus commode du point de vue de la Population. Nous étions d'avis que les partis devaient pouvoir déterminer leurs propres périodes fiscales. Il y a trois ou quatre partis et cela ne sera pas très compliqué. Toutefois, je pense qu'on pourrait y réfléchir.

**M. Blaker:** Je pense qu'on a déjà soulevé cette question et j'espère que je ne ferai pas de répétition mais eu égard au remboursement des \$250 en plus des dépenses de voyage effectuées à un candidat qu'on pourrait certainement décrire après l'élection comme étant rien de plus qu'une perte de candidat a-t-on songé à nouveau à la possibilité qu'un candidat doive obtenir un certain pourcentage des votes avant de pouvoir être admissible à tout remboursement des dépenses?

**M. MacEachen:** Pour le gros remboursement, il doit obtenir 20 p. 100 des votes.

**M. Blaker:** Oui. J'ai rencontré ce genre d'individu qui est fort heureux de dépenser \$200 pour que son nom soit plus ou moins connu du public pendant deux mois pour être ensuite remboursé \$250 en plus des dépenses de voyage à la fin de cette période.

**M. MacEachen:** Je pense que l'intérêt de cette politique sous-jacente à cette proposition était de garantir que chaque candidat devait faire sa déclaration.

[Text]

**Mr. Blaker:** It is a point that we are encouraging the nuisance factor amongst the public.

What about the business of publicizing the candidate's expenditures? Would it not be worthwhile to have that handled by the returning officer, the Chief Electoral Officer, on the same day, all across Canada? Because of his situation and because he has the administrative capacity, he would be able to ensure that the form is in the right order, that it is given the proper space, and that it is placed in the correct papers. Perhaps he might even do so at his own expense. This is somewhat along the same lines as the "You Vote At" cards. This is in the public interest and might be better handled by a single administration.

**Mr. MacEachen:** As I understand the present law, the returning officer for each electoral district is obligated to publish, in a certain form, particulars about the expenses or payout of a candidate. You are suggesting that the ...

• 1615

**Mr. Blaker:** There is some variation in that, and the method of its presentation in the local newspapers varies from one candidate to another and from one riding to another. I think the media, for example, would be very interested if the expenditures of candidates across the country were handled by one central organization, in the sense of their publicizing ...

**Mr. MacEachen:** Offhand I should think it would be tough to get the Chief Electoral Officer to undertake that for ...

**Mr. Blaker:** Budgetary reasons?

**Mr. MacEachen:** For simple convenience. It seems much more sensible for the returning officer in each electoral district to have the responsibility of publishing the relevant facts about the candidates and their expenses. We have looked at the forms, generally, that have been put out by the returning officers in the country; the facts they give are pretty good, pretty intelligible.

**Mr. Blaker:** A last question—just an expression of a hope on my part. In view of the intention here to involve the public more, through the small donations and through the publicity, is there some expectation that a booklet will eventually be made available to the citizens at large, presumably through the Queen's Printer, and in nonlegalese? Will there be a booklet to explain whatever is the eventual outcome of this bill, make clear to people how they can become involved, how candidates become involved, what expenses there are and so forth?

**Mr. MacEachen:** I do not know how the educational or publicity job is going to be done, but there will be a major necessity following the adoption of the bill to inform party organizations potential candidates and the public as to the new regime.

I agree with you that there is a necessity to do it. Probably the person best equipped to do that would be the Chief Electoral Officer. I am sure the political parties will have to take a look at this bill, and tell their adherents what is in it and what they have to live by.

[Interpretation]

**M. Blaker:** Il demeure que nous encourageons les véritables fléaux sociaux dans la société.

Et que dire de cette affaire de publicité autour des dépenses du candidat? Ne serait-il pas utile que ces dépenses soient traitées par le président des élections, le directeur général des élections le même jour dans tout le Canada? En raison de son poste et de sa capacité administrative, il pourrait s'assurer que la formule est en ordre, qu'on lui a accordé l'espace pertinent et que tout est placé dans les bons dossiers. Il pourrait peut-être même le faire à ses propres frais. C'est à peu près dans la même suite d'idées que les cartes «vous votez». C'est dans l'intérêt public que cette affaire serait peut-être le mieux réglée par une seule direction.

**M. MacEachen:** Si je ne m'abuse, selon la loi actuelle, le scrutateur de chaque circonscription électorale est obligé de publier, sous une forme quelconque, des précisions au sujet des dépenses ou des sommes versées à chaque candidat. Vous proposez alors que ...

**M. Blaker:** Cela se fait de diverses façons, et la méthode de publication dans les journaux locaux varie d'un candidat à l'autre et d'une circonscription à l'autre. Par exemple, les media d'information accueilleraient d'un bon œil que les dépenses encourues par les candidats d'un bout à l'autre du pays soient prises en main par un organisme central, en ce sens que leurs publications ...

**M. MacEachen:** A première vue, il me semble que ce serait difficile pour le directeur général des élections d'entreprendre cela à ...

**M. Blaker:** Pour des raisons budgétaires?

**M. MacEachen:** Simplement pour plus de commodité. Il semble plus raisonnable que les scrutateurs de chaque circonscription électorale aient la responsabilité de publier les faits pertinents au sujet de leurs candidats et de leurs dépenses. Nous avons étudié les diverses formules qui ont été émises par les scrutateurs ici au pays; les faits qu'ils nous donnent sont assez justes et aussi assez compréhensibles.

**M. Blaker:** Une dernière question afin d'exprimer l'un de mes espoirs. Compte tenu de l'intention que l'on a de stimuler davantage la participation du grand public, ce qui s'exprime par les petits dons qu'on nous fait et par la publicité, peut-on espérer qu'on fera circuler éventuellement une brochure destinée au grand public en général ce qui se ferait présument par l'entremise de l'imprimeur de la Reine et qui ne renfermerait pas trop de jargon juridique? Peut-on s'attendre à la publication d'une brochure, où l'on expliquerait les objectifs éventuels que l'on se propose avec le présent bill, afin que les gens sachent bien comment participer aux élections, la façon dont les candidats y participent, les dépenses encourues, et le reste?

**M. MacEachen:** Je ne sais trop comment l'éducation du public ou la publicité envers eux se fera, mais il sera vraiment nécessaire à la suite de l'adoption de ce bill, d'informer les organismes politiques, les candidats éventuels, et le public en général au sujet de ce nouveau régime.

Je suis d'accord avec vous pour déclarer que cela est nécessaire. La personne la plus apte à ce faire serait le directeur général des élections et je suis certain que les partis politiques devront jeter un coup d'œil sur le bill pour ensuite faire part à leurs adhérents quels sont les objectifs visés par ce bill et quelles en seront les conséquences.

[Texte]

**Mr. Blaker:** Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. O'Connor.

**Mr. O'Connor:** Mr. Minister, in our discussions this morning with representatives of the CICA many areas in the accounting sections of the bill appeared to be lacking in definition, particularity, and in information on how to proceed. They pointed out, and our questions pointed out, many accounting pitfalls and problems and unanswered questions. In an attempt to answer some of these questions and to solve some of these problems they indicated that they, in conjunction with a group of advisers or consultants to your office, were preparing a package of accounting procedures. The package will be distributed to candidates and parties at election time to assist in interpretation of the accounting sections. Could you elaborate on what this package of procedures or suggestions amounts to, whether it will be mandatory or whether there will be guidelines only?

**Mr. MacEachen:** We have no such program in mind.

**Mr. O'Connor:** I may have misinterpreted what they said, but they . . .

**Mr. MacEachen:** We have had the representations of the chartered accountants and we shall be proposing some amendments to clarify and to put the language of the bill more in accordance with modern terminology and with accounting practice. We think we can meet not all, but most of their proposals.

**Mr. O'Connor:** It may have been that they were consulting with the Chief Electoral Officer. In any event, if they are proposing, as they call it, a package of procedures, surely it should be included by way of amendment in the act itself, or perhaps by way of regulation in the act, rather than having it foisted upon candidates at election time.

**Mr. MacEachen:** I would have to explore that further, Mr. O'Connor.

• 1620

**Mr. O'Connor:** Yes. The problem, of course, that it is very significant, is how these proposed sections will be interpreted, and I think we should have a run through right now and then take a look at what they had in mind in this respect, but if you are not aware of them I suppose we cannot pursue that at this time. That is all I have Mr. Chairman, unless the Minister wants to reply.

**The Chairman:** Mr. Howard.

**Mr. Howard:** Mr. Chairman, the Minister said a number of times that he is working on the preparation of amendments. Could he give us some indication when they might be ready, either in serial form or in total?

**Mr. MacEachen:** I thought before we adjourned that I would give you the amendments I have in mind and you could take them.

[Interprétation]

**M. Blaker:** Merci, monsieur le président.

**Le président:** Monsieur O'Connor.

**M. O'Connor:** Monsieur le ministre, lors de notre discussion ce matin avec les représentants de la CICA on s'est aperçu que les dispositions du bill au sujet de la comptabilité manquaient de précision particulièrement en ce qui regarde aux renseignements à fournir et sur la façon de procéder. Ces représentants ainsi que les questions que nous leur avons posées ont fait ressortir les dangers, les problèmes et les questions non répondues dans le domaine de la comptabilité. Afin d'essayer de répondre à certaines de ces questions et de résoudre certains de ces problèmes, ces représentants en accord avec un groupe de conseillers faisant partie de votre bureau ont préparé des formules de comptabilité. Cet ensemble de formules sera distribué aux candidats et aux partis politiques en temps d'élection pour leur aider à interpréter les dispositions de la loi sur la comptabilité. Pourriez-vous élaborer davantage sur cet ensemble de procédures et de propositions et nous dire si celles-ci seront obligatoires ou bien si elles nous seront proposées simplement à titre de ligne de conduite?

**M. MacEachen:** Nous n'avons aucun programme de ce genre à l'esprit.

**M. O'Connor:** J'ai peut-être mal interprété ce que ces personnes ont dit, mais elles . . .

**M. MacEachen:** Nous avons eu le témoignage de comptables agréés et nous avons l'intention de proposer certains amendements afin de clarifier le texte du bill pour qu'il soit davantage en accord avec la terminologie et les méthodes de comptabilité en usage à l'heure actuelle. Nous pourrions ainsi satisfaire la plupart de leurs propositions, sinon toutes.

**M. O'Connor:** Il se peut que ces personnes aient été en consultation avec le directeur général des élections. A tout événement, si elles proposent comme on l'a déclaré un ensemble de procédures, il faudrait sûrement que celles-ci soient comprises dans le texte du bill sous forme d'amendements ou sous forme d'un règlement faisant partie de la loi plutôt que d'imposer cette façon de procéder aux candidats durant le temps des élections.

**M. MacEachen:** Il faudrait que j'étudie davantage cette question, monsieur O'Connor.

**M. O'Connor:** Il est certain que la chose la plus importante c'est de savoir comment ces dispositions de la loi seront interprétées et à mon avis il faudrait dès maintenant les mettre à l'épreuve pour voir ce que ces personnes avaient à l'esprit à ce sujet, quoique si vous ne connaissez pas, je suppose qu'il ne vaut rien d'essayer de poursuivre en ce sens. C'est tout ce que j'avais à dire, monsieur le président, à moins que le ministre veuille répliquer.

**Le président:** Monsieur Howard.

**M. Howard:** Monsieur le président, le ministre a dit à plusieurs reprises, qu'il s'occupe de la préparation de nouveaux amendements. Le ministre pourrait-il nous dire quand ceux-ci seront prêts soit en partie soit en totalité?

**M. MacEachen:** Avant l'ajournement de la séance je vous donnerai ces amendements et vous pourrez y jeter un coup d'œil.



[Text]

**Mr. Howard:** Fine.

**Mr. MacEachen:** They will be available in both English and French and they deal with some of the suggestions. I have not been able to fully talk over all the suggestions made by the Chief Electoral Officer, but they refer to some of his proposals, they refer to some of our own and they refer to some of the proposals made by the chartered accountants. We will give you those before we break up so you will have a chance to look at them.

**Mr. Howard:** Fine. It would be helpful if we knew what we are likely to be doing the next time around.

There is something else I would like to inquire about. When the gentlemen from the Canadian Institute of Chartered Accountants were here this morning we got into a discussion about what the fees might be with respect to a candidate's appointment of an auditor, and the gentlemen were reluctant to spell out what an estimate of that fee might be. However, we did get the general indication, with respect to a rural riding where there might be four or five campaign committee rooms spread over distances of 200, 300 or 400 miles from one another, as the case may be, that those fees might range from \$2,000 to \$3,000. I wonder if any thought had been given in the preparation of the bill as to what the cost to a candidate might be with respect to fees for an auditor and whether or not there was any relationship between what the auditor's fees might cost and what the reimbursement might be. In other words, was one designed to deal with the other partially?

**Mr. MacEachen:** As I understand it, in the bill we provide for \$250 to assist in the compensation of the auditor, and it reflects the Committee's recommendation, and possibly my Scottish background, because I thought that was a fair sum.

**Mr. Howard:** Is that all over Nova Scotia?

• 1625

**Mr. MacEachen:** I have not had a chance to read the testimony of the auditors, but, it seems to me that it depends on our concept of an auditor, what we expect an auditor to do. My understanding of the bill is that the obligation to keep truthful records is the official agent's. I never expected that an auditor would have to travel around a constituency checking the posters or finding out how many services were donated, or that he would have to listen to the radio to find out how many spot announcements there were or that he would have to do all this double checking. I understood, and it is my concept of the bill, that under the law the official agent is obligated to keep accurate and truthful accounts, and the auditor then looks at them and gives his comments as to whether the return is fully in accordance with the records that have been kept. That is my general view. I do not want to get cluttered up with more information, because that is my simple understanding of a simple objective. If the Committee is of the view that the auditor will have to become, as it were, a double person to the agent, then I think the function is entirely different. That was not in my concept.

[Interpretation]

**M. Howard:** Très bien.

**M. MacEachen:** Ces amendements qui traitent de certaines des propositions seront disponibles tant en anglais qu'en français. Je n'ai pas été en mesure de discuter pleinement toutes les propositions faites par le directeur général des élections, mais les amendements proposés visent certaines de ces propositions tandis que d'autres se rapportent à mes propres propositions et que d'autres encore se réfèrent aux propositions émises par les comptables agréés. Nous vous donnerons des exemplaires de ces amendements avant l'ajournement de la séance afin que vous puissiez les étudier.

**M. Howard:** Très bien. Il serait utile de savoir ce que nous allons discuter lors de la prochaine séance.

J'aimerais m'enquérir d'un sujet en particulier. Lorsque les représentants de l'Institut canadienne des comptables agréés a témoigné ici ce matin nous avons discuté des honoraires que l'on devrait accorder aux vérificateurs nommés par les candidats et ces représentants ont manifesté leur répugnance à déclarer précisément le chiffre approximatif des honoraires qu'ils réclameraient. Toutefois d'une façon générale, ils estiment que leurs honoraires seront de l'ordre de \$2,000 à \$3,000, lorsqu'il s'agira de circonscriptions rurales, où il se peut qu'il y ait 4 ou 5 salles de comité pour la campagne électorale qui soient éloignées l'une de l'autre sur des distances de 200, 300 ou même 400 milles selon le cas. Je me demandais si dans le texte de ce bill on avait songé à une certaine disposition pour prévoir ce qu'il en coûtera à un candidat en versement d'honoraires pour les services d'un comptable et aussi pour voir s'il y aurait quelque rapport entre les honoraires d'un comptable et la somme du remboursement prévue. Autrement dit, a-t-on prévu que l'une des dispositions puisse couvrir l'autre du moins en partie?

**M. MacEachen:** Si je ne m'abuse, nous prévoyons dans le texte du bill une somme de \$250 en compensation des frais encourus pour le service d'un comptable et cela reflète la recommandation du comité et m'est particulièrement agréable en raison de mes antécédents écossais car je crois que c'est là une somme équitable.

**M. Howard:** Ce sentiment est-il partagé par tous les gens de la Nouvelle-Écosse?

**M. MacEachen:** Je n'ai pas eu l'occasion de lire le témoignage des experts comptables mais il me semble que cela dépend de l'idée que vous vous faites des responsabilités d'un comptable. C'est là mon interprétation du texte du bill; c'est à l'agent officiel de tenir des dossiers véridiques. Je n'ai jamais eu à l'esprit que l'on doit demander à un comptable de voyager un peu partout dans une circonscription pour vérifier les affiches ou pour constater combien de services avaient été donnés; je ne crois pas d'ailleurs que celui-ci ait l'obligation d'écouter la radio pour voir combien on avait accordé de petites annonces publicitaires à l'intention des candidats et dans mon esprit le comptable n'avait aucunement à faire cette vérification. Si j'interprète bien le texte du bill je dirais que selon la loi l'agent officiel est obligé de tenir des comptes exacts et vérifiables et c'est ensuite au tour du vérificateur de les étudier et de donner son opinion pour déterminer si le rapport est pleinement conforme aux dossiers qui ont été tenus. Voilà quel est mon point de vue en général. Je ne veux pas avoir à m'embarasser de renseignements supplémentaires, car c'est là une explication simple d'un objectif simple. Si le comité estime que le vérificateur doit devenir, en quelque sorte, un super-



[Texte]

**Mr. Howard:** I do not think this is particularly the view of the Committee. But I gather that was the view expressed by some of the chartered accountants as to the conception of their function, which might be deemed to be this all-embracing examiner.

There were references to a fellow saying, well, the auditor sees in a committee room a bill-board or a poster. So he is entitled to ask, who pays for that and where did it come from?

**Mr. MacEachen:** That is not the intention and that is not what is in the amendments that we will be proposing at all. I would hope that we would not ask the auditors to do that.

**Mr. Howard:** In the original way that I read the bill, it was, look at the records. You have receipts and the vouchers, and if they truly reflect . . .

**Mr. MacEachen:** Included in the amendments that will go forward will be a clarifying amendment with respect to the auditor's job, and when you look at that you may want to come back at it.

**Mr. Howard:** Right. I was going to follow that up by saying that I hope that whoever does the drafting of this will have a look at the proceedings of this morning.

**Mr. MacEachen:** Yes.

**Mr. Howard:** And the presentation you get from it about what was thought.

I have one thought to pose to you with respect to the pre-29-day advertisements with respect to meetings, the one particularly relating to a nominating convention. There is a problem in large rural areas, as you well realize, between the issuance of the writ and the 29th day before polling day. Does everybody just sort of sit and wait and then suddenly start? No, that is not the way it works. There is a campaign engaged in from the time the writ is issued at least, and meetings are held and so on. And that is the thing that will have to be considered and worked at.

On page 17, with respect to the nominating convention expenditure, which is an exception to the 29-day subscription, the word in there for the "sole" purpose of nominating a candidate, I think, is somewhat restrictive because I know what we do and I am sure other people do the same thing. A nominating convention has subsidiary aspects to it rather than just simply nominating a candidate, picking one by whatever method is chosen, and then adjourning. There is the question of campaign committees. There is the question of budgets. There is the question of quotas of financial arrangements, of campaign literature and techniques, and the like, all of which may or may not be discussed at any given nominating convention. I think the use of the word "sole" would be quite confining in terms of a nominating convention itself. You might look at that perhaps for removal of it.

**Mr. MacEachen:** Okay.

[Interprétation]

viseur de l'agent, alors je pense que les fonctions sont tout à fait différentes. Ce n'était pas ce que je pensais.

**M. Howard:** Je ne pense pas que ce soit là l'opinion du comité. Mais il me semble que c'était plutôt celle exprimée par des experts comptables quant à la conception de leurs attributions, lesquelles conviendraient peut-être à ce poste d'examineur général.

On s'est demandé, par exemple, lorsque le vérificateur voit dans une salle de comité telle affiche ou panneau d'affichage, s'il a le droit de savoir qui finance cela et d'où viennent les fonds?

**M. MacEachen:** Cela n'est pas prévu dans les amendements que nous allons proposer. J'espère ne pas devoir demander au vérificateur de faire cela.

**M. Howard:** Cela était pourtant prévu dans la version originale du bill, vérifiez dans vos dossiers. Si les récépissés et les bordereaux reflètent réellement . . .

**M. MacEachen:** Les amendements présentés seront accompagnés d'un amendement plus précis en ce qui concerne les fonctions du vérificateur, et nous pourrions en discuter à ce moment-là.

**M. Howard:** Bien. J'ose espérer que celui qui rédigera ce bill tiendra compte des débats de ce matin.

**M. MacEachen:** Oui.

**M. Howard:** Et de l'exposé que vous en avez reçu.

Je voudrais vous faire une suggestion à propos des publicités antérieures aux 29 jours en ce qui concerne les réunions, et plus particulièrement les conventions pour la nomination des candidats. Comme vous le savez, un problème se pose dans les zones rurales importantes entre la date d'émission de l'ordonnance et le 29<sup>e</sup> jour précédant le jour de vote. Tout le monde doit-il attendre le jour J pour prendre les débats soudains? Non, je ne pense pas que cela marche ainsi. La campagne est lancée dès l'instant où l'ordonnance est émise, et les réunions sont organisées à partir de ce moment-là. C'est la question que nous devons examiner.

À la page 17, en ce qui concerne les dépenses des congrès pour la nomination des candidats, (il s'agit d'une exception à la règle des 29 jours), le terme «seul» but de nommer un candidat me paraît un peu restrictif car je sais très bien ce que nous faisons et je suis sûr que les autres font la même chose. Un congrès pour la nomination d'un candidat revêt d'autres aspects que celui de cette nomination, et le congrès se termine par le choix d'un candidat, par quelque méthode que ce soit. Il y a aussi la question des comités de campagne ainsi que celle des budgets, celle des contingents financiers, de la propagande et des techniques électorales, etc. . . . Toutes ces questions peuvent être discutées ou non lors d'un congrès pour une nomination. Je pense donc que le terme «seul» est trop restrictif en ce qu'il n'implique que la nomination elle-même. Vous pourriez peut-être songer à supprimer cet adjectif.

**M. MacEachen:** Très bien.

[Text]

The Chairman: Mr. Andre.

Mr. Andre: Mr. Minister, there is this question that Mr. Dick alluded to. Did I get from your comments that you felt it is desirable to have this vote ad card being sent out by the returning officer as a result of submissions from earlier committee deliberations?

Mr. MacEachen: As I recollect, this was a recommendation of a special committee.

Mr. Andre: Do you have any thoughts of why?

Mr. MacEachen: My thoughts are simply that it was an effort to reduce the expenses on a candidate and to do it more efficiently from one source, applicable to all candidates. In other words, the electors will be told once by the returning officer where to vote. Two candidates or five would not have to duplicate that activity and add to their expenses. That is the only reason for it.

Mr. Andre: Why do you feel it necessary to make it an offence for a candidate to send a card out reminding them in bright colours that they vote here and possibly they can get a ride if they are incapacitated?

Mr. Ma-Eachen: Just to stop it.

An hon. Member: Tell the people to walk.

• 1630

Mr. Andre: Do not forget the legitimate part of election campaigning along with brochures and posters and so forth. I just find it intriguing why this aspect should be made...

Mr. MacEachen: That is the only reason I know of. To cut down the expenses for a candidate, get the returning officer to do it. That is all.

Mr. Andre: I do not know; I just offer the comment. I do not know how other constituencies did it but in our budget that particular cost factor was pretty minor in comparison to other things.

Mr. MacEachen: You obviously think it is a pretty good way to get some mileage.

Mr. Andre: We deemed, and I presume most candidates—at least in our area—deemed it to be an effective piece of literature. It was something that perhaps had a little more home life than did some of the fancier and more costly pieces of advertising that we handed out. I am intrigued as to why this was singled out. I am not sure whether we had an answer to this or not, but are auditor's expenses considered an election expense?

Mr. MacEachen: We do not intend to include them.

Mr. Andre: The Chairman's opening question mentioned interest on any loans taken out. Are these election expenses?

The Chairman: I have made a fast calculation and it represents approximately on average, \$100 a month. This could be for four or five months.

[Interpretation]

Le président: Monsieur Andre.

M. Andre: Monsieur le ministre, je voudrais en revenir à la question soulevée par M. Dick. Si j'ai bien compris, vous estimez souhaitable que le vote ad card soit envoyé par le président d'élection à la suite des soumissions résultant des délibérations des comités précédents.

M. MacEachen: Si je me souviens bien, c'était une recommandation d'un comité spécial.

M. Andre: Pouvez-vous me justifier cette recommandation?

M. MacEachen: Je pense que l'on a voulu s'efforcer de réduire les dépenses d'un candidat, et que celles-ci soient couvertes par une seule source offerte à tous les candidats. En d'autres termes, les électeurs seraient informés par le président d'élection où aller voter. Deux ou cinq candidats n'auraient donc pas à faire cette démarche et à l'ajouter à leurs dépenses. Je pense que c'est la seule justification de cette recommandation.

M. Andre: Pourquoi voulez-vous rendre illégal le fait qu'un candidat envoie à ses électeurs une carte rappelant, en couleurs vives, qu'ils doivent voter en tel endroit et qu'ils peuvent obtenir un moyen de transport s'ils sont incapables de s'y rendre?

M. MacEachen: Pour faire cesser ces pratiques.

Un député: Et pour conseiller aux gens de marcher.

M. Andre: N'oubliez pas l'aspect légitime des campagnes électorales que représentent les publications, les affiches etc. Je suis intrigué de voir que cet aspect devrait être...

M. MacEachen: C'est la seule raison que je connaisse. Il faut qu'un agent s'en occupe pour réduire les dépenses des candidats. C'est tout.

M. Andre: Je ne sais pas; c'est un commentaire que je fais. Je ne sais pas comment ont fonctionné les autres circonscriptions, mais, dans notre budget, cet élément était relativement mineur en comparaison avec d'autres facteurs.

M. MacEachen: Vous semblez évidemment considérer que c'est un moyen très pratique pour faire connaître vos idées.

M. Andre: Nous avons considéré, comme, sans doute, la plupart des candidats dans notre région, que c'était un moyen efficace. Cela touchait sans doute le public de manière plus chaleureuse que certaines autres publicités que nous avons faites, plus coûteuses. Je me demande donc pourquoi ceci a été mis à part. Je ne me souviens plus si nous avons eu une réponse à la question que je vais poser, mais j'aimerais savoir si les dépenses du vérificateur sont considérées comme étant des dépenses électorales?

M. MacEachen: Ce n'est pas notre intention.

M. Andre: Dans sa question préliminaire, le président a parlé des intérêts payables sur des emprunts. Ceux-ci constituent-ils des dépenses électorales?

Le président: J'ai fait un calcul rapide, qui m'a permis de découvrir que cela représente approximativement, en moyenne, \$100 par mois. Ceci pourrait s'appliquer à 4 ou 5 mois.

## [Texte]

**An hon. Member:** Or years.

**Mr. Andre:** That is not an election expense. Presumably the nominating meeting expenses associated with that are not election expenses either. Are these expenses that could be paid by the party from funds they have received for which the donors have received a tax credit?

**Mr. MacEachen:** Yes.

**Mr. Andre:** So there could be quite a difference between the funds received by the party or by the constituency association for which the donors received a tax credit and the expenses incurred by the candidate or constituency association.

**Mr. MacEachen:** Yes.

**Mr. Andre:** Have you thought about the possibility of a great discrepancy between these two in terms of constituency activities which may not fall within the definition of expenses as outlined here? For example, social events for workers rather than as part of the activities. I could envisage circumventing this limit by this sort of activity.

**Mr. MacEachen:** They would be assimilated as part of election expenses because you and I know that workers' activities during a campaign are for the sole purpose of electing a candidate. They would have to be included; there would be no way by which the candidate...

**Mr. Andre:** But there would be no necessity of reporting any of these constituency expenses, such as nominating meetings.

**Mr. MacEachen:** Yes, there would be. The only person in the campaign who can make payments for the purpose of electing you or me is our agent. No one else can undertake payouts during the campaign in our constituencies but the official agent. Otherwise you attract an election offence.

**Mr. Andre:** Is the official agent the only one that can make any constituency expenditures?

• 1635

**Mr. MacEachen:** Except the candidate, who can make his payout for \$2,000 personal expenses.

**Mr. Andre:** So it would be the official agent who would have to pay the auditor, the interest on his loan his nominating meeting...

**Mr. MacEachen:** He has to pay it all.

**Mr. Andre:** It has to be paid...

**Mr. MacEachen:** The expenses have to be paid by or through the official agent.

**Mr. Andre:** I see. Those are all the questions I have at the moment.

**The Chairman:** Mr. McKinnon.

**Mr. McKinnon:** Thank you, Mr. Chairman. I have four questions. I do not know if we can get through them or not, Mr. MacEachen. Was it the general thrust of this government bill that we should try to encourage more candidates in each election? It gives me the indication it does, for these reasons: the \$250 rebate, and the 30 cents per vote. The permissible level for the national party to spend is based on the number of voters in constituencies where they have candidates, which will encourage a party such as your own to run candidates in places like Alberta, and the NDP in Quebec, and things such as this, which would

## [Interprétation]

**Une voix:** Ou à des années.

**M. Andre:** Il ne s'agit pas là de dépenses électorales. Je suppose également que les dépenses encourues lors de la réunion de nomination ne constituent pas non plus des dépenses électorales. Pourraient-elles alors être payées par le parti, grâce aux sommes qu'il aurait reçues et pour lesquelles les donateurs auraient obtenu un crédit fiscal?

**M. MacEachen:** Oui.

**M. Andre:** Il pourrait donc y avoir une différence importante entre les fonds reçus par le parti ou par l'Association de la circonscription, et pour lesquels les donateurs ont reçu un crédit fiscal et les dépenses encourues par le candidat ou par l'Association.

**M. MacEachen:** En effet.

**M. Andre:** Avez-vous envisagé la possibilité d'une différence importante entre ces deux sommes, qui pourrait ne pas correspondre à la définition de dépenses telles qu'elles figurent ici? Il pourrait s'agir, par exemple, de réunions sociales organisées pour le personnel. Je suppose que l'on pourrait contourner ces restrictions par ce type d'activités.

**M. MacEachen:** Ces dépenses pourraient être considérées comme faisant parti des dépenses électorales car vous savez bien, comme moi-même, que les activités du personnel pendant une campagne n'ont qu'un seul objectif, à savoir l'élection d'un candidat. Elles devraient donc être incluses; il n'y a aucun moyen pour le candidat...

**M. Andre:** Mais il ne serait pas nécessaire de signaler ces dépenses de circonscription, pouvant être encourues dans le cadre de réunions de nomination.

**M. MacEachen:** Si, il le faudrait. La seule personne dans la campagne qui puisse effectuer des paiements dans le but d'obtenir l'élection d'une autre, est notre agent. Personne d'autre ne peut effectuer de paiements pendant la campagne électorale dans nos circonscriptions. Dans le cas contraire, ceci constituerait un délit électoral.

**M. Andre:** L'agent officiel représente-t-il la seule personne qui puisse effectuer des dépenses de circonscriptions?

**M. MacEachen:** A l'exception du candidat qui peut défrayer lui-même ces \$2,000 de dépenses personnelles.

**M. Andre:** Donc, l'agent officiel devrait payer le vérificateur, l'intérêt de son prêt, les frais de sa séance de mise en candidature...

**M. MacEachen:** Il doit tout payer.

**M. Andre:** Cela doit être payé...

**M. MacEachen:** Les dépenses doivent être payées par l'agent officiel ou par son entremise.

**M. Andre:** Je vois. C'est tout pour le moment.

**Le président:** Monsieur McKinnon.

**M. McKinnon:** Merci, monsieur le président. J'ai quatre questions à poser. Je ne sais pas si j'aurai le temps de terminer, monsieur MacEachen. Est-ce qu'avec ce projet de loi le gouvernement avait l'intention d'encourager plus de personnes à présenter leur candidature à chaque élection? J'ai l'impression que c'est le cas, et ce pour les raisons suivantes: D'une part l'exemption de \$250 et, d'autre part, les 30c. par voix. Les dépenses autorisées par le parti national sont fondées sur le nombre de votants dans les circonscriptions où il a des candidats; cela encouragera un parti comme le vôtre à présenter des candidats dans des



## [Text]

indicate 264 candidates for each of the major parties simply because it would allow them to spend a great deal more money. It comes to something like \$18,000 per constituency if they run a valuable little candidate even though he has no hope of getting elected.

**Mr. MacEachen:** I think the parties generally do not. You know, historically, the registered national parties have run candidates for other reasons. We field candidates as national parties because we want to have a representative in every riding and that has happened historically up to the passage of this bill. This bill is not intended to get more candidates into the field and I certainly do not think it will encourage national parties to fill up the lists just to get 30 cents per elector.

**Mr. McKinnon:** If they have any problem staying under the budget that this 30 cents per elector indicates will be their limit, then it certainly would encourage...

**Mr. MacEachen:** It is just a limit, you know. You might argue that way, I am not going to dismiss the point at all. It is not intended to have that effect.

**Mr. McKinnon:** I do not want to interfere with anybody's God-given right to run if he has \$200 and 25 friends, but \$200 means very little now compared to what it did away back in the thirties, in the very tough times when \$200 was a considerable amount of money. As my friend opposite pointed out, there now must be lots of people in lots of professions who would be glad to pay \$200 for the amount of publicity the most hopeless candidate gets in an election simply by sharing all-candidates meetings and free time on the radio.

**An hon. Member:** It also encourages the one-issue candidate.

**An hon. Member:** He might like federalism.

**Mr. McKinnon:** I am also worried, Mr. MacEachen, about the administrative bill that a candidate is building up that is going to increase the cost to all candidates because we now have an auditor to look at figures that made me gasp this morning. We have to have an agent who has to have a pretty good knowledge of auditing to keep track of the records. I would suggest we may need a lawyer in each camp, too. I notice that several references in the bill are to sections of other acts such as the Broadcasting Act. It is just possible that somebody in Meadow Lake, Saskatchewan would not have the Broadcasting Act available. These problems are being multiplied for the poor candidate who thought all he had to do was run.

**Mr. MacEachen:** I agree. I could not agree more, but in this bill we are regulating activities which hitherto have been unregulated.

## [Interpretation]

régions comme l'Alberta et encouragera le NPD au Québec si bien que nous pourrions nous retrouver avec 264 candidats pour chacun des partis principaux simplement parce que cela leur permettrait de dépenser beaucoup plus d'argent. Et un bon petit candidat, même s'il n'a aucune chance d'être élu, peut leur valoir quelque chose comme \$18,000 par circonscription.

**M. MacEachen:** Je crois qu'en général les partis ne le font pas. Si l'on considère les choses du point de vue historique, ce sont d'autres raisons qui ont poussé les partis nationaux officiels à présenter des candidats. Les partis nationaux présentent des candidats parce qu'ils veulent avoir un représentant dans chaque circonscription et les choses se sont passées de cette façon jusqu'à l'arrivée de ce projet de loi. Ce bill ne va pas augmenter le nombre de candidats et je ne pense pas qu'il encourage les partis nationaux à remplir les listes uniquement pour obtenir 30c. par électeur.

**M. McKinnon:** S'ils ont des problèmes d'ordre budgétaire, et puisque ces 30c. par électeur semblent devoir être la limite, certainement cela encouragera...

**M. MacEachen:** C'est uniquement une limite, ne l'oubliez pas. Vous pouvez présenter cet argument, je ne le nierai pas. Mais ce n'est pas l'effet recherché.

**M. McKinnon:** Je ne veux pas m'opposer contre ce droit divin accordé à chacun de se présenter s'il a \$200 et 25 amis, mais \$200 c'est très peu de chose aujourd'hui, comparé à ce que cela représentait au cours des années 30, à une époque difficile où \$200 représentait une somme considérable. Comme mon collègue qui me fait face l'a souligné, il y a aujourd'hui beaucoup de gens dans toutes sortes de professions qui seraient enchantés de payer \$200 simplement pour se faire la publicité que le candidat le plus désespéré obtient au cours d'une élection, uniquement en participant aux réunions générales et en obtenant les minutes gratuites de radiodiffusion.

**Une voix:** Cela encourage également les candidats qui fondent leur campagne sur une seule question.

**Une voix:** Comme le fédéralisme.

**M. McKinnon:** Monsieur MacEachen, un candidat exige de nombreuses mesures administratives. J'ai bien peur que cela n'augmente les coûts pour tous les candidats, car maintenant nous avons un vérificateur qui étudie ces chiffres qui m'ont fait sursauter ce matin. Pour pouvoir se tenir au courant, un agent doit avoir de très bonnes notions des méthodes de vérification. Nous aurions peut-être également besoin d'un avocat dans chaque camp. Je constate qu'à plusieurs reprises le projet de loi fait allusion à des articles d'autres lois telles que la Loi sur la radiodiffusion. Il est très possible qu'une personne de Meadow Lake en Saskatchewan n'ait pas un exemplaire de la Loi sur la radiodiffusion en sa possession. Les problèmes de cet ordre peuvent se multiplier pour le pauvre candidat qui pensait que tout ce qu'il avait à faire c'était de se présenter.

**M. MacEachen:** Je suis d'accord, je suis tout à fait d'accord, mais avec ce projet de loi nous essayons de réglementer des activités qui jusqu'à présent ne l'ont pas été.



[Texte]

**Mr. McKinnon:** Mr. MacEachen...

**Mr. MacEachen:** We are doing it for many reasons which are quite familiar to you.

**Mr. McKinnon:** In many instances the regulations were there, but were never enforced because there was no machinery to enforce them. Take the election return, as an example which was put in by some candidates, but not by others. The act clearly says it must be put in, but there was no penalty for not doing so.

**Mr. MacEachen:** There were, for elected candidates.

**Mr. McKinnon:** For elected candidates, yes, but they are not the ones that you have problems with. In my constituency the one major party did not put in a return and nothing will ever be done about it.

**Mr. MacEachen:** There are penalties though. As I collect, a candidate who fails to make a return could be prohibited from running in the next election. But I forget. I do not remember all the details. If you wanted to take action...

• 1640

**Mr. McKinnon:** I would like to point in detail to a couple of things in the bill that give me some concern. There is what appears to be a conflict between page 20 and page 35, concerning gifts or contributions. We can look at page 35 first. I brought this up this morning and the accountants who were here seemed of the opinion that a meeting—it is near the bottom where it says:

"126.1 (1) There may be deducted from the tax otherwise payable... of any amount contributed by the taxpayer in the year to a registered party or a candidate at an election of a member or members to serve in the House of Commons of Canada,

Between reading that and page 20 where it talks about donations to executives or to party associations during the year, it would appear that a person could contribute a considerable amount year after year to the party and have his tax deduction each year through contributing to the party. Then at the end of the four years, what is to prevent the party from giving the money to the candidate?

**Mr. MacEachen:** Nothing.

**Mr. McKinnon:** So you see this as an ongoing thing for a dedicated party member to make his, say, \$99 contribution each year to the local association who will bank it or retain it and can then give it to the candidate for the election purposes.

**Mr. MacEachen:** Sure.

**Mr. McKinnon:** And the original donor will get his tax deduction each year then.

**Mr. MacEachen:** Yes. I think what you state is quite accurate, with the assumption that for example in your constituency, your party would have a registered agent named by the chief agent of your party with the authority to collect funds and issue tax credits in each particular year. It is a matter for decision within your party whether that money goes into the national coffers or remains with your registered agent. But in any event, this registered agent has to report what he brings in and where it comes from to the chief agent who must report it in turn to the Chief Electoral Officer. So there is full reporting and

[Interprétation]

**M. McKinnon:** Monsieur MacEachen...

**M. MacEachen:** Si nous le faisons, c'est pour de nombreuses raisons que vous connaissez très bien.

**M. McKinnon:** Dans de nombreux cas les règlements existaient déjà mais ils n'avaient jamais été appliqués parce qu'aucun mécanisme ne permettait de le faire. Prenez l'exemple du bilan électoral qui était déposé par certains candidats et pas par d'autres. La loi stipule clairement que ce bilan doit être déposé, mais le candidat qui ne le faisait pas n'encourait aucune sanction.

**M. MacEachen:** Des sanctions étaient prévues pour les candidats élus.

**M. McKinnon:** Pour les candidats élus, oui, mais ce ne sont pas ceux-là qui posent des problèmes. Dans ma circonscription, un des partis principaux n'a pas déposé de bilan et aucune mesure ne sera jamais prise à cet égard.

**M. MacEachen:** Pourtant, des sanctions sont prévues. Si je me souviens bien, on peut interdire à un candidat qui omet de déposer un bilan de se présenter à la prochaine élection. Mais je ne sais plus très bien, je ne me souviens pas de tous les détails. Si vous vouliez prendre des mesures...

**M. McKinnon:** Je voudrais étudier de plus près deux dispositions de ce projet de loi qui m'inquiètent quelque peu. Il semble qu'il y ait conflit entre les pages 20 et 35 au sujet des dons ou contributions. Prenons d'abord la page 35. J'en ai parlé ce matin aux comptables qui étaient ici et ils ont semblé penser qu'une réunion... c'est en bas de la page et je le lis:

"126.1 (1) Il peut être déduit de l'impôt payable par ailleurs... au titre de toute somme versée par le contribuable, durant l'année, à un parti enregistré ou à un candidat, pour l'élection d'un ou de plusieurs députés à la Chambre des communes du Canada,

En comparant cela à la page 20 où il est question de dons à des exécutifs ou à des associations de partis au cours de l'année, il semble qu'une personne serait en droit de contribuer d'une somme considérable année après année à la caisse d'un parti et d'obtenir ainsi des déductions fiscales chaque année grâce à cette contribution au parti. Ensuite, à la fin de quatre années, qu'est-ce qui empêche le parti de donner l'argent au candidat?

**M. MacEachen:** Rien.

**M. McKinnon:** Vous voyez donc que cela peut permettre à un fidèle membre du parti de faire chaque année une contribution de \$99, par exemple, à l'association locale qui le déposera en banque ou le conservera pour le donner ensuite au candidat au moment de l'élection.

**M. MacEachen:** Absolument.

**M. McKinnon:** Et chaque année, le donateur obtiendra une exemption fiscale.

**M. MacEachen:** Oui. Ce que vous dites est tout à fait exact si l'on assume que, par exemple, dans votre circonscription votre parti aurait un agent enregistré nommé par l'agent en chef de votre parti et, celui-ci aurait le pouvoir de réunir des fonds et de distribuer des crédits fiscaux pour chaque année en particulier. C'est à votre parti de décider si cet argent sera versé dans les coffres nationaux ou restera aux mains de votre agent enregistré. Mais de toute façon, cet agent enregistré doit déclarer ce qu'il encaisse et sa provenance à l'agent en chef qui à son tour doit le déclarer à l'officier des élections. De cette façon, ces

[Text]

disclosure of amounts above \$100. But there is nothing to prevent a registered agent in Cape Breton Highlands-Canso or Kingston and the Islands from contributing to the official agent at election time out of what he has collected and for which he has already reported to his national party and which will be fully disclosed.

**Mr. McKinnon:** Then it reads:

... the return referred to in subsection (1) in respect of the candidate shall, if the amount of the contribution or gift...

This is on page 20 in the first column in the first new paragraph.

... the amount of the contribution or gift... include the name of each individual,...

Does this mean that he has to indicate, when he makes his gift at election time on behalf of the party to the candidate, "this is from Mr. White in 1968"?

**Mr. MacEachen:** Are you at page 20, new subsection (1.1)?

**Mr. McKinnon:** Yes, that is right.

**Mr. MacEachen:** I think you have to anticipate a different operation here. There is nothing to prevent under this law the president or treasurer of your riding association from collecting money. If he is not a registered agent he cannot give receipts.

**Mr. McKinnon:** We will change agents if he does not.

**Mr. MacEachen:** But if as the treasurer of your riding association he has accumulated \$5,000 which he wishes to contribute to your campaign at election time, he must disclose, or you must disclose, the sources of the riding association's money.

**Mr. McKinnon:** He had to disclose this during each of those four years.

• 1645

**Mr. MacEachen:** I have said that you assume that it is a different situation I am envisaging where this would come into operation. It assumes that it is a contribution or gift for the use as made by a local riding association. We are not talking about a registered agent. If your riding association has a registered agent, then the former system would be in operation and disclosure would take place via the national parties. Here, if it is through the riding association apart from the registered agent, your riding association would have to tell where the money came from. I would think that in the normal course the registered agent would tell. It might operate on a year-round basis but in addition to the registered agent, when a candidate is nominated, he can put into the field his official agent who can collect for the election campaign and give receipts for tax credit.

**Mr. McKinnon:** Thank you.

**The Chairman:** Mr. Reid.

**Mr. Reid:** Mr. Chairman, the accountants this morning raised the spectre that in the case of funds raised by the national party, if some of these funds were given to a candidate and expended, that granting of funds by a party to its local candidate would be considered as an expense, and those funds used by a candidate in the course of his seeking election would also be regarded as an expense and, therefore, the funds would be regarded as an expense at both levels. Is this the intent of the bill?

[Interpretation]

sommes sont connues et déclarées lorsqu'elles dépassent \$100. Mais rien n'empêche un agent enregistré de Cap Breton Highlands-Canso ou Kingston et les îles de donner à l'agent officiel au moment des élections une partie de ce qu'il a recueilli et déjà déclaré à son parti national, c'est-à-dire une somme connue.

**M. McKinnon:** Je lis ensuite:

... le rapport concernant le candidat, prévu au paragraphe (1) soit, si la contribution ou le don...

Cela se trouve à la page 20 à la huitième ligne.

... si la contribution ou le don... énonçait les noms des particuliers,...

Est-ce que cela signifie qu'il doit indiquer lorsqu'au moment de l'élection il verse cette somme au candidat au nom du parti, «cette somme nous a été versée par M. Dupont en 1968»?

**M. MacEachen:** Vous êtes à la page 20, nouveau paragraphe (1.1)?

**M. McKinnon:** Oui, exactement.

**M. MacEachen:** Je pense qu'ici les choses se passeront différemment. En vertu de cette loi, rien n'empêche le président ou le trésorier de votre association de circonscription de recueillir des fonds. S'il n'est pas un agent enregistré, il ne peut pas donner de reçus.

**M. McKinnon:** S'il ne le peut pas, nous allons changer d'agent.

**M. MacEachen:** Mais si, en tant que trésorier de votre association de circonscription, il a accumulé \$5,000 et qu'il désire les verser à votre fonds de campagne au moment de l'élection, il doit révéler, ou bien vous devez le faire, la source d'argent qui se trouve dans la caisse de l'association de cette circonscription.

**M. McKinnon:** Mais il a dû le révéler au cours de chacune des quatre années précédentes.

**M. MacEachen:** Je vous ai demandé d'envisager ici une situation différente où les choses se produiraient de cette façon. On suppose qu'il s'agit là d'une contribution ou d'un don fait par une association de circonscription locale. Nous ne parlons pas ici d'agent enregistré. Si votre association de circonscription a un agent enregistré, c'est alors l'ancien système qui s'applique et la divulgation se fait par l'intermédiaire des partis nationaux. Cependant, si c'est par votre association de circonscription et non par votre agent enregistré, l'association doit alors indiquer d'où vient l'argent. Je suppose que dans les cas normaux, ce travail reviendrait à l'agent enregistré. Ceci pourrait fonctionner toute l'année mais, en plus de l'agent enregistré, lorsqu'un candidat est nommé, il peut utiliser un agent officiel pour obtenir des fonds pour sa campagne électorale et donner des reçus pour les crédits fiscaux.

**M. McKinnon:** Merci.

**Le président:** Monsieur Reid.

**M. Reid:** Monsieur le président, ce matin les comptables nous ont expliqué que si des fonds rassemblés par un parti national étaient donnés à un candidat puis dépensés, ceci serait considéré comme constituant une dépense, tout comme les fonds qu'utilise le candidat pendant son élection. Ce serait la même situation dans les deux cas. Est-ce bien là l'intention du projet de loi?

## [Texte]

**Mr. MacEachen:** It is not the intent. If that possibility exists, it means double counting and the limits are being built up in two ways. That is not the intent; at least not my intent.

**Mr. Reid:** The same applies in the provision of services. For example, the national party puts out a brochure and sends me a number of copies which I then distribute. It is obviously an expense to the national party which has commissioned the printing and the editorial work. Is it an expense to me, as a good or service which I have utilized as a local candidate?

**Mr. MacEachen:** I would say that if it is directly for the purpose of electing you, it would be. If it is generally to sort of evangelize the work of the party, its objectives or its ideals, it would not.

**Mr. Reid:** I am assuming that it is the usual national organized material of the party.

**Mr. MacEachen:** It is a national expense, in my opinion.

**Mr. Reid:** Then I would not have to declare that as a good or service which I have received.

**Mr. MacEachen:** In my opinion.

**Mr. Reid:** For greater certainty, since the courts have a bad habit of interpreting the law as it is written and not as the interpretation of those of us who participate in the debates, is there the possibility of devising an amendment to ensure that this kind of double accounting does not take place?

**Mr. MacEachen:** Yes, I am sure there is.

**Mr. Reid:** It seems to me that we are putting a severe clamp on the expenditures of the national party and we are putting a restrictive clamp on the expenditures of members of Parliament both by limiting what they can spend and also by including into the total things which traditionally have not been included. Therefore, the question is that we just cannot afford to force double counting at two levels envisaged in this bill for exactly the same amount.

**Mr. MacEachen:** It is not the intention to double count. We will look at the bill and if there is that interpretation, we will try to clear it up.

**Mr. Reid:** One other question, Mr. Chairman. Mr. Minister, you mentioned a sum of some \$5,000 that might be paid into a campaign from a riding association. Supposing that \$5,000 was left over from the previous campaign; say, this campaign just concluded. How would those funds be accounted for if they were transferred to the new campaign, i.e. the regime as considered under this act—or even a deficit from the previous campaign, which is not really as difficult?

**Mr. MacEachen:** I would take the view that at a certain point after the bill is in effect, if your riding association, which has this unusual financial finesse—they have a surplus of \$5,000—put that into your campaign, I think if they had records they would have to tell.

## [Interprétation]

**M. MacEachen:** Non. Si cette possibilité existe, ceci signifie qu'il y a un compte double et il existe des limites dans les deux sens. Ce n'est pas l'intention, ce n'est en tout cas pas la mienne.

**M. Reid:** La même chose s'applique au service. Par exemple, le parti national distribue un document et m'envoie un certain nombre d'exemplaires que j'utilise moi-même. Ceci constitue évidemment une dépense du parti national, qui s'est chargé de l'impression et du travail de rédaction. Est-ce une dépense pour moi-même, à titre de service que j'aurais utilisé comme candidat local?

**M. MacEachen:** Je répondrais oui si l'objet direct en était votre élection. Par contre, s'il s'agit d'un objet général, c'est-à-dire de faire connaître le travail du parti, ses objectifs ou ses idéaux, alors je répondrai non.

**M. Reid:** Je suppose qu'il s'agit là de publication nationale courante d'un parti.

**M. MacEachen:** A mon avis, il s'agit là d'une dépense nationale.

**M. Reid:** Je n'aurais donc pas à la déclarer à titre de service que j'aurais reçu.

**M. MacEachen:** A mon avis, non.

**M. Reid:** Pour en être plus sûr, puisque les tribunaux ont la mauvaise habitude d'interpréter la loi telle qu'elle est écrite et non telle que nous l'avons voulue, serait-il possible de rédiger un amendement assurant que ce type de double comptabilité ne puisse exister?

**M. MacEachen:** Certainement.

**M. Reid:** Il me semble que nous limitons sévèrement les dépenses du parti national, tout comme nous limitons les dépenses des députés, à la fois en imposant des limites aux sommes qu'ils peuvent dépenser et en incluant dans le total des éléments qui, traditionnellement, n'en font pas partie. La question est donc que nous ne pouvons tout simplement pas obliger la double comptabilité aux deux niveaux prévus par ce projet de loi, pour la même somme.

**M. MacEachen:** Ce n'est pas l'intention. Nous réexaminerons le projet de loi et nous éliminerons ce problème, si une telle interprétation est possible.

**M. Reid:** Une autre question. Monsieur le ministre, vous nous avez parlé d'une somme de \$5,000 qui pourrait être payée pendant une campagne électorale par une association de circonscription. Supposons que ces \$5,000 restent d'une campagne antérieure; disons que cette campagne vient de se terminer. Comment pourrait-on comptabiliser cette somme si elle était transférée dans la nouvelle campagne, c'est-à-dire si on devait lui appliquer le régime prévu par cette loi? Comment ceci serait-il possible pour un déficit provenant d'une campagne antérieure, ce qui est tout autant possible?

**M. MacEachen:** J'adopterais le point de vue selon lequel à un moment donné après la mise en vigueur du bill si l'association de votre circonscription manifeste une finesse financière peu ordinaire—ayant un surplus de \$5,000—injecte cette somme dans votre campagne je pense que si leurs comptes sont consignés au dossier ils devront les déclarer.



[Text]

**Mr. Reid:** What if they did not tell?

• 1650

**Mr. MacEachen:** A common sense answer would be, you know, that they had done their best to comply.

**Mr. Reid:** All right; I offer you two other alternatives. Suppose (a) those funds exist in the hands of the official agent, (b) that they exist in the hands of a trustee holding them for a former official agent or for a group of party collectors?

**Mr. MacEachen:** I would give the same answer.

**Mr. Reid:** How can they say where the funds came from?

**Mr. MacEachen:** I say that if they know they must tell. If they do not know, if they have forgotten. . . .

**Mr. Reid:** Yes, but suppose all the funds go into one account and that at the conclusion of the election there is \$5,000 left over which remains in that account in the hands of the official agent. Does the official agent go back and give a *pro rata* explanation of these, of all the people who donated the previous time? Alternatively, supposing that I am seeking election in the next election and I go out and I put on a blitz to collect now before this proposed act comes into effect and I have stashed those funds away in an account, when the proposed act goes into effect, is it retroactive in time?

**Mr. MacEachen:** It is not retroactive in time. If the proposed act is in effect you cannot have an official agent until a writ is issued. At that point when the writ is issued if the man with the stashed funds hands them over to your official agent, if he knows he must tell where the money came from. That is my interpretation.

**Mr. Reid:** All right. I accept that for the persons doing it now but that does not eliminate the dilemma the \$5,000 which you have had left over from your previous campaign.

**Mr. MacEachen:** I think if they have it the same reasoning would apply, because they cannot hand it over to your official agent until the election is called. If the act is in effect they will have to tell where the money came from, if they can. Presumably, if they cannot, they cannot comply with the law. The lawyers here must have some. . . . There must be some provision of interpretation that says that if a person cannot comply with the law he is not guilty.

**Mr. Reid:** My last point, Mr. Chairman, is on the question of the status of the auditor. It has been suggested that perhaps the auditor might volunteer his services and take less than what he would normally charge for his duties, or not charge at all. Does the bill contemplate this kind of opportunity or does the bill contemplate that the officer be outside the party and the party structure itself and that he must be paid and to be seemed to be at arm's length?

**Mr. MacEachen:** It is contemplated that he is an auditor and as such he is independent in status. We do not say here in any place that I know of that you cannot appoint someone from your party organization.

[Interpretation]

**M. Reid:** Que se passe-t-il s'ils ne le déclarent pas?

**M. MacEachen:** Une réponse de bon sens serait vous le savez qu'ils ont fait de leur mieux pour se plier à la loi.

**M. Reid:** Bon; je vous offre une alternative. Mettons a) que ces fonds soient dans les mains d'un agent officiel, et b) qu'ils soient aux mains d'un dépositaire qui s'en occupe au nom d'un agent officiel ou un groupe de collecteurs de partis?

**M. MacEachen:** Je vous donnerais le même réponse.

**M. Reid:** Comment peuvent-ils dire d'où proviennent les fonds?

**M. MacEachen:** Je dis que s'ils le savent, ils doivent le déclarer. S'ils ne le savent pas, s'ils ont oublié. . . .

**M. Reid:** Oui, mais mettons que la totalité des fonds soit versée dans un compte et qu'à la dernière étape des élections il reste un surplus de \$5,000 dans ce compte aux mains de l'agent officiel. Ce dernier est-il tenu de donner une explication financière au prorata de la population qui a donné précédemment? En guise d'alternative, mettons que je veuille être élu aux prochaines élections et que je m'arrange pour réunir des fonds avant que ce projet de loi proposé soit en vigueur et que j'aie déposé ces fonds dans un compte, y aura-t-il rétroactivité du temps quand le projet proposé entrera en vigueur?

**M. MacEachen:** Non, le temps ne sera pas rétroactif. Si le projet de loi proposé est en vigueur il ne peut pas y avoir d'agent officiel avant l'émission du bref d'élection. Au moment où le bref est émis si l'homme qui a mis des fonds en réserve les remet à l'agent officiel et s'il le fait il doit faire connaître la source de ces fonds. Voilà mon interprétation.

**M. Reid:** Bon. J'accepte cette interprétation pour les personnes qui le font maintenant mais cela n'élimine pas le dilemme que posent les \$5,000 de surplus qui sont restés dans la caisse de la campagne électorale antérieure.

**M. MacEachen:** Je pense que le même raisonnement s'applique étant donné qu'ils ne peuvent pas verser cette somme à l'agent officiel avant que ne soit convoquée une élection. Si la loi est en vigueur ils seront tenus de dire d'où proviennent ces fonds si possible. En principe, s'ils ne le peuvent pas, s'ils ne peuvent pas se plier à la loi et les avocats ici présents ont sûrement. . . . Il y a certainement une disposition qu'on pourrait interpréter ainsi: si une personne ne peut pas se plier à la loi, il n'est pas coupable.

**M. Reid:** Mon dernier, monsieur le président, se rapporte à la question du statut du vérificateur. Il a été proposé que le vérificateur pourrait peut-être offrir volontairement ses services et exiger des frais moins élevés qu'il ne le ferait normalement ou encore n'en exiger aucun. Ce projet de loi envisage-t-il ce genre d'opportunité ou envisage-t-il que l'officier soit en dehors du parti et de la structure du parti comme tel, qu'il doit être payé et non seulement être mais paraître indépendant?

**M. MacEachen:** Il est prévu qu'il est un vérificateur et qu'à ce titre il jouit d'un état indépendant. Le bill ne stipule à aucun endroit que je sache qu'il n'est pas permis de nommer quelqu'un de votre organisation politique.



[Texte]

**The Chairman:** Thank you, Mr. Minister.

**Mr. Blais:** Mr. Chairman, on that point that was brought up...

**The Chairman:** I am sorry, Mr. Blais, it was our intention to adjourn this meeting at 4.45 p.m. in order to give a chance to the...

**Mr. Blais:** Mr. Chairman, the Minister indicated that if some lawyer would risk an interpretation of the section it might be helpful.

**The Chairman:** Mr. Minister?

**Mr. MacEachen:** I will look into this further, on this case which I think will be very rare, but maybe it is worth trying to get an answer.

**Mr. Blais:** The auditors and the sections.

**The Chairman:** We were to adjourn at 4.45 p.m. in order to give a chance to the steering committee which is meeting to decide on future meetings. I would ask the members of the steering committee if they would kindly stay a few minutes.

**Mr. MacEachen:** Could we give you the amendments that you might want to look at?

• 1655

**The Chairman:** Yes. Do you have copies for everyone?

**Mr. MacEachen:** Yes, I think so.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** While we are doing that, do we require a motion to have the brief of the Canadian Institute of Chartered Accountants appended to the Minutes of this morning's meeting?

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I so move.

Motion agreed to.

**The Chairman:** Do we have a mover for the Minister's amendments?

**Mr. Reid:** I so move. Just table them.

**The Chairman:** The meeting is adjourned. Thank you very much, gentlemen; thank you very much, Mr. Minister.

[Interprétation]

**Le président:** Je vous remercie, monsieur le ministre.

**M. Blais:** Monsieur le président, à propos du point qui a été soulevé...

**Le président:** Je regrette, monsieur Blais, mais nous avions l'intention d'ajourner cette réunion à 16 h 45 pour donner l'occasion à t...

**M. Blais:** Monsieur le président, le ministre a fait savoir que si un avocat pouvait risquer une interprétation de l'article, ce pourrait être utile.

**Le président:** Monsieur le Ministre?

**M. MacEachen:** J'étudierai la chose plus à fond sur ce cas qui sera très rare à mon avis mais qui mérite peut-être qu'on s'efforce d'y trouver une réponse.

**M. Blais:** Le vérificateur et les articles.

**Le président:** Nous devons ajourner la séance à 16 h 45 pour donner l'occasion au comité directeur de se réunir pour dresser l'horaire des réunions futures. J'inviterais les membres du comité directeur à rester ici quelques instants.

**M. MacEachen:** Pouvons-vous vous remettre les amendements que nous aimerions vous voir étudier?

**Le président:** Oui. Avez-vous suffisamment d'exemplaires pour tout le monde?

**M. MacEachen:** Oui, je le crois.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Pendant que nous faisons cela, j'aimerais savoir s'il faut présenter une motion afin que le mémoire de l'Institut canadien des comptables agréés soit annexé au procès-verbal de la réunion de ce matin?

**Le président:** Oui.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je propose que cela soit fait.

La motion est adoptée.

**Le président:** Quelqu'un veut-il présenter les amendements du ministre?

**M. Reid:** Je propose qu'il soit déposé.

**Le président:** La séance est levée. Merci beaucoup, messieurs; merci beaucoup, monsieur le ministre.

## APPENDIX "C"

## CANADIAN INSTITUTE OF CHARTERED ACCOUNTS

October 25, 1973.

Memorandum on Bill C-203 re Election Expenses

A Study Group of the Federal Legislation Committee of Canadian Institute of Chartered Accountants has been reviewing the provisions of Bill C-203 to assess the implications of its audit provisions. The objectives of this review have been twofold:

1. To assist the government and the standing committee on privileges and elections in ensuring that the audit provisions of the Bill as finally enacted are workable and satisfy the intentions of Parliament.
2. To assist our members who may accept appointments as auditors under the provisions of the Bill in establishing appropriate auditing and reporting standards.

While the main thrust of our effort has been directed to the provisions of the Bill which deal specifically with audits and auditors, we have included in our considerations other provisions which may create problems for auditors or in which the intent of the legislation does not seem clearly reflected in the drafting.

In our review we have assumed that the financial reporting and audit objectives of the Bill are summarized in the following extract from the comments of the President of the Privy Council to the House of Commons, reported on page 5476 of Hansard:

" The Bill requires that every political party register with the Chief Electoral Officer the name of its chief agent, who would be responsible for submitting audited financial statements to the Chief Electoral Officer after an election campaign and at the end of each fiscal year.

These financial statements will be made available to the public. Each candidate will be required to appoint an official agent who will submit an audited financial statement to the constituency returning officer. The statement will be a full and complete accounting of all campaign contributions and expenditures. The party's statements will have to include a complete list of all gifts and contributions received at any time, not only during an election period".

We have a number of concerns relating to the Bill which are summarized in the paragraphs below (a more detailed list for consideration by your officials is set out in the attached appendix).

First, the audit objectives set out in the comments quoted above do not appear to be completely fulfilled by the specific provisions of the Bill. The statement indicates that a candidate's campaign financial statement (incorporating contributions and expenses) will be subject to audit. However the Bill makes it clear that only his campaign expenses will be examined and reported upon by the auditor (clause 9 respecting Section 62.1(4)); there appear to be no audit provisions relating to a candidate's campaign contributions.

Second, while a candidate's campaign contributions are not subject to audit, contributions to a party certainly are (Sections 13.3(4) and 13.4(1)). Judging by the comments of the members of the House in the debate on second reading of the Bill, the members, and through them, the public, do not seem to be aware of the verification and reporting problems which occur when an auditor is dealing with voluntary contributions. Because effective internal control over contributions is usually lacking, independent verification of contributions is not practicable. The auditor faces these problems now in reporting on the accounts of charitable organizations. A remedy might be to provide in the legislation that the auditor is required only to report that contributions are in agreement with the records.

Third, the audit provisions of the Bill do not reflect current practice as to how an auditor normally goes about his examination or what he says in his report. The established custom is for an auditor to examine financial statements which are initially prepared by someone else. For the purposes of this Bill the financial statements would appear to be the returns required to be filed by the candidate's official agent and the party's chief agent respectively. However the Bill does not ask the auditor to examine these returns. It asks the auditor to "examine the receipts, books and vouchers in respect of expenses incurred ..." etc., and to report on this examination (see clause 4 respecting section 13.3(3) and clause 9 respecting section 62.1(3)). In our view this approach is inappropriate. The auditor should be charged with the responsibility of auditing the returns after they have been prepared. In other words the auditor's attention should be directed to the returns and not "the receipts, books and vouchers". The auditor would, of course, have the responsibility for making an examination sufficient to put him in a position to render an opinion.



The extent to which he would examine the "receipts, books and vouchers" would be up to him - in many cases he will want to extend his examination beyond these records by making extensive enquiries of a candidate's agent and party officials having financial responsibility, confirmation of transactions with parties with whom a candidate or party had financial dealings, etc. We commend the approach taken in the Canada Corporations Act. Section 132 of that statute sets out in simple terms what an auditor is to do and how he shall report on his examination of corporate financial statements. With appropriate changes the language of this section could be adapted to suit the requirements of the Bill.

The report required in the case of the audit of a party's financial statements (clause 4 relating to section 13.3(4) stipulates that the auditor must indicate whether the return "fairly reflects the financial affairs of the party in that period". While the term "financial affairs" is undefined, common sense suggests that "financial affairs" would include a balance sheet at the end of the period being reported on and some form of continuity of the party's income, expenses and surplus (or deficit). Again the provisions of the present Canada Corporations Act beginning at section 117 cover the accounting records to be kept and the financial statements to be prepared set out well established procedures that could be adapted for the purposes of the Bill. The specific terms of the Bill, however, restrict the reporting on party affairs to expenses and contributions and if this is the intention of Parliament then the auditor's report required in section 13.3(4) is inappropriate. The report re-

quired in the case of a return of expenses for an election campaign is more reasonable in that it only asks that the auditor report whether or not the incurred expenses are fairly reflected. If it is the intention of Parliament to restrict the party's yearly returns to a statement of contributions and expenses the kind of report contemplated in the Bill for campaign periods should be considered.'

Finally the definition of "election expenses" set out in clause 2 contemplates a determination by someone (presumably the official agent in the case of a candidate and the chief agent in the case of a party) of the commercial value of goods and services donated or goods and services provided at less than commercial value. These determinations will not be susceptible in many cases to independent audit verification. Expenses of a business are normally questions of fact whereas the "commercial value" estimates called for in the Bill will always be subjective. Furthermore the auditor is faced with the difficult task of assessing whether all donated goods and services have been recorded. Not even the official agent of a candidate or the chief agent of a party is likely to be certain of this. In the circumstances the auditor will probably qualify his report on his examination of expenses if the expenses include the commercial value of goods and services donated or provided at less than commercial value.

In summary, our principle concerns are as follows:

- (1) The provisions of Bill C-203 will not carry out the expressed intentions of Members in respect of the auditing of expenses, contributions and party finance.

- (2) The Bill is ambiguous on crucial aspects of what the auditors report is to cover.
- (3) The Bill fails to make allowance for the fact that the auditor's function is to examine returns which others (in this case the chief agent of the party or the official agent of the candidate) should have the statutory responsibility to prepare.
- (4) Further statutory guidance is needed with respect to the financial statements a party is to submit to the auditor for examination.
- (5) Further definition is required of some elements of "election expenses".

Representatives of the Institute's Federal Legislation Committee and Election Expenses Study Group would be glad to meet with the President of the Privy Council and his officials, or with the Chief Electoral Officer, as may be appropriate, to elaborate on any of the foregoing matters (and the detailed items set out in the appendix). We are also prepared to put our views before the Standing Committee on Privileges and Elections. As indicated at the beginning of this memorandum the Canadian Institute of Chartered Accountants is ready to provide whatever assistance the Minister, the Chief Electoral Officer, or the Standing Committee on Privileges and Elections require to ensure that the audit provisions of the Bill achieve the objectives outlined at the time of its presentation in the House.

APPENDIX A

COMMENTS ON CERTAIN PROVISIONS OF BILL C203,  
AN ACT TO AMEND THE CANADA ELECTIONS ACT,  
THE BROADCASTING ACT AND THE INCOME TAX  
ACT IN RESPECT OF ELECTION EXPENSES

Clause   Section

- 2            2        1. The term "commercial value of goods and services donated" needs clarification.
- (a) Suppose a group of campaign workers produces a candidate's lawn signs in the basement of his committee room. Is the value to be reported the commercial value of the lawn signs minus the volunteer labour component? Or just the cost of materials donated? Or some other value?
- (b) What constitutes "volunteer labour"? In practice it will be very difficult for an auditor to distinguish between a genuine volunteer and a worker whose time "was volunteered" by his employer.
- (c) The detection by an auditor of goods and services provided at less than their commercial value is not practicable in most cases. Some donated goods and services may not have a commercial value per se when the donor does not normally render such services. For example a business may provide a candidate with the use of its office photocopying machine - a service it does not sell commercially. In such circumstances



there is no "...lowest amount charged for an equivalent amount of the same goods and services by the person by whom the goods and services are so donated ..."  
(other than zero).

2. It appears the term "election expenses" does not include expenses of seeking a party nomination. Distinguishing "nomination expenses" from "election expenses" will pose problems for the auditor.

3. On the other hand, expenses incurred prior to nomination as a candidate in contemplation of being nominated would appear to "election expenses" e.g. if a sitting member had his election signs printed and paid for prior to the date of the writ.

4 13.3(2) This subsection does not bar a candidate from acting as auditor of a party. This appear to be an oversight. This comment also applies to clause 9 re section 62.1(2) relating to a candidate's auditor.

4 13.3(3) Are "receipts" to be examined copies of receipts given to donors or receipts received by the registered agent for payments made (the latter is an increasingly rare commercial practice)?

The time limits for completing audits are too restrictive. Section 13.1(9) provides three months for claims to be submitted to parties, but section 13.3(3) allows only six weeks after the close of the fiscal period for the auditor to report. Many pertinent claims may not have been submitted by the deadline for the auditor's report. Even apart from these considerations, the deadlines for

auditors' reports should be six months after a fiscal period end or after an election.

In what respect do "expenses incurred by or on behalf of the party directly in conduct or management of the election" differ from "election expenses" defined in clause 2?

Contributions may be received or expenses incurred relating to a forthcoming election but falling outside the period covered by the writ. Good accounting practice would require such amounts to be included in the party's financial statement relating to that election but the Bill does not make this completely clear.

It is also not clear whether expenses made by a party on behalf of a candidate are to be accounted for as election expenses of both the party and the candidate. For example, some election literature distributed by the candidate may be prepared by and at the expense of the party. It would appear that this would be an "election expense" for both the candidate and the party.

4 13.5(1) The chief agent of a party is required to file "... the auditor's report made to him under paragraph 13.3(3) (b) in respect of money provided for the use of the party and expenses incurred ..." (emphasis supplied). Paragraph 13.3(3) (b) however refers only to an auditor's report on his examination of expenses. Clarification of what the auditor is to examine and report upon is required.

4 13.3(5) The provisions requiring the agent of a party to give "reasonable assistance" to the auditor is not sufficient. A provision similar

to section 132(4) of the Canada Corporations Act (or sec. 161 of the proposed new Corporations Act) which permits the auditor access to books and records and the right to demand information and explanations from relevant personnel is required if the auditor is to be able to carry out the examination on which the integrity of his report is based.

9 62.1(3) There appears to be an oversight in the drafting of this section. It requires the auditor to report "...within six weeks after the candidate has been declared elected." This raises the question of when the report is due if the candidate is not elected. It appears however that the candidate referred to is the candidate returned and the addition of the word "returned" after the word "candidate" in the quoted portion would clarify this section. The deadline for completing the required audit work is too restrictive. As indicated in the comments on clause 4, section 13.3(3), the deadline should be six months after an election.

10 63(1) As it is presently drafted Form 64 incorporates particulars of both contributions to, and election expenses of, a candidate's campaign. If the auditor's examination and report are to be restricted to expenses Form 64 should be divided into 2 forms - one for contributions and one for expenses. The auditor's report would be appended to the expense form. It is important that the public should not be unintentionally led into believing the auditor's examination covered both contributions and expenses just because his report was attached to a form covering both contributions and expenses.

20 Income      This section may be construed to permit a tax credit for each  
Tax Act          contribution made to a different candidate or party. For example,  
Sec. 126.1      it appears that a taxpayer could make a \$100 contribution to each  
                 of three candidates, and claim a \$75 tax credit for each contribution.  
                 This may be the intent of the section, but that intent has not been  
                 brought out in debate and the effects of the section as drafted  
                 should be clearly understood.



(Traduction)

APPENDICE «C»

L'INSTITUT CANADIEN DES COMPTABLES AGRÉÉS

Le 25 octobre 1973

Mémoire sur le bill C-203 à propos des dépenses d'élection

Un groupe d'étude du Comité de la législation fédérale de l'Institut canadien des comptables agréés a étudié les dispositions du bill C-203 afin d'évaluer la portée des articles relatifs à la vérification. Cette étude avait un double but:

1. Aider le gouvernement et le Comité permanent des privilèges et élections en les assurant que les dispositions du projet de loi relatives à la vérification sont applicables et correspondent aux intentions du Parlement.
2. Aider nos membres qui pourraient être nommés vérificateurs en vertu des dispositions du bill à établir des normes de vérification et de rapport appropriées.

Nous nous sommes surtout penchés sur les dispositions du projet de loi concernant la vérification et les vérificateurs, mais nous avons quand même étudié d'autres articles qui pourraient causer des problèmes aux vérificateurs ou dont la rédaction ne semble pas traduire clairement l'esprit de la loi.

Aux fins de l'étude, nous avons supposé que le but du projet de loi touchant la vérification et les rapports financiers se trouve résumé dans les commentaires faits par le président du Conseil privé devant la Chambre des communes, comme il est rapporté à la page 5476 du Hansard, et dont voici un extrait:

" Le bill exige que chacun des partis politiques inscrive au registre du directeur général des élections le nom de son agent principal, qui sera chargé de soumettre au directeur général des bilans vérifiés au terme d'une campagne électorale et à la fin de chaque année financière. Ces bilans seront mis à la disposition du public. Chaque candidat devra désigner un agent officiel, chargé de soumettre un bilan vérifié au directeur du scrutin de la circonscription. Le bilan devra donner un compte rendu complet de toutes les contributions et dépenses de la campagne électorale. Le bilan d'un parti devra englober une liste complète des dons et contributions reçus à quelque moment que ce soit et non seulement au cours d'une campagne électorale. "

Nous avons quelques inquiétudes concernant le bill et nous les résumons dans les paragraphes ci-dessous (nous avons joint en annexe une liste plus détaillée que devront étudier vos représentants).

En tout premier lieu, les objectifs de la vérification dont il est question dans les commentaires précités ne semblent pas être complètement remplis par les dispositions particulières du bill. On y indique que le bilan de la campagne électorale d'un candidat (comprenant les contributions et les dépenses) sera soumis à une vérification. Toutefois le bill précise clairement que seules ses dépenses électorales seront vérifiées et feront l'objet d'un rapport par le vérificateur (article 9 se rapportant à l'article 62.1 (4)); il semble n'y avoir aucune disposition de vérification concernant les contributions de la campagne électorale du candidat.

En deuxième lieu, même si les contributions faites à la campagne d'un candidat ne sont pas assujetties à la vérification, celles qui sont faites à un parti le sont certainement (articles 13.3(4) et 13.4(1)). Si l'on en juge par les commentaires des députés de la Chambre des communes lors du débat du bill en deuxième lecture, ces derniers - et le public, par leur intermédiaire - ne semblent pas être au courant des problèmes de vérification et de présentation qui se posent quand un vérificateur doit examiner des contributions volontaires. Etant donné qu'il n'y a pas habituellement de contrôle interne réel des contributions, il n'est pas pratique d'effectuer une vérification séparée des contributions. C'est à ces problèmes auxquels le vérificateur fait face quand il doit faire rapport des comptes des organismes de charité. Il y aurait peut-être un remède à cet inconvénient si la loi stipulait que le vérificateur n'a qu'à signaler que les contributions sont conformes aux registres.

En troisième lieu, les dispositions du bill sur la vérification ne reflètent pas la pratique courante relativement à l'examen que fait normalement le vérificateur ou au contenu de son rapport. La coutume établie veut qu'un vérificateur examine les états financiers qui sont d'abord établis par quelqu'un d'autre. Pour les fins de ce bill, les états financiers semblent être les rapports que doivent faire respectivement l'agent officiel du candidat et l'agent principal du parti. Cependant, le bill ne demande pas au vérificateur d'examiner ces rapports, mais il lui demande "d'examiner les reçus, livres et pièces justificatives concernant les dépenses encourues..." etc. et de faire rapport de son examen (voir article 4 touchant l'article 13.3(3) et l'article 9 touchant l'article 62.1(3)). Nous croyons que cette méthode est inappropriée. Le

vérificateur devrait avoir la responsabilité de vérifier les rapports une fois établis. En d'autres mots, le vérificateur doit s'occuper des rapports et non pas "des reçus, livres et pièces justificatives". Il va de soi que le vérificateur doit en faire un examen suffisant pour être en mesure d'émettre une opinion. Il lui appartient de décider dans quelle mesure il examinera les "reçus, livres et pièces" - très souvent, il voudra pousser l'examen plus loin en obtenant des renseignements sérieux sur l'agent du candidat et les membres influents du parti qui ont des charges financières, en obtenant la confirmation de transactions auprès de personnes avec lesquelles un candidat ou un parti a eu des relations d'affaires, etc. Nous appuyons les mesures prévues dans la loi sur les corporations canadiennes. L'article 132 de cette loi explique en termes simples en quoi consistent les fonctions de vérificateur et la façon dont il fera rapport de son étude des états financiers de la société. On pourrait, en apportant les changements appropriés, modifier le libellé de cet article en vue de l'adapter aux exigences du projet de loi.

Le rapport demandé dans le cas de la vérification des états financiers d'un parti (l'article 4 relatif à l'article 13.3(4) stipule que le vérificateur doit indiquer si le rapport "reflète fidèlement la situation financière du parti au cours de cette période". Bien que l'expression "situation financière" ne soit pas définie, le bon sens dit qu'il s'agirait d'un bilan établi à la fin de la période sur laquelle on fait un rapport en suivant de près les revenus, les dépenses et les recettes excédentaires (ou du déficit) du parti. Ici encore, les dispositions de la loi sur les corporations canadiennes, en commençant à l'article 117, traitent des écritures comptables à tenir. Au chapitre des états financiers à préparer on trouve des mesures établies qui pourraient être adaptées



aux objectifs du bill. Les termes précis du projet de loi limitent cependant le rapport aux affaires du parti pour ce qui est des dépenses et des contributions et si c'est là l'intention du Parlement, on exige à tort un rapport du vérificateur à l'article 13.3(4).

Le rapport exigé dans le cas d'un compte de dépenses concernant une campagne électorale est plus raisonnable, en ce sens que le vérificateur est simplement tenu d'indiquer que tout rapport auquel se rapporte son examen reflète fidèlement les dépenses engagées. Si le Parlement a l'intention de limiter les rapports annuels d'un parti à un état des contributions et des dépenses, le genre de rapport envisagé dans le projet de loi pour les campagnes électorales mérite d'être étudié.

Finalement, la définition "des dépenses d'élection" énoncée à l'article 2 prescrit l'estimation par un responsable (probablement l'agent officiel dans le cas d'un candidat, et l'agent principal dans celui d'un parti) de la valeur commerciale des marchandises et services fournis gratuitement ou à un prix inférieur à leur valeur commerciale. Dans de nombreux cas, cette estimation ne pourra faire l'objet, par autrui, d'une vérification comptable. Les dépenses d'affaires sont normalement des questions de fait, tandis que l'évaluation "de la valeur commerciale" exigée dans le projet de loi sera toujours subjective. En outre, le vérificateur se heurte à la tâche difficile de déterminer si tous les services et marchandises fournis gratuitement ont été enregistrés. Même l'agent officiel d'un candidat ou l'agent principal d'un parti ne peuvent en être certains. Dans ces conditions, le vérificateur fera probablement des réserves dans son rapport quant à la vérification des dépenses, si ces dernières comprennent à valeur commerciale des marchandises et services fournis gratuitement ou à un prix inférieur à leur valeur commerciale.

Voici en résumé les principaux points qui nous préoccupent :

- (1) Les dispositions du bill C-203 ne traduiront pas les objectifs précis du Parlement en ce qui concerne la vérification des dépenses, des contributions et des finances d'un parti.
- (2) Le bill est ambigu en ce qui concerne certains aspects essentiels des questions dont les vérificateurs doivent faire état dans leur rapport.
- (3) Le bill ne tient nullement compte du fait que les fonctions de l'auditeur ou du vérificateur consistent à examiner les rapports dont d'autres (en l'espèce, l'agent principal du parti ou l'agent officiel du candidat) devraient avoir la responsabilité légale de rédiger.
- (4) D'autres directives légales sont requises au sujet des états financiers qu'un parti doit soumettre à l'examen du vérificateur.
- (5) De plus amples précisions sont nécessaires sur certains points de la définition des "dépenses d'élection".

Les représentants du comité de la législation fédérale et du groupe d'étude des dépenses d'élection de l'Institut aimeraient rencontrer le président du Conseil privé et ses fonctionnaires, ou le Directeur général des élections, selon le cas, pour discuter de toutes les questions précitées (et des sujets détaillés dans l'appendice). Nous sommes également prêts à exposer notre point de vue devant le Comité permanent des privilèges et élections. Comme on l'a indiqué au début de ce mémoire, l'Institut

canadien des comptables agréés est disposé à fournir toute l'assistance voulue au ministre, au directeur général des élections ou au Comité permanent des privilèges et élections pour assurer que les dispositions du projet de loi concernant la vérification atteignent les objectifs énoncés au moment de la présentation de ce projet à la Chambre.

APPENDICE A

COMMENTAIRES SUR CERTAINES DISPOSITIONS DU BILL  
C-203, LOI MODIFIANT LA LOI ELECTORALE DU CANADA,  
LA LOI SUR LA RADIODIFFUSION ET LA LOI DE L'IMPOT  
SUR LE REVENU A L'EGARD DES DEPENSES D'ELECTION

<u>Article</u>	<u>Article</u>
----------------	----------------

2	2	1. L'expression "valeur commerciale des
---	---	---

marchandises et services fournis gratuitement"  
a besoin d'être clarifiée.

a) Supposons qu'un groupe de travailleurs produit  
pendant la campagne électorale dans le sous-sol  
du local où se réunit le comité des écrivains  
que le candidat fera placer sur les pelouses.  
La valeur devant être rapportée sera-t-elle  
la valeur commerciale des écrivains moins le  
travail bénévole, ou seulement le coût des  
matériaux fournis, ou quelque'autre valeur?

b) En quoi consiste le "travail bénévole"? En  
pratique, le vérificateur aura beaucoup de  
difficulté à faire la distinction entre un  
véritable travailleur bénévole et celui dont  
le temps "est offert" par l'employeur.

c) Dans la plupart des cas, il est impossible  
pour un vérificateur de détecter si les



marchandises et les services sont offerts à une valeur moindre que leur valeur commerciale. Il est possible que des marchandises et services fournis n'aient pas de valeur commerciale en eux-mêmes quand le donateur ne rend pas habituellement ce genre de service. Par exemple, une entreprise peut fournir l'appareil à photocopier de son bureau à un candidat - un service qu'elle n'offre pas commercialement.

Dans ces conditions, il n'y a pas de "... prix le plus bas exigé pour une même quantité des marchandises ou services par la personne qui les fournit..."(autre que zéro).

2. Il semble que l'expression "dépenses d'élection" ne comprenne pas les dépenses de nomination du candidat par le parti. Cette distinction entre "dépenses de nomination" et "dépenses d'élection" posera des problèmes au vérificateur.
3. D'autre part, les dépenses faites avant la nomination du candidat qui prévoit être nommé semblent constituer "des dépenses d'élection", par exemple, si un député siégeant paie pour l'impression de ses pancartes avant la date du bref.

Ce paragraphe n'interdit pas à un candidat d'agir à titre de vérificateur du parti. Il s'agit probablement d'un oubli. Cette remarque s'applique

également à l'article 9 qui se réfère à l'article 62.1(2) concernant le vérificateur du candidat.

- 4            13.3(3)    Les "reçus", qui doivent être examinés sont-ils des copies des reçus délivrés pour des contributions ou des reçus remis à un agent enregistré pour des versements effectués (cette dernière est une coutume commerciale de plus en plus rare)? Les délais impartis pour faire les vérifications sont trop courts. L'article 13.1(9) prescrit un délai de trois mois pour présenter aux partis une réclamation quelconque mais l'article 13.3(3) n'accorde au vérificateur que six semaines après la fin de la période financière pour présenter son rapport. Nombre de réclamations pertinentes peuvent ne pas avoir été soumises avant la fin du délai fixé pour le rapport du vérificateur. Même ces considérations mises à part, les délais prescrits pour les rapports des vérificateurs devraient être de six mois après la fin d'une période financière ou après une élection.
- De quelle manière les "frais faits par le parti ou pour son compte qui l'ont été directement pour la conduite ou la direction de l'élection" diffèrent-ils des "dépenses d'élection" définies à l'article 2?
- Les contributions peuvent être reçues ou des dépenses peuvent être faites au sujet d'une prochaine élection, mais elles peuvent avoir lieu en dehors de la période

à laquelle se rapporte le bref.

Une bonne comptabilité exigerait que de telles sommes soient incluses dans le rapport financier du parti se rapportant à ladite élection, mais le bill n'est pas tout à fait explicite sur ce point.

Il n'est pas clair non plus si les dépenses faites par un parti pour le compte d'un candidat doivent être considérées comme des dépenses d'élection du parti et du candidat à la fois. Par exemple, certaines publications électorales distribuées par le candidat peuvent être rédigées par le parti et à ses frais. Il semblerait qu'il s'agisse là d'une "dépense d'élection", attribuable à la fois au candidat et au parti.

- 4            13.5(1)    L'agent principal d'un parti est tenu de présenter "... le rapport que le vérificateur lui a fait en vertu du paragraphe 13.3(3)b) relativement aux sommes mises à la disposition du parti et aux frais faits par le parti..." (les mots soulignés le sont par nous). Toutefois, l'alinéa 13.3(3)b) ne concerne que le rapport présenté par le vérificateur sur l'examen des dépenses. Il faudrait préciser ce sur quoi devraient porter l'examen et le rapport du vérificateur.

- 4            13.3(5)    Les dispositions obligeant l'agent d'un parti à donner une "aide raisonnable" au vérificateur, laissent à désirer.

Il faudrait une disposition semblable à l'article 132(4) de la loi sur les corporations canadiennes (ou à l'article 161 du projet de loi sur les corporations), qui donne au vérificateur accès aux livres et aux dossiers et l'autorise à demander des renseignements et des explications au personnel compétent pour pouvoir mener à bien l'étude dont dépend l'intégrité de son rapport.

- 9            62.1(3)    Il semble y avoir eu un oubli au cours de la rédaction de cet article. Le vérificateur doit faire rapport "... dans les six semaines après que le candidat a été déclaré élu". A quel moment le rapport doit-il être présenté si le candidat n'est pas élu? Il semble toutefois qu'il s'agisse seulement du candidat élu; le fait d'ajouter le mot "élu" après le mot "candidat" dans la partie citée rendrait cet article beaucoup plus clair. Le délai prévu pour l'achèvement du travail de vérification est trop court. Comme l'indiquent les commentaires sur l'article 4 du projet de loi, article 13.3(3), il devrait être d'au moins six mois après les élections.
- 10           63(1)        Dans la formule 64, sous sa forme actuelle, le détail des contributions à la campagne d'un candidat et de ses dépenses d'élections doivent figurer tous ensemble. Si l'examen et le rapport



du vérificateur ne doivent porter que sur les dépenses, on devrait diviser la formule 64 en deux, l'une pour les contributions et l'autre pour les dépenses. On pourrait alors ajouter le rapport du vérificateur en appendice à la formule concernant les dépenses. Il ne faudrait pas que la population soit involontairement portée à croire, tout simplement parce que le rapport de vérification est attaché à la formule qui traite à la fois des contributions et des dépenses, que celle-ci portait sur les deux.

20 Loi de  
l'impôt sur le  
revenu  
Article  
126.1

Cet article peut être interprété de façon à autoriser un crédit fiscal pour chacune des contributions versées à un candidat ou à un parti différent. Par exemple, il semble qu'un contribuable pourrait verser \$100 à trois candidats différents et réclamer un crédit fiscal de \$75 pour chacune de ses contributions. C'est peut-être là le but de l'article mais on en n'a pas parlé au cours des débats; or, il faut que les conséquences du texte actuel de l'article soient bien comprises.

## APPENDIX "D"

AMENDMENTS SUGGESTED BY THE HON. ALLAN J. MacEACHEN,  
PRESIDENT OF THE QUEEN'S PRIVY COUNCIL FOR CANADA

Clause 3  
Page 4

## Moved by

That clause 3 of Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses, be amended by striking out line 3 on page 4 and substituting the following:

'3. (1) All that portion of paragraph 13(8)(b) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"(b) after the thirtieth day before polling day, delete from the registry any registered party that"

(2) Section 13 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (8) thereof, the following subsection:

"Idem (8.1) The Chief Electoral Officer may delete from the registry any registered party that fails to comply with any of subsections 13.1(2), 13.1(3), 13.3(1) and 13.3(2)."

(3) Section 13 of the said Act is further amended'

Subclause 4(1) - s.13.1  
Pages 4 and 5

Moved by

That subclause 4(1) of Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses, be amended as follows:

- (a) by striking out lines 29 to 31 on page 4 and substituting therefor the following:

Appli-                    '(2) Every registered party  
cation shall, within thirty days after the  
for coming into force of this section or  
regis- within thirty days after the party  
tration becomes a registered party, whichever  
is the later, file with the Chief  
Electoral Officer' ; and

- (b) by striking out line 14 on page 5 and substituting therefor the following:

'the registered party shall, within  
thirty days, no-'

Subclause 4(1)

s. 13.2

Page 8

Moved by

That subclause 4(1) of Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses, be amended by adding thereto, immediately after line 15 on page 8, the following:

Deter-  
mina-  
tion  
of  
num-  
ber of  
names  
and  
certi-  
fica-  
tion

'(3) The Chief Electoral Officer shall, forthwith after receipt by him of copies of all preliminary lists of electors at an election, determine therefrom the number of names appearing on all preliminary lists of electors for each electoral district and shall thereupon transmit to the chief agent of each registered party a certificate setting forth the information so determined.

Proof  
of num-  
ber of  
names

(4) In any prosecution for an offence against this Act that is an offence by virtue of subsection (1), the number of names appearing on all preliminary lists of electors at an election for an electoral district shall be deemed to be the number set forth in respect of that electoral district at that election in certificates transmitted by the Chief Electoral Officer pursuant to subsection (3).'



## Subclause 4(1)

s. 13.3

Pages 8 & 9

Moved by

That subclause 4(1) of Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses, be amended by striking out lines 16 to 48 on page 8 and lines 1 to 28 on page 9 and substituting therefor the following:

Appoint- ' 13.3 (1) Every registered party shall, within  
ment of thirty days after the coming into force of this Act  
auditor or within thirty days after the party be-  
comes a registered party, whichever is later,  
appoint an auditor who shall be a person  
qualified to carry out the duties of an  
auditor in a province.

Idem (2) Where an auditor appointed by  
a registered party pursuant to subsection (1)  
ceases for any reason to hold office as such,  
ceases to be qualified as provided in sub-  
section (1) or becomes ineligible as provided  
in subsection (3), the party shall, within thirty  
days, appoint another auditor.

Persons ineli- (3) No returning officer, deputy  
gible returning officer or election clerk and no  
candidate, official agent of a candidate or  
registered agent of a registered party, or  
the partner, employee or clerk of any of them,  
is eligible to act as the auditor for a regis-  
tered party and, if any such person so acts,  
he is guilty of an offence against this Act.

Audi- (4) The auditor appointed by a  
tors registered party shall make a report to the  
re- chief agent of the party on each return of  
port receipts and expenses of the party for a  
fiscal period and on each return in respect  
of election expenses of the party prepared  
during his term of office and shall make such  
examinations as will enable him to state in  
his report whether in his opinion the return  
presents fairly the information contained in  
the accounting records on which the return is  
based.

Where state- (5) An auditor, in his report pursuant  
ment to subsection (4), shall make such statements  
re- as he considers necessary in any case where

quired (a) the return to which the report  
relates does not present fairly the infor-  
mation contained in the accounting  
records on which it is based;  
(b) he has not received from registered  
agents and officers of the party all  
the information and explanation that he  
has required; or

Right  
of  
ac-  
cess  
to re-  
cords

(c) proper accounting records have not been kept by the registered party, so far as appears from his examination.

(6) An auditor of a registered party shall have access at all times to all records, documents, books, accounts and vouchers of the party, and is entitled to require from the registered agents and officers of the party such information and explanation as in his opinion may be necessary to enable him to report as required by subsection (4).<sup>1</sup>

Subclause 4(1)

s. 13.4

Pages 9, 10 & 11

Moved by

That Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses, be amended as follows:

- (a) by striking out lines 29 to 42 on page 9 and substituting the following:

Re-           '13.4 (1) The chief agent of a  
turn       registered party shall transmit to the  
of re-       Chief Electoral Officer in respect of  
ceipts      each fiscal period of the party, a re-  
and ex-     turn of the party's receipts and expenses,  
penses     other than election expenses in relation  
for        to a general election, for the fiscal  
fiscal     period, substantially in a form pres-  
period     cribed by the Chief Electoral Officer,  
            and the auditor's report made to the chief  
            agent under subsection 13.3(4) in respect  
            thereof.'

;and

- (b) by striking out lines 37 to 45 on page 10 and lines 1 to 4 on page 11 and substituting the following:

'(d) the total of all other ex-  
penditures, other than election  
expenses in relation to a general  
election, made by or on behalf of  
the party,  
and shall be transmitted to the Chief  
Electoral Officer, together with the  
auditor's report referred to in sub-  
section (1), within six months after  
the end of the fiscal period to which  
the return relates.'

Subclause 4(1)

s.13.5

Pages 11 & 12

Moved by

That subclause 4(1) of Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses, be amended by striking out lines 16 to 32 on page 11 and lines 1 to 14 on page 12 and substituting therefor the following:

Re-            '13.5 (1) The chief agent of a  
turn        registered party shall transmit to the  
in        Chief Electoral Officer, in respect of  
res-       each general election, a return in  
pect       respect of election expenses incurred  
of        by or on behalf of the party in rela-  
elec-     tion to the election, substantially  
tion     in a form prescribed by the Chief  
ex-       Electoral Officer, and the auditor's  
penses   report made to the chief agent under  
         subsection 13.3(4) in respect  
         thereof.

Con-                            (2) A return referred to in  
tents       subsection (1) shall set out the amount  
of        of money expended by or on behalf of  
re-       the party on election expenses and  
turn     shall be transmitted to the Chief Elec-  
and       toral Officer, together with the auditor's  
when     report referred to in subsection (1),  
to       within six months after polling day  
be       at the election to which it relates.  
trans-  
mit-  
ted



Subclause 4(1) -

s. 13.7

Page 13

Moved by

That subclause 4(1) of Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses, be amended as follows:

- (a) by striking out line 1 on page 13 and substituting therefor the following:

'13.7 (1) Every registered party that,' ;and

- (b) by adding, immediately after line 24 on page 13, the following subsection:

'In-	(2) For the purposes of subsection
ter-	(1), a notice of a meeting to be
pre-	held for the sole purpose of nomina-
ta-	ting a candidate at an election shall
tion	be deemed not to be an advertisement
	for the purpose of directly promoting
	or opposing a particular registered
	party or the election of a particular
	candidate.'

Subclause 4(2)  
Pages 13 & 14

Moved by

That clause 4 of Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses, be amended by striking out lines 40 to 45 on page 13 and lines 1 to 8 on page 14 and substituting therefor the following:

'(2) The Chief Electoral Officer shall, as soon as is reasonably practicable after receipt by him of all returns in respect of election expenses required by section 13.5 of the Canada Elections Act to be transmitted to him in relation to the first general election to which section 13.2 of that Act applies, make a report to the Speaker of the House of Commons relating to the election expenses of registered parties, and that report shall stand referred to the Standing Committee of the House of Commons on Privileges and Elections for consideration of the appropriateness of the limitation of election expenses of registered parties provided in section 13.2 of the Canada Elections Act.'

Clause 4.1

Page 14

Moved by

That Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses, be amended by adding, immediately after line 8 on page 14, the following clause:

'4.1 Subsection 18(12) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Co-                   "(12) Immediately after the pre-  
pies   liminary lists of electors have been  
of   printed, the returning officer shall  
pre-               (a) furnish twenty copies thereof  
limi-              for each polling division in his  
nary               electoral district to each candi-  
lists              date at the pending election who  
for                was a member of the House of Commons  
can-               in the immediately preceding Parlia-  
di-                ment and to each candidate who has  
dates              been officially nominated at the  
                    pending election in the electoral  
                    district, and  
                    (b) certify in writing to each  
                    such person the number of names  
                    appearing on all preliminary lists  
                    of electors for the electoral  
                    district,

and in any prosecution for an offence  
against this Act that is an offence  
by virtue of subsection 61.1(1), the  
number of names appearing on all  
preliminary lists of electors at an  
election for an electoral district  
shall be deemed to be the number cer-  
tified pursuant to paragraph (b).'

Clause 8 -  
s. 61.1  
Page 16

Moved by

That clause 8 of Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses, be amended by adding thereto, immediately after line 29 on page 16, the following subsection:

Ex- | '(3) In determining, for the purposes  
pen- | of this section, the amount of election  
ses | expenses incurred by a candidate directly or  
not | through his official agent or any other  
in- | person acting on his behalf,  
clu- | (a) there shall not be included any  
ded | amount in respect of the candidate's  
in | travelling expenses; and  
elec- | (b) there shall be included in respect  
tion | of the personal expenses incurred by  
ex- | the candidate on account of or in con-  
pen- | nection with or incidental to the election  
ses | only the amount, if any, by which such ex-  
 | penses exceed the amount of such expenses  
 | that the candidate is authorized to  
 | pay pursuant to subsection 62(17).'



Clause 9  
Pages 17 and 18

Moved by

That clause 9 of Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses, be amended by striking out lines 21 to 39 on page 17 and lines 1 to 29 on page 18 and substituting therefor the following:

'9. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 62 thereof, the following section:

Ap- point- ment of audi- tor	"62.1 (1) Every candidate shall, at the time of appointment of his official agent, appoint an auditor who shall be a person qualified to carry out the duties of an auditor in the province in which the electoral district of the candidate is located and whose name and address shall be declared to the returning officer, in the nomination paper in Form No. 27 by or on behalf of the candidate, on or before nomination day.
Idem	(2) Where an auditor appointed by a candidate pursuant to subsection (1) ceases for any reason to hold office as such, ceases to be qualified as provided in subsection (1) or becomes ineligible as provided in subsection (3), the candidate shall forthwith appoint another auditor.
Per- sons ine- li- gible	(3) No returning officer, deputy returning officer or election clerk and no <u>can- didate</u> , official agent of a candidate or registered agent of a registered party, or the partner, employee or clerk of any of them, is eligible to act as the auditor for a candidate and, if any such person so acts, he is guilty of an offence against this Act.
Audi- tor's re- port	(4) The auditor appointed by a candidate shall make a report to the official agent of the candidate on the statements relating to election expenses contained in the return respecting election expenses prepared by or on behalf of the candidate and shall make such examinations as will enable him to state in his report whether in his opinion such statements present fairly the information contained in the accounting records on which they are based.
Where state- ment re- quired	(5) An auditor, in his report pursuant to subsection (4), shall make such statement as he considers necessary in any case where (a) the statements to which the report relates do not present fairly the information contained in the accounting records on which they are based;

Right  
of  
access  
to re-  
cords

(b) he has not received from the official agent of the candidate and the candidate all the information and explanation that he has required; or

(c) proper accounting records have not been kept by the official agent of the candidate so far as appears from his examination.

(6) An auditor appointed by a candidate shall have access at all times to all records, documents, books, accounts and vouchers of the official agent of the candidate and of the candidate relating to the election, and is entitled to require from the official agent of the candidate and the candidate such information and explanation as in his opinion may be necessary to enable him to report as required by subsection (4)."

(2) The Chief Electoral Officer is hereby empowered and directed to make such modifications in Form No. 27, the nomination paper, as are in his opinion required to give effect to subsection 62.1(1) of the Canada Elections Act, as enacted by subsection (1).'

Clause 10  
Page 19

Moved by

That clause 10 of Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses, be amended by striking out lines 1 to 20 on page 19 and substituting the following:

'ficer the auditor's report made to him pursuant to subsection 62.1(4) and a true signed return substantially in Form No. 64 (in this Act referred to as a "return respecting election expenses") containing detailed statements in respect of that candidate of

(a) all election expenses incurred together with all vouchers and receipts relating to such expenses, which vouchers and receipts are in this Act included in the expression "return respecting election expenses";'

Clause 10  
Page 20

Moved by

That clause 10 of Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses, be amended by striking out line 7 on page 20 and substituting the following:

'riding association of a political  
party, whether registered or otherwise,'



Clause 11

Page 23

## Moved by

That Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses, be amended by striking out lines 12 to 14 on page 23 and substituting the following:

'(b) the amount, if any, determined under paragraph (1)(c) that is set out in the certificate; and'

Clause 15

Page 33

Moved by

That clause 15 of Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses, be amended as follows:

- (a) by striking out lines 8 and 9 on page 33 and substituting the following:

'Inter- 99.5 (1) For the purposes of sec-  
pre- tions 99.1 to 99.4 and this section' ; and  
tation

- (b) by striking out line 26 on page 33 and substituting the following:

'are to local time.  
Idem (2) Nothing in sections  
99.1 to 99.4 shall be interpreted  
as prohibiting a broadcaster or  
the licensee of a broadcasting  
receiving undertaking from making  
available free of charge any  
broadcasting time that he is  
required or authorized to make  
available pursuant to any of those  
sections." '

Clause 20  
Pages 35 & 36

Moved by

That clause 20 of Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses, be amended as follows:

- (a) by striking out lines 28 to 32 on page 35 and substituting the following:

'in respect of the aggregate of amounts contributed by the taxpayer in the year to registered parties and candidates at an election of a member or members to serve in the House of Commons of Canada (in this section referred to as "the amount contributed"),'

; and

- (b) by striking out line 7 on page 36 and substituting the following:

'if payment of each amount that is included in the amount contributed is'

Clause 24

Page 38

Moved by

That subclause 24(2) of Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses, be amended by striking out line 35 on page 38 and substituting the following:

'(2) Section 20 applies with respect to'



## APPENDICE «D»

MODIFICATIONS SUGGÉRÉES PAR L'HON. ALLAN J. MacEACHEN  
PRÉSIDENT DU CONSEIL PRIVÉ DE LA REINE POUR LE CANADA

Article 3 du bill

Page 4

Proposé par

Que l'article 3 du bill C-203, Loi modifiant la Loi électorale du Canada, la Loi sur la radiodiffusion et la Loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection, soit modifié par le retranchement de la ligne 4, à la page 4, et son remplacement par ce qui suit:

"3. (1) La partie de l'alinéa 13(8)b) de ladite loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogée et remplacée par ce qui suit:

"b) après le trentième jour qui précède le jour du scrutin, radier du registre un parti enregistré"

(2) L'article 13 de ladite loi est en outre modifié par l'insertion, immédiatement après le paragraphe (8), du paragraphe suivant:

"Idem (8.1) Le directeur général des élections peut radier du registre tout parti enregistré qui ne se conforme pas à l'un des paragraphes 13.1(2), 13.1(3), 13.3(1) et 13.3(2)."

(3) L'article 13 de ladite loi est en outre modifié"

Paragraphe 4(1) du bill - art. 13.1  
Pages 4 et 5

Proposé par

Que le paragraphe 4(1) du bill C-203, Loi modifiant la Loi électorale du Canada, la Loi sur la radiodiffusion et la Loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection, soit modifié comme suit:

- a) par le retranchement des lignes 32 à 34, à la page 4, et leur remplacement par ce qui suit:

Demande d'enre- gistre- ment	"(2) Tout parti enregistré doit, <u>dans les trente jours qui suivent l'en-</u> <u>trée en vigueur du présent article ou dans</u> <u>les trente jours qui suivent la date où le</u> <u>parti est devenu un parti enregistré, selon</u> <u>celui de ces délais qui expire le dernier,</u> <u>remettre au directeur"</u>
---------------------------------------	--

; et

- b) par le retranchement des lignes 14 et 15, à la page 5, et leur remplacement par ce qui suit:

"le parti enregistré doit, dans le dé-  
lai de trente jours, en informer le  
directeur général des élec-"

Paragraphe 4(1) du bill - art. 13.2  
Page 8

## Proposé par

Que le paragraphe 4(1) du bill C-203, Loi modifiant la Loi électorale du Canada, la Loi sur la radiodiffusion et la Loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection, soit modifié par l'insertion, immédiatement après la ligne 15, à la page 8, de ce qui suit:

Détermination  
du nombre de  
noms et  
certification

"(3) Le directeur général des élections doit, dès qu'il reçoit les copies de toutes les listes préliminaires des électeurs à une élection, déterminer d'après ces copies le nombre de noms inscrits sur toutes les listes préliminaires des électeurs pour chaque circonscription électorale et il doit aussitôt transmettre à l'agent principal de chaque parti enregistré un certificat énonçant les renseignements ainsi obtenus.

Preuve  
du nombre de  
noms

(4) Dans toute poursuite relative à une infraction que le paragraphe (1) érige en infraction à la présente loi, le nombre de noms inscrits sur toutes les listes préliminaires des électeurs à une élection pour une circonscription électorale est réputé être le nombre indiqué relativement à cette circonscription électorale pour cette élection sur les certificats transmis par le directeur général des élections en application du paragraphe (3)."

Paragraphe 4(1) du bill  
art. 13.3  
Pages 8 et 9

Proposé par

Que le paragraphe 4(1) du bill C-203, Loi modifiant la Loi électorale du Canada, la Loi sur la radiodiffusion et la Loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection, soit modifié par le retranchement des lignes 16 à 49, à la page 8, et des lignes 1 à 33, à la page 9, et leur remplacement par ce qui suit:

Nomination d'un vérificateur "13.3 (1) Tout parti enregistré doit, dans les trente jours qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi ou dans les trente jours qui suivent la date où le parti est devenu un parti enregistré, selon celui de ces délais qui expire le dernier, nommer un vérificateur qui doit être une personne habile à remplir les fonctions de vérificateur dans une province.

Idem (2) Lorsqu'un vérificateur nommé par un parti enregistré en application du paragraphe (1) cesse, pour quelque raison, d'occuper ce poste, perd la qualité requise au paragraphe (1) ou perd le droit d'agir comme vérificateur ainsi qu'il est prévu au paragraphe (3), le parti doit, dans le délai de trente jours, nommer un autre vérificateur.

Personnes qui n'ont pas le droit d'agir (3) Aucun président d'élection, scrutateur ou secrétaire d'élection et aucun candidat, agent officiel d'un candidat ou agent enregistré d'un parti enregistré, ni l'associé, l'employé ou le commis de l'un d'eux, n'a le droit d'agir comme vérificateur d'un parti enregistré. Si l'une de ces personnes agit en cette qualité, elle est coupable d'une infraction à la présente loi.

Rapport du vérificateur (4) Le vérificateur nommé par un parti enregistré doit faire rapport à l'agent principal du parti relativement à chaque rapport sur les recettes et dépenses du parti pour un exercice financier et à chaque rapport relatif aux dépenses d'élection du parti établi pendant son mandat et il doit faire les vérifications qui lui permettront de déclarer dans son rapport si, à son avis, le rapport sur les recettes et dépenses ou sur les dépenses d'élection présente fidèlement les renseignements contenus dans les écritures comptables sur lesquelles il est fondé.



Cas où  
une déclara-  
tion est  
requisse

(5) Le vérificateur, dans son rapport établi en application du paragraphe (4), doit faire les déclarations qu'il estime nécessaires dans tous les cas où

- a) le rapport sur lequel porte son rapport ne présente pas fidèlement les renseignements énoncés dans les écritures comptables sur lesquelles il est fondé;
- b) il n'a pas reçu des agents enregistrés et des dirigeants du parti tous les renseignements et explications qu'il a exigés; ou
- c) le parti enregistré n'a pas tenu des écritures comptables appropriées, pour autant que le révèle son examen.

Droit  
d'accès  
aux ar-  
chives

(6) Le vérificateur d'un parti enregistré doit avoir accès, en tout temps, à tous les registres, documents, livres, comptes et pièces justificatives du parti, et il a le droit d'exiger des agents enregistrés et des dirigeants du parti les renseignements et explications qui, à son avis, peuvent être nécessaires pour l'établissement du rapport prescrit par le paragraphe (4)."

Paragraphe 4(1) du bill - art. 13.4  
Pages 9, 10 et 11

Proposé par

Que le bill C-203, Loi modifiant la Loi électorale du Canada, la Loi sur la radiodiffusion et la Loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection, soit modifié comme suit:

- a) par le retranchement des lignes 34 à 49, à la page 9, et leur remplacement par ce qui suit:

Rapport "13.4 (1) L'agent principal d'un parti  
sur les enregistré doit faire parvenir au directeur  
recettes général des élections, à l'égard de chaque  
et dépen- exercice financier du parti, un rapport, éta-  
ses pour bli en substance de la façon prescrite par  
l'exer- le directeur général des élections, sur les  
cice fi- recettes et les dépenses du parti pour l'exer-  
nancier cice financier, à l'exception des dépenses  
d'élection relatives à une élection générale,  
ainsi que le rapport y afférent que le véri-  
ficateur lui a fait en vertu du paragraphe  
13.3(4)."

; et

- b) par le retranchement des lignes 42 à 44, à la page 10, et par le retranchement des lignes 1 à 13, à la page 11, et leur remplacement par ce qui suit:

"d) le total de toutes les autres dépenses faites par le parti ou pour son compte, à l'exception des dépenses d'élection relatives à une élection générale,  
et ce rapport doit être transmis au directeur général des élections, en même temps que le rapport du vérificateur dont il est question au paragraphe (1), dans les six mois qui suivent la fin de l'exercice financier sur lequel il porte."

Paragraphe 4(1) du bill - art. 13.5  
Pages 11 et 12

---

Proposé par

Que le paragraphe 4(1) du bill C-203, Loi modifiant la Loi électorale du Canada, la Loi sur la radiodiffusion et la Loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection, soit modifié par le retranchement des lignes 26 à 45, à la page 11, et des lignes 1 à 16, à la page 12, et leur remplacement par ce qui suit:

Rapport  
relatif  
aux dé-  
penses  
d'élec-  
tion

"13.5 (1) L'agent principal d'un parti enregistré doit transmettre au directeur général des élections, relativement à chaque élection générale, un rapport, établi en substance de la façon prescrite par le directeur général des élections, concernant les dépenses d'élection faites par le parti ou pour son compte relativement à l'élection, ainsi que le rapport y afférent que le vérificateur lui a fait en vertu du paragraphe 13.3(4).

Contenu  
du rap-  
port et  
moment  
fixé  
pour son  
envoi

(2) Le rapport de l'agent principal dont il est question au paragraphe (1) doit indiquer le montant des sommes dépensées pour les dépenses d'élection par le parti ou pour son compte et il doit être transmis au directeur général des élections, en même temps que le rapport du vérificateur dont il est question au paragraphe (1), dans les six mois qui suivent le jour du scrutin de l'élection à laquelle il se rapporte."

Paragraphe 4(1) du bill - art. 13.7  
Page 13

---

Proposé par

Que le paragraphe 4(1) du bill C-203, Loi modifiant la Loi électorale du Canada, la Loi sur la radiodiffusion et la Loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection, soit modifié comme suit:

- a) par le retranchement de la ligne 1, à la page 13, et son remplacement par ce qui suit:

"13.7 (1) Tout parti enregistré qui, par"

; et

- b) par l'insertion, immédiatement après la ligne 26, à la page 13, du paragraphe suivant:

"Inter-  
préta-  
tion

(2) Aux fins du paragraphe (1), l'avis d'une réunion qui doit être tenue dans le seul but de désigner un candidat à une élection est réputé ne pas constituer la publication d'une annonce dans le but de favoriser ou de contrecarrer directement un parti enregistré en particulier ou l'élection d'un candidat en particulier."



Paragraphe 4(2) du bill  
Pages 13 et 14

## Proposé par

Que l'article 4 du bill C-203, Loi modifiant la Loi électorale du Canada, la Loi sur la radiodiffusion et la Loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection, soit modifié par le retranchement des lignes 41 à 46, à la page 13, et des lignes 1 à 9, à la page 14, et leur remplacement par ce qui suit:

"(2) Le directeur général des élections doit, dès qu'il lui est raisonnablement possible de le faire après qu'il a reçu tous les rapports concernant les dépenses d'élection qui doivent lui être transmis aux termes de l'article 13.5 de la Loi électorale du Canada relativement à la première élection générale à laquelle s'applique l'article 13.2 de cette loi, faire rapport à l'Orateur de la Chambre des communes relativement aux dépenses d'élection des partis enregistrés, et ce rapport doit être renvoyé en permanence au Comité permanent de la Chambre des communes sur les privilèges et les élections aux fins d'examen de l'opportunité de la limitation des dépenses d'élection des partis enregistrés prévue à l'article 13.2 de la Loi électorale du Canada."

Article 4.1 du bill  
Page 14

Proposé par

Que le bill C-203, Loi modifiant la Loi électorale du Canada, la Loi sur la radiodiffusion et la Loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection, soit modifié par l'insertion, immédiatement après la ligne 9, à la page 14, de l'article suivant:

"4.1 Le paragraphe 18(12) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Copies	"(12) Immédiatement après l'impression des listes préliminaires des électeurs, le président d'élection doit
des listes préliminaires aux candidats	a) en fournir vingt copies pour Chaque section de vote de sa circonscription à chaque candidat à l'élection en cours qui était député à la Chambre des communes lors du précédent Parlement, ainsi qu'à chaque candidat officiellement présenté à l'élection en cours dans la circonscription, <u>et</u>
	b) certifier par écrit à chacune de ces personnes le nombre de noms inscrits sur toutes les listes préliminaires des électeurs pour la circonscription électorale,
	et dans toute poursuite relative à une infraction que le paragraphe 61.1(1) érige en infraction à la présente loi, le nombre de noms inscrits sur toutes les listes préliminaires des électeurs à une élection pour une circonscription électorale est réputé être le nombre qui a été certifié conformément à l'alinéa b)."

## Article 8 du bill

art. 61.1

Page 16

## Proposé par

Que l'article 8 du bill C-203, Loi modifiant la Loi électorale du Canada, la Loi sur la radiodiffusion et la Loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection, soit modifié par l'insertion, immédiatement après la ligne 33, à la page 16, du paragraphe suivant:

Dépenses  
exclues  
des dé-  
penses  
d'élec-  
tion

"(3) Pour le calcul, aux fins du présent article, du montant des dépenses d'élection faites par un candidat soit directement soit par l'intermédiaire de son agent officiel ou de toute autre personne agissant pour son compte,

a) il faut exclure tous les frais de déplacement du candidat; et

b) il ne doit être inclus au titre des dépenses personnelles occasionnées au candidat par l'élection que l'excédent de ces dépenses, si excédent il y a, sur la part de celle-ci que le candidat est autorisé à payer aux termes du paragraphe 62(17)."

Article 9 du bill  
Pages 17 et 18

Proposé par

Que l'article 9 du bill C-203, Loi modifiant la Loi électorale du Canada, la Loi sur la radiodiffusion et la Loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection, soit modifié par le retranchement des lignes 23 à 41, à la page 17, et des lignes 1 à 34, à la page 18, et leur remplacement par ce qui suit:

"9. (1) Ladite loi est en outre modifiée par l'insertion, immédiatement après l'article 62, de l'article suivant:

Nomina-  
 tion d'un  
 vérifica-  
 teur

«62.1 (1) Tout candidat doit, au moment de la nomination de son agent officiel, nommer un vérificateur, qui doit être une personne habile à remplir les fonctions de vérificateur dans la province où est située la circonscription électorale du candidat. Les nom et adresse du vérificateur doivent être déclarés au président d'élection sur le bulletin de présentation, suivant la formule numéro 27, par le candidat ou de sa part, le ou avant le jour des présentations.

Idem

(2) Lorsqu'un vérificateur nommé par un candidat en application du paragraphe (1) cesse, pour quelque raison, d'occuper ce poste, perd la qualité requise au paragraphe (1) ou perd le droit d'agir comme vérificateur ainsi qu'il est prévu au paragraphe (3), le candidat doit immédiatement nommer un autre vérificateur.

Person-  
 nes qui  
 n'ont  
 pas le  
 droit  
 d'agir

(3) Aucun président d'élection, scrutateur ou secrétaire d'élection et aucun candidat, agent officiel d'un candidat ou agent enregistré d'un parti enregistré, ni l'associé, l'employé ou le commis de l'un d'eux, n'a le droit d'agir comme vérificateur d'un candidat. Si l'une de ces personnes agit en cette qualité, elle est coupable d'une infraction à la présente loi.

Rapport  
 du véri-  
 ficateur

(4) Le vérificateur nommé par un candidat doit faire rapport à l'agent officiel du candidat sur les états relatifs aux dépenses d'élection contenus dans le rapport concernant les dépenses d'élection établi par le candidat ou pour son compte et il doit faire les vérifications qui lui permettront



Cas où  
une dé-  
clara-  
tion  
est re-  
quise

de déclarer dans son rapport si, à son avis, ces états représentent fidèlement les renseignements contenus dans les écritures comptables sur lesquelles ils sont fondés.

(5) Le vérificateur, dans son rapport établi en application du paragraphe (4), doit faire les déclarations qu'il estime nécessaires dans tous les cas où

a) les états sur lesquels porte le rapport ne présentent pas fidèlement les renseignements énoncés dans les écritures comptables sur lesquels ils sont fondés;

b) il n'a pas reçu de l'agent officiel du candidat et du candidat tous les renseignements et explications qu'il a exigés; ou

c) l'agent officiel du candidat n'a pas tenu des écritures comptables appropriées, pour autant que le révèle son examen.

Droit  
d'accès  
aux ar-  
chives

(6) Le vérificateur nommé par un candidat doit avoir accès, en tout temps, à tous les registres, documents, livres, comptes et pièces justificatives de l'agent officiel du candidat et du candidat qui se rapportent à l'élection, et il a le droit d'exiger de l'agent officiel du candidat et du candidat les renseignements et explications qui, à son avis, peuvent être nécessaires pour l'établissement du rapport prescrit par le paragraphe (4)."

(2) Il est par les présentes donné pouvoir et ordonné au directeur général des élections d'apporter à la formule no 27, le bulletin de présentation, les modifications qui sont à son avis nécessaires pour donner effet au paragraphe 62.1(1) de la Loi électorale du Canada, tel que l'édicte le paragraphe (1)."

Article 10 du bill  
Page 19

Proposé par

Que l'article 10 du bill C-203, Loi modifiant la Loi électorale du Canada, la Loi sur la radiodiffusion et la Loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection, soit modifié par le retranchement des lignes 1 à 22, à la page 19, et leur remplacement par ce qui suit:

"d'élection le rapport que lui a fait le vérificateur conformément au paragraphe 62.1(4) et un rapport fidèle, dûment signé et rédigé en substance suivant la formule n° 64. Ce document, appelé dans la présente loi « rapport concernant les dépenses d'élection », doit contenir, au sujet de ce candidat, les états détaillés

a) de toutes les dépenses d'élection engagées, accompagnées de toutes pièces justificatives et reçus qui s'y rapportent, lesquels pièces justificatives et reçus sont, dans la présente loi, compris dans l'expression « rapport concernant les dépenses d'élection »;

## Article 10 du bill

Page 20

## Proposé par

Que l'article 10 du bill C-203, Loi modifiant la Loi électorale du Canada, la Loi sur la radiodiffusion et la Loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection, soit modifié par le retranchement des lignes 7 et 8, à la page 20, et leur remplacement par ce qui suit:

"d'une circonscription d'un parti politique, enregistré ou non, au profit d'un candidat, le rapport"

## Article 11 du bill

Page 23

---

## Proposé par

Que le bill C-203, Loi modifiant la Loi électorale du Canada, la Loi sur la radiodiffusion et la Loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection, soit modifié par le retranchement des lignes 7 à 14, à la page 23, et leur remplacement par ce qui suit:

"une somme égale au total

a) du montant, déterminé en vertu de l'alinéa (1)b), qui est porté sur le certificat;

b) du montant déterminé en vertu de l'alinéa (1)c) qui est indiqué,  
le cas échéant, dans le certificat; et

c) de deux cent cinquante dollars."



Article 15 du bill

Page 33

Proposé par

Que l'article 15 du bill C-203, Loi modifiant la Loi électorale du Canada, la Loi sur la radiodiffusion et la Loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection, soit modifié comme suit:

- a) par le retranchement de la ligne 10, à la page 33, et son remplacement par ce qui suit:

"Interpré- 99.5 (1) Aux fins des articles  
tation 99.1 à 99.4 et du présent article"

; et

- b) par le retranchement de la ligne 29, à la page 33, et son remplacement par ce qui suit:

Idem "rapporte à l'heure locale.  
(2) Rien aux articles 99.1 à 99.4 ne doit être interprété comme interdisant à un radiodiffuseur ou à un titulaire de licence d'une entreprise de réception de radiodiffusion d'accorder à titre gratuit du temps d'émission qu'il est tenu d'accorder ou est autorisé à accorder en vertu de l'un quelconque de ces articles." "

Article 20 du bill  
Pages 35 et 36

Proposé par

Que l'article 20 du bill C-203, Loi modifiant la Loi électorale du Canada, la Loi sur la radiodiffusion et la Loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection, soit modifié comme suit:

- a) par le retranchement des lignes 30 à 34, à la page 35, et leur remplacement par ce qui suit:

"titre de l'ensemble des sommes versées par le contribuable, durant l'année, à titre de contributions, à des partis enregistrés et à des candidats, pour l'élection d'un ou plusieurs députés à la Chambre des communes du Canada (appelées au présent article <la somme versée>),"

; et

- b) par le retranchement des lignes 6 et 7, à la page 36, et leur remplacement par ce qui suit:

"si le paiement de chaque somme comprise dans la somme versée est prouvé en produisant"

## Article 24 du bill

Page 38

## Proposé par

Que le paragraphe 24(2) du bill C-203, Loi modifiant la Loi électorale du Canada, la Loi sur la radiodiffusion et la Loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection, soit modifié par le retranchement de la ligne 39, à la page 38, et son remplacement par ce qui suit:

"(2) L'article 20 s'applique aux années"





HOUSE OF COMMONS

Issue No. 16

Tuesday, November 6, 1973

Chairman: Mr. Maurice Dupras

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 16

Le mardi 6 novembre 1973

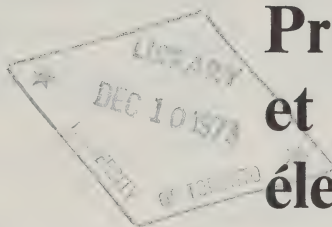
Président: M. Maurice Dupras

Government  
Publications

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent des*

# Privileges and Elections



# Privilèges et élections

## RESPECTING:

Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses

## CONCERNANT:

Bill C-203, Loi modifiant la Loi électorale du Canada, la Loi sur la radiodiffusion et la Loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection

## WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

## TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

First Session

Twenty-ninth Parliament, 1973

Première session de la

vingt-neuvième législature, 1973

STANDING COMMITTEE ON  
PRIVILEGES AND ELECTIONS

*Chairman:* Mr. Maurice Dupras

*Vice-Chairman:* Mr. Douglas Stewart

Messrs.

Andre	Dick
Brewin	Harney
Blais	Lachance
Blaker	Matte
Clark ( <i>Rocky Mountain</i> )	MacDonald ( <i>Egmont</i> )

COMITÉ PERMANENT DES  
PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS

*Président:* M. Maurice Dupras

*Vice-président:* M. Douglas Stewart

Messieurs

Miss MacDonald ( <i>Kingston</i> )	O'Connor
and the Islands)	Poulin
McKinnon	Reid
Nowlan	Stollery—(19)

(Quorum 10)

*Greffier du Comité*

Robert D. Marleau

*Clerk of the Committee*

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Tuesday, November 6, 1973:

Mr. Lachance replaced Mr. Caccia.  
Mr. Harney replaced Mr. Howard.

Suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du  
Règlement

Le mardi 6 novembre 1973:

M. Lachance remplace M. Caccia.  
M. Harney remplace M. Howard.

ERRATUM

*Issue No. 15*

Minutes of Proceedings of Tuesday, October 30,  
1973

Delete lines 18 to 21 inclusive and substitute  
therefor:

On motion of Mr. Clark (*Rocky Mountain*) the  
Chairman was authorized to hold this meeting to  
receive and authorize the printing of evidence of the  
scheduled witnesses without a quorum being  
present.

*Fascicule n° 15*

Procès-verbal du mardi 30 octobre 1973

Supprimer les lignes 16 à 19 et les remplacer par ce  
qui suit:

Sur motion de M. Clark (*Rocky Mountain*) le pré-  
sident est autorisé à tenir la présente réunion pour  
entendre les témoignages des témoins prévus et à en  
autoriser la publication sans qu'il y ait quorum.

## MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, NOVEMBER 6, 1973.

(20)

[Text]

The Standing Committee on Privileges and Elections met this day at 11:10 o'clock a.m., the Chairman Mr. Dupras, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Andre, Brewin, Blais, Blaker, Clark (*Rocky Mountain*), Dick, Dupras, Howard, Lachance, MacDonald (*Egmont*), Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*), Messrs. McKinnon, Nowlan, O'Connor, Reid and Stollery.

*Other Members present:* Messrs. Forrestall and Harney.

*Witnesses: From the Canadian Radio-Television Commission:* Mr. John Hylton, Managing Director of Operations; Mr. John Lawrence, General Counsel; Mr. R. Hart, Director—Planning.

The Committee resumed consideration of Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses.

The Chairman presented the Seventh Report of the Subcommittee on Agenda and Procedure which reads as follows:

Your Sub-committee met on Tuesday, October 30, 1973 to consider the agenda for the consideration of Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses and has agreed to make the following recommendation:

That the Canadian Radio-Television Commission be called to appear on Tuesday, November 6, 1973.

Your Sub-committee wishes to reiterate the recommendation of its Sixth Report, agreed to by the Committee, that all other submissions be made in writing for distribution to the Members of the Committee.

The said report was concurred in.

The Committee resumed consideration of Clause 2.

Mr. Hylton made an opening statement.

*Agreed*—That the Committee adjourn at 12:30 o'clock p.m.

The witnesses answered questions.

The questioning continuing;

At 12:30 o'clock p.m., the Committee adjourned until 3:30 o'clock p.m. this afternoon.

## AFTERNOON SITTING

(21)

The Standing Committee on Privileges and Elections met this afternoon at 3:49 o'clock p.m., the Chairman Mr. Dupras, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Andre, Blais, Blaker, Clark (*Rocky Mountain*), Dick, Dupras, Harney, Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*), Messrs. McKinnon, Nowlan, O'Connor, Poulin and Reid.

## PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 6 NOVEMBRE 1973

(20)

[Traduction]

Le Comité permanent des privilèges et élections se réunit aujourd'hui à 11 h 10 sous la présidence de M. Dupras.

*Membres du Comité présents:* MM. Andre, Brewin, Blais, Blaker, Clark (*Rocky Mountain*), Dick, Dupras, Howard, Lachance, MacDonald (*Egmont*), M<sup>me</sup> MacDonald (*Kingston et les îles*), MM. McKinnon, Nowlan, O'Connor, Reid et Stollery.

*Autres députés présents:* MM. Forrestall et Harney.

*Témoins: Du Conseil de la Radio-Télévision canadienne:* M. John Hylton, directeur, gestion des opérations; M. John Lawrence, chef du contentieux; M. R. Hart, gérant-planification.

Le Comité reprend l'étude du bill C-203, loi modifiant la loi électorale du Canada, la loi sur la radiodiffusion et la loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection.

Le président présente le Septième rapport du sous-comité du programme et de la procédure que voici:

Votre sous-comité se réunit le mardi 30 octobre 1973 en vue d'étudier l'ordre du jour portant sur l'étude du bill C-203, loi modifiant la loi électorale du Canada, la loi sur la radiodiffusion et la loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection et il convient de faire la recommandation suivante:

Que le Conseil de la Radio-Télévision canadienne soit convoqué le mardi 6 novembre 1973.

Votre sous-comité désire rappeler la recommandation de son Sixième rapport, adopté par le Comité, portant que tous les autres mémoires soient présentés par écrit pour être distribués aux membres du Comité.

Ledit rapport est adopté.

Le Comité reprend l'étude de l'article 2.

M. Hylton fait une déclaration préliminaire.

*Il est convenu*—Que le Comité suspende ses travaux à 12 h 30.

Les témoins répondent aux questions.

La période de questions se poursuit.

A 12 h 30, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 15 h 30.

## SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

(21)

Le Comité permanent des privilèges et élections se réunit à 15 h 49 sous la présidence de M. Dupras.

*Membres du Comité présents:* MM. Andre, Blais, Blaker, Clark (*Rocky Mountain*), Dick, Dupras, Harney, M<sup>me</sup> MacDonald (*Kingston et les îles*), MM. McKinnon, Nowlan, O'Connor, Poulin et Reid.

*Other Member present:* Mr. Forrestall.

*Witnesses: From the Canadian Radio-Television Commission:* Mr. John Hylton, Managing Director of Operations; Mr. John Lawrence, General Counsel; Mr. R. Hart, Director—Planning.

The Committee resumed consideration of Bill C-203, the Election Expenses Act.

The Committee resumed consideration of Clause 2.

The Committee resumed questioning of the witnesses.

The questioning continuing;

At 4:55 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

*Autre député présent:* M. Forrestall.

*Témoins: Du Conseil de la Radio-Télévision canadienne:* M. John Hylton, directeur, gestion des opérations; M. John Lawrence, chef du contentieux; M. R. Hart, gérant-planification.

Le Comité reprend l'étude du bill C-203, loi sur les dépenses électorales.

Le Comité reprend l'étude de l'article 2.

Le Comité reprend l'interrogatoire des témoins.

La période de questions se poursuit.

A 16 h 55, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

*Le greffier du Comité*

Robert D. Marleau

*Clerk of the Committee*



## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, November 6, 1973

• 1111

[Texte]

**The Chairman:** Good morning, gentlemen. I see we have a quorum. Before I welcome our witnesses, I would like to give you the report of the Subcommittee on Agenda and Procedure of the Standing Committee on Privileges and Elections.

(See Minutes of Proceeding)

**The Chairman:** This morning, as you know, we have the pleasure of welcoming Mr. John Hylton, Managing Director of Operations, CRTC, Mr. John Lawrence, General Counsel, next to him, and to my extreme right, Mr. Ralph Hart, Director of Planning.

Good morning, sir, and gentlemen. I understand, Mr. Hylton, that you have an opening statement.

**Mr. John Hylton (Managing Director of Operations, Canadian Radio-Television Commission):** Thank you, Mr. Chairman. I thought it might be helpful to the members if I introduced four points for discussion in some part relating to the attitude of the CRTC towards the proposed bill. These would be a discussion first on the question of allocation of time, then some comments relating to the distribution and use of the time, and then perhaps some comment on the actual implementation of the legislation. If we have time I would follow with some comments relating to the production costs as opposed to program time.

Starting then, with the question of allocation of time, we suggest that from the point of view of the CRTC, if Parliament decides that CRTC is to adjudicate finally on the question of allocation of time prior to the election in the final four-week period, it would be the intention of the CRTC unless directed otherwise to follow the traditions that have arisen in the public sector in Canada. By the "public sector" in broadcasting, I refer to the Canadian Broadcasting Corporation.

We can also discuss with members, if interested, the attitude and the role of the private sector in broadcasting towards time, remembering, of course, that the division of time in the past has been done by the CBC on a free basis to candidates and to parties.

The traditions as we understand them would respect the bicameral nature of Parliament with an official government and obviously an official opposition and other parties.

We have distributed today some indication of the percentages of distribution that have resulted from CBC's role in this over the past years, and we recognize that the CBC has a tradition of about 25 years in this field now.

The Clerk has distributed to you, I think, a document headed *CBC Allocation of Free Time*, and very generally speaking, based on this allocation sheet, you will recognize that the party that forms the government has been allocated slightly less than 40 per cent of the time usually, the party forming the official opposition has been granted about 30 per cent of the time, and the remaining 30 per cent has been distributed among other parties that were recognized.

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 6 novembre 1973

[Interprétation]

**Le président:** Bonjour, messieurs; je vois que nous avons le quorum. Avant de souhaiter la bienvenue à nos témoins, j'aimerais vous lire le rapport du Sous-comité du programme et de la procédure du Comité permanent des privilèges et élections.

(Voir le procès-verbal).

**Le président:** Comme vous le savez, ce matin nous avons le plaisir d'accueillir M. John Hylton, Directeur, Gestion des opérations du CRTC, M. John Lawrence, Chef du contentieux, et à mon extrême droite M. Ralph Hart, Directeur de la planification.

Bonjour, messieurs. Je crois comprendre, monsieur Hylton, que vous avez des remarques préliminaires à formuler.

**M. John Hylton (Directeur, Gestion des opérations, Conseil de la radio-télévision canadienne):** Merci, monsieur le président. J'ai cru pouvoir aider les membres du Comité en leur proposant quatre sujets de discussion relativement à l'attitude du CRTC vis-à-vis le projet de loi. Le premier sujet de discussion aurait trait à l'attribution du temps d'antenne, ensuite ce serait la distribution et l'utilisation de ce temps d'antenne, et peut-être ensuite pourrions-nous parler de la mise en application de la loi. Si le temps nous le permet, je pourrais en outre parler un peu des coûts de production vis-à-vis du temps d'émission.

Nous commencerons donc avec la question de l'attribution du temps d'antenne et voici donc l'opinion du CRTC à ce sujet. Si le Parlement décide que le CRTC doit prendre la décision finale qui concerne l'attribution du temps d'antenne avant les élections, soit au cours de la période de quatre semaines, le CRTC aurait l'intention, à moins d'instructions contraires, de suivre la tradition établie dans le secteur public de la radiodiffusion au Canada. Par l'expression «secteur public» dans la radiodiffusion, j'entends la société Radio-Canada.

Nous pouvons aussi discuter avec les membres du Comité, si cela les intéresse, l'attitude et le rôle du secteur privé de la radiodiffusion en ce qui regarde le temps d'antenne, sans oublier, bien sûr que par le passé la société Radio-Canada a réparti son temps d'antenne gratuitement aux candidats et aux partis.

Nous sommes, bien sûr, d'avis que les traditions établies respecteraient le bicaméralisme qui caractérise le Parlement, tenant compte de l'existence d'un gouvernement officiel, accompagné évidemment d'une opposition officielle et d'autres partis.

Nous vous avons fait distribuer aujourd'hui un aperçu des pourcentages de distribution du temps d'antenne fait par Radio-Canada au cours des dernières années, car il faut reconnaître que cette société a une expérience d'environ 25 ans dans ce domaine.

Le greffier vous a distribué, je crois, un document intitulé *Répartition du temps d'antenne accordé à titre gratuit par Radio-Canada*, et vous verrez qu'en général dans ce tableau de l'attribution du temps d'antenne le parti qui forme le gouvernement se voyait habituellement attribué un peu moins de 40 pour cent du temps d'antenne; le parti formant l'opposition officielle recevait environ 30 pour cent, tandis que le 30 pour cent restant était distribué entre les autres partis reconnus.

## [Text]

That pattern has changed where there were exceptional distributions in the House, but basically that seems to have been the guideline being followed by the Canadian Broadcasting Corporation.

• 1115

We have also taken into account the fact that the legislation before this Committee is to some extent augmented, as far as we are concerned, by the Broadcasting Act. We recognize that in the Broadcasting Act there is reference to equitable distribution of time for partisan political purposes, and there is no reference in the Broadcasting Act to an equal distribution of time.

The recommendations we wish to propose are also set out before you today on another distributed sheet of paper, and if members would accept that these come to you unofficially—that is to say, this is not a Commission document as such—we only want to propose it as a set of recommendations which we feel the Commission would follow if the House did not specifically speak to the Commission on this point.

If I could take a moment with you, it would be worth while to look at these recommendations. They are based on a set of criteria. The first one is that where there are only two registered parties, time shall be allocated equally between them. Where there are more than two registered parties, time will be allocated on a proportional basis. Then the Commission would take into account six factors.

- 1) We would take into account the standing of the registered parties in the House of Commons at dissolution;
- 2) We would take into account the popular vote secured by each of the registered parties at the last election;
- 3) The Commission would consider the number of candidates nominated in accordance with the provisions of the Canada Elections Act by each of the registered parties in the preceding campaign. I want to stress "the preceding campaign;"
- 4) Then the Commission would take into account the standing of the registered parties in the House of Commons at the time of the preceding dissolution. Again I emphasize the word "preceding".
- 5) Also the Commission would take into account that the registered party forming the government at dissolution shall not be allocated more than 40 per cent of the time. That appears to be the tradition which has been followed to date.
- 6) The last criterion is that regardless of any other criteria, a reasonable minimum amount of time would be allocated to all the registered parties.

So this proposal or suggestion to your Committee, which has also been carried forward to Mr. MacEachen, is based partly on trying to compensate for the swings that occur in one election to the next, and also partly taking into account a historical tradition we are inheriting from the CBC. The CRTC in its history since 1968 has had comparatively little experience in the actual allocating of time. In fact, the allocation has been done by the CBC working with the representatives of the registered parties. If there has been a final complaint about that, we may have been asked to adjudicate or settle that complaint.

## [Interpretation]

Cette répartition s'est modifiée dans les cas de distribution exceptionnels de partis à la Chambre, mais en général c'était semble-t-il la ligne directrice suivie par la société Radio-Canada.

Nous avons également tenu compte du fait que la portée du projet de loi étudié par le Comité est étendue dans une certaine mesure, du moins en ce qui nous concerne, par la Loi sur la radiodiffusion. Nous admettons que la Loi sur la radiodiffusion fait mention d'une attribution équitable du temps d'antenne à des fins politiques partisans, tandis qu'elle ne fait aucunement mention d'une distribution égale du temps.

Nous vous avons fait distribuer aussi une liste de recommandations, mais je demanderais aux membres du Comité d'accepter ce document non pas comme document officiel du Conseil, car il s'agit simplement d'un ensemble de recommandations que le Conseil serait prêt à suivre, après nous, si la Chambre ne lui donnait pas de directives précises à ce sujet.

Si vous voulez bien, je crois qu'il vaudrait la peine de jeter un coup d'œil à ces recommandations. Elles sont fondées sur une ensemble de critères. La première recommandation est que s'il n'y a que deux partis enregistrés, la répartition du temps d'antenne doit se faire également entre les deux. Quand il y a plus de deux partis enregistrés, la répartition du temps d'antenne doit se faire de façon proportionnelle. Le Conseil tiendrait alors compte de six facteurs.

- 1° Nous tiendrions donc compte de la position des partis enregistrés à la Chambre des communes au moment de la dissolution;
- 2° nous tiendrions compte du vote populaire recueilli par chacun des partis enregistrés aux dernières élections;
- 3° le Conseil tiendrait compte du nombre de candidats mis en candidature conformément aux dispositions de la Loi électorale du Canada par chacun des partis enregistrés lors de la campagne précédente. Je veux souligner ici «la campagne précédente»;
- 4° le Conseil tiendrait compte de la position des partis enregistrés à la Chambre des communes au moment de la dissolution précédente des chambres. Je souligne encore une fois ici le mot «précédente».
- 5° Le Conseil tiendrait compte du fait que le parti enregistré qui formait le gouvernement au moment de la dissolution ne doit pas se voir attribuer plus de 40 pour cent du temps alloué. Voilà, semble-t-il, la tradition suivie jusqu'ici.
- 6° le dernier critère veut que, nonobstant tout autre critère, une quantité minimale raisonnable de temps soit attribuée à tous les partis enregistrés.

Ces propositions ou suggestions que nous soumettons au Comité, nous les avons déjà fait parvenir à M. MacEachen, et elles constituent en partie une tentative de compenser les fluctuations qui se produisent d'une élection à l'autre, et aussi elles veulent tenir compte d'une tradition historique que nous héritons de Radio-Canada. Depuis sa création en 1968, le CRTC a eu relativement peu d'expérience dans le secteur de la répartition du temps d'antenne. En fait, c'est Radio-Canada qui s'est occupée de cette répartition, en consultation avec les représentants de partis enregistrés. En cas de plainte, on a pu nous demander de prendre la décision finale ou de régler ladite plainte.

## [Texte]

We have checked the records of the CRTC and our understanding is that generally the Commission, subject perhaps to small percentage changes, has supported the position the CBC has taken in the allocation of time for federal elections.

There is also a long tradition of distribution of time for provincial elections, but with the members' permission I will not get into that.

That would be the basis on which the CRTC would carry out its mandate. Again may I reiterate that if the CRTC is to carry out this mandate in somewhat this way, we would assume that the CRTC will also require the support of Parliament in CRTC's role of adjudicating these questions.

On the reverse of that statement, if the traditional role as we see it, or as we think we understand it, is not satisfactory to Parliament, then CRTC would ask Parliament perhaps to legislate a set of criteria and, if necessary, the actual method of implementing those criteria.

I can now turn to a more difficult question, one that I think troubled Mr. O'Connor. It is the distribution and the use of the time once it has been allocated during this final four weeks before the election.

First I should say quite frankly that the CRTC has no experience in this field, and that is not necessarily because we have not been doing our job. It is because our job has not required us to get into the actual placing of the blocks of time in the schedule of the broadcasters. The CBC—and in some cases the CTV network—has in fact given free time for elections. They have made the decisions on distribution, and their decisions have primarily been based on programming concerns.

• 1120

One other point flowing from that is that the CRTC would hope that it is the intention of Parliament, if not stated, that the CRTC should be in a position to consult with the broadcasters—the actual licensees—to understand their problems relating to allocation and distribution of time. It is clear from the legislation, as proposed, that the role of the CRTC is to meet with the registered representatives of the registered parties. Our only suggestion would be that the commission understand that it is not precluded from also discussing these questions of programming with the licensees of the commission.

A further point, and perhaps my final one: the commission would hope that Parliament will allow itself to remain flexible in the need for amending this particular statute if it comes into force. From the point of view of the CRTC, we might be concerned that the proposed statute that is before the Committee is able to be implemented by the CRTC only if the CRTC makes considerable use of the powers that it has under the Broadcasting Act. I feel there might be some concern at the commission if it constantly has to resort to the Broadcasting Act to implement the proposed election expenses act. It seems to me that we shall not know the problems with which the CRTC is going to be faced, or the stresses and strains which will be put on the proposed election expenses act, until in fact there is an election and we have gone through that experience. We hope to remain as flexible as possible under the statute,

## [Interprétation]

Nous avons vérifié et les dossiers du CRTC ont généralement appuyé la position adoptée par Radio-Canada dans la répartition du temps d'antenne lors d'élections fédérales, sauf peut-être qu'il a pu apporter quelques changements mineurs de pourcentage.

Une longue tradition a également été établie en ce qui a trait à la distribution du temps d'antenne lors d'élections provinciales, mais si les membres du Comité veulent bien me le permettent, je vais laisser cette question de côté.

Voici donc comment le CRTC envisagerait de remplir son mandat. Je dois quand même répéter que si le CRTC doit remplir ainsi son mandat, nous présupposons que le CRTC aurait besoin de l'appui du Parlement lorsqu'il s'agira de se prononcer sur ces questions.

Par contre, si le Parlement n'est pas satisfait de la façon dont nous envisageons le rôle traditionnel qui nous incombe, d'après nous, le CRTC demanderait au Parlement de légiférer, en ce qu'ils sont un ensemble de critères et, si nécessaire, en stipulant la méthode à employer pour mettre en application lesdits critères.

Je peux maintenant passer à un point plus difficile à régler et qui préoccupait, je crois, monsieur O'Connor. Il s'agit de la distribution et de l'utilisation du temps d'antenne une fois qu'il a été attribué au cours des quatre dernières semaines avant les élections.

Je dois d'abord vous dire franchement que le CRTC n'a aucune expérience dans ce domaine, et ce n'est pas nécessairement parce que nous n'avons pas fait notre travail. C'est tout simplement parce que nos fonctions ne consistent pas à répartir le temps d'antenne en question dans l'horaire des radiodiffuseurs. C'est Radio-Canada, et dans certains cas le réseau CTV, qui a donné en réalité le temps d'antenne gratuit en temps d'élection. Ils ont pris des décisions concernant la distribution et ces décisions sont fondées principalement sur les programmes.

Il s'ensuit également que le CRTC espère que ce soit l'intention du Parlement, même si elle n'est pas déclarée, que le CRTC soit en mesure de consulter les radiodiffuseurs, les titulaires d'une licence, pour mieux comprendre leurs problèmes relatifs à l'allocation et à la répartition des périodes d'émissions. Dans le projet de loi, il est évident que le rôle du CRTC est de rencontrer les représentants enregistrés des parties enregistrées. Notre seule suggestion c'est que la Commission ne soit pas empêchée de discuter également des questions de programmes avec les titulaires de permis de la Commission.

Je voudrais soulever également un dernier point: la Commission espère que le Parlement lui permettra de rester souple afin de pouvoir modifier ce règlement s'il vient en vigueur. De l'avis du CRTC, le projet de loi que le Comité étudie ne peut être mis en vigueur par le CRTC que si la Commission peut se servir amplement des pouvoirs qu'elle détient en vertu de la Loi sur la radiodiffusion. J'ai l'impression que la Commission s'inquiéterait si elle devait constamment s'en remettre à la Loi sur la radiodiffusion pour appliquer le projet de loi concernant les dépenses électorales. Je crois que nous ne connaissons pas vraiment les problèmes du CRTC, ni les contraintes ni les tensions qui s'exerceront sur le projet de loi concernant les dépenses électorales jusqu'à ce qu'en réalité il y ait une élection ou jusqu'à ce que nous en faisons vraiment l'expérience. Nous espérons donc demeurer aussi souples que



## [Text]

and I would hope Parliament will itself be able to adjust as necessary.

There may be members interested in the question of whether program time purchased will, as a matter of accounting, include the actual production costs and we could discuss that with you. We have no fixed position on that. We note that the legislation speaks of the word "originated" from the licensee. There might be two views: that that means "originated" as a point of distribution; or it might mean that "originated" would be an actual production in that studio. Needless to say, commercials are usually not a production of the licensee itself, and there may be some slight ambiguity there. We do not necessarily want to get into the problem of the language with you, but we feel that the question of whether production costs are being included or excluded from the cost of the program time purchased might be considered by your Committee.

The final point is that we have taken up a number of questions of detail and interpretation with the Minister responsible, and we are constantly following up on that. We do not intend to bring those into the Committee as such.

I think that concludes my remarks.

With the CRTC today we have Mr. Ralph Hart, who has considerable experience in marketing and advertising, and John Lawrence our general counsel, who would speak to any matters within the ambit of the commission's authority relating to its legal position. Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Hylton.

Before I recognize the first questioner, I should like agreement as to our time of adjournment. Would 12:30 p.m. be acceptable to everyone?

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** I am informed that, if need be, the representatives of the CRTC would gladly come back this afternoon at 3:30.

Mr. O'Connor.

**Mr. O'Connor:** Thank you, Mr. Chairman. May I first thank you gentlemen from the CRTC for making your time and expertise available to us on a series of proposed new sections of this act which, quite frankly, are beyond the purview of many of the members of this Committee. I think we can well use the advice and comments that you have agreed to make available to us.

It appears from a perusal of these proposed new sections dealing with regulation that, as you have pointed out, Mr. Hylton, there are some inconsistencies, and there is some vagueness, in the proposed sections, and some proposed sections are, perhaps, subject to several interpretations. There are some questions which are not answered, at least to our satisfaction, and perhaps your opinions and ideas will give us some indication whether we really do have to get into a series of amendments; or whether perhaps, based on your attitude towards the problems, we might well be able to leave them to the negotiation of the parties at the time of an election.

## [Interpretation]

possible sous le couvert de ce règlement et j'espère que le Parlement pourra s'adapter si cela s'impose.

Certains députés sont peut-être intéressés de savoir si des périodes d'émissions achetées comprendront, du point de vue comptabilité, les coûts réels de production, et nous pourrions en discuter avec vous. Nous n'avons pas encore adopté de position. Nous remarquons que la loi dit: que le titulaire d'une licence est «à l'origine». Il peut y avoir deux points de vue: «à l'origine» peut signifier le point de distribution ou la production réelle en studio. Il va sans dire que les messages publicitaires ne sont pas habituellement une production du titulaire de la licence lui-même et il pourrait y avoir ambiguïté ici. Nous ne voulons pas nécessairement nous attaquer au problème de la langue, mais nous croyons que le Comité pourrait étudier cette question du coût de production à inclure ou exclure du coût d'acquisition des périodes d'émissions.

Enfin, nous avons discuté avec le Ministre responsable un certain nombre de questions de détail et d'interprétation, et nous sommes constamment en rapport avec lui à ce sujet. Nous n'avons pas l'intention de les porter à l'attention du Comité comme telles.

Je ne crois pas avoir d'autres commentaires à faire.

Le CRTC est également représenté aujourd'hui par M. Ralph Hart qui a beaucoup d'expérience dans la commercialisation et la publicité et M. John Lawrence, notre conseiller juridique, pourrait répondre à cette question concernant l'envergure de l'autorité de la Commission du point de vue juridique. Je vous remercie, monsieur le président.

**Le président:** Je vous remercie, monsieur Hylton.

Avant de passer à la personne suivante, j'aimerais votre avis concernant l'heure d'ajournement. Êtes-vous d'accord pour 12h.30?

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** Pour votre gouverne, des représentants du CRTC reviendront avec plaisir cet après-midi, à 15h.30, si vous le jugez nécessaire.

Monsieur O'Connor.

**M. O'Connor:** Je vous remercie, monsieur le président. J'aimerais d'abord remercier les représentants du CRTC qui mettent à notre service et leur temps et leur compétence pour l'étude de nouveaux articles proposés du projet de loi qui, très franchement, ne sort pas du ressort des membres du Comité. Nous pouvons certainement faire bon usage des avis et des conseils qu'ils veulent bien nous offrir.

Après avoir consulté ces nouveaux articles qui ont trait au Règlement et que M. Hylton a souligné, il me semble y avoir des contradictions, un manque de précision; certains articles pourraient peut-être même faire l'objet de plusieurs interprétations. Certaines questions sont restées sans réponse, ou du moins les réponses données ne nous ont pas satisfait, et vos opinions et vos idées pourraient peut-être nous faire voir si nous devons présenter une série de modifications ou non; ou peut-être encore que votre attitude vis-à-vis ces problèmes nous indiquerait qu'il serait préférable de laisser les parties les négocier au moment des élections.



## [Texte]

• 1125

As you know, under the proposed act you will be required by statute to be involved to a certain extent in some interpretation. If we may, we would like to be able to ask you questions on sections other than those where you are directly involved under the broadcasting sections, merely to obtain your attitudes and opinions on these matters.

May I ask, sir, whether you were consulted prior to the proposed act being drafted by the government or the Chief Electoral Officer in this respect?

**Mr. Hylton:** We have had consultations for some time and I appeared before the committee chaired by Mr. Hyliard Chappell to give our views in an in camera meeting. So we have had several opportunities now to give our views on the bill as it has moved through C-211 to C-203. And we appeared once before this Committee. I also think the chairman has appeared before the Committee on this subject. Anyway, I appeared.

**Mr. O'Connor:** What I wanted to ascertain was whether, as you were being asked to play some significant role in the electoral process in this country, you had been consulted along the way and were satisfied you were being asked to do something which was within your competence and was with the agreement of yourselves, in that you do see yourselves playing a valid role in the electoral process and are happy about it.

**Mr. Hylton:** I do not think the commission should be presumptuous and say whether or not it wants to play this particular role. It has made its views known and to extent Parliament requires us to implement this statute, we are pleased to get on with the job.

**Mr. O'Connor:** Fine.

It seems to me though, despite your willingness and agreement to become involved in it, you might wish to limit your involvement to a minimum; that is, you would be just as happy to see the parties reach agreement on the very subjects under these sections as you yourselves having to finally adjudicate on them.

**Mr. Hylton:** We would agree with you that the best of all is if the parties themselves can reach agreement and then we really would have only the role considering that agreement and making it final.

**Mr. O'Connor:** Would you similarly agree it would be preferable that the parties be given as great a degree as possible of freedom in perhaps the utilization of the time they finally agree is available to them, or that perhaps you might have to, if no agreement is reached, allocate to them? Again, what I am getting at is the provisions of the proposed act, of course, which seem to be silent in this respect, as to the use of time, and I gather you would prefer not to have to adjudicate how this time would be used and that it would be preferable to leave that decision to the parties themselves?

**Mr. Hylton:** Again, because we have no experience in this field, to us the best of all worlds would be the case where the broadcasters and the registered parties have been able to reach agreement on how the time would be distributed during the last four-week period.

## [Interprétation]

Comme vous n'êtes pas sans l'ignorer, le projet de loi exigera de vous un certain degré d'interprétation. Si vous le permettez, nous aimerions pouvoir vous poser des questions sur des articles autres que ceux qui vous intéressent directement parce qu'ils traitent de la radiodiffusion, car nous aimerions connaître votre attitude et vos opinions sur certains points.

Puis-je vous demander, monsieur, si le gouvernement ou le directeur général des élections vous a consulté avant la rédaction du projet de loi?

**M. Hylton:** On nous a consulté depuis un certain temps et j'ai comparu au comité présidé par M. Hyliard Chappell afin d'y donner notre opinion, lors d'une séance à huis clos. Nous avons eu aussi plusieurs occasions de faire connaître notre opinion sur le projet de loi, puisqu'il est passé d'un bill C-211 à C-203. Nous sommes venus également témoigner une fois à votre comité. Je crois également que le président est venu aussi témoigner devant le comité. De toute manière, j'y suis venu moi-même.

**M. O'Connor:** Puisque la loi vous demandera de jouer un rôle important dans le processus électoral au pays, je voudrais m'assurer que l'on vous avait consulté en route et que d'après vous, ce que l'on vous demandait de faire relevait de votre compétence et vous semblait acceptable, parce que vous pouvez vous imaginer jouant un rôle valable dans le processus électoral et vous en êtes heureux.

**M. Hylton:** Je ne crois pas que le conseil devrait être présomptueux et dire s'il veut ou non jouer ce rôle en question. Le conseil a fait connaître ses opinions et nous nous ferons un plaisir de mettre en application la présente loi, dans la mesure où le Parlement nous demande de le faire.

**M. O'Connor:** Très bien.

Il me semble cependant qu'en dépit de votre bonne volonté et de votre accord, vous aimeriez peut-être voir limiter votre participation; c'est-à-dire que vous préféreriez peut-être voir les partis en venir à un accord sur les points relevant précisément de ces articles, plutôt que de vous voir vous-même tenu de prendre la décision finale.

**M. Hylton:** Nous sommes d'accord avec vous pour dire que l'idéal serait de voir les partis eux-mêmes en venir à un accord, pour qu'ensuite notre seul rôle soit d'étudier l'accord conclu pour en faire l'entériner.

**M. O'Connor:** Croyez-vous également qu'il serait préférable que les partis aient autant de liberté que possible quant à l'utilisation du temps sur lequel ils sont finalement convenus, ou peut-être que ce serait à vous de le leur attribuer, si aucun accord n'est conclu? Le projet de loi ne se prononce aucunement sur l'utilisation du temps d'antenne accordé, et je pense que vous préféreriez ne pas avoir à vous prononcer sur la façon dont ce temps serait utilisé, car il serait préférable de laisser cette décision aux partis eux-mêmes?

**M. Hylton:** Je répète qu'étant donné notre manque absolu d'expérience dans ce domaine, l'idéal pour nous serait que le radiodiffuseur et le parti enregistré puissent conclure un accord sur la façon dont le temps d'antenne serait distribué au cours de la période des 4 dernières semaines.

[Text]

**Mr. O'Connor:** I think you used the word "flexibility." You would agree then that the best approach would be to leave to the parties the greatest amount of flexibility possible to make these decisions on their own behalf? What I am getting at is that I feel, and I am wondering if you would agree with this, it is democratically healthier to leave it to the parties candidates and so forth to communicate with their electorate in the manner in which they see fit rather than having perhaps government legislation or an outside commission dictate how they must carry on the campaign.

**Mr. Hylton:** I am not sure I can answer that question. I think it is outside the purview of the commission's comments or responsibilities.

We see a role designated under this proposed statute for the commission at a point when all the parties cannot reach agreement on how that time should be allocated. Now if the parties can reach agreement I think the members of the commission would also want to take into account the experience and the professional ability of the broadcasters who may have very serious concerns that the actual distribution and use of the time as proposed by a registered party would be very disadvantageous from the point of view of the acceptability of the programming to the public. I do not think the commission can speak on that particular point except to say that if we are required to adjudicate on the question of how the time should be allocated among the parties if they cannot agree, and if we are required further to adjudicate on the question of the distribution and use of the time, then I think we would be prepared to make that adjudication.

• 1130

**Mr. O'Connor:** But I gather that you would prefer not to be involved in this kind of adjudication, and that it would be healthier if the parties could agree on all these subjects before coming to you.

**Mr. Hylton:** Best of all would be agreement between the broadcasting licencees and the registered parties acceptable to all of them before coming to the commission. Our role then would be, as I say, one of recognition that that agreement had taken place.

**Mr. O'Connor:** All right, just to be more specific for a moment, with regard to the 6½ hours to be made available to all parties, my interpretation is that that would be entirely commercial time paid for by the parties; and I say that upon reading that proposed section and the following, proposed Section 99.1 (8) on page 28 which makes it an offence to charge for time over 6½ hours. Therefore, by conclusion the 6½ hours are chargeable by the station and it must be paid for by the parties subject to the 50 per cent rebate. I see several of you nodding in agreement; is that your interpretation?

**Mr. Hylton:** Yes, the commission agrees with that although I would make a small precision. From the commission's point of view, time is divided between programs and advertisements, and although the program and the advertisement will be paid for, they have slightly different purposes obviously from the point of view of the broadcaster.

[Interpretation]

**Mr. O'Connor:** Je crois que vous avez utilisé le terme «sur place». Vous pensez donc vous aussi que l'idéal serait de laisser aux partis le plus de souplesse possible afin qu'ils prennent ces décisions par eux-mêmes. Je voudrais simplement savoir si vous pensez comme moi que la façon la plus démocratique de procéder est de laisser aux candidats des partis le soin de choisir à leur gré la façon dont ils vont communiquer avec leurs électeurs, plutôt que de laisser le gouvernement ou un organisme quelconque dicter aux candidats la façon dont ils doivent faire leur campagne.

**Mr. Hylton:** Je ne suis pas certain de pouvoir répondre à cette question. A mon avis, elle dépasse la portée du mandat du conseil.

D'après nous, le projet de loi confie au conseil un rôle pour les cas où les partis n'ont pu en venir à un accord sur la façon dont le temps devrait être attribué. Si les partis peuvent s'entendre, je crois que les membres de la Commission aimeraient également tenir compte de l'expérience et des capacités professionnelles des radiodiffuseurs qui pourraient craindre fortement que l'utilisation et la distribution effective du temps, tel que proposé par un parti enregistré, soient très désavantageuses au point de vue de l'acceptabilité de cette programmation par le public. Je ne pense pas que la Commission puisse commenter cet aspect particulier si ce n'est pour préciser que si nous devons trancher la question de savoir comment le temps de diffusion doit être réparti entre les partis, s'ils ne sont pas d'accord, et si nous devons en outre trancher la question de la distribution et de l'utilisation de ce temps d'émission, je crois que nous serions prêts à le faire.

**Mr. O'Connor:** Je crois toutefois comprendre que vous préféreriez ne pas être impliqué dans ce genre de décision et qu'il serait plus sain que les partis s'entendent sur ces questions avant de se présenter chez vous.

**Mr. Hylton:** La meilleure solution serait un accord entre les radiodiffuseurs et les partis enregistrés qui soit acceptable par tous avant que l'on se présente devant la Commission. Notre rôle serait alors de reconnaître qu'une entente a eu lieu.

**Mr. O'Connor:** D'accord. J'aimerais brièvement traiter en plus en détail des 6½ heures de temps d'antenne mis à la disposition de tous les partis. Je comprends que ceci serait entièrement du temps commercial payé par les partis; je dis ceci après avoir lu cet article et l'article suivant, soit 99.1(8), à la page 28, qui constitue une infraction le fait de faire payer du temps accordé en plus des 6½ heures. Il faut donc enconclure que les 6½ heures de temps d'émission sont fracturables par la station et qu'elles doivent être payées par les partis avec une ristourne de 50 p. 100. Je vois que plusieurs d'entre vous hochent la tête en signe d'assentiment; est-ce là votre interprétation?

**Mr. Hylton:** Oui, la Commission est d'accord avec cette interprétation même si j'aimerais apporter une légère précision. Du point de vue de la Commission, le temps d'émission est divisé entre les émissions et la publicité; or, même si l'émission et la publicité seront payées, elles ont évidemment des objectifs légèrement différents du point de vue du radiodiffuseur.

## [Texte]

**Mr. O'Connor:** On that point, how is it that you can say that there will be programming time and commercial time in the paid-for time allocated to the parties? Who will make the decision as to how that will be allocated?

**Mr. Hylton:** That is a decision in which we have no experience and I have said that quite frankly. The possibility that the parties will not wish to have all their time allocated for what we now recognize to be the short advertising spot, say 30 seconds or 1 minute in length, is very real. The parties may consider that they can better put their message across by using a program format and this might be 5 minutes, it might be 15 minutes, it may be a half an hour. That allocation of the use of the time seems to me to be a difficult problem, one which we have not been involved in yet. I think the commission may be required to consider the views of the broadcaster and those of the parties if the parties cannot agree on this.

**Mr. O'Connor:** I tend to agree with you that the party may feel it can better put its message across with a 5- or 15-minute program. Conversely, the party may decide it can better put its message across by 30-second spots or 2-minute spots. Would you not agree that it should have the freedom or flexibility to make that decision itself as to how it feels it can best communicate with the electorate of Canada?

**Mr. Hylton:** May I refer that to Mr. Hart?

**The Chairman:** Mr. Hart.

**Mr. Ralph Hart (Director, Planning, Canadian Radio-Television Commission):** There are two aspects to the allocation of the distribution of the 6½ hours. One is the proportion of that 6½ hours that would be allocated to a party. For example, if a party were allocated 2 of those 6½ hours and decided it was in its best interest to use that 2 hours of time by making 240 thirty-second announcements in a 4-week period, and if every party were to undertake to do that, obviously it would create an impossible situation for the broadcaster. The broadcaster, it seems to me, has to have some ability to negotiate what the balance will be for each party between announcements and program time.

• 1135

I have mentioned the one extreme, the 240 thirty-second announcements in the case of 2 hours. The other extreme, I suppose, would be the broadcaster saying: I will give you two hours on the last Thursday before the election and I will have discharged my responsibility by making this time available and charging you for two hours. Somewhere between those two positions would be the proper use of the allocated time.

**Mr. O'Connor:** What I am trying to get at is as a matter of principle and in general—I can see those practical problems are very real problems—I feel and I wonder if you do that it is desirable to leave to the parties the greatest degree of freedom possible to make those decisions recognizing, of course, the practical problems that a broadcaster has in supplying, say, 240 thirty-second spots. I do not think someone other than the parties themselves who are attempting to get themselves elected, who are attempting to get themselves heard by the electorate and who feel that they know how best to communicate with the electorate should tell them how they should best go about that. I

## [Interprétation]

**M. O'Connor:** A ce propos, comment pouvez-vous dire qu'il y aura du temps de programmation et du temps commercial dans le temps payé alloué aux partis? Qui décidera de la répartition?

**M. Hylton:** Nous n'avons aucune expérience à ce niveau, je l'ai déjà déclaré très franchement. Il est possible que les partis ne veuillent pas que leur temps d'émission leur soit accordé sous forme de brefs messages publicitaires de 30 secondes ou une minute. Les partis pourraient décider qu'ils peuvent mieux transmettre leur message en utilisant des formats d'émission pouvant durer 5 minutes, 15 minutes ou même ½ heure. Cette répartition de l'utilisation du temps d'émission me semble être un problème délicat où nous n'avons encore aucune expérience. Je crois que la Commission devra peut-être tenir compte des points de vue du radiodiffuseur et des partis si ceux-ci ne peuvent s'entendre à ce propos.

**M. O'Connor:** Je suis d'accord avec vous. Il est possible que le parti estime qu'il peut mieux faire passer son message avec une émission de 5 ou 15 minutes. Par ailleurs, le parti pourrait décider qu'il peut mieux faire passer son message avec de brefs messages de 30 secondes ou 2 minutes. Ne croyez-vous pas qu'il devrait avoir la liberté ou la possibilité de prendre cette décision lui-même sur la façon d'établir la meilleure communication possible avec l'électorat canadien?

**M. Hylton:** Puis-je demander à M. Hart de répondre?

**Le président:** Monsieur Hart.

**M. Ralph Hart (directeur, Planification, Commission de la Radio-Télévision canadienne):** La répartition de la distribution des 6½ heures de temps d'émission comporte deux aspects. Il y a premièrement la proportion de ces 6½ heures qui seraient allouées à un parti. Par exemple, si l'on accordait à un parti 2 de ces 6½ heures et qu'il décidait qu'il était dans son meilleur intérêt d'utiliser ces 2 heures de temps d'émission sous forme de 240 messages de 30 secondes répartis sur une période de 4 semaines, et si tous les partis décidaient de faire de même, il est évident que cela créerait une situation impossible aux radiodiffuseurs. Le radiodiffuseur, il me semble, doit pouvoir négocier et établir le bilan pour chaque parti entre ce qui doit constituer la publicité et le temps d'antenne.

J'ai mentionné une extrême, 240 annonces de 30 secondes en deux heures. L'autre extrême, je suppose, serait que le radiodiffuseur déclare: Je vous accorderai deux heures le dernier jeudi avant l'élection et je serai débarrassé de ma responsabilité d'avoir à vous accorder ce temps et à vous faire payer pour deux heures. Le moment approprié se situerait entre ces deux extrêmes.

**M. O'Connor:** En principe et de façon générale, j'estime que ce sont de véritables problèmes—il me semble qu'il serait souhaitable de permettre aux partis le plus de latitude possible pour prendre ces décisions, sans pour cela manquer de reconnaître les difficultés pratiques que présente pour le radiodiffuseur la nécessité d'accorder 240 périodes de 30 secondes. Il me semble que seuls les partis qui veulent se faire élire et qui veulent être entendus de l'électorat et savent mieux communiquer avec l'électeur devraient lui dire comment s'y prendre. J'estime que cela porte atteinte au procédé démocratique et ce projet de loi ne doit pas l'encourager, réserve faite des difficultés prati-



[Text]

think that is an infringement on the democratic process, it is one that is undesirable and not to be encouraged by this act, subject, as I said, to the practical problems that you have just pointed out. I think our efforts should be in the direction towards freedom and flexibility.

**Mr. Hylton:** I am sure we agree with the general principle, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. Howard.

**Mr. Howard:** Mr. Chairman, in the subsection there it requires each broadcaster to make available 6½ hours. Is that the correct way to read it or is your assessment of it a total of 6½ hours distributed amongst all broadcasters so that the aggregate...

**Mr. John Lawrence:** I believe, sir, it is each broadcaster and each licensee of a broadcasting receiving undertaking who transmits programs, that is a cable operator who has a local origination channel, and it is each of those who must supply 6½ hours.

**Mr. Howard:** Six and a half hours. That is the way I read it.

**An hon. Member:** You always ask tough questions.

**Mr. Hylton:** Mr. Chairman, perhaps while counsel debates with itself here we could continue with the questions.

**Mr. Howard:** In any event, could we have a list of the names of each broadcaster?

**Mr. Hylton:** That is easily given. We have the licensees of the Commission. It may be of interest to the Committee that as of March 31, 1973 there were 534 licences issued for TV stations. There are many less than that, because there are also rebroadcasters of them. There are 349 AM radio stations and 92 FM stations, and again those are individual licences. We have about 365 licensed cable television systems, of which perhaps less than one third have a capability for local programming at this time. I could ask Mr. Hart. What is the number of individual TV transmitters as opposed to the rebroadcasters of those transmitters?

**Mr. Hart:** Do you mean mother stations?

**Mr. Hylton:** Mother stations, yes.

• 1140

**Mr. Hart:** I am sorry, I do not have the number in my mind. It is less than 200.

**Mr. Hylton:** We will bring that specific figure to the Commission. I am sorry.

**The Chairman:** Mr. Howard.

**Mr. Howard:** In very rough figures, then, something in the neighbourhood of 1,200 persons would be classified as broadcasters under this bill and would be involved, each of them, in providing six and a half hours' time.

**Mr. Hylton:** That is correct.

**Mr. Howard:** Do you have any estimate of what the minimum and maximum expenditures might be—if a person used all 30 second spots, what it might come to for any one of those? Is there any way of assessing this?

[Interpretation]

ques que vous venez de signaler. Nous devrions viser un système libre et flexible.

**M. Hylton:** Je suis persuadé que nous sommes tous d'accord sur le principe, monsieur le président.

**Le président:** Monsieur Howard.

**M. Howard:** Monsieur le président, le paragraphe mentionne que le radiodiffuseur doit fournir six heures et demie d'antenne. Est-ce une interprétation correcte que de penser que les six heures et demie doivent être réparties entre les diffuseurs de façon que le chiffre d'ensemble...

**M. John Lawrence:** Je pense, monsieur, que chaque diffuseur et chaque titulaire d'une licence pour la radiodiffusion et que tout opérateur d'un câble ayant un canal de diffusion locale doit contribuer six heures et demie de temps.

**M. Howard:** Six heures et demie. C'est ce que je comprends.

**Une voix:** Vous avez toujours des questions compliquées.

**M. Hylton:** Monsieur le président, pendant ce débat en tête-à-tête nous pourrions peut-être continuer les questions.

**M. Howard:** Pourrions-nous, de toute manière, obtenir la liste des noms des radiodiffuseurs?

**M. Hylton:** Facilement. Nous avons les titulaires des licences de la Commission. Le Comité serait peut-être intéressé de savoir qu'à compter du 31 mars 1973 il y avait 534 licences d'émissions pour des stations de télévision. Il y en a beaucoup moins parce qu'il y a aussi ceux qui retransmettent. Il y a 349 stations de radio AM et 92 stations FM et ce sont des licences particulières. Nous comptons près de 365 titulaires de licence des systèmes de câblotélévision dont peut-être moins d'un tiers pouvant diffuser des programmes locaux à l'heure actuelle. Je pourrais demander à M. Hart. Quel est le nombre des transmetteurs de télévision indépendants par rapport aux retransmetteurs de ces transmetteurs?

**M. Hart:** Parlez-vous de stations mères?

**M. Hylton:** Stations mères, oui.

**M. Hart:** Je ne me souviens pas exactement du chiffre, je pense que c'est moins de 200.

**M. Hylton:** Nous allons vous communiquer le chiffre exact.

**Le président:** Monsieur Howard.

**M. Howard:** Donc il y aurait quelques 1200 personnes reconnues comme radiodiffuseurs en application du présent bill, chacun d'eux ayant à mettre 6 h. et demie de temps d'antenne à la disposition des partis et des candidats.

**M. Hylton:** C'est exact.

**M. Howard:** Pourriez-vous nous donner une idée des dépenses minimum et maximum? A combien par exemple reviendrait une annonce de 30 secondes?



[Texte]

**Mr. Hylton:** It is very difficult to estimate it, but we took all the licensees on television and considered what it might cost there, a rough average.

**Mr. Hart:** We used the minute cost as an example because we wanted a comparable figure for radio and for television, and 60 seconds tends to be the length of a typical radio commercial. Buying one minute of time on all the private radio stations in the country, the cost would add up to approximately \$8,400, and these are prime time rates. A minute of time for all the television stations in the country would come to \$7,200 approximately. A minute on all the radio and all the television stations would be \$15,600. These are private stations.

**Mr. Howard:** For one minute.

**Mr. Hart:** For one minute, yes.

**Mr. Hylton:** Mr. Howard, perhaps we could introduce at this point the concept of the network which may be asked by the individual licensees to distribute the national programming relating to a national election, and to the extent that the network is asked to do the programming, it of course would reduce the impact on the individual private station as far as that production is concerned. It does not reduce any of the obligations under the statute, obligations of notice or a consultation as they may arise under the statute, but it certainly does exist because there is the CBC network in both English and French, because there is the CTV network, because there is also a network in Quebec, the TVA network. They are pooling sources which will help in the distribution problem.

**Mr. Howard:** That is all I wanted to get at—the listings and what is involved.

**Mr. Lawrence:** Mr. Howard, I should clarify. I was reading from another draft of the bill. The most recent draft of the bill in respect of the six and a half hours applies only to the broadcaster, not to the cable system. I had indicated in my remark to you that six and a half hours per registered party applied to the cable operator as well as to the broadcaster. That is incorrect. It is just to the broadcaster.

**Mr. Howard:** What do you mean by the most recent draft of the bill?

**Mr. Hylton:** The point to make here is that we understand—I was not cutting off the answer but we have been working on a draft of Bill C-203 and our understanding was that it is the present intention to have the cable operators relieved of the burden for the national party distribution time, and that it is considered to be a service for the individual candidate time. That is the distinction we are trying to make.

**Mr. Howard:** Mr. Chairman, all we have is a bill. That is what it is. It is not a draft or anything else. It is a bill. Are you saying that you are preparing amendments . . .

**Mr. Lawrence:** No, I am not, Mr. Howard. Maybe my language is imprecise. The bill now before you does not apply to cable operators. I believe the previous bill did apply to cable operators as well.

**Mr. Howard:** All right.

[Interprétation]

**M. Hylton:** C'est difficile à dire mais pour la télévision, on aurait grosso modo une moyenne de . . .

**M. Hart:** J'ai cité l'exemple d'une minute car en effet les messages publicitaires durent en moyenne 60 secondes. Un message radiodiffusé d'une minute reviendrait à environ \$8,500 aux heures de grandes écoute et à \$7,200 pour les stations de télévision. Un message d'une minute sur l'ensemble des stations de radio et de télévision reviendrait à \$15,600. J'entends sur les stations privées.

**M. Howard:** Pour une minute.

**M. Hart:** Oui, c'est exact.

**M. Hylton:** Un réseau de radiodiffusion peut à la demande de tel ou tel détenteur de permis diffuser le programme national relatif aux élections nationales, ce qui réduirait bien entendu les coûts de production pour les stations privées individuelles. Cela ne réduit pas pour autant les autres obligations prévues par la loi. Mais nous avons les divers réseaux, notamment Radio-Canada en anglais et en français, CTV et les réseaux du Québec, ce qui permet de réunir les ressources en vue de faciliter la distribution.

**M. Howard:** C'est tout ce que j'avais à dire.

**M. Lawrence:** Je dois apporter quelques précisions car vous citez un autre projet du bill. Or le dernier projet en ce qui concerne les 6 heures et demie de temps d'antenne s'applique uniquement aux radiodiffuseurs et non pas aux sociétés de câblvision. Je vous avais dit tantôt que ces six heures et demie attribuées à chaque parti s'appliquaient aussi bien à la câblvision qu'à la radiodiffusion ce qui est inexact.

**Mr. Howard:** Qu'entendez-vous par le dernier projet du bill?

**M. Hylton:** Nous avons travaillé à partir d'un projet du Bill C-203, projet qui prévoit que les sociétés de câblvision s'occuperaient uniquement de la publicité des candidats individuels et non pas des partis nationaux.

**M. Howard:** Monsieur le président, nous avons été saisis d'un bill et non pas d'un projet. Voulez-vous dire que vous êtes en train d'élaborer des amendements . . .

**M. Lawrence:** Non, je me suis peut-être mal exprimé. Le présent bill ne s'applique pas aux sociétés de câblvision, contrairement au bill précédent.

**M. Howard:** D'accord.

[Text]

**The Chairman:** Have you finished, Mr. Howard?

**Mr. Howard:** Thank you.

**The Chairman:** Mr. Reid.

**Mr. Reid:** Mr. Chairman, I would like to direct the attention of the representatives of the CRTC to what really is a confusing part of the bill, and that is the way in which the bill sets out the allocation of time to individual candidates, the guarantee of time to individual candidates. Can Mr. Hylton elucidate for us how this section is going to operate?

• 1145

My second question is, in view of the difficulties this is going to cause, is it worthwhile keeping the sections in the bill? Could we accomplish the same end by other means?

**Mr. Hylton:** Mr. Chairman, we would feel a little uneasy in trying to interpret this bill to you. It is not really the commission's role. I understand the member's comment, but we are not really in a position to do more than paraphrase the bill. If there is a specific question, perhaps we could deal with it from the implementation point of view.

**Mr. Reid:** All right. From the implementation point of view, I direct your attention to page 30, Subsection 2 of new Clause 99.3(1). It is number (3) really in which I am interested. The broadcasting time allocated to candidates is broken down into a number of formulae depending upon the structure of the media of broadcasting into a particular region or constituency.

**Mr. Hylton:** If the language of the bill is to go through in that manner, the commission recognizes that it has first a tremendous task in trying to decide exactly what the reach of the broadcasting transmitter is in television. This is perhaps even more difficult in radio. While the boundaries of the cable television systems are finite, there are also considerable difficulties there because they do not necessarily match the electoral boundaries, as members well know.

We have a certain number of technical criteria which could be used by the commission if that was the wish of Parliament. We could suggest that the so-called "B" contour of the television station, which is a technical parameter, often of a circular form, sometimes an egg shape, a distorted shape, depending on the terrain, might be used and then applied, as it were, in a purely mechanical way over the top of the electoral map.

With respect to radio, there are also contours available there. People speak of the millivolt contours. There are contours there which, from a pragmatic reasonable point of view, might also be used mechanically imposed on top of the electoral map.

For cable television we would take the licencees area set out under the mandate given to the licensee from the commission in its licence, and apply that again to the electoral boundaries map.

Those are suggestions and the commission, of course, would be guided in any way by Parliament if that is not logical or a reasonable way to proceed.

[Interpretation]

**Le président:** Vous avez terminé, monsieur Howard?

**M. Howard:** Oui, je vous remercie.

**Le président:** Monsieur Reid.

**M. Reid:** Je voudrais signaler à l'attention des représentants de la CRTC un aspect peu clair du présent bill, et notamment les modalités de répartition du temps d'antenne entre les divers candidats. Pouvez-vous nous dire comment cet article va être appliqué dans la pratique?

Étant donné les difficultés que comporte cet article, pensez-vous qu'il soit utile de le garder? Ne pourrait-on pas atteindre les mêmes buts par d'autres moyens?

**M. Hylton:** Monsieur le président, l'interprétation du bill ne relève pas de la compétence de la commission. Nous pourrions toutefois répondre à une question précise concernant les modalités de l'application.

**M. Reid:** D'accord. Si vous voulez voir à la page 30, paragraphe 2, du nouvel article 99.3 (1). Mais plus particulièrement sous l'alinéa (3). Le temps d'antenne attribué aux candidats est réparti selon plusieurs formules selon la structure des média dans telle ou telle région ou circonscription électorale.

**M. Hylton:** Si le texte actuel, est adopté, la commission prend en effet la tâche énorme de déterminer la portée exacte de l'émetteur de telle ou telle station de télévision. La tâche se complique davantage encore en ce qui concerne les stations de radiodiffusion. Alors que les stations de câblotvion ont des territoires clairement délimités, cela pose néanmoins des difficultés considérables étant donné que ces limites ne coïncident pas nécessairement avec les limites des circonscriptions électorales.

La commission pourrait utiliser certains critères techniques au cas où le Parlement le souhaiterait. Ainsi le contour entre «B» d'une station de télévision qui est un paramètre technique, souvent circulaire et parfois ovoïde, selon le terrain, pourrait être utilisé et superposé de façon mécanique sur la carte électorale.

Il existe également des contours pour la radio. On parle de contours millivolts qui pourraient eux aussi être utilisés de façon mécanique et superposés sur les cartes électorales.

En ce qui concerne les stations de câblotvion, nous prendrions le territoire tel qu'il est défini dans les permis et on l'appliquerait encore une fois à la carte électorale.

Je dis ceci à titre de suggestions car il est bien entendu que la commission fera en tout état de cause ce que le Parlement lui demande.

[Texte]

**Mr. Reid:** You anticipate that there would be considerable difficulty in implementing a system of that nature.

**Mr. Hylton:** Difficulty, yes, from workload, from an administrative point of view, from perhaps arguments between engineers as to where the technical boundaries may or may not fall. We would, I think, rely on the maps which are already publically on file with the Department of Communications. This Department has certified the technical parameters of the broadcasting radio and television stations, and we have our own official map of the boundaries of the cable television systems. So while it means a great deal of work and a great deal of exact fitting of the maps, one to the other, the task is not impossible if we can use those criteria.

**Mr. Reid:** So you feel you can implement this particular clause if you are able to use the criteria you have just outlined, which are public record at the present time.

**Mr. Hylton:** What does concern us, Mr. Chairman, would be situations where anomalies are bound to develop because for some reason the contour is falling close to or just over a boundary. Those difficulties are apparent to the CRTC. If we are asked to discharge that responsibility, we will discharge it. I cannot pretend that the commission can do more than use the best efforts under that sort of plan.

**Mr. Chairman:** Mr. Hart.

• 1150

**Mr. Hart:** The criterion that Mr. Hylton has described, the engineering contours, are theoretical contours. It complicates the matter somewhat but it would probably be necessary to review against the theoretical contour the practicalities of the topography of the area served by the broadcaster. What I am saying is that the engineering line might show the signal as being receivable on the other side of a mountain when in fact it is not, and there would have to be a review on a station-by-station basis of each of the station service areas, taking into account the demonstrated audience reach of the station. One way of doing it would be to relate to the theoretical engineering contours the audience measurement information that BBM, for example, provides. But it would be possible—it would be not easy but it would be possible—to determine an official service area, for the purposes of an election, for each broadcaster.

**Mr. Reid:** Given the complexity of the system as outlined in the proposed act, would it be more convenient for the commission, and I think the political parties, if the draft bill were revised to state that it is the intention to provide time to individual candidates over the broadcasting system, and leave it to the commission to work out an equitable system, since our attempt to do that in the bill seems to be very complicated? In other words, assuming that you understand what it is we are trying to do, are there better ways, in your opinion, of doing it? Would you prefer the bill more loosely drafted so as to give you greater flexibility? Or would you rather take this very precise language and these complicated formulas as a means of implementing what we want to do?

**The Chairman:** Mr. Hylton.

**Mr. Hylton:** Mr. Chairman, again I am not sure that the commission can answer that concern. The role of the commission in this process is obviously determined and directed by Parliament, to the extent that the commission can be directed by Parliament in a clear and pragmatic way. We are delighted to have that work taken off our shoulders. It

[Interprétation]

**M. Reid:** Vous pensez que l'application d'un pareil système soulèverait bien des difficultés?

**M. Hylton:** En effet, la charge de travail serait importante, les ingénieurs risquent de ne pas être d'accord sur l'emplacement exact des limites techniques, etc. Je pense que nous nous baserions sur les cartes qui existent au ministère des Communications. Ce ministère a en effet homologué des paramètres techniques des stations de radiodiffusion et de télévision et nous avons nous-mêmes une carte officielle du réseau des câblovisions. Donc, bien que cela comporte beaucoup de travail, la tâche n'est pas pour autant impossible.

**M. Reid:** Vous pensez donc être à même de mettre cet article en œuvre à condition de pouvoir utiliser les critères que vous venez d'évoquer, critères qui sont dans le domaine public.

**M. Hylton:** Les choses deviennent bien plus délicates lorsqu'un contour coïnciderait avec les limites des circonscriptions électorales. Le CRTC sait parfaitement que ces difficultés existent. Si on nous demande d'assumer cette tâche, nous le ferons au mieux de nos possibilités.

**Le président:** Monsieur Hart.

**M. Hart:** Les critères évoqués par M. Hylton sont des contours théoriques. Bien que cela complique quelque peu le travail, il faudrait néanmoins comparer ce contour théorique aux configurations topographiques de la région desservie par tel ou tel radiodiffuseur. Ainsi, en théorie, un programme devrait être capté au-delà d'une montagne alors que telle ne serait pas la réalité, si bien qu'il faudrait examiner la situation dans toutes les stations, compte tenu de la puissance de diffusion réelle desdites stations. Cela pourrait se faire entre autres en comparant les contours théoriques aux renseignements détenus à ce sujet par la BBM. Donc bien que ce ne soit guère aisé, il y aurait moyen de déterminer les limites de diffusion pour chaque radiodiffuseur pour chaque campagne électorale.

**M. Reid:** Étant donné la complexité de la tâche telle qu'elle est exposée dans le présent bill, ne pensez-vous pas qu'il serait plus facile aussi bien pour le Conseil que pour les partis politiques de réviser le bill en disant notamment qu'on mettrait un temps d'antenne à la disposition de tous les candidats, la répartition équitable de ce temps étant confiée au Conseil. Ne pensez-vous pas qu'il existe de meilleurs moyens d'arriver à nos objectifs? N'eût-il pas été préférable de rédiger le bill de façon moins précise afin de vous donner les coudées plus franches? Ou au contraire préférez-vous justement cet énoncé précis?

**Le président:** Monsieur Hylton.

**M. Hylton:** Monsieur le président, je doute que je puisse répondre à cette question. En effet, le rôle de la commission dépend directement du Parlement. Nous ne serions évidemment que trop heureux d'être déchargés d'une partie de notre tâche, mais ce n'est pas à nous de le demander. Nous ne pouvons donc répondre à cette ques-



[Text]

is just too presumptuous to try to decide at what point the commission should intervene or request to intervene or at what point the commission should ask to be relieved of certain burdens. I really do not think we can answer that type of question. We understand the concerns raised by the Hon. Mr. MacEachen when he was before you. To the extent that Parliament can indicate how it wants this to operate, how it wants it to be implemented, the clearer it will be for the commission. To the extent that Parliament does not wish to indicate that, then the commission will have to do it on as reasonable a basis as we can.

**Mr. Reid:** Fine. Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. Clark.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Thank you, Mr. Chairman. I would like to thank the witnesses, too, for coming. I think most of us felt pretty confused after the last session when we went through some legal problems. That was before you introduced illegal contours, theoretical contours, topographical practicalities and other such things.

**An hon. Member:** Now you are clear.

• 1155

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** What I would like to know at the beginning is when, precisely, you come into the implementation of the bill, as it stands now. I assume that if there is an agreement among the parties, all you do is put the seal upon it. I am talking about allocation of time here.

**Mr. Lawrence:** Yes, I believe that is right. Under proposed Section 99.1(2), immediately after the issuance of the writ the commission consults with representatives of the registered parties and if an allocation is agreed upon that determination would be made then and that would be all the involvement in respect to the allocation of time.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Let us hypothesize on the allocation of time. Let us assume there was agreement among the parties on the allocation of time both with respect to its formula and the way it is used but there was not agreement between the parties as a group and the broadcasters as a group. Would you come into it then or does it lie with the parties, once they agree on how they want to use that six and a half hours, to use it that way?

**Mr. Lawrence:** It appears to me from the way the bill is worded that the consultation takes place between the commission and the registered parties, and once that time has been allocated as a result of that consultation it is binding upon the broadcasters.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I see.

**Mr. Lawrence:** I think one of the things Mr. Hylton and Mr. Hart were saying before is that we do not necessarily consider that to be entirely satisfactory because, after all, the broadcaster is the person who is in charge of his programming. Under the bill he has to determine what his programming format is going to be. It also does not solve the question of the distribution of that time.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Leaving aside distribution—and I think the question of the content of the “minutage” that is available to each party is pretty important—I would assume, and I agree with the general recognition of the interests of the broadcaster, that by this bill we are guaranteeing parties a certain availability of paid time, and I would assume that in a dispute between the convenience of the broadcaster and the flexibility of

[Interpretation]

tion. Je partage les préoccupations évoquées par M. MacEachen lorsqu'il a comparu devant vous. La tâche de la commission sera d'autant plus facile que le Parlement lui aura dit clairement ce qu'il cherche à obtenir. Par contre, si le Parlement ne stipule pas clairement ce que nous avons à faire, la commission devra essayer de faire de son mieux.

**M. Reid:** Je vous remercie, monsieur le président.

**Le président:** Monsieur Clark.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je vous remercie, monsieur le président. Je tiens également à remercier le témoin d'avoir bien voulu comparaître devant nous. La plupart d'entre nous étaient quelque peu confus à l'issue de la dernière réunion durant laquelle nous avons examiné divers aspects juridiques. C'est-à-dire avant que vous n'ayez soulevé la question des contours illégaux, des contours théoriques, des modalités topographiques, etc.

**Une voix:** Maintenant vous êtes parfaitement clair.

**M. Clark (Rocky Mountain):** J'aimerais savoir au juste à quel moment vous vous occupez de la mise en œuvre du présent bill. Je parle notamment de l'attribution du temps d'antenne.

**M. Lawrence:** Oui, je crois que c'est exact. Aux termes de l'article 99.2, immédiatement après l'émission d'un bref, le Conseil de la radio-télévision canadienne doit consulter les représentants de chacun des partis enregistrés, et, si l'on tombe d'accord sur la répartition la question de cette répartition est réglée.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Supposons que les parties tombent d'accord sur la répartition du temps d'antenne, mais qu'il n'y ait pas d'accord entre les partis et les radiodiffuseurs d'Ottawa. La décision quant aux modalités d'utilisation de six heures trente de temps d'antenne appartient-elle à la Commission ou aux partis?

**M. Lawrence:** D'après l'énoncé du bill il y aurait des consultations entre la Commission et les partis enregistrés, mais lorsque à l'éché de ces consultations, la répartition aura été fixée, celle-ci devient obligatoire pour les radiodiffuseurs.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je vois.

**M. Lawrence:** C'est ainsi que M. Hylton et Hart l'ont déjà expliqué, ces dispositions laissent à désirer à notre sens, car c'est après tout, le radiodiffuseur qui est responsable de ces programmes. Aux termes du présent bill, c'est à lui de décider du contenu exact de ces programmes. Par ailleurs, cela ne résout pas la question de la répartition du temps d'antenne.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Il faut pour le moment penser à la question de la distribution du temps accordé à chaque parti, et tout en tenant compte des intérêts des radiodiffuseurs, vous conviendrez avec moi, que le présent bill vise à garantir un temps d'antenne à tous les partis; je suppose dès lors que si un différend devait surgir entre les radiodiffuseurs et les partis ce serait l'intérêt des partis qui devrait prévaloir.



## [Texte]

the parties that the principle of the flexibility of the parties must prevail.

**Mr. Hylton:** Mr. Chairman, I agree with that in that the bill is asking the parties to decide on the allocation of time. Where we see the difficulty arising is under what we call the sort of second category that is not included in the bill, and that is distribution and use of time. There is no doubt in our minds that under this bill Parliament would intend the allocation to be done for the benefit of the parties even if it does not satisfy the broadcasters.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Distribution and use are different matters. Let us say that party A gets two hours. Use determines how they use that two hours. Is that right?

**Mr. Hylton:** That is correct.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Precisely where do you see the problem arising?

**Mr. Hylton:** I think this is a problem that occurs to the commission because it is not covered in the bill. We presume that we must then revert to the Broadcasting Act, we must revert to the general knowledge of broadcasters and the political parties and the commission in the field of good programming, successful programming from all points of view. It is very difficult for the commission to deal with this problem having no experience in it but, as Mr. Hart pointed out, if you take it *ad absurdum*—and there are tremendous exaggerations in use—it seems to me that the Canadian Broadcasting system, the Canadian people, are the ones who eventually suffer. If under the Broadcasting Act we are responsible for aspects of programming, then it seems to the commission that this question of distribution and use of the time after allocation may also be an area in which the commission has to be involved. If not, then we hope that Parliament will speak on this aspect. There is bound to be a useful tension between the representative of the registered party and the broadcasters as to the best and optimum use of the time once it is allocated. If that turned into a situation which could not be resolved, the commission perhaps then has to be available to those parties.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I am uneasy about *ad absurdum*—that is the phrase, is it not—arguments, and I see your point. I am not sure that referring to the extremes helps us here. It does not help me particularly.

In coming to grips with what happens where a broadcaster says, "In my interpretation as a broadcaster, it is in the interest of the public to use the time in this way", and the parties say, "In our interpretation as a party, it is to our advantage to use the time guaranteed us by statute in a different way", I would think there has to be some principle established, in the event of a conflict, as to who prevails.

My interpretation of the legislation is that the principle that must prevail is the freedom and flexibility of the party because I think that what we are talking about here is a limit on the time available to parties. We are not talking about a limit on the content, a limit on the way they use that time. Do you agree with that, or would you comment on it?

**Mr. Hylton:** I do not think we can comment on it, Mr. Chairman, other than to say that the statute appears to be quiet on that very question. Although it may have an intention in it, we are unable to find that specific intention regarding the programming question which you have raised.

## [Interprétation]

**M. Hylton:** Monsieur le président, le bill prévoit en effet, que c'est aux partis de décider de la répartition du temps d'antenne. Quant à la distribution de l'utilisation du temps qui pose des difficultés. Il ne fait pas de doute cependant que dans l'esprit du présent bill, le Parlement voulait que la répartition se fasse dans l'intérêt des partis, même s'il y avait contradiction entre l'intérêt des partis et celui des radiodiffuseurs.

**M. Clark (Rocky Mountain):** La distribution et l'utilisation sont deux choses différentes. Mettons que le parti A obtienne deux heures; c'est l'usage qui détermine l'utilisation que ce parti fera de ces deux heures, est-ce bien exact?

**M. Hylton:** Oui, c'est exact.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Où est la difficulté?

**M. Hylton:** C'est une question à laquelle nous avons pensé, car elle n'a pas été prévue par le bill. Nous devons nous baser sur la Loi de la radiodiffusion ainsi que sur l'expérience de radiodiffuseurs de partis politiques et de la Commission dans le domaine de la programmation. Hors, il est difficile pour la Commission de trancher étant donné que nous n'avons pas l'expérience dans ce domaine; mais ainsi que M. Hart l'a dit, si l'on devait tolérer des égarements exagérés, ce serait le réseau de télévision et télédiffusion canadien et le peuple dans son ensemble qui en pâtiraient. Étant donné qu'aux termes de la Loi sur la radiodiffusion la Commission est responsable de certains aspects de la programmation, nous estimons que la question de l'utilisation du temps après la répartition devrait également relever de la compétence de la Commission. Si tel n'est pas le cas, nous aimerions que la Parlement explicite clairement sa position. Une tension est inévitable entre les représentants des partis enregistrés et les radiodiffuseurs sur la question de savoir quelle est l'utilisation maximale du terme. Si toutefois, les deux parties ne réussissent pas à tomber d'accord, il serait peut-être bon que la Commission puisse régler le différend.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je vois ce que vous voulez dire. Mais je ne pense pas que des exemples extrêmes nous soient d'une grande utilité. Du moins pas en ce qui me concerne.

Il peut arriver qu'un radiodiffuseur soit d'avis que c'est dans l'intérêt du public d'utiliser le temps d'antenne de telle ou telle façon, tandis que les partis pourraient dire que d'après eux il serait avantageux d'utiliser d'une autre manière le temps qui leur est garanti par la loi. A mon avis, il faudrait établir un principe quelconque pour savoir qui a le dernier mot en cas de conflit.

D'après ce que je comprends de la loi, le principe qui doit prévaloir est celui de la liberté et de la latitude accordée aux partis, car à mon avis nous parlons ici d'une limite du temps d'antenne mis à leur disposition. Il n'est pas question d'une restriction quant au contenu, c'est-à-dire une restriction tant qu'à la façon dont les partis doivent utiliser ce temps d'antenne. Êtes-vous d'accord, ou encore avez-vous quelque chose à ajouter?

**M. Hylton:** Je ne crois que nous puissions nous prononcer à ce sujet, monsieur le président, autrement qu'en disant que la Loi nous semble assez silencieuse à ce sujet. Nous n'arrivons pas à trouver dans la loi d'intention précise relative à la programmation, bien que cette intention peut être cachée.

[Text]

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** So it would be helpful to you to have an amendment to the legislation that would specify the prevailing nature of the principle of flexibility of use to the parties relative to the use of whatever time they have.

**Mr. Hylton:** Mr. Chairman, on any of the points raised, guidelines would be of assistance to us.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Thank you.

**The Chairman:** Mr. Nowlan.

**Mr. Nowlan:** Mr. Hylton, a supplementary on that point. The act is silent on distribution and use while it specifically mentions allocation. I would like to ask the witness, Mr. Chairman, what difference does he see between distribution and use under this bill and what is there under the present Broadcasting Act that we have all lived with for four or five years?

**Mr. Hylton:** I think that is the point we are making, Mr. Chairman. There is no difference created by this proposed statute except the difference that is created by the formerly-granted free time, which the broadcaster provided, being converted into another form of accounting, in so far as the broadcaster is concerned, because he is now being paid for it. There is a somewhat different relationship created by this proposed statute by that fact alone.

**Mr. Lawrence:** The commission has not, in the past, been involved in making judgments or arbitrating differences as to how time should be used because the CBC gave the time free. Because they gave it free, they pretty much determined the format.

**Mr. Nowlan:** But do you not think, because the bill is absolutely silent on that point, that whatever has been done in the past four or five years under the Broadcasting Act of 1968 may very well be the standard that would be used under this new procedure which gives free time. I think you are assuming. And it is not the people of Canada who are going to suffer: it is going to be the political party or candidate, if it or he really makes horrible use of that time.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Mr. Chairman, if I can come in here, I see where the problem arises. The allocation was made by the broadcasters previously because it was not paid time. What has happened here now is that there is time guaranteed available to the parties and paid for by them. I would think that the fact of payment would reinforce the principle that the parties who are paying should have the right to determine the use of that time.

**The Chairman:** Mr. Hart.

**Mr. Hart:** I am not sure that this will help but I will try anyway.

The past situation, it seems to me, has been this, that the CBC has made free program time available. It has established the formula that it has used over the years in allocating this time and has said: "Here is this time. Because we are donating it, we have the final say in how the program will be produced", and so on.

[Interpretation]

**M. Clark (Rocky Mountain):** Cela vous aiderait donc que la loi soit modifiée pour spécifier dans quelle mesure le principe de souplesse prévaut en ce qui a trait à l'utilisation par les partis du temps d'antenne qui leur est alloué.

**M. Hylton:** Monsieur le président, des lignes directrices relatives aux différents points mentionnés ici nous aideraient beaucoup.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Merci.

**Le président:** Monsieur Nowlan.

**M. Nowlan:** Monsieur Hylton, j'avais une question supplémentaire à poser à ce sujet. La loi ne se prononce sur la distribution et l'utilisation du temps d'antenne, ainsi qu'elle le mentionne spécifiquement la répartition de ce temps d'antenne. J'aimerais demander au témoin, quelle différence il voit entre le présent projet de loi en ce qui a trait à la distribution et à l'utilisation du temps d'antenne, et la disposition qui figure dans la loi sur la radiodiffusion, laquelle existe depuis 4 ou 5 ans?

**M. Hylton:** Voilà précisément notre argument, monsieur le président. Le projet de loi que vous étudiez ne crée aucune différence sauf celle de faire comptabiliser autrement le temps d'antenne autrefois accordé à titre gratuit par les radiodiffuseurs, car il est maintenant rétribué pour ce temps. Voilà donc une différence minime créée par le projet de loi.

**M. Lawrence:** Par le passé, le Conseil ne s'est pas occupé de rendre des jugements ou de se prononcer dans le cas des divergences de vue sur la façon dont le temps d'antenne devrait être utilisé, parce que Radio-Canada accordait ce temps à titre gracieux et en déterminait donc plus souvent le format.

**M. Nowlan:** Mais ne croyez-vous pas qu'étant donné le silence absolu du projet de loi sur cette question, tout ce qui a été fait au cours des 4 ou 5 dernières années aux termes de la Loi de 1968 sur la radiodiffusion servira de normes pour mettre en application la nouvelle procédure relative au temps d'antenne accordé à titre gracieux. Je pense que c'est ce que vous supposez. Ce ne sera pas la population canadienne qui va en souffrir, ce sera plutôt le parti politique ou le candidat s'il utilise de façon abominable son temps d'antenne.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Monsieur le président, si vous me permettez d'intervenir, je crois saisir le problème. La répartition du temps d'antenne faite par les radiodiffuseurs auparavant, car ce temps ne leur était pas payé. Dorénavant, les partis se verront assurer un certain temps d'antenne et le paieront eux-mêmes. Je pense que le fait de payer pour ce temps d'antenne vient confirmer le principe voulant que les partis qui paient la facture devraient avoir le droit de décider de l'utilisation de ce temps d'antenne.

**Le président:** Monsieur Hart.

**M. Hart:** Je ne suis pas certain de vous aider ainsi, mais je vais essayer tout de même.

Par le passé il me semble que Radio-Canada mettait gratuitement à la disposition des partis un certain temps d'émission. La Société a établi la formule dont elle s'est servie pendant des années pour attribuer ce temps d'antenne et elle disait en fait tant et par conséquent avoir le dernier mot à dire sur la façon dont l'émission serait réalisée et ainsi de suite.

## [Texte]

On the other hand, the parties have come to private broadcasters and have said that they want to buy so many announcements; and they have been able to, depending on the amount of money they had available to spend on these announcements, and depending on their campaign strategy, negotiate with the individual broadcasters the announcement time that they will pay for. The broadcasters, it seems to us, have been able to meet these demands, at least not too many problems have come to our attention. The broadcaster has been able to say, I simply cannot give you a hundred 30-second announcements and I cannot give them to you on the particular days, or the particular weeks that you want them. He has been able to influence very much the kind of time and the scheduling and what have you that has been involved.

Now, if that same flexibility remains under this proposed act . . .

• 1205

**An hon. Member:** With whom?

**Mr. Hart:** With either party, with either the network or the individual stations. Then I guess things could proceed as they have been. The only difference is that the parties have the right to demand two hours, if that happens to be the allocation to a party, from any broadcaster, and the mix can be worked out as it has been in the past. It is difficult to know how much difference will have been introduced in this determination as a result of the new act.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** As this proposed act now stands without any amendment to specify the prevailing nature of the principle of the flexibility of the parties, if there were a disagreement between a party and a broadcaster as to use after allocation had been determined, would that come to the CRTC for decision? If it does, would you then feel bound to apply the principle of flexibility of parties in resolving the dispute?

**Mr. Hylton:** I see no other forum but the CRTC right now to resolve that problem. I think the CRTC under the Broadcasting Act would want to take into account considerations of programming as well as the concerns raised by the political parties themselves.

**The Chairman:** A last question, Mr. Clark.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I would like to come back, Mr. Chairman, afterwards. Just to reiterate then, the only way we are going to guarantee that the parties are not subject to some external constraint upon the way they use their time is to write that flexibility into the proposed act, in your view.

**Mr. Lawrence:** Rather than the flexibility, I suppose it is that the parties would have the final determinate say rather than the broadcaster or the CRTC. If you want that, it should go in the legislation. I think it would need to.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** All right. Thanks, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Yes, Mr. Hylton.

**Mr. Hylton:** Perhaps if you wrote the word "flexibility" into the proposed statute, you in fact might be writing out of the proposed statute some of the flexibility; that is to say, the flexibility between the broadcaster and the political party may be written out of the proposed statute. I just wanted to make that point.

## [Interprétation]

D'autre part, les partis sont allés trouver des radiodiffuseurs privés, pour acheter un certain nombre d'annonces publicitaires; ils sont en acheter dans la mesure où leur budget et leur campagne leur permettaient et aussi en fonction de la stratégie qu'ils avaient établie pour leur campagne: ils négociaient ainsi avec les radiodiffuseurs individuels le temps d'un message publicitaire qu'ils étaient prêts à payer. Il me semble que les radiodiffuseurs ont pu satisfaire ces demandes. On n'a pas attiré notre attention sur beaucoup de problèmes. Le radiodiffuseur a pu déclarer: «Je ne peux tout simplement pas vous donner 100 messages publicitaires de 30 secondes et je ne puis vous les donner certains jours, ou certaines semaines. Il a donc pu influencer entre autres le genre d'émission et le calendrier.

Si la même souplesse demeure dans le projet de loi . . .

**Une voix:** Avec qui?

**M. Hart:** Avec un parti ou l'autre, soit le réseau ou une station individuelle, je pense que la situation restera la même. La seule différence serait que les partis ont le droit de demander deux heures, si c'est la période allouée à un parti, de n'importe quel radiodiffuseur, et le mélange peut être fait comme par le passé. On ne peut savoir facilement en quoi la nouvelle loi aura changé quelque chose.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Le projet de loi tel qu'il est actuellement, sans amendement précisant le caractère prédominant du principe de souplesse chez les partis, n'établit pas, s'il y a désaccord entre un parti et un radiodiffuseur sur l'utilisation des périodes d'émission, et le CRTC doit prendre une décision? Si c'était le cas, croyez-vous que vous seriez tenu d'appliquer le principe de souplesse aux partis pour résoudre le différend?

**M. Hylton:** Je ne vois pas qui pourrait résoudre le problème actuellement sinon le CRTC. Je crois que la Commission, dans le cas de la Loi sur la radiodiffusion, voudra tenir compte des programmes de même que des inquiétudes soulevées par les partis politiques eux-mêmes.

**Le président:** Votre dernière question, monsieur Clark.

**M. Clark (Rocky Mountain):** J'aimerais que vous m'accordiez encore la parole plus tard, monsieur le président. Il faudrait être sûr que les partis ne soient pas soumis à des contraintes extérieures sur la façon dont ils utilisent leurs périodes d'émission; le mieux serait de tenir compte dans le projet de loi de cet élément de souplesse.

**M. Lawrence:** Plutôt que de parler de souplesse, je pense que les partis devraient avoir le dernier mot, et non pas le radiodiffuseur ou le CRTC. Si vous le voulez, il faudrait l'inclure dans la loi.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Très bien. Je vous remercie, monsieur le président.

**Le président:** Oui, monsieur Hylton.

**M. Hylton:** Peut-être pourriez-vous incorporer le mot: «souplesse» dans le règlement proposé; en réalité vous supprimez peut-être du projet de loi une partie de cette souplesse, c'est-à-dire ce qui existe entre le radiodiffuseur et le parti politique. Je voulais simplement souligner ce point.



[Text]

**The Chairman:** Mr. Andre.

**Mr. Andre:** I would like to pursue this point a little further. You indicated now that as you view the legislation, any dispute that Mr. Clark raised the possibility of would likely end up with the CRTC for adjudication or arbitration or final decision. Is that your correct position? As one little side point, how long is that likely to take?

**Mr. Hylton:** We recognize your concern in everything that the proposed statute may ask the CRTC to implement or make rulings on. We are going to have to move with the most extraordinary speed because time is running against the party.

**Mr. Andre:** Are you equipped to do that in Calgary? For example, suppose the party has allocated to my constituency association a certain amount of their time which we can use on the stations there and we have a dispute with the management. Are you equipped to make a decision, within a day or two at the most, affecting the situation in Calgary?

• 1210

**Mr. Hylton:** At this time the answer is no. We are ill equipped to deal with the possible requirements on the commission arising out of the Broadcasting Act. I make no particular plea regarding moneys and man-years because that may have been done before with the proposed election expenses act, but we have, in the past, been able to move rather rapidly in these matters, particularly in dealing with provincial elections. I do not remember a complaint where we have not been able to deal with the problem fast enough so that the issue was not solved just by the passage of time. In the past we have been able to do it. We have dealt with these problems in Quebec and in British Columbia.

**Mr. Hart:** May I make a point?

**The Chairman:** Mr. Hart.

**Mr. Hart:** There is one thing to remember. In the past these discussions and these problems have taken place between parties and networks and there is a big difference between several hundred individual broadcasters and one or two networks. Whether the commission would be able to cope with a problem that arose in Calgary would depend to a degree on how many other centres in the country had similar problems at the same time.

**Mr. Andre:** So, in essence it would be extremely difficult.

**Mr. Hylton:** Mr. Chairman, if I could put one more point forward. We have had remarkably little difficulty relating to the free time. It does not mean that people are necessarily going to become unreasonable just because this statute comes into force. If the problems do not accelerate too rapidly we will be able to cope with them.

**Mr. Andre:** Yes, although there is one essential difference: it is no longer free time, it is being paid for. Consequently the parties may feel justified in requesting strongly that it be enhanced.

One of your concerns, or the need for some flexibility and so on, is a question of good programming. Suppose the political parties were given a final authority, in other words, in case of dispute it would be their decision that binds. Are you concerned about how this might affect the general quality of programming?

[Interpretation]

**Le président:** Monsieur Andre.

**M. Andre:** J'aimerais poursuivre le même sujet. Dans cette loi, telle que vous la voyez, tout différé dont a parlé M. Clark aboutirait au CRTC pour faire l'objet d'arbitrage de jugement ou de décision finale. Est-ce là votre position? Comme question secondaire, combien de temps cela prendrait-il?

**M. Hylton:** Nous savons que vous vous préoccupez de cette question où le CRTC pourrait, en vertu du projet de loi, être appelé à appliquer ou présider. Il nous faudra faire preuve de beaucoup de célérité car le temps joue contre le parti.

**M. Andre:** Pouvez-vous le faire à Calgary? Supposons, par exemple, que le parti alloue à ma circonscription une certaine période de temps que nous pouvons utiliser sur les stations et que nous ayons un différé avec la direction. Pouvez-vous d'ici un ou deux jours tout au plus prendre une décision sur la situation à Calgary?

**M. Hylton:** Non pour le moment. Nous sommes mal équipés pour traiter des exigences possibles de la commission conformément à la Loi sur la radiodiffusion. Je ne fais aucune supplique concernant les hommes et les hommes-années car nous l'avons déjà fait au sujet de la Loi sur les dépenses électorales mais nous avons pu procéder assez rapidement dans le passé surtout lorsqu'il s'est agi d'élections provinciales. Je ne me souviens pas d'une plainte que nous n'ayons pu apaiser assez vite sans que le temps s'écoule. Dans le passé, nous y sommes parvenus. Nous avons réglé ces problèmes au Québec et en Colombie-Britannique.

**M. Hart:** Me permettez-vous de soulever un point?

**Le président:** Monsieur Hart.

**M. Hart:** Il ne faut pas oublier que dans le passé ces débats et ces problèmes avaient lieu entre partis et chaînes de radiodiffusion et il y a une grande différence entre des centaines de diffuseurs indépendants et une ou deux chaînes. Pour que le conseil puisse régler un problème qui surgirait à Calgary, cela dépendrait combien d'autres centres au pays ont à faire face à semblables problèmes au même moment.

**M. Andre:** Alors, essentiellement, cela serait très difficile.

**M. Hylton:** Monsieur le président, si vous me permettez de proposer un autre point. Nous avons eu très peu de difficultés au sujet du temps libre. Cela ne veut pas dire que les gens seront nécessairement déraisonnables simplement parce que cette loi est adoptée. Si les problèmes ne s'accroissent pas trop rapidement, nous pourrions les régler.

**M. Andre:** Oui, malgré une différence essentielle: il ne s'agit plus de temps libre mais de temps payé. Les partis se croiront donc peut-être justifiés d'exiger davantage.

Une des choses qui vous préoccupe ou la nécessité d'un système plus flexible et ainsi de suite, est celle d'une bonne programmation. Supposons que les partis politiques aient à prendre l'ultime décision. Vous vous inquiétez de savoir comment cela pourrait affecter la qualité générale des programmes?



## [Texte]

**Mr. Hylton:** We could only express that concern under the Broadcasting Act. The responsibility for programming lies with the individual licensee. He is to provide, under the act, a balanced service. If there were tremendous exaggerations created by the application of the proposed election expenses act, then perhaps there would be some concern on the side of programming.

**Mr. Andre:** I presume you assume this is one of the main reasons for the CRTC having an arbitrator's role in this situation, this question of good programming. What other reason would there be for not allowing the political parties complete freedom in this?

**The Chairman:** Mr. Lawrence.

**Mr. Lawrence:** I think that is what we were trying to say before. It is not that the commission wants to determine what would be an appropriate type of programming during an election. If you are inferring that, we do not mean that.

**Mr. Andre:** No, no.

**Mr. Lawrence:** The concern that we see is that the broadcaster may say to the political party: "Look, we do not disagree with what you want to do, but you cannot do that within the framework of the four-week period we have with our schedule all set up." To use Ralph Hart's example, that amount of political advertising time of one minute each is just not feasible within the schedule.

If that comes about, who makes the determination? If the political parties insist that they want to have "x" number of political advertisements and the broadcaster says: there is just no way, who is going to make the determination? That is the problem we see. I do not think the commission is particularly interested in having to be the arbitrator. But that is the way it appears to us, that that is the position into which the act will put us.

**Mr. Andre:** As Mr. Hart has pointed out, this is an extreme case but one looks at these grey areas in between. And getting back to this question of good programming, I would think it is quite reasonable—this is my opinion—that the parties sitting down with the broadcaster or the network or whomever, between them—obviously the parties are interested in good programming too. Clearly that is their objective and as far as imposing a ridiculous scheme on the broadcasters in their own interests, if this were to distort good programming, which I presume is defined in terms of audience appeal and so on, then this would provide the safety mechanism that you as the CRTC must obviously be concerned about, and letting the good judgment of the political party and their negotiation with the TV or the broadcasters that existed in the past, when there was no compulsion in terms of time, carry on in this circumstance as well would seem to me to provide the safety mechanism that you might require.

Possibly in thinking about amendments we could consider—though I have not really given this any serious thought—an appeal procedure to the CRTC or something later on, but I would hate to envision a situation where a broadcaster looking at his national accounts, looking at his special agencies and so on, is simply able to say no to a political party, with the political parties then boxed in, and take some time with the soap operas and so forth.

## [Interprétation]

**M. Hylton:** Nous ne pourrions exprimer cette inquiétude qu'en conformité de la Loi sur la radiodiffusion. La responsabilité de la programmation est celle du titulaire de la licence. Il doit fournir, en vertu de la loi, un service bien équilibré. S'il y avait grossière exagération dans l'application de la Loi sur les dépenses des élections, il y aurait peut-être lieu de s'inquiéter de la programmation.

**M. Andre:** Sans doute pensez-vous que c'est là une des principales raisons pour lesquelles la CRTC joue le rôle d'arbitre dans cette situation, la question d'une bonne programmation. Quelle autre raison y aurait-il pour ne pas accorder aux partis politiques toute liberté en l'occurrence?

**Le président:** Monsieur Lawrence.

**M. Lawrence:** C'est ce que nous essayons de dire. Ce n'est pas que le conseil veuille déterminer ce qui serait le genre approprié de programmes en cours d'élections. Si c'est ce que vous laissez entendre, ce n'est pas ce que nous voulons.

**M. Andre:** Non, non.

**M. Lawrence:** L'aspect inquiétant, à notre avis, c'est que le diffuseur pourrait déclarer à un parti politique: nous ne sommes pas contre ce que vous voulez faire, mais vous ne pouvez le faire au cours d'une période de quatre semaines car notre programme est déjà fixé. Revenant à l'exemple cité par Ralph Hart, la période de publicité politique d'une minute chacun n'est tout simplement pas faisable dans l'horaire.

Si la situation surgit, qui déterminera? Si les partis politiques insistent pour avoir X nombre d'annonces politiques et que le diffuseur déclare qu'il n'y a aucun moyen de le faire, qui en fin de compte en décidera? C'est ainsi que le problème nous apparaît. Je ne crois pas que la Commission soit particulièrement intéressée à jouer le rôle d'arbitre. Mais il me semble que la loi nous place dans cette position.

**M. Andre:** Comme l'a dit M. Hart, c'est un cas extrême mais il faut tenir compte des zones grises intermédiaires. Pour revenir à la question d'une bonne programmation, je pense qu'il serait très raisonnable, à mon avis, que les partis discutent avec les radiodiffuseurs ou le réseau ou qui que ce soit d'autres, car évidemment les partis s'intéressent aussi à une bonne programmation. C'est certainement un de leur objectif. Pour ce qui est d'imposer un plan ridicule aux radiodiffuseurs, dans leur propre intérêt, si cela devait gêner la bonne programmation et je suppose que les conditions des appels d'audience en font état, vous auriez ainsi le mécanisme de sécurité dont se soucie évidemment le CRTC. De permettre à un parti politique d'exercer son jugement et d'entrer en négociation avec les radiodiffuseurs ou télédiffuseurs, comme c'était le cas par le passé, alors qu'il n'y avait pas d'obligation du point de vue périodes d'émission, semble également fournir un mécanisme de sécurité dont vous avez besoin.

Il est possible, dans le cadre d'amendements que l'on pourrait étudier, je n'ai pas beaucoup porté attention à ce sujet, d'arrêter une procédure d'appel au CRTC ou quelque chose du genre, mais je n'aime pas beaucoup qu'un radiodiffuseur puisse simplement dire non à un parti politique, après avoir consulté ses comptes nationaux, ses organismes spéciaux et autres. Les partis politiques sont relégués, ils doivent ensuite partager des périodes avec l'Opéra de quatre sous, chose du genre.

[Text]

**Mr. Hylton:** Mr. Chairman, the commission hopes that such a balance will prevail and that the commission will not be called on to settle these questions.

**Mr. Andre:** We all hope for that but it is still a matter of what this legislation in fact states.

Another question on a slightly different subject—am I to understand that there will no longer be any free time? Is that the implication?

**Mr. Lawrence:** With respect to the registered parties, that is our understanding, that there will be no free time and that over and above the six and one half hours, time may be provided providing it is paid for and that it is also made available to other parties on a proportional basis. But there will be no more free time in so far as the registered parties are concerned.

**Mr. O'Connor:** Mr. Chairman, on a point of order, I asked that very same question and you responded in the opposite vein, that only the six and a half hours were paid for and that it was an offence under the act to buy any time over the six and a half hours but that that is provided free.

**Mr. Hart:** Any additional time provided must be free and must be allocated among parties.

**Mr. O'Connor:** Yes.

**The Chairman:** Mr. Reid.

**Mr. Reid:** It was my understanding that the legislation provided for the government to pay 50 per cent of the cost of that time. Whether or not the party is charged by the CBC, if the CBC wishes to continue its free time policy it can still do that, the only difference being that the party concerned had to add the cost of that time to its election expenses account. But whether or not they are charged for it, in my understanding of the act it is at the option of the networks. There was considerable discussion of this when the first draft was brought down in the last Parliament, and the act was changed so as to permit this to happen because, from my understanding, in the first act it was not possible for a television station to give free time to parties. Now it is supposed to be possible to do this but the value of that free time has to be accounted for in the party's election expenses when it accounts after the election.

**The Chairman:** Any further clarification, Mr. Lawrence?

• 1220

**Mr. Lawrence:** No; I am striking out too many times.

**The Chairman:** Mr. Blaker.

**Mr. Blaker:** Thank you, Mr. Chairman.

On page 26 of the bill, proposed Subsection 99.1 (1) ends with a reference to 6½ hours of broadcasting time during prime time. Would Mr. Hylton define prime time?

**Mr. Hylton:** It is defined in the statute. The prime time for the radio station means the time between the hours of 6 a.m. and 8 p.m., and in relation to any other broadcasting undertaking—that is television or cable television—means the hours between 6 p.m. and midnight.

[Interpretation]

**M. Hylton:** Monsieur le président, la Commission espère qu'il y aura un équilibre et qu'on ne fera pas appel à sa compétence pour résoudre ces questions.

**M. Andre:** Nous l'espérons tous, mais c'est quand même une question que soulève cette loi.

J'ai une autre question toute différente sur le même sujet. Si j'ai bien compris, il n'y aura plus d'allocation des périodes gratuites. Est-ce bien cela?

**M. Lawrence:** Pour ce qui est des partis enregistrés, ce que nous croyons, il n'y aura pas de périodes gratuites, mais au-delà de six heures et demie, on pourra obtenir des périodes d'émission, à condition de les payer. Les autres partis pourront également profiter de cette allocation sur une base proportionnelle. Mais il n'y aura pas de périodes gratuites pour les partis enregistrés.

**M. O'Connor:** Monsieur le président, j'invoque le règlement, j'avais posé la même question et votre réponse est tout à fait opposée à celle que vous venez de donner. Vous avez déclaré que six heures et demie seulement étaient payées et qu'il y avait infraction à la loi si on achetait des périodes d'émission au-delà de ces six heures et demie qui étaient fournies gratuitement.

**M. Hart:** Toute période de temps additionnelle doit être gratuite et répartie entre les partis.

**M. O'Connor:** Oui.

**Le président:** Monsieur Reid.

**M. Reid:** J'avais l'impression que la loi prévoyait que le gouvernement paierait 50 pour cent de ces périodes. Que le parti soit facturé par Radio-Canada ou non, si Radio-Canada désire poursuivre sa politique de périodes gratuites, elle peut toujours le faire. La seule différence c'est que le parti intéressé doit ajouter le coût de cette période à ses dépenses électorales. Et que le parti soit facturé ou non, si je comprends bien la loi, demeure la décision du réseau. On a beaucoup discuté de cette question lorsque le premier projet fut présenté au dernier Parlement et la loi a été modifiée pour le permettre car, dans la première loi ce n'était pas possible pour un réseau de télévision d'accorder des périodes gratuites aux partis. Maintenant, cela peut se faire, mais la valeur des périodes gratuites doit être mentionnée dans les dépenses électorales du parti quand ce dernier fait rapport de l'élection.

**Le président:** Avez-vous d'autres précisions, monsieur Lawrence?

**M. Lawrence:** Non; je manque mon coup trop souvent.

**Le président:** Monsieur Blaker.

**M. Blaker:** Merci, monsieur le président.

A la page 26 du Bill, l'article 99.1 (1) se termine avec la mention de 6:30 heures de temps d'émission, aux heures de grandes écoute. M. Hylton pourrait-il définir les heures de grande écoute?

**M. Hylton:** Elles sont définies dans la Loi. Les heures de grande écoute d'une station de radio sont les heures entre 6 heures du matin et 20 heures et, pour toutes les autres entreprises de radiodiffusion—c'est-à-dire les stations de télévision ou télédistribution—ce sont les heures entre 18 et 24 heures.

## [Texte]

**Mr. Blaker:** So, going back to the questions posed by Mr. Clark and Mr. O'Connor, the negotiation would distinctly take place, even in terms of the definition of prime time, between the broadcaster and the registered parties. People may have very different ideas of what constitutes prime time over a spread of hours from 6 a.m. to 8 p.m. on radio, or 6 p.m. to 12 midnight on television.

**Mr. Hylton:** From the point of view of the commission there is no negotiating about what prime time is; that has been defined by statute. It is to be local time under these time parameters, and the commission would use this definition of prime time in establishing what time has, in fact, been allocated in the period.

**Mr. Blaker:** Let me try to clarify my point.

The broadcaster has not necessarily another meaning to prime time, but he has variations of importance within what the statute defines as prime time. If, for example, I were the registered agent of a party, I should be distinctly interested in morning runs on certain radio programs in Vancouver, Montreal and Toronto, whereas I should not be nearly as interested in afternoon runs on some of those same stations, yet that is still defined as prime time.

We come then to emphasize the point raised by the other members: it is in the broadcaster's interest to retain the definition of prime time in such a fashion as to put political advertising into the lower rating areas. In other words, he does not want to fill up his advertising quota with 8 a.m. political broadcasting. He would prefer to meet his obligations under the statute by putting it into 2, 3 or 5 o'clock in the afternoon.

**Mr. Hylton:** Mr. Chairman, we shall accept from Parliament whatever definition of prime time is required. From the audience point of view, the best hours in a 24-hour day have already been defined. If Parliament wishes to reduce and tighten the definition of prime time, we shall implement that.

**Mr. Blaker:** Perhaps I can make my point with figures: on certain radio stations at 8 a.m. the listenership is 100,000 people. At 3 o'clock in the afternoon it is 13,000.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** That is your time.

**Mr. Blaker:** That is right. I understand from the Conservative member opposite that he would like to have 8 a.m.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** That is correct.

**Mr. Blaker:** So there is going to be some problem in negotiating that kind of thing with broadcasters.

Do you also have a definition for the expression "standard rate" which appears on page 29 under proposed Subsection 99.2? "The regular standard rate," which is the rate at which broadcasters are to be refunded . . .

## [Interprétation]

**M. Blaker:** Donc, pour en revenir aux questions posées par MM. Clark et O'Connor, la négociation se ferait nettement, même au niveau de la définition des heures de grande écoute, entre le radiodiffuseur et les parties enregistrées. Il peut exister des opinions différentes sur ce que constituent des heures de grande écoute dans une période qui va de 6 heures du matin à 20 heures à la radio, ou 18 heures à 24 heures à la télévision.

**M. Hylton:** Du point de vue de la Commission, il n'y a aucune négociation à propos de ce que sont les heures de grande écoute; elles sont définies par la Loi. Il s'agit de l'heure locale dans cette situation et la Commission utiliserait cette définition des heures de grande écoute pour établir quelles heures ont enfin été attribuées au cours de cette période.

**M. Blaker:** Permettez-moi de tenter de présenter mon argument de façon plus claire.

Le radiodiffuseur n'a pas nécessairement une autre définition des heures de grande écoute, mais il attache une importance variée à certaines périodes à l'intérieur de ce que la Loi définit comme étant des heures de grande écoute. Si, par exemple, j'étais l'agent enregistré d'un parti, je serais nettement intéressé par du temps en matinée pendant certaines émissions de radio à Vancouver, Montréal et Toronto, tandis que je ne serais pas aussi intéressé par du temps offert dans l'après-midi par ces mêmes postes. Néanmoins, il s'agit toujours d'heures de grande écoute.

Nous en venons ainsi à l'argument souligné par les autres députés: Il est dans l'intérêt des radiodiffuseurs d'interpréter la définition des heures de grande écoute de telle façon à ce qu'ils puissent présenter la publicité politique pendant les périodes de faible écoute. En d'autres termes, il ne veut pas réserver tout son quota publicitaire de 8 heures du matin pour les messages politiques. Il préférerait plutôt satisfaire ses obligations aux termes de la loi en les diffusant à deux, trois ou cinq heures de l'après-midi.

**M. Hylton:** Monsieur le président, nous accepterons la définition des heures de grande écoute que le Parlement sera obligé de nous donner. En ce qui concerne l'auditoire, les meilleures heures d'une journée de 24 heures ont déjà été définies. Si le Parlement veut réduire ou limiter la définition des heures de grande écoute, nous en assurerons le respect.

**M. Blaker:** Je peux peut-être illustrer mon argument avec certains chiffres: La cote d'écoute de certains postes de radio à 8 heures du matin est de 100,000 personnes. A 15 heures, elle est de 13,000.

**M. Clark (Rocky Mountain):** C'est là votre temps.

**M. Blaker:** C'est exact. Je crois que les députés conservateurs d'en face aimeraient disposer de la période de 8 heures du matin.

**M. Clark (Rocky Mountain):** C'est exact.

**M. Blaker:** Certains problèmes se poseront donc lorsqu'il faudra négocier cette question avec les radiodiffuseurs.

Avez-vous également une définition de l'expression "tarif normal" qui est utilisé à la page 29 dans le paragraphe 99.2? "Le tarif normal habituel" qui est le tarif suivant lequel les radiodiffuseurs doivent être remboursés . . .



[Text]

**The Chairman:** What line, Mr. Blaker?

**Mr. Blaker:** It is the proposed Subsection 99.2(b), lines 20 to 23:

(b) a certificate signed by an officer of the Canadian Radio-Television Commission setting out the regular standard rate ...

**Mr. Hylton:** Mr. Chairman, we considered the language used there, "the regular standard rate." Our counsel has drawn attention to the fact that under proposed Subsection 99.4(a) there is a definition:

... the lowest rate charged by him for an equal amount of equivalent time ...

With these considerations in mind, we can only apply our marketing and commercial experience to this problem. I would ask Mr. Hart if he could comment, Mr. Chairman.

**Mr. Blaker:** Before Mr. Hart does, perhaps I can make my question more specific which will, I think, make it easier for him.

Broadcasters use two rate cards, most often and most casually referred to as the national rate card and the local rate card. The national rate card is what it intends to imply: the national advertiser, spreading his advertising across a number of broadcast outlets, is charged a significantly higher fee than a single local advertiser.

Where does the regular standard rate fit? First, are we talking about what has been the tradition, that the political parties pay the national rate, or are we talking about that rate which applies to the period of time in which the registered political party is advertising through the broadcast outlet, as agreed upon and negotiated between the broadcast outlet and the party—because the rate card is very substantially different between 8 a.m. in the morning and 3 p.m. in the afternoon?

**Mr. Hart:** I think our understanding would be that no party be charged more than any other advertiser would be charged for the same purchase of time.

• 1225

**Mr. Blaker:** I would take from your answer that you indicate we are staying with the tradition of charging the political party what is called "the national rate card."

**Mr. Hart:** No. It seems to me a case might be made that the party-time rate should be the national rate and that possibly the candidate's time should be the local rate, in instances where there is a difference. But it would seem to be necessary to establish before an election what the rate basis for every broadcaster would be, for purposes of this act.

**The Chairman:** Mr. Dick, on a supplementary.

**Mr. Dick:** Throughout the act it refers to a broadcasting outlet, which I presume is the local station, even if it has a national hookup, and you are buying a piece of time on a broadcasting outlet. That would indicate to me you are trying to localize each broadcasting outlet and therefore you are buying a piece of local time and should be paying the local rate.

[Interpretation]

**Le président:** Quelle ligne, monsieur Blaker?

**M. Blaker:** Il s'agit du paragraphe 99.2(b) les lignes 19 à 22:

(b) un certificat signé d'un fonctionnaire du Conseil de la radio-télévision canadienne, indiquant le tarif normal habituel ...

**M. Hylton:** Monsieur le président, nous avons étudié le libellé de ce paragraphe: «le tarif normal habituel». Notre conseiller nous a fait remarquer que le paragraphe 99.4(a) en donne une définition.

... au tarif le plus bas qu'il fait payer pour une période équivalente ...

Compte tenu de ce fait, nous pouvons recourir à notre expérience en commercialisation et en commerce pour résoudre le problème. Je demanderais à M. Hart s'il a des observations, monsieur le président.

**M. Blaker:** Avant que M. Hart ne réponde, j'aimerais préciser ma question afin de lui simplifier la tâche.

Des radiodiffuseurs utilisent deux cartes de tarifs qui sont généralement identifiées en langage courant comme étant la carte des tarifs nationaux et la carte des tarifs locaux. L'article vise à ce que la carte des tarifs nationaux soit utilisée; le publicitaire au niveau national, qui répartit sa publicité dans un certain nombre de stations, paie un tarif nettement plus élevé que le publiciste local dans un seul endroit.

Où se situe le tarif normal habituel? Tout d'abord, parlons-nous de la formule traditionnelle, à savoir que les partis politiques paient le tarif national ou parlons-nous du tarif qui s'applique à la période de temps pendant laquelle le parti politique enregistré fait sa publicité radiodiffusée, tarif négocié entre le parti et la station de radio concernée? En effet, il y a des différences importantes pour les tarifs appliqués entre 8 h 00 du matin et 15 h 00.

**M. Hart:** Je pense que notre principe est qu'aucun parti ne paie plus que ce que paierait un organisme publicitaire pour la même période.

**M. Blaker:** Je puis donc interpréter votre réponse comme signifiant que nous gardons le système traditionnel, qui consiste à faire -payer au parti politique ce qu'on appelle le tarif national.

**M. Hart:** Non. Il me semble que l'on pourrait considérer que le tarif payé par les partis devrait être national alors que celui payé par les candidats devrait être le tarif local, lorsqu'il y a une différence entre les deux. Cependant, il semblerait nécessaire de définir avant toute élection le tarif demandé par chaque émetteur de radiodiffusion aux fins de cette loi.

**Le président:** Monsieur Dick, vous avez une question supplémentaire?

**M. Dick:** La loi parle toujours d'émetteur de radiodiffusion, ce qui est sans doute, à mon avis, une station locale, même si elle est reliée à un réseau national; il s'agit donc ainsi de temps acheté à un émetteur de radiodiffusion. Ceci tendrait à faire croire qu'il faudrait localiser chaque émetteur de radiodiffusion, auquel on achèterait une période d'émission devant être payée au tarif local.



[Texte]

**Mr. Hart:** In that respect it is no different from any other manufacturing advertiser. He buys time on a local outlet, but if his business is national in scope he is charged the national rate by a station that has two kinds of rates. But a retailer in town would be charged the local rate.

**Mr. Dick:** Then you are suggesting the national party pay a national rate and the local candidate a local rate.

**Mr. Hart:** I think I would be right in assuming that the broadcasters would see it that way.

**Mr. Nowlan:** That is not the way they practise it though.

**Mr. Reid:** I think they should be held to what they have done for the last 25 years. They have charged everybody the national rate irrespective of it being local or national, and it might be worthwhile in revising this bill to apply the same principle to them—that they charge all political parties the local rate regardless whether or not it is national, using the same principle that they have applied to political parties over the last 35 years. Is that not the principle that they have applied?

**Mr. Hart:** Yes.

**Mr. Blaker:** Mr. Chairman, I would like to go back to Mr. Reid's earlier question, which Mr. Hylton answered in terms of regions and so forth. I do not understand why you are so concerned about the amount of research you will have to do to determine the reach of various broadcast outlets. Am I not correct in stating that each and every broadcast outlet licence designates the broadcast areas, subject to day and night patterns?

**Mr. Hylton:** That is partly true, Mr. Chairman. The technical basis on which that was determined has to be certified by the Department of Communications, who often disagree with the engineering done by the private stations. The second point is that we are also worried that once we have applied the technical parameters on top of the map we may, as Mr. Hart pointed out, run into a mountain where everybody knows there is no broadcasting coverage by that particular station on the other side of the mountain. So we have to apply some realism to it.

The Commission has been trying to get on with this problem for some time, because problems of extension of service relate usually to this type of situation where there is technically supposed to be coverage but, in fact, if you are living in that community, you know you do not get that signal.

• 1230

**Mr. Blaker:** Are you concerned at all about the possibility that six and one-half hours broadcast time granted to the registered parties may in the case of certain broadcast outlets put them above the maximum number of weekly or hourly advertising minutes permitted under CRTC regulations?

**Mr. Hart:** I do not think so. Assuming that the six and one-half hours were made up entirely of one-minute units, I think it would work out to three hundred and ninety minutes. Taking television as an example, in the four-week period involved and the six hours of prime time involved, a television station is permitted thirteen hundred and forty-four, I think it is, minutes of commercial time, twelve minutes an hour. So in the extreme it would mean that

[Interprétation]

**M. Hart:** A cet égard, il n'y a aucune différence pour les autres publicitaires. Ceux-ci achètent du temps de diffusion à des émetteurs locaux mais si leurs entreprises sont nationales, la station leur fait payer le tarif national, lorsque le tarif local est différent. Cependant, un commerçant local devrait payer le tarif local.

**M. Dick:** Vous pensez donc que le parti national devrait payer le tarif national et que les candidats locaux devraient payer le tarif local.

**M. Hart:** Je pense que l'on pourrait supposer que ce serait l'interprétation donnée par les émetteurs de radio.

**M. Nowlan:** Ce n'est cependant pas leur manière de pratiquer.

**M. Reid:** Je pense qu'ils devraient continuer à faire ce qu'ils ont fait ces 25 dernières années. Ils ont fait payer à tout le monde le tarif national, qu'il s'agisse d'émissions locales ou nationales, et il serait peut-être intéressant de réviser ce projet de loi afin de lui appliquer le même principe, c'est-à-dire de faire payer à tous les partis politiques le tarif local, sans considération de ses intérêts nationaux ou locaux; ce serait là le principe qui a été appliqué aux partis politiques ces 35 dernières années. C'est bien le cas, n'est-ce pas?

**M. Hart:** Oui.

**M. Blaker:** Monsieur le président, j'aimerais revenir sur une question antérieure de M. Reid, à laquelle M. Hylton a répondu. Je ne comprends pas votre préoccupation à l'égard des recherches qu'il faudra effectuer pour définir la région d'émission des différents émetteurs. Il me semble que toute autorisation d'émissions définit la région d'émission en fonction d'une structure nocturne et diurne.

**M. Hylton:** Ceci est en partie vrai, monsieur le président. Le système technique en fonction duquel ceci a été défini doit être approuvé par le Ministère des Communications, qui est souvent en désaccord avec les travaux effectués par les stations privées. Il ne faut cependant pas oublier que lorsque nous aurons défini les paramètres techniques sur une carte, il pourra y avoir des cas comme l'a signalé M. Hart, où l'émetteur concerné n'a absolument pas d'émission de tel ou tel côté d'une montagne. Il faut donc être réaliste.

La commission a tenté depuis quelque temps déjà de résoudre ce problème, car les questions d'extension du service concernent généralement ce genre de situations, dans lesquelles certaines collectivités reçoivent techniquement certaines émissions alors que ce n'est pas le cas.

**M. Blaker:** Êtes-vous conscient du fait que six heures et demie accordée aux parties enregistrées, peuvent, dans certains cas, dépasser le nombre maximum de minutes publicitaires hebdomadaires ou journalières autorisées en fonction des règlements du CRTC?

**M. Hart:** Je ne pense pas que cette situation existe. Si l'on suppose que les six heures et demie sont totalement composées d'émissions d'une minute, ceci reviendrait à 390 minutes. Si l'on prend le cas de la télévision, pendant la période de quatre semaines et les six heures de grande écoute concernés, une station de télévision a le droit d'émettre 1,344 minutes de publicité soit douze minutes à l'heure. Ceci signifierait donc, à l'extrême que pendant une

## [Text]

during a campaign something like one in three commercials could be political announcements. The broadcaster would not be permitted to breach his permitted limit of 12 minutes an hour.

**Mr. Blaker:** That answers it then. You will limit the broadcasters as per CRTC regulations in terms of the number of minutes of advertising.

**Mr. Hart:** Yes.

**Mr. Blaker:** And they must stay within that limit.

**The Chairman:** A short comment, Mr. Hylton.

**Mr. Hylton:** I just want to say, Mr. Chairman, that the advertising time recognized and created by this statute is to be deducted from advertising time the broadcaster might be allowed anyway pursuant to the Broadcasting Act.

**The Chairman:** We have four more questioners, Messrs. Dick, Nowlan, Brewin and Marshall. We will recognize these gentlemen first when we resume this afternoon at 3.30 p.m.

This Committee stands adjourned.

## AFTERNOON SITTING

**The Chairman:** Mr. O'Connor.

**Mr. O'Connor:** Mr. Chairman, I wonder if I might make a suggestion that we commence, despite the lack of a quorum, with the consent of all the members as it is only a questioning session and no votes are anticipated. If everyone agrees I think we can proceed in that fashion.

**The Chairman:** An excellent suggestion. If it is agreed with everyone, I think we should proceed.

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** Mr. Dick.

**Mr. Dick:** Mr. Hylton, a couple of sections concern me a little bit. Clause 15 of the bill adds new proposed section 99.1 (2) and (3) which deals with the time in which to negotiate and set up arrangements for a four-week campaign. First of all, I do not want to know of any party affiliation, but have you yourself ever been involved in any election process? Were you a candidate somewhere before you came to the CRTC, or anything like that? I ask this only to see if you have an idea of the hectic nature of things after they ring the gong and everybody races like mad for 57 days.

**Mr. Hylton:** I think I understand the difficulties that the parties and the candidates are faced with from the day of the announcement of the election.

**Mr. Dick:** As I understand the law after a question I asked Mr. Hamel earlier, it indicates here that the parties may have as little as five days' time to come to a decision before the CRTC steps into place. Do you think that the parties, in all practicality, could agree in five days on an equitable allocation of time, which is a massive undertaking involving the expenditure of a few millions of dollars?

## [Interpretation]

campagne électorale une publicité sur trois serait d'ordre politique. La station n'aurait pas le droit de dépasser sa limite autorisée de douze minutes à l'heure.

**M. Blaker:** Très bien. Le nombre de minutes de publicité sera donc limité en fonction des règlements du CRTC.

**M. Hart:** Oui.

**M. Blaker:** Et cette limite devra être respectée.

**Le président:** Monsieur Hylton, vous voulez faire une brève remarque.

**M. Hylton:** Je voulais simplement dire, monsieur le président, que le temps publicitaire admis et créé par cette loi devra être déduit du temps publicitaire autorisé dans le cadre de la Loi sur la radio.

**Le président:** Il nous reste quatre orateurs, à savoir MM. Dick, Nowlan, Brewin et Marshall. Nous leur donnerons la parole cet après-midi, à 15 h 30.

La séance est levée.

## SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

**Le président:** Monsieur O'Connor.

**M. O'Connor:** Monsieur le président, puis-je proposer bien que nous n'ayons pas quorum de commencer avec le consentement des membres présents; il s'agit simplement de poser des questions aux témoins sans mise aux voix. Si tout le monde était d'accord nous pourrions ainsi procéder.

**Le président:** Excellente suggestion. Si tout le monde est d'accord nous allons commencer.

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** Monsieur Dick.

**M. Dick:** Monsieur Hylton, quelques articles me taquinent. L'article 15 du projet de loi ajoute les nouveaux articles proposés 99.1(2) et (3) qui traitent de la période des négociations et des arrangements à prendre en vue de la campagne de 4 semaines. Je ne veux pas savoir qu'elle est votre allégeance politique, mais est-ce que vous-même avez participé à une élection? N'avez-vous jamais été candidat ou fait quelque chose de ce genre avant de vous joindre à la fierté? Tout ce que je veux savoir enfin c'est si vous avez une idée de la façon dont se passe les choses pendant les 57 jours que durent une campagne.

**M. Hylton:** Je crois que je comprends les difficultés auxquelles doivent faire face les partis et les candidats à partir du jour où une élection est annoncée.

**M. Dick:** Si je comprends bien la loi, d'après la réponse que m'a faite déjà M. Hamel à ce sujet, les partis ont aussi peu que cinq jours pour prendre une décision avant que n'intervienne le CRTC. Croyez-vous que ce soit possible pour les partis de s'entendre en cinq jours sur la répartition du temps, une tâche gigantesque indiquant les dépenses de millions de dollars?

[Texte]

**Mr. Hylton:** I will assume that your minimum possibility of five days is correct. From our experience with the requests that we have had to negotiate in these types of problems, that would not be sufficient time for us to act in an adjudicatory position after the first round of negotiations had taken place. I do not think we could do it in five days. We might be able . . .

**Mr. Dick:** The five days is what the parties have. Then if they fail by the forty-ninth day, you people step in. You have a few more days—I think it is three—in which to settle the matter if the parties cannot do it in five days.

**Mr. Hylton:** I do not think I could speak to whether five days is sufficient. I can only say that in our experience in adjudicating similar problems it has usually taken us more than five days to convene the groups involved and make the decision. Five days would be very short, certainly for us, to reach that conclusion.

**Mr. Dick:** Taking into consideration the production facilities and the planning for commercials and programs that is going on at the same time as you are negotiating, rather than waiting until the election writ has been issued would it be preferable if some equitable formula could be introduced to start the negotiations amongst the registered parties perhaps months before the election comes along, so that everybody would know when the writ is issued how the division is?

**Mr. Hylton:** If you were to have agreement among the parties based on a formula, or if you were to accept what the commission understands to be the tradition, then it seems to me you are fairly close to knowing the ground rules that you will be faced with when you come up to the date of the writ of election.

If the formula that the commission has suggested is not acceptable and if the Canadian tradition is not acceptable to the House, then I think you would have considerable difficulty with your timing.

**Mr. Dick:** Would you feel that perhaps to circumvent this, and I presume that you have not been consulted over the formula of so many days for the parties to reach an agreement which is turned over to you people to adjudicate and decide on . . .

**Mr. Hylton:** We were asked to consider the bill in a draft form at an earlier point. But to my understanding, and I checked with general counsel, we have no view on what that would be in so far as the timing of the parties is concerned.

**Mr. Dick:** To try to give the parties enough time to plan for the four-week period, do you think developing a formula right after an election might result in a more sensible and economical expenditure of money in getting their best commercials or programs ready? Say an election was called and 48 hours after that election, or any time during the three or four years that we might expect between elections in normal circumstances, one party served notice on the others to get together six weeks hence and start negotiating. They might set four weeks to negotiate in and then turn it over to you people for four weeks. It could then be done at a more leisurely pace and with greater in-depth examination.

[Interprétation]

**M. Hylton:** En supposant qu'un minimum de cinq jours s'applique, d'après notre expérience, d'après le genre de demandes qui nous ont été faites et les négociations que nous avons dû engager pour solutionner ces problèmes, il nous serait impossible d'agir qu'en tant qu'arbitre après le premier tour de négociations. Je ne crois pas que nous puissions être en mesure de le faire en cinq jours. Peut-être pourrions-nous . . .

**M. Dick:** Ce sont les partis qui doivent décider en cinq jours. Au 49<sup>e</sup> jour du décompte, c'est vous qui devez passer à l'action. Vous avez quelques jours, je pense que c'est trois, pour résoudre l'impasse qui se forme entre les partis en cinq jours.

**M. Hylton:** Il est impossible de dire si cinq jours soient suffisants. Je ne puis que vous signaler que dans ce genre de situation il nous a fallu d'habitude plus que cinq jours pour réunir les représentants du parti et en venir à une décision. Cinq c'est très peu évidemment si l'on veut obtenir quelque chose de concret.

**M. Dick:** Devant la nécessité de planifier la production, les commerciaux, les programmes longtemps d'avance et parallèlement aux négociations avec les partis, ne serait-il pas préférable de procéder avant l'émission du bref d'élection et d'essayer de trouver une formule équitable de négociations entre les divers partis reconnus? Ne conviendrait-il pas de commencer des mois avant même l'annonce de l'élection de sorte que chacun sache à quoi s'en tenir le moment venu?

**M. Hylton:** S'il y a déjà entente entre les partis selon une formule bien établie, ou si tout le monde est d'accord pour accepter ce que la commission croit être la tradition, on a déjà une bonne idée de ce que peut être les règles du jeu avant la date d'émission du bref d'élection.

Si la solution proposée par la commission est inacceptable et que la Chambre ne veut plus s'en tenir à la tradition Canada, le facteur temps intervient certainement.

**M. Dick:** Ne croyez-vous pas que pour améliorer la situation, je suppose que vous n'avez pas été consulté qu'entre cette formule d'un délai fixe de tant de jours alloué aux partis pour qu'ils puissent s'entendre avant que vous n'interveniez et n'agissiez en tant qu'arbitre . . .

**M. Hylton:** Nous avons pu examiner le premier texte du bill plus tôt, mais je ne crois pas que nous ayons pu déterminer, et j'ai vérifié avec le conseil juridique quel doit être le temps accordé aux partis.

**M. Dick:** Pour donner plus de temps aux partis de se préparer pour la période d'élection de quatre semaines ne croyez-vous pas qu'en venir à une formule tout de suite après une élection pourrait se révéler plus pratique et plus économique pour les commerciaux et programmes? Supposons qu'une élection ait lieu et que 48 heures après, ou en tout temps au cours des trois ou quatre années qui suivraient, c'est ce à quoi on pourrait s'attendre dans des conditions normales, un parti signifie aux autres qu'ils doivent se réunir et commencer les négociations. Il pourrait y avoir alors une période de négociations de quatre semaines, suivie d'un autre quatre semaines pour l'arbitrage par la commission. On aurait certainement ici plus de temps pour procéder à une étude vraiment sérieuse.



[Text]

[Interpretation]

• 1555

**Mr. Hylton:** Mr. Chairman, I do not think the Commission can help members on the way in which the parties arrange their affairs prior to the Commission becoming involved. I think from a common sense point of view the Commission would only comment that if you have more time, probably then there is less difficulty as you come closer to the date of a writ of election.

**Mr. Dick:** I am not looking for a technical answer. I am just looking for an opinion. You have been involved with television. You know how long it takes to set up and plan your commercials and programming. Do you think if they had more time and maybe a bit more flexibility in this formula rather than waiting for the gong, it might be better for a sensible expenditure of money?

**Mr. Hylton:** The unknown factor in the planning is the date at which the election is called. So far as a television broadcaster is concerned, to a great extent the planning of his schedule will have been done about a year or sometimes more than a year before the program is actually seen on the air. So if you leave the one variable as the date of the calling of the election, any planning you can do to facilitate the planning of the schedule of the broadcaster and his understanding of how the allocations might be determined will be helpful in general. But it still does not solve the problem that nobody knows at any given time what date in the future will be the election date.

**Mr. Dick:** No, but I gather from what you are saying that if we can work out a formula to give more time, even though we do not know the exact date, it may be of some beneficial nature to the broadcaster and also to the party.

**Mr. Hylton:** I agree with that.

**Mr. Dick:** I am just looking to see where an amendment might be appropriate which would be beneficial to all, but equitable.

I want to come back to some things I was perhaps a bit confused about this morning. As you say, you have seen only a draft form, but I understand you had some consultation before the Bill was put into the present form as we see it today.

**Mr. Hylton:** Yes, Mr. Chairman.

**Mr. Dick:** You were never shown the bill and asked your comments before. You have not put in a direct input after this bill with Mr. MacEachen or with anybody seeking advice, other than being here.

**Mr. Hylton:** That is correct.

**Mr. Dick:** You did not advise them to draft the broadcasting sections in this way, I take it. You were not consulted to have them set up in this way.

**Mr. Hylton:** We were asked for the Commission's view at the stage of Bill C-211 of the effect the bill would have in the amendment suggested under that, and the effect that would have in the broadcasting act. We were asked to consider the actual language that would be changed in the broadcasting act and asked to comment, that being our governing statute.

**M. Hylton:** Monsieur le président, je ne crois pas que le Conseil puisse aider aux membres concernant la façon dont les partis arrangent leurs affaires avant que le Conseil puisse s'en mêler. Du simple vue logique, le Conseil se contenterait d'observer qu'avec plus de temps il y aurait sans doute plus de facilité à fixer la date d'un bref d'élection.

**M. Dick:** Je ne cherche pas une réponse technique. Je demande simplement un avis. Vous avez été mêlé à la télévision. Vous savez combien de temps il faut pour organiser un projet et coordonner votre programmation commerciale. Pensez-vous que s'il y avait plus de temps et avec un régime peut-être plus souple plutôt que d'attendre le gong, il y aurait moins de gaspillage d'argent?

**M. Hylton:** L'inconnu de la planification est la date de l'élection. Pour ce qui est du diffuseur de la télévision, il aura préparé ses plans une année d'avance ou peut-être davantage avant de le passer à l'écran. Si vous retenez comme variable la seule date de l'élection, toute planification susceptible de faciliter l'établissement de l'horaire de la radiodiffusion et la manière d'en répartir la distribution sera d'utilité générale; mais cela ne résout toujours pas le problème qui serait de savoir à quelle date aura lieu l'élection.

**M. Dick:** Non, mais je crois comprendre d'après ce que vous dites que si nous pouvons réaliser une formule accordant plus de temps, sans savoir la date exacte, cela aiderait et aux diffuseur et au parti.

**M. Hylton:** Je suis d'accord.

**M. Dick:** J'essaie de voir où l'amendement serait approprié et bénéfique pour tous tout en étant équitable.

Je veux revenir sur certains points qui ne m'ont pas paru très clair ce matin. Vous dites que vous n'avez vu que le schéma, mais j'ai cru comprendre que vous aviez eu des consultations avant que le projet de loi soit définitivement rédigé sous sa forme présente.

**M. Hylton:** Oui, monsieur le président.

**M. Dick:** On ne vous a jamais montré le projet de loi et demandé vos commentaires. Vous n'avez rien modifié en collaboration avec M. MacEachen dans ce projet de loi non plus qu'avec quelqu'un qui aurait cherché un conseil, autre que votre présence ici.

**M. Hylton:** C'est exact.

**M. Dick:** Vous n'avez pas conseillé la formulation des articles visant la radiodiffusion de cette façon, d'après ce que je comprends. On ne vous a pas consulté avant de lui donner cette forme.

**M. Hylton:** On a sollicité l'avis du Conseil au stade du Bill C-211 concernant l'effet que pourrait avoir le projet de loi par suite de l'amendement qu'on y proposait et l'effet que cela pourrait avoir sur la Loi de la radiodiffusion. On nous a demandé de revoir le texte qui serait modifié conformément à la Loi sur la radiodiffusion et demander nos observations, étant donné que c'est la loi qui nous régit.



## [Texte]

**Mr. Dick:** My understanding of this bill is that the six and a half hours must be divided equitably, and you have indicated a formula if it came down to you on how you would base your equitable decision. Also, 50 per cent of the time of that six and a half hours is going to be reimbursed by the federal Treasury. So it indicates that six and a half hours is all payable time. In my thinking if it is to be payable time it would be more like commercial time, and I think in the industry it has been traditional that a company, if it buys commercial time, plans its own commercials. Would it follow that if you are paying for the time—and the parties are obviously going to pay for this time—they would have the right to determine how their portion would be used, whether in 30 seconds, 60 seconds, or two-minute spots, or something like that?

**Mr. Hylton:** I think to the extent that the six and a half hours is used up by the parties for actual commercials, the problem for the broadcaster is the scheduling of commercials in the time that he has set aside within any given number of hours on any given number of days in that four-month period. The actual scheduling of commercials for him is partly a programming matter, but not completely. It has a programming aspect to it and, when he is invited to show commercials—and, in fact, pre-empt the commercials which he has had booked for perhaps six or nine months in that same area—the broadcaster will consider that he is exchanging one commercial for another.

**Mr. Dick:** This is something that would have to be worked out by the parties through negotiation, probably.

• 1600

**Mr. Hylton:** I think it is important for the parties to understand how the broadcaster feels about introducing these political commercials into the commercial schedule he already has.

**Mr. Dick:** He has already been told by law that he is going to have to give up 6½ hours.

**Mr. Hylton:** That, Mr. Chairman, is dealing entirely with the question of commercials and that I would restrict to perhaps a maximum of 2 minutes in our discussion and perhaps the minimum is 15 seconds, something like that. However, it may be that the parties will wish to move from that advertising commercial format as we know it in North America into programming, and they will then be buying time for programs. It may be that the political party involved asks the broadcaster to produce that program for him. It might be 15 minutes, it might be an hour special in some cases, and it will pre-empt another program. We were just considering the situation where one of the political parties had decided to pre-empt the third period of a hockey game on Saturday night in order to put its message across.

**Mr. Dick:** They can take the consequences, I think.

This bill also contemplates that anything over the 6½ hours is free time to be provided equitably and the position has been, I believe, that the networks have provided maybe three hours divided amongst the parties for programming time, meaning that programming may be 10-minute, 15-minute or half-hour programmes of X leader of Y party throwing a football or walking over the mountains or whatever it may be to try to spruce up the image of the leader; so that the programming time of what they might use in the long programs comes into that free time to be allocated over and above the 6½ hours.

## [Interprétation]

**Mr. Dick:** D'après ma façon d'interpréter ce projet de loi, une période de 6 heures et demie doit être répartie de façon équitable et vous avez proposé une formule si on s'adressait à vous sur laquelle vous pourriez fonder votre juste décision. Aussi, 50 p. 100 de ces 6 heures et demie sera financièrement compensé par le Trésor fédéral. Les 6 heures et demie seront payées. A mon avis, si ce temps est payé c'est du temps commercial et il me semble qu'il est traditionnel dans une industrie que la société, si elle achète du temps commercial, doit organiser son propre programme commercial. S'en suit-il que si vous payez pour le temps—et les partis paieront sûrement pour le temps dont ils disposeront—qu'ils auront le droit de décider quelle période de temps doit servir, soit 30 secondes, soit 60 secondes ou 2 minutes ou ainsi de suite?

**Mr. Hylton:** Dans la mesure où les 6 heures et demie seront consacrées par les partis à des programmes nettement commerciaux, le diffuseur n'aura qu'à établir les horaires des annonces commerciales durant la période qu'il a réservé au cours d'un certain nombre d'heures ou de jours pendant la période de 4 mois. L'horaire commerciale est pour lui une question de programmation mais pas entièrement. Il y a l'aspect programmation, et, lorsqu'il passe les commerciaux—et peut-être supplante les commerciaux commandités depuis six ou neuf mois peut être dans le même secteur—le diffuseur estimera changer un programme commercial pour un autre.

**Mr. Dick:** Les partis devront probablement négocier à ce sujet.

**Mr. Hylton:** Il me semble important que les partis comprennent le sentiment du diffuseur qui doit présenter ces annonces politiques dans un horaire commercial déjà établi.

**Mr. Dick:** Il a déjà été informé par statut qu'il devra accorder six heures et demie de temps.

**Mr. Hylton:** Monsieur le président, c'est s'en tenir exclusivement à l'annonce commerciale que je restreindrais à un maximum de deux minutes dans nos débats et peut-être un minimum de 15 secondes. Toutefois, il est possible que les partis veuillent s'écarter de l'annonce commerciale telle que nous l'entendons en Amérique du Nord dans le contexte de la programmation et qu'ils achèteront alors du temps pour des programmes. Il est possible que le parti politique intéressé demande aux diffuseurs de créer ce programme pour lui. Il sera peut-être d'une période de quinze minutes, peut-être une heure spéciale dans certains cas qui remplacera un autre programme. Nous envisageons seulement des cas où le parti politique aurait décidé de présenter son message à la place de la troisième période d'une partie de hockey le samedi soir.

**Mr. Dick:** Ils en subiront les conséquences, je pense.

Ce projet de loi envisage également que toute période de temps qui dépasserait les six heures et demie serait du temps libre à partager de façon équitable et la coutume a été, me semble-t-il, que les chaînes fournissent peut-être trois heures de temps réparties entre la programmation réservée aux partis, soit dix minutes, quinze minutes ou une demi-heure, au chef X du parti X avec lancement de football ou escalade de montagne pour enjoliver l'image du chef; et cela pourrait s'inscrire dans le temps libre.

[Text]

**Mr. Hylton:** Yes. Let us talk for the moment about the CBC network and the CTV network, which perhaps have the greatest reach.

**Mr. Dick:** Right.

**Mr. Hylton:** If the CBC considered that it wanted to give more time than 6½ hours during the last four-week period, it could give that time as you have indicated. Suppose it gave an additional two hours divided among all the parties in an equitable manner, the CBC would feel that it had some responsibility from the programming point of view to see that those two hours fitted with the 6½ hours and that the result was a good package of programming for the viewers.

**Mr. Dick:** I understand that the CBC as a network is not going to have anything to do with 6½ hours. CBOT in Ottawa, being a broadcasting outlet, is going to have to put on 6½ hours and the CBC TV station in Toronto is going to put on 6½ hours, and they may be different. It is the broadcasting outlet that you have to negotiate with; the network itself is not involved in the 6½ hours.

**Mr. Hylton:** That is correct from the language of the proposed statute before this Committee. From our point of view at the commission, the networks have a co-ordinating role for all the stations that are either affiliated or, in the case of the CBC, owned by the CBC itself, and it may well be that the national party representative will wish to address himself to the network to find out how he will reach the individual stations. I think that is a very important point to understand because, in many cases, the network is undoubtedly the best vehicle to make sure that the national message is going to be carried into perhaps most of the regions of Canada at the same time.

**Mr. Dick:** But you do not want it in all of Canada at the same time because you might be in prime time in Nova Scotia but you sure would not be in prime time, say in British Columbia. You would have to have it altered and it has to be originated at the broadcasting outlet because that is the way the bill has stated it.

**Mr. Hylton:** Mr. Chairman, I understand the problem raised by the time zones in Canada. To a great extent the networks, both CTV and CBC, have tried to overcome this discrepancy by delay centres or advance centres for the program distribution. So, to the greatest extent possible, they try to see that the same program is shown nationally at about the same time across Canada.

• 1605

**Mr. Dick:** I guess I am confused, perhaps ignorant of all the complications in this media, but I thought when party "X" came along and started trying to book in its 2 hours and 15 minutes, or whatever it may be, of commercial time, it would run off to CBO in Ottawa and go off to the manager of the CBC station in Toronto, and negotiate with their advertising people to try to get the wanted blocks. I thought they would not negotiate with the CBC network per se—because the network is not even mentioned—but the network, on top of the six and one half hours of all the local affiliates, might provide three hours or two hours of free time divided equitably. That would be freely given to try to expose the various parties and their platforms. Is that fair reasoning?

[Interpretation]

**M. Hylton:** Oui. Parlons des chaînes de Radio-Canada et CTV dont le champ de diffusion est le plus étendu.

**M. Dick:** Très bien.

**M. Hylton:** Si Radio-Canada considère d'accorder plus de six heures et demie durant la période de quatre semaines, cela pourrait comprendre la période de temps que vous venez de décrire. Supposons deux heures supplémentaires réparties entre les partis de façon équitable, Radio-Canada estimerait avoir une part de responsabilité dans la programmation afin de s'assurer que ces deux heures sont conformes à la programmation de six heures et demie et que le résultat donne un bon effet pour les spectateurs.

**M. Dick:** Je crois comprendre que Radio-Canada comme chaîne n'aurait rien à voir avec les six heures et demie. Radio-Canada à Ottawa, comme poste émetteur de radio-diffusion, devra fournir six heures et demie et la station de télévision de Radio-Canada à Toronto devra également donner six heures et demie et cela sera peut-être différent. C'est avec le poste local qu'il faut négocier; la chaîne n'a rien à faire au sujet des six heures et demie.

**M. Hylton:** C'est le sens du projet de loi tel qu'il est formulé. Selon l'avis du Conseil, les chaînes jouent le rôle de coordinateur pour toutes les stations soient affiliées ou dans le cas de Radio-Canada, lui appartiennent et il lui est possible que le représentant du parti national venir lui-même s'adresser à la chaîne afin de savoir comment il peut communiquer avec les stations particulières. Il est très important de bien comprendre ceci car dans bien des cas, le réseau présente sans doute le meilleur véhicule du message national pour le faire pénétrer dans toutes les régions du pays au même moment.

**M. Dick:** Mais vous ne voulez pas le diffuser partout au Canada en même temps, car il est possible qu'il s'agisse du temps d'antenne en Nouvelle-Écosse, mais cela ne serait certainement pas les heures d'antenne en Colombie-Britannique. Il faudrait modifier l'horaire mais il faudrait que cela parte du point d'origine car c'est ce que le projet de loi demande.

**M. Hylton:** Monsieur le président, je me rends compte des difficultés que soulèvent les six horaires au Canada. Dans une grande mesure les chaînes soit CTV et Radio-Canada ont essayé de surmonter ces difficultés en établissant des centres de ralentissement ou d'accélération de la distribution des programmes. Ces chaînes font donc tout leur possible pour essayer de présenter le même programme partout au pays au même moment.

**M. Dick:** Je ne comprends pas très bien, c'est peut-être de l'ignorance, la façon dont les média procèdent, mais je pensais que lorsqu'un parti voulait s'accaparer deux heures et quinze minutes, ou plus de temps, de commerciaux, il envoyait son représentant à la station d'Ottawa ou à la station de Toronto pour négocier avec les publicistes et essayer d'obtenir les périodes de temps voulues. Je ne croyais pas qu'il fallait négocier avec la société Radio-Canada elle-même, le réseau n'est même pas mentionné, mais je savais qu'en plus des six heures et demie prévues pour toutes les stations locales, le réseau devait fournir trois heures ou deux heures, réparties équitablement. Je croyais que ce temps-là était à la disposition des partis pour l'explication de leurs programmes électoraux. Est-ce que j'étais bien loin de la vérité?

[Texte]

**Mr. Hylton:** We could not speak to whether the networks will wish to give additional free network time on top of the time that they have already given. I think ...

**Mr. Dick:** They have not given, the stations have given, the broadcasting outlets.

**Mr. Hylton:** You are quite right, but I think the parties will recognize that the network is the best vehicle for reaching agreement with the individual stations. It will be very useful to parties if they can conclude that they have a certain network coverage bound to the individual stations.

**Mr. Dick:** That would be a complete decision the party would take. The party under this proposed act would not be obliged, and could not be forced, to go to the CBC and say, "We want to buy our share of six and one half hours from you."—any more than they can go to the broadcasting outlets, CBO in Ottawa for example, and say, "We want to negotiate our two hours and fifteen minutes with you directly, now let us see what sort of deal we can make."

**Mr. Hylton:** That is correct.

**The Chairman:** One last question; you have already had 15 minutes.

**Mr. Dick:** We have talked about the commercial viable time, and we have talked about 30 second, 15 second, 60 second and 2 minute spots. Would you say that the 2 hours and 15 minutes, for example, that the party might get would be divided up over the 29 or 28 days in short commercials of that sort, and that they would have to negotiate with these individual broadcasting outlets within the 6:00 o'clock to 12:00 o'clock period—or whatever prime time is defined—to get that on? Would that be your understanding?

Maybe I should rephrase that if I can, sir.

Is it your understanding that the proposed act says that you have to negotiate with broadcasting outlets?

**Mr. Lawrence:** Bill C-203 says that each broadcaster "shall" make the time available for transmission of programming originated by the broadcaster, or by any other person licensed to carry on a broadcasting undertaking—that could be a network. Broadcasting undertaking is defined in the act to include a network. A broadcaster has to provide the time, but that time might be originated from the network—that would be up to the party to determine with the broadcaster.

**Mr. Dick:** You would leave it up to the party to have that flexibility to negotiate as it wishes?

**Mr. Lawrence:** They have to deal with the broadcaster. Let us put it this way: the broadcaster is the person who has to supply the time. That time may be originated by the broadcaster or it may be originated by the network. Presumably—although it is not clearly stated in the proposed Election Expenses Act—the question as to who is going to feed that particular program would be decided by agreement between the broadcaster and the registered party.

**Mr. Dick:** This would give flexibility to the party. It could go whatever way it wanted to, try to negotiate the best deal it could, and to arrange the times. It could make the deal with each outlet.

[Interprétation]

**M. Hylton:** Je ne sais pas si les réseaux voudront accorder gratuitement aux partis encore plus de temps. Je pense ...

**M. Dick:** Ce ne sont pas les réseaux qui ont accordé du temps, mais les stations elles-mêmes.

**M. Hylton:** Vous avez raison, mais vous reconnaîtrez avec moi que ce sont les réseaux qui sont le mieux placés pour s'entendre avec les stations. Il serait très utile pour les partis de pouvoir compter sur une certaine couverture dans les diverses stations.

**M. Dick:** Mais la décision appartiendra entièrement aux partis. Aux termes de la loi proposée, le parti ne serait pas obligé, ne serait pas forcé, d'entrer en communication avec la société Radio-Canada et de demander à acheter sa part des six heures et demie, pas plus qu'il lui est possible actuellement d'envoyer son représentant à la station d'Ottawa pour négocier directement l'achat de deux heures et quinze minutes et essayer de conclure un marché.

**M. Hylton:** C'est exact.

**Le président:** Ce sera votre dernière question; vous avez eu la parole pendant quinze minutes.

**M. Dick:** Il a été question d'un temps propice aux messages publicitaires, il a été question de périodes de 30 secondes, de 15 secondes, de 60 secondes, de deux minutes. Croyez-vous que les deux heures et quinze minutes que les partis pourront avoir à leur disposition seront réparties sur 29 ou 28 jours, par petites périodes, et que ce sera aux partis de négocier avec les stations elles-mêmes leur insertion entre six heures et minuit, ou ce qui est considéré les heures de pointe? Est-ce que c'est la façon dont vous voyez la loi proposée?

Je vais essayer de poser ma question de façon différente, si vous voulez.

Croyez-vous que la loi proposée enjoigne les partis de négocier avec les diverses stations?

**M. Lawrence:** Le Bill C-203 stipule que le radiodiffuseur doit prévoir du temps dans sa programmation ou la programmation de toute personne autorisée à émettre, ce qui pourrait être le réseau. Le titulaire de licence est défini dans la loi comme pouvant inclure le réseau. Le radiodiffuseur doit fournir du temps, mais le temps peut être accordé par le réseau, c'est au parti de prendre les arrangements avec le radiodiffuseur.

**M. Dick:** Et vous êtes d'accord pour laisser au parti la responsabilité de négocier comme il l'entend?

**M. Lawrence:** Il faut que les partis négocient avec le radiodiffuseur. Le radiodiffuseur est celui qui doit fournir le temps. Il peut le faire lui-même ou le réseau peut le faire à sa place. Ce n'est pas indiqué clairement dans la Loi sur les dépenses électorales, mais il est à supposer que la question de déterminer d'où doit émaner tel programme est laissé au radiodiffuseur et aux partis reconnus.

**M. Dick:** Ainsi le parti a une certaine liberté d'action. Il peut procéder de la façon qu'il juge la plus opportune et négocier pour obtenir les périodes de temps qu'il juge les plus avantageuses. Il peut traiter avec chaque station individuellement.



[Text]

**Mr. Lawrence:** That appears to be the way it is under the proposed act.

**Mr. Hylton:** We should not mislead the members of this Committee though. We indicated at the start of the discussion that we do not see in this bill a requirement that either the registered party or the broadcaster necessarily prevail under those circumstances. On the contrary, a rather fluid negotiating seems to go on there. As we have suggested, if there is no other way of reaching an adjudication on that, the Commission may have to do it under the Broadcasting Act.

**Mr. Dick:** Where would the commission . . .

• 1610

**The Chairman:** I am sorry, Mr. Dick, but your time is exhausted. I will allow you just one last question because this is a very interesting line of questioning.

**Mr. Dick:** The only part that I thought the CRTC could adjudicate was where the parties failed to split up the 6½ hours. Is there a clause, which maybe I have missed here, under which they can adjudicate between the party and the broadcasting outlet to set up how they are going to divide that time?

**Mr. Hylton:** No, there is not. We are only drawing to your attention that the only mechanism we then know of is the Broadcasting Act itself, which refers to the need for programming to be of a varied and comprehensive nature. And to the extent that the Broadcasting Act gives the commission any authority to concern itself with matters of programming and the placing of programming within the schedule of broadcasters, it may be that the commission would have to resort to the Broadcasting Act.

**The Chairman:** Mr. Harney.

**Mr. Harney:** Thank you, Mr. Chairman. If I may change the line of questioning for a moment, and this is without comment to the last line of questioning which I thought was very interesting, I would like to come back for a start to the criteria for allocation which were distributed here before the Committee, Mr. Chairman, and ask the witness why they use different and distinct principles for allocations under (a) and under (b).

**Mr. Hylton:** If we are referring to the criteria (a) where there are only two registered parties, we presume that there are no other registered parties other than the official government and the official opposition. In that case, if the suggestion is carried through, which seems to be the tradition of a bicameral House, we would suggest that the time would be allocated between both of them.

**Mr. Harney:** I take it that you have used the word "bicameral" and the expression "bicameral House" completely incorrectly.

**Mr. Hylton:** I would like to be corrected, if I have.

**Mr. Harney:** Well, when we speak of bicameral, we are talking about the House of Commons and the Senate.

**Mr. Hylton:** I stand corrected. Thank you.

The concern here would be that the time would be divided between the two registered parties equally. If you have more than two registered parties, then the distribution is to be done under a more complex formula.

[Interpretation]

**M. Lawrence:** Il me semble que la loi proposée le permette.

**M. Hylton:** Nous ne voulons pas induire en erreur les membres du Comité cependant. Nous avions indiqué au départ que nous ne voyions rien dans le bill qui oblige soit le parti reconnu, soit le radiodiffuseur, à procéder ainsi nécessairement. Au contraire, il semble qu'il y ait dans la loi place pour des négociations extrêmement libres. Et il y a toujours la possibilité, s'il n'y a aucune façon de s'entendre, que la commission intervienne en vertu de la Loi sur la radiodiffusion.

**M. Dick:** Où la Commission . . .

**Le président:** Je m'excuse, monsieur Dick, mais votre temps est écoulé. Je vous permets une dernière question car ce sujet est très intéressant.

**M. Dick:** La seule situation que la CRTC pourrait juger, serait, à mon avis, celle où les partis n'arrivent pas à répartir les 6 heures et demie. Y a-t-il une clause, que je n'ai pas vue, en vertu de laquelle, la Commission pourrait décider entre le parti et les réseaux de radiodiffusion afin de décider comment diviser ces heures?

**M. Hylton:** Non, il n'y en a pas. Nous soulignons le fait que le seul mécanisme qui existe c'est la Loi sur la radiodiffusion qui dit que la programmation doit être variée et complète. Dans la mesure où la Loi sur la radiodiffusion donne à la Commission le pouvoir de traiter des questions de programmation et du calendrier de programmation pour le radiodiffuseur, il se peut que la Commission doive recourir à la Loi sur la radiodiffusion.

**Le président:** Monsieur Harney.

**M. Harney:** Je vous remercie, monsieur le président. J'aimerais changer de sujet pour un moment, même si j'ai trouvé le dernier point discuté très intéressant. J'aimerais revenir aux critères d'allocation qui ont été distribués au Comité, monsieur le président, et demander aux témoins pourquoi ils se servent de principes d'allocation différents sous l'alinéa a) et sous l'alinéa b).

**M. Hylton:** Si nous prenons les critères a) où il n'y a que deux seuls partis d'enregistrés, nous supposons qu'il n'y a pas d'autres partis enregistrés sauf le gouvernement officiel et l'opposition officielle. Dans ce cas-ci, la proposition est appliquée, ce qui semble être de tradition dans une chambre bicamérale, nous proposons que les périodes soient réparties entre les deux.

**M. Harney:** Je crois que vous avez utilisé le mot «bicamérale», et l'expression «chambre bicamérale» à mauvais escient.

**M. Hylton:** Corrigez-moi, si je me suis trompé.

**M. Harney:** Lorsque nous disons bicamérale, nous parlons de la Chambre des communes et du Sénat.

**M. Hylton:** Je vous remercie, de m'avoir corrigé.

Il faudrait que le temps soit réparti également entre les deux partis enregistrés. Si vous avez plus de deux partis enregistrés, la distribution doit se faire suivant une formule plus complexe.



## [Texte]

**Mr. Harney:** Yes. Thank you for enlarging the point which I had made in the introduction to my question. I do admit and see that there is a difference in the principles that you use with regard to allocation under (a) and allocation under (b). That is to say that allocation (a) says: well, of course, two parties—we split them fifty-fifty; but if there are more than two parties we go for some proportionality. I take it that subsections (1), (2), (3), (4), (5), (6) are to achieve some kind of proportionality reflecting the standing of the parties in the previous House and the number of candidates they have in the election. Correct? That there is proportionality in (b), but arbitrary division in (a)?

**Mr. Hylton** Right.

**Mr. Harney:** Now, it could happen, for example, that should this country ever come back to having a two-party political system that you could have one very, very large party in the House and one very tiny party in the House. We remember the period between 1958 and 1962. So, in other words, proportionality would not obtain there at all under your principle?

**Mr. Poulin:** Or in Quebec either.

**Mr. Harney:** We are dealing with federal matters.

**Mr. Hylton:** I can only refer back to the CBC's allocation of free time in the years '58 and '62. There appeared to be a recognition on their part that there might be very large majorities held by the official government and the official opposition. They were also giving time to other parties at that stage.

If there were only two parties, and if the members of this Committee feel that the criteria involved with two parties is wrong, then we would appreciate direction on it.

**Mr. Harney:** I bring this matter up because these are criteria as proposed by the CRTC which are to be used in the allocation of time and, if they are not acceptable in the process of negotiations, then we revert to jungle warfare I take it.

• 1615

**Mr. Hylton:** No, on the contrary, Mr. Chairman. The point we want to make to this Committee is that if these criteria do not seem to be acceptable in the Canadian tradition, then the commission would be very grateful for guidance and direction on the improvement of these criteria, the rejection of these criteria or the statutory introduction of criteria which the commission is to follow. We are not bringing to you today the criteria for allocation as a policy of the commission. In fact, we have been careful to say that this has come unsigned, as it were. We have brought recommendations forward from what we understand to be the experience. If they do not satisfy this Committee or Parliament, we would hope we would have guidance on them.

**Mr. Harney:** The document may have come unsigned but it certainly has not come untitled. It is under the letterhead of the CRTC.

**Mr. Hylton:** Quite correct, Mr. Chairman. We tried to explain what the document was about.

## [Interprétation]

**M. Harney:** Oui. Je vous remercie d'avoir précisé ce point que j'ai soulevé dans mon introduction. J'admetts qu'il y a une différence dans les principes que vous utilisez pour l'allocation dans l'alinéa a) et dans celle de b). Dans l'alinéa a), on dit: il y a deux partis, on divise moitié, moitié, et s'il y a plus de deux partis, on divise proportionnellement. Je suppose que dans les alinéas (1), (2), (3), (4), (5), (6), sont inclus pour justement répartir l'allocation proportionnellement et refléter la situation des partis à la chambre précédente et le nombre de candidats élus lors de l'élection. Est-ce bien cela? Il y aurait proportionnalité dans b), mais division arbitraire dans a).

**M. Hylton:** C'est cela.

**M. Harney:** Il se pourrait, si le pays revenait au système des deux partis politiques, il y aurait un parti très, très important à la Chambre et un autre très très minoritaire. Souvenons-nous de la période qui s'est écoulée entre 1958 et 1962. Autrement dit, la proportionnalité ne pourrait être obtenue en vertu de ce principe.

**M. Poulin:** C'est la même chose pour le Québec.

**M. Harney:** Nous discutons de question fédérale.

**M. Hylton:** Je me rapporte à l'allocation de période gratuite par Radio-Canada pendant les années 1958 et 1962. Radio-Canada semblait croire que le gouvernement officiel et l'opposition officielle obtiendraient des majorités importantes; mais ils accordaient des temps à d'autres partis.

S'il n'y avait que deux partis, et si les membres du Comité croient que le critère concernant les deux partis n'est pas le bon, nous aimerions connaître vos opinions.

**M. Harney:** J'ai soulevé cette question, car ce sont les critères proposés par le CTRC qui doivent être utilisés dans l'allocation de période d'émission, et, ils ne sont pas acceptables dans le processus de négociations, par conséquent, nous revenons à la guerre de la jungle.

**M. Hylton:** Non, monsieur le président, au contraire. Ce que je voulais dire aux membres du Comité, c'est que si ces critères ne semblent pas acceptables, dans le cadre de la tradition canadienne, la Commission serait alors très heureuse d'obtenir des avis pour les améliorer, pour les rejeter ou pour en appliquer de nouveaux. Les critères que nous vous soumettons aujourd'hui ne constituent pas la politique du Conseil. En fait, nous avons tenu à affirmer très clairement que ceci n'a pas été signé. Nous vous avons proposé des recommandations émanant de notre expérience. Si celles-ci ne sont pas à la satisfaction du Comité ou du Parlement, nous serions très heureux d'avoir des avis compétents à ce sujet.

**M. Harney:** Ce document est peut-être dépourvu de signature, mais certainement pas de titre. Il est publié à l'en-tête du CRTC.

**M. Hylton:** C'est juste, monsieur le président. Nous avons tenté d'expliquer de quoi il s'agissait.

[Text]

**Mr. Harney:** But it does say in Section 15(2) of the Act:

Forthwith after the issue of the writ for a general election, the Canadian Radio-Television Commission shall consult with representatives of each of the registered parties for the purpose of establishing an allocation among the registered parties of the broadcasting time to be made available under subsection (1);

I would take it that a document like this would be of some use. It would be a basis for a start of negotiations; so it is an important document.

**Mr. Hylton:** Very important, from that point of view. We consider it as a compilation of what has been used in the past. The tradition is about 25 years old and the commission would intend to continue that tradition, the most experience in this matter lying now with the CBC.

**Mr. Harney:** It is just that I would like to point out that the principles underlying (a) and (b) are totally different. One is arbitrary division into 50-50; the other one observes proportionality. I could suggest that you could approach (a) on the basis of proportionality as well or, alternately, approach (b) on the basis of arbitrary division; let us say, if you had four parties, 25 per cent of the time for each.

**Mr. Hylton:** I agree, Mr. Chairman.

**Mr. Harney:** Just to make the point, not so much for the witnesses, Mr. Chairman, but for the rest of us on the Committee.

**An hon. Member:** What about if you had a coalition?

**Mr. Harney:** Yes. Imagine the terrible day when the NDP is a majority government with a small Social Credit rump. How would you feel?

I just want to make the point, Mr. Chairman, that the allocations are based upon previous standings in the House and seats at dissolution, etc.

I know that we can work out timetables and at the time that the sun will rise next morning with a fair degree of accuracy, and that we will probably be correct, because this has a very very long tradition extending back millions of years. But these traditions here are really quite recent in the span of time and they are presumptive. They presume that the state of affairs will always continue, more or less, and I think that is a very, very large presumption, to say, before an election, that the Canadian people will vote in a certain way therefore we shall allocate for them broadcasting time in proportion to the way that they are expected to vote. This may be fine for psephologists but I do not think it is good for legislators. And I am on very strong philosophical grounds on the grounds of right, but I do not have the might here.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** You always are.

**Mr. Harney:** But ultimately. It is just a matter of time. Someday the gentlemen and the lady from the other parties will have to face up to the very real practicalities that the shoe will be on the other foot. And do you know what? And by the time they have a majority government, we will observe these things.

[Interpretation]

**M. Harney:** Mais l'article 15(2) de la loi affirme:

Immédiatement après l'émission du bref d'une élection générale, le Conseil de la Radio-Télévision canadienne doit consulter les représentants de chacun des partis enregistrés en vue d'établir, entre ceux-ci une répartition du temps d'émission qui doit leur accordé en vertu du paragraphe (1);

Je suppose qu'un document de ce genre a une certaine utilité. Il pourrait constituer une base de négociation; c'est donc un document important.

**M. Hylton:** Très important, si on se place de ce point de vue. Nous considérons qu'il s'agit là d'une étude de ce qui s'est fait dans le passé. La tradition date d'environ 25 ans et le Conseil a l'intention de la respecter; j'ajouterai à ce sujet que c'est maintenant Radio-Canada qui a le plus d'expérience dans ce domaine.

**M. Harney:** J'aimerais toutefois faire remarquer que les principes sur lesquels se basent les alinéas (a) et (b) sont totalement différents. L'un constitue une répartition arbitraire de moitié, l'autre respecte la règle de la proportionnalité. Je pense que l'on pourrait aussi bien fonder (a) sur la règle de la proportionnalité également, tout comme l'on pourrait fonder (b) sur une règle de division arbitraire; supposons que nous avons quatre partis, il serait réservé 25 p. 100 pour chacun.

**M. Hylton:** Je suis d'accord, monsieur le président.

**M. Harney:** Cette remarque, monsieur le président, était surtout destinée à l'édification des membres du Comité et non pas des témoins.

**Une voix:** Et s'il y avait une coalition?

**M. Harney:** En effet. Essayons d'imaginer le jour terrible où le NPD constituerait un gouvernement majoritaire aidé du Crédit social. Que penserez-vous alors?

Je veux simplement faire remarquer, monsieur le président, que ces répartitions sont basées sur les anciennes positions des partis à la Chambre des communes, lors de la dissolution, etc.

Je sais que l'on peut définir les calendriers, que l'on peut prévoir avec un degré raisonnable d'exactitude l'heure à laquelle le soleil se lèvera demain matin, puisque ceci remonte quand même à une tradition vieille de quelques millions d'années. Cependant, les traditions sur lesquelles nous nous fondons dans ce domaine sont très récentes et basées sur certaines hypothèses. Elles supposent que la situation se maintiendra, plus ou moins, de la même manière; je pense que c'est faire une hypothèse très risquée que d'affirmer, avant une élection, que la population votera d'une telle manière, afin de répartir le temps d'émission en proportion du vote attendu. Ceci convient peut-être aux psychologues, mais je ne pense pas que ce soit valable pour des législateurs. Mes arguments, dans ce domaine, sont basés sur la notion philosophique du droit, mais ne sont pas appuyés par celle de la puissance.

**M. Clark:** C'est toujours votre cas.

**M. Harney:** Cela changera, ce n'est qu'une question de temps. Il faudra bien qu'un jour ces messieurs et dames des autres partis réalisent que la population aura changé d'avis. Savez-vous ce qui se passera alors? Lorsqu'ils auront un gouvernement majoritaire, nous commencerons à respecter ces choses.

[Texte]

Some hon. Members: Oh, oh!

**Mr. Harney:** If you want to take out insurance against that eventuality, I would suggest you change now.

**Mr. Poulin:** You would change the law.

**Mr. Harney:** No, we would stick with it.

**The Chairman:** Are there further questions?

**Mr. Harney:** I certainly do have further questions, Mr. Chairman.

I would like the witnesses to explain to me, and I say this in all seriousness because they have been looking at this proposed section of the Act very closely, where and how a network, a broadcaster, is prohibited from selling more time to a political party than that allotted in the six and a half hours.

• 1620

**Mr. Hylton:** Mr. Chairman, I think the honourable member is probably directing us to the subsection (8) on page 28, which seems to be a penalty clause for the person who charges the registered party for time in excess of the time permitted.

**Mr. Harney:** I am still really seeking information here, Mr. Chairman, from people who have looked at this bill very closely. Under Clause 15, proposed Section 99.1(7), the prohibition there is to offering any further free time unless the same offer is made to other political parties, unlikely as that is ever going to be. I cannot imagine a network that is going to be saddled with all that amount of political time during normal broadcasting hours offering further free time. I take it that the two proposed subsections (7) and (8) do not clash with each other. They are really quite distinct.

**Mr. Hylton:** Mr. Chairman, I understood that proposed subsection (7) deals with the free time and proposed subsection (8) deals with the penalty for charging for time in excess of the time that is permitted.

**Mr. Harney:** In other words, you are satisfied that the proposed act is really quite clear in prohibiting the sale of time beyond the six and one-half hours allocation. You are airtight on that point.

**Mr. Hylton:** I will not give an opinion on that on behalf of the Commission. I do not think we are here for that purpose, Mr. Chairman. I would ask the legal advisers, who are responsible for these actions, to deal with those. I am sorry, we would not want to certify that, sir.

**The Chairman:** One more question.

**Mr. Harney:** Mr. Chairman, it will have to be a multi-clause question.

**The Chairman:** While you are thinking of the question, Mr. Harney, I think Mr. Hylton would like to give some additional information as to the number of mother stations we mentioned this morning. As you remember, that was left unanswered.

[Interprétation]

Certains députés: Oh, oh!

**M. Harney:** Si vous voulez prendre une assurance contre cette éventualité, je vous suggérerais de changer maintenant.

**M. Poulin:** Vous changeriez la Loi.

**M. Harney:** Non, nous la respecterions.

**Le président:** Y a-t-il d'autres questions?

**M. Harney:** J'en ai d'autres, monsieur le président.

J'aimerais que les témoins m'expliquent comment on peut interdire à un réseau, à un radiodiffuseur, de vendre à un parti politique un temps d'antenne plus long que celui qui lui est accordé dans les six heures et demie. Je pose cette question avec le plus grand sérieux car je sais qu'ils ont examiné de très près ce passage de la loi proposée.

**M. Hylton:** Monsieur le président, il me semble que l'honorable député nous demande d'examiner l'alinéa (8), à la page 28, qui semble prévoir une amende pour la personne faisant payer au parti enregistré un temps d'antenne supérieur à celui qui est autorisé.

**M. Harney:** Je tente, monsieur le président, d'obtenir des renseignements précis de la part de personnes qui ont examiné cela de très près. En vertu de la clause 15 de l'article 99.1(7), il est interdit d'offrir à un parti un temps d'antenne supérieur, sauf si la même offre est accordée aux autres partis politiques, aussi invraisemblable que cela paraisse. J'ai beaucoup de mal à imaginer qu'un réseau obligé de supporter toutes ces annonces politiques pendant les heures d'émission normales offre des heures supplémentaires aux divers partis. Je suppose que les alinéas (7) et (8) ne sont pas en contradiction. Ils semblent être très différents.

**M. Hylton:** Monsieur le président, il me semble que l'alinéa (7) traite du temps d'antenne gratuit alors que l'alinéa (8) traite de l'amende imposée lorsque l'on fait payer à un parti un temps d'antenne supérieur à celui qui est autorisé.

**M. Harney:** En d'autres termes, vous considérez que la loi, telle qu'elle est proposée, est tout à fait claire dans son interdiction de vente de temps d'antenne au-delà de la limite de six heures et demie. Cela vous paraît satisfaisant.

**M. Hylton:** Je ne vous donnerai pas, sur ce sujet, d'avis au nom du Conseil. Je ne pense pas que nous soyons ici pour cela. Je demanderais aux conseillers juridiques, qui sont responsables de la rédaction de ces articles, de vous répondre. Je regrette de devoir dire que nous pourrions l'assurer.

**Le président:** Une dernière question.

**M. Harney:** Monsieur le président, ce sera une question multiple.

**Le président:** Pendant que vous réfléchissez à votre question, monsieur Harney, je pense que M. Hylton aimerait donner des renseignements supplémentaires quant au nombre de stations que nous avons mentionné ce matin. Si vous vous souvenez, cette question avait été laissée sans réponse.



## [Text]

**Mr. Hylton:** Mr. Chairman, to follow up a request for information from the hon. member for Skeena, who had inquired about the total number of television stations, I replied that there were 534 television licences. In fact, we have checked and found that there are 79 mother stations, that is, the actual stations which are originating the programming. Not to confuse this but hopefully to clarify it, some of those mother stations may have the ability to direct their programming to one or all of their satellite stations. In some cases the mother station can only feed everything to all of its satellite stations. But there are basically 79 or 80 of these mother stations who are originating the programming.

**The Chairman:** Mr. Harney.

**Mr. Harney:** In the 1972 election, Mr. Chairman, the Conservative Party spent some \$960,000 buying media time. The Liberals spent some \$557,000, and the NDP spent some \$163,000, for all media. But we will assume, for the purpose of the question, that all of it was spent on the electronic media. In that election, spot announcements rose 250 per cent in relation to 1968. That is to say, in 1968 there were some 6,300 spot announcements used by the political parties and in 1972 some 15,900 spot announcements used by the political parties, and by the way, of that latter figure, the Conservative party accounts for half of those spot announcements. So given that we have seen a very real rise in four years in spot announcements, we are allowed to believe we may be faced with a trend, a trend which could become exponential on the basis that the political parties will in effect be subsidized to command the time and the attention of the voter. On the basis of some very rough calculations which I have made I can see, for example, the Conservatives deciding to spend in the next election almost \$2 million in spot announcements, the Liberals about \$1.1 million and we, the NDP, let us say, if we could afford it, \$320,000 in spot announcements, this without costing the political parties a cent more than it did in the last election, considering that half of this expenditure will be paid back to them.

• 1625

With inflation, of course, the price of money goes higher, but taking the trend and this factor into consideration we could easily see the eventuality where Joe voter will be sitting in front of the television set watching spot announcements until they are coming out of his ears. Of course, he works under the belief, the illusion, that when Texaco and Gulf and Carling command his time somehow they are paying for the program, but we know that he is paying for the program indirectly. However, now he is not going to be under any such illusion and he is going to be sitting there saying to himself, you know I am paying for this and I do not like it, it is an awful lot, and you know what, he is going to be right, he is going to be dreadfully right.

I think we are really letting ourselves in for a real lair's nest of spot announcements. I feel very strongly that there should be some kind of control over the way this free or semifree time is allocated and how it can be used, especially in relation to the figures quoted by one of the witnesses this morning about the ultimate number that can be used. I can see the ultimate number being used very, very soon.

## [Interpretation]

**M. Hylton:** Monsieur le président, pour répondre à la demande du député de Skeena, qui voulait connaître le nombre total de stations de télévision, j'avais répondu qu'il y avait 534 autorisations. En fait, nous avons vérifié, et constaté qu'il y a 79 stations principales, c'est-à-dire qu'il s'agit là de stations d'où proviennent les programmes. Afin de tenter d'éclaircir cette question, je dois dire que certaines d'entre elles ont la possibilité d'envoyer leurs programmes vers une ou la totalité de leurs stations satellites. Dans certains cas, la station principale ne peut envoyer ses programmes qu'à toutes ses stations satellites. Quoi qu'il en soit, il y en a 79 ou 80 d'où proviennent les programmes.

**Le président:** Monsieur Harney.

**M. Harney:** Pendant l'élection de 1972, monsieur le président, le parti conservateur a consacré quelque \$960,000 à l'achat de temps d'antenne. Les libéraux y ont consacré \$557,000 et le NDP \$163,000. Dans le cadre de ma question, nous supposons, pour plus de simplicité, que tous ces fonds ont été consacrés au moyen de communication électronique. Pendant cette élection, les annonces de très courtes durées ont augmenté de 250 pour cent par rapport à 1968. C'est-à-dire qu'en 1968, les différents partis politiques ont utilisé environ 6,300 publicités alors qu'en 1972, il y en a eu 15,900. A propos, le parti conservateur représente environ la moitié de ce dernier chiffre. Étant donné cette augmentation importante de la publicité électorale au cours des quatre dernières années, nous serions tentés de croire que cette tendance va croître de façon exponentielle et que les partis politiques seront subventionnés afin d'attirer l'attention et le vote des électeurs. D'après les calculs assez rapides que j'ai pu faire, les conservateurs pourront décider de dépenser près de 2 millions de dollars en publicité lors des prochaines élections, les libéraux environ 1.1 million de dollars et notre parti, le NDP, pourrait se permettre de dépenser environ \$320,000. Ces dépenses ne coûteraient absolument pas plus aux partis politiques que celles de la dernière élection, étant donné que la moitié d'entre elles leur serait remboursée.

Il faut également tenir compte de l'inflation, et du prix de l'argent qui augmente, mais si cette tendance se poursuit, on peut facilement imaginer monsieur tout-le-monde assis en face de son poste de télévision en attendant les publicités électorales. Il croit, naturellement, que lorsque Texaco, ou Gulf, ou Carling, subventionne la publicité de l'émission, ces différentes compagnies paient pour l'émission également; mais nous savons maintenant que chaque téléspectateur paie indirectement pour chaque émission. Or, ce téléspectateur va maintenant être conscient qu'il subventionne une émission qu'il n'aime pas, et il aura raison de se plaindre.

Nous nous préparons de sérieuses difficultés, je pense très sincèrement qu'il faudrait instaurer un certain contrôle sur les périodes d'émissions libres ou semi-libres qui pourront être distribuées, sur la manière dont elles pourront être utilisées, et spécialement en ce qui concerne les chiffres mentionnés par l'un des témoins ce matin à propos du chiffre maximum. A mon avis, on approche rapidement de ce maximum.



[Texte]

I just have not heard anything which would indicate that the CRTC would in any way be willing to police our action plan, and I include all of us here because we all have the same tendencies.

**The Chairman:** I am sorry. Mr. Harney, your time is exhausted. Mr. Blais.

**Mr. Harney:** Could I have an answer?

**The Chairman:** I missed the part where you asked the question.

**Mr. Harney:** Mr. Chairman, I was asking if the CRTC has any intention of looking into this very, very serious question and provide some degree of control?

**Mr. Hylton:** We have presently under the Broadcasting Act perhaps a control in the sense that the total amount of advertising in an hour of television may not exceed 12 minutes, 12½ minutes if it includes a public service announcement. To that extent there is a limit established. To the extent that we have been describing this morning and this afternoon, the concern that the Commission has about the distribution and the use of the time after it has been allocated, we are and want to leave with this Committee our worry that the distribution between the spots and the programming is going to be a very difficult question as between the political parties and the broadcasters, and presumably the Commission would ultimately have to give some view as to who was correct if they are unable to reach any agreement on that.

**The Chairman:** Mr. Blais.

**Mr. Blais:** There has been a considerable amount, Mr. Chairman to Mr. Hylton, of discussion relating to the apportioning of time between political parties relating to the proposed Section 99.1. However, when we look at the apportionment of time on the riding per riding basis as per proposed Section 99.3 we find that there is, indeed, no provision for the protection of smaller parties or, indeed, of any party relating to the apportionment. Indeed, when we look at proposed Section 99.3(1)(a) we see that five minutes is to be made available to individual candidates where there is one riding being served by a station or any number under 10, that is, with reference to television, and 20 minutes with reference to radio. In my area, and I take it in Mr. Dick's, that is a very small amount of time. Is there any provision in some other legislation which would require a station to sell more advertising? Is there any control on the amount of advertising, save and except for the provisions in this statute?

**Mr. Hylton:** Mr. Chairman, if I understand the concern, it relates to a candidate who does not have the endorsement of a registered party.

• 1630

**Mr. Blais:** No, no, I am talking about someone who has the endorsement of a registered party. He has the six and one-half hours, or the total party...

**Mr. Hylton:** No. I am sorry, Mr. Chairman, I hope I am construing the language of the act correctly. I understand that there is provision made for the individual candidate to have time on television and radio in his own right.

**Mr. Blais:** That is right and that is proposed Section 99.3, but the time that is allocated there is five minutes minimum for television and 20 minutes minimum for radio.

[Interprétation]

Rien ne me porte à croire que le CRTC soutiendra notre programme, et je pense que nous avons tous ici les mêmes opinions.

**Le président:** Je suis désolé, monsieur Harney, mais votre temps est terminé. Monsieur Blais.

**M. Harney:** Pourrais-je avoir une réponse à ma question?

**Le président:** Je n'ai pas bien prêté attention à votre question.

**M. Harney:** Monsieur le président, je voulais savoir si le CRTC avait l'intention d'examiner cette question de très près et d'instaurer un certain contrôle.

**M. Hylton:** La Loi sur la radiodiffusion prévoit un certain contrôle en ce sens que le temps de publicité, pour une heure d'émission télévisée, ne doit pas excéder douze minutes, ou douze minutes et demie si cette dernière comprend une publicité pour la Fonction publique. En ce sens, une limite a été fixée. En ce qui concerne la répartition et l'utilisation des temps de publicité alloués, nous voudrions bien faire comprendre au Comité que publicité et programmation constituent une question très difficile à régler entre les différents partis politiques et les stations de radio, et peut-être la Commission pourrait-elle nous faire savoir qui, à son avis, a eu raison, si un accord a pu être conclu à ce sujet.

**Le président:** Monsieur Blais.

**M. Blais:** Il y a eu de nombreuses discussions en ce qui concerne la répartition des temps d'émission entre les différents partis politiques, conformément à l'article 99.1 tel qu'il est proposé. Toutefois, si nous examinons la répartition des temps telle qu'elle est prévue par circonscription, dans l'article 99.3 tel que proposé, nous constatons que rien n'est prévu pour la protection des partis moins importants, ni même de chacun des partis. Si nous examinons l'article 99.3 (1) (a) tel que proposé, nous voyons que chaque candidat a droit à cinq minutes lorsqu'une circonscription est desservie par une station, et à 20 minutes pour des émissions de radio. En ce qui concerne ma circonscription, ce délai est très faible. Aucune autre loi ne permettait à une station de vendre davantage des publicités? Y a-t-il un certain contrôle sur la publicité qui est faite, exceptées les dispositions de cette loi?

**M. Hylton:** Monsieur le président, si je vous comprends bien, vous soulevez le cas du candidat qui n'est pas endossé par un parti politique officiel.

**M. Blais:** Non, je parle d'un candidat qui a été reconnu par un parti officiel. Il dispose de 6½ heures, ou...

**M. Hylton:** Non. Je regrette, monsieur le président, mais j'espère bien interpréter l'esprit de la loi. A mon avis, les dispositions de la loi permettent à tout candidat d'obtenir un certain temps d'émissions à la radio et à la télévision.

**M. Blais:** C'est exact, et c'est ce qui est proposé dans l'article 99.3; toutefois, le temps qui est prévu est de cinq minutes au minimum pour des émissions de télévision, et de vingt minutes au minimum pour des émissions de radio.

## [Text]

**Mr. Hart:** You used the word "minimum". There is no limit placed in the act on the amount of time that can be sold to candidates.

**Mr. Blais:** I am concerned about areas having one television outlet or one radio outlet which may be of a political persuasion different from that of the person seeking time. The management might feel that because there is a minimum set down they need not provide any additional time except for that basic minimum, indicating that the act provides for that minimum and they are not required to provide additional time. However, they might be willing to provide another candidate of a party closer to their own views an additional amount of time.

**Mr. Hylton:** Mr. Chairman, that would result, I think, in what the hon. member would consider to be an inequitable distribution of time by the broadcaster for some reasons that the broadcaster has in his mind. I think that would refer the problem back to the commission under certain powers under the Broadcasting Act. We have dealt with the individual candidate; we have even dealt with the individual nominee who considers he has been unfairly treated. The commission has then applied certain sections of the Broadcasting Act and regulations under it to make sure that there is an equitable distribution of time in those cases.

**Mr. Blais:** Could this be done during the campaign so that the corrections could be effective?

**Mr. Hylton:** It does not matter when this situation develops as far as the Broadcasting Act is concerned. It is not eliminated by the bill which is before you. I would consider that those sections of the Broadcasting Act requiring equity still apply.

**Mr. Blais:** Yes, but my problem is time. I am not, of course, speaking of my own case; I am being dealt with very fairly by the broadcasting media. But I am concerned that in a period of 29 days prior to the election you might not be able to arrive at an understanding with the media in your own riding which would give you an equitable distribution of the extra time available. You might have some difficulty in getting the CRTC involved in time for your publicity campaign to be effective.

**Mr. Hylton:** That is possible. We are already dealing with problems of time which runs against both the commission and the candidate, because the calendar is running. We have reacted as fast as we can to them. As far as we know we have never trapped anybody because time has flowed by. We have managed to solve the problem and give some ruling to the licensee to clarify the situation before the time that you are describing came into effect.

**Mr. Blais:** Does that apply to any advertiser? Is there any control that you can exercise on an advertiser, say, outside a political campaign, who wishes to buy time and is not permitted to do so because of the particular interests of television stations? Do the provisions that you have spoken of apply only to candidates in political campaigns?

## [Interpretation]

**M. Hart:** Vous avez employé le terme «minimum». Car, la loi ne fixe aucune limite sur le temps d'émissions qui peut être vendus aux candidats.

**M. Blais:** Pourtant, dans certaines régions, il se peut qu'il y ait qu'une station de télévision ou qu'une station de radio, laquelle peut être d'une opinion politique tout à fait différente de celle du candidat qui veut obtenir un temps d'émissions. Dans ce cas, la direction peut estimer que le minimum de temps est suffisant pour un tel candidat, et donc refuser tout délai supplémentaire, se justifiant ainsi par les dispositions de la loi. Toutefois, la même station de radio pourrait accorder un délai de temps supplémentaire aux candidats d'un autre parti dont les opinions politiques seraient plus près des siennes.

**M. Hylton:** Monsieur le président, le député considère donc qu'il s'agit d'une répartition injuste des temps d'émissions de la part du radiodiffuseur pour des raisons propres à ces derniers. Je pense que ce problème devrait être examiné par la commission dans le cadre de la Loi sur la radiodiffusion. Nous avons examiné la question du candidat en tant qu'individu; nous avons examiné celle du candidat d'un parti qui estime avoir été lésé. La commission a ensuite fait appliquer certains articles de la Loi sur la radiodiffusion afin de s'assurer que la répartition du temps d'émissions a été faite de manière équitable dans chacun de ces cas.

**M. Blais:** Cela pourrait-il être fait au cours de la campagne afin que les rectifications puissent être apportées en temps utile?

**M. Hylton:** En ce qui concerne l'application de la Loi sur la radiodiffusion, peu importe l'époque à laquelle ces cas se présentent. De toute façon, le bill qui est devant vous n'aboli pas cette loi. J'espère même que les articles de cette loi concernant la juste répartition de ces temps soient encore en vigueur.

**M. Blais:** Certes, mais ce qui me préoccupe est le temps. Je ne parle pas pour moi car j'ai été traité de façon assez équitable par les différentes stations de radiodiffusion. Toutefois, au cours des 29 jours qui précèdent une élection, il se peut que vous ne puissiez pas parvenir à un accord avec les différentes stations de votre circonscription et que celles-ci ne vous donnent pas une répartition équitable de temps supplémentaire d'émissions qui restent disponibles. Dans ce cas, le temps manque pour faire appel au CRTC afin que celui-ci vous permette de lancer une campagne de publicité fructueuse.

**M. Hylton:** C'est possible. Nous examinons ces problèmes, mais tout cela va très vite. Nous nous sommes efforcés d'aller le plus vite possible. Que je sache, nous n'avons jamais lésé quelqu'un à cause du manque de temps. Nous nous sommes efforcés de résoudre les problèmes avant l'expiration du délai dont vous avez parlé.

**M. Blais:** Est-ce que cela vaut pour tous les commanditaires de publicité? Exercez-vous un certain contrôle sur les commanditaires, étrangers à une campagne électorale, qui désirent acheter un temps d'écoute mais ne sont pas autorisés à le faire en raison des intérêts particuliers des différentes stations de télévision? Les dispositions dont vous avez parlé s'appliquent-elles uniquement aux candidats des campagnes électorales?

## [Texte]

**Mr. Hylton:** The clauses I am referring to specifically deal with partisan political broadcasting. The broader question that you ask I think has been raised once or twice with the commission. We then have to drop back to the much more general powers that the commission have been given under the Broadcasting Act which require balance in the entire programming of the broadcaster, but we do not have as specific a role there as we do under partisan political matters.

**Mr. Blais:** Could we have, perhaps, some more information relating to those powers that you have under the Broadcasting Act, as they affect partisan broadcasting?

• 1635

**Mr. Hylton:** Would a memorandum to the Chairman satisfy you on this point?

**Mr. Blais:** So long as it is circulated, that would be fine.

**The Chairman:** I will see that it is.

**Mr. Blais:** The other point is simply a matter that I want to bring to your attention. Perhaps I read this proposed section too rapidly but proposed Section 99.3(1) speaks of time being made available to the candidate, whereas, in proposed subsection (3), time is being made available "to a spokesman or spokesmen selected by the officially nominated candidates". Has any comment been made by your counsel relating to that particular discrepancy? I cannot see the justification or the reason and I was wondering if that had been brought to your attention.

**Mr. Hylton:** Mr. Chairman, could Mr. Hart comment on that?

**The Chairman:** Yes. Mr. Hart.

**Mr. Hart:** I think our understanding of that is that the spokesmen or representatives of the candidates are involved, in the case of a station that is serving a number of ridings, and that such a broadcaster has to provide five minutes of time to all the candidates in a given party. That negotiation, if you like, takes place on behalf of the two, three or four candidates for a particular party in the ridings that are served by the broadcaster and the dividing up of the minimum five minutes among those several candidates is undertaken by the spokesmen for the candidates.

**Mr. Hylton:** Remembering that those candidates are, for this purpose, all of the same party.

**Mr. Hart:** Yes, that is right.

**Mr. Blais:** So it is simply to facilitate negotiations?

**Mr. Hylton:** We presume that there is now an official who can represent the candidate. Perhaps the candidate does not want to come with all the other candidates to debate how those candidates, all of the same party, would divide up this time, so they would send an official representative. I gather that is the intention of this proposed section.

**Mr. Blais:** Well, just so long as there is no difficulty whereby, in certain instances, the candidate could not appear on the broadcast because the time was being made available to his spokesman and no differentiation was being made.

## [Interprétation]

**M. Hylton:** Les articles dont je parle traitent précisément de la radiodiffusion politique à caractère partisan. Votre question d'ordre plus général a été soulevée une ou deux fois au sein du conseil. Il nous faut alors en revenir aux pouvoirs beaucoup plus généraux dont a été doté le conseil en vertu de la Loi sur la radiodiffusion qui veut que toute la programmation du radiodiffuseur soit équilibrée, mais notre rôle ici n'est pas aussi précis dans les questions politiques à caractère partisan.

**M. Blais:** Pourrions-nous avoir plus de renseignements relatifs à ces pouvoirs qui vous sont accordés par la Loi sur la radiodiffusion pour ce qui touche à la radiodiffusion partisane.

**M. Hylton:** Un mémo adressé au président vous satisferait-il?

**M. Blais:** Du moment qu'il nous sera communiqué, cela me va.

**Le président:** Je m'en assurerai.

**M. Blais:** Il y a un autre point sur lequel je veux simplement attirer votre attention. J'ai peut-être lu cet article trop rapidement, mais l'article 99.3 (1) parle de temps d'émission mis à la disposition des candidats, alors que, l'alinéa (3) parle de temps d'antenne mis à la disposition de « tout porte-parole que choisissent les candidats officiellement désignés. Quels ont été les commentaires de vos conseillers au sujet de cette différence? Je n'en vois ni la justification ni la raison et je me demandais si on vous en avait parlé.

**M. Hylton:** Monsieur le président, pourrais-je demander à monsieur Hart de répondre?

**Le président:** Oui. Monsieur Hart.

**M. Hart:** Nous avons pensé que les porte-parole ou les représentants des candidats ont un rôle à jouer dans le cas d'une station desservant un certain nombre de circonscriptions, et qu'un tel radiodiffuseur doit allouer cinq minutes d'antenne à tous les candidats d'un parti donné. Si vous voulez, cette négociation a lieu au nom des deux, trois ou quatre candidats d'un parti donné dans les circonscriptions qui sont desservies par le radiodiffuseur et la répartition des cinq minutes minimum entre ces différents candidats est entreprise par le porte-parole des candidats.

**M. Hylton:** N'oubliez pas qu'il s'agit de candidats du même parti.

**M. Hart:** C'est exact.

**M. Blais:** C'est donc simplement pour faciliter les négociations?

**M. Hylton:** Nous supposons alors qu'il s'agit d'un représentant officiel du candidat. Le candidat ne veut peut-être pas venir avec tous les autres candidats pour débattre comment ces candidats, tous du même parti, devraient se répartir ce temps d'antenne, et il envoie donc un représentant officiel. C'est l'objectif, à mon avis, que vise cet article.

**M. Blais:** Du moment que cela ne pose pas de problème, que dans certains cas le candidat ne peut pas apparaître à l'antenne parce que le temps a été mis à la disposition de son porte-parole et qu'on ne fait pas de différenciation, cela peut aller.



[Text]

**Mr. Hart:** It was certainly our understanding that the spokesman is only involved in the negotiating, the sorting out of the time between the candidates of that particular party. The next proposed section talks about a station involved with more than 10 electoral districts, and there is a different formula applied there.

**Mr. Blais:** I just find that the choice of the work "spokesman" is unfortunate because it does give you the impression that it is someone who appears before the camera or before the microphone.

Those are my questions. Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. Nowlan.

**Mr. Nowlan:** Mr. Chairman, how long do I have and how long are we going to have, and when are we going to adjourn?

**The Chairman:** To five o'clock, if everyone agrees; because we will have a steering committee meeting right after.

**Mr. Nowlan:** So I have 10 minutes?

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Nowlan:** And that is the end for today?

**The Chairman:** Yes. I must say that I have been working on this allocation of time for a few meetings now.

**Mr. Nowlan:** Yes. It is pretty basic though.

**Mr. Chairman, Mr. Harney** covered a couple of my questions but, just starting with the criteria for allocation, as I understand the situation, these are just proposals that have just come out of the thin air of the empty spaces in this CRTC office. Is that correct? Or is this a guide that the CBC or someone else has used?

**Mr. Hylton:** Mr. Chairman, I had hoped to make it clear today that we have tried as best we could, allowing for the fact that the commission is not a group of political scientists, to understand the public role of the distribution of time, the allocation of time historically in Canada for as long as one can measure it. From this we have basically accepted the position the CBC has taken historically in the division of time.

**Mr. Nowlan:** Then this is my next question, Mr. Chairman. Does this criteria reflect what the CBC has used in the past? Is that correct? Is that what I understand?

• 1640

**Mr. Hylton:** Generally speaking that is correct. We may have worded it somewhat differently from the CBC's but basically it is the same thing.

**Mr. Nowlan:** Then could you explain the reason for paragraph 4 of section (b) which refers to the standing of registered parties in the House at the time of the preceding dissolution, not the dissolution that causes the election but the preceding dissolution. Just as another part to that question, without getting too long an answer, how does that relate to some of the percentage points and allocation of CBC time in the chart that you introduced here today?

[Interpretation]

**M. Hart:** Nous avons cru comprendre que le porte-parole ne joue un rôle que dans la négociation, que dans la répartition du temps entre les candidats de ce parti. L'article suivant traite de stations desservant plus de 10 districts électoraux et la formule appliquée est différente.

**M. Blais:** Je trouve simplement que le choix du mot «porte-parole» est malheureux parce qu'il donne l'impression qu'il s'agit de quelqu'un qui apparaît devant la caméra ou qui s'empare du micro.

Je n'ai plus de question. Je vous remercie, monsieur le président.

**Le président:** Monsieur Nowlan.

**M. Nowlan:** Monsieur le président, de combien de temps je dispose, de combien de temps disposons-nous, quand allons-nous ajourner?

**Le président:** A 5 h 00 si tout le monde est d'accord, car nous aurons une réunion du Comité directeur juste après.

**M. Nowlan:** J'ai donc 10 minutes?

**Le président:** Oui.

**M. Nowlan:** Et ce sera tout pour aujourd'hui?

**Le président:** Oui. Je dois dire que cela fait déjà plusieurs réunions que j'applique ce système.

**M. Nowlan:** Oui. C'est une de vos règles.

Monsieur le président, M. Harney a déjà posé certaines des questions que je voulais moi-même poser, mais pour en revenir aux critères d'allocation, si je comprends bien, il s'agit simplement de propositions émanant des espaces vides du bureau du CRTC. N'est-ce pas? Ou bien est-ce la méthode déjà utilisée par Radio-Canada ou quelqu'un d'autre?

**M. Hylton:** Monsieur le président, j'avais espéré faire bien comprendre aujourd'hui que nous avons essayé de notre mieux, compte tenu du fait que le Conseil n'est pas un groupe de spécialistes des Sciences politiques de comprendre le rôle public de la répartition du temps d'antenne, de cette allocation en remontant le plus loin possible dans l'histoire du Canada. Nous avons donc accepté comme principe de base la position adoptée depuis toujours par Radio-Canada pour la répartition du temps.

**M. Nowlan:** Je pose donc la question suivante, monsieur le président, ce critère est-il le reflet de ce que Radio-Canada a fait dans le passé? Est-ce exact? Est-ce bien ce que je dois comprendre?

**M. Hylton:** D'une manière générale, c'est exact. Nous l'avons peut-être exprimé d'une manière plus différente de celle de Radio-Canada mais à la base c'est la même chose.

**M. Nowlan:** Pourriez-vous alors nous expliquer les raisons de l'alinéa 4 de l'article (b) qui parle de partis enregistrés à la Chambre au moment de la dissolution précédente, non pas de la dissolution qui provoque l'élection mais de la dissolution précédente. De plus, et j'aimerais une réponse assez courte, quel rapport cela a-t-il avec certains des points de pourcentage et d'allocation du temps de Radio-Canada dans le tableau que vous avez introduit aujourd'hui?



## [Texte]

**Mr. Hylton:** We may not be able to help the members to a great extent on how the CBC actually made its decisions based on those criteria. Our understanding is that the criterion 3 and criterion 4 which refer to preceding campaigns and preceding dissolution have been introduced to attempt to reduce the possibilities of an anomaly, a swing which might take place in one election but was not a continuum in the Canadian political scene. It is an attempt to reach further than just the last election in arriving at the criteria. I do not think we would be able to state precisely how the CBC implemented this. We can only conclude from the figures we have provided to members that the CBC has given two parts to the party in power as a general rule and three parts to all the other parties, of which there has been a tendency to give about 30 per cent to the official opposition.

**Mr. Nowlan:** Okay. I will not explore that too much further at this stage but for the purposes of this proposed Election Expenses Act, in terms of broadcasting, does the CTV Network regard it as a broadcasting outlet under the act?

**Mr. Hylton:** Under the Election Expenses Act? I understand the answer to that is no. The CTV, as a network, is not the licensee who is to provide the six and one-half hours.

**Mr. Nowlan:** It would be the individual stations of the CTV one would negotiate with?

**Mr. Hylton:** That is our understanding. Remember that the CTV holds a broadcasting licence from the commission as a network but the individual stations have been licensed in their own right and they are not dominated by the CTV except to the extent that they have a network contract between themselves.

**Mr. Nowlan:** So in terms of the two networks basically in Canada—I guess we will not get global because I do not know where that fits—for the CBC it would be the network and for the CTV it would be individual stations of the CTV with whom you would negotiate the allocation?

**Mr. Hylton:** Mr. Chairman, I do not think that is correct from our understanding of this. The CBC as a network also holds a network licence from us but this bill appears to deal primarily with the individual stations licensed. The CBC has licences granted to what we call 0, owned and operated stations, and there are also affiliates related to the CBC by contractual arrangements. You could call those, loosely, CBC stations, but they are independent of the CBC except by contract. The CBC itself owns individual stations. It appears to us that this bill puts its mind to the individual licensee and not to the networks.

**Mr. Nowlan:** Oh, okay. Just to summarize a little of what we have heard here this morning and this afternoon, the registered parties get six and one-half hours on the networks...

**Mr. Lawrence:** No.

**Mr. Nowlan:** ... from individual outlets.

• 1645

**Mr. Lawrence:** If you want to use the precise term, it is a broadcaster and a broadcaster is defined in the Broadcasting Act as being a licensee of a broadcasting transmitting undertaking; that is, an outlet that transmits its own programming. A network operator is understood to be a broadcaster undertaking. It is a separate definition. So you are

## [Interprétation]

**M. Hylton:** Notre volonté de vous aider sera peut-être limitée quant aux décisions de Radio-Canada prises sur la base de ces critères. Nous pensons que le critère 3 et le critère 4 qui se réfèrent à la campagne et à la dissolution précédente ont été utilisés pour essayer de réduire les possibilités d'une anomalie, d'un changement qui aurait pu avoir lieu lors d'une élection mais qui n'était pas le reflet de la continuité sur la scène politique canadienne. Il s'agit simplement d'aller plus loin que la dernière élection pour déterminer les critères. Je ne pense pas pouvoir dire précisément comment Radio-Canada l'a appliqué. D'après les chiffres que nous vous avons fournis, nous ne pouvons que conclure que Radio-Canada a accordé deux parties aux partis au pouvoir, comme règle générale et trois parties à tous les autres partis, et qu'on a eu tendance à accorder 30 p. 100 de ces dernières à l'opposition officielle.

**M. Nowlan:** D'accord. Je n'irai pas plus loin pour le moment, mais aux fins de cette proposition de loi sur les dépenses d'élection, en termes de radiodiffusion, le réseau CTV le considère-t-il comme un débouché de radiodiffusion aux termes de la Loi?

**M. Hylton:** Aux termes de la Loi sur les dépenses d'élection? Il me semble que la réponse est négative. En tant que réseau, la CTV n'est pas le titulaire qui doit offrir les 6 heures ½.

**M. Nowlan:** Il faudrait donc négocier avec les stations individuelles de la CTV?

**M. Hylton:** C'est ce qu'il nous semble. N'oubliez pas que CTV détient un permis de radiodiffusion du Conseil en tant que réseau, mais que les stations individuelles ont également leur propre permis et qu'elles ne sont pas dominiées par CTV si ce n'est qu'un contrat de réseau qui les lie entre elles.

**M. Nowlan:** Par conséquent, pour ce qui est des deux principaux réseaux du Canada, je ne sais pas exactement ce que cela recouvre, pour Radio-Canada il s'agirait du réseau et pour CTV il s'agirait des stations individuelles de CTV avec lesquelles il faudrait négocier les allocations?

**M. Hylton:** Monsieur le président, d'après moi, c'est inexact. Radio-Canada en tant que réseau détient également un permis que nous lui avons accordé, mais ce projet de loi semble s'adresser principalement aux stations individuelles titulaires de permis. Radio-Canada a des permis accordés aux stations qu'elle gère et dont elle est propriétaire, et il y a aussi les stations affiliées à Radio-Canada par arrangement contractuel. On peut dire que d'une manière générale ce sont des stations de Radio-Canada, mais si ce n'est le contrat elles sont indépendantes de Radio-Canada. Radio-Canada elle-même possède des stations individuelles. Il nous semble que ce projet de loi s'adresse aux titulaires individuels et non pas aux réseaux.

**M. Nowlan:** Très bien. Pour résumer un peu ce que nous avons entendu ce matin et cet après-midi, les partis enregistrés ont droit à six heures et demie sur les réseaux...

**M. Lawrence:** Non.

**M. Nowlan:** ... sur les stations individuelles.

**M. Lawrence:** Si l'on veut utiliser le terme précis, il s'agit de radiodiffuseurs et dans la Loi sur la radiodiffusion stipule qu'il s'agit du titulaire d'une entreprise de réception de radiodiffusion. C'est-à-dire, une entreprise qui transmet ses propres programmes. Un exploitant de réseaux est une entreprise de radiodiffusion. Les deux

[Text]

talking about a broadcaster when you are talking about six and one-half hours.

**Mr. Nowlan:** Then the broadcaster, six and a half hours to a registered party, that is the basic—to all registered parties, that is where we start from. Then we come down to candidates in individual ridings, and I do not quite understand and I have read this bill and I would like to know what others feel. Is the candidate in individual ridings, if the registered party takes the six and a half hours on his TV station, or the TV station that comes into his riding—does he have any TV time other than the minimum specified in proposed Section 99.1(3)?

**Mr. Lawrence:** The individual candidate gets five minutes of broadcasting time on a television station that serves the area enclosing his riding. He gets five minutes. He can also get more time if he wants to pay for it, and the station presumably gives equal time to other parties wanting to pay also.

**Mr. Hylton:** That is not taken out of the six and a half hours. That is on top of the six and a half hours.

**Mr. Nowlan:** So you have the six and a half hours and then you have the five minutes and the 20 minutes in terms of TV and radio.

**Mr. Hylton:** Yes, sir.

**Mr. Nowlan:** All right, because I am thinking of my situation or whatever you can buy, as long as it is within the limit of the election expenses. But the reason I asked that is that in my situation I have one station that comes out of Halifax which will be beaming to the multiple ridings around my area and the other one comes from Saint John which beams again to multiple ridings in New Brunswick and western Nova Scotia, and the national coverage covers pretty well—by the time they buy up their space along with the commercials that Mr. Harney mentioned, spot messages, there is not going to be that much time left for individual candidates in the individual ridings.

**Mr. Hart:** The time that is divided by a broadcaster to candidates, of course, is in addition to the six and a half hours of party time he is obliged to provide and it does obviously add to the number of partisan commercials that would be provided during the four-week period and it does add to the crowding. The stations that you have mentioned, Halifax and Saint John, obviously are two of the stations serving multiple ridings for which this second part of the formula would apply.

**Mr. Nowlan:** I appreciate that and I will not go into it any further in view of the time, but I think you have a pretty clear picture from the questions today, Mr. Chairman and the members of the CRTC, that I think there is more concern about the distribution and use of the allocation than there is in the allocation or the allocation is going to cause some problems. I am going to ask Mr. Hylton, Mr. Chairman, through you, when he says that when you get into this vague area where really the bill at the moment says nothing, and then you have to rely on the Broadcasting Act, does he mean by that that you are going to rely in effect, on Section 3(d):

the programming provided by the Canadian broadcasting system should be varied and comprehensive and should provide reasonable, balanced opportunity for the expression of differing views on matters of public concern, and the programming provided by each

[Interpretation]

définitions sont différentes. Vous parlez donc de radiodiffuseurs lorsque vous parlez des 6 heures et demie.

**M. Nowlan:** Nous partons du principe que les radiodiffuseurs doivent accorder six heures trente de temps d'antenne à tous les partis enregistrés. Pour ce qui est des candidats dans chacune de leur circonscription, je n'ai que très bien compris les dispositions du bill bien que je l'aie déjà lu attentivement. Je veux savoir ce que d'autres en pensent. Si le parti enregistré utilise les six heures trente de temps d'antenne pour diffuser des messages publicitaires dans la circonscription électorale de tel candidat, ce candidat dispose-t-il d'un temps d'antenne autre que le minimum repris à l'article 99.1 (3)?

**M. Lawrence:** Le candidat reçoit cinq minutes de temps d'antenne sur la station de télévision qui dessert la région de sa circonscription. En aucun cas, il ne peut obtenir davantage de temps d'antenne ou bien entendu de payer.

**M. Hylton:** Ceci en plus des six heures trente de temps d'antenne prévu.

**M. Nowlan:** Donc, on a six heures trente en plus des 5 minutes et des 20 minutes à la radio ou à la télévision.

**M. Hylton:** C'est exact.

**M. Nowlan:** Je pense donc à ce que l'on peut se payer dans le cadre, bien entendu, des limites fixées pour les dépenses électorales. Ainsi dans ma région il y a une station qui diffuse des programmes à partir de Halifax à destination de diverses circonscriptions qui entourent la mienne, tandis qu'une autre station diffuse des programmes à partir de St-John destinés aux circonscriptions du Nouveau-Brunswick et de l'ouest de la Nouvelle-Écosse; en outre les programmes nationaux couvrent l'ensemble de ces circonscriptions; si bien que même lorsqu'il paie pour des messages publicitaires, ainsi que M. Harney l'a invoqué, les candidats n'ont plus guère à dire dans leur circonscription individuelle.

**M. Hart:** Le temps d'antenne que le diffuseur répartit entre les divers candidats s'ajoutent aux six heures trente qu'il est tenu d'accorder au parti, ce qui augmente le nombre de messages commerciaux partisans diffusés durant les quatre semaines précédant les élections. Ainsi les stations de Halifax et de St-John que vous venez d'évoquer sont effectivement des stations desservant plusieurs circonscriptions et c'est dans des cas comme celui-ci justement que la seconde partie de cette formule a été élaborée.

**M. Nowlan:** Je comprends et je ne veux pas m'appesantir sur la question, l'heure avance. Mais il est clair que la répartition et l'utilisation du temps ainsi réparti suscite plus de préoccupations que l'attribution elle-même. M. Hylton pourrait-il nous dire si dans ce domaine au sujet duquel le bill est très peu précis, si bien qu'il faut se baser sur la Loi sur la radiodiffusion et notamment sur l'article 3.3 qui dit ce qui suit:

La programmation fournie par le réseau canadien de radiodiffusion doit être variée et complète et doit permettre l'expression raisonnable et équitable de divers points de vue relatifs aux questions d'intérêt public; en outre, la programmation de chaque radiodiffuseur doit

## [Texte]

broadcaster should be of high standard, using predominantly Canadian creative and other resources;

In other words, the general principle behind our broadcasting system in Canada and thus somewhat a high standard, and I ask quickly, before he answers that, are you then going to get into this whole question of Canadian content which could be serious in terms of an election?

This part actually frightens me as a practical politician in trying to have a body in Ottawa, no matter how well intentioned, but as some other witness said today, you have never had this experience before and you are going to have flash fires across the country, and I think you mentioned this morning that at the moment you are not ready to deal with it. When you start to balance and interpret on the Broadcasting Act, are you going to interpret on the basis of in effect the way you are interpreting now in these different areas of 12 minutes per hour Canadian content and things like that?

• 1650

**Mr. Hylton:** We would certainly rely on the general section of the Broadcasting Act as well as the specific regulation which the commission has, Regulation 72 relating to political broadcasts on television, which states that:

... political programs, advertisements or announcements shall be broadcast by stations or network operators in accordance with the directions of the commission issued from time to time respecting the proportion of time which may be devoted to the broadcasting of programs, advertisements or announcements of a partisan political character and the assignment of time to all political parties and rival candidates.

That regulation has been in force for some time and it has been the basis on which we have attempted to put out announcements relating to the conduct of licensees immediately prior to and during election periods.

**Mr. Nowlan:** This is, of course, the supplementary question I asked this morning. In what way, even with the vagueness in the act, did you see a different interpretation of that pre-existing authority?

**Mr. Lawrence:** I think the point that we were trying to make this morning is that while the regulatory power in relation to the use and distribution of that program time that is allocated has existed in the act and has existed in the regulation, the commission in fact has not had to be involved in that because the CBC and the CTV have made those kinds of decisions with the political parties. The power has been there but we have not had to exercise it.

**Mr. Nowlan:** Is it fair to say, in view of the questions and the discussion we have had here today, that you would be much happier if something a little fuller and a little more definite was written into the bill to resolve this area of grey rather than leaving it up in the air under the pre-existing authority that you always have exercised?

**Mr. Lawrence:** That we have not exercised, exactly.

## [Interprétation]

être de haute qualité et utilisant à cette fin, que des ressources créatives et autres essentiellement canadiennes.

Je voudrais donc savoir si vous consentez à aborder la question du contenu canadien, ce qui, dans le cadre d'une campagne électorale, ne manquerait pas de soulever de grosses difficultés.

Cette perspective m'effraie car en tant qu'homme politique et sans vouloir mettre en doute vos bonnes intentions, il faut reconnaître que vous n'avez pas d'expérience dans ce domaine si bien que vous ne saurez comment régler les difficultés qui vont surgir. Quand vous serez appelé à interpréter la Loi sur la radiodiffusion, allez-vous le faire en fonction de l'obligation d'avoir 12 minutes par heure de contenu canadien?

**M. Hylton:** Nous nous baserions sur l'article général de la loi sur la radiodiffusion ainsi que sur les règlements de la Commission et notamment le Règlement 72 régissant les programmes télévisés à caractère politique, règlement qui stipule ce qui suit:

... les programmes politiques, les messages publicitaires et les avis doivent être diffusés par les stations et les réseaux conformément aux directives publiées périodiquement par la Commission relativement à la proportion de temps qui peut être consacrée à la diffusion de programmes, messages publicitaires et avis de caractère politique et à la répartition de temps à tous les partis politiques et candidats rivaux.

Ce règlement est en vigueur depuis un certain temps déjà et c'est sur cette base que nous avons lancé des avis relativement à la façon dont les détenteurs de permis se comporteraient immédiatement avant et au cours des périodes électorales.

**M. Nowlan:** C'est justement la question supplémentaire que j'avais posée ce matin. Donc est-ce que en dépit du caractère vague de la loi dans ce domaine, vous estimez qu'il s'agit d'une interprétation différente?

**M. Lawrence:** Bien que le pouvoir de réglementation relativement à l'utilisation et à la répartition du temps d'antenne soit prévu par la loi et par les règlements, en réalité la Commission n'a pas eu à s'en occuper jusqu'à présent et, Radio-Canada et CTV ayant réglé ces questions directement avec les partis politiques en cause. Donc nous n'avons pas eu jusqu'à présent à appliquer ce règlement.

**M. Nowlan:** Pensez-vous qu'il serait préférable que cette question soit explicitée dans la loi plutôt que de la laisser dans le vague?

**M. Lawrence:** Nous n'avons pas jusqu'à présent eu l'occasion d'appliquer ce règlement.



[Text]

**Mr. Nowlan:** Well, there was specifically one election in 1968 that I was involved in—I know this has more recent application, but I do not think there is anything in the proposed act that covers this situation at the moment—where the CRTC made sort of a ruling, I think under the power that Mr. Hylton quoted, in respect of a broadcaster who was nominated before an election was called. The status of his credentials was raised and eventually in one case after the election was called I believe the broadcaster had to resign.

**Mr. Lawrence:** That has to do with the allocation of time, not the distribution or use of the time once allocated.

**Mr. Nowlan:** But I am talking about a person who is a disc jockey or a broadcaster of a station, for example the Jack Webster of Vancouver.

**Mr. Poulin:** Or the Peter Reilly of Ottawa.

**Mr. Nowlan:** Or the Rod Blaker of Montreal.

**The Chairman:** Gentlemen, we had agreed to conclude at 4:50 p.m. and it is 4:55 now.

On behalf of the members of the Committee . . .

**Mr. Dick:** On a point of order, Mr. Chairman.

**Mr. Forrestall:** Oh no, we are not finished yet.

**The Chairman:** We had made an agreement.

On behalf of the members of the Committee I would like to thank Mr. Hylton, Mr. Lawrence and Mr. Hart for meeting with us and answering all our very important questions.

**Mr. Dick:** I direct this to you, Mr. Chairman, and perhaps you may allow us to go on. I know that time has run out. There is something everybody has been touching on but has not really come to. For example, CFTO in Toronto covers thirty ridings and there are four candidates in each riding, which is one-hundred and twenty candidates, and if all are to be given a minimum of five minutes this makes ten hours of broadcasting time.

**Mr. Reid:** No, thirty seconds each.

**Mr. Dick:** They only get 30 seconds each?

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Lawrence:** You would have to look at subsection (3) of proposed Section 99.3 to get an answer. There is a formula for dealing with that.

**The Chairman:** Thank you very much, gentlemen.

**Mr. Dick:** Will the CRTC be back, Mr. Chairman?

**The Chairman:** If it is the wish of the members of the Committee, I cannot see why we should not invite them. If we did require your presence would you be willing to come back?

**Mr. McKinnon:** Obviously we did not get anywhere near through the questions the Committee wished to put to them.

[Interpretation]

**M. Nowlan:** Rien dans l'actuelle loi ne prévoit la décision rendue par la CRTC en application du pouvoir évoqué par M. Hylton, décision relativement à un radiodiffuseur dont la candidature a été avancée avant les élections. Par la suite sa bonne foi a été mise en cause et ce radiodiffuseur a été obligé de démissionner.

**M. Lawrence:** Ceci se rapporte à l'attribution de temps et non pas à la distribution et à l'utilisation du temps ainsi attribué.

**M. Nowlan:** Et moi je parle d'un présentateur de disque ou un radiodiffuseur comme Jack Webster de Vancouver par exemple.

**M. Poulin:** Ou Peter Reilly d'Ottawa.

**M. Nowlan:** Ou Rod Blaker de Montréal.

**Le président:** Messieurs nous avons convenu de terminer la séance à 4 heures 50; or il est déjà 4 heures 55.

Au nom des membres du comité . . .

**M. Dick:** Un rappel au Règlement, monsieur le président.

**M. Forrestall:** Oh non nous n'avons pas encore terminé.

**Le président:** Nous avons conclu un accord.

Au nom des membres du comité, je tiens à remercier MM. Hylton, Lawrence et Hart d'être venus ici et d'avoir répondu à nos questions.

**M. Dick:** Je sais que nous avons dépassé l'heure prévue mais j'espère monsieur le président que vous nous permettez néanmoins de poursuivre la séance. En effet nous n'avons pas encore abordé une question qui intéresse tout le monde; ainsi le programme de la CFTO à Toronto touche 30 circonscriptions qui présentent chacune 4 candidats ce qui donne 120 candidats au total et si chacun d'eux doit recevoir un minimum de 5 minutes de temps d'antenne cela fait 10 heures de temps en tout.

**M. Reid:** Non, 30 secondes chacun.

**M. Dick:** Ils n'ont que 30 secondes chacun.

**Le président:** Oui.

**M. Lawrence:** Vous trouverez la réponse à l'article 3 du projet d'article 99.3 qui traite justement de cette question.

**Le président:** Je vous remercie beaucoup messieurs.

**M. Dick:** Est-ce que le CRTC va comparaître à nouveau, monsieur le président.

**Le président:** Si les membres du comité le désirent, rien ne nous empêche de les réinviter à nouveau. Est-ce que vous serez disposés à revenir messieurs?

**M. McKinnon:** Il est évident que nous n'avons pas épuisé et de loin toutes les questions que nous voulions poser.



[Texte]

**The Chairman:** We had quite a few questions. I do not know if I should agree with you, Mr. McKinnon.

**Mr. Reid:** I wonder if we might leave that to be decided by the steering committee?

**The Chairman:** Yes, the steering committee will meet right away.

The meeting stands adjourned.

[Interprétation]

**Le président:** Les questions ont été fort nombreuses si bien que je ne suis pas certain d'être d'accord avec vous monsieur McKinnon.

**M. Reid:** Est-ce qu'il ne serait pas préférable que le comité de direction décide de cette question.

**Le président:** En effet, le comité de direction se réunira immédiatement.

La séance est levée.









HOUSE OF COMMONS

Issue No. 17

Tuesday, November 13, 1973

Chairman: Mr. Ovide Laflamme

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 17

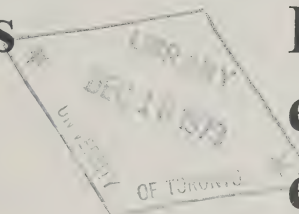
Le mardi 13 novembre 1973

Président: M. Ovide Laflamme

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent des*

# Privileges and Elections



# Privilèges et élections

## RESPECTING:

Bill C-203, An Act to amend the  
Canada Elections Act, the Broadcasting  
Act and the Income Tax Act in  
respect of election expenses

## CONCERNANT:

Bill C-203, Loi modifiant la Loi  
électorale du Canada, la Loi sur  
la radiodiffusion et la Loi sur  
l'impôt sur le revenu à l'égard des  
dépenses d'élection

## APPEARING:

The Hon. Allan J. MacEachen  
President of the Queen's  
Privy Council for Canada

## COMPARAÎT:

L'hon. Allan J. MacEachen  
Président du Conseil  
privé de la Reine pour le Canada

## WITNESSES:

(See Minutes of Proceedings)

## TÉMOINS:

(Voir les procès-verbaux)

First Session

Twenty-ninth Parliament, 1973

Première session de la

vingt-neuvième législature, 1973

STANDING COMMITTEE ON  
PRIVILEGES AND ELECTIONS

*Chairman:* Mr. Ovide Laflamme

*Vice-Chairman:* Mr. Douglas Stewart

Messrs.

Arrol  
Benjamin  
Blais  
Caccia

Clark  
(*Rocky Mountain*)  
Danson  
Dick

COMITÉ PERMANENT DES  
PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS

*Président:* M. Ovide Laflamme

*Vice-président:* M. Douglas Stewart

Messieurs

Dupras  
Howard  
Lachance  
Macquarrie  
Matte

McKinnon  
Nowlan  
O'Connor  
Reid  
Towers—(19)

(Quorum 10)

*Greffier du Comité*

Robert D. Marleau

*Clerk of the Committee*

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Thursday, November 8, 1973:

Mr. Gilbert replaced Mr. Harney

On Friday, November 9, 1973:

Mr. Harney replaced Mr. Gilbert

On Tuesday, November 13, 1973:

Messrs. Howard, Benjamin, Laflamme, Danson, Caccia and Macquarrie replaced Messrs. Harney, Brewin, Stollery, Poulin, Blaker and MacDonald (*Egmont*)

Suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du Règlement

Le jeudi 8 novembre 1973:

M. Gilbert remplace M. Harney

Le vendredi 9 novembre 1973:

M. Harney remplace M. Gilbert

Le mardi 13 novembre 1973:

MM. Howard, Benjamin, Laflamme, Danson, Caccia et Macquarrie remplacent MM. Harney, Brewin, Stollery, Poulin, Blaker et MacDonald (*Egmont*)

## MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, NOVEMBER 13, 1973

(22)

[Text]

The Standing Committee on Privileges and Elections met this day at 3:47 o'clock p.m., the Chairman, Mr. Dupras, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Benjamin, Blais, Blaker, Clark (*Rocky Mountain*), Dick, Dupras, Howard, Lachance, Laflamme, MacDonald (*Egmont*), Miss MacDonald (*Kingston and the Islands*), Messrs. Matte, McKinnon, O'Connor and Reid.

*Other Member present:* Mr. Caccia.

*Appearing:* The Honourable Allan J. MacEachen, President of the Queen's Privy Council for Canada.

*Witnesses:* Mr. Ian A. Blue, Legislative Assistant to the President of the Queen's Privy Council; Mr. Jean-Marc Hamel, Chief Electoral Officer of Canada; Mr. F. E. Gibson, Director, Legislation Section, Department of Justice.

The Committee resumed consideration of Bill C-203, An Act to amend the Canada Elections Act, the Broadcasting Act and the Income Tax Act in respect of election expenses.

The Committee resumed consideration of Clause 2.

The Minister and the witnesses answered questions. The questioning continuing, the Chairman, Mr. Dupras, tendered his resignation.

The Clerk of the Committee presided over the election of a Chairman.

Mr. O'Connor moved,—That Mr. Laflamme be elected Chairman of this Committee.

And the question being put on the said motion, it was agreed to.

Mr. Laflamme was declared duly elected Chairman and invited to take the Chair.

Questioning resumed.

And the questioning continuing;

At 5:00 o'clock p.m., the Committee adjourned until 8:00 o'clock p.m. this evening.

## EVENING SITTING

(23)

The Standing Committee on Privileges and Elections met this evening at 8:10 o'clock p.m., the Chairman, Mr. Laflamme, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Arrol, Benjamin, Blais, Blaker, Caccia, Clark (*Rocky Mountain*), Danson, Dick, Dupras, Howard, Lachance, Laflamme, Macquarrie, McKinnon, Nowlan, O'Connor, Reid, Stewart (*Okanagan-Kootenay*) and Towers.

*Appearing:* The Honourable Allan J. MacEachen, President of the Queen's Privy Council for Canada.

The Committee resumed consideration of the Election Expenses Act.

## PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 13 NOVEMBRE 1973

(22)

[Traduction]

Le Comité permanent des privilèges et élections se réunit à 15 h 47 sous la présidence de M. Dupras.

*Membres du Comité présents:* MM. Benjamin, Blais, Blaker, Clark (*Rocky Mountain*), Dick, Dupras, Howard, Lachance, Laflamme, MacDonald (*Egmont*), M<sup>lle</sup> MacDonald (*Kingston et les Îles*), M. Matte, McKinnon, O'Connor et Reid.

*Autre député présent:* M. Caccia.

*Comparait:* L'honorable Allan J. MacEachen, président du Conseil privé de la Reine au Canada.

*Témoins:* M. Ian A. Blue, adjoint législatif au président du Conseil privé; M. Jean-Marc Hamel, directeur général des élections au Canada; M. F. E. Gibson, directeur de la Section de la législation, ministère de la justice.

Le Comité reprend l'étude du bill C-203, Loi modifiant la loi électorale du Canada, la loi sur la radiodiffusion et la loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des dépenses d'élection.

Le Comité reprend l'étude de l'article 2 du bill.

Le ministre et les témoins répondent aux questions. Pendant la période des questions, M. Dupras présente sa démission.

Le greffier du comité préside l'élection d'un président.

M. O'Connor propose,—Que M. Laflamme soit élu président du comité.

La motion est mise aux voix et adoptée.

On déclare M. Laflamme président régulièrement élu et on l'invite à venir occuper la fauteuil présidentiel.

On continue à poser des questions.

La période des questions se poursuit.

A 17 h, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 20 h ce soir.

## SÉANCE DU SOIR

(23)

Le Comité permanent des privilèges et élections se réunit à 20 h 10 sous la présidence de M. Laflamme.

*Membres du Comité présents:* MM. Arrol, Benjamin, Blais, Blaker, Caccia, Clark (*Rocky Mountain*), Danson, Dick, Dupras, Howard, Lachance, Laflamme, Macquarrie, McKinnon, Nowlan, O'Connor, Reid, Stewart (*Okanagan-Kootenay*) et Towers.

*Comparait:* L'honorable Allan J. MacEachen, président du Conseil privé de la Reine au Canada.

Le Comité reprend l'étude de la loi sur les dépenses d'élection.

Mr. Dick moved,—That the Committee proceed to the consideration of Clause 2, subclause by subclause.

After debate, the question being put on the said motion it was agreed to.

*On Subclause 2.(1)*

The Minister answered questions.

And the questioning continuing;

Mr. Clark (*Rocky Mountain*) moved,—That Subclause 2.(1) be carried.

The Chairman ruled that the motion could not be put on the grounds that the motion would preclude debate and amendment to the subclause before the Committee.

Questioning resumed.

At 10:04 o'clock p.m., the Committee adjourned until Thursday, November 15, 1973.

M. Dick propose,—Que le Comité étudie l'article 2 du bill paragraphe par paragraphe.

Après discussion, la motion est mise aux voix et adoptée.

*Paragraphe 1 de l'article 2 du bill.*

Le ministre répond aux questions.

La période des questions se poursuit;

M. Clark (*Rocky Mountain*) propose,—Que le paragraphe 1 de l'article 2 soit adoptée.

Le président décide que la motion ne peut être mise aux voix car elle empêche la discussion et rend impossible la présentation d'amendements au paragraphe.

La période des questions se poursuit.

A 22 h 04, le Comité suspend ses travaux jusqu'au jeudi 15 novembre 1973.

*Le greffier du Comité*

Robert D. Marleau

*Clerk of the Committee*



## EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)*

Tuesday, November 13, 1973

• 1546

*[Texte]*

**The Chairman:** Gentlemen, I see we have a quorum, so we will begin right away. Today we will resume consideration of Clause 2. We have as a witness for the second time the Hon. Allan MacEachen, President of the Queen's Privy Council for Canada.

**Is the Committee ready? Shall Clause 2 carry?**

**Some hon. Members:** No.

**The Chairman:** I was just wondering if you were paying attention.

**Mr. Howard:** I was going to say we are moving fairly quickly.

**The Chairman:** Mr. Howard.

**Mr. Howard:** If we are considering the matter clause by clause, or if the witness aspect of the bill has been concluded—are we where we started, being able to inquire of the Minister about the interpretatin or clarification of some of the provisions in the bill?

**The Chairman:** It is up to the members of the Committee. I seek guidance from the members, whether you wish to pursue this in the way you indicated.

**Mr. Howard:** Was it the thought that the Minister would be in attendance at the Committee through its whole deliberations?

**The Chairman:** Could you put the question to the Minister?

**Hon. Allan J. MacEachen (President of the Queen's Privy Council for Canada):** I will try to come, Mr. Chairman, as often as I can.

**Mr. Howard:** If that is the case, I would like to make an inquiry. This relates to Clause 20 on page 35, about the income tax provisions.

The enforcement or the interpretation or the application of these proposed amendments, when they in fact get into the statute, will be made by the Department of National Revenue, and not by the Chief Electoral Officer or anybody else. Whether we concede to have an enforcement agency for other provisions of the bill, we are seeking to amend the Income Tax Act, and that element is finally going to be the determining factor as to what this means in a certain way. In the interim I would like to ask the Minister a couple of questions about the intent.

Under the proposal, a person can deduct from his tax payable a certain proportion of his contribution to a party or to a candidate if it is made during the election period. In the situation where a taxpayer has a refund coming—he does not owe the Crown any money after he fills out his income tax return for the previous year. He is overpaid and he has a refund coming. Will he be eligible to tack on top of that refund what he normally would have been able to deduct from his tax payable if he had made a contribution to a political party and if he in fact had tax payable to the Crown, and could deduct the amount? And in the reverse or converse situation, can he add that into his rebate? If he normally had a rebate of say \$150 and he made a \$100 contribution, would he then be able to have a rebate of \$250?

## TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)*

Le mardi 13 novembre 1973

*[Interprétation]*

**Le président:** Messieurs, nous avons quorum et nous allons commencer immédiatement. Nous continuons aujourd'hui l'étude de l'article 2 et nous entendrons comme témoin pour la seconde fois l'honorable Allan MacEachen, président du Conseil privé de la Reine pour le Canada.

**Est-ce que le Comité est prêt? L'article 2 est-il adopté?**

**Des voix:** Non.

**Le président:** Je me demandais si vous étiez attentifs.

**M. Howard:** J'allais dire que nous procédons plutôt rapidement.

**Le président:** Monsieur Howard.

**M. Howard:** Si nous étudions article par article ou si les témoignages sont terminés—est-ce que nous nous retrouvons au point de départ et pouvons demander au ministre d'interpréter ou d'élucider certaines dispositions du projet de loi?

**Le président:** Il appartient aux membres du Comité d'en décider. J'attends des directives de la part des membres pour savoir si nous devons ainsi procéder.

**M. Howard:** Est-ce qu'il avait été prévu que le ministre serait présent pendant toutes les délibérations du Comité?

**Le président:** Voulez-vous adresser la question au ministre?

**L'honorable Allan J. MacEachen (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada):** Je viendrai le plus souvent possible, monsieur le président.

**M. Howard:** Dans ce cas, j'aimerais poser une question. Rapport à l'article 20, à la page 35, au sujet de l'impôt sur le revenu.

L'application ou l'interprétation ou l'application de ces amendements qui sont proposés, lorsqu'ils seront intégrés à la loi, seront faits par le ministère du revenu national et non par le directeur général des élections ou toute autre personne. Même si nous conférons à un autre organisme le soin d'appliquer les dispositions du bill, nous cherchons à modifier la Loi de l'impôt sur le revenu et ce sera le facteur déterminant dans l'interprétation définitive. Entre temps, j'aimerais poser quelques questions au ministre au sujet de l'intention de la loi.

En vertu de la proposition, une personne peut déduire de son revenu imposable une certaine proportion de ce qu'il a souscrit en faveur d'un parti ou d'un candidat si cela est fait en période d'élection. Lorsque le contribuable a droit à un remboursement—il ne doit rien à l'État après avoir rempli sa formule d'impôt de l'année précédente. Et donc il a payé un excédent d'impôt puisqu'il a droit à un remboursement. Est-ce qu'il aura droit en plus de ceci à un remboursement de ce qu'il aurait pu déduire de son impôt remboursable s'il avait contribué à la caisse d'un parti politique et si, en fait, il avait des impôts à payer à l'État et pouvait déduire ce montant? Inversement, est-ce qu'il peut ajouter cela à son rabais? S'il avait une extension de quelque \$150 et a fait une contribution de \$100, est-ce qu'il a droit à une déduction de \$250?

[Text]

**The Chairman:** Who is going to answer this question?  
**Mr. Minister:**

• 1550

**Mr. MacEachen:** It was not the intention that he would be able to attract a refund in that way. That is not our intention. It is a tax credit which is applied against the tax payable. We do not propose that the Treasury Board reimburse an individual in the way you suggest.

**Mr. Howard:** But in fact they are reimbursing him in the other way.

**Mr. MacEachen:** Because he has a liability against...

**Mr. Howard:** I really wanted to get your response, not an argument. Another thing is that a person can deduct from his tax the amount contributed to a registered party or a candidate. If a taxpayer were to make a contribution to a registered party—and I raise this because of the traditional way in which the NDP finances its whole operations and its campaign activities as well, namely, in the kind of reverse process that is contemplated here—and along with that contribution said, “I earmark this for”, and he names a particular electoral district, during a period of time when no election has been called, when there is no candidate in existence, could the registered party in effect act as the carrier, the treasurer or the trustee of that money, as well as the bookkeeping element of it, and then transfer it to the authority or the operation of the constituency association. Would he be entitled to get a receipt and would he be entitled to deduct that amount from his tax payable?

**Mr. MacEachen:** I think that is the intention. I take the view that the disposition of the contribution to a registered party, say the chief agent of the registered party, the disposition of those funds is a matter for the chief agent. There is no provision in the bill that would obligate the chief agent to do as anyone asked him, but certainly if a party operated that way and wished to operate that way, there is nothing in this bill to prevent it.

I draw your attention to the concept of the registered agents. Certainly the thinking is that the chief agent for a registered party will list the registered agents for the party who could operate in the constituencies, and he could list a registered agent in your constituency or in my constituency who, on an annual basis, could receive funds for the operation of the national party. It would be a matter between him and the chief agent of the party whether the funds were sent to the headquarters of the national party or whether they were kept locally for the purposes of the registered party or, indeed, whether they were kept, if collected on an annual basis and transferred to the official agent once the election has been called, for the assistance of the candidate. This is all possible at present, as I see it.

**Mr. Howard:** It is possible. Will you guarantee that that is what the view of the Department of National Revenue will be?

**Mr. MacEachen:** In my opinion the Department of National Revenue should not interfere with those interparty arrangements, and that is the view of the Department of Justice.

**Mr. Howard:** They have been known to be wrong on other occasions.

[Interpretation]

**Le président:** Qui va répondre à cette question? Monsieur le ministre.

**M. MacEachen:** Ce n'était pas l'intention de prévoir un remboursement de cette manière. Ce n'est pas notre intention. C'est un crédit fiscal appliqué à l'impôt à payer. Nous n'avons pas l'intention que le Conseil du Trésor rembourse un particulier de la façon que vous dites.

**M. Howard:** Cependant on le rembourse de l'autre manière.

**M. MacEachen:** Parce qu'il a une créance...

**M. Howard:** Je demandais une réponse, pas un argument. Un autre point, c'est qu'une personne peut déduire de son impôt le montant souscrit à l'égard d'un parti ou d'un candidat accrédité. Si le contribuable souscrit à un parti accrédité—et j'en parle parce que c'est la façon traditionnelle de financer le NPD dans toutes ses opérations et ses campagnes électorales également, notamment à l'inverse du procédé que nous envisageons—et que le souscripteur déclare qu'il destine cette somme pour un tel district électoral alors qu'il n'y a pas d'élections ni de candidat, est-ce que le parti accrédité pourrait se faire le dépositaire, le trésorier ou le mandataire de ces sommes et de leur comptabilité pour ensuite les remettre à l'association qui s'occupe des affaires de la circonscription. Aurait-il droit à un reçu et à déduire cette somme de son impôt à verser?

**M. MacEachen:** Je pense que c'est là l'intention. Le fait d'assigner la souscription à un parti accrédité, disons à l'agent principal du parti accrédité, serait la responsabilité de l'agent principal. Il n'y a pas de disposition dans le bill qui oblige l'agent principal à faire quoi que ce soit qui lui est dicté mais, si un parti fonctionne de cette manière et désire le faire, il n'y a rien qui l'en empêche dans le projet de Loi.

J'attire votre attention sur le concept de l'agent accrédité. Il est certain que la fonction reconnue de l'agent principal du parti accrédité consiste à inscrire les agents du parti qui pourraient se charger de l'administration dans la circonscription et il pourrait en désigner un pour votre circonscription ou la mienne qui, annuellement, percevrait les fonds pour l'activité générale du parti national. Il appartiendrait à lui-même et à l'agent principal du parti de déterminer si les fonds doivent être envoyés au bureau général du parti national ou conservés au bureau local pour le parti accrédité ou en réalité s'ils devraient être conservés en vue d'aider au candidat lorsqu'ils sont perçus annuellement et transférés à l'agent officiel une fois l'élection annoncée. Tout cela est possible présentement selon ma conception de la chose.

**M. Howard:** C'est possible. Voulez-vous m'assurer de ce que sera l'opinion du ministère du Revenu national?

**M. MacEachen:** A mon avis, le ministère du Revenu national ne doit pas intervenir dans ces dispositions entre partis et c'est aussi l'avis du ministère de la Justice.

**M. Howard:** Il leur est arrivé de se tromper à l'occasion.

[Texte]

• 1555

**Mr. Benjamin:** Mr. Chairman, I would like to cite a specific example just to be sure on the point. Several months before the election was called last year something over \$1,200 in contributions came in from individuals to the provincial office of our party in Saskatchewan for the constituency of Regina-Lake Centre. Under this legislation, if the provincial secretary of the party in Saskatchewan had been duly appointed an agent by the chief agent and if that were to occur again, would those 20 or 30 contributors be able to obtain a receipt for deduction purposes?

**Mr. MacEachen:** If the person who received the funds is a registered agent of the party, so nominated and listed by the chief agent, he could issue tax credits as I understand it. The only question in my mind concerns your mention of a provincial secretary. I would enter a caution because the bill is couched in terms of the election of members to the House of Commons and presumably we are dealing with funds for elections to the House of Commons and registered parties seeking to elect people to the House of Commons.

**Mr. Benjamin:** Some three or four months later the provincial party transferred those funds to my official agent.

**Mr. MacEachen:** There is nothing to prevent that.

**Mr. Benjamin:** I was concerned about the individual contributor. Either through my official agent or the agent of the party, he would still be eligible to get a tax deduction.

**Mr. MacEachen:** Yes. As I see the picture it is an accident that the registered agent happens to be a provincial secretary. Under this proposed law he is a registered agent and by virtue of that he would be able to issue tax credits.

**The Chairman:** Mr. McKinnon.

**Mr. McKinnon:** Mr. Minister, in a province such as British Columbia where we have a Social Credit party, it would be to their advantage then, would it not, to contribute the funds to the federal Social Credit party and have them transfer them back to the provincial Social Credit party and thereby come under this tax allowance which would not be the case if they contributed directly to the provincial party? Federally speaking, they are of no consequence in B.C. but it would be a big advantage to them if they follow the way you have explained. They will be able to collect money really for provincial purposes and be exempt from federal tax.

**Mr. MacEachen:** What you are really asking me is whether funds collected for which tax credits are issued can be used for provincial elections? Is that what you are asking?

**Mr. McKinnon:** In your explanation to Mr. Benjamin you indicated they could transfer these moneys between federal and provincial parties.

**Mr. MacEachen:** That is not what I said. Mr. Benjamin referred to a provincial secretary. There is nothing in the law that would prevent the chief agent of a party, your party or mine, listing any person as a registered agent able to collect money for that party. Now it is then up to the registered party to determine how it supports its political activities and we do not determine that in the law.

[Interprétation]

**M. Benjamin:** Monsieur le président, j'aimerais citer un exemple afin d'être certain sur ce point. Plusieurs mois avant que l'élection ait été annoncée l'année dernière, plus de \$1,200 de souscription vanaient de particuliers et adressés au bureau provincial de notre parti en Saskatchewan étaient destinés à la circonscription de la Regina-Lake Center. En vertu de ce projet de Loi, si le secrétaire provincial du parti en Saskatchewan avait été l'agent désigné par l'agent principal et si cela devait se produire de nouveau, est-ce que ces 20 ou 30 souscripteurs pourraient obtenir un reçu à des fins de déduction d'impôt?

**M. MacEachen:** Si la personne qui a reçu les sommes est un agent accrédité du parti, ainsi désigné et inscrit par l'agent principal, il peut d'après ce que je comprends accorder des crédits fiscaux. La seule réserve concernant votre mention du secrétaire provincial. J'y ajouterais une sauvegarde; car le projet de loi est formulé en vue de l'élection des députés à la Chambre des communes et nous traitons présumément de fonds électoraux pour des élections à la Chambre des communes et destinés à des partis accrédités cherchant à élire des députés à la Chambre des communes.

**M. Benjamin:** Trois ou quatre mois plus tard, le parti provincial a transféré ses fonds à mon agent officiel.

**M. MacEachen:** Rien ne l'empêche.

**M. Benjamin:** Je me préoccupais au sujet du souscripteur. Soit par l'entremise de mon agent officiel ou de l'agent du parti, il aurait quand même droit à une déduction d'impôt.

**M. MacEachen:** Oui. Tel que je vois l'ensemble de la question c'est par accident que l'agent accrédité se trouve en même temps être le secrétaire provincial. En vertu du projet de loi, il est un agent accrédité et, de ce fait, il est habilité à délivrer des crédits d'impôt.

**Le président:** Monsieur McKinnon.

**M. McKinnon:** Monsieur le ministre, dans une province comme la Colombie-Britannique où nous avons le parti créditiste, il serait à leur avantage n'est-ce pas de souscrire à la caisse du parti créditiste fédéral, puis de faire transférer les fonds au parti créditiste provincial pour bénéficier ainsi de cette allocation d'impôt, ce qui ne serait pas le cas si la souscription allait directement au parti provincial? Du point de vue fédéral, cela ne touche pas la Colombie-Britannique, mais cela représenterait un grand avantage si ce parti procédait de la manière que vous avez expliquée. Il pourra percevoir l'argent destiné à des fins vraiment provinciales et à être exemptés d'impôts fédéraux.

**M. MacEachen:** Ce que vous me demandez, c'est si les fonds perçus et donnant droit à des crédits fiscaux peuvent servir aux élections provinciales? Est-ce cela que vous me demandez?

**M. McKinnon:** Dans l'explication que vous avez donnée à M. Benjamin, vous avez indiqué que les sommes pouvaient être transférées entre partis fédéraux et provinciaux.

**M. MacEachen:** Ce n'est pas ce que j'ai dit. M. Benjamin a parlé d'un secrétaire provincial. Il n'y a rien dans la loi qui empêche l'agent principal d'un parti, de votre parti ou du mien, de désigner une personne comme agent accrédité pour percevoir l'argent de ce parti. Il appartient ensuite au parti accrédité de déterminer de quelle façon il appuiera ses activités politiques et nous ne le prévoyons pas dans la loi.



[Text]

**Mr. McKinnon:** I do not wish to take too much time of the Committee, but surely you are asking for laundering of money are you not, in that, the normal contribution of provincial parties will soon be channeled through federal parties so that they can take advantage of the tax concession and then back to the provincial party?

**The Chairman:** Before I recognize the next questioner, I would like to draw your attention to the presence in the Committee room of the participants of the Commonwealth Parliamentary Association Regional Seminar on Parliamentary Practice and Procedure. I would like to welcome you gentlemen on behalf of the members of the Committee. I hope you will find our session interesting and informative.

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, I am glad to see my own member...

• 1600

**The Chairman:** Yes, your own member of Parliament who is watching your work.

**Mr. Lachance:** And there is Mr. Harry Blank,, who was also the Vice-Chairman of the National Assembly.

**Mr. Howard:** Mr. Chairman, the first gentleman in that delegation comes from a constituency which has both a historic and distinguished name; I am referring to Mr. Dent, the M.L.A. from Skeena.

**An hon. Member:** Hear, hear!

**The Chairman:** Welcome, gentlemen, to our Committee session.

**Mr. Dick:** I have a supplementary for Mr. MacEachen.

Did you seek a preliminary ruling from the Minister of National Revenue that they would not interpret the provisions in the way you suggested they should?

**Mr. MacEachen:** I have not sought a ruling from the Minister, no. I have operated on the advice from the Department of Justice.

**Mr. Dick:** Can you tell me whether the Department of Justice has sought a ruling from them so that it will give the effect that you intend?

**Mr. MacEachen:** Mr. Blue tells me something that I already knew, namely that we have had discussions with the officials of the Department of National Revenue, they know what is in the bill, they know our intention, and they have not raised any objection. They understand that is the situation.

**Mr. Dick:** But they have not given a positive response.

**Mr. MacEachen:** No, and I do not see why we should seek it.

**Mr. Dick:** That is good enough. Thank you.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I take it, Mr. Chairman, that we now can take advantage of the Minister's presence to ask a couple of questions?

[Interpretation]

**M. McKinnon:** Je ne veux pas absorber trop du temps du Comité, mais vous parlez certainement d'un lessivage monétaire n'est-ce pas en ce que la souscription ordinaire des partis provinciaux leur sera bientôt acheminée par l'intermédiaire des partis fédéraux de façon qu'ils puissent tirer avantage d'exemption d'impôt avant de la transmettre ensuite au parti provincial?

**Le président:** Avant d'accorder la parole au prochain député, j'aimerais signaler la présence ici même des participants à l'Association des parlementaires du Commonwealth, qui tiennent un séminaire régional sur la procédure parlementaire. Je désire vous souhaiter la bienvenue, messieurs, de la part des membres du Comité. j'espère que notre séance d'aujourd'hui sera pour vous intéressante et instructive.

**M. Lachance:** Monsieur le président, je suis heureux de constater la présence de mon propre député...

**Le président:** Oui, il y a ici votre propre député, qui vous regarde travailler.

**M. Lachance:** Il y a ici également M. Harry Blank, qui est aussi vice-président de l'Assemblée nationale.

**M. Howard:** Monsieur le président le premier membre de cette délégation représente une circonscription qui porte un nom historique et des plus distingués; je veux parler de M. Dent, député de Skeena à l'Assemblée nationale.

**Une voix:** Bravo, bravo!

**Le président:** Je vous souhaite la bienvenue, messieurs, à notre séance de Comité.

**M. Dick:** J'ai une question supplémentaire à poser à M. MacEachen.

Avez-vous essayé d'obtenir du ministre du Revenu national qu'il n'ait pas l'intention d'interpréter les dispositions de la loi de la façon dont vous l'auriez voulu?

**M. MacEachen:** Non, j'ai suivi l'avis du ministère de la Justice.

**M. Dick:** Pouvez-vous me dire si le ministère de la Justice a essayé d'obtenir du ministère du Revenu national une directive favorable aux applications que vous prénez?

**M. MacEachen:** M. Blue m'a mentionné ce que je savais déjà, notamment que nous avons eu des entretiens avec les fonctionnaires du ministère du Revenu national, que ceux-ci connaissent bien les dispositions du bill ainsi que notre intention, et qu'ils n'ont pas l'intention de s'y opposer. Ils comprennent que telle est la situation.

**M. Dick:** Cependant, ils ne vous ont pas donné de réponse positive.

**M. MacEachen:** Non, et je ne vois pas pourquoi nous devrions essayer de l'obtenir.

**M. Dick:** Cela me satisfait, merci.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Si je comprends bien, monsieur le président, nous pouvons maintenant tirer profit de la présence du ministre parmi nous pour lui poser quelques questions?



[Texte]

The Chairman: Yes.

Mr. Clark (Rocky Mountain): How does this bill deal with by-elections? Does the ceiling on a national party, which is on a per-head basis on the basis of the contested constituencies, mean there is a *de facto* substantial limit upon a national party's contribution to a by-election campaign?

Mr. MacEachen: Let me just interpret what I think it ought to be and, if I am wrong, my friends will correct me. The limits on a by-election for a candidate would be the same limits that would apply on a candidate in a national election. Right?

Mr. Blue: That is correct.

Mr. MacEachen: I do not think there is a provision prohibiting the national party in an off year participating in a by-election. As I understand it, their support of the by-election would be confined to the 30-cent limit.

Mr. Clark (Rocky Mountain): That is quite a confinement.

Mr. MacEachen: Probably it is.

Mr. Clark (Rocky Mountain): I raise the following only because I do not think it was included in the amendments you brought in. On page 7 of the bill we have, proposed section 13.2(1), I was concerned that we might there have an aggregate limit upon the amount of expenditures that might be incurred for the national party, if you define the official agent of an individual candidate as being another person acting on behalf of the registered party, to use the language of proposed section 13.2(1). I cannot personally find any easy way to make it clear that an aggregate limit is not intended there and I wonder if you had any greater success, or if you consider it unnecessary?

Mr. MacEachen: I am not so sure, Mr. Clark, that I understand.

Mr. Clark (Rocky Mountain): I will try to explain it. As I read that proposed section, it clearly intends to place a limit upon the amount a registered party can spend.

Mr. MacEachen: Yes.

• 1605

Mr. Clark (Rocky Mountain): The device for that control is to limit the expenses that can be incurred by the chief agent of any registered party or other persons acting on his behalf. If the agent of a candidate can be construed to be the agent of a party, we are imposing an aggregate limit not only on the registered party but on the aggregate of the registered party's expenses, plus the cumulative total of expenses of 264 candidates...

Mr. MacEachen: Right.

Mr. Clark (Rocky Mountain): ... which I am sure is not intended.

[Interprétation]

Le président: En effet.

M. Clark (Rocky Mountain): Que prévoit le bill au sujet des élections partielles? Est-ce que les limites monétaires imposées à un parti national, selon le nombre d'habitants des circonscriptions contestées, veulent dire que de fait, on impose une limite importante à la contribution d'un parti national à une campagne électorale pour une élection partielle?

M. MacEachen: Permettez-moi de vous dire ce qu'elle me semble devoir être, et si je suis dans l'erreur, mes collègues me corrigeront. Les limites imposées à un candidat lors d'une élection partielle devraient être les mêmes limites qui s'appliquent à un candidat lors d'une élection à l'échelle nationale, n'est-ce pas?

M. Blue: C'est exact.

M. MacEachen: Je ne crois pas qu'il y ait des dispositions visant à empêcher un parti national à participer à une élection partielle. Si je comprends bien, leur appui financier à une élection partielle devrait se conformer à la limite de 30 cents.

M. Clark (Rocky Mountain): C'est là une limite bien restrictive.

M. MacEachen: Oui, en effet.

M. Clark (Rocky Mountain): Je soulève la question suivante car je ne crois pas qu'on en ait tenu compte dans le texte des amendements que vous avez proposés. À la page 7 du bill dont nous sommes saisis, il y a l'article 13.2(1) qui m'inquiète car il semble qu'ici, on impose une limite d'ensemble sur le total des dépenses encourues par un parti national, lorsqu'on définit comme agent officiel d'un candidat une autre personne qui agirait au nom d'un parti reconnu, si l'on s'en tient au texte de cet article. Personnellement, je ne peux trouver de moyen facile pour qu'il soit clair que nous n'avons pas l'intention d'imposer ici une limite d'ensemble; je me demande si vous aviez eu plus de succès que moi, ou si vous estimez que cela est inutile?

M. MacEachen: Je ne suis pas certain de vous avoir bien compris, monsieur Clark.

M. Clark (Rocky Mountain): Je vais essayer de vous l'expliquer. À mon avis, selon le texte de cet article, on a l'intention évidente d'imposer une limite sur la somme totale des dépenses d'un parti reconnu.

M. MacEachen: Oui.

M. Clark (Rocky Mountain): Afin d'exercer ce contrôle, on a recours à l'imposition d'une limite sur les dépenses encourues par l'agent principal de tous partis enregistrés ou par toutes autres personnes en son nom. Si l'on peut considérer que l'agent d'un candidat puisse être l'agent d'un parti, nous imposons ici une limite d'ensemble visant, non seulement le parti enregistré, mais aussi le total des dépenses du parti enregistré en plus du total cumulatif des dépenses de 250 candidats...

M. MacEachen: C'est exact.

M. Clark (Rocky Mountain): ... ce qui, j'en suis certain n'est pas dans notre intention.

*[Text]*

**Mr. MacEachen:** It is not intended, and we do not think that this bears that interpretation. We can look at it again and, if there is any doubt, we will make sure it is removed.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Fine. The last matter I wanted to go into today perhaps should wait. I think a number of us are worried about the question of volunteer labour and that definition. I was wondering if there is any particular interpretation that you or your officials think lies upon the language that is in the bill now. Would you like to wait until we come to that section in our clause-by-clause discussion?

**Mr. MacEachen:** Well, we might have a go at it now.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** There is one concern that is obvious. That is how you evaluate volunteer labour. The other concern I have is that we want to be able to catch and have accounted contributions of services by the government towards the party in power. I am not sure the language here catches that possibility, or requires the declaration or an evaluation of that kind of service, the use of an aircraft, the use of advertising, or whatever it might be.

**Mr. MacEachen:** Let me go through my own understanding of it, by a number of categories. We have attempted to provide a definition of election expenses that is more restrictive or more comprehensive than the definition we had in the predecessor of this bill. We have attempted to include all amounts, so to speak, that are involved for the purpose set out in the definition, namely:

... for the purpose of promoting or opposing, directly and during an election, a particular registered party, or the election of a particular candidate ...

The vast amounts of expenditures in the campaign are evaluated in accordance with services. You buy radio; you buy television; you buy print; you buy goods of various kinds. There is a value on that, and it is in the dollar form.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Yes.

**Mr. MacEachen:** For example, let us take a few difficult cases, or more difficult, or not so clear. A radio station in a constituency may contribute to a campaign by giving a candidate so much time. That would be included at the rate at which that service was normally traded on the market. However, take the case of the person who puts his car on the road and drives say several hours or a whole day in the interest of the candidate during the campaign. Under the definition in this bill, that would not be counted because that person is not normally in that line of activity and, as such, a commercial value is not normally attached to his services. That would be excluded.

*[Interpretation]*

**M. MacEachen:** Cela n'est pas prévu et le texte de la loi à notre avis ne comporte pas cette commutation. Nous pourrions y jeter un coup d'œil de nouveau et en cas de doute, nous nous assurerons que cette partie du texte sera éliminée.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Très bien. La dernière question dont je voulais parler aujourd'hui pourrait attendre. Il y a bon nombre d'entre nous qui ont exprimé des craintes au sujet de la question du bénévolat et de la définition que celui-ci comporte. Et je me demande si vos fonctionnaires ou vous-même estimez que le libellé du bill tel qu'il est maintenant comporte une interprétation particulière. Aimerez-vous attendre que nous en reparlions plutôt lorsqu'il s'agira d'étudier le bill article par article?

**M. MacEachen:** Nous pourrions en parler brièvement dès maintenant.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Il y a une inquiétude qui est tout à fait évidente. Il s'agit de déterminer comment l'on doit évaluer la main-d'œuvre bénévole. Par ailleurs, nous nous préoccupons aussi du fait que les contributions de service par le gouvernement envers le parti au pouvoir puissent être comptabilisées. Je ne suis pas certain que le libellé du bill prévoit ce genre de chose ou bien exige la déclaration ou l'évaluation de ce genre de service par exemple de l'usage d'un avion de la publicité ou de quoi que ce soit.

**M. MacEachen:** Permettez-moi de vous donner mon opinion là-dessus selon un certain nombre de catégories. Nous avons essayé de définir les dépenses électorales de façon plus restrictive ou plus approfondie que ne le prévoyait la définition inscrite de l'homme dans le libellé du bill qui a précédé celui-ci. Nous avons essayé de comprendre pour ainsi dire, toutes les sommes aux fins exprimées dans cette définition, c'est-à-dire:

... afin de promouvoir ou de s'opposer, directement durant une campagne électorale, un parti enregistré en particulier ou l'élection d'un candidat en particulier ...

Les sommes considérables des dépenses lors d'une campagne électorale sont évaluées en accord avec les services rendus. On achète ainsi du temps pour parler à la radio, à la télévision, dans les journaux et ainsi de suite. C'est un contexte qui peut s'évaluer en terme de dollars.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Oui.

**M. MacEachen:** Par exemple, prenons certains cas un peu plus difficiles ou qui ne sont pas aussi clairs. Une station de radio dans une circonscription pourrait contribuer à une campagne en accordant à un candidat un certain montant de temps. Cela s'évaluerait au taux auquel ce service est normalement acheté sur le marché. Toutefois, prenons par exemple le cas d'une personne qui met son automobile à la disposition d'un parti durant plusieurs heures ou même durant toute une journée dans l'intérêt d'un candidat donné durant la campagne électorale. En vertu de la définition prévue dans le bill, on ne pourrait en tenir compte, car cette personne ne fait pas ce genre d'activité ordinairement et en tant que tel, on n'attache pas normalement à ces services des valeurs commerciales. Cela serait donc exclu.

## [Texte]

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** All right. let us . . .

• 1610

**Mr. MacEachen:** If, however, you have a fleet of cars from a rental agency in the business for that purpose, then that would have a commercial value in the normal sense and in the normal practice of that establishment, and it would be included, as part of your election expenses. This is an effort really to try to separate the volunteer from the other category.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Let us take some other examples then. Let us take the director of publicity, say, for a union who while retaining or while shedding, it is immaterial, his normal functions works five, six or seven hours a day as the director of publicity for a candidate. Is that a professional service?

**Mr. MacEachen:** That in my interpretation would be included in the candidate's total election expenses.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Would you evaluate his services in terms of the salary he then earns, or in terms of some objective service, the cost of publicity services?

**Mr. MacEachen:** I would evaluate it in terms of his salary. I think the same would apply to a lateral transfer of paid personnel from any particular establishment to a campaign for the purposes of opposing directly or promoting a candidate.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** What about a high-priced lawyer who helps you interpret the proposed Election Expenses Act?

**Mr. MacEachen:** I would be expected to include his services as part of my return in that category.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Would you evaluate them at the rate that he gets for . . .

**Mr. MacEachen:** Yes. I would hope I would not have to rely on any such lawyer after our understanding of the bill in this Committee. I think I drew the example at an earlier meeting of a lawyer who has an office, and who goes out and works for me or for you in the normal organizing sense, not particularly in legal work. I would not count that. That would be volunteer labour.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** All right. There is another category I would like to get at without suggesting it would happen. Let us suppose a minister uses a government aircraft to fly to Banff to campaign against me . . .

**Mr. MacEachen:** Yes, I think that would have to be included.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** As an expense?

**Mr. MacEachen:** Yes.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** How would it be valued? It would be evaluated how?

**Mr. MacEachen:** If a party leader, a minister or a party person is travelling across the country in support of, or in opposition to several candidates, it would normally be charged against the registered party. These people are on the road electioneering and that expense would certainly be included, in my judgment, in the allowable return of the registered party.

## [Interprétation]

**M. Clark (Rocky Mountain):** Très bien, prenons . . .

**M. MacEachen:** Si, par ailleurs, vous avez une flotte de voitures provenant d'un bureau de location, vous avez alors cette valeur commerciale dans le sens normal et dans le sens pratique de cette appellation; et ces dépenses relèvent des dépenses élections. Nous essayons, en vérité, de séparer le travail bénévole de l'autre catégorie.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Prenons d'autres exemples. Voyons le cas du directeur de la publicité des syndicats qui, tout en accomplissant ses fonctions normales, travaille 5, 6 ou 7 heures par jour comme directeur de la publicité pour un candidat. S'agit-il d'un service professionnel?

**M. MacEachen:** A mon avis, ce travail ferait partie des dépenses d'élection globales du candidat.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Comment évaluez-vous ses services, en vous basant sur le traitement qu'il gagne ou suivant le prix que coûterait un service semblable dans le domaine de la publicité?

**M. MacEachen:** Mon évaluation se baserait sur son traitement. Ce serait la même chose dans le cas du transfert du personnel payé d'un établissement en particulier à une campagne visant à favoriser ou à défavoriser un candidat.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Que dire de l'avocat à salaire élevé qui vous aide à interpréter le projet de Loi sur les dépenses aux élections?

**M. MacEachen:** On s'attend sûrement à ce que j'inclus ses services dans mes dépenses d'élection.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Vous les évaluez au taux qu'il reçoit pour . . .

**M. MacEachen:** Oui. J'ose espérer que je n'aurai pas à dépendre d'un avocat comme celui-là, après l'étude du bill en comité. J'ai mentionné, lors d'une réunion précédente, le cas d'un avocat qui a son bureau mais qui s'occupe d'organisation pour vous ou pour moi mais pas nécessairement du travail juridique. Je ne tiens pas compte de cela. A mon avis, c'est du travail bénévole.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Très bien. Il y a une autre catégorie et j'aimerais en parler, même si c'était hypothétique. Disons qu'un ministre utilise un avion du gouvernement pour se rendre à Banff faire campagne contre moi . . .

**M. MacEachen:** Oui, je pense qu'il faudrait inclure ce coût.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Comme dépenses?

**M. MacEachen:** Oui.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Comment évaluer ces dépenses?

**M. MacEachen:** Si un leader d'un parti, un ministre ou le membre d'un parti se déplace au pays pour supporter plusieurs candidats ou s'y opposer, le coût doit normalement être imputé au parti enregistré. Ces personnes font du travail d'élection sur la route et les dépenses devraient certainement être comprises dans le rapport de dépenses permises du parti enregistré.



[Text]

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Would this be applied in this case to the expenses of my opponent who is the direct beneficiary of that trip?

**Mr. MacEachen:** You asked me the first question, whether such a trip would be an expense, and in my opinion, yes, if for that purpose. Who is it charged against, you or the party? You know, I think that is a matter of judgment. If it is an over-all effort to proselytize for the party and several constituencies are covered, it would be surely a registered party expense.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Would the expense be the equivalent air fare on a commercial line or would it be whatever it costs the Government of Canada to fly one of its aircraft out there with only the cabinet minister and his aides on it?

**Mr. MacEachen:** I would think under the terms of the law it would be the commercial value.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** So that would have to include the equivalent commercial cost of aides and anyone who is travelling with him?

**Mr. MacEachen:** That is my opinion. I think it is a general question that applies to registered parties. It would be my opinion that I cannot see how people who are electioneering can escape the net.

• 1615

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** This is a general question from a novice on committees. What legislative weight can we give to your opinion as expressed here?

**Mr. MacEachen:** Pardon?

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** What legislative weight, what weight in law does your opinion as expressed here have?

**Mr. MacEachen:** I doubt if it has any.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** What do we do about that? We have to do something.

**Mr. MacEachen:** I think what I am saying is supported by the words of the law, and that is what will have to be relied upon. It is not my words, it is the sections of the bill.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** I believe you have a supplementary, Mr. Benjamin.

**Mr. Benjamin:** It is a supplementary to an earlier question.

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Benjamin:** If I understood you correctly, I think you said, for example, that if a publicity and education director for a union did some work for a candidate...

**Mr. MacEachen:** Yes.

**Mr. Benjamin:** ... that would match his normal line of work...

[Interpretation]

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-ce que cela s'applique dans le cas des dépenses de mon adversaire qui bénéficie directement de ce voyage?

**M. MacEachen:** Vous m'avez posé une première question, à savoir si un tel voyage serait considéré comme une dépense et, je vous si répondu qu'à mon avis oui. A qui cette dépense est-elle imputée, à vous ou à votre parti? Je pense que c'est une question de jugement. Si ceci est un effort global pour convertir les gens au parti et que plusieurs circonscriptions sont visitées, il s'agit évidemment d'une dépense d'un parti enregistré.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Cette dépense serait-elle équivalente à ce qu'il en coûterait sur un avion régulier ou ce qu'il en coûte au gouvernement du Canada d'envoyer un de ces avions ayant à son bord un ministre de cabinet et ses aides?

**M. MacEachen:** Dans le cadre de la Loi, ce serait la valeur commerciale.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Il faudrait, par conséquent, inclure les coûts commerciaux équivalents des aides ou de quiconque voyage avec le ministre?

**M. MacEachen:** C'est mon avis. C'est une question générale qui touche les partis enregistrés. Je ne vois pas comment les personnes qui font une campagne électorale pourraient l'éviter.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Comme je suis novice dans les comités, je vais poser une question un peu générale. Quelle portée législative ont les opinions que vous exprimez ici?

**M. MacEachen:** Je n'ai pas compris.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Quelle portée législative ou quel poids vos opinions ont-elles du point de vue loi?

**M. MacEachen:** Je doute qu'elles en aient.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Alors que pouvons-nous faire? Il nous faut faire quelque chose.

**M. MacEachen:** Mes paroles ont l'appui de la loi, c'est dans ce sens qu'il faut agir. Il ne s'agit pas de mémo mais des articles du bill.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je vous remercie, monsieur le président.

**Le président:** Monsieur Benjamin, vous avez une question supplémentaire.

**M. Benjamin:** Il s'agit d'une question supplémentaire à une question posée précédemment.

**Le président:** Très bien.

**M. Benjamin:** Si j'ai bien compris, vous avez dit qu'un directeur de publicité pour un syndicat travaille pour un candidat...

**M. MacEachen:** Oui.

**M. Benjamin:** ... et qui fait un travail dans son domaine normal de travail...



[Texte]

**Mr. MacEachen:** Yes.

**Mr. Benjamin:** ... that that would be accountable, or a lawyer who gives you a hand.

**Mr. MacEachen:** Yes.

**Mr. Benjamin:** What about the case, whether it is an education director for a union, a lawyer, or anyone else who in the evenings after the normal course of working hours or on weekends comes down to help. Last fall I had an employee of an advertising agency who came to my committee room almost every evening to help do press releases and write newspaper ads. He was doing this on his own time after hours.

**Mr. MacEachen:** My judgment is that that is certainly volunteer labour, a volunteer contribution. A man who takes his regular recreation or time off to go into an election in my opinion would be volunteer labour under this bill.

**Mr. Benjamin:** So, it would only be the case then if the education director for a union ...

**Mr. MacEachen:** It does not matter when you use ...

**Mr. Benjamin:** ... was turned over to my campaign and doing his sork then ...

**Mr. MacEachen:** If I have a job in a corporation as an advertising executive and I have to spend the whole week in your riding opposing you or helping you, I would include that as part of the expenses of whichever candidate was involved. However, if I go in the evening, having done my job first, you cannot include that. That is my opinion and I think that is what the words bear out.

**Mr. Benjamin:** That is true.

**Mr. Dick:** Or if you go on holidays.

**Mr. MacEachen:** Yes, I would say so.

**Mr. Dick:** If you took a two-week holiday and went ...

**Mr. MacEachen:** Yes, in my opinion that would be permissible under this bill. You would have to track down the fact that the guy did not take two holiday periods.

**Mr. Dick:** Two more weeks later.

**Mr. MacEachen:** Once the election is over who is going to check on that?

**The Chairman:** Is your supplementary on this very subject, Mr. Howard?

**Mr. Howard:** Yes, Mr. Chairman. Oftentimes an attempt is made to find words, as a result of years of experience in drafting legislation or to find words with their definitions in dictionaries, and the like, or in the courts, to mean something in a bill. With respect to the phrase "volunteer labour," I wonder if any such examination has been made of court decisions or previous draftmanship of legislation to determine if there is some kind of definitive declaration that can be given to that instead of the questions and answers and the opinions expressed. The Minister's opinions are just as valid as anybody else's on the Committee. Someone else may decide whether they in fact mean what they are supposed to mean. Did this phrase come out of the thin air or are there any sorts of decisions behind it to indicate what it is, as well as the phrase "the commercial

[Interprétation]

**M. MacEachen:** Oui.

**M. Benjamin:** ... que ses dépenses seraient incluses. La même chose pour un avocat qui vous donne un coup de main.

**M. MacEachen:** Oui.

**M. Benjamin:** Nous prenons le cas par exemple de ce même directeur de syndicat, d'un avocat ou d'une autre personne qui vient vous aider le soir, après ses heures normales de travail ou la fin de semaine. L'automne dernier, un employé d'une agence publicitaire se rendait à la salle de mon comité presque tous les soirs pour aider à la rédaction des communiqués et des annonces pour les journaux. Il le faisait pendant ses heures de loisir, après son travail.

**M. MacEachen:** Il s'agit, à mon avis, d'un travail bénévole, d'une contribution bénévole. Un homme qui consacre ses heures de loisir à travailler aux élections, à mon avis, fait du travail bénévole comme l'entend ce bill.

**M. Benjamin:** Par conséquent, seulement si le directeur du syndicat ...

**M. MacEachen:** ... n'a pas d'importance quand vous utilisez ...

**M. Benjamin:** ... est muté à ma campagne électorale au lieu de faire son travail ...

**M. MacEachen:** Si j'ai un emploi dans une société comme directeur de publicité et que je passe une semaine entière dans votre circonscription pour vous aider ou vous combattre, à ce moment-là ces dépenses doivent être imputées au candidat en cause. Toutefois, si je consacre ma soirée, après avoir terminé mon travail régulier, vous ne pouvez pas en tenir compte. C'est mon opinion et c'est bien ce que les mots laissent entendre.

**M. Benjamin:** Vous avez raison.

**M. Dick:** Ou si vous consacrez vos congés.

**M. MacEachen:** Oui, je le crois aussi.

**M. Dick:** Si vous prenez un congé de deux semaines et que vous le passez ...

**M. MacEachen:** Oui, ce sera admissible en vertu du bill. Il vous faudrait contrôler que l'individu n'ait pas pris deux périodes de congé.

**M. Dick:** Deux autres semaines plus tard.

**M. MacEachen:** Une fois l'élection passée, mais qui va vérifier?

**Le président:** Posez-vous une question supplémentaire sur ce même sujet, monsieur Howard?

**M. Howard:** Oui, monsieur le président. Bien souvent on essaie de trouver des mots, mais après avoir passé bien des années à rédiger des lois ou à consulter les dictionnaires, d'autres livres ou même des textes juridiques pour connaître la définition des mots qui voudront dire quelque chose dans un projet de loi. Les mots: «travail bénévole» ont-ils été étudiés, a-t-on examiné des décisions aux tribunaux ou des textes législatifs pour savoir s'ils ont un sens définitif et si ce ne sont pas seulement des questions et des réponses ou des opinions exprimées. Ces opinions du ministre sont aussi valables que celles de n'importe qui d'autres au Comité. Quelqu'un d'autres peut déclarer qu'en réalité ces opinions signifient bien ce qu'elles sont supposées vouloir dire. Est-ce que ces mots ont été choisis comme ça au hasard, y a-t-il eu des décisions prises à leur sujet de même

[Text]

value of goods and services", some mechanism by which we can conclude that that means something in particular.

**Mr. MacEachen:** With respect to the expression "volunteer labour", I do not think there has been much jurisprudence in this field or much law, in fact, but I think that expression is taken from the Nova Scotia statutes.

**Mr. Howard:** Statutes relating to electoral law?

**Mr. MacEachen:** Yes. I think commercial value is sort of a common-sense approach that we have adopted ourselves.

**Mr. Howard:** With respect to the reference to Nova Scotia law, my colleague Mr. Benjamin tells me that the reference to "volunteer labour", or something similar to it, is in the Quebec statute as well. How long has it been in effect? Has any difficulty been experienced in interpreting what it means?

**Mr. MacEachen:** Both laws are really quite new.

• 1620

**Mr. Benjamin:** Yes. They have each had one election, I think.

**Mr. MacEachen:** Yes, and I am not aware of any problem that has arisen. If the kind of comment that I have been making, as I understand the bill, and the words and the legal advice supports this, is generally acceptable then we can look at this further to ensure that there is no doubt about any of these points that we have been making.

**Mr. Howard:** Mr. Chairman, could I ask one other question, and this is to a gentleman who is not a witness although he is here, Mr. Hamel, the Chief Electoral Officer. I wonder if I could ask Mr. Hamel, through you, whether he knows from his knowledge of what happens in provincial elections under the respective laws of any difficulties that have developed over the question of what is volunteer labour under Quebec law, if that is the word, or in Nova Scotia, or elsewhere?

**The Chairman:** Mr. Hamel, please.

**Mr. J. Hamel (Chief Electoral Officer):** Mr. Chairman, I believe that, in Quebec—and I cannot be sure, so I may be corrected here—the law has applied to three elections, namely those of 1966, 1970 and 1973; and in Nova Scotia, one election only—in 1970 or 1971, I guess. To my knowledge, there have never been any major problems. There were, of course, some gray areas where the Chief Returning Officer or the Chief Electoral Officer had to express an opinion but these, to my knowledge anyway, have not been challenged in court. To my knowledge, though, there have never been serious problems.

**Mr. Howard:** Where would those opinions or that opinion, expressed by the Chief Electoral Officer in either one of those provinces, be? Is in documentary form, or in a letter or something, that we might be able to look at?

[Interpretation]

que pour les mots: «la valeur commerciale des marchandises et services». Y a-t-il des mécanismes par lesquels nous pouvons dire que ces mots signifient quelque chose de bien particulier.

**M. MacEachen:** Pour ce qui est de l'expression «travail bénévole» je ne crois pas qu'il y ait eu beaucoup de jurisprudence dans ce domaine, ni de loi mais je crois que l'expression fait partie des règlements de la Nouvelle-Écosse.

**M. Howard:** Des règlements qui ont trait à la loi électorale?

**M. MacEachen:** Oui. La valeur commerciale est un aspect que nous avons adopté nous-même et qui est fondé sur le bon sens.

**M. Howard:** Vous avez parlé des lois de la Nouvelle-Écosse et mon collègue, M. Benjamin, me dit que l'expression «travail bénévole» se trouve également dans les lois du Québec. Depuis combien de temps est-ce en vigueur? L'interprétation en a-t-elle été difficile?

**M. MacEachen:** Les deux lois sont relativement récentes.

**M. Benjamin:** oui, elles n'ont servi qu'à une élection je crois.

**M. MacEachen:** Oui, et je ne crois pas qu'il y ait eu de problème. Si le genre de commentaires que j'ai fait est accepté en général, je me fonde sur ma compréhension du bill et m'appuie sur le libellé et les conseils juridiques, nous pouvons poursuivre pour nous assurer qu'il n'y a aucun doute possible sur ces points que nous venons de discuter.

**M. Howard:** Monsieur le président, pourrais-je poser une autre question à une personne qui n'est pas le témoin, même s'il est ici, monsieur Hamel, le directeur général des élections. Puis-je lui demander par votre intermédiaire s'il y a eu dans les élections provinciales des difficultés causées par ces lois, au chapitre du travail bénévole au Québec, en Nouvelle-Écosse ou ailleurs?

**Le président:** Monsieur Hamel vous pouvez répondre.

**M. J. Hamel (Directeur général des élections):** Monsieur le président, je crois qu'au Québec, je ne suis pas très certain, on pourra me corriger si je me trompe, la Loi n'a servi qu'à trois élections, en 1966, 1970 et 1973. Pour ce qui est de la Nouvelle-Écosse, cette Loi n'a servi qu'à une seule élection, en 1970 ou 1971. À ma connaissance il n'y a pas eu de problème important. Il y avait évidemment des zones grises où le président en chef des élections ou le directeur général des élections a dû donner son opinion, mais, à ma connaissance du moins, il n'a pas été contesté devant les tribunaux. Je ne crois pas qu'il y ait eu des problèmes sérieux.

**M. Howard:** Ou cette opinion exprimée par le directeur général des élections dans l'une ou l'autre des provinces peut-elle se trouver? Peut-on les retracer sous forme documentaire ou dans une lettre ou quelque chose d'autres pour les examiner?

[Texte]

**Mr. Hamel:** No, and unfortunately I do not have any correspondence on this. This was mainly an exchange of views at meetings we have had and in discussion over the phone, and so on.

**Mr. Howard:** Just the same sort of gray area, I imagine, that we are talking about in terms of trying to specify something?

**Mr. Hamel:** That is correct.

**The Chairman:** Mr. Blaker.

**Mr. Blaker:** I am concerned, Mr. Chairman, about a housekeeping detail. I wonder if, through you, we might ask if the Clerk could, in some fashion, gather up these fifty or sixty amendments which now exist and have them sent around to all the members of the Committee in the same order as the clauses of the bill to which they apply, because with the latest 27 or 28 which came in today, we are going to go mad trying to find the proper order as we discuss them.

**The Chairman:** This could be done, yes.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** That should be done by 8 o'clock.

**Le président:** Monsieur Lachance.

**M. Lachance:** Monsieur le Ministre, j'aimerais vous poser une question à laquelle, peut-être, vous avez déjà répondu; malheureusement je n'ai pas pu assister à toutes les réunions du Comité. Mais, si une personne, monsieur le Ministre, un député pour être plus spécifique, qui a, en plus des moyens qu'un citoyen peut avoir, a les siens, étant donné ses fonctions à la Chambre des communes, si un député, dis-je, veut savoir combien une compagnie ou un individu a souscrit à la caisse électorale d'un parti politique en particulier, de quelle façon peut-il le savoir? Évidemment, le citoyen aurait ses propres moyens. Mais le député, par exemple, est-ce que ça serait en s'adressant au directeur général des élections, au président d'élection local ou, à la Chambre des communes, au ministre qui est désigné comme étant le responsable à la Chambre ou bien au ministre du Revenu? Ce sont les 4 cas, je crois, où un citoyen pourrait s'informer et dans le cas d'un député à la Chambre des communes, aux ministres qui sont en Chambre.

Si on a déjà répondu à ces questions, monsieur le président ou monsieur le ministre, je m'adresserai au secrétaire qui pourra peut-être me dire où je pourrais trouver des réponses à ces questions.

• 1625

**Mr. MacEachen:** Mr. Chairman, I think I could answer it quickly by saying that all this information is transmitted to the Chief Electoral Officer—the contributions to candidates and to parties—and they are public records and can be looked at by any person.

**Mr. Lachance:** How about the Returning Officer in one constituency?

**Mr. MacEachen:** He keeps them for six months, and anyone can go and look at them there.

[Interprétation]

**M. Hamel:** Non, et malheureusement je n'ai pas de correspondance sur le sujet. Il s'agissait simplement d'un échange de vues à des réunions que nous avons eues et à des discussions au téléphone.

**M. Howard:** Ces zones grises sont du genre de celles dont nous parlons puisque nous voulons préciser quelque chose?

**M. Hamel:** C'est exact.

**Le président:** Monsieur Blaker.

**M. Blaker:** Ce qui m'inquiète, monsieur le président, c'est une question de bon ordre. Je me demande si nous ne pourrions pas par votre entremise demander au greffier de relier de quelque façon ces quelques 50 ou 60 amendements pour les distribuer à tous les membres du comité dans le même ordre que les articles du bill auxquels ils s'appliquent. A cause des 27 ou 28 derniers amendements que nous avons reçus aujourd'hui vue que nous allons avoir beaucoup de difficultés à les retrouver lorsqu'il sera question de les retrouver?

**Le président:** Ça peut se faire.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Il faudrait l'obtenir à 8 heures.

**The Chairman:** Mr. Lachance.

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, I would like to ask a question which might have been answered previously. Unfortunately, I did not attend all the committee meetings. But, Mr. Minister, if an individual, a member of Parliament to be more specific, has besides the ordinary means he has as a citizen other revenues because of his function at the House of Commons, if this member wishes to know how much a corporation or an individual has subscribed to the election fund of a political party, how he can achieve this? Of course, the citizen would have his own means. But would the Member of Parliament have to contact the Chief Returning Officer, for example, or the local Returning Officer, or in the House of Commons, for instance, or the Minister designated as being responsible to the House or would he see the Minister of Revenue? Those are the four cases, I believe, in which a citizen could obtain information. A Member of Parliament could contact the Ministers who are in the House.

If these questions have already been answered, Mr. Chairman, or Mr. Minister, I will speak to the Clerk who can perhaps tell me where I could find the answers to these questions.

**M. MacEachen:** Monsieur le président, je pense que je peux répondre rapidement à cette question; ces renseignements sont transmis au directeur général des élections... c'est-à-dire les montants versés aux candidats et aux partis... les registres sont publics et tout le monde a le droit de les examiner.

**M. Lachance:** Et dans le cas d'un président d'élection d'une circonscription?

**M. MacEachen:** Il les conserve pendant six mois, et n'importe qui peut aller les examiner.



**[Text]**

**Mr. Lachance:** How about in the case of a member of Parliament in the House?

**Mr. MacEachen:** He can always do what Mr. Knowles has been doing for a long time—but he can get them from the Chief Electoral Officer. I am sure that questions addressed would elicit the information and it would go on the Order Paper, or be made an order for return.

**Mr. Lachance:** So any citizen could get in touch with the Chief Returning Officer and ask how much such and such an individual or company has...

**Mr. MacEachen:** Over \$100.

**Mr. Lachance:** Over \$100, of course. Yes, I should have said this prerequisite, this premise. I am giving my personal opinion here but this would mean that the Chief Returning Officer could receive from me or any citizen in Canada a letter directly asking him what were all the contributions that were made to such and such a political party. Would he have to say how much such an individual had subscribed to the party?

**Mr. MacEachen:** All the act says is that they are available to the Chief Electoral Officer and they can be inspected during business hours by any person. How the Chief Electoral Officer would interpret a request by mail—certainly he is not obliged under this section to provide the information, but I am sure that there will be a considerable interest in these returns, particularly after the first election, and they will probably be in the newspapers, much of the information, but it is available to anybody who wants to get it.

**Mr. Lachance:** At the office of the Chief Returning Officer?

**Mr. MacEachen:** Yes. There is no fee for the Chief Electoral Officer.

**Mr. Lachance:** Thank you very much.

**The Chairman:** Mr. Laflamme.

**Mr. Laflamme:** Mr. Chairman, I want to turn back to a previous clause on which Mr. Howard asked some questions on page 35, Clause 20, where it says:

"126.1 (1) There may be deducted from the tax otherwise payable by a taxpayer under this Part for a taxation year in respect of any amount contributed by the taxpayer in the year to a registered party or a candidate at an election..."

In the French version you put a comma after "candidate". In fact if you refer back to Section 2 of the Canada Elections Act, to the definition of a candidate:

A candidate is such after the issue of the writ.

Under Section 62 of the Elections Act he is not entitled to receive any amount, any money, so I think it is wrong when you say "by the taxpayer in the year to a registered party or a candidate..." I think it should read, the official agent of a candidate: With the law as it is now, a candidate cannot receive any money and he cannot be a candidate if there is no election.

**[Interpretation]**

**M. Lachance:** Et dans le cas d'un député, que peut-il faire?

**M. MacEachen:** Il peut toujours faire ce que M. Knowles fait depuis longtemps... mais il peut obtenir ces registres du directeur général des élections. Je suis certain que si on lui pose des questions, on obtiendra des renseignements qui seront inscrits au Feuilleton, ou transformés en demandes de dépôt.

**M. Lachance:** Tout citoyen peut donc s'adresser au directeur général des élections afin de demander combien une société particulière a...

**M. MacEachen:** Au-dessus de \$100.

**M. Lachance:** Bien sûr, au-dessus de \$100. Oui, j'aurais dû préciser cette condition préalable. C'est mon opinion personnelle mais selon moi cela veut dire que tout citoyen canadien peut écrire au directeur général des élections afin de lui demander quelles sommes ont été versées à tel parti politique. Le directeur général doit-il dire combien un particulier a versé au parti?

**M. MacEachen:** Le projet de loi dit simplement que ces chiffres sont transmis au directeur général des élections et que toute personne peut les examiner pendant les heures de bureau. Je ne sais pas comment le directeur général des élections pourrait interpréter une demande expédiée par courrier... et cet article du bill ne l'oblige pas à fournir les renseignements... mais je suis certain que ces déclarations seront d'un grand intérêt, surtout à la suite des premières élections, et beaucoup de ces chiffres seront probablement publiés dans les journaux, mais toute personne qui le veut peut les obtenir.

**M. Lachance:** Au bureau du directeur général des élections?

**M. MacEachen:** Oui. Le directeur général des élections ne reçoit pas d'honoraires.

**M. Lachance:** Merci.

**Le président:** Monsieur Laflamme.

**M. Laflamme:** Monsieur le président, je veux revenir à l'article 20 de la page 35 à propos duquel M. Howard a posé quelques questions. L'article se lit comme suit:

"126.1 (1) Il peut être déduit de l'impôt payable par ailleurs par un contribuable sous le régime de la présente partie, pour une année d'imposition, au titre de toute somme versée par le contribuable, durant l'année, à un parti enregistré ou à un candidat, pour l'élection..."

Dans le texte français vous avez mis, après le mot candidat. Toutefois, si vous examinez l'article 2 de la Loi électorale du Canada, vous verrez

qu'une personne ne devient candidat qu'après l'émission du bref.

En vertu de l'article 62 de la Loi électorale il n'a le droit de recevoir aucune somme d'argent. Je pense donc qu'on a tort de dire: «par un contribuable, durant l'année, à un parti enregistré ou à un candidat, ...» A mon avis, cela devrait être rédigé ainsi: «l'agent officiel d'un candidat». En vertu de la Loi actuelle, un candidat n'a pas le droit de recevoir de l'argent; il ne peut pas être candidat s'il n'y a pas d'élection.



**[Texte]**

**Mr. MacEachen:** Yes, you are quite right. I think that ought to be clarified. I think we are clarifying it in one of our amendments.

**The Chairman:** Mr. Blaker.

**Mr. Blaker:** A candidate is only defined really, aside from in this bill, in the Elections Act as an individual who has declared himself to be a candidate; he has expressed an intention. So that this may add to Mr. Laflamme's point.

**Mr. Laflamme:** It has to be more than the expression of an intention because if you read Section 2 of the Elections Act, a candidate

... means any person who is officially nominated as a candidate at an election ...

I do not know how you can be officially nominated without presenting yourself before the returning officer of a given constituency.

**Mr. MacEachen:** There is another interpretation

"candidate" or "candidate at an election" means any person who is officially nominated as a candidate at an election, ...

That is the returning officer ...

**Mr. Laflamme:** That is it.

**Mr. MacEachen:**

... or who, after the day of the issue of the writ for an election, or after the dissolution of Parliament or the occurrence of a vacancy in consequence of which a writ for an election is eventually issued, is declared by himself or by others with his consent to be a candidate.

**Mr. Laflamme:** Yes, my point is this. Can a candidate within this Section be considered if he is only appointed by his party, or do we have to apply Section 2, that a candidate is such after the issue of the writ?

**Mr. MacEachen:** That is the intention.

**Mr. Laflamme:** If this is so he cannot receive money.

**Mr. MacEachen:** The candidate, the official agent, a particular official agent cannot exist until there is a candidate for which he acts, and the candidate cannot exist until after a writ is issued.

**Mr. Laflamme:** Correct.

**Mr. MacEachen:** Until that point no money can come in through this method anyway. Right?

**Mr. Laflamme:** yes.

**Mr. MacEachen:** So, we are at one up to that point.

**Mr. Laflamme:** To the official agent.

**Mr. MacEachen:** To the official agent.

**[Interprétation]**

**M. MacEachen:** Oui, vous avez raison. Je crois que cela devrait être éclairci. Je crois que nous le faisons dans un amendement.

**Le président:** Monsieur Blaker.

**M. Blaker:** A part ce projet de loi un candidat n'est défini que dans la Loi électorale en tant qu'individu qui se porte lui-même candidat; il a exprimé l'intention de le faire. Cela renforce peut-être le point de vue de M. Laflamme.

**M. Laflamme:** Il faut faire plus qu'exprimer une intention, parce que si vous lisez l'article 2 de la Loi électorale, un candidat:

... désigne tout individu, officiellement présenté comme candidat à une élection, ...

Je ne sais pas comment une personne peut être présentée officiellement si elle ne se présente pas au président d'élections d'une circonscription quelconque.

**M. MacEachen:** Il y a une autre interprétation:

«Candidat» ou «candidat à une élection» désigne tout individu, officiellement présenté comme candidat à une élection, ...

c'est-à-dire le président d'élection ...

**M. Laflamme:** C'est ça.

**M. MacEachen:**

... ou qui se porte lui-même candidat ou est déclaré candidat par d'autres avec son consentement, après le jour de l'émission du bref d'élection, ou après la dissolution du Parlement ou lorsque se produit une vacance par suite de laquelle est finalement émis un bref d'élection;

**M. Laflamme:** Oui, mais je veux savoir si en vertu de cet article un candidat peut être considéré s'il n'est que nommé par son parti, ou devons-nous mettre en application l'article 2, selon lequel une personne ne devient candidat qu'après l'émission du bref d'élection?

**M. MacEachen:** C'est cela notre but.

**M. Laflamme:** Dans ce cas, il ne peut pas recevoir de l'argent.

**M. MacEachen:** Le candidat, l'agent officiel, un agent officiel en particulier, ne peut exister avant qu'il y ait un candidat pour lequel il agit, le candidat ne peut exister qu'après l'émission d'un bref d'élection.

**M. Laflamme:** C'est exact.

**M. MacEachen:** Jusqu'à ce moment-là il ne peut recevoir aucune somme d'argent par ces moyens. Est-ce exact?

**M. Laflamme:** Oui.

**M. MacEachen:** Eh bien, nous sommes d'accord jusqu'à ce point-là.

**M. Laflamme:** Jusqu'à l'agent officiel.

**M. MacEachen:** Jusqu'à l'agent officiel.

## [Text]

**Mr. Laflamme:** Of the candidate.

**Mr. MacEachen:** Yes.

**Mr. Laflamme:** Section 62.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Could he be appointed? Who appoints the official agent?

**Mr. MacEachen:** The candidate.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Who does not exist.

**Mr. MacEachen:** A candidate cannot exist until there is a dissolution or a writ or a vacancy causing a by-election. You cannot have a candidate before that.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** And you cannot have an official agent until you have a candidate.

**Mr. MacEachen:** Right.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** So there is nobody who can receive the funds until a writ or a dissolution.

**Mr. MacEachen:** Exactly, except registered agents and the chief agent.

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, what happens from the time the writ has been issued until he has been officially nominated?

**Mr. MacEachen:** He is a candidate after the writ. If I say, after the writ is issued, I am a candidate. I can appoint an agent.

**Mr. Lachance:** Yes, but if no one says that after the writ has been issued until he has been nominated at a convention, how about the time? It could be a week, two weeks, three weeks. Two weeks before the election there is an official nomination.

**Mr. MacEachen:** Right.

**Mr. Lachance:** Well, it happens in some constituencies that the candidates are chosen very shortly before the official nomination. What happens between the issuance of the writ and the official nomination of a candidate, when there is no candidate?

**Mr. MacEachen:** If after the issuance of the writ I declare myself to be a candidate and appoint an agent, my agent can begin collection of funds under the law.

• 1635

**Mr. Lachance:** Mr. Minister, party supporters are working in a constituency, sometimes for one week, two weeks, three weeks, until the official nomination of a candidate. In the meantime, the candidate has not been chosen; he cannot choose his official agent. So what happens?

**Mr. MacEachen:** Under the present law, the normal procedure is for a man to be nominated by a political party—that is one step. The final step is that he files his papers with the returning officer; then he is an official candidate.

**Mr. Lachance:** Yes, but then I pick up where I left off. I am still in the dark.

## [Interpretation]

**M. Laflamme:** Du candidat.

**M. MacEachen:** Oui.

**M. Laflamme:** L'article 62.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-il possible de le nommer? Qui nomme l'agent officiel?

**M. MacEachen:** Le candidat.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Qui n'existe pas.

**M. MacEachen:** Un candidat ne peut exister qu'après la dissolution du Parlement ou après l'émission d'un bref d'élection ou lorsque se produit une vacance par suite de laquelle est émis un bref d'élection. Jusqu'à ce moment-là on ne peut pas avoir de candidat.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Et on ne peut pas avoir un agent officiel si on n'a pas de candidat.

**M. MacEachen:** C'est exact.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Personne ne peut recevoir les fonds avant l'émission d'un bref ou avant la dissolution.

**M. MacEachen:** C'est exact, sauf les agents enregistrés et l'agent principal.

**M. Lachance:** Monsieur le président, qu'est-ce qui se passe à partir de l'émission du bref jusqu'à la nomination officielle du candidat?

**M. MacEachen:** Il est candidat à partir du jour de l'émission du bref. Si je dis après l'émission du bref, je suis candidat. Je peux nommer un agent.

**M. Lachance:** D'accord, mais si personne ne le dit après l'émission du bref jusqu'à sa nomination à une convention, combien de temps cela va prendre? Cela pourrait prendre une semaine, même deux ou trois. Deux semaines avant les élections il y a une nomination officielle.

**M. MacEachen:** C'est exact.

**M. Lachance:** Eh bien, dans certaines circonscriptions il arrive que les candidats soient choisis juste avant la nomination officielle. Qu'est-ce qui se passe entre l'émission du bref et la nomination officielle du candidat, quand il n'y a pas de candidat?

**M. MacEachen:** Si après l'émission du bref je me déclare candidat et si je me nomme un agent, cet agent a le droit, en vertu de la Loi, de commencer à récupérer des fonds.

**M. Lachance:** Monsieur le ministre, il arrive que des partisans du parti travaillent dans une circonscription parfois pendant une semaine, deux semaines ou même trois semaines avant que le candidat soit officiellement nommé. Dans l'intervalle, le candidat n'a pas été choisi, il ne peut donc pas désigner son agent officiel. Qu'arrive-t-il alors?

**M. MacEachen:** En vertu de la loi actuelle, le parti politique nomme normalement un homme—c'est déjà un pas en avant. L'étape définitive consiste pour lui à présenter ce document au président d'élection et il devient ainsi candidat officiel.

**M. Lachance:** Oui, mais je vais maintenant continuer. Je n'ai toujours pas bien compris.

[Texte]

**Mr. MacEachen:** I take the view that, legally, after the issuance of the writ or dissolution or a vacancy in a constituency, that an individual, under the present law, is a candidate and can appoint an agent.

**Mr. MacDonald (Egmont):** The problem here, if I may intercede for a moment, that Mr. Lachance is concerned about is, when there is no candidate and nobody has declared that they are going to be a candidate, between the issuance of the writ and the time when a candidate comes forward, can the party in that constituency receive funds?

**Mr. MacEachen:** Sure. Through a registered agent.

**Mr. Lachance:** How can you appoint a registered agent when there is no candidate?

**Mr. MacEachen:** The registered agent is appointed by the chief agent of the party.

**Mr. Dick:** A supplementary on that one, please. Will money received by this registered agent, who has been appointed by the chief agent, be considered as funds going to the chief agent and to the national party, because he has been appointed that way, or will it be money which could then be put towards the candidate once he is nominated in that area and declared that way?

**Mr. MacEachen:** That is an internal party decision. It is not the job of this bill to regulate every aspect of political parties, for disclosure. The registered agent must disclose the contributions to the chief agent who, in turn, must disclose them to the chief electoral officer.

**Mr. Dick:** But if he does that, then it is going to go into the national coffer. Or can he give them to the registered agent who retains the funds and, once the candidate is nominated, turns them over to the official agent of that candidate and have them declared as going into the constituency organization.

**Mr. MacEachen:** Yes.

**Mr. Dick:** Okay.

**The Chairman:** Mr. Clark, on a supplementary.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** What do you do in the case of an independent, or a candidate for a party so minority that it is not a registered party, who declares himself a candidate prior to a writ or a dissolution? He has no chief agent to appoint a registered agent because he does not belong to a party. How does he collect funds under this?

**Mr. MacEachen:** He can collect but he cannot get tax credits.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I see.

**Mr. Dick:** He is discriminated against.

**Mr. MacEachen:** That is the structure of the bill; it is not provided for. There are certain qualifications to be a registered party and the registered party has registered agents; and unless you have that situation, the independent, as I understand it, is not eligible to appoint an agent and gather funds until these conditions that I have mentioned already have been met.

[Interprétation]

**M. MacEachen:** Il me semble que légalement après l'émission d'un bref ou après une dissolution ou lorsqu'il y a vacance dans une circonscription, en vertu de la loi actuelle, une quelconque personne peut devenir candidat et nommer un agent.

**M. MacDonald (Egmont):** Si je puis me permettre de vous interrompre pendant un instant, il me semble que le problème qui préoccupe M. Lachance, c'est lorsqu'il n'y a pas de candidat et que personne ne se présente comme candidat, entre l'émission d'un bref et le moment où un candidat se présente, le parti peut-il recevoir des fonds dans cette circonscription?

**M. MacEachen:** Certainement, par l'intermédiaire de l'agent enregistré.

**M. Lachance:** Comment peut-on nommer un agent enregistré lorsqu'il n'y a pas de candidat?

**M. MacEachen:** L'agent enregistré est nommé par l'agent principal du parti.

**M. Dick:** J'aimerais poser une question supplémentaire, s'il vous plaît. L'argent reçu par l'agent enregistré qui a été nommé l'agent principal sera-t-il considéré comme un fonds dont bénéficie l'agent principal et le parti national du fait qu'il a été nommé de cette manière ou sera-t-il considéré comme de l'argent versé au candidat une fois qu'il aura été nommé dans cette région et déclaré comme tel?

**M. MacEachen:** Cette décision relève du parti. Ce bill n'a pas pour but de réglementer tous les aspects des partis politiques pour qu'ils soient ainsi révélés. L'agent enregistré doit dire à l'agent principal quelles ont été les contributions et celui-ci à son tour doit le dire au directeur général des élections.

**M. Dick:** S'il agit ainsi, alors cela va aller dans les coffres nationaux. Ou cet argent peut-il être donné à l'agent enregistré qui va le garder et, une fois que le candidat aura été nommé, il les donnera à l'agent officiel de ce candidat et il les déclarera comme fonds d'organisation de la circonscription.

**Mr. MacEachen:** Oui.

**M. Dick:** Très bien.

**Le président:** Monsieur Clark, pour une question supplémentaire.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Que fait-on dans le cas d'un candidat indépendant ou d'un candidat d'un parti qui est si faible qu'il n'a pas eu le droit de s'inscrire, et qui se déclare candidat avant le bref ou la dissolution? Il n'a pas d'agent principal pour nommer un agent enregistré parce qu'il n'appartient pas à un parti. Comment obtient-il ses fonds en vertu de ce bill?

**M. MacEachen:** Il peut obtenir des fonds, mais sans l'avantage de déduction fiscale.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je vois.

**M. Dick:** Il fait l'objet de partialité.

**M. MacEachen:** Le bill est ainsi libellé et ce cas n'y figure pas. Il faut répondre à certaines exigences pour être un parti enregistré et le parti enregistré a des agents enregistrés. Lorsque tel n'est pas le cas, lorsqu'il s'agit d'un indépendant, si j'ai bien compris, il n'a pas le droit de nommer un agent et d'obtenir des fonds avant qu'il ne remplisse les conditions que j'ai déjà mentionnées.



[Text]

**An hon. Member:** What is Roch La Salle going to do?

**Mr. Laflamme:** Mr. Chairman, I just want to get back to a bit of confusion that has arisen. In Section 62, it says that every candidate shall appoint an official agent; so there is no official agent that has to be appointed by the party because the candidate has to appoint an official agent.

**An hon. Member:** He cannot until he exists.

**Mr. Laflamme:** Yes, correct; but I think these things could be revised by the law officers. At this point, when you say that, on the year—what do we say in French—pour une année d'imposition—in respect of an amount contributed by the taxpayer in the year. So it cannot be applied to a constituency.

**Mr. MacEachen:** Yes it can.

**Mr. Laflamme:** How?

**Mr. MacEachen:** Take the registered party. The registered party is an operation on an annual basis, and it is provided for in the law that the leader of the party, I think, gives to the chief electoral officer the name of a chief agent who is able to spend and collect for the party and also there can be listed registered agents who can be dispersed throughout the country, who can collect for the chief agent on an annual basis. So it is quite possible and, indeed, it is within the structure of the bill that the chief agent of a registered party could nominate a registered agent in each federal constituency who could on an annual basis collect money and issue tax receipts.

• 1640

**Mr. Laflamme:** In what section is that spelled out?

**Mr. MacEachen:** It is on page three and page four. So that is how it happens. It makes it possible for a registered party to operate financially within a constituency if it wished.

**Mr. Laflamme:** What then happens if the candidate, after he is appointed, appoints an agent other than the registered agent appointed by the chief agent of the party and what happens to the money?

**Mr. MacEachen:** It is clear that the money collected by an official agent is collected for the candidate, there is no question about that.

**Mr. Lachance:** Correct, or for the party.

**Mr. MacEachen:** No, for the candidate.

**Mr. Lachance:** Yes, in his constituency.

**Mr. MacEachen:** Yes, strictly. If a registered agent who is operating under the aegis of the registered party and listed by the chief agent can collect on an annual basis, he can transfer the funds to the headquarters or they could be dispersed locally on maintenance with the knowledge of the chief agent or at election time they could be transferred from that registered agent to the official agent of the candidate.

**Mr. Laflamme:** If the agent of the chief agent were to give the money back to his chief instead of sending the money to the agent chosen by the candidate...

[Interpretation]

**Une voix:** Que va faire Roch LaSalle?

**M. Laflamme:** Monsieur le président, j'aimerais revenir sur un point qui me semble être devenu obscur. L'article 62 prévoit que chaque candidat doit nommer un agent officiel; le parti n'a donc pas à nommer d'agent officiel puisque le candidat doit le nommer.

**Une voix:** Tant qu'il n'existe pas, cela n'est pas possible.

**M. Laflamme:** Oui, c'est exact; mais je pense que ceci pourrait être étudié par les légistes. Pour l'instant, on parle d'une année... que dit-on en français... une année d'imposition... et il s'agit d'une somme versée par le contribuable durant l'année. Alors cela ne peut pas s'appliquer à une circonscription.

**M. MacEachen:** Mais si.

**M. Laflamme:** Comment?

**M. MacEachen:** Prenons l'exemple du parti enregistré. Les opérations financières d'un parti enregistré sont calculées annuellement et il est prévu dans la loi que le chef du parti donne, je pense, au directeur général des élections le nom d'un agent principal qui peut dépenser et recueillir les fonds pour ce parti et il peut également y avoir des agents enregistrés qui figurent sur une liste et qui peuvent être envoyés partout dans le pays pour recueillir des fonds pour l'agent principal chaque année. Il est donc tout à fait possible et cela figure dans le projet de loi en question, à savoir que l'agent principal d'un parti enregistré peut nommer un agent enregistré dans chaque circonscription

fédérale lesquelles peuvent chaque année recueillir des fonds et établir des reçus aux fins de l'impôt.

**M. Laflamme:** Dans quel article cela figure-t-il?

**M. MacEachen:** C'est aux pages 3 et 4. C'est donc ainsi que cela se passe. Un parti enregistré peut donc avoir son propre budget dans une circonscription donnée s'il le désire.

**M. Laflamme:** Qu'arrive-t-il si le candidat, une fois qu'il a été nommé, désigne un agent qui n'est pas l'agent enregistré nommé par l'agent principal du parti et qu'advient-il des fonds?

**M. MacEachen:** Il est clair que l'argent recueilli par un agent officiel est recueilli pour le candidat, cela ne fait aucun doute.

**M. Lachance:** C'est exact, ou encore pour le parti.

**M. MacEachen:** Non, pour le candidat.

**M. Lachance:** Oui, dans sa circonscription.

**M. MacEachen:** Oui, strictement. Si un agent enregistré travaille sous l'égide d'un parti enregistré et figure sur les listes de l'agent principal, il peut annuellement recueillir des fonds, il peut ensuite les transférer au quartier général ou les dépenser localement pour l'entretien avec l'approbation de l'agent principal ou lors de l'élection ces fonds peuvent passer de l'agent enregistré à l'agent officiel du candidat.

**M. Laflamme:** Si l'agent de l'agent principal devait rendre cet argent à son responsable au lieu de l'envoyer à l'agent qui a été choisi par le candidat...



## [Texte]

**Mr. MacEachen:** There is nothing in the proposed law to prevent that. We figure the parties would be able to work out those arrangements themselves.

**Mr. Laflamme:** I believe so, but this is very important. Since there is a tax reduction on an annual basis, I think we have to word it in such a way that parties can collect money from friends and supporters and the donors can then benefit from this clause.

**Mr. MacEachen:** Definitely, definitely.

**The Chairman:** Mr. Blaker.

**Mr. Blaker:** Mr. MacEachen, we have been over that subject on a number of occasions and I have been one of those who has somewhat harassed you on it, but I fear I may see another difficulty that I would like to raise here.

To be clear, it is understood that in terms of this bill the definition of a candidate is a human being with an official agent, and he cannot have an official agent until an election has been called. Therefore, you cannot, for one line of thinking, be a candidate until an election has been called. You have raised a second possibility for candidates' fund raising which indicates that through a registered agent of the registered party it would be possible for candidates or for people to have fund-raising benefits or events and, as I understand it, the underlying concept would be that there is a registered agent of the party who accepts what amounts to a trust, that is to say in due course when the individual then becomes a candidate as defined, the funds which have been collected through a fund-raising benefit would be turned over . . .

**Mr. MacEachen:** Could be.

**Mr. Blaker:** Could be turned over and might not be, as a matter of fact.

**Mr. MacEachen:** Correct.

**Mr. Blaker:** One wants to get along very well with the registered agent of one's party as this is set up.

**Mr. MacEachen:** Yes.

**Mr. Blaker:** In Clause 20 on page 35, which is the clause relating to the taxation deductions. It is made evident, and I think it is clear that a contribution by an individual corporation or whatever can be made at any time on an annual basis to a registered party and it would benefit from the tax deduction provisions of this bill.

• 1645

If an individual decided to enter into a fund-raising event and did so in the expectation that he would become, officially speaking, a candidate at the next following election, assuming that an election were forthcoming in the same year but did not, is there any possibility of an interpretation of this bill the result of which would be that the donations were made to the man, whom we loosely refer to as the candidate, and would not be tax deductible?

**Mr. MacEachen:** What is the fund-raising event? There is nothing to prevent any body's having a fund-raising event, and that body could hold the money; and when the candidate is created or creates himself the money could be transferred to him. That could be done totally outside the tax credit system; perhaps even contributions, raised money. You do not have to get a tax credit if you do not want to.

## [Interprétation]

**M. MacEachen:** Il n'y a rien dans la loi proposée qui empêche cela. Il nous semble que les partis seraient à même de faire leurs propres arrangements.

**M. Laflamme:** Je le crois, mais c'est très important. Puisqu'il y a des déductions fiscales annuelles, je pense qu'il faut le dire de manière que les partis puissent bénéficier des dons de leurs amis ou de leurs adhérents et que les donateurs tirent avantage de cette même clause.

**M. MacEachen:** Certainement, certainement.

**Le président:** Monsieur Blaker.

**M. Blaker:** Monsieur MacEachen, nous avons discuté cette question un certain nombre de fois et je suis parmi ceux qui vous ont le plus ennuyé à ce sujet, mais je crains de percevoir un autre problème qu'il me faut poser.

Il me semble nettement qu'aux termes de ce bill la définition d'un candidat est un être humain qui a un agent principal et qu'il ne peut avoir d'agent principal avant qu'une élection n'ait été décidée. En conséquence, il est impossible d'être candidat avant qu'une élection n'ait été annoncée. Vous avez donné une seconde possibilité pour la collecte de fonds des candidats qui laisse entendre que par l'intermédiaire d'un agent enregistré d'un parti enregistré il serait possible au candidat ou autre personne d'organiser des réunions pour collecter des fonds et, si j'ai bien compris, l'idée serait que l'agent enregistré du parti accepte ce qui correspond à une fiducie, c'est-à-dire qu'en temps utile lorsque quelqu'un devient un candidat comme prévu, les fonds qui ont été collectés grâce à ces réunions sont transférés.

**M. MacEachen:** Pourraient l'être.

**M. Blaker:** Pourraient en fait être transférés ou non.

**M. MacEachen:** Exact.

**M. Blaker:** Dans ce cas on a intérêt à très bien s'entendre avec l'agent enregistré de son parti.

**M. MacEachen:** Oui.

**M. Blaker:** A l'article 20 de la page 35 qui porte sur les déductions fiscales. C'est évident, et il me semble clair qu'une société particulière peut offrir à tout moment une contribution annuelle à un parti officiel, profitant ainsi des avantages fiscaux prévus par le bill.

Si un individu décide de recueillir des fonds électoraux et qu'il le fait pour devenir officiellement candidat lors des élections suivantes, au cas où des élections seraient prévues pour la même année mais qu'elles n'aient pas lieu, serait-il possible d'interpréter le bill de façon à ce que les donations soient adressées à la personne vaguement définie comme étant le candidat, et soient imposables?

**M. MacEachen:** Qu'est-ce que la collecte de fonds? Rien n'empêche un organisme de recueillir des fonds, et cet organisme pourrait détenir l'argent; lorsque le candidat est choisi ou se déclare tel, l'argent peut lui revenir. Cela peut se faire tout à fait en dehors du système de déductions d'impôt; peut-être même les contributions et l'argent recueillis. On n'est pas obligé d'avoir de crédit d'impôt si on ne le veut pas.

[Text]

**Mr. Blaker:** May I rephrase my question?

**Mr. MacEachen:** Yes.

**Mr. Blaker:** There are two times when an individual may wish to or can have a fund-raising event. One is after the writ is called and he has an official candidate so there can be no question as to the tax-deductibility provisions. Any donation made to such an individual, called a candidate, through an official agent would benefit from the tax credit provisions of this bill.

What happens if an individual holds a fund-raising event in the expectation of an election which does not occur that year? Do you interpret the proposed section to mean that since the candidate went through the registered agent of a party, consequently the deduction remains available to the donor even though it is intended for a candidate?

**Mr. MacEachen:** Yes.

**Mr. Blaker:** Fine, thank you.

**The Chairman:** Mr. Lachance.

**Mr. Lachance:** I have some questions on two of the matters dealt with in this bill among others, Mr. Minister. One is the disclosure of subscriptions and the other is the tax deductions. On the disclosure, if an individual or a corporation gives \$99 to each official agent of each candidate of a party, when the official agent of this candidate makes his report to the returning officer he does not have to disclose the name of the person or individual from whom he received the \$99. Am I correct?

**Mr. MacEachen:** Yes, that is correct.

**Mr. Lachance:** But it happens that this individual or this corporation has subscribed \$99 to 265 members, 264 or 265...

**Mr. MacEachen:** Mr. Laflamme will not accept this.

**Mr. Lachance:** ... candidates, or more if you have more members sitting in the House. This would amount to quite a bit of money, by the way, 265 times \$99, that makes—I do not know, I cannot count that amount...

**An hon. Member:** Twenty-five thousand dollars.

**Mr. Lachance:** Twenty-five thousand, yes. That is a fair amount of money, by the way...

**Mr. MacEachen:** Yes.

**Mr. Lachance:** ... and who would know? How could you know that this individual or this corporation has subscribed \$25,000 to a party through the official agents of each candidate of its party?

• 1650

**Mr. MacEachen:** In the hypothetical case the disclosure would not take place. I personally believe that it would be a very rare occurrence; I do not regard it as a real problem, but theoretically it could happen.

**Mr. Lachance:** No, but someone might wish to make a contribution of \$2,000 and does not want to have it disclosed. He does not care whether it is deductible, but he could send it to 21 members.

**Mr. MacEachen:** We could provide in the bill that any such individual would have to disclose himself.

[Interpretation]

**M. Blaker:** Puis-je reprendre ma question?

**M. MacEachen:** Oui.

**M. Blaker:** Il y a deux moments où un particulier peut recueillir des fonds. D'abord après l'émission du bref, il dispose alors d'un candidat officiel et les dispositions sur la déductibilité s'appliquent à coup sûr. Toute donation versée à une personne désignée comme candidat par l'entremise d'un agent officiel est soumise aux dispositions de ce bill portant sur les crédits d'impôt.

Que se passe-t-il si un individu recueille des fonds en prévision d'élections qui n'ont pas lieu la même année? Votre interprétation de l'article proposé est-elle que puisque le candidat est passé par un agent enregistré d'un parti, la déduction reste acquise au donateur même si elle est destinée au candidat?

**M. MacEachen:** Oui.

**M. Blaker:** Très bien, je vous remercie.

**Le président:** Monsieur Lachance.

**M. Lachance:** J'aimerais vous interroger sur deux des questions abordées entre autres dans le bill, monsieur le ministre. La première est celle de la déclaration des souscriptions, et l'autre, celle des déductions fiscales. Pour ce qui est de la déclaration, si un particulier ou une société verse \$99 à chaque agent officiel de chaque candidat d'un parti, lorsque cet agent officiel ou ce candidat fait son rapport au président d'élections, il n'a pas à donner le nom de la personne dont il a reçu les \$99. Est-ce bien cela?

**M. MacEachen:** Oui, c'est cela.

**M. Lachance:** Mais il se peut que ce particulier ou cette société ait versé \$99 à 265 membres...

**M. MacEachen:** M. Laflamme n'acceptera pas cela.

**M. Lachance:** ... 265 candidats ou plus s'il y a plus de députés à la Chambre. Cela fait un bon paquet d'argent, d'ailleurs, 265 fois \$99, cela fait... je ne sais pas, je ne peux pas compter si haut.

**Une voix:** Vingt-cinq mille dollars.

**M. Lachance:** C'est ça, \$25,000. Cela fait beaucoup d'argent...

**M. MacEachen:** Oui.

**M. Lachance:** ... et qui s'en apercevrait? Comment savoir que ce particulier ou cette société a versé \$25,000 à un parti par l'entremise des agents officiels de chaque candidat de ce parti?

**M. MacEachen:** Dans le cas, hypothétique, où la chose ne serait pas ébruitée. Je pense personnellement que cela doit être très rare; et je ne pense pas que ce soit un vrai problème, mais, théoriquement, cela pourrait arriver.

**M. Lachance:** Non, mais quelqu'un pourrait vouloir offrir \$2,000 sans que cela se sache. Peu lui importerait qu'il soit déductible, à condition qu'il les envoie à 21 membres.

**M. MacEachen:** Le bill pourrait prévoir qu'une telle personne doive déclarer sa contribution.

*[Texte]*

**Mr. Lachance:** If we want a bill to have teeth in it, I think the Chief Returning Officer should have all the manpower and equipment to make the aggregates of all the contributions from one individual or one corporation.

**Mr. Dick:** In this case they would not even disclose it to the Chief Electoral Officer because it is less than \$100.

**Mr. MacEachen:** Right.

**Mr. Dick:** We could have complete disclosure if you want to do that.

**Mr. Lachance:** Of course, it would not be disclosed; you have the answer. I will be frank with you, Mr. Minister, if I do not want to disclose how much money I want to give to a party, I would do that.

**Mr. MacEachen:** But you will not get the tax credits.

**Mr. Lachance:** You know very well that many persons are not interested in the disclosure of electoral funds.

**Mr. MacEachen:** There is no difficulty in writing into the law a provision that will oblige any donor who would use that scatter method, to disclose himself if you think it is a real problem. I do not think it would be, but...

**Mr. Lachance:** I am afraid it may very well be.

**Mr. Dick:** How are you going to supervise it? You cannot supervise it. Writing it into the law would be useless wordage in a statute.

**The Chairman:** Mr. MacDonald, Egmont.

**Mr. MacDonald (Egmont):** It could be done with an amendment that would cover a series of individual donations to the candidates of the same parties in different ridings, something like that.

**Mr. MacEachen:** That could be done.

**Mr. MacDonald (Egmont):** I am more interested in the amount of money that the candidate will receive by reimbursement following the election. I am concerned at the way in which the bill sets up the matter. We have fairly elaborate means of keeping the candidate and the money in a set of separate compartments so that there cannot be a misuse or an abuse of funds during the actual election campaign. But following the campaign itself, particularly with a defeated candidate, there seems to be a loose and easy arrangement. The amount of money to be returned could be sent back, not to the agent or to an individual in trust of certain campaign expenses but would go directly to that candidate.

What is there to make an unsuccessful candidate honour those commitments? Under the law the candidate could simply pocket the thousands of dollars or whatever is involved and say: "So long it has been good to know you."

Why is the reimbursement sent to the candidate rather than to the registered agent or the officials who have acted on his behalf and who have incurred the expenditures of the election campaign?

*[Interprétation]*

**M. Lachance:** Si nous voulons un bill solide, il faut que le directeur général des élections dispose de la main-d'œuvre et du matériel nécessaires pour recueillir l'ensemble des contributions d'un particulier ou d'une société.

**M. Dick:** Dans ce cas, ce ne serait même pas déclaré au directeur général des élections car il s'agirait de moins de \$100.

**M. MacEachen:** C'est juste.

**M. Dick:** Si nous le voulons, nous pouvons obtenir des déclarations complètes.

**M. Lachance:** Ce ne serait évidemment pas déclaré; vous avez la réponse. Je vous avouerai franchement, monsieur le ministre, que si je ne voulais pas déclarer combien je donne à un parti, c'est ce que je ferais.

**M. MacEachen:** Mais vous n'obtiendriez pas d'avantages fiscaux.

**M. Lachance:** Vous savez très bien que beaucoup de gens n'aiment pas que l'on dévoile le montant des fonds électoraux.

**M. MacEachen:** Il n'est pas difficile d'ajouter à la loi une disposition obligeant tout donateur employant cette méthode à déclarer ses contributions si vous pensez que c'est un problème. Je ne pense pas que ce soit le cas, mais...

**M. Lachance:** J'ai bien peur que si.

**M. Dick:** Mais comment en vérifier l'application, c'est impossible. Il est inutile d'en parler dans la loi.

**Le président:** Monsieur MacDonald, d'Egmont.

**M. MacDonald (Egmont):** Cela pourrait se faire au moyen d'un amendement couvrant une série de donations individuelles aux candidats du même parti dans différentes circonscriptions, ou quelque chose du genre.

**M. MacEachen:** Cela pourrait se faire.

**M. MacDonald (Egmont):** Je m'intéresse plus au montant qu'un candidat recevrait par remboursement après les élections. Je m'intéresse à la manière dont le projet de loi traite de cette question. Nous avons des moyens assez perfectionnés de caser le candidat et les sommes dans des compartiments distincts pour qu'il ne puisse pay y avoir malversation au cours de la campagne électorale même. Mais après la campagne, surtout si un candidat est battu, les arrangements semblent pouvoir se faire facilement. Le montant à rembourser peut être envoyé non pas à l'agent ou à un responsable de certaines dépenses électorales, mais directement au candidat.

Qu'est-ce qui fera tenir ses engagements à un candidat malheureux? D'après la loi, il peut simplement empocher l'argent et dire: «Jusqu'ici, ça ne va pas trop mal.»

Pourquoi l'argent à rembourser est-il envoyé au candidat et non pas à l'agent certifié ou au responsable ayant agi en son nom et chargé des dépenses électorales?



[Text]

**Mr. MacEachen:** They are the candidate's expenses and he is an agent for the candidate. It is the candidate's problem really, the bills, the unpaid expenses. Right?

**Mr. Lachance:** Reimbursement could be made jointly to the agent and the candidate.

• 1655

**Mr. MacDonald (Egmont):** I do not get the nuance, or the difference that, in the instance where there is to be this rather substantial reimbursement, it would go directly to the candidate and not to the people who incurred those expenditures on the candidate's behalf. Is there not the potential for abuse or misuse of funds in that regard?

**Mr. MacEachen:** I suppose the same argument could be made about the agent.

**Mr. MacDonald (Egmont):** Yes, surely. That is why we have the agent.

**Mr. MacEachen:** You might find an irresponsible agent who would pocket the money as you would find an irresponsible candidate. But my understanding of the law is—and the legal people are here—that the man who is responsible for all that happens in the campaign is the candidate, and the agent acts for him. Anything the agent does really implicates the candidate.

**Mr. MacDonald (Egmont):** Then why the change?

**Mr. MacEachen:** The expenses are the candidate's expenses. I, personally, should think it better to have the candidate as the man who has the final responsibility. But I certainly would consider the question of whether it should be the agent or the candidate and see whether a change ought to be made.

**Mr. Dick:** A supplementary: it could be made jointly to the registered party of which he is a candidate, and to the candidate so there is probably some control to make sure that...

**The Chairman:** Mr. MacDonald is not through yet.

**Mr. MacDonald (Egmont):** I am happy to permit supplementaries; this is one area I should like to see clarified. As Mr. Dick suggests, there is at least some joint responsibility. I think there is a shift of emphasis with which I am not too happy; there is a very clear distinction in terms of being responsible for the finances of the candidate during the period when heavy expenditures are incurred. Then, following the election, the candidate himself—without any relationship at all to the people who are primarily responsible—receives this sum of money.

As I say, I am not sure, nor am I clear, that we are creating a situation for potential abuse.

**The Chairman:** It could be the other way too.

Mr. Howard.

**Mr. Howard:** Mr. Chairman, there are two matters I should like to raise. One is apropos the reimbursement to the candidate. The bill does say, "shall pay out of consolidated revenue to the candidate." Have you looked into this with the Department of National Revenue as to whether that constitutes income liable to taxation under the Income Tax Act?

[Interpretation]

**M. MacEachen:** Ce sont les dépenses du candidat et il est agent pour ce candidat. C'est en fait son problème: les comptes, qui ne sont pas payés, n'est-ce pas?

**M. Lachance:** Le remboursement pourrait être adressé simultanément à l'agent et au candidat.

**M. MacDonald (Egmont):** Je ne perçois ni la nuance ni la distinction dans le cas où ce remboursement important serait versé directement au candidat au lieu d'être remis aux gens qui ont fait ces dépenses au nom du candidat. N'y aurait-il pas possibilité d'abus ou de mauvaise gestion des fonds à cet égard?

**M. MacEachen:** Je suppose que l'on pourrait soutenir le même argument à propos de l'agent.

**M. MacDonald (Egmont):** Assurément. C'est la raison pour laquelle nous avons cet agent.

**M. MacEachen:** Vous pourriez trouver un agent irresponsable qui empocherait les fonds tout comme vous pourriez trouver un candidat malhonnête. Mais d'après la loi—et les experts en matière juridique sont parmi nous—celui qui est responsable de tout ce qui se produit durant la campagne est bien le candidat et l'agent qui s'en fait le porte-parole. Tout ce que fait ce dernier met effectivement en cause le candidat.

**M. MacDonald (Egmont):** Alors pourquoi ce changement?

**M. MacEachen:** Les dépenses sont celles du candidat. Personnellement, je préférerais que ce soit le candidat qui ait la responsabilité ultime. Mais je serais sûrement disposé à me demander si c'est l'agent ou le candidat qui doit assumer cette responsabilité et voir si un changement s'impose.

**M. Dick:** A titre de question supplémentaire: elle pourrait être présentée conjointement au parti enregistré dont il est le candidat ainsi qu'aux quatre derniers pour qu'il y ait une forme de contrôle qui puisse assurer...

**Le président:** M. MacDonald n'a pas terminé.

**M. MacDonald (Egmont):** Je suis enchanté d'accorder des questions supplémentaires; voilà bien un domaine que j'aimerais voir élucider. Ainsi que le dit M. Dick, il existe au moins une forme de responsabilité conjointe. Je pense qu'on met l'accent ailleurs, ce qui m'attriste quelque peu: il existe une distinction très nette qui établit la responsabilité financière du candidat durant la période où de fortes dépenses sont encourues. Ensuite, après l'élection, le candidat lui-même,—sans rapport aucun avec les gens qui sont les premiers responsables—touche cette somme d'argent.

Comme je l'ai dit, je ne suis pas certain qu'on ne crée pas une situation qui favoriserait des abus éventuels.

**Le président:** Le contraire pourrait se produire également.

Monsieur Howard.

**M. Howard:** Monsieur le président, j'aimerais soulever deux questions. La première touche au remboursement du candidat. Le projet de loi stipule que le remboursement «doit être payé à même le revenu consolidé au candidat.» Avez-vous demandé au ministère du Revenu national si cela constitue un revenu imposable aux termes de la loi de l'impôt sur le revenu?



[Texte]

**Mr. MacEachen:** It is not income.

**Mr. Howard:** What I want to inquire about, and you will have to help me find my way through the bill, relates to election expenses. In so far as the party is concerned, when a person pays for something out of his own pocket to an amount less than \$25, it is not considered to be an election expense—as I understand it. That is the clause that relates to agents, auditors and income and expenditures of registered parties.

I cannot find my way through the latter clauses of the bill to see whether the same provision relates to the expenditures or expenses of a candidate, whether the same \$25 is applicable. As I understand it, the reference has always been made as a comparison. It protects Mrs. Smith, who provides donuts and coffee, somebody who brings along a chicken, or who helps out in that way, from his own pocket, for less than \$25. People do not normally do that with respect to a registered party's operations at the national level, but they do a great deal of that at the constituency level for the candidate. Is there a similar saving provision with respect to election expenses as they relate to a candidate?

**Mr. MacEachen:** I cannot answer that, Mr. Howard.

**Mr. Blue:** Mr. Howard, there is such a provision in Subsection 62(5) of the Canada Elections Act.

**Mr. Howard:** I could not find it in the bill.

**Mr. MacEachen:** No, it is not in the bill.

• 1704

**Mr. Blue:** It is not contained in the bill, it is contained in the act.

**Mr. Howard:** Yes, it is in the act, so it is applicable. Thank you very much.

**The Chairman:** Before we adjourn—I thought we had agreement to adjourn at five o'clock—I would like to recall to the members that at our session on October 23, when we learned of the sudden illness of the Chairman of this Committee, Mr. Laflamme, it was decided that I would serve as Chairman in the interim until such time as he could be back with us. I see that Mr. Laflamme is now back with us and consequently, ladies and gentlemen, I resign from the post of Chairman. While I am doing this, I also want to thank all the members for their co-operation during the time that I was their Chairman. Thank you very much.

**The Clerk:** Members, as you have now heard, the Chair is vacant and I am ready to entertain nominations.

**Mr. O'Connor:** I nominate Mr. Laflamme.

**The Clerk:** Are there any further nominations?

It has been moved by Mr. O'Connor that Mr. Laflamme be elected Chairman of this Committee. Is it the pleasure of the Committee?

[Interprétation]

**M. MacEachen:** Ce ne sont pas des revenus.

**M. Howard:** Ce que je veux savoir et vous devrez m'aider à me retrouver dans ce projet de loi se rapporte aux dépenses électorales. En ce qui concerne le parti, quand une personne débourse à même sa propre poche un montant inférieur à \$25, ce dernier n'est pas considéré comme étant une dépense électorale, du moins autant que je sache. On retrouve ces détails dans la clause qui se rapporte aux agents ou vérificateurs, au revenu et aux dépenses des partis enregistrés.

Je ne puis pas me retrouver au beau milieu des dernières clauses du projet de loi pour voir si la même disposition se rapporte aux dépenses d'un candidat et pour savoir si ce même montant de \$25 est applicable. Quant à moi, le renvoi a toujours été fait à titre de comparaison. Cela protège M<sup>me</sup> Smith qui offre des beignes et du café ou encore un poulet ou toute autre personne qui défraie moins de \$25 à même sa poche. On n'agit pas normalement de cette façon eu égard aux activités d'un parti enregistré au niveau national mais certainement au niveau de la circonscription pour aider le candidat. Existe-t-il une disposition similaire de sauvegarde eu égard aux dépenses électorales d'un candidat?

**M. MacEachen:** Je ne peux pas répondre à cette question, monsieur Howard.

**M. Blue:** Monsieur Howard, il existe une telle disposition au sous-paragraphe 62(5) de la loi électorale du Canada.

**M. Howard:** Je ne pouvais pas la trouver dans ce projet de loi.

**M. MacEachen:** Non, cette disposition n'est pas incluse dans le bill.

**M. Blue:** Cette disposition n'apparaît pas dans le projet de loi mais bien dans la loi.

**M. Howard:** Oui et étant donné qu'elle est dans la loi elle est donc applicable. Je vous remercie beaucoup.

**Le président:** Avant d'ajourner la séance—je croyais que nous nous étions entendus pour ajourner à 5h.—j'aimerais rappeler aux membres qu'à notre séance du 23 octobre au moment où nous avons appris la maladie subite de M. Laflamme, président de ce Comité, il a été décidé que j'occuperais le poste de président intérimaire jusqu'à ce qu'il nous revienne. Je vois que M. Laflamme est de retour et, en conséquence, madame et messieurs, je vous présente ma résignation du poste de président. Au même moment, je tiens également à remercier tous les membres de leur collaboration durant l'exercice de mes fonctions de président. Je vous remercie beaucoup.

**Le greffier:** Messieurs les membres, comme vous venez de l'entendre le fauteuil présidentiel est vacant et je suis prêt à procéder aux nominations.

**M. O'Connor:** Je nomme M. Laflamme.

**Le greffier:** Y a-t-il d'autres nominations?

Il a été proposé par M. O'Connor que M. Laflamme soit élu président de ce Comité. Vous êtes d'accord?

[Text]

Motion agreed to.

**The Clerk:** I declare Mr. Laflamme has been elected and invite him to take the Chair.

**Mr. Reid:** Mr. Chairman, this evening will we be continuing general discussion or shall we be moving on to clause by clause?

**The Chairman:** This is what I was going to ask, Mr. Reid. I think we have a meeting at 8.00 o'clock this evening, and I would like to ask the Minister if he is available to appear this evening.

**Mr. O'Connor:** Mr. Chairman, I think it was our intention to try to get to clause by clause now . . .

**The Chairman:** Yes.

**Mr. O'Connor:** . . . we would be agreeable to launching into a clause-by-clause analysis tonight, and if the Minister is able to be here we would welcome his presence to help with problems that we may come across.

**Mr. MacEachen:** I will be here at 8 p.m., or as soon as I can. There is a CPA dinner which I promised to attend. I would like to go and come . . .

**Mr. Dick:** Very good.

**Mr. MacEachen:** Mr. Chairman, some amendments were—if I may ask for the indulgence of the Committee—circulated as we came in. Do you think it would be possible to have some time to consider these amendments before we have to vote on them or deal with them?

**Mr. O'Connor:** I think perhaps, Mr. Chairman, it will be possible to proceed through them and stack them for a vote at a subsequent time; at least entertain discussion on each of them as we go.

**The Chairman:** I believe it would be worthwhile for consideration of this bill that we start with Clause 2 and then proceed, but try to avoid going from one clause to another and that we do it in an orderly fashion. If there are some clauses that require attention from the Minister, or further study, then we will stand these amendments and then carry on. Is that agreeable?

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** The meeting stands adjourned until 8:00 o'clock this evening.

EVENING SITTING

• 2011

**The Chairman:** Gentlemen, order please. I see that we have a quorum. Before the recess, as you recall, some members suggested that we should start to study the bill we have before us clause by clause, starting with Clause 2.

**Mr. Dick:** Excuse me, Mr. Chairman. I was at the dinner for the Commonwealth Parliamentary Association with Mr. MacEachen and he said that he would be here. He left at the same time I did. He went to his office to grab his briefcase and he will be here.

[Interpretation]

La motion est adoptée.

**Le greffier:** M. Laflamme est déclaré élu et je l'invite à occuper le fauteuil présidentiel.

**M. Reid:** Monsieur le président, ce soir nous poursuivrons le débat général ou étudierons-nous le bill article par article?

**Le président:** C'est ce que j'allais demander, monsieur Reid. Je pense que nous avons une réunion à 20h. ce soir et j'aimerais demander au ministre s'il peut se mettre à notre disposition ce soir.

**M. O'Connor:** Monsieur le président, nous avions l'intention de procéder à l'examen du projet de loi article par article . . .

**Le président:** Oui.

**M. O'Connor:** . . . nous pourrions nous entendre pour nous plonger dans une analyse article par article ce soir et si le ministre pouvait être ici nous l'accueillerions chaleureusement pour qu'il nous aide à faire face aux difficultés qui pourraient surgir.

**M. MacEachen:** Je serai ici à 20h. ou aussitôt que possible. J'ai promis de me rendre à un dîner du CPA. J'aimerais donc y aller et revenir . . .

**M. Dick:** Excellent.

**M. MacEachen:** Monsieur le président, certains amendements—si je puis demander un appel à l'indulgence du Comité—ont été circulés à votre arrivée. Serait-il possible d'avoir un peu de temps pour étudier ces amendements avant de les aborder ou de procéder au vote.

**M. O'Connor:** Je pense qu'il serait possible, monsieur le président, d'en faire l'examen et de remettre à plus tard la mise aux voix; ou du moins les débattre un à un en cours de chemin.

**Le président:** Dans notre étude de ce bill, je pense qu'il serait utile que nous commençons par l'article 2 pour ensuite procéder à l'examen en évitant de passer d'un article à l'autre et en essayant de procéder d'une façon ordonnée. S'il existe certains articles exigeant l'attention du ministre ou une étude plus poussée de sa part nous réserverions alors ces amendements pour poursuivre la discussion. Êtes-vous d'accord?

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** La réunion est ajournée jusqu'à 20h. ce soir.

SÉANCE DU SOIR

**Le président:** Messieurs, à l'ordre s'il vous plaît. Je vois que nous avons un quorum. Avant la levée de la séance cet après-midi, quelques membres du Comité ont proposé que nous commençons l'étude du projet de loi dont nous sommes saisis, article par article, en commençant par l'article 2.

**M. Dick:** Excusez-moi, monsieur le président, j'ai assisté au banquet donné pour l'Association parlementaire du Commonwealth avec M. MacEachen, et il m'a dit qu'il allait venir ce soir. Il est parti en même temps que moi. Il est allé à son bureau chercher son porte-documents, et il va certainement venir.

[Texte]

**The Chairman:** He will be here any minute but I do not see any difficulty. We can start the discussion.

**Mr. McKinnon:** As long as we do not talk about him.

**The Chairman:** Is it agreed that we start with Clause 2? We will try to proceed in an orderly fashion but some members could raise points on a clause we are discussing that could raise amendments in the following clause. I believe we could stand these clauses and study them later.

I have a list of proposed amendments. The Chair is going to look at these amendments as we study the bill and how they apply to specific sections under discussion. Then I will entertain the motions on the amendments in the order in the timetable that they have been presented and deposited in the hands of the Clerk. I was told by the Clerk that in some sections, two, three or four amendments propose changing words. I think it has to be specified at the start that there is only one way for the Chair to look at these amendments and have them decided by the Committee and that is to present them for the consideration of the members in the order that they have been tabled with the Clerk. This way will be fair to everyone.

**Mr. Dick:** Mr. Chairman, there was an informal meeting at which Mr. O'Connor suggested that there were three areas in which there could be problems. If we could get rid of these three areas probably things would follow very rapidly.

• 2015

One of the areas, of course, was Clause 2. I presume we will pass Clause 1 very quickly, although Clause 2 might take some time. The second area which was concerned, other than Clause 2, was the broadcasting section, and the third area was an enforcement section.

**Mr. Chairman,** is my understanding correct, that we would deal with Clause 2, then Clause 15 dealing with broadcasting and try and get it out of the way, then to the enforcement section and try and get that out of the way, and then we could come back to Clause 3 and follow right along—because I believe those are the three areas of contention? This might be faster than the normal way of proceeding.

**The Chairman:** I did attend the informal meeting of this Committee at lunch time and I believe there was no definite agreement on the way we should proceed. I believe, if we really want to make progress, we should take Clause 2 and, if there are some related sections, we could discuss them at the same time. At least we would be starting somewhere. If we do not have some such arrangement perhaps one member may want to discuss a given point and someone else an other point and we never will reach a decision. All we would be doing is getting the general views of people.

**Mr. Dick:** I agree to starting with Clause 2 but, following Clause 2, the next one we discussed at lunch which may be a problem clause was Clause 15, and I was wondering if we could deal with that after we dealt with Clause 2 and any

[Interprétation]

**Le président:** Il va venir d'un moment à l'autre, mais je ne vois pas de problème. Nous pouvons commencer la discussion.

**M. McKinnon:** Mais il ne faut pas que nous parlions de lui.

**Le président:** Tout le monde est d'accord pour commencer à l'article 2? Nous allons essayer de procéder d'une façon disciplinée, mais quelques membres du Comité pourraient soulever des points concernant un article dont nous parlons, si ces points pourraient entraîner des amendements dans la clause suivante. Je crois que nous pourrions réserver ces articles et les examiner plus tard.

J'ai devant moi une liste d'amendements qui ont été proposés. Je vais examiner ces amendements au fur et à mesure que nous étudions le projet de loi, afin de voir comment il s'applique aux sections spécifiques du projet de loi que nous discutons. A ce moment-là, je vais considérer les motions portant sur les amendements dans l'ordre dans lequel ces motions ont été présentées au Comité et données au greffier. Le greffier m'a dit, 2, 3 ou 4 amendements proposent des changements dans le libellé de certaines sections du projet de loi. Je crois qu'il nous faut préciser au début qu'il n'y a qu'une façon pour nous de considérer ces amendements et d'arriver à une décision. Il nous faut les considérer dans l'ordre duquel on les a présentés, pour que ce soit juste pour tout le monde.

**M. Dick:** Monsieur le président, à une réunion officielle, M. O'Connor a dit qu'il y a trois parties du projet de loi qui pourraient poser des problèmes. Si nous pouvions disposer de ces trois parties du bill, le reste du travail pourrait peut-être se faire assez vite.

Une des parties du projet de loi mentionnée, naturellement, était l'article 2. Je suppose que l'article 1 sera adopté assez rapidement, mais l'article 2 pourrait prendre plus de temps. La deuxième partie du projet de loi concernée, après l'article 2, était celle qui se rapportait à la radiodiffusion, et la troisième partie était celle qui concernait la mise en vigueur du projet de loi.

Monsieur le président, ai-je raison de croire que nous allons examiner l'article 2 en premier lieu, afin de considérer l'article 15, qui parle de la radiodiffusion, pour passer ensuite à la partie du bill portant sur la mise en application du projet de loi. Une fois que nous aurons terminé l'étude de ces trois parties du bill, nous pourrions revenir à l'article 3 et procéder avec l'étude des autres articles, étant donné que les trois parties susmentionnées sont celles qui posent des problèmes? Ce sera peut-être plus rapide que la façon usuelle de procéder.

**Le président:** Oui, j'ai assisté à la réunion officielle du comité à l'heure du lunch, et je ne crois pas que nous soyons arrivés à un accord définitif sur la façon de procéder. Si nous voulons vraiment faire du progrès, je crois que nous devrions étudier l'article 2, et, s'il y a d'autres parties s'y rapportant, nous pourrions en parler en même temps. Nous aurons au moins commencé le travail. Si nous n'avons pas une façon définitive de procéder, les membres du comité vont passer leur temps à soulever des points divers, et nous n'allons jamais arriver à une décision. Nous n'allons à ce moment-là que des avis généraux.

**M. Dick:** Je suis d'accord pour que nous commençons avec l'étude de l'article 2. Mais, après l'article 2, nous pourrions peut-être poursuivre avec l'article 15, ainsi qu'avez tous les articles qui s'y rapportent, étant donné que



[Text]

pertaining clauses. Then we could go on to the enforcement which is not really written into the bill in any substantial way and deal with that. After that we could come back. Would that be the order you intend to follow, sir?

**The Chairman:** I am in your hands for the final decision on this.

**Mr. Howard:** Mr. Chairman, there is a bit of presumption involved here. Yes, that matter was raised at the luncheon meeting, but it presumes that those are the only clauses about which there might be contention or disagreement. I did not raise them at lunch because that was just simply an informal meeting and this is the meeting at which we make decisions.

I think the only course the Chair can follow is to commence at the beginning of the bill and proceed through. Then if, in the course of doing that, we make an amendment to one part of the bill that may necessitate a companion amendment to something else we can either proceed to that other clause then or hold it over, and deal with it after.

In addition, I think I should make another point, that we would be well advised not to deal with the bill clause by clause—Clause 2 extends over two or three pages and Clause 4 extends over nine or ten pages—but rather proceed through it in a subclause way when you get to that consideration, so that we can sort of proceed in a paragraphic way through the pages of the bill and be somewhat orderly. Otherwise we will be ranging back and forth over eight or ten pages of the bill, even though they may be in only one clause.

**Mr. McKinnon:** Mr. Chairman, I tend to agree with Mr. Howard. I think by a happy coincidence, we are at Clause 2; it comes first and is one of the problem clauses. So perhaps we could try that without discussing what is going to come after Clause 2 and see if we ever get through Clause 2.

**An hon. Member:** Hear, hear!

**The Chairman:** I will call Clause 2.

*On Clause 2—*

**The Chairman:** If anyone wants to speak on this clause we will be please identify himself to the Chair.

**Mr. Howard:** Mr. Chairman, I am not sure whether we are now proceeding to consider amendments to the clause and debate those, whether the conversational aspect of it has been exhausted, or whether the questioning of the Minister in terms of intent and interpretation is through. I think I would like to know whether the Minister who has taken part in a fair amount of discussion with members of the Committee about the question of commercial value of goods and about the question of volunteer labour. At one stage I think he said he would be satisfied with what it contains in that regard, but that if it were possible to meet some of the faults about it by amendment or for purposes of clarification, he would be prepared to do so. I wonder if he has come up with anything in written form that may put together some of the queries that were raised about the purport or the intention of that clause, of the election expenses definition part.

[Interpretation]

l'article 15 est un de ceux qui nous poserait des problèmes. Nous pourrions à ce moment-là passer à l'étude des mesures pour la mise en vigueur du bill, puisque le bill ne contient pas de disposition s'y rapportant d'une façon définitive. Nous pourrions alors revenir afin d'étudier les autres articles. Est-ce bien cela l'ordre que vous avez l'intention de suivre?

**Le président:** C'est au comité de prendre la décision définitive.

**M. Howard:** Monsieur le président, on fait trop de suppositions ici. De fait, ce problème a été soulevé à la réunion de midi, mais cela suppose que ces parties du projet de loi soient les seules qui pourraient être le sujet de désaccord. Personnellement, j'ai des opinions sur d'autres articles du bill. Je n'en ai pas parlé à midi, puisque c'était une réunion officielle, et celle-ci est la réunion à laquelle nous prenons des décisions.

Je crois que la seule façon de procéder est de commencer au début du projet de loi et de l'étudier article par article. Si, en procédant de la façon, nous faisons un amendement à une partie du projet de loi, qui rendrait nécessaire à notre amendement à un autre article, nous pourrions, soit passer à l'étude de l'article en question ou le réserver et y revenir.

En plus, je crois que je dois soulever un autre point, à savoir, que nous ne devrions pas étudier le bill article par article—l'article 2 comprend deux ou trois pages, et l'article 4, neuf ou dix pages—nous devrions plutôt étudier le bill alinéa par alinéa pour que nous puissions étudier le bill page par page d'une façon méthodique. Autrement, nous allons passer d'une page à l'autre à l'intérieur des huit ou dix pages d'un seul article du bill.

**M. McKinnon:** Monsieur le président, je suis enclin à me mettre d'accord avec M. Howard. Par une coïncidence heureuse, nous nous trouvons à l'article 2. C'est le premier que nous avons à considérer, et, en plus, c'est un des articles qui nous pose des problèmes. Sans dire plus de ce que nous allons faire après l'étude de l'article 2, nous pourrions peut-être commencer l'étude de cet article.

**Une voix:** Très bien, très bien!

**Le président:** Nous allons passer à l'article 2.

*A l'article 2.*

**Le président:** Si quelqu'un veut parler sur cet article, il doit l'indiquer.

**M. Howard:** Monsieur le président, je ne comprends toujours pas si nous allons procéder maintenant à considérer les amendements à cet article, afin de les discuter, c'est-à-dire, si nous avons fini avec les remarques préliminaires, ou si nous avons fini de poser au ministre des questions concernant l'intention et l'interprétation du bill. J'aimerais savoir ce que pense le ministre qui a pas mal discuté avec les membres du comité de la question de la valeur commerciale des marchandises et de la question du travail bénévole. A un moment donné, il a dit, je crois, qu'il était satisfait du projet de loi à cet égard mais que s'il était possible de remédier à certains inconvénients par voie d'amendement ou afin de clarifier, il serait prêt à le faire. J'aimerais savoir s'il a préparé sous forme écrite une réponse aux questions qui ont été posées au sujet de l'esprit de cette clause, c'est-à-dire celle sur la définition des dépenses d'élection.



## [Texte]

**The Chairman:** There have been questions asked of the Minister which I would like to invite him to answer before giving the floor to Mr. McKinnon and then Mr. Nowlan.

• 2020

**Mr. Lachance:** On a point of order. Mr. Chairman, is it not possible to call Clause 2 (1), (2), (3)? It is easier to understand.

**The Chairman:** I think this is a good suggestion.

**Mr. Lachance:** Clause 2, subclause (1) or whatever—I think that would be the easiest way, Mr. Chairman.

**The Chairman:** It is up to the members.

**Mr. Lachance:** I do not know. I am just making a suggestion.

**The Chairman:** All right, I appreciate the point.

**Mr. Nowlan:** On a point of order. To a degree, Mr. Chairman, I understand the point of order raised by the respected Chairman of the External Affairs and National Defence Committee. But I would like to know before we decide to get into a clause-by-clause study what the Minister's intentions are, presuming this bill as amended or as amplified, restricted or rationalized, finally comes back on the floor of the House. What is the timetable of the Minister in moving this bill along? That would help me in some deliberations tonight.

I agree with Mr. Howard. I must say I find that most unusual. But in view of the fact that politics makes strange bed fellows from time to time, I do think Mr. Howard did have some very salient points to make.

I do not know if the general conversation about some of the areas of concern has been exhausted. So my question is the same point of order as that of Mr. Lachance. You may not agree that it is quite a point of order, but if not then it will be a question later on.

This bill moves through the Committee. We have had a lot of preliminary discussion. It has been fore this Committee in different stages in one Parliament or another. But it is fundamental to this Parliament, and there are candidates and there are members in this Parliament who will come back in another Parliament.

It is even more fundamental to candidates who are not members of this parliament. I feel very strongly, Mr. Chairman, that there is a built-in bias for people who are not members and who are going to be candidates *ab initio* almost. I would like to know, in terms of the state of this Parliament, what the Minister's intentions are about moving this bill through the cross currents of this Parliament so that it finally becomes law.

We had a lot of editorial rhetoric by the soothsayers and those who wanted to clean up the electoral process overnight. We had them in the last session and we have some of them in this session. But what will happen to this bill when it finally gets through this Committee? Will it be one of the priority items of the government?

## [Interprétation]

**Le président:** Des questions ont été posées au ministre auxquelles j'aimerais le voir répondre avant de donner la parole à M. McKinnon et puis à M. Nowlan.

**M. Lachance:** J'invoque le Règlement, monsieur le président. N'est-il pas possible d'étudier dans l'ordre les paragraphes 1, 2, 3 de l'article 2? Ce sera plus simple.

**Le président:** Je pense que c'est une bonne suggestion.

**M. Lachance:** Article 2, paragraphe 1, etc. Je pense que cela serait le meilleur moyen de procéder, monsieur le président.

**Le président:** Il appartient aux membres de décider.

**M. Lachance:** Je ne sais pas. C'est une simple suggestion.

**Le président:** Très bien, je vous remercie.

**M. Nowlan:** J'invoque le Règlement. Je partage dans une certaine mesure le point de vue du très respecté président du comité des Affaires extérieures de la défense nationale. Mais avant de nous lancer dans l'étude clause par clause, j'aimerais connaître les intentions du ministre, en supposant que ce bill tel qu'amendé ou modifié, amputé ou rationalisé soit renvoyé à la Chambre. Quel est le calendrier du ministre en ce qui concerne l'adoption du projet de Loi? Cela m'aiderait beaucoup dans les délibérations de ce soir.

Je suis d'accord avec M. Howard. C'est même assez extraordinaire. Mais étant donné qu'en politique on a parfois d'étranges compagnons de lit, je trouve que M. Howard a fait valoir des arguments très incisifs.

Je ne sais pas si nous en avons fini avec les généralités de ce projet de Loi, aussi ma question est la même que le rappel au Règlement présenté par M. Lachance. Peut-être déciderez-vous que ce n'est pas un rappel au Règlement, et dans ce cas je le ramènerai sur le tapis sous forme de questions plus tard.

Il y a eu beaucoup de débats préliminaires à ce projet de Loi. Il a été présenté à ce comité à plusieurs reprises sous diverses législatures. C'est un projet de Loi fondamental, il y a des candidats ou des députés de la présente législature qui ont l'intention de revenir à la prochaine.

Ce projet de Loi est encore plus important pour les candidats futurs que pour les députés actuels. Je suis convaincu, monsieur le président, qu'il contient une discrimination inhérente contre les candidats non-députés. J'aimerais connaître les intentions du ministre en ce qui concerne le passage de ce bill à travers les courants et les contre-courants de cette législature pour devenir une législation.

On s'est battu à coup d'éditoriaux de la part de gens bien intentionnés qui veulent nettoyer la cuisine électorale du jour au lendemain. Nous les avons vus à l'œuvre au cours de la dernière session et nous les voyons encore à l'occasion de celle-ci. Mais qu'advient-il de ce projet de Loi lorsqu'il sera enfin adopté par ce comité? Quelle priorité lui accordera le gouvernement?

## [Text]

The Chairman: Mr. Minister.

**Mr. MacEachen:** Yes, Mr. Chairman. As far as I am concerned, this is one of the priority items. I would like to get it through all its stages before the Christmas adjournment, and have it certainly before then. That is my plan.

The Chairman: Mr. McKinnon.

**Mr. McKinnon:** I propose to try and introduce my amendment to clause 2 if you are ready for that now, Mr. Chairman. It is on the second section at the top of page 2.

• 2025

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I have one before that.

**Mr. Howard:** I tried to elicit an answer from the Minister as to whether, after the discussions and questions raised about the matter of the proposed definition of "election expenses"—particularly with respect to the commercial value of goods and services donated by volunteer labour—he is still satisfied with that as it stands in the bill, or whether he had worked out something else.

**Mr. MacEachen:** Mr. Chairman, in reply to Mr. Howard, I have no amendment to make to the definition clause, at least with respect to election expenses. I believe the words fully carry out the explanations that I have given. I did say that, if a wording required a clarification that occurred to other persons I would be happy to consider it. But, having gone over this and studied it, I think it does the work quite well. In fact, it is a work of art.

**Mr. Danson:** Art who?

**Mr. Dick:** Following what Mr. Howard said, I do not think Mr. MacEachen has had an opportunity of commenting on it, Clause 2 at the top of page three in lines four to nine refers to assessing the "commercial value" of goods:

... is the lowest amount charged for an equivalent amount of the same goods or services by the person by whom the goods or services are so donated or provided,...

I would like if possible, to elicit a response from Mr. MacEachen to the fact that, on many occasions and in many situations, a person provides or donates goods that are not in his normal trade. For example, a company might be building an addition, they have lumber left over and they throw it out. But, because somebody knows someone there, they divide this scrap lumber into pickets. You end up with a whole pile of lawn pickets. Those are goods and services, but you cannot put a commercial value on them because the company was throwing them out; they are not in the business of providing lawn pickets.

**Mr. MacEachen:** You understand the words as I understand them. In that instance the throw-away pickets, under this definition, would not be included in the total election expenses.

**Mr. Dick:** I think I cut 1,000 of them the last time.

**Mr. McKinnon:** Mr. Chairman, could we move on to considering this clause by clause, line by line, or word by word if necessary?

## [Interpretation]

**Le président:** Monsieur le Ministre.

**M. MacEachen:** Oui, monsieur le président. En ce qui me concerne, il a la plus haute priorité. J'aimerais le voir passer par tous les stades de l'adoption avant l'ajournement de Noël et peut-être même avant. C'est là mon plan.

**Le président:** Monsieur McKinnon.

**M. McKinnon:** Si vous êtes prêt, monsieur le président, je voudrais maintenant présenter mon amendement à l'article 2. Il porte sur l'article en haut de la page 2.

**M. Clark (Rocky Mountain):** J'en ai un avant vous.

**M. Howard:** J'essayais de faire dire au ministre si, après toutes les discussions et les questions soulevées au sujet du problème de la définition des «dépenses élection», particulièrement ce qui concerne la valeur commerciale des biens et services fournis sous forme de donation et du travail volontaire, il est toujours satisfait du projet de Loi dans son état actuel ou bien s'il a rédigé quelque chose d'autres.

**M. MacEachen:** Monsieur le président, en réponse à monsieur Howard, je n'ai pas d'amendement à apporter à la clause de définition, du moins en ce qui concerne les dépenses d'élection. J'estime que les termes utilisés traduisent parfaitement les explications que j'ai données. J'avais dit que si le libellé avait besoin d'être précisé et si quelqu'un avait des propositions à faire, je serais heureux de les étudier. Mais, ayant réétudié le texte, je pense qu'il convient parfaitement. En fait, c'est une véritable œuvre d'art.

**M. Danson:** Oeuvre de quoi?

**M. Dick:** Suite à ce que monsieur Howard a dit, je ne pense pas que monsieur MacEachen ait répondu. L'article 2, en haut de la page 3, lignes 4 à 9, dit ceci au sujet de l'évaluation de la valeur commerciale des marchandises:

... est le prix le plus bas exigé pour une même quantité de marchandise au service par la personne qui les fournit, vers le moment où elle les fournit;

J'aimerais obtenir une réponse de monsieur MacEachen de ce qui se passerait lorsqu'une personne fait le don de marchandises qui n'entrent pas dans le cadre de son activité normale. Par exemple, une compagnie entreprend des travaux de construction, il lui reste du bois et le met au rebut. Quelqu'un dans la compagnie décide de prendre ce bois de rebut et d'en faire des piquets pour les pancartes. Ce serait là des biens et services mais on ne peut leur assigner une valeur commerciale parce que la compagnie les jetait; l'activité de la compagnie n'est pas de fabriquer des piquets pour les pancartes.

**M. MacEachen:** Les mots signifient la même chose pour vous que pour moi. Dans ce cas particulier le bois de rebut ne serait pas inclus dans les dépenses d'élection totales selon la définition donnée.

**M. Dick:** Je crois que j'en ai eu pour \$1,000 la dernière fois.

**M. McKinnon:** Monsieur le président, ne pourrions-nous pas étudier le bill clause par clause, ligne par ligne ou même mot par mot s'il le faut?

[Texte]

I believe Mr. Clark has an amendment which is ahead of mine. Mine, incidentally, does affect the very point that was raised about the value of goods and services. Let us hear Mr. Clark's first.

**The Chairman:** It is quite agreeable in principle to have this accepted, but I should like the members to understand that Clause 2 involves a lot of things. If we approve Subclause (1) we may then try, after looking at the proposed Subsection 13.1 to come to Clause 2. After have received, in an orderly fashion, the proposed amendments and disposed of these amendments, with the wish of the Committee we shall then call Clause 2, subclause by subclause in order. But I believe we shall not make much progress if I ask right now if Subclause (1) is approved. That is simply the definition of a "chief agent".

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Mr. Chairman, how do you propose to proceed, then, if we are not . . .

• 2030

**The Chairman:** We are on Clause 2 and I will entertain any proposed amendments on this clause.

**Mr. Howard:** On the whole clause?

**The Chairman:** On the whole clause.

**Mr. Howard:** To follow that, when we get to page 4, line 2, we are at the end of Clause 2.

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Howard:** Then what is the proposition once we reach that stage, after the various amendments to the clause have been put forward and dealt with? Do we then we take a vote on the whole clause?

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Howard:** What if subsequently—and this well may be the case; it can apply throughout the bill as it does within a clause—we find that, in Clause 10 or something further on in the bill, we agree to an amendment that would necessitate making an amendment to Clause 2?

**The Chairman:** As a consequence . . .

**Mr. Howard:** And that may be; so we must always keep that open and understand that we are not shutting the door completely on it.

**The Chairman:** Of course. We have to present a bill which is workable.

**Mr. Nowlan:** I wonder, Mr. Chairman, whether, in order to meet all these legitimate concerns of the various members, we could start discussing Clause 2. I have been a member of some committees which have dealt with a bill that may not have fundamentally affected us at election day but certainly affected us before election day; and, without presuming on the Chair, Mr. Chairman, because I think you have reflected already in your comments some of the concerns of members, could we not discuss Clause 2 without necessarily defining the parameters, so that, at the end of Clause 2, we are going to have a vote on Clause 2 to find out what amendments there are to Clause 2 and/or what questions there are about Clause 2—that we start to move that way.

[Interprétation]

Je crois que monsieur Clark a un amendement à présenter avant le mien. D'ailleurs, le mien porte précisément sur la valeur des biens et services. Entendons d'abord celui de monsieur Clark.

**Le président:** Je n'ai rien contre cette procédure en principe mais tous les députés doivent bien comprendre que l'article 2 porte sur beaucoup de choses. Si nous adoptons le paragraphe 1, il se peut que, lors de l'étude de l'article 13.1 il nous faille revenir à l'article 2. Une fois tous les amendements exposés, débattus et adoptés ou rejetés, nous mettrons alors aux voix l'article 2, paragraphe par paragraphe, dans l'ordre. Et je pense que nous ne ferons pas beaucoup de progrès si je demande maintenant si le paragraphe 1 est adopté. Celui-ci porte uniquement sur la définition de «agent principal».

**M. Clark (Rocky Mountain):** Monsieur le président comment voulez-vous procéder, si nous n'en sommes pas . . .

**Le président:** Nous sommes à l'article 2 et j'accueille tous les amendements concernant cet article.

**M. Howard:** Concernant tout l'article?

**Le président:** Concernant tout l'article.

**M. Howard:** Autrement dit, lorsque nous arriverons à la page 4, ligne 2, nous serons à la fin de l'article 2.

**Le président:** Oui.

**M. Howard:** Que ferons-nous donc lorsque nous en serons arrivés là, après que tous les amendements proposés auront été étudiés? Passerons-nous au vote sur tout l'article?

**Le président:** Oui.

**M. Howard:** Qu'arriverait-il ensuite . . . et cela peut être le cas; cela peut s'appliquer à l'ensemble du projet de loi comme cela s'applique à un article, disons qu'à propos de l'article 10 ou d'un autre du projet de loi nous nous mettions d'accord pour un amendement, cela signifierait-il qu'il faille un amendement à l'article 2?

**Le président:** La conséquence . . .

**M. Howard:** Et ce pourrait être le cas; nous devons donc tenir compte de cette possibilité et savoir que nous ne tirons pas un trait définitif à ce sujet.

**Le président:** Bien sûr. Il nous faut présenter un projet de loi qui soit applicable.

**M. Nowlan:** Je me demande, monsieur le président, si afin de répondre à ces préoccupations légitimes des différents membres du Comité, nous ne pourrions pas commencer par l'article 2. J'ai appartenu à certains comités qui ont étudié des projets de loi qui peut-être ne nous ont pas affectés fondamentalement le jour des élections mais l'ont fait avant le jour des élections, et sans assumer quoi que ce soit de la présidence, monsieur le président, car je pense que vous avez déjà exprimé certaines des inquiétudes des membres du Comité, ne pourrions-nous pas discuter de l'article 2 sans pour autant en définir les paramètres de sorte qu'à la fin de l'article 2, nous pourrions passer au vote sur l'article 2 et savoir quels sont les amendements et—ou les questions qui concernent l'article 2 et ce serait une façon de commencer.



## [Text]

I agree completely with Mr. Howard that we are going to move off Clause 2 and find other clauses that relate to Clause 2.

**The Chairman:** Of course. I think, Mr. Nowlan, everyone understands that. If, after having discussed and disposed of a clause, we come later on to another clause under which we propose an amendment, and as a consequence it affects some other clauses that we have already approved, the consequential amendments will have to be put, of course.

**Mr. Lachance:** If I may, Mr. Chairman, I think Mr. Nowlan put a very good question to the President of the Privy Council today when he asked what priority the government was giving to the bill. I would like to know what priority the members of the Opposition are giving to the bill?

**An hon. Member:** We are giving lots.

**Mr. Nowlan:** Mr. Chairman, we are giving much more priority to the bill than the members of the government who have been absent at at least two meetings and have really caused a lot of concern. This is the first time I have seen Mr. Lachance here.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Just on that point. I think it is going to be highly important that this Committee proceed without that kind of cheap shot.

**Mr. Nowlan:** That is right.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** This is a matter on which any political party could dig in and delay. We on this side do not want to; but neither do we want to be provoked.

**The Chairman:** Mr. Howard.

**Mr. Howard:** I wanted to raise the same comment. Up to now, we have tried, in a very sensible and careful way, to develop something in the way of law, realizing the delicacy of it. With all respect to Mr. Lachance, it does not help matters, really, to say what timetable the Opposition has or to question it in any sort of way as to whether or not there is a desire to obstruct. I think I can say myself that if there was a desire to obstruct the bill, Mr. Lachance and others would very soon know about it.

**Mr. Lachance:** I am not talking about obstruction but...

**The Chairman:** We will not argue any more on this.

**Mr. Nowlan:** No, no. Because he took my name in vain, I certainly want to reply along the same lines as the member from Rocky Mountain, Mr. Clark, and Mr. Howard. As a member of this Committee, though I have not been at all the sessions, I have been at all the material sessions; and frankly I think that everyone has been trying to work on a very basic bill, fairly objectively. But I can certainly tell you, Mr. Chairman, that if there is a desire by Mr. Howard or by myself, or by Mr. Sam McGee or by Mr. Macquarrie, to frustrate the role of this Committee on a bill that is so complicated and complex, and so inter-related in its clauses as this one is, then any discussion that we saw in the Agriculture Committee on the National Farm Products Marketing Board will pale in comparison with what could happen on this bill—unless we have a consensus and a communion.

• 2035

## [Interpretation]

Je suis d'accord avec M. Howard pour dire que nous allons réserver l'article 2 et savoir quels sont les autres articles qui s'y rapportent.

**Le président:** Bien sûr. Il me semble, monsieur Nowlan, que tout le monde est d'accord. Si, après avoir discuté et accepté un article, nous en arrivons à un autre article pour lequel nous proposons un amendement, et que cet amendement affecte des articles que nous avons déjà approuvés, ces amendements devront être appliqués bien entendu.

**M. Lachance:** Monsieur le président, si vous me permettez, il me semble que la question présentée aujourd'hui par M. Nowlan au président du Conseil privé est excellente, à savoir quelle est la priorité accordée à ce projet de loi par le gouvernement. Je voudrais savoir quelle priorité les membres de l'opposition accordent au projet de loi?

**Une voix:** Une priorité importante.

**M. Nowlan:** Monsieur le président, nous accordons plus de priorité à ce projet de loi que les membres du gouvernement qui ont été absents à au moins deux des réunions, ce qui nous a causé beaucoup de préoccupations. C'est la première fois que je vois M. Lachance ici.

**M. Clark (Rocky Mountain):** A ce propos, il me semble très important que le Comité procède sans ce genre de discussion.

**M. Nowlan:** C'est exact.

**M. Clark (Rocky Mountain):** C'est une question qui pourrait permettre aux partis politiques de faire de l'obstruction. Quant à nous, ce n'est pas ce que nous désirons, mais nous ne voulons pas non plus être provoqués.

**Le président:** Monsieur Howard.

**M. Howard:** Je voulais faire la même remarque. Jusqu'à présent, nous avons essayé, de façon intelligente et prudente, de mettre au point une loi, tout en connaissant la difficulté. Avec tout le respect que j'accorde à M. Lachance, il ne sert à rien en fait de demander quelles sont les intentions de l'opposition ni de chercher à savoir si oui ou non elle désire faire de l'obstruction. Je pense quant à moi que nous n'avons jamais eu l'intention de nous opposer au projet de loi et que M. Lachance et d'autres s'en rendront compte assez tôt.

**M. Lachance:** Je ne parle pas d'obstruction mais...

**Le président:** Nous allons mettre un terme à cette discussion.

**M. Nowlan:** Non. Étant donné qu'il a cité mon nom, je voudrais répondre dans le même ordre d'idée que l'a fait le député de Rocky Mountain, M. Clark et M. Howard. En tant que membre de ce Comité, bien que n'ayant pas assisté à toutes les réunions, j'ai assisté à toutes les réunions importantes; et je pense franchement que chacun s'est efforcé de travailler de façon objective sur un bill concret. Mais je puis certainement vous dire, monsieur le président, que si M. Howard ou moi-même, ou M. Sam McGee ou M. Macquarrie souhaitent aller à l'encontre du rôle du Comité à propos de ce projet de loi qui est si compliqué et dont les articles sont si étroitement liés comme c'est le cas de celui-ci, alors toutes les discussions dont nous avons été les témoins au Comité de l'agriculture à propos de la Commission nationale de commercialisation des produits agricoles ne seront rien en comparaison de ce

qui pourrait se produire à propos de ce projet de loi à moins que nous parvenions à un accord et à une communion.



[Texte]

**Mr. Lachance:** I agree with you, Pat.

**The Chairman:** Why do we not start with the study of this bill?

**Mr. Nowlan:** I was going to suggest something that would have avoided some of this, but was midly provoked...

**Mr. Lachance:** I did not raise the question.

**The Chairman:** Order, please.

At the start everyone agreed to have a full, clear and objective discussion about this proposed act which is going to affect all members of every party. As Chairman of this Committee, I proposed at the start a way to proceed, a way to put the Committee on the track to advance. Do you wish to proceed subclause by subclause or do you wish to proceed clause by clause? That is all.

**Mr. Dick:** Mr. Chairman, I move that we proceed subclause by subclause, as mentioned by Mr. Howard in the first instance.

**Mr. Reid:** I will second that.

**Mr. Lachance:** I agree.

**The Chairman:** It is moved by Mr. Dick that we proceed subclause by subclause.

Mr. Howard.

**Mr. Howard:** May I speak to that motion?

**The Chairman:** Order, please. There is a motion. Mr. Howard has the floor.

**Mr. Howard:** May I take it that, if this motion passes, we then proceed immediately to consider Subclause 2 (1) of the bill? The part that defines a "chief agent". I wanted to question the Minister about an interpretation of part of the bill on page 3, which is subsequent to that. I am in agreement, but I do not want to preclude the possibility of exploring one other item before we dealt with that. That is why...

**The Chairman:** I understand your point Mr. Howard. When you reach a subclause maybe a member could raise a point where it could be appropriate that the subclauses be allowed to stand.

**Mr. Howard:** I appreciate fully that. I was only putting forward the idea that I myself, for one, have not exhausted this prospect of explaining the thing in a clearer way.

**The Chairman:** Mr. Nowlan.

**Mr. Nowlan:** Partly because of what Mr. Howard said about not having exhausted all the conversation about certain subclauses in those clauses, before my very good colleague, and before Mr. Lachance added his provocative and incendiary bomb to the deliberations of this Committee, I was about to propose a procedure. All of us in this Committee appreciate that Clause 2, with all its subclauses, is one of the germane and important clauses of this bill. There are several others, including the broadcasting clause. Mr. Dick has moved a motion, so perhaps it is now too late, but I wondered if we could start to move, if we could stand Clause 2 and move on to Clause 3 and start to go down that way.

[Interprétation]

**M. Lachance:** Je suis d'accord avec vous, Pat.

**Le président:** Pourquoi ne pas commencer par l'étude du bill?

**M. Nowlan:** J'allais proposer quelque chose qui aurait évité tout cela, mais on m'a incité...

**M. Lachance:** Je n'ai pas soulevé la question.

**Le président:** A l'ordre s'il vous plaît.

Au début, chacun était d'accord pour qu'on ait une discussion claire, objective et complète sur ce projet de loi qui intéressera tous les députés de chaque parti. En tant que président du Comité, j'aimerais proposer une façon de procéder, le moyen de mettre le Comité sur la voie du progrès. Voulez-vous étudier le bill paragraphe par paragraphe, article par article? C'est tout.

**M. Dick:** Monsieur le président, je propose l'étude paragraphe par paragraphe, comme l'a demandé M. Howard au début.

**M. Reid:** J'appuie cette proposition.

**M. Lachance:** Je suis d'accord.

**Le président:** M. Dick propose l'étude paragraphe par paragraphe.

Monsieur Howard.

**M. Howard:** Puis-je prendre la parole au sujet de cette motion?

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Il y a une motion et M. Howard a la parole.

**M. Howard:** Si je comprends bien, si cette motion est adoptée, nous allons commencer immédiatement l'étude du paragraphe 2(1) du bill, précisément du paragraphe où on définit un «agent principal». Je voulais demander au ministre son interprétation d'une section du bill, à la page 3, qui vient ensuite. Je suis d'accord, mais je ne veux pas écarter la possibilité d'explorer un autre article avant que nous commençons. C'est pourquoi...

**Le président:** Je comprends votre point, monsieur Howard. Lors de l'étude d'un paragraphe, il se peut qu'un député soulève un point qui nous obligerait à réserver les paragraphes suivants.

**M. Howard:** Je comprends très bien. Je voulais simplement montrer que je n'ai pas fini de chercher à expliquer cela de façon plus claire.

**Le président:** Monsieur Nowlan.

**M. Nowlan:** En partie parce que M. Howard a déclaré qu'il n'avait pas fini de parler de certains paragraphes, avant que mon bon collègue et avant que M. Lachance jette sa bombe incendiaire au milieu des délibérations du Comité, j'allais proposer une procédure à suivre. Nous savons tous ici que l'article 2 et tous ses paragraphes ont beaucoup d'importance dans le bill. Il y en a plusieurs autres, y compris l'article concernant la radiodiffusion. M. Dick a proposé une motion, il est peut-être trop tard, mais je me demande, pour pouvoir procéder, si nous pourrions réserver l'article 2 et passer à l'article 3, et ainsi de suite.

## [Text]

I was about to suggest, even before that, that we have some general discussion. If Mr. Howard has some questions about Clause 2, fine. But I do feel, seriously, that we are going to find ourselves in a procedural hassle if we try to take subclauses of Clause 2, which are interrelated to the other clauses of the bill, knowing full well that the interpretation clause in any bill is one of the most fundamental in any discussion by a committee. I can see, without trying to avoid reality or the final crunch in terms of how we vote and get this bill out of committee and onto the floor of the House, that it might be expedient to stand Clause 2—unless there are questions about it in a general way—and move on to Clause 3 and start that way until we hit a couple of other clauses that are fundamental.

**The Chairman:** I understand that, Mr. Nowlan.

Order, please.

I think the Chair has a motion proposed by Mr. Dick. We shall dispose of that, then entertain other motions if there are any. Moved by Mr. Dick and seconded by Mr. Reid that we...

**Mr. Lachance:** On this motion, Mr. Chairman, I think the suggestion made by Mr. Nowlan makes a lot of sense.

• 2040

**An hon. Member:** We have a motion.

**The Chairman:** We have a motion already.

**Mr. Lachance:** I have the right to talk on the motion.

**An hon. Member:** But not until you are recognized by the Chairman.

**Mr. Nowlan:** Yes, but he has been recognized.

**The Chairman:** The motion is that we study clause 2 subclause by subclause. All those in favour of this motion? Opposed?

Motion agreed to.

**The Chairman:** We are now on subclause (1) of clause 2. Mr. Howard.

On Clause 2—"chief agent"

**Mr. Howard:** This is the subclause that gives us the definition of "chief agent". Before we go by it I want to get some information about it from the people who drafted the bill. I ask this because I have a proposed amendment that I filed the other day with the Clerk about establishing something called an electoral district agent, in addition to a registered agent, as a distinct and separate kind of agent for a particular purpose. We had discussion earlier today about the opportunity to appoint registered agents, and in the bill I gather it is the leader of the party who does this in fact, and he can appoint a number of registered agents and they can in fact be people within a constituency, within an electoral district, within a province or anywhere else. There is no prescription against where they will be or, generally speaking, who they will be. The chief agent—and this was the thought that was expressed to me by the federal secretary of the New Democratic Party to whom I spoke about the implications of this from his point of view—will have the element of responsibility for what each of the appointed agents does, especially if they engage in committing—and I regret this is an internal sort of thing—the party to expenditures which in total reach beyond the maximum permitted in the bill. Mr. Scott put it to me this way. He said, "Fine, I can appoint all these people in every electoral district as an agent, but if something goes wrong in the conduct of their activities I am the

## [Interpretation]

J'allais proposer, même avant cela, une discussion générale. Si M. Howard a des questions concernant l'article 2, très bien. Mais, sérieusement, je crois que nous nous engageons dans une impasse, si nous tentons d'étudier les paragraphes de l'article 2, qui sont reliés aux autres articles du bill, sachant très bien que l'article d'interprétation d'un bill est l'un des articles essentiels dans toute discussion en comité. Je ne veux pas éluder la réalité ni la difficulté de savoir comment voter pour que ce bill passe du Comité à la Chambre, mais il serait peut-être plus expéditif de réserver l'article 2, à moins qu'on n'ait des questions d'ordre général à poser. Nous pourrions passer à l'article 3 et continuer jusqu'à ce que nous rencontrions d'autres articles également essentiels.

**Le président:** Je comprends cela, monsieur Nowlan.

A l'ordre, s'il vous plaît.

J'ai une motion qui est proposée par M. Dick. Nous allons d'abord disposer de celle-là, pour nous occuper ensuite des autres, s'il y en a. Il est proposé par M. Dick, appuyé par M. Reid, que nous...

**M. Lachance:** Monsieur le président, à mon avis, le commentaire que vient de formuler M. Nowlan à propos de cette motion est très raisonnable.

**Une voix:** Nous avons une motion.

**Le président:** Nous en avons déjà une devant nous.

**M. Lachance:** J'ai le droit de la commenter.

**Une voix:** Oui, mais seulement si le président vous donne la parole.

**M. Nowlan:** Bien sûr, mais c'est fait déjà.

**Le président:** La motion propose que nous étudions l'article 2 paragraphe par paragraphe. Tous ceux en faveur de la motion? Opposés?

La motion est adoptée.

**Le président:** Nous allons étudier le premier paragraphe de l'article 2. Monsieur Howard.

Article 2—"agent principal"

**M. Howard:** Ce paragraphe donne la définition du mot «agent principal». Avant d'aller plus loin, j'aimerais que ceux qui ont rédigé ce projet de loi nous fournissent certaines explications. Je fais cette demande parce que l'autre jour j'ai donné au greffier un projet d'amendement en vue de l'instauration de ce qu'on pourrait appeler un agent électoral de district qui s'ajouterait à l'agent enregistré et qui aurait une fonction différente. Nous avons déjà discuté aujourd'hui de l'instauration du système d'agent enregistré qui, selon ce projet de loi, seront nommés par le leader du parti parmi les gens d'une circonscription, d'un district électoral, d'une province ou d'ailleurs. Nulle part dans la loi il est dit où ces agents-là se trouveront ni qui est-ce qui pourra devenir agent. Agent principal, et c'est de cela que le secrétaire fédéral du Nouveau parti démocratique m'a parlé, sera en quelque sorte responsable du travail que feront ces agents nommés, surtout au cas où ils engageraient leur parti, et je regrette de soulever un problème interne, à effectuer des dépenses qui, dans leur ensemble, dépassent le maximum fixé dans ce projet de loi. Voici comment M. Scott m'a expliqué la chose. Il m'a dit: «C'est très bien de pouvoir nommer des agents dans tous les districts électoraux, mais s'ils commettent des erreurs, c'est moi qui irai en prison.» A mon avis, la réflexion de M. Scott est très valable, même s'il exagère peut-être un peu lorsqu'il parle d'aller en prison. C'est donc après avoir

[Texte]

guy who goes to jail." I thought the way that Mr. Scotton put it to me made a pretty valid point, and it was partly based on those discussions—maybe the reference to going to jail was an exaggeration on his part to point up the truth of it, and it probably was—with Mr. Scotton and an analysis and an understanding of the way the party to which I belong operates and is set up in its traditional pattern of activities that I propose this—which we will come to later—question of an electoral district agent having some authority in a constituency as an extension of the party per se, instead of channelling everything through the head office, and I would like to know in respect to the chief agent what his responsibilities are. I know the party is liable to a fine if certain things happen, and so on, but what are the responsibilities, what are the prescriptions placed upon him if one of the 264, or whatever it is, agents appointed in an electoral district or whoever the party's chief agent is finds it necessary to do that, if something goes awry because of the activities of people who are really volunteers. I know it is true of my own party and I am sure it is certainly true with respect to other parties that in the constituency there are no professionals, there are not people who spend their whole lives understanding what statute law is and looking at the fine points, and so on, they are just out to do a good, honest, solid job of getting the person or the party they represent elected. It is not a question of doing anything illegal, but inadvertently they very easily could, and the whole difficulty then falls on the shoulders of the one person called the chief agent and subsequently on the party itself in terms of any fines. I am not arguing about whether we should not have chief agents or whether this is the proper definition of them. I am sure that it is. That is satisfactory. That is one of the difficulties that flow from that.

**Mr. MacEachen:** I will try to answer that, Mr. Howard. On page 7, Clause 13.2 (1) says:

• 2045

The chief agent of any registered party that, through registered agents or other persons acting on behalf of the registered party, incurs election expenses on account of or in respect of ...

On page 12 are listed the offences for which a chief agent may be liable. The registered agents may incur election expenses as they may collect funds, but it is the responsibility of the chief agent to ensure that when the registered agents act, they act on behalf and with the knowledge and the concurrence of the chief agent. He has to ensure that those who are listed are responsible and will only act with his knowledge and concurrence.

**Mr. Dick:** He has to work within the authority given by the chief agent.

**The Chairman:** Would you please seek the advice of the Chair before entering into the debate, please? Mr. Howard.

**Mr. Howard:** What the Minister is saying substantiates my fears about the impact of the bill. Again, I have to be politically parochial and talk in terms of the NDP, the party I know best.

I think the chief agent of the NDP would be reluctant—and were I in his shoes I would be reluctant—to appoint a registered agent in each one of the federal electoral districts, because they are, as I say, laymen in this type of

[Interprétation]

discuté avec M. Scotton et après avoir analysé et compris la manière dont mon parti opère et poursuit ses préoccupations habituelles que j'aimerais vous proposer la création d'une fonction d'agent électoral d'un district qui aurait une certaine autorité au niveau de la circonscription et qui représenterait son parti en tant que tel, pour qu'il ne soit pas nécessaire de tout faire passer par le bureau principal. J'aimerais donc savoir quelles seront les responsabilités de l'agent principal. Je sais que les partis sont passibles d'amendes dans certains cas etc., mais quelles sont les responsabilités de ces agents? Que doivent-ils faire si jamais un des disons, 264 agents nommés dans un district électoral trouve qu'il y a lieu d'imposer une ou s'ils se rendent compte qu'il y a certaines irrégularités dans le travail des bénévoles. Je suis sûr que les autres partis on fait la même expérience que nous, c'est-à-dire au niveau de la circonscription, nous ne travaillons pas avec des avocats, avec des gens qui passent leur temps à étudier et à interpréter des lois. Nous y travaillons avec des gens honnêtes et solides dont le seul but est de faire élire leur parti ou leur représentant. Je ne veux pas parler de la question de la légalité ici, il suffit que quelqu'un fasse quelque chose par inadvertance pour que toute la responsabilité retombe sur celui qui a été nommé agent principal et ensuite sur le parti au cas où il y aurait une amende. Je ne discute pas de l'instauration du système d'agent ni de la définition qui, je suis sûr, est adéquate et satisfaisante, mais des difficultés qui en découlent.

**M. MacEachen:** Je vais essayer de répondre, monsieur Howard. A la page 7, article 13.2(1), il est dit:

L'agent principal de tout parti enregistré qui, par l'intermédiaire d'agents enregistrés ou d'autres personnes agissant au nom du parti enregistré, engage pour la conduite ou la direction d'une élection des dépenses d'élection ...

A la page 12 sont énumérées les infractions dont peut se rendre coupable l'agent principal. Les agents enregistrés peuvent faire des dépenses électorales de même que percevoir des fonds, mais c'est la responsabilité de l'agent principal que de s'assurer que lorsque les agents enregistrés agissent, ils le fassent au nom et avec la connaissance et le concours de l'agent principal. Il doit s'assurer que ceux qui sont inscrits sont responsables et agissent avec connaissance et en concurrence.

**M. Dick:** Il doit travailler sous l'égide de l'agent principal.

**Le président:** Voulez-vous s'il vous plaît vous adresser au président avant d'entamer les débats, s'il vous plaît? Monsieur Howard.

**M. Howard:** Ce que le ministre dit confirme mes craintes au sujet de la répercussion du projet de loi. Encore une fois, je dois faire preuve d'esprit de clocher et parler dans des termes du NPD, le parti que je connais le mieux.

Je pense que l'agent principal du NPD hésiterait et si j'étais dans ses bottes, j'hésiterais à désigner un agent enregistré dans chaque district fédéral électoral, car ils sont des profanes dans ce genre d'activités. Des personnes



[Text]

activity. They are persons who often do things on behalf of the party. They collect money. They will be able to commit the party to expenditures.

You do not have time during an election campaign to keep track of what is happening and make sure that you do not over-reach the 30 cents a name restriction that is proposed here. Often you do not find out until after it is all over just what are your total expenditures. You can keep a check within limits but to the cent you cannot. There are too many registered agents around and because of the numbers and because of the involvement in the election, the chief agent is unable to check on what each one is doing every day. It is just not possible. You wind up finding out that you have over-reached yourself and then everybody is in trouble, all because of the honest activities of a few people who are laymen.

This is why I propose another person called an electoral district agent who would work with members of the party in an electoral district who belong to a constituency or a riding association. They could issue receipts for tax purposes and the collection of funds but could not commit the party to expenditures, and therefore not get the party into a great deal of difficulty just through the impossibility of being able to keep control of it. That is why I ask what about the chief agent? What is his authority and responsibilities?

• 2050

**Mr. MacEachen:** We are providing in the bill, Mr. Chairman, a limit during a campaign on the expenses that can be put out by a registered party. The chief agent is the man designated under the law to be responsible for observing those limits. He has to take responsibility for himself and for agents he registers who have the authority to make expenditures. Otherwise, there is no way of observing the limits of the national party. That is a tough responsibility, but it is the only way I can see by which you can enforce limits.

I have considered your amendments and I would like to talk to you about them or elsewhere. But I do not see any way out of that, unless we said that the only man who can take responsibility for paying out is the chief agent. Registered agents cannot incur expenses on his behalf and they become mere collectors. But it would be very difficult, presumably, in a national campaign for one person to undertake the responsibility for every single expenditure in the myriad activities of a national party or a registered party.

**The Chairman:** But he would have the authority under the law.

**Mr. MacEachen:** The registered agent under the law could incur expenses on behalf of the chief agent. The chief agent of a registered party could stipulate to his registered agents what they could do and what they could not do, if he wished.

**Mr. Howard:** But this would not absolve him from anything if they did not.

**Mr. MacEachen:** That is right. There is no way of getting around it unless you say there is only one man in a registered national party who could pay out money. I am thinking of the registered party.

[Interpretation]

agissent souvent au nom du parti. Elles perçoivent des sommes. Elles peuvent entraîner le parti à des dépenses.

Il n'y a pas assez de temps pendant une campagne électorale pour tenir compte de tout ce qui se passe et s'assurer qu'on ne dépasse pas le 30c. du nom qui est la limite imposée par le projet. On ne se rend compte bien souvent qu'après coup des dépenses que l'on a faites. Une certaine vérification est possible mais pas au cent près. Les agents enregistrés sont trop nombreux et l'agent principal trop occupé pour pouvoir faire une vérification journalière pour chacun. Ce n'est tout simplement pas possible. On constate avoir dépassé la mesure et tout le monde se trouve dans le bain, par suite de l'activité de quelques honnêtes amateurs.

C'est pourquoi j'aimerais que l'on désigne une autre personne comme agent électoral du district qui travaillerait de concert avec les membres du parti d'une association dans la circonscription. Ils pourraient émettre des reçus à des fins d'impôt et percevoir des fonds mais sans engager le parti à des dépenses et le mettre dans de grandes difficultés faute de pouvoir exercer le contrôle. C'est pourquoi j'aimerais savoir quelles sont les responsabilités de l'agent principal?

**M. MacEachen:** Le bill prévoit un plafond pour les dépenses électorales engagées par les partis enregistrés. Aux termes de la loi, l'agent principal est chargé de faire respecter ce plafond. Il est également responsable des agents qu'il nomme, agents autorisés à engager des dépenses. C'est la seule façon de faire respecter les plafonds imposés aux partis nationaux. C'est une lourde responsabilité mais je ne vois pas d'autres moyens de faire respecter la loi.

J'ai examiné les amendements que vous avez déposés et j'aimerais vous en parler, ici ou ailleurs. Mais à mon avis la seule solution c'est de stipuler que seul l'agent principal est autorisé à engager des dépenses. Dans ce cas les agents enregistrés ne seraient plus autorisés à engager des dépenses en son nom, et s'occuperaient uniquement de recueillir des fonds mais je pense qu'il serait très difficile lors d'une campagne nationale de demander à une seule personne d'engager les innombrables dépenses d'un parti national ou enregistré.

**Le président:** Mais il serait autorisé à le faire en application de la loi.

**M. MacEachen:** L'agent enregistré peut aux termes de la loi engager des dépenses au nom de l'agent principal. S'il le désire l'agent principal d'un parti enregistré peut dire à ses agents enregistrés ce qu'ils peuvent faire et ce qu'ils ne peuvent pas faire.

**M. Howard:** Mais ceci ne le déchargerait pas de la responsabilité s'il ne le faisait pas.

**M. MacEachen:** C'est exact. L'unique façon de surmonter cette difficulté est d'autoriser une seule personne d'un parti enregistré à engager des dépenses en son nom.



[Texte]

**Mr. Benjamin:** May I have a supplementary?

**The Chairman:** I have many supplementaries already. Mr. Dick, do you have a supplementary?

**Mr. Dick:** Yes. It is a supplementary and related question. I like the idea of the electoral district agent brought up by Mr. Howard. I like the Minister's comments on a chief agent per party. He designates 50 or 100 registered agents who go out to try to gather funds and who can spend funds in different areas for the national party. That is one facet of an election.

**Mr. MacEachen:** Yes.

**Mr. Dick:** The second facet of an election is apropos of what we were talking about this afternoon. We had the registered agent who could bring in money and send it to the national party, or he could hold it and send it down to the candidate in the area where he was a registered agent. Perhaps the electoral district agent, could be one within the area who could gather funds for the party and whoever the party nominates in that area. This would divorce them. He would be able to spend the money down through the local association and candidate, but could not spend it up to the national party. That would divorce the two. You have two facets in a campaign, the local and the national. I am wondering whether you think that would be a good idea.

• 2055

**Mr. MacEachen:** The chief agent has the responsibility for the limits just during the election campaign. We do not put a limit. The purpose of the bill is to deal with elections, and we put limits on the spending of parties and candidates during the election period.

There is no limit on the day-to-day, week-to-week or month-to-month spending outside of the election period. So outside the election period a registered agent or the chief agent, acting together or separately, would not be subject to any limit, but once you are into the campaign the chief agent is responsible for the party's limits and the official agent is responsible with the candidate, for the candidate's limits.

**Mr. Dick:** What I am trying to get at is that you have your chief agent and his flunkies, the registered agents, that are getting in the money and spreading it out for the national campaign.

**Mr. Reid:** Not necessarily, no.

**Mr. Dick:** I am just suggesting this. Then you have Mr. Howard's suggestion and, apropos what we were talking about this afternoon—the candidate may not be nominated, he may not have an official agent in time, we may not have this agent, and you cannot appoint somebody—if the party could appoint an electoral district agent for the electoral district who perhaps could gather funds in advance of the campaign he could write out the tax receipts and so on on behalf of the party and whatsoever he gathered would have to be spent in that electoral district, and he could gather as later an official agent could, and they would be related only to the electoral district and the candidate, once he was nominated, then you would have a permanent feature, an electoral district agent for each registered party looking to the eventual candidate's election and the gathering and expending of money,

[Interprétation]

**M. Benjamin:** Puis-je poser une question supplémentaire?

**Le président:** On a déjà demandé des questions supplémentaires. Vous voulez poser une question supplémentaire, monsieur Dick?

**M. Dick:** Oui. L'idée avancée par M. Howard de nommer un agent électoral de district me paraît bonne. J'aimerais savoir ce que le ministre pense de la nomination éventuelle d'un agent principal pour chaque parti. Cet agent nomme 50 ou 100 agents enregistrés chargés de réunir des fonds et de dépenser de l'argent au nom du parti national dans les diverses circonscriptions. Ceci est un aspect de la campagne électorale.

**M. MacEachen:** En effet.

**M. Dick:** D'autre part, il y a également l'aspect que nous avons évoqué cet après-midi. L'agent enregistré peut après avoir réuni les fonds, expédier ceux-ci au parti national ou bien les faire parvenir au candidat de la région dans laquelle il occupe les fonctions d'agent enregistré. L'agent électoral de district peut être la personne chargée de réunir les fonds au nom du parti ainsi qu'au nom des candidats nommés par les partis dans la région en question. Cet agent électoral serait autorisé à dépenser de l'argent au niveau de l'association locale ainsi que pour le candidat et non pas au niveau du parti national. Ainsi ces deux fonctions seraient clairement délimitées. En effet une campagne électorale présente un double aspect, local et national, j'aimerais savoir ce que vous en pensez.

**M. MacEachen:** L'agent principal est chargé de faire respecter le plafond uniquement au cours de la campagne électorale. L'objet du bill est de régler les problèmes électoraux si bien que la limitation imposée sur la dépense des partis et des candidats l'est uniquement au cours de la période électorale.

Par contre il n'y a aucun plafond quant aux dépenses journalières en dehors des périodes électorales. Aussi bien en dehors des périodes électorales, l'agent principal et les agents enregistrés ne sont assujettis à aucun plafond, mais quand la campagne électorale est ouverte, l'agent principal est responsable de faire appliquer le plafond des dépenses pour le parti et l'agent officiel de faire respecter le plafond pour les candidats.

**M. Dick:** Mais c'est l'agent principal et ses adjoints les agents enregistrés qui réunissent les fonds et les dépenses aux fins de la campagne nationale.

**M. Reid:** Pas nécessairement.

**M. Dick:** Or, il se pourrait, comme on l'a dit cet après-midi que les candidats ne soient pas nommés à temps, qu'ils n'aient pas d'agent officiel à temps et que personne ne puisse être nommé. Si le parti qui est autorisé à nommer un agent électoral de district pour le district électoral en question, agent qui serait autorisé à réunir les fonds avant la campagne à proprement parler et à établir les reçus nécessaires pour les déclarations d'impôt etc, et si cet agent était autorisé à réunir des fonds uniquement dans son district électoral et pour son candidat, on aurait ainsi un agent électoral de district pour chaque parti enregistré, agent chargé de s'occuper de l'élection éventuelle des candidats, d'obtenir et de dépenser l'argent alors que l'agent enregistré s'occuperait pour sa part de la campagne fédérale. Et comme vous le dites, l'agent principal serait responsable de ces dépenses.

[Text]

whereas the Registered Agent would be only tied to the federal campaign. And I would go along with you, that he has to work and the chief agent is responsible for his expenses.

I think what we were talking about this afternoon would tie in very well with this idea of an electoral district agent.

**Mr. MacEachen:** I think my comment on that is that a registered agent under the terms of this bill could do exactly what an electoral district agent could do.

**Mr. Dick:** Except he could end up returning his money to the national headquarters or he could turn it into the constituency, whereas if you divide the responsibility it might make a tidier package.

**Mr. MacEachen:** I can agree with that point, except my desire was not to attempt to regulate the internal flow of funds within a political party, which is now controlled by the party, and that flexibility would be continued under this bill.

I think the concept of the registered agent is broad enough to include the electoral district agent. If you carried on the concept of the electoral district agent in the constituency into the campaign then you would have two persons expending funds for electoral purposes, the official agent and the electoral district agent within the campaign. It seems to me that is going to make the doctrine of agencies we are attempting to operate in the bill, and how it has operated under the Canada Elections Act, very difficult, if not entirely unworkable, because you would have two people then operating as agents and able to spend.

**Mr. Dick:** The thing is the electoral district agent, if I may, Mr. Chairman would then become a person who is a collector of funds, more than a spender in the off years before you had a candidate perhaps, and if necessary he can work it out between himself and the official agent. They can work in tandem.

If the party collected the money through a registered agent or a chief agent and then wanted to turn it over to a certain local candidate, we would just have to make sure there is a provision there that it does not go against the national party's limits and also against the candidate's limits, so that you are doing double accounting. That should be simple.

• 2100

**Mr. MacEachen:** Yes, that is all right. It seems to me that we must have, both at the candidate level and at the party level, a person who is responsible for the limits.

**Mr. Dick:** You have the Chief Electoral Officer at the national level and his agents who are registered anytime.

**Mr. MacEachen:** Right.

**Mr. Dick:** But whom do you have throughout the piece at the electoral district agent level?

**Mr. MacEachen:** The registered agent. As I say, if you said to create an electoral district agent who would collect in the constituency, I conceptually do not object to it, except I think it is much tidier to have the registered agent who can operate in that capacity as well. There is nothing to prevent that. The chief agent says, "I nominate, I list Mr. So-and-So in Skeena as the registered agent in the electoral district of Skeena" and he can collect year in and

[Interpretation]

Il me semble que ce que nous avons dit cet après-midi concorde parfaitement avec cette notion d'un agent électoral de district.

**M. MacEachen:** Il me semble qu'aux termes du bill, l'agent enregistré pourrait parfaitement faire ce que ferait l'agent électoral de district.

**M. Dick:** Mais il risque de faire parvenir l'argent au siège central du parti ou à la circonscription électorale alors qu'en séparant ses responsabilités, les choses seraient plus claires.

**M. MacEachen:** Je suis d'accord sur ce point, mais mon objectif était non pas de réglementer l'acheminement des fonds à l'intérieur des partis mais simplement à assurer une certaine souplesse.

Et j'estime que la notion de l'agent enregistré est suffisamment large pour couvrir également celle de l'agent électoral de district. Si l'agent électoral de district est maintenu lors de la campagne électorale, on se retrouve avec deux personnes chargées d'engager des fonds à des fins électorales, l'agent officiel et l'agent électoral de district. Or je crains que ceci risque de compliquer le principe des agences tel qu'il est prévu aux termes du présent bill et tel qu'il a fonctionné en application de la Loi électorale du Canada, car on aurait ainsi deux personnes autorisées à engager des fonds.

**M. Dick:** Mais l'agent électoral de district deviendrait principalement à mon sens la personne chargée de recueillir les fonds et non pas de les engager dans les périodes où il n'y a pas de mise en candidature. Si la nécessité s'en fait sentir, il pourrait travailler en coopération étroite avec l'agent officiel.

Si le parti réunit des fonds par le canal de l'agent enregistré ou de l'agent principal, il désire ensuite remettre ces fonds à tel ou tel candidat local, il faut veiller à ce que ceci ne contrevienne pas au plafond fixé aussi bien pour le parti national que pour le candidat. Ce ne devrait pas être très difficile à faire.

**M. MacEachen:** Oui. A mon avis, il faut qu'une personne soit responsable du plafond, aussi bien au niveau des candidats qu'au niveau des partis.

**M. Dick:** Mais le directeur général des élections est justement responsable au niveau national, comme le sont les agents enregistrés.

**M. MacEachen:** C'est exact.

**M. Dick:** Mais qui avez-vous au niveau de l'agent électoral de district?

**M. MacEachen:** L'agent enregistré. Je ne m'oppose pas, en principe, à ce que l'on crée des agents électoraux de district chargés de recueillir les fonds dans les circonscriptions électorales, mais il me semble qu'il serait plus simple de charger les agents enregistrés de cette tâche. Rien ne l'empêche. L'agent principal nommerait telle ou telle personne dans telle ou telle circonscription avec l'autorisation de recueillir des fonds toute l'année longue, aussi bien

## [Texte]

year out, he can collect during the campaign, and his collections go either to the national treasury or are held in the district for transference to the candidate at election time. It allows for that flexibility—that parties can work out their own mechanism in the way they wish.

I do not think that if we created an electoral district agent it is in any way going to remove the responsibility of the chief agent with respect to a registered agent or a new post, electoral district agent.

**The Chairman:** Mr. Dick, you entered into the debate on a supplementary and I do have some other names.

**Mr. Dick:** I am sorry, Mr. Chairman.

**The Chairman:** I have Mr. Danson on a supplementary.

**Mr. Danson:** I wanted to clarify Mr. Howard's concern which, if I understand it correctly, is that within a party you might have registered agents, or even some other categories that would cover a different type of area. I would assume it is the party that would designate. The concern, as I understand it from Mr. Howard, is that they may go beyond certain limits or types of expenditures because they are not skilled and do not know the laws too well, and that might reflect on the chief agent and then the chief agent is liable in that case. Is my understanding of Mr. Howard's concern correct?

**Mr. Howard:** That is part of it.

**Mr. Danson:** The point I want to make in that regard is that it is difficult. I apologize for just being at this meeting for the first time tonight, but it is a subject in which all members, myself included, are interested, particularly when I ran against the highest spending candidate in history.

It is the only mechanism that can protect. It would seem to me the only way one can get around that is by a better budgeting system within our party, which is pretty tough in election time when provinces and certain areas of provinces have a specific budget and they just have to live within it. But if someone does not have the legal responsibility it is not really enforceable, and it becomes the chief agent's task to make sure that the mechanisms are in place in that party and that the controls are there. But once you remove that responsibility, it would appear to me, from the chief agent, then the whole thing breaks down. It really has to come from the top. And it is a matter of internal organization within the parties from there on.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** First of all, I think the question Mr. Howard has raised is going to be more serious, naturally, in parties that are not yet nationally competing seriously in every constituency. The problem is going to be that party A knows it has 150 constituencies in which it can seriously compete and in those other 114 it has an incentive in this bill to run a candidate, because that increases the upper limit. But, you know, they could get anybody as a candidate and anybody's half-wit brother as an agent. You can say that is a bookkeeping problem, but that is far too unrealistic, if I may say so, a way to approach the thing.

We have two kinds of liability here. We have liability for national excesses and we have liability for constituency excesses. The Chief agent is clearly liable for national excesses and the official agent of a candidate is clearly liable for constituency excesses.

## [Interprétation]

durant les campagnes électorales qu'en dehors de celles-ci, et les fonds ainsi recueillis seraient acheminés soit vers le siège du parti, soit transférés aux candidats au moment des élections. De la sorte, les partis sont libres de régler ces questions comme bon ils l'entendent.

Quand bien même qu'on déciderait de créer des agents électoraux de district, cela ne déchargerait nullement l'agent principal en ce qui concerne les agents enregistrés ou ces nouveaux agents électoraux de district.

**Le président (M. Laflamme):** Monsieur Dick, vous avez demandé à poser une question supplémentaire; or, j'ai d'autres noms sur ma liste.

**M. Dick:** Je m'excuse, monsieur le président.

**Le président (M. Laflamme):** Monsieur Danson désire poser une question supplémentaire.

**M. Danson:** Si j'ai bien compris ce que M. Howard a dit, un parti peut avoir des agents enregistrés ou d'autres personnes qui seraient chargés de travailler dans d'autres domaines. Or, ces personnes, par manque de compétence ou en raison de leur ignorance de la loi, risquent d'outrepasser le plafond régissant les dépenses électorales. Et en pareil cas, c'est l'agent principal qui serait responsable. C'est bien ce que M. Howard voulait dire?

**M. Howard:** C'est en partie cela.

**M. Danson:** Je n'ai pas pu venir aux réunions du Comité avant, mais c'est là un sujet qui touche tous les candidats et moi personnellement, d'autant plus que j'ai eu à lutter contre le candidat qui engageait les dépenses électorales les plus importantes que nous ayons eues dans notre histoire.

C'est le seul mécanisme qui puisse nous protéger. Seul un meilleur système budgétaire au sein de notre parti peut résoudre ces difficultés, ce qui est assez difficile au moment des élections, lorsque les provinces et différentes régions sont obligées de se débrouiller avec un certain montant. Si personne n'est averti de ses responsabilités juridiques, la mesure est inapplicable, et c'est donc à l'agent principal de s'assurer que tous les mécanismes sont en place dans les différents partis et que les contrôles s'effectuent efficacement. Et j'estime par contre que si l'on décharge l'agent principal de cette responsabilité, le système entier va s'effondrer. Au-delà de ce point, c'est une question qui relève de l'organisation interne des différents partis.

**M. Clark (Rocky Mountain):** La question soulevée par M. Howard devient plus grave dans les partis qui ne présentent pas des candidats nationaux dans toutes les circonscriptions. Ainsi un parti A, qui a 150 circonscriptions dans lesquelles il a quelque chance de réussir, sera encouragé aux termes du présent bill à lutter également dans les 114 autres circonscriptions, car ceci augmenterait son plafond de dépenses. Mais tout le monde sait parfaitement bien que dans de pareilles conditions n'importe qui sera nommé candidat et n'importe quel imbécile sera nommé agent. C'est peut-être un problème de comptabilité, mais ce n'est pas une façon réaliste d'aborder l'affaire.

Il y a d'une part la question d'un dépassement du plafond au niveau national et d'autre part le dépassement du plafond au niveau des circonscriptions. L'agent principal peut visiblement être responsable d'excès sur le plan national tandis que l'agent officiel d'un candidat peut évidem-



[Text]

Why could we not have a category—I do not care what you call them—of regional agents of the chief agent. In the Province of Alberta, for example, you might have one registered agent of the chief agent responsible for whatever he does incurring expenses on behalf of the national party in Alberta, collecting in the event of the kind of things we discussed this afternoon when there is not a candidate in the field, and for all his actions the chief agent is liable because his excesses, if there are any, relate to the national situation. But the liability for excesses in a constituency, including a constituency where the act gives you an incentive to run but you might not have very reliable people working for you, rests with the candidate or the official agent. Would that not be workable?

• 2105

**Mr. MacEachen:** I am not sure I fully understand the point. But if a chief agent wished, for example, to create a registered agent for the whole of Alberta, he could do that. And he would not be obliged to create more than one. He has that flexibility in the law in the proposed bill.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Then he is not responsible for the excesses of, say, my official agent; my official agent is not a registered agent of the party.

**Mr. MacEachen:** No.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Nowhere is that spelled out, or is it?

**The Chairman:** That is in Section 13.1, I believe.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Fine.

**The Chairman:** The agents of the chief agent are appointed, Mr. Clark.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Yes, I see that.

**The Chairman:** That is spelled out in 13.1 on page 4.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I understand that, but I think it is a natural assumption—it is certainly the one I made—that an official agent would also be a registered agent of the party.

**Mr. MacEachen:** Not necessarily, but he could be.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** Does that alleviate the problem you raise?

**Mr. Howard:** No, only part of it. The Minister said he was not out to regulate the internal functions of the party. The concern I have is partly that. That may be satisfied by exploring it and by the chief agent sticking his neck out in some areas, which he might have to do, and finding that he is in difficulty.

The other concern is that I do not agree with the Minister that a donation for which he could get a receipt for tax purposes can be made to a trustee or an agent when the donation is not to go to the registered party, unless it goes through the registered party's books in subterfuge and then comes back again by keeping a separate set of books and saying these donations, while they are for the party, really, when we look up the other set of books, we find that

[Interpretation]

ment être responsable d'excès au niveau de la circonscription.

Pourquoi ne pas avoir une catégorie d'agents régionaux de l'agent principal. En Alberta, par exemple, il pourrait y avoir un agent reconnu pour représenter l'agent principal et qui serait responsable des dépenses engagées au nom du parti national en Alberta, et dans le cas où il n'y a pas de candidat sur place, dans les circonstances que nous avons discuté cet après-midi, l'agent principal est responsable des excès occasionnés par ses actions, le cas échéant, car ces excès se rapportent à la situation nationale. Cependant dans le cas des excès de dépenses engagées dans une circonscription en particulier, même dans une circonscription où la loi semble donner un encouragement à la candidature, mais lorsqu'il n'y a pas de personnes très fiables pour vous seconder, la responsabilité incombe au candidat ou à son agent officiel. Est-ce qu'un tel système ne serait pas possible?

**M. MacEachen:** Je ne suis pas certain de bien comprendre votre argument. Cependant, si un agent principal voulait, par exemple, établir un agent enregistré pour l'ensemble de l'Alberta, il pourrait le faire. Il ne serait pas obligé d'en établir plus d'un. Le projet de loi lui laisse cette latitude.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Il n'est donc pas responsable des excédents de dépenses engagées par mon agent officiel, par exemple, car ce dernier n'est pas un agent enregistré du parti.

**M. MacEachen:** Non.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Ce n'est pas du tout stipulé, n'est-ce pas?

**Le président (M. Laflamme):** Je crois que c'est indiqué à l'article 13.1.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Très bien.

**Le président (M. Laflamme):** Les agents de l'agent principal sont désignés, monsieur Clark.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Oui, je le comprends.

**Le président (M. Laflamme):** C'est stipulé à l'article 13.1, à la page 4.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je comprends, mais je pense qu'il est normal de supposer comme je l'ai fait, qu'un agent officiel serait également un agent enregistré du parti.

**M. MacEachen:** Pas nécessairement, mais il pourrait l'être.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Est-ce que cela aide à régler le problème que vous avez abordé?

**M. Howard:** En partie seulement. Le ministre a dit qu'il ne cherchait pas à réglementer les rouages internes du parti. Voilà en partie ce qui me préoccupe. On pourrait y clarifier la question en y regardant de plus près et il se peut que l'agent principal se trouve dans l'obligation d'outrepasser quelque peu ses fonctions et de se trouver ainsi dans une situation difficile.

Je ne crois pas non plus comme le ministre qu'un don pour lequel une personne recevrait un reçu pour fins d'impôt pourrait être fait à un fiduciaire ou à un agent, quand le don ne va pas au parti enregistré, à moins que par subterfuge on le fasse passer dans les comptes du parti enregistré, pour le faire réapparaître dans d'autres comptes distincts, disons que même si le don était destiné au parti, en réalité les autres comptes démontrent qu'il était destiné



## [Texte]

they were for the electoral district of such and such. And I base that on the provision in Clause 20, the income tax part of this, in which it says:

There may be deducted from the tax otherwise payable by a taxpayer under this Part for a taxation year in respect of any amount contributed by the taxpayer... to a registered party...

It is precise: to the party. That then becomes the chief agent or a registered agent of the party. In fact that is who the donation is made to, "or a candidate at an election".

I just wonder very much whether the income tax people, regardless of the legal opinion of the Justice Department or anybody else, because a distinction is drawn between a registered party and a candidate at an election, which are two separate entities and two separate periods of time—one is only during a course of about two months and the other is during the course of the whole year—may find that you cannot make that kind of contribution to a registered agent of the party and earmark it for some other activity, namely the use of a candidate. I am concerned about that. I am also concerned about the structure that we have in the NDP. In the NDP of raising funds, which is primarily at the community and constituency level, not at the top. It runs counter to our tradition of activity to think in terms of channelling money through the central section of the party. I think that would tend to attract us into becoming a different kind of party from what we are. As I said, I have a political parochial view about it as well, plus the one about the real concern of the chief agent or as Mr. Scotton mentioned to me, that if these registered agents are to be in each electoral district, which they pretty well have to be if we are going to try to raise money throughout the year for the conduct of an election either in that constituency or elsewhere, of having the expenditures go over the limit and the impossibility he would have internally in trying to keep track daily of what these commitments of expenditures are.

• 2110

In an election campaign I think we all find this. We are always doing things today that we should have done a week ago. We are always behind, we are always catching up, and the last week and a half or two weeks of an election campaign are frantic. You have to put all sorts of things to one side and you hope you have not fouled anything up in the process of doing it, and this is the real concern that he had too. Maybe the proposition would be partly that we have these additional agents who could have authority for collecting money at a constituency level by having a separate designation, and so far as the collection of money is concerned, yes, the chief agent is responsible; yes, that has to be audited; yes, he has to report upon it under the provisions of the bill, but in terms of commitment to the expenditure of money, no; we draw a distinction there and establish two different things, which does not obviate the responsibility of the chief agent. Those are the two concerns I have about it.

The Chairman: Mr. Blaker.

Mr. Blaker: Mr. Chairman, I would like to offer whatever commentary I can on the comments made by Mr. Howard and subsequently by Mr. Dick and Mr. Clark because I think, as we have worked together on this Committee over the past few weeks, some mutual understandings have begun to grow about concerns on all sides.

## [Interprétation]

à un district électoral quelconque. Je fonde cet argument sur la disposition de l'article 20, dans la partie relative à l'impôt sur le revenu où il est dit:

Il peut être déduit de l'impôt payable par ailleurs par un contribuable sous le régime de la présente partie, pour une année d'imposition, au titre de toute somme versée par le contribuable... à un parti enregistré...

Il est bien précisé que le versement est fait au parti. Il s'agit alors de l'agent principal ou d'un agent enregistré du parti. En fait, c'est à cette personne que le don est fait; on dit «ou à un candidat, pour l'élection».

Quel que soit l'avis juridique donné par le ministère de la Justice ou n'importe qui d'autre, étant donné la distinction établie entre un parti enregistré et un candidat pour une élection, car il s'agit là de deux entités distinctes et de deux périodes de temps distinctes, l'une ne durant qu'environ deux mois tandis que l'autre s'étend sur toute l'année; je me demande donc sérieusement si le personnel de l'impôt sur le revenu ne conclura pas que l'on ne peut faire ce genre de contribution à un agent enregistré du parti pour ensuite l'attribuer à un autre poste, à savoir les dépenses d'un candidat. Je m'en inquiète, de même que de la façon dont le NDP réunit ses fonds, soit à partir de la communauté ou de la circonscription, non pas des plus hauts échelons. Ce n'est pas dans nos habitudes d'essayer d'accumuler des fonds à partir d'une organisation centrale. Si nous devons le faire, nous perdrons notre identité certainement. Je le répète, je vois les choses d'un point de vue régional et je me demande comment l'agent principal ou, comme M. Scotton me l'a signalé, comment les agents enregistrés dans chaque district électoral, il faut pratiquement qu'il y en ait un dans chacun, si l'on veut pour être en mesure de réunir des fonds toute l'année durant en vue d'élection, soit dans la circonscription, soit ailleurs, pouront sur place essayer de voir quels sont les postes de dépenses et vérifier si les limites ne sont pas dépassées.

Les campagnes électorales sont ainsi faites que l'on se demande de jour en jour si l'on n'aurait pas dû faire telle ou telle chose une semaine avant. On se demande toujours si l'on réussira à rattraper le retard et ce sont les deux dernières semaines ou à peu près qui sont infailliblement les plus occupées. Il faut essayer de se faire un programme et compter qu'on n'a rien oublié; c'est vraiment le point qui me préoccupe. Je ne sais pas si à un point il ne conviendrait pas peut-être d'avoir des agents à part qui puissent réunir les fonds au niveau de la circonscription et les désigner autrement. Pour la caisse électorale, l'agent principal serait responsable, ses comptes seraient vérifiés, il aurait à faire un rapport selon l'expression du bill, ce serait différent, sans que les prérogatives de l'agent principal en soient diminuées évidemment. Je me demande.

Le président: Monsieur Blaker.

M. Blaker: J'aimerais bien revenir sur les observations de MM. Howard, Dick, Clark, puisque j'ai l'occasion de les rencontrer au Comité au cours des dernières semaines et qu'il me semble qu'il y ait passablement de malentendus qui sont survenus. La proposition de M. Howard, qui répond d'ailleurs aux craintes exprimées par MM. Dick et

## [Text]

Essentially we run 265 elections in Canada. The proposal made by Mr. Howard and the concerns expressed by Mr. Dick and Mr. Clark possibly indicate the desirability of separating certain responsibility functions on the part of the people called the chief registry agent, a registered agent and then a candidate's agent, and I think it may be recalled that over the past few weeks I have been one of those people who have expressed again and again a concern about the independence of the candidate. However, I believe, in so far as the electoral system in Canada is concerned, that unless we place maximum responsibility on the most sensitive areas, then alternatively we are going to face the possibility that in individual ridings he will increase the possibility of abuse.

By using a chief registered agent and other registered agents we place upon the parties, who are probably the most sensitive political vehicles, the kind of responsibility and worry about whether or not electoral funds have been properly raised and properly spent. While I have some sympathy for Mr. Howard's point, it is possible that you may have individuals out in the boondocks or next door who may abuse or innocently err in terms of their responsibilities. In so far as the entire process is concerned, as opposed to each individual riding, I think I would be better to see this kind of heat placed on the entire party process and making the party responsible for the behaviour of its candidates across the country.

I do not see an alternative such as the suggestion about an electoral district officer unless you want to go to a concept called the state prosecutor. Even then you are going to get into the horrendous problem of various candidates in various ridings in the middle of their anxiety, their heat and their concerns, you are going to get into this political thing about these electoral district neutral officers being accused of partisanship in one fashion or another. If we place the responsibility at the point where it is most sensitive, which is on the whole machinery of the party at large. I think we can guarantee to the voters that there is a larger sense of responsibility than we might have if we simply relegated it to the individual level.

• 2115

We do not have any concept in law which is tougher, in terms of responsibility, than that of agency, and this concept of a registered agent essentially holds an entire party responsible for the behaviour of its candidates and people. The price is that the candidates will have to give up a little bit of their sense of freedom.

With that said, perhaps there are other speakers to follow me?

The Chairman: Yes, there are. Mr. Benjamin.

Mr. Benjamin: Mr. Chairman, I must confess I do not share the concern of even my colleague from Skeena on this, in respect of expenditures. Just in terms of the practicality of what actually happens in federal election campaigns, I doubt very much if, in practice, a registered agent of the party in any given constituency will expend money on behalf of the national party. I just do not see that happening, but the possibility of its happening, of course, is there.

Somebody could innocently or deliberately expend funds that he collected in the name of the party, then the chief agent's neck is out a mile. I am wondering, if it would be helpful, what the Minister would think of some additional

## [Interpretation]

Clark, montre bien la nécessité de bien définir les fonctions de gens comme l'agent d'enregistrement principal, l'agent enregistré et l'agent du candidat. Je souligne également qu'au cours des dernières semaines j'ai été l'un de ceux qui a le plus insisté sur la nécessité de respecter l'indépendance du candidat. Cependant, la façon dont fonctionne le système électoral au Canada, à moins que l'on puisse réussir à délimiter de façon précise les responsabilités dans chaque secteur, il faudrait s'attendre à ce qu'il y ait des abus dans les circonscriptions.

Avec le concept de l'agent principal et des agents enregistrés, les partis, qui sont probablement ceux que l'on doit viser, tous font face à ces responsabilités et doivent veiller à ce que leur fonds soit réuni et dépensé d'une façon honnête. Je comprends les préoccupations de M. Howard, mais il est toujours possible que des individus, dans des circonscriptions éloignées ou tout près dérogent de cette ligne de conduite sciemment ou non. Globalement maintenant, par opposition à ce qui se passe au niveau de chaque circonscription, je pense qu'il est préférable que le parti soit entièrement responsable de la conduite de ses candidats par tout le pays.

Je ne vois pas d'autres possibilité, même pas celle d'un agent de district électoral, à moins que l'on veuille adopter le concept du procureur des terres. Même là, cependant, il y a toujours la possibilité que divers candidats, au beau milieu d'une campagne électorale, avec tout ce que cela comporte, mettent en doute la neutralité de ces agents de district électoral supposément neutres et les accusent de faire preuve d'un esprit partisan. Il faut faire assumer ces responsabilités par l'organisme concerné de plus près, soit le parti lui-même dans son ensemble. Je pense que nous pouvons garantir aux électeurs que le sens des responsabilités sera plus grand que si nous l'avions simplement relégué au niveau individuel.

Il n'existe pas de concept juridique aussi sévère en matière de responsabilité que celui de cet organisme et ce concept d'un agent enregistré c'est reposer toute la responsabilité de l'attitude des candidats et des personnes sur le parti tout entier. Pour ce faire les candidats devront abandonner quelque peu leur sens de liberté.

Cela étant dit, peut-être que d'autres orateurs voudraient me suivre?

Le président: Oui, M. Benjamin par exemple.

M. Benjamin: Monsieur le président, je dois dire que je ne partage pas les préoccupations de mon collègue de Skeena à ce propos, à propos des dépenses. Si l'on s'en tient à ce qui se produit effectivement lors des campagnes électorales fédérales, je doute beaucoup qu'en pratique l'agent enregistré du parti dans une circonscription donnée dépense l'argent au nom du parti national. Je ne pense pas que cela se produira mais la possibilité que cela se produise existe bien sûr.

Quelqu'un pourrait innocemment ou délibérément dépenser des fonds collectés au nom du parti, mais alors l'agent principal redouble d'attention. Je voudrais savoir, et peut-être cela est-il utile, ce que le ministre pense d'un

## [Texte]

wording at an appropriate place in the bill that would say that a registered agent of the party, other than the chief agent, may not or cannot expend funds on behalf of the party without the expressed or designated permission of the chief agent.

I can appreciate that the national secretary of our party might be sitting and worrying about whether 264 guys all across the country are spending money in his name, unbeknownst to him. If this will help any, I think we will find, from experience with this legislation, that the registered agents in ridings, or in provincial sections or regions, will be mainly collectors, a vehicle through which contributions can come in and be eligible for tax credits. The funds would then be turned over to the party or the candidate, or a combination of both, and that would be about the sum total of their responsibilities.

The expenditures of money would follow on the official agent of the candidate or the chief agent of the party, and it will be pretty difficult for the registered agent of any party anywhere in the country to start spending money he has collected in the name of the party. I just do not see the national office of any party holding still for that, and I suspect they would send out specific and explicit instructions that they were not to expend money on behalf of the national party without the express consent or direction of the chief agent.

In order to provide a little protection for that chief agent of each party, however, how about some wording that says: "No registered agent or district electoral agent", or whatever we call him, "may expend funds on behalf of the party without the express consent or instruction of the chief agent". I am trying to be helpful.

**Mr. MacEachen:** Mr. Chairman, I do not object to writing in a provision that would provide or would state that a registered agent can spend money on behalf of the chief agent only when he has specific authority. In order words, the chief agent would have to write him or say, "Well, you can spend in this campaign for me in such-and-such a way." If he did not do that, the registered agent could not spend. I would not object to that.

**Mr. Howard:** That provision is in there now with respect to candidates and official agents authorizing petty expenditures.

**Mr. MacEachen:** I would not have any objection to that.

**The Chairman:** Mr. O'Connor. No questions?

Mr. Lachance, then.

• 2120

**M. Lachance:** Monsieur le ministre, je voudrais savoir ce qui arrive entre un agent officiel nommé par le parti et un agent nommé par un candidat alors qu'il est choisi après l'émission des brefs d'élection? Quel est le mécanisme qui nous permet de passer d'un agent principal pour un comté et un agent nommé par un candidat? Qu'arrive-t-il lorsqu'il y a un conflit entre l'agent nommé par un candidat d'un parti et l'agent nommé par l'agent principal? Ce qui peut très bien arriver, d'après moi.

## [Interprétation]

énoncé supplémentaire placé dans le projet de loi et qui dirait qu'un agent enregistré du parti, autre que l'agent principal, n'a pas l'autorisation ou ne peut pas dépenser des fonds au nom du parti sans la permission expresse de l'agent principal.

Je comprends parfaitement que le secrétaire national de notre parti s'inquiète de la façon dont les 264 candidats répartis à travers le pays dépensent l'argent en son nom à son insu. Si cela peut être d'une aide quelconque, je pense que l'expérience de cette législation nous montrera que les agents enregistrés dans les circonscriptions ou dans les sections provinciales ou les régions s'avéreront être principalement des percepteurs de fonds, c'est-à-dire l'intermédiaire par lequel les contributions sont faites et sont l'objet d'exemptions fiscales. Les fonds seraient ensuite transmis soit au parti ou au candidat ou aux deux à la fois, et ce serait à peu près l'ensemble de leur responsabilité.

L'utilisation des fonds reviendrait à l'agent officiel du candidat ou à l'agent principal du parti, et il serait particulièrement difficile à l'agent enregistré d'un parti n'importe où au Canada de commencer à dépenser des fonds qu'il aurait perçus au nom du parti. Je ne crois pas que le bureau national de n'importe quel parti resterait inactif et je suis sûr qu'on enverrait des instructions spécifiques et explicites indiquant qu'ils n'ont pas à dépenser l'argent au nom du parti national sans le consentement exprès ou l'instruction de l'agent principal.

Afin d'assurer une certaine protection à l'agent principal de chacun des partis, que pensez-vous d'un énoncé qui serait le suivant: «aucun agent enregistré ou agent électoral de district, ou quel que soit son titre, «a le droit de dépenser des fonds au nom du parti sans le consentement exprès ou les directives de l'agent principal». Je cherche à vous aider.

**M. MacEachen:** Monsieur le président, je ne m'oppose pas à ce que l'on inscrive une disposition qui stipulerait que l'agent enregistré peut dépenser des fonds au nom de l'agent principal lorsqu'il en a reçu l'autorisation spécifique. En d'autres termes, l'agent principal devrait lui écrire ou lui dire qu'il peut dépenser des fonds au cours de cette campagne de telle ou telle façon. Dans le cas contraire, l'agent enregistré ne pourrait pas dépenser de fonds. Je ne m'oppose pas à cette proposition.

**M. Howard:** Cette disposition existe à présent à propos des candidats ou des agents officiels autorisant des dépenses mineures.

**M. MacEachen:** Je n'aurais aucune objection à cela.

**Le président:** Monsieur O'Connor. Avez-vous des questions?

Monsieur Lachance.

**Mr. Lachance:** Mr. Minister, I should like to know what happens when there is an official agent appointed by the party and another agent appointed by a candidate who is chosen after elections briefs have been sent out? By what procedure can we switch from a main agent from the constituency to one appointed by a candidate? What happens when there is disagreement between the agent appointed by a party candidate and the agent appointed by the main agent? which I claim can easily happen.



## [Text]

**Mr. MacEachen:** Mr. Chairman, the registered agent, if he is so listed and operates within a constituency, is empowered under the law to collect funds every day of every year, including every day of the election campaign. He is not stopped from doing it when the campaign commences.

**Mr. Lachance:** You are talking about the chief agent.

**Mr. MacEachen:** Or a registered agent.

**Mr. Lachance:** Okay.

**Mr. MacEachen:** He is collecting for the registered national party. As I have stated, the funds which he collects must be reported to the chief agent and disclosed to the Chief Electoral Officer and open to public inspection so that there is disclosure there.

That is his function. If he has funds in his possession which he has not put in the national treasury, he could, when the campaign opened and the candidate was nominated, transfer whatever funds he has to the official agent of the candidate. There is nothing to prevent that.

Actually, both of them could be operating as collectors during the campaign in the constituency. There is nothing inconsistent in that.

**Mr. Lachance:** Yes, I understand now.

Do you not think, Mr. Minister, that by this bill we are getting away from the voter, the man in the street and his rights, and giving those rights to the parties? I believe the constituencies are the important election modules, and from the constituencies it goes to the parties. With this bill we are switching this importance of the constituencies to the parties, from the top to the bottom, from the brass to the grass instead of from the grass to the brass.

**Mr. MacEachen:** It could happen that way, Mr. Chairman. I think it depends entirely upon the structure of the party and the democracy that exists within the party. If the constituencies want to give up and let the headquarters run everything, it could happen, but they do not have to.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** The man in the street we are trying to take it away from is the man in St. James Street.

• 2125

**Mr. Lachance:** I am afraid that we are taking it from the man in the street.

**Mr. Reid:** What about Bay Street?

**Mr. Lachance:** I like the general idea of the bill. But I am afraid that we are going to take from the man in the street, you know, from the grass to the brass.

**Mr. Benjamin:** The opposite is the case.

**Mr. Lachance:** It should be the grass first and then the brass. We are giving too much power to the chief agent. If the candidate does not agree with the party—and I am not talking about any particular party—he may very well be in a strait-jacket. The chief agent is now a person with much more power than he had before.

## [Interpretation]

**M. MacEachen:** Monsieur le président, si l'agent enregistré est inscrit de cette façon et remplit ces fonctions à l'intérieur d'une circonscription, il a le droit de recevoir des contributions tous les jours de l'année, ce qui comprend chaque jour de la campagne électorale. La loi ne le lui interdit pas sous prétexte que la campagne a commencé.

**M. Lachance:** Vous parlez de l'agent principal?

**M. MacEachen:** Ou d'un agent enregistré.

**M. Lachance:** D'accord.

**M. MacEachen:** Il reçoit les contributions de la part du parti national enregistré. Comme je l'ai déjà dit ils doivent faire rapport à l'agent principal sur l'argent qu'ils reçoivent et en révéler les montants à l'agent principal des élections, ainsi qu'aux regards publics de sorte qu'il y a là une mise à découvert.

Telle est sa fonction. S'il détient des fonds qu'il n'a pas déjà versé au trésor national du parti, il peut, lors du lancement de la campagne et de la nomination du candidat, transférer à l'agent officiel du candidat tous les fonds qu'il détient. Il n'y a rien qui interdise cela.

En fait, tous les deux peuvent faire fonction de receveurs à l'intérieur de la circonscription au cours de la campagne. Il n'y a là aucune incompatibilité.

**M. Lachance:** Oui, je comprends maintenant.

Ne trouvez-vous pas, monsieur le ministre, que ce projet de loi nous éloigne de l'électeur, des droits du citoyen moyen, en transférant ces droits aux partis politiques? Pour moi les circonscriptions sont d'importants modules électoraux, alors que leur argent va aux partis politiques. Ce projet de loi a pour effet de transférer aux partis politiques toute l'importance des circonscriptions, de la déplacer du haut vers le bas plutôt que de bas en haut.

**M. MacEachen:** Ça pourrait se passer comme ça, monsieur le président. Il me semble que cela dépend entièrement de la structure du parti et de sa démocratie interne. Cela pourrait arriver si les circonscriptions renoncent à la lutte et laissent libre cours à la direction du parti, mais il n'est pas inévitable qu'elles agissent ainsi.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Cet homme de la rue à qui nous essayons d'enlever son importance, c'est l'homme de la rue St-James.

**M. Lachance:** Je crains que ce soit l'homme de la rue qui ait à payer.

**M. Reid:** Et ceux de Bay Street?

**M. Lachance:** J'aime le principe général du Bill; mais je crains que ce soit l'homme de la rue qui en soit pour ses dépens.

**M. Benjamin:** C'est tout le contraire.

**M. Lachance:** Il faut respecter la hiérarchie. Nous donnons trop de pouvoir à l'agent principal. Si le candidat n'est pas d'accord avec son parti, et je ne vise aucun parti en particulier, il aura les mains liées. L'agent principal a maintenant beaucoup plus de pouvoir qu'il n'avait auparavant.



## [Texte]

**Mr. Reid:** Who?

**Mr. Lachance:** The chief agent.

**Mr. Reid:** We do not have one now.

**Mr. Lachance:** Yes, but we are going to have one if this bill is passed. Are we going to have a chief agent for each party, yes or no?

**Mr. Reid:** Yes.

**Mr. Lachance:** If this bill is passed the chief agent will be appointed by...

**Mr. Reid:** The leader of the party.

**Mr. Lachance:** The leaders of the parties will have much more importance than they have now. Our democratic system may very well be impaired.

**Mr. MacEachen:** Mr. Chairman, when the bill was in the planning stage, one of the things that I did not want to have happen would be to centralize everything in the hands of the brass, so to speak, in the party headquarters. We wanted to make it possible for each party to say to the brass: there will be a registered agent here, and there, and there, able to collect; if we decide, as a party, that the funds will be kept here, they can be kept here. These are all matters for the party. Conceivably, to me at least, they can strengthen the local organization against the headquarters but it depends entirely upon the kind of structure and democracy that exists within each party.

If the parties, the constituencies, the members, the candidates, the organization, leave everything to the top, well it will happen that way. But they do not have to; the bill makes it possible for the registered agents to operate in constituencies and collect money. We do not state that the money must go to the headquarters; it could stay in the constituency. That is a matter for the party, itself, to determine.

**Mr. Lachance:** But do not the local agents have to report to the chief agent?

**Mr. MacEachen:** Yes, to fulfil the requirement of disclosure.

**The Chairman:** Mr. Nowlan.

**Mr. Nowlan:** Mr. Chairman, Mr. Lachance hit upon not only an interesting question but also one of the fundamental issues that this bill raises, in spite of the protestations of the Minister. Mr. Benjamin, during Mr. Lachance's remarks uttered a couple of no-no's and Mr. Howard said that he did not want any central authority governing the chief agent. That is how all this discussion began and yet Mr. Benjamin comes along...

**Mr. Howard:** I did not say that.

**Mr. Nowlan:** You said something like it—a central office. Anyway, you can say what you wish but part of your remarks were directed to the fact that the chief agents—Mr. Scotton in his case—are worried about what is going on down in the hustings. Mr. Howard expresses a very legitimate concern about Mr. Scott and his ulcer resulting from worry about what is happening in the constituency. Mr. Benjamin comes along and says there will be no payment. You can collect, but no one can pay out unless he has the express consent of the registered agent, or the candidate or somebody else. This comes right down to what Mr. Lachance said about the potential consolidation of essential authority in this whole business.

## [Interprétation]

**M. Reid:** Qui?

**M. Lachance:** L'agent principal.

**M. Reid:** Nous n'en avons pas pour l'instant.

**M. Lachance:** Oui, mais nous allons en avoir un si le projet de loi est adopté. Allons-nous avoir un agent principal pour chaque parti, oui ou non?

**M. Reid:** Oui.

**M. Lachance:** Si ce Bill est adopté, l'agent principal sera nommé par...

**M. Reid:** Le chef du parti.

**M. Lachance:** Les chefs de partis auront donc beaucoup plus d'importance que maintenant. Notre système démocratique pourrait bien se trouver en danger.

**M. MacEachen:** Monsieur le président, lorsque le Bill en était au stade de l'étude, l'une des choses que je voulais éviter était de centraliser tout entre les mains des pontes pour ainsi dire, c'est-à-dire des quartiers généraux des partis. Nous voulions faire en sorte que chaque parti puisse dire à ses dirigeants: nous aurons un agent enregistré ici et là, avec les pouvoirs de recueillir des fonds; si nous décidons, en tant que parti que les fonds seront centralisés ici, c'est là qu'ils le seront. Ce sont là des questions à résoudre par les partis eux-mêmes. Selon moi, il est concevable que cela puisse renforcer les organisations locales aux dépens du quartier général mais tout dépend de la structure et de l'esprit démocratique qui régnait au sein de chaque parti.

Si les partis, les circonscriptions, les députés, les candidats, les organisations locales, s'en remettent toujours au sommet, c'est cela qui se produira. Mais ce n'est pas nécessaire; le projet de loi permet aux agents enregistrés de travailler dans les circonscriptions et de recueillir des fonds. Nous ne disons nulle part que ces fonds doivent aller au quartier général; ils pourraient rester dans la circonscription. C'est une question à décider par les partis eux-mêmes.

**M. Lachance:** Mais les agents locaux ne sont-ils pas responsables devant l'agent principal?

**M. MacEachen:** Oui, aux fins de la publication.

**Le président:** Monsieur Nowlan.

**M. Nowlan:** Monsieur le président, M. Lachance a soulevé non seulement une question intéressante mais l'un des problèmes fondamentaux que pose ce projet de loi, en dépit des protestations du Ministre. M. Benjamin a émis quelques nons au cours des remarques de M. Lachance et M. Howard a dit qu'il ne voulait aucune autorité centrale imposant sa volonté à l'agent principal. C'est comme cela que toute cette discussion a commencé et voilà M. Benjamin qui arrive...

**M. Howard:** Je n'ai pas dit cela.

**M. Nowlan:** Vous avez dit quelque chose dans ce genre. Quoi qu'il en soit, vous pouvez dire ce que vous voulez mais une partie de vos remarques était à l'effet que les agents principaux, M. Scotton dans son cas, s'inquiétaient de ce qui allait advenir dans les circonscriptions. M. Howard exprime une inquiétude très légitime au sujet de M. Scott et de l'ulcère à l'estomac que lui donnera l'inquiétude qu'il nourrit au sujet de sa circonscription. Et voilà que M. Benjamin dit qu'aucun paiement ne sera fait. On peut recueillir des fonds mais personne ne peut faire de paiement sans l'autorisation de l'agent enregistré, du candidat ou de quelqu'un d'autre. Ce qui nous ramène à ce que M. Lafrance a dit au sujet de la centralisation du pouvoir.

[Text]

[Interpretation]

• 2130

I would like to ask the Minister something, Mr. Chairman. It may come from Barbeau, but I would like to find a little more paternity than Barbeau. Where did the concept of a chief agent for a registered party come from? What other jurisdiction has that in practice tonight?

**Mr. MacEachen:** One concept that was introduced was to make the parties fully legal entities. It seemed to me that it would be much more simple to apply to the parties the concept of agency that has already been operated with respect to candidates and their official agents and make the arrangement parallel.

I do not know how you are going to make a registered party responsible for spending limits unless some guy has the buck right in his hand. He is the man who will be held responsible. While he may have considerable authority in the party, he has very great responsibility under the law. He has to be a pretty responsible guy.

In terms of the brass versus the grass I think the bill is neutral. Whether the grass triumphs or the brass triumphs will depend upon the operation of the party itself.

**Mr. Nowlan:** Mr. Minister, you are answering my question, which you have not yet answered. But coming right to that point, assuming a strong constituency organization or a collective group of strong constituency organizations, how do you meet this problem of the brass versus the grass, or the grass versus the brass?

You say it is neutral. I do not think it is when you get all the streams of this bill. Having said that, I have another thought about it. We are all in favour of certain things. My friend from Rocky Mountain says we are going to take it out of St. James Street and Bay Street and take it back to Main Street. That is fine. He has been elected in one election, and as far as I am concerned, sitting in the party where I belong, we have not had a worry about St. James Street or Bay Street for a long time.

To take it back—and J. J., you come from Northern Ontario, and you are pretty well tuned into Bay Street and St. James Street. But let us not worry about that. We have gold dust twins from Quebec even though we have two members. We spent more money in Quebec than anyone else could spend with the results.

**Mr. Reid:** Almost as bad as we did in Alberta.

**Mr. Nowlan:** Be that as it may, coming down to Main Street versus Bay Street, I would like to ask the Minister two specific questions. One results from his answer to somebody else and then partly to me, and then comes back to my question to him. How does he think a constituency organization is strengthened through this bill, or a collective group of constituency organizations are strengthened through this bill, when you start to impose, because of the great sensibilities that we all believe in, certain officials at the top with this accountability? Why do we not start the accountability somewhere else?

My first question is, why do you think it is strengthened potentially?

J'aimerais poser une question au ministre, monsieur le président. D'où vient l'idée d'un agent principal pour chaque parti enregistré?

**M. MacEachen:** Tout d'abord, nous avons voulu faire des partis des entités juridiques à part entière. Or, dans cette optique, je pense qu'il est plus simple d'appliquer aux partis la notion d'agence qui est déjà d'application en ce qui concerne les candidats et leurs agents officiels et de prendre des dispositions parallèles dans ce domaine.

Je ne vois pas comment un parti enregistré peut faire respecter le plafond des dépenses si une personne n'est pas chargée d'engager les fonds. Cette personne tout en ayant une grande autorité au sein du parti aura par contre une lourde responsabilité vis-à-vis de la loi et dès lors, ce doit-être une personne hautement responsable.

D'autre part, j'estime que le bill est parfaitement neutre en ce qui concerne la querelle qui oppose les bonzes du parti à la base. L'issue étant essentiellement du fonctionnement interne des partis.

**M. Nowlan:** Dans les régions où il y a des circonscriptions fortement structurées ou des groupes de circonscriptions ainsi structurées, comment résoudre justement la lutte qui oppose la base aux grands bonzes?

Vous dites que le bill est neutre. Or tel n'est pas mon avis. Nous sommes tous pour certaines choses. Mon collègue de Rocky Mountain parle d'enlever le pouvoir à *St-James Street* et à *Bay Street* pour le remettre à *Main Street* ce qui est fort joli. Il s'est fait élire lors d'une élection et en ce qui me concerne, *James Street* et *Bay Street* ne me causent aucun souci.

Vous venez du nord de l'Ontario et vous savez aussi bien ce qui se passe à *Bay Street* qu'à *James Street*. Mais ne nous en faisons pas. Nous avons deux jumeaux de Québec bien que nous ayons deux députés. Nous avons dépensé plus d'argent au Québec et voyez le résultat.

**M. Reid:** Presque aussi lamentable que les nôtres en Alberta.

**M. Nowlan:** J'ai deux questions à poser au ministre. En quoi, à son avis, le présent bill renforce-t-il les circonscriptions ou un groupe de circonscriptions alors qu'il leur impose des agents venus de l'extérieur responsables des questions financières? Pourquoi ne pas confier cette responsabilité ailleurs?

En quoi voyez-vous que ce bill renforce les circonscriptions?

## [Texte]

**Mr. MacEachen:** I think potentially it is possible to create a mechanism by which constituency organizations can be financed on a year-to-year basis through this bill and through the tax credits. For example, any constituency organization could say to their party, to their chief agent, that while we want a registered agent in this district...

**Mr. Nowlan:** Who says they want a registered agent?

• 2135

**Mr. MacEachen:** It seems to me that within the operation of a party, the chief agent has to be responsive to the requirements of the party and the demands of the party in listing registered agents.

**Mr. Dick:** Nothing says that. There is no reason why he has to.

**Mr. MacEachen:** This is why it is an internal party matter.

**The Chairman:** Proposed Section 13.1 does say it, because the chief agent is appointed by the party leader.

**Mr. Nowlan:** I will come back to that later with some specific examples. However, I would like to have an answer to my first question. What other jurisdiction that the Minister knows about has this concept of a chief agent who is going to have accountability?

**Mr. MacEachen:** I do not know of any personally. There may be many, but I think this concept has come out of our own deliberations in the special committee, in the last bill. Certainly the special committee wrestled with this concept. Finally, as a result of its recommendations, we put into the bill this concept of agency as the most simple that could be devised in order to pin the responsibility on one individual for the requirements of spending limits and disclosure and issuance of tax receipts and so on.

**Mr. Nowlan:** We all know that historically in the British system, and most likely in the Napoleonic or any other system you can get, the power of the purse is the power of politics. This, of course, goes back to Bay Street and Main Street. But it comes back to what Mr. Lachance said about Main Street and St. James Street: if the party leader appoints the chief agent who is then going to appoint the registered agents in the ridings, do you not then start to get a consolidation of control that might militate against individual candidates? Just because I happen to belong to the Conservative Party with its very healthy, independent streak is no sign that finances should militate against that independent streak. I am very concerned about this provision in the sense that I, as a sitting member, may have an idea about a registered agent that is far different from what my party leader may have.

**Mr. MacEachen:** That is...

**An. hon. Member:** Your problem.

**Mr. MacEachen:** That is possible.

**Mr. Nowlan:** Then you get your central control that you say is not there.

**Mr. MacEachen:** Difficulty can occur under the bill because the party leader is the man who is designated with the responsibility. I do not know any other way of doing it, quite frankly.

## [Interprétation]

**M. MacEachen:** En principe il devrait être possible de financer des organisations de circonscriptions d'une année sur l'autre en application des dispositions du présent bill ainsi qu'au moyen des crédits d'impôt. Ainsi chaque organisation pourrait faire savoir à son parti ou à son agent principal que tout en voulant avoir un agent enregistré dans cette région...

**M. Nowlan:** Qui dit qu'ils veulent un agent enregistré?

**M. MacEachen:** Il me semble que l'agent principal doit être sensibilisé aux besoins du parti lorsqu'il s'agit d'inscrire les agents.

**M. Dick:** Rien ne le dit. Il n'y a pas de raison pour que cela soit.

**M. MacEachen:** C'est pourquoi c'est une question interne.

**Le président:** L'article 13.1 le précise car l'agent principal est nommé par le chef du parti.

**M. Nowlan:** J'y reviendrai plus tard en citant un exemple précis. Toutefois, j'aimerais d'abord obtenir une réponse à ma première question. Quelle autre autorité connue du ministre a cette conception de l'agent principal auquel il faut rendre des comptes?

**M. MacEachen:** Pour ma part je n'en connais pas. Il est possible qu'il y en ait plusieurs, mais je pense que cette notion résulte de nos délibérations en comité spécial lors de l'étude du dernier projet de loi. Le comité spécial a certainement analysé ce concept. Enfin, comme résultat de ses recommandations, nous avons inséré dans le Bill cette notion d'agent comme étant la plus simple afin de circonscrire la responsabilité à une seule personne pour ce qui est des dépenses limites et de la régulation et de l'émission des reçus fiscaux.

**M. Nowlan:** Nous savons tous que, historiquement, dans le système britannique et très probablement dans le système napoléonien par exemple, le pouvoir de la bourse est le pouvoir politique. Ceci remonte à Bay Street et Main Street. Mais cela revient à ce que disait M. Lachance au sujet de Main Street et St. James Street: si le chef du parti désigne l'agent principal qui doit ensuite désigner les agents enregistrés dans la circonscription, est-ce que cela ne constitue pas la consolidation du contrôle pouvant s'exercer au détriment des candidats particuliers? Simplement parce que je suis du parti conservateur, fort de son indépendance, il ne s'ensuit pas que cette indépendance doive subir le contrecoup de la situation financière. Je suis très inquiet au sujet de cette disposition car, comme membre élu, l'idée que j'ai de l'agent enregistré peut être très différente de ce qu'en pense le chef de mon parti.

**M. MacEachen:** C'est...

**Une voix:** Votre problème.

**M. MacEachen:** C'est possible.

**M. Nowlan:** Vous obtenez alors le contrôle central que vous dites n'y être pas.

**M. MacEachen:** Une difficulté peut surgir suivant les dispositions du projet de loi parce que le chef du parti assume la responsabilité. Je ne vois pas comment cela pourrait se faire autrement.



## [Text]

**Mr. Dick:** There is an example I can think of, just to use names and situations. In 1967, for example, if this bill had been passed, Ralph Cowan might have had Mr. X appointed as a registered agent. But the Liberal Party might not want Ralph Cowan's man, Mr. X, and would have preferred Mr. Y. So the Liberal Party would have, through their chief agent, appointed Mr. Y.

Ralph Cowan cannot get anybody to collect money for him who can give a tax deduction for three years. Ralph Cowan is pushed out. He has lost his base within the party. The party now has full control over the candidate. He has not the financial resources. He runs as an independent, gets beaten and he is out of the system.

In a sense you are taking away from the individual candidate the right to appoint a man who can give tax receipts for the interim period of time between one election and the appointing of an official agent after he has been officially nominated for the subsequent election.

I think this dovetails into Mr. Howard's suggestion that you have a chief agent and you have registered agents who look to national headquarters, and who gather in and reap in the money for national headquarters and for the national campaign. However, if the local association wants to appoint their man, of whom national headquarters have probably never heard, they can. After all, party politics is not enshrined in the constitution of this country. To keep a certain amount of independence, they can appoint a man. He can get and give receipts that are tax forms which can be given to the DNR so that he can get a deduction.

• 2140

I think a division of powers might be very good, with a registered agent who only looks towards the national party, and maybe an electoral district agent who is a parallel man but who looks only towards the constituency. Otherwise, you have a registered agent who is being pulled from both sides; the national party says "give us all the money"; the local candidate or local association says "give us all the money." I would not like to be in the poor guy's position; hearing what some of them have had to go through from time to time, I think you are putting him in a very untenable position.

**Mr. MacEachen:** I do not see why I should be allowed to appoint a man to collect funds for me until I am a candidate.

**Mr. Dick:** That is right. The association should be able to.

**Mr. MacEachen:** When I am a candidate I am entitled, under this bill, to appoint an agent to collect for me as a candidate.

**Mr. Dick:** In my constituency of Lanark-Renfrew-Carleton, surely the Liberal Association should be able to appoint a man to collect funds . . .

## [Interpretation]

**M. Dick:** Il me vient un exemple à l'esprit, dont je puis citer les noms et les situations. En 1967, si ce projet de loi avait été adopté, Ralph Cowan aurait pu avoir fait nommer M. X comme agent enregistré. Mais le parti libéral ne voudra peut-être pas de l'homme choisi par Ralph Cowan, M. X, et aurait pu préférer M. Y. Ainsi, le parti libéral aurait, par le truchement de son agent principal, nommé M. Y.

Ralph Cowan ne peut trouver personne qui recueille des sommes pour lui et qui puisse accorder des exemptions d'impôts pour trois ans. Ralph Cowan est mis de côté. Il a perdu pied dans le parti. Le parti exerce maintenant sa pleine emprise sur le candidat. Il n'a pas de ressources financières. Il se présente comme indépendant, est défait et se trouve rayé du système.

En quelque sorte, vous enlevez au candidat le droit de nommer un homme qui puisse accorder des reçus fiscaux pour la période comprise entre une élection et la nomination d'un agent officiel après que celui-ci ait été officiellement nommé pour la prochaine élection.

Je crois que ceci concorde avec ce qu'a laissé entendre M. Howard: vous avez un agent principal et des agents enregistrés qui relèquent le siège national et qui recueillent et ramassent l'argent pour le siège national et la campagne nationale. Les associations locales ont néanmoins le droit de choisir leur agent, qui sera d'ailleurs probablement inconnu au niveau national. Le régime de parti n'est pas consacré dans notre constitution, après tout. Les associations peuvent donc nommer un agent pour se garder un certain degré d'indépendance. Il peut recevoir et donner des reçus qui sont des déclarations fiscales qui peuvent être transmises au ministère du Revenu national aux fins du calcul des déductions.

A mon avis, la division des pouvoirs est une bonne idée. D'un côté, il y aurait l'agent enregistré qui surveillerait les choses au niveau national et d'un autre un agent électoral de district qui aurait des fonctions parallèles, mais seulement au niveau de la circonscription. Autrement, on aurait un agent pris entre deux feux. Le parti national et l'association ou le candidat local voulant tout l'argent. Je ne voudrais pas être à la place de ce pauvre homme. Après avoir entendu les histoires que quelques-uns de ces agents ont vécues, je pense que vous les mettez dans une position intenable.

**M. MacEachen:** Je ne vois pas pour quelles raisons j'aurais le droit de nommer un agent pour qu'il recueille des fonds pour moi avant que l'on ne m'ait accepté comme candidat.

**M. Dick:** C'est juste. C'est à l'Association de le faire.

**M. MacEachen:** En vertu de ce projet de loi, j'aurais le droit de nommer un agent en vue de la perception de fonds lorsque j'ai été accepté comme candidat.

**M. Dick:** L'association libérale de ma circonscription de Lanark-Renfrew-Carleton devrait pouvoir nommer quelqu'un pour recueillir des fonds . . .



## [Texte]

**Mr. MacEachen:** Then, I think...

**Mr. Dick:** But he might not be the man that national Liberal headquarters wanted.

**Mr. MacEachen:** I think that is a matter to be wrestled with within our own parties; it is not a matter for legislation. That is my approach.

**Mr. Dick:** But the chief agent has the final say...

**Mr. MacEachen:** It is the party leader.

**Mr. Dick:** ... through the chief agent, has the final. You are going to end up with central control, and not with the colourful individuals that every party has and...

**The Chairman:** I still have three more names.

**Mr. Nowlan:** I shall wait.

**The Chairman:** Mr. Clark.

**Mr. Clark (Rocky Mountain):** I wanted to do something revolutionary and propose a motion: I move that we accept Clause 2 (1), the language relating to the definition of the chief agent.

**Mr. Peters:** We have already dealt with that motion.

**Mr. Howard:** I could raise a point of order, Mr. Chairman. I understood you to say that we would be able to proceed subclause by subclause through to the end of the clause. Then we would wrap it up in endorsements of clause...

**The Chairman:** If you will allow the chair to answer Mr. Clark, I do not think this motion can be accepted because we have discussed these proposed subsections precisely.

**Mr. Reid:** Mr. Chairman, I thought we were discussing the question of registered agents.

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Reid:** We are talking here about the definition of a chief agent.

**The Chairman:** Since we have started discussion on this proposed subsection about the agent, which is the basis of the whole issue, I thought it wise to allow a broader discussion on it but not to have it repeated in other proposed subsections.

**Mr. Reid:** With that understanding, Mr. Chairman, I agree with you.

**The Chairman:** Mr. Blais.

**Mr. Blais:** I hope I understood some part of this discussion tonight, but can the Minister explain this particular situation for me?

If, in my riding, my official agent is appointed, as I understand it he is ruled by the proposed Subsection 61.1 as to what the expenditures might be. That is \$1.00 for each of the first ... and fifty cents for each name in excess of ... and twenty-five cents. That is the maximum he can expend on my behalf. If he does not abide by that limit, I am in trouble.

## [Interprétation]

**M. MacEachen:** Eh bien, je pense...

**M. Dick:** Mais ce ne serait peut-être pas celui que le bureau national des libéraux aurait voulu nommer.

**M. MacEachen:** A mon avis, c'est une question interne qui ne regarde pas la loi, mais nos propres partis.

**M. Dick:** L'agent principal aura néanmoins le dernier mot...

**M. MacEachen:** Non, le leader du parti.

**M. Dick:** ... par l'entremise de l'agent principal. Le contrôle sera finalement exercé au niveau central, et non pas par les personnalités pittoresques que l'on trouve dans tous les partis et...

**Le président:** J'ai encore trois noms sur ma liste.

**M. Nowlan:** J'attendrai.

**Le président:** Monsieur Clark.

**M. Clark (Rocky Mountain):** Je voulais faire quelque chose de révolutionnaire et vous présenter une motion: je propose l'adoption de la définition du terme «agent principal» au paragraphe (1) de l'article 2.

**M. Peters:** Nous en avons déjà terminé avec cette motion.

**M. Howard:** Je pourrais invoquer le Règlement, monsieur le président. Apparemment, vous nous avez proposé d'étudier l'article paragraphe par paragraphe. Ensuite, nous passerons à l'adoption de l'article...

**Le président:** Monsieur Clark, cette motion n'est pas recevable parce que nous avons discuté précisément de ces paragraphes.

**M. Reid:** Monsieur le président, je croyais que nous étions à discuter des agents enregistrés.

**Le président:** Oui.

**M. Reid:** Nous discutons présentement de la définition de l'agent principal.

**Le président:** Puisque nous avons commencé à discuter du paragraphe où il est question de l'agent et que c'est là le cœur du problème, j'ai cru bon de laisser le cadre de la discussion assez large, mais je ne voulais pas que l'on y revienne à propos d'autres paragraphes.

**M. Reid:** Dans ce cas, je suis d'accord avec vous, monsieur le président.

**Le président:** Monsieur Blais.

**M. Blais:** J'espère avoir compris au moins partiellement ce qui dit ce soir, mais j'aimerais que le ministre m'explique une situation particulière.

L'agent officiel qui sera nommé pour moi dans ma circonscription sera tenu de se conformer au paragraphe (1) de l'article 61 en ce qui concerne la limitation des dépenses d'élection, c'est-à-dire \$1 pour chacun des 15,000 premiers ... et 50c. pour chacun des noms après le quinze millièmes ... et 25c. C'est le maximum qu'il peut dépenser pour moi. S'il ne se tient pas à cette disposition, j'aurais des histoires.

**[Text]**

By the same token, if he is also the registered agent, he is limited by the proposed Subsection 13.1 relating to thirty cents or that portion of thirty cents which in the aggregate will total the total amount of thirty cents multiplied by the numbers of electors on the total electoral lists. Do these two amounts in proposed Sections 13.1 and 61.1, are they cumulative or do they have to be inclusive so that in the event that after the election the party turns over an amount of money to my campaign, is that deemed to be a portion of the 30 cents per elector contemplated in proposed Section 13.1 or is that not contemplated as being such an amount, and would that amount be added to the amount that would be spent by my official agent under proposed Section 61.1? I trust that that is unclear at this particular point. I am concerned about that because there seems to be a considerable amount of confusion. If proposed Section 61.1 means that my official agent...

**The Chairman:** It is page 16.

**Mr. Blais:** Proposed Section 61.1 says that every candidate, etc., expends money:

• 2145

(2) The amount determined under this subsection in respect of an electoral district is the aggregate of

And then the amounts are delineated by the amount which I have to spend as a candidate through my official agent.

Where can a mistake arise, because there is such a definition between the two. My official agent is named and the registered agent is named by the party or the chief agent. I do not see where the difficulty might arise. One is acting as my agent as a candidate and the other one is acting as an agent of the chief agent, which chief agent is named by the party. Each has very defined responsibilities and limits with reference to expenditures.

I recognize that Mr. Dick has indicated there are certain limitations with reference to the collection of moneys, but surely there is no difficulty with reference to determining how much each one is allowed to spend, and one is spending, as a registered agent of the party once removed, that amount which is allocated by proposed Section 13.1, and the other one, of course, as an official agent of the candidate, is entitled to spend those amounts that are delineated by proposed Section 61.1.

There is no difficulty between those two, I would suggest. It seems clear to me and I do not know where the difficulty arises.

**Mr. Dick:** You are talking about before an official agent is appointed. He cannot be appointed until you are a candidate, and if three years between an election has already passed and an election writ is issued, who collects the money for the PC's in your area? The registered agent?

**The Chairman:** Order, please.

**Mr. Blais:** That is true, so long as we define the problem as that. I am not too concerned about that because I was under the impression, from the discussions across this table, that we were facing some monumental difficulty. If it is only a question of who is going to be collecting the moneys between elections, and that person is the registered agent as defined, which is an agent of the chief agent,

**[Interpretation]**

Selon le même principe, si cette personne est également l'agent enregistré, il doit respecter le nouvel article 13.1 relatif aux 30c, ou à cette partie des 30c. qui dans l'ensemble sera égal au montant total du produit de 30c. par le nombre d'électeurs de l'ensemble des listes électorales. Est-ce que les deux montants mentionnés aux articles 13.1 et 61.1 du projet de loi sont cumulatifs ou est-ce que l'un inclut l'autre de sorte que si, après les élections, le parti remet un certain montant d'argent pour m'aider à défrayer le coût de ma campagne, ce montant serait considéré comme faisant partie des 30 cents par électeur dont il est question à l'article 13.1 du projet de loi? Ou encore si l'on n'envisage pas de le considérer comme tel, ce montant serait-il ajouté à celui que dépenserait mon agent officiel aux termes de l'article 61.1 du projet de loi? Je suppose que pour l'instant ce n'est pas très clair. Cette question me préoccupe, car il semble y avoir beaucoup de confusion. Si l'article 61.1 du projet de loi signifie que mon agent officiel...

**Le président:** C'est à la page 16.

**M. Blais:** L'article 61.1 proposé dans le projet de loi stipule que tout candidat, etc., dépense de l'argent:

(2) La somme déterminée aux termes du présent paragraphe à l'égard d'une circonscription est le total des montants suivants:

Les montants énumérés par la suite représentent ce que je dois dépenser comme candidat par l'entremise de mon agent officiel.

Je ne vois pas comment une erreur peut survenir, car il existe une définition des deux types d'agents. Mon agent officiel est nommé et l'agent enregistré est nommé par le parti ou l'agent principal. L'un agit comme agent du candidat, c'est-à-dire qu'il est mon agent, tandis que l'autre sert d'agent de l'agent principal, qui est lui-même nommé par le parti. Chacun a des responsabilités très bien définies et des restrictions aussi bien définies en ce qui a trait aux dépenses.

J'admets que M. Dick a fait remarquer qu'il existe certaines restrictions quant à la collecte de l'argent, mais il n'existe certainement pas de problème lorsqu'il s'agit de déterminer combien chacun a le droit de dépenser, et l'un dépense, en tant qu'agent enregistré du parti, le montant stipulé par l'article 13.1 proposé dans le projet de loi tandis que l'autre, en tant qu'agent officiel du candidat, a bien sûr le droit de dépenser les montants décrits à l'article 61.1.

D'après moi, il n'existe aucun problème en ce qui concerne cette distinction. Tout est clair pour moi et je ne vois pas où des problèmes pourraient surgir.

**M. Dick:** Vous parlez du temps qui précède la nomination d'un agent officiel. Il ne peut pas être nommé avant que vous vous portiez candidat et si trois années s'écoulaient entre deux élections, lors de l'émission du bref d'élection, qui va recueillir l'argent destiné au parti conservateur dans votre région? Est-ce l'agent enregistré?

**Le président:** A l'ordre, je vous prie.

**M. Blais:** Vous avez raison, tant que c'est bien le problème que vous voyez. Cela ne me préoccupe pas tellement, mais j'avais l'impression, d'après les discussions entendues, que nous faisions face à un problème monumental. S'il s'agit uniquement de savoir qui va recueillir les dons faits entre deux élections, il s'agit tout simplement de l'agent enregistré comme nous l'avons défini, c'est-à-dire

## [Texte]

I am not too concerned about that because eventually, if the party determines that the money is going to be turned over to the candidate after his nomination, that is the party's decision and I do not think any party or any candidate has faced any difficulty on that score.

The question I am concerned about is what responsibility is my official agent going to have with reference to the expenditure of funds, and as a candidate I am only concerned that my official agent expends those moneys which he is allowed to expend under proposed Section 61.1. I do not give a sweet God forsaken about what he might spend on behalf of the agent, that is the chief agent's lookout and not my particular lookout as a candidate.

**Mr. MacEachen:** I agree with your analysis.

**The Chairman:** Mr. Reid.

**Mr. Reid:** I would like to ask a question. Mr. Minister, there is nothing in this bill to prevent any local organization from collecting money between elections?

**Mr. MacEachen:** No.

**Mr. Reid:** Under this bill any local organization can go out and collect money in any way it chooses between elections?

**Mr. MacEachen:** Right.

• 2150

**Mr. Reid:** The difference is, as I understand it, that the tax credit can only come through somebody who is responsible, both on the collecting side and the expenditure side; whereas the party or the local organization can continue to collect money without having to worry about that responsibility under the act because it does not give income tax deductions, or does not have the power to, in itself, and does not have to report its expenditures either. Is that correct?

**Mr. MacEachen:** That is correct.

**Mr. Reid:** Therefore, it is possible to have a member of a local constituency organization as the registered agent for a registered political party in a particular constituency.

**Mr. MacEachen:** Yes.

**Mr. Reid:** So, the point that has been raised by Mr. Dick and by Mr. Nowlan is whether or not a local constituency political organization can have, as its own right, the power to give income tax deductions or tax credits for contributions so rendered.

**Mr. MacEachen:** That is right. And the solution for that problem is, in my opinion, a matter to be worked out between the constituency organization and the party leadership. If we were going to work otherwise, we would have to create a new definition and a new registry of constituency associations. It seems to me that is going to complicate our life much more than the relatively simple approach here.

**Mr. Reid:** The other question, then, that I would put to you is that in the proposal which Mr. Howard has advanced to deal with that, these individuals are still selected by the chief agent of the party.

## [Interprétation]

l'agent de l'agent principal; cette question ne me préoccupe pas tellement, car en fin de compte si le parti décide que l'argent doit être remis au candidat une fois qu'il aura porté sa candidature, c'est au parti d'en décider et je ne crois pas qu'un parti ou un candidat ait rencontré des difficultés à ce propos.

La question qui me préoccupe est de savoir quelle responsabilité incombera à mon agent officiel en ce qui concerne la dépense de fonds, car en tant que candidat ma seule préoccupation est de savoir que mon agent officiel ne dépense que l'argent qu'il est autorisé à dépenser aux termes de l'article 61.1. L'argent qu'il dépense au nom de l'agent n'a rien à voir avec moi personnellement, c'est à l'agent principal d'y voir et non pas à moi comme candidat.

**M. MacEachen:** Je suis d'accord avec votre façon de voir les choses.

**Le président:** Monsieur Reid.

**M. Reid:** J'aimerais poser une question. Il n'y a rien dans le projet de loi, monsieur le président, qui empêche une organisation locale de recueillir des fonds entre deux élections?

**M. MacEachen:** Non.

**M. Reid:** Aux termes du projet de loi, toute organisation locale peut recueillir des fonds de n'importe quelle manière entre deux élections?

**M. MacEachen:** C'est exact.

**M. Reid:** La différence est que, si je comprends bien, le crédit fiscal ne peut être accordé que par quelqu'un de responsable, aussi bien du point de vue de la collection des fonds que des dépenses; tandis que le parti ou l'organisation locale peut continuer à recueillir des fonds sans avoir à se préoccuper de ce projet de loi car il n'accorde pas de déductions fiscales et n'a pas besoin non plus de publier ses dépenses. Est-ce exact?

**M. MacEachen:** C'est exact.

**M. Reid:** Par conséquent, il est possible d'avoir un membre d'une organisation locale de circonscription faire office d'agent enregistré pour un parti politique enregistré dans une circonscription donnée.

**M. MacEachen:** Oui.

**M. Reid:** Donc, le problème soulevé par MM. Dick et Nowlan est de savoir si une organisation politique locale possède, de plein droit, le pouvoir d'accorder des crédits fiscaux pour les contributions ainsi reçues.

**M. MacEachen:** C'est exact. Et la solution à ce problème est, selon moi, à rechercher entre l'organisation de circonscription et la direction du parti. Si nous voulions adopter un autre système, il nous faudrait trouver une nouvelle définition et tenir un nouveau registre des associations de circonscription. Il me semble que cela nous compliquerait la vie encore davantage que la solution relativement simple ici.

**M. Reid:** L'autre question que je veux poser alors, tient dans la proposition que M. Howard a faite pour résoudre cela, à savoir que ces personnes continuent à être choisies par l'agent principal du parti.



[Text]

**Mr. MacEachen:** As I understand the line of Mr. Howard's thinking, that is the case; except that it seems to me that maybe his main concern has been removed by the further discussion with respect to the expenditures.

**Mr. Reid:** My point was that the lines of authority, because the national party still appointed that person and presumably was still responsible for the funds, and because the amendments did not change the concept of agency, were the same thing as had been proposed in the bill under a different name but doing basically the same thing.

**Mr. MacEachen:** Yes, I think that is right.

**Mr. Reid:** The last question, I would put is: if you do go to a system where you give each constituency organization, as of right, the power to create tax credits for collecting funds, then what it means is that you do away with the concept of agency in respect of national parties and dilute it to the number of constituency organizations times the number of registered parties...

**Mr. MacEachen:** Yes.

**Mr. Reid:** ... which, in effect, makes it virtually unenforceable.

**Mr. MacEachen:** Well, you know, it is only within recent years that the concept of a registered party has appeared in the election law and we have built on that concept that is now in the election law in order to create this system. Now, if you wanted to go a step further and give an official status to constituency associations, you would have to define them and have them registered, and that would lead us into another area that I think is very complicated.

**The Chairman:** Mr. Danson.

**Mr. Danson:** Mr. Chairman, is this intended to or does it unintentionally allow the tax credit to be applied to the normal constituency dues that one pays—the five or ten dollars, or whatever you charge, in a constituency organization? Is that covered? Would that attract a tax credit?

**Mr. MacEachen:** If it is a contribution to the party, it would be eligible and would attract a tax credit.

**Mr. Danson:** The party, as a constituency organization in this case. Most constituency organizations, I presume, have a membership fee.

• 2155

**Mr. MacEachen:** If the fee is a payment for a service from the party, it is not a contribution. If it is an outright contribution, of course, it would be a tax credit.

**Mr. Danson:** I think you would find it might be called a contribution. This creates a whole area of little tax credits around the country and the problems this entails just for the administration of taxes is just horrendous. As a newcomer to the Committee, has it been suggested there be a minimum amount that would attract the tax credit?

**Mr. MacEachen:** No; I think the formula as established is 75 per cent of the first quantum up to \$100—that is the tax credit.

**Mr. Danson:** I will not pursue that any further; I will leave it for the regular members of the Committee.

[Interpretation]

**M. MacEachen:** Si je comprends bien la pensée de M. Howard, c'est le cas; excepté qu'il me semble que son inquiétude principale a été supprimée par les explications données sur les dépenses.

**M. Reid:** Mon argument est que les pouvoirs, du fait que le parti national nomme toujours cette personne et sera probablement responsable des fonds, seront les mêmes que ce qui a été proposé dans le projet de loi sous un autre même mais ayant le même effet.

**M. MacEachen:** Oui, je pense que c'est exact.

**M. Reid:** Ma dernière question est la suivante: si vous adoptez un système où vous donnez à chaque organisation de circonscription le pouvoir, de plein droit, d'accorder des crédits fiscaux en échange de contributions monétaires, cela signifie que vous supprimez le caractère national des partis et que vous les diluez en un certain nombre d'organisations locales d'un même nombre que les partis.

**M. MacEachen:** Oui.

**M. Reid:** Ce qui, en fait, rend le système inapplicable.

**M. MacEachen:** Vous savez, ce n'est qu'au cours des dernières années qu'a surgi le concept de partis enregistrés dans la législation électorale et c'est sur ce concept que nous nous sommes basés pour créer ce système. Maintenant, si vous voulez aller encore plus loin et donner un statut officiel à ces associations locales, il faudrait d'abord les définir puis les enregistrer, ce qui serait extrêmement compliqué.

**Le président:** Monsieur Danson.

**M. Danson:** Monsieur le président, est-ce qu'intentionnellement ou non ce projet de loi autorise la déduction fiscale des cotisations que versent normalement les membres des associations locales qui sont de 5 ou 10 dollars généralement? Cela est-il prévu?

**M. MacEachen:** Si c'est une contribution au parti, cette somme pourrait être déduite aux fins de l'impôt.

**M. Danson:** Cela s'appliquerait donc au parti, dans le cas échéant, à la section locale. Je suppose que la plupart de celles-ci perçoivent des cotisations.

**M. MacEachen:** S'il s'agit d'une compensation pour un service rendu par le parti, ce n'est pas une contribution. Il faut que cela soit une contribution en bonne et due forme pour que cela soit un crédit d'impôt.

**M. Danson:** Cela pourrait très bien être une contribution. Il y a toute cette question des petits crédits d'impôt partout au pays qui interviennent, avec tout ce que cela comporte de difficultés du point de vue administratif. Je suis relativement nouveau au comité, pouvez-vous me dire s'il y a eu un minimum de proposé pour ce crédit d'impôt?

**M. MacEachen:** Non. Je pense qu'il y a une formule qui veut que les premiers 75 p. 100 du premier montant jusqu'à un maximum de \$100 soit considérée comme crédit d'impôt.

**M. Danson:** Je ne vais pas m'engager davantage sur ce terrain; je laisse ce soin aux membres réguliers du Comité.



[Texte]

**The Chairman:** Maybe at page 35 of the proposed bill. Is there further discussion on this subsection (2)?

**Mr. Howard:** Oh, yes; there surely is! There is even an amendment.

**The Chairman:** Mr. Howard.

**Mr. Howard:** On subsection (2)?

**The Chairman:** On subsection (1).

**Mr. Howard:** I just wondered, after the further suggestion made by Mr. Benjamin which deals with the simple question of expenditures by registered agents and some assurance that the chief agent and the party thereby does not get into great difficulty over that, whether it might be more worth while for those who originally drafted the bill to put the concept in words which are germane to the whole bill itself—in other words, reflect the thinking of the person who did the original drafting rather than our own words. We have some written down here.

**Mr. MacEachen:** Mr. Chairman, we will write in something that we can show you to meet that problem.

**Mr. Howard:** I think it would go in Clause 4, in any event.

**Mr. MacEachen:** I think if we could do that we would remove the necessity of the new concept of an electoral district agent and simplify the problem.

**Mr. Howard:** Not necessarily; but however . . .

**The Chairman:** Mr. Nowlan, on Section 1.

**Mr. Nowlan:** It is certainly in Section 1. I think in this discussion tonight, while we may not have moved very far in terms of clauses, I think it has helped to explore the problems and, hopefully, might meet some of the concern of the members. As it is "chief agent" that we are talking about, Mr. Chairman, I come back to what I asked the Minister, I think in one of his first appearances before this Committee. We were talking about chief agents and expenses and corrections. I still have some real concerns about that. I would like the Minister perhaps before his agent—speaking of agency—his agent be his delegated agent and Parliamentary agent or his registered agent who is going to testify during the trials and tribulations of this bill, to come back since we are going to create this chief agent who has ultimate responsibility for a registered party.

I am still interested in the fact that the Minister has not been able to say this concept has been invoked anywhere else. He may be able to elucidate for me on that later in another session but if we do have a chief agent, then surely that is the man in terms of the registered party who should have some responsibility about what I have mentioned to the Minister before in terms of the government preponderance and the government power of polluting the airwaves and the newspapers of the land with these full-page ads and 30-second bulletins and 5-minute documentaries about what a great Minister of Health, what a great Secretary of State or what a great pension program we have in Canada. That just happens to come 31 days or the day before the writ is issued.

Quite frankly, Mr. Chairman, we are all discussing this from fundamental concern and I have seen it work in British Columbia long before the NDP got in. I am sure the NDP most likely will continue the successful path started by Mr. Bennett. It has started in Ontario.

[Interprétation]

**Le président:** Page 35 du bill. Y a-t-il d'autres questions au sujet du paragraphe (2)?

**M. Howard:** Certainement, il y a même un amendement.

**Le président:** Monsieur Howard.

**M. Howard:** C'est bien (2)?

**Le président:** Le paragraphe (1).

**M. Howard:** M. Benjamin a fait allusion tout à l'heure aux difficultés que pourraient avoir les agents enregistrés et demande que l'agent principal et le parti au sujet des dépenses, de sorte que je me demande maintenant s'il ne conviendrait pas de faire appel au service de ceux qui ont d'abord conçu le bill pour qu'ils puissent rédiger l'amendement dans leurs termes et le rendre homogène. Cela serait préférable à ce que nous pourrions avoir. Nous avons de toute façon un projet ici.

**M. MacEachen:** Nous pouvons essayer quelque chose pour remédier à cette difficulté.

**M. Howard:** Cela serait l'article 4.

**M. MacEachen:** Nous pourrions tout simplement oublier le nouveau concept de l'agent de district électoral.

**M. Howard:** Pas nécessairement, mais. . .

**Le président:** Monsieur Nowlan, au sujet de l'article 1.

**M. Nowlan:** C'est à l'article 1 qu'il faut voir. Nous n'avons peut-être pas tellement progressé ce soir pour ce qui est des articles, mais nous avons pu mettre en lumière et possiblement résoudre certaines des difficultés que voyaient les députés. Nous parlions de l'agent principal, monsieur le président, je reviens à une question que je posais au ministre lors d'une de ses premières présences devant le Comité. La question porte sur les agents principaux, les dépenses et les corrections. Je ne suis pas complètement rassuré sur ce sujet. Je voudrais que le ministre, où sont mes gens, son représentant, puisqu'il en est question, que cela soit son agent parlementaire, ou son agent enregistré, je voudrais que quiconque témoigne devant le Comité pour l'étude du bill, revienne pour donner des précisions au sujet de cet agent principal qui devrait parler au nom du parti enregistré.

Je suis assez médusé par le fait que le ministre n'ait pu montrer d'exemples ailleurs. Il pourra me donner des explications là-dessus plus tard. Pour l'instant, je reviens à la question de l'agent principal qui doit, sûrement, au nom du parti, assumer la responsabilité dans le cas que j'ai mentionné tout à l'heure au ministre dans le cas où le gouvernement, utilisant sa position de force, envahit les ondes, les journaux du pays avec de pleines pages de publicité, des bulletins de trente secondes, des documentaires de cinq minutes sur le grand ministre de la santé, l'incomparable secrétaire d'État, le merveilleux régime de pensions du Canada. Tout cela se produit 31 jours avant ou le jour même de l'émission du bref.

C'est une question fondamentale. J'ai vu ce qui s'est passé en Colombie-Britannique bien avant que le NPD n'entre en scène. Je suis sûr de toute façon que le NPD va continuer la marche ascendante annoncée par M. Bennett. C'est déjà commencé en Ontario.

[Text]

[Interpretation]

• 2200

**Mr. Benjamin:** Perish the thought.

**Mr. Nowlan:** If we are going to create a chief agent who is responsible for registered parties, with all the problems that might have at the local grass roots level that Mr. Lachance mentioned, then I certainly think we have to write into this bill some control and responsibility to that chief agent so that a flood of government advertisements on such things as "the land is strong" is accountable in terms of a campaign that comes within a certain time limit after those announcements occur.

I would like to know, Mr. Chairman, if the Minister has asked anyone in his Department or the legal officers of the Crown what relationship, if any—and I think there is a very real one—there is between this bill and the Bill of Rights. Although there may be the best intent to have balance flexibility, and the avoidance fraud, we must ensure that we do not develop, in effect, a functional fungus that pollutes an individual or a group who is anti-government and anti-party and who decides on their own to come out for somebody else.

Those are two real problems that I say flow from the concept of a chief agent. On my first comment I really would like some answers. And, on the second, I would like to know at another session what advice, if any, there has been about the Bill of Rights and this bill in the sense that an individual Canadian or a candidate is not going to be fundamentally infringed upon in his expression of what he feels about government.

**Mr. MacEachen:** On the first question, the control of government publicity, that is a new area and I would suggest it is really beyond the scope of a bill that is attempting to regulate election expenses.

We are just not able, in one bill, to regulate the whole of society.

**Mr. Nowlan:** But we have the concept of a chief agent which we have never had before. Can we not do something to get some control and responsibility in this area? We are exploring new ground.

**Mr. MacEachen:** On the Bill of Rights, the Justice Department has advised that we are fully in accord with the Bill of Rights on this bill.

**Mr. Nowlan:** I am interested in that.

**The Chairman:** May I thank the Minister, the witnesses, the officers and all members for their contribution this evening.

I would invite the members at the next meeting to try to restrict their remarks to the very specific sections we are discussing, otherwise we will not make too much progress.

I believe it important that we had an over-all discussion on the definition of a chief agent or a registered agent as compared to an official agent and so on, but now that we have had that discussion I think we should proceed in a more restrictive way.

**Mr. O'Connor:** When is the next meeting, Mr. Chairman?

**M. Benjamin:** Loin de nous cette pensée.

**M. Nowlan:** Si nous voulons nommer un agent principal responsable des partis enregistrés, avec tous les problèmes que cela comporte au départ, comme M. Lachance l'a mentionné, je suis convaincu qu'il faut inclure dans le bill des fonctions de contrôle des responsabilités qui seraient dévolues à l'agent principal, pour que des annonces publicitaires gouvernementales du genre de: «le pays est fort» s'explique du fait qu'il s'agisse d'une campagne qui suit de près ces annonces.

J'aimerais savoir, monsieur le président, si le ministre a demandé à quelqu'un dans son ministère ou au conseiller juridique de la Couronne quels rapports, s'il en existe, je crois qu'il y en a un réel, il y a entre ce bill et le bill des droits de l'homme. Même si on songe surtout à obtenir un équilibre, une souplesse, à éviter la fraude, nous devons nous assurer que nous ne favorisons pas de fungus qui pourrait polluer un individu ou un groupe anti-gouvernement, anti-parti, qui pourrait décider de son propre chef de supporter quelqu'un d'autre.

Il y a deux problèmes réels qui découlent de cette idée d'un agent principal. J'aimerais connaître vos réponses à ma première remarque. Pour ma deuxième, vous pourriez me dire à une autre réunion quels conseils, s'il y en a, ont été donnés au sujet du bill des droits de l'homme et ce bill-ci, sachant qu'on ne pourra empêcher un citoyen canadien ou un candidat de dire ce qu'il pense du gouvernement.

**M. MacEachen:** Au sujet de votre première question, du contrôle de la publicité gouvernementale, c'est un nouveau secteur et il ne fait pas vraiment partie du bill qui tente de réglementer les dépenses d'élections.

Nous ne pouvons, dans un seul bill, réglementer toute la société.

**M. Nowlan:** Mais nous avons cette idée d'un agent principal et c'est là un concept que nous n'avons jamais eu auparavant. Nous pouvons faire quelque chose pour obtenir un certain contrôle et une certaine responsabilité dans ce domaine? Nous sommes sur un terrain nouveau.

**M. MacEachen:** Au sujet du bill des droits de l'homme, le ministère de la Justice nous a informés que ce bill-ci est tout à fait en accord avec le bill des droits de l'homme.

**M. Nowlan:** Cela m'intéresse beaucoup.

**Le président:** Je voudrais remercier le ministre, les témoins, les fonctionnaires et tous les députés de leur travail ce soir.

Je demanderai aux députés de se limiter, à la prochaine réunion, à des remarques concernant les articles précis que nous sommes en train de discuter, autrement nous ne pourrions pas faire de progrès.

Il est important, je crois, d'avoir une discussion d'ensemble sur la définition d'un agent principal ou d'un agent enregistré comparativement à un agent officiel ou autre, mais maintenant que nous avons eu cette discussion, il nous faudrait nous limiter un peu plus.

**M. O'Connor:** Quand sera la prochaine réunion monsieur le président?

## [Texte]

**The Chairman:** Thursday afternoon.

**Mr. Dick:** Is there any possibility for Thursday morning?

**The Chairman:** I personally am engaged with the CPA association.

**Mr. Dick:** I am supposed to be, but this is more important.

**Mr. Nowlan:** Thursday morning is tied up with the CPA.

**The Chairman:** We could sit Thursday afternoon and Thursday evening.

**Mr. Dick:** How about Thursday morning and Thursday afternoon, because I cannot be here Thursday evening and I would like to be here just as much as you would.

**The Chairman:** This meeting is adjourned until 3.30 on Thursday afternoon.

## [Interprétation]

**Le président:** Jeudi après-midi.

**M. Dick:** Y en aura-t-il une jeudi matin?

**Le président:** Je serai occupé avec l'Association CPA.

**M. Dick:** Je suis supposé l'être, mais je pense que le bill est plus important.

**M. Nowlan:** Jeudi matin est réservé pour la CPA.

**Le président:** Nous pourrions siéger jeudi après-midi et jeudi soir.

**M. Dick:** Pourquoi pas jeudi matin et jeudi après-midi, je ne puis être ici jeudi soir et j'aimerais bien être ici en même temps que vous.

**Le président:** La séance est levée jusqu'à 3 h. 30 jeudi après-midi.







